REVUE

DES

DEUX MONDES

CVᵉ ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-CINQUIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

—

1935

MON JOURNAL DE GUERRE

DANS LES TRANCHÉES AVEC LES SOLDATS D'ITALIE

9 septembre 1915.

Depuis ce matin circule la nouvelle de notre départ prochain, presque immédiat, pour la ligne de feu (1). Où allons-nous? personne ne peut le dire avec exactitude. Qu'importe! L'essentiel est de se remuer. L'idée de passer quelques mois en garnison m'effrayait. La nouvelle de notre départ s'est répandue dans les escouades, mais n'y a pas provoqué une grande émotion. C'est la guerre : on va à la guerre. C'est naturel! D'autre part, l'état d'esprit de ces mobilisés de 1884 n'est pas négatif. Des hommes de trente ans comprennent certaines nécessités. Il y a ici de nombreux interventionnistes, même en dehors des Milanais : j'en ai connu un autre, un caporal de Crespino, près de Rovigo. Les éléments d'enthousiasme ne manquent pas.

Une agréable surprise m'attend. Je reçois ce mot : « L'ancien linotypiste de l'*Avanti* Adolphe Giretto, maintenant établi à Rovigo, vous envoie par l'entremise de l'ami Battaglini, son bon souvenir et ses salutations les plus affectueuses. » Un caporal milanais qui avait été envoyé au dépôt est revenu à la compagnie, sac au dos et fusil en main, pour aller au front avec nous tous. Beau geste! Le caporal s'appelle Mario Morani. Journée mélancolique. Première pluie d'automne. Fine, silencieuse, persistante.

(1) M. Benito Mussolini, de la classe 1883, fut rappelé sous les drapeaux le 31 août 1915 et incorporé au 11e bersaglieri.

14 septembre.

On annonce officiellement que nous partirons demain matin à sept heures. On annonce aussi que vers midi le colonel nous passera en revue et nous fera « un discours ». A onze heures, le clairon sonne le garde à vous ; c'est le colonel qui arrive. Nous sortons dans la cour, armés, sans le sac. Nous formons une sorte de carré. On sonne encore une fois le garde à vous. Le lieutenant-colonel parle. Discours terre à terre. Il faut trouver d'autres accents lorsqu'on est devant des hommes de plus de trente ans. Il faut considérer les soldats comme des hommes et non pas comme des matricules. Pour les gradés il y a un supplément de morale exposé par le lieutenant Izzo. Étant simple soldat, je sors.

Deux heures : réveil. On forme les rangs. On distribue, avec le prêt, une paire de chaussures de fatigue, une couverture et une boîte de conserves pour la route. Cette opération dure une couple d'heures.

C'est l'aube.

— Sac au dos!

En marche vers la gare. Le train est prêt, mais l'on part avec un léger retard. Nous sommes trois cent cinquante et un, y compris les trois officiers, un lieutenant et deux sous-lieutenants. Nous occupons les wagons. Pendant l'attente, une femme, toute vêtue de noir, traverse les groupes réunis devant le train et se jette dans les bras de son mari qui part. Lui, les yeux secs, se dégage doucement de l'étreinte affectueuse et encourage la femme qui s'éloigne, — lentement, — les mains sur le visage pour cacher ses larmes. C'est le seul épisode pathétique du départ.

Notre wagon est décoré de verdure. Une première secousse. Un coup de sifflet. Voilà : le train démarre. Adieu! Des mains s'agitent convulsivement en dehors des portières et des cris tumultueux s'élèvent : Adieu ! Adieu! Nous traversons la campagne. De vastes étendues vertes qui pâlissent, sous le soleil d'automne. Le lac de Garde. Je ne l'ai jamais vu si beau! Peschiera. Citadelle grise. Elle me rappelle une année de vie militaire. Adieu, jolie péninsule enchanteresse de Sirmione! Me voici dans la campagne de Vérone, mélancolique, pierreuse... Udine, lorsque nous y arrivons, à dix-

neuf heures, est plongée dans l'obscurité. D'interminables trains d'approvisionnement stationnent sur les voies pendant des kilomètres et des kilomètres. Cividale. C'est la nuit profonde, et je ne vois rien. Nous nous rendons aux cantonnements. Avec mes amis, je partage le grenier d'un paysan. Sommeil profond.

15 septembre.

Étape à Saint-Pierre du Natisone, la première des sept communes où l'on parle le patois slovène incompréhensible pour moi. Voici Stupizza, le dernier village italien avant la guerre. Peu après, nous arrivons à la limite de l'ancienne frontière. Au bord de la route il y a une maison et un corps de garde. Les armes de l'Autriche ont disparu.

Moment d'émotion pour moi qui me souviens d'avoir été, en octobre 1909, expulsé « de tous les pays et royaumes de l'empire autrichien ». Le lieutenant crie :

— Vive l'Italie!

Moi qui suis en tête de la colonne, je répète ce cri, et un chœur de quatre cents voix me fait écho : « Vive l'Italie! »

Caporetto. Je n'ai vu là qu'un clocher blanc avec une flèche élancée, couleur de réséda. Une foule de soldats l'entourent, chacun cherchant à découvrir des compatriotes. Nous campons à peu de distance de l'Isonzo, sur la terre nue.

Dans la nuit, le canon gronde du côté de Gorizia. Dans le camp veillé par les sentinelles, — silence profond. On a la sensation que la guerre est là, tout près.

16 septembre.

Matinée froide. Un voile de brouillard couvre l'Isonzo. La nouvelle de mon arrivée à Caporetto s'est répandue. Discours et impressions. Deux artilleurs parlent. Bigre! à les entendre, notre armée est presque entièrement détruite, l'Angleterre dort, la France est anéantie, la Russie aplatie.

Racontars odieux et idiots que j'ai entendu répéter bien des fois. Les deux compères, — qui n'ont jamais été au feu, — se tassent, juste à temps pour éviter une formidable râclée. Voici trois Bolonais. Leur moral est infiniment meilleur.

Pendant la distribution du rata, un capitaine-major me cherche sur les rangs et me trouve.

— Je veux serrer la main au directeur du *Popolo d'Italia.*

Après-midi de causeries. Épisodes de guerre. Exaltation unanime des Alpins. L'Isonzo! Je n'ai jamais vu une eau plus bleue. Étrange! Je me suis penché vers cette eau glacée et j'en ai bu une gorgée avec dévotion. Rivière sacrée!

17 septembre.

Départ. Nous sommes affectés, non plus au 11e, mais au 12e bersaglieri qui se trouve sur les pentes du Mont Noir. Un sous-lieutenant major qui commande à l'étape veut faire ma connaissance. Il m'offre une excellente tasse de café. Nous sommes sur les rangs. Le lieutenant Izzo nous fait quelques recommandations. Il nous dit qu'à un certain point de la route que nous avons à suivre nous serons en plein sous le feu des canons ennemis. Malheur aux retardataires! Les hommes de notre bataillon ne paraissent pas s'en soucier. Classe de fer, celle de 1884 !

Le moral est encore meilleur que naguère. Les discours, qui déjà étaient rares auparavant, on ne les entend plus. Il y a de la gaieté.

Vers le soir, nous atteignons la zone battue par l'artillerie autrichienne. Les obus sifflent dans l'air avec leur bruit caractéristique. Ils sont formidables. Quelques bersaglieri en sont émus. Marchant en queue de la colonne, j'encourage ceux qui sont près de moi.

La première et compréhensible émotion une fois passée, nous reprenons notre marche, rendue plus fatigante par le poids du sac chargé au grand complet, sous le feu précipité de l'artillerie ennemie. Un obus éclate près d'une colonne de mulets, sans faire de victimes. Un autre tombe à proximité d'un groupe de bersaglieri et soulève un tourbillon d'éclats.

Un soldat crie qu'il est blessé. Il a la clavicule brisée. Un autre obus éclate près d'un groupe dans lequel je me trouve. Il fracasse quelques grosses branches. Nous nous retrouvons couverts de feuillage et de terre. Pas de blessés. Les Autrichiens tirent au hasard. Il fait nuit lorsque nous arrivons au poste de commandement. Nous y sommes attendus par un maréchal des logis. Nous sommes en marche depuis douze heures. Il n'y a pas de traînards. Pourtant, mes camarades sortent des dépôts de Crémone, Rovigo, Ferrare, Mantoue, nés

et élevés dans les plaines les plus plates d'Italie. O race italique si vieille et toujours si jeune! Un bersagliere mantouan s'approche de moi et me dit :

— Monsieur Mussolini, nous avons constaté que vous avez beaucoup de cran, que vous nous avez pilotés dans notre marche sous les obus, nous désirons être commandés par vous...

Sancta simplicitas!

On nous compte et on nous répartit dans les trois bataillons du 11e bersaglieri.

Nous nous remettons en marche, en file indienne, pour rejoindre le 33e bataillon. Il est dix heures. Les marmites des cuisines roulantes fument à l'abri d'un rocher. On nous y a préparé un repas un peu sommaire, mais excellent : des pâtes, du bouillon, un morceau de viande. Beaucoup d'entre nous ont soif et réclament vainement de l'eau. Nous nous allongeons parmi les pierres, à la belle étoile. Il ne fait pas froid. Nuit éclairée par la pleine lune.

Silence. Spectacle fantastique. Nous sommes au haut de la montagne! nous sommes en haut! les canons nous ont déjà donné le baptême du feu! Ainsi s'achève ma première journée de guerre!

Samedi 18 septembre.

Ce matin, nous avons été répartis dans les trois compagnies du bataillon. L'opération a été longue.

Je suis attaché à la 8e. Vers le soir, nous allons regagner notre poste. Au lieu de remonter par le sentier de mulets, nous escaladons la pente presque verticale. Nous devons atteindre la cote 1870. C'est déjà une bonne altitude. L'ascension nous abrège le chemin d'au moins trois heures, mais elle est pénible, d'autant plus que nous n'avons pas d'alpenstocks et que nous portons le sac. Les hommes des « postes de relais » nous ont guidés. Personne n'est resté en arrière, mais nous sommes arrivés très tard dans la nuit. Avant d'atteindre le but, nous passons près des tombeaux de quatre ou cinq soldats italiens.

Pauvres morts, enterrés sur ces cimes désertes! Je porte votre souvenir dans mon cœur!

Nous nous sommes tapis entre les rochers, sous les étoiles. Un officier est passé et nous a commandé de charger nos

fusils et de mettre baïonnette au canon. Personne, sous aucun prétexte, ne doit quitter son poste.

A dix heures, l'action s'est engagée. Voici le « pan » sec et bruyant des fusils italiens. Les fusils autrichiens hâtent leur « ta-poum ». Les motos « de la mort » commencent à galoper. Leur « ta-ta-ta-ta » a une vitesse fantastique. Six cents coups à la minute. L'explosion de grenades à main déchire l'air. Après minuit, le feu prend une intensité infernale. Des fusées sillonnent sans interruption le ciel, tandis qu'on tire désespérément sur toute la ligne. Des rafales de balles sifflent au-dessus de nos têtes.

— A terre ! A terre ! crie-t-on.

Je dois me lever pour céder ma place à un blessé qui a les bras déchiquetés par l'éclatement d'une grenade. Il me demande de l'eau d'une voix lamentable, mais le brancardier me défend de lui en donner. J'enveloppe le blessé avec ma couverture de laine. Il fait froid. Après minuit, une explosion formidable nous fait sursauter. Une mine autrichienne vient de faire sauter une partie de l'éperon occupé par un peloton de la 8e compagnie. Une grande lueur sillonne le ciel orageux et un fracas épouvantable remplit la vallée. Des soldats légèrement blessés passent pour se rendre sans aide au poste de secours. La fusillade diminue d'intensité. Elle cesse tout à fait à l'aube. Ma première nuit dans la tranchée a été mouvementée et émouvante; de bonne heure, nos canons criblent d'obus les positions ennemies. Ensuite, les canons aussi se taisent. Le brouillard couvre la vallée. Sur le sommet que nous occupons, le soleil brille. Silence plein de pensées et d'angoisse des soldats au lendemain d'une bataille.

ENTRE LE MONT NOIR, LE VRSIG ET LE JAWORCEK

19 septembre.

Après la distribution du café, rassemblement. Le commandant Cassola, chef de bataillon, nous adresse brièvement ses souhaits de bienvenue et d'encouragement. Paroles affectueuses et touchantes. Près du poste de secours, d'où le commandant nous parle, il y a un blessé, la jambe brisée par des éclats d'obus. Figure sereine, profil délicat ; il demande une gorgée de café, une cigarette et on l'emporte. Coups de feu

très espacés, escarmouches entre les sentinelles. Nouveau rassemblement. C'est le capitaine de la compagnie, Vestrini, qui vient nous saluer. Il a la tête bandée. Cette nuit, pendant que, debout, il dirigeait vaillamment le combat, une balle ennemie l'a atteint au visage. La blessure heureusement n'est pas grave. Il nous dit :

— Le commandant de ce bataillon vous a attachés à ma compagnie. Depuis deux jours vous appartenez à un régiment héroïque qui, sur ces sommets rocheux, a accompli de mémorables exploits. Nous avons reconquis, non sans effusion de sang, ces terres qui étaient et qui sont nôtres. Cette nuit même, une maudite mine autrichienne a enseveli beaucoup de mes bersaglieri, mais les ennemis l'ont payé très cher. Nos mitrailleuses, vous les avez entendues, ne sont pas demeurées inactives. Vous êtes ici pour remplir le plus sacré et le plus dur des devoirs que chaque citoyen a envers sa patrie. Mais je compte sur vous ; vous êtes des hommes déjà rompus aux luttes de la vie; quand vous serez complètement assimilés aux vétérans, vous serez animés du même enthousiasme et de la même volonté de vaincre. Vous trouverez en moi, non seulement le chef, mais le père, mais le frère. Chaque fois que je pourrai vous être utile, je le ferai. Ayez confiance en moi. Tous mes vœux.

Le capitaine s'est tu. Ces paroles, franches et émues, nous ont touchés jusqu'au fond du cœur. C'est un homme qui inspire une grande confiance et une grande sympathie. Un lieutenant s'avance alors d'un pas et crie :

— Bersaglieri de la 8e compagnie, en l'honneur du capitaine Vestrini, hourrah !

— Hourrah ! Hourrah ! Hourrah ! répondons-nous avec de grandes exclamations.

Les brancardiers ramassent les cadavres des soldats tués pendant la nuit. Six, jusqu'ici. On les dépose sur les bords du sentier de mulets, en attendant qu'on les identifie et qu'on les enterre.

Il y a aussi, parmi eux, un magnifique type des Abruzzes dont j'avais fait la connaissance hier. Il a la tête enveloppée d'une toile de tente. Les cadavres des morts sont voilés : on ne voit que leurs mains raidies, noircies par la boue des tranchées. Les anciens passent sans regarder.

J'ai remarqué, — avec plaisir, avec joie, — que la plus cordiale camaraderie règne entre les officiers et les soldats.

Une existence de perpétuels dangers lie les âmes entre elles. Nos officiers nous semblent des frères bien plus que des chefs. C'est beau. Tout le formalisme réglementaire de la caserne est supprimé. L'uniforme aussi est presque aboli; il est défendu, même dans les abris, de porter le fez. Le panache traditionnel a disparu. On porte au contraire des bérets de laine que les soldats agrémentent d'une étoile. On peut parler à un officier sans se raidir au garde à vous. Il est difficile d'ailleurs, en montagne, de rester au garde à vous. Avec de pareils officiers, ceux qui parlent de renforcement du militarisme après l'inévitable victoire italienne, s'amusent à poursuivre d'irréalisables chimères. Le militarisme *made in Germany* n'a pas de prise en Italie. D'ailleurs, cette guerre, faite par les peuples et non par les armées de métier, marque la fin du militarisme de caste, la fin du militarisme professionnel.

L'énorme majorité des officiers italiens est venue de la vie civile avec la mobilisation. Tous les cadres subalternes sont formés de lieutenants et de sous-lieutenants de réserve qui se battent et qui meurent en héros.

Quelques officiers veulent faire ma connaissance. Voici le sous-lieutenant Lohengrin Giraud. Jeune et vaillant. Proposé pour la médaille d'argent de la valeur militaire.

— J'ai un nom allemand, ou, pour mieux dire, wagnérien, me dit-il, mais je déteste les Allemands.

Il me raconte : Le 11 septembre, la troisième compagnie reçut l'ordre d'attaquer le sommet du Vrsig, de l'occuper et de rejeter les Autrichiens de l'autre côté. La compagnie était commandée par Umberto Villani. Un audacieux. Un homme qui ne savait ni rire ni sourire. A l'heure indiquée, midi dix, Villani se lança un des premiers à l'assaut à la tête du « peloton d'honneur » qu'il avait composé des meilleurs éléments de la compagnie. Dès le début du combat, Villani, resté debout pour disposer les escouades d'assaut, fut atteint d'une balle. Il n'y fit pas attention. Quelques instants après, il était abattu par un éclat de grenade. Il n'eut que le temps de crier :

— Bersaglieri de la septième, en avant! A droite! Déployez-vous à droite! Vive l'Italie!

Il mourut. Le commandement de la compagnie passa au

sous-lieutenant milanais Giraud. Debout lui aussi, blessé lui aussi, mais pas grièvement, et ne se souciant ni du danger, ni de la mort, il dirigea un combat acharné qui dura vingt heures. Les grenades étant épuisées de part et d'autre, il y eut un corps à corps meurtrier, indescriptible. Notre action fut couronnée de succès. Les Autrichiens furent refoulés de l'autre côté de la montagne. De nombreux cadavres étaient étendus dans les ravins.

— J'aimerais t'avoir avec moi à la septième compagnie, me dit Giraud.

Le lieutenant Gauda, des carabiniers, est venu se battre en volontaire. C'est un Sarde. Courage et sang-froid exceptionnels. Il parle lentement, à l'anglaise. Lieutenant Corbelli, de la Romagne.

— Le bersagliere Mussolini est-il ici? dit une voix.

— C'est moi.

— Viens, je veux t'embrasser.

Nous nous sommes donné l'accolade. C'est le capitaine Festa de la 10e compagnie, du 157e d'infanterie, qui occupe nos positions.

— Ta campagne de presse pour l'intervention te fait honneur, à toi et à la presse italienne, me dit-il en présence des bersaglieri installés dans leurs abris.

— Cette guerre, mon cher Mussolini, c'est une guerre terrible. Nous avons en face de nous des barbares qui ont recours à toutes les perfidies; mais, — et il s'adressa aussi aux autres, — courage et surtout gardons la religion du devoir!

Il part. Il est court, trapu, barbu. Il porte lorgnon. Ses soldats parlent de lui avec respect.

Ma compagnie est envoyée en grand garde.

Le soleil se couche. Le caporal Claude Tommei, un Romain, m'offre un passe-montagne et un numéro du *Rugantino*. Merci. Lorsqu'en Italie on parlait de tranchées, la pensée allait à celles de l'armée anglaise creusées dans les plaines basses de la Flandre, et pourvues de tout le confort moderne, sans en exclure, paraît-il, les thermosiphons. Les nôtres, ici, à près de deux mille mètres d'altitude, sont bien différentes. Ici, ce sont des trous creusés dans le roc, des abris exposés à toutes les intempéries...

Tout est y provisoire et fragile. C'est vraiment une guerre

de géants, celle que les soldats d'Italie, — si vaillants, — doivent mener à bien. Ce ne sont pas des forteresses qu'il nous faut enlever, mais des montagnes. Les rochers sont ici des armes aussi meurtrières que les canons.

Le vent du soir nous apporte là-haut le froid avec la puanteur des cadavres oubliés.

Nuit claire, pleine d'étoiles.

Dès qu'il fait jour, le capitaine m'appelle. Je l'accompagne dans la tranchée la plus avancée. Abrité derrière des sacs de terre, je peux contempler avec une tranquillité relative la position qu'on se dispute. C'est un plateau d'environ cent cinquante mètres carrés, pas davantage. Le sommet a perdu sa physionomie primitive. Il a été aplati, nivelé par les grenades et les mines. Des rochers brisés, de gros poteaux, des fils de fer, des lambeaux d'uniformes, des sacs, des gourdes, épaves de la tempête. Les Autrichiens ne sont qu'à trente mètres de nous. Ils ne se montrent pas.

— Nos mitrailleuses ne badinent pas. Celui qui se découvre est foudroyé.

Un Sicilien très courageux, un certain Failli, est sorti de la tranchée et lance des grenades. A un certain moment, il en manque. Un volontaire, le caporal Morani, lui en apporte. Il est à peine arrivé qu'une grenade autrichienne tombe près de lui. Appréhension. Mais voilà qu'il se relève et accourt vers nous. Il me tombe dans les bras. Il n'est que blessé. Il a la figure couverte de poussière et de sang. Ses blessures sont aux jambes. Il veut que je l'accompagne au poste de secours. Nous le portons sur un brancard, le brancardier Greco et moi. Morani est calme, tranquille. Pas un cri, pas un gémissement, attitude de vrai soldat. Le major lui fait un pansement sommaire et m'assure que les blessures ne sont pas très graves. Nous nous embrassons. Morani est emporté sur un brancard, moi je regagne mon poste. Un ordre écrit arrive :

— Le bersagliere Mussolini doit se présenter avec son équipement au P. C. du régiment.

Sac au dos, une heure de marche. Le P. C. est installé dans un modeste baraquement de bois.

— Avant tout, me dit le colonel, j'ai le plaisir de vous serrer la main et suis heureux de vous avoir dans mon régi-

ment. Vous devriez rester avec moi. Vous êtes toujours en première ligne, exposé même au feu de l'artillerie. Vous devriez soulager le lieutenant Palazzeschi d'une partie de son travail administratif, et vous devriez écrire, dans vos heures de liberté, l'histoire du régiment pendant cette guerre. Bien entendu, je vous fais une proposition, je ne vous donne pas un ordre.

Le colonel Barbieri est de la Romagne, de Ravenne. Il a en effet le type du Romagnol.

Je lui réponds :

— Je préfère rester dans les tranchées avec mes camarades...

— Alors, n'en parlons plus. Acceptez un verre de vin.

Le vin du colonel n'est pas fameux, mais faute de mieux...

J'ai demandé et j'ai obtenu de passer à la septième compagnie pour être avec le lieutenant Giraud. Quelques bersaglieri, attachés au P. C., sont surpris de mon refus. Je suis à la guerre pour me battre, et non pour écrire.

Un peu avant d'arriver à la tranchée, je rencontre Giraud avec mon nouveau capitaine, Adolphe Mozzoni. Je lui rapporte ma conversation avec le colonel. Il me félicite de mon refus qu'il juge « très noble ».

— Moi aussi, je suis un peu journaliste, me dit-il, et nous ferons ensemble un journal des tranchées...

21 septembre

Je suis allé voir mes amis de la 8e compagnie. Je trouve le capitaine Vestrini blessé une seconde fois par une balle qui lui a traversé la joue. Il part pour l'ambulance.

Lorsque je reviens au P. C. du bataillon, on me remet un journal vieux de quatre jours. Pas encore de courrier d'Italie. Patience. Mais un soldat du service téléphonique me remet une lettre. C'est un mot écrit au crayon par un soldat que j'ai rencontré pendant que nous montions à la ligne de feu, à Planina Za-Pleçan. Il m'avait alors fait signer une carte postale. Il s'est souvenu de moi. C'est un certain François Rusconi, demeurant à Lecco, et maintenant simple soldat dans l'infanterie.

C'est un document intéressant, dans son émouvante simplicité et il prouve de quels sentiments sont animés les petits soldats italiens. Il me dit :

« Cher Mussolini, je ne suis qu'un pauvre ouvrier soldat. Arraché à l'étude très jeune, à cause de la triste situation où se trouvait ma famille, j'ai été emporté par le grand fleuve prolétarien. J'ai eu beaucoup de chagrin en quittant l'école primaire; mais l'idée d'apporter un peu de soulagement à ma pauvre famille me remplissait d'orgueil. Je m'étais dit que je consacrerais à l'étude mes heures de liberté : c'est ce que j'ai fait. »

Après avoir parlé de la lutte entre les neutralistes et les interventionnistes, il poursuit :

« Peu de temps après, l'heure est venue pour moi de joindre l'action à la pensée. Il y a de cela huit mois. »

Il parle de notre rencontre et il continue :

« Vous m'avez laissé votre autographe, mais en plus je sens dans mon cœur et dans mon âme une vive lumière, une joie que je n'oublierai jamais et qui m'accompagnera jusqu'à l'accomplissement des destinées de la Patrie... »

N'est-il pas simple et n'est-il pas grand, le langage de ces inconnus ouvriers et soldats?

L'ordre nous est venu d'aller relever la 9e compagnie qui occupe une des arêtes du Vrsig. On part, je marche en tête de la colonne avec le lieutenant Giraud. Trajet long et fatigant. Nous avons à suivre deux passages dangereux. Dans l'un on risque d'être mitraillé, dans l'autre celui d'être écrasé par les rochers que les Autrichiens font continuellement rouler sur nous. Mon chef d'escouade est le Calabrais Laurent Pinna, de Nicastro, étudiant, volontaire, fils d'un ingénieur du Génie civil.

— Qui aurait dit que je me serais trouvé avec Mussolini simple soldat? Je vais l'écrire immédiatement à mon père qui m'a souvent parlé de vous.

Dans le premier défilé non abrité que nous traversons, — l'un après l'autre, à de longs intervalles et en courant, — gît le cadavre d'un soldat autrichien. Il est tourné le visage contre terre. En dégringolant d'en haut, son uniforme a été réduit en lambeaux. Le dos est à nu, noir comme de l'encre. Puanteur. Le lieutenant Giraud me précède toujours. Dans ses paroles il me semble deviner un obscur pressentiment.

— Vois-tu, Mussolini, ici l'on peut mourir et mourir sans combattre...

Nous venons à peine d'occuper la pente abrupte de la montagne qu'une triste nouvelle se répand parmi nous. Le lieutenant Giraud a été grièvement blessé d'un coup de feu par une sentinelle autrichienne, au moment où il allait inspecter la position avec le capitaine et le sergent. La balle lui a traversé l'épaule. Je vois venir à moi le brancardier Albert Rita qui me dit :

— Le lieutenant m'envoie vous porter son dernier adieu.

La nouvelle a profondément attristé tous les bersaglieri qui aiment beaucoup leur officier et j'en suis particulièrement affecté. C'est le soir; nous nous couchons sur la terre près des arbres. Fusées lumineuses et pluie de grenades.

23 septembre.

Nous sommes à 1 897 mètres d'altitude. La pente de la montagne offre une déclivité de 75 à 80 pour 100. Malheur à celui qui fait s'ébouler une pierre! Pour monter et pour descendre, nous nous servons d'une corde qui, reliée aux arbres, va du P. C. de la compagnie aux postes les plus éloignés situés au fond de la vallée. Hier soir, pluie exceptionnelle de grenades. Ce sont des grenades qui s'annoncent par un sifflement très curieux, d'une expression presque humaine. Elles sont projetées par les fusils. Si elles tombent sur un terrain mou, elles n'éclatent pas. Mais, hier soir, elles ont éclaté presque toutes. Personne de nous n'a pu fermer l'œil. Un mort et un blessé.

25 septembre.

Cette nuit, de deux heures trente à quatre heures quinze, j'étais de garde en avant de notre escouade qui se trouve à un poste avancé. Une autre sentinelle était avec moi, Barnini Washington, Certaldais. Un vrai Toscan du pays de Boccace : à chaque mot qu'il dit, deux jurons. Je suis resté les yeux attentifs, écarquillés, mais on n'a vu personne. Quatre grenades ont éclaté à quelques mètres de notre poste, l'une voilée par des nuages blancs. Du ravin montait l'odeur des cadavres restés sans sépulture. Le beau temps est fini. Hier, encore le soleil, — un peu pâle, — de septembre; aujourd'hui, le brouillard, la pluie, le froid de l'hiver. Tourbillon de feuilles qui tombent avec un bruit sec sur nos tentes.

29 septembre.

Deux jours et deux nuits de pluie. Tempête.

Cette tempête venait du Mont Noir. Je suis, nous sommes trempés jusqu'aux os. Les bersaglieri préfèrent le feu à l'eau. Feu de poudre et projectiles, bien entendu. Mais cette matinée tiède nous fait oublier les journées pluvieuses. Le Slatenik s'enfle, rugit au fond de la vallée. On distribue le courrier. Enfin, au bout de quinze jours, il y a quelque chose pour moi. Dans la grande tranchée que nous occupons on peut faire du feu. Chaque tente a le sien. Le seul danger ici, — outre celui des coups de canon et des balles perdues, — est constitué par les rochers qui dégringolent du Vrsig. De temps en temps un cri :

— Un rocher! Un rocher!

Malheur à qui ne se gare pas à temps!

Le 11e bersaglieri a été rudement éprouvé, mais le moral des soldats est excellent. Les poilus de 1884 eux-mêmes changent de mentalité. Ils deviennent des soldats. Les premiers jours, lorsqu'il suffisait du grondement du canon, du sifflement d'une balle ou de la vue d'un cadavre pour les émouvoir, paraissent déjà très loin.

3 octobre.

Le planton du bureau des fourriers, Lamberti, m'apporte un mot du capitaine :

« Je voudrais, me dit-il, exprimer aux bersaglieri de la compagnie, dans la forme la plus sensible à leur âme simple et bonne, ma vive satisfaction pour la cohésion qui existe déjà entre les jeunes et les vieux soldats et qui prouve de quel esprit de solidarité ils sont animés. Cette gaieté sereine, ce sentiment de la discipline, cette résistance insouciante aux épreuves auxquelles ils sont soumis, je les apprécie tellement que j'en suis orgueilleux et fier. Tout cela, c'est l'indice d'un haut sentiment du devoir et nous permet de compter sur une union toujours plus forte entre les combattants, lorsque nous serons appelés à de plus difficiles exploits. Je confie au bersagliere Mussolini la tâche de rédiger un ordre du jour adressé à la compagnie qui résumera mes appréciations dans un style concis, à la bersaglière, en exhortant nos hommes à la persé-

vérance, en leur faisant entrevoir la réalisation du magnifique idéal patriotique et familial qui, lorsque l'heure en sera venue, sera pour eux la plus belle récompense du devoir accompli. »

Je réfléchis : « Mais c'est déjà un ordre du jour excellent que ces quelques phrases : que puis-je dire de plus et de mieux ? » Toutefois, j'obéis. Des rapports d'amitié commencent à s'établir entre les anciens et les mobilisés. Au premier peloton, je suis le seul mobilisé. Tous les autres sont des anciens qui se trouvaient au régiment au début des hostilités.

8 octobre.

Réveil à cinq heures. Nous escaladons une centaine de mètres. Nous nous trouvons sous un des versants très escarpés du Jaworcek. Les sentinelles autrichiennes tirent continuellement de là-haut. Je me mets à travailler avec acharnement de la pelle et de la pioche pour me creuser un bon abri. Pétrella m'aide. Je retrouve le lieutenant Fava qui me présente au capitaine de sa compagnie, Jannone. Nos amis des autres bataillons, dès qu'ils ont appris notre arrivée, viennent me chercher. Je retrouve là le caporal Bocconi, barbu, amaigri ; le caporal Strada, ancien sergent de ville milanais, toujours plein d'enthousiasme; le caporal Corradini, lequel me raconte une aventure extraordinaire qui lui est arrivée. Il devait prendre la garde avec une escouade au quatrième bosquet. Arrivé à un passage forcément non abrité, sur lequel les Autrichiens faisaient constamment rouler des pierres et des rochers, Corradini, voulant justement éviter d'être atteint, fit un mouvement et roula jusqu'au fond du ravin. Il y resta une nuit entière dans la boue, sous la pluie, se considérant comme perdu.

— Ce fut le souvenir de ma petite qui me donna du courage, me dit-il. Dès le jour je remontai la pente. Dans ma chute, j'avais tout perdu : mon sac, mon fusil, ma capote. J'arrivai à un petit poste d'infanterie italien. La sentinelle m'arrêta, lorsque le caporal me reconnut pour un des nôtres, et me laissa passer. Je pus ainsi rejoindre sain et sauf ma compagnie.

10 octobre.

Merveilleuse matinée ensoleillée. Horizon très limpide. On nous ordonne de dresser un état du nombre des chargeurs. Chaque soldat doit en avoir vingt-huit. Dix heures. Un obus

a passé en sifflant au-dessus de nos têtes. En haut, cinq minutes ne se sont pas écoulées qu'un deuxième obus éclate avec un énorme fracas à trois mètres de mon abri, à un mètre à peine de la tente du capitaine. J'étais debout. J'ai senti un coup de vent violent, suivi d'une grêle de mitraille. Je sors. Quelqu'un râle. On crie :

— Brancardier! brancardier!

Dans mon abri il y a deux blessés qui semblent très grièvement atteints. Un quartier de roc est littéralement barbouillé de sang. Les officiers sont debout et donnent des ordres.

— Les brancards! les brancards!

Les blessés sont nombreux et il faut demander des brancards aux autres compagnies. Il y a aussi deux morts : l'un est Janarelli, l'ordonnance du lieutenant Morigoni. Une balle de shrapnel lui a traversé la poitrine et est sortie par le dos. On l'a trouvée entre la peau et le gilet de flanelle.

— Embrassez-moi, mon lieutenant, a dit Janarelli; pour moi, c'est fini.

Je vois le lieutenant Morigoni les yeux brouillés de larmes.

— Il était si bon et si brave, Janarelli! murmure-t-il.

Janarelli semble dormir. Seulement autour de sa bouche il y a comme une large rose de sang. L'autre mort est un mobilisé de 84; un éclat d'obus lui a brisé le crâne. Une raie rouge lui partage la figure en deux. Il y a neuf blessés, dont trois très grièvement et deux désespérés.

— Sapeurs, en rang avec les pioches.

Les sapeurs se rassemblent avec leurs outils. Ils placent les morts sur des civières faites de branches d'arbre et de sacs, et s'en vont. Ici on ne peut installer un cimetière. Il faut enterrer tous les morts tombés çà et là, dans les endroits les plus abrités. L'émotion de la compagnie n'a que très peu duré. Bientôt on recommence à bavarder. On sifflote. On chante.

Lorsque le spectacle de la mort devient habituel, il n'impressionne plus. Aujourd'hui, pour la première fois, j'ai vu la mort de près. Je n'y pense pas.

Le lieutenant Francisco, de la 15e compagnie, passe et me raconte :

— Hier soir, les Autrichiens ont organisé une manifestation anti-italienne. Ils ont chanté en chœur leur hymne national. Ensuite ils ont crié : « Cocorico! »

Ils ont ajouté :

— Bersaglieri du 11e, nous vous attendons.

A la fin, une voix d'officier a hurlé dans le haut-parleur :

— Goujats d'Italiens, laissez-nous « notre sol » !

LA GUERRE EN MONTAGNE DANS LA NEIGE ET DANS LA BOUE

14 octobre.

Ce matin, passage habituel de soldats légèrement blessés. Les sentinelles autrichiennes, impitoyables, ne cessent pas un instant de tirer.

Quinze heures. L'artillerie autrichienne du Lipnik, je crois, commence à bombarder notre position. Vingt coups de 280 éclatent du fond de la vallée. Quatre n'explosent pas. Des cris de joie et de moquerie s'élèvent de nos abris.

Le 280 se tait et on entend « le petit canon ». Nous l'appelons ainsi parce qu'il nous est devenu presque familier par son tir quotidien : en réalité il s'agit d'un canon de montagne de 75. Je crois même qu'il y en a plusieurs. Presque tous les obus frappent la zone occupée par notre bataillon. Nous nous mettons à quatre, tête contre tête, derrière un gros tronc d'arbre qui nous protège admirablement bien. Nous avons avec nous un Alpin surpris par la rafale d'obus en allant chercher de l'eau. La mitraille crépite. Les branches tombent, les feuilles tourbillonnent. C'est fini. Nous ramassons des balles, des éclats d'obus encore chauds. Ce sont maintenant nos canons qui commencent à tirer.

Les Autrichiens se taisent. Joie pour nous. Nous voyons passer trois blessés dont un seul d'une façon relativement grave, car il a une jambe cassée. Dans le fond de la vallée le 280 a fait quelques victimes. Il y a plusieurs morts, — soldats d'infanterie et bersaglieri, — dans les postes de liaison. Soirée calme. De ci, de là, s'élèvent des voix qui chantent. Mais ce ne sont pas des chansons patriotiques. Elles sont du répertoire des casernes et du répertoire populaire. Il faut distinguer. Sauf une chanson dont le refrain est :

Je te rendrai
Trente et Trieste,

les autres ne font pas la moindre allusion aux événements

actuels. L'immortelle Violetta tient toujours la première place :

Et la Violetta
S'en va, s'en va...

Certains, qui ont dû faire la guerre de Libye, chantent au contraire :

De Tripoli à Gargarech
On marche en chemin de fer...

Le soldat italien est gai, surtout lorsqu'il ne pleut pas. Et même, lorsqu'il pleut, il accepte d'être trempé avec beaucoup de philosophie.

15 octobre.

Nuit de tempête. Le vent rugissait du mont Noir à la combe de Plezzo, et allait se briser contre les pentes abruptes et déjà blanches de neige du Rombon.

Matinée grise, incertaine. Nous voyons emporter les cadavres de deux bersaglieri. Ils ont dû tomber cette nuit aux avant-postes.

Tous les matins, au moment de la distribution du café, éclatent des discussions et des « prises de bec » entre les bersaglieri et surtout entre bersaglieri et caporaux. Étrange! Ce sont des hommes qui peuvent mourir d'un moment à l'autre et qui se disputent pour une gorgée de café. Mais cela s'explique : avant tout, le café est l'unique boisson que le soldat désire et la seule qu'il boive avec plaisir et profit pour sa santé. Puis, personne ne croit devoir mourir, et enfin il y a là un exemple du sens profond de justice distributive, inné chez tous les hommes. Lorsque les rations ne sont pas égales pour tous, on crie :

— *Camorra!* Pas de *camorra!*

Hélas! la camorra, dans le sens militaire du mot, existe. Au soldat qui est en première ligne, et qui devrait être « sacré », n'arrive que la plus minime partie de ce qui lui est dû d'après les règlements militaires. Chocolat, café, vin, grappa, passent par trop de mains : conducteurs, caporaux, plantons. La camorra semble être un fait normal, mais elle irrite grandement les soldats, surtout en temps de guerre. C'est alors qu'on les entend s'écrier : « Gouvernement de

voleurs! » La camorra finit par exercer une influence déprimante sur ce qu'on appelle le « moral » des troupes. Je pense que si, pour que nos soldats soient contents, il est nécessaire d'extirper les abus de la petite camorra et de distribuer des rations abondantes et égales pour tous, le problème est facile à résoudre. Importez, s'il le faut, tout le café du Brésil...

Les casques contre les obus sont arrivés. Six par compagnie pour l'instant. Ils portent sur le devant ces deux initiales : R. F. : République française.

Le 11e bersaglieri est le régiment italien par excellence. Tous ou presque tous les dépôts d'Italie y sont représentés. Il y a là des Sardes, des Siciliens de Cefalù, des Calabrais, des Pouillais de Bari ou de Lecce, des Abruzzais des quatre départements, des Napolitains de Naples et de Caserte, des Romains, des Toscans de Sienne, de Florence, de Massa et Carrare, des originaires des Marches d'Ancone, Ascoli, Piceno, Pesaro, des Émiliens de Ferrare, des Lombards de Milan, Brescia, Crémone, Bergame, Lecco, Sondrio, Mantoue, des Vénitiens de tous les départements, excepté Udine et Bellune.

16 octobre.

Être faits prisonniers par les Autrichiens, voilà une éventualité qui effraye mes camarades.

— Plutôt la mort! disent-ils.

Cela explique le nombre infime de prisonniers italiens faits par l'armée autrichienne. Ceux de notre régiment n'arrivent pas à la dizaine et ont été tous capturés par surprise.

Ici personne ne dit : « Je retourne dans mon pays! » On dit : « Je retourne en Italie. » L'Italie paraît ainsi, peut-être pour la première fois, à la conscience de beaucoup de ses enfants, comme une réalité vivante et unique, comme la Patrie commune, en somme.

17 octobre.

Dimanche. La matinée s'annonce calme. Un soleil merveilleux resplendit là-haut. Soudain, vers neuf heures, un obus de 280 autrichien passe sur nos têtes avec son sifflement atroce. Il éclate au loin, en bas, vers le Slatenik. Peu après,

un second coup plus court. Un troisième, à deux cents mètres au-dessous de la place que nous occupons. Un quatrième derrière nous. Les Autrichiens tirent au hasard. Ils battent la zone. « Tir de rigolade », comme nous l'appelons. Voici le sifflement du sixième coup. Je le sens sur moi. Tout près, tout près, il passe à soixante centimètres au-dessus de nos têtes. Nous restons immobiles, aplatis, Petrella et moi. La minute d'attente nous a paru bien longue. L'obus a éclaté à moins de trois mètres de l'endroit où nous sommes. Le vent du projectile a découvert tout notre abri. Détonation formidable. Grêle d'énormes éclats et de pierrailles. Un arbre a été déraciné, quelques rochers réduits en miettes. Nous sommes littéralement couverts de terre, de pierres et de branches de la tête aux pieds.

— Vivant?

— Vivant!

La courroie de mon fusil a été nettement coupée par un éclat d'obus. Ma gamelle et ma giberne sont criblées de projectiles. Le fusil de Petrella a la crosse brisée. Tous les arbres du voisinage ont l'écorce arrachée.

Nous sommes sains et saufs par miracle. L'ordonnance du commandant Castola, le coureur milanais Terzi, passe à toute vitesse d'un abri à l'autre en criant :

— Bersaglieri du 33e! Ordre du commandant, vous retirer avec vos armes au bas de la côte!

Nous obéissons. Tout le bataillon est réuni sous une roche à l'abri des coups du 280. Je passe devant le P. C. du bataillon. Il y a là le commandant, le capitaine Mozzoni, le capitaine Vestrini. J'ai la figure noire de terre.

— Que t'est-il arrivé ? me demande-t-on.

— Le dernier obus de 280 a éclaté tout près de moi.

— Tu l'as échappé belle !

Pour la seconde fois, à sept jours de distance, je viens de courir un danger sérieux et immédiat. S'il avait éclaté un peu plus en arrière, à la distance d'un pas, l'obus m'aurait réduit en miettes.

Jannazzone me dit :

— Si j'étais à votre place, j'irais faire brûler un cierge à Montevergine !

18 octobre.

Nuit calme. Matinée ensoleillée. Dans l'après-midi la symphonie de nos canons commence à se faire entendre. Ils tirent de tous les sommets. Nous ignorions l'existence de tant de batteries. Voici nos 75. Ils ont un sifflement et un éclatement sec et rageur.

La voix des 149 est imposante. La détonation de leurs obus est presque joviale dans son intensité. Les 210 ont un mugissement bref et assourdi. Après, il y a notre sympathique 305. Il arrive de loin, d'au delà des montagnes, comme un pèlerin. Il passe au-dessus de nos têtes lent et solennel. On peut le suivre au son, pendant tout son trajet. Nous n'entendons pas le coup du départ, trop lointain, mais nous entendons celui de l'arrivée. L'éclatement d'un obus de 305 italien fait trembler la montagne. Si le tonnerre de l'artillerie ennemie nous déprime, celui de la nôtre est réconfortant. Lorsque nos canons sont en action, les bersaglieri s'en donnent à cœur joie. Ils vont d'un abri à l'autre, ils sifflent, ils chantent. Ils accompagnent chaque obus d'acclamations et de souhaits.

Le fantassin n'a qu'un désir, c'est d'entendre toujours la voix de nos canons, toujours, de jour et de nuit. Lorsque ce sont les canons autrichiens qui tirent et que les nôtres se taisent, les bersaglieri, impatientés, protestent contre notre artillerie à laquelle ils reprochent de trop économiser les munitions. L'action de notre artillerie a duré deux heures.

Nous voyons passer des hommes de corvée chargés de munitions. Il y a là des caisses de grenades, portant en français les noms de : « Haut, Bas, Éviter les chocs. » L'offensive paraît imminente. Détail significatif! les bersaglieri ne disent pas : combat, action, bataille ; ils disent : en avant! On dirait que pour eux une bataille engagée par nous doit nécessairement finir par une avance. Il n'en est pas toujours ainsi. Mais l'emploi généralisé et exclusif de ces mots est un indice de l'esprit d'initiative qui anime les soldats italiens et de leur certitude de vaincre.

Ce qui m'a le plus étonné et ce qui m'a le plus ému au cours de ce premier mois de tranchées, c'est le stoïcisme

incroyable dont les blessés font preuve. Mon abri est en bordure du sentier de mulets. J'ai... une fenêtre sur la rue. Tout se déroule sous mes yeux. J'ai vu passer des dizaines et des dizaines de blessés. Ceux qui n'ont été que légèrement atteints et qui ont été frappés à un bras, se rendent seuls à l'infirmerie. J'en ai vu qui, tout en ayant la chair déchirée par des éclats d'obus, fumaient tranquillement une cigarette. Pas une plainte. C'est extraordinaire, admirable ! Un Mantouan, le bras presque entièrement détaché du tronc par un éclat d'obus, se rend seul au poste de secours. Il dit au lieutenant qui s'affaire autour de lui pour le panser :

— Mon lieutenant, coupez le restant ! Faites-moi donner un peu de pain !

Ce stoïcisme est dû à l'atmosphère spéciale dans laquelle on vit. Aucun soldat blessé ne voudrait montrer à ses camarades qu'il tremble et qu'il a peur de voir couler son sang. Il y a à cette mentalité une raison plus profonde. On ne se lamente pas pour une simple blessure, lorsqu'on court constamment le risque de mourir. La blessure est un moindre mal. En tout cas, le silence superbe de ces humbles enfants de l'Italie, souffrant de leur chair déchirée par l'acier brûlant, est une preuve de la magnifique solidité de notre race.

23 octobre.

Notre guerre, comme toutes les autres, est une guerre de position, d'usure. Guerre grise. Guerre de résignation, de patience, de ténacité. Dans la journée, on reste sous terre : ce n'est que la nuit qu'on peut vivre un peu plus tranquille. Tout le décor de la vieille guerre d'autrefois a disparu. Le fusil lui-même va devenir inutile. On part à l'assaut des tranchées avec des grenades, les très meurtrières grenades à main. Cette guerre est la plus contraire qui soit au tempérament italien. Pourtant, grâce à nos merveilleuses facultés d'adaptation, nous nous sommes habitués à la guerre des tranchées, à la guerre dans la boue, à ce traquenard continuel, qui met le système nerveux à une si dure épreuve. La résistance aux incommodités et au froid de la haute montagne, de la part d'hommes venant de pays où il ne neige jamais, est extraordinaire. J'ai surpris souvent dans les conversations de mes camarades, cette phrase :

— Si nous étions en plaine et en champ libre, les Autrichiens seraient vite démolis !

27 octobre.

Il neige. La neige s'infiltre dans l'abri où nous sommes cinq. Nous allumons du feu. C'est permis maintenant. Mais la fumée nous aveugle. Les petits canons autrichiens se livrent à leurs habituelles plaisanteries. Total : cinquante coups. Tir traînant et sans résultat. Quelques blessés. La quatrième escouade de notre compagnie est de garde aux avant-postes.

29 octobre.

Neige abondante. L'élève officier Raggi est venu dans mon abri et m'a conté ce qui s'est passé hier. Les Autrichiens prodiguent les coups de canon, même lorsqu'ils n'ont pour cible qu'un seul soldat qui ne mériterait pas un tel gaspillage de munitions. Toujours est-il que les Autrichiens ont tiré 47 coups de 75 contre un abri où étaient blottis cinq bersaglieri et l'aspirant Raggi. L'avant-dernier coup a été meurtrier. Un des bersaglieri a eu les jambes et les bras coupés. Un autre a été blessé moins grièvement. Enfin le caporal Camellini, de la classe 84, a eu un bras nettement arraché par un éclat. Ce n'est qu'hier soir, après une piqûre de caféine au poste de secours, qu'il a repris connaissance. Il a voulu embrasser le capitaine. Les Autrichiens nous lançaient des obus. Hausse zéro. Distance 300 mètres.

. . . .

Mes camarades ignorent complètement les revers ou les succès de l'offensive italienne sur les autres points du front. Nous ne sommes que deux à lire les journaux : le caporal Vismara, qui reçoit *l'Italia*, et moi. Je demande : « Pourquoi ne publie-t-on pas et ne communique-t-on pas aux combattants, qui aujourd'hui savent presque tous lire et écrire, un bulletin des « armées d'Italie » ? Paraissant deux ou trois fois par semaine, ce « bulletin » contiendrait les communiqués de notre armée et ceux des armées alliées, en même temps que les articles et les récits d'actes de valeur capables d'entretenir le moral de nos soldats.

L'HIVER DANS LES TRANCHÉES DE LA HAUTE MONTAGNE

31 octobre.

Journée de soleil et de calme. Le bruit court que bientôt notre bataillon ira pour quelque temps au repos, à Tornova, sur l'Isonzo. Cette nouvelle réjouit mes camarades, mais j'ai, moi, de bonnes raisons de ne pas la croire fondée. Je ne trouble pas leur joie. Il est arrivé un bataillon d'infanterie du 120e régiment ; voilà l'origine du bruit qui a couru. Dans les « abris » on chante, on fume, on écrit. Personne ne se soucie du tir monotone et insistant de la sentinelle autrichienne. Le brancardier De Rita, de Frosinone, raconte ses aventures. Il a été six ans dans l'Amérique du Nord. Il se dit républicain.

— Pourquoi ? lui ai-je demandé.

— Parce que j'ai été à New-York...

En réalité, il ne connaît même pas la signification du mot « république ». De plus, il est presque illettré. Mais il est courageux, résistant à la fatigue. Ses prises de bec avec l'autre brancardier amusent toute la brigade.

1er novembre.

Le troisième mois de guerre commence pour moi. Que m'apportera-t-il ? Nuit de calme et de rêves. Depuis quelques jours, « petit canon » se repose. Qu'est-ce que cela signifie ? Les batteries qui tiraient contre nos positions ont-elles été transportées autre part ?

J'attends le journal avec anxiété. L'ingéniosité des soldats italiens se révèle dans les tranchées. Avoir une chandelle dans les tranchées, c'est un privilège qui n'est accordé qu'aux officiers et encore pas toujours. Mais les bersaglieri ont résolu, — par les moyens les plus économiques et avec des appareils de la plus grande simplicité, — le problème de l'éclairage. La nuit, les heures sont si longues ! On prend une boîte de conserves vide. On y verse un peu de l'huile des sardines, avec un peu du gras fondu des conserves de viande. On effiloche des bandes de molletière pour faire la mèche qu'on met à l'intérieur et dont une des extrémités sort par un trou pratiqué dans le fond de la boîte. On allume, et si la mèche est

bien imbibée, on obtient une lumière un peu plus pâle que celle d'un réverbère, mais suffisante pour lire et pour écrire une lettre. Essayez vous-même !

2 novembre.

Après deux mois je commence à connaître mes camarades et je puis les juger. Connaître, c'est peut-être beaucoup dire. Mes connaissances sont limitées à mon escouade et, un peu, à ma compagnie. La tranchée dans la haute montagne oblige chaque soldat à vivre seul ou avec un seul compagnon, dans sa tanière. Je cherche à scruter la conscience de ces hommes, au milieu desquels, à cause des hasards de la guerre, je suis obligé de vivre et, qui sait ? de mourir.

Leur « moral ». Aiment-ils la guerre ? Non. La détestent-ils ? Même pas. Ils l'acceptent comme un devoir qui ne se discute pas. Le groupe des Abruzzais, qui a pour « chef » ou « compère » mon ami Petrella, entonne souvent cette chanson :

C'est la guerre, il faut la faire...

Il y en a beaucoup de plus dégourdis et de plus cultivés. Ce sont ceux qui sont allés à l'étranger, en Europe ou en Amérique. Avant la guerre ils lisaient les journaux. Maintenant ils sont anti-allemands et belgophiles. Quand le soldat murmure, ce n'est pas à cause de la guerre, mais à cause des incommodités, des privations dont il considère les chefs comme responsables. Je n'ai jamais entendu parler de neutralité ou d'interventionnisme. Je crois que beaucoup de bersaglieri, venus des villages les plus éloignés, ignorent même l'existence de ces mots. L'écho des émeutes de mai n'est pas venu jusqu'à eux. A un moment donné l'ordre de mobilisation est arrivé, une affiche a été placardée sur les murs : la guerre ! Et le paysan des plaines vénitiennes comme celui des Abruzzes a obéi, sans discuter.

Dans les premiers mois de la guerre, les bersaglieri ont passé la frontière, musique en tête, en chantant des hymnes patriotiques. Après deux mois d'attente à Serpenizza, l'ordre de marcher en avant est enfin venu, les bersaglieri ont conquis, — au pas de course, malgré la canonnade, — la combe de Plezzo et se sont installés dans les tranchées, à quatre cents mètres de la ville, que les Autrichiens ont ensuite presque

complètement détruite avec des grenades incendiaires. Lorsque les bersaglieri racontent les épisodes de cette « avance », la joie et l'enthousiasme de la conquête vibrent dans leurs paroles.

La vie des tranchées, monotone et rude, — marquée seulement par le stillicide (1) quotidien des morts et des blessés, — aguerrit les soldats. On ne peut pas leur parler. Réunir les hommes en première ligne pour leur faire des discours, ce serait les exposer à un immédiat et sûr massacre par l'artillerie ennemie. C'est « l'ennemi », la présence même de « l'ennemi » qui les espionne et tire sur eux à 50, 100 metres qui relève le « moral » des soldats. Ce ne sont pas les journaux que personne ne lit, ni les discours que personne ne fait...

Ces hommes sont-ils religieux? Je ne le crois pas trop. Ils jurent volontiers; cependant presque tous portent au poignet une médaille de saint ou de madone, mais cela ne représente pour eux qu'un « porte-bonheur ». C'est une sorte de « mascotte » sacrée. Qui donc ne paie pas son tribut à la superstition des tranchées? Tous: officiers et soldats. Je le confesse : je porte, moi aussi, au petit doigt un anneau fait avec un clou de fer à cheval...

4 novembre.

Hier soir, mon peloton, le premier, a été envoyé aux petits postes. Nous sommes partis à dix-huit heures. Il pleuvait à verse. Obscurité complète. Nous sommes montés un à un, en file indienne, par un petit chemin éboulé et plein de boue. Lorsque les fusées des Autrichiens sillonnaient le ciel, nous nous jetions précipitamment à terre. Arrivé à la position, il ne m'a pas été facile de trouver un abri. Pas une lueur, en dehors de celle des fusées, et, quand elles étaient éteintes, les ténèbres paraissaient encore plus profondes qu'avant. Finalement nous nous sommes cachés, moi et mon chef d'escouade Mario Simoni, derrière une masse de rochers.

J'ai demandé à mon chef d'escouade :

— Dans le cas d'une attaque autrichienne, quel est notre front?

— Celui de droite...

(1) « Stillicide » : eau qui tombe goutte à goutte. Au figuré l'annonce, qui finit par paraître monotone, des pertes quotidiennes.

La réponse ne m'a pas convaincu. La responsabilité des postes avancés sur la ligne de feu est terrible. Ils doivent constituer une garantie et une première défense pour ceux qui sont derrière. Par bonheur les Autrichiens ne prennent jamais l'offensive les premiers. Ils peuvent contre-attaquer, mais « attaquer », non.

Vers minuit, après six heures de pluie et de tonnerre, il s'est fait un grand silence blanc. C'est la neige. Nous sommes ensevelis dans la boue, trempés jusqu'aux os. Simoni me dit :

— Je ne peux plus remuer mes doigts de pied.

La neige tombe lentement, lentement. Nous sommes blancs nous aussi. Le froid nous a glacé le sang. Nous sommes condamnés à l'immobilité absolue. Bouger signifie « appeler » la mitrailleuse autrichienne. Tout près de moi il y a quelqu'un qui se lamente. Le lieutenant Fanelli le réconforte d'une voix douce, mais le bersagliere répond, et dans sa voix il y a une supplication presque désespérée :

— Mon lieutenant, je suis gelé. Je n'en peux plus.

C'est un méridional. Le lieutenant lui-même, qui est de Bari, se trouve dans une situation critique. Peu après, en effet, il m'appelle avec Simoni et nous envoie tous deux au capitaine pour lui demander qu'on nous relève de garde. Il est quatre heures, notre garde devrait durer encore quatorze heures.

Je trouve le capitaine dans son abri ; il est éveillé. Il fume. Deux sous-lieutenants de sa compagnie, Raggi et Daidone, sont avec lui.

— Eh bien ?

— Mon capitaine, le lieutenant Fanelli m'envoie vous dire que les bersaglieri de garde ne peuvent plus résister. Après six heures de pluie, quatre de neige...

Le capitaine me pose quelques autres questions, puis, s'adressant au sous-lieutenant Raggi, il dit :

— Vous allez relever l'escouade du 3e peloton.

— Très bien, mon capitaine... Je vous demande pourtant une faveur : donnez-moi une cigarette...

Je suis retourné dans mon abri. Je l'ai trouvé encore intact, tandis que beaucoup d'autres s'étaient éboulés. Finalement, l'aube. De mes deux mois de tranchées, ç'a été la nuit la plus dure.

5 novembre.

Au jour :

— Premier peloton, sac au dos...

Nous regagnons, pour nous sécher un peu, la position que nous occupions auparavant. Notre passage est immédiatement repéré par la sentinelle autrichienne. Ta-poum, Ta-poum, Ta-poum. Sept d'entre nous tombent l'un après l'autre. Deux seulement sont grièvement atteints. Arrivés à l'endroit indiqué, nous allumons de grands feux. Le soleil vient aussi nous saluer. La sérénité du ciel ramène la joie parmi nous. Le feu ne sèche pas seulement nos vêtements boueux, il nous réjouit. Pietro Antonio, un Abruzzais, revenu volontairement d'Amérique avec deux mille autres Italiens pour servir la patrie, nous raconte des épisodes intéressants de la vie dans les colonies d'outre-mer. Immense fut l'enthousiasme avec lequel fut accueillie notre déclaration de guerre à l'Autriche. Des multitudes d'hommes assiégeaient les consulats pour le visa des livrets militaires et le rapatriement.

— J'ai vu, dit Pietro Antonio, quelques réformés se mordre les doigts de rage.

Cela se comprend. Les millions et les millions d'Italiens, en particulier les méridionaux, qui pendant ces vingt dernières années ont battu les routes du monde, savent par une expérience douloureuse combien il est humiliant d'appartenir à une nation politiquement et militairement dépréciée.

6 novembre.

L'ordre de départ pour le cours « accéléré » des élèves officiers est arrivé de la Division par téléphone. De mon régiment nous ne sommes que cinq : moi, Laurent Pinna, Vismara, de Milan, Moscatiello et Anglais, de Naples.

Je quitte la compagnie. Je salue le capitaine et les officiers. Tous les bersaglieri me crient leur affectueux salut et leurs bons souhaits. Adieu ! Adieu ! Je ne suis pas content. Je m'étais habitué à ma tranchée...

De Tresenga à Caporetto il n'y a que quelques kilomètres. Belle route, carrossable. Les indices de « l'autre vie », celle de l'arrière, commencent à se montrer. Nous rencontrons des officiers à l'uniforme impeccable, ordonnances bien nourries et

rubicondes à cheval. Les soldats ont un visage beaucoup moins farouche que nous. La guerre vue de l'arrière n'est pas sympathique. Voici l'Isonzo aux eaux bleues et impétueuses. Caporetto. La ville s'est, pendant ces deux mois, agrandie et embellie. Toujours le même formidable mouvement de camions et de véhicules de tous genres. Les paysans regardent avec une certaine curiosité nos vêtements déchirés et boueux, nos mains et nos visages crasseux et noirs. Nous sommes, — modestement, — très fiers d'être un sujet de curiosité pour les gens.

14 novembre.

Après six jours passés à Vernazzo, milieu médiocre, ce matin un ordre a été apporté par un motocycliste de la Division.

« Ordre au bersagliere Mussolini de retourner au régiment. » Je ne demande pas pourquoi.

Me voilà parti. Je m'arrête à Saint-Pietro, au P. C. d'étape pour attendre un camion automobile qui doit me transporter à Caporetto. Mais là je fais une rencontre inattendue. Je retrouve Albert Maschi, ancien secrétaire de la Bourse du Travail de Carrare, territorial.

15 novembre.

C'est aujourd'hui le premier anniversaire de la fondation du *Popolo d'Italia*. Souvenirs nostalgiques. Matinée grise Nous quittons Pulfero à neuf heures. Il faut trois heures pour atteindre Caporetto. Mouvement habituel et énorme de camions et de véhicules. On me dit que le front mange grâce à l'arrière, mais que l'arrière mange le front. A l'arrière il y a une véritable et formidable armée, tandis que la ligne de feu n'est qu'un mince voile qui, vu de l'arrière, paraît s'estomper dans la brume.

J'achète le *Resto del Carlino* et j'y trouve la première nouvelle du bombardement de Vérone. Des groupes de soldats lisent. Beaucoup d'autres vont à l'église. J'y entre moi aussi. L'église de Caporetto a sur les bas côtés deux tribunes d'où les fidèles se penchent comme s'ils étaient dans des loges de théâtre. Les bancs, les tribunes, les escaliers, sont bondés de soldats. Il y a aussi quelques officiers. Il y en a de vieux et de très jeunes. Un territorial des alpins, près de moi, a dans

les yeux une buée de larmes. Un prêtre qui officie à l'autel entonne les litanies. Les soldats répondent en chœur : *Ora pro nobis*...

Vers la fin, les soldats, accompagnés par les sons graves et profonds de l'orgue, chantent une hymme. Le chœur solennel s'élève et remplit l'église. Je me tais : j'ignore l'air et les paroles. Un verset dit :

Bénissez, ô notre mère,
La vaillance italienne ;
Faites triompher nos armes
Avec le saint nom de Jésus.

Le chœur s'achève dans un long gémissement de l'orgue. Les soldats se dispersent.

16 novembre.

Je suis le seul bersagliere du 11[e] qui rentre au régiment. En route. Près de Tresenza je passe devant une poudrière. La sentinelle me regarde et me reconnaît. C'est un soldat romagnol du 120[e] d'infanterie. Un vent chargé de neige souffle du Mont Noir. Je me hâte. Pas de halte à Rawna. Je trouve là deux bersaglieri de mon bataillon venus en corvée. Ils me disent que le 33[e] bataillon se trouve à la cote 1270 et non sur le Jaworcek. Nouvelle réconfortante. Six heures de marche de moins. Longue file de mulets chargés de soldats qui ont les pieds gelés. A Za Kraju je rencontre un brancard découvert. C'est un mort qu'on porte à Caporetto. Un caporal le suit tout en pleurs. Je le connais. Il est de la 8[e] compagnie. Il me dit en sanglotant :

— Le mort, c'est le sous-lieutenant Mario Bottigelli, Milanais. Il a été foudroyé par une balle, hier soir, tandis qu'il disposait son peloton de garde. Nous le portons au cimetière de Caporetto.

Au cimetière du 6[e] bersaglieri, une première rafale de neige me fouette le visage. Le Mont Noir n'est plus visible. Neige. Neige. Dans la tranchée où je suis arrivé après trois heures de marche sous la neige, j'ai retrouvé mes amis ; soldats et officiers m'ont accueilli avec joie.

Nuit d'ouragan. Nous étions onze dans l'abri. Mal abrités. Froid sibérien. Mais ce matin, soleil.

DES PENTES DU JAWORCEK AUX SOMMETS DU ROMBON

15 février.

Caporetto. C'est la quatrième fois que je passe dans cette petite ville slovène que les nôtres occupèrent presque aussitôt après avoir passé la frontière. Au P. C. d'étape je retrouve le même capitaine et les mêmes sous-officiers qui s'y trouvaient en septembre. Rien de changé. La ville m'apparaît plus propre, oserais-je dire, rajeunie, plus silencieuse et plus déserte. Peu de soldats, peu de camions. Il existe encore ce vertigineux mouvement des premiers mois de guerre, mais il s'est déplacé vers la périphérie d'où est sortie la ville militaire avec de larges rues et de grandes places. La population n'a pas changé. J'entre dans quelques magasins et j'y retrouve les visages énigmatiques que j'avais déjà remarqués lors de ma première visite. Ces Slovènes ne nous aiment pas encore. Ils nous subissent avec une résignation et une hostilité mal dissimulées. Ils pensent que nous sommes de « passage », que nous ne resterons pas et ils ne veulent pas se compromettre au cas où ils redeviendraient, demain, les maîtres comme ils l'étaient hier.

Après-midi grise. Je me dirige vers le cimetière militaire. En novembre il y avait trois cents fosses, il y en a maintenant sept cents. La clôture de fil de fer a été remplacée par un mur.

La chapelle porte sur sa façade cette inscription :

Pour reconquérir les bornes sacrées
Que la nature posa aux frontières de la Patrie,
Ils affrontèrent courageusement
Un glorieux trépas.

. . . .

Leur sang généreux
Rend sacrée
Cette terre délivrée.

16 février.

Sac au dos de bon matin. A pied jusqu'à Ternova, en camion de Ternova à Serpenizza. Là on me dit que ma compagnie se trouve à la droite de l'Isonzo, dans une localité appelée Sorgente.

En route! Voici l'Isonzo toujours impétueux, toujours bleu, mais en arrivant sur la rive, tout près de la passerelle, je suis accueilli par quelques salves d'un 280. Vieille connaissance. Et comme si le 280 ne suffisait pas, le 305 entre en jeu. Arrêt de la canonnade pendant une heure. Passage du fleuve. A peu de distance de la passerelle, il y a un obus de 305 qui n'a pas éclaté et qui est aussi haut que le carabinier de garde. Quelques minutes de marche et voici les baraquements d'hiver occupés par ma compagnie. Les vieux camarades, qui avaient été prévenus de mon arrivée, me saluent et m'embrassent avec beaucoup d'effusion. Petrella, mon compagnon de tranchée, me donne l'accolade. Je fais connaissance de quelques nouveaux officiers, parmi lesquels le lieutenant Danesi, très jeune, à peine sorti de l'école de Modène. Mes vieux amis sont presque tous là. La compagnie est sur les rangs en armes. Je suis vraiment arrivé au bon moment. L'ordre est venu, à l'improviste, de monter dans la zone du Rambon et précisément sur le Kukla que les alpins ont dû évacuer à la suite d'une attaque brusquée. Il fait déjà nuit lorsque la compagnie se met en marche. Nuit étoilée!

Panorama merveilleux. Du regard nous embrassons toute la vallée du Plezzo, inondée de lune. Huit heures de marche. Nous traversons Plusna, rasée jusqu'aux fondations par les Autrichiens, et nous arrivons à l'étape. Dans une baraque très étroite, à peine capable de contenir une vingtaine de personnes, trois pelotons se casent. Nous sommes entassés. Près de moi se trouve un bersagliere venu avec les derniers renforts. C'est un paysan ombrien, un certain Arcioni, un type posé et tranquille, qui semble désorienté et démonté. Il me demande :

— Frère, est-il vrai que nous sommes venus ici pour une offensive?

— Je ne le sais pas, mais si cela était?

— Je te le demande par curiosité...

— Je n'en sais rien. Courage!

Je suis très fatigué et à peine étendu sur le sol je m'endors.

17 février.

Neige. Corvée : tables pour les baraquements et pieux de fer pour les chevaux de frise. « Sac au dos »! La compagnie

va prendre place tout entière en première ligne dans la dernière tranchée. On fait encore une bonne marche par un sentier de mulets presque impraticable. Je monte la garde à l'extrême droite de la tranchée. Nous sommes abrités par des sacs de neige gelée et par un bouclier de fer. Tout le parapet de la tranchée est formé de petits sacs remplis de neige : très fragile. En avant de notre tranchée il y a des fils de fer barbelés en grande partie recouverts par la neige ; une centaine de mètres plus haut se profilent en demi-cercle les barbelés autrichiens. Entre ces deux réseaux il y a des masses grises informes : ce sont des cadavres abandonnés. Nuit sereine. Pleine lune. Immense étendue de neige. Du regard j'embrasse un très vaste cercle de montagnes qui me sont familières. A ma droite se silhouettent le Mont Noir, le Vrata, le Vrsig, le Grand et le Petit Jaworcek. Spectacle fantastique. Ordre de mettre baïonnette au canon et de tirer quelques coups de feu par intermittences. Le capitaine Bondi, qui a le commandement intérimaire du bataillon, vient inspecter la tranchée vers minuit.

— Personne ne doit s'endormir, dit-il, ne soyez pas impressionnés par les grenades à main.

Froid intense, contre lequel il n'y a aucune protection. La tranchée n'offre aucun abri. J'ai usé une demi-douzaine de chargeurs au cours de la nuit. Les Autrichiens ont répondu mollement. Il y a un blessé chez nous. Mais légèrement, par bonheur.

19 février.

La corvée habituelle. Il faut aller chercher des vivres au P. C. de la brigade. Une heure de marche fatigante. Ceux qui ont des clous à leurs semelles, ou des crampons, peuvent seuls marcher. Les bersaglieri enveloppent leurs pieds dans des sacs à terre, et ne glissent plus. Pendant le trajet, l'artillerie ennemie a bombardé la position ; mais le sentier de mulets passe au-dessous d'un escarpement qui forme un angle mort excellent. Au-dessous de ces rochers on est en sûreté et on peut assister tranquillement à l'explosion assourdissante des obus ennemis. Un général passe. De nombreux officiers le suivent. Un sergent de la 8e compagnie, un certain Peruzzone, Génois, a été blessé mortellement par un coup de feu à la poitrine. Il

est tombé sans un gémissement. On lui creuse une fosse sous la neige. Grand soleil, presque printanier. On travaille à préparer des « chevaux de frise » et des barbelés. Je m'arrête avec un groupe de jeunes officiers qui fraternisent avec moi. Il y a là le major Musacchio, le « presqu'avocat » Peccioli qui me rappelle les manifestations et les barricades du mois de mai à Rome; l'ancien avocat Rapetti, autre Romain; Santi et Barbieri, de ma compagnie. D'autres connaissances : l'avocat Ghidini, de Bologne, engagé volontaire dans les alpins. Ordre de service pour ma compagnie : le premier et le deuxième peloton vont aux tranchées; le troisième et le quatrième doivent déplacer le réseau des barbelés en le faisant avancer. On nous habille de blanc. Dès que j'arrive à mon poste de sentinelle, à l'extrémité de la tranchée à droite, la sentinelle autrichienne me tire deux coups de feu : les balles viennent s'aplatir sur le bouclier. Je mets le canon de mon fusil à la meurtrière et je riposte. L'Autrichien riposte à son tour. Le duel dure quelques minutes. Le déplacement des barbelés se produit sans incident et sans victime. Nuit très froide, pleine d'étoiles. Nous sommes complètement à découvert. Quinze degrés au-dessous de zéro. Si on reste immobile les souliers gèlent et adhèrent au sol, dur et sonore comme du métal.

Dimanche, 20 février.

Vers le soir, le sous-lieutenant Barbieri me prévient que le colonel désire me voir. Cet officier a remplacé à la tête du régiment le colonel de Barbieri, c'est le chevalier Joseph Berutto. Il est de taille moyenne, sec, taciturne. Cheveux blancs et barbiche blanche taillée à la La Marmora (1). Il a été blessé sur le Carso. Je me présente, je salue.

Une cordiale poignée de main.

— J'ai voulu faire votre connaissance en ce moment où, après avoir fait votre devoir pendant un jour et une nuit dans les tranchées, vous êtes descendu pour prendre un peu de repos.

(1) Le général de La Marmora (1804-1878) fut l'un des collaborateurs les plus fidèles du roi Victor-Emmanuel II et l'un des chefs militaires des guerres de l'indépendance italienne. Il commanda le corps piémontais en Crimée. Ministre de la Guerre pendant six ans, il prépara la guerre de 1859 pour laquelle Cavour assura au Piémont l'aide de la France impériale. Il fut président du Conseil et ministre des Affaires étrangères en 1864. Sa barbiche longue et carrée fut aussi populaire en Italie que celle plus mince de Napoléon III en France.

Je sais que vous êtes un bon soldat. Je n'en ai jamais douté.

Le colonel parle d'autre chose et me dit :

— J'ai été plusieurs fois de service à Milan à cause de vous et de vos amis.

— Autre temps ! ai-je répondu.

Le colonel partage notre vie, supporte les mêmes fatigues qu'un simple soldat. Il aurait pu rester en seconde ligne, mais il a préféré commander le bataillon le plus exposé. Cela le rend très sympathique et les bersaglieri apprécient son geste. Il dort sur des planches dans une sorte de couchette élevée d'un mètre au-dessus du sol. Au-dessous de lui, sur la terre nue, dort son aide de camp, le sous-lieutenant milanais Olinto Fanti, un de mes bons amis.

21 février.

Froid noir. La toile de notre fragile baraquement s'enflait, tandis que les traverses de bois grinçaient et semblaient vouloir se rompre d'un instant à l'autre. Nous étions pressés les uns contre les autres. Pour aller du fond du baraquement à la porte, il fallait ramper sur le corps des camarades, avec les genoux et les mains, à la façon des quadrupèdes. Personne n'a fermé l'œil.

Le colonel m'a demandé une copie de mon « Journal de Guerre » au Jaworcek.

Ordre de services pour la nuit : le premier peloton doit poser les « chevaux de frise » en dehors de notre tranchée. Pour cette opération nous sommes deux volontaires de la première escouade, Reali Oreste, le Milanais, et moi. Nous nous habillons de blanc et nous montons. Avant que la lune ne se lève, nous sortons de la tranchée, le lieutenant Santi et nous. Nous rampons pendant quelques mètres... A un certain moment, Santi perçoit un bruit, des pas résonnent sur la neige gelée. C'est une patrouille autrichienne. Arrêt. Tout autour de nous c'est le silence. Mais nos sentinelles ne dorment pas et voilà que crépite la fusillade. La patrouille ennemie se retire en bon ordre.

22 février.

Clair de lune, nuit calme, mais très froide : quinze à vingt degrés au-dessous de zéro. Mais personne ne se plaint ; il

n'y a que quatre malades et encore sont-ils plutôt indisposés que malades. Nous commençons à « berner » les Autrichiens. Au haut d'un long bâton nous piquons une miche de pain et sur une autre nous hissons un chapeau de bersagliere ! Nous agitons pendant quelque temps les deux bâtons au-dessus de la tranchée, mais les Autrichiens ne tirent pas. Une nouveauté : notre capitaine Mozzoni est revenu de sa permission hivernale. Il passe au milieu de nous, nous saluant tous. Il m'annonce que, très probablement, le régiment changera de front et ira en Carnie. Le major Musacchio m'offre la photographie du Jaworcek avec cette dédicace :

A l'ami Benito Mussolini,
afin qu'il se souvienne du lieu
où il reçut le baptême du feu
et où il eut la joie immense
de constater que, dans le cœur de ses camarades,
les nobles qualités de la race italienne
étaient toujours aussi vivaces.

24 février.

Comme d'habitude, douze heures de tranchée. Je suis aujourd'hui avec mon escouade, à l'endroit précis où tombèrent Manucci et Massari. La neige est encore toute rouge de sang. Descendant, en service commandé, de la tranchée, je porte au major Tentori, commandant le bataillon Bassano des alpins, un numéro du *Popolo* avec l'entrefilet dédié à Volontéri de Monza. Le major me retrace les événements de la nuit tragique, — 14 février, — au cours de laquelle on tenta de reprendre les positions perdues sur le Kukla. L'avocat Alfred Volontéri, — volontaire, — est mort frappé d'une balle au front pendant qu'il criait :

— Alpins du bataillon Bassano, en avant, toujours en avant !

Le major Tentori me raconte aussi la mort héroïque d'un caporal-major qui, atteint au ventre, est mort en s'écriant :

— Je sais que je meurs, mais je meurs content de mourir pour l'Italie ! Vive l'Italie !

Dans les paroles du major, homme fort, grand, à la silhouette noble et martiale, vibre encore l'affection qu'il portait à ceux qui sont tombés pour la patrie italienne.

Vendredi, 25 février.

Nuit agitée. Ce matin le brouillard et la neige se succèdent alternativement. Nous avons durement travaillé. C'est maintenant une guerre de terrassiers. La bêche vaut le fusil. Maintenant notre boyau est profond. On peut s'y tenir debout sans courir le risque de recevoir une balle. Nous avons renforcé notre tranchée avec des sacs de terre. En quelques heures, nous en avons rempli plusieurs centaines. Le nouveau commandant de notre bataillon est arrivé : c'est le chevalier Galassini, de Modène.

Le médecin-major Musacchio me parle d'un étrange type de malade qu'il a examiné ce matin. C'est un Sicilien qui prétend avoir été ensorcelé, pendant son congé hivernal. Les symptômes de la « sorcellerie » : faiblesse, manque d'appétit, douleurs vagues et nostalgie. Je comprends qu'un Sicilien puisse souffrir de nostalgie, de la nostalgie du soleil, au milieu de tant de froid, de glace et de neige.

Les officiers subalternes de mon bataillon sont tous très jeunes et nous tutoient.

La nuit dernière, — me raconte le lieutenant Azzali, — les Autrichiens, vêtus de blanc, se sont mis en mouvement pour leur offensive habituelle; mais les bersaglieri du 33e, qui n'ont pas la fâcheuse habitude de dormir dans la tranchée, ont fait échouer cette tentative en cinq minutes de fusillade.

Samedi, 26 février.

Nuit de garde. Tourmente de neige jusqu'à minuit. Le capitaine a veillé toute la nuit avec nous. Il nous a déclamé un passage du *Néron* de Cossa. Pour tuer le temps, nous avons chanté. A minuit, Reali, chef de cuisine de l'escouade, nous a préparé une sorte de punch qui brûlait les intestins ; ensuite, il nous a parlé des us et coutumes du Nord américain. Les nouvelles venues de Verdun nous ont grandement intéressés. Vers quatre heures, on a entendu crier à notre gauche :

— Aux armes! Aux armes!

Nous sommes sortis immédiatement de nos trous, — quatre pour toute la tranchée, — et nous nous sommes alignés. Tout cela a été exécuté avec la rapidité de l'éclair.

— Les grenades ! les grenades !

A ce moment, la neige nous fouette violemment la figure. Voilà les grenades. C'est notre escouade qui avait la garde du sac de grenades.

— Feu !

J'ai usé trois chargeurs. Après, je me suis réchauffé les mains sur le canon brûlant de mon fusil. Les Autrichiens n'ont pas tiré un seul coup de feu.

A l'aube, j'ai constaté un phénomène étrange, dû certainement à l'action de l'électricité. La pointe de nos baïonnettes brillait comme si elle était sortie du feu. Le capitaine a observé aussi ce phénomène. Ce matin, soleil. La blancheur de la neige est aveuglante.

27 février.

Peu de soleil. Il neige sans interruption depuis une quinzaine d'heures. De garde dans la tranchée. S'il continue à neiger, notre situation peut devenir difficile. Aujourd'hui, pour la première fois, nous sommes restés sans pain.

La position de notre tranchée ne nous laisse pas le choix : en cas d'offensive sérieuse, il nous faudra tenir jusqu'au dernier homme. La tranchée est creusée juste sur le bord d'un précipice du Kukla qui descend à pic pendant des centaines de mètres, jusqu'au plateau où se trouve le P. C. de la brigade. Battre en retraite signifierait rouler dans l'abîme. Il faut donc résister. Nous sommes prêts !

29 février.

Demain j'aurai les galons de caporal. Un petit événement dans ma vie de soldat. Le capitaine a ainsi motivé sa proposition : « A cause de son activité exemplaire, de son moral supérieur en tant que bersagliere, et de son sang-froid. Toujours le premier chaque fois qu'il s'agit de bravoure et de labeur. Insoucieux des difficultés, zélé et scrupuleux dans l'accomplissement de son devoir. »

BENITO MUSSOLINI.

Traduction de Maria Croci.

(*A suivre.*)

L'ALOUETTE AUX NUAGES

PREMIÈRE PARTIE

D'UNE part, il y avait la France.

Il y avait un pays qui, de toujours, avait donné aux peuples de l'Europe l'envie d'en faire leur jardin d'agrément. La vie y était plus claire et plus facile qu'ailleurs : point de pluies incessantes, point d'excès de soleil ; tous les climats, mais choisis dans leurs qualités ; tous les aspects de la nature avec les neiges éternelles, les déserts pétrés, les volcans apaisés, les causses et leurs gouffres, mais aussi avec des vallées, vallons et vallonnements d'une harmonie heureuse où coulaient des rivières au nom de chanson : la Nonette, le Dauphin, la Dive, la Choisille.

Les gens de ce pays-là ne goûtaient rien tant que de partager leurs jours entre les exercices du travail qu'ils menaient avec beaucoup de goût et d'application et les loisirs du repos où ils s'occupaient à greffer des rosiers, à repiquer des salades en d'étroits potagers, à pêcher à la ligne, à jouer aux boules, au ballon, ou bien à disputer d'une règle de grammaire, de l'âge d'une comédienne, ou encore à demeurer assis à la terrasse d'un café et à regarder d'autres oisifs passer sur le trottoir.

De temps en temps, ils faisaient un mouvement de rue, dressaient des barricades avec des bancs, des becs de gaz, des kiosques à journaux, et ils se faisaient tuer pour un idéal ; d'autres parmi eux s'en allaient conquérir des montagnes africaines ou des oasis abondantes en dattes et en orge verte.

Mais ces façons-là n'étaient pas dans l'ordinaire de leur activité ; ils préféraient demeurer chez eux à boire une bouteille de bon vin entre amis. Ils plaisantaient volontiers le sérieux de la vie, tournaient des couplets sur tout ce qui leur semblait pédant, pompeux ou simplement apprêté. Ils se sentaient plus à l'aise dans le sourire que dans le rire, dans la moquerie que dans le sarcasme ; ils se donnaient en garde de rien prendre au tragique hors les atteintes aux biens qu'ils possédaient, fût-ce une paillasse, une table et deux chaises boiteuses, fût-ce la vertu de leur femme : alors, ils se laissaient aller à la colère, parfois même au meurtre, mais ils trouvaient des juges pour les absoudre et leur existence n'était guère changée par cet accès d'humeur.

On disait d'eux qu'ils n'aimaient pas les voyages ; il est vrai qu'ils ne s'éloignaient guère des lieux qui les avaient vus naître. Ils y étaient fixés depuis tant de générations que leur nom portait dans sa forme et dans sa résonance l'aspect même et l'accent du terroir : au pays de Châtellerault, c'étaient les Piault, les Amirault, les Gault, les Rimbault ; prenaient couleur de Flandre, les Bollaert, les Govaert, les Strassaert ; et, à coup sûr, ne venaient point de Lille les Mérignac, les Roufignac et les Montignac, avec leurs noms taillés dans le granit et dans les schistes du vieux sol limousin. Or, les Rimbault, les Strassaert, les Montignac n'étaient point gens de paquebots et de trains-bloc : l'horizon de leurs collines, les limites de leurs emblavures et les rangs de leurs vignes suffisaient au cheminement de leur pensée ; et, le jeudi ou le samedi de chaque semaine, ils partaient pour le marché du chef-lieu de canton comme d'autres partent pour le Spitzberg ou le Kenya, avec toutefois plus de liesse au cœur que les blasés de la navigation ou de la chasse aux fauves.

L'on pourrait croire que des casaniers de cette espèce ne devaient guère faire avancer les idées de leur pays. Comme ce serait mal les connaître ! Les habitants de la France que l'on décrit ici étaient, sans qu'on les en eût avisés, des aristotéliciens. Ils aimaient à savoir pour le plaisir de savoir et non pour tirer de la science quelque profit matériel immédiat. C'est cette passion de connaître qui les mettait, un beau matin, sur la voie de la vaccination antirabique, du radium, du cohéreur à galène, qui leur révélait les fonctions fuchsiennes

et les lois de la mécanique ondulatoire, qui les entraînait à perdre leurs yeux et les doigts de leurs mains sous les assauts perfides des rayons X. Et, avec cela, aussi clairs d'esprit qu'agiles de langue; assurés que 2 et 2 font 4, et n'en démordant pas; obstinés à croire à la justice et à la liberté, parce que le juste et le libre, loin de leur être d'inconsistantes abstractions, se présentaient à leur regard sous les apparences d'une balance à plateaux et d'une paire d'ailes largement déployées dans un ciel sans nuages; et faisant là-dessus des discours à n'en plus finir, si beaux, si harmonieux, si pertinents que les autres peuples, par crainte de succomber à leur musique, se bouchaient les oreilles.

Ah! la belle langue! La phrase y était ordonnée de telle manière qu'on y trouvait toujours aux mêmes places le sujet, le verbe et le complément; n'ayant rien à dire que ce qu'elle voulait dire, elle semblait faite d'un tissu de *pourquoi* et de *parce que*, d'*or* et de *donc*, de *si*, de *car* et de *mais*, où chaque fil était de si juste emploi qu'aucun n'eût pu sauter sans que la trame allât tout de travers. C'est en l'utilisant comme une souple machine à faire des idées que l'Europe avait appris à penser; c'est elle qu'en l'an 1250, qui n'est pas d'aujourd'hui, vingt-trois mille deux cent sept écoliers venus des *shires* d'Angleterre, des villes de la Hanse, de chez les podestats de Lombardie, de chez le roi de Chypre, étudiaient à Paris dans le dessein de voir clair en leur esprit jusque-là peuplé d'ombres et de simulacres. Voilà de hautes origines, des lettres de noblesse accordées au langage le plus digne par dix peuples ensemble.

Ah! le noble pays, celui de cette noble langue-là! Y penser, quand on en était éloigné, mettait l'eau à la bouche; on le désirait comme un fruit, non comme l'airelle acidulée des forêts du nord, non comme la pastèque d'Espagne où l'on peut boire et manger et se laver ensuite, mais comme une pêche d'espalier longtemps caressée des yeux, longtemps soignée, défendue des fourmis et des rats lérots, et dont on sait qu'on en tirera un grand plaisir du goût.

Car pareille France était morceau de gourmet; nul n'était digne d'en pénétrer la matière savoureuse s'il se grisait pour se mettre en état d'appétit, ou s'il criait Hourrah! avant d'y porter la main. En étaient écartés les faiseurs d'embarras, les coupeurs de cheveux en quatre, tous ceux qu'une cruelle

manie poussait à déblatérer contre le beau, le vrai et le bon, les bilieux, les refoulés de l'amour, les porteurs de coli-bacilles, les malchanceux de la Bourse et de la roulette, et les plaisantins qui s'en allaient chercher sur les rives de la Moskova des manières de vivre et des façons de penser. Goûter à cette France-là, c'était planter la dent en pleine chair de l'Aquitaine, de la Bourgogne et du Vercors ; il semblait qu'on dût mettre et la langue et les lèvres et la pulpe des doigts à la percevoir en ses saveurs et en ses formes : on eût caressé la colline vineuse de Sancerre comme on eût caressé une chevelure aimée ; on eût baisé la lisse étendue des sables de la Loire comme on eût baisé la joue d'une belle fille dorée par le soleil. Cette France-là, nul ne pouvait la connaître, la comprendre et l'aimer s'il n'avait, une fois, entendu en juillet grincer les essieux des chars à foin dans le val d'Isère, humé en août le parfum des melons aux potagers du Blésois, senti en décembre s'attacher à ses semelles la terre de bonne amitié des plaines du Loudunais. Cette France-là, on ne l'aimait pas à demi-cœur : on se donnait à elle en toute joie d'esprit, en tout plaisir de corps. Et si elle demandait qu'on mourût pour elle, on faisait comme Roland, Du Guesclin et Bayard, comme Turenne et Marceau, comme Péguy, Psichari, Alain Fournier, Guynemer et quinze cent mille autres, on mourait pour elle.

D'autre part, il y avait Merlaud, député de Fleury-sur-Claire.

I

Ce matin-là, Merlaud dans son petit appartement de la rue Jacob, à Paris, répondait aux lettres de ses électeurs. C'était un grand travail : le facteur auxiliaire de Berland-le-Vieux demandait à être titularisé ; le cantonnier Plantard, Hilaire-Gaston-Adèle, demandait à passer du G.C. 17 à la N. 151 ; la veuve Glanet demandait un débit de tabac ; le cantonnier Rémond, Hyacinthe, demandait à passer du G.C. 3 au G.C. 2 ; Marcaut, instituteur à Bourseuil, demandait pour son fils une recommandation au jury du « Premier Roman » ; l'aubergiste du « Bœuf Rouge » à Servillé demandait que sa patente fût rognée des deux tiers ; le cantonnier Piédâne, Jean, demandait à passer

de la N. 151 à la N. 143 ; M. Pelouze, commis des contributions en retraite, demandait l'adresse exacte d'un magasin d'accessoires de pêche qu'il situait dans le quartier de la gare Saint-Lazare sans en pouvoir préciser la rue ; le brigadier Sachon, gendarme à La Tuilerie, demandait à être affecté à Montmorillon, pays natal de Mme Sachon.

Ils demandaient tous ; aucun n'offrait, nul ne donnait. Il semblait que Merlaud fût entouré d'un cercle de mains tendues, que chacun de ceux qui l'avaient envoyé au Parlement pour y faire des lois le considérât d'abord comme un prince magnifique, dispensateur de charges et d'honneurs, faisant et défaisant les emplois, les fonctions, les carrières, assurant par des rentes bien couchées au Grand Livre les loisirs de la retraite et la paix des vieux jours.

Ces Plantard, ces Marcaut, ces Pelouze, ces Piédâne étaient les courtisans de Merlaud ; il en comptait sept mille cent quatre-vingt-sept, ce qui passait à peine, il est vrai, le nombre des courtisans que l'on vit à Versailles au temps le plus brillant de la cour du grand Roi ; mais on n'avait jamais ouï dire, même à Saint-Simon, qu'un Guiche ou un Brissac eût donné à son souverain commission de trouver l'adresse d'un marchand d'épuisettes.

Merlaud répondait donc aux cent demandeurs de ce matin-là, jetant sa signature au bas d'une feuille polycopiée qui tantôt s'adressait à un patentable impatient d'exonération, tantôt à un cantonnier désireux de changer de canton, quand Mlle Dasne, sa secrétaire, introduisit un visiteur.

C'était un grand garçon de fort bonne mine, rose de teint et blond de cheveux.

— Demandez, cher ami, demandez, lui dit Merlaud avant même d'avoir jeté les yeux sur lui.

Et il continuait de signer les réponses qu'il faisait aux demandes des autres.

— Monsieur, dit le jeune homme, je m'appelle Voldemar, je viens depuis l'Estonie ; je donne le salut de la jeunesse socialiste estonienne au très honoré monsieur le député Merlaud, et j'ai faim plus que je ne sais le dire de...

— Très bien, très bien, dit Merlaud, soudain impatient devant cet étranger qui ne figurait point sur les listes électorales de Fleury, tenez, voici pour manger.

Il tira de sa poche un jeton de cinq francs qu'il offrit au jeune homme.

— Hélas! fit l'Estonien en souriant tristement, la chose qui me fait affamé n'est pas à acheter.

Il secouait lentement la tête.

— Mon ami, dit Merlaud, tout est à vendre, tout est à acheter. Mais que désirez-vous ?

— Les libertés démocratiques, dit l'autre.

Quoiqu'il fût embarrassé dans son discours, il conta avec une grande énergie de parole comment il était encore, la semaine précédente, étudiant de philosophie à l'Université de Tartu, comment un mouvement politique avait donné à son pays un régime d'autorité, comment il s'était élevé par des discours publics contre cette autorité-là, comment on l'avait chassé de l'Université pour lui apprendre à se taire et comment il avait préféré le chemin de l'exil à la contrainte de la langue.

— Il est bien vrai, dit Merlaud, qu'il n'y a de liberté qu'au sein de la démocratie française.

— Je pense ainsi, dit l'étranger.

Il expliqua encore que le nom de Merlaud était cher aux étudiants de Tartu et que les discours de ce grand ami du peuple ouvrier étaient sur les lèvres de tous les prolétaires estoniens, au temps où ces lèvres-là n'étaient point cousues.

A mesure que Voldemar parlait, Merlaud prenait de la taille. C'était un petit homme aux bras courts, aux jambes brèves, aux cuisses à moitié mangées par le ventre, et dont on eût dit qu'il portait un faux-col sans avoir de cou, des manchettes sans poignets et des chaussettes sans chevilles. L'éloquence des autres quand elle le flattait et sa propre éloquence qui le flattait toujours avaient pour effet de le grandir, si bien que, semblable au serpent que la musique de la flûte dresse et cabre, il s'élevait au son des voix amies et s'affaissait dans le silence jusqu'à paraître bas et rampant.

— Je demande au très honoré monsieur le député, poursuivait Voldemar, la faveur d'être son disciple et de prendre chaque jour avec lui la leçon de science démocratique.

Merlaud, de plus en plus grand, pria son visiteur de le laisser quelques minutes à réfléchir, car, disait-il, il n'était pas habitué que les demandes qu'on lui adressait fussent de

cette sorte-là. Mais quelques secondes suffirent à le persuader qu'il lui serait aisé de tirer de ce jeune étranger de beaux et bons profits électoraux : il le produisait dans les réunions publiques, il l'exposait à ses électeurs comme une victime de l'intolérance de ses adversaires, de quelque bord qu'ils fussent ; il s'en faisait une affiche, un tract, il en tirait une interpellation, un comité et la présidence de ce comité : Merlaud, président du *Comité pour la défense des philosophes réfugiés.*

« Mais, songeait-il en lui-même, il faudra qu'il perde le rose de ses joues et cet air de jeunesse impudente répandu sur ses traits. »

Il pria Voldemar de s'asseoir et lui fit un discours d'une grande chaleur de ton sur les avantages de la démocratie ; il développa que cet état de société, en appelant les masses à diriger les affaires du pays, donnait à chaque électeur la douze millionième partie environ du pouvoir, que cette autorité infinitésimale ne pouvait guère se faire sentir et que la république était justement forte de cette faiblesse-là.

— Chacun y est le maître, dit-il, et personne n'y commande. N'est-ce pas le plus beau des régimes ?

En parlant ainsi, Merlaud grandissait à vue d'œil : ses cuisses se dégageaient de son ventre, ses bras retrouvaient des poignets et, sous son faux-col, un cou s'ébauchait. Voldemar l'écoutait passionnément ; des larmes coulaient de ses yeux et les vapeurs de l'enthousiasme lui mouillaient le front et la paume des mains.

— Ah ! monsieur le député, s'écria-t-il, je veux être attaché sur vous comme le cheveu sur la tête.

— Merci, dit Merlaud en lui tendant la main.

L'on convint que Voldemar partagerait son temps entre l'étude de la démocratie et tel emploi que Merlaud lui trouverait sans difficulté.

Et l'on se sépara en échangeant quelques derniers propos sur les libertés démocratiques.

Dans le silence qui se fit autour de lui, Merlaud redevint petit.

— Il est charmant, dit Mlle Dasne en pénétrant dans la pièce.

— Dites qu'il est utile, repartit Merlaud

II

La rue Jacob est un étroit univers de cinq cents pas de long qui pourrait se suffire à lui-même. On y trouve les nourritures du corps et celles de l'esprit; il est aisé d'y faire, en quelques allées et venues, emplette de salade et de côtelettes, de cerises et de tartes à la crème, d'y découvrir une édition rare de Verlaine, une lettre de Fénelon, toutes sortes de vieilles estampes, reliures aux armes, clefs ciselées et assiettes à rébus.

Sur le trottoir de gauche, l'imprimeur le plus glorieux de France expose ses travaux; jouxte les vitrines de Firmin-Didot, une fleuriste éclaire la rue des feux de ses soucis en été, de ses mimosas en hiver. Sur des comptoirs dont on voit l'étain briller d'un éclat froid dans la pénombre du cabaret, on trouve à boire, selon l'envie qu'on en a, ici du beaujolais qui réchauffe le cœur aux jours de lassitude, là du vouvray qui vous met en tête toutes les musiques des jardins de la Loire, grillons, sauterelles, loriots et roitelets.

Sans quitter le trottoir de droite, on peut guérir des maux les plus cruels en un vieil hôpital de bonne figure; on peut, — mais les demoiselles y ont seules accès, — étudier les lettres, les sciences et les arts d'agrément à l'Institut de M[lle] Désir; on peut aussi faire le tour du monde, flâner au centre de l'Afrique, croiser autour de Sumatra et toucher la terre François-Joseph en s'attardant à la vitrine d'un marchand d'ouvrages et de cartes géographiques.

C'était à quelques pas de ces Afriques coloriées, de ces cartes d'isothermes et d'isobares, que Merlaud demeurait.

La maison en son apparence archaïque n'annonçait pas la présence d'un homme qui se donnait pour le champion de l'avancement des idées. Elle n'était point faite de tringles de fer noyées dans du béton; elle ne portait aucun de ces ornements tels que cariatides, mascarons et consoles qui font une parure de clinquant à tant de façades derrière lesquelles il ne se passe rien. On sentait que, depuis deux cents ans qu'elle abritait des hommes, elle s'était faite à leur image; elle avait un air de bonhomie, une façon de se coiffer de travers, un laisser-aller dans son ordonnance qui n'évoquaient nullement

le fil à plomb et le niveau d'eau. De plus, sous son badigeon d'ocre jaune et de poussière de suie, elle avait cet aspect d'embonpoint qu'on remarque aux dames que la nature a favorisées d'une maternité prochaine; une honnête maison, comme on voit, bien debout, mais dans une pose un peu lasse.

La boutique du rez-de-chaussée était louée à un encadreur nommé Jardin. Aussi, le passant, après avoir reçu par le nez les bouffées de naphtaline du droguiste voisin, pénétrait-il dans une courte zone de vapeurs de colle chaude. Par la porte toujours ouverte de l'étroit magasin, il apercevait M. Jardin en sa blouse de toile écrue, tantôt penché sur un verre qu'il taillait à la pointe du diamant, tantôt occupé à manœuvrer le bras de sa presse à rogner. Et s'il était aimé des dieux, il pouvait lui arriver d'entendre comme un oiseau jeter ses trilles parmi les châssis de bristol et les cadres dorés suspendus aux murs : c'était Mlle Jardin qui chantait au haut de l'escalier en vrille menant à l'entresol.

Cette fine chanson de soleil vaguait par la rue à l'instant où Voldemar allait franchir le seuil de la maison, où les libertés démocratiques lui devaient être révélées. Il s'arrêta, la main au cœur

« O joie! O délices! » soupirait-il en lui-même.

Il avançait et reculait sur le trottoir; il se laissait mener au rythme de cette voix fraîche qui contait des choses qu'il ne comprenait pas, mais dont il savait bien qu'elles parlaient de libres sentiments et de libres idées. La lumière d'un matin de mai ajoutait à son ivresse. Toute la rue Jacob se donnait au printemps : le troëne de l'hôtel de la Grille faisait éclater les boutons blancs de ses frêles panicules; les laitues du fruitier trouvaient encore à puiser quelque sève au terreau de leurs racines. Et, mêlée à la voix de Mlle Jardin, la chanson de dix cages de serins célébrait le mouron nouveau, la douceur de la température, les plaisirs de la prison et la joie de les partager avec des serines au beau plumage.

— Rêve ou réalité? murmurait le sensible Voldemar. N'est-ce pas une vraie alouette?

Il s'approcha de la porte de l'encadreur pour mieux entendre cette musique merveilleuse où il découvrait, confondues avec la mélodie d'une France qu'il ne connaissait pas, les voix lointaines des lacs, des prés et des forêts de sa patrie.

Comme il ne bougeait pas et qu'il semblait hésiter à entrer, M. Jardin vint à lui et, touchant du doigt le bord du feutre sans couleur qu'il ne quittait jamais que pour se mettre au lit :

— M'sieu! fit-il.

— Je vous salue bien, monsieur, répondit Voldemar en tirant son chapeau et en s'inclinant avec beaucoup de politesse.

Mais c'était l'inconnue à la voix de printemps qu'il saluait, et il demeurait sans parole devant ce vieil homme qui brisait d'un coup le cristal de sa rêverie.

— Vous désirez? dit M. Jardin.

— Ah!... Heu... Oh!... balbutiait Voldemar, j'ai le désir sur la si jolie, si tendrement douce chanson...

Son émoi limitait les ressources de son langage et, comme il se sentait plus libre de ses gestes que de sa parole, il multipliait les coups de chapeau et les saluts de tête.

M. Jardin était bonhomme, mais il n'aimait pas à perdre son temps avec des gens dont les façons et les pensées lui étaient obscures. Il toucha de nouveau la bord de son feutre et retourna à son travail, tandis que Voldemar toujours poli et saluant gagnait le porche de la maison, ivre de mélodie, de printemps et de toute sorte d'espoirs vagues et délicieux.

— Ah! monsieur le député, s'écria-t-il en pénétrant chez Merlaud, il n'y a pas une démocratie plus excellente que la française.

— Vous dites vrai, répondit Merlaud. Chacun y peut faire sa vie, et vous y ferez la vôtre.

Il apprit à Voldemar qu'il avait vu, la veille, le ministre de l'Éducation nationale.

— C'est un pur démocrate, dit-il, un grand ami du peuple, ce qui veut dire en France un grand ami des peuples. Je l'ai entretenu du sort affreux qui vous était fait par les ennemis des libertés démocratiques. Il a frémi d'indignation et portant la main sur son cœur : « Je ne laisserai pas, s'est-il écrié, un frère d'Estonie souffrir des tourments de la faim et des affres du jeûne intellectuel. » Il vous a chargé de mission auprès des laboratoires d'entomologie du Muséum.

— D'entomologie! dit Voldemar. Mais je ne connais pas une autre bête que la mouche de la cuisine, le papillon

sur les prairies de l'Emaiogi et le moustique du lac Peipsi.

— Qu'importe! dit Merlaud, nous sommes ici en république et la république donne à la pureté des sentiments républicains le pas sur la solidité des compétences professionnelles. Vous étiez philosophe, vous serez entomologiste; vous étudiiez les modes de Spinoza, vous enseignerez les métamorphoses du hanneton. L'essentiel est que la science demeure républicaine.

— Je veux bien aider la république, dit Voldemar, et je veux bien aussi faire l'enseignement du hanneton.

Ce jeune homme consentait honnêtement à faire ce que son protecteur lui recommandait de faire, car il fallait avant tout qu'il vécût, c'est-à-dire qu'il mangeât, qu'il dormît sous un toit et qu'il se vêtît : c'est une nécessité qui exclut souvent la logique, et même la probité, de bien des décisions prises dans la hâte et dans l'essoufflement.

On arrêta que Voldemar se présenterait le jour même à son nouveau poste.

— En deux ou trois heures, dit Merlaud, vous vous mettrez sans peine au courant des choses de la science des insectes. Il n'est rien de plus aisé que de s'improviser spécialiste en telle matière où les profits et les honneurs vous attendent, pourvu qu'on s'y donne avec un esprit vraiment républicain.

Il cita plusieurs noms de personnages fort estimés pour le talent qu'on leur reconnaissait à exercer de hautes fonctions dans les affaires de la république, et dont l'un pourtant était venu de l'art vétérinaire pour diriger les destinées de l'École supérieure de Typographie, l'autre d'un cabaret de chansons du quartier Montmartre pour veiller à l'hygiène générale des Pupilles de la nation.

— A Tartu, monsieur, dit Voldemar, on était moins libéral ; aussi j'ai été chassé hors de l'Université.

Il courut chez le prochain libraire; il acheta un *Manuel d'entomologie* de cent pages environ, portant sur sa couverture de toile verte une scène de la nature dessinée en noir : on voyait une sorte de punaise voleter autour d'une tige feuillue; une légende indiquait que cette bête légère se nommait *Tingis pyri*, le Tigre du poirier. Voldemar, en la considérant, sentait quelque confiance lui gagner les esprits.

Il s'assit sur un banc du boulevard Saint-Germain et

s'abîma dans l'étude des coléoptères, des hyménoptères et des orthoptères. Il en eût tiré quelque assurance à aborder les savants insectologistes près de qui M. le ministre de l'Éducation nationale l'envoyait en mission, si la chanson de la voix inconnue ne se fût point mêlée aux descriptions de lucanides et de malacodermes qu'il s'efforçait de lire. De plus, il cherchait à donner à cette voix un visage; il voyait se dessiner entre le texte et ses yeux une bouche aux lèvres entr'ouvertes, un nez aux ailes battantes, des joues que rosissait le désir qu'il avait qu'elles fussent roses. Ces images charmantes se confondaient avec celles de son manuel, si bien qu'apparaissaient dans le dessin vague des lèvres et des joues évoquées les pièces buccales du moustique et la trompe du charançon.

C'est dans cette confusion et dans cet embarras qu'il gagna le laboratoire de M. le professeur Jubier, au Muséum.

M. le professeur Jubier avait dévoué les dons les plus brillants d'une intelligence elle-même très éclatante à l'étude des insectes coléoptères, appelés Coprophages, qui font leur nourriture ordinaire du fumier animal et qui s'y établissent à demeure après avoir passé de l'état de blanche et molle larve à celui d'insecte au corselet de bronze. Il semblerait vrai de dire que ces malheureuses créatures mènent l'existence la plus crotteuse et que la nature, toujours si prévoyante et bonne et juste et maternelle, ne les a point gâtées, si l'on n'observait qu'elles sont fort en avance sur l'homme dans la voie de l'évolution, qu'elles ont sur le roi de la création l'avantage de n'être pas astreintes à se construire des demeures, à se tisser des vêtements, à gagner leur nourriture à la sueur de leur front, et qu'elles trouvent, à leur choix, sur les chemins des champs ou les sentiers de la forêt, un domicile tout édifié, qu'elles y ont chaud, qu'elles s'y voient servir, tous les jours que Dieu fait, un menu peu varié, mais excellent, et qu'à tout prendre il vaut mieux être bousier qu'étudiant en philosophie.

M. le professeur négligeait de pareilles considérations. Le temps qu'il ne donnait pas aux jeux de la politique où il était d'une extrême ardeur, il l'employait à classer, à étiqueter, à cataloguer. Il faisait aux habitants des bouses leur état-civil; il les appelait *simulator*, *fallaciosus*, ou bien *pilipodex*, *nigropubens*, selon qu'ils étaient dissimulés dans leurs caractères

spécifiques ou qu'ils prenaient une personnalité marquée par l'abondance et la teinte des poils de leurs pattes. Parfois il se laissait aller à une pointe de sensibilité : il les nommait *vernalis*, *autumnalis*, évoquant ainsi la saison de leurs pariades ; parfois aussi il rendait hommage à la mémoire d'un grand homme de science en les baptisant *Hopffgarteni*, *Koshantschikoffi*, *Mascarauxi*.

Cet éminent coprophagologiste était fort occupé à étudier les ongles d'un animal gros comme un grain de café, quand Voldemar se présenta à lui.

— Monsieur le très honoré professeur, dit le jeune homme, je m'appelle Voldemar et, par la faveur du libéralisme démocratique, je suis entomologiste.

— Oui, oui, dit le professeur sur un ton d'amabilité qui ne lui était pas habituel, le ministre a bien voulu prendre la peine de m'écrire ; son chef de cabinet a bien voulu m'écrire; monsieur Merlaud m'a écrit : ils sont tous d'accord que vous êtes un jeune homme de grand mérite.

— Oh !... murmurait Voldemar, c'est que...

— Pardon, dit le professeur, je tiens du ministre lui-même que vos connaissances scientifiques sont telles qu'il n'a pas hésité à créer en votre faveur un poste dans mes laboratoires.

— C'est à dire que... balbutiait le philosophe.

— Il faut, monsieur, poursuivait l'autre, que vos qualités soient grandes, puisque vous obtenez si aisément ce que, depuis bien des années, je sollicite en vain pour mon meilleur élève.

Voldemar eût souhaité que le plancher s'ouvrît sous ses pieds. Il y avait quelques heures qu'il connaissait la générosité de la démocratie française, il la bénissait en lui-même ; mais qu'un ministre prît la peine de faire son éloge, ne l'ayant jamais vu, qu'un chef de cabinet appuyât cet éloge et qu'un député le confirmât, l'effrayait dans la juste opinion qu'il avait de lui-même. Il considérait la pièce où il se trouvait, les cartons innombrables qui tapissaient les murs, les microscopes, les cristallisoirs, les pinces qui brillaient sur les tables ; il jetait des regards furtifs vers de minces plaques de liège où il voyait fixés à une longue et fine épingle des insectes tels qu'il n'en avait observé ni sur les marguerites de l'Emaiogi, ni sur les roseaux du Peipsi.

— Monsieur le professeur, dit-il, je n'ai pas beaucoup de la science sur les insectes : je sais un peu de la mouche, du moustique, du papillon...

— Mais, dit M. Jubier, vous connaissez le ministre ?

— Non, monsieur le professeur.

— C'est donc lui qui vous connait ?

— Peut-être, monsieur le professeur.

Il faut savoir que M. le professeur Jubier, chevalier de la Légion d'honneur depuis dix ans, désirait avec une sorte de fureur de prendre le titre d'officier dans cette même légion ; il faut savoir aussi qu'au pays où Voldemar venait étudier la liberté, le mérite comptait peu dans ces affaires-là, s'il n'était soutenu, étayé, consolidé par une curieuse machine démocratique appelée la recommandation.

— Vous le connaîtrez bien vite, poursuivit M. Jubier. Dans sa lettre il parle de vous comme d'un ami. Je vous demanderai alors un petit service.

Déjà, il songeait en lui-même que ce jeune étranger le pourrait recommander à celui dont il attendait un titre dans l'ordre national, si bien que Merlaud, ayant besoin du réfugié Voldemar pour asseoir sa situation électorale, M. le ministre de l'Éducation nationale ayant besoin de la voix du député Merlaud pour assurer son existence ministérielle, M. le professeur Jubier ayant besoin de Voldemar pour avancer dans la hiérarchie de la Légion d'honneur, le cycle Voldemar-Merlaud-Ministre-Jubier-Voldemar se trouvait fermé, ce qui faisait quatre hommes l'un à l'autre liés, ce qui faisait une force, ce qui faisait en fin de compte un comité d'entente égoïstique, une cellule entre des milliers d'autres de la ruche où la démocratie préparait le bonheur du peuple.

M. le professeur n'eut point de peine à mesurer l'ignorance de son jeune assistant qui s'écriait à la vue des insectes piqués sur leurs épingles :

— Merveilleux ! Si beau ! Voilà un vrai bijou, voilà un qui peut orner la cravate...

Or, l'on sait qu'aux yeux d'un homme de science, il n'est de beauté véritable que dans la donnée d'un problème et dans sa solution : la beauté même d'un Coprophage n'est point dans le dessin de ses élytres, dans les ramures qui lui ornent la tête, elle est tout entière dans la place qu'il occupe au long du synopsis.

Mais comme Voldemar était l'ami d'un ministre qu'il ne connaissait pas, il fut aisé de lui trouver dans les laboratoires un de ces emplois qui sont faits de très peu d'occupations et de beaucoup de loisirs, et que la république a multipliés par bonté naturelle, générosité de cœur et calcul de raison.

— Vous n'entendez rien, lui dit M. Jubier, à la science des insectes, il faut en convenir ; toutefois, vous êtes entomologiste par la grâce de l'État, ce qui revient à dire que vous l'êtes deux fois.

Ce savant était un homme : il écrivait en latin selon la coutume entomologique, mais il s'exprimait en français avec cet art des nuances qui permet de tout dire en ayant l'air de ne rien dire du tout.

Il promena le néophyte par des salles toutes parfumées de créosote où des boîtes par centaines enfermaient le peuple ailé des prairies et des bois. De temps en temps, il tirait de son rayon un des cartons alignés, il l'ouvrait, le mettait sous les yeux de Voldemar qui ne se lassait pas de comparer son contenu à des épingles de cravate, à des chatons de bague, à des bimbeloteries de l'espèce la plus ordinaire.

— Si beau ! Si merveilleux ! soupirait-il.

M. le professeur jugea que ce jeune homme était certainement très utile à l'avancement des chevaliers de la Légion d'honneur, mais très inutile à l'avancement des sciences : il lui serra la main avec effusion, lui fit entendre qu'il serait heureux de recevoir sa visite chaque jour pendant quelques instants et l'engagea à se rendre aussitôt chez le ministre.

— Il faut, dit-il, que cet homme qui vous porte tant d'intérêt sache que je vous ai donné le poste qu'il désirait que vous eussiez chez moi.

— Quel poste ? demanda Voldemar.

— Mais le plus avantageux et le plus agréable : celui de chargé de mission du Ministère de l'Éducation nationale.

— De mission ? dit Voldemar. Qu'est-ce que c'est : de mission ?

M. Jubier lui expliqua que les ministres comptaient beaucoup plus d'amis que les autres hommes et qu'ils n'avaient de cesse, quand ils étaient au pouvoir, que chacun de ces amis-là ne fût entretenu par la république. Aussi avaient-ils inventé toute sorte d'emplois où leurs amis trouvaient avan-

tage et considération, tels que ceux d'attaché, de délégué, de chargé de mission.

— Nul ne sait au juste, dit M. Jubier, de quelle mission, de quelle attache il s'agit. Il faut croire, cependant, qu'elles sont nécessaires et utiles à la marche des affaires de l'État, puisque tant d'honnêtes gens les acceptent. Courez donc chez le ministre, faites-lui mes compliments et dites-lui combien je suis heureux qu'un de ses amis ait pu trouver mission dans mes laboratoires.

Voldemar ne courut pas chez le ministre ; il vola vers la rue Jacob. Merlaud n'y était point.

— C'est l'heure de son apéritif, dit Mlle Dasne : il est au café.

— Je veux le trouver, dit Voldemar, je veux lui donner des remerciements.

— Vous êtes bien pressé ! dit Mlle Dasne. Si vous croyez que c'est l'habitude de remercier un député ! C'est lui, tout au contraire, qui remercie ses obligés. Tenez, lisez les lettres que je tape.

Il est vrai que chacune de ces lettres débutait par ces mots : *J'ai l'honneur de vous remercier d'avoir bien voulu me demander... Je vous remercie de m'avoir demandé...*

Mais Voldemar n'avait point l'habitude de demander ; la reconnaissance l'étouffait. Il s'élança pour joindre son bienfaiteur, tandis que Mlle Dasne jetait des soupirs et murmurait en elle-même : « Cher enfant ! Si beau, si candide !... »

Elle avait cinquante ans : c'est un âge où les demoiselles soupirent plus qu'elles ne rient, regrettent plus qu'elles ne désirent, et se murmurent des secrets à elles-mêmes plus qu'elles n'en murmurent aux oreilles des jeunes gens beaux et candides.

III

Pendant que le sensible et reconnaissant Voldemar s'élançait pour rejoindre au café son maître, son bienfaiteur, Mlle Jacquemine Jardin, assise à sa fenêtre, reprisait les chaussettes de son père.

Mlle Jacquemine était une Parisienne de dix-huit ans, entre le blond et le brun, ni grande ni petite, toute en vivacité

de gestes, en élans de curiosité, l'œil sans cesse en joie de découvertes, le regard tantôt malicieux, tantôt ému, tantôt caressant et passant d'une expression à l'autre aussi vite que son cœur changeait de sentiment. C'est dire qu'elle était impatiente, mobile ; la vie était en elle comme le départ de la flèche dans la corde de l'arc, si c'est être vivant que de se donner aux promesses d'une course, d'un envol.

Elle n'avait jamais quitté Paris où sa mère, en la mettant au monde, avait expiré. Elle avait grandi entre la rue Jacob, l'école de la rue Saint-Benoît et le square de Saint-Germain des Prés; aussi portait-elle sur les joues cette belle mine rose que l'on voit aux enfants de la ville et qui surprend les visiteurs venus de la campagne. C'est que le sang des enfants de Paris va, vient, se glisse et se faufile d'artère en artériole, d'artériole en capillaire, au rythme des fins taxis, des triporteurs, du métro; il n'a pas le temps de s'attarder ; cent ennemis le guettent au détour du poumon : gaz d'autos, fumées d'usines, microbes, et tout l'air expiré dix-huit fois par minute par trois millions de bouches. Il bataille, il s'anime, il lui faut être vainqueur à coup sûr et sans répit : c'est pourquoi Mlle Jacquemine avait les joues roses.

Mlle Jacquemine était donc à tirer l'aiguille derrière sa fenêtre dans la compagnie d'un pot d'héliotrope posé sur le rebord et de sa chatte noire endormie à ses pieds, quand une pensée d'agréable apparence lui vint à l'esprit et l'amena à s'exprimer à elle-même par une chanson l'agrément qu'elle éprouvait.

Il se trouva qu'à l'instant où elle jetait aux échos de sa chambre les premières notes de la mélodie, la boule de buis sur laquelle elle posait ses points de reprise vint à tomber au plancher et que la chatte vite éveillée s'en fit un jouet. Il se trouva aussi que la porte de l'appartement donnant sur l'escalier était entr'ouverte, que la chatte, poussant de la patte et du nez la bille roulante et bondissante, s'engagea par ce libre passage, et que Voldemar courant rejoindre le député Merlaud buta dans l'animal et envoya la boule de la pointe du pied jusqu'au bas des marches.

C'était à croire que le destin, loin d'être un vain mot, à ce qu'en disent les routiniers, avait depuis la nuit des temps façonné une chatte et une bille de buis, afin que la rencontre

d'un jeune homme venu d'Estonie et d'une jeune fille demeurant rue Jacob donnât naissance à la suite d'événements, aventures et faits notoires dont on conte ici l'enchaînement singulier. Car, enfin, si une pensée plaisante n'était point venue à l'esprit de Mlle Jacquemine, si cette pensée n'avait éveillé sur ses lèvres une chanson en sommeil et si le plaisir qu'elle prenait à chanter ne l'avait distraite en son travail d'aiguille au point que la boule à repriser lui échappât des doigts, Voldemar n'eût peut-être connu de la France que Merlaud, ce qui était peu, ou M. le professeur Jubier, ce qui n'était guère.

Mais foin de ces hasards et de ces circonstances! Jacquemine courant derrière sa chatte se trouva tout à coup devant un jeune homme inconnu qui lui donnait des coups de chapeau et prononçait d'une voix essoufflée tout un discours auquel elle n'entendait mie. Au mélange de mots français et de mots étrangers qui se pressaient sur les lèvres de ce bavard, elle comprit seulement qu'il y avait une alouette dans la rue Jacob.

— Monsieur, dit-elle, je n'ai jamais entendu cet oiseau-là dans le quartier. Il y a bien les serins de la concierge du 17, ceux de Mme Brisotte au 24, le sansonnet du cordonnier et les merles de la Charité, mais l'alouette, il faut aller à la campagne, du côté de Neuilly ou de Vincennes, pour l'entendre. Tenez, vous avez le tram 14 qui vous met presque au bois de Vincennes; là, sûrement vous en trouverez plein le ciel. Bonjour, monsieur.

— Pardon, mademoiselle, dit Voldemar, vous ne pouvez peut-être pas comprendre...

— Si, si, je comprends très bien, reprit-elle d'une langue agile et effrénée, je comprends que vous ne connaissez pas les oiseaux de Paris; nous avons les moineaux, les pigeons et les merles; ce sont les plus nombreux, les plus familiers, on marche dessus, on peut dire qu'on est avec eux à tu et à toi. Nous avons aussi les martinets : ils viennent d'arriver; écoutez-les, ils sifflent, c'est qu'ils sont heureux d'avoir retrouvé leur chez soi, la rue où ils sont nés. Nous avons enfin quelques pinsons et mésanges, parfois un vol de corbeaux quand de mauvais événements se préparent, parfois des mouettes sur la Seine, quand l'hiver sera rude. Mais d'alouettes, point Bonjour, monsieur.

Elle descendit en quelques bonds les marches de l'escalier et retrouva sans peine sa boule à repriser qui brillait dans l'ombre.

Sur le palier, Voldemar l'attendait.

— Je veux dire, fit-il d'une voix serrée, je ne suis pas un Français.

— Sans blague ? dit Jacquemine en éclatant de rire.

— Je suis un Estonien.

— Un Estonien ? Eh bien... Heu... Pourquoi m'en informez-vous ? Je ne vous connais pas. Vous êtes là dans l'escalier, vous me parlez d'alouette, vous me dites qu'il y a des oiseaux de cette espèce-là dans ma rue, vous le soutenez, je vous affirme le contraire. Alors ? Eh bien ! voilà, c'est tout.

Elle tourna sur elle-même, franchit le pas de sa porte, puis revenant à Voldemar :

— Un Estonien ? dit-elle, comme c'est curieux ! Comme c'est intéressant ! Je vous regarde : je suis curieuse, c'est ma nature. Je ne trouve pas que vous soyez extraordinaire : vous voilà avec des yeux, un nez et des oreilles comme on en voit à tout le monde. Vous devez être gentil, aimable, affectueux, comme les autres ; comme les autres, vous parlez d'alouettes sans savoir ce que vous dites...

— Excusez...

— ... Pour le plaisir de placer dans vos propos un joli nom d'oiseau, pour aborder plus commodément une jeune fille dans un escalier, pour rien, en somme. Un Estonien ? Eh bien... c'est à n'y rien comprendre. Bonjour, monsieur.

Elle s'élança de nouveau vers la porte ; Voldemar la retint par la main.

— Ah ! mademoiselle, s'écria-t-il, je veux vous dire : j'étais tout à fait un Estonien, je suis un peu un Francais ; j'étudiais la philosophie, j'enseigne la science de l'entomologie ; et Monsieur le ministre de l'Éducation me donne de l'amitié, et Monsieur le député Merlaud...

— Quoi ! Vous connaissez monsieur Merlaud ?

— Monsieur le député Merlaud me donne l'enseignement sur la liberté démocratique.

— La quoi ?

— La liberté.

A ce mot, Jacquemine s'assit sur une marche de l'escalier

et, saisissant à son tour Voldemar par la main, l'attira à prendre place auprès d'elle.

— La liberté, dit-elle, moi, je peux vous en parler. La liberté, monsieur l'Estonien, c'est dans la tête qu'elle demeure, c'est par la langue qu'elle s'achemine et par les lèvres qu'elle sort quand elle a fantaisie de prendre l'air. Je parle, je suis libre; ma pensée va son train; je dis ce que je sais, ce que je sens, qu'il fait beau, qu'il fait bleu, que le soleil de mai me tourne les idées, que rien n'est plus agréable que de bavarder sur une marche d'escalier, je le dis, je le chante.

Elle chantonnait entre les dents quelques tradéridéras.

— Ah! soupirait Voldemar, *ma... ma armastan...*

— C'est en estonien que vous dites cela? demandait Jacquemine. Comme vous hésitez! Je préfère le français. En français, les mots viennent si librement à la langue que vous pouvez parler, parler, parler, comme on raconte que coulent les rivières, sans que rien fasse obstacle au cours de vos paroles, parler pour soulager la tête de tous les oui, les non, les pourquoi, les comment qui s'y forment et s'y groupent sans répit, parler pour s'entendre vivre, pour se faire du bruit autour de soi, pour se sentir libre, monsieur l'Estonien, libre, vous comprenez, libre d'être fou, d'être sage, d'être gai, d'être sot et de ne point s'en cacher aux autres. Voilà.

Elle se leva d'un bond, gagna sa porte et disparut.

« Libre? se disait Voldemar, libre d'être fou, d'être sage... »

Merlaud gardait à Paris les habitudes qu'il avait à Fleury-sur-Claire.

La plus chère de toutes était l'apéritif. Il n'y manquait point ou, si d'aventure il y manquait, sa santé s'en trouvait atteinte, l'esprit s'épaississait, les jambes étaient molles, la langue malhabile, le cœur sans allant, et comme il était député, qu'il faisait les lois et façonnait ainsi la vie même de la France, l'intérêt national exigeait qu'il y manquât le moins possible.

On donnait ce nom d'apéritif à une boisson faite d'extrait de végétaux choisis parmi les plus amers, tels que la racine de gentiane, l'écorce de bigarade, l'absinthe, le quassia et le

rhizome de galanga, toutes substances exécrables à la langue, irritantes au tube de l'œsophage, et qu'il était bon d'édulcorer par quelque sirop si l'on ne voulait, en les buvant, se donner en spectacle par une grimace affreuse.

La singulière coutume d'avaler cette drogue, deux fois par jour, dans une salle de café enfumée de tabac, était moins répandue à Paris qu'à Fleury-sur-Claire où les meilleurs esprits la considéraient comme un des éléments de la sociabilité française. Merlaud la pratiquait dans un établissement de boissons du boulevard Saint-Germain, à l'enseigne des « Saints-Pères », qu'il préférait à la buvette du Palais-Bourbon : là, il retrouvait ses aises, une acoustique favorable à son éloquence ; là, il pensait à voix haute, il jugeait, critiquait, proposait ; là, il était lui-même.

Quand Voldemar pénétra dans la salle, Merlaud s'entretenait avec M. Mulat, patron du café, et un groupe de fumeurs qui faisaient un grand bruit de paroles. Tout le monde parlait à la fois ; on entendait seulement dans le vacarme des sortes de phrases pivots sur lesquelles tournaient les propos : *Moi... Mon opinion à moi... Permettez, je ne suis pas de votre avis. Ma conviction... Mon idée... Mon sentiment...*

« Il faut, se disait Voldemar, que je sois tombé dans une assemblée de personnages considérables. Chacun y expose son avis, y développe son jugement avec une telle force et une assurance si bien assise, qu'on ne peut douter qu'il ne soit une lumière en sa partie. Mais que disent-ils? »

Le cafetier Mulat, qui était très bien construit en os et en muscles, avec une parure de cheveux noirs frisés et des sources nombreuses de glandes à sueur, parlait le plus fort parce qu'il était le plus grand, étant debout. Un cafetier qui s'exprime avec force, c'est de la qualité du café qu'il semble qu'il ait à dire, ou de la précellence de la bière de Lorraine sur le rude lambic de Bruxelles, ou encore des vertus comparées des dix sortes de quinquina soumises au choix de ses clients. Mais M. Mulat excellait surtout dans la critique politique. Il n'y avait pas de loi votée par le Parlement, de décret pris par un ministre, qui ne passât par le crible de son jugement.

— Je soutiens, moi, s'écriait-il, que la mise en chantier d'un cuirassé de vingt-six mille tonnes n'offre aucun intérêt

politique. Vous pouvez le dire de ma part à votre ministre de la Marine, monsieur Merlaud.

— Et moi, disait un des fumeurs, je vous assure, monsieur Merlaud, que plus le tonnage est fort, plus le bateau est vulnérable et plus vite l'argent des contribuables va au fond de l'eau.

— Mon avis, disait un second fumeur, est qu'il vaut mieux un sous-marin de deux mille tonnes qu'un cuirassé de vingt-cinq mille.

« Ce sont des marins, se disait Voldemar, des techniciens. »

— L'important, disait Merlaud, c'est de lui donner un nom. Ils veulent l'appeler *Strasbourg*. J'ai proposé *les Droits de l'Homme*.

— Moi, disait le cafetier Mulat, je propose *la Laïcité*. Quand une idée est grande, tous les moyens sont bons pour la grandir encore.

— Moi... Moi... Moi... disaient les autres.

C'était un beau tapage. Chacun avait un nom à proposer comme si les habitués du café des Saints-Pères eussent été requis par le gouvernement d'avoir à baptiser le nouveau cuirassé de la république.

Mais l'arrivée de Voldemar changea le cours de la discussion.

— Monsieur est Estonien, dit Merlaud.

M. Mulat déclara aussitôt qu'il n'avait point de préjugé contre les étrangers, qu'il avait de tout temps employé des Italiens, des Tchèques ou des Hongrois soit comme garçons, soit comme plongeurs, et qu'il les préférait aux Français, plus entêtés, plus difficiles à commander.

Voldemar conta à son protecteur comment il avait été reçu par le professeur Jubier et comment ce célèbre savant l'avait attaché à ses laboratoires, en lui laissant tout loisir d'étudier les libertés démocratiques. Merlaud proposa de boire à la santé d'un jeune homme qui savait si aisément gagner le cœur de ceux qu'il approchait. Et l'on célébra le nouveau venu en avalant un mélange d'extraits de racines amères et de sirop de gomme d'acacia.

Après quoi, Merlaud fit un discours sur l'intérêt qu'il y avait à accueillir en France les malheureuses victimes des régimes de force.

— Nous en faisons de bons républicains, dit-il, des amis

dévoués et les futurs champions de la grande idée française de la fraternité des peuples.

L'on tomba d'accord qu'il n'y avait pas de meilleurs amis de la république que les *fuorusciti* italiens, les anarchistes espagnols, les terroristes macédoniens et tous ces mécontents venus de la Géorgie, de la Perse, de l'Albanie, du Vénézuela, du Hedjaz et de l'Afghanistan, où l'on ne pouvait dire que les libertés démocratiques fussent honnêtement garanties. Il est bien vrai qu'il n'est pas de pays plus accueillant que la France à qui désire exprimer son mécontentement politique par la parole, par l'écrit ou par le geste. Les plus belles salles de réunion sont ouvertes aux orateurs qui revendiquent le droit au meurtre, lequel est, comme on sait, un droit naturel aboli par d'absurdes préjugés; les kiosques à journaux offrent au passant des feuilles en toutes langues où MM. les mécontents d'Italie annoncent chaque matin la déliquescence et la fin prochaine du régime fasciste, où MM. les condamnés à mort de Bulgarie disent leur mot sur les juges et procureurs des tribunaux de Sofia; la rue enfin est librement ouverte à toute sorte de porteurs de revolvers, de bombes et de poignards impatients d'abattre les hôtes de qualité que la France reçoit pour le plaisir de les bien accueillir.

— Pour les réfugiés politiques, dit Merlaud, nous pouvons compter sur un attachement et une reconnaissance dont ils nous ont déjà donné bien des preuves.

— Ah! monsieur le député, dit Voldemar, je veux vous donner, moi aussi, la preuve.

— Cher ami, dit Merlaud, je ne vous demande rien d'autre que de devenir à mes côtés un bon et ferme républicain.

On but de nouveau à la république, à la démocratie, à la fraternité des peuples, et la conversation se poursuivit tantôt plaisante, tantôt grave.

— Mais, demanda Voldemar en se penchant à l'oreille de Merlaud, qui sont ces personnages hautement qualifiés qui parlent si bien des difficiles problèmes de l'armement maritime de la France et de la politique intérieure des autres pays?

— Ce sont, dit Merlaud, de bons joueurs de manille que je retrouve ici chaque jour. L'un est marchand de fromages rue du Bac; l'autre est retraité d'octroi et concierge rue Bonaparte; le grand qui porte la barbe et tire sur sa moustache est

peintre en enseignes; il est très fort sur les questions de politique extérieure : je prends souvent son avis.

— Les Français, dit Voldemar, sont de curieux hommes : ils parlent sur tout, est-ce donc qu'ils savent tout ?

— Mon ami, dit Merlaud, pour voter librement il faut tout savoir, or les Français votent librement, donc ils savent tout.

— C'est un syllogisme, dit Voldemar; c'est une course d'idées trop rapide, monsieur le député; je ne peux pas la suivre.

Mais le cafetier Mulat et les consommateurs affirmèrent en mêlant leurs discours que le propos portait en soi-même son développement sans qu'il fût besoin de l'étirer en vaines périodes.

— C'est clair, disait l'un.

— C'est évident, disait l'autre.

— Cela saute aux yeux, disait un troisième.

« Voilà, songeait Voldemar, des esprits fortunés : tout leur est évident, et de dix ou douze mots ramassés en une formule juste assez bonne à un physicien ils tirent une grande satisfaction du jugement. Hélas ! mes maîtres de philosophie ne m'ont pas habitué à trouver l'évidence dans le refus d'explication. »

On n'aurait su mieux dire du clair génie français. Ce marchand de fromages, ce retraité d'octroi, ce cafetier et ce peintre d'enseignes lui donnaient corps et visage. Ils étaient là, à l'aise dans l'assurance de tout savoir; ils guidaient et conseillaient leur ami de manille, l'homme qui faisait et défaisait les lois de son pays. Ils disaient, ce jour-là, leur mot sur la marine et sur les étrangers de France; ils eussent parlé avec la même facilité des écoles indigènes de la Haute-Volta, du pourcentage des succédanés dans la farine de blé, des fortins bétonnés de la frontière de l'Est. C'était leur droit, leur devoir : chacun d'eux avait sa part de la république, il l'administrait par personne déléguée, il en surveillait l'entretien et la bonne conduite; et, parlant des choses de la colonisation, du blutage ou de la défense nationale, il eût parlé, en somme, de ce qui le regardait.

Ainsi buvaient et devisaient, au café des Saints-Pères, quelques libres démocrates. L'heure était douce; la fumée des cigarettes et des pipes voilait les lointains horizons de tables,

de verres et de soucoupes ouverts dans les murs par le jeu des glaces ; l'air sentait l'anis et la mousse de bière.

Merlaud tira sa montre qu'il portait au gousset.

— Et la Chambre? dit-il. Elle siège, je crois bien. Irai-je y faire un tour?

En posant cette question, il s'étirait, bâillait et donnait tous les signes d'une extrême lassitude.

— La Chambre? dit Voldemar. N'est-ce pas aussi le Parlement?

— C'est bien cela, dit Merlaud.

Le jeune Estonien demanda comment on pouvait être à la fois à discuter la politique dans un café en buvant des boissons amères et à faire des lois dans une Chambre, ou Parlement, où l'on ne se trouvait pas. On lui répondit qu'il y avait au Palais Bourbon des votants, appelés boîtiers, qui votaient pour les absents, ce qui était fort bien compris, ce qui évitait les déplacements ennuyeux, ce qui permettait enfin de rester au café des Saints-Pères à deviser avec de bons amis, pendant que d'autres faisaient métier de député.

— D'ailleurs, ajouta Merlaud, la séance d'aujourd'hui est sans intérêt : ils discutent un projet de loi sur quelque chose comme l'hygiène de la première enfance.

On fut d'accord qu'un député n'avait pas de temps à perdre à des histoires de nourrice et de biberon et l'on décida de faire une manille.

— Quoi ! s'écria Voldemar, la France est-elle donc un pays où rien n'oblige à rien, où personne ne doit à personne le compte de ses actes, puisque monsieur le député préfère le jeu de cartes et les boissons amères à l'étude des lois d'hygiène, puisqu'il dit cela avec une paisible voix, puisqu'il met sa préférence avant le... — comment appelez-vous cette sociale nécessité? — le... le devoir.

— Voldemar, dit Merlaud, oublieriez-vous déjà que vous êtes chez un peuple libre?

IV

Dans les jours qui suivirent, les choses s'arrangèrent au mieux des désirs de Voldemar. Le propriétaire de la rue Jacob, qui brûlait de porter un ruban rouge à sa boutonnière, bien

qu'il ne fût rien d'autre qu'un propriétaire, aménagea pour le protégé de Merlaud une chambre à mansarde que le député meubla fort convenablement d'un lit, d'une toilette, d'une table et de deux chaises; la concierge, qui avait une fille dont le mari, facteur des postes à Gennevilliers, briguait un emploi à Paris, balaya plus vite les marches de l'escalier, afin de donner plus de temps au logement de Voldemar qu'elle époussetait et nettoyait comme jamais elle n'avait fait sa loge; M[lle] Dasne, qui se trouvait du fait de l'âge aux limites de l'espérance de plaire et d'être aimée, multipliait les chatteries et gâteries autour du jeune Estonien : elle lui glissait dans les poches des caramels mous, des boules de gomme; elle lui offrait du papier à en-tête de la Chambre des députés pour sa correspondance; elle le caressait des yeux et, comme il ne semblait pas s'en apercevoir, elle le caressait aussi de la voix; elle lui disait : « Quand on a d'aussi jolies mains... Quand on a vos dents... » avec un tel plaisir de le dire qu'elle en venait à soupirer : « Quand on a d'aussi jolies mains, on devine tout : devinez qui vous aime. » Et elle lui faisait porter dans sa chambre par la concierge des pains de savon parfumés à la rose.

Ainsi Voldemar, sans autres liens qui l'attachassent à la France que sa qualité d'étranger et l'amitié d'un député de lui-même à peu près inconnu, se voyait accueilli par toute une maison française avec une faveur incomparable. Seul, M. Jardin demeurait insensible au charme estonien.

— Je t'assure, lui disait sa fille, qu'il est fait comme les autres : il a le nez moyen, le front moyen, le menton rond et le teint clair; il est étudiant, il travaille beaucoup, il apprend la liberté; il n'a pas l'air de savoir ce que c'est; je lui en ai dit quelques mots. Monsieur Merlaud lui donne des leçons; tu pourrais peut-être lui apprendre quelque chose là-dessus.

M. Jardin ne répondait pas. Il travaillait du tranchet et du plioir, parait un carton de passe-partout, en rectifiait les angles, en taillait le biseau. On ne saurait à la fois développer des discours sur la liberté et réussir la coupe d'un bristol.

— Car enfin, poursuivait Jacquemine, il est étranger, il ne connaît rien de notre vie française, de notre gentillesse, des

bonnes choses de chez nous; sois sûr qu'il n'a jamais mangé des pieds de mouton poulette comme ceux que prépare le marchand d'abats de la rue de Buci, et l'on pourrait jurer qu'il ignore le plaisir qu'il y a à retrouver chaque matin le feuilleton qu'on a laissé la veille. Nous devrions l'instruire de la façon que nous avons de nous promener le dimanche, d'aller voir en hiver si la Seine monte, au printemps si les iris du Luxembourg sont en fleurs; nous lui apprendrions des choses dont les étrangers n'ont aucune idée : comment on monte dans les autobus quand ils sont complets, dans le métro quand il n'y a plus de place; bref, comment on se débrouille. En somme, c'est cela la liberté.

— C'est du propre, c'est du joli, disait M. Jardin.

Il n'en disait pas davantage et, du tranchet et du plioir, il continuait à donner ses soins précis au carton d'un passe-partout.

Cependant Voldemar, tout aux loisirs que lui laissait sa mission entomologique, cherchait des jeunes gens de son âge avec qui il pût s'entretenir des libertés démocratiques. Merlaud ne connaissait que des hommes sans muscles, à peau jaune et flétrie; leur apparence était tout en grisaille; leur regard mettait un temps infini à aller de l'œil à l'objet regardé; leur voix était sans timbre et sans musique. Ils le venaient voir chez lui; il les retrouvait au café. Il semblait qu'ils fissent des conspirations : entre eux, jamais un éclat de rire, jamais une franche dispute. Voldemar ne retenait de leurs propos que des ombres de mots : le cléricalisme... la défense laïque... le laïcisme... Ce n'était pas ce qu'il attendait de la démocratie.

Un matin, comme il croisait Jacquemine allant aux provisions, il s'en ouvrit à la jeune fille.

— Je veux beaucoup, lui dit-il, faire la connaissance avec des bons camarades.

— Vous voulez des amis ? dit Jacquemine. Ah ! monsieur, des amis, on ne les trouve pas tout faits, comme des souliers, comme un manteau. Ils se font sur mesure, chacun à la taille de celui que son cœur a choisi. Des amis? Cela vous manque. Comme je vous comprends ! Mais j'ai des cousines : ce sont Rosette et Brigitte. Vous les verrez, vous les connaîtrez; elles

ont des amis, ils sont peut-être les bons camarades que vous désirez.

— Les bons camarades! Oui, fit Voldemar, mais je veux aussi une bonne camarade.

— Ça, dit Jacquemine, c'est plus difficile.

Elle se tut. Ils allaient par le trottoir étroit de la rue de Seine retentissant de l'appel des marchands de quatre saisons. Entre une charretée de petits pois et un étal de beefsteaks de cheval, ils se glissaient, coude à coude, hanche à hanche. Voldemar se sentait transporté dans un monde imaginaire. Les mondes imaginaires sont des univers que l'homme décore de désirs accomplis, d'espoirs réalisés; les personnages qu'il y rencontre figurent par leurs traits des canons de beauté depuis longtemps choisis et fixés en son esprit. Le monde imaginaire de Voldemar s'ornait de frais légumes verts, de pommes de terre à la peau fine et pelante ; des odeurs de café grillé et d'anchois en saumure le traversaient par bouffées alternées. Assurément, il manquait d'ampleur: il était limité à gauche par des oranges en piles et des parois de pots de confitures, par des guirlandes de lapins écorchés et de gigots enveloppés de papier dentelle ; à droite par des chars à main débordants d'asperges, de fraises et de salades. Mais dans la foule piétinante et affairée qui s'y pressait, Voldemar voyait se mouvoir une demoiselle au frais visage telle qu'aux matins de printemps, sur les rives de l'Emaiogi, il en avait souvent souhaité l'apparition.

Jacquemine allait d'un éventaire à l'autre, discutait la qualité des moules, goûtait à un radis : « Il est creux », disait-elle. Elle n'achetait rien qu'elle ne se fût assurée qu'elle ne faisait pas un marché de dupe.

— Vous étudiez la liberté, disait-elle à Voldemar, prenez une leçon, monsieur.

Elle tenait tête au fromager qui lui offrait pour du gruyère un parmesan sec et sans yeux ; elle rabrouait l'épicier sur la qualité de son riz : « Il sent la toile à sac. » En chaque boutique, elle attaquait, ripostait, la voix douce mais fermement appuyée. D'autres ménagères s'emportaient ; certaines discutaient par la politique le prix des denrées: « Vingt sous, quatre échalotes ! Qu'est-ce qu'il attend le gouvernement pour vous mettre tous au pas ? »

Voldemar ouvrait les yeux, tendait l'oreille : il prenait avec beaucoup de sérieux et d'application sa leçon de liberté. Il songeait à ces boutiques de charcuterie qu'il avait vues à Tallinn, où des demoiselles vêtues de blanc, les cheveux pris dans un lin pur, servaient des tranches roses de jambon et des saucisses en chapelet à de calmes acheteuses. Là, point de disputes sur la qualité et sur le prix ; point d'allusion au gouvernement à propos de cervelas ou de langue écarlate. Sur de justes balances garanties et plombées, des victuailles aseptiques étaient déposées et pesées par des mains sans microbes ; le poids et le prix apparaissaient ensemble sur un barème indiscutable.

Rue de Seine, à Paris, il en était autrement.

Voldemar se demandait comment un demi-kilo de fraises vendu sur charrette à deux roues pesait cinq cents grammes quand la balance où le poids était fait prenait avec le plan qui la portait un angle de vingt degrés. Il considérait aussi les mains des dames de poissonnerie : bien qu'un robinet d'eau coulât à leur portée, alimentant le bassin aux anguilles, elles étaient toutes maculées d'écailles de dorades et de débris d'algues ; le sang des bêtes vidées et la bave des crabes se mêlaient à ces ornements. Et comme il arrivait à ces manieuses de coutelas de se blesser, la gaze de pansement qui engainait leur pouce ou leur index absorbait de l'eau de mer, du fiel, du sang et de la bave qu'elle rejetait ensuite par pression chaque fois que le doigt faisait effort ici ou là.

— Mademoiselle, dit Voldemar à Jacquemine, où est la liberté à ce marché de viandes, de poissons, de légumes ?

— Comment ? fit Jacquemine, elle est partout. Ne voyez-vous pas, monsieur, que tout le monde ici est libre : cet épicier de vendre un riz qui sent la toile de jute, ce marchand de crier : « A la romaine ! La belle romaine ! » quand ses salades, — regardez-les, — ne sont pas belles ? Mais libres aussi les acheteurs de choisir et de discuter.

A ce moment, Voldemar remarqua une femme qui, du haut d'un balcon, secouait un tapis dont la poussière venait en voletant se répandre sur les aliments exposés en étalage.

— N'est-ce pas défendu ? dit-il.

— Bien sûr, dit Jacquemine : c'est défendu quand l'agent vous voit, c'est permis, quand il ne vous voit pas.

— C'est permis et c'est défendu, dit Voldemar. Voilà ce que mes maîtres de Tartu appelaient une proposition morale établie sur deux données qui s'opposent. Et ils ajoutaient : « Oui ou non, jamais oui et non. » Vous dites ici : « Oui et non, jamais oui ou non. » Je ne comprends pas.

— Il ne comprend pas, il ne comprend pas ! faisait Jacquemine en riant, c'est pourtant clair. Vous oubliez, monsieur, que vous êtes ici en pays de liberté.

— Eh bien ! la liberté ?

— La liberté ? c'est de faire ce qu'il vous plaît : d'abord, tout ce qui est permis... Mais il en est de même dans votre pays, je suppose ?

— Heu..., dit Voldemar.

— Comment ? Ce qui est permis est défendu ?

— Bien souvent.

— Comme c'est curieux ! Chez nous, c'est le contraire : ce qui est défendu est toujours permis.

— Vous dites ?

— Que ce qui est défendu par les lois, les décrets, les ordonnances de police, par les agents, par les gardiens de square, par les maîtresses d'école, par les contrôleurs d'autobus, de métro, tout cela est permis.

— C'est l'anarchisme, dit Voldemar.

— Non, dit Jacquemine, c'est la liberté.

Elle n'eût pas eu grand peine à démontrer que cette liberté-là était mise en pratique par des Français qui n'étaient pas du tout des anarchistes, si les cris des marchands d'asperges et les disputes des chalands ne l'avaient contrainte à élever la voix au delà du timbre propre à une démonstration logique. Elle entraîna Voldemar par la rue de Buci vers le jardin de Saint-Germain des Prés. Voldemar portait le sac empli de provisions ; Jacquemine tenait entre deux doigts une sorte de pyramide en papier de soie contenant une tartelette aux fraises et un éclair au café, la tarte pour son père, l'éclair pour elle-même.

Ils s'assirent sur un banc d'où l'on apercevait, à travers les barreaux de fer de la clôture, la course des autobus et des taxis se croisant, se poursuivant et se passant sur la chaussée du boulevard Saint-Germain.

— De quoi parlions-nous ? demanda Jacquemine.

— De la liberté, dit Voldemar.

— Vous croyez ? Ah ! ça sent si bon, ce gazon qu'on arrose, ces feuilles nouvelles... Si nous parlions d'autre chose ?

— C'est aussi un bon parfum, celui de la pensée libre, de la parole libre...

Jacquemine convint qu'en effet rien ne sentait mauvais comme les hypocrites, les dissimulés, les menteurs.

— J'avais une amie, dit-elle, qui trichait à l'école. C'était tout naturel : nous trichions toutes. Mais elle le niait et même elle nous dénonçait à la maîtresse de cours. Eh bien ! son souffle eût asphyxié les mouches : nous l'appelions Fly-tox.

Entraînée par ce souvenir, elle reprit sa démonstration que, dans un pays libre, tout ce qui était interdit était permis.

— Tenez, dit-elle, voyez ces passants qui traversent le boulevard hors des passages cloutés, et celui-ci qui déchire son journal en deux et jette ces feuilles désormais inutiles au milieu du trottoir, et cette concierge qui vide au pied d'un jeune arbre de bordure un plein seau d'eau savonneuse ; ils sont tous en défaut. Voyez cette auto dont le numéro arrière couvert de boue sèche est illisible, ce camion qui laisse sur son passage une fumée malodorante : leurs chauffeurs défient les règlements et les agents ne les sifflent pas. C'est ainsi que nous sommes, monsieur. Papa dit que c'est la fin de tout et que, si cela continue, la France tombera aux mains d'un dictateur. Ce serait assez drôle.

— Drôle ! s'écria Voldemar sur le ton de l'effroi.

— Mais oui. A notre tour, nous lui apprendrions à vivre : vous le verriez désobéir à l'autorité, pour rien, pour le plaisir. Lui aussi traverserait la chaussée en dehors des passages cloutés ; pensez, on s'y sent mal à l'aise, on y étouffe. Lui aussi allumerait sa cigarette à un briquet sans estampille, roulerait sur une bicyclette sans plaque : tant qu'on n'est pas pris, c'est tellement plus agréable !

Elle fit longtemps encore l'apologie de l'indiscipline et du plus aimable désordre. Il semblait que la fantaisie et la désinvolture réglassent les mouvements de son esprit et que les lois mêmes qui ordonnaient les battements de son cœur, le souffle de ses poumons, fussent désobéies, pour rien, pour le plaisir.

Pendant qu'elle parlait ainsi, les moineaux du jardin faisaient un grand vacarme de piaillements : on se livrait sur le gazon des batailles où la confusion l'emportait sur la tactique; chacun piaillait pour soi-même sans écouter l'autre et chacun aussi luttait de toute évidence pour sa formule personnelle de bonheur, pour la meilleure graine et la plus jolie femelle, pour le coin secret où bâtir le nid, pour la branche en bonne place d'où voir venir le vieil homme aux mains généreuses en miettes de pain.

— Regardez les moineaux, dit Jacquemine. Ils sont libres, eux aussi.

— Est-ce donc vrai ? dit Voldemar. Ils sont libres?

Il considéra longuement ce groupe tumultueux, batailleur, tout en pépiements, battements d'ailes, élans vers le ciel, retours vers la terre, et il cherchait dans ses souvenirs de Leibniz, de Spinoza, de Kant, un mot qui correspondît au mot français de liberté. Quoiqu'il connût ses textes, il ne le trouvait point.

MAURICE BEDEL.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

AVANT LE PLÉBISCITE SARROIS

Le plébiscite sarrois, qui aura lieu le 13 janvier 1935, constitue, parmi les événements internationaux du moment, un des plus graves ; son issue est incertaine, de même que sa réaction sur l'équilibre européen. Il se produit à un moment où l'atmosphère du monde est lourde et chargée d'électricité : armements et intentions secrètes de l'Allemagne, initiative de la Yougoslavie et de la Petite Entente à la suite du crime de Marseille, entrée de l'U.R.S.S dans la Société des nations, précarité des rapports italo-serbes, voilà les éléments de la politique mondiale, qui préoccupent tous les esprits au milieu d'une crise économique généralisée, dont on cherche à tâtons à neutraliser ou à enrayer les effets désastreux.

Sur cet ensemble de problèmes variés et en partie dangereux, se greffe la question sarroise, qui inquiète le monde par sa diversité et ses répercussions prévisibles et imprévisibles. Elle intéresse à la fois la Sarre et les Sarrois, la Société des nations, la France et l'Allemagne. Elle est au premier chef une question internationale, dépassant de beaucoup le petit territoire où se joueront les destinées de la population sarroise. Elle présente un intérêt humanitaire et des aspects économiques, une lutte de prestige et d'influence et un conflit entre deux conceptions politiques diamétralement opposées : celles de la liberté et de la démocratie et celle du racisme et du militarisme.

Sa véritable portée échappe à ceux qui n'y voient que la liquidation d'intérêts financiers et économiques ou qui, hantés par le risque d'une aventure guerrière, ne craindraient pas de

consentir aux pires sacrifices pour chasser une vision qui les affole.

Les lecteurs de la *Revue*, que nous avons entretenus à diverses reprises du problème sarrois, le connaissent suffisamment pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en rappeler les principaux éléments. Mais nous voudrions en situer l'état actuel, à la veille du plébiscite.

L'ATTITUDE DE LA FRANCE

Et d'abord, quelle est l'attitude de la France et du gouvernement français dans cette affaire? Elle doit être guidée à la fois par les intérêts considérables que nous avons en Sarre et par les obligations internationales qui nous incombent comme membre de la Société des nations et dont la responsabilité nous échoit tout particulièrement, parce que le territoire de la Sarre a été créé pour nous permettre de réparer les pertes subies par la destruction de nos mines du Nord.

Les intérêts français! On ne saurait répéter assez souvent quelle en est l'étendue. C'est d'abord le sort de huit à neuf mille citoyens français établis en Sarre; ce sont les capitaux engagés par nos nationaux dans les entreprises sarroises; ce sont les mines domaniales; ce sont enfin les échanges commerciaux entre la Sarre et la France et particulièrement les départements limitrophes français.

Les obligations internationales. Elles existent envers la population sarroise, à laquelle nous devons garantir la liberté et le secret du vote et, par conséquent, protection contre le terrorisme des nazis. Elles nous incombent aussi et surtout comme membre de la Société des nations, dont l'autorité et le prestige seraient gravement atteints, si la sécurité des habitants devait être compromise avant, pendant ou après les opérations plébiscitaires.

Notre point de vue a été admirablement et définitivement précisé dans l'aide-mémoire « relatif à différents problèmes que pose le plébiscite de la Sarre », qui a été adressé le 31 août, par notre ministre des Affaires étrangères, au secrétariat de la Société des nations. Ce document a été en tous points remarquable, sa clarté a été fort appréciée par la diplomatie européenne et notamment par les Anglais, et sa fermeté

a créé à Berlin un malaise non dissimulé. Il tend à faire compléter par le Comité des trois et ensuite par la Société des nations la résolution du 4 juin, que nous avons analysée dans notre article du 15 juillet 1934.

Il préconise l'étude des questions posées par la liquidation du régime actuel de la Sarre, dans les trois hypothèses du rattachement à la France ou à l'Allemagne ou du maintien du *statu quo*, et la situe à la fois sur le terrain juridique, économique et financier.

« Le gouvernement français souhaite, a déclaré M. Barthou le 8 septembre à Genève, que se développent dans le respect du traité les opérations du plébiscite; il acceptera les résultats du plébiscite, quels qu'ils soient. La population sarroise sera appelée à se prononcer entre trois solutions. Le gouvernement français n'est indifférent à aucune de ces solutions et ne renonce à aucune d'elles. Ce qu'il veut, c'est que la consultation se poursuive en pleine liberté et impartialité et que les conditions du traité soient observées par tous. »

Après la disparition tragique de M. Barthou, la presse allemande et sarroise nationale-socialiste, et particulièrement la radio allemande, avaient, avec leur mauvaise foi habituelle, répandu dans le monde la légende que notre actuel ministre des Affaires étrangères, M. Laval, avait substitué à la politique de son prédécesseur une politique nouvelle, qu'il se désintéresserait de la solution du *statu quo*, et qu'au lieu de se tenir sur le terrain international, il cherchait à résoudre la question sarroise par des pourparlers directs entre la France et l'Allemagne.

Les déclarations faites à la Chambre le 30 novembre ont établi l'inanité de tous ces bruits tendancieux. M. Laval relève tout particulièrement le caractère international de la question sarroise; il insiste sur la nécessité d'assurer effectivement la liberté et le secret du vote et, après avoir formulé l'espoir que l'ordre ne sera pas troublé, il déclare que « s'il devait l'être, la France reste prête, comme son devoir le lui commande, à assumer toutes ses obligations internationales ».

Parmi ces obligations, se trouve incontestablement celle de répondre à une invitation de la Commission de gouvernement de la Sarre, si elle s'adressait à la France, conformément à la décision du 18 mars 1926 du Conseil de la Société des nations,

qui lui confère le droit « de faire appel en cas de besoin à des forces militaires stationnées à proximité du territoire sarrois ».

Cette obligation contestée par l'Allemagne, au moyen d'arguments dont la faiblesse ne résiste pas à un examen sérieux, est reconnue par nos amis, notamment par nos amis anglais et italiens, et nous verrons plus tard comment elle a été internationalisée.

L'ATTITUDE DE L'ALLEMAGNE

Le déchaînement de la presse allemande à la suite d'une note du *Matin*, indiquant que certaines mesures militaires de précaution avaient été prises sur la frontière sarroise, est un indice révélateur de la crainte salutaire que la possibilité d'une intervention a inspirée aux Allemands. Les déclarations répétées de leur part que jamais ils n'avaient envisagé un putsch en Sarre, celle du « Gauleiter » Burckel, le délégué de l'Empire pour les affaires de la Sarre, concernant l'attitude des formations S. S. et S. A. dans une zone d'une largeur de quarante kilomètres, le long de la frontière sarroise, en sont une preuve certaine.

La déclaration Burckel doit cependant être réduite à sa juste valeur. Elle contient simplement un ordre d'interdiction du port d'uniforme, des défilés ou réunions de toute nature dans la zone précitée et seulement pendant un mois, du 10 janvier au 10 février 1935. Jusqu'au 10 janvier, les S. A. et les S. S., dont la présence et le caractère militaire sont indirectement reconnus, ont pleine liberté de se montrer et de se livrer à toutes les opérations qui leur seront commandées.

M. Burckel ajoute qu' « il n'y a pas de place dans nos rangs pour des terroristes ». En parlant ainsi, il suppose l'opinion publique des autres pays bien mal informée de l'action allemande en Sarre, qui, avec des ressources financières illimitées, ne craint pas d'employer les moyens les plus violents, pour arriver à ses fins.

Le mémoire que M. Knox a adressé le 6 novembre 1934 au Conseil de la Société des nations, contient à ce sujet des révélations d'une précision et d'une netteté indiscutables, et il faut regretter que la presse européenne et notamment la presse française ne leur aient pas donné une plus large publicité.

Nous ne saurions témoigner une assez grande admiration pour ce haut fonctionnaire anglais, qui remplit son mandat de président de la Commission de gouvernement de la Sarre avec un courage remarquable et avec une conscience de ses devoirs envers la Société des nations et les Sarrois, que les attaques infâmes de la presse allemande ne réussirent jamais à ébranler.

Ce mémoire de vingt-deux pages dactylographiées est fondé sur un millier de documents authentiques, saisis au cours de perquisitions effectuées dans les bureaux du « service de travail volontaire », dépendant du *Deutsche Front*. Il débute par une lettre d'envoi dans laquelle la Commission de gouvernement déclare « qu'elle manquerait à son devoir si, à une heure aussi pleine de responsabilité, elle s'abstenait de renseigner fidèlement le Conseil sur certains aspects inquiétants du Deutsche Front et sur l'étendue des moyens d'action souvent illicites dont il dispose ».

Le Deutsche Front fut créée le 1er mars 1934, à l'effet de fondre tous les partis politiques en un front unique de partisans de l'union de la Sarre à l'Allemagne, mais, en réalité, ce groupement n'a fait que prendre la suite du parti national-socialiste sarrois, dont la dissolution a été purement fictive. Dans une lettre adressée, le 1er mars 1934, à M. Pirro, chef du parti hitlérien en Sarre, un fonctionnaire du Reich, le Regierungsrath Watermann, de Cologne, écrit notamment ceci : « Je vous fais savoir que la fortune du N.S.D.A.P., qui a été reprise par le Deutsche Front, et qui s'élève à 1 500 000 (francs ou marks?) doit être employée tout d'abord aux démarches de toute sorte qui ont trait à la propagande du Deutsche Front. »

Après avoir établi que l'organisation de l'ancien parti national-socialiste a été conservée intégralement, la Commission démontre, par un grand nombre d'exemples, la pression continue que les organisations et ramifications du Deutsche Front exercent à l'aide de menaces, de dénonciations, de boycottages et autres moyens violents, sur toute la population sarroise. Les partis politiques adverses, les services de la Commission de gouvernement et ses membres, sont soumis à un espionnage, pour lequel on ne craint pas d'avoir recours au vol et au détournement de documents. Dans une lettre saisie,

adressée d'Altona au chef d'une organisation sarroise, on va jusqu'à discuter les moyens d'amener en Allemagne, par la force et avec la complicité d'un fonctionnaire de police, un Sarrois nommé Fix, pour l'y faire arrêter et emprisonner. Le Deutsche Front est convaincu, en outre, d'avoir établi une collusion avec les fonctionnaires du territoire de la Sarre, qui sont sollicités de fournir illégalement des renseignements, de délivrer des documents et, souvent, de se mettre entièrement à son service. Le premier bourgmestre de Sarrebruck lui est dévoué corps et âme.

Mais ce qui paraît le plus grave, c'est la subordination complète du Deutsche Front aux autorités du Reich, qui subsiste intégralement, même après le 4 juin 1934, en violation flagrante des engagements pris à ce moment à Genève par le gouvernement allemand.

Des centaines de lettres ont été saisies à Sarrebruck, qui émanent de ministères ou de services officiels allemands.

Le Regierungsrath Watermann à Cologne, dont nous avons déjà cité une lettre très compromettante, est le principal et très confidentiel intermédiaire entre le Deutsche Front et les autorités du Reich. Il est désigné dans la correspondance saisie comme l'homme de confiance de la Sarre, et malgré des précautions compréhensibles, il a été possible d'identifier de très nombreuses lettres émanant de ce personnage ; elles concernent la propagande, le versement de subventions et contiennent souvent des ordres formels et impératifs.

Parmi les interventions de M. Watermann, nous nous contenterons de citer une lettre du 12 mars, adressée à un Doyen ecclésiastique du Territoire et dont copie fut envoyée au Deutsche Front : « J'apprends que le vicaire F..., dimanche dernier, à S..., a parlé d'un ton si haineux de la nouvelle Allemagne, que ses auditeurs auraient pu croire que c'était le discours d'un réfugié ou d'un séparatiste... Je serais heureux de connaître votre avis. »

Il ressort d'autres documents que la plupart des informations concernant la Sarre diffusées par les postes de T. S. F. allemands, notamment les attaques contre la Commission de gouvernement, sont rédigées par les soins du Deutsche Front.

Mentionnons encore une lettre du 12 juin 1934, adressée à M. Pirro dans ces termes :

« L'Office des devises (*Devisenstelle*) à Sarrebruck vous fait savoir que, pour vos besoins, il peut transférer chaque mois cent mille marks dans le territoire de la Sarre, par l'intermédiaire de la Caisse régionale de Neustadt, au compte de la Banque que vous désignerez par téléphone (nº 211-91) à la Devisenstelle », et nous comprendrons sans peine que la Commission de gouvernement termine son mémoire en déclarant suffisamment établie « l'immixtion illicite et de date toute récente de fonctionnaires allemands dans les affaires sarroises, avec la collaboration du Deutsche Front ».

Dans de précédents rapports du mois d'août, la Commission de gouvernement avait appelé l'attention du Conseil de la Société des nations sur le danger que représentait la présence de dix-sept mille jeunes Sarrois dans les camps du service volontaire en Allemagne, qui y étaient retenus « en vue du combat dans la Sarre » (*Saarkampf*), expression dont le sens ne peut être douteux, malgré l'interprétation du Deutsche Front, qui traduit *Saarkampf* par « lutte plébiscitaire ». Cette interprétation est en contradiction avec une lettre adressée par le gérant régional du Front allemand, M. Schaub, à M. Pirro, et qui contient la déclaration du Staatsrath Spaniol, créateur du service de travail volontaire en Sarre : « Si la Sarre devait être perdue, Spaniol entrerait en Sarre à la tête de ses dix-sept mille chômeurs, concentrés dans les camps du service de travail volontaire, et ferait de tout le pays un amas de décombres. »

LES PARTIS POLITIQUES

Il est certain que si les Sarrois n'obéissaient qu'à leur intérêt personnel, ils se déclareraient pour le *statu quo*, qui est seul capable de les préserver contre les représailles allemandes et contre les troubles économiques qu'un rattachement au Reich leur apporterait certainement. Le parti socialiste et le parti communiste tiennent bon : tout dépend du parti catholique.

La grande majorité des prêtres catholiques, — on dit même la presque totalité, — effrayée par les courants anti-chrétiens de l'hitlérisme et ses tendances de s'affranchir de Rome, est opposée à un rattachement au Reich d'Hitler. Si le Vatican

sortait de la réserve qu'il a observée jusqu'ici, en autorisant son délégué apostolique, Mgr Panico, dont on loue les bonnes dispositions, à prendre parti, l'issue du plébiscite en faveur du *statu quo* ne ferait aucun doute. Jusqu'ici, les évêques de Trèves et Spire, seuls, ont parlé pour inviter les ecclésiastiques de leurs diocèses, c'est-à-dire sarrois, à s'abstenir de paraître dans les réunions politiques, de recommander des journaux en chaire et de collaborer à des publications sans l'autorisation de l'Ordinaire. Après avoir justifié leur attitude par leur désir d'empêcher l'intrusion de la politique dans l'église et le ministère ecclésiastique, ils terminent en disant, en termes ambigus, que leurs recommandations n'infirment en rien le devoir moral d'amour pour la nation et de la fidélité à la patrie.

On sait que les difficultés d'interprétation du Concordat entre le Saint-Siège et l'Allemagne, qui n'est pas applicable à la Sarre, ne sont pas résolues. Hitler va-t-il, pour influencer les catholiques sarrois et leur faire oublier le meurtre de croyants éprouvés comme Probst et Clausner, se montrer conciliant envers le Saint-Siège ? C'est un point d'interrogation parmi beaucoup d'autres, qui se pose aujourd'hui sur l'attitude des catholiques, c'est-à-dire de la grande majorité de la population sarroise.

Un événement d'une importance capitale vient de se produire tout récemment. Le 30 novembre 1934, un nouveau parti chrétien, le *Deutsche Volksbund*, a été créé. L'assemblée constitutive qui s'est réunie dans une des plus grandes salles de Sarrebruck, bondée, comprenait un public varié, composé d'ouvriers, d'employés, de fonctionnaires et notamment de plus de soixante prêtres sarrois. La proclamation, qui a été votée au milieu d'un enthousiasme général, mérite d'être reproduite ici, pour bien faire comprendre les sentiments dont la population sarroise est animée à l'égard du national-socialisme, malgré son attachement à la patrie allemande. Voici les principales déclarations de ce nouveau groupement, dont le journal la *Neue Saarpost* est l'organe officiel.

« 1° A la lutte de classe et de race, nous opposons l'évangile de l'amour et de la communauté chrétiens ;

« 2° Au règne du bon plaisir et du droit absolu d'un parti tout-puissant nous opposons la revendication du droit et de la justice pour tous ;

« 3° Au système de la brutalité et de l'oppression qui tue toute culture, nous opposons hautement et solennellement l'appel à la liberté, une liberté qui ne subira de limitation que par l'observation de la morale chrétienne;

« 4° A la terreur et à la violence, nous opposons le courage de défendre librement notre opinion ;

« 5° Au mensonge, qui n'a jamais autant qu'aujourd'hui empoisonné la vie du peuple et de l'État allemands, nous opposons la volonté et le courage de la vérité ;

« 6° Nous nous défendrons contre l'asservissement des Églises chrétiennes ; nous exigeons le libre épanouissement du christianisme dans l'État, la société, l'économie. En un mot, nous voulons combattre pour l'Allemagne du droit et de la justice, de la vérité, de la liberté et de la dignité humaine. »

La publication de ce programme a eu un énorme succès en Sarre. Les adhésions affluent de toutes parts et on peut espérer que bientôt les catholiques sarrois et même les chrétiens protestants se feront inscrire en masse au nouveau parti. La presse allemande, consciente du danger de cette manifestation antihitlérienne, l'a passée complètement sous silence, et la presse française n'en a pas suffisamment souligné l'importance.

PRÉPARATION DES LISTES ÉLECTORALES

Le premier acte de la préparation du plébiscite, l'établissement des listes des votants, est terminé. Malheureusement, le délai pour la présentation et pour l'examen des réclamations a été beaucoup trop court et les commissions neutres qui étaient chargées de les examiner étaient trop novices dans les questions sarroises pour pouvoir déjouer dans un si bref délai les intrigues et les camouflages du Deutsche Front, dont les membres se sont imposés, dès le début, comme indicateurs.

Le total des électeurs inscrits sur les listes provisoires a atteint 530000. On n'a pas présenté moins de 107145 réclamations, qui furent toutes examinées et dont 49,9 pour 100, soit 53447, ont été admises. La Commission du plébiscite vient d'envoyer au secrétariat général de la Société des nations son rapport définitif. Il en résulte qu'après examen des réclamations, 18000 électeurs ont été ajoutés et seulement 7000 rayés, ce qui est dérisoire, de sorte que les listes définitives comprennent

541 000 noms. Ce chiffre paraît tout à fait exagéré, alors que le nombre total des habitants de la Sarre, au 28 juin 1919, jour déterminant pour le droit de vote, n'était que de 600 000.

Il est regrettable que la date du 13 janvier 1935, qui a été choisie pour le vote définitif, n'ait pas été reportée d'un ou de deux mois, pour éviter que les opérations se déroulent avec une trop grande hâte et sans une garantie suffisante de sincérité. Le vote aura lieu par union de communes (*Bürgermeisterämter*); il existe 83 de ces groupements en Sarre. Le nombre des bureaux de vote a été porté à 860, présidés chacun par un président neutre, — on prévoit le recrutement de 800 citoyens suisses à cet effet, — d'un secrétaire et de scrutateurs, qui, contrairement à ce qui s'est passé pour les listes électorales, seront choisis à parts égales dans les différents partis. Des mesures spéciales doivent être prises pour l'impression des bulletins de vote et le dépouillement du scrutin. C'est là un point essentiel, car si les Sarrois doivent voter sincèrement, il faut qu'ils aient une confiance absolue dans le secret de leur vote.

Pour la constatation des résultats du scrutin, la meilleure mesure à prendre eût été le transport des urnes et leur dépouillement à Genève. On a dû se contenter de centraliser ces opérations à Sarrebruck, où les urnes arriveront dans la soirée du 13 janvier et dans la nuit du 13 au 14. Elles seront placées sous la garde de la police plébiscitaire composée de policiers neutres. Le dépouillement commencera le 14 et durera trois jours, pendant lesquels la Commission de plébiscite siégera en permanence au lieu même du dépouillement.

POLICE ET FORCES MILITAIRES INTERNATIONALES

Le recrutement d'une police internationale, que la Commission de gouvernement avait réclamée à la Société des nations dès le mois de mars 1934, est loin d'être terminé. C'est par petits paquets que les contingents arrivent des pays comme la Tchécoslovaquie, la Hollande, le Luxembourg, qui se sont déclarés prêts à les fournir à titre individuel.

La police locale est composée, à Sarrebruck, de trois cents agents bien équipés et disciplinés; elle est dirigée par un officier de police qui était en fonctions à Berlin avant l'avènement

d'Hitler; à la campagne, elle est sans valeur. Quant à la gendarmerie locale, elle avait précédemment un effectif d'un millier d'hommes, dont le loyalisme était loin d'être satisfaisant. Elle vient d'être complétée par trois cents hommes recrutés en Sarre et choisis avec soin.

L'encadrement de cette nouvelle troupe et, en partie, celui de l'ancienne, sera fourni par des officiers étrangers sachant l'allemand. D'autre part, des contingents spéciaux seront constitués par des gendarmes étrangers; ils fourniront des unités réduites, mais homogènes, de même nationalité, bien armées et pouvant être transportées facilement d'un endroit à un autre par automobile.

Ces effectifs auraient-ils été en mesure d'assurer l'ordre contre les agissements du Deutsche Front et contre l'agitation des partis en général ? C'était fort douteux, et on pouvait craindre que si l'Allemagne omettait de donner des conseils de modération et de calme à ses partisans, la Commission de gouvernement ne se vît obligée de faire appel à une intervention étrangère et spécialement française, conformément à la décision de la Société des nations du 18 mars 1926.

Or le 5 décembre se produisit au Conseil de la Société des nations un coup de théâtre, qui est de nature à donner des apaisements considérables pour la sécurité en Sarre pendant la période plébiscitaire. Au cours de cette séance, M. Laval, devant un public surpris et rassuré à la fois, fit la déclaration suivante : « *Je demande au Conseil d'assumer lui-même les charges que la France était et est prête à assumer; je lui demande de décider que la mission de maintenir l'ordre soit confiée à des contingents internationaux. Si le Conseil décide de se charger de cette mission, la France acceptera volontiers de ne pas être représentée dans ces contingents, étant entendu que, de son côté, l'Allemagne ne peut pas l'être.* »

Cette déclaration, qui a été précédée de négociations très habilement menées par notre ministre des Affaires étrangères avec les représentants des principales Puissances intéressées, fut approuvée entièrement par M. Eden, le délégué de la Grande-Bretagne, dans des termes qu'il convient de reproduire :

« Si le Conseil, à la suite des informations qui lui sont parvenues, décide d'établir une force internationale dans la Sarre en vue du plébiscite, et si la Grande-Bretagne est invitée à par-

ticiper à cette force internationale, que d'autres Puissances y contribuent aussi et que la France et l'Allemagne y donnent leur assentiment, *le gouvernement britannique serait disposé à fournir un contingent approprié à cette force internationale.* »

M. Aloisi et M. Benès ne furent pas moins affirmatifs. L'Allemagne, qui ne pouvait guère s'opposer à une mesure d'ordre international approuvée par la haute autorité du Conseil, donna son assentiment le lendemain. Les casernements de Sarrebruck s'emplissent de bataillons anglais et italiens auxquels se joindront des hollandais et des suédois. Ces forces militaires internationales, de 3 500 hommes, placés sous le commandement d'un général anglais seront à même, avec la police recrutée par la Commission de gouvernement, d'assurer l'ordre contre toutes tentatives de perturbation, de quelque côté qu'elles viennent. Tous les partisans de la paix en éprouveront un profond sentiment de soulagement.

LE RAPPORT DES TROIS APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Dans sa séance du 8 septembre 1934, le Conseil de la Société des nations avait donné mandat au Comité des trois, composé du baron Aloisi, président, de MM. Lopez Olivan et Cantilo, d'étudier, avec la collaboration éventuelle d'experts des gouvernements intéressés et des comités techniques de la Société des nations, les différents problèmes connexes au plébiscite. L'aide-mémoire français devait retenir tout particulièrement son attention.

Ce Comité se réunit à Rome, au Palais Chigi, le 6 novembre. M. Knox et différents représentants des partis sarrois furent entendus. M. Aloisi se mit en rapports personnels avec des représentants des gouvernements allemand et français, pour les engager à envoyer des experts à Rome, et il provoqua la réunion, à Rome également, d'une sous-commission du Comité financier de la Société des nations. L'Allemagne, après avoir d'abord refusé sa participation, céda aux instances du Comité et particulièrement de son président, et donna une promesse de collaboration effective. Si, dans la suite, des experts français et allemands se sont rencontrés à Rome, et s'ils ont même eu, à la demande du Comité, des conversations particulières sur

certaines questions, on ne saurait en conclure que la France ait jamais abandonné le terrain international. Ces conversations ont eu le seul but de faciliter la tâche du Comité des trois, organe de la Société des nations.

Les négociations avec les Allemands ont été très laborieuses, ce qui n'est pas fait pour nous étonner. Elles ont porté sur les trois hypothèses du plébiscite, mais particulièrement sur celle du rattachement à l'Allemagne, qui crée les principales difficultés avec le Reich. La première question discutée fut celle du sort des billets de banque français circulant en Sarre, dont le total est estimé entre 1 et 2 milliards, sur les modalités de leur récupération et leur affectation au paiement des dettes résultant pour l'Allemagne du rattachement de la Sarre. Après une résistance acharnée des Allemands, un accord de principe fut obtenu en faveur de la France.

Puis vinrent les modalités du rachat des mines. De nouveaux experts furent appelés du côté français et du côté allemand, qui procédèrent à des travaux préliminaires, lesquels aboutirent au résultat que nous enregistrons plus loin. On a abordé ensuite la question de la garantie aux personnes et aux biens après le plébiscite, et celle du règlement de la situation des fonctionnaires, qui a fait l'objet de négociations à Berlin avec le membre sarrois de la Commission de la Sarre, M. Kossmann.

Les résultats des travaux de Rome ont été consignés dans un rapport que la Commission des trois a soumis au Conseil de la Société des nations, dans sa séance du 5 décembre, et qui a été adopté à l'unanimité le lendemain.

Nous allons nous efforcer d'en résumer les principales dispositions, sans pouvoir toutefois entrer dans des détails techniques.

Abordant tout d'abord la définition du régime fixé par le traité, la Commission a établi que la Société des nations a été jusqu'ici fidéicommissaire pour l'exercice du gouvernement de la Sarre, l'Allemagne ayant renoncé en sa faveur à l'exercice de ce gouvernement. C'est à la Société des nations de déterminer, après le plébiscite, la souveraineté sous laquelle le territoire sera placé, en tenant compte du désir exprimé par la population.

Si la Société des nations, conformément à un vote des Sarrois, se décidait dans le sens du maintien du régime établi, elle

exercerait à l'avenir la souveraineté non plus à titre provisoire, mais d'une manière définitive. Cette décision pourrait porter, suivant le texte du traité, sur tout ou partie du territoire.

Ces principes posés, il en résulte une double conséquence. La première, c'est que, si le régime actuel devait être amélioré, la Société des nations aurait la faculté d'y apporter les modifications qu'elle estimerait utiles dans l'intérêt de la population du territoire et dans l'intérêt général. Les Sarrois disposés à voter le *statu quo* obtiennent ainsi une satisfaction qui leur inspirera confiance.

La Commission pouvait difficilement dès maintenant donner des précisions sur la nouvelle constitution, comme on l'aurait désiré dans certains milieux. Mais la population du territoire peut être sûre que le Conseil de la Société des nations, qui siégera en permanence à Genève à partir du 10 janvier, sera en mesure de fixer rapidement les règles d'un régime démocratique conforme aux légitimes désirs des Sarrois et à l'intérêt général.

La seconde conséquence, c'est que la Société des nations, titulaire de la souveraineté, aura à l'avenir le pouvoir de disposer de cette souveraineté dans la mesure compatible avec les prescriptions du traité. Cela signifie que, si la population sarroise se décidait dans la suite pour le rattachement à une Allemagne affranchie de l'hitlérisme, la Société des nations serait parfaitement en mesure de se désister de sa souveraineté en faveur de cette nouvelle Allemagne.

M. Laval avait déjà prévu cette hypothèse le 30 novembre à la Chambre des députés, en déclarant que « si les populations sarroises exprimaient un jour le désir d'être réintégrées dans la communauté allemande, il appartiendrait au Conseil de la Société des nations de statuer, et, dans ce cas, la France ne s'y opposerait pas ».

A la séance du Conseil du 6 décembre, il a, comme représentant de la France, renouvelé cette déclaration dans les mêmes termes et tour à tour les délégués de la Grande-Bretagne, de l'U.R.S.S. et le président, M. Benès, s'y sont associés pleinement.

L'instauration d'un régime spécial sous l'égide de la Société des nations comporterait l'établissement d'une nationalité sarroise, avec faculté pour les Sarrois qui ne vou-

draient pas l'acquérir d'opter pour la nationalité allemande.

Si nous n'hésitons pas à donner notre entière approbation à la partie du rapport que nous venons d'analyser, nous sommes beaucoup plus réservés sur le reste de son contenu. Nous estimons que les ententes qui ont eu lieu par échanges de lettres entre la France et l'Allemagne, et qui ont servi de base aux décisions du Conseil, n'ont pu être obtenues que grâce à des concessions trop étendues de la France ou une confiance trop grande dans la parole allemande.

Nous avons déjà émis des doutes sur l'observation future par l'Allemagne de sa promesse du 4 juin 1934 de ne pas exercer de représailles à l'égard des votants sarrois en raison de leur attitude politique; l'extension de cette promesse aux votants non sarrois ne nous inspire pas plus de confiance. Nous déplorons que cette protection bien précaire ait été limitée aux Sarrois ayant leur domicile en Sarre depuis au moins trois ans et que, par conséquent, tous les Allemands qui ont émigré à la suite des rigueurs hitlériennes en soient exclus.

Si d'autre part il est stipulé que les Sarrois désirant quitter le territoire après son rattachement à l'Allemagne, pourront vendre librement leurs immeubles ou emporter leurs meubles à l'étranger, nous savons trop bien comment les nationaux-socialistes sauront éluder l'exécution de ces engagements, en empêchant notamment par la terreur tous les amateurs d'acheter les immeubles des émigrants.

Enfin, en ce qui concerne les clauses financières et les mines, le gouvernement français a fait preuve d'une largesse excessive. Alors que les mines avaient été estimées, il y a quelques années, à 300 millions de marks-or, c'est-à-dire à 1 800 millions de francs, le Trésor français a accepté un forfait de 900 millions de francs pour toutes ses créances en Sarre, relatives aux mines, aux chemins de fer, aux gares douanières et aux autres avoirs immobiliers.

Si le règlement de la créance de l'État français est garanti par une affectation des billets de la Banque de France et autres moyens de paiement étrangers circulant dans le territoire de la Sarre, le règlement des créances privées des Français, de leurs intérêts commerciaux et industriels, et les relations commerciales entre la France et l'Allemagne sont réservés à de futures négociations financières et économiques que des

recommandations très générales de la Société des nations ne faciliteront que dans une faible mesure.

Tout compte fait, les ententes partielles entre la France et l'Allemagne ont facilité les nouveaux accords de Genève, mais elles n'ont réglé que très imparfaitement les problèmes que le retour de la Sarre à l'Allemagne poserait à la France. On se livrerait à de fortes illusions si l'on s'imaginait que l'ère des difficultés est close; les Allemands, s'ils obtenaient gain de cause, se chargeraient de nous démontrer le contraire.

Ce n'est pas sans raison que M. Frick, ministre allemand de l'Intérieur, a déclaré dans un discours du 8 décembre, que les accords franco-allemands représentent pour l'Allemagne un si grand succès, que le jour de leur signature doit être considéré comme le jour d'une victoire allemande.

***

Et maintenant, que peut-on augurer du résultat du plébiscite? nous demandera-t-on. Nous nous garderons bien de donner des pronostics trop précis. Nous dirons simplement que nous sommes convaincus que les Allemands n'emporteront pas le succès triomphal qu'ils escomptent. L'issue du scrutin, comme celle de tout vote, peut être influencée par des manifestations de la dernière heure et surtout par les vicissitudes de la politique internationale ou les événements d'Allemagne, qui ne sauraient être prévus aujourd'hui.

Dans la situation actuelle du III[e] Reich, les intérêts des Sarrois et de la France se confondent entièrement; c'est la solution du *statu quo* qui leur est la plus favorable, et l'on se trompe étrangement en France lorsqu'on estime que le rattachement à l'Allemagne constituerait une panacée pouvant amener une détente générale en Europe.

Le *statu quo* est la seule hypothèse qui nous donne des garanties complètes pour la sauvegarde des droits considérables que nous possédons en Sarre, car nous avons éprouvé trop souvent la précarité des promesses allemandes : après l'évacuation de la Rhénanie, lors du règlement des dommages de guerre et, plus récemment dans l'affaire sarroise elle-même, où les Allemands n'ont pas tenu leurs engagements du 4 juin 1934.

Au moment où les réarmements de l'Allemagne consti-

tuent un danger pour la paix du monde, nous n'avons aucune raison de souhaiter la consolidation du régime hitlérien et son renforcement par l'adjonction d'un territoire riche en hommes et en industries, qui apporterait un gros appoint à la puissance économique et militaire de l'Allemagne.

Les Sarrois, s'ils se sentent suffisamment soutenus et garantis par la Société des nations et par la puissance de la France, sauront se libérer des appréhensions que leur inspirent les menaces hitlériennes, et se rallier à une solution qui les préservera d'un désastre économique et financier et leur évitera des représailles qui, malgré les assurances données, se manifesteront sous une forme ou sous une autre, l'imagination des Allemands étant très fertile dans ce domaine. Nous avons, aussi peu que les Sarrois, intérêt à ce que des dizaines de milliers d'individus, chassés par la crainte d'actes de vengeance, viennent inonder notre territoire et créer des problèmes nouveaux, dont l'émigration allemande provoquée par les mesures hitlériennes nous a déjà révélé la gravité.

Les Allemands n'hésitent pas, comme nous l'avons démontré abondamment, à employer tous les moyens pour arriver à leurs fins. Nous avons été trop longtemps indifférents à cette question sarroise; nous nous sommes heureusement ressaisis, mais notre prudence est encore trop grande et notre scepticisme trop fréquent. Notre sympathie pour les laborieuses populations sarroises ne se manifeste pas suffisamment. Que tous les Français, comme ils en ont le devoir, joignent leurs efforts à ceux de nos amis sarrois dans cette heure suprême, pour remporter un succès commun, dont les chances ne sont pas négligeables, surtout après les récentes décisions de la Société des nations qui ont fait une excellente impression en Sarre. Un vote pour le *statu quo* ferait réfléchir l'Allemagne, elle ne risquerait pas une guerre, car elle se rendrait compte qu'il y a en Europe des forces avec lesquelles elle doit compter et que la Société des nations, loin d'être un fantôme, comme elle le croit trop souvent, constitue le faisceau des Puissances civilisées de notre époque, devant lequel il faut s'incliner.

FRÉDÉRIC ECCARD.

LES DERNIERS JOURS DE NAPOLÉON

II [1]

LA MORT

4 mai 1821. — A sept heures le capitaine Crokat fit élever le signal prévu depuis quelques jours pour annoncer à Plantation House que « le général Bonaparte était en danger imminent ». Aussitôt Hudson Lowe monta à cheval avec Reade et Gorrequer et se dirigea vers Longwood. Près d'arriver, il fut rejoint par un dragon porteur d'un morceau de papier où Arnott avait écrit au crayon :

« Il est mourant. Montholon demande que je ne quitte pas son chevet. Il désire que je lui voie rendre le dernier souffle (2). »

Lowe s'installa à New House et attendit l'événement (3).

Rideaux relevés, le lit de l'Empereur avait été écarté du mur et mis debout, face à la cheminée, pour qu'on pût en approcher plus aisément. Pour la première fois depuis bien des

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre.

(2) *Arnott à Crokat* (Collection F. G. di Giuseppe). Ce billet non daté doit avoir été envoyé à l'officier d'ordonnance vers sept heures du matin.

(3) Lowe informa aussitôt l'amiral Lambert (neuf heures du matin). Il ajoutait en post-scriptum : « Ayez la bonté d'apprendre au marquis que je ferai faire immédiatement un signal, s'il meurt. Ce sera le signal n° 3 (*Lowe Papers*, 20133. *Inédit*).

jours, les fenêtres étaient demeurées ouvertes et la pièce baignait dans la lumière. Napoléon, qui l'avait tant crainte dans sa maladie, ne paraissait pas la sentir couler sur son visage que seul un faible hoquet faisait remuer. Il était couché sur le dos, cuisses écartées et talons joints, le bras gauche allongé contre son flanc, la main droite pendante. Antommarchi, avec une éponge, lui humectait les lèvres. Il essayait souvent, soit au cou, soit au poignet, de trouver le pouls. Les pieds, les jambes étaient froids.

La matinée fut brumeuse, mais vers onze heures le soleil écarta les buées. La chaîne verte de Diane parut et le sévère profil de High Knoll, et la mer resplendissante (1).

Mme Bertrand, pâle, mordant son mouchoir et penchant son profil chevalin, Bertrand, en uniforme, culotte blanche, hautes bottes, grand cordon et croix, Montholon, sa figure molle comme étirée par la fatigue, Marchand, vêtu de noir, modeste, silencieux, utile, désolé comme un fils, entouraient le lit. Arnott, dans sa longue lévite bleue, se tenait derrière Antommarchi, placé au chevet. Ali, Coursot, Chandelier, Archambault, Noverraz, Mmes Saint-Denis et Noverraz s'étaient groupés de chaque côté de la cheminée. L'abbé priait dans la salle à manger convertie en chapelle et dont la porte restait ouverte. Le silence était tel qu'on entendait son murmure et aussi le battement de la petite pendule dorée placée sur la table de nuit, à la droite de l'Empereur.

A tour de rôle les assistants allèrent manger dans la cuisine, puis revinrent à la hâte au salon.

Dans l'après-midi, les quatre enfants Bertrand furent introduits. Ils pleuraient. L'émotion fut trop forte pour le jeune Napoléon; il s'évanouit. On les emmena au jardin.

La journée s'écoulait sans changement sensible. Après trois heures, Arnott envoya à New House ce billet :

(1) Quoi qu'on ait répété jusqu'ici. Par exemple Forsyth (III, 287) : « Un violent ouragan souffla sur l'île... Tandis que la tempête faisait rage et hurlait, il semblait que l'esprit des orages chevauchait sur les rafales pour annoncer au monde qu'une formidable puissance s'enfonçait dans l'obscur abime de la nature. » Et Frémeaux (337) : « Une pluie inexorable tombe depuis la veille... Comme pour accentuer de sa voix l'horreur du moment, le vent du sud-ouest souffle en tempête, hurle sur le haut plateau nu, où parmi les gommiers aux bras décharnés se dresse la maison tragique. » Tout cela fait partie de la littérature amassée sur la Captivité. Il n'y a du reste *jamais* eu d'orage à Sainte-Hélène. C'est une des curiosités du lieu.

« Le pouls ne peut plus être perçu au poignet. La chaleur quitte la surface du corps, mais il peut durer encore quelques heures (1). »

Sur le châssis d'une des fenêtres, de petites colombes de l'espèce particulière à Sainte-Hélène, plumage d'argent, pattes roses et nues, s'étaient posées et roucoulaient. Deux d'entre elles demeurèrent jusqu'au soir. Au loin, la forteresse de High Knoll devenait plus sombre. Le soleil baissait. La mer, frappée par ses rayons obliques, luisait comme une étendue de métal. La glace placée sur la cheminée reflétait le ciel. Tous les yeux restaient attachés sur le lit d'Austerlitz. Le hoquet de l'Empereur s'était espacé. Son souffle s'embarrassait. Par instants, on croyait ne plus l'entendre. Ses yeux s'étaient renversés sous les paupières supérieures et ne montraient plus qu'un ovale aveugle. Antommarchi tâtait d'un doigt la carotide et faisait un signe. Arnott crayonna un troisième bulletin :

« Cinq heures et demie. Il est plus mal. La respiration est devenue plus courte et plus difficile. »

Les flammes du couchant rougirent le miroir. Qui mourrait le premier, du soleil ou de Napoléon ? Ce fut le soleil. Soudain la lumière passa. Tout devint blême : l'astre venait d'entrer dans l'océan (2). Le coup de canon d'Alarm Signal remua l'air. Nul ne bougeait dans la chambre où les visages étaient devenus presque obscurs. Seuls semblaient blancs, d'une blancheur effrayante et pareille, les draps, le front, les mains de l'Empereur. Dix très longues minutes passèrent dans cette angoisse. La subite nuit des tropiques tomba. Quelqu'un fit un mouvement pour aller dans la salle à manger chercher une lampe. A ce moment Antommarchi se pencha vers Napoléon. Il se releva et inclina la tête. Sans un tressaillement, sans un murmure, l'Empereur était mort. Une légère écume

(1) Lowe à trois heures trois quarts transmit ce bulletin à l'amiral Lambert (*Lowe Papers*, 20 133). A cinq heures, ce dernier, près de qui se trouvait Montchenu, écrivit au gouverneur : « Le marquis désire voir le corps aussitôt après le décès. Je lui ai proposé d'attendre au matin, mais il est probable que tout peut être fini avant notre arrivée ; nous allons partir tout de suite pour ne pas monter à Longwood dans l'obscurité. Nous resterons au corps de garde pour attendre l'événement. » (*Lowe Papers*, 20 133. *Inédit.*)

(2) Le 5 mai, le soleil se coucha exactement à cinq heures quarante minutes (*Annual Register of Saint-Helena*).

suinta sur ses lèvres. Il était cinq heures cinquante et une minutes.

Quelqu'un, Mme Bertrand peut-être, arrêta la pendule, tandis qu'Arnott expédiait à Lowe, par Crokat, un dernier petit carré de papier où il avait tracé ces mots : « *Il vient d'expirer* (1). »

Il y eut comme une explosion de sanglots chez les amis et les serviteurs de Napoléon. Tous, même ceux qui lui étaient le moins attachés, qui le voyaient le moins souvent, qui avaient le plus souhaité de partir, se sentaient étrangement seuls et faibles devant ce simple arrêt d'un cœur. Les larmes ruisselaient sur tous les visages. Même Arnott s'essuya les yeux. Bertrand le premier s'approcha et, mettant le genou en terre, baisa la main du héros. Montholon l'imita, puis à leur tour et dans l'ordre de leur emploi, tous les serviteurs. Puis les femmes, les enfants Bertrand que leur mère avait rappelés...

Antommarchi avait fermé les yeux de l'Empereur. Il reposait, sans une crispation, une sorte de léger sourire sur sa bouche sans couleur. La barbe qui avait poussé ces derniers jours couvrait le menton et les joues d'une cendre...

VEILLÉE SUPRÊME

Lowe accourt de New House. Montholon qui le reçoit lui exprime le désir qu'il attende quelques heures afin que la chambre mortuaire soit mise en état décent, le corps lavé et changé de lit. Le gouverneur répond « qu'il est indispensable que les docteurs Shortt et Mitchell soient immédiatement admis pour constater le décès » (2). Montholon y consent. Il est décidé qu'Arnott ne quittera pas le cadavre pendant la première nuit (3).

(1) « *He has this moment expired.* » (*Arch. Arnott.*) Le gouverneur, toujours minutieux, écrivit au bas : « Reçu à six heures. »

(2) *Lowe papers*, 20 133. L'officier d'ordonnance Crokat avait déjà été introduit près du lit mortuaire. Il avait salué le corps avec respect.

(3) Aussitôt après la mort, Lowe envoya Gorrequer prévenir l'amiral et Montchenu. Le marquis insista pour voir aussitôt le corps, insinuant « que les personnes qui se trouvaient autour du général Buonaparte pourraient placer du poison dans sa gorge et le rendre méconnaissable ». On lui représenta que la

Cependant Bertrand, Montholon, Marchand et l'abbé passent dans le parloir pour dresser les procès-verbaux constatant la mort de l'Empereur, la remise du testament et des codicilles à Montholon, l'apposition des scellés (1). Montholon lit la lettre que l'Empereur lui a dictée pour annoncer son décès au gouverneur. Il la cachette et l'envoie à Lowe. Puis les trois exécuteurs testamentaires rentrent au salon pour recevoir les médecins anglais. Le lustre a été allumé. Tous les Français sont présents, rangés à droite et à gauche du lit.

Shortt et Mitchell, accompagnés de Crokat, entrent. Ils soulèvent le drap, palpent légèrement le corps, puis se retirent, corrects et froids. Marchand, Ali et sa femme restent seuls avec Arnott près de l'Empereur à qui Antommarchi a posé une mentonnière. Les autres rentrent chez eux. L'abbé, dans la salle à manger, prie. La nuit est silencieuse et noire. Les factionnaires ont été relevés. Pas d'autre bruit qu'un murmure de feuilles et, presque sans arrêt, le cri perçant, stridulé, du grillon. Les trois serviteurs, assis sur un canapé, causent à voix basse. Souvent ils regardent la forme étendue. Mme Saint-Denis berce sa petite fille, âgée d'un an. Soudain Marchand prend l'enfant dans ses bras et, allant vers le lit, lui fait toucher de la bouche la main inerte.

Quand minuit a sonné, en présence de Bertrand et de Montholon réveillés, Marchand, Ali, Pierron et Noverraz procèdent à la dernière toilette. Le corps, lavé à l'eau de Cologne, la barbe rasée, est transporté sur le second lit de campagne qu'on place entre les deux fenêtres du salon, à la même place que le lit de mort. Le drap étendu sur lui laisse le visage à découvert. Antommarchi change la mentonnière. Vignali couche sur la poitrine le crucifix d'argent envoyé par Madame Mère et sur lequel, songeant à son fils, elle avait peut-être collé sa vieille, triste bouche. La plupart des meubles ont

présence du docteur Arnott dans la chambre mortuaire était une garantie suffisante contre toute tentative de cette nature. Il finit par se laisser persuader qu'il serait plus convenable d'attendre au lendemain et alla passer la nuit à Plantation (*Lowe Papers*, 20 133).

(1) « Marchand remit à M. de Montholon le paquet contenant le testament et les codicilles. Les cachets ayant été reconnus intacts, l'abbé Vignali rentra seul dans le salon et les trois autres ouvrirent les différents plis. » Ali, 282. L'acte de décès fut dressé par Bertrand en sa qualité de grand officier de la maison de l'Empereur.

été enlevés. De chaque côté du chevet, on dispose de petites consoles sur lesquelles vont s'allumer les girandoles de la chapelle.

Napoléon à présent, comme si la mort le rendait à sa jeunesse, a retrouvé son visage de Premier Consul (1). Sans un cheveu gris, sans une ride, son teint est mat et chaud, plus clair que dans la vie. Il ne semble pas avoir plus de trente ans.

La clarté des bougies plaque sur sa face, où un peu de couleur est remontée aux pommettes, une sereine lumière. Délivré du monde, l'Empereur semble heureux.

L'abbé, Arnott et Pierron achèvent la nuit.

* * *

A l'aube, on reçoit avis que le gouverneur a quitté Plantation. Lowe à cette heure semble désemparé. Se promenant la veille au soir devant sa résidence avec Gorrequer et le jeune médecin Henry, comme ils parlaient de Napoléon, il leur disait :

— Eh bien! messieurs, il a été le plus grand ennemi de l'Angleterre, et aussi le mien, mais je lui pardonne tout. A la mort d'un grand homme comme lui, nous ne saurions éprouver que recueillement et regret.

Mots qui le peignent entier, dans son manque de tact, sa vanité absurde, et jusque dans l'involontaire respect qui n'a jamais pu quitter les fonds de cette âme incertaine.

Lowe arrive vers sept heures le dimanche 6 mai, accompagné par l'amiral Lambert, le général Coffin, Montchenu, Gors, cinq médecins et plusieurs officiers d'état-major. Ils sont reçus par Bertrand et Montholon. Tous les Français sont présents. Hudson Lowe s'avance lentement vers le lit, suivi par Montchenu. Il attache ses yeux sur la face majestueuse, puis dit au marquis, à mi-voix, sans oser prononcer cette fois les mots de général ou de Bonaparte :

— *Le* reconnaissez-vous?

Le commissaire de France et d'Autriche hoche la tête :

— Oui, je *le* reconnais.

Ils gardent le silence quelques instants. Derrière eux les

(1) Tous les témoignages concordent : Marchand, Ali, les officiers anglais.

officiers anglais, — qu'ils aient été jusque-là indifférents ou hostiles, — frappés par la noblesse du gisant, demeurent droits, immobiles, pénétrés d'admiration (1). Hudson Lowe, les talons réunis, salue. Tous l'imitent. Ils défilent un à un devant le lit et sortent à la suite du gouverneur.

Montholon, prenant pouvoir du fait que l'Empereur l'a nommé en premier son exécuteur testamentaire, a depuis la mort repoussé à un plan inférieur Bertrand qui boude et s'efface. Il ordonne de tout. C'est lui qui dans le parloir communique à Lowe le codicille où Napoléon souhaitait de reposer en France. Le gouverneur répond que la question a été prévue depuis 1817 par lord Bathurst (2) et que l'inhumation doit avoir lieu dans l'île, « avec les honneurs militaires dus à un officier général anglais ».

Montholon l'informe ensuite que l'Empereur a demandé qu'on l'autopsiât. Lowe n'a point d'ordres qui s'y opposent (3). Il décide que l'opération aura lieu à deux heures de l'après-midi.

Avant de se retirer, Lowe propose à Antommarchi l'aide du docteur Burton « pour mouler le visage du défunt ». Antommarchi la décline, disant qu'il ne lui faut que du plâtre.

Burton part à cheval pour en chercher à Jamestown. Arnott, Crokat, l'enseigne Ward, le capitaine Marryat, avec la

(1) « Je n'ai jamais vu un plus beau visage », écrira Brooke. Et Vidal, secrétaire de l'amiral : « La tête était magnifique, d'une expression calme et douce, sans la moindre trace de souffrance. » Et Shortt : « Dans la mort sa figure était la plus splendide que j'aie pu contempler, elle semblait avoir été formée pour conquérir. » Et Henry : « Chacun s'écria quand on le vit exposé : « Qu'il est beau ! » Tous reconnaissaient qu'ils n'avaient jamais vu une face plus noble, plus classique et plus paisible. » Et Montchenu, lui-même (à Damas, 6 mai) : « Je n'ai jamais vu un cadavre aussi peu défiguré; tous ses traits étaient parfaitement conservés et sans pâleur; on eût dit qu'il dormait. » Et le marquis ajoute (c'est avant l'autopsie) : « Ce qu'il y a de singulier, c'est que, sur cinq médecins, il n'y en a pas un qui sache de quoi il est mort. »

(2) *Bathurst à Lowe*, 18 septembre 1817. L'ordre avait été confirmé en 1820.

(3) *Lowe Papers*, 20 133. Antommarchi (II, 171) et Montholon qui l'a copié (II, 557) ont prétendu que Lowe avait d'abord exigé une autopsie immédiate. Ils auraient protesté. Montholon aurait même invoqué le secours de Montchenu. Lowe aurait cédé. Mais vers midi, Antommarchi l'avertissant des premiers signes de décomposition, Montholon aurait prévenu le gouverneur que l'autopsie ne pouvait davantage tarder. Pur roman. Aucune difficulté ne s'éleva à ce sujet. Dans ce moite climat, l'examen du corps dix heures après la mort ne pouvait soulever aucune objection raisonnable et Montholon, comme Antommarchi, étaient trop désireux de se concilier le gouverneur en vue de leur prochain départ, pour résister beaucoup à ses vues.

permission de Montholon, prennent des croquis de l'Empereur (1). Le commissaire aux vivres Denzil Ibbetson en fait même une rapide peinture (2).

Une grande table à tréteaux avait été dressée dans le parloir, recouverte d'un drap. On y déposa le corps. Bientôt se présenta sir Thomas Reade, envoyé par Lowe pour assister à l'autopsie. « Montholon, écrira Reade le même jour, dans son rapport à Lowe (3), n'a fait aucune objection, mais au contraire a dit qu'il pensait fort utile et convenable qu'un officier fût venu au nom du gouverneur. En conséquence, je me suis rendu avec le major Harrison et l'officier d'ordonnance dans la pièce où gisait le cadavre. Étaient présents à ce moment le comte Bertrand, le comte Montholon, M. Vignali, Marchand, Pierron et Ali, les docteurs Shortt, Mitchell, Arnott, Burton, Henry, Rutledge, et (pendant seulement une partie de la séance) Mr Livingstone, chirurgien au service de la Compagnie des Indes. Le professeur Antommarchi était l'opérateur (4).

« Pendant la première partie de l'opération rien ne parut arrêter l'attention de MM. les médecins, excepté l'extraordinaire quantité de graisse qui couvrait presque toutes les parties de l'intérieur sous la poitrine, mais particulièrement dans la région du cœur qui était littéralement enveloppé de graisse.

« En ouvrant la partie basse du corps, où se trouve le foie,

(1) L'enseigne Ward dessina de l'Empereur en uniforme sur son lit de mort un croquis saisissant qui se trouve aujourd'hui dans la collection de M. Alfred Brewis. Le peintre et miniaturiste J.-W. Rubidge, qui était depuis quelques mois à Sainte-Hélène, en exécuta un portrait plus poussé. Enfin un Chinois, peut-être celui même qui avait exécuté des décorations à Longwood, le peignit sur une feuille de papier de riz (Collection Alfred D. Pardee).

(2) Elle se trouve aujourd'hui dans la collection Broadley ainsi que le croquis de Marryat.

(3) Le rapport de Reade, *inédit en français*, et qui se trouve au British Museum (*Lowe Papers*, 20 153), est le plus précieux témoignage que nous ayons sur l'autopsie. On le comparera utilement avec le procès-verbal officiel signé des médecins anglais, la description d'Antommarchi, plus technique, et les notes laissées par Henry.

(4) Tous les assistants suivirent avec la plus grande attention les gestes d'Antommarchi qui disséquait habilement. L'aide-chirurgien Rutledge, du 20e régiment, l'aidait à détacher les organes du corps. L'aide-chirurgien Henry, à la demande de Shortt qui présidait la séance, prit les notes pour le procès-verbal. (*Lowe Papers*, 20 133.)

ils trouvèrent que l'estomac avait adhéré au côté gauche du foie, le premier organe étant très malade. MM. les médecins immédiatement et à l'unanimité ont exprimé la conviction *que l'état de l'estomac était la seule cause de la mort*. L'estomac fut enlevé et on me le montra. Il paraissait pour les deux tiers en un terrible état, couvert de substances cancéreuses et, à une courte distance du pylore, il y avait un trou par où l'on pouvait passer le petit doigt.

« Le foie fut ensuite examiné. Au moment où l'opérateur le prit, le docteur Shortt aussitôt observa *qu'il était grossi* (enlarged). Tous les autres praticiens furent d'opinion différente, notamment le docteur Burton qui combattit l'opinion du docteur Shortt avec chaleur. Le docteur Henry fut de l'avis de Burton. Le docteur Arnott dit qu'il n'y avait rien d'anormal dans l'apparence du foie; il pouvait être gros, mais certainement pas plus gros que le foie d'un homme quelconque de l'âge du général Bonaparte. Le docteur Mitchell dit qu'il n'y voyait rien d'extraordinaire et Mr Rutledge dit que certainement il n'était pas enflé. Malgré ces observations, le docteur Shortt persista en disant : « Il est enflé. » Ceci me frappa au point que je m'avançai et observai aux médecins qu'il m'apparaissait comme très important qu'ils se missent d'accord pour donner une prompte et décidée opinion sur le réel état du foie et je recommandai un soigneux et nouvel examen. Le docteur Shortt ne fit plus d'observation, mais tous les autres me confirmèrent leur premier jugement. A ce moment le foie était dans la main de l'opérateur et, sur mon désir apparent de le voir de près, il prit immédiatement son couteau et l'ouvrit d'un bout à l'autre, en disant : « Il est bon, parfaitement sain et n'a rien de particulier. » Il observa en même temps que c'était un gros foie. Cette réflexion n'apparaissait pas avoir le même sens que ce qu'avait dit le docteur Shortt que « le foie était grossi ». Il y a une grande différence entre « un gros foie » et « un foie grossi ». Je fis cette observation au docteur Burton et au docteur Arnott qui approuvèrent.

« Après cela, j'exprimai le désir que le docteur Shortt donnât l'ordre de recoudre le corps et je demandai que ce fût fait avant que j'eusse quitté la pièce. Le docteur Shortt pria le professeur Antommarchi de le faire. Celui-ci se tourna vers le comte Montholon et dit quelque chose que je n'entendis

pas. Le comte cependant vint à moi et me prit à part. Il dit que le général Bonaparte souhaitait que son cœur fût conservé pour être envoyé à sa femme, Marie-Louise. J'informai le comte Montholon que je n'avais reçu aucune instruction particulière à ce propos et que, par conséquent, je pensais qu'on devait replacer le cœur dans le corps. Il fut toutefois si pressant dans sa requête et insista tant que je consentis à laisser le cœur séparé du corps jusqu'à ce que je vous en eusse référé (1). On l'a mis dans une petite coupe d'argent et confié à l'aide-chirurgien Rutledge du 20e régiment à qui j'ai donné les ordres les plus précis de ne point le perdre de vue avant que vos instructions aient été reçues sur la manière dont on devrait en disposer.

« Les comtes Bertrand et Montholon n'ont fait aucune observation à propos du foie. L'estomac leur a été décrit et montré et, MM. les médecins leur ayant dit « que la partie malade de l'estomac était la seule cause », ils ont paru parfaitement édifiés. »

LA CAUSE DE LA MORT

Elle n'est point discutable. Cette autopsie brutale, où les opinions s'affrontent devant le cadavre béant, où un carabin pérore en découpant comme à l'étal les viscères de Napoléon, l'a prouvé : l'Empereur a succombé au même mal que son père, un *ulcère probablement cancéreux* de l'estomac dont l'évolution, longtemps insoupçonnée, s'est précipitée vers la fin. Bertrand ni Montholon n'en doutent, comme en a témoigné Reade (2). Cependant l'honnête Shortt n'avait pas tort : il y

(1) Quand l'autopsie eut pris fin, Mme Bertrand insista elle aussi, à sa manière vive et ardente, pour que le cœur ne fût pas enfermé dans la tombe et qu'on le lui confiât au moment où elle quitterait l'île. L'aide-chirurgien Rutledge, dans ses observations sur le livre d'Antommarchi (*Lowe Papers*, 20 133), révèle que la comtesse, voyant l'estomac de Napoléon, « introduisit la pointe de son petit doigt dans le trou cancéreux et dit : « Le cancer est ce dont l'Empereur a toujours dit qu'il était atteint et dont il attendait la mort. »

(2) Bertrand annonça le 6 mai au cardinal Fesch, dans une lettre d'ailleurs très banale, le décès de l'Empereur. « Il paraît qu'il est mort de la même maladie que son père, d'un squirre au pilore ; dans les derniers temps de sa longue maladie, il en avait soupçonné la cause... » (*Lowe Papers*, 20 133). A son frère, le même jour, il écrivit dans des termes presque identiques (*Id.*).

Montholon, ce jour encore, adressa à sa femme une lettre beaucoup plus

avait enflure du foie. Napoléon était bien, comme l'avaient diagnostiqué O'Meara, puis Stokoë et en dépit du scepticisme d'Antommarchi, de la dénégation violente et intéressée de Lowe, atteint d'hépatite chronique (1). Depuis des années, avec du reste de longues accalmies, il souffrait du foie comme aussi de fièvres paludéennes. Il n'en était point mort. Il n'était mort que de l'ulcère. Comme le disait Shortt dans une lettre du 7 mai, adressée à son beau-frère, il y aurait succombé « sur le trône de France comme à Sainte-Hélène ». Mais son évolution avait été incontestablement hâtée par la moiteur de l'île, — on sait combien les contrées humides sont favorables au cancer, — et aussi par la dépression morale qui à partir de 1819 accabla l'Empereur. Napoléon en outre avait été soigné de façon absurde, quasi criminelle. Les pauvres officiers de santé qui l'assistèrent, depuis O'Meara jusqu'à Antommarchi et Arnott, lui corrodèrent l'estomac et l'intestin par les préparations mercurielles qui étaient à la base de la pharmacopée coloniale de l'époque. Nul d'ailleurs n'avait cru à la gravité de la maladie. Ce n'est qu'aux derniers jours qu'ils en avaient reconnu le danger.

L'autopsie prit fin vers quatre heures. Antommarchi, fort en train et qu'aucun respect ne bridait, aurait voulu pratiquer l'examen du cerveau. Bertrand et Montholon le lui interdirent. Écœurés, ils y voyaient une inutile profanation. Le « professeur » recousit donc le corps à l'aiguille, en présence de Reade et de plusieurs médecins (2).

explicite : « Tout est fini, ma bonne Albine, l'Empereur a rendu le dernier soupir hier à six heures moins dix minutes... L'ouverture de son corps a eu lieu ce matin (?). Elle a prouvé qu'il était mort de la même maladie que son père, un squirre ulcéreux à l'estomac, près du pylore... »

(1) Les *Observations* qu'Antommarchi publia dans ses *Mémoires* déclarent le lobe supérieur du poumon gauche « parsemé de tubercules, avec quelques petites excavations tuberculeuses ». On ne saurait y attacher beaucoup d'importance. Le rapport d'Antommarchi daté du 8 mai 1821 et dont l'*original* se trouve parmi les papiers Montholon (Bibl. Thiers, c. 20), déclare « les poumons dans un état naturel ». Ce document nous semble plus digne de foi que les *Observations* composées plus tard avec un parti pris d'exagération. Il concorde d'ailleurs avec le procès-verbal officiel : « Les poumons étaient parfaitement sains. »

(2) D'après Ali (286). « Avant de coudre le corps, Antommarchi, saisissant le moment où des yeux n'étaient pas fixés sur le cadavre, avait extrait d'une côte deux petits morceaux qu'il avait donnés à M. Vignali et à Coursot. » On ne sait ce que devinrent ces reliques. Deux fragments d'intestin grêle auraient été également dérobés par Antommarchi qui les aurait donnés à Londres à O'Meara. Ils se trouveraient aujourd'hui au musée du Royal College of Surgeons.

Montholon et Marchand (1) ont prétendu plus tard que Lowe s'était opposé à l'embaumement du corps. Il n'en fut pas question. Quand le cadavre fut lavé, Antommarchi en prit avec soin toutes les mesures, qu'il dictait à l'abbé Vignali. Puis Marchand et Ali l'habillèrent : caleçon, gilet de flanelle, bas de soie, culotte de casimir, gilet blanc, cravate de mousseline surmontée d'un col noir retenu par une boucle, habit de colonel des chasseurs à cheval de la garde impériale, épaulettes d'or, bottes, éperons, épée, chapeau à trois cornes orné de la cocarde tricolore, plaque et cordon de la Légion d'honneur et les deux croix de la Légion et de la Couronne de fer. C'était l'uniforme de ses campagnes, celui sous lequel il avait couru l'Europe et donné du pied dans les taupinières des rois.

Ces soins achevés, l'Empereur fut porté dans sa petite chambre, tendue de noir et éclairée par tout le luminaire de la maison. L'autel était dressé. Revêtu d'un surplis et d'une étole, l'abbé s'y mit en prières. Les serviteurs couchèrent Napoléon sur son lit, recouvert du manteau bleu de Marengo. Sa tête enfonçait dans un oreiller. Sur sa poitrine était le crucifix. A ses pieds une casserole d'argent contenait le cœur et l'estomac. Le visage de l'Empereur, légèrement affaissé, avait gardé sa douceur, son sourire. Ses mains, blanches et molles, semblaient vivantes. A la tête se tenait Bertrand, au pied Montholon et Marchand. Antommarchi, Arnott, Rutledge et les serviteurs en habits noirs étaient rangés en haie le long des fenêtres, laissant ainsi un étroit passage pour admettre la foule des visiteurs.

De toute l'île ils accouraient (2), comme six ans plus tôt, à Plymouth... Le chemin de Longwood n'était qu'une file de soldats, marins, colons, indigènes, surpris et émus par la nouvelle que le grand prisonnier venait d'échapper à sa prison. Des femmes, des enfants, les accompagnaient. Beaucoup portaient leur veste de travail; certains, venus de très loin, ruisse-

(1) Et après eux Fr. Masson (*op. cit.*, 486).

(2) *Montholon à sa femme*, 6 mai : « Une immense quantité de personnes est venue défiler devant le lit. » Et le lendemain un officier anglais écrira : « Une foule énorme s'est portée hier et aujourd'hui pour le voir. C'était l'un des plus extraordinaires spectacles auxquels j'aie assisté de ma vie. » (*The Statesman*, 8 juillet 1821.)

laient de sueur (1). Le capitaine Crokat, officier d'ordonnance à Longwood, régla leur défilé qui ne s'acheva qu'à la nuit. Les officiers du 20e et du 66e parurent d'abord, puis les sous-officiers, les hommes de troupe et des équipages, puis la population civile. Ils passèrent tous dans un profond silence. Certains avaient apporté des fleurs qu'ils déposaient devant le lit : arums blancs, lis de la Lune, hibiscus. Un soldat dit à son petit garçon qu'il tenait par la main :

— Regarde bien Napoléon. C'est le plus grand homme du monde...

Plusieurs s'agenouillèrent et tracèrent sur le front de l'Empereur un signe de croix. La plupart avaient les larmes aux yeux.

Au soir, Crokat prit congé des Français. Lowe l'envoyait sur le *Héron* qui partait pour l'Europe porter à lord Bathurst la nouvelle de la mort de Napoléon et le procès-verbal de l'autopsie.

Ce document, dressé par Shortt, avait déplu au gouverneur. Il contenait en effet cette phrase : « Le foie était peut-être un peu plus volumineux qu'il n'est habituel. » Argument pour ceux qui voudraient soutenir que Napoléon était mort d'une affection du foie, due au climat. Aussi pesa-t-il de tout son pouvoir sur Shortt pour lui faire modifier sa rédaction. De guerre lasse, le docteur recopia son procès-verbal et supprima les mots incriminés (2). Antommarchi refusa de le signer, non qu'il en désapprouvât l'esprit ni les termes, mais parce que la rédaction ne lui en avait pas été soumise.

« Deux ou trois serviteurs » (3) veillèrent avec l'aide-chirurgien Rutledge. Le lendemain matin, l'abbé Vignali dit la messe, puis le défilé des habitants recommença pendant plusieurs heures. Il fut interrompu pour la prise du masque funèbre que l'état du corps ne permettait plus de différer.

(1) Ali, 287. Tous ces jours le temps fut beau et chaud.

(2) Le premier procès-verbal était signé seulement par Shortt, Burton, Mitchell et Arnott. Le second fut signé en outre par le docteur Livingstone. Ce fut celui que Lowe envoya à lord Bathurst. La première rédaction a été retrouvée dans les papiers du docteur, la phrase relative au foie raturée, avec cette note : « Les mots rayés l'ont été par ordre de sir Hudson Lowe. Thomas Shortt. » (N. Young, II, 235).

(3) Sans doute Pierron, Archambault et Noverraz. Les autres allèrent se reposer (Ali, 298.)

LE MASQUE DE L'EMPEREUR

Le docteur Burton n'avait pu se procurer à Jamestown, le 6, même une petite quantité du plâtre dit de Paris qui seul convient à ces opérations. Un enseigne lui apprit que dans un îlot situé au sud-est de Sainte-Hélène, George Island, se trouvaient des cristaux de gypse. Dans la nuit, Burton avec quelques matelots monta sur une chaloupe et, par une mer périlleuse, accosta au récif. A la lueur des torches il recueillit ce qu'il put de gypse et, revenu à la ville, le calcina et broya assez adroitement pour recueillir une quantité suffisante d'un plâtre gris, semblable à l'argile, mais qui pourrait servir au moulage. Il ne perdit pas un instant pour l'apporter à Longwood.

A la vérité, des essais avaient déjà été tentés pour garder l'effigie de l'Empereur. Arnott le premier s'était servi de la cire de bougies. Antommarchi, à la demande de Mme Bertrand, semble avoir essayé ensuite avec le mauvais plâtre dont il disposait à Longwood. Mais la matière était trop poreuse et il renonça. Enfin, dans la nuit du 6 ou 7, les serviteurs laissés près du corps durent s'ingénier en secret pour obtenir une empreinte avec du papier de soie délayé dans du lait de chaux (1).

Quand Burton arriva, il y avait quarante heures que l'Empereur était mort. La décomposition commençait. Les chairs du visage, affaissées, faisaient saillir les os de la face. Les pommettes, le nez qui avait perdu sa forme droite, les lèvres qui s'entr'ouvraient sur la blancheur des dents, le menton rentré lui prêtaient un aspect lointain, tragique.

En voyant la poudre obtenue par Burton, Antommarchi se récria. Il était vain, prétendait-il, de tenter un moulage. Sur

(1) Et non du papier mâché comme l'a écrit Fr. Masson (*Autour de Sainte-Hélène*, 141). Ce masque se trouverait, dit-il, « en Italie, chez le comte Pasolini ». Marchand ne parle pas de ces diverses tentatives. Il se borne à répéter la version officielle, — mensongère, — du moulage pris le 7 par Antommarchi aidé par Burton. Nous n'attachons guère de valeur au *masque Sankey* rapporté de Sainte-Hélène en 1830 par le révérend Boys et qui ne paraît être qu'une relique *retouchée* du masque *dit* d'Antommarchi. « Le masque Sankey, déclara Boys (en 1862), aurait été moulé par Rubidge. » Mais Rubidge, complètement inconnu à Longwood, ne fut jamais laissé seul près du corps dont, on l'a vu, il ne fit qu'un portrait d'ailleurs curieusement semblable à celui du Chinois. M. Watson pense, et c'est assez vraisemblable, que Rubidge aurait pu prendre en cachette une épreuve du masque exécuté par Burton, tandis qu'il séchait.

la prière de Mme Bertrand, Burton répliqua qu'il essayerait néanmoins. On dégagea le cou de l'Empereur en lui ôtant col et cravate. Noverraz de nouveau le rasa, car la barbe en deux jours avait poussé, et lui coupa les cheveux sur le front et les côtés. Burton couvrit d'abord de plâtre la face. L'expérience réussit. Ce premier *creux* enlevé, Burton moula la partie postérieure de la tête soutenue par Archambault. Cette fois, Antommarchi aida son confrère anglais.

On ne pouvait renouveler l'opération en raison de l'état de la peau qui par endroits s'enlevait. On ne pensa pas à prendre le moulage, pourtant plus facile, des belles mains. L'habillement du mort fut rajusté. Il faisait très chaud. Pour le préserver des mouches qui tourbillonnaient par essaims, on lui couvrit d'une gaze le visage.

La mise en bière ne pouvait être différée davantage. Dans la soirée, arrivèrent trois cercueils, le premier en fer-blanc, le second en acajou, le troisième en plomb (1).

Sous la surveillance de l'aide-chirurgien Rutledge, le corps de Napoléon fut descendu par ses serviteurs dans le premier cercueil dont le fond était garni d'un matelas de satin blanc. La tête reposa sur un oreiller de même étoffe. On dut ôter le chapeau, la bière étant trop courte, et le placer sur les cuisses. Lowe ayant refusé, malgré tant d'instances, que le cœur et l'estomac de Napoléon fussent portés, selon son vœu, en Europe, Rutledge enferma le cœur dans une boîte ronde à éponges, en argent, empruntée au petit nécessaire de l'Empereur. Il la remplit d'esprit de vin et la ferma avec un shilling qu'on souda. L'estomac fut placé dans une poivrière d'argent « sans aucun moyen pour empêcher la putréfaction ». Les deux vases furent déposés dans le cercueil avec une saucière, une assiette, un couvert d'argent timbrés aux armes impériales, six doubles napoléons, quatre napoléons, une monnaie d'argent de France, deux doubles napoléons d'Italie (2).

(1) Le premier cercueil avait été confectionné par le sergent armurier A. Mellington, le second par Metcalfe, ébéniste qui avait souvent travaillé pour Longwood.

(2) *Procès-verbal d'ensevelissement*. Montholon, II, 561. Ali, 291. *Rapport Rutledge; Lowe Papers*, 20 133. Le jeune chirurgien anglais ajouta une assiette sur laquelle il avait écrit son nom « comme étant le dernier officier anglais qui eût vu le défunt ».

Tous les Français entouraient la bière. Comme le plombier allait la clore, Bertrand souleva la main de l'Empereur et la serra dans les siennes.

Le cercueil fut glissé dans l'enveloppe d'acajou, puis dans celle de plomb. On établit le tout sur des tréteaux, à l'intérieur du lit, dont on avait enlevé les sangles et le matelas. Sur la triple bière, deux fois soudée et dont Lowe pouvait être bien sûr que Napoléon ne s'échapperait plus, on étendit encore le manteau de Marengo (1).

Le lendemain 8 mai, Vignali dit la messe des morts à laquelle assistèrent les Français et quelques Anglais catholiques. Un quatrième cercueil d'acajou qui n'avait pu être achevé la veille était prêt; l'on y renferma les trois autres et l'on fixa le couvercle par des vis d'argent. Les visiteurs furent de nouveau admis et tous ceux qui n'avaient pu voir l'Empereur sur son lit de mort vinrent, — quelle que fût leur confession, — jeter sur sa bière l'eau bénite.

***

Le creux du masque, en deux morceaux, était demeuré à sécher sur la cheminée du salon. Burton alla au camp pour ne revenir que le jour d'après, fixé pour les obsèques. Il ne devait plus retrouver le moule de la face. Mme Bertrand l'avait distrait avec la complicité d'Antommarchi et, malgré ses véhémentes réclamations, il ne resta à Burton que l'empreinte du crâne et de la nuque (2).

Chamailleries cyniques. Burton, parce qu'il avait pris le moulage, n'en avait pas acquis la propriété. Le masque de Napoléon ne pouvait appartenir qu'à sa famille. Mais Antommarchi et Mme Bertrand n'en agirent pas moins de façon indélicate avec le docteur anglais, à qui, dans la suite, ils ne

(1) La nuit du 7, l'Empereur fut uniquement veillé par ses serviteurs qui, dit Ali (292), passèrent les heures « moitié en se promenant dans la petite allée qui bordait les fenêtres de la chambre et du cabinet, et moitié assis dans l'intérieur, se livrant à toutes les réflexions... » Arnott et Rutledge avaient regagné leurs quartiers de Deadwood.

(2) Le moule, rapporté par Mme Bertrand dans ses bagages, ne fut jamais rendu à Burton, en dépit de ses protestations et même de l'instance judiciaire qu'il introduisit dès son retour en Angleterre. Trois ou quatre épreuves en furent tirées par les soins d'Antommarchi. La première fut remise à Mme Bertrand; sa fille Hortense en hérita et la légua au prince Napoléon. Elle figure aujourd'hui dans les collections de Bruxelles.

donnèrent pas même une épreuve d'un souvenir si capital et qui sans lui n'eût pas été conservé.

Cette empreinte prise si tard, avec de si piètres matériaux, par un Anglais indifférent, peut toutefois contenter notre envie de saluer des yeux les traits de l'Exilé. Mais pour le voyageur, il est un autre masque encore, celui-là plus digne de Napoléon. Et par un singulier miracle, c'est Sainte-Hélène elle-même qui le présente, c'est elle qui l'a sécrété. La forme du Barn, cette montagne couleur de bronze qui borde au nord-est le plateau de Longwood, frappa-t-elle en ce temps l'esprit des Français? On ne sait. Leurs mémoriaux n'en témoignent pas (1). Elle dresse à une échelle sans mesure l'effigie de Napoléon. La ressemblance arrête le cœur. Gigantesque figure de proue, la face tournée vers la mer australe, les yeux clos, la bouche entr'ouverte par un léger sourire... Au-dessus du front bombent les cornes du chapeau, le cou immense, — rien n'est long comme le cou d'un mort, — plonge dans l'océan qui le couvre toujours de linges d'écumes. Tel que l'Empereur fut sur son petit lit, le soir du 6 mai, tel il est là, et pour toujours, sculpté depuis l'aube du monde par les jeux du volcan, de l'inexorable alizé, de la pluie. Même une âme sèche tremblera de penser que, dès les premiers temps de Longwood, il ait pu s'y reconnaître et sur le prodigieux oreiller des roches voir son dernier visage, qui l'attendait...

***

Les travaux entrepris pour l'établissement de la tombe s'achevèrent dans cette journée... Lowe, avis pris de Montholon, avait fait creuser la fosse dans cette minuscule vallée du Géranium que Napoléon avait désignée, — en dernière hypothèse, — pour sa sépulture (2).

Près des deux saules qui mêlaient leurs chevelures, non loin de la fontaine qui, depuis cinq ans, lui avait donné son eau, une sorte de grande cuve fut pratiquée dans l'argile rougeâtre. Elle fut intérieurement revêtue d'une maçonnerie

(1) Le premier qui en fera mention sera Emmanuel de Las Cases dans son *Journal écrit à bord de la Belle Poule* (1840).

(2) M. Torbett, propriétaire du terrain, recevra de la colonie 650 livres sterling « pour le dommage causé à son domaine », et 50 livres par an tant que le corps de Napoléon y demeurera. En 1826, l'indemnité fut portée à 1 200 livres *in toto* (*Archives de Jamestown*, 1824-1826).

de deux pieds d'épaisseur, vrai cachot funèbre qui pourrait résister à toute tentative d'enlèvement (1). Pas plus que le cercueil, la tombe ne devait recevoir de nom. Montholon demandait qu'on y inscrivît :

« NAPOLÉON
Né à Ajaccio le 15 août 1769,
Mort à Sainte-Hélène le 5 mai 1821. »

Lowe exigeait qu'on ajoutât : Bonaparte. Qu'en un tel moment il ait contesté aux derniers amis de son prisonnier le droit de rédiger à leur gré l'écriture funèbre, le perce et le condamne. Car, si prévoyant que fût Bathurst, il n'avait point prévu jusque-là. Les Français décidèrent de laisser la pierre nue. C'était mieux. Napoléon n'avait pas besoin de quelques lettres sur une dalle pour que le monde se souvînt de lui.

LES FUNÉRAILLES

Le matin du 9 mai, l'abbé Vignali célébra une dernière fois la messe devant la bière de l'Empereur. Le gouverneur et l'amiral, suivis de leurs états-majors, MM. de Montchenu et Gors et les personnes notables de l'île, en vêtements de deuil, en attendirent la fin, groupés sur la pelouse, devant la véranda. Depuis la pointe du jour, toutes les troupes de Sainte-Hélène étaient sous les armes.

A midi, douze grenadiers du 20e entrèrent dans la chapelle ardente. Ils soulevèrent à grand peine le pesant cercueil et le mirent sur leurs épaules. Ils passèrent par le parloir, descendirent en fléchissant le degré et gagnèrent le char mortuaire, orné de crêpes, qui stationnait dans la grande allée,

(1) Douze pieds de profondeur sur huit pieds de long et cinq de large. Les quatre côtés étaient puissamment maçonnés, comme le fond sur lequel on plaça huit pierres d'un pied de haut. On bâtit sur elles une sorte de sarcophage en pierres de Portland (« une auge », dit Ali, 296), destinée à contenir le cercueil. Dessus, la terre amoncelée devait être recouverte par trois grandes dalles de huit pieds sur quatre de large et cinq pouces d'épaisseur, empruntés au pavement de la cuisine de New Longwood. Les travaux furent exécutés par des soldats du génie, sous la direction du major Emmett (*Lowe Papers*, 20 133). *The Courier* du 9 juillet écrira : « Toutes les précautions ont été prises pour que le corps ne puisse être enlevé, et l'on assure que ces précautions sont l'effet d'un commun accord entre le commissaire français et les autorités anglaises de l'île. »

attelé de quatre chevaux (1). Ils y déposèrent leur charge, qui fut couverte d'un velours violet et du manteau militaire sur lequel Bertrand déposa son épée.

Le cortège se mit en marche. Précédaient le char, l'abbé Vignali, en ornements sacerdotaux (2), accompagné par Henri Bertrand qui portait le bénitier et l'aspersoir. Puis Antommarchi et Arnott. Les chevaux du corbillard, au pas, étaient conduits par des soldats en guise de postillons. Les douze grenadiers marchaient de chaque côté. Les coins du poêle étaient tenus, devant par Marchand et Napoléon Bertrand, derrière par le grand-maréchal et Montholon, tous deux à cheval et en uniforme. Après eux venaient le cheval préféré de l'Empereur, Scheik, conduit par Archambault, le personnel de la maison de Longwood et dans le phaéton, conduit par ses domestiques, Mme Bertrand avec Hortense et le petit Arthur. Ensuite, précédés par une double file de midshipmen de l'escadre, à pied, chevauchaient le gouverneur, l'amiral, le général, le commissaire de France, et de nombreux officiers. Toute la garnison de l'île, environ trois mille hommes, armes renversées, les musiques jouant de place en place un air funèbre (3), formait une haie sur le côté gauche de la route, en allant vers Hutt's Gate. Les drapeaux claquaient au vent. Mais ils portaient, en lettres d'or, des noms néfastes : Talavera, Albufera, Orthez. A mesure que le char funèbre les dépassait, les soldats prenaient place, deux par deux, à la suite du convoi. Le *Vigo*, ancré dans la rade, tirait de minute en minute. Une batterie de quinze canons, postée à Hutt's Gate au-dessus du chemin, lui répondait.

Dans une lumière admirable, lentement, le cortège suivait, autour du noir Bol à Punch, les méandres que Napoléon, au début de sa captivité, avait si souvent parcourus pour aller voir Bertrand. Alors il était plein d'illusions, d'espérances.

(1) C'était l'ancienne calèche de l'Empereur dont on avait supprimé les sièges et qu'on surmonta d'un toit plat. Le corbillard ainsi aménagé fut donné à la France par la reine Victoria et se trouve dans l'église des Invalides.

(2) Au moment de former le cortège, une « discussion assez vive », dit Ali (292), s'éleva entre Montholon et Vignali qui, selon l'usage, n'avait pris que l'étole. Montholon exigeait qu'il revêtît la chasuble. Vignali, après avoir protesté, se soumit.

(3) Il avait été composé spécialement pour la circonstance par le lieutenant Mac Carthy, du 66e d'infanterie (*Lowe P.*, 20 133).

Il ne croyait pas que Sainte-Hélène le garderait. Au loin, l'anneau de la mer, presque entier, fermait l'horizon. Sur toutes les pentes, au bord des précipices, au sommet des roches, entre les aloès et les cactus, parfois juchés dans les arbres, Chinois en surtout bleu, nègres demi-nus, Indiens à turbans, métis dans leurs habits de cotonnade, la population entière de l'île regardait passer le convoi de l'homme mystérieux et formidable dont tous avaient tant parlé, mais que la plupart n'avaient jamais vu. Cette pompe, la plus fastueuse qu'on pût déployer sur l'îlot atlantique, était pauvre pour Napoléon. Du moins elle n'était pas dérisoire. Il s'en allait vers son repos dans un bruit militaire et un universel respect. Il y avait beaucoup de cœurs serrés, des larmes sur maints visages. Ces ennemis, ces indifférents, ces pauvres gens de peau noire ou jaune étaient tous bien sûrs que quelqu'un d'immense venait de mourir.

Au tournant de Hutt's Gate, lady Lowe et miss Johnson, vêtues de deuil, qui attendaient dans une calèche, se joignirent au cortège. A un quart de mille plus loin, il fit halte. Les troupes se formèrent en bataille au-dessus de la route. Vingt-quatre grenadiers, choisis dans tous les régiments de Sainte-Hélène, se relayèrent huit par huit pour porter le cercueil par le sentier abrupt qu'en ces trois jours le génie avait ménagé dans le ravin. Tout le monde avait mis pied à terre ; officiers, femmes, colons, enfants, suivaient sans aucun ordre. Arrivés près de la tombe dont le pourtour était tendu de noir, ils se massèrent en silence dans le vallon.

Le cercueil fut déposé près de la fosse. Bertrand prit l'épée et Montholon le poêle de velours. Trois décharges de mousqueterie éclatèrent, répercutées par les échos. Les canons de l'escadre et des forts continuaient de tirer, tandis que l'abbé Vignali récitait les dernières prières. Lowe demanda au grand-maréchal et à Montholon s'ils désiraient parler. Ils refusèrent. Alors, au moyen d'une chèvre, la bière fut soulevée et descendue dans le caveau. Une grande dalle le couvrit qui fut cimentée avec soin. Déjà s'éloignaient les fifres des compagnies qui s'étaient reformées sur la route et regagnaient leur quartier. Ce son mélancolique, né sur les bruyères du Nord, jusqu'à son dernier jour, l'Empereur l'avait entendu de sa chambre qui sonnait la retraite au camp de Deadwood...

Les Français cueillirent quelques branches des saules et remontèrent à Longwood. Aussitôt après, la foule se rua sur les arbres et les dépouilla. Tous voulaient en emporter un rameau. Hudson Lowe, mécontent, donna aussitôt des ordres pour qu'une barrière interdît l'accès du vallon et qu'un poste de douze hommes, commandés par un officier, s'y tînt en permanence. Abrité dans une guérite, un factionnaire monta la garde auprès de l'Empereur, comme s'il avait été vivant.

APRÈS LUI

A leur retour à Longwood, les Français se sentirent désemparés. Malgré leur deuil sincère, au fond d'eux-mêmes, ils avaient d'abord éprouvé un soulagement. La mort de l'Empereur leur rouvrait la France. Ils pourraient enfin penser à leurs intérêts, ils reverraient leurs familles, ils étaient délivrés.

Mais ils avaient trop vécu de leur maître, de son air, de sa pensée. Depuis trop d'années ils s'étaient absorbés en lui. Leur esprit, leur cœur gravitaient autour de Napoléon. A présent qu'il leur manquait, ils se sentaient inutiles, abandonnés, vides. Sa mort les faisait orphelins. Ils allaient par ces chambres pleines encore de sa présence, par ces jardins qu'il avait aimés. « Ils s'arrêtaient dans les endroits qu'il fréquentait le plus, ceux où il se reposait habituellement : ils croyaient l'apercevoir. » Accoutumés à parler bas pour ne gêner ni son sommeil, ni son travail, ni sa rêverie, ils n'osaient plus élever la voix.

La maison remise en ordre, Montholon s'occupa de dresser l'acte d'inhumation que Bertrand et Marchand signèrent. Le lendemain Lowe fit connaître qu'il avait l'ordre de procéder à l'inventaire de ce que laissait Napoléon. On s'y attendait. Il vint, accompagné de lady Lowe, qui demanda courtoisement qu'on lui permît de voir les appartements habités par l'Empereur. Tous les effets, vêtements, linges, armes, argenterie, vaisselle, avaient été réunis dans le salon. Assisté de Reade et Gorrequer, le gouverneur les examina. Les boîtes d'acajou cachetées par l'Empereur furent ouvertes et il en vit le contenu. Il admira le service de Sèvres, les nécessaires et, parmi les tabatières, celle qui était destinée à lady Holland.

Bertrand et Montholon produisirent ce qu'ils voulurent des papiers de l'Empereur : dictées sur ses campagnes, aide-mémoires de sa main, feuilles de papier sur lesquelles Napoléon avait écrit au crayon des indications sur les livres à lire pour ses travaux. Enfin ils lui donnèrent connaissance du premier codicille et des inventaires annexés. Lowe les autorisa à procéder à l'exécution provisoire des dispositions de l'Empereur.

Cependant lady Lowe visitait les pièces où il avait vécu. Elle fut étonnée de leur pauvreté. Tant que Napoléon respirait, sa présence empêchait de voir les murs étroits, le mobilier modeste. A présent, la misère de Longwood éclatait.

Quoi qu'on en ait dit, Lowe fut conciliant. Il était persuadé qu'on ne lui montrait qu'une façade et que beaucoup de choses échappaient à son examen. Il ferma les yeux, ne réclama pas le testament. Aussi bien était-il lui-même des premiers atteint par la mort de Napoléon. Avec son prisonnier il perdait une responsabilité écrasante, mais aussi sa place, la grasse et plaisante petite vice-royauté qui flattait son orgueil, son goût d'autorité et qui, pendant cinq ans, lui avait permis une vie dispendieuse. Comme les Français, à présent, il allait repartir pour l'Europe. Quelle position y trouverait-il, quel commandement lui donnerait-on? Il en était soucieux. Peut-être aussi éprouvait-il, dans sa conscience, — quoiqu'il se crût bien sûr d'avoir accompli son devoir, — une impression indistincte, mais pénible, qui ressemblait à un remords. Il n'avait jamais voulu croire à la maladie de Napoléon et celui-ci venait de succomber après une douloureuse agonie. Il ne pensait point, — et l'autopsie l'avait démontré, croyait-il, — que le climat ni la captivité fussent pour rien dans sa mort. Mais il était mort trop jeune, il était mort trop tôt. Assurément cette mort lui serait un jour reprochée, les partisans de Napoléon lui imputeraient à crime ses rigueurs.

Ce n'était point le moment d'y ajouter par une inquisition inutile, par une attitude trop rogue vis-à-vis de gens qui, sous peu, allaient échapper à sa surveillance et dès lors pourraient parler, écrire, l'accuser...

Ainsi adouci, il était encore poussé vers la complaisance par les dispositions nouvelles des Français, leurs égards, leurs avances, leur désir manifeste de s'accommoder avec lui. Mme Bertrand avait dit à l'amiral Lambert venu lui faire visite que

Napoléon, dans les derniers jours, avait recommandé au grand-maréchal de faire la paix avec le gouverneur. Était-ce vrai? Les Bertrand, comme Montholon, n'étaient-ils pas surtout désireux, en se rapatriant avec Lowe, de faciliter leur départ de Sainte-Hélène et leur séjour en Angleterre, quand ils y auraient débarqué? En tout cas, Lowe se précipita sur les mains offertes. Il envoya Reade dire à Mme Bertrand « qu'il était très sensible à l'intention de son mari d'oublier le passé et qu'il se trouvait dans les mêmes dispositions ». Le lendemain, Bertrand et Montholon se présentèrent à Plantation House pour une visite de courtoisie. Lowe rendit la politesse sans délai. Il y eut ensuite déjeuner, dîner chez le gouverneur, avec les principaux de l'île. Il y eut même deux soirées qui furent très gaies. On pensera qu'à quelques jours de la mort de l'Empereur, ses compagnons montrèrent ainsi une inconcevable légèreté.

Avec le commissaire du roi de France, de qui ils attendaient des services encore plus importants, leur conduite fut pareille. Montholon ne se contenta pas de flagorner, comme d'habitude, Montchenu, il lui fit des confidences pétries de mensonge et de vanité; sa joie d'être le principal héritier de Napoléon, sa haine des Bertrand, sa préoccupation de se rendre agréable à Louis XVIII en vue de sa rentrée en France, s'enchevêtraient. Il inventa que Napoléon lui avait fait brûler, deux ou trois jours avant sa mort, quantité de papiers qui concernaient la France. L'Empereur lui aurait dit alors : « Vous avez tout écrit, ainsi vous devez vous rappeler tout ce qu'ils contenaient. Vous et moi sommes de trop bons Français pour vouloir que les étrangers mettent le nez dans nos affaires. *Tout ce que je vous ai confié ne peut être dit qu'au Roi ou à mon fils.* »

Jamais Napoléon n'a parlé ainsi. C'est du pur Montholon : il se met aux ordres du Roi. Mais Montchenu, aveuglé par les attentions, — on l'a invité à déjeuner à Longwood, — croit tout, et dans son rapport aux Tuileries il recommande avec instance les compagnons de l'Usurpateur, en particulier Montholon. « C'est un homme de beaucoup d'esprit, qui a de grands matériaux entre les mains dont je ne répondrais pas qu'il ne fit un très mauvais usage. Comme il doit avoir une immense fortune, je crois que c'est un homme à caresser. Il est en outre plus aisé de le surveiller (lui et sa femme qui

est bien une autre tête) en France que dans l'étranger. » Et il ajoute : « Du reste, ils sont tous enchantés de cet événement qui les délivre d'une grande servitude, et de plus, ils pourront dire l'avoir servi jusqu'au dernier moment... »

C'est vrai. Les premiers jours passés, la vie les a ressaisis dans sa roue; ils ne sont plus qu'à leurs préparatifs. Le 14, les exécuteurs testamentaires avaient fait le partage des effets, des manuscrits, des livres, de l'argent de l'Empereur. Chacun empaquète, emballe, cloue, dans un entrain, une aise nés de l'activité physique. Quelques-uns, presque chaque jour, se rendent à la tombe. Mme Bertrand y a planté des géraniums, des pensées, des tubéreuses. Mais ils ont hâte de quitter l'île, ils pressent Lowe de leur fournir un bâtiment.

Un navire à provisions, le *Camel*, a abordé le 10 à Jamestown venant du Cap et doit repartir deux semaines plus tard pour l'Europe. Sur leurs instances, il est décidé qu'ils s'y embarqueront. Déjà Longwood avait pris l'aspect des lieux qu'on va quitter. Plus de livres sur les rayons, de cartes sur les tables, de cadres aux murs. Les pièces étaient devenues cruellement sonores. N'y restaient que les meubles, propriété du gouvernement anglais et dont le tapissier Darling dressa un inventaire détaillé, les compagnons de l'Empereur étant autorisés à emporter seulement ce qui était venu de France (1).

L'ADIEU A SAINTE-HÉLÈNE

Le 26 mai, les Bertrand, Montholon, l'abbé et tous les domestiques, petite troupe noire, quittèrent Longwood. Silencieux, ils gagnèrent l'avenue qui menait au corps de garde, maintenant déshabité, puis la route de Hutt's Gate tant foulée de leurs pas. A chaque détour, ils se retournaient pour voir encore, sur le plateau, devant son bois de gommiers, l'humble bâtisse au toit taché d'eau et que battait le vent. Les vitres étincelaient au soleil. Ayant contourné le Bol à Punch,

(1) Sauf un piano que Napoléon avait donné à Mme Bertrand et qu'elle réclama. (*Lowe Papers*, 20 133.)

La vente aux enchères se fit à Jamestown en neuf jours l'année suivante, du 1er avril au 3 juin, etdonna une somme totale de près de 3 000 livres st. (*Lowe Papers*, 20 229.)

ils descendirent une dernière fois vers la tombe de l'Empereur. Lowe l'avait fait ceindre d'une grille, empruntée à la grille qui devait entourer New House et dont l'Empereur n'avait pas voulu. N'ayant point servi à sa prison, elle servait à sa sépulture. On déposa autour d'elle quelques bouquets des fleurs qu'il avait préférées : immortelles du jardin de Marchand, fleurs de la Passion de la tonnelle, des pensées, des violettes.

Ici l'air était serein. Quelques pins, des chênes jaunissants, les saules faisaient songer à un vallon de France. Un piquet d'hommes rendit les honneurs. Mais la vraie sentinelle, la seule qu'on vit était la mer. Éternelle compagne de l'Insulaire, à la hauteur des yeux, entre les monts couleur de rose sèche, elle élevait son mur de cobalt ou d'argent. On se croyait au fond d'une vasque, d'un cratère couronné par le flot : il fallait lever la tête pour retrouver la liberté du ciel. L'abbé Vignali bénit la tombe encore une fois. Mme Bertrand et ses enfants à genoux priaient. Les visages étaient pâles. Le grand-maréchal remit son chapeau et regagna le sentier, suivi des autres.

Ayant dépassé Alarm House, ils regardèrent encore Longwood dont ils étaient séparés maintenant par un gouffre. Ils descendirent par les lacets, longèrent les terrasses heureuses des Briars. Là aussi ils s'arrêtèrent. Le petit pavillon où avait habité Napoléon était ouvert, il en sortait des voix d'enfants. La cascade tombait, grossie par les pluies récentes, du rocher en forme de cœur. Marchand et Ali, qui avaient été le plus mêlés à la vie de l'Empereur, dans les premiers mois, soupirèrent.

Les Français comptaient partir le jour même. Mais leurs bagages étaient trop nombreux et pesants; on ne put les arrimer tous. Lowe pria les Bertrand, Montholon, l'abbé et Antommarchi de demeurer à Plantation. Le dîner fut animé, « magnifique ». Le gouverneur et lady Lowe se montrèrent prévenants. Le lendemain, ils accompagnèrent leurs hôtes au port. Montchenu avec Gors s'y trouvait. Parfait talon rouge, il demanda la permission d'embrasser Mme Bertrand. Quoique sa mission fût terminée, il ne s'embarquait pas avec ses compatriotes. Le *Camel* lui paraissait trop incommode. Puis il ne se souciait point, aux yeux de sa cour, et tout près d'en recevoir rétribution, de paraître lié avec la suite de Napoléon. Les notables de l'île, depuis le révérend Boys, jusqu'à

la bonne miss Mason, descendue de son cottage, saluèrent les Français comme ils montaient en canot. Pour l'île, leur départ, avec la diminution de garnison qu'il commandait, était une catastrophe. Aussi, quoiqu'ils ne se fussent guère fait aimer, emportaient-ils beaucoup de regrets.

Le *Camel* était un affreux bachot, instable, étroit et d'une saleté merveilleuse. Il servait d'habitude au transport des bestiaux. Les exilés furent déçus en y embarquant, mais la joie du retour les fit passer sur tout.

A trois heures, le vent s'étant levé, le capitaine mit à la voile. Jusqu'au crépuscule, accoudés au bordage, les Français regardèrent reculer et décroître les falaises qui avaient enfermé six ans de leur vie. Jamestown, ses maisons, son château, son église disparurent d'abord. Ils virent longtemps à droite la forme hostile de High Knoll et devant eux la tache claire d'Alarm House qui dominait l'abîme où ils laissaient Napoléon. Ils n'y reviendraient jamais sans doute, pensaient-ils, ils ne reverraient pas la combe verte où le plus grand chef de guerre, après un tel fracas de gloire, s'était enfoncé dans le repos. Repu d'injustice, il allait s'y dissoudre, veillé par l'océan, la solitude et le silence, seuls harmonieux à sa grandeur. Autour de sa tombe lourdement scellée, au creux de cette vallée si douce, il n'y aurait plus de haine, comme il n'y avait plus de vent. Le bruit fragile de la source, du ruisseau qui en naît, caché par les feuilles de bronze des arums, des chants d'oiseaux, de ces gros merles noirs et blancs, venus de l'Inde et qui, perchés sur les cornes des buffles, se balancent à leur marche, de ces moineaux de Java qui, la plume cendrée avec une collerette, ont l'air de petites sœurs grises, c'est tout ce qui bercerait le sommeil du vainqueur d'Arcole, du vaincu de Waterloo...

Ils ne pouvaient détacher leurs yeux de l'énorme amas de roches, si haut encore sur les vagues, qui leur semblait maintenant comme un socle préparé par le destin pour qu'y vînt s'asseoir une figure de majesté. Mais le soir tombait. Sainte-Hélène ne fut plus qu'une ombre entre des ombres. Les yeux se brouillèrent à la chercher. Et la nuit tout à coup, noire et sans astres, l'engloutit...

OCTAVE AUBRY.

70e PARALLÈLE

I

LES LAPONS INTROUVABLES

LA ROUTE DU NORD

— C'est à droite! dit Mag sans même ouvrir la carte.

— C'est sûrement à gauche! fis-je. Vous n'avez qu'à regarder la position du soleil...

La voiture s'arrêta tout à fait, les roues avant dans l'herbe du fossé, comme un cheval qui broute en attendant qu'on se décide. Sur le talus, le train de Tornéo fila derrière sa vieille locomotive à bois qui crachotait. Nous devions être tout près de Rovaniémi.

— Le soleil se couche à l'ouest. Si donc on monte vers le nord, on doit toujours le garder à sa gauche.

— C'est possible, dit Mag, mais vous savez bien que je ne comprends pas l'astronomie... Et puis, je suis sûre que c'est à droite. Demandez donc à ce bonhomme là-bas!

Contre le soleil et contre la géographie, le bonhomme lui donna raison : c'était à droite!

— Voulez-vous conduire? Moi je refuse de comprendre!

La voiture cessa de brouter l'herbe. Mag se pencha à la portière pour un sourire et lorsqu'elle eut réussi à passer sans bruit de seconde en troisième, plissa ses lèvres en une expression de triomphe discret. Il y avait trois semaines que nous roulions dans son cabriolet et la science y avait subi quelques échecs...

*
* *

Paris en été, fenêtres béantes sur le jardin du Luxembourg pour aspirer une fraîcheur impossible; dîner en sueur, où l'on avait épuisé plus vite que le menu le sujet de la température et celui de la crise.

— Je prépare un voyage en Laponie, dis-je, comme la glace tardait à venir...

Un paysage de neige courut autour de la table, avec des traîneaux et des rennes; quelqu'un parla des phoques du Jardin des Plantes, un autre de Nanook : « Pensez qu'il verra des Esquimaux dans un mois! » Et tout le monde regarda la fenêtre où les feuilles achevaient de griller dans le crépuscule.

Ma voisine se pencha, une blonde très mince qu'on m'avait dit un peu anglaise :

— Où est-ce exactement, la Laponie? demanda-t-elle.

— Que dois-je comprendre par votre « exactement »?

— Que je n'ai pas le moindre soupçon de l'endroit où cela se trouve!

— C'est ce que je pensais... Mettez à l'extrême nord des pays scandinaves.

— Je vois! dit-elle... Et comment allez-vous là-bas?

— *Det vet jag inte !*

— Cela veut dire « bateau » en lapon?

— Non : « je ne sais pas » en suédois.

— Et en suédois, vous savez quelque chose?

— J'ai passé un an là-haut, dans une scierie, matin et soir avec des ouvriers. Ce n'est pas la langue d'Upsal que j'ai apprise, mais, tout de même, cela peut servir... Cette fois, je veux aller tout au nord, là où l'on dit qu'il n'y a plus de civilisation, rien que des tribus nomades, des Lapons...

— Et si je vous demandais d'aller avec vous?

Je souris, le plus poliment possible. Le monde est plein de gens qui s'offrent à vous accompagner en voyage et qui, mis au pied du train, ne partiraient jamais. D'ailleurs, ils ne sont pas emmenables!

— Ce serait trop beau, dis-je... et trop loin!

On se leva de table. Debout, ma voisine me parut plus mince encore. Je la vis se pencher sur une mappemonde et chercher le pôle ; son doigt dessina des courbes sur le globe.

J'appris qu'on l'appelait Mag et que son père avait eu son heure de célébrité comme explorateur anglais en Afrique.

— Voici ma proposition, dit-elle un peu plus tard : nous faisons le voyage dans ma voiture et vous payez la moitié des frais. Je vous laisserai commander.

Quatre jours après, un cabriolet s'arrêtait sous ma fenêtre : c'était le sien.

— Il sort du garage, dit-elle. On l'a ausculté sur toutes les coutures. Combien aurons-nous de kilomètres à faire ?

— Huit à dix mille !

— Ça va... Vous savez où les trouver, vos Lapons ?

— Je reviens d'une agence de l'avenue de l'Opéra. Nous monterons là-haut par Bruxelles, Hambourg, Copenhague, Stockholm, Tornéo...

— Tornéo, la ville qui sépare la Finlande de la Suède, tout au fond du golfe de Bothnie ?

— Exactement ! Je vous félicite de vos progrès en géographie. A cent kilomètres de Tornéo vers le nord, est une ville appelée Rovaniémi : c'est de là que part la route la plus septentrionale du monde, qui va jusqu'à l'Océan glacial... Quant aux Lapons, le type de l'agence m'a affirmé que nous commencerions à les trouver à Rovaniémi, car c'est là qu'ils viennent faire leurs achats.

***

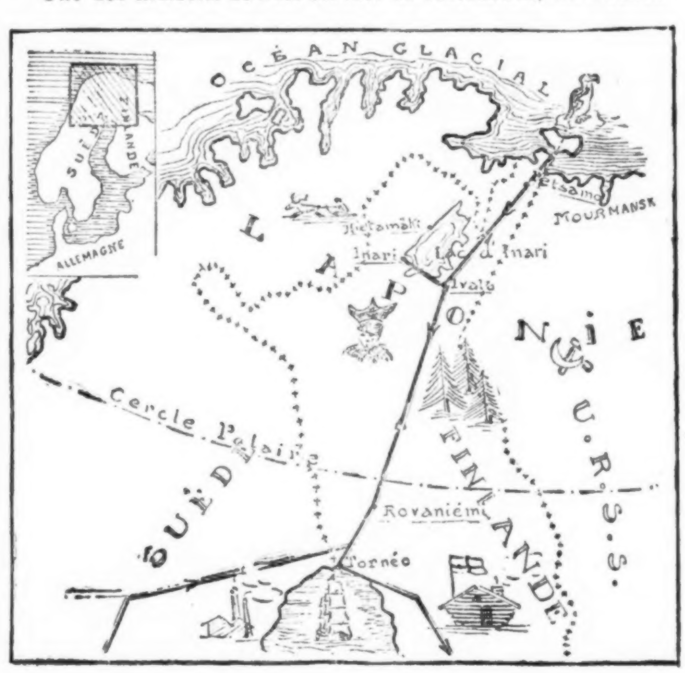
Ce qu'il y a de plus agréable dans l'automobile, c'est d'en descendre. Lorsque Mag, au kilomètre 3 947, bloqua ses freins, j'éprouvai la même impression qu'au collège, à la fin d'une classe de grec.

La rue où nous étions arrêtés n'offrait rien d'inattendu : quelques grandes bâtisses de ciment y avaient poussé leur laideur internationale.

Entre les bâtisses de ciment, des maisons de bois s'alignaient sur un trottoir en planches. Des fils télégraphiques couraient dans l'air ; un train siffla du côté de la gare ; deux peintres écrivaient patiemment le mot « Ford » sur un panneau réclame... Rovaniémi, c'était cela ! Je revois Mag penchée sur la mappemonde et cherchant le pôle ; je revois l'Agence de l'avenue de l'Opéra, l'homme qui ouvrait un atlas sur son comptoir verni : « Ici, monsieur, juste au-dessus de mon ongle,

vous entrez en Laponie! » Je revois ce film de la Finlande « Le pays des 60 000 lacs! »..., les forêts grandioses qui tournaient sur l'écran, le jeu secret des loutres et des castors dans les rivières... Et à Rovaniémi, porte de cette jungle nordique, les peintres vivent en écrivant le mot « Ford » sur des panneaux-réclames!

Une des maisons de bois servait de restaurant, de « ravin-



CROQUIS CAVALIER DE LA LAPONIE, TRACÉ PAR L'AUTEUR

tola » (1). Bien qu'il fût cinq heures du soir, une quarantaine de personnes, serrées dans une salle trop petite, mangeaient des viandes et des poissons fumés. Toutes les victuailles étaient étalées sur une table centrale et à peine les dîneurs avaient-ils vidé leur assiette qu'ils se précipitaient pour la remplir de renne, d'anchois et de pommes de terre. Puis ils avaient soif et couraient aux deux grosses carafes, dont l'une contenait du

(1) « Restaurant » en finnois.

lait, l'autre un pseudo-hydromel assez détestable. Les servantes couraient aussi, porteuses de salaisons géantes, dont l'apparition provoquait des remous de chaises renversées, des compétitions féroces. Évidemment, nous manquions d'aisance à ce jeu-là! Mag tenait son mouchoir sous son nez pour protester contre l'odeur affreuse de la salle ; elle se levait, portant son assiette comme pour un lunch de mariage, puis, à moitié route, se décourageait. Elle qui eût bousculé pour un petit four tout ce que Paris compte de généraux et d'académiciens, reculait devant ces paysans voraces et taciturnes, ces grandes filles blondes du Nord qui, vers la trentaine, passent sans transition de la vierge à la matrone. Tous ces poissons lui faisaient horreur ; elle ne voulait pas de renne fumé, moins encore de bifteck aux oignons, ces jolis oignons roses que l'Italie envoie par pleins cargos pour empester les cuisines scandinaves ; elle avait peur de l'hydromel, peur de l'aquavit, ce bel alcool sans couleur qui brûle le tube digestif comme une traînée de poudre...

Il y a chez les femmes une étonnante force de résistance : lorsque Mag eut trempé quelques croûtes dans une épaisse gelée rosâtre, elle me proposa de partir : 285 kilomètres ! Voilà ce qu'il nous fallait encore parcourir ce jour-là sans l'espoir du moindre hôtel, et il était sept heures du soir.

Le cabriolet, lui, avait trouvé un « ravintola » à son goût sous la forme d'une pompe à essence mieux outillée qu'à la Porte Maillot et dispensatrice de bidons à cinq francs.

Bientôt apparut une pancarte portant en grosses lettres au-dessus d'une flèche : « Océan glacial ». C'était bien notre route, la seule du monde qui s'en aille vers ces latitudes...

— Impossible ! protesta ma compagne. Ça ne peut pas être par là... Dites-moi si vous voyez une route ?

Je dus avouer que si j'en voyais une, elle se perdait à cinquante mètres de là dans le ballast du chemin de fer. Les rails luisants s'engouffraient dans un pont métallique au-dessus d'un fleuve large comme la Loire et charriant à perte de vue des troncs de sapins vers les lointaines scieries de la Baltique. Il faudrait rouler sur le ballast, quitte à rencontrer un express au milieu du pont...

Nous passâmes. Guère loin de la berge, une borne portait en cinq langues cette inscription : « Cercle polaire ». Cette

ligne idéale qu'on s'habitue à ne voir qu'en pointillé sur les cartes se trouvait brusquement matérialisée sur le fossé. Eussions-nous, Mag et moi, planté là notre tente pendant la nuit du 21 juin, que nous aurions vu le soleil de minuit caresser longuement la crête des sapins pour remonter vers le zénith. Ici commencent les jours sans nuit de l'été, les nuits sans jour de l'hiver ; ici la planète cesse vraiment d'être habitable. J'entrepris d'expliquer à Mag le fonctionnement du système solaire...

Indifférent à mes théories, le soleil descendait de plus en plus lentement. Paris déjà devait l'avoir perdu de vue ; pour nous, il allait jusqu'à onze heures friser toute branche de ses rais obliques et répandre au-dessus de la forêt un immobile océan d'or. Par contraste, cette profondeur végétale où nous avancions se faisait plus sombre. Plus ingrate aussi : la mousse et les lichens avaient remplacé l'herbe, les sapins dévoré les bouleaux, le silence effarouché les bêtes. A quatre mille kilomètres, le flot des Londoniens devait se gonfler sous les enseignes lumineuses de Piccadilly Circus ; à trois mille, celui des Berlinois se tendre et se détendre au long de la Kurfürstendam. Mais devant la borne du cercle polaire les oiseaux eux-mêmes avaient fait demi-tour. Un grand lièvre traversa la route, puis ce fut de nouveau le vide avec la lumière et l'ombre.

— Et les Lapons? demandait Mag.

Mais nous regardions vainement se succéder les arbres : vide était la forêt, vide la route.

— Ils doivent dormir, dis-je.

— Et où ça dormir? Dans les branches? Voyez-vous un village, une maison, une tente, enfin quelque chose?

— Vous savez, il peut y avoir en tout quelque trente mille Lapons. Encore, pour arriver à ce total faut-il compter ceux de Norvège et de Suède, ceux de Finlande et encore ceux de Russie! Au kilomètre carré, le résultat doit être médiocre.

Un animal venait vers nous et près de lui marchait une silhouette humaine. Il y avait trois heures que nous les attendions, tableau banalisé par les prospectus des compagnies de voyage, mais pour nous encore neuf, du Lapon qui tire son renne.

— Tenez! s'écriait Mag, le nez collé au pare-brise, je vois ses cornes, elles sont gigantesques !

— Cela s'appelle des « bois », rectifiai-je. Le Lapon doit être de la tribu des « skolts » : ne lui voyez-vous pas un bonnet à quatre pointes ?

— J'aimerais mieux le voir assis sur son traîneau, mais sans doute pour le mois d'août ne faut-il pas être trop exigeante...

Nous avions ralenti pour ne pas effaroucher ces représentants de la faune arctique. A cent mètres, le renne prit une forme étrange ; à cinquante, il s'était transformé en une vache et le bonnet à quatre pointes en une casquette. Pour les croiser, Mag, de dépit, leur tourna le dos.

Rouge et blanche comme celles des passages à niveau, une barrière coupait la route. Mais c'était un passage à niveau sans trains ; nous avions laissé à Rovaniémi le réseau européen des voies ferrées. Le garde-barrière était soldat, il demanda nos passeports. Peut-être avait-on reculé jusqu'à lui la frontière de cette Laponie fantôme. Nous refîmes le plein d'essence et le plein d'espoir.

Vers onze heures, le soleil se cacha tout à fait. A minuit, dans une pâleur d'aube, des brumes remplirent les vallées. A une heure, nous grelottions. Ma compagne crut apercevoir un derrière de lapin dans les feuilles ; cela valait de s'arrêter ! Elle proposa de dresser la tente : nous ne cherchions pas, n'est-ce pas, à battre le record des grandes distances sans escale ? Nous faisions bien un voyage d'étude. Alors le néant valait d'être étudié, le néant de la Laponie, au même titre que la faune des îles de Pâques ou les monuments de la Grèce ! Et peut-être verrais-je une aurore boréale...

Deux minutes plus tard, c'était Mag qui me suppliait de partir. Cette forêt sans Lapons, sans rennes, sans oiseaux était pourtant peuplée de myriades de vies qui sifflaient autour de nos têtes. Des moustiques arrivaient par nuages, mystérieusement avertis qu'en ce point du globe deux humains à la peau tendre se proposaient de passer la nuit à se faire dévorer !

De toutes les régions du globe, la Laponie doit être la plus infestée de moustiques. « Ce sont les lacs ! » disent les Finlandais. Mais pourquoi le reste de leur pays, tout aussi lacustre, en est-il exempt ? Pourquoi ces insectes, entre tous les parallèles, ont-ils choisi celui où le froid les tue dès le mois de septembre ? Et pourquoi, depuis Paris, tous les hôtels où nous

nous étions arrêtés avaient-ils des salles de bain? Les Lapons, eux, ne se lavent jamais, (ils) trop prudents pour écailler cette providentielle couche de crasse qui les protège. Pendant les soirs d'été, de Tornéo à Rovaniémi, il n'est pas une ferme où l'on n'allume un feu auprès duquel les vaches puissent dormir à l'abri de la fumée; il n'est pas un bûcheron qui ne suspende à sa ceinture, en même temps que sa hache, une petite bouteille d'huile pour se badigeonner d'heure en heure les mains et la figure.

J'offris à Mag l'huile du moteur. A tout prendre, elle préféra l'hôtel d'Ivalo à soixante-douze kilomètres et, courageuse, ayant retendu sa volonté comme on remonte un réveil-matin, elle alluma une de ces cigarettes finlandaises à bout de carton pour l'écraser entre ses dents quand les cahots la feraient trop souffrir.

Mais un fleuve devait bientôt nous arrêter.

Comment il s'appelle et d'où il vient, je ne veux pas le savoir. C'est « le » fleuve, le fleuve du bout du monde, tel que mon imagination l'attendait, celui du film où jouaient les loutres et les castors. Un peu en amont, il dévalait sur des rochers, rebondissait en écume et en troncs d'arbre, charriés pendant des semaines sur ses eaux rapides. La brume, au-dessus de lui, devenait rose et verte et mauve; elle captait d'invisibles rayons de ce soleil qui allait renaître derrière les branches. En l'an 1500, en l'an 1000, elle avait déjà dû tamiser des aubes pareilles: elle avait fait frissonner devant les mêmes sapins, les mêmes rochers, des Scandinaves impatients de conquérir l'Est, des Lapons impatients de vaincre l'Ouest. Sur les berges, elle avait dû cacher des bêtes avant que les hommes ne fussent montés là-haut, des plantes, avant que les bêtes n'eussent émigré vers le pôle. Et chaque jour et chaque nuit, depuis l'époque glaciaire, ce fleuve avait dû couler entre ses rives de granit, l'été, brutal et charriant ses sapins morts, l'hiver, en un filet d'eau sous trois mètres de glace.

On ne lui a pas fait l'insulte d'un pont.

Une corde est seulement tendue d'un bord à l'autre et guide un bac aux poulies grinçantes. On saisit la corde dans un manche de bois, on s'arc-boute de toutes ses forces et lentement on fait avancer le bac sous ses pieds. Quand il s'est déplacé de sa longueur, on court à l'avant avec le manche de

bois et on s'arc-boute à nouveau : c'est le geste des passeurs de toujours, celui des Nègres sur leurs étangs, celui des Chinois qui poussent leurs jonques de riz dans le canal de Saïgon. Au milieu, là où le courant a le plus de vitesse, la corde se tend en V comme si elle allait vous laisser filer avec les troncs d'arbres, de cascade en cascade; les poulies grincent et, plus lentement encore, avec plus d'efforts, on remonte vers l'autre rive. Sous le soleil imminent, la brume se colore davantage. Et les sapins qui pointent dans un ciel en attente paraissent encore plus immobiles, encore plus éternels.

Vainement nous avions secoué le fil de fer qui, à cent mètres de là, aboutissait à la maison du passeur et devait agiter une grêle sonnette au-dessus de son lit. Peut-être se redressait-il à moitié, le coude dans son oreiller : « Écoute! disait-il à son épouse. — N'y va pas! N'y va pas! » soufflait-elle, la tête sous ses couvertures : ce sont les esprits de la brume qui sonnent pour ton malheur! Et les esprits impatients avaient continué de sonner comme les soirs de tempête de neige, quand la rivière est gelée et que personne ne peut avoir besoin du passeur.

— Curieux pays! remarqua Mag en s'appuyant de tout son poids sur la corde qui faisait grincer les poulies. On s'y sert partout soi-même : sur les bacs, dans les restaurants...

Une heure plus tard, elle pouvait en dire autant des hôtels.

Sur le soixante-neuvième parallèle, une douzaine de maisons de bois ont poussé au bord de la route. Il y a une pompe à essence autour de laquelle l'autobus du lundi qui descend de l'Océan glacial laisse ses touristes se dégourdir les jambes. Il y a aussi un puits au-dessous d'une grande perche que des jeunes filles font basculer pour tirer de l'eau. Tout cela s'appelle Ivalo. Quand ceux du sud en parlent, c'est comme d'une grande ville.

A trois heures du matin, bien sûr, les touristes du lundi ne sont pas là, ni les jeunes filles du puits. Les gens d'Ivalo dorment et on peut hurler dans toutes les langues autour de la pompe à essence sans alerter personne. On a mal aux paupières, mal dans le dos, mal dans les jambes. Alors, après qu'on a bien hurlé, on s'assied sur le bord du puits et on regarde ses pieds en écoutant le bruit de l'auto qui continue dans les oreilles. On a faim et rien à manger. Les maisons de bois se

balancent un peu parce qu'on a roulé depuis le matin, depuis Ulea sur le golfe de Bothnie. Seulement, il y a Mag qui est toujours dans la voiture et qui n'a même pas la force d'en descendre. On se dit : « Un lit!... Il faut que je trouve un lit tout de suite! » et on reste assis sur le puits, à bâiller sa fatigue.

Je devais m'être endormi lorsqu'on me tira les cheveux. C'était une femme entre deux hommes, tout ce monde-là blond et nordique, avec de l'acool dans la tête.

— Hôtel ? dis-je.

Et les trois faces blondes furent prises d'un fou rire. Je me fâchai en suédois, ce qui les fit rire davantage. Un des hommes tira une bouteille de sa poche et me proposa de boire. Peut-être ne comprenaient-ils pas le suédois.

— Si, si! dit la femme en français, après qu'elle eut examiné la voiture. Seulement, je suis beaucoup bu... bu comme à Montparnasse... J'ai resté six mois à Montparnasse. Tu connais?

— Qu'est-ce que c'est? demanda Mag en ouvrant la portière.

— Des Lapons authentiques!... Je leur demande une chambre.

— Oh! tu as ton épouse! reprit la femme ivre. Mais il n'y a pas chambre à Nouvel Hôtel, ça, je sais!

— Et ailleurs?

— Ça, ailleurs... Alors je bois et je vais te dire. J'ai soif, tu sais : on a dansé jusqu'à maintenant!

Je regardai les maisons de bois. Elles étaient perdues dans la forêt et le silence. Dansait-on là-dedans jusqu'à trois heures du matin?

— Écoute! Tu regardes à Ancien Hôtel, là, derrière toi. Et moi, je vais dormir avec mes garçons...

Le grand remit la bouteille dans sa poche. Tous trois, soudain muets et lugubres, partirent à travers l'incompréhensible Ivalo.

Derrière moi, je vis une sorte de châlet suisse. La porte était ouverte. Un chien remua la queue, mais je ne réussis pas à découvrir d'autres existences. En haut de l'escalier, quatre chambres vides offraient leurs lits intacts. Je montai les valises, je montai Mag. Le chien remua la queue pour elle aussi, puis s'endormit. En bas, dans la cuisine, un homme lisait, la tête

entre ses mains. Je le saluai, lui expliquai que j'avais faim. — « Mmmm!... » fit-il sans lever la tête, et il tourna sa page. J'ouvris des placards qui contenaient les éléments d'excellents sandwichs.

— Puis-je prendre du pain? demandais-je à l'homme..., et des harengs?...

— Mmmm! faisait-il. Aux anchois, il claqua son livre sur la table.

— Fermez ça! Vous voyez bien que je lis Kant!

Et tandis que je mangeais, une jeune fille apparut. Elle se pencha sur les œuvres de Kant et haussa les épaules.

LE BOUT DU MONDE

Ce qu'on fait surtout en Laponie, ce sont des kilomètres. A coup d'argent et de dynamite, les Finlandais ont taillé une route qui monte jusqu'à l'Océan glacial. Ils ont planté cinq cent vingt-cinq bornes avec de jolis chiffres qui changent chaque fois d'une unité. C'est même la seule chose qui change dans le paysage... On se demande pourquoi tant d'automobilistes tiennent à faire le trajet, quand ils pourraient se procurer pour beaucoup moins cher des sensations identiques: il leur suffirait d'amener leur voiture dans une forêt de sapins, de caler l'essieu arrière sur un cric et de laisser tourner le moteur pendant deux jours. Ils auraient la faculté de descendre de temps en temps sans redouter les moustiques. Au surplus, ils verraient probablement plus de monde dans leur coin de forêt que sur toute la route de Laponie.

Les lignes qui précèdent résument l'essentiel de ce que répondit Mag, le lendemain de notre arrivée, au salut matinal que je lui adressai. Bref, je dus accepter de laisser à Ivalo le cabriolet et sa propriétaire pour gagner l'Océan glacial en autobus. Je rencontrerais là-bas un savant finlandais, le professeur Tanner, qui me dirait où l'on peut trouver des Lapons...

Dans l'autobus, je partageai ma banquette avec un jeune homme de teint café au lait qui s'annonça journaliste mexicain. Quand mon épaule droite se fut fraternellement roulée trois heures durant contre son épaule gauche, lui aussi m'avoua qu'il avait cédé pour venir aux évocations de ces mots : « Lapons, Océan glacial ». Pour les Lapons, il avait à peu

près renoncé. D'ailleurs, au jardin d'acclimatation du Bois de Boulogne, pour deux francs cinquante, le village lapon lui avait révélé plus de couleur locale que je n'avais de chances d'en voir dans tout le nord de l'Europe et, qui plus est, sous la conduite d'un interprète lappo-français, sans doute unique au monde. L'interprète avait même consenti à manier le kodak du jeune homme pour le prendre, entouré des indigènes du village. Il est vrai qu'il avait braqué l'appareil un peu trop à gauche et que la tête d'un zèbre s'était mise dans le champ. Mais on retouche très bien un zèbre sur une photographie, en noircissant celles des raies que la nature a voulues blanches : cela fait un poney russe passable. En sorte que rien n'empêcherait les lecteurs de Mexico de contempler les traits de leur envoyé spécial en pleine enquête.

En revanche, le jeune homme espérait ferme en l'Océan glacial : l'Océan au moins devait toujours être à sa place et quelle sensation ne ferait pas au Mexique la description d'une mer gelée en plein mois de septembre !

— Vous allez tout de même un peu fort, lui dis-je. Passe que vous rajoutiez quelques Lapons, mais geler l'Océan glacial !

— Voudriez-vous prétendre qu'il ne l'est pas ?

— J'en suis malheureusement sûr. Le Gulf Stream, qui se moque des journalistes, passe par là et, même en plein hiver...

L'envoyé spécial de Mexico fut atterré. Pour moi, j'avoue que je repris espoir : si un garçon d'une trentaine d'années, qui s'affirmait globe-trotter, était arrivé à deux heures de l'Océan lacial en le croyant gelé, cela révélait de telles lacunes géographiques chez mes contemporains qu'ils trouveraient intérêt à mes observations nordiques, si maigres fussent-elles.

Quant au paysage, il avait pourtant fini par s'altérer. Les sapins s'étaient rapetissés au rang d'arbustes. Tout ce qui pouvait, l'hiver, s'enfouir sous la neige, conservait une apparence de vie végétale, tandis que de grands arbres morts allongeaient dans le ciel des branches sans feuilles, maigres comme des bras de squelettes. Le froid les avait desséchés autant qu'un incendie : la sève gelée avait fendu ses enveloppes de bois concentriques comme peut le faire la sève bouillante.

Nous franchissions ces montagnes arrondies qu'on nomme là-bas des « tunturits ». Ma lorgnette cherchait vainement sur

les sommets voisins des troupeaux de rennes. A côté de moi, le jeune homme de Mexico s'était endormi. Je le réveillai pour qu'il m'aidât à identifier certains points noirs à l'horizon. « Ne vous fatiguez donc pas ! dit-il. Rien ne vous empêche de revenir en France par la Suède et vous devez savoir qu'il existe une très belle collection de rennes au Skansen (1) de Stockholm. Quelle curieuse manie vous avez de chercher à voir les bêtes et les gens sur leur terre natale, alors que des spécialistes se sont donné le mal de vous les mettre sous vitrine dans des musées ou des jardins zoologiques!

Cependant nous approchions de l'Océan. Ce n'était encore qu'un soupçon d'air marin, une coloration du ciel plus étrange. Dans ces régions où chaque coucher de soleil dure quatre heures, toutes les teintes ont le temps de passer à leur tour comme à travers quelque prisme gigantesque. Puis les rochers s'ouvrirent : la mer était là tout près, mouvante et verte. Mon compagnon de banquette l'inspecta tristement.

— Consolez-vous, lui dis-je, je vais vous expliquer où se trouve à Paris le Palais de glace!

A la cinq cent vingt-cinquième borne et comme nous avions eu cinq cent vingt-cinq fois l'occasion de le prévoir, la route se heurta au rocher. « Tout le monde descend ! » cria le conducteur. Nous étions arrivés au bout du monde.

Personne : le dernier des Lapons avait dû tomber dans la mer! J'étais fatigué, j'avais froid. Je voulais un lit et, à plus longue échéance, tordre le cou à l'homme de l'agence qui m'avait envoyé là-haut...

Aujourd'hui, devant ma machine à écrire et sous l'influence optimiste du chauffage central, quand j'essaie de revoir cette baie de Petsamo perdue dans ses rochers, j'y trouve bien des curiosités. Cela commence à ce terminus de route qui échoue là, entre les deux pompes rivales de la Shell et de la Standard. Cette route a coûté un certain nombre de millions qui n'ont pas été transformés en cailloux plus ou moins bien aplatis pour le seul bénéfice de me voir philosopher sur le 70e parallèle. Elle sert à sucer le trop plein de vie des régions tempérées pour l'envoyer jusque là-haut. Et ce trop plein pousse sur le bord de l'Océan comme une greffe de fraiche date. Chaque année voit arriver son contingent de Finlandais du sud qui entendent

(1) Parc zoologique.

vivre en trappant des animaux à fourrure (où les trouvent-ils ?), en pêchant des poissons septentrionaux, en mangeant des pommes de terre gelées. Je veux dire : vivre en se livrant à ces diverses occupations; car, pour ce qui est d'*en* vivre, lesdits Finlandais comptent surtout sur l'allocation du gouvernement. Peut-être la méritent-ils! Aller se bâtir là-bas quatre murs de planches n'est pas une plaisanterie... Et encore les planches sont-elles souvent remplacées par des mottes de terre.

Pendant sept mois de l'année, l'homme de la Shell et celui de la Standard peuvent se chauffer avec leur essence, car on ne circule qu'en traîneaux : pendant des semaines, le soleil oublie de remonter au-dessus de l'horizon ; le thermomètre, pris de panique, peut descendre jusqu'à cinquante degrés de froid, s'il ne gèle pas en route. Ces degrés-là, l'homme les supporte comme il supporte les températures du Sénégal. Et c'est l'homme de la race blanche, celle qui a le plus de besoins pour subsister. Seulement, à la différence du Lapon qui réussit à végéter sur place sans lien avec le reste du monde, il faut au colon finlandais la route qui le relie au sud comme ce tube de ciment qui relie toujours le termite au cœur de la termitière. Que l'on coupe la route et les Finlandais crèveront, tandis que les Lapons seront toujours là. (J'anticipe sur le reste du voyage qui me permit de découvrir l'existence effective des Lapons.)

L'hôtel de Petsamo est tristement moderne et confortable. Il ressemble à ceux des stations suisses pour sports d'hiver; ses tarifs aussi, sa clientèle aussi. L'heure de mon voyage que je pouvais espérer culminante, celle de l'Océan arctique, je la passai entre des « plus-fours », des cannes de montagne et des tricots arcencielisants. On parlait anglais, allemand, italien; on mangeait proprement avec des couverts à poisson. On bâillait avec une décence tout anglo-saxonne.

Mag m'appela au téléphone : elle avait aperçu un renne et trouvé un roman de Simenon. Je lui répondis que je comptais passer la nuit sous une tente laponne...

EN ÉCOUTANT LE PROFESSEUR TANNER

Après vingt-quatre heures de Petsamo où je commençais à désespérer ferme, la rumeur publique signala qu'une voiture arrivait du sud. Son passage fut confirmé d'Ivalo, puis de Sal-

mijärvi; vers le soir, on la vit passer à la hauteur du monastère orthodoxe d'Yläluostari; elle serait chez nous dans une demi-heure. Les mouvements de la route, c'était au fond ce qui intéressait le plus les étrangers de l'hôtel. Ils étaient venus de leurs capitales respectives avec l'idée de se passionner pour la solitude et les oiseaux polaires; mais, si on n'en a pas l'habitude, ces distractions-là ne valent pas quatre sous. Des gens qui passent toute la semaine dans un bureau et exigent pour le dimanche un championnat de tennis ou une course à motocyclette, ne peuvent pas se transformer du jour au lendemain en contemplateurs de l'absolu. Au début, le patron de l'hôtel n'a pas compris cela. Il s'est indigné de ne pas faire fortune, lui qui met devant les fenêtres de ses pensionnaires ce dont aucun autre hôtelier au monde ne dispose : les vagues de l'Océan glacial. Il a essayé de dresser des rennes à venir frapper du museau les vitres du restaurant pour demander du sucre; il a engagé un village lapon, tout comme le directeur du Jardin d'Acclimatation de Paris, mais ça n'a pas donné grand chose. Les Parisiens veulent bien voir des Lapons apprivoisés dans le Bois de Boulogne, mais tout de même pas sur le soixante-dizième parallèle! Il leur faut du vrai, du nature, et ces diables de Lapons, payés à ne rien faire, entendaient bien ne rien faire : au lieu de vaquer tranquillement à des occupations fictives, ils restaient assis tout raides sur un banc dans des poses de carte postale. Et puis, un beau jour, quelqu'un a trouvé ce jeu magnifique : parier sur les autos qui partent de Rovaniémi. Cela coûte cher en téléphone, car les renseignements doivent être transmis des différents points de la route et par des observateurs exercés qui puissent dire si la Hupmobile a des chances de rattraper la Citroën signalée une heure plus tôt, ou si la Buick en panne compte réparer ses soupapes avec les moyens du bord. Les Américains parient pour la Hupmobile, les Français pour la Citroën. (Quand par hasard il y a des Français, ce qui est rare, tandis qu'il y a toujours des Américains.) La voiture gagnante est reçue dans une ovation qui met en fureur ses occupants.

— Nous qui venions chercher de la solitude! dit le monsieur à la dame...

— Et des oiseaux polaires! chante le chœur. Voulez-vous un tuyau? Il y a une Bugatti de signalée pour après-demain : on vous la donne à quatre contre un!

Ce jour-là, la route du sud amena l'homme que je désirais le plus rencontrer, le professeur Tanner, qu'on m'avait cité à Helsingfors comme le meilleur spécialiste des Lapons. Là se bornait la connaissance que j'avais de lui... Peut-être ne parlait-il que le finnois ou me dirait-il dans une langue de mon répertoire :

— Vous voulez visiter la Laponie en trois semaines! Alors vous ne verrez rien et vous feriez mieux de vous payer une petite croisière jusqu'à la banquise : cela impressionne beaucoup les étrangers!

Mais non : Tanner parle français, anglais, russe, allemand, tout ce qu'on veut. Il se promène du nord au sud dans son gilet de peau de daim, sa culotte courte et sa tranquille gaieté. On peut lui dire :

— Alors, monsieur le professeur, où sont-ils vos Lapons? Quoi! C'est une blague!

Il vous regarde de son œil malicieux et commande du whisky.

— On va vous trouver ça! répond-il. Un bateau et un guide sur le lac d'Inari, cela vous va-t-il? Bon!... Mademoiselle!... mademoiselle, téléphonez donc à Inari pour arranger l'expédition et dites que c'est de ma part!

Si j'avais pu sténographier toutes les histoires que le professeur Tanner me raconta sur ses Lapons, j'aurais aujourd'hui un beau livre tout fait! Pour lui, ce n'était pas une race fantôme. Il parlait leur langue et les avait étudiés depuis sa jeunesse.

— Et où donc, monsieur le professeur?

— Partout! Ici même... Si vous n'en avez pas encore vus, c'est que la route les a chassés plus loin. Ces gens-là, voyez-vous, ont une civilisation plus forte que la nôtre...

— C'est du paradoxe?

— Non : la simple constatation d'un fait. Les colons finlandais qui viennent dans ces régions ne peuvent pas arriver à s'y tirer d'affaire tout seuls, tandis que les Lapons y réussissent... De moins en moins, d'ailleurs! Ils étaient riches autrefois. Grâce au « progrès » on les a grugés, volés et, si on n'y met pas bon ordre, il n'en restera plus dans quelques générations. Peu à peu, ils perdent leurs caractéristiques, car le nombre des mariages finno-lapons augmente... Somme toute, vous arrivez à temps!

— Je pars pour Inari !

— Oh ! ne vous pressez pas ; le lac et sa population seront encore là après-demain ! D'ici là, j'ai le temps de vous emmener sur l'Océan glacial...

EN MER

Nous nous étions embarqués à midi. Le général B... avait fait ranger son canot sous l'appontement, juste à la poupe du vapeur anglais qui chargeait de la morue. Il nous avait regardés d'un œil désapprobateur, comme il devait autrefois regarder ses recrues : « Mettez-moi quelque chose de chaud, sapristi ! » Et nous avions doublé les tricots, en glissant des feuilles de journaux à l'intérieur. Cet homme-là savait commander d'une façon qui éliminait les discussions, sauf avec sa fille pourtant, une fille en miniature et déguisée en laponne, qui s'était cramponnée des deux bras à une botte paternelle pour se faire emmener. Alors le général l'avait glissée sous son bras pour descendre après nous l'échelle de corde de l'appontement. Il avait écarté le canot du vapeur anglais avec une longue gaffe et crié au pilote : « Marche, Kiro ! » Voilà comment nous dansions sur la mer avec l'œil tranquille de Kiro pour passer entre les roches et la fausse petite Laponne couchée dans le fond, tout près du moteur. Les vagues étaient mauvaises. Elles arrivaient par le travers avec un vent qui descendait droit du pôle ; elles nous aspergeaient au passage et certaines se creusaient au point qu'on avait peur de rester dans les trous. Alors Kiro glissait sa pipe dans le coin de sa bouche et donnait un coup de barre qui nous renversait en arrière.

— Eh bien ! ça, monsieur, c'est notre vieil Océan glacial, disait le professeur Tanner en secouant sa figure mouillée. L'année dernière, j'y ai promené une de vos compatriotes, une sportive qui voulait se baigner. Elle est sortie de l'eau toute rouge comme une écrevisse ! Tenez ! Voilà des phoques...

De loin, les phoques faisaient penser à des marsouins. Ils cabriolaient gauchement à la surface, comme faute de savoir nager convenablement, et puis disparaissaient d'un seul coup dans les vagues, sauf leur museau noir qui continuait de flotter comme un bouchon. Kiro rasait les rochers, affolant

des tribus de pingouins discutailleurs. « Des faux pingouins ! » insinuait Tanner. Mais la petite fille battait des mains : « Encore, Kiro ! » criait-elle, et Kiro cinglait vers une nouvelle île à pingouins, tandis que la patte du général tombait prestement du ciel pour saisir son petit pingouin femelle et le recoucher de force contre le moteur. Des méduses transparentes flottaient entre deux eaux ; d'autres laissaient traîner majestueusement derrière elles une sorte d'aigrette multicolore. On voyait encore des eiders, des perroquets de mer et quantité d'oiseaux. La vie foisonnait. A ce désert lapon de plus de cinq cents kilomètres, avait brusquement succédé avec l'océan un monde de coups de nageoires et de battements d'ailes, ignorant du froid, piaillard et affamé qui s'entredévorait.

Tanner parlait du froid. Le général B... serrait sa mâchoire carrée, faisait semblant de regarder les îles. Et moi, je me disais en face de lui que la destinée de général est plus grande que celle de voyageur et noircisseur de papier. J'ai vu de par le monde beaucoup de généraux et aucun ne m'a produit cette impression. Pourtant ces généraux étaient harnachés d'or et salués à cinquante pas, alors que B... ne portait pas d'uniforme : un bonnet de fourrure, une vareuse de grosse toile à matelot et un couteau lapon dans sa ceinture. Il n'y avait que les pingouins pour le saluer et, pour tout dire, B... n'est plus général : il habite une cabane en planches à Petsamo et dirige une pêcherie de morues vers laquelle Kiro nous pilotait. Mais quel roman d'aventures que son existence et quelle belle tête sous son bonnet de fourrure ! Exactement la tête que j'imagine pour un grand pirate du Nord ; massive et malicieuse à la fois, avec un regard dur que rien ne doit effrayer.

On accuse B... d'avoir comploté contre la République finlandaise pour aider à l'établissement d'une dictature. On l'a envoyé deux fois en prison. Quand il s'est trouvé, lui général, entre quatre murs de forteresse, il a commencé la grève de la faim, avec une foule dans la rue qui demandait de ses nouvelles et qui parlait de jeter à l'eau le chef de la prison. Plus tard, on l'a envoyé à Petsamo, en exil au bout du monde. Il a construit sa cabane. Il a planté un mât en face de l'Océan et, chaque matin que Dieu fait, il y attache le drapeau de la Finlande, blanc à croix bleue ; chaque soir, une de ses filles se poste au pied du mât, une montre dans la main gauche et la corde du

drapeau dans la droite : à vingt et une heure exactement, elle amène les couleurs nationales sous l'œil ému des phoques.

— Attention ! cria Kiro.

Il avait stoppé son moteur pour échouer sur une grève de sable. Elle terminait un long couloir entre des montagnes de granit. Et tout au fond on avait bâti la pêcherie de B..., deux ou trois hangars de bois passé au rouge sombre. Tout cela d'ailleurs était incroyablement sombre, le ciel, les montagnes et la mer. Il fallait le sourire de Tanner et l'enthousiasme de la petite Laponne pour croire que des gens vivaient là, qu'ils ne se suicideraient pas le mois prochain et qu'ils trouvaient somme toute leur sort ni plus ni moins enviable qu'un paysan français. Quant aux morues, leur nombre dépassait l'imagination la plus méridionale. Il y avait des morues à terre, des morues dans les hangars, des morues accrochées à un réseau de poutres qui devait couvrir plus d'un hectare. Celles des hangars, sèches et raides comme des branches mortes, s'empilaient sur plus de trois mètres de haut.

Le frère de Kiro présidait à leur destinée. A l'en croire, les estomacs d'Europe ne feraient qu'une bouchée de ces amoncellements morutiers. Les palais délicats de Londres ou de Hambourg reconnaîtraient au premier coup de dents la saveur particulière de ces morues-là ! « Hein, goûtez-moi ça ! » disait-il en détachant un morceau de chair qui avait, en plus salé, le goût d'un morceau de bois. Nous goûtions tous avec des claquements de langues extasiés... Il y eut plus de réticence pour goûter à l'huile de foie. Mais cette huile était précisément l'orgueil du frère de Kiro. Il la mettait en fût avec l'amour d'un propriétaire de grand cru bordelais; il connaissait les meilleures années, l'huile de 1932 par exemple! Et le « par exemple! » ou ce qui en tient lieu dans la langue finnoise était ponctué d'un grand verre passé à la ronde, qui faisait disparaître la tête de la petite Laponne sous la veste de son père. Le frère de Kiro était accoutumé à l'incompréhension qui accueille l'œuvre des vrais artistes : il renversait la tête en arrière et avalait goulûment son verre d'huile en fermant ses petits yeux bridés.

Bien entendu, la pêcherie ne contenait pas de Lapons. A défaut de Lapons, le frère de Kiro se déclara propriétaire d'une douzaine de rennes.

— Vingt marks! dis-je, vingt marks, si vous m'en montrez un!

Les neveux de Kiro furent dépêchés en grande hâte. Une demi-heure plus tard, ils revenaient bredouilles : les rennes avaient provisoirement filé sans laisser d'adresse... Mais on pouvait me montrer un perroquet tout à fait curieux, qui savait dire « bonjour » et « bonsoir » en anglais!

— Voilà toujours quelque chose à raconter sur votre voyage en Laponie! me dit le professeur Tanner avec son sourire malicieux.

VERS INARI

De retour à Ivalo, je me hâtai de chercher Mag. Les *Fröken* (1) de l'Ancien Hôtel me firent mille grâces. Elles m'apprirent ensuite que je trouverais la *Franska Frun* (2) dans le restaurant, en compagnie du professeur Snödgren, un géologue norvégien. Évidemment le mot « géologue » sortait de leur vocabulaire. Mais elles décrivirent si bien la préoccupation dominante du professeur Snödgren, — courir les routes en cassant des cailloux avec un marteau, — qu'il n'y avait guère à se méprendre sur sa spécialité.

Provisoirement, cet homme de science jouait au jacquet avec Mag et il avait réussi par ce jeu innocent à créer un certain degré d'intimité, car sa partenaire lui signala mon arrivée par quelques tapes familières sur l'épaule. Elle me présenta ou plutôt me chargea de me présenter moi-même :

— C'est un vieux bonhomme charmant, précisa-t-elle, mais il comprend quatre phrases en anglais et rien du tout en français. Expliquez-lui donc en suédois qu'on n'a pas le droit de doubler les pions avant la quatrième case... Et puis, zut pour le jacquet! Dites-moi où nous allons! D'abord, avez-vous trouvé des Lapons?

— Pas beaucoup, mais je sais où il y en a!

— Moi aussi!

— Sur le lac d'Inari!

Nous avions dit le mot en même temps. Le professeur Snödgren comprit de quoi il s'agissait et agita sa tête grison-

(1) Jeunes filles.
(2) La dame française (en suédois).

nante avec tous les signes d'une chaleureuse approbation.

— Mais où sur le lac d'Inari? Il est grand.

— Sur la rive ouest. Le professeur Tanner a téléphoné pour nous à Inari : on nous prépare un bateau et un guide. Le guide doit connaître son affaire...

— Moi aussi! Pendant les quatre jours que vous m'avez laissée à Ivalo, je n'ai pas perdu mon temps et, d'abord, regardez ça!

« Ça » consistait en une carte au 1 400 000e de la région sur laquelle deux trajectoires à l'encre violette et quelques signes cabalistiques de même couleur maculaient l'azur du lac.

— Vous voyez. Nous nous embarquons à Inari, à quarante kilomètres d'ici, et en quatre ou cinq heures de bateau nous pouvons atteindre Hietamäki où vivent quelques familles lapones! « *Ja! Hietamäki!* » ponctua le professeur Snödgren enthousiaste.

— Et c'est en leur honneur que vous avez dessiné ce petit drapeau au-dessus de leur village?

— Ne vous occupez pas de mon drapeau, dit Mag avec une légère rougeur en repliant vivement sa carte.

Profitant, au dîner, de ce que le professeur Snödgren invité à notre table ignorait le français, je livrai un furieux assaut au pavillon que Mag avait planté sur Hietamäki. Le pavillon céda, à la minute même où l'une des filles du général B... devait être occupée à replier le drapeau finlandais de Petsamo. La carte au 1 400 000e réapparut et voici comment j'appris à la lire : la seconde trajectoire violette était celle d'un étudiant anglais nommé Herbert Slade qui venait de quitter Ivalo. Cet oxfordien, piloté par Mag jusqu'à Inari, avait loué là-bas une barque de pêche, une barque sans moteur, car il possédait d'excellents biceps, une barque sans guide, car il avait horreur des guides. Il voulait du grand sport et camperait pour sa première nuit à la pointe sud de l'île Viimaassaari. (Sur la carte, une petite spirale figurait la fumée qui monterait de son feu de bivouac.) De là il se rendrait à Hietamäki et y planterait un drapeau blanc qui nous aiderait à le retrouver.

Je félicitai Mag de son roman et promis de suivre l'itinéraire qui devait nous faire rejoindre, elle son Herbert Slade, moi mes Lapons. Le professeur Snödgren confirma l'intérêt de Hietamäki. C'était un homme sympathique et un peu ridicule.

On le devinait prêt à tout pour nous être agréable et Mag l'avait conquis, probablement parce qu'il ne pouvait comprendre un mot de ce qu'elle disait.

Je parle un suédois déplorable : c'était assez pour permettre au professeur d'ouvrir de temps à autre la soupape de sûreté de son crâne qui bouillonnait de documentation scientifique. Il avait peu voyagé (d'ailleurs, avec son petit ventre en pointe, on l'imaginait plus volontiers à Oslo, dans son appartement de célibataire, que parcourant la jungle), mais il connaissait par les livres d'étonnantes précisions sur les mœurs du monde entier, entre autres sur les Lapons. Avant de quitter Oslo, il s'était rafraîchi la mémoire avec tout ce qui traitait du sujet, en particulier les œuvres du professeur Tanner. A Stockholm, il venait justement de lire le rapport d'une commission royale dépêchée sur le 70e parallèle pour étudier la musique laponne.

— Une musique extraordinaire, précisait-il, uniquement vocale et qui possède le *leit-motiv* ! Songez donc à cela, monsieur, que le *leit-motiv* qui a fait la grandeur de Wagner est connu depuis bien longtemps par les Lapons. Et ils ont un *leit-motiv* pour chaque chose : celui de l'étincelle, celui du renne, celui de l'étranger, celui du canot automobile...

Snödgren affirma que la population riveraine du lac d'Inari était exclusivement laponne et qu'on pouvait être sûr, à la fin de l'été, de la trouver sur place en train de pêcher. Malheureusement, j'avais cru devoir fêter notre rencontre d'une bouteille d'aquavit suivie de plusieurs verres de punch suédois, et le professeur témoignait d'une prédilection particulière pour l'alcool. L'aquavit lui avait peut-être délié la langue ; le punch la ligota. Et il voulait toujours parler. Il faisait des efforts inouïs avant certains mots rébarbatifs. Mag et moi nous penchions avec angoisse sur cette bouche laborieuse. Nous l'encouragions avec la sollicitude d'un père et d'une mère au-dessus des premiers bégaiements de leur enfant.

— Od... od... od... articulait vaguement le professeur.

— *Odjur* (1) ! suggérai-je.

Mais il m'arrêta du geste. Non, ce n'était pas *odjur* ! Je regardai ma voisine avec consternation, tandis que de l'autre côté de la table, une nouvelle vague de « ods » nous arrivait.

(1) « Monstre ».

Je proposai de l'entraîner vers son lit. Mag suggéra de l'entraîner avec nous sur le lac d'Inari : « Loin du punch, disait-elle, il serait précieux pour étudier les Lapons! » Traduite en suédois, l'idée l'enthousiasma. Il partagerait les dépenses et mettrait à notre disposition tout son savoir...

— Une seconde! fit-il, comme je passais amicalement mon bras sous le sien pour l'aider à se lever. Une seconde! Qu'emportez-vous dans vos bagages pour nous ouvrir les cases indigènes?

Je regardai Mag.

— Rien, dit-elle... Mais on pourrait acheter des verroteries?

— Il y a quelque chose d'indispensable pour qu'on nous accueille bien là-bas, c'est de l'al... al... al...

Snödgren contemplait la bouteille d'alcool. Nous avions déjà compris.

DES RENNES

A sept heures le lendemain, l'escale d'un autobus qui montait vers Petsamo nous tira très opportunément du sommeil. Le professeur était déjà en bas, sans trace de ses excès. Il fit à Mag quelques compliments que j'étais censé traduire, et se casa de bonne grâce dans le cabriolet. Cette fois nous partions vraiment pour voir quelque chose!

Après trois kilomètres d'une route difficile, nous nous aperçûmes que nous avions oublié notre monnaie d'échange, l'alcool. Snödgren insista pour qu'on revînt en chercher à Ivalo.

— Voyons! disait-il, vous n'avez donc pas lu le fameux récit de votre compatriote Regnard, *le Voyage en Laponie*? Entre nous, Regnard passe facilement ici pour un fumiste, surtout lorsqu'il prétend que les Lapons lui proposaient leurs femmes. Mais c'est tout de même un conteur spirituel et il répète que l'alcool lui fut du plus grand secours auprès d'eux...

— Soit, retournons! Mais quel alcool allons-nous acheter?

— Du 93 degrés que vendent tous les pharmaciens. Nous l'étendrons d'une fois et demie son volume d'eau : c'est cette mixture qui se boit le plus volontiers sur les bords du lac!

Le pharmacien d'Ivalo fit quelques difficultés ; l'alcool du

Nord, qui entrave la langue des professeurs, peut aussi rendre fous furieux les paysans. Il n'y a pas tant d'années, je crois, on se livrait là-bas à un sport barbare : deux hommes attachés par la ceinture et convenablement ivres se battaient, un couteau à la main, jusqu'à ce que l'un des deux tombât. J'expliquai que je ne désirais tuer personne, mais comptais passer des nuits sous la tente et craignais le froid. Le pharmacien m'accorda trois quarts de litre Il en donna autant à Snödgren qui se présenta dix minutes plus tard. Enfin Mag entra dans la boutique avec une histoire d'instruments de dissection à nettoyer. Le pharmacien mis en défiance ne lui donna qu'une très petite bouteille. A nous trois, nous pensions pourtant avoir de quoi susciter de fort belles réjouissances lapones !

J'ai rencontré une dame qui prétendait que la route d'Ivalo à Inari fût la plus belle qu'elle eût parcourue au monde. Elle avait vu des fleurs géantes, croissant pour le seul regard des animaux sur la marge extrême de l'Europe. Elle décrivait une piste mi-terrestre, mi-lacustre, accédant aux seules régions de notre vieux monde qui n'eussent pas vu se succéder des générations de cultivateurs depuis un millénaire... Rien ne serait plus facile que de lui donner tort. C'est une piste comme les autres, peut-être un peu plus mauvaise, qui serpente souvent au ras du lac, mais sans fleurs, ni géantes ni naines. Elle file entre des sapins, un peu plus petits qu'à Rovaniémi. A côté de la corniche de notre Côte d'Azur, elle serait navrante... Et c'est ainsi que Mag, en toute équité, la jugea, regrettant l'Arabie à laquelle nous tournions le dos.

Mais je comprends la dame finlandaise. Ce qui comptait dans sa mémoire plus que la hauteur des sapins ou les reflets du lac, c'était cette abstraction « la marge extrême de l'Europe » qu'elle tendait devant son souvenir, comme ces gazes qu'on descend parfois au théâtre devant la toile de fond. Il y avait de tout dans sa route : du mystère lapon, du soleil de minuit, de la nuit de décembre, de la glace et de la forêt vierge. Dans la réalité, le lac apparaissait entre des pins japonais ; ses bords étaient hérissés d'îles minuscules ; on pouvait le dire moins beau que le lac de Genève, — il était gris ! — mais on pouvait aussi se rappeler qu'il allait geler deux mois plus tard, que sur sa glace neuve passeraient de longs troupeaux sauvages, que

sous sa glace usée du printemps, des Lapons imprudents se noieraient, que des paysages de neige tourneraient dans leur tête au moment où les noyés agonisants revoient leur existence... des neiges, des traîneaux, des tentes. On pouvait se demander quelle étrange malédiction règne sur ce coin de l'Europe, d'où les rares hommes qui y sont nés ne partent qu'en pleurant. Et tous ces rêves bordaient la route des fleurs géantes qu'en fermant les yeux la dame finlandaise avait aperçues.

— Des rennes! s'écria tout à coup le professeur Snödgren.

C'était vrai! Un miracle avait dû les faire se poster sur notre passage... Ils nous regardaient comme le cerf sacré dut regarder saint Hubert. Mais Mag ne tomba pas à genoux : « Vite! dit-elle, le kodak! » Je sautai hors de la voiture. Les bêtes n'étaient pas farouches. Elles me laissaient approcher à une dizaine de mètres, puis, d'un joli mouvement de croupe, trottaient un peu plus loin dans la forêt.

Du point de vue esthétique, le renne est certainement inférieur au cerf. Sa forme est plus massive; sa course ne donne pas la même impression de facile rapidité. Sa fourrure plus grossière recouvre même les bois qui atteignent un développement considérable. Enfin, il a des pieds plus aplatis où les os craquent les uns sur les autres à chaque pas. Si l'on veut bien y réfléchir, le renne, d'une certaine façon, s'apparente au cerf comme un limonier à un pur-sang : sa destinée, peut-être imprévue par la nature, mais fixée telle par l'homme, est de tirer des traîneaux et, cheval de fiacre du cercle polaire, il tire toute une famille sur la neige en balançant tristement la tête sous le fardeau de ses bois. Ces réflexions désobligeantes ne me venaient pas au moment où je poursuivais mes rennes, braquant vainement le kodak de Mag. A ces animaux aussi je prêtais tous les poèmes que peut suggérer « la marge extrême de l'Europe ». On peut rencontrer un cerf dans la forêt de Fontainebleau, à quarante minutes de la gare de Lyon, tandis qu'un renne ne se trouve qu'en Laponie. Il la résume dans la curiosité populaire comme dans les agences de voyage.

De poursuite en poursuite, je m'étais passablement éloigné de la route. Un nuage de moustiques suivait tous les mouvements de ma figure et j'enfonçais jusqu'à la cheville dans un sol humide. Ce sol est une particularité désagréable à ajouter

au passif de la Laponie. Un vieux médecin de Petsamo (dont je n'ai pas parlé dans ce récit) m'a montré sur la carte des villages lapons qu'on ne pouvait atteindre qu'après trois jours de marche.

— Je trouverai bien à louer un cheval, lui disais-je.

— J'en doute, répondait-il. Et d'ailleurs un cheval ne passerait pas par là : ce sont des marécages où la bête enfoncerait.

Mag, à coups de klaxon, me rappelait sur la route. Snödgren s'était lancé dans une vaste digression sur les rennes :

— Des animaux extraordinaires! affirmait-il. Et que pensiez-vous poursuivre, des rennes sauvages ou domestiques?

— Mais... des sauvages!

— Erreur! Il n'y a plus ou presque plus de rennes sauvages et, aux yeux des Lapons, ce sont des animaux tout différents, des *kodde*, tandis que la bête dont ils se servent s'appelle *puaz*. Jusqu'à l'automne, le propriétaire ne réussira pas à rattraper ses puaz qui, fuyant la chaleur toute relative de l'été lapon, continueront à errer dans les montagnes. Ceux que vous avez vus peuvent fort bien appartenir à une famille de la région de Petsamo, à trois cents kilomètres d'ici... Mais plus tard, à la saison du rut, les femelles commenceront à se grouper autour des mâles et on pourra reformer les troupeaux. Comment la famille de Petsamo reconnaîtra-t-elle sa propriété? Avec la marque spéciale qu'elle a faite aux oreilles de ses bêtes, une encoche au couteau dont le dessin varie à l'infini, tantôt un rond, tantôt trois dents de scie, tantôt un triangle, etc... Le fils prend la marque du père en la faisant passer de l'oreille droite à l'oreille gauche. C'est aussi précis qu'un numéro d'automobile; d'ailleurs les marques sont enregistrées à Helsingfors. Mais tout le monde par ici les connaît : en novembre, la famille X... de Hietamäki sera avisée par des gens de Rovaniémi qu'on a trouvé trois bêtes marquées d'un rectangle dans chaque oreille et qu'on les tient à leur disposition. Si des petits sont nés depuis le printemps, ce n'est évidemment pas leur mère qui s'est chargée de les marquer, mais, comme elle ne les quitte pas, on sait qu'ils sont à elle. Curieux système, direz-vous, et grâce auquel on doit se faire voler la moitié de son bétail! Erreur, jeune homme, erreur! Le Lapon est honnête, c'est la loi du désert... D'ailleurs, regardez ceci!

Mag arrêta sa voiture en face d'une bizarre petite boîte sur-

montée d'un drapeau blanc. Je soulevai le couvercle et trouvai une lettre avec quelques pièces de monnaie.

— Qu'est-ce que c'est ? demandai-je à l'encyclopédique Snödgren.

— La boite aux lettres d'une famille qui doit habiter dans la brousse à deux ou trois heures d'ici. Quand elle veut écrire, elle dépose son courrier dans la boite avec le prix du timbre, et déplie au-dessus un drapeau pour que l'autobus s'arrête à son prochain passage.

— Et à qui diable ces gens-là peuvent-ils écrire ?

— A des cousins du Brésil ou du Canada. La vie est dure en Laponie ; on s'expatrie, là comme ailleurs... Mais laissez-moi regarder cette roche.

Snödgren avait deux défauts : le punch suédois lorsqu'il était entre quatre murs et les cailloux lorsqu'il était dehors. Chaque fois qu'une pierre, grâce à un faux air d'originalité, captait son regard fureteur, il fallait tout laisser en plan pour casser des petits morceaux pointus que le professeur pût glisser dans sa poche. Pendant un bon quart d'heure, il n'était plus question de rennes ni de Lapons ; et même, si Mag et moi voulions entreprendre quelque conversation, Snödgren s'agitait, toussait et finissait par nous supplier de ne pas troubler le travail de ses méninges. Le silence lui était nécessaire pour « situer une roche dans la filière de la création », phrase qu'il citait une vingtaine de fois par jour.

Selon Mag, il était grand temps d'atteindre Inari et de nous embarquer. Pour d'impénétrables raisons, quelques minutes de retard sur notre horaire allaient faire s'envoler les Lapons, voire même les pièces géologiques qui, de l'autre côté du lac, attendaient depuis quelques millions d'années que le professeur voulût bien les mettre dans sa poche pour les emmener au musée d'Oslo.

— Dépêchez-vous ! criai-je à Snödgren. Vous allez rater une pierre superbe qu'on ne trouve qu'à Hietamäki : le Herbert Slade, de l'époque oxfordienne !

Mag appuya rageusement sur le démarreur.

Jacques Le Bourgeois.

(*A suivre.*)

HISTOIRE D'UNE CRISE POLITIQUE

LE GLISSEMENT DE L'ÉTAT

VI (1)

DANS L'ORNIÈRE

Le gouvernement Doumergue a péri au début de novembre de ses timides audaces. Il a été soigneusement étouffé par les radicaux et les loges. L'opération, prédite depuis le mois de juillet, a été accomplie dans l'ombre. Les conjurés se sont bien gardés d'exécuter M. Doumergue en public et au Parlement. Ils ont agi selon les meilleures recettes de ceux que Clemenceau nommait jadis les muets du sérail. Le 6 février, la nation avait imposé sa volonté au Parlement. Le 6 novembre, le Parlement a pris une revanche inquiète et mal assurée, mais une revanche. La crise politique continue.

Dès la rentrée d'octobre, la volonté de chasser M. Doumergue était certaine dans les groupements radicaux parlementaires et maçonniques. Les seules incertitudes résidaient dans la forme que prendrait l'assaut des conspirateurs et dans les forces de résistance de M. Doumergue. Il n'était pas vraisemblable que M. Doumergue partirait volontairement par lassitude, et il ne l'a pas fait. Il n'était pas vraisemblable non plus que le Parlement risquerait de se charger de la responsabilité de renverser le président du Conseil, et il ne l'a pas fait. Il n'était pas vraisemblable enfin que M. Doumergue obtiendrait aisément la réforme de l'État des assemblées qui ne veulent pas se réformer, et se résoudrait à briser, avec l'équipe

(1) Voyez la *Revue* du 15 février et du 15 décembre 1933, du 1er mai, du 1er août et du 15 octobre 1934.

qu'il avait formée, tous les obstacles, et il ne l'a pas fait. Mais il était évident qu'un combat était proche, et c'est ce que nous indiquions au début d'octobre.

La condamnation de l'expérience Doumergue fait partie des mystères du régime. Non pas parce qu'elle est très obscure en ses causes, mais parce qu'elle a été décidée, suivie d'exécution, par l'effet de pouvoirs irréguliers et occultes. Les détails n'ont plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif. La signification seule compte pour l'histoire de demain. Le Congrès de Nantes et ses serviteurs, les ministres radicaux, ont été les instruments d'une opération destinée à protéger la vieille machine politique contre toute réparation et à prolonger tous les errements. Ainsi a été fournie publiquement la preuve que le système politique n'est pas perfectible.

LA RÉFORME SANS RÉFORMATEURS

C'est ce qui est le plus intéressant dans les événements du mois de novembre dernier. Quel était le crime de M. Gaston Doumergue? Il voulait changer quelque chose. Son projet était bien modeste, et nous n'avons jamais manifesté ni enthousiasme ni indignation pour le voyage de Versailles. Nous n'avons pas non plus considéré comme extraordinaire la procédure des trois douzièmes provisoires dont M. Doumergue demandait le vote. Tout cela n'était en soi ni aussi révolutionnaire ni aussi efficace peut-être que les commentateurs ne l'ont dit. Mais tout cela attestait chez M. Doumergue cette idée fort louable qu'il y avait quelque chose de détraqué dans notre vie publique et qu'il fallait du nouveau. C'était ce qui le rendait populaire dans le pays, et c'était aussi ce qui le rendait indésirable au Parlement. Si M. Gaston Doumergue en avait eu le pouvoir, il aurait accompli ce qu'il jugeait utile, et il aurait eu la nation avec lui. Mais du moment qu'il en demandait la permission au Parlement, il était battu d'avance. La réforme de l'État est morte.

Et par un de ces synchronismes qui ne manquent jamais de retenir l'attention des historiens, elle est morte au moment où elle paraissait le plus nécessaire. Quand M. Doumergue est parti, toutes les affaires judiciaires, les anciennes et les nouvelles, attestaient le profond désarroi de l'État et de l'admi-

nistration. Le drame de Marseille, qui avait coûté la vie au roi Alexandre de Yougoslavie et à Louis Barthou, avait révélé dans les services publics une désorganisation coupable. La situation extérieure, résultant de dix années d'erreurs internationalistes, se découvrait tout à coup dans sa rude et périlleuse réalité. L'armée enfin, subordonnée par la Chambre aux commodités démagogiques, aux flagorneries électorales et aux arrière-pensées révolutionnaires, exigeait pour être forte à l'approche des classes creuses un nouveau statut. C'était plus que jamais l'heure d'avoir un gouvernement qui gouverne. La présence de M. Gaston Doumergue et de M. le maréchal Pétain, qui avait des projets très précis, était une garantie, imposait le respect et contribuait à maintenir notre prestige au regard de l'étranger.

Ces considérations n'ont pas compté. Le Congrès de Nantes et la majorité radicale du Parlement les ont ignorées. Pour les privilégiés du régime, il s'agissait de se débarrasser des gêneurs. Le spectacle le plus instructif de la crise a été offert par la Chambre. Elle a manifesté une euphorie qui manquait quelque peu de décence en voyant paraître un nouveau ministère, qui ne lui semblait pas pourvu d'une autorité trop difficile à méconnaître et qu'elle pourrait renverser quand tel serait son bon plaisir. Enfin on retrouvait, avec un égoïsme satisfait et qui s'étalait sans noblesse, le désordre accoutumé.

Les adversaires de la réforme de l'État lui tirent encore des révérences. On a pour elle des égards protocolaires. On n'ose pas en parler avec sacrilège. On lui rend le culte qui convient à une divinité respectable et qui n'est plus redoutée. La réforme est devenue un mythe. Comment l'ignorer du jour au lendemain, quand tant d'espérances l'avaient accueillie, quand les commissions parlementaires elles-mêmes l'avaient adoptée ? Mais il est bien entendu qu'on ne la fera pas cette semaine, ni les jours suivants.

LES TROIS CORTÈGES DU ONZE NOVEMBRE

La nation, elle, a gardé en ces circonstances tout son calme. Elle n'en a pas moins parfaitement compris ce qui venait de s'accomplir. Mais les associations patriotiques et les groupes de citoyens qui avaient sans cesse soutenu M. Gaston Dou-

mergue se sont abstenus d'engager soudain une lutte que M. Doumergue n'entreprenait pas lui-même. M. Gaston Doumergue, en effet, a préféré accepter le verdict des ministres radicaux, porte-parole des conjurés de Nantes et d'ailleurs. Il aurait pu se présenter devant les Chambres où il aurait eu une majorité faible, mais une majorité. Il aurait pu demander la dissolution de la Chambre au Sénat, qui aurait été bien embarrassé de la refuser. Il a mis tous ses soins à éviter tout ce qui aurait pu compliquer la situation. Il a même poussé le scrupule jusqu'à quitter Paris au petit jour sans aucun apparat. Pour le M. G. Lenotre de l'avenir qui décrira ces épisodes, il y a un curieux récit à faire : M. Gaston Doumergue se levant avant l'aube, montant dans l'automobile qui l'attend dans la cour de sa maison, partant sous la surveillance d'agents tenant à distance les curieux, salué par un représentant discret des pouvoirs publics qui sommeillaient encore...

Pourquoi ces choses et non pas d'autres ? M. Doumergue, tout novateur qu'il était, restait cependant un homme du passé, habitué aux formes du parlementarisme, et nourri dans le radicalisme. Peut-être n'a-t-il pas eu le goût des orages qu'une tactique plus énergique pouvait déchaîner. Si jeune qu'un homme soit de corps et d'esprit, quand il a passé soixante-dix ans, il peut ne plus se sentir un grand penchant pour les combats, pour les décisions rapides, et pour ces succès qu'on arrache au destin et qu'il ne donne pas. L'esprit combatif d'un Clemenceau n'habite pas tous les êtres. Celui qu'on a nommé le sage de Tournefeuille proposait avec bonhomie ce qu'il croyait le meilleur. Il ne craignait pas sa peine pour persuader. Il n'était pas d'humeur à s'imposer. Toute sa philosophie l'inclinait à faire confiance à la raison des hommes, ce qui est bien aventureux. Au cours de sa carrière, il n'avait pas eu l'occasion d'éprouver l'amnésie chronique et l'ingratitude des démocraties. Et qui sait si les milliers de lettres, de témoignages et d'hommages qu'il a reçus ne lui ont pas inspiré l'idée qu'il valait mieux réserver l'avenir, et qu'un jour, si les temps difficiles reviennent, le monde politique, mieux informé, irait chercher dans son ermitage celui-là même qu'il bannissait avec tant de désinvolture ?

Paris du moins a voulu faire à M. Gaston Doumergue un

bel adieu, ou un bel au revoir, et il l'a fait à sa façon, c'est-dire très bien. Paris a de la générosité, de la gentillesse, et une humaine et sentimentale horreur de ce qui ressemble aux mauvais procédés. Toute la ville se souvenait de l'angoisse du 6 février, et aussi de la confiance qui l'avait soulevée quand elle avait appris que M. Gaston Doumergue était en route pour prendre le pouvoir. Elle a trouvé le moyen de saluer M. Gaston Doumergue par une longue ovation.

La fête du 11 novembre lui en a fourni l'occasion. Ce jour-là, les associations patriotiques ont défilé dans un ordre parfait, elles ont donné l'impression d'une force libre et disciplinée qui représente la volonté nationale. C'est en raison même de leur indépendance qu'elles sont devenues suspectes, et que les politiciens voudraient, en vain d'ailleurs, les dissoudre. La foule les a acclamées. Et tout en les acclamant, elle a songé au chef du gouvernement qui venait d'être chassé du pouvoir. Elle a crié avec vigueur : « Vive Doumergue ! », elle est allée manifester sous les fenêtres du président du Conseil pour attester son attachement. Ce fut le vrai cortège de Paris, celui qui célébrait l'anniversaire de la victoire, qui restait fidèle au culte du soldat inconnu, qui avait espéré en M. Doumergue pour voir l'avènement d'une politique meilleure et qui, en dépit des difficultés et des déceptions, conscient de sa puissance, ne désespérait pas de l'avenir.

Pendant ce temps, un autre cortège se développait dans un autre quartier de Paris, celui des socialistes révolutionnaires et des communistes. Le « front unique » se souciait peu de l'Arc de Triomphe, et encore moins de M. Doumergue. Depuis que les disciples de Marx sont tous réunis et admettent la domination bolchéviste, ils travaillent ensemble au bouleversement général. Ils ont considéré comme un succès personnel le départ de M. Doumergue, qui leur était présenté comme l'adversaire de cette légalité, dont ils se moquent parfaitement. Internationalistes et ennemis de la société, ils étaient du moins beaucoup plus logiques que les radicaux en célébrant avec quelque joie la défaite d'un chef de gouvernement, qui avait eu le courage de prendre nettement position contre eux. Ils laissaient voir avec franchise toute la satisfaction que causait le départ de M. Doumergue dans le clan du désordre.

Et le gouvernement ? Il formait le troisième cortège, celui

qu'on a le moins vu, et qui ne paraissait pas tenir à se faire beaucoup remarquer pour ses débuts. Il a défilé avec une rapidité qui a été sensible, et il a pris son parti des ovations à M. Doumergue, lesquelles n'étaient pas spécialement destinées à lui être agréables. Entre les deux autres cortèges, le national et le révolutionnaire, que deviendra-t-il ?

UN ÉQUILIBRE DIFFICILE

Tout lui a été aisé à ses débuts, parce qu'il fallait un gouvernement. Tout lui a été permis, pourvu qu'il existât. La crise qui était caractérisée par le départ de M. Doumergue inspirait à ceux qui l'avaient provoquée une inquiétude, qui est un renseignement sur ce qu'ils pensaient eux-mêmes de l'opération. Le calme de la population ne suffisait pas à les rassurer, et ils se demandaient ce que réservait pour l'avenir cette apparente sérénité. Le nouveau gouvernement a donc pu se constituer avec une vitesse inaccoutumée. Il a pu, sans soulever d'objections, ressembler autant que possible au précédent. Dans le premier moment, on était disposé à tout lui passer, puisqu'il avait ce mérite insigne d'être le signe officiel que M. Doumergue était parti.

Le nouveau ministère a donc commencé par avoir ce périlleux privilège de remporter presque tous les suffrages. Les amateurs de concentration, qui se font de persistantes illusions sur cette vénérable formation anachronique, lequelle ne répond à aucune des conditions du temps présent, ont cru que leur rêve était enfin atteint. Les révolutionnaires se sont montrés protecteurs et indulgents. Les radicaux étaient dans l'ivresse. Les opportunistes réservaient aux nouveaux venus cet emportement d'adhésion qui leur est habituel. La Bourse, le monde des affaires adoptait, on ne sait trop pourquoi, le ministère à peine formé. Et les modérés se résignaient sans enthousiasme, comme s'ils jugeaient qu'après tout il fallait se soumettre au moindre mal.

Pour donner du cœur aux hésitants, on faisait circuler des bruits singuliers. On disait tout bas que nous venions d'échapper à un grand danger. Et quand les auditeurs naïfs et curieux s'ébahissaient, on leur révélait que ce danger n'était autre que M. Doumergue en personne. Le sage de Tourne-

feuille était transformé en un personnage redoutable, qui nous menait à des luttes insensées, et qui avait fini par fatiguer tout le monde de ses discours au peuple, de ses initiatives, de son autorité et de ses désirs de réforme. On respirait enfin. Qui respirait ? Le personnel politique et le Parlement. Et la nation? On lui prodiguait les promesses merveilleuses. Nous serons exacts en ajoutant que ces rumeurs n'ont pas duré, et que cette petite campagne sans succès a péri d'elle-même. D'autres soucis surgissaient.

Car la réalité continue de commander. Il ne suffit pas d'annoncer le beau temps pour que le baromètre monte. Après comme avant le départ de M. Doumergue, il y a des affaires judiciaires, des affaires financières, des affaires militaires, des affaires diplomatiques. L'effacement d'une Chambre qui croit prudent de montrer une sagesse provisoire, ne dispense pas le gouvernement d'avoir de difficiles problèmes à traiter. Quelle politique est la sienne ? Quelle durée peut-il avoir ? Par ses origines, il est obligé de ne pas trop faire penser à M. Doumergue. Par nécessité, il doit le continuer. C'est la quadrature du cercle, et ce qui rend la situation ministérielle en apparence assez précaire.

S'il s'agit de représenter l'union nationale devant une Chambre de passion cartelliste, ce n'est pas chose aisée. M. Gaston Doumergue, pourvu d'une autorité particulière et bénéficiant des circonstances qui l'avaient amené au pouvoir, a lui-même rencontré bien des obstacles et a fini par ne pouvoir les surmonter. Son successeur n'aura pas la vie beaucoup plus commode, et il ne disposera pas du pouvoir que les événements avaient conféré au ministère Doumergue. Et si au contraire il s'agit de rompre peu à peu avec l'union nationale et de revenir par une pente qui évite les secousses aux conceptions cartellistes, le ministère disparaîtra le jour où le cartel se sentira assez fort ou assez audacieux pour reparaître en face du public. Pour faire leur besogne, les radicaux ne se fient qu'à eux-mêmes. Ils ne se servent en général d'intermédiaires que pour préparer leur retour.

Ainsi dans l'histoire de la crise politique, le nouveau gouvernement fait figure d'une transition. On sait d'où l'on vient. On ne sait pas où l'on va. Mais ici il faut tenir compte de la personnalité du chef du nouveau ministère. M. Flandin

est jeune, il a de la vigueur, et du tempérament, il a de l'ambition. Acceptera-t-il l'idée de n'être là que pour tenir la place des radicaux, qui attendent dans l'ombre, et d'être congédié le jour où les cartellistes croiront que leur pénitence a assez duré? C'est très invraisemblable. M. Flandin n'a pas pris le pouvoir pour l'occuper d'une manière éphémère en attendant on ne sait quoi. Il a certainement d'autres visées. Il a utilisé adroitement les circonstances en un moment où le gouvernement était vacant, et offrait peu de tentations. C'était sa chance et il la court. Il est apparu en conciliateur dans une heure où personne ne jugeait les batailles opportunes. Il se tient en équilibre entre des forces contraires. Et cet équilibre dure tant que rien ne bouge. Mais l'immobilité n'est pas un état politique. M. Flandin sera amené à prendre parti et à se définir selon les événements. Il y a eu des époques où la vie parlementaire dominait tout et où la Chambre était toute-puissante. Signe des temps : ce n'est pas la Chambre qui compte le plus, c'est le gouvernement.

Dès lors se retrouvent tous les problèmes que M. Gaston Doumergue avait essayé de résoudre. Les innovations de M. Doumergue n'étaient pas fantaisistes. Quelque jugement qu'on porte sur elles, elles gardent quelque chose de valable : elles étaient inspirées par une cause durable, elles manifestaient les conditions d'existence d'un gouvernement, elles signifiaient qu'il fallait à notre pays un commandement, un État. M. Flandin a renoncé à résoudre la question par les moyens qu'avait choisis M. Doumergue. La question n'en existe pas moins.

PARADOXE SUR LA STABILITÉ

Il y a dans notre régime quelque chose de continu, c'est le goût du discontinu, et quelque chose de stable, c'est le culte de l'instabilité. Tout est organisé pour les changements fréquents d'équipe, c'est-à-dire pour la faiblesse chronique de l'État. Cette agitation donne aux démocraties l'illusion du mouvement. Elle en est le contraire, étant un mouvement stérile, et s'opposant par nature à toute action rythmée, disciplinée et productive.

Au temps frivole du dilettantisme, et du point de vue de

Sirius, on pouvait prendre son parti d'une pareille philosophie politique. Maurice Barrès s'est jadis amusé à faire dire sur ce sujet de très jolies choses à M. Renan qui ne les a jamais proférées ni sans doute pensées. Mais Maurice Barrès en usait avec humour selon la méthode jadis employée par Platon à l'égard de Socrate. Il imaginait M. Renan devisant avec une gaieté toute métaphysique sur les phénomènes de la politique, découvrant dans les controverses et dans les luttes de parti une poursuite incessante à la recherche des républiques idéales, louant les excès de la jeunesse qui veut des améliorations, discernant dans les chimères même cette curiosité qui s'apparente à la science et à l'amour, et finissant par un acte de foi dans les secousses de l'opinion et dans l'instinct populaire d'où il assurait que sortent toujours la vérité et le succès. Dans les loteries, disait Renan selon Barrès, on prend la main d'un enfant pour proclamer le hasard. Il n'y a pas de hasard, mais un ensemble de causes infiniment nombreuses, qui nous échappent et qui amènent ces numéros variés qui sont les événements historiques. « Le long des siècles, les plus graves événements sont présentés à l'historien par des mains qui vous feraient sourire. »

Le plus merveilleux dans cette manière de concevoir la suite des faits politiques, c'est que les déceptions n'y sont jamais définitives. L'enchaînement des causes et des effets y est réconfortant, les balanciers de l'histoire ramènent périodiquement les nations d'un point à un autre, et les échecs d'une année contiennent des promesses pour l'avenir. Ce que M. Renan, toujours d'après Barrès, exprimait d'une façon singulière et pittoresque par une allégorie. Il racontait le songe d'un homme qui rêvait qu'il était un cheval, un bon cheval de course, mais rien de plus, et qui n'arrivait jamais le premier. Et ce cheval se résignait en pensant que ses descendants seraient plus heureux que lui. Par là M. Renan voulait dire que jamais aucune force ne se perd, que simplement elle se transforme et que l'effort d'un peuple, quoique sa direction soit assez incertaine, finit par aboutir. Doctrine optimiste et consolante qui permet de considérer avec tranquillité les vicissitudes de l'histoire, surtout quand il s'agit de l'histoire des anciens, de celle des Phéniciens ou des Babyloniens, et que la sérénité du philosophe est accrue par la distance des siècles. Les

contemporains ont quelque raison d'avoir moins de détachement. Ils sont partie dans ces controverses politiques où leurs convictions, leurs passions, leurs biens, tous leurs intérêts moraux et matériels sont en jeu. M. Renan nous a appris, non plus d'après Maurice Barrès, mais lui-même, qu'il convenait de se méfier des déchaînements de la barbarie et de contenir Caliban.

C'est à quoi songeait avec sagesse M. Gaston Doumergue, qui ne prétendait pas être Ariel et qui se contentait d'avoir du bon sens. Il lui paraissait que l'État était fait pour être le gardien de la communauté, pour veiller à l'essentiel de la société, au maintien de l'ordre, à la justice, à la régularité des finances, à la défense des frontières. Au-dessus des partis et arbitre de leurs rivalités, l'État qu'il concevait devait rappeler raisonnablement les vérités nécessaires et avoir assez d'autorité pour les faire prévaloir. Dans les pays d'opinion, et surtout avec les ressources modernes de la presse, du cinéma et de la radiodiffusion, les peuples ont tout ce qu'il faut pour céder avec naïveté ou avec générosité à toutes les illusions et à toutes les erreurs. Ils ne sont pas en état de tout savoir ni de tout juger. Qui les guidera? qui leur remettra en mémoire les enseignements de l'expérience? qui les préservera des essais dangereux? qui leur dira que l'étatisme est ruineux, et que le chemin qui mène aux entretiens franco-allemands est bordé de précipices? qui réclamera d'eux, quand il s'agit de la sécurité de la patrie et du service militaire, les sacrifices qui sont indispensables? M. Doumergue croyait que c'était là la mission du gouvernement. Mais pour la remplir, ajoutait-il, le gouvernement ne peut être à la merci d'un vote de la Chambre, d'un vote improvisé sur une question de cantonniers ou de subvention aux communes. Il doit pouvoir manifester sa volonté et finalement en appeler à la nation souveraine. Sur le remède proposé, on peut discuter. Sur le diagnostic de la maladie de l'État, M. Doumergue ne trouvait pas de contradicteurs.

PROBLÈME DU RÉGIME ÉLECTIF

La maladie de l'État, elle a un nom : c'est le régime électif. Il est entendu que ce régime n'était pas destiné à être ce qu'il est devenu. Mais il est devenu ce qu'il est, et peu importe de

savoir s'il devait être autre chose, puisqu'il n'a pu être autre chose. A l'origine de toutes les difficultés, et de toutes les défaillances, on retrouve cette cause unique. Pourquoi une Chambre ne permet-elle pas à un gouvernement de faire des économies? Élection. Pourquoi une Chambre oblige-t-elle un gouvernement au gaspillage? Élection. Pourquoi les budgets sont-ils grevés d'une quantité de charges que les contribuables ignorent et que les bénéficiaires n'ignorent pas, subventions, indemnités, primes de rendement? Élection. Pourquoi une Chambre et un gouvernement font-ils croire contre toute raison qu'une politique de faiblesse et d'abandon assure l'avenir de la paix? Élection. Pourquoi un Parlement hésite-t-il à voter des mesures, qui impliquent des charges peut-être lourdes, mais nécessaires à la sécurité nationale? Élection. Pourquoi en toutes circonstances et sur tous sujets l'apparence est-elle préférée à la réalité, la facilité à l'effort, la commodité immédiate à l'utilité qui dure? Élection.

Au bout d'un certain nombre d'années ainsi vécues, le système se simplifie. L'idée de nation elle-même s'efface pour faire place à l'idée élémentaire d'un pays composé exclusivement d'électeurs et d'élus. La grande affaire n'est plus dès lors la politique qui désigne une science difficile et noble : elle est seulement l'opération électorale, qui maintient les privilèges des élus. Un mécanisme perfectionné, en partie visible, en partie occulte, permet, à l'aide des comités, des loges, et de l'administration, d'assurer la conservation des élus et des abus.

Quand le système en est arrivé à ce fonctionnement tout spécial, il devient périlleux. Il l'est d'abord pour l'ordre public, parce qu'il sacrifie la nation à une minorité de dirigeants installés dans le pouvoir comme une caste dans une propriété privée qu'il s'agit d'exploiter. Il l'est pour le peuple qui se sent de moins en moins représenté et servi, et qui constate le désaccord entre le Parlement et lui. Il l'est enfin pour la souveraineté nationale, qui risque d'être escamotée. Une organisation comme celle des élections dirigées est à la merci d'influences qu'on ignore et qui peuvent être absolument opposées à l'intérêt général. Le mot le plus sévère qu'on puisse prononcer sur un pareil système a été proféré à Genève en 1932, quand tous les internationalistes qui désiraient le

désarmement de la France et la reconstitution de l'Allemagne se sont écriés avec une joie imprudente : « Enfin la gauche arrive ! »

On s'explique très bien l'opposition acharnée des révolutionnaires et des radicaux complices de la révolution à M. Gaston Doumergue. La réforme de l'État leur semblait moins un crime de lèse-majesté qu'un redoutable empêchement à leur entreprise. Le système tel qu'il fonctionne leur semble au contraire très favorable aux bouleversements qu'ils souhaitent. Quand les socialistes parlent des vacances de la légalité, ils sacrifient encore pour la forme au romantisme de la révolution. Pratiquement, ils sont arrivés à faire du régime électif l'instrument même de la révolution. Quand on constate ce que les dirigeants sont arrivés à accomplir depuis trente-cinq ans la loi en mains, on se persuade que point n'est besoin ni d'émeutes, ni de barricades, ni de grands soins pour opérer les transformations les plus profondes.

C'est par voie législative que se sont consommées toutes les actions contre l'Église, les associations, la liberté, toutes les entreprises contre l'héritage, la propriété, l'enseignement. C'est avec l'État que s'est montée cette gigantesque aventure des assurances sociales. Et c'est à l'ombre de l'État qu'ont prospéré les combinaisons de Stavisky ou de Lévy-Dubois. Le parti radical, abattu par les scandales, aurait pu se relever en collaborant à l'œuvre d'assainissement qui était celle de M. Doumergue. Il a préféré achever de se discréditer en interrompant cette œuvre. Il a même poussé l'inconscience jusqu'à porter contre M. Doumergue, vétéran du parti radical, la ridicule accusation de fascisme. C'est peut-être une trouvaille pour tromper un auditoire. Mais c'était l'aveu que pour lui il n'y avait rien à changer désormais dans un système qui marche à son entière satisfaction, et qu'il n'y avait aucune réforme de l'État possible avec son consentement. L'institution parlementaire a reçu de ce fait un coup sensible. Faite à son origine pour protéger la nation contre les excès possibles du pouvoir central, c'est-à-dire du gouvernement, elle a ruiné le pouvoir central, elle a accaparé la fonction gouvernementale, et elle est devenue une puissance sans contrepoids.

Il n'y a pas d'exemple qu'en pareil cas une nation n'ait pas cherché et réussi à créer le contrepoids dont elle a besoin.

Les Français sont de mœurs douces et très attachés à leurs libertés. Habitués depuis longtemps à considérer les Chambres comme leurs protectrices, ils ont eu un peu de mal à comprendre ce qui se passait. L'aventure de M. Doumergue a plus fait pour leur révéler ce qui était que dix années de politique désordonnée ou de conseils donnés par les doctrinaires. Ils ont saisi par un exemple concret que la volonté populaire n'était plus qu'un mot, que l'État n'était plus qu'un fantôme, et que la cité n'avait plus de gardiens. De là tant de recherches et tant de controverses. De là ce bouillonnement de théories. Comment reconstituer un État ? Monarchie, répond toute une ardente jeunesse. Communisme et organisation soviétique, répliquent les troupes du front unique. Réforme de la Constitution, disent avec un peu de vague les plus circonspects. Mais personne ne croit plus, et les élus eux-mêmes, qui ne veulent rien changer, ne croient pas que la vie politique puisse continuer telle qu'elle s'est développée depuis quelques années.

La crise politique, qui a des causes lointaines, est ouverte depuis les élections de 1932. Les ministères de 1933 et du début de 1934 ont marqué une poussée aiguë. L'expérience Doumergue a été un répit. Mais l'échec de M. Gaston Doumergue est une date. C'est la fin du premier acte. Pour le moment, le ministère Flandin, à qui l'on souhaite bonne chance, n'est qu'un entr'acte. Quel sera l'acte suivant ? Tout le monde l'ignore, car l'histoire, qui a un cours irrégulier, tantôt se déroule paresseusement, tantôt se précipite comme la Loire. Nous ne dirons donc pas que la suite est pour le prochain numéro. Mais il y aura une suite.

* * *

AUX FÊTES DE CHATEAUBRIAND A ROME

DE LA COUPOLE A LA FARNÉSINE [1]

Messieurs et chers confrères,

Dans quelques mois l'Académie française, qui m'a fait le grand honneur de me déléguer auprès de vous, célébrera le trois centième anniversaire de sa fondation. Le cardinal de Richelieu qui l'appelait à la vie poursuivait, en la créant, un double but : assurer la fixité de la langue, parce que la langue est le grand trait d'union entre les hommes d'une même race et d'un même sol, et mêler aussi les écrivains à la vie générale du royaume en les mettant en contact avec les représentants des grands organismes sociaux et nationaux, afin de leur mieux révéler ces puissances d'ordre par lesquelles durent et prospèrent les peuples.

Le nouveau Richelieu qui préside aujourd'hui aux destinées italiennes, créait à son tour, par le décret du 7 janvier 1926, votre Académie royale d'Italie, aujourd'hui sœur de la nôtre. L'aînée m'envoie en ambassadeur auprès de sa cadette. Elle a voulu que la première visite et la première démarche vinssent des rives de la Seine. J'apporte aux rives du Tibre le salut de nos trois cents années de culture et de langue françaises. Mais je sais bien que je l'apporte sur une terre ancienne et sacrée, celle qui, après avoir été la patrie de Virgile et d'Horace, a donné le jour à Dante, à Pétrarque, au Tasse, à l'Arioste.

(1) Discours prononcé à la Farnésine devant l'Académie royale d'Italie, le 11 décembre 1934, par M. Henry Bordeaux, au nom de l'Académie française.

De notre Coupole à votre Farnésine nous pouvons échanger nos gloires, et puisque j'ai l'heureuse fortune de venir le premier m'incliner devant les vôtres, laissez-moi à mon tour vous inviter à l'avance à nous envoyer une ambassade lorsque nous célébrerons au mois de juin prochain à Paris et à Chantilly cet anniversaire de notre fondation qui s'enorgueillira de votre présence et s'enchantera de votre jeunesse. Vous retrouverez sans nul doute cette Académie royale de Suède fondée par Gustave III, qui vient de distribuer sa plus haute récompense, le prix Nobel, à l'un de vos plus illustres membres, M. Luigi Pirandello, et l'Académie royale de Belgique fondée par Albert Ier, toutes deux inspirées déjà de la nôtre; et peut-être, avec les représentants littéraires d'autres pays attachés comme nous le sommes à leur renommée intellectuelle, composerons-nous ainsi, tout au moins passagèrement, une nouvelle Société des nations dont l'emblème serait la lyre d'Orphée conjurant par l'harmonie et le culte du beau les démons qui ne cessent pas d'agiter le monde et de le menacer dans sa paix et dans son travail et son bonheur quotidiens. Car la littérature est aussi une politique, et le goût l'empêche de s'égarer.

ITALIE ET SAVOIE

Vous dirai-je encore que j'ai des raisons particulières pour me réjouir d'avoir été envoyé auprès de vous par l'Académie française? Parmi ceux qui chez nous ont célébré votre pays, elle n'avait que l'embarras du choix : Paul Bourget le Siennois, ou Henri de Régnier le Vénitien, Pierre de Nolhac le Latin, ou Louis Bertrand le Méditerranéen, ou l'un ou l'autre de la troupe romaine où se sont engagés un Émile Mâle, un Louis Madelin, un Abel Bonnard. Pourquoi a-t-elle désigné l'auteur de *la Claire Italie*?

Mes origines savoyardes me rapprochent peut-être de vous davantage. Nous gardons à Hautecombe, au bord du lac du Bourget, quelques-unes des tombes de la maison d'Italie qui est toujours la maison de Savoie, aujourd'hui la plus ancienne famille royale d'Europe, et si nous avons nous-mêmes, volontairement et unaninement, mis notre main dans la main de la France pour nos communs destins, nous n'en gardons pas

moins le souvenir attendri d'une communauté de luttes, de douleurs et d'espoirs qui si longtemps a mêlé la Savoie au Piémont sur les mêmes champs de bataille et qui nous fait désirer, avec une ardeur toute spéciale et inégalable, une alliance où, plus que l'intérêt mondial, pourtant si évident, parle notre cœur.

Laissez-moi donc répéter dans cette enceinte pacifique les paroles du grand chef de guerre que j'ai eu l'honneur de connaître à Verdun avant de le retrouver à l'Académie française : « Du Rhin au Brenner, écrit le maréchal Pétain, les deux siècles de paix que le monde latin ait jamais connus, c'est le glaive des légions romaines qui les lui a donnés. Aujourd'hui, aux mêmes frontières, la puissance d'un bloc de près de cent millions de Latins peut constituer à son tour une des plus sûres garanties de paix. Ainsi l'intime collaboration de la France et de l'Italie est non seulement inscrite au testament spirituel de nos deux millions de morts, mais elle est plus que jamais nécessaire à l'avenir de l'Europe, de la latinité et de la civilisation méditerranéenne. »

Cette Savoie intermédiaire a, d'ailleurs, précédé nos deux pays, — et n'est-ce pas une page d'histoire peu connue ? — dans la création d'une Académie, de la vôtre comme de la nôtre. Il y avait à Annecy, à la fin du XVIe siècle, deux hommes éminents, dont l'un, il est vrai, devait dépasser l'autre en gloire et en influence. L'un était évêque : il descendait d'une illustre famille et s'appelait François de Sales. L'autre était le président du Sénat de Savoie et auteur du premier code rassemblant les coutumes judiciaires : c'était le président Favre. Tous deux étaient fort lettrés. S'inspirant des petites cours d'Italie, celle de Ferrare et celle d'Este, qui, avec les cours d'amour, avaient déjà imaginé de réunir les poètes et les amateurs de beau langage, ils désirèrent de former le goût et de diriger la culture des belles-lettres en instituant à Annecy une société littéraire qu'ils nommèrent l'Académie florimontane et à qui, pour emblème, ils donnèrent un oranger chargé de fleurs et de fruits avec cette devise : *flores fructusque perennes*. François de Sales, le futur saint François de Sales, l'auteur de l'*Introduction à la vie dévote* et du *Traité de l'amour de Dieu*, prononça lui-même le discours d'ouverture : on peut croire qu'il fut plein de grâce et de courtoisie.

Cette Académie florimontane comptait déjà quarante membres, — chiffre fatidique, — qui choisissaient dans leur nombre un président et un censeur parmi des *gens habiles en tous genres et bien près de l'encyclopédie*, et aussi un secrétaire qui devait avoir en partage *des idées nettes et claires, un esprit fin et délié, des pensées nobles et être bien versé dans les belles-lettres*. Une si belle société, embarquée à pleines voiles sur la haute mer du monde, pour employer une expression de l'évêque d'Annecy souhaitant un heureux départ au fils de la baronne de Chantal, disparut aussi subitement qu'elle était née. Elle ne rencontra ni un François de Sales, ni un président Favre pour la continuer. Il est même impossible aujourd'hui de retrouver les quarante noms de son assemblée. Faut-il croire ce que disait un jour, gentiment, Maurice Barrès à la Chambre des députés, répondant à un interlocuteur qui raillait l'immortalité académique : « Il est plus facile, répliqua-t-il, d'être immortel de son vivant qu'après sa mort. »

CHATEAUBRIAND ET PAULINE DE BEAUMONT

Un prédécesseur prodigieux, un de ceux qui sont vraiment assurés de l'immortalité et font aux Académies un honneur en s'y inscrivant, est l'occasion de ma présence ici. Hier, son buste était découvert, en présence d'une assistance de choix, entre la Villa Médicis et la Trinité des Monts, sur le Pincio, tout paré de la grâce ensemble et de la noblesse romaines. Déjà, il avait donné à Rome sa signature. Elle figure dans l'église Saint-Louis des Français, au-dessous d'un bas-relief de marbre qui représente une jeune femme mourante, soulevée à demi vers les médaillons des siens. Une inscription précise le sens de cette image : *Après avoir vu périr toute sa famille, son père, sa mère, ses deux frères et sa sœur, Pauline de Montmorin, consumée d'une maladie de langueur, est venue mourir sur cette terre étrangère*. Mais le donateur ne s'est pas oublié. Les donateurs s'oublient rarement eux-mêmes. Jusque sur ces tableaux de piété, si nombreux au moyen âge, les peintres qui en étaient chargés pour les chapelles ou pour les hôpitaux étaient tenus de représenter ces donateurs au premier rang en des poses ferventes qui dissimulaient mal leur orgueil. Ainsi peut-on lire au bas de l'image de Pauline de Beaumont :

F. de Chateaubriand a élevé ce monument à sa mémoire.

Qui était cette Pauline de Beaumont? La dernière descendante, échappée au naufrage de la Révolution, d'une famille patricienne, fidèle au roi jusqu'à l'échafaud et même jusqu'au massacre. Elle avait joué un rôle précieux en ralliant autour du Premier Consul et du régime de l'ordre les quelques débris de l'ancienne société, d'une politesse irremplaçable, qui étaient restés en France ou revenus de l'émigration. Amie de Fontanes et de Joubert, elle avait accueilli Chateaubriand qui n'avait pas tardé à la séduire. C'était le temps où le surnom d'Enchanteur lui était donné : il devait le perdre sans se lasser de le porter.

Cependant, après la publication retentissante du *Génie du Christianisme*, Bonaparte, qui admirait Chateaubriand et désirait de le conquérir, l'avait fait nommer secrétaire d'ambassade à Rome. L'ambassadeur au Vatican était alors le cardinal Fesch, oncle du Premier Consul. Sans retard celui-ci prit en grippe son subordonné qui, de son côté, l'avait en horreur. La lutte entre eux fut immédiate. L'ambasseur, qui avait loué pour l'ambassade le palais Lancelotti, voisin du Tibre, logea Chateaubriand dans les combles, avec les puces, — mais Gœthe n'a-t-il pas déclaré, dans les *Élégies romaines*, préférer *le peuple actif des puces du Midi aux brouillards du triste Septentrion*? — et lui distribua comme travail des besognes d'expéditionnaire, telles que la délivrance des passeports. De son côté, le secrétaire va rendre sa visite au Pape sans autorisation, ce qui lui permet de buriner de Pie VII cette inoubliable eau-forte en deux lignes : « Le Pape a une figure admirable, pâle, triste, religieuse ; toutes les tribulations de l'Église sont sur son front. » De même il court s'inscrire chez le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel, dépouillé du Piémont et réduit à son île, et autorisé à résider à Frascati où il est surveillé. Naturellement, l'audience du roi exilé fait scandale. Le cardinal Fesch veut faire renvoyer Chateaubriand, et Fontanes à Paris apaise le conflit, mais gronde son redoutable ami.

Le conflit recommencera sur des riens. On charge Chateaubriand de commissions insignifiantes, afin de le rabaisser, comme de remettre à la sœur du Premier Consul, Pauline Borghèse, une paire de souliers de bal qu'elle avait commandés à Paris par la valise diplomatique, réceptacle déjà des plus étranges objets. Mais il s'en vengera avec de la poésie. Admis

au petit lever de la princesse, il écrira un peu plus tard : « La princesse fit sa toilette devant moi : la jeune et jolie chaussure qu'elle avait à ses pieds ne devait fouler qu'un instant cette terre. » Après quoi, il a l'audace incroyable d'envoyer une note secrète au Premier Consul pour souligner l'insuffisance et les intrigues secrètes du cardinal Fesch, obscur et incapable au lieu d'être un ambassadeur reluisant et magnifique comme un Créqui sous Louis XIV et un Bernis sous Louis XV.

L'ambassadeur lui jouait-il un si mauvais tour en le rejetant des affaires? Sans le vouloir il le repoussait vers la poésie. Si Chateaubriand s'en est plaint, nous ne pouvons que nous en réjouir. Ainsi erra-t-il dans Rome et dans ses environs à toute heure du jour et de la nuit. Ainsi va-t-il devenir le peintre et le musicien de celle que lord Byron appellera la *Niobé des nations*, et de cette campagne romaine, alors désolée et livrée à la solitude. Il sera le musicien de la lumière et le peintre du silence. Nul ne saura, comme lui, décrire les couchers de soleil sur les ruines, les levers de lune sur le Tibre, la course des nuages pareils à des chars légers portés sur le vent du soir. Comme Claude Lorrain, il a chanté la lumière de Rome. Qui ne connaît les strophes où il la capte et la prolonge ensemble : « Une vapeur particulière, répandue dans les lointains, arrondit les objets et dissimule ce qu'ils pourraient avoir de dur ou de heurté dans leurs formes. Les ombres ne sont jamais lourdes et noires; il n'y a pas de masses si obscures de rochers et de feuillages dans lesquelles il ne s'insinue toujours un peu de lumière. Une teinte singulièrement harmonieuse marie la terre, le ciel et les eaux : toutes les surfaces, au moyen d'une gradation insensible de couleurs, s'unissent par leurs extrémités, sans qu'on puisse déterminer le point où une nuance finit et où l'autre commence Vous avez sans doute admiré dans les paysages de Claude Lorrain cette lumière qui semble idéale et plus belle que nature? Eh bien! c'est la lumière de Rome. »

Inquiète à distance de cette exaltation, Mme de Beaumont, mourante, se décide à le rejoindre. Il va l'attendre à Florence. Il amène cette pauvre colombe blessée sous son aile protectrice de grand oiseau de tempête jusqu'à une petite maison du Pincio où elle mourra peu après « désespérée et ravie » ose-t-il écrire, parce qu'elle ne croyait plus

à sa tendresse et la retrouve avec joie, intacte au bord de l'agonie. Elle aussi servira jusque par sa mort le génie du poète. Un cœur brisé est plus sensible à la beauté ineffable des choses passagères. « On n'a pas su, écrit Chateaubriand dans son amertume, ce que c'est que la désolation du cœur quand on n'est point demeuré seul à errer dans les lieux naguère habités par une personne qui avait agréé votre vie... Je restai abandonné sur les ruines de Rome. A ma première promenade, les aspects me semblaient changés ; je ne reconnaissais ni les arbres, ni les monuments, ni le ciel. Je m'égarais au milieu des campagnes, le long des cascades, des aqueducs, comme autrefois sous les berceaux des bois du nouveau monde. Je rentrais dans la Ville éternelle qui joignait actuellement à tant d'existences passées une vie éteinte de plus. » Ailleurs il imagine, se souvenant des soirs de Savigny où il écrivit *le Génie du christianisme*, chez son amie : « La nuit, quand les fenêtres de notre salon champêtre étaient ouvertes, Mme de Beaumont remarquait diverses constellations en me disant que je me rappellerais un jour qu'elle m'avait appris à les connaître : depuis que je l'ai perdue, non loin de son tombeau, à Rome, j'ai plusieurs fois, du milieu de la campagne, cherché au firmament les étoiles qu'elle m'avait nommées ; je les aperçus brillant au-dessus des montagnes de la Sabine ; le rayon prolongé de ces astres venait frapper la surface du Tibre. Le lieu où je les ai vues sur les bois de Savigny, et les lieux où je les revoyais, la mobilité de mes destinées, ce signe qu'une femme m'avait laissé dans le ciel pour me souvenir d'elle, tout cela brisait mon cœur. Par quel miracle l'homme consent-il à faire ce qu'il fait sur cette terre, lui qui doit mourir ? »

Ce mélange d'amour et de mort qu'il a répandu, comme un parfum précieux, sur ses impressions romaines, leur a donné un accent inoubliable. Aucun peintre ne l'a dépassé dans ces paysages devenus, par la douleur, des paysages humains.

L'AMBASSADE A ROME

Vingt-cinq ans plus tard, Chateaubriand revient à Rome, mais comme ambassadeur. La Restauration lui doit trop pour le laisser dans l'ombre. Il a représenté la France au congrès

de Vérone, il a été ministre des Affaires étrangères et ambassadeur à Berlin et à Londres. Le revoici en Italie.

Il installe son ambassade au palais Simonetti, place San-Marcello, mais déjà il convoite le palais Farnèse, qui était alors le siège de l'ambassade napolitaine. Le président de Brosses, débarquant à Rome, avait eu ce mot trop spirituel : « Que dites-vous de la galanterie de notre Saint-Père qui a la politesse de se laisser mourir pour nous faire voir un conclave ? » Léon XII eut précisément cette politesse pour Chateaubriand. Il l'avait reçu le 2 janvier 1829, il mourut le 12 février. Mais un conclave ne se voit pas : il se prépare. Aussitôt l'ambassadeur déploie une prodigieuse activité.

Les *Mémoires d'outre-tombe* qui se rapportent à cette période de sa vie ne rendent plus qu'un son historique, avec quelle magnificence il est vrai ! L'évocation de la bénédiction papale après l'élection, le tableau de la cérémonie des Ténèbres de la Semaine Sainte dans la chapelle Sixtine, sont dans toutes les mémoires, avec la cadence désespérée de la phrase finale : « C'est une belle chose que Rome pour tout oublier, mépriser tout et mourir. »

A Mme Récamier lointaine, son plus grand amour et sa plus grande amitié ensemble, s'il lui résume l'histoire en mouvement, l'histoire qu'il s'imagine volontiers conduire de son poste d'ambassadeur, il confie, — heureusement, — ses promenades nocturnes dans la campagne romaine où il va *écouter le silence* et regarder *passer son ombre de portique en portique le long des aqueducs éclairés par la lune*. Les étoiles ont pu être dans le ciel un signe de Pauline de Beaumont. La lune est l'astre réservé à Juliette.

Infatigable promeneur, il emmène avec lui ses fantômes d'amour. « On n'a point vu Rome, écrit-il encore, quand on n'a point parcouru les rues de ses faubourgs mêlées d'espaces vides, de jardins pleins de ruines, d'enclos plantés d'arbres et de vignes, de cloîtres où s'élèvent des palmiers et des cyprès, les uns ressemblant à des femmes de l'Orient, les autres à des religieuses en deuil. On voit sortir de ces débris de grandes Romaines, pauvres et belles, qui vont acheter des fruits ou puiser de l'eau aux cascades versées par les aqueducs des empereurs et des papes... »

Jeune secrétaire d'ambassade, il regardait de sa mansarde

les blanchisseuses. Mais cet ambassadeur de soixante ans dépassés n'a point changé. Une absente, et une absente qui a renoncé à l'amour par amour de la perfection, ne saurait lui suffire. Rome ressuscite, même la nuit, au clair de lune réservé à la divinité. Car le rossignol y chante comme nulle part ailleurs : « Toutes ses notes étaient baissées d'un demi-ton; sa romance à refrain était transposée du majeur au mineur; il chantait à demi-voix; il avait l'air de vouloir charmer le sommeil des morts et non de les réveiller. Dans ces parcours incultes, la Lydie d'Horace, la Délie de Tibulle, la Corinne d'Ovide avaient passé; il n'y restait que la Philomèle de Virgile. Cet hymne d'amour était puissant dans ce lieu et à cette heure; il donnait je ne sais quelle passion d'une seconde vie : selon Socrate, l'amour est le désir de renaître par l'entremise de la beauté; c'était ce désir que faisait sentir à un jeune homme une jeune fille grecque en lui disant : « S'il ne me restait que le fil de mon collier de perles, je le partagerais avec toi. »

Il écoute, il écoutera jusqu'à la fin les dangereux conseils du rossignol. Le 28 avril 1829, donnant une fête à la villa Médicis en l'honneur de la grande-duchesse Hélène, il écrit encore dans les *Mémoires d'outre-tombe* : « J'ai bien de la peine à me souvenir de mon automne quand, dans mes soirées, je vois passer devant moi ces femmes du printemps qui s'enfoncent parmi les fleurs, les concerts et les lustres de mes galeries successives : on dirait des cygnes qui nagent vers des climats radieux. A quel désennui vont-elles? Les unes cherchent ce qu'elles ont déjà aimé, les autres ce qu'elles n'aiment pas encore. Au bout de la route, elles tomberont dans ces sépulcres, toujours ouverts ici, dans ces anciens sarcophages qui servent de bassins à des fontaines suspendues à des portiques; elles iront augmenter tant de poussières légères et charmantes... Ma sylphide serait-elle cachée sous la forme de quelques-unes de ces brillantes Italiennes? Non : ma dryade est restée unie au saule des prairies où je causais avec elle de l'autre côté de la futaie de Combourg. Je suis bien étranger à ces débats de la société attachée à mes pas vers la fin de ma course; et pourtant il y a dans cette féerie une sorte d'enivrement qui me monte à la tête; je ne m'en débarrasse qu'en allant rafraichir mon front à la place solitaire de Saint-Pierre ou au Colisée

désert. Alors les petits spectacles de la terre s'abîment, et je ne trouve d'égal au brusque changement de la scène que les anciennes tristesses de mes premiers jours. » Mais il ne s'en débarrassera jamais.

Quand cessera-t-il d'aimer? Jusque dans la *Vie de Rancé* qu'il écrit à près de quatre-vingts ans, il cherche l'objet du renoncement et non le renoncement lui-même. Renoncer, c'est déjà mourir. Et vouloir mourir en beauté, c'est ne pas accepter de mourir. L'humilité lui est inconnue.

Revenu en France, il apprend à Cauterets, où il prend les eaux, la formation du ministère Polignac. Dès lors, il abandonne la carrière politique pour revenir à l'opposition. C'est l'adieu à Rome. Mais au retour, quand à la croisée des chemins, à Lourdes, il prend la route de Pau au lieu de tourner au midi et de rouler vers l'Italie, ses yeux se remplissent de larmes. Ces larmes de Chateaubriand, que de femmes les eussent souhaitées pour elles, et c'est Rome qui les a fait verser!...

LES DEUX ROME

Gœthe, dont l'œuvre fut toute modifiée et comme ouverte au soleil par le voyage à Rome, au moment de quitter la Ville éternelle, portait ce jugement si vrai sur la leçon des ruines qui n'est pas une leçon de mort, mais une leçon de vie. « Il ne faut pas, écrit-il, nous laisser abattre quand la pensée s'impose à nous que tout ce qui est grand est aussi passager. Au contraire, quand nous constatons combien le passé a été grand, cela doit nous encourager à créer quelque chose d'important, afin que cette œuvre, fût-elle même tombée en ruines, encourage nos successeurs à une noble activité, stimulant dont nos devanciers ne nous ont jamais laissés manquer nous-mêmes. »

Enseignement de sagesse qui n'accepte pas la blessure du temps et lui oppose le mouvement humain. Chateaubriand n'a pas vu, dans les ruines de la Rome païenne, cette leçon de virilité ; mais il a exprimé mieux que personne la poésie des deux Romes superposées, l'antique et la catholique, la mélancolie de la campagne romaine, la solitude de l'homme au point le plus sensible, au cœur même des civilisations disparues et renouvelées.

Incontestablement il dépasse en poésie le poète allemand. Mais comme il doit vous froisser par cette évocation continuelle de la mort sous le plus beau ciel! « Je m'imagine, écrit-il encore à Rome, que les décédés, quand ils se sentent trop échauffés dans leur couche de marbre, se glissent dans une autre restée vide, comme on transporte un malade d'un lit dans un autre lit. On croirait entendre les squelettes passer durant la nuit de cercueil en cercueil. » Et dans cette même Rome, au lieu d'une ronde macabre, le d'Annunzio d'*Il Piacere* nous montrera la vie brûlante et toute rouge jusque sous la neige qui vient ajouter sa blancheur à celle des sépulcres. Barrès, à Venise, accuse « le paludisme de cette ruine romantique » et le même d'Annunzio, dans la *Nave*, nous la peint toute précipitée vers la fortune de mer, comme au temps des grands doges. Mais Barrès, à Ravenne, voit partout surgir des pensées énergiques et dévorantes « comme si elles avaient été laissées dans ce désert par tant d'hommes passionnés qui le traversèrent, ivres de désirs, de haines et de violences ». Et dans la guerre et après la guerre, il partagera avec son ami Gabriele d'Annunzio les mêmes espoirs et transmettra le même feu national.

Et pour Chateaubriand, il ne faut jamais oublier que son amour des ruines ne l'empêcha pas d'entendre le cri poussé vers la vie par la jeune Italie, quand ce cri n'était encore qu'un vagissement que l'Autriche cherchait à étouffer. Le poète de la mort fut aussi le poète de la jeunesse et le prophète de l'unité italienne : « On prend, — écrivait-il en 1829, devançant Mazzini, et alors qu'on affectait de considérer comme des attentats de carbonari les menaces de révolution dont la sourde rumeur gagnait Naples, Parme, Modène, et jusqu'au Piémont et à la Lombardie, — on prend pour des *conspirations* ce qui n'est que le malaise de tous, le produit du siège, la lutte de l'ancienne société avec la nouvelle, le combat de la décrépitude des vieilles institutions contre l'énergie des jeunes générations... » Et il annonce la chute de ces douanes intérieures qui entendent séparer l'esclavage de la liberté. *L'énergie des jeunes générations*, l'un des premiers il a deviné où elle aboutirait. Que l'Italie nouvelle soit donc amicale au grand ambassadeur de France qui, il y a juste un siècle, lui adressait déjà son lointain salut!

Qu'elle se souvienne que Chateaubriand fut le poète de la jeunesse et de l'amour avant d'être le poète des ruines et de la mort! Comme il eût compris et senti *l'énergie des jeunes générations* qui ont transformé l'Italie et quel chant d'allégresse il eût entonné, s'il fût monté sur le Capitole maintenant isolé, s'il eût parcouru le forum de César enfin dégagé, rêvé devant les trois colonnes reconstituées du Temple de Vénus genitrix, assisté à la résurrection de la fameuse Voie des triomphes par où les généraux vainqueurs rentraient dans la Ville, et entrevu le développement de la Rome monumentale de Mussolini menaçant de s'étendre jusqu'aux monts Albins et prête à recevoir une population de deux millions d'habitants! Le vieil ambassadeur, jamais en défaut devant les signes du temps parce qu'il prenait d'instinct le recul nécessaire pour juger les événements, — ce qui est la marque des hommes d'État, — eût été le premier à signaler à la France cette transformation du monde latin et la nécessité des alliances pour la durée de la paix européenne au sortir de toutes les destructions de la guerre.

HISTOIRE DE PSYCHÉ

Le poète de la jeunesse et de l'amour, comme il se fût retrouvé chez lui dans cette Farnésine qui porte sur ses murs l'histoire de Psyché, — histoire presque pareille à celle de la Sylphide dont il avait surpris dans les bois de Combourg à l'âge de l'adolescence la forme aérienne et charmante, partout poursuivie jusqu'à la vieillesse et jamais atteinte! Deux autres de nos plus grands poètes n'ont-ils pas rivalisé avec Apulée et Raphaël pour peindre les troubles et le malheur de Psyché? Le vieux Corneille qui avait dans ses tragédies bâti, comme un Romain, la cité de l'ordre, voici que sur le tard il se surprend à soupirer et qu'il trouve des accents nouveaux pour rendre la grâce et la mélancolie du premier amour qui ne se connaît pas encore, se cherche, se trouve et découvre, quand il se trouve, la mystérieuse limite où la joie ne se peut supporter qu'en s'alliant à la douleur. Ainsi la Psyché de Corneille fait-elle son petit examen de conscience en présence de l'Amour :

J'ai senti de l'estime et de la complaisance,
De l'amitié, de la reconnaissance :

De la compassion les chagrins innocents
M'en ont fait sentir la puissance;
Mais je n'ai pas encore senti ce que je sens,
Je ne sais ce que c'est, mais je sais qu'il me charme,
Que je n'en conçois point d'alarme;
Plus j'ai les yeux sur vous, plus je m'en sens charmer.
Tout ce que j'ai senti n'agissait point de même
Et je dirais que je vous aime,
Seigneur, si je savais ce que c'est que d'aimer.

Et comment ne pas citer encore le quatrain qui termine cette longue et pure strophe d'aveu dont les vers se déroulent comme une belle torsade blonde qui, enfin défaite, ruisselle en flots d'or :

Vous soupirez, Seigneur, ainsi que je soupire,
Vos sens, comme les miens, paraissent interdits :
C'est à moi de m'en taire, à vous de me le dire :
Et cependant, c'est moi qui vous le dis.

En musique, on marque un soupir pour indiquer le silence qui prend la place d'un temps. Dans ce texte musical, il faut marquer un soupir après : *Et cependant...* Le dernier vers n'a que dix pieds et il ne donne pas l'impression de raccourcir le rythme. Il ne le rompt pas, il l'achève délicieusement. Un arrêt précède l'offrande de ce cœur nouveau. Psyché, avant de dire qu'elle aime, suspend sa marche en avant comme une biche qui, parvenue à l'orée du bois, se trouve en présence du chasseur. Le divin chasseur est là et Psyché connaît tout à coup, non point certes la peur, mais la gravité de l'amour.

La Psyché de La Fontaine est en prose, mais sa prose est aussi pure et fraîche que ses vers. « Mon principal but est de plaire... » déclare-t-il sans retard dans sa préface, et voilà une profession de foi beaucoup trop oubliée aujourd'hui par les écrivains. Il ajoute d'ailleurs : « Ce n'est pas à force de raisonnement qu'on fait entrer le plaisir dans l'âme de ceux qui lisent. » Il faut les séduire, et là il sait bien qu'il excelle.

Cependant sa Psyché se désole d'ignorer le nom et le visage de son amant nocturne. « Hélas! disait-elle le jour aux arbres, je ne saurais graver sur votre écorce que mon nom seul, car je ne sais pas celui de la personne que j'aime. » Et s'adressant

aux ruisseaux : « Ruisseaux, enseignez-moi l'objet de mon amour... » Elle essaie d'attendrir l'Amour pour obtenir qu'il lui livre son secret et quand elle croit y avoir réussi, elle passe dans l'obscurité la main sur les yeux de son amant, afin de sentir s'ils sont humides, « car elle craignait que ce fût feinte. Les ayant trouvés en bon état et comme elle le demandait, c'est-à-dire mouillés de larmes, elle condamna ses soupçons. » L'Amour pleure, mais ne se laisse pas fléchir.

Il condamne son amante à la solitude du jour, et voilà que Psyché s'ennuie. Son bonheur, s'il demeure inconnu, ne saurait être parfait. Il lui faut des témoins. A quoi bon un palais, des jardins, des toilettes, si nul ne les voit, si personne ne sait que vous les avez ? On lui amène donc ses sœurs, et Psyché reprend goût au plaisir en les éblouissant par l'étalage de sa bonne fortune. Elle leur montre ses robes et son cabinet de toilette. La Fontaine aussitôt intervient, — il n'est jamais bien loin, — pour nous dire que Psyché se parfume, mais ne se farde pas. Et il ajoute, non sans sourire : « L'artifice et le mensonge ne régnaient point comme ils font en ce siècle-ci (c'est ce que l'on dit à chaque siècle). On n'avait point encore vu de ces femmes qui ont trouvé le secret de devenir vieilles à vingt ans, et de paraître jeunes à soixante, et qui, moyennant trois ou quatre boites, l'une d'embonpoint, l'autre de fraîcheur, et la troisième de vermillon, font subsister leurs charmes comme elles peuvent. Certainement, l'amour leur est obligé de la peine qu'elles se donnent. »

Les sœurs de Psyché, inventoriant tant de richesses, crèvent de dépit et de jalousie. Psyché, par là, connaît mieux son bonheur. Elle ne le connaît mieux qu'un instant. C'est l'Amour qu'elle est tourmentée de connaître enfin. La curiosité l'emporte sur la tendresse. Une nuit enfin elle va prendre le flambeau et s'approche. Pour cette marche à l'abîme, La Fontaine trouve deux traits admirables. Voici le premier : « Elle retenait jusqu'à son haleine et craignait presque que ses pensées ne la décelassent. » Et le second : « Il s'en fallut peu qu'elle ne priât son ombre de ne point faire de bruit en l'accompagnant. » Elle voit l'Amour et en demeure éblouie. Nous savons qu'on ne le voit jamais en vain. « En ce monde, murmure Oscar Wilde dans la *Ballade de Reading*, chacun tue ce qu'il aime. »

Ainsi me suis-je permis de commenter avec nos poètes de France les fresques de la Farnésine. Le mythe de l'Amour qui échappe sans cesse à notre connaissance est vieux comme le monde. Avec la vie et la mort il achève le triptyque du Mystère. Ce domaine intérieur de l'homme garde son secret. Mais dès sa naissance, l'homme ouvre les yeux sur son domaine extérieur. Il connaît tour à tour les parents dont il est issu, le sol qu'il foule, la langue qui sera la sienne, le pays qui sera son pays. Ces réalités concrètes le suivront et le soutiendront toute son existence. Qu'il ne les trahisse jamais, car elles composent à elles toutes le véridique visage de la patrie! Celle-ci du moins ne dérobe ses traits qu'à ceux qui ne veulent pas la voir. Le peintre de la Farnésine n'a pas eu besoin de la représenter, puisque lui-même lui appartient et lui apporte le témoignage de son génie.

A mon dernier voyage à Rome, on m'a rapporté du rénovateur de votre beau pays, comme on lui recommandait pendant la guerre, — alors qu'il n'était déjà plus un soldat comme un autre et que ses camarades pressentaient son destin, — de ne pas trop s'exposer à cause de ses enfants, cette réponse qui me servira de conclusion : « Justement, c'est parce que j'ai des enfants que je puis mourir. Aucune pensée ne me donne plus de tranquillité. Je serai continué. »

Je serai continué. C'est la réponse de l'homme d'État aux poètes. Il a charge de la durée. Comment ne pas rapprocher cette formule de la définition de la patrie, — la plus belle peut-être qui fut jamais composée, — donnée par quelqu'un qui nous appartient à tous ici, à vous, puisqu'il fut ambassadeur de la Maison de Savoie en Russie et qu'il y représentait le royaume de Piémont, à nous, parce qu'il écrivait la plus belle prose française, J. de Maistre : « La patrie, a-t-il écrit, est une association sur le même sol des vivants avec les morts et ceux qui naitront. » N'oublions ni les morts, ni les enfants à venir. Les plus beaux chants d'amour, de jeunesse et même de mort ne prennent leur sens que parce que la vie continue. Les arts ne se peuvent cultiver que sous la protection des forces nationales. Ainsi l'ont compris le fondateur de l'Académie française et le fondateur de l'Académie royale d'Italie, ainsi l'ont compris tour à tour notre Richelieu et votre Mussolini...

HENRY BORDEAUX.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

UN INSTITUT DE BIOLOGIE TROPICALE DANS L'ISTHME DE PANAMA

Mettant à profit, au printemps de 1933, à New-York, la proximité relative et les facilités d'accès de l'isthme de Panama, j'ai cédé à l'aimable suggestion d'amis américains d'aller y visiter l'*Institut de recherches scientifiques en Amérique tropicale*, dont la création a été une des répercussions secondaires et heureuses de l'achèvement du canal interocéanique.

Au surplus, la saison y invitait. La mi-avril est à peine le printemps à New-York; les bourgeons commencent à peine à verdir. La veille de mon départ, une tempête de neige avait balayé toute la Nouvelle-Angleterre. Aussi, nombreux sont ceux que tente le soleil des Antilles et que séduit la *West-Indian-cruise* organisée à l'envie par toutes les compagnies de navigation. Le *Peten*, un navire neuf de l'*United-Fruit-C*[y] — il n'en est qu'à son troisième voyage vers les plantations de bananes de la Jamaïque et de Porto-Rico, — emporte de nombreux groupes de passagers qui vont goûter pendant une quinzaine la tiédeur du tropique.

Trois jours après qu'ont disparu les gratte-ciel de Manhattan, la côte cubaine est en vue et, par l'étroit goulet flanqué à bâbord de la vieille forteresse espagnole du Morro, le navire entre dans le port de la Havane. C'est là que s'arrête la majorité de nos compagnons, en dépit des menaces d'une révolution, chaque jour plus attendue. Le *Peten* fait une escale de vingt-quatre heures, juste le temps de voir la ville de nuit et de jour, ses quartiers anciens aux rues étroites et sa partie neuve qui s'étale vers l'ouest, en bordure de mer, avec ses larges voies

en damier et ses villas disséminées dans la verdure. Au centre de la vieille ville de vastes espaces ont été pratiqués et plantés de palmiers royaux qui commencent à être de belle taille, pour dégager le Capitole, construit à l'image de celui de Washington et où la jeune république cubaine a englouti, dans un luxe fastueux et tapageur, soixante millions de dollars. Voici un signe de ce faste. Le point d'origine des distances sur les routes de l'île y est marqué par un diamant taillé, de vingt carats, enchâssé dans le sol, à l'aplomb du centre du dôme. Malheureusement, les années actuelles ne permettent plus pareilles prodigalités.

Le surlendemain de notre départ de la Havane, après avoir longé depuis le matin les côtes méridionales de la Jamaïque, nous débarquons l'après-midi à Kingston, au pied d'une haute chaîne inondée de lumière. Ville sans caractère, presque entièrement nègre : trois mille blancs à peine, sur cent mille habitants; végétation opulente, cocotiers, palmiers royaux, bananiers et papayers, des haies de cereus le long des routes. L'île inviterait à une escale plus longue que les quelques heures de la nôtre.

Deux nuits et une journée encore pour traverser la mer des Caraïbes, unie comme un lac en cette saison et ruisselante de lumière. Une semaine après le départ de New-York, nous avons au matin devant nous les montagnes du Darien et bientôt la côte s'abaisse au ras de l'eau, en approchant de Cristobal-Colon. Le navire s'amarre aux magnifiques docks, munis de l'outillage le plus moderne. C'est ici que je quitte le *Peten*. Après escale de douze heures, il ira encore jusqu'à Port-Limon en Costa-Rica, remplir ses cales frigorifiques de régimes de bananes qu'il rapportera à New-York.

Sur le quai de Cristobal, je suis attendu par mon collègue M. James Zetek, qui, depuis une vingtaine d'années, dirige, à Balboa, un laboratoire dépendant du Bureau d'entomologie de Washington et qui a été, depuis dix ans, l'organisateur avisé et le conservateur vigilant de la station de Biologie tropicale établie sur l'île Barro-Colorado, dans le lac de Gatun. C'est elle qui est le but de mon voyage et il m'y conduit. Mais avant d'y aborder, jetons un regard sur le monde qui l'environne, l'isthme et le canal de Panama.

LE CANAL ET LA ZONE

Pour mesurer les transformations que le canal a amenées dans ce pays, il n'est que de lire le très intéressant livre dans lequel, il y a un peu plus de cinquante ans, Armand Reclus (1) a résumé les deux années d'explorations, entreprises par lui avec Bonaparte Wyse, pour déterminer le tracé du canal. Le projet grandiose est maintenant réalisé, exactement dans le cadre que Reclus et Wyse ont tracé. Il n'évoque malheureusement en France que le drame de la Compagnie du Canal interocéanique, qu'a vécu et n'a pas oublié la jeunesse de ma génération. Toute cette histoire, jusqu'à son dénouement, revit dans le livre où M. Ph. Bunau-Varilla (2) en a retracé, avec une documentation pleine de relief, les phases successives ; l'adaptation graduelle aux difficultés de la tâche, les sacrifices en capitaux et en vies humaines, puis la défaillance de l'opinion publique et l'anéantissement de l'effort accompli, jusqu'au jour où M. Bunau-Varilla, ouvrier de la première heure, a réussi à faire reprendre par les États-Unis la conception française. Le résultat aujourd'hui justifie celle-ci complètement et, à pied d'œuvre, les ingénieurs américains ont rendu hautement justice à l'habileté technique et à la valeur du travail accompli par leurs prédécesseurs français.

Entre la chute de la Compagnie française en 1888 et la reprise des travaux américains en 1905, s'était produite une circonstance, complètement étrangère à l'art de l'ingénieur, mais qui devait être un des éléments décisifs du succès : la double découverte du rôle des moustiques dans la transmission du paludisme et de la fièvre jaune, les deux fléaux qui avaient décimé la main d'œuvre française. Dans la ville de Panama, un monument imposant, en forme de galerie demi-circulaire établie dans l'épaisseur d'un morceau des anciens remparts, en bordure de mer, ferme la Place de France ; une longue inscription, courant sur toute la muraille, y évoque les divers projets de percement de l'isthme depuis le XVI[e] siècle et salue la mémoire des vingt-deux mille morts de la Compagnie fran-

(1) Armand Reclus, *Panama et Darien*. Voyages d'exploration. Paris, 1881.

(2) Ph. Bunau-Varilla, *Panama*. La création, la destruction, la résurrection. Paris, 1913.

çaise. Grâce aux progrès de la biologie, le sacrifice de nouvelles vies humaines a été épargné. On ne saurait trop rendre hommage à la clairvoyance et à la fermeté avec laquelle, sous la direction du général Gorgas, ces découvertes, alors dans toute leur nouveauté, ont été appliquées et ont protégé la santé des ingénieurs et des ouvriers.

« A la grande navigation, il faut un canal à niveau. » Cette affirmation, inspirée par l'exemple de Suez, sert de titre à l'un des premiers chapitres du livre d'Armand Reclus et elle a pesé lourdement sur l'entreprise française. Le canal actuel en a fait pratiquement justice. Il s'accommode aisément d'un bief moyen, élevé de vingt-cinq mètres au dessus des deux Océans. A quelques kilomètres de Cristobal, près de Gatun, le canal vient buter contre le barrage de la basse vallée du Chagres. Trois paires d'écluses contiguës, longues chacune de plus de trois cents mètres, hissent les navires au niveau du bief moyen; trois autres sur le versant Pacifique, au delà de la fameuse tranchée de la Culebra, les redescendent d'une hauteur égale au niveau du Pacifique.

Sur le versant Atlantique, la vallée du Chagres a été transformée par un barrage en le vaste lac de Gatun, qui couvre plus de 425 kilomètres carrés. Les eaux du Chagres, en saison des pluies, pendant que s'achevait le barrage, ont suffi à remplir le lac jusqu'au niveau désiré. De part et d'autre du lit du canal, qui suit à peu près le thalweg, on s'est contenté d'abandonner la forêt à l'inondation. Ses cimes, jadis inaccessibles, ont alors émergé, maintenant faciles à atteindre en barque et ce fut, pendant un temps, un sport inattendu, d'aller pêcher les orchidées rares. Aujourd'hui, ces parties aériennes ont disparu presque entièrement, mais la forêt immergée subsiste tout entière pour de nombreuses années encore et, quand le niveau du lac baisse quelque peu, le haut des troncs apparaît, donnant au lac l'aspect assez sinistre d'un cimetière d'arbres.

De part et d'autre du canal, une bande de cinq mille de largeur (en tout seize kilomètres) constitue la *zone*, cédée à long terme par la République de Panama aux États-Unis, dans des conditions équivalant à la souveraineté. Elle déborde les cinq milles pour englober tout le pays inondé et, dans ces hernies, elle a pour limite la ligne du niveau de cent pieds au-dessus de la mer. Au point de vue politique et social, la zone

constitue une réalisation dont l'intérêt s'ajoute à celui de la réalisation technique du canal. Grâce à l'application persévérante des méthodes inaugurées par Gorgas, elle offre des conditions d'hygiène et d'habitabilité qu'on ne saurait trop admirer. Paludisme et fièvre jaune n'y sont pratiquement plus à craindre. En ce qui regarde la fièvre jaune, non seulement l'isthme, mais toutes les côtes de l'Amérique centrale et de l'Amérique du sud tropicale ont été nettoyées grâce aux efforts continus de la fondation Rockefeller au cours des dernières décades. On n'a plus guère à craindre qu'un navire l'apporte à Colon ou à Panama. Dans les agglomérations, on a lutté avec succès contre la multiplication des moustiques et j'ai pu vérifier par moi-même qu'on peut se promener impunément le soir, au moins en saison sèche, dans les rues de Balboa. Mais il ne peut naturellement être question de supprimer les moustiques dans la brousse. Pour y enrayer le paludisme, la solution a été de supprimer, ou au moins de ramener au minimun le réservoir de virus qu'est l'homme. On a éliminé, autant qu'on l'a pu, tous les habitants disséminés dans la zone, en les expropriant et les établissant dans des régions voisines. Il n'y reste que ceux dont le travail est nécessaire aux besoins du canal et du chemin de fer, et leur sang est contrôlé à intervalles réguliers. Le magnifique hôpital Gorgas, à Ancon, recueille et stérilise les cas accidentels de contamination. Le paludisme, s'il n'est pas supprimé, est ainsi ramené à un taux de fréquence très bas et il est constamment surveillé.

DEUX VILLES : PANAMA ET BALBOA

Cela est d'autant plus nécessaire qu'il subsiste au voisinage immédiat de la zone. La ville de Panama, capitale de la république, — qui comptait quinze mille habitants en 1880, et en a maintenant une soixantaine de mille, — bien qu'elle soit située à moins de cinq milles du canal, n'est pas comprise dans la zone, pour des raisons politiques évidentes. Toutefois, son assainissement a été obtenu et est pratiquement contrôlé. Mais en s'en écartant à peine, on retombe dans le domaine de la malaria. Il suffit de faire la promenade classique aux ruines du Vieux-Panama, situées à une dizaine de kilomètres.

L'ancienne cité, la première de toutes celles qui ont été édifiées par les Européens sur le continent américain, fondée en 1518, cinq ans à peine après la découverte du Pacifique par Balboa, a été complètement détruite en 1671 par le célèbre flibustier anglais Morgan. Les maisons disséminées sur la route conduisant aux ruines sont justement suspectes au point de vue de l'infection palustre. Par ailleurs, les routes construites en ces dernières années à l'est et à l'ouest de Panama, en incitant à la circulation, sont une cause de contamination inévitable pour la ville.

Saisissant est le contraste entre la ville de Panama, cité d'allure espagnole, aux rues généralement étroites, aux maisons tassées sans discontinuité, et les nouvelles agglomérations américaines, Ancon et Balboa, d'une part, New-Cristobal à l'autre extrémité du canal. Balboa, surtout, est faite de larges avenues, plantées de manguiers, de tamariniers et de flamboyants. Les maisons sont séparées les unes des autres par des jardins et des pelouses, sans murs interposés. Leur construction est admirablement adaptée au climat. Les plus anciennes sont en bois, les récentes en ciment armé. Aucune ne repose directement sur le sol. Toute l'habitation est surélevée sur des piliers, à un peu plus de deux mètres du sol. Ainsi se trouve réalisée au-dessous d'elle, une aire abritée du soleil, dont la partie moyenne est généralement aménagée en garage pour automobiles et dont les parties latérales forment des salons de plein air, où, en saison sèche, on peut, dans le jour, se reposer à l'abri du soleil. Ces maisons sont généralement doubles ou quadruples, pour deux ou quatre familles. A l'étage, point de fenêtres séparées. Sur tout le pourtour, règne une galerie séparée de l'extérieur par une simple toile métallique, barrage contre les moustiques. On vit ainsi en plein air, à l'abri des *screens*. L'air circule partout et en particulier sous les maisons, les rafraîchissant et, dans la saison des pluies, les isolant de l'humidité du sol. Rien de souriant et de reposant comme ces larges avenues de Balboa, où la verdure atténue pour l'œil l'ardeur du soleil et qui sont pourvues de tous les perfectionnements de la voirie. C'est un pénible contraste de retrouver, au retour vers la France, les villes de nos Antilles, où, sans parler des cases immondes des noirs, les meilleures rues ne montrent que des maisons entassées et pompant inlassablement

les émanations fétides du sol. Ne voyez pas la Pointe-à-Pitre après Balboa.

Grâce à de pareilles conditions d'urbanisme et d'hygiène, le climat tropical est aisément supporté (1). Presque toutes les personnes que j'ai eu l'occasion de fréquenter et qui résidaient dans la zone depuis de nombreuses années, menaient sans défaillance une vie active. Les enfants circulant dans les rues de Balboa ont une apparence florissante. A la Y. M. C. A., le soir, je voyais les jeunes gens pratiquer avec ardeur des sports assez violents. L'ensemble de la population blanche avait toutes les allures de la santé. Il est vrai qu'elle est soigneusement sélectionnée. On n'est admis, en effet, dans les services du Canal qu'après un examen médical sévère. Je n'ai pu m'empêcher, au retour, de constater un contraste frappant entre la population américaine de Balboa et l'aspect des familles qui, à la Martinique et à la Guadeloupe, s'embarquaient pour venir passer l'été en France.

L'habitation n'est pas seule à offrir des conditions favorables. L'administration du Canal, c'est-à-dire le gouvernement des États-Unis, a pris soin d'assurer à ses résidents les approvisionnements de toute nature qui leur sont nécessaires à des prix et qualités les plus favorables. Il n'y a pour ainsi dire pas de commerce libre dans la zone. Tout est entre les mains du *Commissary*, qui a de vastes magasins à Cristobal, Ancon et Balboa ; on y trouve toutes les marchandises, depuis l'alimentation jusqu'au vêtement et aux objets de fantaisie ; les achats s'y font exclusivement par carnets de tickets délivrés seulement aux personnes ayant qualité. Ce sont des conditions qui s'apparentent évidemment beaucoup à un socialisme d'État ; mais il s'agit ici d'une population très restreinte, — une dizaine de milliers de personnes, — et ce n'est pas une économie qui se suffit à elle-même. Elle a pour appui toute la

(1) La température varie peu au cours de l'année. Elle s'élève chaque jour à 32°-33° centigrades et s'abaisse la nuit entre 20° et 25° centigrades. La saison sèche (*verano*) dure du 15 décembre au 15 mai ; la saison des pluies (*invierno*) de la mi-mai à la mi-décembre. La chute d'eau annuelle sur le versant Atlantique atteint 3 m. 30 ; elle est beaucoup plus faible (1 m. 75) du côté Pacifique. Aussi y a-t-il un contraste assez marqué entre les deux versants, malgré l'insignifiance de la distance. Les pluies sont souvent très violentes. On a enregistré jusqu'à une hauteur de 25 centimètres d'eau tombés en une heure et jusqu'à 75 centimètres en vingt-quatre heures (presque la quantité annuelle pour Paris).

puissance des États-Unis. Le bon fonctionnement du Canal mérite quelques sacrifices éventuels. De même sa sécurité militaire est largement assurée : fortifications, troupes, défense navale et aérienne en témoignent très légitimement.

J'ajouterai que l'activité intellectuelle et en particulier l'activité scientifique, est loin de faire défaut dans la zone. J'ai déjà fait allusion au laboratoire d'entomologie de Balboa que dirige M. James Zetek et qui étudie les maladies diverses atteignant les plantes utiles dans la République de Panama. L'an dernier, l'une des questions à l'ordre du jour concernait une maladie des cocotiers, très grave pour la production des noix, question de haute importante pour les tribus indiennes de la côte atlantique. A Panama même, on trouve le *Gorgas Memorial laboratory*, analogue aux filiales coloniales de l'Institut Pasteur. Il a pour objet primordial de surveiller les endémies tropicales, et en premier lieu le paludisme, toujours menaçant.

Mais, tout en s'acquittant de cette tâche quotidienne, M. Clark qui le dirige, et son adjoint le major Dunn, ont su mener à bien toute une série de recherches importantes sur le monde biologique environnant. Je n'en citerai que deux, intéressantes à divers titres. Chez les singes atèles des forêts du territoire de Panama, M. Clark a constaté l'existence d'un paludisme, dû à un parasite du sang, très difficile à distinguer du parasite humain. Les singes pourraient-ils servir de réservoir de virus à l'endémie humaine? Malgré la similitude extrême des parasites, il n'en est rien. Tous les essais de transmission du parasite simien à l'homme ont échoué. Un autre résultat non moins curieux est relatif à une maladie des chevaux, due à la présence dans le sang d'un trypanosome et analogue à la dourine de nos pays. Le véhicule de ce parasite est tout à fait inattendu. Ce sont les chauves-souris suceuses de sang, les vampires, qui le propagent, soit directement, soit par l'intermédiaire du bétail, sur lequel elles se nourrissent le plus habituellement. Et, principalement entre les mains de M. Dunn, les diverses chauves-souris de l'isthme sont devenues des animaux de laboratoire.

Une autre belle institution scientifique est le Jardin botanique d'essais, installé sur la crête séparant les deux versants, au voisinage du chemin de fer. On y voit réunies les princi-

pales essences, arbres ou arbustes, originaires des divers pays tropicaux et qui fournissent des produits utiles.

Une émanation en quelque sorte collective des institutions précédentes, est la *Société d'histoire naturelle de la zone*, dont j'ai pu constater la vitalité par le nombreux public venu assister à une conférence que l'on m'avait fait l'honneur de me demander. C'est d'ailleurs aussi de cet intérêt pour les choses de la nature que témoigne la création de l'*Institut des recherches tropicales* établi dans l'île Barro-Colorado, où nous allons maintenant aborder.

BARRO-COLORADO ET SON INSTITUT

La formation du lac de Gatun, par le barrage du cours inférieur du Chagres, a laissé émerger tous les points de la vallée qui étaient à une altitude supérieure au niveau du lac (25 mètres environ). Ainsi se sont formées beaucoup d'îles, dont la plus grande a reçu le nom de Barro-Colorado, Terre rouge. Ce nom avait été donné, en raison de la couleur du sol, à l'emplacement d'un camp établi en 1670, lors des opérations militaires contre le pirate Morgan. Elle a une forme assez irrégulière, des rives profondément découpées, un diamètre variant de quatre à cinq kilomètres et une surface d'environ quinze kilomètres carrés.

Dès la reprise de la construction du canal en 1905, les naturalistes américains entreprirent très activement l'étude de la faune et de la flore de l'isthme. Une fois le canal terminé, on n'oublia pas l'exemple que les États-Unis ont été les premiers à donner, celui de créer des réserves naturelles pour la protection de la nature sauvage, sous forme de parcs nationaux. Dès 1923, l'île Barro-Colorado fut érigée en réserve pour la conservation de la flore et de la faune de l'isthme. On expropria les quelques personnes qui y étaient établies. L'île fut placée sous le contrôle du Conseil national de recherches de Washington, qui décida d'y organiser un *Institut pour la Recherche scientifique en Amérique tropicale*. L'exécution du projet fut confiée à un comité présidé par M. Barbour, directeur du Musée de zoologie comparée de l'Université Harvard. Sur place, M. James Zetek, résidant à Balboa, en a été le réalisateur et le gardien vigilant.

Malgré ce qu'en peuvent penser les esprits utilitaires, — comme le sont en général les hommes qui s'occupent de la mise en valeur des colonies, — il y a un grand intérêt à sauvegarder dans les régions tropicales, sur des étendues plus ou moins vastes, les conditions naturelles de la flore et indirectement celle de la faune. Certes, la civilisation et l'exploitation de ces pays ne peuvent s'accommoder du contact immédiat ni de l'étendue illimitée de la forêt vierge, mais c'est une erreur grave de la détruire sans nécessité. Indigènes et colonisateurs la brûlent inconsidérément, et cela aboutit trop souvent à stériliser complètement de vastes régions. Il y a un siècle, un éminent botaniste français, A. de Saint-Hilaire, qui a laissé sur les États méridionaux du Brésil des relations de voyage aujourd'hui précieuses, jetait à cet égard un cri d'alarme que l'avenir a justifié. Madagascar offre aujourd'hui le spectacle gigantesque et irréparable d'une dénudation commencée il y a plusieurs siècles et aujourd'hui à peu près totale. En traversant, au Vénézuéla, la région qui s'étend de Puerto-Cabello à Caracas et à La Guayra, on aperçoit partout des montagnes chauves, qui ont dû perdre, sans utilité réelle, leur ancienne couverture de forêts. Même quand, sur les ruines de la forêt primitive, s'établit une forêt secondaire, bon nombre d'essences, parfois les plus intéressantes, ont définitivement péri. C'est un appauvrissement irréparable de la nature qu'il ne faut pas provoquer inutilement.

Il en est de même de la faune, pour qui l'approche de la civilisation équivaut trop souvent à un arrêt de mort. Combien de décades vivront encore les grands mammifères de l'Afrique, si on ne les protège pas efficacement ? Combien peu d'années ont suffi à l'extermination des immenses troupeaux de bisons de la Prairie de l'Amérique du Nord, quand s'est faite, au XIXe siècle, la colonisation de l'Ouest ! Il faut donc saluer avec faveur toute tentative de garder intacts des aspects spontanés et primitifs de la nature tropicale, même sur des surfaces restreintes comme l'île Barro-Colorado.

Elle a un relief très accentué, entièrement recouvert par la forêt, sculpté de nombreux ravins, et dont le sommet domine le lac de 140 mètres environ. Un mirador, dressé à ce sommet, permet d'embrasser tout le panorama de l'île, du lac qui l'entoure et des forêts situées au delà. La foule compacte des arbres

recouvre jusqu'à l'horizon tout le paysage, à travers lequel, de temps en temps, glisse majestueusement sur le lac un grand paquebot.

Sur une bonne partie de Barro-Colorado, la forêt est indiscutablement primitive, comme en témoignent la variété et la nature des essences, leur enchevêtrement, le grand développement des lianes et des plantes épiphytes et la puissance des arbres, dont le tronc rayonne en de puissants contreforts prenant leur origine à plusieurs mètres au-dessus du sol. Mais, par endroits, il s'agit de forêt secondaire, qui toutefois n'a pas été mutilée depuis d'assez nombreuses années. Le sol de l'île actuelle a reçu certainement depuis longtemps des habitations humaines : on y trouve des vestiges indiens, comme de grandes pierres évidées pour y piler le grain. A l'époque de la Compagnie française du canal, se rapportent quelques restes de construction et même des débris de voitures. Enfin, au moment où l'île a reçu sa destination actuelle, elle avait quelques habitants qu'on a expropriés.

Maintenant, son accès est rigoureusement réservé aux naturalistes ou aux visiteurs agréés par l'Institut de Biologie tropicale. Il en résulte, entre autres avantages, une sécurité complète quant au paludisme. Personne n'y est admis dont le sang soit suspect et celui des serviteurs est périodiquement contrôlé. Les moustiques sont donc inoffensifs. On gagne l'île de la station de Frijoles sur le chemin de fer, en une demi-heure de canot à moteur. L'île se dresse en pente rapide, toute couverte de frondaisons épaisses, sauf, à l'endroit du débarquement, une étroite bande de terrain étirée en hauteur, qui a été défrichée et plantée d'arbres fruitiers tropicaux, manguiers, arbres à pain, avocatiers, papayers, bananiers, etc...

Au sommet de cette éclaircie, directement adossé à la forêt, le laboratoire. Qu'on n'imagine pas un somptueux édifice. C'est simplement une sorte de hangar rectangulaire dont le rez-de-chaussée forme une vaste et unique pièce et supporte un étage cloisonné en chambres, sous le toit. Les murs se réduisent presque aux piliers indispensables, entre lesquels est tendue une toile métallique arrêtant les moustiques. Ici, comme à Balboa, on vit en plein air, mais à l'abri de *screens*. L'installation, d'ailleurs très pratique pour le travail, a une simplicité primitive, avec quelques éléments qui,

en ces lieux, constituent un confort apprécié : lumière électrique assurée par des accumulateurs qu'on renouvelle chaque semaine, glacière, salle de douches, et le complément indispensable de toute installation de l'isthme, un cabinet de séchage, *dry closet*, où, en saison des pluies, on s'efforce de sauvegarder, dans la mesure du possible, vêtements et livres de l'humidité destructrice. Les livres conservés à demeure en disent assez les ravages. Chaque semaine, l'île est ravitaillée en provisions de bouche, en glace, et en accumulateurs. Hors cela, c'est la vie dans la nature sauvage, qui forme tout l'horizon, la civilisation ne se manifestant que par le défilé des navires sur le canal, à quelques centaines de mètres du rivage et du laboratoire. Au voisinage immédiat de celui-ci, quelques légers et minuscules pavillons en bois, montés sur piliers et aux murs presque entièrement remplacés par des ouvertures grillagées. Ce sont, suivant le titre du délicieux livre que M. Frank M. Chapman a consacré à l'île (1), autant de châteaux aériens du tropique, édifiés par les usagers les plus fidèles de l'Institut.

L'esprit qui anime celui-ci est de faciliter la vie et les recherches des naturalistes, tout en n'apportant que le minimum de troubles dans l'existence des animaux et des plantes. Isolée par la ceinture d'eau du lac, l'île est un petit monde biologique fermé, qui vit sur lui-même, et dont on cherche à ne pas modifier l'équilibre naturel. La seule concurrence vitale y règle le sort des diverses espèces, leur prospérité ou leur décadence. Toutefois, pour pouvoir circuler aisément dans l'île, on a établi un système raisonné de sentiers, mais sans abattre un seul arbre; il n'a pas moins de trente-deux kilomètres de longueur. Il est jalonné de plaques métalliques tous les cent mètres, avec indications permettant de retrouver à coup sûr le laboratoire. Grâce à cela, l'île est facile à parcourir : sans *trails*, ainsi que le dit M. Chapman, la forêt tropicale est une maison verrouillée. On n'avance en effet dans le fourré qu'à la machète, outil indispensable dans toute promenade à travers l'île. Aux extrémités de certains sentiers, ont été édifiés aussi de petits pavillons en bois, pourvus du mobilier et des ustensiles nécessaires à un séjour de quelques

(1) Frank M. Chapman, *My tropical air Castle*. New-York, 1929.

jours, pour des études à faire sur place. Ces pavillons ont été construits en divers bois, qu'on éprouve du même coup pour leur résistance aux termites.

Il n'est pas question de chasser sur l'île. A qui veut tuer des animaux, le reste de la zone et, en dehors de celle-ci, les forêts de la république de Panama offrent assez d'espaces disponibles. La protection du gibier s'étend même à certains insectes, comme ces splendides papillons bleus, les Morphos, qu'à chaque instant on voit sillonner l'air de leur vol brillant et majestueux.

AU CŒUR DE LA NATURE TROPICALE

Cette île, si restreinte, héberge une faune et une flore imposantes, dont l'inventaire est déjà très avancé. On y a dénombré un millier de plantes et le botaniste y trouve les conditions les meilleures pour l'étude de la plupart des problèmes que pose la végétation des tropiques. Sur cette aire limitée, on n'a pas reconnu moins de cinquante espèces de mammifères, grands et petits, appartenant à des ordres très variés : quatre espèces de singes, une dizaine de chauves-souris, autant de carnassiers (dont le puma et une panthère), un tapir, des cerfs, des pécaris, pas moins de cinq édentés (paresseux, tatous, fourmiliers) et autant de marsupiaux. Les oiseaux, qui sont admirablement connus, grâce aux patientes et remarquables observations de M. Chapman, comptent deux cent trente espèces. Les reptiles sont représentés par vingt-sept serpents, vingt et un lézards, quatre tortues et deux crocodiles. De nombreux groupes d'insectes ont été étudiés : disons par exemple qu'il n'y a pas moins de trente espèces de termites et des expériences très méthodiques sont poursuivies sur la résistance des diverses essences à leurs attaques et sur les procédés pour l'augmenter.

Quand on entre dans la forêt, il est de ses hôtes avec qui on ne peut manquer de faire immédiatement connaissance. Ce sont peut-être les cigales qui s'imposent tout d'abord par leurs stridulations suraiguës et spasmodiques. Il en est d'autres parfaitement silencieux, mais que l'on porte bientôt sur soi en grand nombre, ce sont les nymphes d'une tique, qu'on a toujours beaucoup de peine à éliminer ensuite

complètement. Cette tique n'a heureusement pas jusqu'ici eu l'occasion d'utiliser la déplorable aptitude qu'elle a à convoyer une série de dangereux virus. Elle reste seulement un persécuteur bénin mais constant. Les animaux dont la présence est le plus difficile à constater sont les plus gros, comme les mammifères. Si par hasard on vient à en rencontrer un, à peine a-t-on le temps de l'apercevoir dans sa fuite que le fourré le dissimule. La présence effective de nombre d'entre eux n'a pu être authentifiée que par l'emploi de pièges photographiques nocturnes. M. Chapman a obtenu ainsi une série de documents remarquables. En un point où on relève des traces indiquant le passage d'un animal, on dispose un appareil photographique convenablement braqué. On place dans son champ et à bonne distance un appât, relié à un déclenchement électrique qui fait à la fois fonctionner l'obturateur et détoner une cartouche de magnésium. C'est ainsi qu'ont été identifiés le puma, l'ocelot (panthère), le tapir et une série d'autres espèces plus ou moins difficiles à observer directement. Quand, au matin, on constate que l'appareil a fonctionné, le développement de la plaque offre tout l'attrait de l'inconnu, et les surprises peuvent être grandes. C'est ainsi que M. Chapman vit apparaître sur un de ses clichés les jambes et le torse de l'*Homo sapiens*. Il s'agissait d'un maraudeur, qui était passé là où on attendait un animal, et qui, s'il n'a pu être identifié sur l'image partielle qu'il avait laissée, n'a certainement pas, comme le dit M. Chapman, oublié l'incident.

Les cimes des grands arbres sont un des aspects les plus attachants de la forêt. Se dressant à une hauteur qui atteint une quarantaine de mètres, elles restent souvent des énigmes plus ou moins complètes pour le botaniste qui ne peut à cette distance reconnaître, avec suffisamment d'exactitude, les feuilles et les fleurs. L'identité de plus d'un de ces grands arbres reste incertaine. La provenance des feuilles et des fruits tombés à terre n'est pas toujours facile à établir. Sur ces hautes branches, vit en outre toute une population de plantes épiphytes, broméliacées, orchidées, areïdées, des lianes variées, dont la graine a été semée là-haut par des oiseaux et qui y ont toute leur végétation. Seules leurs racines pendent comme de longs et grêles cordages, qui finalement

atteignent le sol et, à partir de ce moment, puisant dans la terre nourriture et force, s'épaississent. D'autres lianes envoient leurs racines au sol le long du tronc de l'arbre qui les porte; elles l'enserrent et finalement l'étranglent et le tuent. Leur nom vulgaire espagnol *matapalo*, tueuse d'arbres, est très expressif et très juste. Mais le spectacle le plus captivant de ce domaine aérien, en dehors des oiseaux qui l'habitent, est fourni par des singes qui y vivent en permanence, et seulement sur les grands arbres de la forêt primitive. Il y en a, comme il a été dit déjà, quatre espèces à Barro-Colorado. L'une (1), de mœurs nocturnes, est difficile à voir; une autre, que je n'ai pas davantage eu l'occasion d'apercevoir, est un marmouset (2); les deux plus accessibles à l'observation sont un capucin (3) et le singe hurleur (4).

Les capucins forment des troupes assez nombreuses, bruyantes et vagabondes. On en voyait soudain apparaître, au faîte des grands arbres qui avoisinaient immédiatement le laboratoire, attirant l'attention par leurs trilles aigus et sautant de branche en branche avec une virtuosité extraordinaire. Leur face blanche se détache sur les masses vertes du feuillage.

LA VIE ET LES MŒURS DES SINGES HURLEURS

Mais j'ai pu surtout observer à loisir les singes hurleurs. La chance a voulu que je me rencontre à Barro-Colorado avec un jeune et très aimable collègue, M. Ray Carpenter, appartenant au laboratoire de M. R. Yerkes de l'université Yale qui s'est consacré à l'étude de la psychologie des singes et plus spécialement à celle des anthropoïdes. M. Yerkes dispose à cet effet d'une ferme de chimpanzés en Floride. Depuis près d'une année, M. Carpenter étudiait la population des singes hurleurs de Barro-Colorado, passant des journées entières à suivre leurs faits et gestes à la lorgnette. Ce singe est relativement sédentaire. Il vit par clans de quinze à trente individus, sur lesquels il y a une forte majorité de femelles et de jeunes. Ces derniers demeurent pendant environ un an au contact de leur mère, accrochés sur son ventre pendant les premiers mois, sur son dos ensuite. On voit aisément la mère les nourrir. Chaque

(1) *Aotus zonalis*. — (2) *Leontocebus geoffroyi*. — (3) *Cebus capucinus*. — (4) *Alouatta palliata*.

clan a un arbre qui lui sert de centre et où il passe la nuit. Le jour il circule sur les arbres du voisinage, sans beaucoup s'éloigner. Les déplacements sont paisibles et ordonnés. Un mâle en donne généralement le signal et montre le chemin que tous suivent très fidèlement sans s'en écarter. M. Carpenter a pu localiser un à un, de façon sûre, tous les clans de l'île et en compter très exactement les membres. Il était parvenu même à reconnaître plus d'un de ces singes individuellement, en particulier ceux qui présentaient par exemple une trace de fracture d'un membre. Il estimait ainsi le nombre total des hurleurs habitant l'île à environ cinq cents.

Avec de bonnes jumelles on ne perd pour ainsi dire aucun de leurs actes. L'une de leurs particularités les plus intéressantes est l'usage vraiment surprenant qu'ils font de leur longue queue prenante. C'est l'organe par excellence de leur vie arboricole, plus encore que leurs mains. On peut apprécier les services qu'elle leur rend quand on joue avec un de ces animaux apprivoisés et qu'on surprend le détail de ses mouvements. Cette queue est d'une activité ininterrompue et d'une précision de manœuvre étonnante. Vers son extrémité, elle est complètement dénudée et elle a la même structure que la face palmaire de la main et des doigts avec la même délicatesse tactile. Les alouattes vivent exclusivement sur les cimes des arbres. M. Carpenter ne les avait jamais vus à terre; mais cela leur arrive cependant quelquefois. Notre ministre à Panama, M. Langlais, assez fervent chasseur, m'a dit tenir d'un paysan, dont la ferme avoisine une forêt très peuplée de singes hurleurs, que ceux-ci descendent parfois au sol, surtout dans les périodes de grande sécheresse. En tout cas, c'est là une circonstance très rare.

Ce qui les caractérise et les décèle, c'est leur formidable hurlement, surtout celui des mâles. Il retentit au loin, à travers la forêt, en particulier à l'aube et il annonce le jour. Les clans voisins s'interpellent et se répondent. En imitant le hurlement, on réussit souvent à le provoquer. C'est par ailleurs un signe de colère ou d'inquiétude. Assez souvent, quand on approche d'un clan, il vous salue de clameurs hostiles, et en tout cas il ne cesse d'observer attentivement les visiteurs indiscrets. Les alouattes hurlent beaucoup pendant les orages et les grandes pluies. Habitude nouvelle dans leur histoire, ils

hurlent aussi au passage des avions. La force du son s'explique par un dispositif anatomique spécial de leur larynx. L'os hyoïde, fortement hypertrophié, est creusé en une large bulle osseuse, occupant presque tout l'intervalle entre les branches de la mâchoire inférieure, et il forme une vaste caisse de résonance, en communication directe avec le larynx.

Alors que la plupart des singes sont assez faciles à garder en captivité, cette espèce y meurt toujours assez rapidement, en dépit de tous les soins. M. Chapman a conté, dans son livre, l'histoire intéressante et mélancolique de Claudia, une jeune femelle, capturée en bas âge, et qui vécut quelques mois au laboratoire, mais que l'on ne réussit pas à soustraire à un dépérissement mortel. Nous avions ainsi, lors de mon séjour, un bébé de cette espèce, âgé de quelques semaines, Nito, que Mme Carpenter alimentait avec sollicitude. Nito lui témoignait d'ailleurs une affection intelligente et charmante : on le voyait accourir vers sa nourrice sèche et se blottir sur elle.

Il arrive quelquefois que de jeunes imprudents se laissent choir de l'arbre de leur clan. Cela semble se produire surtout quand ils sont porteurs de tumeurs renfermant des larves d'oestres. Ces mouches, en pondant leurs œufs sur ces singes, sont un de leurs ennemis les plus dangereux. M. Chapman avait assisté à un de ces drames, qu'il avait patiemment observé pendant plusieurs heures, au voisinage du laboratoire. Son attention avait été attirée par des hurlements singuliers. En s'approchant prudemment, il en découvrit la cause, mais sans réussir à dissimuler sa présence. Un tout jeune petit était à terre et appelait anxieusement. Trois des membres de son clan, sa mère, un mâle et un autre individu, étaient descendus le long de lianes jusqu'à une certaine distance du sol et hurlaient d'une façon inaccoutumée. Plusieurs fois la mère se laissa glisser près du sol, mais sans jamais oser aller jusqu'à terre. Au bout de plusieurs heures, elle se résigna à l'abandon.

L'observation de ces intelligents animaux dans leur pleine liberté est extrêmement captivante. M. Carpenter, qui a passé de longs mois à les observer, doit actuellement achever sur eux un livre qui nous apprendra certainement beaucoup de leur vie et de leurs mœurs.

J'ai ressenti tout particulièrement le contraste qu'offre avec

eux la stupidité du crocodile. Dans un de mes cheminements sur le lit desséché d'un des nombreux ravins de l'île, j'aperçus un de ces animaux, long d'un mètre environ, tapi, à sec, contre la falaise bordant le ruisseau. Le serviteur qui m'accompagnait m'offrit de le capturer, ce que j'acceptai. Il coupa alors une liane mince et flexible, y prépara un nœud coulant, puis, à l'aide d'un bâton dont je m'aidais pour marcher, passa le nœud autour de la tête de l'animal sans provoquer aucune réaction de celui-ci. Le nœud mis en place, il le serra brusquement. Le crocodile se débattit, mais, tiré par la liane, il fut bientôt hissé à un arbre et on lui passa une seconde boucle pour achever de le maîtriser. Il suffit alors de le reposer à terre et de lui présenter, par le travers, le bâton qu'il s'empressa de serrer entre ses mâchoires : une ligature solide en arrière du bâton, et il n'y avait plus qu'à le charger, à l'aide de celui-ci, sur l'épaule.

Le très précieux avantage de l'île Barro-Colorado, c'est de mettre le biologiste au cœur de la nature tropicale la plus luxuriante dans des conditions de confort relatif et surtout de sécurité, en même temps que d'informations qui ne sont guère réalisées nulle part ailleurs. Qu'il s'agisse d'animaux ou de plantes, on ne saurait trouver d'occasion plus avantageuse d'initiation à la biologie des tropiques.

En marge de la grandiose réalisation qu'est le canal de Panama, et du succès remarquable qu'ont été l'assainissement de l'isthme et la création d'excellentes conditions d'habitabilité au cœur de la zone tropicale, *l'Institut de biologie* de l'île Barro-Colorado est un signe, après bien d'autres, de l'aspect idéaliste qu'apprécient, dans la civilisation américaine, tous ceux qui ont pu connaître les milieux universitaires. C'est cet esprit qui a permis le développement, en dehors de toute action de l'État, des grandes et libres universités elles-mêmes, l'outillage magnifique de leurs laboratoires et qui n'a pas manqué, à Panama comme ailleurs, de veiller à la conservation de beautés naturelles, lui qui enfin, depuis de longues années, en dépit des séductions matérielles qu'offrait l'effort dans l'usine, dans la banque ou le négoce, a fait surgir sans arrêt de nombreuses et brillantes vocations scientifiques désintéressées.

MAURICE CAULLERY.

POUR LE CINQUANTENAIRE DE LA MORT D'ED. ABOUT

LE VÉRITABLE "ROI DES MONTAGNES"

Le 16 janvier 1885 mourait Edmond About. Il y a donc tout juste cinquante ans qu'a disparu ce charmant écrivain, qui fut un fidèle collaborateur de la *Revue*. La meilleure façon de célébrer la mémoire d'un homme de lettres, n'est-ce point de s'occuper de ses livres? Si, parmi ceux-ci, il en est beaucoup qui ne sont connus que de nom par la génération actuelle, il en est au moins un qui trouve encore des lecteurs : *le Roi des montagnes*, dont une édition populaire récente a rencontré auprès du public le meilleur accueil.

Le hasard de voyages et de lectures nous a permis de connaître les circonstances réelles qui ont servi de point de départ à l'imagination du romancier : une aventure, fort curieuse par elle-même d'ailleurs, dont une grande dame française fut l'héroïne.

LE PENTÉLIQUE

En se rendant à Kefissia, on aperçoit sur la droite une assez haute montagne, dont, par endroits, le versant miroite au soleil. C'est le Pentélique, d'où sont sortis tant de dieux et de déesses, tant de colonnes et de frontons. Ces failles brillantes qui ont appelé notre attention sont les carrières de marbre, encore exploitées de nos jours. Dirigeons-nous de ce côté. Voici

le village de Chalandri, qu'affectionnent les petits fonctionnaires ou employés et qui se développe de jour en jour grâce à des services confortables d'auto-cars. Au delà de Chalandri, la route est moins bonne, mais plus pittoresque. Elle se déroule en lacets pour gravir la montagne qui, à mesure que l'on s'élève, se drape dans un rideau de plus en plus épais de pins. Après l'un de ces tournants, quelques constructions assez soignées attirent les regards. Est-ce une ferme? plutôt un vide-bouteilles. Sur le portail, on lit ce mot, en lettres latines : « Plaisance ». Continuant encore, voici une petite place, ombragée de peupliers; tout auprès se trouve le couvent de Pendeli, le « plus riche de l'Attique », dit le guide. Effectivement les bâtiments sont vastes, récemment décorés de peintures et autres ornements. Mais je préfère les petits monastères que l'on rencontre de ci de là dans la campagne, et qui, dans leur pauvreté, leur vétusté, ont plus de séduction, par exemple le petit Kaisariani, à mi-hauteur de l'Hymette.

On s'égarerait volontiers vers les hauteurs du Pentélique. Mais on se heurte bientôt à des tentes de « réfugiés ». Ce sont de pauvres gens que l'exode de Turquie a épuisés et qui, menacés de tuberculose, viennent chercher ici un peu d'air pur. Tournons plutôt vers la droite : des bois de pins donnent un charme au paysage; de temps en temps, s'ouvre une clairière et l'on aperçoit dans le lointain le golfe Saronique. Une sorte de cottage étonne un peu dans cette solitude. Un enclos, entourant un monument, fournit bientôt l'explication que l'on pressentait déjà :

Sophie de Barbé-Marbois
Duchesse de Plaisance,
Française
née à Philadelphie en 1785,
morte à Athènes en 1854.

La maisonnette est celle où la duchesse habita pendant que l'on construisait son singulier château, dont on voit encore les ruines un peu plus loin : un grand corps de logis tout en marbre, dans ce style gothique, un peu particulier, que l'on aima si fort entre 1830 et 1850... Le château resta inachevé et ne fut jamais habité.

LA DUCHESSE

C'était une fameuse originale que cette fille d'un diplomate français et d'une Américaine. Son père, le marquis de Barbé-Marbois, fut chargé d'affaires à Philadelphie à l'époque de l'Indépendance, devint plus tard ministre du trésor de Napoléon et mourut en 1837, à quatre-vingt neuf ans, ayant servi successivement Louis XVI, l'Empereur, Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe. Le grand protecteur de Barbé-Marbois fut Lebrun, l'un des trois consuls, ensuite architrésorier de Napoléon. Ce fut son fils, Anne-Charles Lebrun, le deuxième duc de Plaisance, qui épousa Sophie de Barbé-Marbois. Ménage peu uni, assurément. Dès 1829, la duchesse de Plaisance arrivait en Grèce. Avec quelques interruptions, son séjour dans ce pays dura près de vingt-cinq ans. Le général duc de Plaisance semble n'y avoir jamais fait la moindre apparition.

Notre introducteur auprès de la duchesse sera Edmond About, qui l'a bien connue, alors qu'il était membre de l'École française d'archéologie d'Athènes en 1852 et 1853.

« La duchesse, dit-il, est une petite femme d'une maigreur fabuleuse qui semble n'avoir que le souffle. Le costume qu'elle porte, hiver comme été, achève de lui donner l'apparence d'un fantôme : c'est une robe blanche en étoffe de coton et un voile blanc à la juive qui enveloppe sa figure pâle et ses cheveux blancs... Son caractère est entier comme celui de peu d'hommes ; sa volonté inébranlable, ses inimitiés constantes, son amour de la vie extrême, sa prudence toujours éveillée. »

Quels furent les sentiments qui déterminèrent la duchesse à venir s'installer à Nauplie, la première capitale de la Grèce nouvelle, le 22 décembre 1829 ?

A ce moment, le philhellénisme battait son plein en Occident. Les *Massacres de Chio*, de Delacroix, firent sensation au Salon de 1824. C'est aussi en 1824 que lord Byron mourut à Missolonghi. La bataille de Navarin est de 1827. Les *Orientales* parurent en 1828. Depuis 1821, les Grecs luttaient héroïquement, malgré la pauvreté des moyens dont ils disposaient. Les gouvernements conservateurs, d'abord inquiets de ce mouvement d'indépendance qui semblait pou-

voir remettre en question le *statu quo* européen, étaient peu à peu débordés par l'opinion publique. La duchesse participa certainement à cette grande poussée de sentiment qui porta tant de Français au secours de la Grèce. Il n'est pas défendu de supposer aussi que le caractère entier que signale About lui avait peu à peu fait une situation difficile dans cette société de Paris si railleuse et si impatiente de toute personnalité trop marquée. La duchesse avait connu à Paris le comte Capo d'Istria, originaire de Corfou, devenu diplomate russe, qui devait être le premier chef du nouvel État. Elle décida de s'intéresser à la Grèce renaissante.

C'était l'époque où ce pays commençait son existence indépendante. Le protocole de Londres du 22 mars 1829, que le traité de Londres de 1833 devait prendre pour base, tout en le modifiant sensiblement, avait donné un premier statut à la Grèce. Mais les factions étaient ardentes entre ces révoltés de la veille. La duchesse, à peine arrivée à Nauplie, — Napoli de Romanie, comme on disait alors, — se jeta dans la politique. Bientôt elle était séparée de Capo d'Istria par une inimitié sans merci. Elle avait pris parti pour Petro-bey Mavromichali, un chef féodal de Magne, dont le fils et le neveu devaient en 1831 assassiner Capo d'Istria. Les choses allèrent si loin que la duchesse interrompit son séjour en Grèce en 1833.

Nous la perdons alors de vue. Elle voyage en Italie, puis en Syrie : c'est là qu'elle perd sa fille, Caroline-Élise, qui ne la quittait jamais et qui mourut à Beyrouth. Elle ne voulut jamais se séparer du corps de son enfant. Le cadavre, conservé dans l'alcool et enfermé dans une boîte de verre hermétiquement close, accompagna dès lors la duchesse dans tous ses déplacements.

En 1836, la duchesse est de nouveau en Grèce, à Athènes cette fois. Elle y fait construire une maison rue du Pirée, grande artère qui existe encore. Cette maison fut détruite par un incendie. Quand le feu commença de dévorer l'immeuble, on entendit tout à coup un grand bruit, une explosion, semblait-il. C'était le cercueil de verre de la malheureuse Caroline-Élise qui éclatait. Une haute flamme d'alcool s'éleva dans le ciel, puis tout fut fini. Ces restes tant chéris n'existaient plus.

La duchesse se transporta dans une autre maison, place

Louis, ainsi dénommée du roi Louis de Bavière, car la dynastie bavaroise régnait maintenant à Athènes, en la personne d'Othon Ier. La duchesse se tenait à l'écart de la Cour, tout en ayant avec la famille royale de bons rapports. Elle se mêlait d'ailleurs beaucoup moins de politique. Elle s'occupait de charité, d'œuvres sociales. Elle avait entrepris de compléter l'éducation de quelques jeunes filles appartenant aux bonnes familles du pays, les Mavromichali et quelques autres.

Elle achetait des terrains de divers côtés. Elle avait la manie de la construction. On prétend qu'elle voulait toujours avoir une bâtisse en train, croyant que, lorsque toutes ces entreprises seraient terminées, elle mourrait. Maintenant elle faisait élever son beau palais d'Illissia, presque au bord de l'Illissus : c'est là qu'est installé aujourd'hui le musée byzantin. Des terrasses d'Illissia, qu'ombragent des arcatures à la mode byzantine, on découvre des paysages enchanteurs : d'un côté, l'Hymette, avec ses nobles lignes qui lui donnent l'allure d'une grande montagne, malgré sa faible hauteur ; de l'autre côté, la petite colline de Lycabette, plus familière, couronnée d'un monastère minuscule.

Mais le Pentélique surtout l'attirait. Elle y fit aménager des routes, établir des ponts, y acheta des terres. Enfin, elle se décida à bâtir.

L'AVENTURE

Le dimanche 14 juin 1846, dans l'après-midi, la duchesse partit en calèche pour le Pentélique. Il y avait avec elle dans la voiture un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, Sakellari ; un ingénieur, Jorganda ; un architecte, Gouzaris Donain. Sur le siège, à côté du cocher, était monté Sékéri, une sorte de majordome en qui la duchesse avait grande confiance. Après que la voiture eut dépassé Kalendri et se fut engagée dans les tournants, il leur arriva à tous une singulière aventure...

Presque en face du palais d'Illissia, de l'autre côté de l'avenue de Kéfissia, une blanche colonnade de marbre abrite une abondante bibliothèque. Le bâtiment est dû à la générosité du Fonds Carnegie ; la plus grande partie de la bibliothèque provient de la donation d'un ancien diplomate, Jean

Gennadios, qui fut longtemps ministre de Grèce à Londres. Dans un des nombreux cartons d'autographes que possède ce dépôt sont venues échouer deux lettres de la duchesse de Plaisance à son mari. Ce sont précisément celles qu'elle lui adressa à l'occasion de cet incident. Voici presque entièrement la première de ces lettres :

Au général duc de Plaisance, Pair de France,
Place de la Madeleine, nº 1, à Paris.

Athènes, ce mardi 16 juin 1846.

« Avant-hier, dimanche, je partis d'Athènes avec M. Sakellari, l'ingénieur Jorganda, et mon architecte M. Gouzaris Donain. Parvenue sur le mont Penteli, à peu de distance du couvent, par ma dernière route, je vois une voiture arrêtée et un peu renversée du côté de la côte, et dans laquelle étaient un gendarme et trois autres hommes. A peine l'avais-je remarquée que notre voiture était aussi arrêtée par des hommes dont le teint et tout le vêtement étaient couleur de châtaigne ou feuille morte.

— Qu'est-ce donc ?

— Ah ! ce sont des brigands.

« Cependant leur chef avait fait descendre le cocher près duquel Sékéri était assis, l'interrogeant pour s'assurer que la dame dans la voiture était bien la duchesse, et s'informer du nom et de la qualité de ceux qui m'accompagnaient. Un des brigands voulut prendre la montre du cocher; le chef l'en empêcha, disant : « Non, c'est la duchesse qui doit payer. » Puis il s'approcha du côté de M. Sakellari (employé au ministère des Affaires étrangères) et de M. Jorganda qui pouvaient servir d'interprètes. J'avais en ce moment une douleur très vive dans les reins, mais qui ne dura pas deux minutes; ma bouche se sécha, ce qui me donna une soif ardente. Mais je ne tremblai point, et mon esprit ne fut nullement troublé. Je demandai à boire : un des brigands prit une petite cruche que j'avais avec moi, et m'alla chercher de l'eau dans le ravin. J'avais du sirop de framboise, je bus et versai à boire à ces trois messieurs. Les deux Grecs étaient plus effrayés que moi, surtout l'officier ingénieur, dont la main tremblait en tenant le verre.

« L'architecte Gouzaris, triste, calme et résigné. Sékéri avait conservé tout son courage. Ayant bu, je demandai ce que voulaient les brigands. Intérieurement j'avais dit à mon Dieu : « Vous êtes le Tout-Puissant : si vous voulez me protéger, il ne m'arrivera rien. »

M. Sakellari. — Les brigands demandent que vous signiez un billet de deux mille doublons (pièces d'or d'Espagne valant chacune 84 francs). Ils enverront l'un de nous chercher cet argent, et, quand ils l'auront, il nous rendront la liberté.

M. Jorganda. — Signez, madame la duchesse, autrement, ils vont nous torturer.

Moi. — Mais c'est absolument impossible. Où prendre cet argent? Le Roi lui-même ne pourrait l'avoir comme ça, tout de suite.

Le chef des brigands. — Vous êtes plus riche que le Roi : Palati à Athènes ; Palati au Penteli ; Chorion (terres et village).

— Eh bien! dis-je, prenez Chorion et Palati, mais, pour l'argent, je ne l'ai pas. Je ne suis pas si riche que vous le croyez ; d'ailleurs ma fortune est en France ; je fais venir mon revenu tous les trois mois, et je vais le prendre par le prochain vapeur. Je ne garde point d'argent chez moi ; mon banquier lui-même n'a peut-être pas plus de mille drachmes chez lui. Il place à la grande Banque ; c'est aujourd'hui dimanche, tout sera fermé.

« Sakellari me dit qu'il consentirait à se contenter de 1 500 doublons (environ 130 000 francs). M. Jorganda me pressait toujours de signer, disant : « Ils vont nous torturer. » Sakellari le secondait ; l'architecte gardait le silence. Il n'était pas deux heures de l'après-midi quand j'avais été arrêtée.

« On savait que le chancelier du Consulat de France était au couvent avec sa famille. Les brigands se crurent trop exposés en restant là. Ils firent retourner la voiture et nous menèrent dans la route abandonnée des carrières. Ils firent aussi marcher derrière la voiture un entrepreneur qui était venu pour l'aqueduc que je vais faire sur le mont Penteli et deux paysans qui passaient. Ils les avaient retenus pour qu'ils n'aillent pas annoncer ce qui se passait. J'ai oublié de dire que, sur mon refus de signer le billet de 1 500 doublons, le chef avait dit qu'il allait nous tuer!

— Eh bien! tuez-moi et laissez aller les autres!

« Mais c'était beaucoup d'argent et non pas ma vie qu'il voulait. A mon refus, motivé par l'impossibilité, il opposait l'incrédulité et disait : « A quoi vous servira votre argent quand vous serez tuée? Au lieu que nous, avec cette somme, nous passerons en Turquie et nous bénirons votre nom. »

« Je revins à la route des carrières où ils firent arrêter la voiture au pied d'une petite montagne assez haute. Bientôt parut à l'entrée du pont un entrepreneur qui venait prendre les instructions de l'ingénieur Jorganda pour une route que je fais terminer. Sur un signe que lui fit Sékéri, *au péril de sa vie*, et à la vue des brigands, il rebroussa chemin. Le chef qui avait vu le signe de Sékéri le renversa par terre, se rua sur lui pour le maltraiter. Je descendis précipitamment de voiture et lui dis encore de me tuer, mais de laisser mes gens tranquilles. Effrayés probablement par la suite de l'entrepreneur, ils se contentèrent d'un billet de mille talares (cinq à six mille francs) que je signai. M. l'officier Jorganda se proposa pour le porter, mais ils lui préférèrent l'écrivain Sakellari et le firent partir dans la voiture à deux chevaux. Puis le chef monta avec l'ingénieur Jorganda sur la petite montagne pour découvrir ce qui se passait dans la plaine.

« Quand ils redescendirent, l'ingénieur vint me dire qu'on voyait une vingtaine de Kalendriotes marcher vers le Pentélique, que le chef demandait que j'envoyasse l'officier Jorganda pour les arrêter et faire retourner en leur disant que, s'ils avançaient, je serais tuée. Jorganda se tira ainsi, à son grand contentement, des mains des brigands. Je restai seule avec l'architecte et Sékéri que je fis placer dans l'intérieur de la voiture où je le croyais plus en sûreté. J'avais voulu le faire partir avec M. Sakellari en alléguant que le banquier accoutumé à m'envoyer l'argent par lui ne voudrait peut-être pas le remettre à un autre. Le brigand avait refusé. Ils firent monter la voiture jusqu'au bord des carrières. De là voyant que les Kalendriotes avançaient toujours, ils me quittèrent pour s'enfuir. Au moment du départ, Sékéri me présenta deux *gallicou* qu'il avait dans sa poche et que je donnai selon son intention au chef même qui l'avait maltraité. En retournant, je rencontrai bientôt les Kalendriotes et les Maroussiotes sous la conduite d'un jeune Français, M. Armand Javilla. »

L'agresseur de la duchesse était un brigand célèbre, Bibichi. On prétend qu'ayant assassiné l'amant de sa femme, il avait été enfermé au couvent de Kaisariani; mais il s'en était échappé, conservant d'ailleurs les bonnes grâces de son gardien, le moine Tabakopoulos, concessionnaire à vie du couvent. La duchesse soupçonne les moines de Penteli d'avoir également été de connivence avec les brigands : « Vous saurez, écrit-elle, que les moines des couvents de montagne sont tous plus ou moins amis des brigands, auxquels ils fournissent pain et viande pour subsister dans le désert. Et puis, une circonstance que j'ai remarquée, bien que j'aie négligé de vous l'écrire, c'est que les brigands qui arrêtaient tous les survenants pour qu'ils ne répandissent pas le bruit de nos arrestations ne se sont nullement inquiétés d'un chevrier du couvent qui était là tout près et s'en est éloigné très doucement et tranquillement. »

L'aventure s'était trop bien terminée pour que la duchesse gardât rancune à Bibichi. Elle eut, par intermédiaire, des pourparlers avec lui pour le faire gracier par le roi. Il fut même question qu'elle adoptât la fille du brigand. Ces beaux projets n'eurent pas de suite.

Voici un autre participant de l'aventure qui ne semble pas avoir considéré l'incident avec beaucoup de mauvaise humeur. Peu de temps après la fameuse journée du 14 juin, la famille Jorganda offrait un petit dîner champêtre dans sa propriété de Pirna, près de Kéfissia, à l'occasion des fiançailles de la fille de la maison. Les invités étaient assis par terre, jambes croisées à l'orientale, lorsqu'un personnage au visage brûlé par le soleil, portant une fustanelle crasseuse, fit son apparition. Reconnaissant Bibichi, Mme Jorganda se mit à trembler de peur et chercha à dissimuler l'argenterie :

— Ne craignez rien, madame, lui dit Bibichi très courtoisement, je voudrais seulement dire un mot à Kyr Aleco. (C'était Alexandre Jorganda, celui qui accompagnait la duchesse au Pentélique.)

— Salut, capitaine Stamati, dit gaiement le jeune homme.

Ils s'écartèrent un peu. Bibichi rappela une promesse que lui avait faite Jorganda sur le Pentélique, un peu avant le moment où la conversation fut interrompue par l'arrivée des paysans de Kalendri et d'Amaroussia. Il avait promis une

belle lorgnette d'approche qu'il portait en sautoir, instrument bien commode en vérité dans une existence comme celle de Bibichi. Jorganda ne fit aucune difficulté pour reconnaître cet engagement. Il alla chercher la lorgnette et la remit au brigand qui s'éloigna discrètement.

Un certain Varvatis, qui était aussi parmi les convives de Jorganda, ne sut pas agir avec autant de tact. Étant rentré à Athènes, le lendemain, il clabauda, disant à tout venant que Bibichi était à Kéfissia. Le bruit en revint à Bibichi, car le diable d'homme savait tout. Cela lui déplut. Il se rendit sur-le-champ à la ferme de Varvatis pour lui reprocher ce bavardage. Varvatis n'était pas là, mais seulement l'intendant. Ne voulant pas s'être dérangé pour rien, Bibichi égorgea le pauvre intendant (1).

LE RÉCIT DU ROMANCIER

Dans la *Grèce contemporaine*, Edmond About raconte qu'il essaya vainement d'arracher à la duchesse un récit détaillé de son « histoire de brigands ». Il s'en vengea spirituellement, en brodant sur ce thème le fameux *Roi des montagnes*. Il n'y a pas de doute que c'est l'aventure de Mme de Plaisance qui a été à l'origine du roman. On retrouve, dans le récit du romancier, quantité de détails empruntés à l'aventure de la duchesse.

About a placé la scène à Kassia, au pied du Parnès. Le Parnès et le Pentélique se font pendant, l'un à l'ouest, l'autre à l'est d'Athènes. Il se trouve, dans les deux cas, à mi-hauteur, un monastère... Mais, dans le roman, l'action se noue dans des conditions bien éloignées de la réalité. Dans About, une riche Anglaise, accompagnée de sa fille, fait une excursion dans les environs d'Athènes. Ces dames rencontrent un jeune naturaliste allemand. Ils sont tous trois surpris par le brigand Hadji-Stavros. Mais les dames sont bientôt délivrées : elles payent rançon au « Roi des montagnes », sans qu'il leur en coûte un penny; elles sont propriétaires d'une grande banque de Londres où le brigand a placé sa fortune qui est considérable. Elles se rembourseront par un simple jeu d'écritures.

(1) Nous avons emprunté plusieurs détails de ce récit à l'ouvrage (en grec) de Cambouroglou sur la duchesse de Plaisance.

Quant au jeune Allemand, il ne s'en tire pas à aussi bon compte. Ayant essayé de s'échapper, il doit subir d'assez mauvais traitements. Heureusement, un de ses amis, un Américain, a pu enlever sur son yacht la fille chérie d'Hadji-Stavros. De peur qu'il n'arrive malheur à sa fille, le brigand laisse échapper sa proie.

On se souvient que Bibichi, comme Stavros, avait une fille à laquelle il portait beaucoup d'affection. Tous deux étaient protégés par les moines. Tous deux savaient user de politesse et offrir à boire aux dames. Mais, dans l'ensemble, About, malgré son esprit étincelant, a donné une couleur assez sombre à sa version. Hermann Schultz se voit donner cent coups de bâton, manque d'être brûlé à petit feu, etc... tandis que Bibichi, lorsque la duchesse s'offre, si l'on peut dire, en holocauste, repousse hautement toute idée pareille et parle seulement de son vif désir de devenir propriétaire d'un petit domaine en Turquie.

LA FIN DES BRIGANDS

Il est un point sur lequel le romancier aurait pu emprunter à la réalité de plus noires couleurs. A la fin du roman, Hadji-Stavros se retire paisiblement dans la vie civile : « C'est aux jeunes gens à prendre ma place, dit-il. Mais je les défie d'égaler ma renommée. Que vais-je faire de ce restant de vieillesse que vous m'avez laissé? Je n'en sais rien encore; mais soyez sûrs que mes derniers jours seront bien remplis. J'ai ma fille à établir, mes mémoires à dicter. Peut-être encore, si les secousses de ces dernières semaines n'ont pas trop fatigué mon cerveau, consacrerai-je au service de l'État mes talents et mon expérience. Que Dieu me donne la santé de l'esprit, avant six mois, je serai président du Conseil des ministres. »

Mais Bibichi, que devint-il? Le journal athénien *Elpis* de 1851 fournit à cet égard des renseignements précis.

Un autre brigand, nommé Christos Voulgaris, arrêté et condamné, fut gracié sous promesse qu'il tuerait Bibichi. Voulgaris, accompagné de deux gendarmes déguisés en brigands, se rendit à la rencontre de Bibichi. Quand ils se trouvèrent en présence, il lui proposa de réunir leurs deux

bandes sous les ordres de Bibichi. Celui-ci, assez méfiant, hésita longuement. Il finit pourtant par se décider.

Quelques jours plus tard, ils prenaient leur repas ensemble, dans un petit bois, en pleine campagne. Bibichi avait suspendu son fusil à un arbre. Ses compagnons étaient allés quérir quelque nourriture dans le voisinage, tandis que les deux anciens gendarmes faisaient le guet. Voulgaris tira sur Bibichi un coup de pistolet et l'acheva d'un coup de poignard. Les deux gendarmes firent leur affaire des compagnons de Bibichi.

Voulgaris, en récompense, fut nommé « Guide du détachement pour la répression du brigandage ». Mais il revint bientôt à son ancienne existence, entraînant avec lui dans la montagne sept des gendarmes qu'il commandait. Ces détails ont été connus d'Edmond About qui ne les a pas laissé perdre.

Voulgaris se fit prendre à son tour. Poursuivi par la gendarmerie, il se réfugia dans un couvent, dont le moine le cacha dans la cave. Un enfant l'y découvrit par hasard et, innocemment, donna l'alerte. Voulgaris fut traduit devant les tribunaux, condamné à mort et exécuté.

Faut-il croire qu'Edmond About, ainsi qu'il l'insinue lui-même, fut « un ennemi de la vérité et de la gendarmerie »? Le charmant conteur, dans une œuvre de fantaisie, se préoccupa uniquement de donner à son récit un tour qui satisfît son propre goût. Il avait d'abord corsé son histoire ; il la termina sur un ton de douce ironie, à la manière des contes philosophiques. Le récit ne s'achève pas par un mariage, mais par deux mariages manqués : le naturaliste allemand n'épouse pas la riche Anglaise ; la fille d'Hadji-Stavros doit renoncer à s'unir au jeune Américain sur lequel elle avait imprudemment jeté les yeux. About n'a pas voulu finir sur des coups de poignard et une pendaison : Hadji-Stavros est vaincu, — ce qui est moral, — mais il prendra, comme un général atteint par la limite d'âge, une retraite bien gagnée, où il saura remplir ses loisirs, non sans regretter ses campagnes.

F. Clément-Simon.

ALBERT BESNARD

Un voile de crêpe drapait la porte du Pavillon de l'Horloge. Un cénotaphe, couvert du drapeau tricolore, était dressé au fond de la cour Napoléon. On apercevait, par delà les arbres dépouillés du petit square, l'Arc du Carrousel et l'immense perspective de gloire qui, à travers les Tuileries, s'élève jusqu'à l'Arc de Triomphe. Il avait plu. Sous le ciel de décembre gris-bleu, souriant à travers ses larmes, comme il convient au deuil d'un immortel, une fumée d'encens, au pied du cénotaphe, montait.

C'était beau, dans un pareil cadre, les funérailles d'un grand peintre. Albert Besnard n'aurait pas mieux choisi, s'il l'eût dicté lui-même, le programme de la cérémonie. En sortant de la paroisse, où l'âme avait reçu les bénédictions de l'Église, la dépouille du vieux maître, sur le chemin de sa dernière demeure, faisait une station suprême au seuil de la maison des maîtres, guides de toute sa vie, comme s'il venait leur demander accueil, et leur disait : « Me voici. Jugez-moi. »

Pendant que nous écoutions les discours, les regrets de ses confrères et de ses amis, Aman-Jean, Georges Lecomte, Gaston Rageot, ce n'était pas le majestueux vieillard, comblé de jours et chargé d'honneurs, l'ancien directeur de la Villa Médicis et de l'École des Beaux-Arts, l'académicien, le membre de l'Institut, décoré de tous les ordres du monde, que nous évoquions devant nous ; déjà cette grande figure somptueuse et familière commençait à s'estomper ; mais au-dessus de nous, comme un essaim de déesses et de nuées, un Olympe de rêveries dans le vaste ciel plafonnant, toutes ses créations se donnaient rendez-vous.

Elles accouraient à tire d'aile des deux rives de la Seine, de la Sorbonne, du Petit-Palais et de l'École de pharmacie, du Pavillon de Marsan, où rayonne l'*Ile heureuse*, de la mairie de Saint-Germain l'Auxerrois, où médite la sereine élégie de *Philémon et Baucis*, du nocturne plafond de l'Hôtel de ville, où une sorte d'Archange féminin et d'ardent Lucifer traverse l'espace comme une comète, un incandescent météore, en tenant dans ses bras une gerbe de flammes, et du plafond voisin de la Comédie-Française, immense brasier où le quadrige d'Apollon s'abîme et fait naufrage dans un gouffre d'aurore.

Tout jeune, à vingt-six ans, à son retour de Rome, l'artiste, fils d'une élève de Mme de Mirbel, avait assisté à l'explosion de l'impressionnisme et aux jeux de cette nouvelle école qui dissipait les ombres et faisait rentrer dans la peinture le soleil. Et c'étaient ces audaces charmantes et fougueuses, ces caprices qui attachaient et scandalisaient à la fois, filles vertes et cavales roses, actrices aperçues dans les feux de la rampe, jeunes femmes passant d'un salon éclairé par les lampes à un balcon baigné de lune, elles-mêmes tenant du prisme et de l'opale, jeunes corps veloutés d'un halo, et qui semblaient des masses de clartés et de reflets, créatures radieuses, sans bords, ondoyantes, enfants de la nacre et du jour, sortes de salamandres dont la beauté paraît se répandre et flotter comme une chevelure, telle qu'une fleur exhale son parfum.

Mais, même lorsqu'il paraissait emprunter des thèmes ou des prétextes à l'existence contemporaine, jamais, en s'appuyant sur la vie, il ne se bornait à la décrire : toute son œuvre garde l'air du songe et la nature du mirage, le caractère d'un poème. Elle n'est tout entière qu'une fête de la Lumière : lumière qu'il alla de bonne heure chercher aux rivages de l'Afrique, aux miroitements et aux terrasses du port d'Alger-la-Blanche, et qu'il poursuivait, sexagénaire, aux bords du Gange, dans cet Orient des légendes où se lève le dieu du jour, et d'où il rapportait, à la veille de la guerre, tout un étourdissant butin, une féerie de sombres bayadères tournoyant dans l'ombre des temples avec un éclat de péris, tout un écrin de *Mille et une Nuits* où, comme un Prince Charmant, chatoyait l'*Homme en rose.*

Sans doute, la nature de ses idées, le tour enthousiaste et enflammé de son génie, en l'attachant aux voûtes et aux murailles des édifices nationaux, l'écartaient d'une popularité facile : voué à l'expression de certaines grandes idées publiques, de certains symboles généraux, des hautes allégories de la science et de la culture, on peut dire que son royaume n'était pas de ce monde. Il ne pouvait prétendre au même genre de sympathie que font naître la tendre bonhomie de Chardin, la candeur d'un Corot ou la perfection d'un Degas. En un mot, c'était un lyrique, le dernier des êtres rayonnants qui, de Vouet à Le Brun, dans la galerie du Louvre et aux plafonds de Versailles, se sont identifiés à la gloire de l'État.

Tout enfant, dans l'escalier de la maison qu'il habitait avec sa mère, sur la place claustrale et plantée d'acacias de la rue de Furstemberg, il lui arrivait de rencontrer un mince vieillard bilieux, à toison presque bleue et à foulard orange. C'était Eugène Delacroix, qui travaillait alors à ses sublimes peintures de la chapelle des Saints-Anges, et promenait dans ce coin provincial de Paris son démon et son air de prince en exil, sans voir peut-être le petit garçon qui serait un jour son héritier.

Cette palette héroïque, le jeune Besnard l'a ramassée : mais il en a ôté les nuances orageuses et tragiques, et, pendant soixante ans, à travers toutes les épreuves qui ne lui furent pas épargnées, n'a gardé que les éléments de luxe et de bonheur, n'a fait que développer les strophes d'un hymne de confiance à la vie et d'une Ode à la joie. Chez cet homme fastueux, ce grand artiste patricien, que nous conduisions l'autre jour parmi ses pairs, au Louvre, saluons, comme chez Delacroix, ce qu'il ne nous sera plus donné de voir : le dernier éclat de l'humanisme et la suprême lueur du couchant de Venise, après Titien et Tiepolo.

LOUIS GILLET.

A L'EXPOSITION DE L'ORANGERIE

LES PEINTRES DE LA RÉALITÉ

Les « peintres de la Réalité au XVIIe siècle » : le mot est de Champfleury, ce curieux esprit, maussade, brouillé avec les Grâces, dans son étude sur les Le Nain, la première qui nous ait donné quelques lumières précises sur l'œuvre et l'existence de ses vieux compatriotes. Seulement, il les tenait alors pour des réfractaires comme lui-même, petit groupe opiniâtre, boudant le Grand Siècle, en marge du Louvre et de Versailles. Ce sera le mérite de M. Paul Jamot, auteur de tant de travaux précieux sur la peinture française, et qui ne vénère et ne chérit pas moins Poussin que les Le Nain, de nous avoir aidés à nous faire des choses une opinion plus juste. C'est un des plus grands services qu'il nous aura rendus. L'exposition qu'il vient de réunir à l'Orangerie est peut-être la plus importante que nous ayons vue depuis trente ans : elle marquera une date presque aussi mémorable que celle des Primitifs français, événement de nos jeunes années. C'est tout un chapitre inédit de notre histoire artistique que nous venons de retrouver.

Le catalogue, modèle de goût et d'érudition, est du principal collaborateur de M. Paul Jamot, le très savant M. Charles Sterling.

Le XVIIe siècle est peut-être, de tous les siècles, celui qui a donné lieu d'écrire le plus de sottises. Depuis le romantisme, la mode était de le condamner presque en bloc. Il n'y a pas vingt ans que l'Italie s'est avisée de réhabiliter ses maîtres du *seicento*, et d'entreprendre sur l'art des Carrache, des Guide,

des Guerchin le même travail dont la critique, depuis plus d'un demi-siècle, ne jugeait pas indigne le plus barbare des Primitifs. En France, depuis les Goncourt, les amateurs n'avaient de regards que pour les peintres brillants du XVIIIe siècle. Le goût est exclusif : il a sur les yeux le bandeau de l'Amour ; il n'est pas permis d'en soulever qu'un petit coin à la fois. C'est ainsi que l'histoire de l'art devient celle de nos aveuglements, une partie de cache-cache où nous n'entrevoyons jamais que des fragments épars et fugitifs de la Beauté.

En réalité, le XVIIe siècle (je parle, bien entendu, de la peinture française) était, jusqu'à ce jour, pratiquement inconnu. Il souffre du préjugé absurde où nous sommes élevés : contre Louis XIV. Il suffit de voir, dans la grande *Histoire de l'art*, d'André Michel, à quoi se réduit le tableau de cette époque : c'est le néant. Quatre ou cinq noms, toujours les mêmes, contre le foisonnement illustre des peintres flamands et hollandais ! C'est par un pur hasard que M. Louis Demonts, il y a une douzaine d'années, faisait entrer au Louvre un resplendissant Jacques Blanchard, ce maître que Sauval appelait le « Titien français » ; c'est lui encore qui, vers le même temps, nous instruisait des œuvres romaines de Simon Vouet, et parvenait à identifier quelques toiles de Charles Dufresnoy. Sans lui, sans les recherches d'un étonnant collectionneur, M. Charles Magnin, qui demeurera le La Caze du XVIIe siècle, que saurions-nous ? Faut-il ajouter que, comme les meilleurs livres que nous possédions sur Poussin (ceux de Friedelander et d'Otto Grautoff), le seul ouvrage sérieux qui existe sur toute cette école française du XVIIe siècle est encore dû à un Allemand, M. Werner Weisbach (1) ?

Mais revenons à l'exposition de l'Orangerie. Pour faire plaisir à M. Jamot, on a voulu donner une place, dans ce cercle des réalistes, au prince des poètes, au rêveur solitaire des *Funérailles de Phocion* et des *Bergers d'Arcadie*, dont nous reconnaissons dans un coin la moue autoritaire et le masque de vieux lion. Le centre de l'exposition devait être naturellement le trio des Le Nain : c'est eux qui la baptisent et lui donnent son sens : tout devait se grouper autour d'eux. Mais

(1) Werner Weisbach. *Französische Malerei des XVII Jahrhunderts*, in-4°, 1932, Heinrich Keller édit., Berlin.

sur ce point, le programme initial a dû être un peu modifié. La belle exposition Le Nain organisée au Petit Palais il y a quelques mois par M. Raymond Escholier, et qui a permis d'apporter sur l'œuvre des trois frères tant de précisions nouvelles, rendait cette partie du projet superflue. Cette première exposition est la préface de la nouvelle : il était désormais inutile d'y revenir. M. Charles Sterling a cependant trouvé moyen d'accroître singulièrement notre connaissance de la question Le Nain : trois ou quatre tableaux inédits, comme celui des *Tricheurs*, ou la *Procession du bélier*, ou encore *le Jardinier*, qui n'avait jamais paru publiquement qu'à Rotterdam, s'ajoutent au petit nombre des pièces authentiques qui composent l'œuvre de ces grands artistes.

La surprise capitale est toutefois le portrait en pied de M. de Troisvilles, le capitaine des mousquetaires, immortalisé par Dumas. Ce portrait d'apparat, en écharpe et cuirasse, fort lisiblement signé et daté de 1644, et qui avait échappé à tous les historiens (il sort pour la première fois d'une collection de Rueil), vient confirmer d'une façon assez inattendue certains renseignements que nous donnent les contemporains, et déranger passablement l'opinion que nous nous étions faite sur la situation mondaine des « peintres de la réalité ». Il faut se rendre à l'évidence : ces peintres rustiques n'étaient nullement des parias, des rebelles en rupture de ban avec la société, mais des aristocrates, recherchés de la Cour et des cavaliers du Marais. Nous savons maintenant à quoi nous en tenir sur ces prétendus roturiers ; nous saurons ce que Félibien voulait dire, quand il nous parle du « chevalier Le Nain ».

Je voudrais dire un mot de Jean Michelin, ce petit-maître assez nouvellement découvert, dont je ne connaissais que par une photographie le tableau de New-York (déjà semblable à un Claude Gillot, lui-même le maître de Watteau), et pas du tout celui de Stockholm ; j'aimerais parler de Valentin, le plus spirituel des disciples de Caravage, auquel il ajoute un élément si personnel de drame, de romanesque, de volupté et de poésie ; puis de Claude Vignon, ce « baroque » puissant et négligé, qui fait penser quelquefois à Rembrandt, puis de ce gracieux Tassel, du robuste Quentin (qui a des parties de Courbet ou d'Alphonse Legros), enfin de cet étonnant Tournier, dont le *Calvaire* de Toulouse, avec ces deux bras jaillissant de l'ombre

et embrassant la croix, comme un noyé s'accroche à une épave dans le déluge, est un des plus beaux cris mystiques que je connaisse dans la peinture.

Mais la grande révélation sera, pour le public, celle de Georges Dumesnil de la Tour. Ce maître de Lunéville, des plus estimés en son temps, avait été totalement oublié depuis deux siècles. On connaissait de lui à Nantes deux tableaux signés, que le catalogue, en dépit des dates, attribuait par une fantaisie inexplicable au fameux pastelliste de Mme de Pompadour. Un autre tableau, à Rennes, passait sous le nom des Le Nain. Ce morceau, exposé à Londres avec un ou deux autres, à l'exposition française de Burlington-House, produisit une sensation profonde. Mais déjà deux ans auparavant, un *Saint Sébastien* du même maître, acquis en 1929 par le musée de Berlin, et qu'on avait pu croire digne de Vermeer de Delft (c'est sous ce nom qu'il fut acheté en 1907 par un amateur d'Amérique), avait attiré brusquement l'attention sur cet inconnu. On voyait s'y manifester une personnalité de premier ordre. Au milieu de la salle des Caravagistes, au *Kaiser-Friedrich Museum*, à côté de chefs-d'œuvre de Caravage même et de son école, le tableau de Georges Dumesnil s'impose immédiatement par une tonalité taciturne, une construction volontaire, et par je ne sais quoi de systématique et d'abrupt, qui se mêle à du mystère et à de la tendresse.

Une douzaine de tableaux, voilà tout ce qu'on connaît à cette heure de Georges Dumesnil : on les trouvera tous réunis à l'Orangerie, celui de Berlin, celui de Stockholm, celui de Chambéry, celui d'Épinal, celui du Louvre, ceux de Nantes et de Rennes, plus deux ou trois tableaux appartenant à des particuliers, comme M. Louis Delclève et M. Pierre Landry. Grâce à M. Sterling, la controverse fort animée, ouverte depuis quelques années au sujet du *Vielleux* de Nantes, attribué à l'école espagnole, paraît définitivement tranchée à l'avantage de Dumesnil : la comparaison avec le magnifique *Saint Jérôme* de Stockholm lève tous les doutes. Un maître qui permet de penser d'une part à Herrera ou à Mayno, de l'autre à Vermeer, est un homme dont ce seul fait laisse mesurer l'envergure.

Le seul tableau qui porte une date est le *Reniement de saint Pierre*, du musée de Nantes, peint en 1651, l'année qui

précède la mort du maître : ce n'est pas le plus agréable (il s'en faut), mais c'est le plus complexe des ouvrages de l'auteur, le plus richement orchestré et le plus étudié dans ses combinaisons. On doit le tenir pour le testament et le dernier mot de l'artiste. Il est donc permis de penser qu'en remontant de proche en proche, par une marche rétrograde, du composé au simple, on refait à rebours l'itinéraire de ce maître singulier.

Pour moi, quel que soit le prix de sa dernière manière, je préfère hautement les œuvres de sa jeunesse. Le tableau de Berlin, ce bloc de porphyre pourpre et noir, est un des plus imposants du monde. C'est le thème de la compassion, de la lamentation sur la mort d'Adonis. Le beau corps juvénile est renversé à terre, la tête noyée dans l'ombre, une flèche dans la poitrine. Un groupe de quatre femmes, comme des Pitiés sorties de la nuit, une huile sainte suée par les ténèbres, s'approche du moribond à la lueur d'un flambeau. La première, en corsage rouge brique, s'agenouille et soulève, pour lui tâter le pouls, le poignet du blessé. La seconde, en noir, ouvre les mains avec un geste de sœur de charité ; une troisième, par derrière, sanglote dans son mouchoir. Mais la plus belle, au fond, est une vieille qui prie, enterrée sous des voiles de veuve, enveloppée de deuil et de nuit par le sombre capuchon, qui ne laisse visibles de toute sa personne, comme un mince croissant au ciel, que des lèvres pieuses et des mains jointes.

Ce qui frappe dans ce tableau (sans nul académisme : les costumes sont Louis XIII) c'en est le caractère recueilli et géométrique, volontaire et monumental. Échelle de tendresses qui descendent sur une agonie! L'éclairage est prodigieux, par l'architecture, l'épannelage, les décrochements de plans qu'il détermine ; ce qui l'est plus encore, c'est ce dessin particulier, qui ne s'arrête jamais de définir et de préciser, jusqu'à faire de la torche une sorte d'iris, de flamboyante orchidée, pareille à un savant ouvrage de verrerie. Ce Dumesnil, c'est un styliste, un étonnant cubiste ! Jamais tant de préoccupations intellectuelles, jamais tant de problèmes abstraits, jamais tant de noblesse dans le « vérisme » puissant et un peu court de Caravage. Et en même temps, la sourde présence d'une tradition française entièrement différente de celle des Le Nain, qui tient

toujours un peu de la miniature : la tradition des vieux *Calvaires* et des *Mises au tombeau*, comme le *Sépulcre* de Saint-Mihiel, et que représente en peinture le grave retable de Nouhans.

Je ne fais qu'effleurer le sujet. Que de choses à dire sur Rivalz (dont *l'Apothicaire* de Toulouse a quelque chose d'un Velazquez), sur La Hire, sur Bourdon, sur des peintres de natures-mortes comme Baugin ou Linard ! Quelle richesse incroyable dans cette époque que nous imaginions si pauvre ! Quel homme que ce Vouet, dont nous ne parlions naguère encore qu'avec mépris ! Quel charme dans ce Laurent Fauchier, le peintre de Mme de Grignan ! Que de trouvailles à faire encore, que de lacunes à combler partout ! De qui est le *Festin d'Hérode* de l'église de Chaumont ? De qui l'ascétique *Stella* du musée de Lyon ? De qui le splendide *Joueur de Luth* du musée de Hambourg ? Il se vérifiera bientôt que ce début du XVIIe siècle a été aussi dru, aussi vert, aussi fécond et aussi créateur en peinture que dans tous les genres : en tout sens, cette époque de Malherbe, de Corneille, de Descartes, de Pascal, du vieux Mansart, de la jeunesse de La Fontaine et de Molière, ce siècle de Louis XIII et de Richelieu est l'âge héroïque, le grand Siècle.

L. G.

A TRAVERS LES THÉATRES

Théatre Saint-Georges : *l'Age de Juliette*, comédie en 3 actes de M. Jacques Deval. — Théatre Daunou : *les Frénétiques*, pièce en 2 parties et 7 tableaux de M. Armand Salacrou. — Athénée : *Tessa*, comédie de Margaret Kennedy et Basil Dean, adaptée par M. Jean Giraudoux. — Comédie des Champs-Élysées : *Chaud et froid*, pièce en 3 actes de M. Crommelynck. — Odéon : *Jeanne d'Arc*, pièce en 32 tableaux de M. Saint-Georges de Bouhélier. — Théatre des Mathurins : *Sainte Jeanne*, pièce en 5 actes de M. Bernard Shaw.

Avec *l'Age de Juliette* que représente actuellement le théâtre Saint-Georges, M. Jacques Deval a écrit une pièce agréable et aussi fraîche que le célèbre vers de Musset où sont vantés les quinze ans propices aux premières amours.

A vrai dire, nous ne croyons guère aux deux personnages que l'auteur nous propose ni à leur déconcertante aventure. Ces personnages sont Serge, dix-neuf ans, et Muriel, dix-sept ans. Ils s'aiment sans espoir, car leurs parents se refusent à les marier. Cette obstination va conduire les jeunes gens au suicide. En un jour de printemps qui sera leur dernier, ils se rendent au restaurant d'Armenonville pour quitter la vie à l'issue d'un bon repas, selon la coutume des anciens. Serge n'a pas de quoi payer l'addition, mais ses poches recèlent trois tubes de gardénal propres à dispenser le couple de toute inquiétude sur le quart d'heure de Rabelais.

Les plats se succèdent sur la table. Un maître d'hôtel diligent veille à tout et s'empresse, car il prend les deux convives pour un jeune archiduc et sa compagne. Cela sur la foi d'un coup de téléphone venu récemment d'un palace et destiné à lui signaler l'arrivée proche de cette illustre clientèle.

Par malheur, la confusion se découvre au moment où les coupables en sont au café. Le gérant, sévère, les remet aux mains du maître d'hôtel chargé de les conduire au poste. Mais ce dernier

s'attendrit sur la jeunesse de ces prisonniers et les laisse s'enfuir par les allées du Bois.

Dans ce premier acte, qui par lui-même est peu de chose, M. Deval montre toutes ses qualités théâtrales qui font merveille. Mais on se demande comment il va continuer.

Au second acte, nous retrouvons Serge et Muriel installés cette fois au Claridge, leur gardénal à portée de la main. Et c'est le premier acte qui recommence, sans les mêmes effets de surprise. Cette fois, personne ne viendra troubler le bonheur des deux fugitifs ni leur suicide. Quand le rideau tombera, ils s'endormiront réunis dans le même sommeil... pour se réveiller à l'acte suivant dans une clinique.

Ce troisième acte est le meilleur de la pièce. Au sortir de l'inconscience où ils gisaient, et déçus par ce retour à la vie, Serge et Muriel songent à leurs parents redoutés, à l'algarade qui les attend : « *Ils ont dû venir pendant que nous dormions* », dit Muriel. Et Serge, aussitôt : « *Non. S'ils étaient venus jusqu'ici, nous aurions des bleus.* » Ces parents impitoyables se sont contentés d'envoyer, les uns une vieille tante, les autres un vieil oncle, qui tancent rudement les coupables et leur apprennent qu'ils seront unis, puisque tel est leur vœu, mais dans la pauvreté. Serge ne deviendra jamais architecte. Il abandonnera les Beaux-Arts pour gagner sa vie chez un entrepreneur. Muriel travaillera en qualité d'ouvrière dans une maison de reliure.

Ne craignez rien : tout s'arrange, grâce à l'arrivée du maître d'hôtel, indigné d'abord contre ses singuliers clients et fort ému ensuite devant leur désespoir. Il sauve Serge du déclassement en lui offrant cinq mille francs pour continuer ses études. Voilà qui est touchant. Le malheur est que nous avons quelque peine à croire à ce bon Samaritain d'Armenonville. Mais à quoi bon chicaner l'auteur ? Il nous suffit qu'il ait tout l'esprit qu'on lui connaît. Et puis sa pièce est très bien jouée. M. Paul Bernard et Mlle Hélène Perdrière forment un couple plein de séduction. M. Alerme est un savoureux maître d'hôtel. M. Marcel Simon et Mme Géniat prêtent toute leur autorité à deux personnages épisodiques.

***

Les dons scéniques qui imposent la pièce de M. Deval, malgré ses invraisemblances, manquent un peu aux *Frénétiques*

de M. Armand Salacrou. L'auteur a été mieux inspiré en d'autres occasions. Il nous offre cette fois une peinture des milieux du cinéma qu'on trouvera fort convenue.

Son Lourdalec, créateur et propriétaire des studios du même nom, figure ici l'homme d'affaires international qui renverse les ministères et fait trembler les chefs d'État. Nous avons vu cela bien des fois et il y a trop longtemps que ces poncifs n'abusent plus personne. Le théâtre retarde-t-il à ce point sur la littérature romanesque ? On peut se le demander au cours de la scène où ce fameux dictateur de l'industrie cinématographique menace par téléphone de ruiner la prospérité touristique d'un pays étranger qui lui refuse le visa de sa censure. Et par quel moyen? En lançant un film documentaire destiné à montrer les tares du pays en question. C'est un peu enfantin.

L'aventure sentimentale qui fait le fond de la pièce l'est aussi. Max Morand, le metteur en scène de Lourdalec, vient d'épouser une agréable jeune fille. Cette union excite la jalousie de la grande étoile de l'écran, Élisabeth de Vigny, épouse de Lourdalec dans le privé et ancienne maîtresse de Max Morand. Pour tirer vengeance de l'infidèle, Élisabeth de Vigny fera débuter la jeune Mme Morand au cinéma. Elle la poussera surtout dans les bras d'un bellâtre de la troupe, qui ne tardera pas à devenir son amant. Ainsi Max, trahi dans son ménage, reviendra peut-être à celle qui ne l'a pas oublié.

La manœuvre échoue, et Max, tout à sa douleur en apprenant qu'il est trompé, jette la révélation de cette sombre histoire à la face de Lourdalec. Ce dernier, furieux, répudie sa femme, et nous apprenons du même coup qu'une telle infortune ne l'atteint pas seulement dans son amour-propre, mais dans son cœur. Oui, ce grand capitaine d'industrie aux propos cyniques a conservé un cœur. Il se consolera vite d'ailleurs en jetant son dévolu sur la petite Mme Morand, qui succédera auprès de lui à Élisabeth de Vigny.

M. Charles Dullin a composé le rôle de Lourdalec avec ses moyens habituels qui imposent leur puissance sous une apparente simplicité. Il rendrait le bonhomme véridique, si c'était possible. M. Raymond Maurel réussit de même à sauver le personnage de Max Morand. Mlle Spinelly en Élisabeth de Vigny ne se tire d'affaire qu'en raison de la complicité qu'un nom aimé lui assure avec le public. Mlle Assia joue Jacqueline comme elle peut. On la

regarde avec plaisir. Quelques tableaux où l'on assiste à des prises de vues ont permis à M. Raymond Rouleau de donner à cette pièce la mise en scène nécessaire à récréer le public.

***

Pour son spectacle de rentrée, M. Louis Jouvet a eu l'heureuse idée de présenter à l'Athénée *Tessa* (la Nymphe au cœur fidèle). Cette pièce, tirée par miss Margaret Kennedy de son roman *The constant Nymph*, avec la collaboration de l'auteur anglais Basil Dean, fut adaptée en français par M. Jean Giraudoux.

A la vérité, il y avait bien la matière d'une pièce dans ce gros roman chargé de malice et de poésie. Mais on ne pouvait l'utiliser qu'à condition d'écarter du même coup tout ce qu'un ingénieux récit nous y apporte sur les sentiments et les âmes des personnages. Au théâtre, il faut aller vite et débrouiller les situations sans rien laisser en route. Cela dit, reconnaissons que M. Giraudoux a trouvé là de quoi satisfaire ses plus chers penchants. L'aventure d'une petite fille qui s'éveille à l'amour, l'atmosphère de farce où se développe une partie de l'histoire, les vaines leçons que la vie réelle prétend y donner au rêve lui fournissent autant de thèmes à enchanter son esprit.

Tessa, le personnage principal, est l'une des nombreuses filles du grand musicien Sanger. Étrange famille que celle-là ! Elle habite dans le plus curieux désordre un chalet du Tyrol. Il y a d'abord Sanger le père, que nous ne voyons pas. Retiré dans sa chambre, il y compose à grand renfort de libations. Autour du réduit paternel s'agitent les enfants que Sanger a eu de femmes diverses rencontrées en tous les coins du monde. Kate, l'aînée, est la seule qui ait quelques notions d'ordre. Elle s'évertue à tenir la maison que les autres bouleversent allègrement. Les autres, c'est-à-dire Paulina, Tessa, Antonia et Suzanne, la plus jeune, fille de la grosse Linda Cowlard, une dame encore ardente et qui loge là, en compagnie de son favori du moment, Kiril Trigorin.

La famille Sanger compte également un fils, le jeune Sébastien qui, à dix ans, s'exprime avec la gravité d'un homme. En apprenant que sa sœur Antonia a fait une fugue à Munich en compagnie d'un jeune ami de la maison, il parle de provoquer le séducteur en duel.

Un disciple du vieux Sanger complète ce curieux ensemble :

Lewis Dodd, nonchalant et fantaisiste, se meut à l'aise au sein d'une telle bohème. C'est M. Louis Jouvet qui joue le rôle et il donne au personnage l'aspect tantôt hagard et tantôt passionné qui sied à son destin fantasque. La douce Tessa aime en silence ce Dodd si capricieux. L'a-t-il compris ? On veut le croire. Du moins il le lui fait comprendre, à son tour, en musique, au cours d'un duo qu'ils chantent tous les deux. Car rien ne peut s'accomplir sans musique chez les Sanger. Ce tableau sentimental semble donc s'achever sur un accord parfait.

Erreur ! Tout sera bientôt bouleversé. Le vieux Sanger meurt et un de ses parents, l'oncle Churchill, arrive de Londres pour prendre les décisions nécessaires au sujet des enfants. Malheureusement, il amène avec lui sa fille Florence dont la beauté trouble beaucoup Dodd. A tel point que l'infidèle oublie Tessa pour la nouvelle venue, au cours d'une scène de séduction rapide jusqu'à l'invraisemblance. Voilà Dodd fiancé de Florence, qu'il n'avait jamais vue une heure avant.

Nous retrouvons au tableau suivant Lewis marié qui déjà s'ennuie à Londres avec Florence. Le luxe banal de leur appartement lui pèse autant que les prévenances de sa femme. Il regrette le désordre Sanger dont les principaux éléments ont été dispersés. Antonia a épousé son complice du début ; Pauline, Tessa et Sébastien sont en pension. Cette triste vie va-t-elle durer ? Non, car les trois jeunes Sanger, incapables de rester plus longtemps à l'attache, s'évadent de leur pension et tombent un beau soir à l'improviste chez les Dodd. Florence veut les renvoyer d'où ils viennent, mais Lewis, ravi, obtient leur grâce.

Ce geste décidera de tout. L'inconstant Lewis est repris d'amour pour Tessa. En vain Florence, jalouse, tentera-t-elle d'éloigner la jeune fille. En vain son courroux l'entraînera-t-il à une scène de violence contre sa rivale qu'elle injurie. Tessa et Lewis iront l'un vers l'autre sans que rien puisse désormais les arrêter. Dans ce double mouvement de passion, il n'y a qu'un seul amour, à la vérité : c'est celui de Tessa qui, tout entière, sera dupée par son rêve. Lewis, lui, n'est sujet qu'à une nouvelle fantaisie : ce qu'il aime chez Tessa, c'est la vie libre, la course reprise vers le hasard et l'aventure. Course qui, cette fois, ne le mènera pas loin. Lewis s'enfuit avec la jeune fille et tous deux quittent l'Angleterre. Puis, quand il se voit à Bruxelles dans une misérable chambre meublée, en compagnie de cette enfant, un scrupule le saisit. Il

comprend sa folie et veut revenir en arrière. C'est trop tard. Tessa refuse de le quitter. Mais elle a compris avec horreur que c'est lui qui, en esprit, la quitte déjà. Faible, épuisée par le voyage et par tant d'assauts contradictoires, elle meurt, tandis qu'il tarde à la recueillir entre ses bras.

Mlle Madeleine Ozeray, qui joue Tessa, est d'une grâce exquise. Elle évoque tout le mystère, toute la tendresse attentive et fervente qu'on prête à l'héroïne. Mais si nous consentons que la Tessa du roman n'ait que dix-sept ans, ce trop jeune âge nous gène dans la pièce. Car le roman nous laissait imaginer Tessa, tandis que la pièce nous la révèle. Nous perdons une fée, nous retrouvons une enfant dont la rivalité, même avec une très jeune femme comme Florence, surprend un peu. Cela ne diminue en rien la composition que Mlle Ozeray a faite du rôle. Les autres acteurs jouent dans un excellent mouvement d'ensemble. Mme Yolande Laffon est d'un ton toujours juste dans le rôle de Florence. M. Pierre Renoir est un digne oncle Churchill. M. Sokoloff a tracé une silhouette amusante de vieux serviteur. Mme Paule Andral interprète la dernière épouse de Sanger avec beaucoup de comique. Mlles Simone Denis, Lisbeth Clairval et Claude May complètent à merveille cette turbulente famille, et le jeune Jean Paqui a beaucoup d'autorité dans le rôle du jeune Sébastien. Ainsi nous est démontré une fois de plus que les éléments les plus divers forment toujours une bonne troupe quand un metteur en scène tel que M. Louis Jouvet leur imprime le mouvement.

* * *

M. Crommelynck, dont l'œuvre appartient au domaine de la poésie, s'alimente à deux sources d'inspiration différentes. L'une est lyrique, et l'autre comique. Cet assemblage ne donne pas toujours d'heureux résultats. Il se retrouve dans *Chaud et froid* qu'on a joué récemment à la Comédie des Champs-Élysées. Au début, le comique l'emporte et la pièce s'engage assez bien. Puis, l'autre muse qui s'en mêle bientôt répand de fâcheuses nuées sur le spectacle.

Une jeune femme, Léona, trompe son mari, M. Dome, avec deux amants auxquels un troisième va bientôt s'ajouter. Chacun d'eux se croit seul favorisé, ce qui nous vaut quelques effets fort plaisants. En réalité, Léona est fatiguée de Thierry et de Belmasse

qui l'ont assez divertie, et elle s'applique à les renvoyer dos à dos pour laisser la place libre à l'autre larron, Odilon, dont la puissante carrure a d'irrésistibles attraits. Entre ces différents personnages se jouent des scènes de va et vient que favorise une servante délurée.

Mais voici du nouveau. M. Dome, atteint d'un mal subit, a été ramené chez lui, mourant. Quelques heures lui restent à vivre. Léona se prépare dignement au veuvage, tout en formant des projets de départ avec le cher Odilon, grande bête toute en muscles et qui brûle d'emporter sa maîtresse dans ses bras, bien loin de ce pays. C'est alors qu'une femme inconnue surgit, nommée Félie, qui se dit parente de M. Dome, et force l'accès de la chambre où il agonise. Parente ? Non point. On saura bientôt que c'est sa maîtresse. La révélation est surprenante. M. Dome, ce balourd qui s'endormait après les repas et passait les nuits à ronfler, M. Dome possédait une maîtresse ! Léona, soudain, découvre un nouveau visage au mari dédaigné. Elle interroge Félie et bientôt apprend d'elle des choses étonnantes. Il paraît que M. Dome se plaisait à courir dans les prés avec sa douce amie, qu'il vantait sa démarche et lui disait : « Tes pieds ne touchent pas terre »... Et du coup, voilà Léona jalouse.

L'idée est ingénieuse. Elle suffirait à porter la pièce, si l'auteur ne s'exprimait dans un vocabulaire étrange qui enlève toute réalité aux personnages et les pare en retour d'une valeur poétique assez discutable. Il en résulte que l'aventure, engagée d'abord selon le mode de la farce classique, tourne bientôt au drame symbolique et n'en retire rien de bon.

Or M. Dome vient à mourir et, une fois mort, passe grand citoyen. Le bourgmestre le célèbre en tous lieux. Les différents partis politiques se réclament de sa pensée. Pourquoi ? On n'en sait trop rien. Il y avait peut-être là un sujet dont la pièce ne nous livre que le schéma.

Et la rivalité entre les deux femmes atteint son paroxysme, quand Léona, quelques jours après la mort de son mari, apprend que le défunt, par les clauses de son testament, a réservé à Félie une place auprès de lui dans son tombeau...

Le rôle délicat de Léona a trouvé un interprète idéal en la personne de Mlle Rachel Berendt, tour à tour et à point nommé séduisante, spirituelle et même émouvante. Sa présence sauve la pièce dans les pires moments. Mlle Suzet Maïs, qui figure la ser-

vante Alix, fait la joie de la soirée. Mmes Christiane Jean et Marcelle Haina représentent avec beaucoup de justesse Félie et Ida. Les rôles d'hommes ne sont pas moins bien tenus par M. Palau dont le comique toujours si sûr fait merveille dans le personnage du bourgmestre, et par MM. Jean Tissier, Jacques Cruvin et Maurice Bénard qui incarnent respectivement Belmasse, Odilon et Thierry.

***

M. Saint-Georges de Bouhélier a fait représenter l'année dernière à l'Odéon un *Napoléon* qui, tout en demeurant fort loin de la réussite, témoignait d'un effort intéressant. Un souffle assez ample passait même dans certaines scènes. Aujourd'hui, le voilà qui revient en ce même Odéon avec une *Jeanne d'Arc.*

La *Jeanne d'Arc* de M. de Bouhélier se déroule sur trente et un tableaux et un épilogue qui évoquent la vie et la mort de l'héroïne. C'est dire qu'ils nous font assister à des conversations interminables dont aucun propos ne rompt jamais la banalité, à des combats risibles autour d'une forteresse de carton, au sacre de Reims accompagné en musique, voire même à la scène du bûcher. De ces paroles vaines, de ces gestes confus et de ce tintamarre, sans grandeur, il ne sort rien : ni une légende, ni un poème, ni une péripétie dramatique. M. Saint-Georges de Bouhélier croit sans doute faire de l'imagerie d'Épinal. Mais ses couleurs restent pâles et il ne trouve en aucun cas le coup de pinceau bourru qui signe une œuvre de main d'artisan, ni l'apostrophe dont l'esprit subit malgré lui le prestige. C'est tout un art que de se montrer familier. Faire parler les contemporains de Jeanne d'Arc comme on parle en 1934 nous semble une bien dangereuse entreprise. Quand les personnages de M. Bouhélier s'écrient avec conviction : « Vous vous rendez compte !... » ou « Pas possible !... » ou quand nous entendons les gens de la cour de Charles VII s'entretenir des événements sur le ton qu'un vaudevilliste prêterait aux habitués du Café du Commerce occupés à discuter la guerre de 1914, ce qui nous frappe, c'est moins la familiarité que la platitude de leurs discours.

Chacun des pantins que M. de Bouhélier délègue sur la scène s'emploie à nous faire un petit résumé d'histoire. Henri V d'Angleterre, qu'un de ses interlocuteurs traite de grand roi, répond avec complaisance : « Je ne sais pas si je suis un grand roi, mais ce qu'il y a de certain, c'est que j'ai réussi en trois ans

à faire l'unification des royaumes de France et d'Angleterre. » Ysabeau de Bavière reproche aux Anglais leur manque de parole et s'écrie : « Rappelez-vous que j'ai signé avec vous, il y a deux ans, ce traité aux termes duquel, etc... » Pierre Cauchon profère contre Jeanne des injures sans éloquence. Et celle-ci, interrogée sur les propos que lui adressaient ses voix, répond : « Elles m'ont dit de ne pas m'en faire... » Tel est le ton.

M[lle] Falconetti qui joue Jeanne d'Arc se dépense et même se prodigue en gestes, en cris, en soupirs. Et tout cela semble fort inutile. Les décors sont beaux, les costumes fort réussis.

* * *

La Compagnie Pitoeff a eu l'heureuse inspiration de reprendre la *Sainte Jeanne* de Bernard Shaw au théâtre des Mathurins. Nous ne saurions trop conseiller à M. Saint-Georges de Bouhélier de l'aller voir. Il y apprendra que pour évoquer ce grand destin, point n'est besoin de se risquer à écrire une partition d'orchestre. Un simple violon y suffit. Surtout quand il est manié par un exécutant aussi touché du don de poésie et aussi bourré de malice que M. Shaw.

L'auteur irlandais s'est d'autant mieux conformé à la vérité historique qu'elle lui fournissait plus d'occasions d'accabler l'Angleterre. Et l'on sait tout le plaisir qu'il prend à cet exercice. Cela vaut aux juges français du tribunal de Rouen un traitement de faveur. Il nous les montre gens loyaux et fermes sur la doctrine. En face d'eux, le chapelain de Stogumber fait triste figure. Son zèle à servir la cause du roi d'Angleterre l'amène bien vite à lui donner le pas sur celle de Dieu.

Ce qui retient dans la pièce de M. Bernard Shaw, ce n'est pas tant l'exactitude plus ou moins contestable de tels détails que l'ingénieuse philosophie qui s'en dégage. Le péril que fait courir à l'autorité de l'Église une femme triomphante et visitée par les saints, la crainte qu'elle inspire à la noblesse en ralliant autour d'elle le menu peuple dressé pour défendre une terre qui n'est plus féodale mais nationale, à leurs yeux, tous ces problèmes nouveaux posés par une paysanne dont l'intervention bouleverse l'Histoire, forcent habilement l'accès de notre esprit. Et la partie est si bien engagée que nous acceptons qu'elle prenne parfois le ton de l'humour.

Parfois le procédé tourne à la charge, et nous entendons

l'archevêque de Reims tenir sur la mise en œuvre et la bienfaisance sociale des miracles quelques propos derrière lesquels le visage de l'auteur apparaît un peu trop. Mais ce n'est qu'une pirouette passagère et M. Shaw sait se détourner à temps de ces effets qui, s'ils se répétaient, compromettraient le caractère poétique de sa pièce. Nous remontons de plusieurs degrés avec la scène du procès. Les réponses véridiques de Jeanne y figurent telles que nous les restituent les pièces d'archives. C'est là que l'auteur joue sa grande partie et la gagne. Il faut également mettre à part un épilogue fort curieux qui nous conduit dans la chambre à coucher de Charles VII, vingt ans après l'exécution de Rouen. Le frère Martin, qui siégea parmi les juges du procès, apparaît au roi et lui apprend la réhabilitation de Jeanne. Celle-ci se montre à son tour, suivie bientôt des principaux personnages de l'histoire qui font les uns et les autres amende honorable devant elle. Et nous apprenons par un envoyé de Rome, que l'Église, ayant définitivement revisé le procès de Jeanne d'Arc, a décidé de la canoniser.

La nouvelle sainte, honorée de tous ses compagnons, leur demande s'il ne conviendrait pas qu'elle retournât sur la terre. Tous l'en détournent, d'un air gêné. Le monde des hommes n'est guère disposé à faire bon accueil aux saints. On ne les honore qu'après leur trépas. Jeanne d'Arc revenue parmi nous connaîtrait à nouveau le bûcher. C'est M. Shaw qui le dit. Et nous ne sommes pas éloignés de le croire.

Mme Ludmilla Pitoeff, qui joue Jeanne d'Arc, évoque bien, par la minceur de sa stature et certaine grâce souveraine, cette paysanne menue dont les témoignages versés au procès de réhabilitation nous ont restitué l'aspect. Elle a retrouvé dans ce rôle tout le succès qui l'accueillit lors de sa création. Son accent même ne nous gêne pas, tant la voix est légère et juste de ton. Je n'en dirai pas autant de M. Pitoeff qui charge son personnage de Charles VII à outrance et tombe en un comique trop facile. Parmi les autres interprètes, MM. Henry Gaultier dans le rôle de l'archevêque de Reims, Louis Salou dans celui du comte de Warwick, Jean Hort qui figure Pierre Cauchon, et Léon Larive, le chapelain de Stogumber, méritent de grands éloges.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

REVUE MUSICALE

Théâtre Mogador : *Mandrin*, opérette à grand spectacle en trois actes, d'André Rivoire et Romain Coolus, musique de M. Joseph Szulc. — Théâtre de l'Opéra-Comique : *le Nouveau Seigneur du village*, opéra-comique en un acte, livret de Creuzé de Lesser et Favières, musique de Boïeldieu. — Théâtre Marigny : *la Créole*, opérette en trois actes d'Albert Millaud, version nouvelle de MM. Albert Willemetz et Georges Delance, musique de Jacques Offenbach.

Après Fragonard, Mandrin. Le regretté André Rivoire et M. Romain Coolus sont demeurés fidèles au dix-huitième siècle, mais ont pris cette fois pour héros un brigand et non plus un artiste. Ils ont aussi changé de musicien. Malgré le beau talent de M. Gabriel Pierné, le premier de ces ouvrages n'a pu se maintenir, au théâtre de la Porte-Saint-Martin, aussi longtemps qu'on l'espérait. Il faut souhaiter au second un succès plus durable, malgré une partition beaucoup moins intéressante, car le théâtre Mogador s'est mis en frais pour le loger superbement.

Meilhac et Halévy ou Vanloo et Busnach avaient la partie plus belle, ou du moins plus facile, quand ils procuraient à Offenbach et à Lecocq les poèmes des *Brigands* et d'*Ali-Baba*. Ce n'étaient que des contes, où les bandits portaient leur férocité comme un masque et jouaient à nous faire peur. Aussi n'était-il pas malaisé d'égayer l'assistance aux dépens d'un voleur novice ou des carabiniers immortels qui, par un malheureux hasard, sont toujours arrivés trop tard. Mais Mandrin a existé, à telles enseignes qu'il est mort sur la roue, à Valence, en 1755. Ceux mêmes qui peuvent ignorer ce pénible détail savent au moins son nom, devenu proverbial ; en nos provinces de l'Est, qui ont vu les exploits de ce larron illustre, il a même supplanté le mot plus ancien de malandrin qui lui ressemble, avec le même sens. Sans doute, par certains traits de son caractère, le personnage n'est-il pas antipathique.

La contrebande dont il tirait au début ses ressources n'a jamais passé en nos pays pour un grand crime, surtout près des frontières. L'opinion ne s'est pas émue davantage quand il lui est arrivé d'enlever sur la route un convoi transportant le produit de l'impôt, car le fisc n'est guère plus populaire que la douane. Mais ensuite, mis au ban du royaume et faute d'une autre proie, il a dû se résoudre à piller un château, à rançonner un bourg. A-t-il eu du regret ? Était-il sincère quand, se voyant perdu, il offrait au Roi de se mettre à son service en redevenant un honnête homme ? C'est possible, mais sa soumission fut refusée, parce que la guerre qu'il avait déclarée aux autorités régulières, ou, comme nous dirions aujourd'hui, à la société, était devenue sans merci, probablement aussi parce qu'on estimait que sa folle audace faisait de lui nécessairement un révolté. Il ne prenait qu'aux riches, autant que possible, et traitait humainement, si les circonstances le lui permettaient, ses prisonniers. Mais il n'épargnait pas ceux qui lui résistaient, ni les soldats du Roi s'il fallait, pour forcer le passage, leur livrer bataille. Le tocsin sonnait aux clochers des villages et l'on rentrait des champs en hâte, à l'annonce de son approche.

Au total, une sombre figure, avec de grands éclats de courage et quelques lueurs de générosité qui intéressent à son sort et lui donnent du pathétique. Excellent sujet pour un drame ou un mélodrame, plutôt que pour une opérette, surtout à grand spectacle. Mais à un ou à deux poètes, il n'est rien d'impossible.

Avec soin les auteurs évitent de montrer Mandrin dans l'exercice de son dangereux métier. Il n'y est fait allusion qu'au premier et à l'avant-dernier tableau, où on le voit qui commande à ses hommes, sous le brillant habit et avec l'autorité imposante d'un chef de guerre bien plus que d'un chef de brigands. Ceux-ci, dépenaillés et goguenards, forment un chœur inoffensif où prennent tour à tour la parole trois loustics de bonne volonté : l'un ne sait pas parler aux femmes, l'autre veille à la caisse, le troisième a l'accent du Midi. Le campement est, tout d'abord, dans une forêt du Jura. Le texte l'affirme, car il y est question du fort de Joux, du village des Rousses et de la route de Champagnole. Le décor n'en veut pas convenir, avec ses arbres d'un vert massif et arrondi qui ne ressemblent pas plus à des sapins qu'à des chênes. Mais le décor, comme la pièce, ne doit pas être pris au sérieux.

Nous sommes ici pour nous amuser. Si nous ne l'oublions pas un instant, nous admettrons bien volontiers que ce brave Mandrin,

averti par une gentille paysanne d'opéra-comique, quitte son repaire pour entrer sans coup férir dans la ville de Beaune en Bourgogne, par un stratagème de vaudeville : le détachement envoyé à sa rencontre s'étant rendu, les vainqueurs ne lui ont fait d'autre mal que de troquer leurs hardes contre autant d'uniformes qui leur vont à ravir. Les bourgeois leur font fête, les prenant pour leurs sauveurs, et Mandrin a si bon air, sous l'habit galonné et le tricorne emplumé du capitaine, que du premier regard il gagne le cœur d'une vaillante fille, jusque-là courtisée vainement par un amoureux timide. Comme elle aime la chasse, elle entre en scène avec son escorte de chasseresses, qui feignent de souffler dans des cors en carton, et ce n'est pas vainement que cette ville aux crus illustres fut choisie : on y célèbre les vins du terroir, figurés par des paniers d'improbables raisins, couleur de mauve ou d'ancolie. Les maisons de la place que décore une fontaine bleue sont peintes en rouge ou en violet, comme dans un album pour enfants. La page tourne, avec la scène, par le procédé dont on use à l'Opéra pour *le Barbier de Séville*, et nous voici sur le chemin de ronde où défilent les faux soldats, pour revenir à la place et enfin retrouver toute la compagnie dans le jardin du financier. Car il n'y a pas de comédie possible, si elle se passe au XVIIIe siècle, sans un rôle de financier. Celui-ci, rubicond et jovial comme tous ses pareils, a seulement ceci de particulier, qu'il hésite entre deux jolies jeunes filles ; en quoi il a grand tort, car les deux font la paire et ne demandent qu'à s'entendre.

Mandrin, choyé par la meilleure société de l'endroit, poussera-t-il jusqu'au bout son avantage ? Tout dépend de la réponse à la lettre qu'il a fait porter à Versailles par la fine Comtoise qui déjà lui a rendu service ; en récompense, il lui constituera une dot. La voici qui revient, et il l'embrasse « comme un père ». Mais la réponse est négative : on lui refuse le droit de servir dans l'armée royale. La messagère est de fantaisie ; à cela près, l'épisode est authentique et c'est aussi le seul qui introduise un peu d'émotion vraie. Mais elle ne peut durer. Mandrin proscrit brave ses hôtes en leur déclarant qui il est, et non seulement parvient à sortir de la ville sans encombre, mais emmène avec lui comme otages les personnages nécessaires au dénouement. A l'exception toutefois de l'intrépide Isabelle qui vient de son plein gré le rejoindre, dans la grange qui lui sert de forteresse, pour se battre à ses côtés. Mandrin se hausse alors jusqu'au plus noble sacrifice. Ayant mis la jeune

étourdie à l'épreuve, il ne la trouve pas indifférente au destin du fils de famille qu'elle peut épouser et qui n'est pas indigne de devenir son époux, car il vient de montrer du cœur. Alors, il arrange leur mariage, et cette bonne action reçoit pour récompense une allégresse générale où personne ni lui-même ne semble plus se souvenir que cet homme est traqué.

Mandrin, de son vivant, ne fut jamais à tant de fêtes. Il n'en fallait pas moins à l'opérette, désireuse avant tout de chanter et danser. Le musicien a fort à faire. Il connaît son métier. Le travail qu'il a livré est très propre et s'ajuste exactement aux intervalles que l'adresse des auteurs a su lui ménager.

L'orchestre ne comprend que les instruments depuis longtemps usités en Europe, relevés seulement, de temps à autre, par la crécelle du jazz. Selon la tradition classique, les archets y dominent, sans aucune lourdeur ; l'air circule entre les parties. C'est une trame souple et brillante qui soutient les broderies de la flûte, des clarinettes, du hautbois, ou se laisse traverser par un frisson de harpes, un appel des cors. Le coloris est fin, avec de jolis détails, comme, par exemple, au deuxième acte, dans la pantomime amoureuse entre un brigand séducteur et les deux beautés qui l'agacent. Trois baisers alternés se placent tour à tour sur trois acclamations progressives, qui font envier l'heureux coquin. L'effet est facile, mais il est obtenu avec élégance.

Le musicien est moins heureux quand il faut trouver des mélodies. Rien n'est hors de propos. Il entend bien les intentions, d'ailleurs très claires, de ses collaborateurs, et sait comment il faut s'y prendre pour y répondre. L'air martial de Mandrin, qui revient d'acte en acte, doit marquer le pas sur un rythme alerte, en croches pointées, rappelant la batterie de tambour. L'air tendre d'Isabelle surprise par un charme inconnu prendra plus de douceur encore, si la romance pendant quelques instants est sans paroles. Pourtant, le premier de ces morceaux, après un joyeux départ, tourne court par une modulation un peu grosse, qui sent l'orphéon. La vocalise de l'autre ressemble à un exercice de chant. Les idées ne lui font pas défaut, mais elles sont très courtes et, après quelques notes, ne sachant plus que dire, il a recours aux artifices d'une rhétorique apprise à l'école, et aussi en écoutant les ouvrages d'autrui. Son style toujours correct manque de caractère.

Ce qui est certain, c'est que le succès, au soir de la répétition générale, a été de bon augure. Tous les airs ont été salués d'applau-

dissements sonores. On a redemandé deux et même trois fois celui de Mandrin, au deuxième acte, *les Yeux des femmes*, qui, jadis, n'aurait été jugé bon que pour le café-concert. Mais le talent de l'interprète qui l'ornait de subtiles nuances recevait sa part, la meilleure peut-être, en cet hommage. M. Jouatte, qui jusqu'ici devait toute sa renommée aux concerts symphoniques, vient de faire au théâtre un début remarquable. Peut-être n'a-t-il pas exactement le physique du rôle. On voudrait voir Mandrin plus sec de lignes, anguleux et âpre. Mais l'acteur est bon et le chanteur superbe, car il sait, par une exception qui se fait de plus en plus rare, conduire sa voix d'un bout à l'autre de son étendue avec aisance et en douceur. Il en joue comme d'un instrument, et peu importe ce qu'il chante : on a trop de joie à l'entendre.

Mme Solange Renaux, en passant de la scène de l'Opéra jusqu'à celle du théâtre Mogador, pour y devenir Isabelle, a gardé sa voix brillante et sa grâce juvénile, mais a semblé parfois un peu désorientée, cherchant sa route entre les notes de la gamme. Désordre passager, sans doute, et dû à la surprise, car jamais pareil accident ne lui était arrivé jusqu'ici. M. Friant a de l'éclat et du mouvement dans le rôle du bon jeune homme qui doit à Mandrin son bonheur. Les autres personnages sont figurés de plaisante façon par MM. Carpentier, Allard, Hérent, Vilbert, José Dupuis, Mlles Hélène Regelly, Germaine Duclos, et par Mlle Monette Dinay, à qui est due une mention particulière, malgré la brièveté de son rôle, celui de l'ingénue villageoise, tant elle y est vive et sincère. M. Diot a dirigé l'orchestre d'une manière à mériter la concentration sur sa tête, avant le dernier acte, entre le rideau clos et l'assistance qui applaudissait dans l'ombre, des feux des projecteurs.

***

Boïeldieu, né à Rouen le 15 décembre 1775, est mort à Paris le 8 octobre 1834. Le théâtre des Arts, en sa ville natale, a célébré ce centenaire, et l'Opéra-Comique a remis à la scène, pour une représentation au bénéfice de sa caisse des retraites, *le Nouveau Seigneur du village*. Ce n'est qu'un acte, mais plus riche de grâce, d'esprit, de musique surtout, que bien des ouvrages moins anciens et plus considérables. Il date de 1813. L'intrigue, selon le goût tout classique encore de l'époque, perpétue la tradition du siècle précédent. Frontin avec Lisette, Blaise, Colin, le bailli et le comte en sont

les personnages dont les noms suffisent pour indiquer les caractères. Le valet y endosse l'habit de son maître, par un déguisement de comédie italienne, utilisé, à la mode française, pour d'amusantes méprises et de jolis chassés-croisés de sentiments. Marivaux et Dancourt ont servi de modèles aux librettistes qui ont pour noms Creuzé de Lesser et Favières, et savaient trousser un couplet.

Boïeldieu est un des plus délicats musiciens que la France ait produits. La mélodie est son langage naturel. Il n'a jamais besoin de forcer ni de brusquer la note pour trouver l'expression heureuse, et sa musique peut se moquer ou se plaindre : elle garde toujours cette aimable douceur qui lui vient d'elle-même et de la joie de fleurir. Son climat est tempéré ; c'est sous un ciel clément, à l'abri des orages, qu'elle a pris ce parfum qui embaume le cœur. Elle sait être gaie sans éclater de rire et, sans un geste de passion, déclarer sa tendresse. Même aux confins de la légende, comme dans *la Dame blanche*, elle reste pensive, partagée entre la promesse d'un avenir meilleur et la mélancolie du souvenir. Elle sait s'habiller d'un orchestre élégant et clair ; quelques notes de hautbois, une ritournelle de flûte suffisent à sa parure. C'est ainsi qu'elle vient à nous, discrète et sans détour, bien plus jolie encore d'être si raisonnable ; et le secret de sa sagesse est celui de sa poésie.

Le Nouveau Seigneur du village est un croquis léger, mais net et décisif. Chaque personnage y reçoit sa vérité. Blaise, le sot, offrant une bonne bouteille à celui qu'il prend pour son maître, ou l'important bailli avec son compliment qui se trompe d'adresse ne sont pas des bouffons ; ils ont leurs ridicules avérés et fouettés de malice, mais toujours adhérents à leurs natures. Il y a de l'impertinence, mais aussi de la crânerie, avec quelque regret de l'éphémère, dans l'air de Frontin : « Pour un seul jour je serai maître. » C'est une scène très finement observée que celle où Lisette cherche à gagner les bonnes grâces du prétendu seigneur sans pourtant se mettre à sa portée. L'une s'éloigne : « Si vous restez à cette place... » L'autre s'approche : « Vous n'êtes plus à votre place... » La musique avec eux se fait distante ou entreprenante, jusqu'à l'instant plus doux où la fillette obéissante s'excuse en soupirant : « C'est que vous parlez de Colin ! »

Ces deux rôles ont été joués, au siècle dernier, par de célèbres artistes ; le baryton Martin, qui a laissé son nom à la voix qu'il avait illustrée, et M[lle] Regnault les ont créés ; plus tard, on y entendit Soulacroix et M[me] Molé-Truffier. A l'Opéra-Comique, ils ont été

confiés à deux jeunes gens, sortis depuis peu du Conservatoire, M. Enot et Mme Gaudel, qui n'ont pu y montrer, avec des voix agréables, qu'un entrain méritoire, pendant que leurs camarades plus âgés, MM. Pujol, Poujols, Gévaudan et Macaire accusaient par compensation la drôlerie des autres personnages. Mais M. Picheran a dirigé l'orchestre avec beaucoup d'intelligence, et il faut féliciter l'Opéra-Comique pour n'avoir pas complètement oublié Boïeldieu.

* * *

Le théâtre Marigny vient de remettre à la scène une opérette d'Offenbach, oubliée depuis soixante ans. Le choix en est heureux, la présentation digne de tout éloge, et le succès bien mérité.

La Créole a paru, en 1873, au théâtre des Bouffes-Parisiens, dont le musicien venait de reprendre la direction avec courage, en un temps difficile. Albert Millaud en avait procuré la comédie, et Anna Judic fut choisie pour créer le rôle principal. Après l'écroulement du second Empire et le désastre de la guerre, il ne pouvait plus être question de grandes-duchesses, de beautés cascadeuses, de nobles étrangers : la farce et la parodie étaient également hors de saison. La pièce est d'un ton plus modéré, sur une intrigue honnête entre deux couples d'amoureux que le sort désunit. L'instrument du destin est un vieux loup de mer, qui ordonne un mariage comme une manœuvre par gros temps, mais s'y entend moins bien. L'époque est celle de Louis-Philippe ; les officiers portent l'habit à revers, les marins le chapeau à rubans. Et comme le neveu du commandant, qui navigue sous ses ordres, a rencontré à la Jamaïque cette créole inoubliable, un léger coloris d'exotisme ajoute à la variété du spectacle.

La musique est délicieuse. La verve d'Offenbach s'y retrouve, sans éclats bruyants cette fois, toujours aussi entraînante pour les danses de la noce au deuxième acte ou les joyeux ébats du troisième, sur le pont de la frégate, quand le terrible commandant a le dos tourné ; mais elle prend une délicatesse et une sensibilité dont on ne la savait pas capable, pour les airs mélancoliques ou tendres, tous d'un tracé très pur, et soutenus de fines harmonies. Cette musique est d'un bon cru, qui se dépouille avec les années, perd peut-être un ou deux degrés d'alcool, mais acquiert un bouquet plus pénétrant encore.

Mlle Joséphine Baker, qui succédait à Judic dans le personnage

de la sauvageonne, a fait en un genre nouveau pour elle un très brillant début. Sa voix colorée comme son teint dans le registre ordinaire possède dans la quinte aiguë, entre le sol et le ré au-dessus de la portée, des notes d'un éclat et d'une fraîcheur incomparables. Elle en use avec art, et rien n'est plus touchant que son adieu sans rancune à l'ami qu'elle croit infidèle, ou la berceuse en murmure à ce marmot égaré sur le pont du navire, au dernier acte. Ses gestes d'une vivacité féline, les jeux de son aimable frimousse et ses roulements d'yeux malicieux et amusés montrent autant de grâce spontanée que d'esprit naturel. Auprès d'elle, M. René-Charles joue et chante avec une élégance aisée le rôle du jeune officier. M. Adrien Lamy, très finement comique, et Mlle Rose Carday, charmante à voir et à entendre, figurent de fort plaisante façon le couple antithétique des amoureux à la mode française. C'est une bien jolie scène que celle de leur duo de romances, devant un piano aux sons grêles, dans un salon noir et or, l'un vêtu de molleton brun, l'autre de soie bruissante. MM. Urban, Henry Jullien, Dréan sont excellents dans les rôles du commandant, d'un maire bégayant, et du quartier-maître Cartahut qui n'est pas trop à plaindre, car il a, lui aussi, sa créole, figurée par Mlle Carmen Lahenz avec de savoureux attraits.

Le spectacle est composé dans un goût parfait, avec des couleurs vives mais justes et toujours harmonieuses. On reconnaît, dans les figures de la danse, le style délicat et net de M. Robert Quinault. L'orchestre est dirigé par M. Labis avec autant de sentiment que d'adresse. *La Créole* ressuscitée ne nous quittera plus de longtemps.

M. Paul Dukas vient d'être élu à l'Académie des Beaux-Arts. C'est un honneur qui était bien dû à l'auteur de *l'Apprenti sorcier*, de la *Sonate* pour piano, de la *Symphonie*, des *Variations* sur un thème de Rameau, de la *Péri* toujours applaudie à l'Opéra, et d'*Ariane et Barbe-bleue* qui entre aujourd'hui à son répertoire, après de longs succès à l'Opéra-Comique. C'est un des plus puissants et profonds musiciens de notre époque, et son esprit est haut comme son caractère.

Louis Laloy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

A GENÈVE : LE DIFFÉREND ENTRE LA YOUGOSLAVIE ET LA HONGRIE

La plainte si légitime que la Yougoslavie portait devant le Conseil de la Société des nations avait provoqué un orage ; on se demandait à Genève, non sans angoisse, quelle issue pourrait être trouvée à un débat irritant et gros de menaces. L'affaire a été réglée de la manière la plus satisfaisante pour le demandeur et la plus honorable pour tous. S'il y a des vainqueurs, il n'y a pas de vaincus. L'accord entre les trois grandes Puissances occidentales, Grande-Bretagne, Italie, France, a révélé une fois de plus sa vertu pacifiante. La Société des nations est sortie à son avantage d'une épreuve difficile et a montré les services que l'on peut attendre d'elle comme instrument souple et pratique d'apaisement et de concorde. Sans doute c'est la bonne volonté active des principaux groupements de Puissances qui lui prête son efficacité ; elle n'en demeure pas moins, dans une Europe inorganisée, un excellent outil d'accommodement et d'arbitrage. La Petite Entente et l'Entente balkanique se sont manifestées unies et résolues : elles sortent renforcées de cette passe d'armes décisive; chacune d'elles constitue « une grande puissance ». La France, enfin, en se rangeant sans hésitation, sans réserves, aux côtés de son alliée offensée et meurtrie, a montré la valeur de son amitié et la netteté de son attitude ; chaque fois qu'elle agira ainsi, elle ne manquera pas d'amis et, si elle a des ennemis, ils n'oseront pas regimber. Il est démontré que le groupe des Puissances qui auraient tout à perdre à une guerre et rien à gagner est nettement le plus fort ; la paix est donc assurée ; elle le sera tant que subsistera la conjonction qui a donné sa mesure à Genève. Ainsi la franchise et l'énergie sont apparues comme la plus habile des diplomaties. La session du Conseil qui s'est terminée

le 11 décembre semble donc l'aube d'une période moins agitée et plus sereine. Avec la décision du gouvernement britannique de participer, par l'envoi d'une force militaire, à la police du plébiscite dans la Sarre, avec le vote d'une résolution unanime réglant le différend entre la Yougoslavie et la Hongrie, l'année douloureuse 1934 s'achève sous de plus favorables auspices.

L'heureuse issue de ce débat dramatique, l'Europe la doit d'abord à la parfaite modération du gouvernement yougoslave. La douleur de tout un peuple et sa légitime indignation auraient pu provoquer un éclat ; le langage des représentants de la Yougoslavie a été aussi mesuré qu'il était ferme. « La Yougoslavie, a dit M. Benès, a eu la sagesse de recourir à Genève, et tout le monde l'en félicite. Faudra-t-il qu'une catastrophe, évitée jusqu'à maintenant grâce à cette attitude et à l'existence de la Société des nations, se déchaîne sur l'humanité ? Le Conseil doit être conscient de la très grande responsabilité qu'il encourt. » L'évidence de son bon droit, la force accablante des faits qu'invoquait son mémoire, rendaient aux représentants de la Yougoslavie la modération plus facile. La Hongrie, au contraire, dans l'impossibilité de nier des faits patents, essaya de déplacer la question. Son délégué, M. Eckhardt, prenant l'offensive, prétendit associer la question du terrorisme à celle du revisionnisme magyar ; ce sont les nouvelles frontières qu'il accusa d'avoir engendré le crime de Marseille. Son argumentation n'aurait pu avoir quelque valeur que si les assassins étaient des Hongrois et non des Croates. Personne de ma génération n'a oublié combien étaient difficiles, avant la guerre, les rapports entre le gouvernement de Budapest et la Croatie. Il s'agissait, d'ailleurs, moins de donner le change que de faciliter au baron Aloïsi, représentant de l'Italie, son rôle d'allié auquel il était de son devoir de rester fidèle sans pourtant se solidariser avec les protecteurs du terrorisme.

La diversion malheureuse du représentant magyar eut pour effet d'amener M. Benès et M. Titulesco à des déclarations nettes et coupantes. « Si, à l'avenir, déclara le ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères en son langage incisif et précis, quelqu'un voulait vraiment toucher à l'unité de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie ou de la Roumanie, la catastrophe serait provoquée inévitablement. Je souligne ce fait particulièrement important. » La Hongrie avait porté le débat sur le terrain politique ; la Petite Entente l'y suivait. M. Pierre Laval, reprenant

la formule lapidaire dont il s'était servi à la Chambre, déclara : « Quiconque veut déplacer une borne frontière trouble la paix de l'Europe. »

L'argumentation de M. Laval, dans la déclaration qu'il a lue à la séance du Conseil le 8 décembre, est simple et claire. Elle commence par une affirmation positive qui, à elle seule, dit tout : « Dans ce grave débat, la France est aux côtés de la Yougoslavie. » C'est l'œuvre même de la paix que les assassins ont voulu atteindre, puisqu'ils ont frappé le grand roi Alexandre et M. Louis Barthou au moment où ils travaillaient à l'assurer au monde par un rapprochement entre l'Italie et la Yougoslavie. Maintenant, « il dépend du Conseil de la Société des nations que la paix ne soit pas mise en péril ». Le peuple yougoslave, « frappé au cœur dans son patriotisme, surmontant sa douleur, n'a pas, comme d'autres l'ont fait il y a vingt ans, cherché à se faire lui-même justice : c'est vers Genève qu'il s'est tourné... Il appartient à l'institution de Genève de faire la preuve qu'elle entend demeurer à la hauteur de la confiance qui a été mise en elle. » M. P. Laval indique la direction dans laquelle, à la suite de ces criminels attentats, doit s'engager la Société des nations, celle d'une réglementation internationale. Le fondement juridique de son action c'est l'article 10 du pacte, qui fait à chacun des membres de la Société un devoir de respecter et de maintenir l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les autres membres. « Le droit d'asile et les libertés qu'il comporte ne peuvent se concevoir sans obligations ; obligations pour les personnes qui en bénéficient ; obligations pour les États qui s'en réclament. » Dans cet esprit, le gouvernement français soumet au Conseil un projet de résolution, celui-là même qui, dans ses grandes lignes, fut repris par le rapporteur et adopté.

La séance du lundi 10 décembre commença par un merveilleux discours de M. Titulesco, tour à tour persuasif, pathétique, émouvant, tout en action véhémente et pourtant mesurée. « Tout nous est propre lorsqu'il s'agit de la Yougoslavie. Le deuil yougoslave est le deuil de la Roumanie... Mais que dire quand au deuil de la Yougoslavie s'associe le deuil de la France ? Tout ce qui touche la France touche la Roumanie... C'est donc comme partie intéressée que je viens réclamer au Conseil pour nos deux grands disparus lumière et sanctions. » La Hongrie se réclame de ses traditions séculaires ; M. Titulesco lui répond que les Roumains

étaient chez eux depuis le temps des Romains « pour recevoir les Hongrois qui arrivaient d'Asie ». La Hongrie porte le débat sur le terrain de la revision ; M. Titulesco lui en fait avec raison grief : « Comme argument pour le maintien de la paix, on ne pouvait trouver mieux. A un peuple qui se plaint d'avoir été décapité par la mort de son chef bien-aimé, on répond : « Ce n'est pas tout. Après votre roi, vous perdrez vos frontières ! » On ne résume pas un feu d'artifice de M. Titulesco. L'effet en fut profond et il sera durable.

Après de nouvelles interventions de M. Benès et de M. Jevtitch, le Conseil, dans la nuit du 11 au 12 décembre, vota la résolution proposée par le rapporteur, M. Eden. Des négociations délicates, où l'influence du baron Aloïsi fut particulièrement précieuse, amenèrent la délégation hongroise elle-même à voter le texte proposé. L'unanimité était acquise. La résolution stipule qu'une nouvelle enquête devra être conduite par le gouvernement de Budapest et que toutes sanctions devront être prises contre les responsables. Le gouvernement hongrois est invité à communiquer au Conseil les mesures qu'il aura prises à cet effet. Une commission de treize membres préparera un projet pour la répression de l'activité terroriste. Dans la résolution adoptée, les formules sont satisfaisantes. Quant aux résultats concrets, même si le Conseil y tient la main, on ne saurait compter qu'ils soient très importants. La réglementation et la surveillance internationale du droit d'asile et de ses limites soulève des problèmes extrêmement délicats qui resteront pratiquement insolubles tant que régnera la même conception de la souveraineté absolue et sans limite des États.

Mais l'essentiel n'est pas là. Les pratiques inadmissibles du gouvernement hongrois et de ses fonctionnaires ont été publiquement et solennellement blâmées ; elles ont été désavouées par la Hongrie elle-même. Un hommage solennel a été rendu « au roi-chevalier Alexandre Ier de Yougoslavie l'unificateur et à M. Louis Barthou. » Le crime odieux a été flétri. Non seulement les débats et leur issue n'ont pas aggravé le différend entre l'Italie et la Yougoslavie, mais ils en ont préparé l'aplanissement. Les négociations dans la coulisse, les conversations de couloirs ont révélé la ferme intention de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie de resserrer leur bonne entente, afin de renforcer la paix et la sécurité en Europe. En particulier, on pouvait craindre que

l'Italie et la France qui, par le fait de leurs alliances respectives, se trouvaient dans deux camps opposés, ne vissent leur rapprochement compromis et leurs négociations interrompues : il n'en a rien été ; au contraire, c'est grâce à leur bonne volonté réciproque qu'un accord a été finalement possible. Chacun se tenant aux côtés de ses amis, mais avec une ferme volonté de conciliation et d'entente, la situation s'est trouvée plus claire et l'issue favorable plus aisée. M. Pierre Laval s'est montré un diplomate aussi conciliant dans la forme et dans les détails secondaires que tenace sur l'essentiel. A ce tableau une seule ombre : la crise ministérielle qui est survenue en Yougoslavie, le 18 décembre, pour des raisons, dit-on, d'ordre intérieur. Heureusement, elle ne risque pas d'éloigner M. Jevtitch de la politique active après le brillant succès qu'il a remporté à Genève, car c'est lui-même qui est chargé de constituer le nouveau cabinet. Hélas! Les belles paroles prononcées à Genève, les sages résolutions qui y ont été prises ne rendront pas la vie au noble roi Alexandre, dont l'autorité sage et pondérée était si nécessaire à un peuple dont la formation n'est pas achevée et dont l'expérience politique est encore incomplète.

LE PLÉBISCITE DU 13 JANVIER

Avant le plébiscite qui doit décider, le 13 janvier, de l'avenir du territoire de la Sarre et de ses 800 000 habitants, — question à laquelle M. Frédéric Eccard, sénateur du Bas-Rhin, a consacré, dans ce numéro, une remarquable étude, — cette chronique est la dernière.

Il faut d'abord redire que la question de la Sarre est internationale et non pas franco-allemande, bien que la presse nazi s'acharne à rendre la France seule responsable de tout ce qui ne lui plaît pas. C'est à la Société des nations, à qui le territoire a été confié à titre de fidéicommissaire, qu'il appartient de prendre toutes les mesures pour assurer la sincérité du vote et la sécurité des votants avant, pendant et après, — longtemps après, car les rancunes allemandes ont la vie dure, — le plébiscite. Ce qui est en jeu dans une correcte et régulière réalisation du plébiscite, ce n'est pas seulement le sort d'un territoire qui, par sa position géographique à la frontière franco-allemande et par la richesse de ses mines, a une exceptionnelle importance, c'est encore et sur-

tout une conception du droit des peuples et de la nationalité. Le résultat du vote est donc en quelque mesure moins important que le fait même d'un plébiscite libre.

Pour les Allemands, — et non pas seulement pour les Allemands racistes, car la tradition se rattache à Fichte, à Hegel, à Bismarck, à Treitschke et à toute la pensée historique et philosophique de l'Allemagne du XIXe et du XXe siècle, — la race est un fait matériel, permanent, irréductible, qui est l'unique fondement de la nationalité et de l'État qui l'incarne ; elle se révèle surtout par la langue. Un individu de race et de langue allemandes n'a pas le droit de s'évader du *Volk* auquel il appartient ; s'il prétend s'échapper, il est un traître qui mérite le châtiment. Un État fort a le devoir de réveiller par tous les moyens, chez les hommes du même sang, « la nationalité inconsciente ». C'est Treitschke, on s'en souvient, qui imagina cette formule pour l'appliquer aux « malheureux Alsaciens » coupables de regretter la douce vie française. Quand un Sarrois ou un Autrichien ou un Suisse de langue allemande ose refuser d'entrer dans le grand Reich germanique, c'est qu'il subit des influences étrangères, qu'il est trompé par une propagande mensongère ; il faut donc ramener ce renégat à une plus juste compréhension de ses devoirs.

Tout autre est la conception française. Elle procède des doctrines de liberté et de dignité de l'individu humain ; elle considère qu'un peuple est un produit de l'histoire, non de la race, et que c'est le cœur plus que la langue qui détermine la nationalité ; une part est laissée au libre choix de l'individu ou du groupe. Il entre dans l'idée de nation un élément spirituel. La France ne se reconnaît pas le droit de faire entrer contre leur gré des groupes humains dans cette patrie de Jeanne d'Arc qui pourtant a été, au cours des siècles, plus aimée, plus librement aimée, qu'aucune autre ; elle ne considère pas comme des fugitifs ou des renégats les paisibles citoyens de Genève ou de Liége, et quand, dans les temps modernes, elle a accueilli au bercail national les habitants de la Savoie et de Nice, c'est après les avoir consultés par voie de plébiscite. Le plébiscite est inscrit en plusieurs articles du traité de Versailles ; il en est qui ont tourné à l'avantage de l'Allemagne, d'autres à son détriment. Mais la France tient à honneur que sa doctrine de liberté ne soit ni écartée, ni faussée ; ce n'est pas la servitude que sa mission est d'apporter aux peuples, mais la liberté et le sentiment de leur dignité. L'Angle-

terre l'a compris et c'est l'une des raisons qui ont inspiré son attitude dans l'affaire de la Sarre. Ainsi, quelle que soit l'issue du plébiscite, c'est déjà un succès moral pour la France que le plébiscite soit appliqué dans des conditions de relative indépendance.

Nous disons « relative », car l'Allemand, en pareil cas, possède une capacité de mensonge et d'intimidation que nous n'égalerons jamais. La conception même dont nous venons d'esquisser une analyse lui fait un devoir d'employer tous les moyens pour arracher à leur erreur les Germains sortis ou qui voudraient sortir de ce Reich qui réalise la conception allemande de l'État. Entre eux et nous, entre eux et la Société des nations, la partie n'est pas égale. Nous avons cité, dans notre précédente chronique, la déclaration de M. Pierre Laval au sujet d'un second plébiscite éventuel, auquel, avait-il dit, « la France ne s'opposerait pas ». Le journal nazi de la Sarre, le *Deutsche Front*, reproduisant ces paroles a tout simplement supprimé la négation et froidement imprimé que « la France s'y opposerait ». De tels procédés méritent d'être catalogués à côté de l'incendie du Reichstag. Tous les moyens sont permis pour faire rentrer des gens étiquetés comme Allemands dans la patrie allemande ; ce qui serait coupable, ce serait de ne pas employer ces moyens. De même, la propagande allemande a commenté les accords de Rome à l'usage des Sarrois ; le maintien du *statu quo* ne créant pas une situation nouvelle, un seul cas pouvait entraîner des difficultés qu'il était nécessaire de prévoir, celui du retour de la Sarre à l'Allemagne. Les journaux du Reich se sont empressés d'en conclure que la France n'avait aucun doute sur le résultat favorable à l'Allemagne du plébiscite, puisque l'accord de Rome n'envisageait que ce seul cas. On se heurte à chaque pas à quelque nouvelle perfidie de ce genre, contre laquelle il est souvent difficile de prémunir les Sarrois.

Il est indispensable, pendant les quelques jours qui restent avant le plébiscite, d'expliquer très clairement à tous les habitants quel serait le régime du pays au cas où il voterait en faveur du maintien du gouvernement par la Société des nations. Un voyageur qui arrive de Sarrebruck nous contait son entretien avec un cultivateur sarrois : « Je n'aime pas Hitler, lui disait ce brave homme, et je voterais contre lui, si je ne redoutais pour mon fils l'obligation de faire son service militaire en France. » Voilà les légendes qu'il importe de dissiper. Il convient aussi que les Sarrois sachent que le *statu quo* n'exclut pas un régime plus libéral et qu'ils seraient

appelés à élire des représentants qui collaboreraient au gouvernement avec la Commission désignée par la Société des nations. En résumé, il importe de définir le *statu quo*.

Il est infiniment probable que, si tous les habitants de la Sarre étaient certains que la majorité se prononcera pour le régime de la Société des nations, cette majorité serait considérable. C'est par la peur que l'Allemagne hitlérienne s'impose aux volontés incertaines. Les suppôts de l'hitlérisme, répandus dans les usines et dans les campagnes, laissent entendre que les Chemises brunes sauront punir les suspects, les tièdes, et récompenser le zèle des vrais Allemands. Ces menaces ne restent pas sans effet ; mais si les votants se sentaient bien assurés du secret, il se pourrait que, dans ces têtes dures de paysans lorrains, l'effet ne fût pas celui qu'attendent les nazis.

Les garanties pour la sincérité du vote et la sécurité des votants qu'apporte l'accord de Rome sont très sérieuses. Les tribunaux spéciaux resteront en fonctions durant un an après le plébiscite. Toutes les personnes habitant la Sarre, même celles qui, n'étant pas sarroises, n'ont pas le droit de voter, pourvu qu'elles soient fixées depuis au moins trois ans sur le territoire administré par la Société des nations, jouissent des garanties stipulées dans l'accord de Rome et contresignées par l'Allemagne. Cependant le triste souvenir de Pirmasens et les procédés habituels aux nazis ont produit, — du moins peut-on le craindre, — une forte impression sur la population sarroise. Il serait difficile d'en neutraliser l'effet, d'autant plus que les esprits sont échauffés par l'approche de la décisive échéance ; la mésaventure survenue à un officier anglais à Sarrebruck, le 16 décembre, en est la preuve. Depuis quelques semaines, le gouvernement nazi fait patte de velours, multiplie les assurances pacifiques, proclame sa volonté de respecter l'indépendance du plébiscite, met une sourdine à sa politique d'unification religieuse : simple manœuvre destinée à influencer favorablement les électeurs sarrois et atténuer l'effet des massacres du 30 juin. Ce masque de modération ne trompera pas les populations sarroises. Mensonges, menaces ou caresses, il est certain que les sympathies françaises ont reculé en Sarre depuis le jour de 1918 où Sarrelouis acclamait nos troupes victorieuses ; mais le régime hitlérien nous a fait regagner, et au delà, le terrain perdu. Si le plébiscite tourne en faveur du *statu quo*, c'est contre Hitler et le nazisme que la population aura voté. Ce jugement terrible, le

Chancelier et ses séides le redoutent par-dessus tout : c'est pourquoi ils dépensent tant d'argent, tant de menaces et tant de diplomatie.

Le territoire sarrois est habité par deux populations qui se superposent. L'une, la vieille population autochtone, est catholique et en majorité rurale. Quelques villes, comme Sarrelouis, patrie du maréchal Ney, ont gardé une physionomie lorraine et française. Mais l'exploitation des mines de houille et les industries qui en sont nées ont amené dans le pays un grand nombre d'Allemands de l'est, Prussiens et luthériens, ainsi que des mineurs polonais. Aux élections pour l'Assemblée consultative *(Landesrat)* qui ont eu lieu le 13 mai 1932, les votes se sont ainsi répartis : centre (catholiques), 156 600 ; communistes, 84 100 ; socialistes, 35 900 ; hitlériens, 24 400 ; parti Rœchling (grande industrie pangermaniste), 24 100 ; parti économique allemand, 11 600 ; divers, 25 700 (1). Depuis lors, on admet généralement que les nazis ont gagné du terrain.

Il n'est pas moins certain que le résultat du plébiscite dépend, pour une part prépondérante, du vote des catholiques. Ce n'est pas sans raisons que M. von Papen, qui a des attaches de famille dans la Sarre, a multiplié, en ces dernières années, ses séjours à Vaudrevange, où il se plaît à réunir autour de lui de nombreux ecclésiastiques ; à l'automne de 1933, il assista à Sarrebruck à une importante réunion de prêtres qui votèrent une motion où il est dit qu'un retour de la Sarre à l'Allemagne n'était pas possible, tant que certaines difficultés relatives à l'application du Concordat ne seraient pas réglées. Elles ne le sont pas encore et un nouveau Kulturkampf apparaît de plus en plus menaçant. L'influence du clergé sur le vote du 13 janvier sera certainement considérable ; or, le clergé dépend de deux évêques, ceux de Trèves et de Spire, dont les diocèses sont situés en majeure partie en terre prussienne ou palatine. Le Pape a envoyé dès 1933 un délégué spécial, Mgr Testa, pour faire une enquête sur la question de la Sarre et veiller à ce que le clergé se montre particulièrement réservé dans une affaire qui soulève des cas de conscience si délicats. Mais, dans ces régions de la rive gauche du Rhin où fleurit un catholicisme très fervent et très intimement mêlé à la vie sociale, il est certain que l'influence cléricale pèsera d'un poids décisif. Quelles seront, au dernier moment, les instructions des évêques ? Recevront-ils

(1) *Sarre ?* Enquêtes publiées par M. Gabriel Perreux. Éd. des Portiques, 1934. — Jean de Pange, *Ce qu'il faut savoir de la Sarre*. Éd. des Portiques, 1934.

des directives du Vatican ? Quoi qu'il en soit, c'est le clergé des campagnes qui, par ses conseils, par le confessionnal, agira efficacement. Deux courants se sont dessinés en ces derniers mois : les uns, malgré les excès de l'hitlérisme, restent passionnément attachés à l'Allemagne ; les autres sont portés vers le régime de la Société des nations, tout au moins comme un abri provisoire contre les folies du racisme.

Il est certain que les socialistes, entraînés par leur chef éloquent et courageux, M. Max Braun, se prononceront en grande majorité pour le *statu quo* ; leurs journaux les y engagent énergiquement. Il en sera de même des communistes. La Sarre est, en terre germanique, le dernier asile où les marxistes, qu'ils appartiennent à la IIe ou à la IIIe Internationale, puissent parler et écrire librement ; ils tiennent d'autant plus à conserver cette oasis de liberté qu'ils se savent menacés des pires représailles au cas où la Sarre serait réannexée par le Reich ; même les garanties stipulées dans l'accord de Rome ne suffisent pas à les rassurer ; ils sont de ceux, tout au moins les chefs, qui émigreront, si l'Allemagne hitlérienne rentre en Sarre. Ajoutons encore les Juifs, à qui le régime raciste ne réserve rien de bon et qui le savent.

Le sort de tous ceux qui ne se sentiront pas en sécurité sous un régime nazi, qu'il s'agisse de minorités allemandes ou de minorités non allemandes, est, pour le cas où le plébiscite serait favorable à un retour à l'Allemagne, une grave préoccupation pour la Société des nations et pour la France, où naturellement ces proscrits volontaires voudraient trouver un refuge. Aux termes du traité, il appartiendrait, dans ce cas, au Conseil de Genève de procéder à la réinstallation de l'Allemagne dans la Sarre ; il lui incomberait donc de veiller à la sécurité de ces victimes de l'intolérance raciste ou de leur chercher un asile à l'étranger. La France, malgré sa générosité traditionnelle, ne souhaite pas devenir le refuge de tous les marxistes de l'Europe ; elle n'en a déjà que trop chez elle ; il faudra que Genève l'aide, le cas échéant, à orienter vers d'autres régions ce nouveau flot d'émigrants. Peut-être serait-il possible de leur ménager, en Sarre même, comme le demande cette Association française de la Sarre qui a si utilement travaillé à montrer aux Français toute l'importance du vote du 13 janvier, une sorte de terre d'asile ?

Enfin, les intérêts économiques pèseront dans la balance. La France achète aux Sarrois les trois quarts de ce qu'ils fabriquent

et leur vend plus de marchandises qu'aux États-Unis. La houille de la Sarre a besoin du minerai de fer lorrain. C'est le lait de Lorraine qui nourrit les bébés sarrois. La Sarre, on le sait, est incorporée dans le territoire douanier de la France. Une frontière douanière qui viendrait du jour au lendemain se dresser là où se font actuellement des échanges intenses provoquerait des ruines économiques et des souffrances matérielles. Il ne s'agit pas de dénationaliser les Sarrois, mais tout espoir est-il perdu de voir ce territoire qui, de tout temps, a regardé à la fois vers le Rhin et vers la Seine, rester ou redevenir le laboratoire économique de relations moins difficiles entre la France et l'Allemagne ? M. Rœchling lui-même, le chef du pangermanisme actif, ne vend-il pas la plus grande partie des produits de ses usines métallurgiques à l'industrie automobile française ? Le président de la Chambre de commerce allemande de Sarrebruck reconnaît que, quelle que soit la solution du problème politique, il importe de maintenir les relations commerciales et personnelles nouées depuis quinze ans entre la France et la Sarre ; il se déclare prêt à « collaborer de toutes ses forces à la solution de ce problème, dans la ferme conviction que les relations existantes entre France et Sarre contribueront à l'entente entre les deux grandes nations voisines ». Quel ami de la paix ne s'associerait à un pareil vœu ?

Attendons maintenant avec tranquillité les résultats du plébiscite. Les Allemands, M. Hitler lui-même, répètent que la Sarre est, entre la France et l'Allemagne, le seul litige territorial qui subsiste. Nous voudrions le croire. Il est à craindre malheureusement que si l'Allemagne hitlérienne remportait un succès éclatant, les revendications pangermanistes ne s'attaquassent à quelque autre morceau. Au contraire, un échec de la politique raciste, même s'il était incomplet, c'est-à-dire si le retour à l'Allemagne l'emportait à une faible majorité, pourrait entraîner les conséquences les plus importantes pour l'évolution intérieure d'une opinion allemande qui ne dispose d'aucun moyen de s'exprimer, mais qui pourrait un jour demander à la bande hitlérienne un compte sévère de sa gestion.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

ouille
Lor-
ncor-
tière
où se
uines
s de
oir ce
n et
e de
œch-
as la
ques
mbre
que
r les
ans
r de
erme
barre
es ».

du
e la
orial
reu-
écla-
t à
que
Alle-
les
eure
de
nde

I

l'
m
fe
oi
n
o
q
p
tı
r
g
é
d
s
d
c
c
li
d

L'ALOUETTE AUX NUAGES

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

Cependant, Merlaud enseignait à son disciple les vertus et les grâces de la démocratie.

Il le mena au Palais-Bourbon ; il lui en fit admirer l'extérieur en forme de temple, avec un escalier de trente marches environ qui ne menait nulle part qu'à de fausses fenêtres, si bien qu'on ne pouvait pénétrer dans cette demeure où la France tenait ses assises que par une porte très ordinaire, dissimulée dans un recoin comme une entrée d'office ou de cuisine. L'intérieur était pompeux et froid : ce n'étaient que marbres et colonnes, galeries, salons et couloirs solennels ; pas le moindre rappel d'une France vive, ardente, sensible et travailleuse, dans cette pompe et cette froideur. En vain, le regard eût quêté sur les murs quelques représentations imagées de la vie des campagnes, des tableaux, des gravures qui évoquassent la vendange en Bourgogne, la fenaison aux pentes des Pyrénées. On eût aimé sentir la présence des provinces sous ces voûtes ennuyeuses, entendre chanter une abeille d'Ile-de-France et qu'elle butât contre les vitres de ces hautes croisées, aspirer les parfums de la vallée d'Oise à des gerbes de clématite sauvage un peu partout disposées dans des vases. Au lieu d'un étroit jardin limité par un mur en terrasse hérissé de chardons, au lieu d'une cour à gros pavés sonore et déserte,

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

il eût été plaisant de voir s'élever autour de ce sombre palais un parc de chênes et d'ormeaux où les joueurs de ballon se fussent livrés à leurs ébats : ainsi les voix claires de la jeunesse eussent pénétré dans la maison des lois et rappelé aux législateurs que la France avait parfois vingt ans.

Merlaud et Voldemar allaient par des galeries ornées de banquettes de velours et qui ressemblaient à des salles d'attente ; il n'y manquait que des affiches des gorges du Tarn ou du pont du Gard. Des gens inoccupés y flânaient deux à deux, les mains au dos, la cigarette aux lèvres, échangeant des propos sans vivacité, chuchotant plutôt qu'ils ne parlaient. Parfois ils se groupaient avec d'autres flâneurs et tout ce monde s'entretenait à voix basse avec des airs de conjurés. Des jeunes gens s'approchaient d'eux, un bloc-notes à la main, tendaient l'oreille sans discrétion aux murmures du conciliabule et jetaient sur le papier les bribes de phrases qui leur parvenaient.

— Qui sont, demandait Voldemar, ces hommes qui parlent comme des ombres ?

— Ce sont mes collègues, dit Merlaud, ce sont des députés, des représentants du peuple.

— Et que disent-ils ?

— Hé ! hé ! fit Merlaud, ils manœuvrent pour faire tomber le ministère. Pensez, mon ami, il y a trois mois qu'il est au pouvoir : c'est trop.

— Est-ce donc, dit Voldemar, qu'il a trahi la démocratie ?

— Oui, dit Merlaud. Le président du Conseil, dans son discours d'hier, a employé deux fois le mot *autorité* : c'est une trahison. Si, au bout de trois mois, un gouvernement parle de gouverner, où allons-nous ?

— Je ne sais pas, monsieur le député.

— Eh bien ! mon ami, nous allons tout droit à la tyrannie.

— Ah ! monsieur le député, il faut jeter en prison les ennemis de la liberté, les juger, les condamner, les fusiller.

A ce moment, vint à passer un vieillard à la mine fleurie que Merlaud salua avec une grande familiarité. Il lui secouait la main de droite à gauche, de haut en bas, il le tutoyait, il l'appelait : « Mon vieux... Ma vieille branche... » L'autre n'était pas moins chaud dans les marques d'amitié qu'il donnait à Merlaud : il le traitait de « vieille canaille », ce qui montrait

à quel point étaient intimes les liens d'affection qui unissaient les deux hommes.

— Au fait, dit Merlaud, il faut que je te présente Voldemar... Voldemar, je vous présente à monsieur le ministre de l'Éducation nationale.

Voldemar, à ces mots, perdit le souffle et prit l'apparence d'un automate : il claquait les talons l'un contre l'autre, il raidissait les bras au long de ses flancs et il s'inclinait de telle façon que son buste et ses jambes faisaient un angle droit.

— Excellence... Excellence... balbutiait-il.

Il fallut rappeler à M. le ministre que Voldemar était ce jeune Estonien qu'une décision ministérielle avait délégué au Muséum d'histoire naturelle, afin que la démocratie fût vengée des affronts faits à un philosophe balte.

— Excellence! répétait Voldemar toujours incliné. Si généreux vous êtes, monsieur l'Excellence! *Ma*... Heu... *Ma*...

L'émoi, le respect, la reconnaissance lui faisaient oublier la langue même de celui qui l'avait chargé de mission. Mais le ministre se souciait peu de cet inconnu qui le remerciait d'une décision ministérielle qu'il avait prise comme la plupart des autres sans connaître le texte au bas duquel il avait posé sa signature.

— Oui, oui, disait-il d'un air distrait, oui, très bien... Enchanté... De rien, de rien... C'est la moindre des choses.

De toutes parts, des sonneries retentirent. A cet appel, les flâneurs des galeries et des salles se dirigèrent vers des portes à tambour qui s'ouvraient sur un vaste amphithéâtre, et ils disparurent. Le ministre les suivit, sans se presser.

— Un bon type, dit Merlaud.

— Si généreux! dit Voldemar. Un bon ami de vous, n'est-ce pas?

— Oui, dit Merlaud, il ne me refuse rien. Mais attendez-moi quelques instants; je vais maintenant voter contre lui.

— Quoi? s'écria Voldemar. Un bon ami et...

Mais déjà Merlaud avait disparu par un des tambours.

« Quelle indépendance d'opinion! songeait Voldemar en lui-même, quelle franche conscience! Et le courage! Quel courage! Il a un ami, c'est sa vieille branche, ils sont attachés au même arbre; et il vote contre lui, il casse la branche. »

Par instants, un bruit de clameurs perçait le capiton des

tambours : c'étaient les cris d'une foule en fureur, mêlés de râles et de hoquets. Il semblait, autant qu'on en pouvait entendre, qu'une bonne partie des hommes enfermés derrière ces portes fussent soudain changés en animaux : ils aboyaient, ululaient, meuglaient; il y en avait qui hennissaient, qui bramaient. D'autres, qui n'avaient point subi la métamorphose, chantaient cette sorte de couplets qui retentissent plus ordinairement par les tristes rues des faubourgs aux jours de grève ou d'émeute que dans un palais à marbres et à colonnes, et qui annoncent en musique le massacre des chefs et des notables. Et dans le tumulte, on percevait le tintement d'une cloche au son grêle comme on en peut entendre aux tréteaux des foires quand les faiseurs de boniment invitent les badauds à pénétrer dans la baraque.

« C'est effrayant! se disait Voldemar. Sûrement, c'est la révolution, et je vais perdre ma bonne petite place, et je n'irai plus saluer chaque matin monsieur le professeur Jubier, et mademoiselle Jacquemine ne me donnera plus des leçons de liberté, et je serai de nouveau le pauvre Voldemar sans patrie, sans foyer. Hélas! les Français sont-ils aussi fous que les Estoniens? »

Comme il se lamentait ainsi, les tambours s'ouvrirent sur une foule d'hommes au visage rouge, au front mouillé de sueur, qui paraissaient hors de leurs sens. Ils se groupaient, s'agglaméraient par petites masses humaines de huit ou dix individus et tous parlaient à la fois. « Nous allons au fascisme, disaient-ils, c'est intolérable! C'est un abus de pouvoir! Nous ne permettrons pas cela! »

— Qu'ont-ils? que disent-ils? demanda Voldemar à Merlaud qui arrivait, plus rouge et plus mouillé que les autres. Est-ce donc la révolution?

— Non, dit Merlaud, c'est une suspension de séance.

D'une voix qui tremblait il apprit à Voldemar que le président du Conseil couvrait le ministre de l'Éducation nationale, lequel avait approuvé la décision prise par un inspecteur de l'Enseignement primaire de déplacer l'instituteur de Vieilleville-les-Dames nommé Duray, pour l'envoyer à Lusignac-sur-Plane.

— Nous ne tolérerons pas un pareil abus d'autorité, dit-il.

— Oui, bien sûr, disait Voldemar tout à la pensée de sa

mission entomologique, mais pourquoi le Parlement français, les ministres français, tous les Français sont-ils liés au déplacement de l'instituteur Duray ?

— Parce que... parce que... faisait Merlaud dans sa colère, parce que, au pays des Droits de l'Homme, l'homme a tous les droits et surtout celui de s'exprimer librement.

— Ah! dit Voldemar, mademoiselle Jacquemine pense tout pareil. Est-ce donc que le maître d'école a parlé librement et que le gouvernement punit la parole libre?

— Parbleu! dit Merlaud, l'instituteur de Vieilleville-les-Dames est un homme comme moi, comme vous: il a un cerveau pour penser, une langue pour s'exprimer. Il enseigne à ses élèves que l'idée de patrie est une rigolade : il le dit, c'est qu'il le pense. Sommes-nous encore en république, oui ou non? Sommes-nous sous le régime des libertés démocratiques, oui ou non? Nos pères ont-ils versé leur sang et celui des autres en 93, en 48, en 71, pour ces libertés-là, oui ou non?

Il grandissait tout à coup, il levait au ciel des bras de bonne moyenne, et il lui poussait assez de cou sur les épaules pour qu'il pût jeter le menton fort avant dans l'espace. Autour de lui, d'autres avaient des manières aussi véhémentes; les galeries retentissaient du brouhaha des discussions et des disputes, et telle était la colère de certains qu'ils en venaient à donner du « vous » à ceux qu'un instant plus tôt ils tutoyaient et traitaient de vieille branche.

On eût dit que les destins de la France se jouaient, que le sort du pays, l'avenir de l'économie nationale, le développement des sciences et des arts étaient liés au débat qui se livrait dans ce sombre palais. Il était certain que l'instituteur de Vieilleville-les-Dames disait ce qu'il pensait et que, le disant, il ne faisait rien d'autre que de suivre l'exemple de ces députés qui lançaient d'une si belle et forte voix devant M. le président de la Chambre, devant MM. les ministres de la Guerre, de la Marine, de l'Éducation nationale, devant les représentants des populations du vieux sol de France, une série de couplets où était célébrée la suppression de toutes les patries. Il était certain aussi que cette musique-là avait l'agrément de ceux qui l'écoutaient, puisque ni M. le président de la Chambre, ni MM. les ministres, ni les représentants des villes et des campagnes françaises ne se jetaient à la gorge

des chanteurs pour les réduire au silence. Mais que les propos de ce maître d'école occupassent six cents législateurs, qu'ils missent en péril le gouvernement de la France, c'était ce qui apparaissait à un philosophe estonien comme un des éléments féeriques de la démocratie.

Après quelques instants de grand désordre et de grand bruit, les discourants et les gesticulants regagnèrent le champ clos où se livrait la bataille pour la liberté.

Voldemar demeura seul avec les jeunes hommes à bloc-notes : c'étaient des échotiers, des faiseurs d'échos. Tout en eux exprimait la vivacité de l'esprit, la promptitude du jugement. Semblables au chasseur de papillons qui ne saisit en son filet de gaze que les espèces rares, ils attrapaient au vol, entre cent autres, le mot, le trait, le geste d'où ils tireraient une de ces piquantes petites histoires en dix lignes qui sont comme le sel, le poivre et le vinaigre de l'histoire contemporaine.

L'un après l'autre, ils s'éloignèrent vers quelque salle de rédaction, tandis que Voldemar, assis sur une banquette, la tête entre les mains, s'abandonnait à la méditation.

« Les Français, songeait-il en lui-même, ont une haute idée des droits de l'homme. N'est-ce pas un magnifique événement humain que ce débat sur la liberté de parole de Monsieur Duray? Les plus grands esprits politiques de ce pays font là-dessus une discussion qui va jusqu'à la bataille. L'étude et le vote des lois sont arrêtés. Beaucoup de députés auront demain, après-demain aussi, un fort mal de tête qui les tiendra hors de travail. Peut-être Monsieur le Premier ministre de France sera-t-il renversé, et avec lui le ministre des Affaires étrangères qui traite justement la paix avec Mussolini, et le ministre de la Marine qui veut construire un cuirassé de 25000 tonnes, et tous ces hommes hautement éminents qui sont en pleine entreprise de progrès, chacun dans sa partie. Ah! ce n'est pas ainsi que les maîtres de l'Estonie entendent les libertés démocratiques. »

C'était, en effet, un magnifique débat qui se développait au parlement de France, et il fallait qu'il fût de la plus grave importance, car, pendant qu'il occupait l'esprit de six cents délégués du peuple français, élus pour conduire les destins du pays vers les sommets du bien-être économique, de l'hygiène sociale et de la sécurité dans la paix, des centaines de milliers

d'ouvriers attendaient du travail aux portes des usines ; et des nouveau-nés mouraient en quantité peu croyable, faute de protection contre des microbes très ordinaires ; et par delà les frontières, des nations dévorées du désir de s'abattre sur les richesses de France emplissaient leurs secrètes volières d'avions prêts à s'élancer ; et les gens de l'Hérault considéraient les cuves de leurs chais encore pleines du vin de l'année précédente et leurs vignes abondantes déjà en promesse de belles vendanges ; et les gens de l'Eure-et-Loir voyaient leurs greniers débordants de grains que les charançons dévoraient sans merci ; et dix mille petits usiniers, entrepreneurs et commerçants se demandaient comment ils feraient face à l'échéance de fin de mois ; et partout, aux champs, à la ville, dans les ports, dans les vallées perdues des Alpes, dans les corons du Nord, aux dortoirs des asiles de nuit, dans l'atelier du peintre, dans les salons brillants du couturier, sur les bancs de la Sorbonne, partout des individus aux tempes serrées par le souci et le désespoir attendaient que les administrateurs de la France donnassent le signal du départ vers un sort meilleur.

Toutefois, le débat sur l'instituteur de Vieilleville-les-Dames prenait si grande ampleur que Merlaud accourut et prévint Voldemar qu'il n'eût pas à l'attendre.

— Nous aurons séance de nuit, dit-il. Jamais débat ne fut plus beau. Dix orateurs ont encore à parler ; la droite faiblit, le centre est flageolant, à gauche tout le monde est aphone, mais chacun tient bon : demain, au petit jour, le ministère sera renversé.

— Hélas ! dit Voldemar, et monsieur le ministre de l'Éducation sera renversé aussi, et ma mission aussi, et...

— Laissez-moi faire, dit Merlaud, il faut d'abord sauver la république : je vais prendre la parole.

Il s'élança, et ses courtes jambes semblaient s'allonger à mesure qu'il approchait de la salle où il allait parler.

II

Le ministère ne fut point renversé, l'instituteur de Vieilleville-les-Dames ne fut point déplacé ; la république était sauvée. Seul, M. l'Inspecteur de l'Enseignement primaire, qui s'était

mêlé de ce qui ne le regardait pas, fut frappé : il reçut de son ministre un blâme avec prière de ne pas confondre inspection et inquisition. La France respira et se remit au travail : elle avait devant elle plusieurs jours de tranquillité politique. C'était plus qu'il n'en fallait pour que les souscripteurs de bons du Trésor sortissent leur argent d'entre les piles de draps de leurs armoires à glace; le 3 pour 100 monta de quinze centimes et, d'un coup, tous les fruitiers de la rue Jacob, de la rue de Seine, augmentèrent de trois sous leurs laitues.

M. Jardin, pour fêter la reprise des affaires, décida qu'on irait en famille déjeuner sur l'herbe dans le parc de Saint-Cloud.

— Après ce qui s'est passé l'autre jour à la Chambre, disait-il, on a besoin de prendre l'air.

C'était un dimanche. M. Jardin avait groupé pour cette partie de plaisir son beau-frère M. Lemaire, relieur rue Guénégaud, Mme Lemaire et leurs filles, Brigitte et Rosette; son ami Loignon, marchand de couleurs et vernis, rue de l'Ancienne-Comédie, et le fils de Loignon, Jean-Pierre, artiste peintre, élève à l'école des Beaux-Arts.

— Emmenons monsieur Voldemar, dit Jacquemine. Nous lui donnerons des leçons de liberté.

— Celui-là... celui-là... fit M. Jardin dans sa moustache.

Il s'exprimait souvent ainsi sur Voldemar; il n'en disait jamais plus. Il n'était pas prodigue de sa parole, mais le peu qu'il disait portait la marque d'un esprit réfléchi, exact et pondéré.

Jacquemine en quelques bonds fut à la chambre de Voldemar.

— Monsieur, dit-elle tout essoufflée, nous partons, vous venez avec nous. Vous porterez la boisson. Papa se charge du pain, c'est son habitude. Mon oncle, ma tante, mes cousines emporteront le reste. On ne peut pas charger monsieur Loignon, il souffre depuis dix ans d'une névrite à l'épaule. Et son fils Jean-Pierre a bien assez avec son accordéon : pensez, un instrument qui est long comme ça quand il est déployé. Vous ne l'avez jamais entendu jouer la valse de *la Mascotte*? Vous verrez: il ferait danser les souliers au fond des placards. Est-ce que vous valsez? Nous danserons sur l'herbe. A cette saison, elle est sèche, elle glisse. Mais vous ai-je dit où nous

allions? C'est à Saint-Cloud. Nous n'avons que le temps de prendre le tram à Saint-Sulpice. Il faut compter trois quarts d'heure de trajet; le dimanche, on va plus vite : presque tout le monde se rend au terminus; on part complet et il est rare qu'un voyageur descende avant Auteuil. Mais pressons-nous, les autres nous attendent.

— Je veux beaucoup aller avec vous à l'herbe sèche et à l'accordéon, dit Voldemar.

— Voilà donc votre chambre, reprit Jacquemine. Comme elle est nue! Pas une fleur sur la table, pas un joli calendrier au mur! Il faudrait un rideau à la lucarne, un napperon sous la lampe : je vous en broderai un. Et voyez-moi cette cravate accrochée à un clou. N'avez-vous pas un tiroir où la ranger? Ah! ces garçons!

Mais la cage de l'escalier retentit tout à coup d'appels impatients. Jacquemine et Voldemar s'élancèrent et rejoignirent à l'entresol le groupe du déjeuner sur l'herbe.

— M'sieu! fit M. Jardin en touchant le bord de son chapeau.

Jacquemine expliqua à chacun comment M. Voldemar était venu en France pour étudier la liberté et comment il savait déjà beaucoup de choses là-dessus.

— Lesquelles? lesquelles? demandaient Mlles Brigitte et Rosette.

— Heu... faisait Voldemar.

— Allons, allons! Ne perdons pas de temps, disait Mme Lemaire. Nous allons manquer le tramway de midi.

On se partagea les paquets où étaient enveloppés les œufs durs, le poulet rôti, les cerises. Chacun disputait à l'autre par politesse le colis le plus lourd ou le plus encombrant. On fit un débat de dix bonnes minutes à qui porterait la charcuterie : déjà la chaleur de ce beau matin de juin fondait la graisse de la galantine et de la mortadelle; les demoiselles affirmaient qu'elles seules sauraient transporter ces fragiles victuailles.

— Non, non, disait M. Lemaire, j'en fais mon affaire.

— Pas du tout, disait M. Loignon, j'ai de larges poches : la galantine dans l'une, la mortadelle dans l'autre...

— Permettez, disait Mme Lemaire, combien sommes-nous?

Elle compta jusqu'à huit.

— Huit, dit-elle.

— Comment, huit? fit le chœur du déjeuner sur l'herbe. Nous sommes neuf.

— Neuf? dit Mme Lemaire. Ce n'est pas possible.

Elle compta de nouveau. « Huit », fit-elle. Cette femme modeste oubliait dans son calcul sa propre personne: il fallut le lui faire entendre, ce qui provoqua des rires, des exclamations, et des : « Où ai-je la tête? » et des : « C'est grave, madame Lemaire. »

Après quoi, on se remit au partage des vivres, et l'on finit par s'accorder. « Partons ! » dit M. Jardin. C'est alors qu'on s'aperçut que le sel manquait. Jacquemine courut à la cuisine, elle en emplit un cornet de papier. « J'ai le temps d'aller acheter des cigarettes », dit M. Loignon en disparaissant par l'escalier. En attendant qu'il revînt, Jean-Pierre, son fils, jeta sur le clavier de son accordéon quelques exercices de doigts.

— Jouez-nous la valse de *la Mascotte*, monsieur Jean-Pierre, dit Jacquemine.

— Midi ! s'écria Mme Lemaire, nous avons manqué le tramway.

Au bout de cinq minutes, M. Loignon revint avec ses cigarettes.

— Partons! dit M. Jardin.

Tout le monde se mit en marche et, par la rue Bonaparte, se dirigea vers Saint-Sulpice.

— Et les canettes? s'écria tout à coup Jacquemine. Monsieur Voldemar, vous avez oublié les canettes.

— Les canettes? dit Voldemar, qu'est-ce que c'est: les canettes?

— Ah! celui-là... fit M. Jardin.

Tout le monde à la fois expliqua au jeune étranger qu'on appelait « canette » une bouteille de bière. Voldemar convint qu'il avait bien vu des bouteilles dans un panier, mais que personne ne lui avait donné l'ordre de les emporter sous le nom de canettes et que, sans ordre, il n'avait pas eu à agir.

— Nous faisons, dit-il, une troupe qui veut se donner les plaisirs du dimanche. J'aime beaucoup de savoir lequel est le chef, lequel commande, lequel je dois obéir.

Il songeait aux parties de campagne que l'on organisait à plusieurs camarades, garçons et filles, aux environs de Tartu:

toujours, il y en avait un parmi les autres qui parlait plus fort, qui montrait la route à suivre, qui ordonnait les pauses et choisissait l'auberge où l'on se désaltérait.

— Un chef! s'écria le chœur. Mais personne ne commande... Chacun à sa guise... C'est bien mieux comme cela... La fantaisie... Le bon plaisir...

— Ouais! faisait M. Jardin.

La troupe revint à la rue Jacob; Voldemar fut chargé du panier de canettes et l'on atteignit la place Saint-Sulpice au moment même où l'un des tramways de Saint-Cloud se mettait en marche.

— Hep! hop! psst! faisaient les jeunes filles en agitant leurs paquets au regard du conducteur.

La voiture s'arrêta. Elle s'arrêta parce que le ciel était bleu, que l'air était en liesse, parce que trois jeunes rieuses jetaient dans cet air de printemps l'appel de leurs voix claires et parce que le règlement interdisait qu'elle s'arrêtât : mais quel règlement saurait être obéi quand une belle journée de juin met le désordre dans les cœurs? La voiture était déjà presque au complet. On se tassa, on se comprima. Voldemar, Jean-Pierre Loignon et les trois jeunes filles occupèrent la plate-forme arrière avec le panier de bière et l'accordéon.

— Quel beau temps! disait Jacquemine. On a envie de chanter.

— Chantons, dirent Brigitte et Rosette.

— Je vous accompagne, dit Jean-Pierre en s'adossant au rebord de la plate-forme.

Brigitte, Rosette et Jacquemine firent des chansons de leur manière, des sortes de romances avec, au refrain, des amants infidèles et des cœurs meurtris. Jean-Pierre modulait là-dessus dans le ton plaintif propre à l'accordéon : c'était à faire pleurer. Voldemar poussait des soupirs: un grand bonheur l'envahissait.

Il se rappelait les plaisirs du dimanche dans son pays, au temps où les lins des champs étaient en fleur, où les trains de bois se laissaient aller au fil des rivières. Alors aussi on partait en groupe, jeunes gens et jeunes filles, tous coiffés de la casquette bleue et blanche; on prenait des voitures, on gagnait les rives du grand lac Peipsi. Là, les amis se baignaient; puis, ils faisaient cuire leur peau au soleil. D'autres couraient la

forêt proche, dansaient sur le tapis des mousses en se tenant par la main et en célébrant par des chants le soleil, les arbres et les sources.

« O délices! soupirait-il en lui-même. Voici revenus les jours de la bonne camaraderie. Nous allons à la forêt avec la chanson et la musique : et les sublimes libertés de la démocratie nous ouvrent la route. »

Déjà il voyait Mme Lemaire, couronnée de fleurs des champs, MM. Lemaire, Loignon et Jardin débarrassés en partie de leurs grossiers vêtements, et les petites Lemaire, les jambes nues pour être plus légères, faire une ronde avec Jacquemine et lui-même autour d'un vieux chêne honoré comme un dieu sylvestre.

— A quoi pensez-vous, monsieur Voldemar? demanda Jacquemine entre deux chansons.

— Aux dimanches de mon pays, répondit Voldemar. Alors aussi, on allait à la forêt...

— A la forêt? dit Jacquemine. Pour déjeuner sur l'herbe? Et de quoi vous nourrissiez-vous dans ce pays d'ours et de loups?

— De beaucoup d'idéales rêveries.

— Oh! fit Jacquemine, avec nous vous ne rêverez pas.

Elle reprit ses chansons. Le tramway, maintenant, courait sur un large boulevard. Bientôt il atteignit, après avoir franchi un pont, l'entrée du parc de Saint-Cloud; tout le monde descendit et on tint conseil.

Les uns étaient d'avis que l'on devait gagner par le plus court le tapis de verdure où l'on déjeunerait; les autres préféraient passer au pied de la cascade dans l'espoir de voir jaillir le grand jet d'eau.

— Il monte à quarante mètres, disait Mme Lemaire.

— Oui, disait M. Loignon, mais les eaux ne sont pas ouvertes.

— Qu'en savez-vous?

— C'est une impression.

Le débat s'étendit. Jean-Pierre Loignon proposa qu'on prît d'abord l'apéritif.

— Moi, dirent ensemble Brigitte et Rosette, je boirais bien une anisette à l'eau.

— C'est ça, dit Mme Lemaire, pour vous couper l'appétit.

— Et vous, monsieur Voldemar, demandait Jacquemine, que préférez-vous : prendre l'apéritif ou gagner tout de suite l'endroit du déjeuner ?

— Heu..., disait Voldemar.

— Celui-là..., disait M. Jardin.

Après dix minutes de délibération, l'accord n'était fait ni sur la route à suivre, ni sur l'apéritif. Comme le soleil était très vif devant la grille du parc où se tenait le colloque, le groupe se retira à l'ombre d'un marronnier.

— Voyons, dit Mme Lemaire, il faut s'entendre.

— Il faut s'entendre, dit le chœur.

— Que ceux qui veulent prendre l'apéritif lèvent la main !

Quatre mains se levèrent.

— Quatre pour, quatre contre, dit Mme Lemaire. Nous n'en sortirons pas.

— Mais non, dit M. Lemaire : quatre pour, cinq contre.

— Comment ? dit Mme Lemaire, je vois quatre mains levées et quatre qui n'ont pas bougé.

— Et la vôtre ? dit le chœur.

— La mienne ? Mais elle ne compte pas, puisque je préside.

— C'est juste, dit M. Loignon, elle préside.

On discuta si la voix du président comptait double ou ne comptait pas.

— Cela dépend des jurys, dit le fils Loignon. Aux Beaux-Arts, elle compte double.

— Oui, dit M. Lemaire, mais à la Chambre elle ne compte pas.

On finit par se mettre d'accord qu'une partie de plaisir tenait plus des Beaux-Arts que du Parlement, que la voix de Mme Lemaire compterait double, qu'on renoncerait à l'apéritif et qu'on gagnerait par le plus court les ombrages du haut parc.

Voldemar admirait la façon vraiment démocratique dont ces débats avaient été menés. Mais son admiration devint de l'enthousiasme quand, après une longue et pénible montée, la troupe s'arrêta pour décider du lieu où l'on s'installerait pour déjeuner sur l'herbe.

Mme Lemaire craignait la fraîcheur du sous-bois ; M. Loignon redoutait les ardeurs du soleil ; Jacquemine désirait un gazon bien sec et propice à la danse ; Brigitte et Rosette exigeaient un bosquet de noisetiers orné de chèvrefeuille.

— Prenons ce chemin, disait M. Loignon, il mène à un petit fourré où nous serons tranquilles.

— Un fourré! s'écria Mme Lemaire, avec mes filles et cet étranger que nous ne connaissons pas! A quoi pensez-vous, monsieur Loignon?

M. Jardin, qui était las et d'humeur maussade, proposa qu'on s'installât où l'on se trouvait. Tous se récrièrent qu'il y faisait une chaleur insupportable et qu'on y était en vue d'une foule de promeneurs.

— Déjeunons sur la terrasse du parc, dit M. Lemaire. De là nous apercevrons la tour Eiffel, les tours du Trocadéro, le dôme des Invalides, tout notre cher Paris.

Une clameur couvrit sa voix: chacun protestait qu'on n'était pas venu aux champs pour contempler la tour Eiffel. Là-dessus, le fils Loignon préluda sur son instrument et jeta quelques accords arpégés d'un effet bruyant.

— De grâce, monsieur Jean-Pierre, dit Mme Lemaire, il nous est déjà difficile de nous entendre...

— Si, si, dirent les jeunes filles, un peu de musique.

— Moi, dit M. Jardin, je déjeune.

Il s'assit contre un arbre, tailla le croûton du pain qu'il portait et se mit à manger.

— Voyons, papa, dit Jacquemine, attends-nous.

— Jusqu'à quand? dit M. Jardin.

Jean-Pierre jouait sur l'accordéon un air de tango qui entraîna aussitôt Jacquemine à esquisser quelques pas de cette danse.

— Monsieur Voldemar, dit-elle, dansons, voulez-vous?

Voldemar la saisit par la taille, et le rouge de l'émoi s'ajoutait à celui que la chaleur mettait à ses joues.

— Mes amis, disait M. Loignon, il faut se décider; la galantine fond dans ma poche.

— Il faut se décider, dit le chœur.

On reprit le débat par le commencement. Les amateurs d'ombre l'emportèrent enfin sur les partisans du soleil, et le groupe en quelques minutes fut installé sur un petit rond d'herbe entouré de taillis. Il était deux heures passées.

Les messieurs abandonnèrent leur veste en gardant leur gilet; les demoiselles, pour ne pas tacher leurs robes claires, étendirent, avant de s'asseoir, leurs mouchoirs sur le gazon.

Il y eut bien encore quelques échanges d'opinion sur l'ordonnance du repas : mangerait-on la mortadelle avant les œufs durs, la galantine avant le poulet? Il y eut bien aussi une dispute de courtoisie entre MM. Loignon, Lemaire et Jardin à qui reviendrait l'honneur de découper le poulet. Ce furent des alertes. Le déjeuner sur l'herbe fut ce qu'il devait être : une plaisante occasion donnée à des gens de la ville d'être mordus par les fourmis, piqués par les taons et visités par toute sorte de mouches, punaises des bois, araignées et cousins peu connus au faubourg Saint-Germain.

Une chaleur lourde accablait les esprits. A peine les cerises étaient-elles avalées que l'encadreur, le relieur et le marchand de couleurs se laissèrent aller au sommeil. Mme Lemaire, adossée à un arbre, renonça vite à lutter contre une somnolence qui l'attaquait par les yeux, les oreilles et les quatre membres : elle s'endormit à son tour.

— Et maintenant, dansons, dit Jacquemine.

Les deux jeunes gens et les jeunes filles s'éloignèrent à pas de mystère et choisirent pour le lieu de leur danse une étroite clairière dont le discret décor enchanta Voldemar.

— Mademoiselle, disait-il à Jacquemine, nous devons faire une danse pour honorer la liberté. Nous mettons les pieds nus, les jambes nues, nous unissons les mains, et nous dansons en levant vers le ciel nos yeux chargés de reconnaissance.

— Quoi? Que dit-il? fit Jacquemine en éclatant de rire. Les pieds nus? Pourquoi, les pieds nus?

— Pour unir mieux la libre chaleur de nos pieds, le libre sang de nos veines au libre gazon, à toutes ces libres fleurs qui font leur vie dans le hasard et dans la fantaisie comme le libre peuple français.

Il parlait dans une sorte de fièvre : ses yeux brillaient, les mots venaient sur ses lèvres avec abondance et facilité. Il faisait de la liberté une peinture qui étonnait les autres : il la montrait comme une force de la nature assez semblable à ces coups de vent qui emportent en tout sens les poussières du pollen et les graines volantes des chardons et des peupliers.

— Ha, ha! s'écriait-il dans le feu de son discours, nous sommes cinq bons camarades, nous devons tourner la danse de la liberté.

On lui donna à entendre qu'il n'était pas dans les habitudes des demoiselles de France de se piquer les pieds et les chevilles aux brindilles, aux tiges d'herbe des prairies et des bois. Jean-Pierre Loignon joua la valse de *la Mascotte*. Rosette et Brigitte enlacées s'abandonnaient en toute joie au rythme léger de cette preste et naïve musique. Jacquemine entraîna Voldemar, et la danse déroula un long temps la guirlande de ses plaisirs.

Quand Jean-Pierre s'arrêta de jouer, la chaleur était grande. Au ciel, de lourds nuages venus des quatre points de l'horizon se groupaient et formaient au-dessus des feuillages du parc un dangereux réservoir de pluie et de tonnerre. On entendait, mêlée aux premiers grondements, la voix de Mme Lemaire qui appelait ses filles. Il fallut renoncer à d'autres danses, rejoindre le groupe des gens d'âge.

M. Loignon, M. Lemaire, M. Jardin et Mme Lemaire, tirés de leur sommeil par l'orage, étaient fort animés.

— Je suis d'avis, disait M. Loignon, de piquer droit sur le pont de Sèvres : nous serons, s'il pleut, à l'abri des marronniers.

— Sous les arbres quand il tonne, faisait Mme Lemaire, c'est de la dernière imprudence! Prenons par le chemin le plus découvert.

— Vous avez un parapluie?

— Non, mais j'aime mieux être mouillée que foudroyée.

On disserta sur les dangers comparés de la foudre et de la fluxion de poitrine; M. Lemaire alla chercher dans ses souvenirs que, chaque année, sept cents personnes environ succombaient en France aux méfaits du feu du ciel. Oui, disait M. Loignon, et savez-vous combien de dizaines de mille succombent à la pneumonie?

— Si vous portiez comme moi de la flanelle sur le corps, disait M. Lemaire, vous n'iriez pas risquer d'être électrocuté par crainte de recevoir une averse.

Voldemar conta comment les athlètes estoniens aimaient que la pluie ruisselât sur leur peau nue et comment le port des vêtements était contraire à la santé.

— Celui-là... fit M. Jardin.

Mme Lemaire pria Voldemar de ne pas oublier qu'il parlait devant des jeunes filles. Jean-Pierre Loignon affirma à son

tour qu'aux Beaux-Arts les modèles ne s'enrhumaient pas quand ils étaient nus.

— Voilà les premières gouttes, dirent ensemble Rosette et Brigitte. Heureusement, elles sont tièdes : c'est délicieux.

On débattait toujours sur le chemin à prendre. Le tonnerre roulait sans arrêt; le ciel s'obscurcissait.

—Et nous n'avons pas cueilli de fleurs, dit Jacquemine en s'élançant.

— Aux fleurs! aux fleurs! dirent les demoiselles Lemaire.

Elles cueillaient, au hasard, des ombelles de carotte sauvage, des panaches de graminées, des boutons d'or et des pissenlits.

Jacquemine, allant de pâquerette en pâquerette, chantait d'une voix claire et légère cette chanson d'alouette qui, si souvent, animait les échos de la rue Jacob.

« Rêve ou réalité? » soupirait Voldemar en lui-même.

— C'est bien le moment de chanter, disait M. Jardin.

« O joie! ô délices! » se disait Voldemar en balançant la tête.

— Les nuages s'amoncellent, disait M. Jardin, le tonnerre gronde, et elle chante!

« Chère alouette! » murmurait Voldemar.

— Pauvre France! disait M. Jardin.

Il considérait son enfant indifférente aux menaces de l'orage, toute au plaisir de l'instant présent, légère, rieuse et chantante. Il songeait, en son amertume naturelle, que le peuple de France était fait comme sa fille, qu'il allait, baguenaudant et riant, quand le ciel de l'Europe se couvrait de nuages. Et il haussait les épaules, ce qui le soulageait dans sa colère.

Pendant ce temps, les autres discutaient toujours du chemin à prendre pour le retour.

— Pardon, disait M. Lemaire.

— Laissez-moi parler, disait M. Loignon.

— Écoutez-moi, disait Mme Lemaire.

La pluie tomba bientôt en averse. Alors les réflexes l'emportèrent sur les meilleurs arguments, et d'un même mouvement les faiseurs d'objections s'élancèrent à pas de débandade par le chemin le plus court vers le tramway du pont de Saint-Cloud.

« Tout de même, se disait Voldemar, ils ont fortement et librement discuté : c'est la victoire de l'esprit démocratique sur la force brutale de l'orage. »

Il songeait ainsi en lui-même, tandis que l'eau du ciel abîmait et gâtait en quelques minutes les robes de voile des jeunes filles et les beaux vêtements du dimanche des messieurs.

III

Chaque matin, Voldemar se rendait au laboratoire d'entomologie. M. le professeur Jubier le recevait avec bonté, lui posait des questions sur sa santé, s'il avait bien dormi, si l'air de Paris était à sa convenance. Il avait d'abord espéré ouvrir l'esprit du chargé de mission aux choses de la coléoptérologie; il lui avait patiemment enseigné à distinguer une cicindèle d'un hanneton, à voir la tête de l'insecte où elle était et non à l'autre extrémité du corps. Mais Voldemar, depuis qu'il était possédé de l'esprit de liberté, marquait beaucoup d'indifférence à l'honnêteté professionnelle et ne faisait pas le moindre effort pour justifier la faveur ministérielle dont il bénéficiait. Les insectes l'ennuyaient, il ne s'en cachait pas. Il eût même affecté de mépriser la science qui le nourrissait si sa simplicité naturelle ne l'avait, pour un temps, tenu à l'écart de l'ingratitude propre aux enfants gâtés.

En vain, M. Jubier lui mettait-il en main des épingles, des pinces qui lui permissent de rendre au laboratoire de menus services comme de fixer les bêtes étudiées, de les placer à leur rang dans les cartons de collection; il s'y montrait malhabile, il brisait sans y prendre garde les fragiles antennes, les palpes ou les ongles de ces délicates créatures venues intactes des forêts de l'Inde, des déserts de l'Afrique. Il avait trop souvent entendu dire à Merlaud que la démocratie n'avait que faire de la compétence dans les postes qu'elle distribuait à ses favoris pour avoir scrupule de briser les ornements de tête d'un coprophage ou les pattes d'un habitant des bouses.

Aussi bien s'entretenait-il surtout de politique avec M. Jubier pendant le temps très court qu'il donnait à sa mission. M. le professeur Jubier excellait en ce genre d'exercice oratoire. Il était de ces savants que la tribune attire quand le laboratoire ne les retient pas : ils passent des clartés de la

mathématique, de la physique, de la biologie aux troubles idéologies de la politique avec une sorte de fureur batailleuse qui est comme la récréation de ces patients chercheurs. De la même main qui signe les plus doctes communications à l'Académie des Sciences sur l'activité des électrons, le diamètre de la Voie lactée ou la dentition des mammifères triasiques, ils jettent leur nom au bas de ces grands placards rouges que l'on voit, dans les temps de tourmente, affichés sur les murs de Paris et qui appellent le peuple à la guerre civile, au meurtre, à l'incendie; de la même voix qui enseigne en Sorbonne la résolution algébrique des équations générales, ces aristocrates de la pensée lancent du haut des tréteaux de réunion publique des discours sur la dictature des masses et l'étatisation de l'intelligence.

M. Jubier jouait à la fois ce jeu violent et le jeu plus fin de demeurer dans les bonnes grâces des démocrates au pouvoir : il aimait les honneurs, il en goûtait les avantages et il jugeait que les ministres en place, tout bourgeois qu'ils fussent, avaient du bon aussi longtemps que ses amis politiques n'auraient pas soviétisé la France. C'est pourquoi M. le professeur entourait de bontés le chargé de mission de M. le ministre de l'Éducation nationale.

— Cher ami, disait-il à Voldemar, je ne pense pas que Merlaud soit un bon maître en politique : c'est un homme qui retarde, qui croit aux droits de l'homme, à la liberté individuelle; c'est un esprit petit-bourgeois.

— Quoi! monsieur le professeur...

— Oui, oui, vous aussi, mais vous en reviendrez. Toutefois, Merlaud est utile, il a l'oreille des hommes au pouvoir; il les combat en apparence pour mieux se faire payer ses services; parlez-lui donc de cette rosette que je désire tant de porter à ma boutonnière, non pas que je tienne à ces hochets, mais mes élèves ont la faiblesse d'en tirer vanité pour moi.

Un matin, M. Jubier demanda à Voldemar s'il lui plairait d'assister à la séance d'ouverture du Congrès des biologistes révolutionnaires qui inaugurait ses travaux le soir de ce jour-là dans la salle des fêtes de la commune de La Révolte.

— Vous y rencontrerez, dit-il, l'élite du monde qui pense, des physiciens, des chimistes, des écrivains, venus là pour

honorer de leur présence les efforts de la biologie au service du prolétariat.

— Monsieur le professeur, dit Voldemar, je serai fier d'approcher de si hautement célèbres personnages.

Ils gagnèrent La Révolte dans la voiture de Mme Schlupfweg. C'était une dame révolutionnaire, aimable, enjouée qui paraissait être arrivée à l'âge des petites folies, qui ne s'en cachait pas et qui déclara tout de go à Voldemar qu'avec une mine rose comme il en avait une il ferait un charmant catéchumène de la révolution.

— Nous allons à la jeunesse, disait-elle, la jeunesse vient à nous ; venez à nous, jeune homme ; nous vous ouvrons les bras, nous vous recevrons dans notre sein, nous vous ferons connaître tous les bonheurs promis par l'Internationale communiste.

En parlant ainsi, elle posait une main chargée de bagues sur le genou de Voldemar. Mais Voldemar songeait à Jacquemine et qu'il serait plus doux de ne penser à rien entre les bras de cette demoiselle que d'étudier des communisteries sur le sein de la révolution.

La voiture traversait une terne banlieue où le printemps faisait de pauvres tentatives de verdure entre les grains de mâchefer qui couvraient le sol.

— Voyez, disait Mme Schlupfweg, quelle misère ! C'est à fendre l'âme. Nous changerons bientôt tout cela.

— Oui, disait le professeur Jubier, en ouvrant aux habitants de ces masures vos salons de l'avenue Foch.

— Vous, Jubier, disait Mme Schlupfweg, vous exagérez tout de suite : on peut être communiste de cœur, — c'est mon cas, — en demeurant dans le bien-être, en recevant à sa table de bons amis comme vous et en tenant un salon d'idées où se débattent les problèmes de la Troisième Internationale.

Bientôt, on fut au seuil d'un bâtiment orné de drapeaux rouges et barré d'une banderole sur laquelle on lisait : *Salut aux camarades biologistes.* Une foule de travailleurs se pressait devant les portes : c'étaient des métallurgistes, des façonniers en glaces, des émailleurs, des camionneurs, des cimentiers, toutes professions fort éloignées de la recherche des origines de la vie. Mais l'air de sérieux que ces hommes portaient sur leurs traits donnait à penser qu'ils venaient là pour s'instruire.

M. le professeur Jubier prit place sur une estrade drapée de cotonnade rouge, tandis que Voldemar et Mme Schlupfweg s'asseyaient parmi les prolétaires. Si les banquettes d'orchestre étaient occupées surtout par des salariés, on apercevait au tréteau d'honneur M. le professeur Glotte, lauréat de toutes les académies du monde, M. le professeur Servilière, du Collège de France, M. Hamm, de l'Institut biologique, plusieurs célèbres idéologues, l'écrivain Chérès et sa suite de jeunes littérateurs. Mme Schlupfweg les nommait à Voldemar.

— Je les connais tous, disait-elle, je les ai souvent à ma table. Ah ! ce sont de vrais amis du peuple, d'excellents révolutionnaires.

La plupart étaient des hommes d'âge, chenus et mal assurés dans leur démarche et dans leurs gestes. On les voyait s'efforcer à prendre une attitude désinvolte, à adapter leur contenance à celle d'un public qu'ils n'avaient pas accoutumé de rencontrer dans les amphithéâtres des facultés. Ils ne portaient point la casquette, mais ils cachaient leur feutre sous leur chaise ; ils enfonçaient les mains dans leurs poches, ils fumaient la cigarette en essayant de la tenir collée à leur lèvre inférieure comme ils avaient vu faire à des garçons de mauvaise compagnie ; et dans leur désir de passer aux yeux des travailleurs pour des frères, des camarades, ils tombaient dans des façons dont aucun prolétaire ne pouvait être dupe.

La séance fut déclarée ouverte par M. le maire de La Révolte qui présidait. En un instant, dans une sorte de mouvement d'automatisme, le public de la salle fut debout et se mit à chanter cet hymne triste que Voldemar avait déjà entendu retentir derrière les portes à tambour du Palais-Bourbon. Quand le chant eut pris fin, tout le monde s'assit et M. le maire de La Révolte annonça que la parole était au camarade Glotte. M. le professeur se leva ; d'un bond toute la salle fit comme lui et reprit d'une seule voix le chant funèbre : il semblait que ce fût une façon d'applaudir.

— Camarades, dit M. le professeur, quand la musique s'arrêta, je vous adresse le salut de la science rouge.

A ces mots, de nombreux assistants se levèrent pour reprendre leur chant. M. le professeur les arrêta d'un geste.

— Camarades, reprit-il, vous savez que, par l'effet des bombardements...

— A bas la guerre ! s'écria l'assistance.

— ... Des bombardements de projectiles vibratoires Ultra-X, poursuivait le physicien, les lois...

— A bas les décrets-lois ! dit l'assistance.

— ... Les lois de la physiologie animale sont en partie tributaires du rayonnement cosmique. Les travaux de l'astronome américain Millikan sur les rayons Ultra-X font autorité...

— A bas l'autorité ! A bas le fascisme ! dit l'assistance.

— ...Autorité là-dessus et je voudrais vous donner une idée des conséquences sociales de cette découverte. Elles sont du plus haut intérêt.

A peine M. le professeur Glotte avait-il prononcé ces mots, qu'un grand tumulte se fit dans la salle. Toutes les têtes se tournaient vers la porte d'entrée ; on criait : Vive Duray ! On montait sur les banquettes, on se haussait sur la pointe des pieds, on tendait le cou. Chacun semblait impatient d'apercevoir le nouvel arrivant.

— Qui est ce personnage considérable ? demanda Voldemar.

— C'est Duray, dit Mme Schlupfweg, l'instituteur de Vieilleville-les-Dames. Vive Duray ! C'est l'homme du jour... Vive Duray ! Ah ! je voudrais bien l'avoir à mon prochain mardi.

Quand les cris furent tombés pour faire place au murmure d'une foule livrée aux commentaires de l'admiration, le président pria le camarade Duray de monter sur l'estrade où il l'installa à sa droite, si bien que ce jeune homme, qui enseignait à ses élèves que la patrie était une plaisanterie à se tenir les côtes, se trouvait plus honoré que M. le professeur Glotte qui avait découvert l'origine cosmique de la radioactivité. A sa vue, mille bouches entonnèrent l'hymne de circonstance avec une chaleur renouvelée et réclamèrent que la parole lui fût donnée. En vain M. Glotte tentait-il de placer dans ce tumulte ses histoires de rayons Ultra-X ; on criait : « Duray ! Duray ! » Et il fallut bien que la science cédât le pas à l'idéologie.

— Camarades, dit l'instituteur au milieu d'un silence solennel, je... Eh bien ! voilà... N'est-ce pas, je trouve que... Ou, du moins, j'estime que l'idée de patrie est une rigolade et...

Il n'acheva pas. Une clameur d'enthousiasme ébranla les assises de la salle des fêtes, fit osciller les murailles, et que les

vitres n'eussent point volé en éclats sous l'attaque de tant de vibrations étonna les physiciens présents et fit, par la suite, l'objet de plusieurs communications à l'Académie des Sciences.

Voldemar n'avait jamais assisté à un congrès où l'on mêlât les hautes connaissances et découvertes de l'esprit humain aux contingences politiques du moment. Il considérait les hommes de science assis sur l'estrade rouge. Ils paraissaient tout vibrants d'enthousiasme ; ils ouvraient la bouche et feignaient de chanter quand les autres chantaient ; ils levaient le poing à hauteur de boutonnière quand les autres faisaient ce geste qui semblait être une façon à eux de saluer. M. le professeur Jubier n'était pas le moins vibrant : la sueur lui couvrait le visage ; il s'épongeait le front, ajustait son lorgnon ; il demandait la parole ; on le priait de patienter.

Mais, dans le calme revenu, M. Glotte achevait son exposé. Après lui, M. le professeur Servilière fit une leçon très savante sur les mutations de la mouche du vinaigre, appelée Drosophile, et sur le mécanisme de l'hérédité chez cette bête. Bien qu'il fût clair dans son langage, le public donnait des signes d'inattention et de lassitude. Les têtes s'inclinaient vers les poitrines, se posaient sur l'épaule du voisin. Toutefois, elles se relevaient vivement dès qu'un mot de l'orateur pouvait être pris dans un sens politique ou syndicaliste. « Cellule », « groupe », « fraction », agissaient sur l'esprit des travailleurs à la façon d'un coup de trompette ; mais ils s'apercevaient vite qu'il s'agissait d'une sorte de cellule très différente de celle à laquelle ils étaient inscrits et ils retombaient dans leur somnolence.

Ils en sortirent d'un coup quand M. le professeur Jubier eut la parole. Voldemar s'attendait que son savant maître fît une leçon sur les insectes coprophages et enseignât aux prolétaires la sorte de bonheur que ces bêtes connaissaient en étant travailleuses, économes et prévoyantes. Il n'en fut rien.

— Avant que cette belle et émouvante séance prenne fin, dit M. Jubier, je voudrais attirer l'attention des biologistes révolutionnaires sur le sort tragique de Petrov.

A ce nom, le public se leva d'un seul mouvement et chanta.

— Qui est Petrov ? demanda Voldemar à Mme Schlupfweg.

— Cher ignorant, dit Mme Schlupfweg en frôlant de ses lèvres à cause de la musique l'oreille de Voldemar, vous

n'avez pas entendu parler de Petrov, le héros de Sadomir?

Elle lui conta que ce Petrov était un soldat thrace qui avait tué son capitaine, que le malheureux avait été condamné à mort par les juges de Sadomir, qu'il s'attendait d'un moment à l'autre à être fusillé et que le prolétariat du monde entier exigeait qu'il fût libéré immédiatement.

— Mais, dit Voldemar, ce soldat qui a tué son capitaine est-il donc un héros?

— Oui, dit Mme Schlupfweg, c'est un héros de la lutte de classes. Nous ignorons pourquoi Petrov a tué son capitaine : il nous suffit de savoir qu'il était l'opprimé et l'autre l'oppresseur. Petrov est un héros; nous empêcherons son assassinat.

— Je ne comprends pas très bien, dit Voldemar.

— Cher petit, dit Mme Schlupfweg, je vous expliquerai tout : il faut venir me voir.

Quand les amis du soldat Petrov eurent fini de chanter, M. Jubier proposa qu'on adressât au gouvernement thrace un télégramme dont la rédaction fut confiée à l'écrivain Chérès. *Congrès biologistes révolutionnaires exige du gouvernement thrace libération immédiate condamné innocent Petrov.*

On fit ensuite une quête au profit de la famille du soldat Petrov. Et l'on recueillit 37 fr. 65.

— Magnifique soirée, dit M. Jubier quand il se retrouva avec Voldemar dans la voiture de Mme Schlupfweg.

— Monsieur le professeur, dit Voldemar, je ne pense pas ainsi. J'ai beaucoup cherché des hommes libres autour de moi; j'ai seulement trouvé des hommes mécaniques. Ils levaient le poing, ils ouvraient la bouche, ils chantaient, ils criaient : « A bas » ou bien « Vive »; ils s'endormaient, ils s'éveillaient, tous ensemble comme les grenouilles du Peipsi. Ah! j'aime mieux Monsieur Loignon, Monsieur Lemaire et Monsieur Jardin qui se disputent sur l'ombre et sur le soleil, sur l'apéritif et sur la pneumonie; j'aime mieux aussi les amis de Monsieur Merlaud qui ont chacun une opinion sur le nom du nouveau cuirassé de la marine française; j'aime mieux enfin Mademoiselle Jacquemine qui chante à son temps, à son goût, et qui danse sur l'herbe.

— Quelle est cette demoiselle? demanda Mme Schlupfweg.

— Ah! dit Voldemar, c'est la fille de la liberté.

— Et de qui encore ?

— De Monsieur Jardin, encadreur.

— Peuh ! fit Mme Schlupfweg en avançant les lèvres, des petites gens, des gens de rien...

IV

— Je veux bien, moi aussi, vous donner des leçons de liberté, disait à Voldemar Mlle Dasne la secrétaire.

Elle le lui disait d'une voix chantante et mouillée, un peu implorante, un peu impérative, d'une voix, comme elle-même, prise entre l'âge où l'on est demandé et l'âge où l'on demande.

Ils dépouillaient ensemble les journaux du matin, marquant d'un trait de crayon rouge les articles favorables aux idées politiques que défendait Merlaud, d'un trait de crayon bleu les attaques menées contre ces idées-là. Le bleu l'emportait sur le rouge : il semblait que les feuilles dont les piles s'enlevaient le plus vite aux kiosques à journaux fussent toutes des adversaires et qu'elles n'eussent point d'autre souci que de combattre par colonnes de texte serré les paroles et les actes des amis de Merlaud.

Cette bataille de plume était conduite avec une ardeur chaque matin renouvelée : l'attaque partait vivement et sans détours, tantôt faite à la griffe et à la dent, tantôt lancée à pointe de sarcasme, de dérision, de persiflage. Ceux qui donnaient l'assaut étaient gens de plaisante écriture, non pas des pourfendeurs de nuées mais d'adroits constructeurs d'arguments polémiques.

La verve, l'entrain étaient du côté du crayon bleu; les hommes au pouvoir s'y voyaient dépouillés des brillantes apparences de leur position : ils ne prononçaient pas un discours qu'il ne passât par les cornues et les éprouvettes de l'ironie; leur éloquence était traitée de « bouillie pour les chats »; les belles périodes où ils se laissaient entraîner à la tribune de la Chambre, aux banquets démocratiques, étaient reprises mot pour mot par de patients moqueurs qui trouvaient là pâture à leur goût de raillerie. Du côté du crayon bleu aussi était la jeunesse avec son impertinence qui marquait les écrits même des vieux polémistes; de ce côté-là, enfin, tout le gail-

lard et le truculent, le bouffon, le cocasse, le facétieux qui sont l'assaisonnement du génie pamphlétaire.

Du côté du crayon rouge, le rythme était plus lent. Il se développait dans le ton assez morne des affirmations de principes : on s'y exprimait, la main sur le cœur, on y disait qu'on avait la ferme volonté d'aboutir, que le problème de la vie chère, le problème du chômage, le problème du blé étaient au premier plan des préoccupations du parti. L'on y prenait le ton le plus solennel pour dire : « Un chef de parti a le devoir de montrer à ses troupes le droit chemin » ; on y répétait que l'intérêt du parti ne devait jamais se séparer de l'intérêt du pays, qu'un grand parti devait être un parti de gouvernement. Comme on voit, c'était surtout de devoir qu'il s'agissait, d'un devoir monotone, dont on sentait que ceux qui le pratiquaient ne pouvaient lui demeurer attachés qu'à force d'en tirer de profitables compensations.

— Mais, disait Voldemar, pourquoi les journaux, que je vois dans toutes les mains quand je prends le métro, font-ils le combat à la politique du gouvernement et les journaux que personne ne lit font-ils la louange de cette politique ? Est-ce que la presse est le miroir de l'opinion, comme nous avons en Estonie le nationaliste *Päevaleht*, le radical *Vaba Maa* et l'agrarien *Kaja* ?

— Oui, monsieur Voldemar, disait M[lle] Dasne en pensant à autre chose, les journaux sont des miroirs... Ah ! votre miroir vous sourit-il quand vous le regardez ?

— Eh bien ! poursuivait Voldemar, si les journaux ressemblent à l'opinion, pourquoi cent mille et cent mille sont-ils lus par les Français qui ne pensent pas pareil que le gouvernement, et dix ou douze sont-ils lus par ceux qui pensent pareil ?

— Sait-on jamais? faisait M[lle] Dasne en se considérant dans une petite glace de poche.

— Puisque, disait Voldemar, le gouvernement représente la majorité des Français, les journaux qui sont lus par tout le monde devraient avoir l'opinion de la majorité, ce qui est à dire l'opinion du gouvernement. Je ne comprends pas. Et vous?

— Je n'y ai jamais réfléchi, disait M[lle] Dasne. Vous savez, dans un pays où les femmes ne votent pas...

— Il faut réfléchir ensemble, dit Voldemar. C'est un curieux problème démocratique.

— C'est cela, dit Mlle Dasne, réfléchissons.

Elle approchait sa chaise de celle de Voldemar de façon qu'un peu de son genou frôlât celui du jeune homme, qu'un peu de la chaleur de son coude passât au coude de Voldemar : c'étaient de petites audaces de la chair, de timides privautés des sens; c'était l'illusion furtive d'une intimité; c'était un grand bonheur.

Pendant que Mlle Dasne s'abandonnait avec ivresse aux apparences de l'amour partagé, Voldemar avisait sur la table un journal assez mince, fait d'un papier de fruste pâte, d'une typographie grise et baveuse, et que la secrétaire avait marqué en tous sens de traits de crayon rouge : c'était *le Républicain de Fleury*.

« Ah, ah ! se dit Voldemar, voilà un journal vraiment démocratique. »

Et, sans prendre garde au genou et au coude de Mlle Dasne, il lut, en les épelant mot par mot, chacune des phrases offertes à l'attention de Merlaud.

La belle lecture ! Et si réconfortante ! Au lieu d'y rencontrer les sarcasmes et les moqueries des feuilles d'opposition, on s'y mouvait dans un ensemble harmonieux de certitudes de bonheur. Il y avait d'abord, en tête de première page, une forte étude sur la situation politique où l'on apprenait que la vie même du pays s'engageait dans les voies de la perfection, que l'étude du problème économique allait être abordée sérieusement, que les mesures les plus fécondes allaient être prises pour remédier aux difficultés de l'agriculture, que l'on allait former une commission chargée d'étudier la déflation des créances et des prix. La richesse, la paix, la fécondité y étaient portées au futur avec une telle sérénité dans l'affirmation que le lecteur du *Républicain de Fleury* était, dès les premières lignes, assuré que la république s'acheminait vers d'incomparables lendemains : le baromètre montait, la France était au beau.

Aux colonnes suivantes, on était renseigné sur les votes de M. le député Merlaud. On lisait : *Votes de notre député. Scrutin sur l'hygiène de la première enfance : M. Merlaud a voté* pour. *Scrutin sur la suppression de l'enseignement de l'histoire de*

France avant 1789 dans les écoles : M. Merlaud a voté pour. *Scrutin sur la mise en chantier d'un nouveau cuirassé : M. Merlaud* s'est abstenu.

Ainsi chaque électeur suivait, journal en main, l'activité parlementaire de son député, le voyait bataillant pour le bien de l'arrondissement, défendant les nouveau-nés contre la conjonctivite, la gourme, la colique, allégeant les écoliers du fardeau d'études vaines et sans fondement, pesant le bon et le mauvais de la construction d'un bateau, en somme bien inutile à la prospérité de Fleury-sur-Claire.

Plus loin, on lisait le compte rendu des débats de la Chambre : ils couvraient un tiers de la première page et toute la seconde. Après quoi venaient les petits faits locaux, les contraventions, les feux de cheminée, les piétons renversés ; puis le programme de l'Harmonie municipale ; puis les avis mortuaires et les naissances ; puis les avis de mariages ; enfin une quantité peu croyable de consultations médicales, gracieusement offertes par toute sorte de pharmaciens philanthropes qui enseignaient aux lecteurs atteints dans leur santé le remède infaillible aux maux dont ils souffraient.

En ces quatre pages de commentaires politiques et de conseils pharmaceutiques, on eût cherché en vain le reflet d'une existence régionale, quelque allusion à la vie même de la vallée de la Claire, à la belle venue des luzernes et des trèfles, à l'apparition des premiers jeunes perdreaux. Nulle rubrique où fussent annoncées les phases de la lune de juin, les heures où elle pointerait le clocher de Fleury, où elle danserait sur les eaux de la rivière ; nul avis de naissance d'une famille d'iris jaunes en amont de la grève des lavandières. Cette feuille chargée de nouvelles ignorait que, dans la ville de Fleury même, les hirondelles eussent bâti de salive et d'argile une bonne douzaine de nids nouveaux; elle ignorait aussi que le plus beau des ormes de la promenade fût atteint d'un mal impitoyable. Mais elle savait que le groupe parlementaire des néo-socialistes avait tenu une réunion, que M. le député communiste Florent-Louis (de la Seine) avait interpellé le gouvernement sur le mauvais fonctionnement du calorifère de l'école de Noisy-le-Sec. Nouvelles prodigieuses, venues sur fil jusqu'à Fleury, accueillies avec

joie par les lecteurs du *Républicain*, commentées, discutées tout un soir aux cafés de la ville.

— Magnifique! s'écria Voldemar quand il eut terminé sa lecture. La démocratie a un journal : c'est *le Républicain de Fleury*. Il est petit, il est léger; mais il donne les vraies nouvelles de la vie démocratique.

Il était bien vrai que cette feuille légère donnait des nouvelles de la France de Merlaud. Elles étaient limitées aux choses et aux gens du métier politique, elles étaient celles que goûtait cette France-là.

Voldemar se tourna vers Mlle Dasne toujours occupée à prendre des petits morceaux de bonheur par touches de coude et de genou.

— Mademoiselle, dit-il, comment est cela possible qu'un journal si petit a les idées si grandes?

— Eh bien... fit Mlle Dasne en le caressant du regard, heu... C'est comme vos mains, monsieur Voldemar : comment peuvent-elles être si petites, quand votre taille est si grande?

— Je pensais, dit Voldemar, que vous avez réfléchi, et vous n'avez pas fait.

Il fallait être Estonien pour songer qu'une demoiselle eût la tête à la politique quand son cœur était occupé d'amour.

— Et notre leçon de liberté ? dit Mlle Dasne.

— Quelle liberté? dit Voldemar.

— La liberté... Heu... Eh bien! la liberté de s'embrasser, par exemple, de... Enfin, la liberté de prendre des libertés... Ah! la vie est si courte!

— Oui, oui, dit Voldemar en s'écartant, mais aujourd'hui je veux beaucoup d'apprendre la liberté de la presse.

Il reprit ses lectures. Elles l'amenèrent de nouveau à ces feuilles qui n'annonçaient ni la paix, ni la prospérité, ni la solution du problème du blé, ni celle de la vie chère. Malgré l'allant et la vivacité de leurs attaques, elles étaient au noir, elles prédisaient le pire, elles affirmaient la fin prochaine du plus beau des pays, l'effacement de son prestige universel, la mort de la culture française. Elles faisaient des hommes au pouvoir un portrait tel qu'ils apparaissaient comme des inconscients, des ignorants, des illettrés, des incapables et des malhonnêtes. Elles disaient de M. le Garde des Sceaux qu'il

protégeait les coupables contre la justice, de M. le ministre de l'Intérieur qu'il recevait chaque matin ses directives de la secte des francs-maçons. Elles le disaient et elles en donnaient les preuves par mille traits tirés de la vie privée de ces grands personnages ; on apprenait l'heure à laquelle M. le ministre du Commerce rencontrait en cabinet particulier une dame dont le mari avait des intérêts en Allemagne ; on savait que M. le président du Conseil avait dîné chez des personnes d'apparence honorable dont le cuisinier avait été au service d'un financier indélicat, ce qui permettait de soupçonner M. le président d'avoir des bontés pour cet indélicat financier.

Ces mêmes feuilles étaient illustrées de plaisants dessins où l'on voyait les hauts personnages de la démocratie en de singulières postures, tantôt dans une baignoire que l'un d'eux emplissait de ses larmes, tantôt dans un pré que paissait une vache fumant la pipe, tantôt enfin dans la salle des séances du Palais-Bourbon occupée par six cents pantins très cocasses.

A lire ces papiers, à considérer ces dessins, on eût pu croire que la France n'était plus rien qu'un tout petit pays déchiré par les luttes des partis, livré aux aigrefins comme un fruit aux vers.

« Quoi ! se disait Voldemar, le pays des libertés démocratiques, est-il vraiment malade malgré le bon médecin monsieur Merlaud, malgré monsieur le ministre de l'Éducation qui donne si généreusement des missions? Est-ce que la France est comme dans *le Républicain de Fleury*? Est-ce qu'elle est comme dans ces journaux de Paris qui en font un portrait affreux ? »

Pendant qu'il se posait ces questions, la voix de Jacquemine jeta dans le silence de la rue Jacob ses trilles d'alouette. La chanson portait en elle-même tant de lumière et de gaieté qu'il semblait que d'un coup elle chassât tout le noir répandu dans les journaux à crayon bleu.

— Ah! s'écria Voldemar, je veux respirer un peu de l'air frais.

Il s'élança en échappant au bras de Mlle Dasne qui, juste à ce moment, lui enlaçait le cou, et il alla frapper à la porte de Jacquemine.

— Mademoiselle, dit-il d'une voix essoufflée, la France n'est pas perdue, n'est-ce pas?

— Hein? Quoi? fit Jacquemine en éclatant de rire, la France? Mais elle se porte très bien : voyez son ciel si bleu, sentez cet air léger qui vous fait danser le cœur dans la poitrine, écoutez le garçon du crémier qui siffle *la Madelon*. La France malade? Penchez-vous à ma fenêtre : regardez la bonne figure du cantonnier qui balaie le ruisseau, voyez ces passants qui s'arrêtent aux devantures, qui prennent du plaisir à examiner les estampes de monsieur Janvier, à se pencher sur les roses de la fleuriste, à attraper une bouffée de parfum. Malade, la France? Ouvrez le journal...

— Mais...

— Vous y verrez que tout va très bien, que nos aviateurs ont battu hier un nouveau record, que nos chantiers navals ont lancé le plus grand bateau du monde, que... que... et que.. Malade, la France? Ah, ah! Laissez-moi rire.

Et elle reprit sa chanson.

MAURICE BEDEL.

(*La dernière partie au prochain numéro*).

LE CATHOLICISME
ET LA POLITIQUE MONDIALE

EN ALLEMAGNE. LE CATHOLICISME ET L'ASCENSION D'HITLER

Rarement le facteur catholique a exercé autant d'action qu'aujourd'hui sur le mouvement politique du monde. La constatation s'en impose d'elle-même à l'attention : mais il peut être intéressant de grouper les faits d'où elle résulte.

Le pays où elle se vérifie avec le plus d'évidence est l'Allemagne. Devant l'hitlérisme triomphant, toutes les forces politiques allemandes ont cédé jusqu'à disparaître, au moins officiellement. Démocratie sociale, parti communiste, centre catholique ont subi la loi du vainqueur. La seule force qui ait contraint le pouvoir *nazi* à compter avec elle, c'est la religion, c'est le christianisme, c'est particulièrement le catholicisme.

Le catholicisme allemand n'avait pas vu sans méfiance les progrès du socialisme-national. Les évêques du Reich avaient mis leurs diocésains en garde contre les tendances spirituelles du nouveau parti. Leur clairvoyance leur avait fait discerner en lui un danger pour les doctrines et pour les libertés de l'Église catholique. Leurs préventions contre lui avaient été indépendantes de toute considération politique. Mais politiquement non plus, son succès ne leur convenait pas; car ils avaient leur jeu fait avec le centre, dont l'influence leur garantissait le respect de leurs droits. Or, le centre était, comme tous les partis antérieurs au socialisme-national, menacé d'être supplanté par lui. Donc, pour des motifs religieux

et pour des raisons politiques, l'épiscopat allemand avait, dans la mesure de ses moyens, obstrué la marche ascendante des hitlériens.

Quand Hitler eut été appelé par le maréchal Hindenburg à la chancellerie du Reich, les évêques, sans rétracter complètement leurs censures contre les principes de son parti, levèrent néanmoins les consignes qu'ils avaient données aux catholiques, pour les retenir de pactiser avec lui. Ces consignes d'ailleurs, avant d'être levées, avaient été largement enfreintes; en sorte que l'acte de les retirer sanctionnait, plutôt qu'il n'autorisait, l'élan qui entraînait une forte proportion de catholiques allemands à suivre le mouvement dont l'Allemagne attendait sa rénovation nationale et sociale.

Le nouveau chancelier plébiscité par les élections générales auxquelles il avait demandé l'investiture populaire, sa tâche la plus urgente consistait à supprimer tous les partis politiques existants, afin que l'accaparement de l'État et de la nation par ses propres partisans ne comportât aucune réserve, aucune restriction. Le centre était parmi les partis à faire disparaître pour fonder l'État totalitaire voulu par les nazis; et le centre était, du moins pouvait-on le croire, une pièce de résistance dure à avaler. Le gouvernement hitlérien, dont le vice-chancelier était M. von Papen, catholique notoire, transfuge du centre, pensa avec raison qu'il se faciliterait la tâche en détachant les catholiques de la formation politique qui les servait. Rassurée sur son propre avenir en Allemagne, l'Église catholique se résignerait plus aisément à la disparition du centre, et le centre lui-même, rassuré sur l'avenir de l'Église, s'immolerait de meilleure grâce sur l'autel de la patrie, ou plutôt du troisième Reich. De cette tactique procéda l'offre à l'Église catholique d'un concordat avec le Reich allemand.

L'offre fut agréée. La fortune en fut aidée par l'engouement, passager, mais vif, qu'inspira un moment la personnalité d'Hitler. Le nouveau chancelier était environné du prestige de sa victoire, qui faisait augurer favorablement de son sens politique; le défi catégorique qu'il avait lancé au bolchévisme plaidait aussi en sa faveur.

Le fait est que, si l'avenir devait démentir bien des illusions sur son compte, le présent prouvait cependant qu'Hitler faisait aux catholiques allemands l'honneur de compter avec

eux. Il ne leur marchandait pas les concessions. Le concordat qu'il leur offrait méritait l'épithète d'introuvable, dans le sens d'inespéré. C'était, dans l'acception symbolique du mot, sur un pont d'or que le chancelier conviait l'Église catholique à passer pour le rejoindre. Donc, pour trompeuses qu'elles se soient avérées ensuite, les conditions qu'il fit aux catholiques de son pays constituèrent une sorte d'hommage à la puissance morale que ceux-ci représentaient, même privés de l'appui du centre.

Car il fut vite manifeste que le centre s'en allait de lui-même en décomposition. Ses troupes l'abandonnaient, ses chefs renonçaient à défendre leurs positions. Il tombait en poussière, allant au-devant des vœux de ses vainqueurs. Son agonie et le sentiment de désarroi qu'elle causa aux catholiques allemands, entrèrent pour beaucoup dans leur impatience de voir acceptées par le Saint-Siège la proposition et les conditions de concordat apportées à Rome par M. von Papen. Désemparés devant l'imminente disparition du parti politique qui leur servait de protecteur, ils firent pression sur le Vatican pour que la négociation du concordat ne traînât pas. Et il est de fait qu'elle fut expéditive : discussion, signature, ratification eurent lieu dans un délai record. Pas si vite cependant que la dissolution officielle du centre en Allemagne ne précédât de quelques jours la conclusion du concordat. Cet illustre parti politique, naguère si puissant, n'avait même pas été capable de prolonger son existence virtuelle pendant le peu de jours nécessaires pour que le concordat survînt avant sa mort et en atténuât le péril pour l'Église.

Toujours est-il que, dans l'été de 1933, le centre disparu, le concordat conclu entre le Reich et le Saint-Siège, les rapports de l'Église catholique avec l'État national-socialiste purent être considérés comme réglés et les risques de dissentiment entre le catholicisme et l'hitlérisme comme écartés

CATHOLICISME ET HITLÉRISME DEPUIS LE CONCORDAT

Ils l'eussent été en effet, si la manière dont le concordat fut appliqué en Allemagne avait satisfait catholiques et Saint-Siège. Mais tel ne fut pas le cas. A tort ou à raison, évêques allemands et fidèles, nonce à Berlin et Vatican estimèrent

que le gouvernement hitlérien ne tenait pas ses engagements. Dès lors rentra en jeu, pour la défense des droits que l'Église jugeait méconnus par les socialistes-nationaux, ce facteur catholique qui avait paru gagné ou au moins neutralisé par eux.

Conflit ? Non, mais débat, et débat serré, parfois vif, à l'intérieur entre les autorités civiles du Reich et la hiérarchie catholique, à l'extérieur entre Berlin et le Vatican. Les catholiques allemands n'ont pas l'intention de « faire de l'opposition » au pouvoir hitlérien et ne lui en font pas. Le Saint-Siège ne se propose pas de lui créer des difficultés et ne lui en crée pas. Le débat est circonscrit au seul domaine religieux, et c'est ce qui en fait l'intérêt. Il n'a porté d'abord que sur l'application de clauses du concordat, concernant principalement l'existence et l'activité des associations catholiques. Il s'est étendu ensuite à des questions de foi et de morale chrétiennes, mises en péril par les théories et les pratiques du socialisme-national. Il a enfin été envenimé par des excès, des persécutions, des exécutions aussi, qui ont attristé au plus haut point les catholiques et leurs chefs, mais auxquelles n'a jamais répondu aucune violence de leur part. Dans tout cela, pas la moindre arrière-pensée politique, du côté de la partie plaignante : rien que des revendications d'ordre religieux, ecclésiastique, moral, relevant de la liberté de conscience. Mais ces revendications maintiennent les catholiques allemands et le Vatican lui-même en posture de demandeurs insatisfaits, en face du gouvernement le plus autoritaire que l'Allemagne ait jamais connu.

Le fait est d'autant plus frappant que le centre, sacrifié par les catholiques à la volonté de totalisation des nazis, a cessé d'exister. C'est donc sans le secours d'aucun parti politique, champion attitré d'intérêts confessionnels, que le catholicisme allemand tient tête, sur le terrain religieux, à l'omnipotent pouvoir hitlérien. Le seul appui qui ne lui soit pas fourni par ses propres adeptes nationaux, c'est d'une autorité spirituelle qu'il le reçoit : du Saint-Siège, du centre de l'Église universelle. Les arguments de sa discussion avec ses maîtres civils, c'est d'un concordat, d'un contrat entre le Reich et le Vatican qu'il les tire, et aussi des préceptes immuables de la doctrine catholique, de la morale chrétienne et du droit naturel. Plus

les circonstances ont isolé l'élément religieux de l'élément politique, dans la situation actuelle du catholicisme allemand, plus il est remarquable et significatif que ce dernier oppose aux entreprises de l'hitlérisme une pierre d'achoppement aussi résistante et aussi gênante.

Quoi qu'il advienne de son présent dissentiment avec l'État hitlérien, — et il peut certes en advenir qu'un accommodement l'apaise, — on ne doit pas moins en constater la durée, déjà appréciable, l'acuité et la vivacité, surprenantes sous un régime de fer qui a étouffé toutes les protestations autres que celle de la conscience religieuse, les répercussions intérieures qui ne laissent pas d'inquiéter parfois le pouvoir civil, enfin le retentissement extérieur qui nuit indiscutablement à la réputation du IIIe Reich.

Voilà un an, en chiffres ronds, que persistent des difficultés. Un an n'est sans doute pas, en soi, un long espace de temps : c'en est un pourtant, en comparaison de la minute qui a suffi à l'hitlérisme, maître du pouvoir, pour paralyser et rendre muets les plus remuants et bruyants de ses concurrents politiques, meneurs socialistes, agitateurs communistes, archontes du centre. Quelles que soient, en fin de compte, la durée et l'issue de la résistance catholique, cette résistance est d'abord restée seule de son espèce : il ne s'en est pas manifesté d'autre, après la conquête du pouvoir par les nazis, jusqu'au jour récent où une partie du protestantisme en a suivi l'exemple.

On en a certes connu de plus violentes. L'histoire en mentionne nombre de plus dramatiques. Telle qu'elle est cependant, malgré le soin qu'elle prend d'éviter les extrémités, elle est assez ferme pour qu'on puisse, dans les circonstances où elle se produit, la qualifier de courageuse. Épiscopat, clergé inférieur, fidèles conduisent leur défensive sagement, mais sans faiblesse. Dans des mandements à leurs ouailles, des sermons prononcés du haut de la chaire, des lettres pastorales collectives, cardinaux, archevêques et évêques affirment les principes de la doctrine et de la morale chrétiennes contre l'idéologie hitlérienne et le néo-paganisme, et revendiquent les droits conventionnels de l'Église catholique en matière d'éducation et d'association, contre la prétention du socialisme-national à tout accaparer pour lui-même et à tout interdire aux autres. Ce qu'ils font là, ils le font au péril de leur tranquillité,

de leur sécurité, de leur vie même. Car la modération qu'ils gardent ne suffit pas à les mettre à l'abri des tracas, des insultes, des sévices, voire du meurtre. L'on a vu des situations très tendues entre autorités ecclésiastiques et fonctionnaires de l'ordre administratif ou chefs du parti dirigeant.

Tel cardinal-archevêque a échappé de justesse à l'arrestation et a eu ses vitres brisées par des balles de revolver. Plus d'un curé a fait connaissance avec les camps de concentration. Tel évêque a été pris à partie par les journaux et les orateurs nazis pour un sermon qui ne leur avait pas plu. Interdiction a été faite de publier telle lettre pastorale, rédigée en assemblée de l'épiscopat allemand, et mal en a pris à des prêtres qui, l'ayant reçue, avaient voulu la lire à leurs paroissiens ou la répandre parmi eux. Ce n'a plus été un métier de tout repos que d'être journaliste ou publiciste catholique : mainte expérience a enseigné à ceux qui l'exerçaient qu'il pouvait leur en cuire d'y persévérer ; du reste, l'arbitraire et le sectarisme ont multiplié les entraves à la presse religieuse. Diriger une association catholique est devenu un rôle dangereux, même en s'abstenant de toute politique. Quand sont survenus les massacres du 30 juin, de loyaux Allemands, à qui rien d'autre ne pouvait être reproché que leur présence dans les rangs ou à la tête de l'action catholique, ont payé de leur vie cet innocent emploi de leur activité. Même le vice-chancelier von Papen, parce qu'il était le catholique du ministère allemand, a vu la mort de près ; deux de ses collaborateurs les plus proches ont été tués dans la pièce voisine de son cabinet : c'était ceux qui l'avaient accompagné à Rome pour la signature du Concordat. Mais, malgré le danger, les consciences catholiques n'ont pas capitulé.

De son côté, le Saint-Siège, tout en évitant lui aussi les extrémités, a tenu bon. Dans sa négociation avec le Reich sur l'application du concordat (négociation cinq ou six fois suspendue et reprise) il n'a ni rompu, ni cédé. Il n'a pas reculé devant la condamnation expresse et formelle d'un livre de M. Rosenberg, *le Mythe du vingtième siècle*, mis à l'index. Le Pape a prononcé des allocutions où il exprimait sa tristesse de la situation religieuse en Allemagne. La loi allemande sur la stérilisation a été explicitement signalée comme contraire aux principes de l'Église. Le journal du Vatican, l'*Osservatore*

Romano, n'a jamais manqué de relever sévèrement les excès ou les divagations du socialisme-national en matière de racisme et de mythologie païenne. Après les massacres du 30 juin, rien n'a paru de plus dur pour l'Allemagne que certains articles de ce journal sur le meurtre de catholiques allemands : un surtout, où les circonstances du meurtre ont été rapportées avec une précision plus sévère dans sa sécheresse que tous les commentaires.

D'abord seul interprète en Allemagne des droits de la conscience humaine et de la liberté individuelle contre l'absolutisme des nazis, le catholicisme a commencé par être le seul ferment de résistance à l'asservissement général de la nation sous la discipline spirituelle de ses maîtres. Les catholiques furent, jusqu'au jour où une partie des protestants ont réagi à leur tour, le seul élément de la collectivité allemande qui eût une résonance propre, parfois discordante du ton donné à la foule par le chef d'orchestre national, des vibrations particulières, parfois divergentes de celles que le Fuhrer imprimait à la masse. Par là, il exerça une certaine influence sur des éléments non catholiques, chez lesquels subsistaient à l'état latent des vestiges d'esprit d'indépendance et de sentiment de la liberté. Son exemple a agi sur des fractions du protestantisme, qui se sont senties stimulées par son attitude à manifester à leur tour une ferme résistance au caporalisme religieux des hitlériens. Le dissentiment de l'État socialiste-national et de l'Église catholique n'a donc pas été sans toute répercussion intérieure.

Son retentissement extérieur est une des conséquences les plus intéressantes de la politique religieuse du troisième Reich. Beaucoup de nos contemporains croyaient notre monde moderne blasé d'émotions morales, indifférent aux querelles où l'Église est en cause, sceptique en matière de religion. Beaucoup ne le croyaient capable de réaction qu'aux contingences qui mettaient en jeu des intérêts matériels ou politiques. Quelle erreur ! C'est tout le contraire qui s'est fait observer à l'occasion des événements d'Allemagne. La plupart des pays n'avaient réagi que lentement et faiblement en voyant l'Allemagne manquer à ses engagements contractuels, cesser le paiement des réparations, suspendre celui de ses dettes commerciales, réarmer, sortir de la Société des nations

en claquant les portes, tâcher d'absorber l'Autriche. Au contraire, dans tous les pays, sans en excepter ceux où la germanophilie était répandue et en progrès, l'opinion publique s'est prononcée avec force contre les initiatives des hitlériens dans le domaine de la conscience, de la foi, de la morale et de la race. L'antisémitisme, la manie de l'aryanisme, les railleries envers l'Ancien Testament, le racisme, le néo-paganisme, l'antichristianisme, enfin les litiges avec l'Église catholique et avec le protestantisme, ont fait plus de tort à l'Allemagne dans l'univers que toutes les menaces politiques contenues dans la révolution hitlérienne et dans l'hypernationalisme de ses dirigeants.

Telles sont les observations que l'on est amené à faire lorsque l'on considère le jeu de l'élément catholique en fonction des affaires d'Allemagne.

CATHOLICISME ET QUESTION D'AUTRICHE

Le rôle de cet élément n'est ni moins important, ni moins significatif dans les affaires d'Autriche.

Quand, finalement, s'est trouvé un gouvernement autrichien disposé à prendre résolument position contre le rattachement à l'Allemagne, c'est principalement le catholicisme que ce gouvernement a choisi pour plate-forme de sa résistance à l'Anschluss et de sa défense contre la contagion du nazisme. Ce choix était naturel, indiqué, et n'a rien qui puisse surprendre. L'Autriche est un pays germanique, où le facteur ethnique ne peut pas jouer contre l'union politique avec l'Allemagne. Question d'engagement international mise à part, les seuls leviers dont un gouvernement autrichien disposât pour agir sur l'opinion publique de son pays dans le sens de l'indépendance politique, consistaient dans une longue tradition d'État, dans la conscience d'une civilisation propre et dans le sentiment catholique. De ces trois seuls éléments pouvait être constitué un patriotisme autrichien, greffé sur une nationalité qui ne se sentait pas distincte de celle des Allemands en général. Encore ces trois éléments n'étaient-ils pas, dans la réalité, isolés l'un de l'autre comme dans le résultat d'une analyse : ils se confondaient jusqu'à un certain point. La longue tradition d'État de l'Autriche était celle d'un État

catholique : la conscience d'une civilisation propre aux Autrichiens était celle d'une civilisation fortement imprégnée de catholicisme. Il n'est donc pas étonnant que le chancelier Dollfuss, lorsqu'il voulut dégager le caractère essentiel d'une individualité propre à son peuple, l'ait cherché dans le catholicisme. Ce faisant, il l'a cherché dans le seul fonds où il pût le trouver; et le fait est que, dans une mesure appréciable, il l'y a trouvé.

C'est donc un enfantillage que de reprocher à Dollfuss et à son successeur, M. Schussnigg, d'avoir « fait du cléricalisme », livré l'Autriche au clergé, à l'Église. La vérité est tout autre. Pour ne pas livrer l'Autriche à une Allemagne dont l'évolution morale, sociale, politique, répugnait à toutes les fibres du tempérament autrichien, ils ont éveillé en elle un patriotisme autrichien qui sommeillait; ils lui ont donné conscience d'un sentiment national autrichien qui se méconnaissait, qui s'ignorait presque. Pour créer ou ranimer en elle cet idéal patriotique, national, qui est à la fois le ressort, la charpente, l'âme de tout pays indépendant, ils ont eu recours aux sentiments qui pouvaient seconder leur effort et dont le plus puissant, le plus efficace, le plus profond était le sentiment catholique. Ainsi est-il arrivé que le facteur catholique ait joué un rôle décisif dans leur œuvre de résistance aux tentatives de mainmise du Reich, de reconstitution interne et de résurrection nationale.

Rôle nouveau en tant qu'il est devenu prépondérant, décisif : mais pas autrement. Le catholicisme n'est pas entré en scène tout d'un coup, dans le drame autrichien d'après la guerre. Il y avait joué, avant Dollfuss, un rôle moins considérable, mais important : il s'était déjà manifesté comme une force qui retenait l'Autriche de s'incorporer à l'Allemagne. Si l'on se demande en effet ce qu'il y eut toujours de plus spécifiquement autrichien dans la politique intérieure de l'Autriche, on doit se répondre que ce fut le parti chrétien-social : donc un parti qui affiche le catholicisme dans son étiquette. Les plus puissants des autres partis, les sociaux-démocrates et les grands-allemands, furent longtemps ouvertement favorables à l'Anschluss. Pour les grands-allemands, cela va de soi, leur nom même étant un programme, dont ils n'ont pas dévié jusqu'à une date toute récente. Quant aux sociaux-démocrates,

leurs chefs ne se cachaient pas non plus d'être partisans du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Seuls les chrétiens-sociaux s'abstinrent de réclamer la fusion de leur pays avec le Reich voisin; seule leur opposition, quand les sociaux-démocrates furent au pouvoir, ou leur participation au gouvernement, quand ils le partagèrent avec les grands-allemands, mirent frein et sourdine à une campagne pangermaniste qu'il ne dépendait pas d'eux d'empêcher.

Leur chef fut un prêtre, et ce prêtre, Mgr Seipel, l'homme d'État autrichien le plus marquant d'après la guerre, jusqu'à l'avènement de Dollfuss. La politique extérieure de ce chancelier homme d'Église put, en son temps, paraître équivoque, ondoyante, oblique aux pays étrangers qu'alarmait l'éventualité de l'Anschluss. En réalité, elle biaisa avec le rattachement austro-allemand, faute de pouvoir faire plus à l'époque où elle se développa. Du moins s'appuya-t-elle sur la Société des nations, c'est-à-dire sur l'organisme international auquel les traités avaient remis la garde des engagements entre États et la clef même du problème de l'Anschluss. En plaçant l'Autriche indépendante sous l'égide de Genève, Seipel fit ce qu'il pouvait alors faire de plus efficace pour sauvegarder l'indépendance de l'Autriche. C'est donc à un chancelier et à un parti essentiellement catholiques qu'il faut, en définitive, faire honneur de la politique autrichienne qui a, en des temps difficiles, maintenu le *statu quo* et réservé l'avenir. C'est seulement lorsque, Seipel écarté du pouvoir, retiré de la scène politique, son parti n'a plus contrôlé d'aussi près l'action extérieure du Cabinet de Vienne, que ce dernier s'est pris, avec Schober, à bifurquer brusquement vers le rattachement. Il suffit, pour le faire constater, de rappeler la tentative d'union douanière austro-allemande, en 1931.

Le catholicisme avait eu donc, antérieurement au ministère de Dollfuss, un effet modérateur sur le mouvement rattachiste : Dollfuss l'a fait concourir activement à un mouvement dirigé contre le rattachement. L'étoile de la Société des nations pâlissait : sans lui tourner le dos, il a marché à l'étoile de Saint-Pierre. Venu au Vatican à trois reprises, il a fait appel au soutien moral du Saint-Siège et l'a obtenu, a négocié et conclu un concordat, qui donne à l'Église catholique d'Autriche une situation enviable et appréciée d'elle. Bref, il

a pris appui sur cette grande force morale universelle qu'est le catholicisme. L'occasion se présentant d'un Congrès catholique convoqué à Vienne, — congrès qui devait d'abord être allemand, et auquel la maladroite politique du Reich enlevait ce caractère, fort à propos pour le gouvernement autrichien, — Dollfuss a sollicité l'envoi d'un légat pontifical. A ce légat, le cardinal Lafontaine, patriarche de Venise, il a réservé une réception telle que même un souverain n'en aurait pu avoir une aussi solennelle. Par là, il a affirmé le caractère chrétien, catholique, de son gouvernement et de son pays. Il a ravivé dans son peuple le souvenir et la fierté de la gloire acquise jadis dans les luttes pour la chrétienté, dans les guerres contre le Turc. Il a accentué autant qu'il a pu le contraste de son attitude envers l'Église avec celle du gouvernement du Reich. De la sorte, sa propre résistance aux ambitions allemandes et à la contagion socialiste-nationale a bénéficié de l'anathème que l'épiscopat autrichien, dans une lettre pastorale d'une rare vigueur, a lancé contre l'idéologie hitlérienne et les violences morales et matérielles des nazis.

Dollfuss ensuite a entouré de tout l'éclat, de toute la solennité possibles la ratification et la promulgation de son concordat avec le Saint-Siège. Il les a fait coïncider avec la mise en vigueur d'une constitution nouvelle, comme pour lier dans une certaine mesure les deux actes, la loi constitutionnelle et le concordat. A cette occasion, il a proclamé hautement le resserrement des liens entre l'État autrichien et la papauté. Il a déclaré avoir voulu donner à l'Autriche, transformée par lui dans sa structure politique et sociale, les caractéristiques d'un État chrétien. Il s'est réclamé, dans une partie de son œuvre législative, d'une encyclique du Pape régnant.

Tout cela paraît presque incroyable dans notre siècle, et c'est cependant ce que nous avons vu : et c'est aussi, selon toute probabilité, ce que conseillaient impérieusement, si l'on voulait sauvegarder l'indépendance de l'Autriche, l'audace des entreprises allemandes pour absorber ou escamoter ce pays et les difficultés que le Reich s'était mises sur les bras avec l'Église catholique. Aux assauts allemands, il fallait pouvoir opposer un idéal, une mystique : et ce ne pouvait être que la foi, la civilisation qui ont marqué leur empreinte sur le peuple autrichien. Les litiges de l'Allemagne avec le catholi-

cisme étaient une raison de plus de choisir la religion pour levier. Ils ont facilité la tâche de Dollfuss : l'Autriche est au premier rang des pays où la politique religieuse de Berlin a contrarié les desseins du pangermanisme.

Maintenant, dira-t-on, à quoi aboutira cet effort pour dresser contre l'ambition allemande un patriotisme autrichien ranimé au moyen de la foi et de la civilisation catholiques? Ce que l'on peut appeler « la carte catholique » suffira-t-il à faire gagner la partie ? Ce qui est déjà clair et certain, c'est que, sans cette carte, il n'y aurait pas eu de partie du tout : ou plutôt, il n'y aurait eu qu'une partie diplomatique entre l'Allemagne et les Puissances opposées à l'Anschluss, l'Autriche demeurant sans réaction contre l'agressivité allemande et la contagion nazi. Le réactif autrichien contre la mainmise hitlérienne a été, à peu près exclusivement, le catholicisme.

L'efficacité de ce réactif, l'on a pu en juger lors de la tragédie dont Vienne a été le théâtre le 25 juillet 1934. Dollfuss assassiné, la plupart des ministres séquestrés, le Ballplatz occupé, la radio confisquée, le coup de force des nazis a pourtant échoué. Pourquoi ? Parce que Vienne n'a pas fait cause commune avec les auteurs de l'attentat, et qu'à l'exception de la Styrie, les provinces ne se sont pas soulevées. Quelle constatation plus probante du résultat pratique qu'avait obtenu la politique du Chancelier-martyr?

Les Allemands en ont eu la tardive intuition. Quand, leur coup manqué, ils ont voulu tirer leur épingle d'un jeu qui avait mal tourné, c'est leur spécialiste des affaires catholiques, M. von Papen, qu'ils ont donné pour successeur à leur représentant à Vienne, compromis dans la mésaventure du 25 juillet. Mais après l'assassinat de Dollfuss, il ne pouvait suffire à un ministre allemand d'être un catholique authentique pour inspirer confiance aux Autrichiens.

A son tour, le meurtre de Dollfuss a eu pour effet de resserrer le pacte que celui-ci avait scellé entre la cause de l'indépendance autrichienne et celle du catholicisme. Les Autrichiens, en grande majorité indignés par l'attentat auquel avait succombé leur Chancelier, ont su leur indignation et leur douleur partagées par le Pape et le Saint-Siège. Les télégrammes de Pie XI au président Miklas et du cardinal Pacelli à M. Schussnigg leur en ont apporté le témoignage. En outre,

l'*Osservatore Romano*, journal du Vatican, a flétri le crime du 25 juillet, en termes d'une énergie devant laquelle pâlissent même ses protestations contre les exécutions berlinoises du 30 juin. Ainsi le chancelier Schussnigg trouve-t-il, pour la tâche nationale qu'il poursuit à l'exemple de son prédécesseur, le même appui que Dollfuss de la part du catholicisme. L'épreuve n'a pas fait faiblir cet appui. La solidarité, on pourrait presque dire l'identité, que les circonstances ont créée entre les termes d'indépendance autrichienne et de catholicisme, persiste au profit des deux : au profit de la première surtout.

L'on argue parfois de cette solidarité, pour accuser le catholicisme autrichien de vouloir accaparer pour lui-même l'Autriche indépendante. Rien n'est plus inexact. Le « front patriotique », création de Dollfuss, n'est pas une formation fermée ; il ne demande au contraire qu'à accueillir les nouvelles recrues. Si les catholiques en ont fourni le noyau et y sont *pars magna*, ils n'ont jamais prétendu y être seuls, et tous les concours sincères sont les bien venus à leurs yeux, pour défendre l'indépendance de leur pays. Au demeurant, ils ont rendu à la paix européenne un inestimable service, en prenant une si large part à la défense de l'indépendance autrichienne.

Tel est l'enseignement que nous apporte la phase actuelle de la question d'Autriche.

CATHOLICISME ET QUESTION DE LA SARRE

La question religieuse a joué un rôle important dans l'affaire de la Sarre. En exécution du traité de Versailles, les habitants de ce territoire ont eu, le 13 janvier, à se prononcer sur sa destination. Il est apparu de bonne heure que le facteur catholique exercerait sur l'issue de leur plébiscite une influence indubitable : si indubitable, qu'elle a été supputée de divers côtés, en Allemagne, en France, en Sarre.

Il n'est pas douteux que la politique religieuse du gouvernement hitlérien ait produit une pénible impression sur les catholiques sarrois. Jusqu'à quel point cette impression ferait-elle taire la voix du sang, déterminerait-elle le suffrage ? Là était le secret du 13 janvier. La réaction des consciences

catholiques aux persécutions religieuses et aux fantaisies spirituelles de l'hitlérisme est ainsi devenue une des données du problème posé par le plébiscite. Le vote des catholiques sarrois a fini par représenter, avec celui des socialistes, irrités de la suppression de leur parti en Allemagne, la principale chance aux yeux des uns, le principal risque aux yeux des autres, d'un scrutin favorable au maintien du régime international.

En présence de cette situation, la France n'a jamais eu qu'une préoccupation : assurer la liberté du vote, sa liberté matérielle en préservant les votants de l'intimidation matérielle, sa liberté morale en les mettant à l'abri de la pression morale ; bref, faire respecter leur liberté d'action et leur liberté de conscience. La France n'était d'ailleurs, dans la Sarre, qu'une des Puissances représentées dans une commission de gouvernement dont la composition internationale garantissait l'impartialité. L'Allemagne, elle, a mis son espoir dans l'action politique. Elle s'est livrée à un persévérant travail de propagande pour exalter dans la population sarroise le sentiment germanique, le patriotisme allemand, et les faire prévaloir sur la répugnance éveillée par le régime hitlérien, spécialement par ses procédés envers l'Église. Elle s'est efforcée aussi d'agir par la peur sur les Sarrois qu'elle s'était aliénés, sur les catholiques notamment, en répandant la conviction que le plébiscite lui serait favorable dans tous les cas et en faisant craindre des représailles à ceux qui n'auraient pas fait partie de la majorité.

La protection des catholiques sarrois contre la pression exercée sur eux du Reich est donc devenue une des conditions de la sincérité du plébiscite. Or elle n'a pas toujours été aisée à assurer. Car le territoire de la Sarre était resté, du point de vue ecclésiastique, partie intégrante des deux diocèses allemands de Trèves et de Spire. C'est donc de deux évêques domiciliés dans les frontières administratives du Reich, vivant sous la férule des autorités hitlériennes, que continuèrent à dépendre les paroisses sarroises, leurs desservants, leurs paroissiens, les associations catholiques paroissiales ou diocésaines. Il en est résulté qu'à diverses reprises les interventions épiscopales n'ont pas été exemptes d'intention politique et qu'elles ont provoqué des incidents, dont soit la commission de gouvernement, soit même la commission de plébiscite ont dû être

saisies. D'autre part, quand les Allemands du Reich se sont avisés du tort que pouvait leur causer en Sarre la politique religieuse pratiquée en Allemagne, Berlin a chargé son spécialiste des affaires catholiques, M. von Papen, alors vice-chancelier, propriétaire sarrois par son mariage, de remédier au mal ou de parer au danger; et l'ancien négociateur du concordat allemand s'est employé à créer en Sarre une formation patriotique, « le front allemand », où pussent se coudoyer catholiques et nazis. Ce front allemand est devenu l'organe et l'instrument de la campagne menée dans le territoire en vue du plébiscite : organe sonore, instrument solide et tranchant. Il n' a épargné aucun effort pour en imposer aux dissidents. Ce n'est pas sans peine, par exemple, qu'a pu être fondé par des Sarrois un journal catholique indépendant de lui et libre de publier la vérité sur les affaires religieuses d'Allemagne. Aussi, pour veiller spécialement à ce que la neutralité fût observée envers le clergé et par le clergé, le Saint-Siège a-t-il, depuis environ un an, confié à un prélat du Vatican la mission de visiteur apostolique en Sarre. Cette mesure n'a pas été sans effet utile. Les évêques de Trèves et de Spire ont donné aux prêtres sarrois l'instruction de ne pas participer à des réunions publiques et de ne pas prendre la parole sur des sujets politiques. Mais ils s'y sont pris de manière à lancer en même temps un appel au sentiment germanique. Évidemment, les instructions que ces seigneurs donnaient aux autres n'étaient pas faites pour eux-mêmes.

Il n'est pas besoin d'autres exemples pour prouver l'importance que l'élément catholique avait prise, à l'approche de la consultation électorale qui devait décider du sort de ce territoire.

AUX PAYS DE LA PETITE ENTENTE

L'activité et l'influence du catholicisme sont moindres, mais ne sont pas insignifiantes, dans les pays de la Petite Entente. Il n'est aucun des trois où la question catholique ne joue un rôle appréciable, du point de vue de leur consolidation intérieure et de leur unification nationale. L'ancien royaume de Roumanie était un pays orthodoxe : la Roumanie actuelle est, sous le rapport de la religion, un pays mixte,

où la Transylvanie est une province catholique. L'ancienne Serbie était aussi un pays orthodoxe : l'actuelle Yougoslavie est, par suite de l'entrée de la Croatie et de la Slovénie dans son unité, un pays mixte, où les catholiques représentent environ 45 pour 100 de la population totale. Quant à la Tchécoslovaquie, la tradition hussite de la Bohême fait, en raison de son éclat historique et de sa vitalité, trop perdre de vue que les catholiques constituent un élément non négligeable, même en Bohême, très considérable en Moravie et tout à fait prépondérant en Slovaquie : bref, en considérant l'ensemble de la République tchécoslovaque, un élément de nombre et de poids tels que, s'il s'unissait au lieu de rester divisé en plusieurs fractions, bien peu d'autres groupements pourraient l'égaler.

Dans aucun des trois pays de la Petite Entente, le catholicisme n'est un ferment de séparatisme parmi les populations qui professent cette foi. Mais il est, chez la plupart, l'origine de revendications d'ordre ecclésiastique, confessionnel, scolaire : c'est-à-dire, selon l'expression consacrée en Europe centrale, de revendications « culturelles ». Là-dessus vient se greffer la politique, dont le prêtre catholique est plutôt friand dans les États successeurs de la monarchie austro-hongroise. De fait, politique et intérêts confessionnels s'associent, se combinent fréquemment dans les difficultés rencontrées par la Roumanie en Transylvanie, par la Yougoslavie en Croatie et Slovénie, par la Tchécoslovaquie en Slovaquie.

Le gouvernement roumain a, sinon éliminé totalement, au moins notablement atténué ces difficultés par son concordat avec le Saint-Siège et par son statut catholique transylvain. Mais le gouvernement yougoslave et le gouvernement tchécoslovaque n'en ayant pas fait autant, tous deux, malgré leurs relations diplomatiques avec le Saint-Siège, pâtissent d'une lacune qui ne sera comblée que le jour où le premier aura conclu un concordat en négociation depuis quelque trois ou quatre ans, et le second convenu avec le Vatican, des modalités d'application d'un *modus vivendi* sur le chantier depuis cinq ans. Quand ils auront passé ces accords avec la Papauté, ils auront efficacement consolidé la soudure des provinces dont sont formés leurs États respectifs et fait place nette de litiges ecclésiastiques, de griefs religieux ou « culturels », qui servent de prétexte à des incidents, à des manœuvres politiques, favo-

risent des campagnes autonomistes et sont même utilisés par leurs voisins à des fins revisionnistes. Ainsi, dans deux États d'Europe danubienne, qui sont précisément de ceux à qui la France porte le plus de sollicitude, un concordat ici, là un *modus vivendi*, peuvent être des adjuvants fort utiles au travail d'assimilation qui reste à parfaire : et, en attendant, le défaut d'accord avec l'Église catholique, l'absence de régime ecclésiastique définitif, retardent le couronnement de l'œuvre d'unification morale.

Leurs adversaires le savent bien. Il y a un aspect catholique de la question danubienne : aspect secondaire certes, mais qui mérite pourtant de ne pas passer inaperçu. Les liens politiques et économiques qui ont été se nouant et se resserrant entre l'Italie, l'Autriche et la Hongrie ont formé une constellation d'États catholiques. Sans doute ceux-ci ont-ils peu de chances d'exercer une attraction sur les populations de même foi qui vivent en Roumanie, Yougoslavie et Tchécoslovaquie, à supposer qu'ils le désirent. Cependant, il est de l'intérêt de ces dernières que leurs propres catholiques n'aient pas à se plaindre d'elles.

On peut contester que la Hongrie soit, à proprement parler, un État catholique ; mais c'est surtout si elle ne l'est pas, qu'il faut admirer le bon parti qu'elle tire de l'idée catholique. Elle a su s'assurer une excellente position auprès du Vatican, où son ministre des Affaires étrangères est venu trois fois en deux ans et son président du Conseil, bien que protestant, deux fois. Elle s'efforce, non sans succès souvent, d'émouvoir l'opinion catholique à l'extérieur, en Italie, Pologne, France, en faveur des revendications qu'elle fait valoir. L'action politique magyare à l'étranger utilise judicieusement les sympathies éveillées dans le monde chrétien par le souvenir des grands services rendus à la civilisation, comme boulevard de la chrétienté contre l'Islam, et par la situation enviable faite à l'Église en Hongrie.

Il a été parfois prétendu qu'en Autriche et Hongrie, le catholicisme travaillait pour la cause monarchique, l'Église pour la restauration des Habsbourg. Cette assertion n'est pas exacte. Elle procède d'une vieille habitude d'esprit qui subsiste dans ces associations classiques de mots : le trône et l'autel, sabre et goupillon. En réalité, le destin de l'idée monarchique

et de la cause des Habsbourg, en Autriche et en Hongrie, a dépendu et dépendra de facteurs dont le sentiment religieux ni l'intérêt confessionnel ne font partie. Dans ces deux pays, comme ailleurs, l'Église catholique ne fait pas acception de régime politique et ne lie pas son sort à celui d'une dynastie. Le Saint-Siège s'est du reste montré envers les Habsbourg, depuis leur chute, d'une prudence plutôt froide dans sa correction.

Ces considérations suffisent à montrer que l'élément catholique n'est quantité négligeable dans aucun des États successeurs de la monarchie danubienne.

ITALIE ET SAINT-SIÈGE

En Italie, la question catholique conserve une grande place. L'Italie fasciste a résolu le problème devant lequel l'Allemagne hitlérienne a échoué : elle a réussi à adapter les intérêts de l'Église catholique aux exigences d'un régime totalitaire, unificateur de l'éducation, jaloux de son influence sur la jeunesse, défiant des associations qui ne sont pas siennes. Il est vrai que ce problème était plus facile à résoudre à l'Italie, où existe l'unité religieuse, qu'à l'Allemagne, divisée entre plusieurs religions. Mais il est vrai aussi qu'au point de départ de son accommodement avec l'Église, le fascisme rencontrait une question politique que l'hitlérisme ne trouvait pas sur sa route : la question romaine.

La solution de la question romaine, le traité politique et le concordat de Latran sont probablement ce que M. Mussolini a réussi de plus sensationnel et réalisé de plus grand, sinon de plus difficile. Ce que l'on confond à Rome sous le nom de « conciliation », — c'est-à-dire le traité italo-pontifical liquidant la question romaine et le concordat réglant la situation de l'Église d'Italie, — est une œuvre maîtresse du régime fasciste, en même temps qu'un acte capital du pontificat de Pie XI.

Quand intervinrent les accords de Latran entre le Saint-Siège et le royaume d'Italie, il y avait déjà longtemps que les deux pouvoirs entre lesquels se dressait la question romaine avaient cessé de s'ignorer pratiquement, tout en continuant théoriquement à ne pas se connaître ; longtemps qu'ils étaient

entrés officieusement en rapports de fait, tout en continuant à ne pas avoir officiellement de rapports de droit l'un avec l'autre. Depuis longtemps aussi, leurs sentiments réciproques avaient cessé d'être ceux qui correspondent à l'état de rupture. Mais entre eux subsistaient une affaire contentieuse et une barrière fictive : et cette survivance de la situation créée par la journée du 20 septembre 1870 présentait plus d'importance qu'on ne croit.

La « conciliation » de février 1929 a noué entre les deux pouvoirs romains des relations officielles, formé entre eux des intérêts réciproques, sinon toujours communs, qui ont engendré un contact permanent de l'un avec l'autre et modifié du tout au tout leur position, l'un par rapport à l'autre. Sans doute, relations ni contact n'ont-ils empêché leurs intérêts de se heurter violemment dans la question de l'éducation et des associations parascolaires, un an à peine après la signature de leur pacte, et leur dissentiment de provoquer un conflit qui fut un instant des plus violents. Mais il est d'autant plus frappant que chacun des deux ait reculé effrayé, devant les conséquences d'une rupture éventuelle de leur accord. Quoi qu'il en soit, un accommodement ayant opportunément apaisé leur différend, les résultats acquis par le pacte de Latran ont subsisté et le danger même qui les avait menacés paraît avoir rendu Quirinal et Vatican d'autant plus attentifs à ne pas les compromettre. De temps à autre, rarement, surviennent bien encore, ici ou là, des incidents locaux. Mais ni le Saint-Siège par excès de susceptibilité, ni le gouvernement italien par excès d'impatience, ne s'exposent alors au péril d'envenimer les choses au point qu'elles deviennent graves. Tous deux tiennent à l'œuvre diplomatique qui leur a demandé quarante mois de négociation ininterrompue dans un secret inviolé. L'opinion publique italienne tient à ce qu'elle soit sauvegardée ; le clergé d'Italie aussi.

Le *Duce* ne se fait jamais faute de proclamer l'intérêt qu'il attache à la paix et à la bonne harmonie entre son gouvernement et le Saint-Siège. Quoi de plus naturel d'ailleurs? Voudrait-on qu'il ne fît pas cas du résultat de la politique qui lui a permis de lever l'hypothèque mise par le Saint-Siège sur la capitale de l'Italie? Aussi M. Mussolini a-t-il déclaré, il n'y a encore guère plus d'un an, que l'unité religieuse était le bien

le plus précieux de l'Italie et que quiconque y porterait atteinte commettrait un crime de lèse-patrie. A l'ouverture de la dernière législature parlementaire, il a fait affirmer par le Roi, dans le discours du Trône, la haute portée de l'entente régnant entre l'État et l'Église, et signaler la démonstration qu'en ont fournie les grandes cérémonies de l'Année sainte. En effet, la dernière de ces cérémonies, la canonisation de Dom Bosco, saint italien particulièrement populaire parmi ses compatriotes, a procuré au Prince héritier d'Italie l'occasion de se rendre officiellement à la solennité célébrée par le Pape à Saint-Pierre de Rome et d'y être reçu avec des honneurs exceptionnels, tandis que l'ambassadeur d'Italie près le Saint-Siège tenait au Capitole, en présence du Duce, une conférence où il revendiquait le nouveau saint pour la patrie italienne et pour l'idée fasciste, tandis aussi que d'imposantes manifestations religieuses réunissaient à Turin une foule de fidèles, de prêtres et d'évêques aux fonctionnaires civils de la province, aux autorités militaires du Piémont et aux dirigeants des organisations fascistes. On ne saurait imaginer faits plus symptomatiques de l'attention prêtée par le gouvernement italien à ce facteur catholique, dont il a tant de raisons, intérieures et extérieures, de ne pas se désintéresser.

Il n'est pas mal placé pour en observer le jeu : nous disons *pour l'observer*, non pas *pour le contrôler*. Car personne, hormis le Saint-Siège, ne contrôle le jeu du facteur catholique. Mais pour en suivre de près les mouvements, c'est un fait que le gouvernement italien est en bonne posture. Tous les gouvernements assiègent le Vatican, mais un seul l'investit : c'est l'Italie. La parcelle de terre sur laquelle la Papauté a récupéré un pouvoir temporel est, matériellement parlant, une enclave qu'entoure le territoire italien. Du jour où s'est abaissée la barrière fictive qui séparait moralement Quirinal et Vatican, du jour où sont devenus licites des contacts et des communications qui ne l'étaient pas avant, les circonstances de fait ont ouvert à l'action politique du gouvernement italien des possibilités nouvelles. Les accords de Latran ont, pour employer un néologisme à la mode, « valorisé » pour lui des conditions avantageuses que neutralisait la situation antérieure. L'influence qu'elles lui donnent aujourd'hui au Vatican, il s'efforce de l'utiliser au dedans comme au dehors de ses

frontières : pour la concorde et la cohésion nationales dans le régime politique existant; pour la paix civile dans les territoires annexés après la guerre; pour le rayonnement extérieur de la patrie italienne dans les pays de mission, en Orient, Extrême-Orient, Amérique latine.

C'est assez de cette esquisse pour faire constater l'importance du l'élément catholique dans la vie politique de l'Italie, du pays où est enclavé l'État du Pape : symbole d'État dont les frontières spirituelles se confondent avec les limites du monde.

LA QUESTION RELIGIEUSE ET LA SITUATION INTÉRIEURE DE L'ESPAGNE

Il est un autre pays latin où les affaires religieuses sont au premier plan de l'actualité : c'est l'Espagne. La question catholique y est à la base du problème intérieur.

Elle n'y est guère intervenue pendant la période d'agonie de la monarchie. Les royalistes espagnols les plus ardents ont reproché et reprochent encore au Saint-Siège et à son nonce en Espagne de ne pas avoir soutenu la royauté, pendant qu'elle vacillait, et de l'avoir « lâchée » (c'est leur expression), lorsqu'elle s'effondra. Leur reproche est, en réalité, sans raison d'être : car le Saint-Siège fût sorti de son rôle, s'il eût défendu la couronne chancelante, ou boudé ensuite la République victorieuse, par fidélité à la couronne supprimée. En ne faisant pas acception de régime à Madrid, il a agi selon les principes mêmes de sa politique moderne. Le grief qui lui en est fait à tort ne prouve qu'une chose : c'est qu'il n'a manifesté *a priori* aucune prévention contre le régime républicain en Espagne. De fait, il se montra remarquablement patient envers la République en voie d'établissement : même un acte aussi pénible pour lui que l'expulsion d'un cardinal primat d'Espagne ne lui fit pas perdre patience.

Il ne l'a pas perdue depuis. Mais dans la mesure où les événements politiques d'Espagne sont devenus des événements religieux, ils ont tout de même obligé le Vatican à sortir de son silence. Violences, incendies de couvents et d'églises, lois sur les confessions et congrégations religieuses, ont motivé des représentations diplomatiques, des articles sévères de l'*Osservatore Romano*, enfin une protestation publique. Le Pape, qui

s'était borné, pendant que brûlaient églises ou couvents, à élever la voix dans des allocutions adressées à des pèlerins, a lancé une Encyclique après que la loi sur les confessions et congrégations fut devenue définitive. Dès lors, bien que fussent maintenus à leurs postes le nonce à Madrid et le chargé d'affaires d'Espagne près le Saint-Siège, et que par là fût évitée la rupture de toute négociation entre les deux pouvoirs, la tension de leurs rapports devint patente.

Cette tension et les causes dont elle procédait ont exercé une influence considérable sur l'évolution de la situation intérieure en Espagne. La politique religieuse de la République a accru l'influence de catholiques restés monarchistes, ranimé le monarchisme au cœur de catholiques chez qui il s'éteignait, enfin et surtout jeté dans l'opposition au gouvernement tous les catholiques qui n'étaient pas des opposants au régime. Par là, elle est entrée pour beaucoup dans l'échec du Cabinet présidé par M. Azaña. La question religieuse a été au fond de la lutte électorale qui s'est terminée par la victoire des droites : elle a été à l'origine du succès éclatant de celles-ci. Ensuite, elle est devenue la pierre d'achoppement sur laquelle buta le précédent ministère de M. Lerroux, pris entre les catholiques, dont l'appui lui était indispensable pour se maintenir au pouvoir, et l'intangible législation anti-confessionnelle, contre laquelle protestait le catholicisme. Enfin, elle a été la cause d'incidents entre le Nonce et le gouvernement de Madrid et d'épineuses explications entre ce dernier et le Saint-Siège.

L'effet politique de la question religieuse est d'autant plus remarquable que le régime républicain avait été catégoriquement mis hors de cause par le Saint-Siège. Le Pape s'en était expressément expliqué dans son Encyclique et, au lendemain des élections conservatrices, l'*Osservatore Romano* répéta avec force que l'Église n'avait aucune prévention contre la République et pouvait s'accommoder de tous les régimes politiques. Les chefs catholiques espagnols, M. Gil Robles tout le premier, tinrent compte de cette indication en prenant une position identique. C'est donc uniquement la question religieuse, la législation dont les catholiques se plaignaient, qui firent perdre le concours de leurs élus à des ministères de radicalisme modéré, dont la durée dépendait de cet appoint.

Ces ministères n'eurent d'ailleurs pas besoin d'être instruits

par leur propre chute, pour comprendre l'intérêt de ramener dans leur pays la paix religieuse : d'où la tentative qui a pris corps dans la mission confiée à Rome à M. Pita Romero, ministre des Affaires étrangères, en qualité d'ambassadeur d'Espagne auprès du Saint-Siège. On trouverait difficilement preuve plus convaincante de l'importance attachée par le gouvernement espagnol à la question catholique, que la mission confiée au propre ministre des Affaires étrangères d'aller négocier avec le Vatican un accommodement, concordat ou *modus vivendi*, en faisant un cumul à peu près sans précédent de la fonction ministérielle avec le caractère d'ambassadeur. L'issue qu'aura cette mission est appelée à exercer une profonde influence sur la suite des événements intérieurs en Espagne.

La négociation de M. Pita Romero avec le Vatican s'est déjà poursuivie pendant quelques mois sans pouvoir aboutir à l'accord désiré des deux côtés. Elle a ensuite été interrompue par l'avènement à Madrid d'un cabinet nouveau, dans lequel le négociateur n'a pas conservé le portefeuille des Affaires étrangères, mais dont il est cependant resté membre comme ministre sans portefeuille. Elle sera sans doute reprise et, semble-t-il, dans des conditions meilleures que celles où elle fut engagée, puisque le parti de M. Gil Robles est représenté dans l'actuel cabinet Lerroux et que l'autorité de ce gouvernement est accrue par sa récente victoire sur une insurrection révolutionnaire. En tout cas, un élément indispensable de concorde civile et de stabilité politique fera défaut à l'Espagne, tant que la question religieuse n'aura pas reçu une solution acceptable pour l'Église catholique.

Voilà à quelles constatations conduit l'examen de la situation espagnole.

ASPECT RELIGIEUX DE LA QUESTION RUSSE. — LE CATHOLICISME AUX ÉTATS-UNIS. — JAPON ET CATHOLICISME

La Russie soviétique a cru supprimer la question religieuse en supprimant la religion. Elle a peut-être atteint son but de son point de vue, mais certainement pas du point de vue de l'étranger. Car pour l'étranger, l'aspect antireligieux du régime bolchévique est celui qui attire le plus les regards,

excite le plus de réprobation, et fait par conséquent le plus de tort au gouvernement de Moscou.

Déjà, pendant la période où la presse des pays d'Occident épiloguait par anticipation sur le rapprochement franco-russe et l'admission éventuelle de la Russie dans la Société des nations, l'on a pu constater que ce qui était le plus reproché à l'actuel régime russe, ce n'était pas le communisme, mais bien l'excès de la réaction antireligieuse, les persécutions contre la foi, le culte et les desservants des Églises chrétiennes. Bref, à peine s'est-il agi, en Occident, de faire rentrer la Russie soviétique dans le circuit de la politique européenne, qu'on n'a plus vu, sauf exception, lui jeter à la face la faillite de ses théories sociales, ni son désaveu des emprunts impériaux, ni même les meurtres qui ont ensanglanté sa révolution, mais plutôt l'intransigeance de son rationalisme et son aversion contre les croyances spirituelles. C'est curieux, mais c'est ainsi.

Pendant la session de Genève où s'est discutée l'entrée de la Russie soviétique dans la Société des nations, la seule opposition qu'elle ait rencontrée s'est placée principalement sur le terrain religieux et a été manifestée par des catholiques. Personne ne lui a reproché d'avoir aboli la propriété; personne ne lui a reproché d'avoir renié sa dette extérieure; personne ne lui a reproché ses exécutions. Mais des voix catholiques se sont élevées, celle de M. Motta et de M. de Valera, pour lui faire grief de son attitude envers la religion; et le fait est que ces protestations, si elles n'ont pas empêché un résultat qui était acquis d'avance, n'ont cependant pas laissé de « porter », sur l'auditoire, où elles ont trouvé de l'écho. Il y a dans ce fait, en même temps qu'un enseignement pour le gouvernement de Moscou, un exemple particulièrement concluant de la force que conservent encore les droits de la conscience. S'y serait-on attendu de nos jours? Pourtant l'expérience est là, qui l'a montré.

Aux États-Unis, les catholiques, dont le nombre s'élève à une vingtaine de millions, forment un appoint électoral que les candidats à la présidence dédaignent rarement. M. Roosevelt en a bénéficié aux dernières élections présidentielles. Peu après, l'on a vu un membre du gouvernement de Washington, M. Farley, ministre des Postes, se rendre en visite chez le

Pape et son secrétaire d'État, chargé pour eux, dit-on, d'un message du Président. On a parlé alors de l'établissement de relations diplomatiques entre Washington et le Vatican, comme d'une hypothèse plausible. Elle ne s'est pas réalisée et il y a peu de chances pour qu'elle se réalise, parce qu'elle rencontrerait de l'opposition chez les protestants et n'enchanterait pas l'épiscopat catholique américain. Mais, s'il n'a vraisemblablement pas songé à accréditer une mission diplomatique auprès du Saint-Siège, M. Roosevelt a cependant pris une initiative à laquelle le Pape devait être sensible. Quand les États-Unis ont reconnu *de jure* les Soviets, les lettres échangées entre M. Roosevelt et M. Litvinof ont contenu des garanties expresses en faveur de la liberté de conscience et de la liberté du culte, pour les citoyens américains en Russie, garanties dont il n'y avait encore d'exemple que dans un traité polono-russe et que ni l'Italie, ni la France n'avaient fait stipuler, lorsqu'elles avaient procédé à la reconnaissance du gouvernement soviétique. En outre, très peu de temps après avoir reçu ces promesses, les États-Unis en ont obtenu une application pratique en faisant entrer en Russie un religieux catholique de nationalité américaine, avec le personnel même de leur nouvelle ambassade à Moscou. Jusqu'à ce moment, les deux seuls prêtres catholiques étrangers qui demeuraient dans l'immense Russie, l'un à Moscou, l'autre à Léningrad, étaient deux Français.

Le Japon d'aujourd'hui est respectueux du christianisme en général et du catholicisme en particulier. Il l'est d'autant plus que la Russie soviétique l'est moins. Jamais ne passent par Rome prince japonais ou mission japonaise, sans aller présenter leurs hommages au Souverain pontife. Peu après avoir donné naissance au nouvel État mandchourien, le gouvernement japonais a conseillé à son pupille de se tourner vers le Saint-Siège pour obtenir d'être officiellement reconnu par celui-ci, ce qui n'eût pas été sans importance, au moment où les Puissances refusaient de reconnaître le Mandchoukouo et où le Japon se retirait de la Société des nations. Si les ouvertures nippo-mandchouriennes n'ont pas obtenu de la papauté une reconnaissance en règle, du moins ont-elles, secondées par l'intérêt des missions catholiques en Mandchourie, abouti à ce que le Vatican chargeât officieuse-

ment un vicaire apostolique, Français d'ailleurs, de traiter les affaires religieuses avec le gouvernement du Mandchoukouo.

Les intérêts complexes que l'Extrême-Orient met en jeu pour la Russie, les États-Unis et le Japon sont ce qui nous a engagé à grouper ici ces trois pays. Retournons en Amérique.

CATHOLICISME ET TRADITION FRANÇAISE AU CANADA

Au Canada, l'élément catholique ne fait qu'un avec l'élément de race et de langue françaises. Une mission française, qui a visité le Canada tout récemment, a pu se rendre compte du touchant attachement de ce peuplement canadien français à sa tradition ancestrale, à sa patrie d'origine. Mais elle a pu se rendre compte aussi de son attachement à sa foi. Sa fidélité à la religion catholique a le pas sur sa fidélité à l'idiome et au sang français. Prenons deux hypothèses, dont la première est, Dieu merci, tout à fait invraisemblable, et la seconde peu plausible. Si l'Angleterre était en guerre contre la France, il n'y aurait pas de question française au Canada, tandis que si l'Angleterre était en conflit avec le Saint-Siège, il y aurait au Canada une question catholique.

Deux autres observations sont à faire, qui font ressortir l'influence décisive que le catholicisme a exercée sur la destinée du Canada. C'est au catholicisme qu'est due cette admirable conservation de la langue et de la tradition françaises chez les Canadiens de race française : les instruments en ont été l'église et l'école confessionnelle. Dans les régions du Canada, où, faute de personnel, église et école ont dû être desservies par un clergé catholique de langue anglaise, la langue ni la tradition françaises ne se sont aussi bien conservées. Le fait est là qui le prouve. Inversement, quand, par suite de causes économiques, des Canadiens-Français ont émigré en nombre dans les États septentrionaux de l'Union américaine du Nord, le même phénomène de conservation de leur langue et de leurs traditions ataviques s'est continué dans leurs rangs, grâce à la présence parmi eux de leurs prêtres, en même temps maîtres d'école. Donc, au Canada comme dans la partie des États-Unis où des Canadiens-Français se sont transplantés en groupe considérable, la persistance de leur parler français et de leur personnalité française a été fonction

de leur religion, en tant qu'elle a été l'œuvre de leur clergé.

D'autre part, la fidélité dont les Canadiens-Français demeurés au Canada ont fait preuve envers leur religion, leur langue maternelle et leurs traditions familiales a largement contribué à préserver le Canada de l'influence politique des États-Unis. Si le Canada n'a pas subi l'attraction d'un voisin qui s'émancipait de la tutelle coloniale et devenait une grande Puissance, la principale cause en est à la présence sur son sol d'un peuplement français, récalcitrant à l'assimilation anglo-saxonne. Bref, si le Canada est resté un Dominion britannique, c'est, dans une mesure appréciable, parce qu'il contenait un fort élément français et catholique. La constatation peut surprendre : elle paraît cependant incontestable.

AMÉRIQUE LATINE. — PERSÉCUTION RELIGIEUSE AU MEXIQUE. TOURNÉE TRIOMPHALE DU CARDINAL PACELLI EN ARGENTINE, URUGUAY, BRÉSIL.

L'Amérique latine offre le contraste d'une République dont le gouvernement est violemment hostile à la religion catholique et d'une majorité d'autres où les pouvoirs publics sont pleins d'égards pour l'Église.

La première est le Mexique. La guerre religieuse y sévit depuis sept ans. Un *modus vivendi* signé en 1929, entre le délégué apostolique et le gouvernement mexicain, eut pour effet un apaisement relatif qui dura jusqu'en 1931. Depuis cette date, les vexations contre les catholiques ont repris de plus belle. De rigoureuses restrictions ont été mises à l'exercice du culte : les prêtres n'ont été autorisés que dans la proportion d'un pour cinquante mille habitants. Le Saint-Siège, privé de toute possibilité de négociations par l'attitude même de la partie adverse, n'a eu d'autre ressource que de protester, de soutenir le courage de l'épiscopat mexicain et de lui tracer une ligne de conduite. C'est ce que le Pape a fait par une Encyclique de septembre 1932. Mais la situation s'est encore considérablement aggravée depuis lors. D'hier date la nouvelle de la fermeture de toutes les églises, de l'expulsion des évêques et des prêtres, dans quatre des États de la République mexicaine, du bannissement de l'archevêque de Mexico et du délégué apostolique.

Des mesures aussi draconiennes, si elles sont exactes, ne relèvent plus de l'anticléricalisme ; elles sont de caractère antireligieux. Leur excès même témoigne, chez ceux qui les ont prises, d'une exaspération qui laisse supposer l'inefficacité des rigueurs antérieures contre le clergé et les fidèles. Il y a peu d'apparence que le gouvernement mexicain réussisse mieux, en battant successivement ses propres records de sévérité. Banni le prêtre, fermée l'église, le pouvoir qui s'est porté à de telles extrémités n'en sera que plus mal vu des populations qu'il n'avait pas pour lui. En revanche, il aura perpétué à l'intérieur une cause de discorde et de désordre dans un pays dont les conditions internes sont déjà déplorables, et il se sera fait du tort à l'étranger, où le bon sens et le bon goût sont toujours heurtés par les violences antireligieuses. Déjà se sont élevées des protestations aux États-Unis.

Bien différentes sont les dispositions manifestées envers l'Église catholique par les gouvernements d'autres grandes républiques de l'Amérique latine. En Argentine, le Saint-Siège vient, d'accord avec le gouvernement de Buenos-Ayres et pour répondre à ses vœux, de créer d'un coup six diocèses nouveaux et de nommer, en une fois, seize archevêques et évêques. A peine approcha la date du Congrès eucharistique universel, convoqué à Buenos-Ayres, que le gouvernement argentin prit intérêt à l'organisation de ces grandes assises catholiques. L'ambassadeur d'Argentine auprès du Saint-Siège se mit en campagne pour obtenir la désignation, comme Légat du Pape à cette occasion, du propre secrétaire d'État de Sa Sainteté, le cardinal Eugène Pacelli, la personnalité la plus en vue du Sacré Collège : et ainsi fut fait. Le cardinal Pacelli a été reçu à Buenos-Ayres avec les honneurs souverains, sinon même avec des honneurs plus que souverains. Le Président de la République argentine, les membres du Gouvernement, l'ont accueilli au débarcadère lors de son arrivée, et l'ont accompagné au paquebot lors de son départ, les troupes faisant la haie le long du parcours, l'artillerie tirant des salves. De son côté, la population a fait au Légat pontifical l'accueil le plus chaleureux. Bref, la visite du cardinal Pacelli à la capitale de l'Argentine a pris les proportions d'un événement politique, où se sont affirmés le désir du Pape de montrer sa sollicitude

envers ce pays et le cas que les Argentins faisaient de cette marque d'intérêt.

Après une aussi éclatante manifestation d'attachement réciproque, entre Buenos-Ayres et le Vatican, l'on s'attend généralement à ce que la République argentine obtienne enfin du Saint-Siège l'élévation à la pourpre d'un membre de son épiscopat national. Car, jusqu'à présent, l'immense Amérique latine ne possède qu'un cardinal, dévolu au Brésil : l'archevêque de Rio. Si les choses se passent comme elles sont prévues, la mission du cardinal Pacelli en Amérique du Sud aura donc marqué, de la part du Saint-Siège, l'intention de faire à ce continent, spécialement à l'Amérique espagnole, une plus grande place dans sa politique.

Telle est bien la signification que semblent y avoir attachée, non seulement la République argentine, mais le Chili, l'Uruguay et le Brésil. Le Chili s'est empressé d'inviter le cardinal secrétaire d'État à se rendre à Santiago après sa visite à Buenos-Ayres : et il est possible que, si le trafic du chemin de fer transandin n'eût pas été interrompu, le cardinal Pacelli se fût rendu à cette invitation. L'Uruguay et le Brésil avaient l'avantage de se trouver sur l'itinéraire de la traversée entre Buenos-Ayres et Gênes. Le gouvernement uruguayen n'a pas la réputation d'être teinté de cléricalisme : il n'en a pas moins réservé au secrétaire d'État du Pape, à Montevideo, une réception dont un souverain n'aurait pas eu à se plaindre. Le gouvernement brésilien a tenu aussi à le recevoir et, pour pouvoir le garder plus longtemps, a fait prolonger de vingt-quatre heures l'escale du paquebot à Rio, où il ne s'arrête normalement que quatre heures. A Rio comme à Buenos-Ayres, Président de la République, ministres, autorités civiles et militaires ont accueilli le Légat pontifical avec les honneurs souverains; le peuple est accouru en foule sur son passage et ne lui a pas ménagé les acclamations.

Deux choses sont donc à retenir de la tournée triomphale que le cardinal Pacelli vient de faire en Amérique du Sud. C'était la première fois qu'un secrétaire d'État du Saint-Siège était envoyé au dehors comme Légat pontifical. Une telle innovation en faveur de l'Argentine a constitué, pour elle et pour le continent dont elle fait partie, un honneur exceptionnel qui n'est pas sans répondre à une intention politique du

Pape. L'accueil sans précédent que le cardinal Pacelli a reçu au terme de son voyage et sur sa route, a montré le prestige incomparable dont jouit la Papauté dans les pays par lesquels il a passé et la vitalité du sentiment catholique dans les populations qui les habitent.

***

Nous arrêtons ici cette revue. Elle n'a pas la prétention d'être complète. Elle a négligé plusieurs pays, — Belgique, Pologne, Irlande, Portugal, — pour consacrer plus d'espace à ceux où la question religieuse est plus actuelle. C'est à dessein qu'elle a exclu la France, le mouvement et la situation du catholicisme dans notre pays, les intérêts moraux que cette confession représente pour nous dans nos colonies, pays de protectorat, pays de mandat, ainsi que dans les pays de mission étrangers à notre empire. Ce serait un sujet différent.

De la revue à laquelle nous venons de nous livrer, paraissent se dégager deux conclusions : d'abord celle qui est exprimée au début de ces pages, à savoir que le catholicisme a rarement exercé plus d'action qu'aujourd'hui sur le mouvement politique du monde ; ensuite cette autre, qu'il y a pour nous l'intérêt le plus positif à tenir grand compte d'une force aussi vivace.

★ ★ ★

LE PRINCE IMPÉRIAL

I

L'ENFANCE

Mil huit cent cinquante-six : l'année bénie du Second Empire.

L'Empire naissant s'est haussé au plan des vieilles monarchies qui l'acceptent et lui font honneur. A Windsor, malgré son orgueil dynastique et ses préjugés traditionnels, la reine Victoria n'a-t-elle pas voulu réserver le plus flatteur accueil au couple impérial ; ne vient-elle pas, rendant la visite, de cimenter en personne l'amitié franco-anglaise nouée dans les tranchées devant Sébastopol ? Et là-bas, aux rivages de Crimée, après Inkermann et l'Alma, Malakoff et la Tchernaïa, jeunes victoires auréolant les aigles, la superbe moscovite a dû s'humilier, le tsar solliciter la paix.

A peine si, dans quelques salons du noble faubourg, on nasarde encore « le Parvenu de Décembre », si dans quelque soupente bellevilloise, on injurie « Napoléon le Petit ». Mais les uns, déjà, pensent au ralliement ; et les autres, muselés, n'osent élever la voix.

Et voilà qu'une joyeuse rumeur naît, grandit, circule, se propage : « L'Impératrice a des espérances. » Depuis quelque temps, on le soupçonnait. Aux dernières fêtes de la Cour, sa pâleur et sa lassitude avaient frappé tous les regards. Les mieux renseignés n'ignoraient pas qu'à Londres, elle avait consulté sir Charles Lockoch, l'accoucheur de la reine.

Pourtant, l'on doutait encore ; mais, à présent, nulle hésitation possible. L'autre jour, à Courbevoie, pendant une visite aux blessés de la Garde rapatriés de Sébastopol, un malaise a saisi la souveraine. Le docteur Conneau l'a confié au major Blaise qui tenait à lui présenter un mutilé de la face :

— N'insistez pas, commandant, et apprenez une nouvelle qui doit vous réjouir. Sa Majesté se trouve dans une position intéressante ; la vue de ce pauvre diable risquerait de produire sur elle une impression fâcheuse.

Le major n'a-t-il pas su tenir sa langue? Le secret sur la confidence ne fut-il pas demandé? Quoi qu'il en soit, elle s'est ébruitée.

Comme affirme le docteur Conneau, faut-il donc se réjouir? Une première grossesse, il y a deux ans, n'a pas été heureuse. Une imprudence, les suites d'un bain chaud inopportun, sont venues anéantir des espoirs trop hâtifs. Aujourd'hui, cependant, qu'on est arrivé au neuvième mois, que tout, jusqu'ici, s'est passé sans encombre, on peut envisager un dénouement meilleur. Toutefois, sera-ce un fils ou une fille? Un héritier du trône assurant l'avenir de la dynastie, ou simplement une princesse impériale?

LA NAISSANCE

Environ onze heures du soir, dans la nuit du 15 au 16 mars, dimanche des Rameaux, les grandes douleurs commencèrent.

M. Baroche, président du Conseil d'État, dont la présence était requise aux termes de la Constitution, recevait à dîner les délégués au Congrès de Paris. Averti par une estafette, il quitta précipitamment ses convives, pour se rendre aux Tuileries. D'autres grands dignitaires l'y ont déjà précédé : Achille Fould, ministre de la Maison, notaire et secrétaire impérial, qui doit rédiger l'acte de naissance, le garde des Sceaux Abbatucci, tenu de le contresigner avec les témoins, S. A. I. le prince Napoléon et le prince Lucien Murat. Puis, successivement, arrivent les représentants des grands corps de l'État : ceux du Sénat, conduits par M. Troplong, du Corps législatif, par le comte de Morny, ceux du Conseil d'État menés par le vice-président Rouher.

Comme autrefois les reines de France, l'impératrice des Français doit accoucher en public.

Trop étroits pour cette affluence, les appartements intimes sont illuminés comme en un jour de fête. Attirés par cette profusion de lumières, les curieux s'attroupent place du Carrousel, devant le pavillon de l'Horloge, stationnant au long des grilles, interrogeant les sentinelles et les domestiques du Palais.

La nouvelle s'est répandue en traînée de poudre. D'instant en instant grossit une foule agitée. Malgré le mauvais temps, sous la cinglée des averses, elle attendra toute la nuit, bravant fatigue et giboulées, avec cette inépuisable patience du badaud parisien.

Cependant, dans sa chambre à coucher solennelle, sous le plafond chargé d'allégories par Fontaine, allongée sur le lit d'apparat aux lourdes tentures, l'Impératrice souffrait cruellement depuis douze heures. Ses douleurs évoquent celles de Marie-Louise. Et, comme Marie-Louise encore, les médecins qui l'entourent sont un baron Dubois assisté d'un docteur Corvisart.

Tous deux sont inquiets sous leur masque d'assurance. Ne murmure-t-on pas qu'afin de pouvoir mieux gagner la date fatidique du 20 mars, ils ont administré force laudanum à leur patiente? Épouvantés de leur responsabilité, ils ont fait, dans l'après-midi, appeler en consultation un praticien réputé : le docteur Darralde. Ce Bayonnais, au parler rude, n'a point mâché la vérité à l'Empereur. Sans doute sera-t-on obligé de recourir aux fers, par conséquent compromettre la vie de l'enfant.

Tel, jadis, le fondateur de sa race, en pareilles circonstances, Napoléon III n'a pas répondu au médecin qui l'interroge des yeux :

— Figurez-vous que vous accouchez une marchande de la rue Saint-Denis, et, en tout cas, sauvez la mère.

Mais d'un signe de tête, il a consenti. Et la longue, la pénible, l'interminable attente se prolonge, dans un lourd silence coupé de gémissements.

Outre les médecins et la sage-femme, beaucoup de monde à présent, trop de monde, dans la pièce empuantie d'éther. Avec Baroche, Fould, Abbatucci, la princesse d'Essling, grande-

maîtresse du palais ; l'amirale Bruat, future gouvernante de l'enfant... s'il vient au monde ; la *marchioness* Ely, une très sûre et très fidèle amie d'Angleterre, envoyée par la reine Victoria ; et naturellement encore, ainsi qu'il se doit, Mme de Montijo, la mère, avec Paca, la sœur, Francesca duchesse d'Albe. Derrière un paravent, le prince Napoléon suppute les chances qu'il conserve de garder la succession au trône. Dans un cabinet de toilette voisin, la princesse Mathilde et la princesse Murat somnolent en des fauteuils.

Vers quatre heures du matin une plainte aiguë jaillit de la bouche de l'Impératrice. Les médecins s'avancèrent. Trois quarts d'heure plus tard, le docteur Conneau se précipitait dans le salon où piétinait l'Empereur :

— Sire, c'est un fils, venez !

Aussitôt, courriers de galoper par la ville endormie porter la bonne nouvelle aux corps constitués. Le général comte d'Ornano, gouverneur des Invalides, est le premier prévenu. Il connaît sa consigne. Six heures. L'aubade du canon réveille dans leur lit douze cent mille Parisiens. Ils comptent les coups de ce signal majestueux. Après le vingt-deuxième, nombreux, ils s'habillent en hâte, se répandent dans les rues.

Paris pavoisa spontanément ; le soir, il illumina jusque dans les faubourgs. Des mâts vénitiens se dressèrent place de la Bourse et sur les boulevards : *ordre*, *crédit*, *prospérité*, portaient leurs oriflammes ; et la brise enlevait sur les toits des banderoles chargées de vivats.

Le Corps législatif avait été convoqué extraordinairement. Des acclamations saluèrent l'entrée de son président, pour gagner aussitôt les tribunes, les couloirs, la salle des Pas perdus. N'arrivant pas à prononcer le discours qu'il avait préparé, le comte de Morny saisit l'instant d'une accalmie, avant de lever la séance :

— Je vois, messieurs, dit-il en souriant, que vous partagez la joie de toute la France.

Les mêmes démonstrations se renouvelèrent au Sénat.

Le nourrisson était magnifique et s'annonçait plein de vie. Son père, transporté, voulut associer le pays tout entier à son bonheur et qu'un concert de bénédictions s'élevât, propitiatoire, autour du nouveau-né.

Ce fut, sur toutes les misères, un débordement de bien-

faits : cent mille francs distribués aux pauvres ; cinquante mille autres, répartis entre les cinq grandes sociétés de bienfaisance (1). Et tous les enfants nés à la date du 16 mars, dotés par la Couronne (2).

Comme en 1811, les poètes, à l'envi, célébrèrent cette nativité. Théophile Gautier imagina ces strophes aériennes, du sentiment le plus délicat et qui rendent un son très pur :

Au vieux palais des Tuileries,
Chargé déjà d'un grand destin,
Parmi le luxe et les féeries,
Un enfant est né ce matin...

C'est un Jésus à tête blonde
Qui porte en sa petite main,
Pour globe bleu la paix du monde,
Et le bonheur du genre humain...

Qu'un bonheur fidèle accompagne
L'enfant impérial qui dort,
Blond comme les jasmins d'Espagne,
Blond comme les abeilles d'or !...

DEVANT LE BERCEAU

Dès l'après-midi du 16, le Pape s'était hâté d'envoyer, par télégramme, sa bénédiction au nouveau-né. Trois jours plus tard, le mercredi saint, se déroulèrent les cérémonies officielles.

L'Empereur, en uniforme de général de division, debout dans la salle du Trône, reçut les congratulations des corps constitués. Un rayonnant bonheur illuminait ses traits, allumait des flammes dans ses yeux ternes. Sénat et Corps législatif, magistrature et clergé, Institut et Conseil d'État, confondirent leurs vœux et leurs hommages. Après quoi, les députations furent admises à défiler devant le berceau

(1) Caisses de secours de la Société des gens de lettres, des auteurs et artistes dramatiques et musiciens, des artistes peintres, sculpteurs et graveurs, des inventeurs et dessinateurs industriels. De son côté, la municipalité parisienne vota cent mille francs pour payer les mois de nourrice en retard des enfants pauvres, cent mille francs pour dégager les outils du Mont de piété.

(2) Il y en eut trois mille six cents.

où dormait ses premiers sommeils l'enfantelet impérial.

Offert, suivant l'usage, par la municipalité parisienne au premier-né de ses souverains, c'est une merveille de berceau, une lourde merveille. Du moins n'a-t-on rien épargné, — 161 751 fr., 45, — pour qu'il en soit ainsi. Exécuté sur les dessins de M. Victor Baltard, architecte en chef de la ville, on y travaille depuis trois mois et M. Pierre Simart, de l'Institut, en a modelé lui-même les groupes allégoriques.

Par allusion aux armes de la cité, l'ensemble figure une nef en bois de rose, la proue couronnée d'un aiglon d'argent déployant ses ailes. Encadrée par deux génies, la Guerre et la Paix, une statue de la France, en argent elle aussi et drapée de vermeil, soutient à la poupe, de ses bras tendus, la couronne impériale. Des médaillons symboliques, des festons, des rinceaux, des guirlandes, achèvent de charger cette pesante carène. Mais pourquoi faut-il, comme l'observent des esprits chagrins, que le statuaire ait représenté la Guerre, les yeux fermés ; la Paix, tournant le dos au *baby* sur lequel elle ne veille pas ?

Derrière ce chef-d'œuvre se tient Mme l'amirale Bruat, au visage de madone, portant beau dans sa robe lilas, pour qui vient d'être ressuscité le vieux titre de gouvernante des enfants de France, flanquée des deux sous-gouvernantes, la générale Bizot et la colonelle de Brancion, l'une et l'autre veuves d'officiers tués au siège de Sébastopol.

Le défilé s'achevait. Déjà les dames de la Halle s'étaient succédé devant le berceau. L'une d'elles, Mme Lebon, avait obtenu la faveur d'embrasser le nourrisson, qui devait un jour lui rendre son baiser. A ce moment survint un retardataire. C'était un homme de haute stature, aux formes athlétiques, les traits énergiques et durement accusés. S'étant incliné à son tour, il passa. Nul ne l'avait remarqué. Qui donc, alors, aurait pu soupçonner qu'avec M. le comte de Bismarck-Schœnhausen, second plénipotentiaire de Prusse au Congrès de Paris, venait d'entrer la mauvaise fée des légendes françaises, le spectre maléfique des *lieder* d'outre-Rhin ?

L'enfant ayant été ondoyé dans la chapelle des Tuileries, le lendemain de sa naissance, trois mois se passèrent à préparer les fêtes de son baptême. L'Empereur les veut grandioses. On fouille les archives, on compulse les documents. Il faut

que les splendeurs du 9 juin 1811 soient encore dépassées.

Qui choisir pour parrain? L'opinion et l'armée souhaiteraient un soldat : Victor-Emmanuel II, dont les régiments, hier, combattaient avec les nôtres. L'influence de l'Impératrice l'emporta et le Pape fut préféré. Habilement entrepris par notre ambassadeur, le comte de Rayneval, gratifié d'une lettre déprécative par Napoléon III, le Souverain Pontife accorda son consentement.

Un instant même, — grosse émotion, — on espère une auguste venue. Les tapissiers s'affairent à Fontainebleau. Mais non ; la mémoire de Pie VII fait décliner l'invitation : trop de souvenirs, trop d'ombres inquiétantes autour d'un tel château ! Le parrain délègue donc le cardinal Patrizzi, légat *a latere*, pour le représenter.

La reine Victoria, bonne amie, mais souveraine protestante, ne pouvant figurer dans une cérémonie catholique, Sa Majesté suédoise, Maximilienne-Eugénie, née princesse de Beauharnais, avait accepté déjà de tenir son petit cousin sur les fonts baptismaux.

Et l'aube du 16 juin se lève enfin, l'aube d'une journée splendide comme toutes celles où l'Empire célébrait une fête.

A NOTRE-DAME : LE BAPTÊME

La cérémonie, à Notre-Dame, est annoncée pour six heures du soir. Dès la méridienne, sur le parcours du cortège, place de la Concorde, au long de la rue de Rivoli qu'il doit emprunter, place de l'Hôtel de Ville, sur le quai aux Fleurs, partout, une cohue commence à se déverser par toutes les voies affluentes. Partout des pavois, des fleurs, des bandeaux, des guirlandes et, claquant à la brise légère, des drapeaux par centaines. En perspective de l'Hôtel de Ville, l'avenue Victoria n'est plus qu'un vaste parterre à la Le Nôtre, divisé par un canal rectiligne serti d'arceaux de verdure, d'où jaillissent des cascades.

Dans ce décor de féerie, les troupes s'installent successivement : Garde nationale à droite ; à gauche, l'infanterie de ligne et la Garde impériale. Leur double haie en armes contient les bousculades...

Cinq heures et soudain un grand remous. Aux Invalides, le

canon tonne. Débouchant du Carrousel, dans un scintillement d'or et d'acier, voici les premières voitures.

Un magnifique, un inoubliable cortège. Douze carrosses de gala, sculptés, armoriés, empanachés, dorés jusque sur les roues. Huit par équipage, quatre-vingt-seize chevaux les traînent, caparaçonnés de velours cramoisi semé d'abeilles d'or.

Une éblouissante compagnie les occupe : hauts dignitaires, officiers de la Cour, dames d'honneur aux parures somptueuses, chambellans de toute sorte, préfet et maréchal du Palais, tous costumés de rouge, de violet ou d'azur, ministres et sénateurs rutilants de broderies, généraux aides de camp surmontés de beaux plumages. Et voici encore la reine-mère d'Espagne, Marie-Christine, en velours vert d'eau, coruscante d'émeraudes, avec le prince-consort, duc de Rianzarez ; le duc d'Albe, en général castillan ; le duc d'Hamilton, en écossais ; le duc de Brunswick, calamistré, cosmétiqué, peint, teint, feint, luisant comme un soleil.

— Vive l'Empereur ! Vive l'Impératrice ! Vive le Prince impérial ! s'époumonne au passage Paris encore fidèle.

Les acclamations redoublent, quand paraît, l'avant-dernière, la voiture de l'auguste *bambino* (1), tout rose et tout joli dans ses atours de dentelle aux ruches blanches relevées de rubans bleus, porté par sa nourrice, accorte Bourbonnaise, dans le costume de sa province : jupe rouge, corselet de velours noir, tracé d'entrelacs d'or.

Le dernier, enfin, de cette impressionnante théorie, le plus monumental et le plus éclatant, tel qu'on peut toujours l'admirer à Versailles, voici le carrosse impérial, le char de triomphe plutôt, où trônent côte à côte Eugénie et Napoléon, elle en satin bleu-pâle, tous les diamants de la Couronne ruisselant sur ses cheveux blonds ; lui, en habit de général, culotte courte et bas de soie, effilant distraitement, à l'accoutumée, les pointes cirées de sa moustache.

Entre deux murailles vivantes, Notre-Dame est gagnée parmi les ovations. Devant la cathédrale, sous un porche tendu de pourpre, attend Mgr Sibour, archevêque de Paris, escorté de ses grands vicaires et du chapitre au grand complet. Les souverains mettent pied à terre, reçoivent l'eau bénite et

(1) C'était la voiture même qui avait servi au mariage de l'Empereur.

l'encens, sous un dais porté par dix chanoines, au tumulte déchaîné des grandes orgues, qu'accompagnent les grondements du bourdon mis en branle.

Pour caser les six mille invités qui l'emplissent, la vieille nef de saint Louis a dû recevoir des aménagements indispensables. Sous la direction de M. Ballu, des tribunes ont été édifiées dans le chœur et les transepts ; des balcons au long du triforium. Un haut baldaquin, surmontant une estrade de six marches, couronne les prie-Dieu où vont s'agenouiller Leurs Majestés. Devant elles, les fonts baptismaux spécialement exécutés à Sèvres, à côté d'un vénérable vase en cuivre damasquiné, rapporté par saint Louis de ses croisades et qui servit, suivant la tradition, au baptême de ses fils.

L'église est pleine à craquer. Autour du buffet d'orgue, l'orchestre et les chœurs ; puis successivement ces dames du corps diplomatique, les femmes des ministres, des sénateurs, des députés, des conseillers d'État, toutes en toilettes du soir, chefs-d'œuvre de Palmyre ou de Laferrière, nu-tête et décolletées. Dans le transept du midi, les ambassadeurs et les ministres étrangers, voisinant avec le sénat de l'Empire ; dans celui du nord, le Corps législatif, le Conseil d'État, la Cour de cassation. Viennent ensuite, s'échelonnant jusque sur les bas-côtés, les tribunes destinées aux moindres fonctionnaires, aux officiers et aux députations de province. Car tous les maires des chefs-lieux de préfecture et d'arrondissement, les délégués de tous les conseils généraux, se sont vu mander à Paris aux frais de l'État. Tous ont répondu à l'appel, tous sont venus en grand uniforme.

Tous les regards sont fixés sur le trône où plastronne, en dépit de sa petite taille, l'éminent Patrizzi. Alentour, dans un miroitement de crosses et de mitres, d'anneaux, de croix pectorales, c'est une assemblée d'archevêques et d'évêques.

Plus émus qu'ils ne voudraient paraître, l'Empereur et l'Impératrice s'avancent solennellement, la longue traîne de celle-ci portée par le baron de Pierres, son écuyer. Derrière eux, le cortège : un protocole minutieux l'a réglé.

D'abord le prince royal Oscar de Suède et Stéphanie, grande-duchesse douairière de Bade, représentant la marraine, qu'une indisposition retient à Stockholm.

L'amirale Bruat, portant le Prince impérial, héros incons-

cient de la fête, à l'instant revêtu sur sa robe d'un manteau d'hermine. Puis les Altesses Impériales, prince Napoléon en tête, le monocle à l'œil ; les princes et princesses de la famille, ayant rang à la Cour ; les ducs de Bassano et de Cambacérès, grand-chambellan et grand-maître des cérémonies ; la princesse d'Essling, grande-maîtresse de la maison de l'Impératrice ; Mgr Menjaud, évêque de Nancy, premier aumônier ; la dame d'honneur et les dames du palais de l'Impératrice ; les maréchaux de France ; puis encore les grands officiers de la Cour : préfets et maréchaux des logis du palais, chambellans, écuyers, veneurs, aides de camp...

Après s'être inclinées devant le cardinal-légat, les « dames accompagnatrices », désignées à l'avance, apportent les « honneurs » : la comtesse de Labédoyère, le bassin ; la comtesse de Montebello, le cierge écussonné ; la baronne de Malaret, le chrémeau ; la marquise de la Tour Maubourg, la salière ; la comtesse de Rayneval, l'aiguière ; Mme de Saulcy, la serviette. Les chœurs entonnent à grand orchestre le *Veni Creator* et la cérémonie commence. Debout, face à l'autel, l'envoyé pontifical procède aux onctions rituelles.

Le sacrement est administré. L'amirale Bruat va chercher l'enfant qu'elle apporte à son père. Et lui, tout rayonnant d'orgueil et d'espérance, transfiguré d'une joie surhumaine, prend son fils dans les bras et l'élève. Ainsi jadis avait fait du sien l'Autre, le grand Empereur. Maintenant les orgues attaquent à pleins jeux le *Te Deum* des triomphes, auquel répondent le *Salvum fac* et les *Vivat* de l'orchestre et des chœurs. On emporte cérémonieusement le Prince dans la chambre qui lui a été préparée près du vestiaire des chanoines. Il s'y repose quelques instants. Puis l'amirale Bruat, chargée de son précieux fardeau, remonte avec la nourrice, Mmes Bizot et de Brancion, dans son équipage qui les ramène au château.

Pendant ce temps, le flot des invités s'écoule ; le parrain, la marraine et les témoins, après avoir reçu la bénédiction pontificale, se rendent à la sacristie signer, par dérogation aux usages, l'acte de baptême sur le registre particulier de la chapelle des Tuileries (1).

(1) Voici cet acte de baptême, qui put être sauvé au 4 septembre par l'abbé Laisne, curé des Tuileries, vicaire général de la Grande Aumônerie :

« Le 16 juin 1856, très haut et très puissant prince Napoléon-Eugène-Louis-

Au sortir de Notre-Dame, l'Empereur, l'Impératrice et leur cortège ne retournèrent pas au château. Traversant la Seine au pont d'Arcole, on se dirigea vers l'Hôtel de ville. Suivant une tradition séculaire, comme elle agissait déjà sous l'ancienne monarchie, comme elle avait fait au baptême du Roi de Rome, la municipalité avait organisé une somptueuse réception.

L'antique Parloir aux bourgeois, l'ancienne Maison aux piliers, réédifiée par le Boccador, avait reçu une décoration unique : toutes ses corniches, tous ses frontons embrasés; toutes ses portes, toutes ses fenêtres, toutes ses ouvertures pavoisées et fleuries, où les drapeaux en faisceaux alternaient avec les trophées, les écussons à l'aigle et aux abeilles.

A l'entrée, sous un porche tendu comme à Notre-Dame, Leurs Majestés furent saluées par les préfets de la Seine et de Police, le président du Conseil municipal, la baronne Haussmann et Mme Delangle.

Longeant l'escalier Henri IV, entre une double haie formée d'un côté par les membres du Conseil, de l'autre, par les maires de Paris avec leurs adjoints, et traversant la cour Louis XIV, on parvint à la cour François Ier, où l'on s'arrêta pour admirer. Au-dessus de fontaines jaillissantes, de massifs embaumés de roses et de jasmins d'Espagne, piqués d'hortensias, — la fleur maternelle, — s'érigeait un dôme en velours bleu-céleste, semé d'étoiles d'argent. De suaves parfums montaient des parterres odorants ; des lustres, des girandoles, des torchères par dizaines, des bougies par centaines, illuminaient glorieusement cet Éden et son féerique azur. C'est là

Jean-Joseph, fils de France, né à Paris le 18 mars précédent et ondoyé le même jour, dans la chapelle du château des Tuileries, par Mgr Alexis-Basile Menjaud, évêque de Nancy, premier aumônier de l'Empereur, fils de très haut, très puissant et très excellent prince Napoléon III, empereur des Français, et de très haute, très puissante et très excellente princesse Marie-Eugénie, impératrice des Français, a reçu le supplément des cérémonies du baptême dans l'Église métropolitaine de Paris, par Son Éminence Mgr Constantin Patrizzi, évêque d'Albano, cardinal de la Sainte Église romaine, archiprêtre de la Basilique patriarcale libérienne, vicaire général de Sa Sainteté le Pape Pie IX, légat *a latere*.

« Le parrain a été Sa Sainteté le pape Pie IX, représenté par Son Éminence le Cardinal-légat.

« La marraine a été très haute, très puissante et très excellente princesse Joséphine-Maximilienne-Eugénie, reine de Suède et de Norvège, représentée par S. A. I. et R. Madame la grande-duchesse de Bade. *(Suit l'énumération de tous les hauts personnages ayant assisté à la cérémonie.)*

que le baron Haussmann vint avertir l'Empereur qu'on attendait son bon plaisir pour le banquet.

Il était de quatre cent quatre-vingts couverts et, suivant la mode nouvelle, servi à la russe (1) au premier étage, dans la grande Galerie des fêtes : quarante tables de douze couverts, sans compter la table impériale, chargées de trois mille six cents lumières dans leurs candélabres d'argent.

Chevet, qui l'avait ordonné, pouvait s'enorgueillir. Le menu était ainsi composé :

Premier service : potages, consommé au riz, bisque d'écrevisses à la Vaudémont (potage maigre), melons.

Entrées : bœuf bouilli, dindonneaux truffés à la Toulouse, gigots de chevreuil sauce poivrade, poulardes braisées, faisans au fumet de gibier, filets de bœuf à la provençale, suprêmes de volaille aux truffes, côtelette des Ardennes, filets de soles en mayonnaise, laitances de carpes aux truffes, sorbets italiens.

Deuxième service : ortolans et cailles rôties, truffes au champagne, pâtés de foies gras, homards sauce d'Aix, petits pois, asperges en branches, haricots panachés, gelée aux fraises, crème double à la Chantilly, pâtisseries.

Desserts : fromages secs; fruits : pêches, prunes, raisins et ananas, fraises, cerises, compotes, fruits glacés, petits fours, bonbons, fromages glacés, gaufrettes.

Toujours suivant la tradition, un grand bal suivit ces copieuses agapes dans le salon des Cariatides.

Pendant que valsaient, polkaient et mazurkaient la Cour et l'armée, c'était, sur la ville en folie, un déluge de plaisirs. Aux drapeaux de l'après-midi avaient succédé les illuminations. Elles embrasaient tous les édifices publics, la plupart des maisons particulières, et s'étendaient par la rue de Rivoli jusqu'aux Champs-Élysées, où étincelaient les verrières du Palais de l'industrie. Les rampes à gaz, les globes lumineux, les verres de couleur, les ballons chinois ou vénitiens, transformaient l'immense avenue en une voie flamboyante, terminée au Rond-Point par un portique incandescent.

Cette frairie dura jusqu'au 19. Les théâtres affichaient des spectacles gratuits; des bals publics frétillaient à tous les carrefours; sur l'Esplanade, au Gros-Caillou, boulevard des Inva-

(1) C'est-à dire, contrairement au service dit à la française, que les fleurs et les fruits figuraient seuls sur la table.

lides, des fêtes foraines, avec leurs baladins, dispensaient leurs joies contagieuses. « Paris délirait », constate un témoin, Taxile Delord, qui n'a rien pourtant d'un thuriféraire.

Un mois plus tard, le sénatus-consulte du 17 juillet 1856 établissait la régence de l'Empire. Au cas de mort de l'Empereur, elle était confiée à l'Impératrice, en attendant la majorité du futur Napoléon IV. Après le principe de la souveraineté du peuple, était ainsi proclamé celui de l'hérédité :

Oh! quel avenir magnifique
Pour son enfant a préparé
Le Napoléon pacifique,
Par le vœu du peuple sacré (1)!

LES ENFANCES

La place Vendôme, l'après-midi du 14 août 1859, jour de la rentrée à Paris des troupes de l'armée d'Italie. Le balcon de la grande Chancellerie est une orgueilleuse tribune qu'abrite un velum en velours vert semé d'abeilles et frangé d'or. S'y tiennent l'Impératrice avec ses dames et ses invitées. Aux fenêtres, toute la Cour, tous les ministres, des sénateurs, des conseillers d'État, des généraux, des députés.

A cheval, au pied de la colonne, face à la tribune verte, se tient le second Empereur, son héritier. Il a voulu que l'Autre soit témoin.

Le défilé commence. Soudain un long frémissement parcourt les rangs pressés du populaire. Sur l'arçon de la selle impériale, on vient de placer un enfant. Il porte l'uniforme des grenadiers de la Garde. Du bonnet de police incliné sur l'oreille s'échappent les boucles de ses cheveux blonds. Sous l'œil paternel il se tient droit, sérieux, à peine intimidé. Et le voilà qui porte la main à son front, salue militairement.

Le défilé s'interrompt. La vaste place n'est plus qu'une acclamation. Les chapeaux tournoient, les mouchoirs s'envolent, les gants se déchirent, et la troupe, agitant ses armes, confond ses cris avec ceux de la multitude.

Mascarade, ricaneront les malveillants. Ce n'était pas une

(1) Théophile Gautier : *la Nativité.*

mascarade, mais, bien au contraire, la poursuite d'un dessein réfléchi.

Comme Louis-Philippe, s'appuyant sur la bourgeoisie, faisait instruire ses fils dans les collèges parisiens, Napoléon III, chef d'un empire militaire, avait voulu mettre le sien sous la protection de l'armée.

Le nourrisson n'était point encore sevré, qu'il devint ainsi grenadier au 1er régiment de la Garde. Inscrit sur les contrôles, une délégation de ses officiers se rendit aux Tuileries, fut reçue par l'Empereur. Le colonel débita une belle « giberne » éloquente et prématurée :

— Sire, Votre Majesté a bien voulu confier au pays le fils que le ciel venait de lui donner... Elle a dit aussi à ses soldats : « Prenez cet enfant bien-aimé sous votre glorieuse tutelle. » Et l'armée tout entière, reconnaissante et honorée de compter dans ses rangs le Prince impérial, *sent grandir ses vertus.*

Aussi, à peine sorti des langes, dès qu'il commence à marcher, peut-on le voir accoutré de la tunique gros-bleu à brandebourgs rouges, du pantalon garance, coiffé d'un « ourson » minuscule, que Staub, le tailleur en renom, confectionne à sa mesure. Lorsqu'il atteignit trois ans, on ajouta des galons : le prince était promu caporal.

Naturellement, à pareil âge, il est encore entre les mains des femmes. A l'amirale Bruat, à Mmes Bizot et de Brancion, est venue s'ajouter une longue Anglaise plate, un peu caricaturale, mais de cœur excellent et d'absolu dévouement, chargée de la *nursery*, miss Shaw, procurée par la marchioness Ely. Chaque matin, durant la belle saison, sous sa garde et celle d'imposants valets de pied, les promeneurs des Tuileries peuvent entrevoir, dans les allées du jardin réservé, l'impérial bambin dans sa voiture aux chèvres, excitant du fouet ses coursiers encornés. Ou bien encore, attaché sur son poney nain des Shetlands, guère plus gros qu'un terre-neuve, et qu'un piqueur conduit en laisse.

Les prescriptions de l'ancienne étiquette monarchique ont pu être rétablies à la Cour : elles ne le sont point pour Loulou. Ce n'est pas lui qu'une gouvernante amènera chaque matin devant l'Empereur qu'il appellera Sire, pour se retirer après trois minutes d'effusions glacées. Au contraire, il peut aller et venir à sa guise, faire invasion à toute heure dans le cabinet

paternel, toujours assuré d'y trouver un « papa gâteau », trop heureux de l'avoir à ses côtés, d'excuser tous ses caprices, de pardonner toutes ses sottises. Même, quand il casse une tasse de Sèvres, relique précieuse entre toutes, parce que venant de Sainte-Hélène, et que s'en servait l'exilé de Longwood :

— Emmenez le Prince, sera toute la semonce.

Ou bien s'il barbouille de couleurs une marine de Ziegler, tout nouvellement achetée et payée son prix fort :

— Bah ! après un bon nettoyage à l'essence...

Occasion de désaccords dans le ménage impérial. L'Impératrice n'approuve pas cette faiblesse, ne souscrit point à cette perpétuelle indulgence. Non pas qu'elle se montre sévère par système ou défaut d'affection ; mais, de bonne heure, elle redoutera pour l'enfant le piège insidieux des flatteries, comme plus tard, on la voit insister près des précepteurs, afin qu'ils s'appliquent à développer chez leur élève, la fermeté du caractère et l'indépendance du jugement.

L'ÉDUCATION

A cinq ans qu'il va bientôt compter, le « petit prince » est maintenant un joli enfant à la mine éveillée, de visage agréable, un peu joufflu peut-être, dont les cheveux, hier blonds, commencent à tourner au châtain. A qui ressemble-t-il ? Moins à sa mère, — ce qu'il faut regretter, — qu'au fils de la reine Hortense, environ le même âge, tel nous le montre, assis sur les genoux de son oncle dans le parc de Saint-Cloud, le tableau de Ducis au musée de Versailles.

Il est vif, espiègle, volontaire, affectueux, très sensible aux blessures d'amour-propre. On vante son intelligence et sa facilité. Ses progrès, assure-t-on, sont foudroyants. Il comprend tout, retient tout avec une prodigieuse aisance. Est-ce donc, ce quatrième Bonaparte, un homme de génie qui s'annonce ? Volontiers, les brûleurs d'encens le laisseraient entendre. Au vrai, la réalité est moins magnifique. Il n'a rien du phénomène exalté sans mesure. C'est un bon petit, sans plus, pareil à beaucoup d'autres bons petits. Il a même eu grand peine pour apprendre à lire. En revanche, il annonce de réelles dispositions pour le dessin, barbouille des croquis qui ne sont pas trop informes.

Sept ans : une date dans la vie des princes. Sous l'ancienne monarchie, ils passaient des jupes féminines sous la férule d'un gouverneur. Ainsi en avait-il été du grand dauphin, fils de Louis XIV. Napoléon III voulut imiter le Roi Soleil; mais le gouverneur, cette fois, n'était pas Bossuet. Ce n'est que le général Frossard, ancien polytechnicien, aide de camp de l'Empereur, vice-président du comité du génie, qui vient de se distinguer en Crimée et en Italie.

Il doit son élévation au plus bienveillant des hasards. Mandé aux Tuileries pour affaires de service, il causait avec l'Empereur, quand « Loulou » survient en larmes. Les raisons de ce gros chagrin ? Loulou veut monter au Bois son cheval favori, *Bouton d'or*, et l'Impératrice refuse la permission.

Recours à la mansuétude paternelle ; mais, devant témoin, l'Empereur, obligé de se montrer ferme, maintient la défense. Colère de l'enfant gâté, qui trépigne, s'égosille, refuse de sortir et s'accroche aux jambes impériales. Jusqu'à ce que Frossard, les sourcils froncés et de sa plus grosse voix :

— Comment, monseigneur, vous refusez d'obéir à Sa Majesté!...

Il ouvre la porte et la montre à Loulou qui décampe, maté. Ce qu'apprenant, l'Impératrice enthousiasmée déclara qu'un tel Romain serait le phénix des gouverneurs; et le poste, à sa prière, fut donné au Romain.

Le général est un homme droit, strict, probe, consciencieux, sans grande envergure d'esprit. A peine installé, il exigera que tout, dans la maison du Prince, soit établi sur un pied militaire, réglé comme à la caserne : lever, travail, repas, promenades, coucher. Il se fera craindre et respecter de son élève, sans parvenir à gagner son affection.

Auparavant, pour consoler Loulou qui s'épouvante d'un tel changement, on a joyeusement célébré son anniversaire. Une grande fête a été donnée à tous les enfants de troupe de l'armée de Paris, où, bien entendu dans son uniforme de grenadier, il a partagé leurs jeux et leurs exercices. Après quoi, un vaste goûter les a tous réunis au château. Le couronnement de cette bonne journée a été la représentation, au cirque Napoléon, de *Marengo*, pièce militaire à grand spectacle.

Le lendemain, le prince était mis en présence de M. Francis Monnier.

Celui-ci est son nouveau précepteur, un jeune universitaire, professeur de troisième au collège Rollin, que l'influence de Mme Cornu, filleule de la reine Hortense, a fait désigner pour ce poste de choix.

Est-il absolument l'éducateur qui convient, *the right man in the right place*? comme disent ces Anglais qu'il admire. Hum! Certes M. Monnier, au sens où l'entendait le grand siècle, est un parfait honnête homme, du caractère le plus estimable; mais cet honnête homme est doublé d'un philosophe nonchalant, borné au seul horizon de ses livres, qui consacre à sa vieille mère les heures de liberté que lui laissent ses classes et la préparation d'une thèse savantissime sur Alcuin.

Ce bon fils ignore tout du terrain nouveau qu'il va rencontrer. La Cour lui est pays plus inconnu que les cirques lunaires. Dans un milieu où sont épiés les moindres gestes, toutes paroles guettées et commentées, il fait étalage de franchise, aussi peu courtisan que possible, même assez paysan du Danube. Orgueilleux, de surcroît, et d'un orgueil si ombrageux, que lorsqu'est formée définitivement la Maison du prince, il n'acceptera pas de tomber sous l'autorité du général Frossard et s'en ira claquant les portes, refusant toute compensation, pour aller s'enterrer dans son village natal.

L'Impératrice le verra s'exiler sans déplaisir, mais son élève le regrettera. Augustin Filon, qui lui succède, aura, de son propre aveu, grand peine à le faire oublier.

M. Monnier trouva un enfant fort en retard dans ses études et se mit incontinent à labourer ce champ inculte, selon une méthode pédagogique à la Jean-Jacques. Instruire en distrayant, voilà son programme. On est au Bois de Boulogne; on aperçoit un chêne :

— *Quercus*, monseigneur, traduit Mentor à Télémaque. Et d'expliquer, à propos de *quercus*, la quatrième déclinaison latine, dont le génitif est en *us*

Puis l'on parlait de la végétation des arbres, de l'oxygène qu'ils absorbent, de l'acide carbonique qu'ils exhalent...

Maître Loulou apprécie fort ce professorat ambulatoire et récréatif. En revanche, on murmure au château que M. Monnier ne le « tient » pas, qu'il est « distrait et irrégulier ». On lui reproche de laisser, pendant les leçons, dessiner son pupille.

Et comme, en grandissant, ce dernier a pris le sens et le goût de la caricature, qu'il réussit assez bien la charge des gens qui l'entourent, celle entre autres du général Rolin, adjudant général du Palais, qui n'a pas sa faveur, on murmure d'autant mieux.

Sur ces entrefaites, arrive l'histoire de l'âne, un délicieux petit âne de Sardaigne, présent de Victor-Emmanuel. L'enfant terrible n'a-t-il pas eu l'idée de lui faire grimper l'escalier qui dessert les grands appartements, de promener le baudet jusque dans la salle du Conseil. Et M. Monnier a toléré cette inconvenance!... Cette fois, les murmures se changent en dénonciations. Mais M. Monnier, absent à l'heure de l'incartade, n'a point de peine à se disculper ; et l'Empereur le soutient contre tous les Zoïle, ravi d'une indulgence qui répond à la sienne.

Huit ans, puis neuf, puis dix encore. Le temps fuit, les années tombent dans le passé et le beau ciel impérial commence à s'obscurcir... L'expédition du Mexique, la guerre du Slesvig, Sadowa bientôt.

Le Prince a depuis longtemps quitté la *nursery*. Maintenant qu'il est un grand garçon, on lui a ménagé de beaux appartements dans l'aile sud du château, entre le pavillon de Flore et celui de l'Horloge ; trois salons en enfilade, au rez-de-chaussée, avec une double vue sur le Carrousel et l'Arc de triomphe. Les deux premiers servent de salle de jeux et de chambre à coucher : celle-ci toute capitonnée de satin bleu, avec un lit de marqueterie sous un lambrequin au chiffre de Napoléon.

Le dernier est le cabinet d'études. « Ses murs blanc et or, les glaces, les consoles Louis XV, la belle pendule Louis XVI s'accordent comme ils peuvent avec la table de travail entaillée au canif, comme toutes les tables d'écolier du monde, et portant, à côté des bustes de Napoléon III et d'Eugénie, un petit Napoléon Ier équestre en ivoire, des livres de classe « bien marqués au pouce » et deux globes terrestres. En guise de sièges, deux chaises de paille dont l'une fort endommagée, qui servaient à l'enfant et à son précepteur (1). » C'est là que Loulou pioche le *De Viris* et *Quinte-Curce*, estropie Homère, mordant peu au latin et moins encore au grec, leur préférant l'histoire et les sciences exactes.

(1) Jacques Boulenger, *les Tuileries sous le Second Empire.*

Afin de le mieux piquer d'émulation, on l'entoure de compagnons de son âge, qui partagent plus ou moins ses travaux : le jeune Espinasse, fils du colonel du 2 décembre, qui a si prestement donné le « coup de balai » au Palais-Bourbon, tué général à Magenta ; les petits Murat, Labédoyère, Corvisart, Fleury, Louis Conneau surtout, l'aîné des enfants du docteur, futur général lui aussi, mais de la Troisième République et de la grande guerre, qui restera jusqu'au dernier jour l'ami de prédilection, le confident de toutes les pensées.

Parfois, au milieu d'une explication, l'Impératrice entrait toute froufroutante :

— Tu travailles, Louis ? Vous êtes satisfait, monsieur Monnier ?

— Oui, maman. Oui, Votre Majesté.

Et le tourbillon parfumé disparaissait, après un baiser, aussi vite qu'il avait surgi.

Le plus souvent, c'est l'Empereur qui arrive. On ne se dérange pas pour lui. Silencieux, immobile, il regarde son fils aux prises avec le bon Lhomond. Certain jour, — le latin, non plus, ne fut jamais son fort, — le voyant s'escrimer laborieusement sur le dictionnaire de Noël, il ne peut retenir cette affirmation convaincue ;

— C'est bien ennuyeux à faire, une version ; moi, je n'ai jamais su !

Ce qu'il ne faut surtout pas négliger dans un futur soldat, c'est sa formation technique. Le général Frossard en est chargé et, sous ses ordres, les officiers qui viennent d'être appelés à composer la maison militaire du Prince. Ils sont quatre, les « quatre-z-officiers », comme ils se nomment dans l'intimité : un marin, le capitaine de frégate Duperré, fils de l'amiral qui transporta l'expédition d'Alger ; un cavalier, le lieutenant-colonel marquis d'Espeuilles, des hussards ; un fantassin, le commandant comte de Ligniville, dont le nom évoque les fastes des « Grands chevaux » de Lorraine ; un sapeur, le chef de bataillon Lamey, ce dernier l'homme de confiance du gouverneur.

Chacun, à tour de rôle, avec sa nature et ses aptitudes différentes, prend le service auprès du Prince, l'initie aux petites servitudes et aux grands devoirs de la vie militaire. Leur dévouement, comme leur affection, seront bientôt sans

limites; et l'enfant, devenu homme, leur gardera un fidèle souvenir.

LES JOURNÉES DU PETIT PRINCE

L' « enfant de France » ne reste plus confiné aux Tuileries ou à Saint-Cloud. A Fontainebleau, à Biarritz, il accompagne ses parents dans tous leurs déplacements.

A Biarritz, autour de la villa impériale, aujourd'hui remplacée par un *palace*, on lui fait donc mener cette existence au grand air, « indispensable à la formation du second âge »,qu'a prescrite la Faculté. Souvent il accompagne sa mère dans ses promenades à cheval à Anglet, au bois de la Négresse. Excellente écuyère, Eugénie tient à surveiller *de visu* ses progrès. La légende veut que montant, certain jour, un Bucéphale au trot dur et se plaignant de « piler du poivre », il ait malicieusement riposté à l'Impératrice offusquée d'une telle expression:

— Oh ! vous, maman, vous êtes étrangère ; vous ignorez les finesses de la langue (1)!

On le voit moins souvent à Compiègne. « Son gouverneur, écrit Augustin Filon, le tenait presque toujours éloigné des fêtes de Compiègne (2). » En quoi, l'on ne peut qu'approuver le général Frossard. Le séjour assez libre du château, où brillaient tant de pimpantes « sultanes », l'agitation de ses plaisirs, le sans-façon encouragé de ses hôtes, ne conviennent point à l'âge, où, selon Montaigne, « il faut avoir les reins bien fermes pour entreprendre de marcher avec de telles gens ».

Il y parut cependant : à tout le moins deux fois. La première, par une surprise que l'Empereur voulut ménager à « Ugénie », comme il prononçait, déguisé en valet de chiens, sous l'habit vert à la française, culottes blanches, bottes à l'écuyère, tricorne galonné d'argent. Puis une autre encore, dans la revue de Philippe de Massa, *les Commentaires de César*. La commère (princesse de Metternich) s'avançait vers la rampe et chantait :

Je vous ai retracé
Le présent, le passé,

(1) Rapporté par M. Octave Aubry, *l'Impératrice Eugénie*, p. 221.
(2) Augustin Filon, *Souvenirs de l'impératrice Eugénie*, p. 59.

Mais avant de finir,
Je veux aussi vous montrer l'avenir.

Et l'avenir apparaissait dans la personne d'un petit grenadier de dix ans, qui débitait son couplet d'une voix pointue :

Un grenadier est une rose
Qui brille de mille couleurs...

On juge l'attendrissement ! Oubliant son rôle, le général Mellinet, invalide médaillé de Sainte-Hélène, qui figure le passé, saisit l'Avenir dans ses bras et l'embrasse. De belles mains parfumées se le passent tour à tour.

Lorsqu'il n'est pas aux champs, le petit prince mène aux Tuileries l'existence la plus minutieusement réglée. Lever à sept heures, travail de huit à onze, coupé d'une récréation : tel est le programme de la matinée.

Après déjeuner, promenade à cheval ou dans quelque calèche attelée à la Daumont, en compagnie du précepteur et de l'aide de camp de service, sous la protection des Cent-gardes d'escorte. Puis retour au Palais à quatre heures, et, de nouveau, travail jusqu'au dîner.

A l'ordinaire, l'écolier impérial prend ses repas avec ses parents, assiste même aux « dîners de famille », lorsqu'ils ne dépassent pas une vingtaine de couverts ; mais, comme un petit bourgeois bien éduqué, il n'est jamais présent aux « dîners de gala », servis dans le grand salon Louis XIV, où circule la somptueuse vaisselle d'or, offerte à Napoléon Ier par la ville de Paris.

Quelle détente, par exemple, le dimanche, dans cette vie si bien ordonnée, presque conventuelle ! Ils appartiennent, ces bienheureux dimanches, à la bande tapageuse des amis : tous ceux déjà nommés, auxquels sont venus s'ajouter les jeunes Bourgoing, La Poëze, Persigny. C'est le jour de la petite guerre, celui des grands assauts. A l'extrémité de la terrasse du bord de l'eau, un fortin a été construit sur le terre-plein qui domine la place de la Concorde. La troupe se partage en deux camps ; les uns attaquent l'ouvrage en miniature, les autres le défendent. Les projectiles sont faits de boules de son durci. Chacun des combattants en a les poches remplies. On s'élance, on échange des défis homériques...

Brutalement renversé un jour, le petit Napoléon se fit, en tombant, une douloureuse contusion à la hanche,

— Ce n'est rien, dit d'abord Corvisart.

Avant la fin de la semaine, un abcès se déclarait : « Abcès froid de l'articulation coxo-fémorale », diagnostiqua Nélaton, chargé de l'intervention. L'accident n'eut pas de suites ; mais il empêcha le blessé, qui resta quelque temps boiteux, d'inaugurer l'Exposition universelle de 1867.

AUGUSTIN FILON

Mil huit cent soixante-sept : l'Exposition du Champ de Mars, la bacchanale des fêtes, la bousculade des rois. En apparence, l'apothéose ; pour les yeux qui voient, le commencement de la fin.

Sous l'étalage des grandeurs et des prospérités, une immense désaffection mine le régime anémié, qui paraît se renoncer soi-même. Les premières réformes libérales de l'Empire ont rencontré l'hostilité générale dressée contre elles : ceux qui trouvent qu'on accorde trop, ceux qui veulent exiger davantage. Morny, le meilleur conseiller, l'intelligence la plus souple, Morny, « la soupape de sûreté (1) », Morny est mort. L'opposition grandit tous les jours ; tous les jours s'élargissent les taches rouges. Delescluze va fonder *le Réveil*, Victor Hugo *le Rappel* ; Rochefort ressusciter *la Lanterne* de Camille Desmoulins. Le souffle de la révolution va grondant ; et l'on sent venir la guerre.

Le 4 septembre de cette année-là vint apporter un grand changement dans la vie du Prince impérial. M. Monnier fut remplacé par Augustin Filon.

« Je venais d'arriver à Paris dans les derniers jours d'août 1867, a raconté celui-ci dans ses *Souvenirs*, lorsque je fus mandé d'urgence, un matin, à Villeneuve-Saint Georges, par le ministre de l'Instruction publique. Victor Duruy avait été mon professeur au lycée Napoléon et à l'École normale. Il me connaissait et savait qu'on pouvait compter sur mon dévouement. Il me dit : « On cherche un professeur pour le Prince impérial, en remplacement de M. Monnier. Je vous présente.

(1) Émile de Girardin.

Allez trouver le général Frossard à Saint-Cloud : il vous attend. » Deux heures après, j'entrais dans le cabinet du général... Il me reçut fort bien, mais sa première question m'étonna.

— Êtes-vous fiancé ?

« Il m'expliqua aussitôt le motif de cette curiosité. Le ministre lui avait présenté avant moi un autre candidat, Feugère, un de mes camarades de l'École.

« J'étais, me dit le général, tout disposé à recommander M. Feugère au choix de l'Empereur, mais il m'a appris qu'il était sur le point de se marier. M. Feugère ne pouvait convenir à la tâche proposée, car on cherche un homme qui se voue sans partage à l'éducation du prince (1). »

La mine avenante du nouveau venu, le charme et la distinction de ses manières, sa douceur, sa vaste culture, tout en lui séduisit bientôt l'enfant qu'on lui remettait, qui d'abord avait paru regretter le bon-garçonnisme un peu bohème de son premier percepteur.

Cependant une grave question se posait. L'enseignement en vase clos, derrière les murs des Tuileries, auquel, jusqu'alors, avait été soumis le Prince, ne convient plus à l'âge où il est parvenu. L'Impératrice insiste de plus en plus pour que soit développé chez lui le sentiment des devoirs et des responsabilités, seul moyen de former son jugement et son caractère. Changeant la méthode et ses procédés, on doit donc renoncer à l'élever sans communication avec l'esprit extérieur, sans communion d'idées avec la génération montante dont il sera le chef. Or, quelle meilleure certitude de créer ce lien moral indispensable, que de le mettre en contact avec d'autres enfants qui ne seraient pas uniquement dans l'intimité du Château ?

Hanté par les souvenirs de la monarchie de Juillet, le général Frossard envisageait de faire suivre à l'héritier les cours d'externat dans quelque grand lycée. En y réfléchissant, pareille solution sembla risquée. Les jours étaient loin où l'Empire apparaissait à tous comme le salut du pays. Il fallait compter aujourd'hui avec des adversaires déterminés, prompts à saisir la moindre occasion. Provoqués ou non, de regrettables incidents pouvaient surgir.

(1) Augustin Filon, *op. cit.*

On adopta donc un moyen terme. Puisque Son Altesse ne pouvait aller aux classes, ce seraient les classes qui viendraient vers Elle, dans la personne des professeurs. Le Prince deviendrait ainsi tour à tour l'élève de tous les grands établissements scolaires ; du lycée Bonaparte, du lycée Louis le Grand, du lycée Napoléon, du lycée de Vanves, l'émule de tous les écoliers parisiens. Ses compositions seraient corrigées avec celles de ses condisciples fictifs et cotées suivant leur mérite. Le rôle du précepteur consisterait à harmoniser tant d'enseignements divers, à s'assurer s'ils étaient bien compris, à contrôler les devoirs, à fournir aux leçons les compléments d'explications nécessaires. En même temps, il surveillerait, à l'intérieur du Palais, la conduite de l'enfant.

Ce plan dont, au long aller, apparurent les inconvénients, fut mis en application dès la rentrée d'octobre. M. Édeline, professeur de septième au lycée Bonaparte, se vit appeler le premier à donner sa mesure. Allaient lui succéder : M. Cuvillier, du lycée de Vanves, pour les classes de grammaire ; M. Poyard, de Louis-le-Grand, pour celles d'humanités.

Le général Frossard, convaincu qu'on gaspillait le temps dans les collèges, estimait en effet trois années suffisantes à parcourir le cycle complet des études secondaires. M. Lévy enseignait l'allemand, M. Maynard l'anglais ; l'histoire fut confiée à Ernest Lavisse qui la professait avec éclat au lycée Napoléon. Tous ces maîtres étaient choisis parmi les plus éminents de l'Université. Ils s'employèrent de leur mieux à dégrossir un esprit qui fut lent à s'éveiller. Besogne ingrate, pour des éducateurs, lorsque l'élève leur semble dépourvu de moyens. Longtemps, les résultats obtenus ne répondirent pas aux efforts dépensés.

« J'eus alors des moments d'angoisse, avoue Augustin Filon ; j'avais des doutes sur l'avenir intellectuel de cet enfant si bon, si charmant, si pur. Ces doutes et ces angoisses, je ne les confiai à personne, pas même au général Frossard, qui peut-être les éprouvait de son côté... Je m'en tairais encore aujourd'hui, si l'épanouissement extraordinaire de cette intelligence tardive, entre seize et vingt ans, n'avait remplacé mes inquiétudes par une joie profonde, à laquelle ne pouvait plus se mêler aucun orgueil personnel (1). »

(1) Augustin Filon, *op. cit.*

L'ABBÉ DEGUERRY

Très vite, il avait fallu renoncer au système des compositions dont les résultats s'avéraient humiliants (1) ; et bientôt encore, la longue préparation d'une cérémonie à laquelle l'Impératrice attache la plus haute importance doit venir contrarier le cours de ces études difficiles.

Loulou a douze ans : le temps de sa première communion. L'abbé Deguerry, curé de la Madeleine, dont la Commune va faire un martyr, est chargé de le préparer à cet acte solennel de la vie chrétienne. De belle prestance, la parole douce et persuasive, il vient, chaque matin, exhorter le néophyte et le catéchiser.

Le 8 mai 1868 se leva, un beau dimanche de printemps, le « grand jour ». La chapelle des Tuileries (2) fut tapissée de velours cramoisi à crépines d'or et tout embaumée de lilas et de roses. L'Empereur et l'Impératrice prirent place dans le chœur ; les membres de la famille impériale emplissaient l'étroite nef. Dans la tribune, se tiennent les deux fils du prince Napoléon avec les meilleurs amis du premier communiant.

Mgr Tirmache, évêque *in partibus* d'Adras, célébra la messe. Le Prince impérial vint s'agenouiller sur la première marche de l'autel. Devant lui, le prince Joachim Murat, le général Frossard, le vicaire général de la Grande Aumônerie et un chapelain étendent la nappe de communion. L'évêque d'Adras s'approche porteur du ciboire...

L'INCIDENT DU CONCOURS GÉNÉRAL

La présence du Prince ayant été bien accueillie à la *Saint-Charlemagne* du lycée Bonaparte, Victor Duruy avait proposé de lui faire présider la distribution des prix du concours général. La Cour se trouvant alors à Fontainebleau, il arrive

(1) Une fois cependant, — mais y mit-on quelque complaisance, — la copie du Prince ayant été classée la première en arithmétique, il vint célébrer la *Saint-Charlemagne* avec les élèves du lycée Bonaparte. Reçu avec gentillesse, sa présence ne souleva aucun incident. Il n'allait pas toujours en être ainsi.

(2) Située dans le pavillon de Marsan, elle ouvrait sur la salle dite *des Travées*.

au jour fixé, gagne la Sorbonne, en compagnie du général Frossard et d'Augustin Filon. Malgré l'attitude glacée du public, tout se passe d'abord sans accroc. Quelques bravos saluent même, dans les discours officiels, les transparentes allusions qui le concernent. On peut un instant espérer que sa gentillesse, sa bonne grâce à couronner les lauréats, vont provoquer une détente heureuse.

Brutalement, tout change. Le second prix de version grecque, pour la classe de rhétorique, vient d'être proclamé. Il échoit au jeune Godefroy Cavaignac. Va-t-il gravir l'estrade? Verra-t-on le fils de Napoléon III étreindre le fils du prisonnier de Mazas? Le lycéen hésite, ses yeux se fixent sur les tribunes. Au premier rang de l'une d'elles, une femme s'est dressée : sa mère. Cloué sur place d'un signe impérieux, il refuse d'aller chercher sa récompense; et des applaudissements nourris, soulignés de rumeurs hostiles, approuvent le geste de protestation.

L'affront avait été public; il fut cruellement ressenti par l'Impératrice, l' « Espagnole », navrée de voir rejaillir sur une tête si chère l'impopularité grandissante qui l'environne. Le soir, en l'apprenant, elle fut saisie d'une crise nerveuse qui exigea l'intervention du docteur.

— Mon pauvre petit garçon, l'entendait-on gémir entre deux hoquets, c'est affreux, on ne nous passe plus rien (1)!

EN VOYAGE

Paris échappait, les grandes villes avec lui; mais la province, dans son ensemble, demeure encore fidèle. Aussi, des voyages inspirés par la politique viennent-ils interrompre, à leur tour, le trantran monotone des occupations scolaires. N'est-ce point une nécessité d'exhiber leur futur maître aux populations loyales de l'Empire?... Malgré le pesant ennui des corvées officielles, des harangues à essuyer, des requêtes à recevoir, des embrassades à subir, ils séduisent une âme de dix ou douze ans, heureuse d'échapper au supplice des thèmes et des versions.

En 1866, c'est le départ pour la Lorraine. On célèbre le

(1) Mme Octave Feuillet, *Souvenirs et correspondance.*

centenaire de l'annexion. Verdun offre cent livres de dragées dans un coffret d'acajou. Nancy voit le « cher petit prince », en son beau costume de velours noir barré du grand cordon, danser le quadrille d'honneur à l'Hôtel de ville. L'année suivante, en route pour Cherbourg et Brest avec le général Frossard et les « quatre-z-officiers ». Quelle joie de visiter l'*Inflexible*, d'assister aux évolutions des mousses, d'ordonner un branle-bas de combat, de partager sur le *Borda* le dîner des aspirants !

Entre tous ces voyages, il en est un qui doit laisser sur l'enfant une impression profonde, toujours exercer son prestige dans la mémoire du jeune homme. Au mois d'août 1869, il part avec sa mère pour Toulon et la Corse. Un illustre anniversaire les appelle. L'Empereur, en plein retour de sa maladie de vessie, n'a pu les accompagner. Ils s'en vont escortés d'une suite nombreuse, que domine l'austère figure du gouverneur.

Toulon : le fort Murgrave, le fort Malbousquet, le fort de l'Aiguillette; la naissance de l'Épopée ; éblouissement de souvenirs! Sapeur, le général Frossard est à son affaire. Belle occasion de prétendre expliquer l'inexplicable : les illuminations du génie.

— L'incapable Carteaux, monseigneur...

Mais souvent il doit s'arrêter, surpris de trouver son élève si bien informé. Ernest Lavisse a passé par là.

L'accueil du Midi avait été triomphal ; celui d'Ajaccio touche au délire. La ville tout entière bat d'un seul cœur fervent. Sa réception est frénétique. A l'arrivée, les quais, la place du Diamant, le cours Grandval, ne sont plus qu'une multitude fanatisée, vociférant à plein gosier les couplets de la *Napoléone :*

A genoux, citoyens et frères.
Son ombre descend parmi nous
Dans Ajaccio, sur les pierres,
Citoyens frères, à genoux !

Quand les passagers de l'*Aigle* s'en viennent, le 15 août, visiter, place Lætizia, l'humble demeure où grandit le héros, c'est l'écrasement. Le service d'ordre est débordé. Frappés, les Corses avancent toujours. Ils se ruent sur le prince qu'on veut leur dérober, manquent de l'étouffer dans cet excès d'amour.

Prononça-t-il vraiment alors les mots qui lui furent prêtés :

— Bah ! laissez-les faire, ils sont de la famille ?

Si la phrase est authentique, elle serait, dans l'enivrement de l'heure, la manifestation première de sa véritable nature, telle que la révéleront bientôt le malheur et l'exil, ardente, enthousiaste, faite pour agir sur les foules et pour les entraîner.

L'EFFONDREMENT

A travers les allées du parc de Saint-Cloud, une file de landaus se hâte vers la grille d'Orléans. En tête, le léger équipage à poneys de l'Impératrice, qu'elle conduit elle-même, menant son mari et son fils : l'Empereur le visage creux, le teint plombé, taciturne, pensif, très grave ; le Prince impérial, au contraire, allègre, volubile, parlant pour trois, comme grisé. Qu'il a bon air dans sa tenue de campagne de sous-lieutenant, avec les hautes bottes et la plaque au côté !

On s'arrête devant la petite gare au toit de chaume, qu'un tronçon de voie relie à la ligne de Versailles. Chacun met pied à terre. Très peu de monde, une vingtaine de personnes : le service, quelques intimes, la princesse Clotilde, les nièces de l'Impératrice, Marie et Louise Stuart, filles de la duchesse d'Albe, les ministres entourant Émile Ollivier. Le train impérial attend. Adieux émus qu'on voudrait prolonger, que l'Empereur écourte, interrogeant sa montre :

— Allons, dit-il, c'est l'heure.

Puis à Émile Ollivier :

— Je compte sur vous.

Une dernière fois, la mère étreint fougueusement son enfant.

— Va, Louis, fais ton devoir.

Le train démarre, glisse sur les rails, s'éloigne et disparaît. Ils ne se retrouveront plus qu'en exil.

Nous sommes au matin du 28 juillet 1870 ; la guerre déclarée à la Prusse, l'Empereur va rejoindre son quartier général à Metz. Pour inspirer confiance au pays, il emmène son fils.

A Metz, où l'Empereur ne pensait pas séjourner ; à Metz, on sait trop quelles navrantes surprises l'attendent. Rien n'est prêt

pour l'offensive foudroyante qu'il avait escomptée : prendre l'ennemi de vitesse, séparer par une pointe hardie les deux Allemagnes, celle du nord et celle du sud, encore mal affermies entre elles, et tendre la main à l'Autriche dans la haute vallée du Danube, lui procurant ainsi sa revanche de 1866.

Le plan était audacieux ; il pouvait réussir, mais exigeait une exécution immédiate avec des effectifs complets. Celui qui l'avait conçu ne trouvait réunis à pied d'œuvre que des lambeaux d'armée et des services inexistants. Partout le désordre et la confusion ; partout la mésintelligence et la jalousie.

Mais ces désolantes, ces lamentables réalités, on les cache soigneusement à l'adolescent enthousiaste, qui promène dans les camps son assurance naïve, sa gaieté bruyante, dont les éclats contrastent avec le visage épuisé de son père, les observations hargneuses du prince Napoléon, les airs préoccupés du maréchal Lebœuf.

Parfois il assiste aux conseils de guerre qui se tiennent, deux fois par jour, au Grand Quartier. Au pas traînant de l'Empereur, suivant la rue aux Clercs, entre le jardin d'amour et le jardin Fabert, on pénètre en cortège dans l'hôtel de l'Europe. Le petit prince s'assied et écoute. Oh ! les longues, les stériles discussions, dont lui échappent les détails !...

Le plus souvent, avec son écuyer Bachon ou son adjoint M. d'Aure, il monte à cheval, va visiter les troupes. Les « quatre-z-officiers » ne sont plus quatre à l'escorter. Trois seulement : le marquis d'Espeuilles, remplacé par le comte Clary, est allé prendre le commandement de ses hussards et M. de Ligniville conduit les chasseurs à pied de la Garde (1). On pousse à franc étrier vers le fort de Saint-Quentin ou le fort de Quélen. Partout les acclamations saluent l'arrivée de « monseigneur », très sincèrement aimé parmi les soldats.

Le 2 août, on décide enfin d'attaquer sur Sarrebruck. Ainsi, peut-être, l'a conseillé Frossard : ne serait-ce point, pour son élève, utile leçon de choses ? Une crête sur la rive gauche de la Sarre, dominant un vallon encaissé, coupé de

(1) En prévision d'une campagne maritime, Charles Duperré avait reçu le commandement du *Taureau*. Le projet abandonné d'une diversion dans la Baltique, il s'était empressé de rejoindre le Prince.

ravines et de pentes boisées. Passée la rivière, la ville étire ses hautes maisons peintes derrière une ceinture de jardins.

A huit heures, les divisions Bataille et Laveaucoupet, seconde et troisième du deuxième corps (Frossard), ayant pris position dans les champs d'éteule, commencent à ouvrir le feu; à son tour, le canon entre en scène. On voit battre en retraite l'infanterie prussienne bousculée sur les hauteurs, battre en retraite sans nul désordre. A onze heures, l'escarmouche est terminée, presque sans pertes. Et l'on s'arrête, on n'entreprendra rien plus avant.

En apparence, c'est un succès; et réellement tout le contraire. Quinze cents hommes, sans renforts, la garnison du temps de paix, ont tenu tête, dans une bicoque, à l'assaut de deux divisions.

Cet échec, on va le maquiller en victoire. Sur le champ de bataille, l'héritier avait fait bonne figure à son baptême du feu. Il était arrivé que des fusils ennemis avaient envoyé siffler leurs balles autour de l'état-major. L'enfant les entendit. M. Tristan Lambert, présent, a raconté que le Prince impérial, les doigts au képi, salua la décharge. Un projectile mort était tombé près de lui : il courut le ramasser.

Le soir même, l'Empereur expédiait aux Tuileries la trop fameuse dépêche : « Louis vient de recevoir le baptême du feu. Il a été admirable de courage. Nous étions en première ligne; les balles et les boulets tombaient à nos pieds. Louis a conservé une balle qui était tombée aux siens. Il y a des hommes qui pleuraient en le voyant si calme. »

Assurément, ce ton est excessif et sonne le dithyrambe; mais c'est un père qui parle, et le père le plus tendre. Le télégramme, au surplus, n'était pas destiné au public. Par un zèle hors de propos, Émile Ollivier et surtout Chevandier de Valdrome en jugèrent autrement. Leurs instances l'emportèrent

— Publiez cela, madame, dirent-ils à l'Impératrice, l'effet sera prodigieux !

L'effet se produisit... L' « enfant de la balle », qualifièrent aussitôt les aboyeurs patentés de l'Internationale, le petit Français auquel ils déniaient férocement jusqu'aux vertus de sa race.

Retenons l'offense, de si bas qu'elle vienne. Avant dix

années révolues, l'enfant de la balle aura voulu « tirer sa raison », relever l'injure qu'on n'a pas cessé de lui jeter à la face. Des mobiles qui l'enverront au Zoulouland, ce ne sera pas le plus obscur, ni le moins orgueilleux (1).

« Louis » était rentré rayonnant à Metz. Joie sans lendemain, hélas! A présent, c'est l'avalanche qui croule : Wœrth après Wissembourg et Forbach avec Wœrth, tous les tourbillons de la déroute...

Neuf heures et demie du matin, le 16 août 1870, l'auberge de la *Sirène* à Étain. Encadrée par les Cent-gardes, précédée d'un escadron de chasseurs d'Afrique, en colonne par quatre, sous les ordres du colonel de Galliffet, suivie d'une compagnie de voltigeurs, la calèche impériale vient à l'instant de s'arrêter devant le tournebride. L'Empereur, le Prince, les aides de camp descendent. Durant qu'on apprête le déjeuner, que l'hôtelier Liégeois s'affaire à ses fourneaux, Napoléon III se fait apporter de quoi écrire, rédige lentement une longue dépêche pour l'Impératrice-régente. Sans doute, ne la trouve-t-il pas à son gré, car il la déchire en morceaux.

On passe dans la salle à manger. L'Empereur s'assied, face au poêle de faïence, prenant son fils à sa gauche. Tout au long du repas improvisé, il demeure immobile, silencieux, les bras appuyés sur la table, les yeux rivés sur son assiette à laquelle il ne touche pas. Nul n'ose interrompre sa rêverie, son cauchemar peut-être, et les minutes s'écoulent...

Tout à coup, le galop d'un cheval fait trembler le pavé. Un prêtre se précipite : l'abbé Gimel, curé de Parfondrup. Sa paroisse voisine vient d'être occupée par l'ennemi : deux régiments dont les avant-gardes peuvent survenir d'un instant à l'autre, attaquer, enlever l'Empereur et son escorte.

Chasseurs d'Afrique et voltigeurs se forment en bataille; les curieux s'enfuient comme volées d'étourneaux; et l'Allemagne éperonnant César et sa fortune, ses chevaux fouaillés à tour de bras, l'équipage impérial, dans un flot de poussière, disparaît bientôt sur la route de Verdun.

Depuis l'avant-veille, pour le père et pour l'enfant, avait

(1) La bravoure du Prince avait été réelle; le comte Clary écrivait à sa mère : « Le Prince a été admirable de sang-froid et de naturel. Dites bien à l'Impératrice que je n'exagère pas et qu'elle doit être fière de son fils. »

commencé la montée au Calvaire. Bazaine, investi, le 14 au matin, du commandement suprême, Bazaine à l'âme trouble, n'a plus dès lors qu'une pensée : se débarrasser au plus tôt des deux présences qui l'encombrent. Dès l'après-midi, l'Empereur et son fils quittaient Metz pour Longueville. C'est le jour de Borny : on entend le canon. Afin de mieux l'écouter, on fait halte sur les bords de la Moselle; M. de Lauriston est envoyé aux renseignements. Vers minuit, le maréchal arrive en personne, raconte la bataille, se montre optimiste. Coucher à l'étape, dans un gîte de fortune.

Le lendemain, on suit à cheval les crêtes des collines protégées par les forts et l'on passe la nuit à Gravelotte où défilent les troupes en marche sur Rezonville. Pour la dernière fois, un ami va faire largesse à ses amis. Sur l'ordre de celui qui fut leur « petit caporal », on défonce des tonneaux de vin, dont se régalent les grenadiers qui l'acclament.

A l'aube, nouvelle et courte apparition de Bazaine, que l'Empereur a déjà réclamé plusieurs fois. Accompagné de Canrobert et de Bourbaki il arrive en retard, au dernier moment, à l'instant où va s'ébranler la voiture indispensable au malade pour fournir une longue course. Penché sur le cou de son cheval, il échange quelques paroles avec son souverain. De brefs adieux; le cocher touche... ils ne se reverront plus qu'après la catastrophe, à Wilhemshohe, le lugubre château de la captivité.

Verdun est gagné sans accident. Les fugitifs, — peut-on les nommer autrement? — ne s'y attardèrent pas. Napoléon III avait hâte d'atteindre Châlons où se ralliait l'armée de Mac Mahon. La gare était à peu près dépourvue de tout matériel. A grand peine, put-on découvrir une voiture de troisième classe où s'installèrent, sur le bois, le vieillard et l'adolescent. Les officiers de leur suite s'accommodèrent, comme ils purent, en des wagons à bestiaux. A onze heures du soir, une vieille et gémissante petite locomotive emmenait le misérable train. On arriva comme le jour pointait...

Les heures qui suivent doivent être capitales pour la France et pour la dynastie. Heures tragiques et trop connues où, sous l'inspiration de la régente abusée, presque sur les ordres de Rouher, Napoléon III physiquement et moralement diminué, auquel on a déjà fait subir une sorte de dégradation militaire

en lui ôtant le commandement de l'armée, souverain humilié, sera rejeté, tel un volant lugubre, de la raquette Bazaine à la raquette Mac Mahon.

Le 21, on décide la marche sur le nord. Le quartier impérial se transporte à Courcelles, dans la banlieue de Reims. Se séparant une première fois de son fils, l'Empereur l'expédie à Rethel, où il est l'hôte du sous-préfet, qui donne un grand dîner en son honneur, — le dernier dîner officiel auquel il assistera sur la terre de France. Le 25, Napoléon III reparaît, venant de Béthincourt. Rouher a parlé au nom de l'Impératrice. Tout est changé. Suivant le plan stratégique du général de Palikao, on va « tendre la main » à Bazaine sur la Meuse. La marche vers Sedan, la course à l'abîme est résolue.

Une journée dernière à demeurer ensemble. On la passe à Tourteron, humble chef-lieu de canton de l'arrondissement de Vouziers, sur la route de Rethel à Sedan par le Chesne. Le Prince a le cœur bien gros, sachant qu'il va quitter son père, et de lourdes larmes, qu'il ne peut retenir, coulent lentement sur ses joues.

La visite de Paul de Cassagnac, en zouave, venu présenter ses respects à Monseigneur, l'a distrait un moment. N'empêche que c'est un petit bonhomme sanglotant, un malheureux gamin au visage bouilli de pleurs, que Charles Duperré, Clary et Lamey font monter avec eux dans le landau qui prend en hâte la direction de Mézières.

LE CALVAIRE

Les souvenirs du lieutenant Watrin, le colosse blond qui commande les Cent-gardes d'escorte, recueillis par M. A. Minon dans sa brochure : *les Derniers jours du Prince impérial sur le continent*, permettent de suivre, pas à pas, les étapes de la douloureuse odyssée qui commence.

Toute la matinée, le landau roule dans la poussière à travers une campagne maussade dont les seuils s'élèvent par degrés, parmi les champs de blé qui ne seront pas moissonnés, les vignobles dont les grappes mûrissent, cette année-là, pour des bouches qui ne sont pas françaises. Le Prince somnole dans la voiture, couverte à trois cents pas, crainte des coureurs ennemis, par deux hommes et un brigadier en éclaireurs. Allon-

geant le trot sur leurs chevaux d'armes, se tiennent, à la portière de droite, le sous-lieutenant Watrin; à celle de gauche, le vicomte d'Aure, remplaçant le fidèle vieux Bachon qui, malade et recru de fatigue, a dû regagner Paris à son grand désespoir. Derrière, le peloton des Cent-gardes.

Dans cet équipage, après un déjeuner pris sur le pouce à Poix, vers les deux heures, on parvient à Mézières. Averti depuis la veille, le vicomte Foy, préfet des Ardennes, n'avait rien négligé pour que son hospitalité procurât à chacun le repos dont tous éprouvaient le plus urgent besoin. Pour la première fois, depuis soixante longues heures qu'il est ainsi ballotté sur tous les chemins, l'adolescent épuisé d'insomnies et d'émois peut enfin goûter le sommeil qui réconforte.

Le lendemain, dès le réveil, arrive une estafette envoyée par l'Empereur : ordre de conduire le Prince à Sedan. On part : trente-deux kilomètres sous des nuées d'orage qui crèvent en route, inondant les voyageurs à travers la carrosserie mal ajustée du landau.

A peine est-on descendu à la sous-préfecture, qu'il faut retourner. Un vent de panique souffle sur la ville. Poussant leurs bestiaux devant eux, des paysans de Frénois surviennent affolés : « Les Prussiens arrivent! » Aussitôt le tocsin sonne à toutes les églises. C'est un sauve-qui-peut général des habitants qui vont se terrer chez eux.

Le comte Clary monte à cheval. Il franchit la porte de Nassau, s'avance sur la route de Bazeilles, scrute l'horizon de ses jumelles. Rien, aucun Prussien en vue; ce n'est qu'un mirage de la peur. Il revient rendre compte à Duperré qui, le plus élevé en grade, a pris le commandement de la caravane. N'importe, celui-ci juge plus prudent de faire demi-tour. On réattelle les bêtes fourbues qui ont bien de la peine à finir le chemin.

Comme Sedan, le matin, Mézières est en effervescence. Circulant de bouche en bouche, de sinistres rumeurs se propagent. C'était l'heure où le corps de Failly, surpris au bivouac à Beaumont, se débandait après s'être mutiné. A dix heures du soir, une dépêche parvient à la préfecture, annonçant l'approche des Allemands. Les officiers, auxquels incombent de si lourdes responsabilités, appréhendent de se voir bloqués dans la place. Quelle aubaine pour l'ennemi, si l'héritier du

trône tombe entre ses mains !... Ils tiennent un rapide conseil et décident de partir immédiatement pour Avesnes.

Le Prince, qui ne dort pas et brûle de fièvre, refuse d'abord de les écouter. Sa jeune âme courageuse se refuse à la fuite : « Si les Prussiens attaquent, eh bien ! l'on se défendra ! » Il faut le raisonner longuement, quand les minutes pressent, avant de le persuader. Il cède enfin, Duperré ayant invoqué les pleins pouvoirs qu'il tient de l'Empereur. Pendant que les voitures et l'escorte s'acheminent par la route, les trois hommes et leur compagnon montent en wagon à Charleville; il est deux heures du matin.

Tandis que le Prince et Duperré attendent dans le bureau du chef de gare, Clary va réveiller le sous-préfet, M. Richebé. Celui-ci descend tout effaré : ayant aperçu les voitures à la livrée des Tuileries, ne s'imagine-t-il pas que l'Empereur en personne vient sonner à sa porte? Clary le détrompe; mais la sous-préfecture, vétuste et délabrée, n'offre qu'un gîte inconfortable. Le fonctionnaire en indique un meilleur : le logis de M. Hannoye, président du tribunal. On s'y installe; Watrin et ses Cent-gardes sont cantonnés à l'ancien quartier de cavalerie.

Cinquante-cinq ans plus tôt, le 3 juin 1815, Napoléon, dans cette même demeure, avait lancé à l'armée de Waterloo sa proclamation fameuse, la dernière de ses harangues de combat !

La journée du 31 août et la matinée du 1er septembre s'écoulèrent lentement, dans l'attente angoissée des nouvelles qui n'arrivaient pas. L'après-midi, pour soustraire le Prince à une réclusion pénible et lui faire prendre l'air, Duperré donna l'ordre d'atteler. On sortit par la porte de France, suivit la chaussée de Landrecies jusqu'au château de Coutant, on tourna par la route départementale du Quesnoy et l'on rentra en ville par la porte de Mons. La capote du landau était rabattue à cause de la chaleur. « Tout à coup, a raconté le comte Clary, nous voyons monseigneur se lever en sursaut, prêter longuement l'oreille. De sourds grondements, à peine perceptibles, nous arrivaient par bouffées fugitives. On eût dit d'un orage, d'un orage très lointain. Reconnaissant le bruit, nous nous taisions; malgré tous nos efforts, nous ne pûmes tromper le Prince. »

— Mon Dieu! disait-il, on se bat; c'est le canon!

« Et ses mains se joignaient pour une fervente prière. »

Ce canon-là qu'entendait le fils, à l'heure où, sur le champ de bataille, le père suppliait inutilement la mort : c'était le canon de Sedan.

Le déjeuner du lendemain s'achevait dans la maison Hannoye, quand le lieutenant Watrin vint annoncer l'arrivée d'un train de soldats. L'infatigable Clary court à la gare, interroge leur chef, le lieutenant-colonel de Coatpont. A ses multiples questions, celui-ci ne peut donner que de vagues réponses. Il sait seulement que le corps Vinoy se replie sur les places du Nord et croit pouvoir en déduire qu'une grande bataille a été livrée et perdue. Peut-être apprendra-t-on quelque chose à Landrecies, direction présumée des régiments en retraite. Duperré décide de s'y rendre. Parce qu'on lui cache la raison de tous ces départs inopinés, on a, de nouveau, toutes les peines du monde à faire quitter Avesnes au Prince qui parle encore de s'y défendre.

L'arrivée fut triomphale. M. Richebé avait indiqué la maison du maire, M. Marie-Soufflet, comme offrant toutes garanties dans un pays où fermentaient des éléments hostiles. Ce dernier, fougueux bonapartiste, saisit aussitôt l'occasion qui s'offrait. L'entrée s'effectua parmi les ovations ; les pompiers présentèrent leurs armes; la musique jouait l'air de la reine Hortense; rien ne manqua, jusqu'à l'inévitable petite fille venant apporter ses fleurs. Mais, des soldats de Vinoy, nulle trace, point de nouvelles.

Duperré, sombre et nerveux, n'hésite plus. Depuis une semaine, il a complètement cessé de communiquer avec l'Empereur; il ignore tout des événements et les pressent funestes. Sa fidélité n'est pas en question, mais ses responsabilités l'obsèdent. C'est donc près de la régente, à la mère elle-même, qu'il ira réclamer des instructions devenues indispensables. Ainsi résolu, il saute dans le premier train, descend à Paris tout bourdonnant de fièvre, ignorant encore du désastre, et se présente aux Tuileries...

Au cours de son entretien avec l'Impératrice, Duperré a signalé les inconvénients de Landrecies comme asile, marqué ses préférences pour Lille ou pour Maubeuge, d'accès plus direct et, doit-il aussi songer, plus près de la frontière, en cas

de malheur. La souveraine a réservé sa réponse. A peine est-il rentré chez M. Marie-Soufflet, qu'on apporte une première dépêche :

M. Duperré. — Landrecies.
Tuileries, 3 septembre 1870 — 1 h. 20 m. soir.
Attendre nouveaux ordres là où vous êtes. — Filon.

L'attente ne sera pas longue. Presque aussitôt, un cavalier fait irruption, tout pâle. De ses doigts qui tremblent, M. Richebé tend à Duperré un télégramme sur papier jaune, officiel par conséquent. Expédié de Mézières à quatre heures du soir, il est ainsi conçu :

« Un parlementaire est arrivé de Sedan, accompagné d'un chef d'escadrons d'état-major français. Il annonce que l'armée et l'Empereur ont capitulé. On nous autorise à envoyer des vivres à Sedan. Le chef d'escadrons d'état-major atteste l'exactitude de ces faits. »

Le marin blémit à son tour; des sanglots s'écrasent dans sa gorge. Ressaisi, il appelle Lamey et Clary, les met rapidement au courant :

— Nous allons à Maubeuge. Qu'on fasse vite; le Prince doit tout ignorer.

On fait vite ; mais le dernier train est parti, impossible d'en former un autre dans cette petite gare et les chevaux sont incapables de couvrir la distance. Il faut se résigner à passer la nuit à Landrecies où les républicains commencent de s'agiter, à la voix d'un proscrit amnistié de décembre, le docteur Demoulin : nuit interminable, nuit de mortelles angoisses pour les trois hommes vaillants et dévoués, qui ont fait le sacrifice de leur vie, mais veulent sauver la précieuse existence dont ils ont la garde.

Et le cruel voyage en zig-zag se poursuit le dimanche 4. Cette fois, nulle difficulté pour emmener le Prince. Ses forces sont à bout. C'est un pauvre être épuisé, se soutenant à peine, que l'on pousse en wagon. A Maubeuge, le maire, M. Vallerand, qui vit avec sa mère quasi centenaire, arguant que l'envahissement de sa demeure dérangerait les habitudes de cette vénérable personne, décline un honneur qu'on ne saurait lui imposer. En revanche, il indique la maison de Mme Mar-

chand, veuve d'un sénateur, dont le gendre, M. René Harnoir, est député au Corps législatif, un « bon député ». Possédant plusieurs issues, elle offre, affirme-t-il, les meilleures garanties de sécurité.

Plus généreuse ou moins pusillanime, Mme Marchand accepte de grand cœur, et Duperré peut télégraphier aux Tuileries :

Maubeuge, 4 septembre 1870. — 10 h. 35 m. matin.

« Sommes à Maubeuge. L'Empereur nous a télégraphié de Bouillon pour avoir de nos nouvelles (1). En lui en donnant nous lui demandons ses ordres. Nous voudrions en même temps avoir les vôtres. Attendons avec impatience votre réponse. Connaissons proclamation des ministres. »

On venait, en effet, d'afficher celle-ci, annonçant le désastre et la capitulation. A cette lecture, une excitation redoutable avait gagné la ville et ses faubourgs.

Les paysans accouraient aux nouvelles; rue de France, place Jean Mabuse, des attroupements se formaient devant les cafés, les « estaminets », partout où péroraient des orateurs improvisés vociférant contre l'Empire. Rue Royale, où est situé l'hôtel Marchand, une foule tumultueuse grossit de minute en minute, proférant des menaces, brisant les carreaux à coups de pierres. Les Cent-gardes sont insultés et pris à partie. Comment s'achèverait la journée? Ce fut un immense soulagement pour Duperré, Lamey et Clary, de recevoir, à cinq heures, une dernière dépêche signée Filon :

« Partez immédiatement pour Belgique (2). »

(1) Napoléon III avait lancé des dépêches dans plusieurs directions. L'une d'entre elles parvint à M. Richebé qui la transmit au commandant Duperré.

(2) C'est la fameuse dépêche, dont le texte, à dessein dénaturé par un pitoyable jeu de mots, est devenu : « Filons sur Belgique. Filon ». Augustin Filon fournit, à son sujet, les explications suivantes qui paraissent décisives : « Les premiers mots étaient chiffrés; le mot Belgique seul était en clair. La traduction [fautive] a, sans doute, été proposée aux membres de la Commission chargée de dépouiller les papiers trouvés aux Tuileries, par les employés du télégraphe impérial. Je les avais menacés de les faire passer en cour martiale pour leur trahison : ce que j'eusse fait, si Conti ne m'en avait empêché. Ce calembour inepte était leur vengeance. Les membres de la Commission eurent le tort d'accepter cette traduction qui, on le remarquera, était aussi inconvenante dans la forme qu'absurde au fond, puisqu'elle n'était ni un ordre, ni un renseignement, et eût laissé perplexe celui qui la recevait. »

Le Prince à présent savait. Il connaissait la vérité, toute l'affreuse vérité. Qu'aurait-il fait d'autre, le pauvre enfant, que pleurer beaucoup, tant qu'il trouva des larmes? Il eut pourtant un dernier sursaut de révolte, quand il lui fallut quitter cet uniforme de sous-lieutenant, sa fierté, pour endosser un vêtement civil. Mais déjà ses officiers, eux-mêmes, avaient pris des habits bourgeois...

Quelques instants plus tard, un break appartenant à Mᵉ Méhaut, huissier, et mené par son domestique, s'arrêtait devant une porte bâtarde de la propriété Marchand, percée sur la petite rue du Rempart, silencieuse et déserte. Le fils du vaincu de Sedan et ses compagnons y montèrent. Le pesant véhicule, qu'on eut grand peine à faire tourner, s'ébranla, gagna par des venelles écartées la porte de Mons, traversa les faubourgs de l'Ouvrage et de la Croix-Saint-Ghislain et déposa ses occupants à la gare-frontière de Feignies, d'où le premier train les transportait dans la capitale du Hainaut.

Ainsi Louis-Eugène-Joseph-Napoléon Bonaparte, Prince impérial, quitta le sol de la dernière forteresse française, que ses pas ne devaient plus jamais fouler : départ aussi furtif et plus pénible encore que l'exode accompli jadis, et presque au même endroit, par le comte de Provence se rendant en émigration.

L'hôtel de la *Couronne* reçut les fugitifs. Pour l'antique logis, une nouvelle page d'histoire vient s'ajouter aux anciennes, Là ont séjourné Joseph II et le futur Louis XVIII; Marie-Louise et Napoléon, un mois après leur mariage. Alexandre Iᵉʳ et Frédéric-Guillaume s'y sont arrêtés derrière les armées alliées; les ducs d'Orléans et de Nemours y ont fait halte, avec le maréchal Gérard, en marche sur Anvers.

On ne s'attarde pas chez le sieur Verstraëte, propriétaire de la *Couronne*, et l'on repart pour Namur dont le gouverneur, général comte de Baillet, envoie sa voiture chercher le Prince à l'arrivée du train et ne cessera pas de lui prodiguer, sous son toit, les égards les plus attentifs et les plus délicats.

L'idée première du commandant Duperré, qui avait réussi à se mettre en rapports avec Napoléon III, était de lui amener son fils à Verviers. Il aurait ainsi la consolation de l'embrasser avant de continuer sa route vers Wilhemshohe, sous la garde d'un général allemand, von Treskow, que rempla-

cera bientôt le général de Monts, gouverneur de Cassel. L'état de santé véritablement inquiétant où se trouvait le Prince, épuisé de nerfs et de fatigue, la crainte de lui causer une émotion trop forte, de le surmener davantage, firent abandonner ce projet. Clary se rendit seul à Verviers, put s'entretenir avec le prisonnier et rapporta l'ordre de passer en Angleterre. Le soir même, la petite troupe couchait à Ostende et s'embarquait, le lendemain, sur le paquebot *Comte de Flandres*, qui les déposait à Douvres dans l'après-midi.

Le surlendemain, vendredi 9, l'enfant s'habillait dans sa chambre du très modeste *Marine Hotel*, à Hastings, lorsqu'un murmure de voix éveille son attention. L'une d'elles, surtout, frappe son oreille ; il ouvre la porte, très ému, s'avance sur le palier. Dissimulée sous une longue mante à capuchon, une femme se hâte sur les marches. C'est l'Impératrice miraculeusement évadée des Tuileries, miraculeusement échappée au naufrage ; l'Impératrice que l'on a voulu empêcher d'entrer, la prenant, à son costume, pour quelque diaconesse importune et quêteuse ; l'Impératrice qui a forcé la consigne.

La mère et le fils tombent dans les bras l'un de l'autre, s'enlacent frénétiquement.

Six semaines ne se sont pas écoulées depuis qu'ils se quittaient à Saint-Cloud. Que de grands rêves alors emplissaient leur pensée : le triomphe, la gloire, les apothéoses, l'enthousiasme délirant des retours victorieux, — non, point encore six semaines, — et ce sont des exilés, après la défaite, qui s'étreignent douloureux et déchus.

A. Augustin-Thierry.

(A suivre.)

70e PARALLÈLE

II (1)

LES LAPONS RETROUVÉS

TEMPÊTE EN EAU DOUCE

Inari sombrait lentement sous la pluie ; elle arrivait du sud en gros nuages lourds qui rasaient les arbres ; elle noyait tout, le chemin, la forêt et même l'horizon du lac ; elle vernissait les murs en planches de l'église qui n'avait jamais dû ressembler autant à un joujou bien peint.

Outre cet édifice jaune paille, dont le clocher aux jours de beau temps rappelait aux Lapons de l'autre rive la vraie direction du paradis, on pouvait voir comme à Ivalo une douzaine de maisons perdues dans les sapins. La dernière était celle du passeur, un certain Ietakka Kangasi que la renommée nous avait désigné comme guide.

Ietakka fit lentement le tour de la voiture. Il porta la main à sa casquette, mais ce fut seulement pour la rejeter en arrière. Enfin il cracha un bon coup et se décida à nous regarder d'un œil soupçonneux, comme si chacun de nous eût possédé sa vilaine figure d'apache.

— C'est vous, les touristes? demanda-t-il en anglais.

— C'est nous, avoua Snödgren.

— Ça va! J'ai une barque à moteur pour cent cinquante marks par jour et ma femme vous accompagnera. Elle connaît le pays.

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

— J'aime mieux ça, souffla Mag. Cet homme-là me fait l'effet d'un gangster !

Ietakka cracha encore une fois parce qu'il avait compris le mot de gangster. Je savais qu'il était né à Inari de parents finnois, mais dix ans d'Amérique lui avaient façonné le rictus et la mâchoire carrée des Yankees, en lui ôtant pour toujours l'ingénuité rêveuse des paysans de Finlande.

— Et vous avez de quoi manger ?

Snödgren avoua encore que nous n'apportions que de l'alcool et que nous avions compté sur le guide pour nous faire acheter ce qu'il faudrait.

— Ça va ! Venez par ici...

La casquette voyagea une fois de plus et nous fûmes présentés à l'épicier local d'une manière qui dut aussitôt faire monter tous les cours de cent pour cent. Mais l'épicier ne possédait que de vieilles boîtes de conserves et ce pain scandinave qui se conserve indéfiniment en galettes minces (1). Ietakka fournit des pommes de terre et du café. Il affirma que sa femme saurait pêcher les poissons du lac et insista pour goûter notre alcool. Quant aux Lapons, il prétendait les connaître mieux que personne et haussa paisiblement les épaules lorsque nous parlâmes de consulter le pasteur.

Car le pasteur d'Inari jouit là-haut de quelque chose qui ressemble à la célébrité. Un écrivain allemand l'a déniché un jour dans sa maison confortable à l'ombre de l'église jaune paille. Il a célébré la science ethnique du Révérend, son inépuisable complaisance. Et depuis, quiconque choisit Inari pour base d'une expédition en terre laponne s'en va d'abord frapper au presbytère. Je sens qu'un devoir m'incombe, celui de refréner l'enthousiasme qu'a déchaîné mon confrère germanique. Le pasteur semble avoir épuisé les joies fragiles de la célébrité ; il a besoin de toute sa charité chrétienne pour ne pas claquer sa porte au nez des étrangers ; il leur répond avec une triste lassitude. « Encore un ! » paraissent dire ses monosyllabes vagues. « Encore un ! Mais que voulez-vous que me fasse à moi votre désir de voir des Lapons ? »

— Pourtant on nous avait dit..., insistait Mag.

— Pourtant l'époque glaciaire..., continuait Snödgren.

(1) *Knäcker bröd.*

Non : le pasteur avec de bonnes paroles nous poussait dehors. Nous étions seuls dans Inari avec le rictus de Ietakka et la pluie qui tombait toujours. Snödgren tristement portait les boîtes de conserve. Il passait sans les voir entre les pierres les plus étranges. De temps à autre, sa main mouillée se crispait sur la bouteille d'alcool qui arrondissait sa poche. Ruisselants fantômes, nous passons en file indienne devant ces petites fenêtres du nord qui ne s'ouvrent pas, mais derrière lesquelles on épie l'étranger, comme en France dans un chef-lieu de canton. Chacun de nous se découvrait une envie panique de sauter dans une voiture et de fuir, mais, fermant la marche comme un geôlier, Ietakka Kangasi nous poussait en avant avec son mauvais rictus. « Voici le bateau », dit-il soudain.

Peut-être y avait-il eu quelques lustres plus tôt un charpentier finnois pour assembler avec soin les planches du *Maaren*, un peintre pour le badigeonner de ripolin ; peut-être ses propriétaires successifs y avaient-ils emmené, après la pêche du printemps, une jeune fille très blonde et très pâle qui revenait fiancée, la tête tournée par ces fausses nuits de l'été nordique... C'était maintenant une vieille barque démantelée qui faisait eau de partout, une pauvre carcasse sans couleur et sans voiles, qui puait le cambouis. Un homme s'acharnait sur le moteur, sans autre résultat que des petits crachotements d'huile issus de l'unique cylindre.

— Un bon bateau ! annonça Ietakka en accentuant son rictus comme pour prévenir toute protestation.

L'homme se retourna. Il avait une drôle de bouche trop large qui souriait malgré lui, et des oreilles géantes pointées en avant.

— *Päivää! Päivää!* (1) cria-t-il en agitant ses clefs anglaises.

Son nom se révéla impossible à prononcer, mais Mag lui découvrit par la suite quelque ressemblance avec une grenouille et c'est ainsi que nous le désignâmes pendant le voyage. La Grenouille, à ce que nous comprîmes, était propriétaire du *Maaren* ; sa richesse se composait encore de cinq ou six douzaines de rennes, et d'une cabane à Inari. Il pêchait l'été, chassait l'hiver, et fumait à chaque minute du jour de mauvaises cigarettes jaunes. Jamais il ne s'était écarté de son

(1) « Bonjour ! » en finnois.

village plus loin que Rovaniémi et il ne parlait que le finnois, mais il avait su accumuler dans sa tête la position de toutes les roches du lac. Il pouvait rester des heures la main sur le gouvernail à mâchonner sa cigarette, avec ses petits yeux de grenouille rivés à l'avant. Nous eûmes vite découvert que les Lapons l'appréciaient, et, bien que ce soit un peu vexant à reconnaître, nous lui devons deux ou trois dîners riches en couleur locale !

Lorsque le moteur eut réussi à faire quelques tours par ses propres moyens, une lamentable créature émergea du brouillard de pluie qui nous enveloppait. Ses cheveux étaient plaqués sur son visage de phtisique, ses vêtements déjà traversés; elle tremblait de froid et rien ne fut plus pénible que le sourire qu'elle crut devoir nous adresser sur une injonction de Ietakka. C'était sa femme. Elle aussi avait lâché ses sapins pour un faubourg de New-York ; elle aussi avait appris l'anglais dans une chambre sordide de Harlem où Ietakka Kangasi l'avait découverte... « Pays ! — Payse ! » : ils s'étaient mariés dans la semaine. Peut-être qu'alors elle n'avait pas ses dents gâtées, ni lui son vilain rictus... Depuis, il l'avait ramenée au pays du froid, où la loi ne protège pas les femmes, où un homme résolu peut les faire trimer jusqu'à ce qu'elles aient cet œil hagard et veule !

— Les touristes, répéta l'homme de New-York. Installe-les.

Docile, elle allongea une vieille bâche au-dessus des bagages et de nos genoux, puis se casa, toute recroquevillée, entre les bidons d'essence de la Grenouille. Ietakka renversa sa casquette en arrière, puis, d'un coup de pied, nous poussa vers le large.

* * *

Le lac d'Inari figure sur tous les atlas et il y est presque invariablement mal dessiné. Cela tient sans doute à la complication de ses îles et de ses baies. Carte et boussole en main, il est impossible de s'y reconnaître et la tâche se complique encore d'une forme de mirage particulière au Nord, capable de faire flotter dans le ciel les sapins lointains. Toute cette région de la Laponie est un puzzle de terre et d'eau, une sorte de Venise gigantesque où il faut une barque pour chaque course. (Il est vrai qu'on y circule à pied sec pendant les sept

mois d'hiver !) A cette complication hydrographique comme aux soixante mille lacs de la Finlande, Snödgren avait une explication : « C'étaient, disait-il, les traces de la couche de glace de deux ou trois mille mètres de hauteur qui avait recouvert le nord de l'Europe à l'époque dite glaciaire. L'hypothèse se confirmait du fait que tous les lacs du sud avaient la même orientation, évidemment celle de la marche du glacier... » En l'écoutant, on levait inconsciemment la tête pour évaluer du regard ces trois kilomètres de glace, surmontant la Laponie comme la crème d'un gâteau.

— Mais qui sait? ajoutait Snödgren rêveur.

Et il partait aussitôt dans une théorie contraire où il était question de dislocation de continents et où notre entendement se disloquait plus vite encore...

Nous commencions à souffrir des vagues. Tant que nous avions navigué à l'abri d'un promontoire sur lequel l'église d'Inari exhibait de loin sa laideur, l'expédition était restée de l'ordre de celles qu'on peut faire sur le lac du Bois de Boulogne. Mais passée la pointe, le vent avait commencé de gonfler les eaux. La barque piquait du nez dans une gerbe d'écume; l'hélice tournait à vide et s'affolait; toutes les planches de la coque vibraient à croire que leur fragile assemblage dût s'évanouir pour nous laisser brusquement assis dans l'eau avec une demi-seconde pour songer au jugement dernier. De l'avant, nous apercevions à une vertigineuse hauteur les oreilles de la Grenouille et sa cigarette jaune, puis la vague cédait la place à une autre et c'était à la Grenouille de descendre dans les bas-fonds tandis que nous nous accrochions à notre perchoir. Nous tendions une oreille anxieuse vers le moteur : on ne l'entendait plus ; des abîmes d'angoisse séparaient chacun de ses crachotements. Son arrêt aurait signifié le naufrage, car nous n'avions pas de rames pour maintenir le canot contre le vent : pris par les vagues dans sa longueur, il aurait certainement chaviré. Mag souffrait trop pour se faire ce raisonnement, mais il n'avait pas échappé à la Grenouille qui ne souriait plus. Il avait mis le cap sur une île à quelque distance et tapotait anxieusement son carburateur. Quant à l'épouse de Ietakka, ce qu'on pouvait encore en voir se réduisait à un pauvre tas mouillé s'accrochant à pleins bras à une jambe du pilote. C'était à la fois lugubre et cocasse, parce que

nous n'imaginions pas deux heures plus tôt qu'il y eût rien d'autre à faire sur ce lac qu'une instructive promenade chez les Lapons. Pas un instant nous n'avions songé à la fragilité de la vie humaine et voici que la nôtre menaçait de finir là, sans avertissement, à trois cents kilomètres au nord du cercle polaire. Chaque vague, en même temps qu'elle noyait un peu plus nos provisions sous la bâche, donnait plus de poids à cette menace.

— Croyez-vous que nous puissions vraiment mourir avant d'atteindre cette île? résuma Snödgren en suédois.

Je le croyais en écoutant le moteur ralentir dans les montées, je ne le croyais plus quand il s'emballait dans les descentes. On ne meurt pas comme cela, vingt-quatre heures après une partie d'échecs dans le confortable hôtel d'Ivalo, vingt heures après un dîner où l'on a discuté avec chaleur la théorie qui voit dans la civilisation laponne l'ancêtre du communisme russe. On ne meurt pas quand on vient de laisser sa voiture dans une maison de passeur en recommandant à celui-ci de bien essuyer les nickels de peur qu'ils ne se rouillent. Et puis une vague me fouettait la joue, la barque chancelait et je voyais le pasteur d'Inari bénissant le lac : « Ils sont morts en cherchant des Lapons, Amen ! » Tout l'hiver les rennes et les traîneaux passeraient au-dessus de nos corps, prisonniers sous la glace...

Soudain la Grenouille raccrocha son sourire, y ficha une cigarette jaune : nous étions sauvés! Brisée par le rempart d'une île, la tempête ne nous arrivait plus qu'en sifflements inoffensifs. L'eau se calmait, le moteur retrouvait son rythme paresseux. Nous discutâmes sur l'endroit où passer la nuit. Il ne fallait plus songer à Hiétamäki que l'on ne pouvait atteindre sans traverser une nouvelle partie ouverte du lac. La Grenouille se lança dans une longue dissertation finnoise, mais la femme Kangasi avait oublié dans sa frayeur le peu qu'elle savait d'anglais. Enfin, grâce au mot *lappalainen* plusieurs fois répété avec des gestes de bras dans la direction d'une des îles, nous comprîmes que des Lapons habitaient là et qu'on pourrait leur demander l'hospitalité. Sauf Mag qui songeait sans doute au jeune Herbert Slade, nous n'avions aucune raison de nous diriger vers une famille laponne plutôt que vers une autre. Notre seul souci (si nous pouvions en éprouver un qui

ne fût pas de nous sécher!) était que cette famille fût de race authentique et ceci La Grenouille l'affirmait de toute la largeur de sa bouche.

Il y eut encore une longue navigation à travers un labyrinthe rocheux où nous n'avions souvent que le temps, à coups de gaffe, de dévier la course du *Maaren* qui allait se briser contre un récif. Il y eut la perte de notre jumelle, par plusieurs mètres de fond, la triste découverte du paquet de sucre entièrement fondu. Les Lapons auxquels nous avions accordé jusque-là l'intérêt lointain que suscitent les bêtes curieuses nous apparaissaient maintenant sous un aspect plus réel: celui d'humains comme nous, qui auraient un toit, du feu, des vivres... Grâce à la tempête nous avions perdu notre rempart de civilisation, nos artificiels points de vue du xxe siècle pour aborder une peuplade primitive avec la même préoccupation qu'elle : le froid et la faim !

— C'est mieux ainsi, dit Snödgren qui claquait des dents... Et même, je pense, il aurait été préférable que tous nos bagages tombent à l'eau!

Contrairement à l'habitude des sauvages qui est, ainsi que chacun sait, de se masser sur la grève pour accueillir les explorateurs, personne ne vint à notre rencontre, personne ne s'empara de l'avant de notre canot pour le glisser doucement sur le sable. La pluie tombait sur trois cabanes misérables enclavées dans la forêt. Un chien hurla...

Pendant que la Grenouille s'en était allé parlementer, la femme de Ietakka révéla quelle bonne bête courageuse elle pouvait faire, même sans un fil de sec. Tout son anglais de New-York lui était revenu. Elle s'appelait Greta, elle avait été femme de chambre, cuisinière, tout ce qu'on voulait... elle nous ferait un bon dîner. Il fallait seulement la suivre dans la maison et elle reviendrait chercher les bagages... A deux heures de là, le rictus de son époux la faisait encore marcher comme un fouet : « Veille aux touristes, avait-il dit, ou gare à toi! »

Ce qui faussa nos premiers rapports avec les Lapons, ce fut le souci d'une étiquette qu'ils ignoraient. Nous attendions pour entrer qu'on nous y invitât : lorsque nous ouvrîmes la porte, las de nous faire mouiller par politesse, nous trouvâmes la Grenouille bien assis dans un coin, fumant sa cigarette

jaune comme si nous n'avions jamais existé ; deux hommes étaient près de lui qui ne daignèrent pas se retourner ; seule une vieille femme qui ranimait le feu murmura entre ses dents : *Päivää ! Päivää !* puis s'occupa de verser de l'eau dans une bouilloire. Nous restions tout ruisselants contre le mur, espérant qu'on nous prierait de nous asseoir avec des phrases que Greta nous traduirait : « Ils demandent si vous n'avez pas eu trop peur de la tempête ? » ou bien : « Ils demandent de quel pays vous venez ? » Mais les Lapons ne demandaient rien et la vieille ayant rempli sa bouilloire s'en fut placidement fourrager dans une caisse à l'autre bout de la pièce.

— C'est gênant, disait Mag. On ne sais pas quelle tête faire et j'ai tellement froid !...

Le chien vint heureusement nous tirer de cet embarras. Il ne hurlait plus ; il se laissait prodiguer toutes ces marques d'amabilité que nous tenions à répandre et qui s'adressaient par-dessus son poil à la paire de dos immobiles qui résumaient encore pour nous la race laponne. Si Snödgren en avait possédé une connaissance moins livresque, il aurait pu nous dire qu'une autre politesse les empêchait de se retourner, qu'on voulait nous faire comprendre que nous étions chez nous, libres d'exposer au feu toutes les parties trempées de nos anatomies. D'ailleurs Greta s'affairait. Elle avait déballé la cantine, elle s'appropriait l'eau de la bouilloire pour nous faire du thé ; elle déshabillait Mag de force, étendait sa robe devant les flammes. Et c'est probablement la vue de notre compagne en combinaison qui nous fit soudain réaliser à Snödgren et à moi que nous venions de pénétrer dans un monde différent de celui où nous avions coutume d'évoluer. Un souvenir de film du Groënland me traversa l'esprit : je revis les Esquimaux s'enfouissant pour la nuit tous ensemble et nus sous la même fourrure... L'idée de dormir contre la vieille Laponne me causa quelque malaise...

Un autre malaise plus réel me venait de l'atmosphère de la pièce : la Grenouille et les Lapons fumaient, nos vêtements fumaient, et le feu surtout, au lieu d'utiliser pour sa fumée le trou du toit, la répandait entièrement à l'intérieur.

— Phénomène bien connu ! disait Snödgren en pleurant. Une extraordinaire proportion de Lapons deviennent aveugles, grâce à leur manie d'enfumer la cabane où ils vivent !

La fenêtre n'avait point été construite pour s'ouvrir et si nous tentions d'entrebâiller la porte, la vieille aussitôt se précipitait pour la fermer, pensant agir en bonne maîtresse de maison du pays des neiges, qui doit avant tout protéger ses hôtes du froid. Réchauffés, mais toujours pleurants, nous commençâmes la visite domiciliaire. Les quatre murs étaient tendus de journaux sur deux ou trois épaisseurs qui devaient constituer une sérieuse protection contre les températures d'hiver, protection d'autant plus indispensable que la cabane était faite de troncs de sapins grossièrement assemblés. Le mobilier se réduisait à deux bancs, une petite table boiteuse et une sorte de cercueil à couvercle qui servait de lit. Quant aux ustensiles de cuisine, nous fûmes plutôt déçus : sauf des gobelets de bois auxquels on pouvait accoler le terme de « lapons », le reste venait du bazar de Rovaniémi et, comme plus lointaine origine, de quelque fabrique allemande ou américaine. Snödgren cita qu'à des époques moins industrielles chaque famille apposait sur tout ce qu'elle possédait le même signe qui marquait ses rennes, signe de fantaisie, puisque les Lapons ne savaient pas écrire, mais qui correspondait aux origines de la race laponne. Il commença une vaste théorie englobant toutes les peuplades de la Sibérie arctique, auxquelles l'usage du renne domestique impose des mœurs semblables; il fit intervenir la fonte progressive de la nappe glaciaire pléistocène; il parla de souche asiatique... A vrai dire, tout son appareil scientifique paraissait superflu pour apparenter nos gens aux Mongols : on était d'abord frappé de leur taille plus petite que la moyenne, de leurs pommettes saillantes, de leurs cheveux noirs et luisants. De plus près, on remarquait leurs yeux bridés contre le nez par une paupière tombante comme celle des Chinois...

Ces hommes n'étaient pas, comme me l'a dit une Parisienne, « vêtus de peaux de bêtes ». (La Parisienne portait elle-même un manteau de petit gris !) Ils portaient une longue veste de drap bleu, serrée à la taille, brodée aux épaules de bandes voyantes, jaunes, rouges et vertes. Leurs jambes disparaissaient dans de hautes bottes de cuir à l'empeigne relevée comme un harpon, bottes magnifiquement cousues, car j'ai vu des Lapons rester plusieurs heures les pieds dans l'eau pour la pêche et prétendant ne sentir aucune humidité. Pour

sortir ils mettaient sur leur tête un bonnet de laine et de fourrure, décoré des mêmes bandes de couleur que la veste et terminé par quatre pointes. (Curieusement, cette coiffure se retrouve à peu près dans l'habillement traditionnel des gnomes et des lutins, d'où il faut peut-être déduire que l'imagination populaire a mystérieusement gardé le souvenir des Lapons... par les conquêtes des Vikings par exemple?)

Ces hommes ne s'adonnaient pas à quelque occupation barbare : ils feuilletaient un manuel d'histoire finlandaise... Aujourd'hui, des instituteurs parcourent la Laponie, enseignant à lire aux enfants nomades. J'ai trouvé dans une autre habitation du lac d'Inari un journal lapon, le *Sabmelàs*, où la langue indigène est figurée en une bizarre écriture phonétique à l'aide de l'alphabet occidental et de quelques signes supplémentaires... Il convient d'ajouter que cet exemplaire du *Sabmelàs* ne portait que le numéro 2 et que les Lapons ne semblaient pas le déchiffrer beaucoup plus facilement que moi...

Cependant, lorsque nous eûmes échangé d'aimables propos, dont l'essentiel, traduit par Greta, peut se résumer ainsi : « Dites-lui qu'il a un beau couteau! — Il dit qu'il voudrait avoir une montre comme vous! — Demandez-lui combien il possède de rennes? — Il demande combien coûte une auto? » etc... il fallut songer à dormir. La vieille montra le plancher. Greta fit savoir que nous pouvions en user à notre guise. On apporta des peaux de rennes d'une odeur épouvantable, mais nous n'avions pas le choix : dehors il faisait froid et la pluie tombait toujours. Mag inspecta les fourrures et prétendit y voir des insectes. Snödgren haussa les épaules. Insectes ou pas, il ronflait quelques minutes plus tard.

Vers minuit, une clarté pâle entrait encore par la petite fenêtre carrée. Le feu s'éteignit. Il n'y eut plus que les soupirs des sept personnes et du chien qui dormaient dans cette cabane de trois mètres sur quatre, emplie de fumée.

ESCALE FORCÉE

Les Lapons se lèvent tard. Dans un village de France, il est rare après six heures du matin de trouver un paysan dans son lit. A huit heures ce jour-là, ni la vieille ni les deux hommes n'avaient encore bougé de leurs peaux de rennes.

Seulement, il ne leur fallait pas plus de temps qu'au chien pour se mettre sur leurs pattes et vaquer à leurs occupations respectives. C'était peut-être en notre honneur qu'ils avaient dormi tout vêtus, mais s'abstenir de se laver paraissait chez eux quotidien. Ils allongèrent les bras avec d'heureux grognements, décrochèrent leur bonnet. Un instant plus tard, ils ramaient sur le lac en halant un filet derrière leur canot.

La tempête de la veille devait maintenant galoper sur la banquise à cinq cents milles vers le nord. Pour nous, elle avait laissé dans son sillage un ciel exceptionnellement pur, un soleil chaud qui pompait l'eau du sol en tremblantes vapeurs. Été de Laponie où le thermomètre peut monter jusqu'à 35 degrés! Été sans oiseaux, sans moissons, sans générosité... Un silencieux vol de canards sauvages glissa au ras de l'eau, puis ce fut de nouveau le vide. Les pêcheurs avaient disparu derrière un cap. Je ramassai sur le lichen une fleur rouge de la grosseur d'une perle. elle était dure comme un éclat de bois sec!

Snödgren m'appela. Il avait découvert un Lapon capable de parler suédois et discutait l'achat d'une peau de renne. Le Lapon en avait tiré une douzaine d'une sorte de charnier où s'entassaient pêle-mêle des quartiers de viande séchée, des filets de pêche et des harnais, toute sa richesse. Les peaux d'ailleurs étaient en mauvais état, par le même phénomène grâce auquel il est impossible de trouver une bonne banane aux îles Canaries, les indigènes ne gardant que les rebuts de l'exportation. Elles étaient hérissées de vilaines cloques, et voici quelle explication nous en donna le Lapon : les mouches, à l'époque de la ponte, ne trouvent pas de meilleures couveuses que ces chaudes fourrures de rennes et vont y déposer leurs œufs; lorsque ceux-ci éclosent, l'animal agonise quelques jours et meurt de cette vie fourmillante qui naît dans son dos.

— Très curieux! reconnut Snödgren, mais je n'achète plus... Et même, ajouta-t-il en se frottant les épaules, je vais me baigner dans le lac!

Sans mauvaise humeur, le Lapon rejeta ses peaux dans le charnier, ramassa sa hache et s'absorba dans le montage du toit d'une maison qu'il construisait. Il avait déjà assemblé les quatre murs en superposant comme les pièces d'un jeu de

construction une série de cadres faits de troncs d'arbres écorcés. Pour la porte et la fenêtre, il irait les acheter au bazar d'Inari. Enfin, lorsque la neige et la glace auraient nivelé le sol, il attellerait ses rennes à la nouvelle maison pour la conduire sur l'emplacement de sa résidence d'automne. Il eût été plus simple, disait-il, de la construire sur place avec les sapins de l'endroit ; mais la loi ne l'autorisait pas à couper des sapins où bon lui semblait et force lui était d'utiliser ceux du périmètre de forêt qu'on lui avait assigné.

Après une heure de conversation avec mon charpentier, conversation difficile, échangée comme à travers un mauvais téléphone, en l'espèce un patois de Suède mélangé de finnois, voici ce que je crus comprendre des migrations saisonnières de mon interlocuteur: il partirait en septembre pour une autre demeure plus propice à la pêche. Puis, laissant sa femme et ses parents pour relever les filets, lui-même s'occuperait avec d'autres hommes de rassembler les rennes. On commencerait par en faire un seul troupeau, puis chacun reprendrait son bétail. Jusqu'à la fin de l'automne, mon Lapon pêcherait, même sous la glace. Alors il ramasserait une fois de plus tout ce qu'il possédait sur ses traîneaux et gagnerait son village d'hiver. De là il descendrait jusqu'à Rovaniémi pour vendre ses peaux et sa viande fumée, pour acheter des vêtements et des engins de pêche... pour se saouler. Enfin chaque printemps le voyait revenir sur ce rivage où nous nous étions réfugiés et auquel la carte attribuait le gracieux nom de Raapinmatti.

Baigné de frais, Snödgren se sentit un désir tout neuf d'arriver à une connaissance moins théorique des Lapons.

— Commençons par la langue! proposa-t-il. Charpentier, comment nommes-tu tes rennes?

Le charpentier resta perplexe. Il cita une douzaine de mots et s'excusa de n'en pas trouver davantage.

— Rien à tirer de cet homme borné! conclut le professeur. Vous voyez comme j'ai raison de m'en tenir à mes livres: je sais par eux qu'il existe cinquante-trois termes différents pour désigner un renne en lapon, selon que l'animal mange, qu'il dort, qu'il court, qu'il a peur, etc... Demandez donc à ce marchand de fourrures frelatées comment il nomme les ours

L'homme cette fois ne trouva rien.

— Oh! simples esprits du cercle polaire!... Vous ignorez peut-être que cette race se meurt de superstitions enfantines' L'ours est sa terreur. Ne prononcez jamais son nom : tout au plus une discrète allusion à « patte de miel »! Ne dites pas qu'un tel est mort: dites qu'il est « froid »! Ne ramassez jamais rien à terre après le coucher du soleil! Craignez ici le Dieu des chrétiens parce que le pasteur d'Inari l'affirme puissant, mais craignez bien plus les vexations quotidiennes que vous feront subir le génie de l'eau, le génie de la forêt, le génie du tonnerre, etc... N'avez-vous pas lu dans Regnard les exploits de ce sorcier lapon qui, tapant sur son tambour et buvant l'alcool de votre compatriote, prétendit lui raconter tout ce qui se passait au même instant en France dans sa maison?

— Et le sorcier lapon raconta la vérité?

— Non. Il s'en tira en disant que son génie particulier avait bien fait le trajet Laponie-France aller et retour dans le temps que Regnard débouchait sa troisième bouteille, mais que le génie revenait bredouille parce qu'il avait trouvé la porte de la maison fermée à clef! Ma foi, cet ivrogne avait de l'esprit... A moins que Regnard...

— Il avait de l'esprit pour deux!

— Et de l'imagination pour tout ce que le globe compte de Lapons!...

***

Le *Maaren* ne semblait pas avoir souffert de sa traversée de la veille. Il nous attendait docilement au bout de sa chaîne comme un chien en laisse, un vieux chien pas trop racé, mais auquel après tout nous devions la vie. La Grenouille se livra au cérémonial toujours compliqué de la mise en route. Greta remplaça notre provision de sucre, y ajouta du poisson et du lait de chèvre. Les vivres et l'hospitalité furent chiffrés par nos Lapons à deux marks, soit au cours du change la somme de soixante-six centimes que Snödgren paya sans marchander. Mag sortit la carte que lui avait laissée Herbert Slade : ni vents ni marées ne nous empêcheraient cette fois d'atteindre Hietamäki où nous accueillerait le drapeau blanc du futur docteur d'Oxford.

C'était, hélas! compter sans le dieu de la mécanique que les

Lapons ont bien raison de ne pas traiter comme nous par-dessous la jambe. Comme l'a dit Snödgren, les Lapons respectent tout ce qui peut, de près ou de loin, se prétendre surnaturel et jouer de vilains tours aux humains. Lorsque d'énergiques missionnaires entreprirent de répandre la foi chrétienne sur les rives du lac d'Inari, il leur suffit de décrire les plus bénins supplices de l'enfer pour obtenir des conversions. Le pasteur aujourd'hui baptise tout le monde ; les dimanches d'hiver, son église est pleine... « Le tout, songent ses fidèles, est de faire nos dévotions avec assez de tact pour ne pas rendre jalouses nos petites divinités locales ! »

Le malheur eut lieu guère loin d'une île dont j'ai oublié le nom. La Grenouille tenait ferme son gouvernail. Il allait passer entre deux arbustes issus des profondeurs du lac, des arbustes fichés là chaque printemps par les gens de Hietamäki, expliquait-il, afin de guider les barques dans une passe peu profonde. De fait, on voyait le fond comme si on allait pouvoir le toucher. Snödgren écarquillait ses yeux de myope dans l'espoir de quelque découverte géologique et suppliait qu'on s'arrêtât. Sa prière fut exaucée sur-le-champ : le moteur poussa un couac pareil à celui des chanteurs dont la voix se brise ; il eut encore quelques tours d'agonie, puis ce fut le grand silence nordique et l'immobilité.

Tout fut essayé : injections d'essence, frictions d'huile, rien n'y fit. Arc-boutés sur une gaffe, la Grenouille et Greta poussèrent le *Maaren* jusqu'à l'île.

Elle pouvait avoir cinq cents mètres de tour. Une végétation presque abondante y poussait, surtout une sorte de mousse donnant une profusion de baies roses d'un goût excellent. Deux rennes broutaient là qui s'enfuirent à la nage. Plus imprévu fut le spectacle d'une cinquantaine de croix plantées en terre : un pauvre cimetière achevait de disparaître sous les sapins. Quelques dates se lisaient encore sur les croix les moins pourries. La Grenouille interpellé leva un instant les yeux de son carburateur : « Un cimetière lapon ! dit-il en haussant les épaules, cependant que Greta traduisait de cette voix neutre qu'ont les échos. Il y a longtemps que je le connais. On vient d'en exhumer plusieurs squelettes pour les envoyer à la Faculté d'Helsingfors. Recherches scientifiques, à ce qu'ils prétendent... Mais je crois que nous avons une soupape cassée ! » Le mépris

dans lequel ce Finnois tenait les Lapons était visible. Malgré ses présents avatars, la Grenouille éprouvait dans toutes ses fibres l'orgueil d'appartenir à la race qui a su asservir le dieu de la mécanique.

— Inconcevable fatuité! s'indigna Snödgren. Si vous voulez bien m'aider à briser un morceau de cette roche, — plusieurs millions d'années! — je vous dirai un mot de l'ancienne civilisation laponne... « Ancienne »... elle existe encore, mais s'effrite au contact des Finlandais et de leurs sales inventions modernes. Ce que j'en sais d'ailleurs, je l'ai lu dans un livre du professeur Tanner : *Contribution à la sociologie des Lapons semi-nomades.*

Snödgren citait toujours la source de ses informations. Sans doute en avait-il pris l'habitude à force de coller des pierres sur des cartons indiquant où il les avait ramassées. Il griffonna une note à propos des millions d'années, puis chercha dans ses souvenirs de la Bibliothèque savante d'Oslo. On entendait les coups de marteau de la Grenouille, et Mag à quelque distance enfonçait dans le sable d'une petite plage deux croix qu'elle avait déplantées, afin de composer une de ces photographies qu'elle appelait « artistiques ».

— La société laponne, commença le professeur, était autrefois divisée en *sits*. On appelait ainsi un groupe de familles occupant le même village pendant l'hiver et disposant du même territoire pour y paître leurs rennes, pêcher et chasser. A la tête du sit, le *Norraz*, ou assemblée de famille, tranchait sans appel toutes les questions intéressant la communauté.

« La première tâche du Norraz était de fixer les limites du sit. Presque toujours, il utilisait pour cela les rivières, mais il arrivait qu'on ne réussît pas à partager définitivement certains terrains. Les deux Norraz intéressés nommaient chacun des délégués chargés de se mettre d'accord. Vous me direz que les États modernes commencent par en faire autant... Possible ! Mais nos délégués ne réussissent jamais à se mettre d'accord, tandis que ceux des Norraz faisaient preuve d'une sagesse bien supérieure : chaque sit prenait sur le terrain commun une surface proportionnelle à sa population et on voyait parfois un sit dont la population décroissait offrir spontanément du terrain à son voisin. Je me suis déjà demandé pourquoi on ne faisait pas étudier les coutumes laponnes à nos politiciens de

Genève !... A l'intérieur du sit, les terres et les eaux appartenaient à la collectivité. Seul le Norraz décidait les limites de pêche : il les répartissait entre les familles et de telle façon que la quantité de poisson pêchée par chacune d'elles fût proportionnelle au nombre de ses membres de sexe masculin âgés de plus d'un an. Encore ne procédait-on ainsi que pour les lacs : pour les rivières, leur produit appartenait toujours à la collectivité. Les pêcheries les mieux organisées étaient celles du saumon, car il existait peu de places favorables et il fallait qu'elles fussent réparties de la manière la plus équitable : on le faisait par tirage au sort et ensuite en alternant : le tenancier de la place numéro 1 passait l'année suivante à la place numéro 2, celui de la place numéro 2 à la place numéro 1, et ainsi de suite. Pour la chasse, les Norraz avaient institué des règles analogues : c'est ainsi qu'on n'avait jamais le droit de poursuivre un gibier sur le territoire du sit voisin...

— Et en cas de délit ?

— Le Norraz ne plaisantait pas ! Il commençait par des amendes et finissait par expulser bel et bien le coupable de la communauté. De nos villes d'Europe, nous imaginons volontiers cette Laponie déserte comme une terre d'anarchie où chacun vit isolé dans sa cabane ou sa tente, n'ayant d'autre sanction à redouter que celle d'un voisin belliqueux : rien n'est plus faux. Je puis vous citer l'exemple suivant, c'est encore Tanner qui le rapporte. Il s'agit d'un colon finnois qui s'était installé dans le sit de Suéniel. Le colon était connu par les Lapons comme honnête, mais ses fils devinrent de fort mauvais sujets. L'aîné volait des rennes et les revendait aux riverains de l'Océan glacial. Quand il commença de plus à courtiser une Lapone mariée, le sit de Suéniel l'invita à comparaître devant son Norraz : « C'était évidemment notre droit, a dit un Lapon à Tanner, car nous avions donné asile dans notre sit à ces Finlandais. » Le coupable comparut et reconnut ses torts. Il fut proprement fouetté et dut verser au sit l'amende de deux mille roubles-or... Si j'ai bonne mémoire, ce jeune gredin doit actuellement faire fonction de commissaire de l'U.R.S.S. sur la frontière de Laponie !...

« Et lorsqu'il y avait homicide, cas très rare comme chez tous les peuples nomades, le Norraz prononçait automatiquement la peine de mort. Vie pour vie !... Un système que nous

gagnerions peut-être à généraliser dans nos patries respectives, avec le mode d'exécution : le condamné, attaché par des courroies face à face avec sa victime, était descendu dans une fosse et enterré vivant!

« Je vous ai parlé tout à l'heure, à propos du partage des terres communes, de l'intégrité du Norraz. Je me souviens maintenant d'un détail qui la souligne encore mieux et qu'il est intéressant de rappeler à une époque où nos journaux parlent beaucoup d'extradition de coupables. Il arrivait en Laponie qu'un vol fût commis sur un territoire par un homme d'un autre sit. Dans ce cas, le plaignant traduisait l'inculpé devant le Norraz de son lieu d'origine, exactement comme si les Anglais s'en remettaient aux tribunaux de France de punir un vol commis en Angleterre par un Français !... Et le Norraz faisait encore preuve d'une grande sagesse en punissant plus sévèrement un vol commis pendant la nuit qu'un vol en plein jour. Établie sur un principe équivalent était la récompense de celui qui rapportait un objet perdu : il avait droit au tiers de la valeur s'il l'avait trouvé à terre, à la moitié s'il l'avait trouvé dans l'eau : un homme qui plonge, n'est-ce pas, mérite plus qu'un homme qui se baisse. Seulement l'histoire ne dit pas si les trouveurs d'objets perdus ne commençaient pas par aller les jeter dans la rivière !...

« Nous avons discuté l'autre jour s'il fallait voir dans le fait que la terre et les eaux laponnes appartenaient à la collectivité une préface au communisme russe... Notez d'ailleurs que bien des peuples primitifs ont eu des formes de collectivisme, à l'île de Ténériffe par exemple... Je ne le crois pas, car toute la discipline sociale reposait d'abord sur l'autorité du chef de famille, autorité qui me paraît plutôt en baisse à Moscou... C'est toujours notre Tanner qui, payant ses gages à son domestique lapon et lui demandant s'il allait acheter des rennes, obtint cette réponse : « Cela dépend. Il faut que je remette l'argent à mon père... Peut-être en achètera-t-il. » Au père seul appartenaient tous les biens et les revenus de la famille. Lui seul acceptait ou refusait un mariage pour ses enfants, et la question de la dot était bien entendu la principale... On comprend d'ailleurs l'impatience des jeunes Lapons à prendre femme lorsqu'on sait qu'un homme ne devenait légalement majeur que lorsqu'il formait un ménage séparé!

La tradition ajoute que le futur époux devait avoir abattu au moins un renne sauvage pour montrer qu'il était capable de nourrir une famille. Aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus de rennes sauvages et je suppose que si on a aboli la coutume, c'est de peur de voir tous les Lapons rester célibataires!...

Snödgren parla longtemps. Le soleil était descendu jusqu'à toucher la cime des sapins. Tout frisson avait disparu de la surface du lac, toute vie, tout mouvement. Une glace orangée nous reliait aux autres rivages, embuée çà et là de brumes flottantes.

— Il faut partir! dit Mag en frissonnant.

Mais la Grenouille n'avait obtenu aucun résultat positif. Sa bouche trop fendue souriait sur une face noire de cambouis, ses mains s'affairaient sans espoir dans un déballage de boulons, de vis et de ressorts. Silencieuse, accroupie dans le fond de la barque, Greta pleurait, plus usée, plus navrante que l'unique cylindre éventré du *Maaren*. Mag sut la prendre par les épaules, la bercer comme on n'avait jamais dû le faire depuis quarante ans, lui faire sortir tout son chagrin en sanglots mi-finnois, mi-anglais... Sa mère d'abord, sa mère qui était enterrée là sous la quatrième croix vers la droite en partant du grand sapin..., celle-là, oui!... Sa mère lui avait toujours dit que Ietakka ferait un mauvais sujet... Mais elle, Greta, lorsqu'elle vivait à New-York, se moquait bien de sa mère : qu'est-ce qu'une vieille paysanne d'Inari pouvait savoir de la vie sans avoir vu la Fifth Avenue ni Broadway?... Le soir, Greta accompagnait sa maîtresse dans un théâtre de Broadway. Sa maîtresse chantait; elle lui donnait de jolies robes et quatre cents dollars par mois... Naturellement Ietakka l'avait épousée pour les quatre cents dollars... Pourtant Greta était jolie fille. On pouvait bien ne pas le croire, mais quelqu'un l'avait proposée pour un film!... Et maintenant, Ietakka buvait, Ietakka la battait comme il battait ses enfants... l'hiver, il fallait marcher avec lui dans la neige pour chasser le lynx... Et la mère de Greta, qui était enterrée sous la quatrième croix vers la droite, — à supposer qu'on ne l'eût pas expédiée elle aussi vers la Faculté d'Helsingfors, — avait bien dit tout cela à sa fille, quand elle l'avait vue revenir dans le pays...

— Ne pleure plus, Greta. Ton mari est loin!

Greta reniflait ses larmes et lavait notre réserve de poisson que la Grenouille avait maculée d'huile.

Puis nous voulûmes dîner, parce que nous n'étions au fond que des touristes au cœur sec, touchés des malheurs de la femme Kangasi dans les seules limites compatibles avec notre curiosité des mœurs locales. Mag se prodigua. Elle trimbalait depuis Paris un attirail de camping inutilisé, qu'elle avait acheté là-bas dans l'enthousiasme du départ. C'était propre et joli. On n'avait qu'à ouvrir la boîte qui formait table, à s'asseoir sur quatre petites chaises que recélait la boîte avec des tasses bleu pâle et des couteaux inoxydables. Le désert surpris se faisait bon enfant et vous laissait dîner sur ses sables aussi tranquillement que sur les collines de Meudon.

Mais, dans la réalité, tous ces jouets de la civilisation se refusaient à fonctionner, découragés peut-être par la solitude, le silence et cet éloignement énorme des rayons de la boutique où ils avaient attendu dans leur immobilité vernie et nickelée. Là, par cette fin de soir verte et mauve, ils s'étalaient inutiles et magnifiques, tels des vestiges de vaisselle romaine dans un musée, tandis que nous-mêmes pincions chacun entre nos doigts la queue d'un hareng saur.

Mag fit du feu. Elle, à l'encontre de ses inutiles objets de campement, tirait de sa mince personne des réserves de science rustique, des adresses de « squawl » intelligente, réduite aux seuls éléments de la nature. Elle nous arrangea une tente en peu de temps et selon les règles du meilleur manuel pour boy-scout. Nous nous allongeâmes repus, fourbus, mais satisfaits, tant l'homme devient vite instinctif. Nous avions mangé, nous avions chaud, c'était presque gai!

***

Je m'éveillai sous la lune deux heures plus tard, frissonnant, avec la figure et les mains brûlantes. Le feu mourait. Les croix toutes proches jetaient des ombres fantastiques sur le sable. Le lac envoyait sur la grève des vagues minces et douces comme des caresses; mais de partout et, semblait-il, de l'air même, venait un murmure, un son persistant et universel, insinuant et ouaté, tel un brouillard. C'étaient les moustiques! Dans le vain espoir de les chasser, je jetai sur le feu cette herbe

amère que les Lapons nous avaient appris à distinguer. Le feu s'éteignit tout à fait...

— *Päivää! Päivää!*

Une voix montait du lac : debout à l'avant de son canot, un Lapon abordait silencieusement. Il examina le *Maaren*, cracha sur ses entrailles éparses et se dirigea vers notre campement où il réveilla la Grenouille à coups de botte amicaux. Il s'en suivit une longue palabre que Mag écoutait, blanche et recroquevillée. Le Lapon avait aperçu notre feu : il « venait voir ». C'était un homme de Hietamäki et il s'offrait à nous emmener là-bas. Il possédait même quelque connaissance du suédois et Snödgren éveillé, serrant sa dernière trouvaille géologique comme un œuf d'autruche contre sa panse, se plongea dans un flot de paroles.

— Partons! insistait Mag, qui pensait à Herbert Slade.

Une heure plus tard, nous dormions dans l'une des trois cabanes de Hietamäki.

SAUVETAGE

La première pensée de Mag ce matin-là fut pour le drapeau blanc d'Herbert Slade. Toute courbaturée par ses deux premières nuits laponnes, elle se glissa dehors et inspecta la baie, à l'œil nu d'abord et enthousiaste, puis minutieusement avec la longue vue du professeur Snödgren. Chacun de nous à tour de rôle s'épuisa en clignements d'yeux et mises au point. Tel rocher blanchâtre, tel sapin pointu furent l'objet de controverses inquiètes, jusqu'à ce qu'une vision plus nette les eût fait rentrer dans l'amas anonyme des rochers et des sapins qui fermaient l'horizon. On déplia la carte sur laquelle le jeune homme avait d'avance figuré son voyage à l'encre violette. On la soumit aux Lapons qui n'y comprirent goutte, faute d'être familiarisés avec les abstractions géographiques. On leur fit jurer qu'ils habitaient bien Hietamäki, que, de mémoire d'homme la petite pente rocailleuse où nous discutions avait toujours porté le même nom. Celui qui nous avait tiré de notre île la nuit précédente, dit qu'il connaissait le lac mieux que personne et qu'un seul Hietamäki existait au monde, celui que son père et son grand père avaient habité avant lui chaque été à la saison de la pêche. Il alla chercher

une enveloppe en témoignage, une vieille enveloppe crasseuse gardée sans doute comme une des gloires de la famille. Elle venait de son fils émigré en Amérique du Sud et portait simplement : « *Hietamäki, Suomen* (1) ». Ni le vieux ni sa femme ne savaient lire, mais à chacun de leurs voyages à Inari, ils emportaient la lettre, et le pasteur ou l'épicier leur disaient toutes les choses extraordinaires écrites par le jeune Lapon sud-américanisé, qui possédait une auto et gagnait par jour la valeur de deux rennes. Ç'avait été sa seule lettre en dix ans et les vieux Lapons en l'ouvrant se mouchaient très fort dans leurs doigts.

— Voyez! dit Mag impatientée, le nom de cet homme est sur l'enveloppe : Matti Sarre! Je me rappelle maintenant qu'Herbert Slade le connaissait. Il a dit : « Je vous attendrai samedi chez Matti Sarre, l'homme qui habite Hietamäki. » Ce vieux pleurnicheur se moque de nous. Sommez-le de parler immédiatement : il sait bien où est Slade. Au moins il doit avoir un message pour nous!

Mais Sarre ne savait rien. On ne pouvait douter de sa parole : Snödgren et moi avions entendu parler de lui avec estime. La commission russo-finlandaise chargée de délimiter la frontière du nord, avait eu plusieurs fois recours à sa connaissance du pays; de même on l'avait écouté en Suède et en Norvège, lorsqu'il s'était agi de faciliter les migrations hivernales des Lapons à la poursuite de leurs troupeaux de rennes que tente, selon les mois, le lichen du roi de Suède ou celui de M. Svinhuvud, président de la République de Finlande.

Nous étions au lundi. Snödgren estima que deux jours de retard valaient une sérieuse recherche dans les îles. Plus impressionnable, Mag s'énervait de minute en minute et réclamait un téléphone pour alerter la police. On avait grand peine à lui expliquer que la police d'Inari ferait moins bien que les Lapons, qu'au surplus atteindre Inari demanderait une bonne douzaine d'heures en ramant ferme, puisque l'embarcation de la Grenouille était provisoirement inutilisable.

— Il est noyé! concluait-elle avec des larmes dans les yeux.

(1) *Suomen* : Finlande.

— Mais non, il sait nager ! Seulement, une île lui a plu et il s'y repose.

— Alors, nous aurions vu son feu, cette nuit, comme les gens de Hietamäki ont vu le nôtre !...

Matti Sarre partit le premier dans sa barque et Mag voulut l'accompagner. Ils exploreraient la partie sud du lac, tandis que nous irions vers le nord et donnerions l'alerte dans trois maisons qui étaient pointées sur notre carte. La femme Sarre nous fit prendre quelques morceaux de poisson salé ; elle nous trouva des bottes laponnes et, ainsi équipés, nous prîmes le large.

Nous eûmes d'abord le plus grand mal, car ni Snödgren ni moi ne savions pagayer. Avec deux rames dans les mains, le premier imbécile venu se tire d'affaire, au lieu qu'une pagaie exige des connaissances élémentaires en navigation. Les barques laponnes sont faites de planches très minces, relevées à l'avant en une courbe qui se révèle du plus gracieux effet sur les photographies, mais qui offre dans la réalité une belle prise au vent. Le moindre souffle venant s'ajouter à un faux mouvement de Snödgren, nous retournait bout pour bout, comme une auto qui freine sur du goudron humide. Nous nous épuisions alors en coups de pagaie disproportionnés avec le simple demi-tour qu'il fallait faire, et Snödgren ne manquait pas de vanter les charmes de la tranquille bibliothèque d'Oslo « où, disait-il, on en apprenait plus en une matinée sur sa chaise, qu'en trois jours de navigation sur ce maudit lac ! »

Au moment d'accoster un rivage où nous avions trouvé la première cabane, nous nous avisâmes qu'aucun interprète ne nous accompagnait. Faire comprendre à des Lapons qu'un étudiant anglais était perdu entre Inari et Hietamäki promettait quelques difficultés. Snödgren suggéra d'aller chercher Greta qui ne pouvait pas être d'un grand secours à la Grenouille pour réparer son moteur ; mais, après examen de la carte, l'île du cimetière se révéla dans une direction que le vent saurait bien nous empêcher de tenir par un nombre illimité de demi-tours. Et puis, j'avais acquis depuis Rovaniémi un certain art de la mimique : on pourrait très bien, par des gestes, faire comprendre la situation d'Herbert Slade et la nécessité de pagayer à son secours.

Une jeune femme nous faisait signe de la berge. Elle portait une robe de ce drap bleu foncé qui habille tous les Lapons, avec les mêmes bandes de couleur sur les épaules ; un petit bonnet, genre « chaperon rouge », lui enveloppait la tête. De près, son type s'accusait avec un nez écrasé, des pommettes saillantes, et surtout des paupières qui cachaient un bon tiers de chaque œil. Pourtant, l'ensemble séduisait, soit qu'elle fût jolie fille dans son pays, soit, comme disait Snödgren, « qu'une femme de vingt-cinq ans fait toujours plaisir à voir, qu'elle vienne du pôle ou de l'équateur ! »

Celle-là nous pria d'entrer dans sa cabane où elle vivait apparemment seule, car aucun objet n'évoquait une présence masculine. Malgré l'odeur détestable, cela pouvait même passer pour une chambre de coquette : au-dessous d'un miroir ébréché, un petit banc servait de coiffeuse, avec un savon et un morceau de peigne. Comme Matti Sarre, la jeune personne nous montra une enveloppe en se désignant du doigt, afin de nous faire comprendre qu'elle s'appelait Martha Valpu Kuuwa. Nous en comprîmes même davantage : comme quoi le nom de Martha lui avait été donné à son baptême par le pasteur d'Inari, tandis qu'elle était Valpu pour les Lapons ; comme quoi ses parents habitaient du côté de Petsamo, et qu'elle-même possédait une centaine de rennes. En revanche, après notre deuxième représentation de la pantomime d'Herbert Slade disparu, elle crut que nous voulions l'entraîner à une partie de plaisir sur le lac. Elle s'en défendit, mollement d'ailleurs, en montrant son rouet et ses cardes.

Puis, la tentation de nous suivre l'emporta sur sa conscience de fileuse. Elle décrocha un affreux fichu de soie mauve que les Japonais sans doute avaient réussi à exporter par des voies tortueuses jusqu'en Laponie; elle donna un coup d'œil à la glace ébréchée, se jugea belle et descendit comme une reine le sentier du lac.

— Tout de même, Snödgren, il faut qu'elle sache de quoi il s'agit : nous avons besoin d'elle !

Snödgren se prêta de bonne grâce à une troisième pantomime qui assombrit le visage de notre jeune Laponne. Elle avait compris. Elle nous fit asseoir dans le fond du canot et, seule à l'arrière, manœuvra si adroitement sa pagaie qu'en moins d'une demi-heure nous avions atteint la seconde cabane.

De toutes celles que nous avions vues, c'était la plus misérable. Le vent et la vieillesse en avaient incliné les parois de telle sorte qu'elle apparaissait sur son rocher comme quelque conception dadaïste pour un décor de *Peer Gynt*. Un grand tas de peaux de rennes pourrissait à côté avec des filets de pêche, et le couple qui s'avança vers nous semblait résumer dans ses joues creuses et sales toute la misère du lieu. Matha Valpu raconta l'aventure de Slade selon l'idée qu'elle s'en était faite. L'homme détacha sa barque et montra une partie du lac : on pouvait compter sur lui, il chercherait. Il s'éloigna rapidement, penché sur sa pagaie tandis que les quatre pointes de son bonnet rythmaient son effort de pauvre Lapon qui a passé son existence à poursuivre les poissons et les rennes. La jolie Valpu fit signe que la femme était folle. Elle ressemblait pourtant à toutes les vieilles d'Inari ou d'Ivalo, muettes et entêtées à leur travail de ménagère. Depuis on m'a raconté certains de ses exploits: un jour, toute seule avec son fils de quinze mois, elle faisait bouillir une grande bassine. L'enfant courait autour d'elle à quatre pattes et, soudain, elle hurla croyant que c'était un ours, saisit le petit et le jeta dans la bassine.

Deux ans après, elle reçut sur le front une balle qu'avait lancée un jeune garçon : elle saisit une hache et le frappa au crâne. De tels désordres ne sont pas exceptionnels chez les femmes de Laponie auxquelles le froid et la solitude font brusquement perdre la tête, sans qu'elles puissent se souvenir de rien une fois l'accès d'hystérie passé. L'ours reste la bête d'épouvante. Snödgren avait lu dans un rapport sérieux que des femmes en train de cueillir des baies sauvages avaient fui en hurlant de terreur parce que l'une d'elles s'était jetée à terre pour imiter l'ours ; qu'une autre, au rebours, apercevant un jour l'animal pour de bon, lui avait couru sus, folle de rage et l'avait si bien battu qu'il s'était sauvé tout penaud sans demander son reste !

Martha Valpu, elle, ne donnait aucun signe d'hystérie. Elle prenait son rôle au sérieux et, vite, il fallait alerter la troisième famille, celle de Kettuniémi. Là, vivait un colon norvégien qui avait épousé une Laponne et en même temps tous les usages du pays. Sa demeure semblait mieux construite que les autres; elle recélait une étonnante quantité d'enfants où

les types lapon et norvégien se retrouvaient à des degrés divers. Certains avaient des cheveux blonds, des figures pâles, les autres une tignasse noire et huileuse, un teint de pain d'épice. Notre arrivée fut le signal d'une réjouissance que les mésaventures de Slade ne réussissaient pas à calmer. Le père voulait embrasser Snödgren, tant il se réjouissait de voir un compatriote. Il ferait ce qu'on voudrait pour l'Anglais en perdition, mais seulement après avoir parlé de son cher Oslo qu'il appelait Christiania. Il voulut aussi faire admirer sa famille en costume lapon et l'envoya prestement changer ses guenilles. Tout le monde disparut dans le traditionnel charnier à peaux de rennes pour en sortir vêtu de drap bleu et se figer au garde à vous sous le soleil pour une photographie. Le Norvégien lui-même passa, pour la circonstance, sa grande pelisse d'hiver.

Ce fut à midi qu'on trouva Herbert Slade. Le mari de la vieille Laponne hystérique aperçut la chemise d'Oxford qui flottait en haut d'un sapin. Herbert Slade n'avait plus qu'elle et son pantalon, le reste ayant chaviré avec sa barque dans la tempête de l'avant-veille. Sa tête était gonflée de piqûres de moustiques, ses membres grelottaient de fièvre. On lui trouva un accoutrement lapon, et la pagaie sûre de Matti Sarre l'emporta vers Hietamäki. Il était resté là pendant trente-six heures, sans vivres et sans allumettes : le seul fait qu'il n'eût pas de crise de nerfs en nous voyant, prouve que c'était un fameux caractère!...

***

Soir de Laponie... Tout s'estompe dans les lointains. Là-bas, la folle de Kiitnarga doit dormir, barricadée dans sa cabane contre l'ours qui rôde; à Kettuniémi, les enfants du Norvégien rêvent de l'étranger perdu et Greta dans son île pleure sur la croix de sa mère...

Mais il y a fête chez Matti Sarre : sept hommes assis sans rien dire le long du mur, qui attendent de manger et de boire, et Martha Valpu, bien sage au milieu, les mains croisées sur sa poitrine. Parfois un homme se lève : il va la chercher, l'assied sur ses genoux. Martha se laisse faire sans décroiser ses mains, avec un regard qui rit entre ses paupières bridées. La vieille Aäli travaille toute seule avec ses soixante ans, ses

pommettes luisantes comme deux boules rouges bien cirées, ses pieds lourds dans les bottes. Aäli remet une bûche dans la cheminée pour faire chauffer son café. Elle appelle Matti Sarre, puis tous deux trottent vers le lac. Matti a rapporté quinze grosses truites. Il les vide avec son couteau sur un tas rouge et gluant d'entrailles de poissons qui fait bourdonner les mouches. Juste à côté, une longue perche en porte à faux soutient un chaudron au-dessus du feu. La fumée monte tout droit. Matti la regarde et rit parce qu'il est heureux : on ne fait pas une fête tous les jours... Nous nous agenouillons devant le chaudron où les truites nagent dans l'eau bouillante. Aäli me regarde : elle n'a plus peur de moi. *Almaï!* dit-elle, en montrant son mari, *Almaï!* (1) Et je répète comme à l'école. C'est bien! Elle secoue la tête et se désigne timidement : *Nysso! Nysso!* (2) Matti épluche des pommes de terre et les jette dans le chaudron : *Ranska, ranskalainen* (3)? Il cherche dans sa tête qui sait comment se tracent les frontières. Je lui dis que la France est loin et il rit encore : on ne fait pas tous les jours une soupe de truites avec des pommes de terre et du lait!

Et puis on se met à table : il y a des chaises, des verres, des assiettes comme partout, car Matti Sarre est riche. Il possède quinze cents rennes, chacun marqué par un losange dans l'oreille gauche, et son fils qui gagne tant à Rio de Janeiro a étudié chez le pasteur de Rovaniémi : c'est pour cela qu'il a réussi en Amérique! Sarre avale sa truite. Il crache les arêtes, proprement, sur la table, en un petit tas qui monte contre mon assiette. Sarre a soif aussi : il aime mon alcool. Il m'aime, il aime la France qui fait du bon alcool. Et tout le monde ici aime l'alcool et crache ses arêtes. Mag est invitée, mais à la petite table, celle où Aäli mangera tout à l'heure, après nous avoir servi, avec Martha Valpu. Les femmes ne mangent pas avec les hommes!

Par terre, devant la fenêtre, un petit garçon de cinq ans suce son pouce. Il dort. C'est Erro. Contre la cheminée, une femme berce un cornet de peau de renne où dort le petit frère d'Erro, né d'hier. Le petit frère est si bien ficelé dans son

(1) *Almaï* : homme (lapon).
(2) *Nysso* : femme (lapon).
(3) *Ranska, ranskalainen* : France, français (finnois).

paquet qu'on pourrait le mettre sur un traîneau dans la neige et le retrouver bien vivant à Petsamo.

Matti Sarre a un phonographe, un vrai beau phonographe à aiguille, qui joue les disques de New-York ; il a une maison tapissée de journaux illustrés, avec la photographie de Mussolini, à l'envers, au-dessous de la fenêtre et plusieurs réclames d'automobiles aérodynamiques... Et même, il a un compte à la banque de Rovaniémi! Pourtant, demain, quand il aura cuvé son alcool, il prendra sa barque pour pêcher. Il pêchera tous les jours jusqu'à l'hiver, puis il emmènera Aäli sur un traîneau, et tous deux auront peur de Haldö, qui est un génie très dangereux dans la forêt, peur de Medilla, peur d'Iré qui est le génie de l'eau, avec une belle figure trompeuse. Enfin, quand ils seront morts, la cabane de Hietamäki tombera en ruines.

Plus tard, le Gouvernement finlandais fera bien une route par là, pour qu'Iré tombe au fond de son lac, pour que l'ours qui rôde autour de la folle soit tué à la chasse et pour que les jolies filles du Norvégien voient tellement d'étrangers qu'elles ne les regardent plus. On fera un bel hôtel en ciment armé dans l'île du cimetière, avec un enclos pour les rennes...

Alors il n'y aura plus de Lapons... et ce doit être l'affaire de quelques dizaines d'années!

JACQUES LE BOURGEOIS.

A LA COUR DE YOUGOSLAVIE

LA REINE MARIE ET LE ROI PIERRE II

— Je reçois tout le monde qui sollicite une audience, m'a dit la reine Marie, et non pas uniquement des femmes ainsi que du vivant du Roi. A tous j'adresse cette prière : « Gardez le souvenir d'Alexandre. Obéissez aujourd'hui, demain, aux ordres que le feu Roi donnait hier. Il savait ce qui était bon pour le pays, pour vous. Aidez le Régent, aidez mon fils à accomplir la tâche que le Roi, en mourant, leur a laissée. »

En traversant le hall sur lequel s'ouvre le boudoir de la Reine, je passe devant un portrait en pied d'Alexandre Ier. Je m'arrête un instant... La dame d'honneur qui m'accompagne suit et comprend mon regard qui se détourne déçu du visage peint dont l'expression contrarie mes souvenirs. Elle dit simplement : « Hélas! »

Dans le petit salon intime, confortable et très féminin, la Reine, drapée d'une longue robe de deuil, paraît très grande. Elle a maigri, pâli, depuis ce jour ensoleillé où, dans le parc d'Herceg Novi, nous parlions littérature, sport, art, construction, spiritisme, mais surtout éducation, car la reine Marie de Yougoslavie, mère de trois fils dont le plus jeune a cinq ans, est une éducatrice passionnée. Le visage de la Reine s'est allongé, et ses yeux bleus, magnifiques, paraissent encore plus grands sous l'austère bonnet de veuve qui cache strictement sa chevelure blonde. Cependant la souveraine est souriante, sereine, sans larmes, sans soupirs, sans plaintes ;

aucune attitude ni devant autrui, ni devant elle-même : elle exprime ce qu'elle ressent, simplement, avec discrétion et une noblesse qui s'ignore. Elle possède, à un rare degré, le génie du naturel qui attire les sympathies, déroute les critiques. Une femme de lettres roumaine a pu dire d'elle : « La reine de Yougoslavie ne farde ni son visage, ni son cœur. »

Au début de son mariage, la jeune princesse roumaine, habituée à la vie mondaine, gaie, libre de la cour paternelle, se trouva quelque peu dépaysée à Belgrade. Le jour de ses noces, en quittant ses parents auxquels elle était très attachée, elle avait pleuré de tout son cœur : sa modestie lui faisait exagérer les difficultés de sa position de reine étrangère dans un pays aux mœurs rudes, sans aristocratie, où elle n'avait pas eu l'occasion de faire son apprentissage de souveraine comme femme du prince héritier.

Elle s'acclimata très vite et fut sans effort telle qu'elle devait être pour devenir populaire chez les Serbes : la reine volontairement effacée et pourtant agissante, l'épouse parfaite dont la chronique ne parle pas, la mère dévouée de superbes enfants. La mort du Roi la révéla sublime.

Tandis que la reine Marie prend place dans un profond fauteuil couvert de chintz, à gauche de la cheminée où brûle un feu de bois, je ne puis me retenir de le lui dire.

— La belle et noble figure de Votre Majesté, marchant derrière le cercueil du Roi martyr, demeurera, dans le souvenir de ceux qui l'ont vue, le symbole de la tragédie yougoslave.

— Je vous comprends, répond la Reine en tendant vers le foyer ses belles mains longues dont l'une porte deux alliances et l'autre est alourdie par deux chevalières jumelles dont je me souviens d'avoir vu l'une au doigt du feu roi. Je crois éprouver les sentiments d'une souveraine née dans ce pays. Je n'y ai aucun mérite. Je vibre à l'unisson de ce peuple dont le deuil est aussi grand que le mien. Lorsqu'en cette nuit hallucinante où j'allai chercher le corps de mon mari à la gare de Belgrade (on m'avait obligée à renoncer de l'accompagner sur le *Dubrovnik*) je vis la foule innombrable se jeter à genoux dans la boue sur le passage du tragique cortège que nous formions au retour, onduler ainsi qu'un champ d'épis abattus par l'orage; lorsque j'entendis le long cri sur une

seule note qui se prolongeait de rue en rue pour me poursuivre jusqu'au palais, et qui répondait si intimement au cri de mon cœur, ma pitié et mon amour pour ce peuple yougoslave si attaché à son roi dépassèrent ma douleur personnelle et la magnifièrent. Nuit inoubliable, souvenir le plus poignant de toute mon existence !

La Reine ferme les yeux, un instant recueillie, puis elle redresse la tête, change de ton. Sa voix chaude, un peu basse, s'anime pour parler du Roi vivant, évoquer des souvenirs lumineux.

— N'est-ce pas que son sourire avait un charme indicible? Il riait peu, mais quand il riait, c'était aux larmes; son rire était fulgurant, s'emparait de lui, le possédait. Notre cadet André a le même rire; du reste, il ressemble beaucoup à son père, au physique et au moral. Ces deux êtres se comprenaient sans avoir besoin de s'expliquer; dernièrement encore, quelques jours avant... notre départ pour Cattaro, nous en fîmes l'expérience. Il faisait clair de lune et André, sur la terrasse, regardait le ciel. Des nuages semblaient ronger les contours de la lune et l'enfant remarqua : « La lune est bien bizarre ce soir. » Le choix du mot bizarre (*peculiar* en anglais) m'amusa, prononcé par un enfant de quatre ans. « En effet, lui dis-je, la lune est très bizarre, n'irais-tu pas chercher tes frères pour qu'ils la voient? » André refusa énergiquement et je n'insistai pas. Un peu plus tard, je rapportai l'incident à son père : « Et devines-tu la raison qu'il m'a donnée de son refus? — Certainement, répondit le Roi sans aucune hésitation : il craignait que ses frères ne se missent à rire et que la lune n'en fût offensée. » Telles avaient été les propres paroles d'André.

« Nos trois fils sont très différents, poursuit Sa Majesté. Je ne puis leur appliquer la même méthode d'éducation. Je comptais sur un séjour dans une école anglaise pour débrouiller les complexes de l'aîné qui est doux, consciencieux et secret. Je souhaitais qu'il pût s'extérioriser avec des enfants de son âge qui le traitassent en camarade. Je voudrais qu'il eût une vie d'enfant normale et, tout en l'élevant en roi, faire de lui un homme. Je tiens à lui éviter la déformation qui menace les enfants placés trop jeunes dans une position exceptionnelle.

« Je sais que vous désirez voir Pierre », me dit la Reine.

Elle appelle : « Peter ! » Une porte s'ouvre ; le jeune roi entre, salue gentiment avec beaucoup de grâce : une mèche lourde descend sur son front, ombre le regard réfléchi de ses longs yeux noirs. Sa mère s'informe :

— Qu'as-tu fait ce matin ?

— J'ai appris mes leçons, et puis j'ai lu dans ce livre français que tu m'as donné et dans lequel tu lisais quand tu étais petite. J'ai appris de nouveaux mots.

— N'es-tu pas encore sorti ce matin ? As-tu déjà vu tes frères ? Eh bien ! va jouer à présent !

L'enfant prend sur une table un petit appareil photographique qu'il examine attentivement.

— Je vois ce que c'est, dit la Reine : il est déjà cassé, n'est-ce pas ?

Le jeune roi remet l'appareil à sa place : son regard espiègle de petit garçon glisse sur moi, sourit à sa mère.

Comme il est charmant, cet enfant mince et pâle, au profil noble et délicat, qui, lorsque sa grand mère lui expliqua qu'il allait être appelé Majesté, lui fit cette réponse : « Je suis bien petit pour être roi ! »

Quand il est sorti, la Reine me confie :

— Jamaïs Pierre ne fait d'allusion directe à la mort de son père ; je lui ai appris la vérité petit à petit : il m'écoutait sérieusement, le visage tendu. C'est un silencieux qui ne trahit pas ses émotions et surprend parfois ses éducateurs par ses dons d'observation. Il a le sens et le goût de la responsabilité, l'instinct du geste, de l'attitude, de la dignité naturelle et une conscience exigeante. Il me reste à faire de lui l'homme que son père eût désiré qu'il fût.

LE PRINCE PAUL, RÉGENT

Peu de jours après l'attentat avorté de Zagreb, en décembre 1933, qui l'avait beaucoup affecté, le roi Alexandre fit son testament et le confia à son cousin Paul Karageorgevitch. La rédaction de ce testament décelait la quasi-certitude de laisser un successeur encore enfant. Le Roi désignait comme premier Régent son cousin, le prince Paul, seul Karageorgevitch adulte, son oncle, le prince Arsène, étant trop âgé pour pouvoir assumer les responsabilités d'une régence. Le

choix des deux autres régents causa quelque surprise. Ce n'étaient pas des vedettes politiques, mais des amis du Roi, dont la fidélité était éprouvée et le passé dénué d'intrigues. Le deuxième Régent, M. Stancovitch, médecin en renom et ancien ministre de l'Instruction publique, n'était plus que simple sénateur. Le troisième Régent, M. Perovitch, Ban de Zagreb, jouissait d'une grande autorité en Croatie ; l'un et l'autre, hommes d'expérience et de bon sens, dont le loyalisme donne des garanties de dévouement, sont à même d'assister le premier Régent de leurs conseils. Dans un premier testament, le Roi aurait désigné le général Pierre Jivkovitch comme deuxième Régent. Le commandant en chef de la Garde, qui avait été président du Conseil lors de l'instauration de la dictature, pria, dit-on, le Roi de n'en rien faire, alléguant que la position de Régent de Yougoslavie est incompatible avec celle de commandant de la Garde royale yougoslave.

C'est donc surtout à son cousin, le premier Régent, que le Roi, en mourant, a confié la destinée de son pays et le trône de son fils.

Que savait-on de ce prince, si ce n'est qu'il était très lié avec son royal cousin ? Le Roi et lui avaient passé une grande partie de leur jeunesse ensemble, car le prince Paul, qui avait perdu sa mère très jeune, vécut à Genève chez son oncle, le prétendant Pierre, qui le chérissait particulièrement à cause de sa douceur. Plus jeune de quelques années que ses deux cousins Georges et Alexandre, Paul Karageorgevitch ne prenait point part à leurs querelles, que suscitait la violence de l'aîné. Ces querelles n'allaient pas sans horions. Le Roi en gardait un souvenir très vivace. Il rappelait encore dernièrement, en riant, à M. Balougdjitch, qui avait été chargé, avec un autre Serbe de confiance, par le prétendant en exil, de conduire les deux frères en Russie, une fameuse soirée passée à l'hôtel Kaiserhof de Munich. Les mentors, désirant bavarder quelques heures en toute tranquillité, avaient enfermé les enfants dans leur chambre. Quand ils revinrent, quelques heures plus tard, ils trouvèrent les jeunes princes en sang et le visage tuméfié. Si une différence de deux ans met un garçonnet en état d'infériorité vis-à-vis de son aîné, Alexandre avait pour lui un courage indomptable et un sentiment très vif de sa dignité; par disposition naturelle, d'abord et aussi

par éducation, car Pierre Karageorgevitch avait une conception de l'honneur avec laquelle on ne badinait pas. A ce sujet, c'est encore de M. Balougdjitch, qui vivait dans l'intimité de la famille royale en exil à Genève, que je tiens l'anecdote suivante. Un jour, Alexandre, tout enfant, revint de l'école en pleurant. Interrogé par son père sur la raison de son chagrin, il avoua avoir été battu par un « grand ». « Et qu'as-tu fait? — Rien. » Une gifle vint aggraver la crise de larmes : « On ne se laisse jamais attaquer sans riposter. »

Quoique les princes Georges et Alexandre eussent été envoyés en Russie pour y faire leurs études, tandis que le prince Paul, adolescent, poursuivait les siennes d'abord au lycée de Belgrade, puis à Oxford où il obtint le grade de *Master of Arts*, les cousins continuèrent d'entretenir d'affectueuses relations. Plus tard, lorsque le Roi et le prince Paul furent tous deux mariés, leur intimité fut accrue par de bons rapports de ménage à ménage. Les fêtes du mariage du prince Paul avec la princesse Olga de Grèce coïncidèrent avec le baptême du fils aîné du Roi, le souverain actuel, Pierre II. Les trois fils du Roi et les deux fils du prince Paul formaient une « patrouille turbulente » qui resserrait encore davantage les liens familiaux.

Le Prince avait la réputation d'un lettré, d'un amateur d'art très averti et de goût très sûr. Il n'est pas un étranger de passage à Belgrade qui n'aille passer quelques heures dans le Musée charmant que le Prince a aménagé au cœur de la ville, dans une vieille maison serbe, toute blanche, au fond d'un petit jardin bien soigné. Le Musée du prince Paul comprend, dans les salles fraîches, crépies de blanc, dont la disposition et l'exposition furent savamment étudiées en fonction de la lumière, des peintures et des sculptures de qualité inégale, mais dont l'ensemble constitue un trésor artistique très apprécié dans une jeune capitale et qui satisfait le goût le plus délicat. La sculpture moderne yougoslave y est particulièrement bien représentée : à côté d'œuvres moins importantes, on peut y admirer quelques-uns des chefs-d'œuvre de Rosanditch et du sculpteur croate Mechtrovitch, que protégeait le Roi.

— Nous avons plus de bons sculpteurs que de bons peintres, me disait le Régent; n'est-ce point que la sculpture est un art plus primitif? C'est celui qui représente le mieux les gens et

les choses, tels qu'ils sont, dans toutes leurs dimensions ; peut-être n'avons-nous pas encore atteint « l'âge de la peinture ».

On peut dire que ce petit chef-d'œuvre de musée est aux musées ce que le jardin de Bagatelle est aux jardins.

Le prince Paul et la princesse Olga, sa femme, sœur de la princesse Marina, qui vient d'épouser le duc de Kent, représentaient, malgré leur simplicité affable, la mondanité à Belgrade ; ils recevaient aimablement et donnaient le ton de la vie élégante. Le Prince voyageait beaucoup ; on le voyait tantôt à Londres, où il est très populaire, car il a noué des amitiés solides en Angleterre pendant ses années de collège, tantôt à Paris, où il était accueilli comme un compatriote, aussi bien dans la société que dans les cercles artistiques et intellectuels. Le Prince parle parfaitement le français, l'anglais, l'allemand, l'italien et, ce qui est extrêmement rare, il s'est assimilé de façon remarquable la culture des pays dont il connait la langue aussi bien que la sienne ; son intelligence très souple lui permet cette sorte de mimétisme culturel instantané, dans quelque milieu qu'il se trouve.

« Un prince encyclopédique et sans pose », c'est ainsi que me le définit un de ses amis français. Très observateur, il étudie et comprend la psychologie des pays qu'il visite : la sagacité et la profondeur de ses jugements m'ont frappé. A propos de la France, par exemple : « Nos deux peuples, malgré la différence de race, de culture, de religion et d'évolution, se ressemblent sur un point essentiel ; ce sont deux peuples de paysans démocrates-conservateurs pour qui le « Verbe » est : « cultiver la terre et la défendre » ; vous l'avez écrit à propos des Serbes, c'est également vrai des Français. » Et sur l'Angleterre : « Elle n'est déconcertante que parce qu'on ne la juge pas objectivement. Lorsqu'on connaît le peuple anglais, les traits principaux de son caractère, ses conceptions et ses préjugés moraux et sociaux, on cesse d'être surpris par certaines de ses réactions politiques qu'on ne peut attribuer que par ignorance à du super-machiavélisme. »

Le peuple connaissait peu le cousin du Roi ; on savait qu'il ne se mêlait pas de politique et qu'il avait des sympathies en Croatie ; les méchantes langues disaient même qu'il eût volontiers résidé à Zagreb, si le Roi, qui ne désirait pas favoriser la création d'une deuxième capitale dans le royaume, ne s'y était

opposé. La vérité est qu'Alexandre lui-même avait songé à envoyer son cousin à Zagreb, mais qu'il y avait renoncé afin de ne pas encourager, autour du Prince, des intrigues auxquelles celui-ci d'ailleurs n'aurait point été mêlé.

Si l'on s'informait auprès d'un « Yougoslave moyen » de la nature des rapports entre le Roi et le Prince, il répondait : « Des rapports excellents, car le prince Paul se tient à sa place, éloigné de toute politique. » Quelques initiés, cependant, ajoutaient : « Le Roi tient son cousin au courant de tous ses projets, mais le Prince se garde bien d'afficher cette marque de confiance, quoique sa souplesse, sa finesse objective aient parfois réussi à adoucir les décisions du monarque. Alexandre Ier le chargea plusieurs fois, en Angleterre, de missions diplomatiques qui exigeaient beaucoup de tact. Le Prince s'en tira avec succès; il était très bien informé et connaissait les rouages compliqués de la politique internationale mieux que les meilleurs diplomates yougoslaves.

L'accueil du Prince est à la fois courtois, modeste et parfaitement « dosé ». Ses premiers mots : « Le Roi m'a parlé avec chaleur de votre visite à Dédigné cet été » préviennent l'impression pénible que je craignais d'éprouver, si la grande ombre d'Alexandre avait été bannie du Palais royal où le Régent donne audience. J'admire la ferveur avec laquelle le prince Paul l'y maintient. C'est un programme. Il est visiblement ému, quand je lui rapporte ces paroles du feu Roi, à qui j'avais demandé : « Votre Majesté a-t-elle des amis? — Des amis? A-t-on des amis dans ma position? Du reste, je n'en ai pas besoin. » Puis aussitôt : « J'en ai un pourtant, et fidèle. Connaissez-vous mon cousin? C'est un homme très cultivé, un lettré, un ami des arts. Avez-vous visité son musée? Le Prince est un esprit subtil dont la collaboration parfois m'a été précieuse. »

Le Régent est en uniforme kaki assombri d'aiguillettes de crêpe. A quarante ans passés, il a conservé une silhouette mince, fragile, quasi juvénile; son visage pâle, émacié, presque tourmenté, trahit une santé médiocre, mais aussi un esprit alerte dont la finesse et la subtilité semblent, au premier abord, être le caractère dominant. Il écoute plus qu'il ne parle, avec une expression d'affabilité attentive. Les yeux dont la pupille brune est très large ont souvent un regard fixe et

les cheveux noirs sont repoussés à plat sur un vaste front haut. La principale caractéristique de ce visage est une bouche carrée, volontaire, sceptique, bien meublée de dents fortes, au-dessus du menton ferme. Ce menton et surtout cette bouche dont le sourire a quelque chose de retenu, pourraient appartenir à un type d'homme très différent; je pense à un type de condottiere de la Renaissance. La dualité est certaine dans le visage et sans doute dans la complexion du Régent dont la Yougoslavie et le monde ne connaissaient jusqu'ici que le côté social. Le Prince, qui vivait à l'ombre de son cousin, réalisateur passionné, dont la personnalité était si forte, si complète qu'à côté de lui chacun faisait figure de second plan, s'était-il mis volontairement en veilleuse? Ce serait, outre une preuve de loyalisme scrupuleux, le signe d'une volonté disciplinée au service d'une intelligence peu commune.

A peine la nouvelle de l'attentat se fut-elle répandue à Belgrade, alors que, dans l'accablement général, personne ne songeait encore au rôle que le Prince serait appelé à jouer, celui-ci avait déjà instantanément donné sa mesure. Sa présence d'esprit, son sang-froid, sa fermeté firent grande impression. Lui-même, parlant de cette première nuit tragique, m'explique avec un regard lourd, dépourvu d'expression, qui doit être son regard des heures de décision :

— Quand j'ai appris la fatale nouvelle, j'ai refusé d'en entendre les détails : je ne voulais enregistrer que le fait seul pour en mesurer les conséquences immédiates et y parer. Il me fallait appeler à moi toutes mes forces pour faire tout mon devoir. Ma douleur personnelle, que l'horreur des détails concrets eût déchaînée, devait attendre que j'eusse le temps de pleurer le frère perdu. Mes sentiments devaient être relégués au deuxième plan.

Le Prince, en prononçant ces mots, avait cette contraction des mâchoires qu'il a lorsqu'il parle du Roi Quelques instants plus tôt, tandis que, d'un geste circulaire, il me faisait admirer la bibliothèque d'Alexandre Ier, il me disait son émotion le jour où M. Lebrun, venu à Belgrade pour les funérailles, lui remit le livre que M. Barthou comptait offrir à Alexandre Ier en remerciement pour la magnifique édition de Racine, dont le souverain yougoslave lui avait fait cadeau :

— Ce livre, qu'un des deux grands morts tombés ensemble

victimes d'un même crime comptait offrir à l'autre, demeure pour moi un lien concret extrêmement émouvant entre les deux hommes d'État.

Dès son entrée dans la vie politique, le soir même de l'attentat, le Régent devait s'attendre à se heurter aux vieux politiciens qui n'eussent pas été fâchés, au cas où quelque désordre se fût produit, de prendre les rênes du gouvernement, et de faire ainsi figure de sauveurs de la patrie. Le premier geste du prince Paul fut de mander au Palais le commandant de la Garde, le général Pierre Jivkovitch; après quoi, il fit téléphoner au président du Conseil, M. Ouzounovitch, de se rendre immédiatement auprès de lui. Le président du Conseil fit répondre que le Prince voulût bien l'excuser s'il ne se rendait qu'un peu plus tard à son appel, car il était très occupé. Dix minutes après que ce message fut parvenu au Prince, une auto du Palais, dans laquelle se trouvait le général Raketitch, en uniforme, très imposant avec son visage basané et ses moustaches de gendarme, était à la porte du ministre, « à sa disposition pour le conduire au Palais ». Ce geste énergique fut sans doute décisif dans la carrière du Régent; il en eut d'autres qui lui attirèrent la sympathie de tout le pays. Tandis que certains membres du gouvernement, affolés, parlaient d'état de siège pour parer à des troubles éventuels, le Régent fort calme s'y opposait formellement : « Je connais notre peuple et n'ai pas de raisons de lui infliger, en plus de sa douleur, l'humiliation de mesures qu'il n'a point méritées. Je suis sûr de son loyalisme, de sa correction et tiens à lui donner la preuve de ma confiance. »

Ce fut également le Prince qui fit exposer le corps du Roi à Zagreb pendant vingt-quatre heures, avant de continuer sa route pour Belgrade, « puisque le Roi dans sa sagesse et dans son amour pour son peuple ne faisait pas de différence entre ses sujets ». Je tiens de la reine Marie que, tandis que le Prince réglait ainsi le voyage de la dépouille royale, elle-même, sans avoir consulté le Régent, exprimait sa volonté que le corps du Roi revînt à Belgrade par Split et Zagreb. « C'est la première fois que j'ai dit : « je veux », me dit la Reine, avec une modestie touchante.

Tous ceux qui assistèrent à la séance émouvante de la prestation de serment des régents furent frappés par l'allure et la

démarche décidées du prince Paul, tandis qu'il s'avançait dans l'hémicycle de la Skoupchtina. Il répéta les paroles du serment à la Constitution d'une voix ferme, puis faisant quelque pas il prononça, contrairement aux usages, quelques paroles qui fixaient sa place parmi les membres de la régence : « Je vous remercie de votre confiance et vous pouvez être certains que je ne vous décevrai pas. »

Après les funérailles, le Régent, conscient qu'il fallait renforcer sa propre autorité par l'autorité éprouvée et reconnue d'hommes politiques anciens collaborateurs du Roi, introduisit dans le nouveau cabinet (l'ancien ayant satisfait au rite de démission exigé par l'usage parlementaire) quelques hautes personnalités, comme celles du général Jivkovitch et de M. Marinkovitch, susceptibles d'inspirer confiance aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays.

Pendant toute la durée du deuil, il eût été imprudent d'inaugurer la politique à tendances libérales dont on parlait beaucoup à Belgrade et à laquelle le Roi songeait depuis plusieurs mois, mais qu'il avait décidé d'ajourner jusqu'après son retour de Paris. Ce que le Roi aurait pu faire sans risque, après avoir, comme il me le disait ce printemps, « pris la température de son peuple », le Régent ne pourra l'entreprendre que très prudemment. Si le ministère constitué sur sa demande, le 22 décembre, par M. Jeftic et dont sept membres sur treize ne sont pas des parlementaires, semble indiquer une concentration nationale plus large, il est avant tout un gage pour l'œuvre d'unification et d'apaisement entreprise par Alexandre et continuée par le Régent. D'autre part, le dévouement du général Jivkovitch à la maison Royale et au Régent est une garantie contre toute politique d'aventure. Et la certitude que j'emporte de mon séjour à Belgrade est que le pays fait confiance au prince Paul ; car si le jeu lui reste à jouer, on peut être certain qu'il connait la valeur des pions et leur place sur le damier.

CLAUDE EYLAN.

PRÉPARATION MILITAIRE DE LA NATION

CITOYEN ET SOLDAT

Au siècle dernier, hommes d'État, soldats et juristes s'étaient préoccupés de limiter dans la mesure du possible aux combattants les horreurs de la guerre et de les épargner aux populations. Il a fallu la mentalité allemande, formée à l'école du « Soyez durs » de Nietzsche, pour qu'on vit la guerre mondiale revenir à des procédés de barbarie : bombardements d'artillerie et aériens contre les non-combattants, emploi de gaz de combat, exécutions sommaires de civils, guerre sous-marine sans restriction. La persistance des mêmes facteurs moraux expose de nouveau aux mêmes risques, et de plus le danger aérien menace la nation tout entière, y compris vieillards, femmes et enfants ; elle doit donc être préparée à supporter ces risques avec courage.

« L'état social et politique d'une nation, a dit Fustel de Coulanges, est toujours en rapport avec la nature et la composition de ses armées. » En effet, l'armée et la nation se pénètrent. L'homme est tour à tour citoyen et soldat, et les qualités exigées de lui dans ces deux rôles se résument en un mot : le sentiment du devoir. Civils comme militaires doivent se soumettre à une discipline fondée sur le sentiment du bien public et la volonté d'y travailler en commun. Si cette discipline librement consentie par la masse est niée par quelques-uns, les pouvoirs publics et les bons citoyens ont le droit et le devoir de la leur imposer.

Dans les antiques civilisations de la Grèce et de Rome, la

défense de la cité était assurée par tous les citoyens en état de porter les armes : on y était soldat par le seul fait qu'on était citoyen. Bien des systèmes différents d'organisation militaire se sont succédé depuis : armées de milice, volontaires appelés au moment du besoin, milice à existence temporaire, troupes nationales ouvrant leurs rangs à toutes les classes de la nation, service obligatoire de tous les jeunes hommes servant un temps limité dans l'armée active, puis maintenus plus ou moins d'années dans les réserves pour être rappelés sous les drapeaux en cas de besoin. C'est ce dernier mode d'organisation qui a fini par prévaloir presque partout, mais il peut être appliqué de bien des manières, et les liens entre l'armée et la nation ne sont pas aussi stricts, solides et étroits dans tous les pays.

« Les fonctions de citoyen et de soldat sont inséparables dans l'Italie fasciste », proclame en toute occasion le duce Mussolini. Et à partir de l'âge de huit ans, les enfants commencent à être soumis à un entraînement physique et à une éducation à la fois civique et militaire. A dix-huit ans, ils entrent dans la « milice juvénile » et reçoivent une très sérieuse préparation militaire.

L'Allemagne est devenue un véritable camp où tous les hommes sont, sous une forme ou une autre, astreints à une intense préparation militaire en même temps qu'à une orientation politique énergiquement imposée. Comme en Italie, les enfants sont l'objet, à partir de l'âge de dix ans, d'une éducation à la fois civique et militaire. A côté de la Reichswehr qu'on est en train de porter de cent mille à quatre cent mille hommes, et des deux cent mille policiers et élèves policiers qui sont en réalité des soldats professionnels, le reste des hommes en état de porter les armes est entraîné, instruit, encadré dans les milices hitlériennes, les camps de travail et les sociétés de sport.

En Russie soviétique, en dehors des forces militaires proprement dites, deux puissantes associations sont chargées de l'éducation politique et de l'instruction militaire de tous les éléments de la population que le gouvernement n'en exclut pas comme hostiles : la *komsomol*, jeunesse communiste, compte deux millions d'adhérents; l'*ossoaviakhim*, aviation et chimie, en groupe quinze millions, nous dit-on, et se charge de

tous ceux qui ne font pas partie de la *komsomol* ou de l'armée. Dans ces deux associations, comme dans l'armée, au moins autant d'heures sont consacrées à l'éducation politique qu'à l'instruction militaire.

Même en Angleterre et aux États-Unis où le service militaire repose sur des engagements volontaires, un puissant courant d'opinion amène une notable partie des hommes valides à recevoir un entraînement plus ou moins complet dans des organisations spéciales, armée territoriale en Angleterre, garde nationale aux États-Unis. Les jeunes gens capables par leur instruction de devenir officiers de réserve, s'astreignent à une formation exigeant de nombreuses heures de travail. Il va de soi que tous ces hommes sont tenus à un loyalisme civique égal à leur loyalisme militaire.

L'heure présente est sérieuse.

Des voix se font entendre en Allemagne, et souvent des voix officielles, pour proclamer qu'on y regarde toujours la France comme l'*Erbfeind*, l'ennemie héréditaire. Et nous pouvons lire dans un livre fameux, qui y a été vendu à des millions d'exemplaires : « La volonté du peuple allemand doit être rassemblée pour le règlement actif et définitif avec la France, et jetée dans un combat à mort pour la réalisation des buts allemands. » Ces paroles de violence montrent le danger extérieur qui peut menacer notre pays.

D'autre part, à l'intérieur, nos institutions nationales et sociales sont menacées de bouleversement. Soutenus par des associations étrangères, certains groupements professant des théories internationalistes nient les devoirs envers la patrie, et proclament le droit d'une classe à exercer sa dictature sur toutes les autres, insolente négation du plus juste des principes établis par la Révolution française : l'égalité des droits de tous les citoyens, qui entraîne l'égalité des devoirs.

En dépit de ces blasphémateurs, la notion que le service militaire est le plus noble devoir du citoyen, continue à imprégner notre peuple. C'est elle qui en 1914 a fait l'*union sacrée* de tous les Français sans distinction de classes, d'opinions politiques ou religieuses. Ils ont obéi sans hésiter à l'ordre de mobilisation rendu indispensable par l'insolente mise en demeure de l'Allemagne précédant de peu sa déclaration de guerre. Par milliers nos compatriotes établis dans le

monde entier sont accourus sous les drapeaux, et parmi eux il n'est que juste de signaler les religieux que des lois d'exception avaient forcés de sortir de France. C'est contre ce sentiment unanime de notre peuple que s'est brisé le plus puissant outil de guerre que le monde eût jamais vu.

L'ENFANCE, LES PARENTS ET L'ÉCOLE

Mais l'esprit de sacrifice n'est pas naturel à l'homme. Il veut être cultivé, entretenu sans cesse pour n'être sujet à aucune défaillance. A son service il faut des âmes saines dans des corps vigoureux. L'éducation doit y pourvoir. Les devoirs de l'homme commencent dès l'enfance et il appartient aux parents de les inculquer à leurs enfants : l'obéissance, le respect de soi et des autres, l'amour de la vérité, la discipline en un mot dans la famille, sont le fondement le plus sûr des mêmes qualités dans la société.

L'école vient ensuite, avec l'instruction, compléter l'éducation. Les enfants ont envers les maîtres les mêmes devoirs de respect et d'obéissance qu'envers leurs parents. Mais les maîtres de leur côté doivent se montrer, non seulement par leur savoir, mais aussi par leur dévouement, leur tact, leur patriotisme, dignes du rôle très élevé qui leur est confié : développer chez l'enfant le sentiment de tous ses devoirs, le respect des lois qui assurent l'ordre social, le goût du travail, l'amour du pays, l'ardent désir de servir.

De même que, par l'éducation et l'instruction, l'école contribue à la formation morale et intellectuelle des enfants, elle doit, par la pratique de la gymnastique, de jeux et de sports bien dirigés, assurer l'harmonieux développement physique des jeunes générations, espoir de la race. Elle préparera ainsi de futurs citoyens conscients de leurs devoirs civiques, utiles à la société et à la patrie, prêts à recevoir la formation militaire qui fera d'eux des soldats à hauteur de la rude mission qui peut leur incomber un jour.

Aussi est-il intolérable que quelques maîtres, bien moins nombreux d'ailleurs qu'on ne serait porté à le croire d'après leur scandaleux vacarme, émettent la prétention de façonner à leur guise les jeunes cerveaux de leurs élèves en leur prêchant, au lieu du patriotisme, des théories d'internationa-

lisme, de mépris de la patrie et de haine des classes. En insurrection ouverte contre les institutions que la France s'est librement données, ils sont capables par leurs néfastes leçons de corrompre les enfants qui leur sont confiés. Le mal s'est parfois étalé avec une telle audace, qu'en divers endroits les pères de famille se sont décidés à faire eux-mêmes la police ; on ne peut que les en remercier. Si l'on n'y met bon ordre, au lieu de n'avoir plus qu'à parfaire une instruction et une éducation déjà en bonne voie, les cadres de l'armée auraient une pénible mission d'orthopédie morale à remplir, et pour certains des jeunes gens entrant dans ses rangs, le mal serait déjà sans remède. C'est le droit sacré des familles et le devoir de ceux qui gouvernent, d'exiger des maîtres un enseignement répondant aux besoins de la nation et de l'État, et, même en dehors de l'école, un loyalisme absolu et une attitude de civisme et de patriotisme irréprochables.

Mais il faut conduire les jeunes gens à l'âge d'homme. Ceux qui ont la bonne fortune de suivre des cours primaires supérieurs ou secondaires, bénéficient de ce complément de formation presque jusqu'à ce moment. Mais la masse des enfants du peuple, par suite de la nécessité de gagner leur vie, quittent l'école primaire à treize ou quatorze ans, et ne sont souvent plus l'objet d'aucune culture intellectuelle ni physique. Ils oublient plus ou moins ce qu'ils ont appris, et parfois se déforment physiquement par la pratique de certains métiers. C'est entre quinze et vingt ans que le corps finit de se former. Quelques heures de gymnastique, de jeux et de sports sagement conduits, assureraient à la masse des jeunes gens un développement physique supérieur, une santé plus vigoureuse.

La société se doit de remédier à cette situation, aussi bien pour les filles que pour les garçons, car leur santé physique et morale n'importe pas moins à la nation et à la race. L'État ne peut pas tout faire lui-même, et le concours de maintes bonnes volontés est indispensable : celles-ci ne se manifesteront en quantité et en qualité suffisantes que si les encouragements de l'État soutiennent leurs efforts et vont à ceux qui font réellement du bon travail. Le corps enseignant doit jouer un rôle dans ce complément d'éducation de la jeunesse, aidé dans la mesure nécessaire par les cadres de l'armée. Comme l'indiquait récemment M. le maréchal Pétain, notre système militaire

doit être vivifié par une politique d'éducation nationale dont le point capital doit être l'action sur la jeunesse par le resserrement des liens entre l'école et l'armée.

Nous avons vu qu'en Allemagne à partir de dix ans, en Italie à partir de huit ans, tous les enfants sont soumis à une éducation civique et physique et à un commencement de préparation au service militaire qui s'intensifient de quatorze à dix-huit ans, âge auquel commence la préparation complète au métier des armes.

Chez nous, on a réduit à dix-huit mois d'abord, puis à un an, la durée du service militaire, alors que les progrès de l'armement, le nombre accru des matériels variés qui le composent, et leurs conditions d'emploi exigent des efforts intellectuels de plus en plus élevés. L'organisation d'une solide préparation militaire aurait dû être la rançon préliminaire du service à court terme. La question n'est pas insoluble, puisque d'autres pays y ont recours et que certains en font même une obligation absolue.

Il a bien été organisé en France une préparation militaire supérieure et une préparation militaire élémentaire.

La première s'adresse aux jeunes gens des trois cents établissements d'enseignement supérieur, grandes écoles, universités, etc... Grâce à leur bonne instruction générale, à leur habitude du travail intellectuel, ces jeunes gens, vivant dans des milieux où les sentiments élevés et patriotiques sont de tradition, acquièrent vite les connaissances militaires et constituent pour nos réserves une précieuse pépinière de cadres. Au nombre de 13 500 en moyenne, ils fournissent chaque année 1 800 officiers, — plus de la moitié des sous-lieutenants annuellement promus, — et 1 600 sous-officiers, nommés au bout de cinq mois de service. Toutefois on pourrait atteindre le double de ces jeunes gens.

La préparation militaire élémentaire a pour but de faciliter le recrutement des cadres subalternes et des spécialistes. Il y est prévu deux degrés, le brevet d'aptitude physique et le brevet de préparation élémentaire, et en outre vingt-trois brevets de diverses spécialités. En 1933 il a été accordé 2 460 brevets du premier degré et 14 000 du deuxième degré, 16 400 en tout, et 5259 brevets de toutes spécialités : sur un contingent de 240 000 hommes, la proportion est bien faible.

Même si ces chiffres s'amélioraient notablement, nous serions encore loin du compte. La préparation militaire devrait atteindre, sinon la totalité, du moins une très forte partie du contingent. On n'y arrivera que par l'obligation, comme en Allemagne et en Italie. Si on ne veut pas aller jusque-là, il serait équitable d'imposer aux jeunes gens n'ayant pas accepté volontairement cette préparation une durée supplémentaire de service.

LE SERVICE MILITAIRE

L'exécution du service militaire en temps de paix doit à la fois assurer la présence sous les drapeaux d'un effectif suffisant pour garantir un bon encadrement des forces à mobiliser, et une bonne instruction des hommes à incorporer. Or la loi ramenant la durée du service à un an a dangereusement diminué nos effectifs, et l'incorporation du contingent en deux fois empêche la troupe de recevoir une instruction homogène, tandis que le travail des cadres est devenu un perpétuel recommencement. Les permissions fréquentes gênent d'autre part notablement la marche de l'instruction. On ne sortira de ces mauvaises conditions de la vie de notre armée qu'en augmentant suffisamment la durée du service pour n'avoir plus besoin de recourir à la double incorporation et pour que tout le contingent reçoive son instruction dans des conditions identiques. Avec les « années creuses » où nous entrons, on ne pourra maintenir l'organisation de l'armée qu'en revenant, au moins temporairement, au service de deux ans.

Les conditions du combat moderne exigent que nos méthodes d'instruction fassent beaucoup plus appel au bon sens qu'à la mémoire. Le feu étant le facteur dominant, cela ne sera possible que par l'emploi dans les exercices de combat d'une figuration des effets du feu simple, comprise instantanément et de la même manière par tous, exécutants, arbitres et spectateurs, de manière à poser des problèmes nets et concrets. Son existence rappellerait sans cesse que la guerre est un jeu dangereux dont il faut connaître et appliquer les règles pour subir le moins de pertes possibles, et qu'il est des cas où chefs et soldats doivent envisager froidement le sacrifice de leur vie. Il va de soi que l'instruction ainsi comprise devra

être menée de façon à mettre en évidence l'accroissement des chances de succès et de salut pour des soldats bien instruits et dont les chefs savent combiner les efforts des différentes armes. Ainsi comprise, elle dépassera son but immédiat, agira puissamment sur le moral de la troupe et développera son aptitude à mieux supporter les pertes inévitables.

Mais au régiment, comme avant lui et après lui, nous ne devons pas séparer l'éducation civique de l'éducation militaire.

Il ne s'agit pas d'introduire la politique à la caserne. L'éducation civique doit au contraire l'éviter soigneusement. Mais il est un certain nombre de principes que seule aujourd'hui l'armée est encore en mesure d'inculquer ou de rafraîchir dans l'esprit de toute la jeunesse, parce que celle-ci passe tout entière par ses rangs. Les chefs de tout grade doivent être d'un parfait loyalisme dans toutes les questions d'intérêt national. C'est surtout en prêchant d'exemple par la correction de leur attitude, leur zèle au travail, leur ferme bienveillance dans l'exercice de leurs fonctions, qu'ils sauront attiser sans cesse l'esprit de devoir militaire et patriotique. Mais ils doivent être également capables d'en expliquer et démontrer les motifs et ne pas craindre de défendre hautement l'idée nationale, le respect des lois civiles comme des règlements militaires, et de flétrir les théories internationalistes et de lutte de classes qui visent à détruire le patriotisme et l'amour entre les citoyens. Pour que leurs leçons aient plus de poids et de prix, il faut rehausser leur prestige en augmentant leurs droits. Et par là nous n'entendons par le droit de punir, mais celui de récompenser. On a commis une erreur regrettable en faisant des permissions un droit pour le soldat. Précieux moyen d'encouragement, elles devraient rester à la disposition des chefs. C'est à eux, sous leur responsabilité dont le sentiment haussera leur caractère, qu'il appartient d'accorder cette récompense, selon leurs mérites, à ceux qu'ils ont l'honneur de commander.

Le jeune homme qui accomplit son service militaire, est soustrait par un devoir simple et net, un emploi du temps précis et une vie matérielle immédiate assurée, aux soucis de la vie à gagner, de la carrière à faire. Ces conditions permettent d'exiger de lui des efforts raisonnés, de lui imposer des fatigues dans les limites permises par l'hygiène. Cela ne le

préparera pas seulement aux épreuves éventuelles de la guerre en trempant son caractère autant que son corps. Si les méthodes d'instruction font sans cesse appel à la réflexion et au bon sens, elles le rendront apte à agir de même une fois rendu à la vie civile, pour son plus grand bien et pour celui de sa famille et du pays.

Des hommes ayant reçu un tel complément d'éducation marcheront droit dans la vie, sûrs de leur devoir civique comme de leur devoir militaire, prêts à faire en toute circonstance acte de bons citoyens, et moralement prêts si la défense du pays les rappelle sous les drapeaux contre quelque ennemi que ce soit. Ils le seront aussi intellectuellement : même si l'armement et les règlements ont changé, leur bon sens aiguisé et assoupli leur montrera vite les modifications à faire subir à ce qu'ils ont appris autrefois.

Malgré les défectuosités auxquelles nous avons dû faire allusion, le régiment est un milieu sain et propre. La vie en commun y réunit dans l'accomplissement d'un même devoir tous les enfants de la nation, les citadins comme les paysans, les intellectuels comme les ouvriers, les riches comme les pauvres. Il s'y crée entre eux des liens qui se feront sentir utilement pendant toute leur vie. L'armée est le creuset où se forme et s'affine définitivement l'alliage qui constitue la nation.

APRÈS LE SERVICE MILITAIRE

Les devoirs civils reprennent tous leurs droits après la libération du service militaire, mais les devoirs militaires ne perdent pas les leurs. Les citoyens ne doivent pas oublier qu'ils ont compté dans les rangs de l'armée et qu'ils peuvent y rentrer pour défendre la patrie contre tout ennemi extérieur, ou l'ordre social contre les fauteurs de troubles.

Ils n'ont pas le droit de se désintéresser de la vie publique, mais ils ont le devoir de se souvenir que la lutte des partis est sacrilège dès qu'elle porte atteinte à l'intérêt général. La paix sociale exige qu'on respecte les opinions d'autrui chaque fois qu'elles ne nuisent pas au bien commun. La liberté de l'un ne doit pas gêner les libertés des autres, et parmi celles-ci nous voulons rappeler que le droit au travail est sacré et que

le respect du bien d'autrui est le fondement de toute vie sociale. Le travail et la possession assurée de son fruit rendent la nation prospère, permettent de fonder des familles qui renforceront la race et en assureront la perpétuité. Pour que celle-ci soit saine, le citoyen a le devoir, par la sobriété et l'hygiène, d'entretenir sa santé pour la transmettre à ses enfants. Par son travail, son civisme, sa vie de famille, il donnera le bon exemple autour de soi. Mais il ne suffit pas d'être un bon citoyen passif : il faut lutter pour la défense des idées traditionnelles de justice, de liberté, d'égalité, de fraternité qui sont l'honneur de notre pays, ne jamais tolérer qu'on les attaque sans en prendre la défense.

Les réservistes ont, en outre, des devoirs militaires dès le temps de paix : entretenir leur entraînement physique, leur vigueur, leur aptitude à manier les armes pour rester capables d'être de bons soldats, accomplir avec zèle les périodes d'instruction prévues par la loi. Logiquement, au moment où l'on a diminué la durée du service actif, le nombre et la durée de ces périodes auraient dû être augmentés : c'est malheureusement le contraire qui a eu lieu. Il n'est prévu, en principe, que trois périodes échelonnées, dont deux de vingt et un jours et une de quatorze jours, et des convocations exceptionnelles de sept jours au plus. Cet effort est bien faible si nous le comparons à ce qui se fait en Suisse où le simple milicien est appelé tous les deux ans, et les gradés plus souvent encore pour servir d'instructeurs dans les écoles de recrues, et dans d'autres écoles pour y compléter leur propre instruction.

Si la guerre éclate, le réserviste devra quitter sa famille et ses intérêts pour rejoindre les drapeaux, et la mobilisation s'effectuera très rapidement pour ne pas être devancée par la mobilisation ennemie. Il doit donc être à tout moment prêt à faire le sacrifice de sa vie malgré les charges qu'il laisserait derrière soi. L'accomplissement de ce devoir est autrement dur pour un chef de famille que pour un jeune homme : il n'est pas moins indispensable.

Enfin, même quand l'âge légal du service est passé, le citoyen a encore un devoir militaire à remplir : garder un moral solide, prêcher en toutes circonstances aux jeunes gens, par son exemple et ses conseils, l'esprit de devoir et de sacrifice. L'organisation de la protection contre le danger aérien

ne doit pas détourner du front un seul combattant : les hommes dégagés d'obligations militaires ont là un vaste champ d'action et de dévouement volontaire en s'engageant à y participer et en s'instruisant à cet effet.

Tous ces devoirs, les officiers et gradés des réserves doivent les pratiquer avec plus de zèle et d'exactitude encore que les autres citoyens, car leur rôle est bien plus important qu'autrefois. La loi des cadres a diminué l'effectif des officiers de carrière, et des mesures ultérieures ont aggravé cette situation. Aussi de nombreux commandants d'unités, une quantité très appréciable d'officiers supérieurs dans la troupe, d'officiers d'état-major et des grands services, sont obligatoirement pris parmi les officiers de réserve. Il est donc indispensable de développer largement leurs connaissances militaires.

Les périodes d'instruction prévues par la loi sont plus nombreuses pour eux que pour les gradés et soldats : 120 jours répartis en principe en sept appels dont on peut faire varier la durée selon le grade, l'emploi de mobilisation, la résidence, l'arme ou le service. C'est à peine suffisant pour entretenir chez eux les connaissances nécessaires à l'exercice de leur grade ; même si cet entretien était parfait, il ne suffirait pas à les préparer à exercer les fonctions des grades supérieurs. En Suisse, l'officier, avant de passer premier lieutenant, a effectué en moyenne 200 jours de travail militaire en six fois ; il en est exigé autant de lui avant de passer capitaine, et encore autant avant de devenir officier supérieur.

On a cherché à parer à cette situation en créant les écoles de perfectionnement des réserves. Il en existait déjà avant la guerre pour les officiers ; leur fonctionnement s'est considérablement perfectionné depuis, en même temps que le nombre des assistants augmentait. Aujourd'hui près du tiers des officiers de réserve sont assidus aux écoles, c'est-à-dire, assistent à douze séances d'instruction au moins dans l'année, et la presque totalité de ces séances est consacrée à des exercices pratiques, corroborés de travaux écrits garantissant l'effort personnel. C'est un gros progrès, et les officiers fréquentant les écoles se montrent en général supérieurs à leurs camarades qui n'y assistent pas. Le fonctionnement de ces écoles exige un lourd surcroît de travail des cadres de

l'armée active, ainsi que beaucoup d'ingéniosité et de tact.

Le fonctionnement des écoles de sous-officiers, qui n'existent officiellement que depuis quatre ans, est plus délicat encore que celui des écoles d'officiers. Les aspirations des élèves et le niveau de leur instruction sont plus variables. Les uns ambitionnent de devenir officiers de réserve. D'autres, tout en s'efforçant d'obtenir le brevet de chef de section ou de peloton, ne désirent ou ne peuvent pas assumer les charges imposées à l'officier dès le temps de paix (dépenses d'uniforme, convocations plus nombreuses, etc). D'autres enfin se contentent de se perfectionner dans les fonctions de leur grade. Cela force à nuancer les programmes. On ne retiendra les auditeurs que si on les intéresse ; aussi tout en consacrant la majeure partie du temps et des efforts à leur enseigner ce dont ils ont besoin pour l'exercice de leurs fonctions, est-il nécessaire d'accorder une juste place aux connaissances militaires générales : placés alors dans un cadre bien tracé, les gradés sauront mettre plus utilement en œuvre leur connaissance des détails du métier. Les pertes inévitables en officiers sont une raison de plus pour élever le niveau de l'instruction donnée aux gradés subalternes.

Le contact entre officiers et sous-officiers de réserve est assuré, parce que l'insuffisance numérique des officiers de carrière oblige à employer presque exclusivement des officiers de réserve comme instructeurs dans les écoles de sous-officiers. Il faudrait le rendre plus complet et plus intime, sans confondre les deux catégories d'écoles, en les rapprochant en totalité ou en partie dans quelques exercices. A côté de ses résultats militaires, ce travail en commun sera au point de vue social d'une importance considérable.

INSTRUCTION PRÉ ET POST MILITAIRE

Mais les officiers et sous-officiers de réserve n'ont pas comme seul devoir d'entretenir et développer leur instruction militaire personnelle. L'insuffisance numérique des cadres actifs ne permet pas d'assurer sans leur concours la préparation militaire et l'entraînement post-militaire, tout au moins en dehors des garnisons. En y participant, officiers et gradés des réserves entretiendront et développeront leurs aptitudes

pédagogiques d'instructeur et leurs qualités de chef qui ne peuvent se conserver que par des efforts appropriés. Ce travail n'a pas seulement une valeur militaire. En rapprochant dans des efforts communs toutes les classes sociales, l'âge mûr et la jeunesse, il peut et doit servir de base à l'affection et à l'estime réciproques, précieux gages de paix sociale.

A côté de leur rôle militaire, et des devoirs civiques qui incombent à tout citoyen, les officiers et gradés des réserves en ont un autre très spécial : servir de trait d'union entre la nation et l'armée. Leurs contacts avec les cadres actifs de celle-ci leur permettent de connaître mieux que d'autres ses besoins. Citoyens en même temps que soldats, ils peuvent agir sur l'opinion publique pour que l'armée obtienne de la nation l'attention, l'estime et l'amour qu'elle mérite, pour qu'on ne lui lésine ni les moyens de s'instruire, ni ceux de combattre : terrains, matériel, armement et munitions, crédits nécessaires. Il faut qu'ils disent que plus le service est court, plus ses exigences doivent être rudes, plus il imposera d'obligations aux réserves, et qu'ils fassent comprendre la nécessité de ces sacrifices.

Ce que je viens de dire s'applique autant et plus aux militaires de carrière en retraite, qui d'ailleurs comptent pendant plusieurs années dans les réserves. Plus leur grade a été élevé, plus ils ont le devoir, — et le droit, — de vouloir encore servir, même quand la possibilité du service militaire actif n'existant plus pour eux, il ne leur reste que des devoirs civiques à accomplir.

LES CLASSES DIRIGEANTES. — LES FEMMES

Il y a des citoyens qui recueillent de la vie sociale plus d'avantages que les autres. Ce sont ceux qui par leur fortune, leur instruction, la place occupée par eux dans les affaires, l'industrie ou le commerce, les fonctions privées ou publiques forment ce qu'on appelle les classes dirigeantes. Ils n'en ont que plus de devoirs envers la collectivité. Dans toutes les branches de l'activité nationale ils doivent payer d'exemple. Mais l'accomplissement de leur devoir personnel ne suffit pas. Ils ont des subordonnés dans la vie civile. Il dépend d'eux pour une large part que ceux-ci remplissent avec plus de bonne

volonté et d'entrain leurs devoirs civiques et militaires. Ils peuvent y aider par des encouragements de toute nature, moraux et matériels. En agissant ainsi, ils ne travailleront pas seulement pour le bien public : en renforçant les idées d'ordre, de discipline, de dévouement au pays, ils s'attacheront par des liens plus étroits d'estime et d'affection ceux qui dépendent d'eux, et ce sera pour leur plus grand bien personnel.

Je ne crois pas me tromper en parlant des femmes et de leur rôle après avoir parlé de celui des classes dirigeantes. Elles exercent en effet une immense influence morale. Mères, elles forment le cœur et l'esprit de leurs enfants; épouses, elles sont le premier et souvent le plus écouté, le plus sûr conseil de leurs maris. Si elles sont animées d'un ferme sentiment du devoir et d'un patriotisme ardent, on peut être sûr du moral de la nation. Pendant la guerre mondiale, les femmes de France ont noblement payé de leur personne non seulement comme infirmières, mais encore en remplaçant bien souvent dans la conduite des affaires privées les hommes appelés sous les drapeaux. La guerre cependant était dure pour elles aussi. Que de chagrins et de deuils il leur a fallu supporter sans faiblir! Comme il est beau ce mot d'une mère dont les trois fils étaient aux armées. On lui demandait ce qu'elle avait éprouvé le jour de l'armistice : « J'ai dormi », répondit-elle simplement. Aurait-on pu mieux rendre tout ce que ce sommeil enfin tranquille représentait d'angoisses passées?

Si une guerre survenait, le danger aérien serait partout. Plus encore que de 1914 à 1918, il appartiendra pour une large part aux femmes de maintenir l'esprit national. Elles doivent s'y préparer dès le temps de paix, moralement d'abord comme les hommes, et aussi en s'instruisant de tout ce qu'il faut savoir pour diminuer les conséquences de ce danger.

L'ÉTAT

L'État n'a pas comme seuls moyens d'action les lois et la dispensation des ressources budgétaires. Il dispose aussi de récompenses et de faveurs. Si celles-ci, comme les avantages matériels, vont toujours à ceux qui servent le plus et le mieux, une précieuse émulation en résultera.

Pour que l'armée, garante de la sécurité du pays, soit forte,

il est essentiel qu'elle se sente entourée de la bienveillance des pouvoirs publics, de l'amour et du respect de la nation. La considération des pouvoirs publics pour l'armée se manifestera le plus clairement par la manière dont sont traités ses chefs. Compétents entre tous dans les questions intéressant la défense nationale, ils doivent être à même de faire connaître leurs avis, et de les défendre, disposer en ces matières d'une autorité effective, jouir dans la nation du rang auquel leur savoir, leurs services, leur désintéressement des biens et avantages matériels leur donnent droit. C'est la condition essentielle pour qu'ils soient animés d'une volonté ferme, sûrs de leurs droits au commandement sanctionnés par la prédominance de leurs avis dans toutes les questions intéressant l'armée.

Le général von Seeckt, dans ses *Pensées d'un soldat*, expose fort nettement le rôle respectif de l'homme d'État et du général en chef : « L'homme d'État, dit-il, quelle que soit la forme du gouvernement, est le chef politique de l'État près de qui aboutissent tous les fils de la vie de l'État. Quant au général en chef, il est l'organisateur, le chef et le maître de l'armée en temps de paix et en temps de guerre. Leur collaboration est indispensable. Que peux-tu ? que peuvent les autres ? demande le premier au second. Et le général en chef demande à son tour : Que veux-tu ? Que veulent les autres ? De cet échange de vues découle pour l'homme d'État la connaissance de la valeur qu'il doit attribuer dans son jeu au facteur militaire ; mais le général en chef, pour répondre, a besoin de collaborer avec tous les départements civils, et c'est à l'homme d'État d'organiser cette collaboration de tous les instants. Seule elle permettra au général d'établir ses plans de guerre selon les instructions de l'homme d'État. »

Il n'a pas exposé moins nettement les rapports de l'État et de l'armée. Après avoir montré que toutes les armées européennes ont un caractère purement national et que toutes les qualités d'un peuple se reflètent dans son armée, il déclare : « Les liens étroits qui en résultent avec toutes les classes de la population empêchent l'armée de devenir une caste... Elle ne doit pas devenir un État dans l'État ; elle doit, en le servant, se fondre avec lui et devenir son image la plus pure. Vis à vis de l'extérieur, l'armée assure l'existence de l'État en se tenant

prête à repousser toute agression ; elle est l'expression de sa volonté de se faire respecter ; elle donne du poids à la parole de l'État. Son rôle n'est pas moins grand à l'intérieur : elle y incarne la volonté de l'État, lui assure la puissance contre les tentatives subversives, elle assure l'ordre et la sécurité publique. » L'armée se subordonne entièrement à l'intérêt de l'État dont elle est la première servante. Mais « en échange, l'armée a le droit d'exiger que sa participation à la vie de l'État soit respectée. » Il ajoute : « En honorant l'armée, l'État s'honore lui-même, et l'autorité de l'État dépend du respect que l'on a pour elle. Si l'on doit exiger de l'armée qu'elle se montre digne de cette considération, on doit attendre de l'État qu'il assure à l'armée et à ses représentants la situation qui leur est due dans la vie publique, qu'il la protège contre toute attaque. »

Et il conclut : « Qu'est-ce que j'exige de l'armée? La loyauté envers l'État. Qu'est-ce que j'exige de l'État? L'amour de l'armée. A tous les partis je crie : Ne touchez pas à l'armée; l'armée sert l'État, rien que l'État. »

A ces principes, les vrais soldats, serviteurs de leurs patries respectives, peuvent s'associer pleinement.

Nous sommes les voisins du peuple allemand chez lequel ces doctrines du général von Seeckt sont hautement proclamées par les pouvoirs publics. Ceux-ci enseignent que tout intérêt particulier doit s'incliner devant celui de l'État, que tous les citoyens doivent maintenir leur entraînement physique, intellectuel et moral pour être aptes à servir sur tous les terrains, en paix comme en guerre. Ces doctrines de primauté de l'intérêt public sont professées avec non moins d'énergie en Italie, à côté d'une autre de nos frontières. Nous ne pouvons pas ne pas en tenir compte. La volonté patriotique de tous nos concitoyens doit être et se montrer, sans fracas ni rodomontades, aussi énergique. Il faut que le monde soit sûr que si notre patrie était menacée, l'Union sacrée, comme en 1914, régnerait dans tous les cœurs. C'est le seul moyen d'acquérir le respect des peuples forts. Ce respect de la France par les autres peuples est et restera le meilleur garant de la paix.

Général A. Niessel.

SCÈNES DE LA VIE CHINOISE

LA MÈRE

Mrs Pearl Buck est, à l'heure actuelle, la romancière qui connaît le mieux la Chine et les mœurs chinoises. Née en Chine, cette Américaine y a passé la plus grande partie de sa vie et a professé dans les universités, vêtue de la robe chinoise. « Il y a aujourd'hui, a écrit notre collaborateur M. Marc Chadourne, des légions de jeunes Célestes moins nourris de Chine, moins imbus des sucs de leur pays, moins au fait de leur civilisation et culture originelles, moins chinois en un mot, que cette fille de missionnaire, qui de sa vie n'a donné à son propre pays que quelques années de collège. » Les romans chinois de Mrs Pearl Buck ont remporté partout un énorme succès. La Mère, *dont nous commençons la publication, est une évocation de la vie des paysans chinois, dont nos lecteurs apprécieront hautement la saisissante réalité.*

Une famille de paysans chinois

Derrière le four de terre, dans la cuisine d'une petite ferme au toit de chaume, la mère, assise sur un tabouret de bambou, alimentait d'herbes le trou du foyer où le feu brûlait sous un chaudron de fer. La flamme venait de s'élever et la mère agitait tantôt une brindille tantôt une poignée de feuilles, puis enfournait de nouveau quelques herbes sèches coupées par elle, l'automne dernier, au flanc de la montagne.

Une vieille femme ratatinée s'était traînée dans un coin de la cuisine, le plus près possible du feu. Elle y demeurait enveloppée d'un épais manteau ouaté en cotonnade rouge vif,

dont les bords paraissaient sous sa veste bleue rapiécée. Elle était à demi aveugle. Une pénible maladie d'yeux avait presque scellé ses paupières ; mais elle voyait encore beaucoup de choses à travers les petites fentes demeurées ouvertes, et elle guettait l'éclat des flammes qui bondissaient et s'allumaient sous les doigts vigoureux et habiles de la mère. La vieille disait, avec un sifflement doux qui passait entre ses gencives affaissées et sans dents : « Fais attention lorsque tu garnis le feu. Nous n'avons que cette seule charretée, — ou bien est-ce deux ? — il faudra attendre longtemps avant que l'herbe soit bonne à couper, et me voilà comme je suis, sans doute incapable de jamais en ramasser un brin, une vieille bonne à rien, qui devrait mourir. »

Elle répétait ces derniers mots plusieurs fois par jour et attendait, chaque fois, la réponse que lui fit sa belle-fille : « Ne dites pas cela, vieille mère ! Que ferions-nous, si vous n'étiez pas là pour surveiller la porte, quand nous sommes aux champs, et empêcher les petits de tomber dans la mare ? »

La vieille femme toussa bruyamment et dit, d'une voix étouffée au milieu de sa quinte :

— C'est vrai, je suis encore capable de cela. Il est bon de rester près du seuil dans ces mauvais jours où on voit partout des voleurs et des bandits. S'ils approchaient, quels cris je pousserais, ma fille ! Il n'en était pas ainsi de mon temps, j'imagine. On laissait son sarcloir dehors toute la nuit et on le retrouvait à l'aube ; l'été, nous attachions notre bête au crochet, derrière la porte, et elle y était encore le lendemain matin...

La belle-fille, malgré son petit rire et son exclamation polie : « Vraiment, ma vieille mère », n'écoutait pas cet incessant bavardage. Tandis que la voix fêlée continuait à discourir, la jeune femme réfléchissait au combustible. Durerait-il jusque la fin des plantations du printemps, lorsqu'elle trouverait un moment pour prendre son couteau, couper de menues branches aux arbres et ramasser une broutille ou l'autre ? Cependant, à côté de l'aire qui servait de cour, derrière la porte, il restait encore deux meules de paille bien rondes sous leur toit d'argile tassée qui les protégeait de la pluie et de la neige. Mais la paille de riz a trop de valeur pour être brûlée par d'autres que des citadins. La jeune mère, ou

son homme, l'emporterait à la ville en grosses bottes attachées à une perche. En échange, ils gagneraient un bel argent. C'est seulement là-bas qu'on fait du feu dans les maisons avec une paille aussi précieuse.

Absorbée par sa tâche, elle continuait à ajouter de l'herbe petit à petit dans le four. La lueur du feu tombait sur son visage large et vigoureux, aux lèvres charnues, au teint bronzé par le vent et le soleil. Ses yeux noirs brillaient à la lumière; des yeux très limpides, enfoncés bien droit sous les sourcils. Ce visage n'était pas beau, mais il donnait une impression de bonté et aussi de passion. On songeait : voici une femme emportée qui doit être une épouse et une mère ardente, tout en témoignant de l'affection à la pauvre vieille femme qui habite avec elle.

Celle-ci bavardait toujours. Seule du matin au soir avec les enfants, puisque son fils et sa bru travaillaient la terre, elle se figurait, la nuit venue, avoir beaucoup à raconter à cette belle-fille qu'elle affectionnait. Des accès de toux, causés par la fumée du four, interrompaient seuls sa voix poussive.

La jeune femme, le visage tranquille et reposé, poursuivait sa tâche avec calme ; elle semblait ignorer les grognements du petit garçon et de sa sœur, ainsi que l'éternel caquetage. Elle songeait qu'elle s'était mise en retard. Il y a tant à faire au printemps dans les champs, et elle avait voulu finir de semer la dernière rangée de haricots! Il faut profiter des journées tièdes et des douces nuits humides et imprégnées de rosée. Cette nuit même, la vie commencerait à sourdre au cœur des grains secs. Elle était contente à la pensée que dans l'obscurité, au fond de la terre chaude et moite, le champ tout entier serait agité d'un frémissement mystérieux. L'homme travaillait encore; ses pieds nus pressaient le sol sur les sillons. Elle l'avait laissé, ramenée par la voix des enfants qui l'appelaient à travers les champs, et elle s'était hâtée de rentrer.

Les petits l'attendaient à la porte de la cuisine. Ils avaient faim et pleuraient. Le gamin criait sans arrêt d'une voix monotone, les yeux secs; la fillette pleurnichait et mordillait son poing. La vieille femme, après avoir cherché en vain à les consoler, les laissait faire et, assise, les écoutait avec sérénité. La mère, sans rien dire, se dirigea rapidement vers le

four. En chemin elle se baissa pour prendre une brassée de combustible. Ce geste suffit aux enfants. Le petit garçon se tut et la suivit en courant, avec toute la vigueur de ses cinq ans. Derrière lui sa sœur se dépêchait de son mieux, mais elle avait à peine trois ans.

Le souper bouillait dans le chaudron et des nuages de vapeur odorante soulevaient le couvercle de bois. Sous le chaudron, des flammes bondissaient contre le fer sans trouver d'issue, et s'échappaient au dehors, où elles se transformaient en épaisse fumée qui se répandait dans la pièce étroite. La mère se recula et écarta la fillette, mais l'âcre fumée environnait déjà l'enfant, qui se mit à crier, clignant des yeux et les frottant avec ses poings sales. La jeune femme, du geste prompt et décidé qui lui était habituel, souleva la petite et la déposa au dehors en disant :

— Reste là, ma fille. La fumée te fait mal et tu reviens toujours y fourrer ta tête.

Les yeux de l'enfant étaient toujours rouges et envenimés; cependant, lorsqu'on s'informait : « Votre fille n'a-t-elle pas les yeux malades ? » la mère répondait : « C'est parce qu'elle s'entête à les mettre dans la fumée brûlante, lorsque je fais flamber les herbes dans le four. »

Mais les pleurs de ses enfants la troublaient moins qu'autrefois. Elle était trop occupée; les naissances se succédaient si rapprochées ! Au début, elle ne pouvait entendre crier son premier-né. Il lui semblait alors qu'une mère doit toujours trouver le moyen d'apaiser son enfant, et elle interrompait n'importe quel travail pour lui donner le sein. Son mari se fâchait de ces interruptions trop fréquentes : « Vas-tu donc continuer à me mettre toute la besogne sur le dos? Pendant vingt ans il faudra que je supporte de te voir allaiter un enfant après l'autre ? Tu n'es pas la femme d'un riche pour te permettre de simplement porter et nourrir, en te payant des journaliers ! »

Au bout de quelques minutes d'ébullition, la fumée se mélangea d'une bonne odeur de riz. La jeune femme prit le bol de l'aïeule et le remplit jusqu'au bord ; l'ayant posé sur la table de la grande pièce où ils vivaient tous, elle y conduisit sa belle-mère, sans prendre garde à son radotage. La vieille

s'assit et prit le bol entre ses deux mains glacées et sèches. Silencieuse, elle se mit soudain à trembler de convoitise, si bien que la salive coulait aux coins de sa bouche ridée, et elle geignait :

— Où est la cuiller?... je ne trouve pas ma cuiller.

La mère mit la cuiller de porcelaine dans la main tâtonnante et sortit chercher deux petites paires de baguettes de bambou et deux bols qu'elle remplit à leur tour ; elle porta le premier à la fillette qui continuait à pleurer et à se frotter les yeux, assise dans la poussière sur le sol de l'aire. Entre ses larmes et ses doigts sales, son visage était couvert de boue. Sa mère la releva et lui essuya un peu la figure de sa main rèche et brune; ensuite, elle prit le bord de la veste rapiécée de l'enfant, elle lui nettoya bien doucement les yeux, car ils étaient injectés de sang, très sensibles et le bord des paupières, à vif, se repliait en dehors : aussi, lorsque la petite détourna la tête en gémissant, avec un mouvement de douleur, la mère se laissa-t-elle aller à la pitié, troublée par cette souffrance. Elle mit le bol sur la table de bois brut, devant la maison, et dit de sa bonne grosse voix :

— Viens, mange!

La fillette s'avança d'un pas incertain et se cramponna à la table, ses yeux, bordés de rouge, à demi fermés pour les protéger de l'or du couchant ; puis elle tendit les mains vers le bol. La mère lui cria :

— Prends garde... c'est chaud.

La mère se sentait trop lasse pour avoir faim ; elle poussa un gros soupir, apporta son escabeau de bambou et se reposa devant la porte. Elle respira fortement, repoussa des deux mains ses cheveux rudes roussis par le soleil et regarda autour d'elle. Les montagnes basses qui environnaient leurs terres de toutes parts, noircissaient le ciel jaune pâle ; au creux de la vallée, dans le petit hameau, les feux du souper s'allumaient et leur fumée s'élevait lentement à travers l'air calme. La mère se sentait satisfaite. Elle songea tout à coup, qu'aucune des six ou sept maisons qui composaient le village ne contenait des enfants mieux soignés que les siens. Certaines femmes étaient plus riches; celle de l'aubergiste avait sans doute un petit pécule, car elle portait deux bagues d'argent et des boucles d'oreilles semblables aux bijoux dont la mère rêvait quand elle

était jeune fille et qu'elle n'avait jamais eus. Mieux valait cependant voir la monnaie se changer en bonne chair sur ses enfants. Ceux de l'aubergiste, prétendaient les mauvaises langues, étaient nourris des restes de viande que les clients laissaient dans les bols. La mère, elle, servait aux siens le pur riz de leurs terres, et sauf ce mal aux yeux de la petite, ils étaient sains, bien bâtis, et se portaient parfaitement. On eût donné sept ou huit ans à l'aîné. Tous ses enfants étaient robustes et si le dernier, né trop tôt, avait vécu après son premier souffle, il serait devenu un beau petit qui s'essaierait bientôt à marcher.

Elle soupira de nouveau. Enfin le prochain naîtrait dans un mois ou deux ; elle avait donc de quoi s'occuper. Cependant elle était heureuse.

Dans le crépuscule soudain elle aperçut son mari qui longeait le sentier en boutonnant sa veste, son sarcloir sur l'épaule, un bras levé autour du manche. Il marchait de son pas léger, souple comme un jeune chat, et soudain il se mit à chanter. C'était son plaisir; il avait une voix haute, chevrotante et limpide et connaissait beaucoup de chansons; aussi les jours de fête, à la maison de thé, les lui réclamait-on pour distraire le public. A mesure qu'il approchait, il baissait le ton, murmurait à peine les paroles adaptées à un rythme rapide, mais ce fredonnement restait sur un diapason élevé et conservait la note émouvante, un peu tremblotante. Il déposa son sarcloir contre le mur, ce qui réveilla la vieille assoupie par la digestion, et elle reprit son bavardage où elle l'avait laissé.

L'homme, avec un rire léger, entra chez lui et on entendit sa voix bien timbrée répondre :

— Mais oui, ma vieille mère, bien sûr que je trouve cela bon!

Au dehors, la petite fille, ayant fini de manger, restait inerte et rassasiée. Une fois le soleil disparu, elle se hasardait à ouvrir les yeux, et regardait plus aisément autour d'elle, sans se plaindre. La mère revenait de la cuisine ; elle apportait à son mari un grand bol de faïence rustique bleu et blanc, rempli jusqu'au bord; ils possédaient quelques poules et elle avait cassé un œuf sur le riz fumant.

Le travailleur avait grand faim ; il dévorait et réclama une

seconde portion, frappant son bol vide sur la table pour activer sa femme. Elle se servit en même temps, mais ne resta pas à côté de lui; elle emporta son souper au dehors, et, assise sur son escabeau, elle mangea lentement, avec la jouissance d'un être sain. De temps à autre elle se levait, prenait un peu de chou sur la part de son mari, puis elle se rasseyait et regardait le ciel rouge sombre entre les deux montagnes. Les enfants s'approchèrent; appuyés contre elle, ils ouvraient la bouche et avec ses baguettes elle leur mettait entre les lèvres une pincée de riz qui leur paraissait bien meilleur, malgré l'apaisement de leur faim, que celui qu'ils venaient de manger. Le chien jaune lui-même s'avançait, confiant. Après s'être couché plein d'espoir sous la table du maître, chassé par un coup de pied, il avait rampé au dehors, et vint adroitement happer les bribes que lui lançait la mère.

Par trois fois elle dut remplir le bol de son mari. Lorsqu'il eut mangé tout son saoul et grommelé de satisfaction, elle versa de l'eau bouillante à la place du riz. Il but debout devant la porte, bruyamment, par petites lampées. Lorsqu'il eut fini, il laissa sa femme prendre le bol vide et resta un instant à contempler le pays que la nuit recouvrait. Il y avait dans le ciel une nouvelle lune de printemps mince et cristalline parmi les étoiles. Il la considéra fixement et se mit à chanter une douce complainte enveloppante.

Quelques hommes sortaient des rares maisons du hameau: les uns s'interpellaient à propos d'une partie commencée à l'auberge, les autres bâillaient ou demeuraient bouche bée sur le seuil de leurs portes. Le jeune mari interrompit subitement sa chanson et lança un regard aigu le long de la rue. Pendant que tous se reposaient, un seul homme, son cousin, continuait à travailler. Assis à sa porte, la tête penchée, il resterait jusqu'à la nuit à tresser un panier avec des tiges de saule. Oui, il y avait des gens comme cela; quant à lui... une petite partie... Il se retourna pour parler à sa femme; mais, rencontrant son regard hostile, il se sentit deviné et la maudit en silence. Quand on a travaillé tout le jour, on peut bien se divertir un peu le soir venu. Fallait-il s'user la vie? Mais il supportait mal la vue de cet œil courroucé. Il se secoua avec brusquerie et observa :

— Après une journée pareille... c'est bon, je vais me

coucher, je suis trop fatigué pour faire la partie ce soir!

Il rentra, se jeta sur son lit, bâilla et s'étira.

Lorsqu'elle entendit sa respiration, la mère se leva, suivie des enfants accrochés à sa veste. Elle rinça les bols avec un peu d'eau froide, prise à la cruche de la cuisine, et les posa dans l'anfractuosité du mur de terre; puis elle contourna la maison et, à la faible clarté de la lune, trempa un seau de bois dans le puits peu profond et remplit la cruche. Ensuite elle délia le buffle attaché à un des saules qui poussaient dégingandés, sur le sol de l'aire et le nourrit de paille et de pois noircis. Lorsque la bête eut mangé, elle la mena à l'intérieur de la maison, et l'attacha à un des montants du lit sur lequel l'homme dormait. Les volailles étaient déjà juchées pardessous; somnolentes, elles caquetèrent un peu au bruit, puis se turent.

Une dernière fois la mère sortit et appela. Du fond de l'obscurité grandissante un grognement répondit. Le cochon avait été nourri à midi; cela suffisait et la jeune femme se contenta de le faire rentrer à son tour en le poussant en avant. Seul le chien jaune restait au dehors, couché sur le seuil de la porte.

Les enfants avaient suivi de leur mieux, bien que leur mère ne fît aucune attention à eux. A présent ils se cramponnaient en pleurnichant à ses pantalons. Elle se baissa, prit la plus jeune dans ses bras, et tenant l'aîné par la main elle barricada l'entrée, puis elle les étendit sur le lit, près de leur père. Doucement elle retira leurs vêtements de dessus, puis les siens, se glissa entre son mari et ses enfants et s'allongea, étalant le couvre-pied sur eux tous. Elle restait étendue, tranquille, son corps vigoureux plein d'une saine lassitude. Couchée dans le noir, elle n'était plus que tendresse. Malgré ses impatiences, ses courtes colères durant la journée, sa bonté seule subsistait la nuit venue : passionnément tendre pour l'homme, tendre envers ses petits abandonnés au sommeil, tendre aussi avec la vieille femme, — n'hésitant pas à se lever la nuit, si elle toussait, et à lui porter un peu d'eau douce, — et tendre même lorsqu'elle rassurait les bêtes agitées, effrayées par leurs propres mouvements. Elle les apaisait de sa bonne voix rude :

— Restez tranquilles, dormez, le jour est loin encore.

Bientôt tous furent plongés dans un profond et lourd sommeil, dont ne les tirerait même pas l'aboiement du chien; cela faisait partie des bruits de la nuit. La mère seule s'éveillerait pour écouter, puis, si elle jugeait inutile de se déranger, elle se rendormirait aussi.

Départ pour le travail

Les jours ne se ressemblent-ils pas tous, sous le ciel, pour une mère? Le matin elle était éveillée et se levait avant l'aube, tandis que les autres continuaient à dormir. Elle ouvrait la porte aux volailles et au cochon, conduisait le buffle dans la cour devant la maison. Puis elle allumait le feu, faisait bouillir l'eau que son mari et sa belle-mère boiraient à leur réveil, et en mettait à part, au fond d'une écuelle de bois, pour la refroidir un peu avant de laver les yeux de la petite.

Chaque matin les paupières de l'enfant étaient solidement collées, et elle n'y voyait pas avant qu'on ne les eût nettoyées. Au début, la mère avait partagé l'effroi de la fillette, mais la vieille grand-mère répétait de sa voix pointue :

— J'étais toute pareille à son âge, et je n'en suis pas morte!

Elles s'y habituaient à présent, car elles savaient que cela ne signifiait rien : une chose qui arrive aux enfants sans qu'ils en meurent! La mère venait à peine de verser l'eau que les enfants parurent. Le petit garçon tenait sa sœur par la main; ils s'étaient faufilés hors du lit de peur de réveiller leur père, redoutant sa fureur, car, malgré ses manières joviales quand il était d'humeur gaie, l'homme se mettait en colère et frappait si on lui écourtait son sommeil. Les deux petits, debout dans l'ouverture de la porte, ne disaient rien; l'aîné clignait des yeux endormis et dévisageait sa mère en bâillant, mais la fillette, patiente, attendait les paupières closes.

La jeune femme s'avança rapidement, prit un torchon gris, accroché à une cheville de bois enfoncée dans le mur, mouilla le coin du linge et le passa lentement sur les yeux malades. L'enfant gémissait sans bruit; elle contenait ses plaintes et sa mère se disait, comme chaque matin :

— Il faut que je m'occupe de ce baume un jour ou l'autre. Si j'y songe, lorsqu'il vendra la prochaine botte de paille de riz, je lui demanderai d'aller à une boutique de pharmacie,

— il y en a une près de la porte de la ville, à droite, au bas d'une petite rue...

Tandis qu'elle réfléchissait à cela, l'homme parut devant elle. Il serrait ses vêtements contre lui, bâillait très fort, et se grattait la tête. Elle poursuivit tout haut ses pensées :

— Lorsque tu vendras la paille de riz qui nous reste, passe donc à la boutique près de le porte d'Eau, tu rapporteras un baume ou une drogue quelconque pour des maux d'yeux de ce genre.

L'homme était encore aigri de sommeil ; il répondit, maussade :

— Pourquoi donnerions-nous notre pauvre argent à cause d'un mal dont elle ne mourra jamais? J'en souffrais aussi quand j'étais petit, et mon père n'a rien dépensé pour me soulager, moi, son seul fils vivant.

La mère comprit que le moment était mal choisi pour parler de cela ; elle versa l'eau dans le bol de l'homme, mais vexée à son tour, elle se contenta de le poser sur la table au lieu de le lui offrir. Il aurait la peine d'aller le chercher. Cependant elle ne fit aucune remarque et écarta ce sujet de son esprit. Beaucoup d'enfants sont affligés de maux d'yeux et cela passe avec l'âge. C'était le cas pour son mari. On remarquait encore les cicatrices des paupières en le regardant en face. Cela ne l'empêchait nullement d'y voir, s'il ne s'agissait pas de choses délicates. C'était moins important que pour un savant, obligé de gagner sa vie penché sur des livres.

Soudain, le soleil bondit au-dessus de la montagne à l'est. La lumière se répandit sur le pays en larges rayons brillants; ils frappèrent les yeux de l'enfant, l'obligeant à les fermer bien vite. Autrefois elle eût crié, maintenant elle se contentait de respirer très fort, comme une grande personne, sans bouger, ses paupières rouges serrées l'une contre l'autre. Elle ne remua que lorsqu'elle sentit que sa mère approchait d'elle son bol de nourriture.

Il est vrai que tous les jours se ressemblaient pour la mère, mais elle n'en ressentait aucun ennui, satisfaite de leur roulement. Si on l'avait questionnée sur ce point, elle eût ouvert tout grands ses yeux noirs si vifs, et répondu : « Mais le paysage change des semailles à la moisson; puis viennent les récoltes sur nos terres, le fermage de celles que nous

louons à payer en grains au propriétaire, les congés des fêtes et du nouvel an; les enfants eux-mêmes se transforment et grandissent, d'autres naissent. Je ne vois que des changements qui, je vous le promets, me forceront à travailler de l'aube à la nuit! »

Ses rares loisirs étaient occupés par les femmes du hameau: celle-ci allait accoucher, cette autre pleurait son enfant mort, ou bien il s'agissait d'apprendre une nouvelle façon de broder une fleur sur un soulier et de tailler une veste. Certains jours aussi, le couple allait vendre des grains ou des choux en ville, et on y voyait beaucoup de curiosités qui donnent à réfléchir lorsqu'on a le temps d'y songer. Mais la mère était de celles qui se contentent de vivre auprès de leur mari et de leurs enfants, sans penser à autre chose. Se lever à l'aube, nourrir sa maisonnée, soigner les animaux, ensemencer la terre et récolter ses fruits, puiser l'eau à boire et ramasser, des journées entières, l'herbe sauvage sur la montagne, tandis qu'on est baigné de soleil et balayé par le vent, cela lui suffisait. Elle savourait sa vie : enfanter, travailler la terre, manger, boire et dormir, balayer et mettre un peu d'ordre dans sa maison, s'entendre louer par les autres femmes pour son adresse au travail, ses talents de couture, et même se quereller avec son mari, ce qui aiguisait leur amour, autant de jouissances pour elle; c'est pourquoi, chaque matin, elle se réveillait avec entrain.

Ce jour-là, l'homme après avoir mangé poussa un soupir, prit son sarcloir et se dirigea vers les champs d'un pas indécis, comme toujours lorsqu'il allait dans cette direction. Munie de son propre sarcloir, elle partit à son tour, s'arrêtant une ou deux fois pour regarder en arrière. Elle sourit, car la voix menue de la vieille lui parvenait, portée faiblement par la brise.

Querelles de ménage

Lorsque les haricots qu'elle avait semés dans le champ fleurirent, chargeant la brise de parfums, et que la vallée fut jaune du colza, dont les graines lui fourniraient de l'huile, la mère donna naissance à son quatrième enfant. Il n'y avait pas de sage-femme au hameau, comme il s'en trouve en ville, ou

même dans des villages plus importants, mais les mères s'aidaient entre elles, leur heure venue.

Au moment critique, elle appelait sa cousine qui à son tour lui demandait le même service. C'était une aimable et excellente femme avec une figure ronde et brune, et des narines noires qui se retroussaient au-dessus d'une large bouche rouge.

Pour l'homme, la venue de ces enfants que sa femme chérissait ne représentait pas une chose nouvelle, car l'un ressemblait à l'autre. Il fallait les vêtir, les nourrir; plus tard, on les marierait; puis d'autres enfants naîtraient. Ce serait toujours pareil; un jour ressemblait à la veille, et il n'y avait aucune variété à espérer.

Il était né lui aussi dans ce hameau et, en dehors de ses courses à la petite ville, au bord de l'eau, derrière le flanc de la montagne, il n'avait pas vu surgir le moindre événement pendant toute sa vie. Quand il se levait le matin, le même cercle de montagnes basses apparaissait devant lui contre un ciel uniforme; il travaillait toute la journée, et à son retour, le soir, ces montagnes étaient encore là, contre le ciel. Il entrait dans la maison où il était né, il dormait sur le lit où tout jeune il couchait auprès de ses parents; jusqu'à ce que, par décence, un grabat lui eût été dressé qui servait aujourd'hui à sa vieille mère, tandis qu'il reprenait le grand lit avec sa femme et ses enfants. Et c'était le même lit et la même maison. A l'intérieur non plus, rien n'était changé. On avait simplement ajouté quelques petites choses achetées au moment du mariage : une théière, des bougeoirs; le couvrepied était fraîchement recouvert de bleu et un dieu tout neuf, en papier, pendait au mur. C'était le dieu des richesses; on en avait fait un bonhomme joyeux avec des robes rouges, bleues et jaunes, mais il ne leur avait jamais apporté d'argent. Le jeune mari le regardait souvent et maudissait dans son cœur ce dieu qui continuait à considérer si joyeusement, du haut de son mur de terre, la pauvre chambre toujours aussi misérable que par le passé.

Quelquefois l'homme allait en ville, un jour férié; ou, s'il pleuvait, faisait une partie à l'auberge, en compagnie de quelques désœuvrés; mais quand il rentrait et se retrouvait en face de cette femme qui mettait au monde des êtres qu'il

devait nourrir par son travail, un effroi lui venait à l'idée que, tant qu'il vivrait, il ne pourrait s'attendre à autre chose : se lever le matin, aller dans ces champs dont la plus grande partie appartenait à un propriétaire qui, lui, jouissait de la vie en ville au loin ; puis, la journée passée sur ces terres louées, — comme le faisait son père avant lui, — revenir manger la même nourriture grossière, sans oser toucher aux meilleurs produits, réservés pour la vente à des gens plus fortunés et s'endormir pour recommencer le lendemain. Les récoltes ne lui appartenaient pas entièrement ; il fallait en prélever une partie pour le propriétaire et une autre aussi pour payer son agent. La pensée de cet agent était insupportable au jeune homme, car il représentait le citadin qu'il eût tant désiré être : vêtu de soie douce, la peau pâle, blonde, avec ce quelque chose d'onctueux qui révèle l'habitant des villes, occupé à une tâche légère et bien nourri.

Les jours où il se sentait accablé de pensées de ce genre, il se montrait d'humeur revêche, et ne parlait à sa femme que pour maugréer contre un retard quelconque. Elle se mettait vite en colère, et il éprouvait un bizarre et malin plaisir quand une grosse querelle éclatait entre eux : cela le soulageait. Pourtant elle avait le dessus en général, car, à moins qu'elle ne se fâchât contre un enfant, elle était plus obstinée que lui. Il n'avait pas sa ténacité, même dans la rancune ; il s'en fatiguait et se lançait sur autre chose. Mais c'est surtout quand il frappait l'un des petits ou se fâchait lorsqu'ils pleuraient, qu'elle devenait violente. Incapable de supporter cela, furieuse, elle se dressait contre lui pour protéger l'enfant à qui elle donnait toujours raison. Et rien n'irritait autant le père que de se voir mettre au second rang ou de se le figurer.

Dans cet état d'esprit, il comptait pour rien les quelques bons petits congés qu'il s'accordait ; les fêtes, et les longs jours d'hiver pendant lesquels il ne faisait que dormir et jouer. Il avait beaucoup de chance au jeu et il rapportait plus, toujours plus qu'il ne prenait. C'eût été un moyen facile de subsistance, à condition de vivre seul et de n'avoir à songer qu'à lui-même. Il aimait le hasard du jeu, l'excitation, la gaieté ; il lui plaisait de voir les hommes se rassembler derrière lui pour admirer sa veine. Vraiment la chance coulait de ses doigts agiles, que ni la charrue ni la houe n'avaient encore raidis, car il était

jeune, et à vingt-huit ans n'avait jamais travaillé plus qu'il ne le fallait.

La mère ignorait ce qui se passait dans l'âme du père de ses enfants. Elle savait qu'il affectionnait le jeu, mais où était le mal, puisqu'il ne perdait pas? Elle était fière en vérité, quand elle entendait les autres femmes se plaindre de leurs maris qui gaspillaient, sur cette table d'auberge, les maigres gains de la terre ; elle, du moins, n'avait pas à en faire autant, et elle sourit complaisamment lorsqu'une voisine lui cria : « Si mon pauvre misérable ressemblait seulement à votre joli mari, qui attire tout l'argent de la table de jeu, avec ses mains de fée! Vous avez de la chance, maîtresse! » Aussi elle ne reprochait pas à l'homme de jouer, à moins qu'ayant une querelle à vider, elle ne cherchât une excuse.

Et elle ne le blâmait pas davantage d'être moins assidu qu'elle aux travaux des champs, heure après heure. Elles savait bien, même quand elle le tançait vertement en paroles, que les hommes ne peuvent jamais travailler autant que les femmes, et qu'ils conservent toute leur vie leur cœur d'enfant; aussi elle avait pris l'habitude de se tenir à l'ouvrage pendant qu'il jetait son sarcloir et s'étendait pour dormir, une heure ou deux, sur l'herbe du sentier qui séparait un champ de l'autre. Et si elle récriminait, par manière de parler, car au fond elle l'aimait bien, il répondait :

— Oui, j'ai le droit de dormir. J'ai assez travaillé pour me nourrir moi-même.

Parfois, cependant, la fureur montait en elle si fort qu'elle ne s'exprimait plus par ses gronderies ordinaires. Une ou deux fois par saison, quelque querelle, prise trop à cœur, donnait à ses paroles une amertume inaccoutumée. S'il arrivait à l'homme d'acheter de stupides colifichets, au marché, avec l'argent des choux qu'il venait de vendre, ou de s'enivrer un jour ordinaire, elle s'emportait au point d'oublier à peu près l'amour qu'elle lui gardait ; sa colère était si profonde, si bien ancrée, qu'elle couvait en elle, et ne se déchaînait qu'au bout de quelques heures, quand l'homme, qui n'aimait pas à se souvenir des choses désagréables, avait oublié son méfait. Mais elle était incapable de se maîtriser lorsqu'un de ces accès de fureur la prenait. Il devait éclater.

La bague d'or

C'est ainsi qu'un jour d'automne il rentra chez lui, le doigt orné d'une bague qu'il prétendait être en or. Lorsque sa femme le vit, elle fut hors d'elle-même, et s'écria la voix altérée, violente :

— Toi, tu refuses de prendre ta part de notre mutuelle amertume dans la vie ! Il faut que tu ailles dépenser notre maigre avoir pour mettre une stupide bague à ton petit doigt! As-tu jamais entendu parler d'un bon et honnête homme qui, pauvre, porte une bague? Un riche peut se le permettre sans que personne ne vienne le critiquer. Mais si c'est un pauvre, cela n'a pas bonne mine! De l'or! Achète-t-on une bague d'or avec de la monnaie de cuivre ?

De l'air révolté qu'eût pris un enfant, ses lèvres rouges faisant la moue, il cria à son tour :

— Je te dis que c'est de l'or ! La bague a été volée dans une maison de riche. L'homme qui me l'a vendue me l'a dit. Il la cachait sous sa veste et me l'a montrée en secret; quand je passais dans la rue, il me l'a laissé voir.

Mais elle le railla :

— Oui, et lui a vu un bêta de paysan facile à berner. Même si c'est de l'or, qu'arrivera-t-il si tu portes cette bague en ville ? on te prendra, on te jettera en prison comme voleur, et que ferons-nous pour te racheter ou même te nourrir pendant que tu seras enfermé ? Passe-la moi, que je voie si c'est de l'or ?

Il refusa de lui donner son colifichet. Il se secoua, maussade, avec un geste d'enfant, et subitement elle le prit en grippe. Elle sauta sur lui, égratigna sa jolie figure douce et le battit si énergiquement qu'il en demeura frappé de stupeur et qu'arrachant la bague de son doigt, il cria avec un mélange de dédain et d'effroi :

— Prends-la, je sais bien que tu es en colère parce que je l'ai achetée pour mon doigt et pas pour le tien !

Ces paroles l'irritèrent encore davantage, car elle s'aperçut avec stupéfaction, qu'il disait vrai ; elle avait beau ne pas le montrer, elle souffrait de ne jamais recevoir de lui le moindre de ces bijoux que certains maris offrent à leurs femmes, et que

l'on peut suspendre à ses oreilles ou porter à son doigt. Ce regret l'avait assaillie de nouveau à la vue de la bague d'or. Elle regarda l'homme fixement, et il répéta d'une voix brisée d'attendrissement sur lui-même et sur la dureté de sa propre existence :

— Tu me reproches le plus petit agrément ; tout ce que nous avons doit passer à ces mômes que tu enfantes !

Il se mit à verser de vraies larmes, se jeta sur son lit et pleura assez fort pour qu'elle l'entendît. La vieille, qui avait été témoin de la querelle, eut peur ; elle se dépêcha autant qu'elle le put d'aller vers lui et le dorlota ; dans sa crainte de le voir malade, elle lançait des regards hostiles à sa belle-fille qu'elle affectionnait d'ordinaire. Les enfants pleuraient avec leur père.

La jeune femme n'était pas encore calmée. Elle ramassa la bague dans la poussière où il l'avait lancée et la mit entre ses dents. Elle la mordit pour se rendre compte si elle était en or comme il le prétendait. En ce cas, on pourrait la revendre et faire une excellente affaire. On donne parfois à bon compte les biens volés, mais rarement à de pareilles conditions, à moins que l'homme n'ait menti par crainte de sa femme. Le métal ne céda pas entre les fortes dents blanches, il résistait et elle s'écria, furieuse de nouveau :

— Si c'était de l'or, je le sentirais plus flexible que cela sous mes dents, ce n'est que du cuivre !

Elle le grignota un moment, puis cracha un peu du précieux métal jaune.

— Voyez donc, la bague a été à peine trempée dans l'or !

La mère ne pouvait supporter l'idée que son mari se fût laissé exploiter d'une façon si puérile, et elle le quitta pour aller aux champs ; le cœur trop endurci pour prêter attention aux sanglots des enfants, ou à la voix tremblante et anxieuse de l'aïeule qui disait :

— Quand j'étais jeune, je laissais mon homme se contenter ; une femme doit permettre à son mari de jouir d'une petite chose...

Mais la mère ne voulut rien écouter qui pût la rasséréner.

Toutefois, lorsqu'elle eut travaillé la terre un moment, la douce brise d'automne souffla dans son cœur agité et le rafraîchit à son insu. Les feuilles qui tombaient, le flanc brun

des montagnes, dépouillé de la verdure de l'été, le ciel gris et le cri lointain des oies sauvages volant vers le sud, le pays paisible, toute la tranquille mélancolie de l'année finissante pénétrèrent son âme sans qu'elle s'en doutât et la rendirent de nouveau bonne. Et pendant que sa main éparpillait le blé d'hiver dans la terre molle et bien cultivée, elle redevint sereine et se souvint qu'elle aimait cet homme, dont le visage rieur lui apparut et l'émut. Saisie de remords, elle se dit : « Je vais lui faire un plat délicat pour son repas de midi. Après tout, j'ai pris cette légère dépense trop à cœur ! »

Elle se hâtait, désireuse de rentrer chez elle, de cuisiner ce plat et de prouver à l'homme combien elle était changée. Mais à son retour elle le trouva encore couché sur le lit, vexé, la figure tournée contre le mur, et obstiné dans son mutisme. Elle lui prépara son mets de prédilection, agrémenté de crevettes qu'elle pêcha dans la mare, puis elle l'appela. Il refusa de se lever et de manger. D'une petite voix de malade, il déclara :

— Je ne peux rien avaler, tes malédictions m'ont brisé l'âme !

Elle n'insista pas, mit le bol de côté, et continua son travail en silence, les dents serrées. Comme sa colère se ravivait, elle ne joignit pas ses instances à celles de la vieille femme qui suppliait son fils de prendre un peu de nourriture ; et elle sortit.

Cependant, le soir venu, lorsqu'étendue près de son mari, dans l'obscurité, les enfants vinrent se pelotonner contre elle, sa colère tomba net. Elle comprit qu'il n'était, lui aussi, qu'un enfant qui dépendait d'elle, comme le reste de la maisonnée, et, au matin, elle se leva douce et tranquille. Après avoir nourri tout le monde, elle alla le trouver, l'encouragea à se lever et à manger. En la voyant ainsi, il se décida à sortir de son lit, lentement, comme un convalescent, et à goûter un peu du plat qu'elle lui avait préparé la veille. Il finit par le consommer en entier, car il l'aimait particulièrement.

Mais il refusa de travailler ce jour-là. Quand sa femme se prépara à partir, il s'assit sur un siège au soleil, dans l'embrasure de la porte, secoua faiblement la tête et déclara :

— Je sens un point frêle en moi, une douleur qui palpite à l'entrée de mon cœur, et je veux me reposer aujourd'hui.

La mère, regrettant de lui avoir fait des reproches assez

violents pour le mettre dans cet état, lui dit pour le calmer : « Repose-toi donc ! » et alla son chemin.

Les attraits de la ville

Mais, après son départ, il s'agita, las du constant bavardage de la vieille aïeule. La vieille femme devenait joyeuse à la pensée que son fils serait là tout le jour, et qu'elle pourrait lui parler; mais lui, trouvait très morne de rester assis à l'écouter et à regarder jouer les enfants. Il se leva donc, marmotta qu'il se sentirait mieux avec un peu de thé chaud dans l'estomac, et descendit la petite rue jusqu'à l'auberge tenue par son cousin au cinquième degré. Il y rencontrerait d'autres hommes buvant leur thé et causant ; sous un auvent de toile, dans la rue, des tables étaient dressées, devant lesquelles des voyageurs s'arrêteraient peut-être en passant ; on entendrait alors d'étranges récits à propos d'une chose ou l'autre, ou bien, un conteur viendrait narrer ses histoires. Vraiment, l'auberge était un lieu gai et bruyant.

L'homme, irrité de la vie qu'il menait, croyait ne pas pouvoir supporter éternellement cette absence de nouveauté, cette roue des jours, année par année, jusqu'à la vieillesse et à la mort. Cela lui paraissait encore plus difficile après avoir écouté les quelques voyageurs qui passaient devant l'auberge, au bord de la route, parler des choses étonnantes et merveilleuses qui se trouvent au delà du cercle des montagnes et à l'embouchure du fleuve qui coule à leurs pieds. Là, disaient-ils, la rivière rencontre la mer et il y a une immense cité remplie de gens de diverses teintes de peau, où l'on gagne aisément de l'argent, sans beaucoup travailler. Cette ville est pleine de maisons de jeu, et dans chacune d'elles on voit de ravissantes chanteuses ; des filles dont les hommes de ce hameau ne peuvent se faire aucune idée, et qu'ils ne contempleront jamais. Il y a des choses extraordinaires là-bas : des rues lisses comme une aire, des charrettes de plusieurs modèles, des maisons aussi hautes que des montagnes, et des magasins avec des devantures pleines de marchandises qui viennent du monde entier, amenées par bateaux, à travers les mers. Un homme peut passer son existence à contempler ces vitrines sans se lasser. On se procure aussi en ville d'excellente nour-

riture à profusion ; des poissons, et tous les produits de la mer. Ensuite, une fois rassasié, on a les vastes lieux de spectacles, où l'on peut voir le cinéma, et assister à des pièces de théâtre de différents genres ; les unes comiques à faire éclater votre ventre à force de rire, les autres étranges, tragiques, ou bien amusantes et grivoises. Le plus extraordinaire, c'est qu'il fait aussi clair la nuit que le jour dans cette grande cité, grâce à une sorte de lampe qu'ils ont et qui n'est pas garnie avec des mains, ni allumée à une flamme, mais à une pure lumière prise au ciel.

L'homme, de temps à autre, faisait une partie avec l'un de ces voyageurs qui, chaque fois, s'étonnait de rencontrer un joueur aussi habile dans un petit hameau de campagne. « Mon bon garçon, lui disaient-ils, vous avez la veine d'un citadin ; je vous jure que vous êtes capable de jouer dans n'importe laquelle de nos maisons de plaisir. »

Le jeune mari souriait à ces paroles, puis il demandait : « Croyez-vous, en vérité, que cela me serait possible ? » ; et il se répétait en lui-même avec un mélange de mépris et de désir de changement : « C'est exact que personne dans ce petit coin mort n'ose plus se mesurer avec moi, et que, même en ville, je tiens le coup contre qui que ce soit ! »

Quand il songeait à cela, il souhaitait plus ardemment que jamais quitter cette existence, ce travail des champs, qu'il détestait ; souvent il marmottait, tandis que son sarcloir se levait et s'abaissait à regret sur les mottes de terre : « Me voilà ici, jeune, joli garçon, de la chance plein les doigts et pris comme un poisson dans un puits. Je ne vois que ce rond de ciel au-dessus de ma tête, — le même, qu'il pleuve ou qu'il fasse beau, — et dans ma maison, je retrouve la même femme et un enfant qui suit l'autre, tous pleurant, braillant et demandant à manger. Pourquoi userais-je mon bon corps jusqu'à l'os pour les nourrir, sans jamais pouvoir jouir de la moindre distraction dans la vie ? »

Le colporteur et la robe bleue

Au début de l'été, après que la mère eut donné naissance à son quatrième enfant, survint la plus mauvaise querelle qui eût jamais éclaté entre le mari et la femme. C'était, au

sixième mois de l'année, un de ces jours à inspirer des visions de bonheur nouveau ; l'homme avait rêvassé toute la matinée. L'air était si plein de langueur et de douce chaleur ; les feuilles et l'herbe se teintaient d'un vert si tendre, et le ciel luisait d'un bleu si profond, qu'il avait peine à travailler. Dormir lui semblait également impossible, car la grande chaleur n'était pas encore venue, et la vie palpitait autour de lui. Les oiseaux eux-mêmes chantaient et gazouillaient sans arrêt, et une brise excitante, parfumée, descendait des sommets, chargée de l'odeur des lys jaunes qui fleurissaient sur la montagne, ou de celle des glycines sauvages qui y suspendaient leurs guirlandes pourprées. Le vent chassait dans le ciel les grandes vagues de nuages d'un blanc de neige, qui flottaient à travers l'étendue lumineuse et donnaient aux monts et à la vallée un extraordinaire relief de vive clarté et d'ombre intense. Le paysage était tantôt limpide, tantôt sombre, et il n'y avait de repos nulle part. C'était un jour trop joyeux pour permettre de travailler et troublant pour un cœur d'homme.

A la fin de cette belle matinée, un colporteur traversa le pays, l'épaule chargée d'une pile d'étoffes de toutes couleurs et de toutes nuances. Il allait, répétant :

— Étoffes, belles étoffes à vendre !

Il passa devant la maison où l'homme et la femme, la vieille grand mère et les petits enfants prenaient leur repas de midi, assis à l'ombre de leur saule. Le marchand s'arrêta et leur cria :

— Dois-je rester, maîtresse, et vous montrer mes marchandises ?

Mais la mère répondit très fort :

— Nous n'avons pas d'argent pour rien acheter, si ce n'est un bout d'étoffe bon marché, bien ordinaire, pour mon fils dernier né. Nous ne sommes que de pauvres fermiers qui ne peuvent se payer ni habits neufs, ni étoffes, en dehors de ce qui est nécessaire pour nous empêcher d'aller nus !

Et l'aïeule, qui avait toujours son mot à dire, s'écria de sa vieille petite voix pointue :

— Ah oui ! ma belle-fille a raison, et les étoffes sont mauvaises aujourd'hui ; elles se mettent en lambeaux quand on les a lavées une ou deux fois. Je me souviens qu'étant jeune, j'ai porté la veste de ma grand mère, jusqu'à mon mariage ; après

quoi, il m'a fallu du neuf, mais simplement par fierté, car la veste était encore portable. Mais j'ai déjà usé deux robes destinées à mon ensevelissement, et me voici dans mon second linceul, bientôt prête pour un troisième, tant les tissus résistent mal de nos jours.

Le colporteur se rapprocha, flairant une vente. Il était agréable, avec l'air affable, enjôleur, spécial aux marchands ambulants et il sut flatter la mère et avoir un mot bienveillant pour la vieille femme :

— Vieille mère, lui dit-il, j'ai ici un morceau de toile d'aussi bonne qualité que celles qu'on fabriquait autrefois, suffisamment belle, même, pour ce nouveau petit-fils, que vous avez là. Maîtresse, c'est le reste d'une grande pièce qu'une dame riche m'a achetée, dans un bourg que j'ai visité aujourd'hui ; elle me l'a prise pour son fils unique. Je lui ai fait le prix véritable, puisqu'elle a entamé la pièce entière. Elle m'en a si peu laissé que je vous en ferai pour ainsi dire cadeau en l'honneur de ce beau garçon que vous avez à votre sein.

Tout en prononçant ces mots d'une seule haleine, d'un ton coulant, le colporteur tirait de son ballot un joli morceau d'étoffe, telle qu'il l'avait décrite, et fleurie de grandes pivoines rouges sur un fond vert pré.

La vieille femme s'exclama, heureuse d'apercevoir les teintes vives et nettes, malgré sa vue affaiblie, et la mère admirait aussi. Elle abaissa son regard sur l'enfant à son sein ; il semblait nu, malgré le vieux chiffon enroulé autour de son ventre. Vraiment, c'était un bel enfant, le plus joli des trois. Il ressemblait à son père et il serait superbe vêtu de ce tissu à fleurs, songeait sa mère. Elle se sentit faiblir et demanda à contre-cœur :

— Combien coûte-t-il ? Mais je ne puis l'acheter, car nous avons à peine de quoi nourrir ces enfants, cette vieille bonne âme, et payer notre redevance au propriétaire. Il nous est impossible de nous offrir les étoffes que les femmes riches prennent pour leurs fils uniques.

L'aïeule parut attristée à ces paroles, et la petite fille glissa de sa place pour approcher ses yeux à demi éteints du tissu brillant. Le petit garçon continuait à manger, indifférent, et l'homme assis fredonnait, oisif, sans se soucier de ce bout de toile, simplement destiné à un enfant !

Le colporteur baissa la voix et, pour tenter la mère, approcha l'étoffe du bébé, pas assez cependant pour risquer une tache, au cas où il manquerait la vente.

— Une étoffe semblable, murmurait-il, cette solidité, cette couleur... Beaucoup de tissus me sont passés par les mains, mais jamais d'aussi beau que celui-ci. Si j'avais un fils, je lui aurais réservé ce coupon ; malheureusement, je suis affligé d'une pauvre épouse stérile qui n'est pas digne qu'on gaspille de pareilles choses pour elle.

Mais la mère n'entendait rien. Incertaine, elle réfléchissait et se sentait faiblir en contemplant l'enfant. Il était si beau, avec cette jolie étoffe neuve près de sa douce peau dorée et de ses joues rouges, qu'elle finit par céder et demanda : « Dites-moi votre plus bas prix, sans quoi il me serait impossible de payer. »

Le colporteur nomma un chiffre modéré, moins élevé qu'elle ne l'avait craint. Son cœur bondit de joie, mais elle secoua la tête et prit un air grave en offrant la moitié de la somme selon la coutume du pays, lorsqu'on marchande. C'était si peu de chose que le vendeur retira vite l'étoffe, la remit en place et fit mine de s'en aller. La mère songea à son bel enfant, et lâcha un prix plus fort. Un débat s'en suivit, et après plusieurs faux départs, le colporteur consentit à une faible diminution sur le premier chiffre. Il déposa son paquet et en retira le coupon, tandis que la mère se levait pour chercher l'argent dans le trou du mur de terre, où il était serré.

Le mari n'avait pris aucune part à la discussion. Assis, sans rien faire, il chantonnait à mi-voix, modérant les notes hautes, et s'interrompait parfois pour absorber une gorgée de l'eau chaude qu'il prenait après chaque repas. Le colporteur, en garçon intelligent, prompt à tirer parti de l'instant qui passe, s'empressa d'étendre une pièce de toile sur le sol, d'un air détaché. Cette toile, fabriquée avec du lin sauvage, donne une sensation de fraîcheur à la peau par les chaudes journées d'été. Celle-ci était de la couleur du ciel, limpide et bleue comme lui. Le marchand observait l'homme à la dérobée, se demandant s'il remarquait son manège :

— Vous êtes-vous acheté une robe cet été ? lui dit-il, en riant à demi. Sinon, j'ai votre affaire, et meilleur marché, je

vous le jure, que dans n'importe quelle boutique de la ville.

Mais le jeune mari secoua la tête. Une expression sombre voila sa jolie figure frivole et il répondit avec amertume :

— Je n'ai rien dans cette maison pour m'acheter quoi que ce soit ; je ne possède que mon travail, et plus j'en fais, plus j'ai de bouches à nourrir. Voilà tout mon profit !

Le colporteur avait traversé bien des villes et vu du pays. Par métier, il s'y connaissait en physionomies et il comprit vite qu'il avait devant lui un homme qui aimait le plaisir et qui, semblable à un gamin, n'était pas mûr pour la vie qu'il était forcé de mener. Il lui dit avec une apparente bonhomie, et sur un ton apitoyé :

— Il est vrai que vous me semblez avoir une vie dure et, en échange, peu d'avantages. A en juger d'après votre physique élégant, c'est vraiment trop sévère. Essayez d'acheter une robe neuve, vous verrez, cela vous fera l'effet d'un bon remède efficace qui met la joie au cœur ; il n'y a rien de tel qu'une robe d'été, toute neuve, pour réjouir. Revêtu de celle-ci, avec la bague que je vois à votre doigt, nettoyée et bien reluisante, vos cheveux lissés d'un peu d'huile, je vous promets qu'en ville je ne rencontrerai pas de plus bel homme que vous !

Le jeune mari écoutait ces paroles avec contentement ; il éclata d'un rire un peu stupide, puis, faisant un retour sur lui-même, il ajouta :

— Et pourquoi ne m'offrirais-je pas une robe neuve, une fois par hasard ? Je n'ai rien à espérer en dehors de la venue de ces enfants qui se succéderont l'un après l'autre. Faudra-t-il donc que je porte mes haillons à tout jamais ?

Il se baissa d'un mouvement rapide et tâta la bonne étoffe. Tandis qu'il l'examinait, sa vieille mère, très excitée, s'écria :

— C'est une jolie pièce de toile, mon fils, et si tu dois acheter une robe, celle-ci est bien la plus jolie robe bleue que j'aie vue. Je me souviens que ton père en avait une semblable, — était-ce pour nos noces ? Mais non, car je me suis mariée en hiver. Oui, en hiver, car j'ai tellement éternué pendant le mariage que les gens riaient d'entendre la mariée éternuer autant...

Le jeune homme demanda brusquement, d'un ton rude :

— Combien serait-ce pour une robe ?

Au moment où le colporteur en disait le prix, la mère

s'avança avec son argent en main, compté à un sou près. Effrayée, elle s'écria :

— Nous ne pouvons pas dépenser davantage!

Son mari, en face de cette protestation, sentit se renforcer son désir, et il répondit sur un ton agressif :

— Je veux qu'on me taille une robe dans cette toile; elle me plaît assez pour que je me la paye aujourd'hui par extraordinaire! Nous possédons bien trois pièces d'argent, je le sais parfaitement!

Or ces trois pièces de solide valeur, apportées par la jeune femme au moment de ses épousailles, lui appartenaient en propre. Sa mère les lui avait remises au moment de son départ de la maison paternelle, et elle les conservait jalousement. Jamais elle ne trouvait d'occasion légitime pour s'en séparer. Même lorsqu'il s'était agi d'acheter le cercueil de sa belle-mère, gravement malade et qu'on croyait mourante, elle avait préféré gratter et emprunter plutôt que de dépenser son bien. Elle pensait souvent à ces trois pièces d'argent qui représentaient une richesse certaine, au cas où la vie deviendrait trop dure; s'il éclatait une guerre, ou bien si un malheur imprévu les privait des fruits de la terre. Au moins ils ne mourraient pas de faim tout de suite, grâce à cet argent caché dans le mur. Aussi elle s'écria :

— Il est impossible d'y toucher.

L'homme se redressa et s'élança, rapide comme l'hirondelle: il dépassa sa femme, et furieux, fouilla le trou dans le mur et s'empara de l'argent. Elle le suivit, l'attrapa et chercha à le retenir, cramponnée à lui, tandis qu'il courait. Mais elle ne pouvait pas lutter avec l'agilité de son mari; il la repoussa et elle retomba sur la terre battue, tenant encore l'enfant dans ses bras. Il se sauva en criant :

— Coupez-moi douze pieds de toile et un autre pied ou davantage, par-dessus le marché, selon la coutume.

Le colporteur se hâta de lui obéir et s'empara des trois pièces d'argent. La somme était un peu moindre que celle qu'il avait demandée, mais il désirait vendre sa marchandise et avait hâte de partir. Lorsque la mère revint enfin, il n'était plus là : le jeune homme, debout, à l'ombre verte de l'arbre, tenait entre ses deux mains le tissu bleu, brillant et neuf, et l'argent avait disparu.

Craintive, la vieille femme restait assise. En voyant arriver sa belle-fille, elle se mit à parler très haut à tort et à travers, d'une voix cassée :

— Quel beau bleu, mon fils, et pas cher! Voilà de longs étés que tu ne portes plus de toile de lin.

Mais l'homme, très rouge, le visage sombre, regardait sa femme d'un air mauvais et hurla avec l'audace de la colère :

— Vas-tu me faire cette robe, ou faut-il que je la porte à une ouvrière que je payerai? Je lui dirai que tu refuses de me la coudre!

La mère ne répondit rien. Elle s'assit de nouveau en silence sur son petit tabouret, pâle et secouée par sa chute : l'enfant dans ses bras pleurait encore de frayeur. Elle ne fit aucune attention à lui, le déposa sur le sol et le laissa crier à son aise pendant qu'elle tordait son chignon défait. Elle avait la respiration haletante et avala une ou deux fois sa salive avant de dire, sans regarder son mari :

— Donne... la... moi : je la ferai.

Elle se serait sentie humiliée de voir ce travail entre les mains d'une autre ; c'eût été dévoiler une querelle qu'on ne devinait que trop, car les voisines, sur le pas des portes, écoutaient les voix coléreuses.

Mais à partir de ce moment, la jeune femme ne cessa de nourrir une rancune contre son mari. Elle ne prit aucun plaisir à tailler et à assembler la toile, bien qu'elle s'y appliquât de son mieux, car l'étoffe en valait la peine. Pendant tout le temps que dura le travail, elle garda un silence obstiné, en face de l'homme. Jamais le moindre mot ne lui échappait à propos des menus incidents de la journée, ou de ce qui se passait dans la rue. Elle ne faisait aucune de ces remarques sur la maison, qu'expriment les femmes satisfaites. Et l'homme, en présence de cette rigueur d'attitude, devint maussade. Il ne chantait plus et dès qu'il avait fini de manger, il allait à l'auberge, au bord du chemin, et s'y installait à boire du thé et à jouer avec les hommes jusqu'à une heure tardive de la nuit, ce qui l'obligeait à dormir plus longtemps le lendemain. En temps ordinaire, elle l'aurait grondé et tourmenté jusqu'à ce qu'il cédât pour avoir la paix; mais à présent, elle le laissait dormir et partait seule aux champs : muette et impitoyable envers lui, quoi qu'il fît. Tandis

qu'elle persévérait dans sa dureté, son cœur restait morne au dedans d'elle.

Même quand la robe fut enfin terminée, — et cela prit longtemps, car il y avait le riz à préparer et à planter, — la mère ne dit pas si elle lui paraissait seyante. Elle la lui donna et il s'en revêtit, frotta sa bague avec une pierre cassée, pour la rendre brillante, lissa ses cheveux, les enduisit de l'huile prise à la bouteille de la cuisine et se pavana le long de la rue.

Lorsqu'on lui lança des compliments sur sa beauté et sur l'élégance de sa robe, il n'éprouva pas le doux plaisir qu'il aurait pu en tirer. Sa femme ne lui avait rien dit. Il s'était cependant attardé un instant à la porte, mais elle n'en avait pas moins continué son travail sans lever les yeux sur lui, penchée sur le balai à manche court avec lequel elle balayait la maison. Elle ne s'était pas demandé si la robe avait une bonne coupe, et si elle était en harmonie avec sa personne à lui, comme elle le faisait chaque fois qu'elle lui confectionnait la moindre chose, même une paire de souliers. A la longue, il s'était hasardé à observer un peu timidement:

— Il me semble que tu as réussi cette robe mieux qu'aucune autre, elle va comme celle d'un citadin.

Mais elle persista à tenir les yeux baissés. Elle posa le balai dans son coin, alla chercher un rouleau de coton et s'installa à filer, car elle avait épuisé sa provision de fil en cousant la robe bleue. Au bout d'un moment, elle répondit d'un ton amer:

— Au prix qu'elle m'a coûté, elle devrait ressembler à la robe d'un empereur.

Elle avait parlé sans le regarder et ne lui jeta pas le plus léger coup d'œil, à la dérobée, derrière son dos, lorsqu'il s'élança dans la rue, tant sa rancune était grande. Cependant elle savait, au fond de son cœur, combien cette robe bleue l'avantageait.

L'homme ne revient pas

Tout au long des heures, la mère attendit le retour de l'homme. Ce jour-là, les champs pouvaient être laissés à eux-mêmes; le riz était planté dans les flaques d'eau peu profondes et, sous l'ardent soleil, les jeunes plants verts, agités par la

brise légère, balançaient leurs têtes à peine formées. Il était inutile de travailler la terre ce jour-là.

La mère s'assit sous le saule, à filer, et l'aïeule vint se mettre à côté d'elle, heureuse d'avoir quelqu'un pour l'écouter. Tout en parlant, elle défit sa veste, étira sous les rayons brûlants ses vieux bras maigres et flétris et laissa la bonne chaleur pénétrer ses os. Les enfants, nus eux aussi, couraient au soleil. La mère gardait le silence; elle tordait le coton de son fuseau d'un geste précis entre son pouce et le doigt qu'elle humectait sur sa langue; le fil sortait blanc et serré, et, quand il était à bonne longueur, elle l'enroulait autour d'un brin de bambou bien poli qui lui servait de bobine. Elle filait comme elle faisait toutes choses, bien et avec fermeté. Le fil était fort et dur au toucher.

Lentement le soleil atteignit la méridienne et la mère se leva et posa sa quenouille :

— Il va bientôt rentrer et il aura faim, malgré sa robe bleue, fit-elle sèchement.

Et la vieille femme répondit avec son caquetage habituel et son petit rire facile :

— Oh! oui, ce qui recouvre le ventre d'un homme n'est pas pareil à ce qui est dedans...

La mère alla prendre une calebasse qu'elle plongea au fond du panier de riz, la nivelant de sa main libre, afin d'éviter la perte du plus petit grain; puis elle versa ce riz dans une corbeille de minces lamelles de bambou et se dirigea vers le bord de la mare. En longeant le sentier, elle examinait la rue, mais elle n'aperçut pas la moindre silhouette bleu clair. Elle descendit la berge avec précaution pour laver son riz; elle trempa sa corbeille dans l'eau et frotta le grain entre ses robustes mains brunes, puis elle recommença plusieurs fois, jusqu'à ce que le riz fût propre et blanc; il luisait autant que des perles mouillées. A son retour, elle se baissa, arracha la tête d'un chou dans le carré où il poussait, lança une poignée d'herbes au buffle attaché sous un arbre et rentra chez elle. L'aîné des enfants revenait du village; il conduisait sa sœur par la main. Sa mère lui demanda tranquillement :

— As-tu vu ton père dans la rue, à l'auberge ou au seuil d'une maison?

— Il est resté un moment à l'auberge ce matin à boire du

thé, répondit le petit garçon étonné. Et j'ai vu sa robe neuve, toute bleue, ajouta-t-il. Elle est très jolie ; quand notre cousin a su le prix qu'on l'avait payée, il a dit qu'elle coûtait bien cher à mon père

— Pour ça oui, elle lui a coûté cher, je te le jure ! dit brusquement la mère d'un ton dur.

Et la voix flûtée de la fillette s'éleva en écho de celle de son frère :

— Oui, sa robe était bleue ; même moi, j'ai pu voir qu'elle était bleue.

La mère n'ajouta rien. Le bébé, qui dormait dans sa corbeille de vannerie, se mit à pleurer et elle le prit, ouvrit sa veste et le tint contre son sein, l'allaitant, tandis qu'elle allait préparer le repas. Mais elle cria d'abord à l'aïeule :

— Tournez-vous, là où vous êtes, vieille mère, et guettez le bleu vif de sa robe. Quand vous la verrez, dites-le moi et je mettrai le repas sur la table.

— Comptez sur moi, ma fille, répondit l'aïeule d'une voix enjouée.

Cependant lorsque le riz fut cuit, floconneux, blanc et sec comme il l'aimait, l'homme n'était pas encore de retour. Quand le chou se trouva à point et que la femme eut préparé un peu de sauce sucrée et acide pour verser sur les feuilles tendres, selon le goût de son mari, il n'était toujours pas là.

Ils attendirent un moment ; la vieille femme avait faim et se sentait faible avec cette odeur de nourriture qui lui montait aux narines ; elle s'écria dans un brusque sursaut d'irritation causé par le besoin de manger :

— N'attendez plus mon fils ! L'eau me coule de la bouche et mon ventre est aussi vide qu'un tambour ; pourtant il n'arrive pas !

La jeune femme lui tendit son bol, donna le leur aux enfants et leur permit même de prendre un peu de chou en réservant le cœur pour leur père. Elle se servit à son tour, modérément, car elle avait moins d'appétit que de coutume. Il restait beaucoup de riz et un grand bol de chou qu'elle mit soigneusement de côté, à un endroit où le vent le tiendrait frais. Il serait aussi bon ce soir, si elle le réchauffait. Elle donna ensuite le sein au bébé : il but tout son saoul et s'endormit : un gros enfant, rond et vigoureux, qui dormait dans la

force du soleil, rouge et bruni par son ardeur. Les deux enfants s'étendirent à l'ombre du saule et s'endormirent aussi; la vieille femme dodelina de la tête sur son banc et la paix du sommeil, le silence du chaud midi, tombèrent sur le petit village, si bien que les animaux eux-mêmes, somnolents, penchaient leurs museaux.

Seule, la mère ne dormait pas. Elle prit sa quenouille et s'assit sous un saule dont l'ombre s'étendait à l'ouest de l'aire. Elle tordit le fil et l'enroula, mais, au bout d'un moment, il lui fut impossible de travailler. Toute la matinée elle avait été assidue et calme à sa besogne; elle filait et tournait sa bobine, mais à présent elle ne pouvait plus rester immobile. Elle sentait une étrange angoisse s'amasser dans son corps. Elle n'avait jamais vu son mari manquer un seul repas, et elle se dit :

— Il a dû aller en ville pour jouer ou pour une raison quelconque.

Cette idée ne lui était pas venue encore, et plus elle y songea, plus elle lui parut vraisemblable. Au bout d'un moment le voisin, son cousin, sortit pour aller aux champs; bientôt après, sa femme qui faisait la sieste sous un arbre, s'éveilla et lui cria :

— Votre homme s'est-il absenté pour la journée?

La mère répondit d'un ton très naturel :

— Mais oui, il a été en ville pour une affaire à lui.

Et le cousin qui choisissait avec lenteur l'instrument qu'il voulait parmi ses sarcloirs et ses bêches, observa de sa voix mince :

— Oui, je l'ai vu joyeux dans sa robe bleue, en route pour la ville.

— Vraiment, dit la femme.

Son cœur était quelque peu allégé, et elle se remit à filer avec plus de zèle, puisque le cousin avait vu son mari se diriger vers la ville. Il était allé là-bas sans doute, s'offrir une journée joyeuse; il se jetait dans le plaisir pour se venger d'elle. C'était assez probable, avec cette robe neuve, la bague bien astiquée, les cheveux huilés. Elle attisa sa colère avec cette pensée. Mais sa colère était morte; elle ne put la raviver, car il s'y mêlait encore une étrange angoisse, malgré les paroles du cousin.

L'après-midi se poursuivit, long et chaud.

Elle se leva enfin, impatientée par son attente et lasse d'observer cette rue déserte pour elle tant qu'elle n'y verrait pas celui qu'elle y guettait. Elle prit l'enfant, l'installa sur sa hanche, et, armée de son sarcloir, partit aux champs. Elle cria à la vieille femme :

— Je vais sarcler le maïs sur le versant sud de la montagne.

Et, en chemin, elle pensa qu'il serait moins pénible de rester en dehors de la maison ; les heures passeraient plus vite si elle forçait son corps à peiner dur.

Elle travailla tout l'après-midi, la figure protégée de l'ardeur du soleil par un mouchoir de cotonnade bleue ; elle levait et rabaissait son sarcloir sans arrêt parmi les jeunes tiges vertes du maïs. Le champ était petit et raboteux, tout le meilleur terrain servant aux plantations de riz ; il en poussait jusque sur des terrasses étagées au flanc de la montagne, partout où ils avaient pu amener l'eau, car le riz est un mets plus délicat que le maïs et se vend un meilleur prix.

Le soleil se déversait sur le mont dénudé ; il frappait si fort que la veste de la femme fut bientôt trempée et noire de sueur. Mais elle ne pouvait pas prendre de repos, sauf de temps à autre lorsque le bébé criait et qu'il fallait lui donner à téter. Elle s'allongeait alors à plat par terre, donnait le sein et essuyait son visage brûlant, le regard fixé sur la lumineuee campagne d'été, sans rien voir. Lorsque l'enfant était repu, elle le laissait et se remettait à travailler jusqu'à ce que son corps lui fit mal, et que son esprit engourdi ne s'occupât plus que des mauvaises herbes qui retombaient, soulevées par la pointe de son outil et qui se flétrissaient, desséchées à la chaleur du jour. Le soleil toucha enfin au bord de l'horizon et la vallée fut brusquement plongée dans l'ombre. Alors la femme se redressa, essuya sa figure mouillée du revers de sa veste, et murmura tout haut : « Il attend, bien sûr, à la maison ; il faut que j'aille lui préparer son souper. » Et, ramassant l'enfant qu'elle avait couché sur un lit de terre molle, elle revint chez elle.

Mais il n'était pas rentré. Lorsqu'elle contourna l'angle de la maison, elle ne l'aperçut nulle part. La vieille femme regardait anxieusement du côté des champs et les deux petits,

assis sur le seuil de la porte, attendaient, fatigués. Ils crièrent en apercevant leur mère et elle leur demanda tout ahurie :

— Votre père n'est-il pas encore là?

— Il n'est pas rentré et on a faim! s'écria le gamin.

La fillette fit écho, dans son parler enfantin et entrecoupé « Pas rentré,... on a faim », disait-elle en fermant les yeux bien fort pour les protéger des derniers rayons dorés du soleil.

La vieille femme se leva, alla clopin-clopant jusqu'à l'extrémité de l'aire et interpella d'une voix aiguë le cousin qui rentrait chez lui :

— Avez-vous rencontré mon fils?

Mais la mère l'arrêta vivement, impatientée :

— Taisez-vous, vieille mère. N'annoncez pas à tous qu'il est encore absent.

— Mais il l'est quand même, fit l'aïeule troublée, cherchant à voir au loin.

La mère n'ajouta rien de plus. Elle donna du riz froid aux enfants, fit chauffer un peu d'eau qu'elle versa sur celui de la vieille femme et découvrit quelques restes à jeter au chien ; ensuite, tandis qu'ils mangeaient, elle descendit la rue, son enfant dans les bras, jusqu'à l'auberge. Elle vit peu de clients, et une ou deux personnes qui s'en allaient vers leur village, tout proche; car c'était l'heure où les hommes sont dans leurs foyers, le travail de la journée fini. Elle se dit qu'elle aurait le plus de chances de trouver son mari à l'une des tables, proches de la rue, d'où l'on peut voir et entendre ce qui se passe, ou bien assis, en compagnie d'un hôte, fuyant autant que possible la solitude, et certainement, si l'on faisait une partie, il en serait. Mais elle eut beau regarder, elle n'aperçut nulle part la robe bleue, et elle n'entendit pas non plus le bruit des joueurs attablés. Elle s'approcha de la porte et examina l'intérieur. L'aubergiste était seul et se reposait après le repas du soir, appuyé contre le mur à côté de son four, la figure barbouillée de fumée et de graisse accumulée depuis bien des jours ; il lui paraissait inutile de se laver, car dans ce métier salissant il redevenait noir aussitôt.

— Avez-vous vu le père de mes enfants? lui demanda la jeune femme.

L'aubergiste se cura les dents avec son ongle long et noir, le suça, et répondit d'un air indifférent :

— Il est passé ici ce matin et s'est assis un instant : il avait sa nouvelle robe bleue; ensuite il est parti passer la journée en ville.

Puis, flairant quelque commérage, il ajouta :

— Quoi donc, maîtresse? Serait-il arrivé quelque chose?

— Non, rien... rien... répondit vivement la mère. Il avait une affaire en ville qui l'aura sans doute retardé. Il passera la nuit là-bas et rentrera demain.

— Et quelle est cette affaire? demanda l'aubergiste, soudain pris de curiosité.

— Comment le saurais-je, n'étant qu'une femme? répondit-elle en se détournant.

Mais tandis qu'elle revenait chez elle, et répondait des lèvres à ceux qui l'interpellaient sur son passage, une idée lui vint. Aussitôt son retour à la maison elle entra et examina la cachette pratiquée dans le mur. Elle était vide. Elle savait qu'elle devait contenir une provision de monnaie de cuivre, assez maigre il est vrai, et une petite pièce d'argent, car un ou deux jours auparavant l'homme avait vendu de la paille de riz un bon prix, et avait rapporté une bonne partie de la somme. Elle s'en était emparée, pour l'enfouir aussitôt au fond de ce trou où elle aurait dû être encore. Mais elle avait disparu.

Alors la mère sut que lui aussi était parti. Prise d'un éblouissement, elle en eut l'impression formelle. Elle s'assit brusquement sur le sol de terre battue, au milieu de sa maison de terre, et son enfant dans les bras, elle se balança d'avant en arrière lentement, en silence. Voilà bien, il était parti! Elle restait là avec les trois enfants et la vieille femme; lui était parti!

Le bébé se mit à geindre, et sans savoir ce qu'elle faisait, elle lui ouvrit son sein. Les deux petits entrèrent; la fillette pleurnichait et se frottait les yeux, et l'aïeule appuyée sur son bâton ne cessait de répéter :

— Je me demande où est mon fils. Ma fille, mon fils a-t-il dit où il allait? C'est une chose bien étrange que mon fils s'en soit allé...

Alors la mère se leva et dit :

— Il sera là demain sans doute, vieille mère. Il faut vous coucher à présent et dormir. Il reviendra demain.

La vieille mère écouta et répéta, consolée :

— Ah! oui, il reviendra demain sans doute. Puis elle traversa à tâtons la chambre obscure jusqu'à son grabat.

La mère conduisit les deux enfants dans la cour et les lava comme elle le faisait, par les nuits d'été, avant leur sommeil. Elle répandit sur chacun d'eux une pleine gourde d'eau, frottant en même temps d'une main leur peau brune et lisse jusqu'à ce qu'elle fût propre. Mais la jeune femme n'entendait pas ce qu'ils disaient et ne prêtait aucune attention aux gémissements de la fillette qui se plaignait de ses yeux. C'est seulement en les mettant au lit, lorsque le petit garçon s'écria, étonné de l'absence de son père : « Mais où dort mon père? » c'est seulement alors qu'elle put répondre, encore étourdie : « Sans doute en ville, et il rentrera demain. » Et elle ajouta dans un mouvement de colère : « Il rentrera probablement quand son peu d'argent sera dépensé »; et elle dit encore avec beaucoup d'amertume : « Cette robe bleue sera déjà dégoûtante, à point pour que je la lave, c'est sûr! »

Et elle se réjouissait, en un certain sens, de se sentir furieuse contre lui; elle tenait à sa colère, s'y cramponnait, car il lui semblait plus proche alors. Elle maintint son irritation, tandis qu'elle rentrait le buffle et barricadait la porte pour se protéger de la nuit, et elle marmotta :

— Je jurerais bien qu'à peine endormie, je l'entendrai cogner à cette porte, cette nuit même.

Mais dans la nuit sombre, au fond de la chaude nuit tranquille et du silence de la chambre close, sa colère la quitta et elle eut peur. Que ferait-elle s'il ne revenait pas, une femme seule et jeune?...

PEARL BUCK.

(La seconde partie au prochain numéro.)

Traduction de Germaine Delamain.

SPECTACLES

AU MUSÉE CARNAVALET : PARIS AU XVIIIe SIÈCLE

La première exposition, organisée à Carnavalet par son nouveau conservateur, M. Jean-Louis Vaudoyer, est un vif succès. Rétif de la Bretonne, qu'il a choisi pour nous guider dans le Paris populaire du XVIIIe siècle, est un personnage très original. Certains le jugent un écrivain « contraire aux bonnes mœurs », ce qui a nui longtemps à sa réputation ; mais, en toute justice, et selon l'aveu même des adversaires de son style, on trouve toujours en ses récits « un grand fond de morale ». Le moraliste, comme chacun sait, afin de blâmer le répréhensible doit commencer par s'en préoccuper. Rétif, que M. F. Funck-Brentano affirme être « le plus grand écrivain du XVIIIe siècle », a toujours été fort goûté des plus hauts esprits. Ses *Nuits de Paris* figuraient dans la bibliothèque de Napoléon, et Schiller écrivait à Gœthe, nous dit M. Jean-Louis Vaudoyer, pour lui vanter *le Cœur humain dévoilé*. M. Paul Bourget a écrit sur Rétif une étude magistrale ; Gérard de Nerval nous avait depuis longtemps intéressés aux aventures et aux confidences de « Monsieur Nicolas, » ainsi que se nomme en ses œuvres Rétif lui-même.

Il paraît que, depuis le romantisme, les *rétiviens* se font fort nombreux : MM. Schlesinger, Funck-Brentano, Tabarant, Bachelin, Maurice Heine, Cornevin, Gilbert Rouger, et maintenant J.-L. Vaudoyer nous sont garants de l'intérêt que présente ce bizarre Monsieur Nicolas que l'on surnomma le « Jean-Jacques du ruisseau ». Mais de Jean-Jacques, Nicolas n'a possédé que le don de confession et de se raconter sous divers pseudonymes romanesques ; il n'a jamais eu, de Rous-

seau, le style enchanteur en sa séduction mystérieuse, ni l'enthousiasme sentimental, ni la grâce à la fois cynique et naturelle dans la peinture du cœur dont on pardonne le dévoilé ainsi qu'à une fleur trop ouverte.

Et pourtant, Charles Monselet, — et son opinion est citée en épigraphe à l'intéressant avant-propos de J.-L. Vaudoyer, — Charles Monselet le compare à ce Jean-Jacques, et ajoute à cette comparaison : « Rétif est mieux qu'une curiosité, qu'une difformité littéraire, ce n'est pas un homme de talent, mais c'est presque un homme de génie... »

La plupart des gens, et j'en suis, ne connaissent de cet auteur prodigieusement fécond que des extraits et les portraits et études qu'écrivirent ses admirateurs. Rétif était de Sacy, en Bourgogne. Il avait vingt et un ans en 1755, lorsqu'il quitta Auxerre pour Paris. Et il adora Paris, et principalement Paris nocturne. Et, sauf *la Vie de mon Père* où il évoque son enfance, il n'est question que de Paris, des mœurs et des types de Paris, dans *les Contemporaines*, *les Parisiennes*, *le Cœur humain dévoilé*, *les Nuits de Paris*, *les Drames de la vie*, *le Nouvel Abeilard*, *l'Homme volant* et tant d'autres, de *la Famille vertueuse*, à *Lucile*, aux *Mémoires de Monsieur Nicolas* et au *Paysan perverti*. Il a toujours l'air de raconter sa vie, mais c'est toujours une vie romancée et fort romancée. Il a beaucoup d'imagination et comme tel est un précurseur. Il plaide en faveur de l'aérostation; il invente dans des ouvrages extra-parisiens une planète et des modes d'existence qui peuvent se situer entre Gulliver et Aldous Huxley. Car il est fort moderne, en la hardiesse de ses anticipations. Le récent discours que prononça M. Paul Valéry à l'Académie française aurait pu porter en épigraphe une phrase de Rétif sur la vertu et il aime lui aussi dialoguer avec un habitant de Sirius.

Enfin, il est également un ancêtre des actuels noctambules; il est vrai que Villon le fut avant lui. Il passait ses nuits à errer dans Paris, gravant des noms et des sentences dans la pierre des quais et des parapets des ponts, pénétrant au hasard chez les uns ou les autres, pour y surprendre sur le vif des scènes de vice ou de vertu, séparant les gens qui se battaient au coin des rues, mettant les voleurs en fuite, secourant les pauvres et les opprimés, et même les jeunes filles. L'île Saint-Louis, la Cité, l'attiraient tout particulièrement.

Il fréquentait cafés et tavernes, y jouait aux échecs et aux cartes dans les tripots. Il se plaisait aux marchés, aux foires, aux spectacles de bateleurs. Comme il aimerait, s'il revivait aujourd'hui, *le Bœuf sur le toit* ou *le Grand écart* ! Et comme il y intéresserait, surtout s'il y arrivait en son costume de promeneur nocturne, avec son chapeau surmonté d'une chouette! Les habitués de *Florence*, le lieu à la mode où l'on danse et boit jusqu'au jour, le verraient quitter le dernier ce séjour de fumée et de rencontres... Mais non. Sans doute jugerait-il que les rencontres y sont toujours les mêmes, car ce qu'il cherchait, c'était l'inconnu, c'était l'imprévu, la vie enfin, en ce qu'elle a de multiple en sa secrète horreur, en son pittoresque, en son romanesque, ou en ses sublimités cachées.

Le Paris que parcourut jusqu'à sa vieillesse ce personnage infatigable, le Paris d'avant et pendant la Révolution, — dont il esquissa quelques croquis et peignit quelques grands portraits, tel celui, célèbre, de Mirabeau, — c'est ce Paris que nous montre autour des livres de Rétif, exposés avec leurs gravures amusantes et savoureuses, l'exposition de Carnavalet. Dans les vitrines si bien arrangées sous le titre de *la Vie et l'œuvre de Rétif*, sont les pièces d'archives, des volumes, tous à peu près d'éditions originales, et de rares manuscrits. Car Rétif, qui fut d'abord imprimeur, imprimait lui-même ses livres, de premier jet, en les composant doublement. Ce faisant, il est encore le précurseur des écrivains qui aujourd'hui se servent de leur machine à écrire. Puis voici des illustrations détachées, gravées d'après les dessins de Binet. Rétif guidait lui-même Binet, lui décrivait minutieusement les beautés, les toilettes, les groupes, les mouvements, etc... Et, aux murs sont présentés à nos yeux enchantés et curieux les estampes, les dessins et les peintures, représentant le Paris décrit par les œuvres de Rétif.

Pour moi, qui ai tant chéri et tant admiré Paris, le Paris des quais et des jardins, des monuments et des vues de Paris d'avant-guerre, sans automobile et sans foule, où le promeneur avait le droit, le plaisir et le loisir d'errer en contemplant toutes les beautés ou tous les charmes de pittoresque attirant ou même misérable, de cette ville incomparable en ses splendeurs, ses souvenirs, ses évocations et ses singularités, c'est

comme promeneur et observateur parisien que je m'intéresse à Rétif.

Le Paris qu'il a connu est sans doute plus semblable au Paris de 1910, que celui de 1910 ne l'est au Paris transformé d'aujourd'hui. Les Debucourt, les Saint-Aubin sont ravissants qui représentent des coins de ce Paris-là! Le jardin des Tuileries, c'est déjà notre jardin des Tuileries. Cette parade au Palais Royal de Sergent Marceau, de tons doux et délavés d'aquarelle, est exquise. L'entrée du café Godet de Swebach Desfontaines, est bien amusante et aussi, — d'un inconnu, — ce Passage des Variétés sous le Directoire où un homme en noir vu de dos, si sombre sur le bariolé de la foule avec son chapeau déjà napoléonien, semble l'ombre de l'avenir. Et, du même inconnu, *la Grotte du jardin du Luxembourg*, *la Foire aux Porcherons*, types populaires de la halle, etc., sont de l'intérêt le plus vivant et correspondent, avec le soin érudit du choix le plus consciencieux, à certaines descriptions écrites par Rétif en l'un ou l'autre de ses quelque deux cents volumes. Que cela vous fasse juger du savoir et du goût avec lesquels fut établie cette exposition! *La fête à Saint-Cloud* de Lavallée Poussin et les beaux paysages parisiens de Raguenet sont d'un ton bleu gris de pigeon citadin, ton souvent si juste, soit qu'il allège l'atmosphère du chevet de Notre-Dame, soit du Pont-Neuf ou de l'hôtel de Bretonvilliers dans l'île Saint-Louis. Parmi d'autres peintures, dessins, gravures, tant d'autres paysages nous séduisent, et des scènes de mœurs retiennent notre attention, allant d'une *Promenade dans le Parc* de Saint-Aubin à la *Salle de jeux* de Debucourt si habilement éclairée.

Certes, Rétif a dû errer en ces rues, en ces allées, sous ces ombrages, le long de ces quais; il a fréquenté ces tripots, ces cafés, ces tavernes, ce carreau des Halles; il a connu ces marchandes, fait emplette à ces étalages, à ces boutiques et courtisé ces charmantes ouvrières en mode; il a connu ce gros benêt qui fait grande toilette, entre sa maîtresse et ses flatteurs, et se rengorge sans se douter que Moreau le Jeune esquisse sa parure et sa vanité. Il a sans doute vu de ses yeux ces scènes révolutionnaires, ces massacres, ces fuites, ces émeutes, ces incendies.

Il a acheté des pommes à cette marchande, il a été écla-

boussé par ces carrosses, il a levé le nez pour admirer cette femme à sa fenêtre, et il a été respirer « l'air pur » dans le labyrinthe du Jardin des Plantes. Les planches de modes, les fileuses, les « midinettes » de jadis apportant leurs chapeaux aux belles encore au lit qui s'en coiffent sans attendre, la folie des costumes de femmes et surtout d'hommes dans les promenades publiques, la couturière élégante, la bouquetière, le carnaval des rues de Paris, tout cela est d'une vie, d'un mouvement, d'une suggestion extrêmes. Il faut bien dire que si les aspects de ce Paris d'alors ont peu changé, les modes des vivants de cette époque nous semblent des plus extravagantes. Les tailles et les coiffures des dames sont des prodiges, les unes de minceur, les autres de hauteur.

Ce sont les talons, les hauts talons des souliers et des mules, qui ressemblent le plus à l'allure d'aujourd'hui. Un bien gracieux crayon d'Aubert en a fait une étude « pieds et mules » pleine d'attraits. On sait que Rétif était fort sensible au charme des jolis pieds et qu'il fut séduit, en sa jeunesse, par des mules vertes. Ce soulier vert, ce talon printanier ne l'a-t-il pas, tout au long de sa vie et de ses errances, à jamais poursuivi sans le retrouver jamais? Et n'a-t-il pas cherché, comme tous ceux qui en leur noctambulisme attendent inconsciemment le lever d'un jour heureux, à marcher sur les pas de sa jeunesse et à en retrouver les espoirs? « Je *chimèrais*, — a-t-il dit hardiment, — en attendant le bonheur. » Mais le bonheur ne vint pas et il dut se borner à inventer des histoires. Et quelquefois, très vieux, il travaillait au lit, n'ayant pas de feu et, par crainte des courants d'air, mettait sa culotte par-dessus son bonnet qu'il ne pouvait plus lancer par-dessus les moulins.

Son portrait est là dans une vitrine; il a l'œil grand et proéminent, le visage busqué, le front dégarni, le poitrail avantageux; il parait qu'il se serrait la taille et se réchauffait en une houppelande usée. Sa conversation était brillante et pleine de feu et d'attraits. Des gens du « meilleur monde » et des plus beaux titres, pour le connaître et lui faire farce, se déguisèrent en petits bourgeois, commerçants, modistes, lingères, et le rencontrèrent à dîner. Il les éblouit par son savoir et son esprit et les déçut par sa bonne éducation. Ils s'attendaient à des folies et rencontrèrent un artiste et un sage. Ce

pourquoi il est permis de parler de lui à la *Revue* ; et non seulement avec des psychiatres.

Pour compléter l'*Exposition du Paris du XVIIIe siècle*, une petite salle de Carnavalet expose les charmants Carmontelle offerts à ce musée par M. Maurice Baring, le grand romancier anglais. Des traductions excellentes ont permis aux Français de connaître et de goûter les admirables et pénétrants romans de M. Maurice Baring, qui sont à la fois une minutieuse et évocatrice peinture de certains milieux de la société et des sentiments les plus subtils et les plus vrais, tout en étant mystérieux, de certains cœurs humains. La dérision de certaines existences, en apparence comblées, telles que celles de *la Princesse Blanche de C.*, un des plus beaux livres de Baring, de *Daphné Adeane*, — mais tous méritent l'épithète de « préféré », — et de quelques autres, y est contée avec cet art suprême qui entrelace les fils des destins imaginaires aussi simplement et inexorablement que le fait la vie réelle.

Baring, qui sait aimer et admirer la France, lui a fait don de sa collection et elle est vraiment charmante. Ces gens du passé portraiturés par Carmontelle en de jolis crayons lavés d'aquarelle, — un des plus connus est celui qui représente *Mozart* père, son fils et sa fille : l'enfant au clavecin, la fille chantant, le père jouant du violon, — nous plaisent et nous amusent. Il faudrait tout un petit livre pour les décrire, en nommer les personnages, expliquer la place qu'ils tinrent en leur temps, les gens qu'ils connurent, etc. Je n'ai ici que celle de les contempler un moment, causant ou faisant de la musique, peignant, brodant, en leurs atours de si jolies couleurs où les bleus, les roses, les jaunes ou les étoffes brochées à fleurs, à dessins, à rayures s'harmonisent si bien à ces lointains de jardins bleutés, à ces rêves de feuillages. Ces personnages sont installés, soit dans des loggias, soit sur des terrasses, ou devant des fenêtres ouvertes, ou assis sous des ombrages, jeunes femmes bavardes, vieilles dames pleines de malice, hommes fleuris et bien vêtus, enfants comiques.

Les tons des mobiliers et des instruments de musique ne sont pas moins aimables que ceux des vêtements et des paysages. Notons le portrait de Mlle Desgots, de Saint-Domingue, déchiffrant une partition, pendant que l'écoute et

l'admire son nègre Laurent, assis à terre à côté du clavecin. Laurent est un nègre gris, comme le voulut être Nijinsky, dans *Shéhérazade*, et le dessous du clavecin soulevé est d'un rouge qui le fait valoir. C'est une petite chose qui en suggère beaucoup d'autres. Quel dommage que la mode de ces petits portraits se soit perdue ! N'est-ce pas plus amusant, plus plaisant, plus évocateur que les photographies, tout en ne prenant pas plus de place ? Que j'aimerais posséder ainsi les images colorées et familières de tous ceux-là que j'ai connus ! En une vitrine, et pour compléter ce charmant ensemble, sont quatre volumes de Carmontelle, — ou Carmontel, — prêtés par la Nationale et M. Pierre Lièvre, et un portrait de Carmontelle par lui-même prêté par M. Sacha Guitry. C'est une silhouette en noir ; Carmontelle est assis près d'un miroir, en face d'un grand rideau soulevé, et il tient dans ses mains une petite tête de femme qui semble un attribut ou un jouet. N'est-ce pas toute la comédie ? C'est M. Robiquet qui, dans un spirituel avant-propos, nous présente cette ravissante exposition.

Les charmants proverbes de Carmontelle : *Proverbes dramatiques*, *Proverbes et comédies posthumes*, ont été souvent cités par ceux-là qui cherchent les « antécédents » des célèbres proverbes et comédies d'Alfred de Musset. Nous passons donc tout naturellement, conduits par cette gracieuse petite silhouette du musée Carnavalet, aux représentations de *la Coupe et les lèvres* et de *Lorenzaccio*.

A LA COMPAGNIE DU CERCEAU : « LA COUPE ET LES LÈVRES »

Voici une nouvelle compagnie d'études dramatiques fondée par MM. André Villiers et Francis Ambrière, *le Cerceau*, à laquelle nous devons une fort intéressante soirée et de laquelle on peut espérer beaucoup. Jeunesse, bon goût, talent, remarquable récitation poétique, art d'une mise en scène d'autant plus ingénieuse que la scène est petite, et que les moyens des jeunes troupes sont restreints, nous avons applaudi tout cela, ainsi que les acteurs et le choix qu'ils avaient fait, pour leurs débuts, de *la Coupe et les lèvres*, œuvre du très jeune Musset et qui n'avait pas encore été portée au théâtre.

Alfred de Musset, dès ses premiers vers, eut le sens du théâtre et ce don inné du mouvement dramatique qui circule

en toutes ses œuvres et aussi dans des œuvres qui ne sont ni comédies, ni drames, mais poèmes. Cependant ses *Nuits* sont des dialogues dont les élans alternés produisent les plus irrésistibles effets et emportent l'adhésion et l'émotion de l'auditoire.

Musset est donc un grand poète dramatique, un des plus doués, un des plus originaux et des plus vrais aussi bien en vers qu'en prose. C'était donc fort tentant de jouer *la Coupe et les lèvres* qu'il écrivit à vingt-deux ans, je crois, et où déjà bouillonne, avec une riche abondance, la source de son génie. Tout le début, malgré les exagérations du caractère de Frank, romantique exaspéré, est d'un rythme théâtral étonnant et rempli de vers délicieux ou admirables. Les hardiesses poétiques dans les coupures des vers sont d'un naturel inattendu qui rend les dialogues vivants et spontanés. La scène, si rapide, de la rencontre de Frank avec Stranio et Belcolore, du meurtre de Stranio après un bref combat, et de l'enlèvement... de Frank par Belcolore est d'une simplicité extraordinaire en son raccourci. Stranio, amant de Belcolore, vient de périr. Belcolore, se détournant de ce protecteur devenu inutile, s'adresse à Frank, qui l'attire :

BELCOLORE.

Comment t'appelles-tu ?

FRANK.

Charles Frank.

BELCOLORE.

Tu me plais et tu t'es bien battu.
Ton pays ?

FRANK.

Le Tyrol.

BELCOLORE.

Me trouves-tu jolie ?

FRANK.

Belle comme un soleil.

BELCOLORE.

J'ai dix-huit ans. Et toi ?

FRANK.

Vingt ans.

BELCOLORE.

Monte à cheval et viens souper chez moi.

Certes, tout n'est pas de cette magnifique et insolente concision. De longs monologues alourdissent certaines scènes. Et au moment où Frank, ayant connu le plaisir, la débauche, la gloire, la richesse, — c'est-à-dire ayant comblé les ambitions de ses premiers désirs, — tente de savoir ce que penseront de lui ses amis et ses admirateurs après sa mort, fait semblant de mourir et, déguisé en moine, écoute les discours plus ou moins apologistes, puis séduit, toujours masqué, par des joyaux et des promesses, Belcolore venue devant ce cercueil avec l'intention de le pleurer, à ce moment nous sommes un peu las de lui. Le jeune Alfred l'était aussi. Il se hâtait de terminer son drame, d'offrir à Frank désabusé le doux bonheur de l'amour de Deïdamia, petite fille simple et pure, et de la lui faire tuer le jour de ses noces, par la main jalouse de Belcolore, afin de nous démontrer déjà le néant de tout et la dérision des destinées.

Mais, au cours de ces lenteurs, que de beautés, que de charme! Les chœurs des chasseurs sont par moments un véritable chant de cor verbal, une musique montagnarde et pleine de nostalgie :

Charles ne viendra plus au joyeux hallali,
Entouré de ses chiens sur les herbes sanglantes,
Découdre, les bras nus, des biches expirantes,
S'asseoir au rendez-vous, et boire dans ses mains
La neige des glaciers vierge de pas humains...

Ce romantisme de Frank, et par conséquent celui du jeune Musset, se rapproche, par beaucoup de points, de l'inquiétude et de l'attente de notre jeunesse actuelle. Je ne pousserai pas la comparaison jusqu'à unir leur goûts pour les glaciers, le Tyrol et la neige, mais, pourtant, tous les rapports ont leur raison d'être. Et ces énergies qui brûlent de s'employer, et que le hasard détourne vers de contestables aventures et des déceptions et des désastres, sont toujours les mêmes. Mais ce qu'il y a d'admirable et de déchirant dans Musset, dès les premiers ac-

cents de son œuvre, c'est son amour et son regret de la pureté.

C'est pourquoi les glaciers et les neiges de *la Coupe et les lèvres* symbolisent particulièrement cet état d'esprit et d'âme qui fut le sien toute sa vie. Toujours il songea à ces grâces de l'innocence : il aima les jeunes filles, les sentiments frais et souhaita dans une fidélité radieuse « ce parfum du bonheur qui fait longtemps rêver... » Et il vécut tout différemment... Et parce que le seul breuvage souhaité s'éloignait toujours de ses lèvres, il se contenta du pauvre verre que l'on peut vider à toute heure. Dès son adolescence, il est lui-même, avec ses espoirs brisés, ses regrets inutiles, ses élans vers ce qui, pour sa nature même, est impossible. Il est l'ardeur passionnée de la jeunesse et la frénésie alternée de ses espérances et de ses douloureuses désillusions. Aussi n'a-t-il pas vieilli. Et quand certaines « tirades » paraissent aux jeunes d'aujourd'hui un peu marquées, un peu d'un autre âge, il reste quand même et encore de leur temps, comme un garçon de 1935 qui se déguiserait, pour une heure, en poète de 1833.

Nous remercions donc vivement la compagnie du *Cerceau* d'avoir mis en scène et joué cette œuvre de la toute jeunesse d'un si grand poète. Les acteurs ont supprimé, — avec raison, car cela aurait allongé et alourdi le spectacle, — la longue dédicace qui précède la pièce. Mais que de beaux vers dans l'*Invocation* qui salue le Tyrol et qui pourrait être d'aujourd'hui ! Écoutez :

> Et tu n'es pas banal, toi dont la pauvreté
> Tend une maigre main à l'hospitalité.

Et plus haut :

> Ainsi les vents du sud t'apportent la beauté,
> Mon Tyrol, et les vents du nord, la liberté...

Mais si je cite, je n'en finirai point... Prenez, prenez le livre et allez 31 rue de Seine à la Compagnie du Cerceau. André Villiers, qui est Frank, dit les vers avec un grand sens poétique, allié à un tact et à un naturel bien rares. Sa voix est belle et séduisante ; son aspect physique va bien avec le personnage ; ses costumes sont beaux. Dora Casati est une très belle Belcolore et Jeanne Sarcey une gracieuse Déidamia; toute la troupe est excellente et très jeune, et les décors

d'Hélène Sherbatov sont fort réussis. J'ai particulièrement goûté celui de la chambre de Belcolore, où, avec si peu d'apprêts et de moyens, l'impression d'une mollesse voluptueuse est si parfaitement évoquée.

Le spectacle donnait, en deuxième partie, l'*Aiguille de la mère Guitou*, farce du XVI[e] siècle adaptée par Lucienne Clausse et André Villiers. Elle fit beaucoup rire.

A LA COMÉDIE-FRANÇAISE : « LORENZACCIO »

La Comédie-Française a organisé, pour le centenaire de *Lorenzaccio*, un gala et une représentation de ce drame. Un gala, c'est, je vous l'avoue, une représentation comme une autre. Mais M. Albert Lebrun y assiste et son arrivée et son départ sont signalés par la haie classique de gardes de Paris. Je ne sais pas si ce gala régala de nombreux spectateurs; pour ma part, j'ai trouvé que la pièce n'était pas jouée avec le naturel et l'emportement désirables. Certes M[lle] Ventura dans le rôle de Lorenzaccio a fait un grand et méritoire effort. Mais M. Alexandre fait d'Alexandre de Médicis un bouffon et se permet d'altérer le texte, dans le passage où il offre pourtant au cardinal Cibo de se désaltérer : « Buvez donc un coup, cardinal », ose-t-il dire... D'ailleurs beaucoup de coupures raccourcissent, à tort ou à raison, ce texte. Le rôle du cardinal Cibo est fort bien tenu par M. Denis d'Inès, et M. Escande est un Pierre Strozzi plein de feu et d'allure. Mais, cela dit, nous serions déçus par l'ensemble de l'interprétation, si la beauté du drame, qui reste si étonnamment humain et vrai malgré qu'il soit rigoureusement historique, ne l'emportait malgré tout.

De célèbres acteurs affirment qu'au point de vue scénique *Lorenzaccio* est une œuvre « détestable ». Nous avons peine à le croire, car ce drame nous semble un des plus beaux du théâtre de tous les temps. Chacun en sait la genèse, et comment George Sand eut la première idée et le premier projet de ce drame qu'elle abandonna ensuite et que Musset reprit. Ce n'est que soixante-deux ans après la publication du *Spectacle dans un fauteuil*, que Sarah Bernhardt, qui avait alors elle-même cinquante-deux ans, joua le rôle pour la première fois. M. Truffier, qui veut bien me communiquer ces

précisions, — car je me demandais si ce rôle avait été joué jadis par un homme, — M. Truffier me conte le triomphe inouï que Sarah y remporta et il m'affirme que, pourtant, elle y fut *exécrable*. Je n'ai pas vu Sarah dans ce rôle. J'y ai vu Mlle Falconetti qui y fut aussi bonne qu'une femme peut l'être en travesti, puis Mme Piérat, et maintenant Mlle Ventura et mon humble avis est que faire jouer ce rôle par une femme, c'est le fausser.

C'est un rôle viril, le rôle déchirant d'un jeune être qui s'avilit pendant de longues années dans l'espoir d'accomplir, avec le meurtre du tyran dont il est le favori, un acte beau, utile, admirable. Le meurtre accompli, avant de périr lui-même par l'ingratitude et la cruauté du peuple qu'il a cru délivrer, il comprend l'inanité de ce qui a été le but affreux de sa vie. Car rien de beau, rien de grand, rien d'utile ne peut sortir de ce qui a une source impure ou criminelle. Là, nous retrouvons le *leit-motiv* qui est déjà celui de *la Coupe et les lèvres*. Lorenzo pleure sa pure jeunesse : « J'étais pur comme un lis » et tous ses espoirs de grandeur joyeuse qu'il a anéantis dans la bassesse et le vice, enfin ce que l'on nommait alors pompeusement « la débauche ». On se souvient des vers célèbres de *la Coupe* : « Ah ! malheur à celui qui laisse la débauche... »

Et c'est ce qui, en dehors du prétexte historique, de l'époque et de ses mœurs, et des costumes, et du décor de Florence, c'est cela qui est le sujet même de *Lorenzaccio* : un bel être qui s'avilit et dans son horreur de la déchéance où il s'enfonce espère s'absoudre par une forte et belle action... qui n'est qu'un crime... C'est un grand sujet et un grand drame. Il semble extérieur et est pourtant tout en profondeur et tout en secrets psychologiques : c'est le grand rêve d'une action de beauté qui s'éteint dans la boue... Lorenzo, qui se croyait un sauveur du peuple, n'est qu'un assassin. Ce qui est impur est d'avance avorté. Et c'est très beau. Et c'est tout Musset.

Il me semble que M. Escande pourrait être aux Français un très intéressant Lorenzaccio.

GÉRARD D'HOUVILLE.

EDMOND DE ROTHSCHILD

Le 28 juin 1914, jour du Grand Prix, les Edmond de Rothschild avaient convié, après les courses, de nombreux amis dans leur propriété de Boulogne-sur-Seine. Un millier d'invités circulaient sous les frais ombrages de ce parc magnifique, fermé aux bruits du dehors. Alors que la grille d'entrée fait face au pavillon de l'octroi, on se croit à cent lieues de Paris. Temps idéal, pas un nuage au ciel. Or, voici que, vers cinq heures, circule parmi nous la nouvelle du drame de Serajevo. L'assassinat avait eu lieu le matin, mais la nouvelle n'en parvenait qu'à l'instant. Grande émotion parmi les invités, émotion bien plus grande si on avait pu en soupçonner les conséquences!

Edmond de Rothschild avait été élu membre libre de l'Académie des Beaux-Arts en 1906; moi, dans la section de composition musicale, en 1910. Avant cette date, je le connaissais fort peu. Comme chacun, je savais qu'il était un grand financier, assumant depuis la mort de ses frères la direction de la célèbre banque, un amateur d'art de grand goût, attiré en même temps par les problèmes scientifiques et les questions sociales.

J'entendais parler de lui par Bonnat, Henner, Hébert, Eugène Guillaume, ses confrères, à propos des questions qui intéressaient l'Institut, le Conseil des Musées, le Louvre.

La baronne de Rothschild, excellente musicienne, avait un salon très fermé, dont les échos me parvenaient par des amis communs. C'était au temps lointain de *la Korrigane*; l'éditeur Heugel, à l'entr'acte, sur le plateau de l'Opéra, me parlait de

l'hôtel du faubourg Saint-Honoré, de ceux de mes amis qu'il y rencontrait; entre autres la charmante miss Morse, fille du célèbre inventeur du télégraphe.

La dynastie des Rothschild remonte au XVIIIe siècle. Elle fut fondée par un modeste changeur de Francfort, Meyer Amschel Rothschild, banquier et homme de confiance de l'Électeur de Hesse. Celui-ci était un numismate passionné et Rothschild, par sa profession, pouvait assez facilement lui procurer les monnaies anciennes des multiples principautés allemandes. De là, des liens particuliers entre eux.

Marbot, dans ses *Mémoires*, conte l'histoire de Meyer Rothschild pendant les guerres de l'Empire. Grâce à celui-ci, la fortune de l'Électeur de Hesse aurait échappé aux agents de Napoléon et serait restée depuis 1806, entre les mains du banquier, lequel l'aurait ensuite rendue à son propriétaire, mais alors doublée des intérêts accumulés pendant près de neuf ans, de 1806 à 1815.

Rothschild eut cinq fils : Amschel (1773-1855) resta près de son père et dirigea la banque de Francfort ; Salomon, grand ami du chancelier Metternich (1774-1855), fonda la succursale de Vienne ; Nathan Meyer (1777-1836) créa la filiale de Londres ; Karl Meyer (1788-1855) partit pour Naples. Enfin Jacob-James (1792-1868) fut envoyé par son père d'abord en Angleterre, auprès de son frère aîné, puis vint fonder à Paris la puissante banque actuelle.

N'était-ce pas une conception géniale que cette unité d'action s'exerçant de Londres à Naples, de Vienne à Paris, sur l'avis d'un grand chef particulièrement informé? Comment s'étonner du rapide essor de la fondation de Nathan à Londres et de James à Paris? Déjà sous la Restauration, James avait acquis une situation considérable à la cour et auprès du gouvernement ; sous le règne de Louis-Philippe il devint une puissance. Intimement lié au mouvement politique, en rapports constants avec Thiers, Molé, Guizot, Soult, Casimir Périer, son influence agissant toujours dans un sens modérateur, le gouvernement du Roi-Citoyen lui fut particulièrement reconnaissant des services rendus en faveur de la paix, lors de la création du royaume de Belgique et des affaires d'Égypte. Sa femme, fort intelligente, fort belle, avait un

salon célèbre où fréquentaient Henri Heine, qui écrivit de très beaux vers sur elle, Balzac, Rossini, Chopin, Liszt, littérateurs, musiciens, poètes.

James habitait rue Laffitte. L'hôtel avait appartenu à Savary, duc de Rovigo; changeant de mains, il fut successivement la propriété de Greffulhe, de Joseph Perier, de Laffitte enfin, qui le céda à Rothschild. Il était voisin de celui de la reine Hortense, détruit aujourd'hui. Edmond me contait qu'un jour il fut surpris de voir une foule dans la rue : on attendait Napoléon III, curieux de revoir la chambre où il était né, les lieux où il avait vécu enfant (1).

James eut trois fils : Alphonse, l'aîné (1827-1905), épousa sa cousine Laurie de Rothschild, de Londres. Les gens de ma génération se rappellent l'élégante silhouette de Mme de Rothschild revenant des courses, seule dans sa victoria, tout de blanc habillée, un simple bouquet de violettes au corsage. Les Alphonse de Rothschild habitaient, rue Saint-Florentin, l'historique demeure où mourut Talleyrand, bâtie par Chalgrin en scrupuleuse et respectueuse harmonie avec les façades de la place de la Concorde. Le baron Alphonse possédait également le magnifique château de Ferrières que son père avait acheté, en 1818, à Fouché exilé de France.

Gustave, le second fils (1829-1911), fit élever l'hôtel de l'avenue de Marigny. Il eut plusieurs enfants dont l'aîné est Robert-Philippe, et ses sœurs, la baronne Lambert (2), de Bruxelles, et lady Sassoon, toutes deux mortes prématurément.

Edmond, enfin, le troisième fils, notre futur confrère.

CELUI-CI naquit en 1845, dans le château de Boulogne-sur-Seine qu'avait construit son père. A ce moment-là on commençait l'aménagement du Bois, on créait des avenues, on creusait les lacs. Le jeune Edmond gardait le souvenir de ses glissades sur les masses de terre déplacées par les ouvriers, et de sa joie d'échapper à sa *nounou*.

(1) Les terrains situés entre la rue Drouot et la rue de la Chaussée d'Antin avaient été achetés à partir de 1760 par le marquis Jean-Joseph de Laborde, banquier de la Cour, ancêtre de mon confrère le comte Alexandre de Laborde, de l'Académie des Inscriptions.

(2) Aimant les arts, douée pour la peinture, on lui doit notamment un intéressant portrait de Gevaërt, directeur du Conservatoire de Bruxelles. Gevaërt avait pour elle une vive admiration.

Sorti des mains des femmes, il fut mis au lycée Bonaparte (aujourd'hui lycée Condorcet), et révéla dès cette époque sa passion pour les estampes. Son père, le samedi, pour le récompenser des places de la semaine, lui donnait vingt francs qu'il consacrait aussitôt à l'achat de gravures. Mme de Rothschild a retrouvé récemment, et non sans émotion, le calepin sur lequel son futur époux inscrivait ses achats.

En 1868, à la mort de leur père, Alphonse, Gustave et Edmond s'associèrent pour continuer son œuvre. Alphonse devint le chef de la maison. Edmond avait une juste admiration pour son aîné ; ses frères, alors, le considéraient peut-être comme un amateur à cause de ses goûts artistiques, sans se douter des qualités d'homme d'affaires qu'il révélerait lorsqu'il serait le chef de la maison.

En 1870, engagé dans la garde mobile, il prit part aux opérations de la défense de Paris. Il était fier de sa médaille de 70, seule décoration que je lui vis porter. Tandis qu'il montait consciencieusement la garde sur les remparts, son frère Alphonse discutait avec Bismarck au château de Ferrières où le roi de Prusse avait installé son quartier général. On sait le drame qui se passa lors des négociations des clauses financières que le rude Chancelier (1) avait décidé d'imposer à la France. Thiers et Favre n'avaient pas voulu s'engager sans avoir pris l'avis d'Alphonse de Rothschild, et Bismarck s'emporta lorsque le baron lui déclara que ses prétentions étaient inadmissibles, impossibles à réaliser. Tout le monde sait que par la suite, la Banque Rothschild permit la rapide libération du territoire en garantissant le paiement de l'indemnité de cinq milliards.

Le 24 octobre 1877, Edmond épousait Mlle Adelaïde de Rothschild, sa cousine, dont la famille, fixée primitivement à Naples, était revenue à Francfort. Sa belle-mère, morte voilà peu d'années, très douée musicalement, avait écrit ce *lied* popularisé par la jolie voix de la Patti : *Si vous n'avez rien à me dire.*

(1) Gortschakoff, ambassadeur de Russie à Berlin, avait un chien très méchant. Un jour que Bismarck, après avoir furieusement discuté, traversait la cour de l'ambassade, aboiements du molosse. Gortschakoff ouvre la fenêtre : « Bismarck, Bismarck, ne mordez pas mon chien ! »

Peu après son mariage, Edmond achetait la terre d'Armainvilliers agrémentée de son vieux château féodal à demi ruiné. A sa place, ce fut d'abord un pavillon de chasse fort simple, d'un seul étage suivant la coutume anglaise ; mais bientôt le pavillon dut s'agrandir pour recevoir de plus en plus nombreux invités, voire d'augustes hôtes. Avec ses pièces d'eau et ses canaux, Armainvilliers est devenu un magnifique domaine.

Faubourg Saint-Honoré, c'est l'hôtel actuel dont il dessina les plans et qu'il fit construire sur les terrains de l'ancien hôtel de Pontalba, en conservant toutefois la belle porte de Visconti.

Le baron Edmond réunit cet ensemble de mobilier et d'œuvres d'art qui donne à cette demeure une particulière magnificence. Les meubles de Cressent, de Caffieri, de Riesener ornent les salons ; les boiseries du XVIIIe, les tapisseries des Gobelins et de Beauvais recouvrent les murs ; les toiles de Rembrandt, Rubens, Watteau, Boucher, Gainsborough, Fragonard, Goya font l'admiration des connaisseurs.

La propriété de Boulogne, acquise par son père, restait indivise entre les fils. Elle finit par revenir à Edmond qui, seul propriétaire, l'a ornée avec autant de goût que l'hôtel de Paris. La partie du parc agencée en jardin japonais est une curiosité peu connue.

Au cours des ans il réunit cet ensemble d'estampes qui rivalise aujourd'hui avec les collections des principales bibliothèques d'Europe. On y trouve les pièces les plus rares, depuis les dernières années du XIVe jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. C'est surtout par les pièces primitives (xylographies, épreuves sur métal, en creux et en relief) que cette collection se distingue. Edmond de Rothschild avait particulièrement étudié la question des origines de la gravure. Nous nous souvenons de ses communications à l'Académie des Beaux-Arts, et notamment de son étude sur *Léonard de Vinci graveur* et *les Nielleurs italiens du Quattrocento*. Chose touchante, il avait communiqué sa passion à la baronne : elle s'intéressait non seulement à la beauté des pièces, mais encore à l'histoire des coutumes, des goûts, des mœurs que ces frêles feuillets lui apportaient.

A la fin de sa vie, presque aveugle, le baron connaissait si bien sa collection que, sans le concours de fiches ou

de catalogues, il savait où trouver la pièce qu'il voulait montrer.

Je me souviens avec une vive gratitude que, dès nos premières « collaborations académiques », je sentis chez lui une sympathie et une confiance instinctives. En 1914, à la veille de la guerre, mes confrères de l'Académie des Beaux-Arts m'ayant élu Secrétaire perpétuel, je trouvai près de lui un appui et un conseil dont j'avais grand besoin. Nous fûmes tout de suite de *vieux amis*, suivant son expression et, de fait, nous nous consultions l'un l'autre sur toutes les questions qui surgissaient chaque jour au palais Mazarin.

Il avait toujours eu autour de lui des amis fidèles, le marquis du Lau, Louis de Turenne, le marquis de Breteuil, qui étaient également les amis du futur Édouard VII. C'est à Breteuil que fut confié le prince Édouard (le prince de Galles actuel) lorsqu'avant la guerre il vint passer une année à Paris pour se familiariser avec la langue et les mœurs françaises. Lord Bertie, ambassadeur d'Angleterre, devait quitter Paris en juillet 1914 et c'est chez le marquis de Breteuil qu'on lui donnait un dîner d'adieu : le baron et la baronne Edmond de Rothschild étaient parmi les convives. Pouvions-nous penser que demain la guerre allait prolonger de plusieurs années la mission du noble ambassadeur ?

Bien qu'il fréquentât les milieux les plus divers et qu'il fût d'un libéralisme absolu, Edmond n'aimait pas les gens qui ne croient à rien et montrait parfois un souci inattendu de l'âme de ses amis. Apprenant que son grand ami, le joyeux mondain Hallez-Claparède, qui avait été son camarade de lycée, était au plus mal et sachant que nul dans son entourage n'avait souci de ses fins dernières, il fait chercher par un ami commun l'abbé M... Auprès du mourant se tenaient deux jolies personnes ; le baron s'excuse de la rencontre ; l'abbé répond avec esprit : « Qu'elles sont charmantes ! Deux anges gardiens. » Il les congédie doucement et laisse le prêtre libérer la conscience du pauvre pénitent qui, grâce au baron, mourut réconcilié avec Dieu.

Ses amitiés étaient nombreuses dans les milieux artistiques. Il avait en particulier une grande estime pour le talent d'Aimé Morot. Rien n'était plus délicieux pour celui-ci, grand

mélomane, que de peindre en musique. Il avait un orgue de Cavaillé-Coll, un piano Erard, et Saint-Saëns, Diémer, et moi-même venions de temps à autre, lui donner un petit concert. C'est ainsi qu'il peignit Albert de Mun en cuirassier, Edmond de Rothschild, et plus tard cet admirable portrait d'Hébert, aujourd'hui au Luxembourg.

Ses connaissances artistiques et les libéralités qu'il avait faites au Louvre le désignaient pour faire partie du Conseil des Musées, dont Bonnat était alors le président. Ce Conseil, qui se réunit le premier lundi de chaque mois, est composé de deux peintres, d'un sculpteur, de plusieurs amateurs, de membres du Parlement et de hauts représentants du Conseil d'État, de la Cour des comptes et du ministère des Finances.

Le baron donnait dans ces réunions des avis fort appréciés. Il se passionnait pour les recherches archéologiques, il subventionnait les fouilles exécutées en Italie, en Égypte, en Syrie, à Milet et dernièrement encore à Jéricho. Les découvertes qui confirmaient les récits de la Bible l'intéressaient particulièrement.

Il offrit notamment au Louvre le trésor d'argenterie romaine provenant d'une riche villa de Bosco Reale, proche Herculanum. Pendant la guerre, ce trésor fut mis en sûreté, loin de Paris, comme la plupart des richesses du Louvre; quand on le replaça, le baron se mit en colère en constatant qu'une personnalité bien intentionnée avait eu l'idée malencontreuse de faire nettoyer cette argenterie et de la dépouiller de sa patine. C'est la seule fois que je le vis profondément irrité. Il vint me chercher quai Conti, et me traînant au Louvre : « Regardez, dit-il, ce qu'est devenue l'argenterie de Bosco Reale!... Certes, un maître d'hôtel n'eût pas mieux fait. »

Depuis lors, on le voyait moins souvent au Conseil, soit qu'il eût gardé quelque rancune de cet incident, soit que l'heure des réunions lui parût trop matinale, maintenant que le poids des ans se faisait sentir.

Nous n'avons pas à parler ici du rôle scientifique d'Edmond de Rothschild; nous rappellerons la part qu'il prit aux expériences du transport de la force électrique sur la ligne de Paris à Creil avec l'ingénieur Marcel Desprez, ce qui fut le

point de départ entre autres des transformations considérables produites dans le régime des chemins de fer et même de toutes les industries. Rappelons surtout sa création, en 1927, de l'*Institut de biologie physico-chimique* dans lequel il fit entrer, sous la direction de M. Jean Perrin, d'éminents savants, et qu'il dota de tout le matériel nécessaire aux recherches.

C'était un grand esprit et un grand cœur. Touché des persécutions qui frappaient ses coreligionnaires, il eut, dès 1881, la pensée de fonder des colonies juives en Palestine pour ramener ceux qui étaient malheureux au pays de leurs ancêtres. Les résultats furent excellents et, depuis la déclaration de lord Balfour, le pays s'est transformé avec une rapidité surprenante.

Mme Maurice Ephrussi, au retour d'une visite faite voici trois ans en Palestine, me disait son admiration pour l'œuvre de son oncle et la façon touchante dont elle avait été reçue (1).

LE passage du baron Edmond de Rothschild à l'Institut reste marqué par son admirable création de la *Maison de l'Institut de France à Londres*. La guerre lui avait fait comprendre l'utilité d'une liaison plus étroite entre la France et l'Angleterre, aussi voulut-il créer sur les bords de la Tamise une maison où de jeunes Français pussent séjourner, rencontrer des Anglais, étudier l'histoire, les sciences, les arts du pays, établir en un mot un continuel va-et-vient, une sorte de chaîne sans fin entre Paris et Londres.

Trois fois nous sommes allés à Londres à la recherche de la maison convenable. Deux voyages inutiles. La troisième fois, j'eus l'idée de m'adresser à sir John Simpson que nous avions nommé, l'année précédente, correspondant pour la section d'architecture. « Ne perdez pas votre temps et votre peine, répondit Simpson, je chercherai pour vous. Rien ne m'est plus facile, car je suis journellement informé de tout ce qui est ici à louer ou à vendre. Rentrez à Paris, je vous aviserai dès que j'aurai trouvé. » On ne pouvait rencontrer secours plus opportun.

De fait, quelques semaines plus tard, Simpson nous

(1) Mme Maurice Ephrussi, fille du baron Alphonse de Rothschild, vient de laisser à l'Académie des Beaux-Arts sa villa du cap Ferrat avec ses belles collections, pour en faire un Musée.

conviait dans la capitale britannique et, le 18 juillet 1919, de bon matin, nous menait derrière Albert Hall, à l'angle de Queen's Gate et Prince Consort road, dans une maison spacieuse, agrémentée d'un jardin qui la sépare du *Collège royal de musique*. Un hall central avec une bibliothèque à gauche, salle à manger à droite, les deux étages supérieurs comprenant une vingtaine de chambres, sans compter les dépendances.

Nous fûmes étonnés d'y voir des gravures de la Chalcographie, des reproductions de nos maitres-sculpteurs, des Corneille, des Molière richement reliés. La maison avait été construite, il y a moins d'un demi-siècle, par un amateur d'art, M. Vivian, qui avait vécu plusieurs années à Paris, travaillant dans l'atelier de Dalou. C'était la maison rêvée. La question financière fut réglée sans longue discussion, et le baron de Rothschild devint propriétaire de l'immeuble. Il était heureux : il venait de faire à l'Institut, à la France, un cadeau d'un prix inestimable.

Raymond Poincaré aurait voulu inaugurer la Maison lors de son dernier voyage en Angleterre, comme Président de la République. Les travaux d'aménagement n'étaient malheureusement pas achevés.

Elle n'eut lieu, cette inauguration, que l'année suivante, par hasard, sans public, vers la fin d'une brouillasseuse journée d'hiver. Le 26 février 1921, M. Léon Bérard, ministre de l'Instruction publique, s'était rendu à Londres pour la création et l'installation d'un lycée français. La cérémonie venait de finir ; Bérard causait avec notre ambassadeur, M. de Saint-Aulaire. Chose curieuse, ni l'un ni l'autre ne connaissant la Maison de Queens' Gate, je leur demandai la permission de les y conduire.

Surprise du directeur lorsque je lui nommai le Ministre et l'Ambassadeur. Visite de la maison : « Quelle aubaine pour nos jeunes gens, nos travailleurs, qu'une pareille hospitalité ! » s'écriait notre ministre. Sur le grand Erard que nous avaient gracieusement laissé les anciens propriétaires, j'attaquai le *God save the King* et la *Marseillaise*. Ainsi fut inaugurée la fondation Edmond de Rothschild, en l'absence du fondateur qu'on n'avait pas eu le temps d'aviser, mais auquel s'adressa, comme bien vous pensez, l'hymne de notre gratitude.

Au don de la maison de Queen's Gate notre confrère ajouta la rente nécessaire à son entretien.

Je n'ai jamais rencontré d'amis plus sûrs, plus simples, plus vrais que le ménage Edmond de Rothschild. Ayant à leur service la puissance de l'argent, ils estimaient que leur fortune devait servir l'intérêt général ; de là, cette inépuisable générosité pour les individus et pour les œuvres.

Quant à l'Académie des Beaux-Arts, ce fut pour elle un honneur d'avoir un confrère qui marquera de telle façon dans son histoire que, depuis la création de Colbert et de son École de Rome, nous n'ayons pas à nous glorifier d'un mécène plus soucieux de nos destinées.

Personnellement, je ne puis oublier la dernière marque d'affection qu'il donna à son *vieil ami* le Secrétaire perpétuel de 1914. Il me téléphonait cet automne à l'hôtel du Grand Condé : « Vous êtes convalescent, je veux vous voir. J'irai à Chantilly vendredi prochain. » Connaissant sa faiblesse et voulant lui éviter soixante kilomètres de route, je répondis : « Je vais mieux. Je serai à Paris vendredi. Je vous attendrai à l'Institut. »

Je le vis entrer au bras de sa fidèle lectrice. Quel changement depuis quelques semaines ! Il parla de lui, de moi, évoqua d'une voix affaiblie les souvenirs d'antan, car sa mémoire était stupéfiante. Il avait fait une chute quelques jours auparavant et ne s'en remettait pas. « Je suis fatigué, disait-il, je suis bien fatigué ! »

Ce fut sa dernière visite. Quinze jours après, il n'était plus !

Ch.-M. Widor.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

L'EXPLORATION DE LA STRATOSPHÈRE

Les ascensions en ballon dans la stratosphère ont immédiatement éveillé la curiosité du public, moins sans doute en raison de leur caractère scientifique que de leur côté sportif. Le public a surtout vu là un record battu, celui de l'altitude atteinte en navigation aérienne; et un nouveau record battu, en quelque genre que ce soit, est chose qui compte toujours aujourd'hui aux yeux du plus grand nombre. Mais, à la vérité, les hardis ascensionnistes qui se sont livrés à ces épreuves, à commencer par le professeur Piccard, n'ont eu, eux, en vue que l'acquisition de nouvelles connaissances scientifiques, sans se soucier du prestige qui pouvait en rejaillir sur eux du point de vue sportif.

L'exploration des régions supérieures de l'atmosphère terrestre a, peut-on dire, au regard de la science, un double but : mieux connaître l'atmosphère et les variations des divers facteurs physiques qui y interviennent, en vue de fournir à la météorologie des données de plus en plus précises; et faire progresser l'étude des phénomènes cosmiques de toute nature, en s'affranchissant dans la plus large mesure possible de l'influence perturbatrice des phénomènes terrestres. Donc, double intérêt concernant, d'une part, les météorologistes, de l'autre, les physiciens.

Pour mener à bien de telles recherches dans les conditions les plus favorables, il faut opérer dans la stratosphère. Qu'est-ce donc, tout d'abord, que cette stratosphère?

Au cours de ses importantes explorations des hautes couches de l'atmosphère au moyen de ballons-sondes, Léon

Teisserenc de Bort (1) avait été amené à reconnaître que la loi de décroissance de la température avec l'altitude cesse de s'appliquer à partir d'une certaine hauteur qui, de 7 ou 8 kilomètres dans les régions arctiques, croît jusque vers 15 ou 16 kilomètres à l'équateur, en prenant pour notre latitude une valeur d'environ 10 kilomètres. Au delà de cette limite, la température de l'air semble rester sensiblement constante jusqu'à 30 kilomètres au moins, ayant dans nos régions une valeur d'environ 55° au-dessous de zéro. C'est à cette couche atmosphérique, de température à peu près uniforme, que Teisserenc de Bort a donné le nom de *stratosphère*.

En raison de l'équilibre de température qui s'y maintient, il ne s'y produit pas de mouvements verticaux, ni de condensation, partant à peu près point de nuages.

D'autre part, la vitesse moyenne du vent, qui croît avec l'altitude jusque vers 10 ou 11 kilomètres, décroît ensuite rapidement, comme l'ont démontré des études entreprises en divers pays et, en particulier, dans le nôtre par M. Maurain.

Cette absence ordinaire d'agitation ainsi que d'écran nuageux dans la stratosphère est, comme bien on pense, éminemment favorable à l'étude des phénomènes qui ont leur origine au delà de notre atmosphère.

La partie de l'atmosphère inférieure à la stratosphère est par ailleurs dite la *troposphère* : la limite entre elles deux a reçu le nom de *tropopause*.

* * *

C'est au moyen de ballons-sondes, libres et non montés, que Teisserenc de Bort a procédé à ses premières recherches ; ils sont encore d'un usage constant. Les premiers de ces ballons mis en service étaient en papier non dilatable, et à la pression environnante. Depuis lors, leur ont été substitués des ballons en caoutchouc dilatable. Les premiers étaient assez longs à fabriquer et offraient de grandes difficultés de lancement; les seconds sont affranchis de telles sujétions et permettent d'utiliser tout l'hydrogène; ils se dilatent avec l'altitude et leur ascension prend fin par leur éclatement.

(1) Membre de l'Académie des sciences, mort le 2 janvier 1913.

En vue d'accroître la vitesse ascensionnelle de ces ballons, qu'il y a intérêt à rendre la plus grande possible, il est bon de les associer en tandem, en assurant la stabilité du système, qui sans cela ferait défaut, au moyen d'une liaison par les équateurs, suivant le procédé signalé par Regener.

Ces ballons-sondes sont, au reste, munis d'un équipage d'instruments enregistreurs : météorographe de Teisserenc de Bort, à la fois baromètre, thermomètre et hygromètre, à cylindre enregistreur unique ; météorographe simplifié extra-léger, de Jaumotte ; dispositif de prise d'air à récipient clos, clos et vidé au départ, dont la tubulure se brise, puis se ressoude à une altitude déterminée ; appareil d'Idrac pour l'enregistrement des variations de l'électricité atmosphérique ; appareil de Regener pour l'étude du rayonnement cosmique...

*
* *

Les ballons montés dits *stratostats*, en permettant une observation directe continue et se prêtant à la manipulation des appareils selon les circonstances, offrent évidemment de plus larges ressources que les ballons-sondes.

Il est bien clair, d'ailleurs, que les hautes altitudes auxquelles doit s'élever un tel ballon entraînent dans sa construction des exigences particulières. Il ne peut notamment plus être ici question d'un ballon dilatable, complètement rempli au départ, dont l'ascension se termine fatalement par une explosion. De là, la nécessité de recourir à un ballon non complètement rempli au départ et commençant à s'élever avec la forme allongée, popularisée par l'image, pour tendre ensuite peu à peu, à mesure que se dilate l'hydrogène, à prendre la forme sphérique. De plus, pour éviter qu'à la descente, la vitesse s'accroisse jusqu'à provoquer la déchirure du ballon, il convient de disposer d'une quantité suffisante de lest. C'est vraisemblablement pour n'avoir pas conservé assez de lest et n'avoir pu ainsi lutter contre une descente très rapide, provoquée par des causes restées quelque peu mystérieuses, que l'équipage d'un stratostat russe a trouvé récemment la mort à la suite de déchirures du ballon et de la rupture des câbles qui le reliaient à la nacelle. Cet équipage s'était probablement, sans s'en rendre compte, condamné à mort en s'efforçant de monter jusqu'à l'extrême limite des possibilités, ce qui

ne lui avait pas permis de conserver la quantité de lest qui, pour la descente, lui eût été absolument nécessaire. A noter aussi que la modification de la forme de l'enveloppe avec l'altitude, qui rend impossible l'emploi d'un filet, fait naître, dans la fabrication de cette enveloppe, des sujétions qui n'ont pu être surmontées que par l'adoption d'une technique spéciale.

D'autre part, pour permettre aux passagers de vivre, au cours de l'ascension, à la pression normale, il a nécessairement fallu constituer la nacelle au moyen d'un caisson étanche, dont la paroi en aluminium (de 3 millimètres pour le premier ballon Piccard), afin de mieux résister à la pression interne considérable s'y développant aux grandes altitudes, a dû recevoir la forme sphérique. La rigoureuse claustration des passagers exige en outre, cela va sans dire, des dispositifs spéciaux pour la manœuvre du ballon et l'exécution de certaines mesures de caractère scientifique. En outre, la nacelle doit être pourvue d'un récipient renfermant une réserve d'oxygène.

Enfin, la couleur de la nacelle a une influence, beaucoup plus sensible qu'on ne serait tenté de l'imaginer tout d'abord, sur le régime thermométrique et hygrométrique de l'intérieur; il convient de la choisir judicieusement pour parer aux inconvénients que peuvent avoir sur la prise des mesures le froid et surtout l'humidité relative qui peut devenir intolérable.

Parmi les appareils emportés par le professeur Piccard, lors de sa première ascension, le principal, destiné à la mesure du rayonnement cosmique, comportait une chambre d'ionisation, en fer de 10 millimètres d'épaisseur, ayant un volume de 3,35 litres, remplie d'acide carbonique à 7 atmosphères.

*
* *

Mais la pratique des sondages a réalisé un progrès considérable du fait de la transmission instantanée à un poste central des résultats enregistrés au sein de l'atmosphère. L'une des conquêtes de la physique moderne, la radioélectricité, a fourni pour cet objet un excellent mode opératoire, qui a reçu le nom de *radiosondage*. Parmi les premiers pionniers de cette discipline spéciale, il convient de nommer chez nous M. Idrac, ancien directeur de l'Observatoire météorologique de Trappes, et M. Bureau, sous-directeur de l'Office national météoro-

logique, qui, dans une conférence faite le 20 décembre 1933 devant la Société des radioélectriciens, a donné un exposé magistral de la question.

Le radiosondage offre, par ailleurs, l'inappréciable avantage d'être applicable à l'exploration atmosphérique en des régions désertiques du globe, ou encore dans celles où la civilisation n'a pas encore suffisamment pénétré pour que l'on soit assuré d'en voir revenir les ballons-sondes après leur chute, et, par suite, d'avoir connaissance des enregistrements qui s'y seraient inscrits.

L'appropriation des instruments à l'emploi du radiosondage est encore commandée par des conditions de nature extra-scientifique; il faut, en effet, vu la nécessité de multiplier le plus largement possible les expériences, réduire autant que faire se peut les frais entraînés par leur installation, d'où résulte forcément une condition limitative de leur poids.

En vue des besoins de la météorologie et de ses applications à la navigation aérienne, il est nécessaire de se rendre compte, aussi exactement que possible, de la répartition de la température et du degré hygrométrique, suivant la verticale fournie par l'observation simultanée du thermomètre, de l'hygromètre et du baromètre. Et là se présentent d'autres difficultés tenant au grand développement de la partie utile des échelles et aux conditions, autres que celles qui se rencontrent dans un laboratoire, dans lesquelles les mesures doivent être effectuées.

Mais la plus grosse difficulté qu'il a fallu vaincre pour rendre utilisable la pratique du radiosondage a consisté à transformer les mesures, données par les appareils sensibles dont il vient d'être question, en signaux rayonnés par l'appareil émetteur d'ondes attaché au ballon, et susceptibles d'être recueillis et enregistrés au sol par un appareil récepteur spécialement agencé à cet effet. C'est principalement sur la manière de réaliser cette transformation que s'est exercée l'ingéniosité des inventeurs; de leurs recherches sont sortis divers procédés, également remarquables, aujourd'hui d'une application courante en France, en Allemagne et en Russie. En France, le procédé ordinairement utilisé consiste à produire des impulsions qui, vu leur fréquence, ne peuvent être comptées que

par les traces qu'elles laissent sur une bande de papier se déroulant au poste récepteur, et dont il faut environ trois cents mètres pour chaque sondage. Vu la nécessité mentionnée plus haut de la limitation du poids, celui de l'équipage complet requis par de telles opérations a pu être réduit à un chiffre qui confond vraiment l'imagination. Cet équipage comprenant les appareils sensibles (thermomètre, hygromètre, baromètre), les mécanismes de transformation en vue de la signalisation, l'appareil émetteur d'ondes (y compris ses piles, accumulateurs et antenne) arrive, en effet, à ne peser à peine que 1 500 grammes...

* * *

Après cette revue rapide des moyens dont on dispose aujourd'hui pour l'exploration des hautes régions de l'atmosphère, jetons un coup d'œil sur les résultats auxquels a déjà conduit cette exploration, ou qu'elle tend à nous faire obtenir.

Sans entrer dans aucun détail, on peut dire qu'en ce qui concerne la météorologie, la connaissance plus exacte qu'elle nous a donnée de la répartition des températures suivant la verticale a entraîné de sensibles améliorations dans l'établissement des prévisions indispensables aux aviateurs, surtout en vue de la navigation au-dessus des nuages.

D'autre part, une meilleure connaissance des phénomènes qui ont leur siège dans les couches inférieures de la stratosphère a déjà sensiblement élargi le cercle de nos connaissances relatives à la circulation générale dans l'atmosphère. Ainsi se rapproche-t-on du jour où la navigation stratosphérique entrera dans le domaine des réalités courantes.

Mais, au point de vue purement scientifique, les progrès déjà esquissés dans la connaissance des phénomènes physiques d'origine cosmique ne sont pas dignes d'un moindre intérêt.

Le principal de ces phénomènes est le rayonnement cosmique. Aucune théorie relative à l'origine de ce rayonnement ne s'est encore imposée à l'unanimité du monde savant. Or, une telle théorie touche de près aux questions concernant la structure de la matière et l'utilisation de l'énergie interne des atomes. On s'explique donc l'acharnement avec lequel les savants cherchent à percer le mystère des rayons cosmiques.

L'existence de ces rayons est décelée par l'ionisation, en apparence spontanée, qu'ils produisent à l'intérieur d'un gaz contenu dans une enveloppe métallique et se trouvant de ce fait soustraite à l'influence des ions normalement répandus dans l'air ainsi que des actions ionisantes voisines. On sait que l'ionisation de l'air, — c'est-à-dire la formation dans l'air de particules chargées d'électricité, dites *ions*, — se manifeste par le fait qu'un corps chargé d'électricité, même parfaitement isolé, se décharge spontanément. Ce phénomène n'est autre d'ailleurs que celui qui fut mis en évidence dès le XVIII[e] siècle par la fameuse expérience de Coulomb.

L'intensité du rayonnement cosmique se mesure par le nombre d'ions produits par centimètre cube et par seconde dans une telle enceinte close.

Les ascensions stratosphériques, et surtout certain lancer de ballon effectué par Regener, ont confirmé ce qu'annonçaient déjà les observations faites en montagne, à savoir que l'intensité du rayonnement cosmique croît constamment avec l'altitude, — ce qui confirme son origine cosmique, — toutefois avec tendance, à des altitudes supérieures à vingt kilomètres, à quelque amortissement de cette croissance, comme si l'ionisation ne devait pas dépasser une certaine limite atteinte aux confins extrêmes de notre atmosphère.

On conçoit aisément l'intérêt qui s'attache à de telles mesures effectuées à de grandes altitudes, puisqu'elles offrent le double avantage d'être à l'abri des actions ionisantes de divers matériaux de l'écorce terrestre et de se trouver, de plus, en grande partie, affranchies de l'absorption par l'atmosphère du rayonnement provenant des espaces sidéraux.

Les rapides indications qui précèdent suffiront peut-être à faire entrevoir les horizons nouveaux que l'exploration de la stratosphère est susceptible d'ouvrir devant nous. Sans aucun doute, nous pouvons en attendre de sensibles progrès dans la connaissance, que sans relâche nous nous efforçons d'acquérir, des lois auxquelles est assujetti le monde physique au sein duquel s'écoule notre vie terrestre.

MAURICE D'OCAGNE.

REVUE LITTÉRAIRE

LOUIS VEUILLOT, D'APRÈS SA CORRESPONDANCE (1)

Je suppose un homme qui ne connaîtrait Louis Veuillot que par sa réputation de violent polémiste, par quelques-uns de ses mots sanglants, comme, par exemple, son fameux « Jocrisse à Patmos » appliqué à Victor Hugo, ou par quelques-uns de ses articles hâtivement lus en passant. Un beau jour, le hasard lui mettrait entre les mains un volume de la *Correspondance* du grand journaliste. Au bout de quelques pages, je l'entends d'ici s'écrier : « Mais il est charmant, cet homme qu'on m'a dépeint comme si terrible ! Quel père délicieux ! Quel ami exquis ! Quelle générosité ! Quelle délicatesse ! Quelle bonne grâce et quelle douceur sereine dans son christianisme ! Se peut-il qu'il y ait un tel contraste entre l'écrivain et l'homme ? » En effet, ce contraste existe ; et le cas de Veuillot n'est pas unique, puisqu'il est à peu près le même que celui de ce Joseph de Maistre, que Veuillot aimait beaucoup et admirait profondément, et dont il a précisément publié la correspondance inédite.

Dans la grande édition des *Œuvres complètes* de Louis Veuillot, qui est actuellement en cours de publication, et qui comprendra quarante et un gros volumes de 4 à 600 pages, la *Correspondance*

(1) *Œuvres completes de Louis Veuillot*, 2e série, *Correspondance*, 12 vol. in-8 (Paris, Lethielleux, 1930-1932) ; — Henri Davignon, *Une amie belge de Louis Veuillot, d'après une correspondance inédite*, lecture faite à la séance de l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique (Bruxelles, 1932) ; *le Roman de Louis Veuillot* ; *Lettres à la comtesse de Robersart* (*Revue générale* des 15 juin, 15 juillet, 15 septembre 1932). — Cf. Sainte-Beuve, *Nouveaux Lundis*, t. I ; — Jules Lemaitre, *les Contemporains*, t. VI ; — André Bellesssort, *Etudes et Figures* (Bloud et Gay, 1921).

forme douze volumes, soit près de 4 000 lettres, — exactement 3 754. Il est probable qu'on retrouvera bien d'autres lettres encore, et, sinon jusqu'au jugement dernier, comme pour Voltaire, tout au moins pendant d'assez longues années. Ne disons pas que ces nouvelles découvertes n'ajouteront pas grand chose à ce que nous savons du fécond journaliste et de son œuvre, d'abord parce que nous n'en savons absolument rien, et puis parce qu'il ne faut jamais décourager les chercheurs. A peine le dernier volume de cette excellente édition de la *Correspondance* venait-il de paraître, que l'on découvrait en Belgique une série de lettres de Louis Veuillot à une amie belge, M[lle] Juliette de Robersart, dont il fut certainement amoureux vers la cinquantaine, et ces lettres forment un bien curieux et même émouvant chapitre de son histoire sentimentale. Qui sait ce que d'autres archives privées nous réservent encore ? La critique et l'histoire n'ont jamais dit leur dernier mot.

En attendant ce dernier mot, qui ne viendra jamais, et puisque nous avons maintenant, grâce à M. François Veuillot, une bonne édition, très suffisamment complète et méthodiquement classée de la *Correspondance* de son oncle, j'en voudrais prendre prétexte pour essayer de saisir et de fixer l'auteur des *Parfums de Rome* dans quelques-unes de ses attitudes morales.

***

Le fait essentiel de la biographie de Louis Veuillot, c'est sa conversion. Il l'a racontée lui-même, trois ans plus tard, dans de fort belles pages de *Rome et Lorette*. A ce récit d'une évidente et touchante sincérité, la *Correspondance* permet d'ajouter quelques précisions. Et d'abord, nous y voyons assez bien, chose capitale, d'où est exactement revenu le futur converti. Cet enfant du peuple n'a reçu à peu près aucune formation religieuse. A treize ans, au sortir de la mutuelle, muni pour tout viatique moral de quelques vagues bribes de catéchisme, on le place comme saute-ruisseau dans l'étude de maître Delavigne ; il est intelligent, aimable, laborieux ; on s'intéresse à lui ; il se cultive, lit à tort et à travers, et, en compagnie des autres clercs de l'étude, il écrivaille, il versifie, et, s'étant découvert une vocation de journaliste, à dix-huit ans, il part pour la province, à Rouen d'abord, puis à Périgueux, où il se fait remarquer de Bugeaud et de Guizot, lequel l'appellera bientôt à Paris. Sa vie d'alors, si elle n'est peut-être pas très désordonnée, est au moins assez décousue. Il a deux duels

en vingt-quatre heures, et se découvrira un peu plus tard 5 000 francs de dettes. A un ami chrétien il avoue « l'opprobre de ses passions ». « Je m'aimerais mieux, déclare-t-il, franchement mauvais que tel que je suis, parce que je me sens faible, lâche, paresseux, incomplet. Je me sens des penchants bas, des habitudes viles ; j'ai de belles phrases dans la bouche et de sales pensées dans l'âme, ou plutôt absence de pensées... Voyant cela, je me brise la tête et je me laisse aller, je m'abandonne à toutes les paresses, je prends d'ignobles plaisirs dont je rougis et auxquels je ne saurais pas renoncer... J'ai des souvenirs, d'ailleurs, qui m'accablent, et que tu n'as pas, toi ; des souvenirs tels que je n'oserai jamais me confesser. »

L'ami auquel il adresse cette confession brûlante, Gustave Olivier, est pour lui une sorte de frère aîné qui, récemment converti lui-même et plein de tendresse pour cette âme ardente, lui prêche sans se lasser la conversion. Avec un sûr instinct, il sent en elle un principe de trouble et d'inquiétude qui légitime ses religieuses espérances. Louis Veuillot ne lui a-t-il pas écrit : « Ce que je désire ardemment, c'est un travail qui me donne du pain auprès de toi : je veux me réfugier sous ton aile, te voir, t'entendre, te suivre, si je le puis. *Je ne deviendrai chrétien qu'auprès de toi* ; ailleurs, j'aurais l'esprit troublé de quelques idées, le cœur préoccupé de quelques désirs... Quand je suis bien froissé dans mes joies mondaines, bien raillé dans mes prévisions et dans mes espérances, bien accablé sous mes fautes, je pense à Dieu, je cours à quelque livre saint qui m'arrache des larmes ; mais ces larmes elles-mêmes semblent emporter comme un stérile fétu l'idée religieuse, et je retourne lâchement à mes fautes. » Et dix-huit mois plus tard : « Tu devines bien quelles sont, dans une pareille situation d'esprit, mes idées religieuses. Ce n'est pas de la négation, pas même du doute, c'est de l'indifférence. Oui, l'indifférence est dans mon cœur, et pourtant *mon esprit voudrait s'élever à la foi*, mon esprit sent que la foi est douce et belle et que l'indifférence est une immonde lâcheté. Quand quelques lueurs passent dans mon cœur, quand je me sens bien malheureux, bien bas, bien misérable, j'ouvre au hasard l'*Imitation de Jésus-Christ* que tu m'as donnée, je lis un verset, je verse quelques larmes : ces larmes entraînent avec elles mon émotion comme un torrent emporterait quelques parcelles d'or, et je retombe aussitôt plus que jamais froid et vide. » Mais, comme pour corriger ces derniers mots, il ajoute :

« Je ne manifeste jamais cette indifférence ni dans mes paroles, ni dans ce que j'écris. Et au contraire, *Je prends toujours hautement la défense des idées religieuses*, et quelquefois ce que je dis m'étonne : *il me semble qu'une voix inconnue parle par ma bouche* et que je suis comme un instrument dont un artiste invisible tire des accords que je ne puis comprendre. » Il n'était pas besoin d'être un très profond psychologue pour deviner que le jeune homme de vingt-trois ans qui parlait ainsi était déjà, à son insu peut-être, « en route » vers un autre idéal.

Deux ans plus tard, Veuillot est à Rome : il était parti avec son ami Olivier pour un long voyage qui devait, croyait-il, le conduire jusqu'en Orient. A Rome, ils avaient retrouvé un de leurs amis, Féburier, excellent chrétien lui aussi, qui était là avec sa femme, « jeune et charmante, et d'une solide piété ». « Son exemple, avoue Louis Veuillot, contribue beaucoup à me faire désirer un changement dans moi-même. » L'Italie lui avait été un enchantement. « Rome, écrit-il, cette fiancée éternellement jeune de toutes les jeunes âmes, était là qui m'attendait, parée de sa vieille gloire et des fleurs renaissantes de son précoce printemps. » Il voit le Père Rosaven, « dont les paroles l'ont grandement ému », a avec lui « de longues conférences », dont il ne sait quel sera le résultat. Entre temps, il visite Naples, Florence, Venise, Ancône, voit le Pape, « solide et bon vieillard » qui les a reçus « très gracieusement ». Visiblement, il est troublé, souvent très triste, tiraillé entre des partis contraires. Enfin une lettre d'Ancône à son frère, datée du 12 juin 1838, nous apprend que le dernier pas est franchi, qu'il a *parié* définitivement : « J'ai donc frappé à la porte de l'arsenal où de plus braves, de plus forts, de plus grands que moi *sont allés chercher des armes contre eux-mêmes*. A cet égard, il y a réellement en nous une voix qui ne permet pas d'hésiter, et nous avons tous sous les yeux des expériences qui lèvent jusqu'au moindre doute. » « C'est l'Italie, plus que tout le reste, qui m'a fait catholique, dira-t-il dans la même lettre... Ce pays est tellement rempli des grandes œuvres de la foi, le catholicisme y a produit tant d'hommes de génie et tant de merveilles en tout genre, qu'il faut incliner la tête et fléchir le genou. »

Son état d'âme est alors extrêmement complexe, et il l'analyse avec une lucidité, une pénétration que pourraient lui envier les plus fins psychologues de la conversion. Il est loin, très loin d'avoir, du jour au lendemain, retrouvé la paix de l'âme :

« Jamais je n'ai été plus ballotté, plus secoué, plus tiraillé, je dirais presque plus désespéré qu'en ce moment... Le combat a réellement commencé à l'acte qui devait le finir... et l'on ne résisterait pas à la violence des émotions et des regrets qu'on éprouve si, au milieu de tout cela, l'on ne se sentait pas une force qu'on n'avait pas auparavant... Ces actes, ces fautes, ces plaisirs pour lesquels on avait du mépris, on s'y laissait entraîner ; *maintenant qu'ils inspirent un attrait horrible*, qu'ils vous donnent une soif d'enfer, *vous n'y cédez pas*. C'est la récompense ; elle est lente, elle est rare ; elle est maudite parfois lorsqu'elle vient ; mais il est impossible que cette fleur n'ait pas un fruit. »

Ce fruit qu'il entrevoit et qu'il espère, cette sérénité morale qu'il veut conquérir, pour s'en assurer le précieux bénéfice il s'en va, sur le conseil de son ami Olivier, faire une longue et sérieuse retraite au séminaire de Fribourg en Suisse, lequel était alors dirigé par les jésuites. La célèbre formule du *Mémorial* de Pascal : « Soumission totale à Jésus-Christ et à mon directeur » pourrait être sa devise. L'orientation de sa vie et de sa conduite, il remet tout entre les mains du directeur qu'il s'est donné, « ne demandant à Dieu que ce qui conviendrait pour son âme, et la vertu d'obéir ». La décision du Père est qu'il doit retourner à Paris et ne pas s'éloigner de sa famille. Il l'accepte sans hésitation. « J'ai pris de la certitude, du courage, écrit-il ; vraiment, je n'étais pas encore chrétien, mais je crois l'être maintenant. » Il est « gai comme pinson » ; il a « déjà trouvé un petit filon de la grande mine d'or qui s'appelle confiance en Dieu ». Et, après un pèlerinage à Einsiedeln et quelques excursions en Suisse, il est de retour à Paris dans les premiers jours du mois d'août 1838.

Assurément, il n'est pas encore «débarrassé de toute inquiétude et libéré de tout combat ». Mais Dieu « a mis dans son cœur l'espérance et la paix... Sans doute il faut lutter encore et quelquefois rudement. Mais quelle différence de ces luttes où le bien triomphe toujours, à celles où l'on était toujours vaincu par le mal ! » « Cependant, avoue-t-il, lorsque pour la première fois depuis ma conversion je me suis vu seul le soir, dans les rues de Paris, j'ai été saisi d'une frayeur horrible. Je tremblais, mes dents claquaient les unes contre les autres, je ne pouvais presque plus respirer ni marcher ; mais une prière a dissipé tout cela, et je suis bien tranquille maintenant. » Et l'année suivante, il pourra écrire : « Aimer sans reproche, et sans mélange de haine, c'est une joie vive,

noble, continuelle, immense ; et cette joie n'est rien, pourtant, absolument rien, à côté d'une autre joie chrétienne qui s'est tout à coup révélée à moi comme un monde enchanté, comme un océan de délices, où je me plonge, où je me berce, où je m'enivre avec de tels transports que, parfois, les yeux baignés de larmes, je me demande si c'est bien moi qui goûte de pareils ravissements : cette joie souveraine, dans notre langage, nous l'appelons l'amour de Dieu. » L'évolution est maintenant achevée. Le grand chrétien à la foi ardente, profonde, inaltérable, sans cesse jaillissante, ennemie de tout respect humain, que nous avons connu et qui, pendant quarante ans, s'est déployé et dépensé sans compter, est désormais tout formé : il a trouvé son port d'attache : il ne variera plus. Nature passionnée, tumultueuse, primesautière, éprise de certitude et d'absolu, ne découvrant pas en elle-même le frein et la règle dont sa santé morale et sa droiture foncière éprouvaient l'impérieux besoin, il a cherché et il a trouvé dans le catholicisme tout ce qui lui manquait encore : sa conversion a pleinement satisfait les exigences de son esprit et les désirs de son cœur.

***

Le cœur de Louis Veuillot : la *Correspondance* nous en fait entrevoir les multiples et secrètes richesses. Ce violent, qui a été souvent si dur pour les idées, n'a jamais haï personne et, au contraire, il a beaucoup aimé (1). Il aimait à aimer. Le mot de Pascal que « tout notre raisonnement se réduit à céder au sentiment » s'applique admirablement à lui, et je soupçonne que le sentiment a eu infiniment plus de part que le raisonnement dans l'acte de sa conversion. Pareillement dans l'ordre tout humain des relations et des affections. Doué d'une forte sensibilité plébéienne, — il avait tout naturellement le don des larmes, — prompt à la sympathie et même à la tendresse, s'il n'avait pas eu d'assez bonne heure, pour se diriger dans la vie, le frein salutaire de la foi et de la pratique chrétiennes, il aurait pu être le jouet ou la victime

(1) Sainte-Beuve avait déjà entrevu ce Veuillot-là : « Je pourrais ajouter, écrivait il, si ce n'était ici une digression, qu'il y en a un troisième, celui qu'on rencontre par hasard dans le monde, doux, poli, non tranchant, modeste dans son langage, d'un coup d'œil et d'un ton de voix affectueux, presque caressant : il est impossible de l'avoir rencontré quelquefois et d'avoir causé avec lui sans avoir reconnu dans cet ogre tant détesté, et qui a tout fait pour l'être, l'homme doué de bien des qualités civiles et sociales. »

de bien des entraînements regrettables. Tout jeune, il était devenu très platoniquement amoureux d'une jeune et charmante actrice, Léontine Fay, à laquelle il n'adressa d'ailleurs jamais la parole : quarante-deux ans plus tard, il la revit à Nice, mariée, convertie, mère et grand mère ; et il s'engagea entre eux une délicieuse correspondance où, à travers toutes les transpositions nécessaires, l'ancienne flamme romanesque transparaît encore (1). Veuillot n'avait pas encore dix-huit ans que, parlant à un ami des éloges et des encouragements que Casimir Delavigne lui avait prodigués pour ses vers, il écrivait : « Jugez si je suis content ; je viens enfin de voir luire sur mon front un rayon de cette poétique auréole du génie que j'ambitionne plus que tout au monde. Hélas ! puisse-t-elle humaniser quelque âme féminine ! Que je donnerais de bon cœur tous les vers que j'ai faits, tous les éloges qu'ils m'ont valu, pour un regard d'amour ! » Un peu plus tard, à Périgueux, on nous laisse entendre qu'il se prit d'une grande passion, qui d'ailleurs ne s'éternisa pas, pour une jeune personne qu'il aurait voulu épouser. Il semble bien qu'il fût de complexion assez amoureuse.

Sa conversion, ses nouvelles idées religieuses, sa vie laborieuse et singulièrement agitée de journaliste, ses premiers livres, ses soucis de chef de famille, car son père est mort et il a pris la charge de ses deux sœurs, tout cela rejette à l'arrière-plan de sa pensée toute préoccupation matrimoniale. Lacordaire lui prêche le célibat ; mais il est clair que sa « belle austérité de cœur » lui pèse : « Le soir, avoue-t-il, quand je me vois seul, je me demande avec quelque rougeur si je ne suis pas un peu bien cafard. » Bien des gens cherchent à le marier : des jeunes filles lui offrent leur main : il se dérobe : des femmes lui écrivent, sollicitant des directions de conscience : il commence par leur répondre : puis, craignant que ces correspondances ne tournent au roman, il ne répond plus et brûle les lettres qu'il reçoit.

Enfin, en 1845, — il a trente et un ans, — ayant doté et marié l'aînée de ses sœurs, il se décide à se marier lui-même. L'affaire, arrangée par des prêtres, fut très vite négociée. Le sentiment y eut sans doute sa part, mais la raison peut-être plus encore. « La raison, écrit Veuillot à son excellent ami M. de Dumast, le 28 juin 1845, la raison tient la balance d'une main impassible :

(1) Voyez la *Revue* des 15 août et 1er septembre 1913, où cette correspondance a été publiée.

l'un des plateaux est chargé d'inquiétudes, de chimères, de défroques de tout genre ; l'autre porte une fille de vingt et un ans, très pieuse, très simple, assez gaie, un peu frêle, gentille à ce que je crois ; deux mille livres de rente où l'on me laisse prendre une dot pour ma seconde sœur, et deux cent mille francs dans l'avenir. Tout cela faisait un poids égal. » Mais la grande piété de la famille « a fait pencher le plateau de la fille et considérablement alléger celui du célibat... Enfin, on m'a vu ; j'ai paru supportable ; on m'a montré cette innocente créature, et j'ai trouvé que c'était mieux que je ne valais. » Treize jours après, à un autre ami : « La jeune personne est d'ailleurs fort à mon goût et je suis ravi de l'honnêteté et de la délicatesse de tous les proches parents. » Treize jours plus tard, à un prêtre ami : « Je me marie dans huit jours, le 31 juillet, à une bonne petite fille qui en paraît tout heureuse, la pauvre enfant ! C'est un mariage raisonnable, une fortune médiocre, même eu égard à ma position : beaucoup de naïveté, assez d'esprit, une grande piété, point du tout de littérature. C'est bien ce que je désirais ; seulement j'aurais souhaité une personne un peu plus grasse. » Dix jours après, à Foisset : « Mon mariage est convenable ; j'entre dans une bonne et laborieuse famille et Dieu me donne une femme douce et simple. » Ce n'est peut-être pas là le langage d'un cœur ardemment épris. Et l'on a un peu l'impression, — que nous donnait déjà la lecture des premières pages de *Çà et là*, où l'écrivain a raconté son idylle, — que Veuillot a fait un mariage qui n'est pas sans rappeler celui de Jean Racine.

« Ma femme est bien chrétienne, bien obéissante *et bien illettrée* », écrivait-il à un bénédictin un mois après le mariage. Et, bien que le dernier mot dépasse assurément sa pensée, pourquoi faut-il qu'un peu plus tard il le commente de la façon suivante : « Dieu a choisi pour moi et m'a donné une douce créature que l'envie d'écrire ou de lire ne tourmentera jamais. Elle fait son bonheur de prier, son devoir de me servir et son délassement de raccommoder le vieux linge. » Il a beau dire qu'« il a plus qu'il ne mérite et mieux qu'il ne désirait », nous ne l'en croirons pas tout à fait sur parole.

Que Veuillot ait été un excellent mari et qu'il ait dû rendre sa femme très heureuse, c'est ce qui ne me paraît guère douteux. Les lettres qu'il lui écrit sont empreintes de la plus chaude, de la plus confiante tendresse : « Dans ces pays où je retrouve la trace

des premiers jours de l'année de miel, je crois t'aimer avec plus d'ardeur encore. Mille baisers sur ton front si pur, sur tes doux yeux, sur tes mains enchaînées aux miennes. » Il s'inquiète et gronde quand il ne reçoit pas de nouvelles ; il souffre de la séparation, aspire au retour, donne les détails les plus touchants sur le vide que lui cause la solitude : « Je vais plusieurs fois par jour dans ta chambre, toujours étonné de ne pas y trouver ton bon sourire, tes bons baisers et notre cher poupon. » Quand, au bout de sept ans de mariage, sa femme lui fut enlevée, « mourant comme une sainte », sa douleur fut profonde et elle s'est exprimée en des termes qui ne trompent guère ; et, bien qu'il en ait été sollicité plus d'une fois, il ne s'est jamais remarié.

Il ne s'est jamais remarié ; mais, une fois au moins, il a été très tenté de contracter une nouvelle union. Il touchait à la cinquantaine, « l'âge difficile », au dire de Jules Lemaître : ses deux filles étaient élevées ; la compagnie de sa sœur Élise, dont la bonté semble avoir été un peu rude et le dévouement un peu autoritaire, ne remplissait probablement pas tout son idéal féminin ; ses chaudes amitiés féminines, — surtout celle d'Olga de Ségur, plus tard vicomtesse de Pitray, « dernière amie de sa jeunesse, première amie de sa vieillesse », — tout en satisfaisant certains côtés romanesques de sa nature, lui avaient donné le goût et le désir nostalgique de la présence réelle. Ce fut alors qu'il rencontra dans un salon romain « une comtesse très brillante » de trente-deux ans, sans grande beauté, mais dont « la physionomie mobile, la taille souple, l'esprit encore plus vif que la physionomie et encore plus souple que la taille » lui plurent infiniment : elle était Belge, elle n'était pas mariée ; elle était très indépendante et un peu fantasque ; elle fut très flattée de ces tendres et respectueux hommages d'un écrivain célèbre. On fit quelques promenades au clair de lune. Et

C'était le soir du Colisée, le soir de ce beau ciel, quand nous revenions par les rues désertes *nous donnant la main* ; n'étions-nous pas déjà de vieux amis ? Ne sentions-nous pas qu'une affection sincère nous liait et que désormais il y aurait une forte trahison à oublier ce serrement de main et ces paroles confiantes que se disaient nos âmes réjouies des mêmes bonnes et pures émotions ? En tournant derrière le Capitole, nous nous trouvâmes éclairés à plein jour, la lune si douce et si brillante, que nous poussâmes en même temps un cri d'admiration. *Je sentis que c'était un dernier moment dans ma vie.* Je vous dis : « Je ne verrai plus cela. » J'en étais assuré. En même temps, la joie inondait mon cœur et l'espoir y

mourait. Je n'ai jamais cru et je ne crois pas qu'un pareil instant me soit rendu...

Et pourtant le vieux poète, — car c'est un poète, — avait fait un rêve :

Une part de ce très grand bonheur que je faisais la folie de rêver se composait de votre bonheur à vous. Je ne croyais pas rien vous offrir. Je vous voyais un foyer paisible et néanmoins vivant, une vie enfin assise et noblement occupée, faite pour vos goûts les meilleurs, pour votre dévouement à la grande cause, en un mot digne entièrement de vous. *Je vous plaçais dans un salon qui manque et qui deviendrait le centre français de la pensée catholique...* Voilà le rêve...

Hélas ! ce n'était qu'un rêve ; et l'on s'en rendit assez vite compte de part et d'autre : la fière grâce aristocratique de Juliette de Robersart ne put consentir à unir sa destinée à celle du vaillant lutteur plébéien qui aurait pu lui redire les vers célèbres de Corneille : « Marquise, si mon visage... »

Louis Veuillot s'en consola en écrivant des lettres délicieuses de fraîcheur, de verve et de tendre amitié à une charmante amie française de Mlle de Robersart, Charlotte de Grammont, à Mme de Pitray, plus tard à Mme Fay-Volnys. Mais à aucune de ces trois femmes il n'a pu dire ce qu'il écrivit, un jour, à la capricieuse Juliette : « J'ai violemment souffert, et puis j'ai souri, et puis j'ai senti qu'enfin je vous aime très amicalement. Mais mon pauvre cœur a éclaté, et lorsqu'enfin il a fallu ramasser les morceaux de ce cœur brisé et y remettre l'ordre, j'ai vu que l'amour était parti. »

***

Cette richesse et cette ardeur de sensibilité, comment se sont-elles comportées en face de la douleur et de la mort ? C'est là, pour toute âme humaine, le grand, le décisif critérium, la pierre de touche révélatrice. C'est le poète qui a raison :

L'homme est un apprenti : la douleur est son maître,
Et nul ne se connaît, tant qu'il n'a pas souffert.

La vie fut souvent dure à Louis Veuillot, et il a été à de multiples reprises, bien cruellement frappé dans ses plus chères affections. Quand sa femme mourut, elle n'avait pas trente ans ; elle lui

avait donné six enfants, six filles : quatre d'entre elles lui furent successivement enlevées, et les trois dernières en moins de deux mois, dans des conditions particulièrement douloureuses, qui eussent abattu, peut-être pour toujours, une âme moins généreuse et moins solidement trempée que la sienne. Qu'on juge de la violence de sa douleur par cet aveu qui lui échappe : « Mon cœur surpris comme par un orage éclata malgré moi ; tous les sanglots que j'avais contenus depuis deux mois éclatèrent à la fois : *j'aurais voulu pouvoir me rouler par terre et mourir à l'instant* », — ou encore par ce mot si amèrement désolé à une amie : « Cependant, je ne vous plains plus de n'avoir pas d'enfants. » Mais, bien vite il se relève : « Moi, je désire pouvoir travailler. C'est le seul moyen que je puisse trouver de me sortir de cette préoccupation qui me montre sans cesse le cercueil de mes enfants, non seulement de celles qui ne sont plus, mais de celles qui vivent. » Et la profondeur de son sentiment chrétien lui fait trouver des accents de résignation, d'espérance et même de gratitude dont rien ne dépasse la pure beauté.

Quand il perdit sa première fille, morte à dix mois, il disait déjà : « Cependant je ne voudrais pas être délivré de ma douleur : je prie Dieu, au contraire, de me la conserver, c'est un poids salutaire et une flamme purifiante, je me sens meilleur et moins en péril que dans la joie. La joie nous endort sur le précipice d'un sommeil plein de mauvais rêves. La douleur nous fait penser constamment à Dieu. » Au moment de la mort de sa femme, écrivant à un ami, il dira plus fortement encore : « Demandez à Dieu de me donner la force et de me laisser ma douleur. » A la mort de l'une de ses filles : « Oh ! que la miséricorde de Dieu est grande ! et quelle évidence j'en ai dans ce moment ! Comme il m'avertit ! comme il me presse ! comme il me commande ! *et comme je l'entends !* Il faut être à lui, n'être qu'à lui, n'avoir rien, ne rien faire que pour lui. » Et encore : « Je pleure, mais j'aime : je souffre, mais je crois. Je ne suis pas écrasé, je suis à genoux. Ces deux chers tombeaux sont des jours sur la vie éternelle ; j'y sens le mensonge de la mort et je nie même la séparation. » Et enfin, à la mort de sa dernière fille : « Que de miracles Dieu fait pour nous et que nous sommes ingrats ! Quelle miséricorde de nous faire trouver la plus grande paix dans la plus grande douleur ! » — « Jamais mon cœur n'a été si déchiré, jamais il n'a été environné de tant de sécurité et de lumière. *Il n'est aucune joie en ce monde contre laquelle je voulusse*

échanger mon immense douleur. » Quand on lit de telles pages, on s'associe pleinement au jugement de Jules Lemaitre : « J'ose dire qu'aux heures douloureuses il y eut chez Louis Veuillot de la *sainteté.* »

Il y aurait bien d'autres choses à dire sur la *Correspondance* de Veuillot. Sans parler de tout ce qu'elle nous apprend sur la vie de l'écrivain et sur son œuvre, sur les événements, les polémiques et les mouvements d'idées auxquels il a été mêlé, on voudrait pouvoir citer et commenter ses lettres à sa sœur, à son frère, à tel ou tel de ses amis, surtout peut-être ses lettres à ses filles ou celles qu'il a écrites sur l'entrée au couvent de sa fille Luce :

L'enfant est partie le soir. Elle n'osait paraitre heureuse, elle l'était, et avait assez de chagrin pour le cacher. Quelles scènes muettes, quelles allégresses douloureuses et contenues ! Elle a baisé le seuil de sa chambre et la porte de la maison. Elle a embrassé les servantes et descendu l'escalier qu'elle ne remontera plus. Mille choses de rien deviennent solennelles, lorsqu'on les fait pour la dernière fois... Et moi, je lui ai dit un dernier adieu et je l'ai embrassée une dernière fois. Je la verrai encore, je ne l'embrasserai plus. Ce n'est plus ma fille. La grille est entre elle et moi... A force de me contenir, il semble que j'ai perdu la faculté de pleurer. Maintenant, je voudrais bien verser ces larmes qui m'étouffent. Je ne puis.

Cela est à mettre à côté de l'admirable page où Mme Périer nous raconte l'entrée à Port-Royal de sa sœur Jacqueline.

Et l'on voudrait aussi indiquer la haute valeur littéraire de cette *Correspondance* où le magnifique écrivain qu'était Louis Veuillot répand à profusion, avec une merveilleuse aisance, dans la plus belle des langues, tous les dons de son esprit et de son cœur. L'esprit, l'éloquence, la malice, la poésie, la satire, la grâce, la tendresse, la verve comique, il sait prendre tous les tons, et cela sans le moindre effort, sans jamais se départir du plus parfait naturel. La vie la plus intense se dégage de ces douze volumes, et l'auteur de *Çà et là* s'y montre à nous tel qu'il fut dans la vivante réalité. Toute la journée, qui a été longue, il a besogné durement dans son bureau de *l'Univers ;* il a dépouillé les journaux, pris connaissance du courrier, feuilleté quelques livres, reçu quelques visites, organisé le numéro du jour, distribué la besogne, corrigé des épreuves, donné des ordres, écrit enfin l'article où il a « tué un

philistin », exécuté Havin, Dupanloup ou Montalembert. Il rentre chez lui un peu las, mais sa verve n'est pas éteinte. Il éprouve seulement le besoin, le rude athlète, de déposer son armure, d'oublier les sottises qu'il a dû livrer à la risée de ses lecteurs, d'être tout simplement le brave homme honnête et cordial qu'il est dans son fond le plus intime. Il prend une feuille de papier, et la plume court à bride abattue, enregistrant fidèlement toutes les idées qui lui viennent à l'esprit, toutes les impressions qui l'assaillent. Il cause : il se laisse aller ; il se détend ; il se délasse. Si une anecdote plaisante se présente à sa pensée, il la contera sans se faire prier, s'en amusant lui-même avant d'en égayer son correspondant ; si une grave idée, ou une émotion profonde, ou un souvenir douloureux s'offrent à son regard intérieur, il ne se refuse pas à les exprimer et à les suivre. Et tout cela est si net, si franc, si direct, si spontané et si vivant, tout cela est si bien la fidèle image d'une âme généreuse, élevée, ardente et bonne, et profondément humaine que, le livre ouvert, on ne peut s'en arracher et qu'il faut le lire jusqu'au bout,..

VICTOR GIRAUD.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA PAIX ET SES ENNEMIS

De la colline romaine du Vatican, où viennent retentir les échos de toutes les passions humaines et où leur vanité sonore est confrontée aux éternelles vérités, le Pape a fait entendre *Urbi et Orbi*, à l'occasion de la fête de Noël, un juste et solennel avertissement. Répondant aux vœux du Sacré Collège, il a rappelé la création dans l'Église et par l'Église « d'un droit chrétien, d'un droit de la Chrétienté », et il a ajouté : « Ces rappels et cette glorification (du droit chrétien) ont été extrêmement opportunes quand tout le monde s'occupe de justice et de droit et que l'on recueille, dans l'atmosphère troublée de nos jours, des expressions qui parlent du droit de la race, du droit de la nationalité, comme si le droit et la justice pouvaient être fondés sur ces types de droits particuliers. » Puis, continue Pie XI, « à toutes les peines, à tous les malaises, à tous les véritables maux qui dérivent de cette crise, s'ajoute aujourd'hui cette rumeur de guerre, confuse mais largement répandue, ou, pour le moins, cette rumeur d'armements de guerre. C'est quelque chose qui désoriente et laisse l'esprit interdit... Si vraiment l'on veut la paix, Nous invoquons la paix, Nous bénissons la paix, Nous voulons la paix, Nous prions pour la paix. Mais si d'aventure il se trouvait quelqu'un qui, — par une supposition impossible, par un nouveau phénomène de folie du suicide et d'homicide des nations, — préférerait non pas la paix mais la guerre, alors Nous avons une autre prière qui, hélas! devient un devoir et Nous devons dire au Dieu béni : « *Dissipa gentes quæ bella volunt.* »

Puissent ces ardentes paroles tombées de si haut marquer de leur sceau l'année qui commence sous de meilleurs auspices que la précédente. L'inquiétude générale, le trouble, — dont le roi

George V parlait, lui aussi, dans ses vœux de Christmas à la « confraternité de nations libres » qui composent l'Empire britannique, — en pénétrant jusqu'en Angleterre, ont fini par promouvoir un grand effort d'organisation de la paix. En dépit d'indéracinables légendes qui trompent encore l'Angleterre sur le caractère turbulent et belliqueux du coq gaulois, l'opinion publique commence à se rendre compte qu'il n'existe en Europe qu'un danger de guerre, c'est le racisme pangermanique. Partout l'*Intelligence Service* découvre ses trames secrètes, même à l'intérieur de l'Empire. L'amitié française, avec sa loyauté indéfectible, en paraît plus précieuse, et c'est avec elle que l'on espère organiser la sécurité et la paix. Les déclarations pacifiques que multiplie le gouvernement nazi depuis qu'approche la date du plébiscite de la Sarre, sont enregistrées en Angleterre avec une satisfaction mitigée de scepticisme.

M. Rudolf Hess, l'homme de confiance du chancelier Hitler, a, lui aussi, lancé son message de Noël : « Le monde sait, — et des hommes d'État autorisés d'autres peuples l'ont reconnu, — que c'est uniquement grâce au Fuhrer que la paix européenne, qui fut gravement menacée cette année, a pu être maintenue. Sa perspicacité et ses déclarations destinées à détendre l'atmosphère ont fait de lui un homme d'État d'importance mondiale. » Voilà les insanités que l'on fait avaler au plus crédule de tous les peuples. Qui sait si l'on ne nous dira pas bientôt que c'est le malheureux Dollfuss qui a menacé la paix, ou peut-être M. Mussolini en protégeant l'indépendance de l'Autriche, ou encore sir John Simon et M. MacDonald en détachant quelques bataillons dans la Sarre ? Il est impossible de mentir avec plus d'impudence, mais les Allemands n'en sauront jamais rien puisqu'aucun journal libre ne peut le leur dire. Le bout de l'oreille apparaît ; quelques lignes plus loin M. Hess avoue avec ingénuité l'objet de son mensonge : « Le résultat de cette attitude du Fuhrer et de l'esprit raisonnable dont fait preuve le gouvernement français actuel sera que les Allemands de la Sarre reviendront au Reich le 13 janvier. » Il s'agit avant tout de rassurer les Sarrois : s'ils rentrent au bercail, ils n'y trouveront que des moutons.

Que pèsent ces réclames pacifistes, qui pourraient bien cesser après le 13 janvier, en présence des faits ? Les faits, c'est le réarmement matériel, c'est toute une jeunesse entraînée à l'unique passion des armes et des batailles, des avions et des sous-marins, endoc-

trinée par la lecture scolaire de *Mein Kampf* où s'étale la pensée vraie et sincère d'Adolf Hitler. « Des paroles, écrit avec justesse la *National Zeitung* de Bâle, ne constituent pas une preuve. L'observateur étranger voit simplement que l'Allemagne est transformée en une seule et grande cour de caserne. A tous les coins de rue, il voit et il entend la volupté des commandements militaires et la volupté plus grande encore de se mettre au garde-à-vous et de saluer. » Toute l'activité économique allemande est dirigée vers la préparation à la guerre. Le Reich, qui ne rembourse même plus les intérêts de ses dettes commerciales courantes, trouve des ressources dès qu'il s'agit de se procurer les matières premières nécessaires aux industries de guerre. Tous les faits observables démentent la parade de pacifisme officiel que le Fuhrer a mise récemment à la mode pour l'édification des Sarrois et des Anglais.

Dans une « cour de caserne », il est naturel que l'état-major commande. L'emprise de la Reichswehr sur le gouvernement hitlérien est de plus en plus marquée. On n'écoute plus guère l'aile gauche du parti, celle qui pourtant fit le succès du Fuhrer, quand elle réclame le retour au programme socialiste des premières heures. Il se passe en Allemagne des faits étranges sur lesquels la lumière n'est pas faite. Destitution et remplacement de hautes personnalités du régime ; mobilisations soudaines de troupes de police (le 3 janvier, par exemple) sans que la raison en soit connue, arrestations et assassinats. Il semble, autant qu'on puisse démêler le sens général de ces mesures, qu'elles atteignent surtout les plus ardents parmi les meneurs nazis. Au correspondant américain de l'*Associated Press*, le général von Blomberg a dit : « Depuis les événements du 30 juin, les S. A. ont cessé de jouer au soldat. C'est la ferme volonté et l'ordre du Fuhrer que la Reichswehr, et elle seule, porte les armes de la nation. » Mais si Hitler ne dispose plus de la force, si ce sont les chefs de la Reichswehr qui, en réalité, commandent, le Fuhrer n'est donc plus qu'un paravent dont la popularité d'ailleurs déclinante masque la mainmise de l'armée sur l'État et l'inévitable fin de la comédie raciste. Mais des surprises sont encore possibles, car Hitler lui-même ou ses partisans sont capables de réagir pour sauver leur pouvoir, leurs privilèges et leurs prébendes. Après le 13 janvier, nous verrons les événements se développer à un rythme plus accéléré.

LE JAPON DÉNONCE LE TRAITÉ DE WASHINGTON

Ce n'est pas seulement en Europe que se dessinent des prodromes menaçants. Sur le vaste Océan Pacifique, des nuages s'amoncellent. Ils préoccupent au premier chef le gouvernement britannique, et par là ont une incidence décisive sur l'attitude de l'Angleterre dans les affaires continentales. Elle veut en Europe une paix consolidée, une sécurité durable, mais elle les veut le plus tôt possible et au moindre prix ; et le danger demeure que, par excès de précipitation, elle n'en compromette le succès. C'est que, là-bas, elle craint de se trouver obligée d'opter entre son ancienne amitié avec le Japon et la fraternité anglo-saxonne avec les États-Unis. C'est sur la base navale de Singapour qu'elle dirige en hâte ses plus puissants canons. Les pourparlers pour le renouvellement du traité de Washington, après deux mois d'efforts, sont en effet interrompus ; l'Empire nippon a dénoncé le traité de 1922, c'est-à-dire qu'il n'accepte plus le rapport de 3 à 5 pour sa marine de guerre comparée à celles des Américains et des Anglais. C'est peut-être l'événement le plus gros de conséquences qui se soit produit depuis longtemps, car il ne réagit pas sur l'Europe seulement par l'Angleterre, mais aussi par l'U.R.S.S., Puissance asiatique riveraine du grand Océan.

La suprématie en Asie jusqu'au canal de Suez et jusqu'au lac Baïkal, la direction des peuples asiatiques pour le développement de leur civilisation originale, la possession des marchés de la Chine et des Indes comme débouché à cette économie industrielle du Japon qui est le seul moyen de fournir du travail à un trop nombreux prolétariat : telles sont les aspirations du parti militaire qui domine dans le gouvernement de Tokio. On sait que les produits fabriqués à très bon marché au Japon viennent jusqu'en Occident faire une concurrence désastreuse aux industries européennes. L'influence politique et militaire du Japon s'exerce sur tout le pourtour de l'Océan Indien, en Abyssinie par exemple. Sa décision de dénoncer le traité de Washington, signifiée par ses ambassadeurs le 29 décembre, s'éclaire donc par son essor économique et ses visées politiques ; elle alarme l'Amérique et l'Europe.

Sans doute la porte n'est pas fermée à de nouvelles négociations ; la dénonciation ne produira son effet qu'à la fin de 1936 ; mais on ne voit pas comment, d'ici là, les points de vue divergents

de Washington, de Londres et de Tokio pourraient se rapprocher. La volonté du Japon est de recouvrer l'égalité de droit d'abord : satisfaction d'amour-propre national. L'égalité de droit pourrait évoluer vers l'égalité de fait, car le Japon a sur les États-Unis et l'Angleterre l'avantage d'une main-d'œuvre à très bon marché. Cette égalité de droit que les journaux américains nous pressent de reconnaître à l'Allemagne, le président Roosevelt refuse de la concéder au Japon. Le Japon ne rejette pas l'idée d'une limitation des armements navals ; mais il préconise une limite qui soit la même pour toutes les Puissances, un accord qui « dissipe toute crainte d'agression entre les grandes Puissances en réduisant, en même temps, le fardeau des armements qui pèsent sur les peuples ». Ne serait-ce pas chercher la quadrature du cercle ? Dès lors, la course aux armements navals ne va-t-elle pas recommencer jusqu'à la limite des capacités financières de chaque pays ?

Une nouvelle phase de la lutte pour le Pacifique vient donc de s'ouvrir. L'Angleterre et les États-Unis s'émeuvent. Le traité de 1922 leur apparaît étroitement conjugué avec le traité des neuf Puissances qui établit le régime de la porte ouverte en Chine. L'opinion du public et des journaux est très hésitante. Les uns considèrent que la partie, en Chine, est jouée ; l'influence nippone y sera prépondérante ; l'empereur du Mandchoukouo, Pou-Yi, sera proclamé empereur de Chine et refera l'unité de l'immense empire sous l'influence et avec l'aide du Japon. L'intérêt britannique serait donc de réveiller les souvenirs de l'alliance conclue en 1902 et qui n'a été dénoncée en 1922 que pour complaire aux Américains, et de conclure une entente amicale avec le Japon. Les autres estiment qu'il convient avant tout de maintenir et de développer la solidarité avec les États-Unis.

L'opinion américaine est violemment antijaponaise ; elle regrette qu'en 1922 on ait laissé les mains libres au Nippon en Asie. Le gouvernement poursuivra la construction autorisée par le Congrès de 78 unités navales. Il faut avant tout sauvegarder l'avenir du commerce américain en Chine. Déjà, au mois de mai, des manœuvres navales de grande envergure vont se développer dans le Pacifique ; 177 navires montés par 58 000 hommes, 476 avions et un dirigeable y prendront part. Le groupe principal aura sa base d'opérations à Pearl Harbour, aux îles Hawaï ; une escadre ira établir une base nouvelle à l'île Midway, à 1 160 milles à l'ouest de l'archipel Hawaï. Un autre

groupe aura son centre d'action aux îles Aléoutiennes. L'intention de rapprocher de l'Asie les forces navales américaines est manifeste ; il s'agit de donner au Japon un avertissement dont on peut douter que l'effet soit durable.

M. LAVAL A ROME

La visite que M. Pierre Laval, ministre des Affaires étrangères, vient de faire à M. Mussolini à Rome est un événement d'importance capitale, un favorable événement qui consolide en Europe la paix et l'ordre fondé sur les traités. Un rapprochement entre la France et l'Italie était depuis longtemps souhaité des deux côtés des Alpes ; il était dans l'air ; M. Laval, en 1931, le prépara ; le regretté Louis Barthou y travaillait quand il tomba aux côtés du roi Alexandre l'unificateur ; il se proposait de ménager, sous les auspices de la France, une détente entre l'Italie et la Yougoslavie et d'aller ensuite à Rome afin de mettre le sceau à l'entente en montant au Capitole à côté du Duce. M. Laval a aujourd'hui l'heureuse fortune de réaliser ce programme.

Une entente entre l'Italie et la France était d'autant plus délicate à réussir que les différends d'ordre matériel étaient d'importance secondaire, tandis que les divergences d'ordre sentimental et affectif étaient profondes. Il est difficile de saisir les impondérables et de les juguler. On était en présence de deux conceptions subtilement différentes de la politique et des voies à suivre pour parvenir à un apaisement général.

Les litiges coloniaux portaient sur deux points : le statut des Italiens en Tunisie et l'application du traité de Londres de 1915.

Le premier était délicat en raison de l'effort poursuivi par le gouvernement fasciste pour conserver aux groupes d'émigrants italiens répandus par le monde le caractère et les sentiments italiens. L'Italie désirait maintenir en sa faveur un régime d'exception en ce qui concerne la naturalisation automatique des enfants d'Italiens domiciliés dans la Régence ; la France souhaitait d'y mettre un terme. L'application du traité de Londres avait déjà donné lieu à une importante rectification de frontière au profit de l'Italie, dans le Sahara, au sud de la Tunisie (accord du 12 septembre 1919) ; les deux oasis de Rhadamès et de Rhat ne s'avancent plus comme deux encoches dans le Sahara français ; la route qui les rejoint est entièrement attribuée à la Tripolitaine

italienne qui s'est agrandie de 120 000 kilomètres carrés. Mais une lettre du ministre des Affaires étrangères français reconnut que cette concession n'épuisait pas le droit de l'Italie à une compensation, sans que, d'ailleurs, le supplément promis puisse être considérable. Les négociations se poursuivirent donc. Les Italiens souhaitaient dans la région du Tibesti et de l'Ennedi de larges cessions qui ouvriraient à la colonie italienne l'accès au lac Tchad à plus de 1 000 kilomètres de sa frontière actuelle. C'eût été couper en deux cet empire français d'Afrique dont la soudure dans la région du Kanem et du Ouadaï nous a coûté tant de sacrifices et est d'une si capitale importance pour le passage des grandes voies de communication de l'avenir. Le Tibesti n'a pas grande valeur économique, mais c'est un puissant massif volcanique qui s'élève jusqu'à 3 400 mètres et dont les vallées renferment les seules oasis habitables du Sahara central avec une population d'une dizaine de milliers d'habitants de la race noire saharienne. Ce massif offre un point d'appui indispensable à qui veut faire régner l'ordre et la sécurité dans le Sahara : il en commande les routes. La France ne pouvait l'abandonner sans compromettre toute son œuvre. Si une concession à l'Italie peut être envisagée dans cette région, ce ne pourrait être que sur le versant septentrional de l'Ennedi, aux confins de la Libye britannique : elle serait d'une valeur infime pour l'Italie et pourrait devenir gênante pour l'organisation du Sahara français.

Reste la question de la côte française des Somalis (Djibouti). Le mémorandum de M. Sonnino, remis le 30 octobre 1918 au colonel House et présenté en mai 1919 devant le Comité présidé par lord Milner, ne demandait rien moins que la cession de Djibouti et du territoire de la côte française des Somalis ainsi que du chemin de fer qui monte à Addis-Abeba et qui constitue l'unique débouché de l'empire d'Éthiopie à la mer. Il ne pouvait en être question. Aujourd'hui, les Italiens bornent leurs revendications à obtenir un aboutissement sur le golfe de Tadjourah, pour la colonie de l'Érythrée. Ici, ce qui importe, ce n'est pas la cession d'un morceau de territoire : seule l'escale de Djibouti nous est indispensable comme station de charbon sur la route de Madagascar et d'Indochine et, plus encore, comme tête de ligne d'un chemin de fer qui est une grande œuvre française et dont l'importance politique et économique est de premier ordre. Il s'agit de ne pas

donner au gouvernement abyssin l'impression, si inexacte qu'elle puisse être, que la France encouragerait certaines ambitions italiennes sur l'empire d'Éthiopie, pays chrétien qui s'ouvre à la civilisation, qui est membre de la Société des nations, et qui est, en Afrique, le seul État indigène complètement indépendant. Sur la nécessité de respecter cette indépendance, la France est d'accord avec l'Angleterre. Mais la situation est d'autant plus délicate que, en ce moment même, dans les steppes de l'Ogaden, à l'extrémité méridionale du territoire dépendant du Nègus, Italiens et Abyssins sont en contestation violente et sanglante. Au dire des Abyssins, les troupes indigènes encadrées par des Italiens se sont avancées à plus de 100 kilomètres au nord de la ligne frontière ; les Italiens déclarent, au contraire, que les soldats éthiopiens ont attaqué leurs postes. Le gouvernement d'Addis-Abeba s'est adressé à la Société des nations, invoquant son arbitrage. Le gouvernement de Rome répond qu'il ne comprend pas sur quoi pourrait porter cet arbitrage. Il y a là un réel danger de guerre qui justifie l'intervention de Genève. On comprend combien une telle situation rend délicate toute modification territoriale dans le voisinage immédiat de l'Éthiopie. La France ne méconnaît pas les intérêts italiens, mais elle a là, elle-même, des intérêts considérables à sauvegarder.

M. Pierre Laval, à toutes les étapes de son voyage, a reçu des souverains, du Duce et du peuple italien un accueil chaleureux. M. Mussolini attendait lui-même à la gare le ministre des Affaires étrangères : les attentions les plus délicates lui ont été prodiguées. C'est dans une atmosphère de confiance, de sympathie, de complète détente que se sont déroulées les diverses phases du programme officiel. Le fait nouveau, le fait capital, c'est là qu'il faut le chercher. Quelques réserves que puisse peut-être appeler le texte des accords, c'est de cette ambiance nouvelle qu'on doit se féliciter sans réserve, car, lorsque se manifeste une volonté réciproque d'entente, lorsque l'opinion populaire et la sagesse gouvernementale sont d'accord pour résoudre à l'amiable les difficultés, elles s'évanouissent et la coopération s'affirme. Elle n'est pas si lointaine la période trouble où tout ce qui venait de France provoquait en Italie des réactions malveillantes, où tout devenait grief, où l'on savourait les scandales qui éclataient en France. Ces temps sont révolus : puissent-ils ne jamais revenir !

Les toasts qui ont été échangés au dîner offert au palais de

Venise le 5 janvier par le Duce indiquent exactement le caractère du rapprochement italo-français dont le voyage de M. Laval est, a dit M. Mussolini, « le signe concret ». « Il ne s'agit pas, a-t-il déclaré, quant à l'Europe centrale, de renoncer à nos amitiés respectives ; il s'agit d'harmoniser, dans le bassin danubien, les intérêts et les nécessités vitales de chacun des États avec les exigences d'ordre général, aux fins de la pacification européenne. » M. Laval, dans son discours, a affirmé : « L'accord de l'Italie et de la France était nécessaire. Nous sommes en train de le sceller pour le plus grand bien de nos deux pays et dans l'intérêt de la paix du monde. » Les négociations qui viennent d'aboutir ont eu pour but de régler les différends propres à la France et à l'Italie : mais elles ont voulu également rechercher l'harmonie de leurs vues sur les principaux problèmes de politique générale. Il est significatif que notre ministre des Affaires étrangères ait ajouté un éloge de l'œuvre de M. Mussolini qui aura un profond retentissement dans le peuple italien : « Vous êtes le chef d'un grand pays auquel vous avez su, par votre autorité, donner la place légitime qui lui revient dans le concert des nations. Vous avez écrit la plus belle page de l'histoire de l'Italie moderne. En mettant votre prestige au service de l'Europe, vous apporterez un concours indispensable au maintien de la paix. » Ne dirait-t-on pas, en effet, après les fêtes et les accords de Rome, que l'Italie reprend une place où elle était attendue et que, par là, le front des Puissances d'ordre, de stabilité et de paix est renforcé jusqu'à devenir infrangible ?

Cet heureux changement, c'est à M. Mussolini d'abord qu'on le doit. Avec sa claire intelligence qui résolument passe tout de suite aux actes, il s'est rendu compte que l'indépendance de l'Autriche est la clef de voûte de l'équilibre européen, que le pangermanisme raciste est un danger pour l'Italie comme pour tous les États, que la paix de l'Europe danubienne et balkanique est la condition première de la paix européenne et qu'enfin il est de l'intérêt de chacune des Puissances avoisinantes de chercher en Europe centrale non pas une décevante et dangereuse hégémonie, mais des conditions politiques et économiques qui permettent à tous les peuples de vivre et de travailler. Les négociations, dont nos amis comme ceux de l'Italie ont connu toutes les phases, ont abouti à un communiqué constatant l'harmonie des vues des deux gouvernements, à un procès-verbal par lequel, dans le cas où une nou-

velle menace viendrait à se produire contre l'Autriche, la France et l'Italie s'obligent à se concerter. Elles recommandent à tous les États voisins ou successeurs de l'Autriche de s'associer à leur initiative et de signer entre eux un pacte par lequel ils s'engageront à respecter mutuellement leurs frontières et à ne pas s'immiscer réciproquement dans leurs affaires intérieures. En outre, l'accord comprendra trois conventions coloniales réglant les difficultés que nous avons indiquées, dans des conditions qui ne sont pas encore connues. Enfin les deux Puissances signent un protocole par lequel elles déclarent considérer comme illégal le réarmement de l'Allemagne tant qu'un accord spécial n'aura pas été conclu à ce sujet.

Aux accords de Rome, l'Angleterre, invisible et présente, a présidé. Sir John Simon a tenu à manifester, par un chaleureux télégramme, la satisfaction de son pays. Et M. Eden a très heureusement indiqué, dans un discours à Newcastle, que l'Angleterre se doit à elle-même d'apporter à l'accord franco-italien un concours qui ne reste pas toujours platonique : « Les assurances que nous donnerons doivent être plus que verbales et nous devons être prêts à les rendre efficaces en jouant le rôle qui nous est dévolu. » La portée de telles paroles n'échappera à personne. Si, aux premières heures de 1935, l'heure est passée du « splendide isolement », comme de « l'égoïsme sacré », on peut enfin espérer que des jours meilleurs sont promis aux peuples de bonne volonté.

Qui donc, s'il en est ainsi, s'en réjouirait plus sincèrement que le Pape ? Cette satisfaction profonde, Pie XI l'a exprimée avec effusion à M. Pierre Laval. Le 7 janvier à midi, pour la première fois depuis 1870, un ministre de la IIIe République a franchi la porte du Vatican et a été reçu en audience officielle par le Souverain Pontife. La réconciliation de l'Italie royale et du Saint-Siège par les accords du Latran permet aujourd'hui ce qui avant 1929 eût été irréalisable. De son côté, le gouvernement de la République s'honore en saisissant l'occasion de rendre hommage à un grand pape pacificateur. Après le discours de Noël, l'audience de l'Épiphanie prend toute sa valeur. La France apparaît, au palais de Venise comme au Vatican, la vigilante gardienne de la paix.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

ance
tous
leur
nga-
pas
. En
lant
qui
nent
al le
pas

ente,
reux
heu-
terre
ours
nous
prêts
» La
ières
nt »,
jours

que
avec
nière
hi la
erain
e par
1929
lique
grand
'Épi-
is de

L'A

LE
tion, t
tantôt
sans n
menac
dix-sep
souver
comba
sa vol

Me
Fleury

Fle
peuplé
nom d
Fleuri
comm
tait av
public
plus c
d'autr

Copy
(1) V

L'ALOUETTE AUX NUAGES

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Le temps des vacances était venu.

Le Parlement avait terminé ses travaux. Soixante-dix-sept fois le gouvernement avait été mis en accusation, traité *a priori* comme un coupable, sommé de se justifier tantôt dans ses actes, tantôt dans sa carence, questionné sans ménagement, soupçonné de malhonnêteté, de forfaiture, menacé dans son honneur et dans son existence ; soixante-dix-sept fois il l'avait emporté après une lutte chaude menée souvent de jour et de nuit et qui le laissait, après chaque combat, épuisé dans ses nerfs, diminué dans ce qu'il appelait sa volonté d'aboutir. Il put enfin se mettre au travail.

Merlaud avec Voldemar, en congé de mission, gagna Fleury-sur-Claire.

Fleury était une ville âgée d'à peu près huit cents ans et peuplée d'une dizaine de milliers d'habitants. Elle tirait son nom de *Floriacum* à l'imitation de tous les Floirac, Fleurac, Fleurieu, Fleurey et Flirey qui ornent le pays de France comme autant de bouquets et de corbeilles de fleurs. Elle portait avec grâce ce nom difficile. Ce n'était pas que son jardin public fût plus qu'un autre fleuri de daturas et de cannas, non plus que les fenêtres de ses maisons fussent mieux que d'autres agrémentées de pots de bégonias bulbeux et de

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier.

fuchsias amarante ; mais le ton doré des pierres dont elle était faite, le bleu des ardoises de ses toits, le vert transparent des eaux de sa rivière, composaient un aimable ornement au milieu des campagnes qui lui faisaient contour.

Les gens de Fleury menaient l'existence la plus heureuse, quoiqu'ils n'en convinssent pas. Les bouchers faisaient fortune en quinze ans; les charcutières étaient rondes et roses; les épiciers, le crayon sur l'oreille, des mots sucrés aux lèvres, avaient des airs de commerçants qui payaient sans difficulté leurs traites de fin de mois. L'avenue de la République était décorée d'une suite de pompes à essence rouges, jaunes, vertes, d'un effet très moderne ; le café du Progrès poussait ses guéridons par delà le ruisseau jusqu'à la chaussée du boulevard Gambetta; le jeudi, les marchands forains dressaient leurs tentes sous les marronniers de la promenade et vendaient en quantité peu croyable des pièces de drap et de voile imprimé, des bas de soie, des dentelles, des colliers de perles en imitation et des berlingots : tous signes de prospérité qui donnaient à Fleury-sur-Claire l'aspect d'un lieu du monde où la vie était douce.

Les habitants surveillaient de près leurs intérêts, passaient chaque jour un bon moment à coucher sur des livres à couverture de toile noire des chiffres où figuraient d'un côté leurs dépenses, de l'autre leurs recettes. Ils etaient prudents sur les premières, secrets sur les secondes ; ils ne redoutaient rien tant que d'être entraînés à des dépenses que leurs recettes ne couvraient pas; ils portaient sur leur livre l'achat d'un timbre-poste, l'aumône faite à un pauvre, rarement l'acquisition d'une gerbe de roses. C'étaient des épargnants. Aussi avaient-ils envoyé à la Chambre, pour les représenter, Merlaud qui ne comptait pas avec l'argent du pays, qui votait au budget toute augmentation de dépenses pourvu qu'elle fût agréable aux cantonniers et retraités de son arrondissement. Ils craignaient la guerre : Merlaud leur promettait le désarmement de la France. Ils craignaient la révolution : Merlaud leur apportait l'alliance avec les révolutionnaires. C'étaient, comme on voit, des Français de bonne moyenne, attentifs à mener leurs affaires avec ordre et économie, aventureux et prodigues quand il s'agissait des affaires de la France.

Merlaud habitait, rue Sénateur-Clément-Poulet, une fort

belle maison avec grille à entrelacs, jardin d'entrée à pelouse ronde et à bouquets de géraniums. Là, Mme Merlaud menait une existence active, partagée entre les œuvres de M. le curé de Fleury, les visites aux femmes des notables et la mise en bouteilles et en pots des conserves de légumes et des confitures. C'était une douce et bonne femme que la vie politique de son mari jetait dans d'incessantes alarmes : elle redoutait qu'il y perdît son âme, qu'il y laissât sa fortune, et elle voyait avec effroi revenir tous les quatre ans une période de plusieurs semaines, où le nom de son mari apparaissait sur les murs de la ville tantôt encadré d'injures, tantôt loué pour des actes et des idées dont elle avait horreur.

— Je te présente Voldemar, lui dit Merlaud en arrivant. Ce jeune homme étudie avec moi la démocratie.

— Ah! mon Dieu, monsieur, dit-elle, n'avez-vous rien de mieux à faire à votre âge?

— Madame, dit Voldemar, il n'y a pas une plus passionnante étude que celle-là.

Le soir même, Merlaud reprenait ses leçons au café du Progrès.

— Voyez, disait-il à Voldemar, c'est ici, comme aux Saints-Pères, que l'on respire vraiment l'air libre de la démocratie.

Quoique la fumée des pipes et les vapeurs de l'alcool se confondissent pour saturer cet air-là, il était bien vrai que l'on respirait au café du Progrès les vapeurs légères de l'optimisme républicain. L'on y parlait beaucoup et à voix de claire expression; on louait Merlaud de ses votes et surtout de ses abstentions; on aimait cette façon de ne dire ni oui, ni non, de se tenir dans la réserve: on la considérait comme la preuve d'une grande finesse politique et l'on était d'accord que tant d'adresse vaudrait un jour ou l'autre à Merlaud un portefeuille de ministre. Tout Fleury attendait ce jour-là avec confiance; aucun des habitués du café du Progrès ne doutait qu'il ne fût proche. Aussi l'arrivée de Merlaud fut-elle saluée avec un mélange de familiarité et de déférence : on riait au député, on souriait au futur ministre; on disait à Merlaud : « Alors, ça colle? Ça biche? Ça boulotte? » qui sont des manières cordiales et familières de s'informer de la santé des gens; on disait à M. Merlaud, sous-secrétaire d'État du prochain gouvernement : « Cher ami, prenez donc place à notre table. »

— Bonjour, bonjour, disait Merlaud. Mes amis, voici monsieur Voldemar, une victime de l'intolérance des ennemis de la démocratie.

Il fallut conter l'histoire de Voldemar. Bien qu'elle fût pathétique, il n'apparaissait point qu'elle intéressât l'assistance. C'est que les démocrates de Fleury, qui avaient à peine entendu parler de l'Angleterre, de l'Italie, du Japon, étaient tout à fait fermés aux choses de l'Estonie. Qu'il y eût des pays où la France était aimée et honorée, admirée dans sa culture, imitée dans ses arts, suivie dans son idéal de paix et de justice, les laissait indifférents. La seule géographie qu'ils pratiquassent ne dépassait guère les limites de l'arrondissement de Fleury; ils y étaient très forts, ils chiffraient sans peine le nombre des électeurs inscrits en chaque commune et, parmi eux, le nombre des électeurs de Merlaud.

— Ces messieurs, dit Merlaud à Voldemar, sont les membres de mon comité.

— Qu'est-ce que c'est, comité ? dit Voldemar.

Merlaud lui répondit qu'il n'y avait point d'homme politique en France qui ne fût patronné par quelques-unes des personnalités marquantes de son arrondissement, qui ne leur demandât les conseils de leur savoir et de leur expérience, et qui ne s'abandonnât en toute confiance et soumission à leurs directives politiques.

— C'est, dit Merlaud, le comité du parti : je lui rends compte de mes actes et de mes paroles; il me donne mandat de voter ceci ou cela ; il me guide, il me surveille, il est mon pilote, mon Mentor, mon Égérie.

— N'êtes-vous pas libre ? s'écria Voldemar. N'êtes-vous pas le grand démocrate Merlaud qui fait taper le cœur dans la poitrine des étudiants républicains à Tartu, quand ses discours viennent jusqu'à eux par les journaux de France ?

— Oui, oui, dit Merlaud en prenant de la taille, je suis celui-là, je suis ce grand démocrate-là.

Il portait la main à son cœur, de là à ses cheveux qu'il relevait d'un geste d'homme superbe et indépendant.

— Mais, dit Voldemar, vous êtes libre, et vous prenez le conseil et la permission du comité! Vous être libre, et vous apportez au comité les paroles de vos discours avec le chapeau à la main! Je ne comprends pas.

— Voldemar, dit Merlaud, il est certain que vous n'entendez pas exactement le sens que nous donnons au mot de liberté.

Ils prirent place à la table du comité : elle était faite de plusieurs guéridons de marbre mis bout à bout et garnis de verres de boissons apéritives. Les personnalités marquantes qui l'entouraient n'apparaissaient point à première vue comme des conseillers dont on pût s'attendre qu'ils fussent les guides, les pilotes d'un démocrate d'envergure. Ils parlaient fort, mais ils ne disaient rien que ce qu'ils avaient lu dans *le Républicain* du même jour; ils répétaient sur le ton de l'emphase les propos qu'avait tenus, la veille, à tel banquet, le chef de leur parti et que les journaux leur avaient apportés. Si bien qu'eux-mêmes jugeaient de seconde pensée, s'exprimaient de seconde bouche, et que Merlaud en prenant leurs conseils ne faisait qu'écouter des échos.

— Alors, dit-il, quoi de neuf ?

Un membre du comité, qui était employé des postes, prit la parole et fit un discours plein de feu contre une circulaire ministérielle où il était question d'imposer aux facteurs une tenue correcte, une vareuse sans taches, un képi en forme de képi. « C'est du fascisme ! s'écria-t-il. — C'est bon, dit Merlaud, j'interpellerai. » Un autre, qui tenait dans la ville commerce de drogues et de bandages, se plaignit que le gouvernement ne prît point de mesure pour enrayer la crise de la dénatalité. « Je ne vends plus de ceintures élastiques, de biberons, de pèse-bébé, dit-il; et moi-même, faute d'y être encouragé par des primes d'État et des subventions départementales, je n'ai pas d'enfants. — J'interpellerai », dit Merlaud. Un troisième, qui venait de siéger au jury des Assises, demanda si l'on était en république, oui ou non. « Nous y sommes, dit Merlaud. — Eh bien! dit le juré, n'est-il pas intolérable que le président et ses assesseurs soient costumés de pourpre et d'hermine quand le jury est en veston ? — C'est intolérable, dit Merlaud. J'interpellerai. »

Quand chacun fut las de jeter des doléances particulières, on passa aux idées générales. Merlaud se vanta de n'être point sorti de la ligne politique que le comité lui avait tracée.

— Je suis resté sans défaillance sur la barricade, dit-il. J'ai défendu les intérêts de l'arrondissement contre les attaques de la réaction. J'ai demandé le relèvement des retraites d'agents

voyers, la diminution de la taxe sur les bicyclettes, l'augmentation de l'indemnité aux sinistrés de la pluie, du vent et de la grêle, la suppression de l'impôt sur les boissons apéritives, la gratuité du repas de midi à tous les fonctionnaires sans distinction de classe et de catégorie et la franchise de la correspondance adressée aux représentants du peuple.

— Très bien, dit le comité.

— J'ai travaillé sans répit pour les libertés démocratiques, pour la réintégration des cheminots grévistes, pour le maintien de l'instituteur Duray à son école de Vieilleville-les-Dames, pour la libération des mutins de la colonie pénitentiaire de Belle-Isle et pour l'amnistie générale à l'occasion du soixante-quatrième anniversaire de la République.

— Très bien, très bien, disait le comité.

— J'ai vaillamment lutté, — sans succès, mais je recommencerai dès la rentrée, — pour la suppression de l'enseignement de cette histoire de France d'avant 89 dont il est prouvé qu'elle encombre les programmes d'un tissu de fables et de légendes.

— Très bien, disait le comité.

— Enfin, poursuivait Merlaud, j'ai obtenu que les réfugiés allemands, les patriotes macédoniens, les séparatistes catalans, les libéraux italiens et les philosophes estoniens fussent pourvus d'emplois dans nos universités, dans nos services publics, qui les missent à l'abri du chômage et de la misère.

— Il est épatant, disait le comité, il défend les intérêts de tous les opprimés... Il combat l'injustice et l'arbitraire... Il est contre les excès de la fiscalité et il est pour le relèvement des pensions, des retraites, des rentes et des traitements. Merlaud est un brave homme, Merlaud est un bon républicain...

Ils parlaient ainsi entre eux. Et nul ne songeait à demander à Merlaud ce qu'il avait fait pour la France après avoir tant fait pour les agents voyers, les cyclistes, les inondés, les buveurs, les cheminots grévistes, les colons de Belle-Isle et les réfugiés de tous pays. Nul ne cherchait à savoir ce qu'il avait entrepris pour la grandeur de son propre pays, pour le rayonnement de la pensée française. Délégué au parlement de France par sept mille ouvriers et bourgeois, boutiquiers, artisans, cultivateurs, fonctionnaires, patrons et employés, s'était-

il inquiété de leur donner visages d'hommes de fine civilisation aux yeux des autres peuples ? Il n'y avait pas d'apparence que le comité en eût souci.

Voldemar s'étonnait que le Merlaud du café du Progrès ne fût point le même que le Merlaud des couloirs de la Chambre. Ici, il faisait figure d'employé rendant des comptes à son patron ; là-bas, il tutoyait les ministres, il les traitait de vieille branche, et les hommes au pouvoir craignaient de lui rien refuser.

« Il faut croire, se disait Voldemar, que les vrais chefs de la France sont monsieur l'employé des postes qui veut garder des taches de soupe sur son vêtement, monsieur le droguiste qui attend que l'État lui paie des enfants et monsieur le juré des Assises qui n'aime pas de voir les juges en costume archaïque. Et monsieur le député n'est qu'un petit sergent qui exécute les ordres de ses chefs, le postier, le droguiste et le juré. Et il n'est pas libre dans le pays de la plus grande liberté. Et je reçois donc des leçons de liberté d'un homme qui n'est pas libre. Hélas! la démocratie est une étude difficile. »

Le lendemain, Merlaud se rendit au village de Saint-Sauveur pour y présider la distribution des prix des écoles publiques.

C'était un dimanche de juillet. La voiture, qu'occupaient avec Voldemar et Merlaud deux membres du comité, suivait la vallée de la Claire. Entre les ormeaux de bordure, dont beaucoup mouraient d'une sorte de mal qui les séchait sur pied, on découvrait une campagne heureuse : la moisson était abattue, les champs se paraient pour quelques jours de ces tas de gerbes qu'au pays de Fleury on appelait « messelles » et qui donnaient aux coteaux et aux plaines un aspect d'ordre et d'abondance. On longeait des luzernes de seconde coupe, déjà hautes, que visitait une multitude de papillons bleus; on traversait des hameaux animés de volaille, des groupes de fermes riches en paillers et en fumiers.

— A mon avis, disait un des deux membres du comité, le ministère, en s'obstinant à maintenir dans les écoles l'enseignement de l'histoire de France d'avant 89, trahit la cause de la démocratie.

— Il la trahit, disait Merlaud.

On franchissait la Claire sur un pont suspendu qui balan-

çait et ployait avec un bruit de planches déclouées et jouantes. En amont, s'élevait le haut donjon ruineux de Montfort-le-Villiers que Du Guesclin reprit aux Anglais ; en aval, s'étendaient des bois profonds que perçaient les toits et les tours du château de Torfou où François Ier se faisait lire, entre deux divertissements d'amour, l'épître de Marot *Au Roy pour avoir esté dérobé*.

— Il est temps, poursuivait le membre du comité, de reprendre avec vigueur la défense de l'idéal républicain.

— Il est temps, dit Merlaud.

— Sans quoi, la France est fichue.

— Elle est fichue, dit Merlaud.

La voiture gravissait la pente d'un coteau planté de vignes. La vigne en échalas, la vigne folle alternaient. L'une avait les apparences de la discipline, quoique d'un cep à l'autre il n'y eût pas un sarment qui ne prît liberté de grimper à sa guise ; la seconde courait sur le sol en grande fantaisie, et pourtant dans sa désinvolte façon on découvrait un alignement et des desseins de soumission à quelque symétrie.

— La réaction à grands cris réclame l'ordre, disait l'autre membre du comité. Elle fait des cortèges à pancartes, elle sort ses médailles de guerre, ses clairons, ses drapeaux. Qu'est-ce que c'est, l'ordre ?

— Je le demande, disait Merlaud. L'ordre, qu'est-ce que c'est ?

Les vignes dépassées, on avait atteint le sommet du coteau d'où l'on découvrait la large vallée de l'Esves. Au loin, d'autres coteaux couverts de vignes menaient leur ligne de crête dans un mouvement très doux de nonchalante et molle ordonnance. A leur pied, se développaient de fraîches prairies où l'on eût pu suivre le cours des ruisseaux aux rangs de peupliers qui jalonnaient la fantaisie de leurs méandres. En ce paysage de France, chaque bosse de terrain, chaque creux d'humidité était si bien à sa place dans les plans du hasard qu'il semblait que coteaux, ruisselets et prairies répondissent à la question de Merlaud : l'ordre était un état de choses où les eaux, les herbes, la poussière des routes et les nuées du ciel se trouvaient au naturel, pourvu que rien ni personne ne les y vînt enfermer dans d'autres lois que celles de la grâce et de l'harmonie.

On arriva à Saint-Sauveur où déjà la foule des parents et des élèves occupait des bancs alignés dans la cour de l'école. A la vue de M. le député, nul ne se leva; le maire et deux ou trois conseillers serrèrent avec bonhomie la main de Merlaud, le garde champêtre aussi; et la fanfare municipale, dont on eût pu s'attendre qu'elle jouât *la Marseillaise*, attaqua un pas redoublé tout juste bon à faire danser un cheval de cirque: la réception manquait de grandeur.

M. le maire prit la parole pour dire que la République était une nourrice pour les enfants de la campagne. Il compara la grammaire et l'arithmétique républicaines au lait maternel, il montra les garçons et les filles de Saint-Sauveur avides de ce lait-là, et il termina en souhaitant que Merlaud obtînt du gouvernement pour les écoliers la fourniture gratuite de chaussures, parce qu'ils les usaient en suivant les chemins qui menaient à l'école, de culottes parce qu'ils les usaient sur les bancs de l'instruction obligatoire, et de nourriture au repas de midi parce que, si le lait des sciences et des lettres nourrissait leur esprit, le zèle qu'ils mettaient à servir la République, en étant assidus aux leçons de ses instituteurs, leur creusait l'estomac.

Son discours reçut un accueil très chaleureux, et la fanfare joua un air de polka.

Merlaud se leva ensuite, la main sur le cœur, et promit non seulement d'obtenir ces gratuités-là, mais encore d'exiger la suppression au programme des études de toute cette partie légendaire de l'histoire de France où il était question de personnages à perruques et à rubans, appelés rois et princes, comme on en voit dans les contes de bonnes femmes, et dont les aventures, souvent dégoûtantes, toujours immorales, choquaient la vertu de la France républicaine.

Les écoliers battirent des mains, et la fanfare joua une mazurka.

Ensuite, l'instituteur commença la lecture du palmarès.

Pendant que Merlaud, les membres du comité, le maire, les conseillers remettaient aux enfants des livres à couverture rouge, Voldemar alla se promener par les rues du village. Tout y était au calme : les volubilis et les roses trémières de la porte de l'auberge subissaient sans défaillance l'attaque ardente du soleil; les pigeons demeuraient à rêver, le jabot

plein, l'aile lasse, au seuil de leur nid. Une vieille en bonnet gagnait l'église à petits pas, et dans son potager du dimanche le maréchal-ferrant pinçait ses tomates.

« Il n'est pas libre, se disait Voldemar en songeant à Merlaud. Il est attaché par une ficelle à chaque électeur. Il lève la main, il la porte à son cœur : c'est une ficelle qui mène le mouvement. Il dit : « J'ai demandé, je demande, je demanderai » : ce sont les ficelles du comité qui tirent sur sa langue et qui font parler sa parole. Aujourd'hui toutes les ficelles du village de Saint-Sauveur lui remuent les cordes de la voix, les lèvres, les paupières, le cou, les doigts et sûrement aussi les oreillettes du cœur. M. le député est l'homme le moins libre de son arrondissement. »

En réfléchissant ainsi, Voldemar fut bientôt hors du village et se trouva dans un verger où il s'étendit à l'ombre d'un pommier. De loin lui arrivaient les allègres musiques de la fanfare des prix. Il se rappelait les jours de fête en Estonie, quand les gens des campagnes dansaient au son des pistons et des clarinettes. Il ne semblait pas alors que danseurs et danseuses s'occupassent de liberté ; ils tournaient, ils étaient rouges, les garçons souriaient aux filles, les filles souriaient aux anges. Et pourtant eux aussi étaient liés aux fils de la musique.

« Voldemar, Voldemar, se disait à lui-même le philosophe philosophant, où sont les hommes libres ? A Tartu, on a fermé ta bouche quand tu demandais la liberté d'opinion; ici on ouvre celle de M. le député et on lui fait dire l'opinion des autres. Lequel des deux est le meilleur : se taire par force ou parler par faiblesse ? »

Rien ne porte au sommeil comme de faire des méditations à l'ombre d'un pommier par un beau dimanche de juillet. Voldemar s'endormit. Durant une heure, il ne fut plus rien qu'un être entre tant d'autres livré aux seules lois de la nature, qui sont ce qu'elles sont, ni bonnes ni mauvaises, probablement meilleures que ce qu'elles pourraient être, en somme très acceptables quand les hommes ne se mettent pas en tête de les jouer par toutes sortes d'artifices, tromperies et faux-fuyants.

II

C'est quelques jours plus tard que Voldemar, après bien des recherches, découvrit à Fleury-sur-Claire un homme libre.

En vain s'était-il entretenu avec les notables, les commerçants, les fonctionnaires, les ouvriers de la ville. Chacun était dépendant d'un autre : le médecin, de la dame attardée dans les malaises de l'enfantement et qui le retenait à cinq lieues de Fleury à l'heure où de bons amis l'attendaient à dîner ; le boucher, du vétérinaire qui lui trouvait à l'improviste du bacille de Koch dans la belle vache qu'il venait d'acheter et d'abattre ; le commissaire de police, des délinquants de toute espèce qui le bernaient et, le bernant, lui retardaient sa marche dans la carrière de défenseur des honnêtes gens ; le syndicaliste, de son syndicat, lequel dépendait d'une fédération, laquelle était liée à une confédération, qui se trouvait engagée dans les voies politiques de l'Union des républiques socialistes soviétiques, de sorte que l'ouvrier maçon de Fleury dépendait, en fin de compte, d'on ne sait quel kalmouk occupé à paperasser dans un bureau de Moscou.

Au mot de « liberté », chacun d'eux haussait les épaules, hochait la tête, protestait que personne ici-bas n'était libre. Seul, M. Longepierre convint, quand Voldemar le visita, que la vie lui était douce et qu'il ne se connaissait aucune chaîne qui pût l'empêcher de la vivre comme il lui plaisait.

M. Longepierre était un petit homme au visage rond et rose, aux cheveux blancs et frisés, et dont l'expression était si vive qu'on eût sans peine saisi la fleur de sa pensée au seul battement de ses paupières, à l'éclat changeant de ses yeux. Il vivait dans le passé de sa province, il en colligeait les proverbes et dictons, les chansons, les contes, les recettes de guérison, les devises de cadrans solaires ; il en collectionnait les vues lithographiques, les bonnets de femme, les girouettes : c'était, pour tout dire, un folkloriste, un familier de la tradition populaire.

— La liberté ? disait-il à Voldemar, il faut la vivre au passé, jeune homme. Plus je me mêle à la vie d'autrefois, plus j'y trouve cette gentillesse de façons, cette alacrité de senti-

ments qui sont l'expression d'un libre esprit et d'un cœur libre.

Il entretenait Voldemar dans une pièce garnie de meubles de bonne rusticité, décorée d'assiettes, d'estampes, d'affiches de la Révolution et de bouquets de mariées. Dans une vitrine, on voyait des silex taillés, des boulets de pierre, mêlés à des pipes et à des tabatières. Il ouvrait des tiroirs débordants de cahiers de chansons, il feuilletait quelques pages, il souriait.

— Ah! disait-il, les gens qui chantaient *la Jeanneton* possédaient la première des libertés : l'innocence du cœur.

Et il chantonnait :

Quand j'étais chez mon père,
Petite Jeanneton,
M'envoit à la fontaine,
Oh ! verdin, verdillette,
Pour cueillir le cresson
Verdillette, oh! verdillon.

Puis il faisait à Voldemar des contes où il y avait des bonnes femmes assises autour d'un four à pain et qui devisaient dans une langue comme la parlaient encore quelques vieilles du pays de Fleury. L'une disait: « J'vas vous aconter l'histouère du chapiau. — Aconte vouère, disaient les autres. — Or donc, un jor, iune grande d'mozelle de Saint-Sauveur... »

M. Longepierre imitait le parler de la conteuse, faisait sonner l'accent de terroir; il mimait, en même temps, la scène: il frappait d'une main sur les doigts repliés de l'autre main, il tirait l'un d'eux, le levait comme on fait le couvercle d'une tabatière; il simulait de puiser une prise de tabac qu'il portait à son nez; il éternuait, et poursuivait son histoire, jusqu'à tel détour du récit qui l'amenât à se moucher à grand bruit ou à contrefaire le toussotement de la bonne femme.

— Il est bien sûr, disait-il, que la France n'a plus le sens de la liesse de compagnie. Chacun reste chez soi en défiance du voisin. Eh! mon ami, au temps de belle humeur que je vous conte ici, on se mettait à dix, à vingt, le soir à la veillée, pour émouler les noix, pour épopiner les citrouilles, et chaque épopineur de chanter quelque plaisante ritournelle.

— Mais la liberté? disait Voldemar.

— Quoi! ne leur découvrez-vous pas un cœur dégagé d'amertume et d'envie, à ces épopineurs qui tirent les graines des potirons ou qui échalent les noix? Voilà des gens peu occupés de la résorption des stocks de blé, pour parler le langage des tristes cultivateurs d'aujourd'hui; voilà des gens qui ont la musique aux cordes de la voix pendant que leurs doigts sont à s'engluer de jus de citrouille. J'aime cette concordance d'une mélodieuse récréation et d'une basse besogne. Je ne la rencontre plus aujourd'hui sur les chemins de ma curiosité. Aussi je demeure avec ceux qui la pratiquaient; j'y suis heureux, j'y respire à l'aise. Partout ailleurs j'étouffe. C'est ce qui me fait vous dire que la liberté, c'est au passé qu'il faut la vivre.

— Hélas! monsieur, soupirait Voldemar, je désire beaucoup de trouver la liberté dans la présente vie.

M. Longepierre lui contait encore les coutumes de la fête des laboureurs, de la Saint-Jean, des vendanges, de la Noël. Les joues brillantes et le nez lumineux, il jouait son récit, disposait d'imaginaires fagots au centre de la pièce, frottait une allumette au drap de son pantalon, faisait flamber le tas de branches, tournait autour en dansant, sautait par-dessus ses flammes illusoires et jetait des pierres dans le feu. Ou bien il chantait des chansons de vendange : Voldemar le voyait piétiner le raisin dans la cuve en chantant :

Allons en vendange
Cheu la mé Gadin!
L'on n'y boit ni mange,
L'on y creuv' de faim.

— Quelle liberté dans cette allégresse, dans ces jeux et dans ces travaux! Allez aux vendanges prochaines, jeune homme, et vous les verrez vos hommes libres d'aujourd'hui, mornes sous la hotte, sans entrain au pressoir, tout au calcul du prix que l'État leur donnera d'un vin bientôt jeté à l'alambic et mêlé à l'essence de pétrole des automobiles.

Quand il eut encore chanté quelques noëls et dit l'histoire des coutumes de Pâques, il alla chercher dans les dictons des campagnes la preuve de cette gentillesse qu'il donnait pour la parure même d'un libre esprit. Il suivait le cours des saisons sur un calendrier fait de ravissants petits poèmes :

Les jours allongent aux Rois
D'une aiguillée de soie.

Ou bien :

Si les mouches dansent en janvier,
Garde bien ton foin dans le grenier.

Ou encore :

A la Sainte-Catherine,
Tout bois prend racine.

Puis il cherchait dans le chant des oiseaux un langage humain qui fût de bon conseil. Il le trouvait sans peine. Le soir, au coucher du soleil, le courlis disait au piéton attardé : « Cours au lit, cours au lit. » La caille répétait sans trêve dans les chaumes et les sainfoins : « Paie tes dettes, paie tes dettes. »

— Voilà, disait-il, la fleur de la sagesse française, mon jeune monsieur. N'est-elle pas mille fois plus gracieuse que ces pesants axiomes qui tombent du haut des tréteaux républicains, qui affirment que la démocratie c'est le progrès, que la démocratie c'est le bonheur?

— Ah! monsieur, s'écriait Voldemar, il est bien vrai que c'est un grand bonheur de chanter et de danser, d'écraser du raisin et d'écouter les oiseaux, mais c'est un bonheur plus grand de travailler au progrès démocratique.

— Allez, mon ami, allez travailler, disait M. Longepierre.

Et, saluant Voldemar, il reprenait la rédaction interrompue d'un *Glossaire du pays de Fleury* auquel il travaillait depuis un quart de siècle.

« Où en étais-je? se demandait-il. Ah! oui, à *racoquiller*. Racoquiller... Le joli mot! Encore un mot de libre venue, hors de règle et de loi, un mot qui vous ragotte le gosier bien plaisamment. »

Il prit une fiche blanche et il écrivit :

Racoquiller. — *Rendre plus fort ou plus vif. Exemple : Un p'tit coup d'pineau, ça racoquille.*

— Je viens de chez monsieur Longepierre, dit Voldemar en retrouvant Merlaud au café du Progrès.

— Longepierre? fit Merlaud. Une vieille bête, un ignorant...

Il n'était question, ce jour-là, au café, que de l'inauguration d'une plaque d'émail bleu aux deux bouts de la rue des Demoiselles, devenue la rue Président-Aristide-Briand. Cette fête, précédée d'un banquet de deux cents couverts, devait se dérouler le lendemain.

— Mes amis, disait Merlaud à ceux qui l'entouraient, je ne suis pas fâché de voir disparaître des plaques de nos rues ces noms réactionnaires qui donnaient à notre ville un air de vieillerie très déplaisant. Une ville qui s'honore de posséder une arroseuse automobile, deux cinémas, un médecin radiologue et plusieurs garages avec pompe à essence, une ville dont la gare est desservie chaque jour par quatre trains express, dont le boulevard Gambetta voit passer dans les deux sens des autocars défiant à belle allure sportive les règlements sur la vitesse, une ville comme celle-là ne saurait conserver plus longtemps des rues du Pot-d'Étain, de la Vieille-Boucherie et des Tanneurs, sans paraître suspecte aux amis du progrès.

Les amis de Merlaud, — qui étaient justement ceux du progrès, — approuvèrent ce langage et l'on fit un débat sur les noms qu'il siérait de donner aux quelques rues de Fleury qui conservaient, malgré vents laïques et marées révolutionnaires, des appellations vieilles de plusieurs siècles. L'on tomba d'accord que, si Émile-Zola, Jaurès, le 4 Septembre et Ferrer avaient fort heureusement remplacé sur les plaques bleues Sainte-Catherine et le Bouquet-Notre-Dame, il était peu digne d'une ville républicaine qu'Anatole France et le général Sarrail n'eussent point encore leur boulevard.

— Anatole France? fit un des consommateurs.

— Oui, dit Merlaud, un écrivain socialiste qui a toujours vécu dans l'amour du peuple et la société des petits et des humbles ; un pur.

Il semblait que les consommateurs du café du Progrès, à l'image de ceux du café des Saints-Pères, eussent un goût très vif pour les baptêmes républicains. Aussi la conversation prit-elle un tour onomastique qui laissait Voldemar étonné. Il lui apparaissait que les démocrates de Fleury mettaient une violente passion à détruire ce qui rappelait le passé de leur ville.

« Peut-être, se disait-il, faut-il détruire pour faire une construction démocratique plus forte? »

Il écoutait ces hommes qui débattaient, à en perdre le contrôle de leur voix et l'ordonnance de leurs cheveux, sur le nom d'une place étroite et retirée qu'il connaissait bien et qui portait le nom, pour lui obscur, de place du Vert-Galant.

— Ce nom est intolérable aux citoyens d'une ville de progrès, disait l'un des consommateurs. Et d'abord il est indécent : cette verdeur, cette galanterie...

On convint que le conseil municipal serait bien inspiré en donnant à cette place le nom d'un homme que tout le café s'accordait à considérer comme un grand et pur républicain : François Albert.

— Qui est cet Albert ? demanda Voldemar.

— C'est, répondit Merlaud, un ministre de l'Instruction publique qui a mené la bonne guerre contre l'enseignement du latin et du grec dans les lycées et collèges.

— Quoi ? dit Voldemar, le latin n'est-il pas républicain ?

Tous se récrièrent qu'il n'y avait pas à Fleury un seul républicain sincère qui connût cette langue d'église et de grimoire, et qu'il était juste que le nom de celui qui avait tenté de l'abattre fût donné à une place de la ville.

Voldemar se sentait des fourmillements dans la tête. Que la démocratie fût aux mains d'un facteur des postes, d'un droguiste-bandagiste et d'un juré d'assises, qu'elle enchaînât les uns aux autres les hommes qui parlaient en son nom, qu'elle rejetât hors de son enseignement une bonne partie de l'histoire de la nation, qu'elle ignorât la géographie de l'Europe et l'existence de l'Estonie, qu'elle refusât les honneurs de la plaque de rue aux gloires nationales qui n'avaient pas illustré la république pour la raison que la république en leur temps n'existait point, qu'elle s'en prît à la langue qui avait engendré, façonné et poli la langue même de cette république-là, c'est ce qui jetait le trouble dans le jugement du démocrate Voldemar.

« Holà, holà ! faisait-il en lui-même, je n'entends plus rien à rien. La liberté, est-ce donc l'ignorance ? Mais si c'est être libre que d'être ignorant, monsieur Longepierre a raison, et l'on était plus libre au temps où les gens de ce pays-ci pressaient le raisin sous leurs pieds en chantant des refrains puérils... »

Il lui semblait que tout un carton de coprophages de M. le professeur Jubier lui envahissait l'entendement, lui travail-

lait l'écorce grise à petits coups d'ongles et de mandibules.

Abandonnant les démocrates à leurs histoires de plaques de rues, il ouvrit un journal qui traînait sur la banquette. L'on y traitait de grands sujets de politique extérieure : l'on y montrait l'Allemagne offrant à la Pologne la vaste Ukraine et le port d'Odessa conquis sur les gens d'U.R.S.S., tandis que la Pologne renonçait à son corridor, à Gdynia, et laissait à ses nouveaux amis liberté de s'ébattre vers la Lithuanie, la Lettonie, l'Estonie.

« O violence des temps! se disait Voldemar. De tous côtés, des conflits plus grands que les hommes, plus forts que les lois de nature, menacent l'humanité de destruction et peuvent, d'un instant à l'autre, réduire en poussière l'aimable ville de Fleury avec son café du Progrès, son arroseuse, ses pompes à essence et les collections de bonnets de monsieur Longepierre. Cependant, monsieur Merlaud et ses amis fument la cigarette et boivent l'apéritif en faisant des disputes sur le nom d'une petite place, triste et déserte, où je n'ai jamais vu bouger que les brins d'herbe poussant entre les pavés. Ah! la démocratie est faite de beaucoup d'ignorance, cela est vrai, mais aussi de beaucoup de confiance que les choses sont au mieux, que tout s'arrange et que le malheur, étant un événement imprévisible, il est préférable de n'en parler qu'au jour où il apparaît. C'est bien agréable. »

Et il songeait que M. Longepierre dans son petit musée, M. Merlaud dans son café et tous ces démocrates dans leurs débats de plaques de rues étaient comme la rieuse et jolie Jacquemine dans le parc de Saint-Cloud : ils se jouaient, chacun à sa manière, des menaces de toute sorte qui montaient des quatre points de l'horizon, nuages chargés de grêle, de foudre et de cyclone. Ils n'avaient pas, comme elle, des façons d'alouette, mais ils étaient, comme elle, légers, inconséquents, futiles et, pour tout dire, d'un optimisme démocratique à désarmer les censeurs.

III

Là-dessus, Voldemar reçut un mot de M. le professeur Jubier qui le priait de ne point oublier que son congé de mission était, depuis huit jours, révolu. Il partit pour

Paris. Sur le quai de la gare, Merlaud lui fit un discours.

— Voldemar, dit-il, vous avez pu admirer, en cette ville comme dans les campagnes, les bienfaits de la démocratie. Vous avez vu la poussière, un des fléaux de l'ancien régime, vaincue par l'arroseuse; les rues et les places de notre cité ornées de plaques rappelant au passant le nom des héros de la liberté, les France, les Briand, les Albert. Vous avez entendu l'émouvant discours du maire de Saint-Sauveur, demandant à la république de chausser, d'habiller et de nourrir les enfants des écoles. Enfin, cher ami, vous m'avez suivi dans mon activité politique, vous m'avez vu, Voldemar, vous m'avez vu au sein du comité de mon parti... Ah! ah! leur ai-je assez bien dit mon fait? Comment j'avais rempli mon mandat, comment j'avais lutté pour les pensions, les retraites, les primes et les indemnités; comment je menais le combat pour un meilleur enseignement scolaire, dégagé des sornettes qui l'encombrent...

A ce moment le train entrait en gare. Voldemar prit place et, pour saluer Merlaud, ouvrit la glace de son compartiment.

— Oui, poursuivait Merlaud, oui, mon ami, vous pourrez témoigner auprès des Parisiens, souvent mal avertis, toujours trompés par l'opinion qu'ils ont d'eux-mêmes, que Merlaud sert le pays de tout son inaltérable dévouement à la chose publique. Sans cesse sur la brèche de la défense républicaine, nuit et jour au combat des droits de l'homme...

Malheureusement, beaucoup de ses paroles se perdaient dans le tumulte du quai; une fort belle période sur les retraites des agents voyers alla se confondre avec les jets de vapeur de la locomotive et disparut à jamais dans l'espace infini du vide universel.

Pendant qu'il parlait, le train se mit en marche: Voldemar agitait la main, envoyait des saluts. Merlaud parlait toujours.

— Il faut le répéter, disait-il, le répéter à en perdre le souffle et la salive : la prospérité du pays est entre les mains des petits et des humbles. Moi, Merlaud, je suis l'homme de ceux-là; petits propriétaires, petits épargnants, petits fonctionnaires, voilà ma France à moi, voilà...

Comme le train était hors de vue et que Merlaud ne parlait plus que pour les rails et les poteaux télégraphiques, un homme d'équipe s'approcha de lui.

— Dites, monsieur Merlaud, fit-il en touchant du doigt la visière de sa casquette, je voudrais vous demander quelque chose.

— Demandez, mon ami, demandez, dit Merlaud.

— Eh bien ! voilà... La sœur de ma femme est mariée à un cantonnier du G. C. 17 qui voudrait bien passer à la Nationale 151.

— Le nom de cet excellent serviteur du pays, je vous prie ?

— Plantard, monsieur le député, Plantard, Hilaire-Gaston-Adèle.

— C'est bon, dit Merlaud, je vais écrire au ministre.

La rue Jacob, au mois d'août, est un aimable lieu de villégiature. L'activité du commerce y est réduite : l'emballeur a cessé pour trois semaines son tapage de clous et de voliges, il est à Trouville où il pêche la crevette; les marchands de vin ont des loisirs, on les voit faire la manille de leurs clients ou bien s'attarder à rêver à leur Auvergne natale, et le souvenir de leur village les distrait un instant des choses de la politique. Bien des rideaux de devanture sont baissés : ils portent en leur milieu un petit placard d'avis : *Réouverture en septembre*. Plus d'écolières au lourd cartable sur le seuil de l'Institut de Mlle Désir; plus de chants de merles dans les jardins de la Charité. La rue est livrée à quelques moineaux sans entrain et à de rares et lents passants que retient un instant l'ombre légère du troëne de l'hôtel de la Grille.

Seul, dans la chaude torpeur du quartier, M. Jardin continuait de mener son travail de châssis et de coupes.

— Bonjour, monsieur, lui dit Voldemar en passant devant sa porte.

— M'sieu, fit M. Jardin.

— Je vais bien... Oui, je vais bien, merci, dit Voldemar. Et... vous-même, monsieur ?

— M'ci, dit M. Jardin.

— Et... Mademoiselle Jacquemine ?

C'est Jacquemine qui répondit du haut de sa fenêtre.

— Monsieur Voldemar ! disait-elle. Comment, c'est vous ? Vous voilà avec votre voix et votre sourire. Et vous venez de la campagne ! Contez-moi vos plaisirs et vos libertés, les fruits que vous mangiez à l'arbre quand le maître du verger ne vous

voyait pas, les bains que vous preniez dans la rivière là où il était écrit : *Défense de se baigner*. Ah! comme vous avez dû vous amuser! Et cet air qu'on respire, sans poussières, sans fumées... On dit que le ciel des campagnes est plus grand que celui de Paris, qu'on n'en voit pas la fin, qu'il ne se pose point comme ici sur des cheminées, sur des toits de zinc qui le brûlent en été, qui le mouillent en hiver. On dit aussi... Mais montez donc me conter tout cela.

Voldemar en trois bonds fut dans la chambre de la jeune fille.

— Je n'étais pas un homme heureux, dit-il. Je vous vois, je vous entends : voilà du bonheur.

Jacquemine lui posait des questions auxquelles elle faisait les réponses : si les gens de Fleury ressemblaient à ceux de la rue Jacob, s'ils étaient tantôt moqueurs et tantôt sérieux, s'ils plaisantaient les gens du Parlement et si parfois ils les maudissaient au point de tout casser et de se faire tuer dans la colère qui les prenait.

— Ont-ils, comme papa, comme monsieur Loignon et mon oncle Lemaire, le feu à la tête et la flamme au cœur quand on parle devant eux de la patrie avec un air de plaisanterie? Lâchent-ils leur presse à rogner, leur cisaille, leur pot de colle, quand une musique militaire passe au bout de la rue? Oui, n'est-ce pas? Ils aiment la France et ils n'aiment pas les députés...

— Pardon, dit Voldemar, ils aiment beaucoup monsieur Merlaud.

— Non? Pas possible! Ils aiment monsieur Merlaud? Mais on peut donc aimer un homme qui n'a pas de cou, qui vous regarde l'oreille quand il vous parle et qui se met de profil quand il vous écoute? Moi, je ne l'aime pas ; son veston est couvert de taches : on a l'impression que son cœur l'est aussi.

— Le cœur!... soupira Voldemar en posant sur Jacquemine un regard chargé de détresse.

— A propos de cœur, dit la jeune fille, j'ai une nouvelle à vous annoncer : je suis fiancée au fils de monsieur Loignon.

— Vous... Hein? Quoi?

— Ah! j'aime les artistes. Ils sont gais, gentils, la chanson aux lèvres, le chapeau sur l'œil. Ils comprennent la liberté, ils...

— Hélas! dit Voldemar, je ne la comprends plus.

— C'est, dit Jacquemine, que vous allez la chercher Dieu sait où, à la Chambre des députés, aux meetings de La Révolte, dans les journaux de mademoiselle Dasne... Je vous ai déjà dit qu'on la portait en soi, que chacun avait la sienne, et qu'il ne fallait pas en demander davantage. Car enfin, monsieur Voldemar, convenez qu'il est tout de même bien agréable qu'au milieu de tant d'agents et de commissaires de police, entre tant de « défense de ceci », de « défense de cela », de sens interdits et de passages cloutés, parmi tous ces gardiens, ces surveillants et ces inspecteurs, on ait encore le droit de penser comme on veut.

— Penser comme on veut... Penser comme on veut... Ce n'est pas une chose facile.

— Faites comme moi : ne lisez pas les journaux. Ne prenez conseil que de l'air du temps. Écoutez chanter les merles, regardez vivre les moineaux : tenez, en voici tout un groupe qui s'abat sur le trottoir pour quelques miettes de pain jetées d'une fenêtre. Si c'est gentil! Si c'est nature! Votre monsieur Merlaud, que vous a-t-il appris? Que la liberté, ce sont les députés qui la défendent. Quelle histoire! Du moment qu'ils font des lois, c'est qu'ils n'aiment pas la liberté.

Voldemar l'entendait sans l'écouter. La seule musique de cette jeune voix, le ton d'innocence et de fraîcheur qu'elle prenait, suffisaient à l'entraîner vers des régions de rêve où il devinait une sorte de liberté que Merlaud et ses amis ne semblaient point connaître. Dans le cadre de la fenêtre, un morceau de ciel bleu ouvrait à sa pensée une route infinie ; là, de fins martinets glissaient sur les vagues de l'air en faisant des cris pointus; ils s'entraînaient au départ, ils prenaient le vent des espaces libres, des champs de l'aventure. Jacquemine parlait toujours, et bientôt elle chanta : c'était sa façon d'exprimer l'idée qu'elle se faisait de l'indépendance de la pensée.

« Hélas! murmurait Voldemar en lui-même, adieu, chère alouette... »

Ses yeux suivaient le vol des martinets; le ciel n'était pas assez vaste pour recevoir les soupirs qui lui venaient aux lèvres.

Il gagna sa chambre. En passant, il salua Mlle Dasne. La secrétaire de Merlaud occupait les loisirs que lui laissait la

politique à correspondre avec les abonnées du *Journal de la Femme élégante* par le truchement du journal même. C'était un travail absorbant : sous le nom de « Ah! que l'amour est agréable », elle s'entretenait avec toutes sortes de « Myosotis blanc », de « Princesse de Bagdad », et de « Poupée mécanique ». Elle leur parlait surtout des passions du cœur; elle laissait entendre à chacune que sa vie tout entière était celle d'une femme aimée et, l'écrivant, elle le croyait; ainsi se consolait-elle de l'indifférence que Voldemar lui marquait.

— Bonjour, dit-elle au jeune homme sur un ton de hauteur. Veuillez m'excuser : je réponds à une amie.

Voldemar reprit la montée de l'escalier, tandis que Mlle Dasne écrivait :

POUPÉE MÉCANIQUE. — *Vous y viendrez, vous aussi, chère insensible.*

Vous connaîtrez ces délices de tous les instants, cette tendre inquiétude où l'on est du bien-aimé quand il est loin, ces ivresses quand il est là. Écrivez, demandez conseil à votre...

AH! QUE L'AMOUR EST AGRÉABLE.

Le lendemain, Voldemar retrouva M. Jubier en son laboratoire. M. le professeur était à la joie.

— Je pars pour Moscou, dit-il, j'en suis fort aise. Je suis allé voir le ministre; il a bien voulu se souvenir des bontés que j'avais pour vous après que je les lui eus remises en mémoire.

— Jubier, m'a-t-il dit, en quoi puis-je vous être agréable? — Monsieur le ministre, lui ai-je répondu, vous êtes démocrate, je suis communiste : je combats votre politique, je souhaite de tout mon cœur votre chute et celle des partis bourgeois que vous représentez; j'ajoute qu'au jour de la révolution nous nous verrons obligés à quelques exécutions et ma foi... si vous êtes encore au pouvoir... — Voilà qui est parlé, m'a-t-il dit en me tendant la main. — Envoyez-moi en mission à Moscou, lui ai-je demandé, en mission scientifique, cela va de soi; mais à la vérité, c'est de tactique révolutionnaire que j'y vais m'instruire. — Parfait, dit-il, parfait. Il me reconduisit à la porte. — Comment? fit-il en considérant ma boutonnière, vous n'avez pas la rosette? — Hé! non, lui répondis-je. Mon cher Voldemar, vous me voyez comblé par

ceux dont je souhaite ardemment la perte, et qui le savent. Avouez que vos amis les démocrates sont des jobards.

Voldemar poussa un soupir et baissa la tête.

— Pour vous, dit M. Jubier, faites comme il vous plaira. Venez au laboratoire, n'y venez pas... Profitez des bienfaits de la démocratie. L'essentiel, dans votre cas, est d'être entretenu pour ne rien faire tout en ayant l'air de faire quelque chose. Ah! ah! Vive la République, n'est-ce pas?

M. le professeur riait, pirouettait sur lui-même, il donnait toutes les marques d'une joie de l'espèce diabolique.

Voldemar regardait les cartons à insectes qui couvraient les murs du laboratoire. Il songeait que chaque boîte renfermait des dizaines de bêtes rangées et épinglées par genre, par espèce, par variété, et il se demandait si les hommes libres qu'il fréquentait depuis son arrivée en pays de démocratie n'étaient point, à l'image de ces bêtes-là, prisonniers de leur catégorie, enfermés dans les limites des idées de groupe, des principes de clan.

« Monsieur le professeur, se disait-il, est dans la boîte révolutionnaire; il remue les bras et les jambes, il tourne sur lui-même; mais il a une épingle à travers le corps et il ne peut pas s'échapper. Monsieur Merlaud est dans la boîte des intérêts particuliers; il y retrouve l'employé des postes, le bandagiste, le juré, le maire de Saint-Sauveur et tous ceux qui demandent à la République d'être leur nourrice. Mademoiselle Jacquemine... Hélas! mademoiselle Jacquemine va s'enfermer dans la boîte du mariage : elle ne chantera plus, elle ne sera plus la sœur des oiseaux du ciel... Et toi, Voldemar, dans quelle boîte iras-tu un jour? »

Ce soir-là, comme la nuit était chaude, Voldemar gagna le quai Malaquais et descendit vers la rive de la Seine pour y trouver la fraîcheur, le silence et des pans de ciel où son rêve pût cheminer sans se heurter à une enseigne lumineuse ou à l'angle d'un toit. Il allait, butant dans les pavés, murmurant en lui-même des paroles de peu de sens. Il longeait un vaste amas de pierres fait de quartiers taillés et de moellons de toute forme entassés sur la berge. Soudain, il lui sembla que les pierres parlaient : il se pencha, il aperçut entre deux ou trois blocs épais, disposés en forme de toit, la flamme d'une

bougie. Des voix d'hommes venaient de là. Quelques pas plus loin, une autre lueur apparaissait, d'autres voix murmuraient entre les pierres.

On eût dit un village effondré, avec ses habitants gîtés dans les ruines. C'était, à la vérité, un campement de vagabonds, de clochards, une ville libre au cœur même de Paris, une cité sans agents et sans commissaires, sans concierges, sans inspecteurs du gaz, sans receveurs des contributions, démunie de ces tubes, tuyaux, câbles, fils et canaux souterrains qui lient les uns aux autres les gens d'un même immeuble, d'un même quartier, une cité sans autre loi que celle du bon plaisir. En cette ville basse, des hommes vivaient au jour le jour, nourris des reliefs de table de la cité voisine, des fruits et des légumes échappés aux éventaires des Halles; ils fumaient un tabac tiré des cigarettes du trottoir; ils se vêtaient de costumes aux lignes parfois gracieuses, mais qu'à cause de leur usure et des trous qui les marquaient aux genoux et aux coudes, il eût été malséant de mêler aux élégances de la ville haute. Là, on faisait ses loisirs du travail des autres.

« Ils ne sont pas dans une boîte, se disait Voldemar. Ils goûtent des joies qui pour eux sont très grandes : ils n'ont pas de veille, pas de lendemain; ils sont ici aujourd'hui, ils iront ailleurs quand ils seront las de voir la Seine couler à leurs pieds. Ils sont vraiment des hommes libres. Mais moi Voldemar, ne suis-je pas libre aussi? »

Il n'osait répondre à sa propre question. Il sentait autour de ses poignets, de ses chevilles, des fils qui le tiraient de droite et de gauche. L'un l'attachait au ministre de l'Éducation nationale, l'autre à Merlaud : c'étaient les fils de la reconnaissance; en tirant un peu sur eux, ils céderaient facilement. D'autres le liaient à l'université de Tartu, à sa famille lointaine; ils étaient tant amenuisés par la distance qu'il n'en restait plus qu'une apparence. Il y en avait un qui lui semblait plus fort que ceux-là : il prenait attache à sa poitrine et quand Voldemar cherchait à lui échapper c'était comme si on lui eût arraché le cœur.

« Elle s'en va dans la vie par un chemin qui n'est pas le mien, songeait-il. Peut-être le fil veut-il casser? Mais c'est une douleur vive... »

Il leva les yeux vers les maisons du quai. Il voyait des

lumières aux fenêtres, des ombres qui passaient d'une pièce à l'autre. A un balcon qu'éclairait la lueur de Paris, un homme et une femme étaient accoudés : lui fumait, elle jouait distraitement avec les grains de son collier.

« Peut-être ceux-là sont-ils heureux ? se demandait Voldemar. Pas libres, mais heureux. »

Il vit l'homme jeter sa cigarette, s'étirer et bâiller, puis se pencher vers la femme, lui poser un rapide baiser sur les cheveux, puis disparaître par la noire ouverture de la fenêtre. Elle demeura seule au balcon, elle continuait de jouer avec son collier ; de temps en temps, elle levait les yeux vers les étoiles, il semblait qu'elle soupirait, et de longs instants passèrent sans qu'elle quittât la pose de rêve et d'abandon où elle était.

« Heureux ? Non », se dit Voldemar.

Et il alla s'étendre au pied d'un peuplier de la berge où il passa la nuit dans la solitude et la méditation.

IV

A quelques jours de là, on célébra par un déjeuner les fiançailles de Jacquemine et du fils Loignon.

M. Jardin, qui était homme de décision, avait choisi pour cette fête un restaurant champêtre établi sur les hauteurs qui dominaient la vallée de l'Oise, non loin de l'Isle-Adam. Ainsi avait-il coupé court aux débats que Mme Lemaire proposait qu'on ouvrît sur le choix de ce lieu de réjouissance.

Il avait, pour mener la famille et les invités, loué une sorte de tapissière automobile tendue de drap gris perle, ornée de tubes de cristal rehaussés de faux bronze où étaient disposés de clairs bouquets de roses en papier. Tout le monde s'accorda à trouver à ce char un aspect ravissant. Une trentaine de voyageurs en occupaient les sièges. C'étaient les Lemaire et leurs filles, les Loignon père et fils, plusieurs maîtres encadreurs, doreurs et relieurs avec leurs femmes et leurs enfants, toutes gens de vieille souche parisienne, appliqués au travail quand ils étaient à leur boutique, déchaînés au plaisir quand une récréation leur était offerte.

La voiture traversa des banlieues dont les jardins étroits débordaient de marguerites, de phlox et d'althéas. La vue des

fleurs transportait d'aise M. Loignon, échappé pour un jour de son magasin de couleurs et vernis.

— C'est la palette de Renoir ! s'écriait-il.

Les dames brûlaient d'impatience de faire des bouquets ; leurs maris contaient des souvenirs de jeunesse tout remplis de récits de guinguettes, de bals musette et de parties de canotage dans la compagnie de demoiselles qu'ils appelaient leurs petites amies.

— Ah! ah! disaient-ils, c'était le bon temps.

Les dames protestaient que ce temps-là ne pouvait être bon puisqu'elles n'y avaient point eu part.

— Si, si, disaient les maris, il n'est de bon temps qu'avant le mariage.

Ils parlaient ainsi par esprit de taquinerie, par malice de jour de fête, parce qu'ils avaient fermé boutique jusqu'au lendemain, parce que, sous le soleil d'août, les pissenlits des bords de route épanouissaient leurs corolles rayonnantes, parce que la France était un bien joli pays avec des rivières à ablettes et à goujons, des restaurants à bosquets et à tonnelles et des villas qui s'appelaient « Mon Caprice », « Ma Thébaïde », « Mes Amours ».

Seul, Voldemar ne prenait point de part à la liesse de cette plaisante société. Il occupait un siège auprès de Mme Lemaire.

— Eh bien! monsieur, lui disait sa voisine, n'êtes-vous pas heureux de cette promenade ? Vous paraissez soucieux. Est-ce à votre fameuse liberté que vous songez ? Si c'est de liberté que vous êtes inquiet, je pense que les libres propos de ces messieurs doivent vous combler. Je ne reconnais plus mon mari ; le voilà qui fait des mots à double sens, qui tire sur sa moustache en regardant les dames. Voyez-le qui jette saluts et sourires aux demoiselles de ce village... Enfin, ce n'est pas tous les jours qu'on est en fête et qu'on s'amuse.

— Oui, bien sûr, disait Voldemar.

Il était bien vrai qu'il ne songeait à rien d'autre qu'à la liberté et que cette pensée l'éloignait des gaillardises de M. Lemaire.

On arriva à une sorte d'auberge en imitation de pisé, appelée « Hostellerie du Tournebride », d'où l'on découvrait la vallée de l'Oise et tout un horizon de forêts et de champs de culture.

— C'est ravissant ! s'écria Jacquemine. On a envie de prendre son vol.

La table était dressée sur une terrasse ombragée de tilleuls. Les fiancés occupaient un des bouts, de façon que les convives ne perdissent aucun des signes de bonheur qui se pourraient lire sur les traits des jeunes gens. A peine le premier service était-il fait que l'allégresse des banquets avec son bruit de rires, de verres entrechoqués, d'assiettes heurtées, de voix mêlées, emplit l'ombre dorée de la terrasse.

Pendant que les autres se livraient à ce vacarme de société, Voldemar s'en allait en pensée par un chemin de soleil qui prenait départ entre deux tilleuls et le menait d'abord à la rivière d'Oise étroite, molle et sinueuse. Il s'abandonnait à la douceur de glisser au fil de cette eau lente. Aux rires et aux éclats de ses voisins de table répondait un murmure de mouches et d'abeilles qui donnait à sa rêveuse promenade un accompagnement de musique d'ailes.

« Monsieur Merlaud, se disait-il, mettait la main sur son cœur et il répétait qu'il n'y avait de la liberté qu'au sein de la démocratie. Mais je n'ai jamais respiré auprès de lui un autre air de liberté que celui des cafés avec la fumée du tabac et les vapeurs de l'alcool, et celui de la Chambre des députés dans des galeries et des couloirs qui sentaient la sueur humaine. »

Son regard allait par une route qui longeait d'abord la rivière entre les bouquets d'aulnes de la berge et quelques carrés de trèfle, qui se glissait ensuite sous les hautes et fines pyramides d'une plantation de peupliers, puis s'élevait à flanc de colline, s'arrêtait à une ferme, reprenait sa course vers une lisière ombreuse et se perdait dans les verdures d'une forêt sans limite.

« Dans la France de monsieur Merlaud, poursuivit Voldemar en lui-même, il n'y a pas d'abeilles, il y a des hommes qui tendent la main, qui demandent, qui exigent ; il n'y a pas une route claire qui tourne et s'allonge sous le soleil et dans les herbes, il y a des rues étroites qui s'appellent Aristide Briand, des petites places humides qui prennent le nom d'un petit député. J'aime mieux la France de monsieur Longepierre où l'on chante en dansant dans la cuve à raisin. Mais elle est morte... »

A mesure que sa pensée courait sur les fils de l'air en compagnie des souvenirs, son regard saisissait de plaisants tableaux de vie, un instant exposés au bord de la rivière, au tournant d'un chemin, à la porte d'une ferme: c'était un pêcheur à la ligne tirant un poisson de l'eau ; c'étaient des piétons allant d'un pas de flânerie, cueillant des fruits à des bouquets verts qui pouvaient être des noisetiers ou des mûriers sauvages.

— Eh bien! monsieur Voldemar, à quoi pensez-vous? lui demandait M. Loignon. C'est fête aujourd'hui, et vous avez mine longue; nous plaisantons, nous rions et vous êtes là à vous taire comme dix. A l'heure des chansons, vous allez chanter.

— Moi, monsieur? dit Voldemar.

— Mais oui, dit M. Loignon, chacun ira de sa petite chanson. Vous avez bien des repas de fiançailles dans votre pays?

— Hélas! ce n'est pas la même chose, soupira Voldemar.

— Mais si, mais si, disait M. Loignon.

Et il annonça à tous que Voldemar chanterait au dessert. Les convives s'en montrèrent ravis ; on leva les verres, on but à la santé de ce jeune étranger qui se mettait si gentiment à l'unisson d'une joyeuse compagnie.

Cependant, Voldemar continuait de mêler ses soupirs aux éclats de la commune liesse. Il avait la tête remplie des événements qui avaient marqué sa vie durant ces derniers mois: le regard toujours perdu vers le bel horizon qui développait au loin sa ligne harmonieuse, il se rappelait l'enthousiasme qui l'avait jeté dans les voies du démocrate Merlaud, et comment ce personnage, qui lui paraissait si grand quand il le lisait à Tartu, lui avait semblé si petit des bras, des jambes et de l'esprit quand il l'écoutait à Fleury-sur-Claire.

« Est-ce donc, se disait-il, que la politique et la démocratie sont deux choses, que la passion politique tue l'esprit démocratique? Monsieur le député se bat pour la liberté de parole de l'instituteur Duray, voilà un généreux combat ; mais l'instituteur Duray veut la dictature des ouvriers et paysans, c'est-à-dire la fin de la démocratie ; monsieur Merlaud se bat donc pour celui qui veut sa mort. Monsieur le député parle beaucoup de fraternité et d'égalité, ce sont des mots qui fleurissent ses lèvres comme l'héliotrope fleurit la fenêtre de mademoiselle Jac-

quemine ; mais la plus grande part de son temps, il la passe à dicter et signer des lettres de recommandation, à demander au ministre une bonne place pour un balayeur, un avancement pour un commis des postes, un voyage gratuit en chemin de fer pour un orphéon. Monsieur Merlaud a donc des préférences : il favorise l'un, il le pousse devant les autres... Et moi-même !... Ah ! »

Il eut la révélation soudaine de son indignité.

« J'ai trahi la démocratie ; j'ai accepté, moi aussi, la faveur... Je ne connais pas une autre bête que la mouche, le moustique et le papillon, et me voilà avec l'argent de la République pour faire une mission au milieu des boîtes de monsieur le professeur Jubier ; et j'ai pris la place d'un homme de savoir qui ne connaissait pas de député ; et, la prenant, j'ai reçu pour ne rien faire l'argent de ceux qui travaillent, l'argent de monsieur Jardin qui rogne, qui coupe, qui colle toute la journée, l'argent de monsieur Loignon qui vit dans sa petite boutique avec des pots de blanc de zinc et des bidons de térébenthine... Honte ! Honte ! »

Il est malaisé de tenir un langage intérieur d'une telle véhémence sans qu'il y paraisse aux gestes et sur les traits de celui qui le pratique. Voldemar donnait les signes d'un grand désordre de l'esprit : il repoussait son assiette, il s'épongeait le front avec sa serviette, il jetait de longs soupirs et il se frappait la poitrine avec le poing. C'est ce qui faisait croire à ses voisins de table qu'il était saisi d'une indisposition soudaine de l'estomac, ou bien que le mélange des vins de France troublait la raison de ce jeune Estonien. Pour ne point le gêner ou lui donner à rougir de lui-même, personne ne lui posa de question, et le repas se poursuivit dans une croissante animation.

Pendant que Voldemar se débattait dans des scrupules, pendant que la société de fiançailles buvait, mangeait et riait, un homme coiffé d'un chapeau à large bord, et portant sur le dos une guitare, gravissait la côte qui, des bords de l'Oise, menait au restaurant du Tournebride. Il allait sans se presser, baguenaudant sous le soleil, cueillant une fleur à une haie de chèvrefeuille, la glissant à sa boutonnière. Il avait tout l'air d'un baladin désinvolte et sans souci, d'un de ces bateleurs à la semelle légère qu'on voit un jour à la terrasse d'un café de

Belleville, un an après sur le quai Cronstadt à Toulon, grattant la corde et poussant la romance.

« Voilà un homme, se disait Voldemar, qui va sur la route, qui cueille la fleur; il est en amitié avec le soleil, la poussière et l'espace... Il est libre. »

A ce moment le voyageur arrivait au pied de la terrasse du Tournebride et, caché par le mur du terre-plein, disparut aux yeux des convives.

— Monsieur Voldemar, dit Jacquemine, c'est à vous de chanter.

Voldemar se fit un peu prier, quoiqu'il eût grande envie de chanter dans la langue de son pays ce qu'il n'osait dire en français. Il se leva et, d'une voix chaude et caressante comme en ont les étudiants de Tartu, et même les étudiants en philosophie, il conta, sur un air de mélodie, l'histoire d'une jeune fille qui était passée à côté du bonheur, pour n'avoir point connu qu'un jeune homme l'aimait. Quoique la langue estonienne manque de douceur, l'effet de cette musique était très grand sur le cœur des dames : elles balançaient la tête au rythme de la chanson, elles poussaient des soupirs et elles se sentaient à l'étroit dans leur corsage de fête.

Comme Voldemar attaquait le second couplet, où il était question de la fatalité des passions amoureuses, on entendit un doux accompagnement de cordes qui semblait venir de la cantonade, ce qui ajouta à l'émoi des dames. C'était l'homme à la guitare qui s'avançait dans l'ombre des tilleuls. Il s'adossa au tronc d'un arbre, et, aussi longtemps que Voldemar chanta, il soutint la voix du jeune homme par des accords arpégés de la plus ravissante harmonie.

Il y eut dans l'assistance plus que de l'étonnement : c'était de l'attendrissement. On admirait le destin qui envoyait un excellent guitariste pour accompagner la plus jolie voix de la société. On se disait de l'un à l'autre : « Est-ce possible qu'un étranger chante mieux qu'un ténor de notre Opéra ? » Et Jacquemine se demandait en elle-même si la voix de Voldemar n'était pas plus douce au cœur que l'accordéon de son fiancé. Mais elle n'osait répondre de crainte que l'accordéoniste ne s'en aperçût : car, depuis qu'elle était promise au mariage, elle ne se sentait plus libre de sa langue, même en son langage intérieur.

Quand Voldemar eut terminé son chant au milieu du ravissement général, M. Jardin, qui se défiait des inconnus, demanda qui était ce passant que l'on n'avait point prévu au programme de la fête.

— Monsieur, dit l'autre en souriant avec grâce, je vais, je viens, je m'arrête, je chante, et je repars. Je ne sais ce que c'est que de prendre la route, c'est elle qui me prend. Et voyez comme elle sait me mener, puisque me voici au milieu de la plus aimable compagnie.

Là-dessus, il jeta du bout des ongles quelques accords sur son instrument et chanta à son tour une fort jolie romance.

« Il va, il vient, il s'arrête, il chante, il repart, se disait Voldemar. Oui, c'est un homme libre. »

Pendant que l'inconnu chantait, la belle vallée de l'Oise était comme assoupie : plus une feuille qui bougeât, plus une herbe qui frémît. On entendait seulement, mêlé à la voix du guitariste, le chœur des grillons de la terre chaude qui célébrait le soleil bienfaisant. Du haut du ciel sans nuage, une alouette leur répondait.

« Voilà la France, songeait Voldemar. Une terre abondante qui vibre à la chaleur, un ciel bleu et or où chante une alouette, et des gens assis autour d'une table qui sont joyeux de tout et de rien, de jouer sur des mots à deux sens, de disputer de l'âge du vin qu'ils boivent, et qui seront aussi joyeux demain en reprenant place à leur établi ou derrière leur comptoir. Ah ! j'ai perdu des semaines et des mois à chercher la France où elle n'était pas, les libertés démocratiques où il n'y en avait pas : chez les commissionnaires des électeurs au Parlement, chez les ignorants du café des Saints-Pères, chez les naïfs ouvriers de La Révolte, au laboratoire politique de monsieur le professeur Jubier... »

Il regardait l'homme à la guitare : il admirait son air dégagé, son visage où brillait la joie de donner du plaisir aux autres. Et il considérait les bonnes gens de la table : M. Lemaire avec ses joues allumées par la chère et les vins, les demoiselles qui n'écoutaient point le chanteur et qui jouaient à baisser les yeux sous les regards de deux galants invités, M. Loignon satisfait de donner son fils à la plus jolie fille d'encadreur qui fût entre la rue Bonaparte et la rue de Seine... Tous de bons démocrates, des cœurs généreux, des esprits libres, ardents à

se défendre contre les manigances de l'État. Mais, ce n'était qu'un petit monde, limité à un quartier de Paris, et par delà leurs têtes, plus loin que cette table, que cette terrasse, il y avait tout un pays de liberté, cette France à laquelle on ne pouvait penser, quand on l'évoquait de Tartu, sans que les larmes vous vinssent aux yeux.

Le musicien, après cinq ou six chansons, tira son chapeau de sa tête et salua l'assemblée d'une façon si courtoise et si habile à la fois qu'en un instant vingt pièces de monnaie y tombèrent en sonnant.

On voulut le retenir à boire; il refusa en disant qu'il ne buvait rien d'autre que l'eau fraîche des sources rencontrées sur sa route. Il souhaita bonne santé aux uns, bonne chance aux autres: il assura à Voldemar qu'il n'avait jamais eu tant de plaisir qu'à l'entendre chanter. Et il s'éloigna.

Ce fut à qui ferait la louange de ce charmant guitariste et l'on discuta si son destin était enviable. Les dames opinaient que rien ne pouvait être plus agréable que d'aller ainsi à travers la France en chantant; les hommes jugeaient que c'était là métier de saltimbanque et qu'il fallait être un peu fou pour s'y livrer. Jacquemine disait d'un ton rêveur qu'elle eût aimé être la femme d'un chanteur; son fiancé lui répondit qu'elle serait bientôt celle d'un accordéoniste et que cela devait suffire à la combler. Comme les langues étaient déliées de leur retenue naturelle par les artifices de l'eau-de-vie de Calvados que l'on buvait alors, la conversation prit un tour bruyant, vif, et qui touchait par instants à la dispute : le pour et le contre se heurtaient, les oui et les non se croisaient par les airs, et l'on vit même le moment où, à propos de chansons, cette assemblée d'amis allait en venir aux mains.

Elle en fut détournée par une singulière diversion : Voldemar avait disparu.

On pensa d'abord que le malaise d'estomac dont il donnait des signes l'avait obligé à faire quelques mouvements de marche loin de ces tilleuls où l'on manquait d'air. L'absence durait ; on s'inquiéta. On alla le chercher dans les bosquets du jardin, dans les différentes pièces de l'hostellerie. On l'appela, on sonna la cloche de la porte d'entrée ; on jeta aux échos de la vallée des cris tels que « Hou ! hou ! », « Pi... ouit ! » Un jeune homme de l'assistance qui possédait un joli

talent de siffleur lança entre ses doigts des sifflements aigus. On n'eut point de réponse.

Après que chacun eut conseillé d'alerter la gendarmerie, de jeter sur les traces du disparu un chien ayant bon flair, le maître d'hôtel proposa qu'on fouillât l'horizon avec ses jumelles, et il les confia à Jacquemine.

— Je ne vois rien, dit la jeune fille. Ah ! pourtant... Il me semble... Mais non, je me trompe...

Elle rendit à l'hôtelier ses lunettes, orienta les chercheurs vers le village voisin et, demeurée seule sous prétexte de fatigue, elle alla s'asseoir sur le bord de la terrasse. Puis elle fondit en larmes.

— Pauvre Voldemar !... gémissait-elle.

Et elle agitait vers l'horizon son mouchoir mouillé de ses pleurs.

Au loin, sur la route entre la rivière et le coteau, deux hommes allaient d'un pas vif et léger. L'un semblait jouer d'une guitare qu'il portait suspendue à l'épaule; l'autre marchait auprès de lui et, de temps en temps, s'arrêtait pour cueillir une fleur à la banquette du chemin.

MAURICE BEDEL.

L'ESCADRON DE GIRONDE

LE RAID DE LA 5e DIVISION DE CAVALERIE

Le 8 septembre 1914, à six heures trente, la 5e division de cavalerie, aux ordres du général de Cornulier-Lucinière, a reçu la mission de se porter en avant et *d'aller à tout prix faire entendre son canon sur la rive gauche de l'Ourcq*. La situation jusqu'alors indécise semble pencher en notre faveur. A la gauche de von Kluck, le dispositif de la IIe armée allemande (von Bülow), au sud de la Marne, se lézarde sous les coups de l'armée Franchet d'Espèrey. Les premiers symptômes de la retraite se manifestent, confirmés bientôt par nos reconnaissances d'avions. Il importe au plus haut point d'empêcher l'ennemi de se ressaisir. Si le corps de cavalerie Sordet était en état de le faire, Joffre le jetterait au plus court, par Villers-Cotterets, sur Soissons, véritable charnière de la retraite non seulement de von Bülow, mais aussi de von Kluck. Mais le corps Sordet est épuisé. Durant trente jours il a battu l'estrade. Dans une série de marches et de contre-marches, qui l'ont conduit du nord de la France jusque sous les murs de Liége et des murs de Liége jusqu'à la vallée de Chevreuse, il a vu fondre ses effectifs et a perdu la moitié de ses chevaux.

Des débris du corps Sordet on a formé une unique division, dénommée *Division de cavalerie provisoire* qui, durant la retraite, du 29 août au 8 septembre, a rendu les plus importants services en contenant l'avance de l'ennemi. Dans le même temps, on a en hâte tenté de retaper tant bien que mal, derrière Paris, les restes du corps de cavalerie Sordet, puis, la situation pressant, on a transporté une partie de ses

divisions par voie ferrée jusqu'à la gauche de l'armée Maunoury.

C'est ainsi que le 16e dragons de la 5e division de cavalerie, renforcé de quelques chevaux frais reçus des dépôts, a été embarqué le 6 après-midi à la gare des Matelots, à Versailles, et qu'après avoir traversé Saint-Germain, Le Bourget, Dammartin, il a débarqué dans la région du Plessis-Belleville le 7 à sept heures du matin.

Ses éléments ont pris aussitôt le contact de l'ennemi, pourchassé et sabré de nombreux éclaireurs montés, uhlans, dragons et chevau-légers, qui cherchaient à tâter notre dispositif et à masquer celui de von Kluck. Le soir, la 5e division a couché derrière Nanteuil-le-Haudouin, couverte par un escadron de marche du 16e dragons (capitaine de Gailhard-Bancel) aux avant-postes à Lévignen, sur la route de Villers-Cotterets.

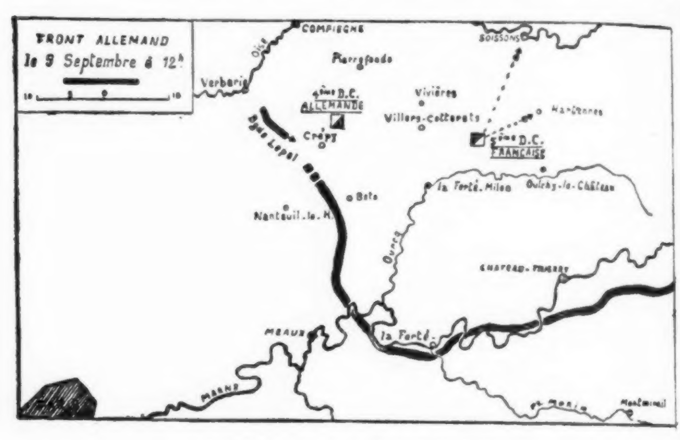
Et le lendemain matin, 8 septembre, la *Division provisoire* étant dissoute, la 5e division de cavalerie, à l'heure où le général de Cornulier-Lucinière venait d'en prendre le commandement, a reçu du général Bridoux, qui lui-même a pris le commandement du 1er corps de cavalerie, cet ordre impératif d'aller à tout prix faire entendre son canon sur la rive gauche de l'Ourcq.

Confiant dans les escadrons de dragons et de légère qui viennent de passer sous ses ordres et qu'il connait de vieille date, le général de Cornulier-Lucinière a entraîné toute sa division vers le nord, jusqu'à Crépy-en-Valois, puis, tournant vers l'est, s'est enfoncé au grand trot dans les futaies profondes de la forêt de Villers-Cotterets, marchant droit vers l'Ourcq. Les cavaliers allemands, qui, autour d'elle, voltigeaient comme un essaim de mouches, ont été sabrés.

Dès ce moment, toute la division s'est trouvée au milieu des lignes ennemies que, par cet audacieux mouvement, elle a réussi à prendre à revers. Il lui a fallu cependant se glisser entre les mailles de l'étroit réseau d'agglomérations qui, toutes, sont occupées, Ivors, Boursonne, Vauciennes, Coyolles, Villers-Cotterets.

Grâce à la parfaite connaissance de la forêt et de ses moindres sentiers, où il a longtemps chassé à courre, que possède le capitaine Moreau, grâce à la prudence et à la vigueur de la pointe d'avant-garde conduite par le lieutenant de Fra-

guier du 15e chasseurs à cheval (1) qui a culbuté, à l'arme blanche pour ne pas faire de bruit, ou fait prisonniers tous les ennemis rencontrés, y compris deux auto-mitrailleuses, l'avance sous bois n'a pas été surprise. Cependant, vers la



LA 5e DIVISION DE CAVALERIE
A L'INTÉRIEUR DES LIGNES ALLEMANDES

clairière d'Ivors, la division a été survolée à basse altitude par de nombreux avions aux croix noires. L'ont-ils vue?

N'importe, au début de l'après-midi, toute la 5e division, poursuivant sa marche audacieuse, a franchi la Savières, puis l'Ourcq, à Troësnes, à l'orée de la forêt de Villers-Cotterets. Surgissant du ravin, elle a escaladé le plateau entre la Ferté-Milon et Marizy-Sainte Geneviève avec son artillerie dont les chevaux sont si fatigués, qu'un certain nombre de dragons ont dû mettre pied à terre pour pousser aux roues des pièces et des caissons. Il s'en est fallu d'un souffle qu'elle n'enlevât au crépuscule von Kluck en personne qui arrivait avec son état-major pour établir son poste de commandement à la Ferté-Milon. Le contact a été si étroit, que la colonne du quartier général du chef de la Ire armée allemande a dû faire le coup de feu pour se dégager.

Durant trois jours ce seront d'incessants combats, des faits

(1) Qui appartient à la fameuse 5e brigade légère : 5e et 15e chasseurs.

d'armes qui rendront ce raid de la division Cornulier-Lucinière digne des annales de la cavalerie du Premier Empire.

C'est l'artillerie de la division tirant par surprise, à plein débit et à courte distance, sur des colonnes des IIIe et IXe corps allemands, et y semant la panique.

C'est cette artillerie, soudain menacée par l'infanterie en soutien d'un parc d'aviation, que le colonel Robillot dégage par une charge à la tête d'un escadron de légère.

C'est l'héroïque commandant de Beaufort, du 22e dragons, chargeant sous une fusillade intense, à Chouy, avec l'escadron Wallace de son régiment et quelques éléments du 15e chasseurs, et ramenant prisonniers deux officiers et dix-huit hommes.

C'est l'escadron Wallace, encore, qui tient la forêt de Villers-Cotterets comme on tient le maquis et, avec le concours d'un peloton du 16e dragons, le peloton Doër, fonce sur tout ce qui se présente sur les routes et incendie plusieurs convois automobiles. L'explosion de l'un de ces convois, chargé de munitions, sera entendue à vingt kilomètres à la ronde et jettera l'effroi chez l'ennemi.

Ce sont les innombrables poursuites, galopades, canonnades, fusillades, coups de sabre et de lance contre un adversaire, en nombre six fois supérieur, mais qui s'énerve et s'inquiète de ce vacarme, de ces incursions sur son flanc ou ses arrières et, ne parvenant pas à déceler les forces qui l'attaquent, perd son moral et précipite sa retraite.

Au cours de ces actions, le 16e dragons se distingue particulièrement, comme il n'a cessé de le faire depuis le début des opérations avec les brillantes reconnaissances des lieutenants Duseigneur et Lachouque, à Custinne, en Belgique, des lieutenants de Lastours, de Maistre, de Lassuchette, et celle, plus belle encore, du lieutenant Faure, le 2 septembre, sur Crépy-en-Valois.

C'est l'odyssée du 1er demi-régiment du commandant Delattre, avec, à sa tête, le colonel Cochin, séparé de la division pendant une semaine, du 7 au 13 septembre, et qui, ses chevaux fourbus, ne ralliera qu'à Montdidier, avec soixante-dix prisonniers, alors qu'on le croira perdu.

C'est toute cette débordante jeunesse de notre cavalerie, ces lieutenants et ces sous-lieutenants d'avant-guerre,

déchaînés, lâchés en liberté sur l'ennemi, comme au temps de Lassalle et de Murat.

Mais ces faits d'armes ne sont que peu de chose au regard de l'exploit de l'escadron de Gironde.

LE 2e ESCADRON DU 16e DRAGONS

Ils sont à peine cent cavaliers, cent dragons qui chevauchent en silence dans l'obscurité. Leurs ombres, grandies par le casque à cimier, vont au pas, deux par deux, sur le bas-côté de la route. Le martèlement sourd des fers écrase l'herbe. Défense de parler, de fumer, de faire le moindre bruit ; l'escadron de Gironde est isolé dans les lignes ennemies.

Il est même encerclé de toutes parts, traqué. Depuis le matin, c'est une terrible chasse. Les hommes titubent dans les selles, les chevaux butent, certains se sont abattus qu'il a fallu abandonner. On a tant galopé, tant parcouru de kilomètres, franchi tant de ravins, tant de ruisseaux, tant de crêtes, au cours de tant d'épuisantes marches et contre-marches, sans une heure de repos, sans une heure de sommeil, sans manger ! On est à bout ! Hors un miracle, il n'y a pas de salut. Qu'importe ! On s'est vendu cher, on se vendra plus cher encore !

D'où viennent ces cent hommes qui vont ainsi dans la nuit pleine d'embûches ?

Ils sont en détachement de découverte, en reconnaissance. C'est le 2e escadron du 16e dragons que ce matin de septembre, vers onze heures, le général de Cornulier-Lucinière a lancé sur l'ennemi. Celui-ci, en effet, résiste encore sur la Marne, où déjà il est virtuellement battu. L'aile gauche de von Kluck s'accroche vers la Ferté-sous-Jouarre, tandis que Bulow va se faire enlever Château-Thierry à la suite d'une brillante action du 20e dragons (corps de cavalerie Conneau) engagé à pied dans un combat de rues.

Cent ans auparavant, en 1814, le vieux Blücher, pareillement battu sur la Marne par Napoléon, a retraité vers le nord et n'a dû son salut qu'au passage de Soissons qu'il a trouvé libre. Si la garnison de Soissons eût résisté, Blücher eût été perdu. Sans doute le général de Cornulier-Lucinière s'est-il souvenu des leçons de l'Histoire, lorsqu'il a jeté le demi-

régiment du chef d'escadron Joullié sur Hartennes (1) et l'escadron du lieutenant de Gironde en découverte sur Soissons. Moyens insuffisants, mais la 5e division ne peut faire davantage. Ah! si, au lieu de gaspiller depuis un mois tant d'unités précieuses, on avait ménagé les chevaux et gardé intacte l'artillerie légère du 1er corps de cavalerie, prêt à intervenir, toutes forces réunies, à la première occasion, celle d'aujourd'hui!

Mais que sert de critiquer! Le général de Cornulier-Lucinière ne s'y est pas arrêté. Il a agi au mieux, mais il est déjà si profondément engagé avec des troupes épuisées (2), qu'il lui a été indispensable d'être couvert par des renseignements précis sur les forces qui l'entourent et dont il aura le plus grand mal à se dégager.

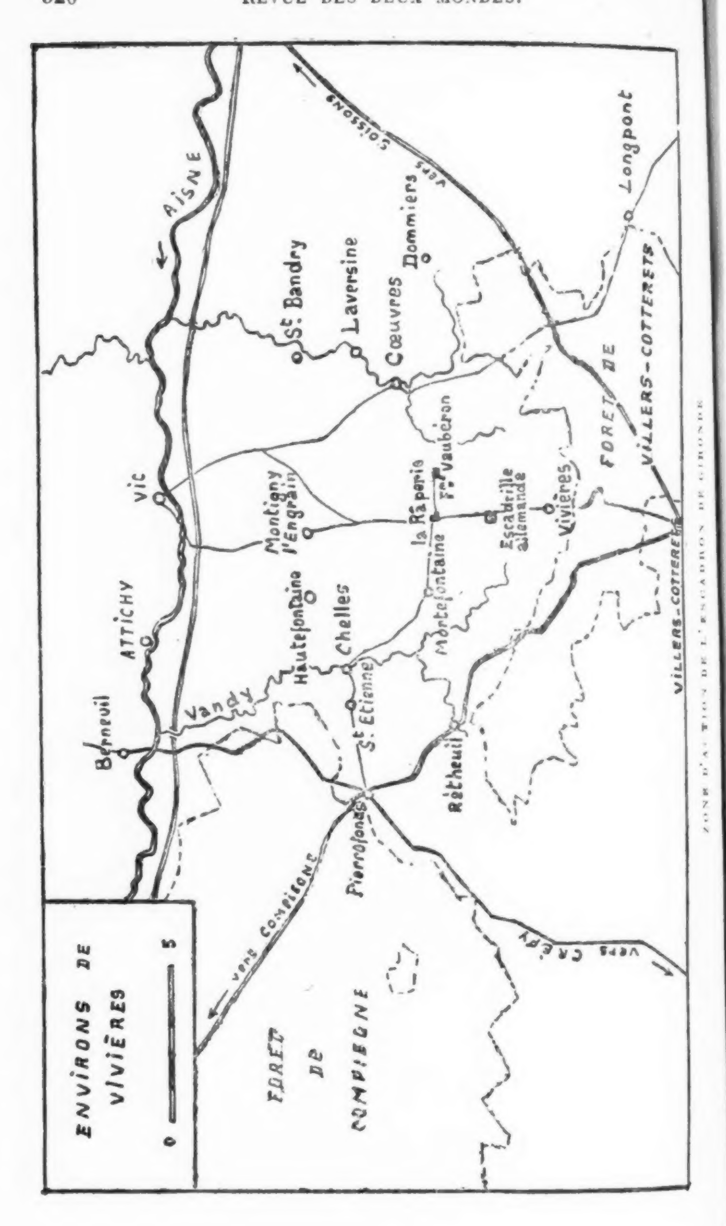
Et l'escadron du lieutenant de Gironde s'est enfoncé plus avant vers le nord-est. Tout de suite il s'est heurté à de forts partis de cavalerie ennemie et à des détachements de troupes de toutes armes, particulièrement de cyclistes, qui, tenant le terrain, l'ont accueilli à coups de feu.

C'est en effet l'heure où le lieutenant-colonel Hentsch, représentant de la Direction Suprême allemande, vient d'arriver au quartier général de von Kluck. A la suite de l'entrevue dramatique qu'Hentsch a eue avec le général von Kuhl, chef d'état-major de von Kluck, le chef de la Ire armée allemande, après s'être indigné, s'est résigné, la mort dans l'âme, à donner l'ordre de la retraite. Mais, soucieux d'assurer ses débouchés, il a aussitôt prescrit à sa 4e division de cavalerie (en surveillance à l'est de Crépy-en-Valois où, la veille, elle a laissé passer la division de Cornulier-Lucinière) de remonter en hâte vers le nord et de garder tous les ponts de l'Aisne entre Soissons et Attichy. En même temps, la brigade Lepel, extrême flanc-garde allemande, qui descend de Verberie vers Rully et Crépy, a reçu l'ordre de s'assurer du couloir entre les forêts de Compiègne et de Villers-Cotterets.

L'escadron de Gironde a donc buté partout sur l'ennemi. Il a toutefois lancé deux reconnaissances audacieuses (celle du lieutenant Ronin et celle de l'adjudant Lallemand) qui sont

(1) Sur la route de Château-Thierry à Soissons.

(2) Vers midi, à Louâtre, un grand nombre de chevaux se sont abattus pour ne plus se relever.



ZONE D'ACTION DE L'ESCADRON DE GIRONDE

parvenues à atteindre les portes de Soissons fortement occupé. Le lieutenant de Gironde a envoyé plusieurs renseignements au général de Cornulier-Lucinière. Ses estafettes ne sont pas revenues.

Et, depuis, l'escadron a connu les pires situations. Il a été poursuivi, il a poursuivi, il s'est heurté, à chaque pas, à des carrefours ou à des lisières d'où les balles ont jailli; il a, lui-même, tendu des embuscades, enlevé sur les routes des officiers d'état-major circulant en auto et saisi leurs papiers. Il a, en fin de compte, été rejeté de partout par des forces sans cesse plus nombreuses, il s'est débattu comme dans une immense toile d'araignée et la nuit, qui est enfin tombée, lui a permis de se retirer vers les lisières de la forêt de Villers-Cotterets où, sa mission terminée, il espérait rallier la division Cornulier-Lucinière.

En vain. La division Cornulier-Lucinière a disparu. Informée de la menace d'encerclement due à la jonction imminente de la brigade Lepel et de l'aile droite de Kluck, elle a pris aussitôt son contre-pied en direction de Senlis qu'elle trouvera verrouillé, et ce ne sera que le 11 septembre qu'elle réussira à regagner les lignes françaises au prix des plus grandes difficultés, après avoir traversé la forêt de Compiègne et forcé le passage de l'Oise à la Croix Saint-Ouen.

L'escadron du lieutenant de Gironde, lui, est définitivement enfermé dans les lignes allemandes. Signalé, recherché de partout, il a été escorté à distance, durant des heures, par des pelotons de uhlans qui, tels des loups faméliques, le suivaient et l'encadraient de loin sans oser se jeter sur lui. A la faveur des ténèbres, il a réussi à tromper leur vigilance et à disparaître, puis s'est abrité dans une ferme isolée, la ferme Chauffour, vers la corne nord-est de la forêt de Villers-Cotterets dont toutes les entrées sont maintenant gardées par l'ennemi.

LES CAVALIERS DE 1914

Il est dix heures du soir, l'escadron vient de sortir de la ferme. L'intention de son chef est de tenter une dernière chance : gagner vers le nord, traverser les plateaux de Mortefontaine, franchir le ruisseau encaissé du Vandy et se jeter

dans la forêt de Compiègne. Chance bien fragile, il le sait, mais le lieutenant de Gironde est le type même de l'officier de cavalerie d'avant-guerre ; il jouera sa dernière carte, il ne se rendra pas, l'ennemi ne l'aura pas vivant.

Il chevauche en avant de sa troupe, botte à botte avec Kérillis, son second. Devant eux, à quelques mètres, deux éclaireurs de pointe. Et, derrière, sur deux files, les quatre pelotons de l'escadron, d'abord celui de Kérillis, puis les pelotons de Villelume, Ronin et Gaudin de Villaine.

Ce 2e escadron du 16e dragons est tout entier d'intrépide jeunesse. Gironde, le chef, n'est que lieutenant. Quant à Kérillis, Villelume, Ronin et Gaudin de Villaine, ils portent sur la manche un seul galon d'argent. Ils ont, tous quatre, le plus beau grade de l'armée française : sous-lieutenant.

Le moral de tous est intact. On avance dans les ténèbres. Le canon, qui toute la journée a roulé, s'est tu, sauf au sud, vers la Marne, où Bülow tente de dégager son aile droite par une contre-attaque de nuit. Par intermittences, la fusillade crépite. Mais ces bruits sont lointains. Ici, c'est presque le silence, c'est l'arrière-front. On n'entend que le roulement des convois allemands, le murmure sourd des colonnes en marche, les éclats de voix rauques des troupes occupant, pour la quatrième fois en cent ans, ces pauvres villages d'Ile-de-France.

Gironde écoute ces bruits confus. Il connaissait l'ordre donné à la 5e division de cavalerie. Le général de Cornulier-Lucinière l'a commenté devant ses officiers : atteindre les arrières de l'ennemi et y jeter le désordre, se montrer partout, faire nombre, attaquer tout ce que l'on rencontrera ! Son escadron a bien rempli son rôle. Maintenant, c'est fini, hommes et chevaux sont littéralement forcés et, s'il ne réussit à regagner les lignes, il ne lui restera plus qu'à bien mourir. On ne se rendra pas, c'est décidé !

Gironde s'est penché vers Kérillis et lui a murmuré, montrant les hommes :

— Avec des types comme eux, on pourra y aller jusqu'au bout et à fond !

Des types comme eux ? Gironde a raison. Il les connait bien, les cent hommes qui sont là, ces cent braves dévoués passionnément à leurs officiers. Venus de tous les coins du pays,

issus pour la plupart de paysans, ils représentent ce que la race a de plus solide, de plus simple, de plus sain. Préparés, formés, pétris, depuis des années, avec énergie, avec bonté par une discipline à la fois de fer et intelligente, rompus à l'exercice de l'équitation qui engendre l'initiative et la fierté et aussi cette estime réciproque, cette affection tacite, qui s'établit entre gens, même de conditions différentes, unis dans le goût du cheval, ils ont gardé, encore intacte, la robuste candeur de la campagne, loin de l'esprit des villes et des occultes propagandes.

Parmi eux se rencontrent, comme dans tout escadron, quelques étudiants, quelques jeunes gens qui, ayant échoué à Saint-Cyr, se sont engagés pour préparer Saumur, quelques caractères vibrants, achevant de faire de cet ensemble un amalgame magnifique, une pâte souple et résistante, prête à se couler dans n'importe quel moule, n'importe quel creuset, au gré du chef, fût-ce au feu de l'enfer.

Sous l'enfoncement sombre des casques, dans leurs visages aux traits tirés par trente jours de guerre, leurs regards ont conservé l'éclat naïf de l'enfance, mais les larges jugulaires de cuivre qui barrent leurs joues, la crinière en queue de cheval des cimiers que le vent chasse parfois devant leur front, leur donnent un aspect farouche. Ils portent l'uniforme de dragon de cette époque, la tunique bleu-sombre, presque noire, à col blanc, fermée par neuf boutons d'argent dits grelots de cavalerie, avec, aux poignets, la soubise blanche à trois boutons, la culotte rouge à passe-poil bleu-sombre, les fausses bottes de cuir noir et les éperons. Leur taille est serrée du ceinturon où sont passés, par devant les cartouchières, et par derrière le crochet fixant la carabine portée à la grenadière. Ils vont ainsi, muets, les uns attentifs et anxieux, les autres trop fatigués pour se soucier du danger et dormant dans leur selle.

Les chevaux avancent péniblement. Quelques hommes, n'ayant plus de monture, marchent à pied, la carabine à la main. Lorsqu'ils sont trop fatigués, les officiers les font prendre en croupe par des camarades ou mettre en selle à leur place. Sur le ciel obscur les silhouettes se découpent, silencieuses, parmi la forêt mouvante des lances qui oscillent dans leurs courroies passées au pli des coudes.

Quand d'aventure le fer d'une bête fait jaillir une étincelle

sur un silex, ou qu'un fourreau de sabre est maladroitement heurté, on entend aussitôt des jurons, des reproches étouffés. Le silence a valeur de vie ou de mort. On est maintenant en plein découvert. A l'odeur humide de feuille et d'herbe des taillis a fait suite le parfum plus sec des chaumes et des blés abandonnés sur pied. Mais, dans le sillage de l'escadron, flotte toujours l'affreux relent de putréfaction des chevaux blessés dont le dos n'est plus qu'une plaie et qu'il a fallu cependant seller; ce relent fade, écœurant, que tous ceux qui auront pris part aux grands mouvements de cavalerie de la Marne et de la course à la mer ne pourront oublier.

Les malheureuses bêtes, pour la plupart, sont sur leurs fins et c'est une pitié de voir leurs yeux tristes, l'expression de souffrance résignée de leurs fronts plissés, leurs salières creusées et leurs naseaux dont les ailes tremblent de fièvre. Elles ploient sous le faix et leur échine s'arque sous les arçons dont les troussequins peints en rouge (le rouge, couleur du 2e escadron) portent en lettres blanches leurs humbles noms de braves chevaux de France : *Condor*, *Pâquerette*, *Vengeur*, *Marinette*, *Clairon*...

Mais il faut aller, aller toujours!

Derrière lui, Gironde perçoit le battement de toute cette vie chaude et multipliée qui, les yeux sur lui, le suit aveuglément, se règle sur lui et marche dans ses pas, de cette troupe qui le suivra partout où il ira et, sur un simple signe de son bras, se jettera, dans un dernier sursaut, là où il lui dira de se jeter. Jamais il n'a mieux compris cette expression : avoir ses hommes dans la main. Il la savoure avec une joie douloureuse. C'est la grande récompense de sa vie.

Qui donc est-il, lui, Gironde?

Gironde, c'est le cavalier. C'est peut-être le dernier cavalier, celui qui ne consentira jamais à être autre chose que le cavalier. Il est d'une autre époque, d'un autre âge.

Il va légèrement penché dans sa selle au balancement rythmé de sa jument de pur-sang. La crinière de son casque pend immobile entre ses épaules. Sous la visière, son visage apparaît étroit, impassible, avec ses yeux bleus immenses, sa courte moustache blonde et, plantée à l'angle de sa bouche, sa pipe dont il ne peut se séparer et où depuis longtemps déjà il n'y a plus de tabac. Son menton creusé d'une fossette

s'échappe de son haut col blanc. Sa main gauche, gantée, repose sur les sacoches, tenant les rênes, tandis que son poing droit, appuyé au côté, serre la cravache qui ne le quitte jamais. De cette silhouette élégante et mince émane un calme, une tranquillité apparente qui rassure tout le monde.

Le lieutenant Gaston de Gironde est adoré de ses hommes. Il force la sympathie. Ceux qui l'ont rencontré ne peuvent l'oublier. Sa physionomie ouverte, sa voix souriante et chaude, ses cheveux blonds, son teint d'une fraîcheur éclatante et son regard surtout, le regard magnifique de ces deux grands yeux d'un bleu très clair sous les sourcils droits, lui confèrent un charme auquel nul ne saurait échapper, un charme fait à la fois d'énergie et de douceur, d'audace inflexible et de bonté. Chez lui, se devinent la volonté, le goût du risque, de l'idéal et cette marque des vrais chevaliers : le mépris de l'argent. L'argent? De tout temps, dès les premiers jours du mois, les quelques billets de la maigre solde de Gironde ont toujours disparu. Il a aussitôt tout donné, tout dispersé, distribué à ses cavaliers ou jeté en pâture à ses fournisseurs. Alors, riant, n'ayant plus rien, il a sauté en selle.

S'il n'aimait tant son métier et le cheval, il aurait le tempérament d'un joueur. Mais c'est sa vie qu'il joue le plus souvent sur le grand tapis vert des champs de course, franchissant les obstacles d'Auteuil en military, ou les talus de Pau à la chasse au renard.

Oui, c'est bien le type même de l'officier de cavalerie, franc, ardent et risque-tout. Comme tous ceux de la génération d'après 70, il est entré dans l'armée avec passion, avec foi. Si la guerre doit revenir, elle le trouvera prêt, elle trouvera prêts les hommes qu'il aura formés. Et alors, ce sera la victoire, la revanche!

Doué de tant de charme, de tant de qualités, idéal de tant de jeunes filles, Gironde a toujours refusé de se marier. Pour un officier de cavalerie c'est perdre les trois quarts de sa valeur, affirme-t-il. Sur une photographie, prise peu d'années avant la guerre, lors du mariage de l'un de ses camarades de promotion, à Liverpool, on peut voir son joli visage grave parmi de jeunes et souriantes Anglaises. Près de lui se tient un autre de ses camarades de promotion, comme lui garçon d'honneur, Fernand de Troussures.

Fernand de Troussures, lieutenant au 6e cuirassiers, tombera dès le début de la guerre. Parti en reconnaissance avec quelques hommes, au petit jour, par un brouillard épais, près de Vieux-Berquin, il sera abattu d'une balle en pleine poitrine par une sentinelle allemande embusquée derrière une haie. Comme un de ses cavaliers aura mis pied à terre sous le feu pour le relever et l'adosser, mourant, contre un arbre, il aura la force de lui dire : « Pas comme ça, mon vieux : de l'autre côté, face à ces cochons-là... C'est ça, merci ! Maintenant barre-toi, ils vont venir. » Et Fernand de Troussures expirera, comme il l'aura rêvé, face à l'ennemi.

Quant à lui, Gaston de Gironde...

LA DERNIÈRE CARTE

Il y a maintenant longtemps que l'escadron est sorti de la ferme Chauffour. La lune s'est levée, les yeux, accoutumés à l'obscurité, distinguent, de chaque côté du chemin, des étendues plates, nues, sans un arbre. C'est le plateau de Dommiers et de Missy-aux-Bois, riche terre de France aux mains de l'ennemi, avec tous ces villages aux noms bien de chez nous : Saint-Pierre-Aigle, Versefeuille, Montgobert, Haute-Fontaine, Taillefontaine, Vivières...

Soudain, de sa cravache levée, Gironde a arrêté son escadron. On entend, tout près, à une croisée de routes, passer sans le voir un convoi d'artillerie allemand, avec le cahotement lourd de ses roues ferrées, ses cris et ses coups de fouet. Tous écoutent, le cœur battant. Le convoi s'éloigne. L'escadron repart. Bientôt le terrain s'infléchit. On approche du ravin de Cœuvres, faille profonde où coule le ruisseau qu'il va falloir franchir. Les éclaireurs de pointe reviennent et signalent une ferme. Est-elle occupée ? Le danger est partout.

Faisant avancer son cheval à pas comptés sur l'herbe du fossé, Gironde, suivi d'un sous-officier, pénètre dans la cour. Derrière les vitres, suinte une lumière. Penchés sur l'encolure, les cavaliers inspectent les profondeurs des bâtiments. Rien. Le silence. Pas d'uniformes ennemis. Du talon de sa botte, le sous-officier, sans descendre de selle, heurte à la porte. L'huis s'entr'ouvre. Des paysans, hommes et femmes, penchent la tête

avec crainte, puis se rejettent en arrière à la vue des reflets d'armes au clair de lune.

— Français! a murmuré Gironde à voix basse.

Alors la porte s'est ouverte plus grande. Le fermier, sa femme et ses valets sont sortis. Le colloque s'engage à voix basse. Des cavaliers français ici, mon Dieu, mais d'où viennent-ils? C'est fou! C'est plein d'ennemis dans tout le pays. Ils sont tout près. Les plus petits villages sont occupés. Au moindre bruit tout sera perdu! Des patrouilles de uhlans sont déjà venues plusieurs fois visiter la ferme au cours de la journée.

Gironde fait part de son intention de traverser la rivière au fond du ravin. Tous se récrient :

— Mais ce n'est pas possible, mon lieutenant! Les Allemands sont à Cœuvres, à Valsery, à Laversine, à Saint-Bandry. Tous les ponts sont gardés.

— Oui, mais, objecte Gironde, il y a un gué marqué sur la carte, à mi-distance entre Cœuvres et Laversine, c'est là que nous passerons.

— Passer le gué! vous n'y pensez pas : c'est de chaque côté à moins de trois cents mètres des maisons! Vous serez découverts.

— Nous passerons, insiste Gironde. Où est le chemin? L'un de vous va nous le montrer et venir jusque là-bas avec nous.

Le fermier et ses valets protestent, terrifiés. C'est folie, tout le monde sera pris et eux-mêmes seront fusillés.

Sous la visière du casque, les yeux bleus de l'officier ont étincelé.

— Nous sommes en temps de guerre, mes amis. Vous comprenez? Allons, vite, il n'y a pas une minute à perdre!

Et sa main est à la crosse de son revolver.

Mais il n'est pas besoin d'insister. Le propriétaire de la ferme est un brave.

— C'est bien, mon lieutenant, je vais vous conduire.

En deux minutes tout est réglé. Comme la distance est encore grande, le fermier, pour ne pas retarder la colonne, attellera son cheval, le seul qu'on ne lui ait pas pris. Il ira en charrette, on n'aura qu'à la suivre.

Il est onze heures passées lorsque l'escadron se remet en

marche, encadrant sur deux files l'étrange équipage. De froides étoiles brillent dans le ciel gris. Venu du ravin, un souffle humide, chargé d'un parfum de menthes sauvages, balaye le plateau. C'est l'heure où le royaume des champs appartient aux bêtes de nuit. Indifférents à la guerre des hommes, les chouettes et les hibous jettent de loin en loin leur cri mélancolique. Les ténèbres en paraissent plus épaisses, plus mystérieuses, plus redoutables. Des insectes d'été traversent l'ombre de leur vol sonore, chantant comme une note de violon qui vient parfois se briser contre les chevaux ou contre la poitrine des cavaliers.

Bientôt, le ravin est atteint, dépression noire et profonde où la lune, oblique, ne donne pas encore. La colonne s'engage sur un chemin de terre. Les épaules voûtées, assis dans son char-à-banc haut sur roues, son chapeau de feutre enfoncé sur les yeux, le guide, entouré de dragons sabre au clair, a l'air de quelque condamné emmené au supplice.

Au fond de la gorge, l'obscurité est totale. A chaque pas, on s'attend à un *wer da !* de sentinelle, à une volée de coups de feu. Les roues du char, sur le gravier, font dans le silence un bruit terrifiant. On ne peut continuer ainsi. D'ailleurs, le gué est maintenant tout près, entre Cœuvres et Laversine. Des maisons voisines, montent des bruits de voix, des chansons allemandes.

Le paysan est descendu de voiture et, son équipage laissé à la garde d'un dragon, il avance à pied vers la rive.

— Mon lieutenant, c'est là, souffle-t-il dans l'ombre. Vous n'avez plus qu'à traverser. Il n'y a pas vingt mètres, les chevaux auront de l'eau à peine jusqu'au jarret. En face, vous trouverez un chemin pour remonter.

— Merci, mon brave. Adieu !

— Bonne chance, mon lieutenant !

Cinq minutes plus tard, tout l'escadron a traversé. L'ennemi n'a rien entendu.

A minuit, la colonne débouche sur le plateau de Mortefontaine. Ainsi est franchi le premier obstacle qui la séparait de la forêt de Compiègne ; il ne reste plus maintenant qu'à passer le ruisseau du Vandy, à l'est de Pierrefonds. La forêt est à dix kilomètres. Là-bas serait peut-être le salut.

Mais Gironde sait qu'il ne pourra l'atteindre. Ce dernier

effort a été trop grand. De nouveaux chevaux sont tombés. Il faudrait pouvoir s'arrêter, desseller les bêtes, les faire manger, dormir cinq ou six heures. C'est impossible. Le jour sera venu avant. Gironde n'a plus d'espoir. Et puis il ne sait rien de la situation. L'ennemi est-il en retraite ? A quelle profondeur l'escadron est-il dans les lignes allemandes ? Coupé de tout, sans liaison, sans T. S. F., Gironde a l'impression qu'il vient de buter contre le mur final, qu'il atteint la limite extrême du destin. Les reconnaissances, envoyées à quelque distance afin de se renseigner auprès des habitants, sont revenues : l'ennemi est partout ; il tient tous les villages. Sur le plateau, non loin, il y a cependant une ferme qui est libre, la ferme de Vaubéron.

Le lieutenant de Gironde décide d'y pénétrer avec tout son escadron.

A LA FERME DE VAUBÉRON

C'est une grande ferme du Soissonnais, close de murs, avec une cour flanquée de bâtiments aux assises trapues. Sur ce plateau désert, elle offre un aspect de forteresse.

Gironde a appelé ses officiers. Puisqu'il est impossible d'aller plus loin, on va se retrancher dans cette ferme, la mettre en état de défense pendant la nuit, percer des meurtrières, créneler les murs, et, quand le jour sera venu, s'y défendre jusqu'à la mort.

Bientôt, l'escadron a pénétré à l'intérieur de l'enceinte. Les hommes ont mis pied à terre, lourdement. On a fait boire les chevaux à l'abreuvoir de la cour, sans desseller. Puis les dragons, exténués, se sont laissés tomber sur place, allongés sur le sol, ou assis au hasard contre les bâtiments, la bride au bras, le casque penché sur la poitrine, entrés d'un seul coup dans un sommeil insurmontable, profond comme la mort. Souffrir de la faim, souffrir de la soif n'est rien au regard de souffrir de sommeil.

Les chevaux, eux-mêmes, ne peuvent supporter cette torture. Demeurés debout, dans une rigidité de pierre, ils dorment aussitôt, l'encolure basse, les naseaux près de terre, la lance verticale, fixée au paquetage. Seules, veillent les sentinelles placées à la poterne et aux quatre angles de la ferme. Le

danger qui pèse de toutes parts, le mystère de la nuit, l'angoisse, les tiennent à grand peine éveillées.

Hommes et bêtes, cette troupe est réellement sur ses fins. Un instant, Gironde a considéré le tableau pathétique de son escadron tassé pêle-mêle dans l'obscurité. Ces ombres de cavaliers, de chevaux, immobiles sous le ciel où papillotent des étoiles, l'impression d'écrasante fatigue qui s'en dégage offrent un spectacle qui serre le cœur. Va-t-il falloir tout sacrifier ?...

Gironde a entraîné ses officiers vers la salle principale de la ferme où le propriétaire, M. Ferté, sa femme et un vieux paysan ont rallumé la lampe et jeté quelques bûches dans l'âtre. Il est plus de minuit. Il est décidé que l'on va d'abord essayer de faire manger les hommes, de leur trouver un peu de pain, des pommes de terre. Ensuite on travaillera. Quant aux chevaux, — Gironde a baissé la voix, — quant aux chevaux, c'est fini, ils ne sont plus d'aucun secours, mais tout à l'heure, lorsque la résistance de la ferme aura cédé sous le nombre, il ne faudra pas qu'ils tombent aux mains de l'ennemi. Ils seraient emmenés, soignés et en huit jours remis sur pieds. Ses chevaux, les chevaux du 2e escadron du 16e dragons, passant entre les jambes de cavaliers allemands et devenant des chevaux de uhlans, ça jamais!

Le silence pèse sur le groupe d'officiers. Gironde attire une chaise de paille, s'assied, pose son casque sur la table et passe sa main fine dans ses cheveux. Gaudin de Villaine, vaincu par la fatigue, s'affaisse dans un fauteuil et ferme les yeux. Quant à Villelume et à Ronin, retirés dans l'angle de la salle, près de la cheminée, le regard fixé sur les braises, ils s'entretiennent à voix basse des plus téméraires projets. Bouillants Saint-Cyriens, camarades de promotion sortis de l'École au moment de la guerre, ils ne peuvent envisager que la campagne soit terminée pour eux. Ce serait trop de malchance, trop injuste! Oui, on se battrait jusqu'au bout, comme le disait Gironde, mais, peut-être qu'après tout, on réussirait à se dégager, à percer les lignes!

Gironde a fait asseoir Kérillis auprès de lui.

— Écoute, Kérillis, poursuit-il, il nous reste dix cartouches par homme, on peut encore faire du travail...

Il s'est tu, évoquant la scène de ce combat, les dragons, aux

meurtrières, couchant les uniformes gris lancés à l'assaut des murs. Dix cartouches...

— Les chevaux, non ils ne les auront pas, ils n'auront rien! Écoute, il faut les mutiler dès cette nuit. C'est affreux, c'est douloureux, nos pauvres vieux chevaux, mais c'est nécessaire, c'est le devoir. Nous ne les tuerons pas, car il faut garder toutes les cartouches et ne faire aucun bruit, mais on leur coupera les tendons... on les leur coupera à coups de sabre... Tu entends, Kérillis? Leur couper les tendons, ça dégoûte, mais il le faut...

Kérillis a détourné les yeux, tout son cœur de cavalier soulevé. Gironde s'est tu de nouveau; il voudrait, lui aussi, chasser l'horreur de la vision, s'évader de ce cauchemar... Mais il est celui qui décide et il ne voit pas d'autre solution, faire jusqu'au dernier moment le plus de mal possible à l'ennemi et ne rien laisser entre ses mains...

Soudain un homme apparaît dans le rectangle de lumière découpé par la lampe sur le sol de la cour. C'est un paysan venu des environs. Les sentinelles l'ont laissé passer. Il veut parler au chef. On lui a dit qu'il était là, dans cette salle; il le cherche des yeux et le reconnaît à la manière dont Gironde le regarde. Vêtu d'une blouse, il a enlevé son chapeau.

— Mon lieutenant, dit-il, je ne sais si vous savez ce qui se passe...

Gironde lui a fait signe d'approcher. L'homme a pénétré dans la pièce. Clairement il s'explique :

Tout près de la ferme, à moins d'un kilomètre, au bord du chemin qui mène à Vivières, il y a toute une escadrille d'aviation allemande au repos. Elle a formé le parc pour la nuit, dans un champ de luzerne contre la route. Il a tout vu, lui, tout observé. Dans l'après-midi, ce sont d'abord des autos qui sont arrivées, une dizaine. Elles se sont arrêtées et se sont rangées sur le chemin même, sur le bas-côté. Des hommes sont descendus et ont disposé à quelque distance, dans les champs, des draps blancs en forme de T. A tombée de nuit, un avion est apparu, puis un autre, puis toute une escadrille. Tous portaient de grandes croix noires sous les ailes. Ils ont atterri près des draps, puis, avec leurs moteurs, ils ont roulé près des autos, où des mécaniciens les ont rangés

en carré, sur trois côtés, le quatrième étant formé par les voitures. Et, toute la soirée, les hommes ont travaillé aux appareils, circulé sur la route, vaqué à leurs occupations. Maintenant, tout semble dormir là-bas, les lumières sont éteintes. On pourrait peut-être les surprendre, malgré les sentinelles...

Les yeux de Gironde ont brillé. Il s'est levé de sa chaise. Il scrute le visage de l'homme. Qui est-il? Que vaut son témoignage? Le propriétaire de la ferme le connaît; il se porte garant de ses déclarations: c'est un brave, on peut avoir confiance.

Villelume et Ronin se sont approchés. Gaudin de Villaine, au bruit des voix, s'est réveillé. Kérillis cherche à deviner dans son regard les intentions de Gironde qui, muet, observe le paysan.

— Combien d'avions? interroge Gironde.

— Huit.

— Huit, c'est toute une escadrille. Se gardent-ils? Avez-vous vu leurs armes? Ont-ils des mitrailleuses?

L'homme ne sait pas. Il n'a pu tout remarquer, mais il est sûr qu'il y a des sentinelles. Les avions sont sur le côté droit de la route en allant à Vivières, on ne peut pas se tromper. Même en pleine nuit on peut les voir à cause de leur couleur blanche.

Tant de détails ont convaincu Gironde.

— C'est bien, dit-il simplement. C'est l'occasion. On va y aller... Un kilomètre? Les chevaux feront bien encore ça.

Son visage s'est détendu, éclairé d'un sourire calme. Il marche de long en large à travers la salle, de nouveau pensif, sa haute taille un peu penchée, la cravache sous le bras.

Oui certes, c'est l'occasion! Et quelle occasion! Écraser d'un coup huit avions dans leur nid, alors qu'ils se préparent à prendre l'air pour aller, au point du jour, chercher dans nos lignes des renseignements d'une importance peut-être capitale, l'escadron de Gironde peut-il rendre un plus grand service?

Et quelle satisfaction aussi que tenir enfin à merci cette aviation, que pouvoir se mesurer seul à seule avec cette arme nouvelle qui prétendait régner désormais en maîtresse, sonner

le glas de la cavalerie et la supplanter dans le noble métier de la reconnaissance et de la découverte (1)!

Mourir pour mourir, mieux valait succomber dans une rencontre avec elle et le lui faire payer le plus cher possible! Détruire une escadrille ennemie, en pleine bataille, cela n'avait pas de prix, cela valait bien la vie de quelques hommes et de quelques chevaux déjà à moitié morts, voués à tomber fatalement aux mains de l'ennemi. C'était une fin utile et magnifique.

Tout de suite, Gironde donne ses ordres :

— On va attaquer à pied et à cheval...

— A cheval?

Kérillis n'a pu retenir un geste de surprise.

— Oui, à cheval, précise Gironde. Écoutez, tous. L'escadron va sortir de la ferme, sans bruit. Le guide nous conduira jusqu'à ce carrefour de la Râperie dont il vient de parler. Là, les pelotons Kérillis et Villelume mettront pied à terre et se porteront, en rampant à droite et à gauche de la route, jusqu'aux abords immédiats de l'escadrille. Pendant ce temps, le peloton Gaudin de Villaine, à cheval, décrira un crochet à travers champs, de manière à venir par la droite se déployer en bataille face aux avions.

« Quand les pelotons Kérillis et Villelume, couchés dans les herbes et prêts au combat à pied, auront estimé que le peloton Gaudin de Villaine est arrivé à distance de charge, ils ouvriront le feu et exécuteront trois feux de salve, puis attendront.

« Dès que le tir aura cessé, le peloton Gaudin de Villaine chargera à fond sur les avions et les voitures et saccagera l'escadrille. Quant au peloton Ronin, il restera en réserve à cheval à la Râperie et agira au mieux des circonstances.

« C'est toi, Kérillis, qui prendras le commandement des deux pelotons à pied.

— Et toi?

— Moi, je serai avec le peloton de Villaine, à cheval.

Kérillis, avec l'autorité que lui confère son titre de plus ancien des quatre sous-lieutenants, objecte :

(1) Il convient de reconnaître qu'au début de la guerre aucune reconnaissance d'avions n'apporta de renseignement aussi capital que celui fourni par l'escadron de découverte du capitaine Lepic, du 15e chasseurs à cheval, lancé le 9 août sur Samret, en Belgique; reconnaissance qui, un jour, sera célèbre.

— A cheval? Mais il fait nuit!

— La surprise sera plus facile.

— Et puis, à cheval avec des lances et des sabres contre des voitures et des avions! Mais as-tu songé que s'ils résistent. .

D'un geste, Gironde lui coupe la parole :

— Mon vieux Kérillis, c'est ainsi. J'irai à cheval là-bas avec le peloton Gaudin de Villaine; il y a des risques pour tout le monde; c'est moi le plus vieux, j'ai passé toute ma vie à cheval, si je dois avoir la figure cassée tout à l'heure, qu'au moins ce soit à cheval. J'ai le droit de crever dans ma selle.

Et, souriant, il ajoute en passant sa main sur ses joues :

— Heureusement que j'ai pu me raser aujourd'hui! Il faut être beau (1).

Il y des risques pour tout le monde? a dit Gironde. C'est vrai, l'escadrille allemande, étant en pays ennemi, est certainement sur ses gardes; mais ce que Gironde n'a pas dit, c'est que normalement sa place, à lui, devrait être avec la fraction la plus forte de son escadron, c'est-à-dire avec les deux pelotons à pied. S'il en choisit une autre, c'est qu'il la juge plus exposée, il est le chef...

Les quatre officiers ont compris et se taisent. A tout seigneur, n'est-ce pas?... C'est dans l'ordre.

Et puis Gironde a peut-être encore d'autres pensées. Lui, cavalier dans l'âme, il a vu, depuis le début de la campagne, combien la puissance du feu s'est révélée décisive, plus encore qu'on ne l'avait prévu. Une mitrailleuse, un simple fusil à répétition dans un fossé ou derrière un fil de fer, et la cavalerie était arrêtée. Il lui fallait descendre de selle, aller à pied, se muer en infanterie, se terrer, progresser en fouillant le sol, tirer des canons avec elle... Bientôt, sans doute, lui faudrait-il aussi des baïonnettes. Quelle déception! Quel serrement de cœur!

Peut-être Gironde éprouve-t-il par anticipation toutes les tristesses de l'avenir : le front se soudant, les tranchées, les gaz, la stagnation qui va durer des années, avec la boue, la pluie, les hivers, la lassitude, la mort obscure au fond d'un trou... Pauvre cavalerie! elle qui est partie avec toutes les illusions de jadis, toutes les armes d'autrefois, elle qui brandit

(1) Témoignage de l'aspirant de Maistre.

encore sa lance comme au moyen âge, à l'époque des tournois! Une lance contre des mitrailleuses et des canons! Un misérable morceau de bois long de trois mètres contre des tirs d'obus longs de six kilomètres!

Et puis l'aviation, maintenant, l'arme diabolique qui passe partout, va partout, se rit des obstacles et des troupes du sol, pénètre loin dans les lignes et porte avec la vitesse du vent les ordres et les renseignements! Pauvre cavalerie, c'était ses derniers beaux jours, en attendant l'incertaine et à coup sûr lointaine débâcle de l'ennemi où, à la faveur de la déroute, elle retrouverait peut-être, comme en 1806, la griserie ardente de la poursuite. Oui, mais quand?...

Mieux valait en finir tout de suite! Escadron contre escadrille! Lance contre avion! Passé contre avenir! Au moins ce serait un beau combat. Quelle joie d'en découdre une bonne fois dans un corps à corps! Jadis la cavalerie, devant Berg-op-Zoom, s'était emparée d'une flotte, il lui restait encore une page à écrire. Un escadron allait s'emparer d'une escadrille d'aviation, à cheval et à la lance.

— Je veux être à cheval, conclut doucement Gironde.

Et il remet son casque.

Folie héroïque, sacrifice vain, dira-t-on?

Allons donc! répondra Kérillis. Les fantassins au képi rouge de 1914 qui couraient sur des mitrailleuses, les Saint-Cyriens en gants blancs, les cavaliers qui chargeaient sur n'importe quoi, droit devant eux, Gironde se ruant à cheval sur des voitures, sur des avions, sur des moulins à vent s'il en eût rencontré, tous ont été des semeurs d'héroïsme. Leur sublime exemple a plané sur les armées. Leur image a flotté sans cesse, entraînant aux heures noires les cœurs défaillants! Une mort héroïque inutile, ça n'existe pas.

— Rassemblement!

Sans un murmure, les hommes se sont levés, secoués en plein sommeil par les gradés. On n'a pas dormi, pas mangé, et il faut repartir, on va se battre, c'est bien...

Lentement les pelotons se forment, les cavaliers s'alignent à la tête des chevaux. Les officiers circulent parmi eux, réclamant le silence, l'ennemi est tout près. Gironde est sorti dans la cour. A côté de lui, quelqu'un porte une lanterne d'écurie. A la

faveur de cette clarté fumeuse, il passe la dernière revue de son escadron. Il va d'un pas tranquille entre les rangs, observant les visages, les physionomies, les bons regards fixés sur lui :

— Ça va, Porte ?

— Oui, mon lieutenant.

— Et toi, Cossenet ?

— Oui, mon lieutenant.

Il les connait tous par leur nom, leur prénom, leur origine, leur situation ; il sait quelle est leur famille, leur caractère, quelles sont leurs pensées, leurs soucis, leurs deuils, leurs espoirs : ce sont des amis. Pour un officier français, les hommes qui lui sont confiés sont toujours des amis.

La lueur jaune de la lanterne accroche des reflets dansants dans la nuit bleuie de lune. Des poignées de sabre, des gourmettes, des boutons de tunique, le pavillon d'une trompette, des pointes de lance, des boucles de paquetage, des cols blancs, des galons d'argent, des yeux de chevaux, des chanfreins, des taches de ladre sur des naseaux sortent tour à tour de l'ombre. Gironde ne s'arrête pas, le temps presse. Il y a, là, les cavaliers Joussenet, Liverneux, Potêt, Chandorce, Museur, Neveux, Chiffoleau, Dudit, Hauray, Roussel, Fontenay, Fraval, Grosnier, Martin, Saunier, Baqué, Bosseaux, Carré, Copin, Davaux, le maréchal des logis Jourdan, les brigadiers Crély, Gruel, Rousseau, Démaret, tous les autres, tous ceux qui forment cette troupe d'élite et qui, tout à l'heure, suivront Gironde jusqu'au bout, jusqu'à la fin, dans l'action la plus fantastique, la plus glorieuse, qu'aient jamais accomplie des cavaliers.

— A cheval !

Gironde a enfourché sa jument de pur-sang, *Turquoise*. Les hommes se hissent péniblement en selle. Ils sentent, sous eux, frémir les flancs des pauvres bêtes à qui l'on va demander un suprême effort, un dernier sursaut.

— Par deux ! En avant, marche !

Il est une heure trente du matin.

LES DERNIERS CHEVALIERS

Dehors, c'est la nuit. La lune est haute. Les constellations pâlissent. Déjà la Grande Ourse s'est renversée vers l'ouest. Dans peu de temps, l'horizon blanchira vers l'orient.

On va au pas, dans le plus grand silence. Le paysan, venu signaler l'escadrille ennemie, marche en tête, sur le chemin. Bientôt, sur l'écran vert du ciel piqueté d'étoiles, se découpent les toits de fer d'un bâtiment.

— C'est la Râperie, dit le guide. C'est là. Il faut prendre la route qui tourne à gauche. Les avions ne sont pas à six cents mètres.

Gironde, par gestes, appelle à lui un sous-officier et l'envoie en reconnaissance, à pied, avec deux hommes, relever la position exacte de l'ennemi. On l'attendra ici.

Vingt minutes plus tard, le maréchal des logis est de retour. L'escadrille allemande est bien là-bas. Le renseignement est exact. Il a vu les voitures sur la route et les avions dans le champ à côté. Rien ne bougeait. On ne l'a pas entendu. Il n'a pas aperçu de sentinelles.

En quelques mots, Gironde donne ses dernières instructions, puis le mouvement s'exécute en silence. Les pelotons Kérillis et Villelume mettent pied à terre, laissant leurs chevaux de main derrière les bâtiments de la Râperie, à raison d'un homme de garde pour six chevaux. Les dragons ont pris leur carabine et glissé un chargeur dans le magasin. Les sapeurs se sont armés de la hache et de la scie articulée, car, tout à l'heure, — si Dieu le veut, — ils s'élanceront sur les avions pour les détruire. Tout le monde est grave, résolu. Dans l'ombre, les regards se cherchent. Kérillis, Villelume et leurs sous-officiers ont mis le revolver à la main. La nuit est claire. Un souffle froid passe sur les champs. A quelques mètres, au revers des talus, on peut voir bouger les herbes noires.

— Prêts? souffle Kérillis.

— Prêts.

— Derrière moi, sur deux files! En avant!

Ils s'enfoncent dans l'ombre.

Gironde a pris la tête du peloton Gaudin de Villaine. Celui-ci s'est placé botte à botte avec lui, à sa gauche, sabre à la main. A l'aile droite, se tient l'aspirant de Maistre. Les hommes ont dégagé de l'étrier le sabot de la lance et incliné l'arme en travers de la selle, la pointe haute. De sa cravache levée, Gironde les a entraînés derrière lui. Ils ont franchi le fossé et ont descendu à travers champs, au pas, de manière

à décrire le vaste arc-de-cercle qui doit les ramener sur la droite de Kérillis, face aux avions, à distance de charge.

Le sous-lieutenant Ronin, qui est resté avec son peloton en réserve à cheval à l'angle de la Râperie, a quelque temps suivi des yeux Gironde. Il a vu son élégante silhouette de gentilhomme, droite en selle, encadrant bien sa jument, les étriers déjà chaussés à fond, faire le geste *en avant*, puis se fondre aussitôt avec celles des cavaliers. Durant quelques secondes, il a pu distinguer la masse obscure du peloton, mur vivant, porté par un enchevêtrement confus de jambes de chevaux, surmonté d'ombres surannées de guerriers d'autrefois, hérissé de casques à cimier, de crinières et de lances. Le martèlement des fers a sonné sur une terre nue, puis tout s'est tu, perdu, effacé comme une allégorie dans le poudroiement bleu du clair de lune.

C'est une époque qui disparaît. Les derniers chevaliers de France vont charger.

Ronin ne les reverra plus. Seul avec ses hommes, il attend, le cœur serré. Quelques minutes encore, et le combat va éclater brusquement à six cents mètres de lui. Il n'y prendra part que sur un ordre de Gironde, — si Gironde lui en envoie, — ou, s'il ne lui en envoie pas, de sa propre initiative au mieux des circonstances...

D'abord courbé contre le sol, utilisant les fossés peu profonds de la route, puis rampant sur le ventre à mesure que la distance diminuait, le détachement Kérillis a progressé sans bruit. Maintenant il est presque au contact. Couchés dans les herbes, les hommes reprennent leur souffle coupé par le mouvement épuisant de la reptation. Kérillis et Villelume, par signes, les font se déployer à leur hauteur, à droite et à gauche, sur un rang. Un par un, les cavaliers, s'aidant des coudes et des genoux, exécutent la manœuvre, la carabine prête. A quelques mètres, on peut apercevoir sur le ciel les rectangles sombres des voitures de l'escadrille ennemie. Les ailes des avions, d'un blanc laiteux, timbrées de grandes croix de Malte noires, se distinguent nettement au clair de lune. Ce sont des biplaces de reconnaissance, du type *Aviatik*. A n'en pas douter, c'est une escadrille d'armée, gibier d'importance. L'écraser dans son nid vaut bien la vie de

quelques cavaliers isolés dans les lignes, et Gironde a raison.

Kérillis, genou en terre, étudie l'objectif. Brusquement, contre les voitures, à dix pas, surgit une sentinelle allemande. Elle épie les ténèbres, puis, le fusil en arrêt, lance d'une voix enrouée d'inquiétude :

— *Wer da!*

Allons ! l'heure du sacrifice a sonné.

D'un geste, Kérillis a désigné la sentinelle au dragon allongé près de lui, le cavalier Museur, son ordonnance.

— A toi !

Une lueur brève, une détonation qui déchire le silence. La sentinelle, foudroyée, s'écroule sur la route.

Très calme, Kérillis ajoute aussitôt :

— Sur les voitures, feu par salves ! joue... feu !

La rafale crépite, éveillant tous les échos nocturnes. Des éclairs jaunes rayent l'obscurité. Des hurlements sauvages, des vociférations de terreur et des cris de douleur s'élèvent aussitôt de toutes parts dans le bivouac allemand. Des formes humaines bondissent hors des voitures.

— Joue... feu !

Une seconde rafale fauche tout devant elle, à hauteur d'homme. Une voiture a pris feu. De hautes flammes jaillissent de son réservoir, jetant une clarté qui illumine au loin le camp. Des ombres courent en tous sens. Des ordres rauques en langue allemande se croisent dans la nuit.

— Joue... feu !

Le détachement de Kérillis a tiré sa troisième salve. L'ordre de Gironde a été intégralement exécuté. Officiers et dragons se sont aussitôt aplatis dans la luzerne. Les lueurs de l'incendie viennent accrocher des reflets jusque sur leurs casques. Le ciel est tout rouge; à une grande distance, on y voit comme en plein jour.

Alors, venue de la droite, s'élève une clameur, un long cri qui prend aux entrailles :

— Vive la France! Chargez !

Gironde et Gaudin de Villaine, à la tête de leurs hommes, la lance basse, chargent. Ils apparaissent dans le cercle flamboyant qui s'étend sur les champs. Aux yeux de Kérillis, dressé sur les coudes, s'offre une fantastique vision. Sur le fond noir de la nuit, nimbés de lumière comme sous les feux

d'un projecteur, magnifiques et terribles, baignés de reflets sanglants, cavaliers et chevaux se précipitent.

— Vive la France! Vive la France! Chargez!

Les pointes des lances, les cols blancs, les boutons de tunique scintillent. Dans un suprême effort, le peloton tout entier se rue comme un bloc, droit sur les avions. Kérillis aperçoit Gironde et Gaudin de Villaine, en avant, courbés sur l'encolure, le bras tendu.

Soudain, dans la confusion du camp, parmi les ordres et les cris, éclate comme un bruit sinistre de motocyclette, un crépitement cuivré que Villelume et Kérillis ont aussitôt reconnu : une mitrailleuse allemande!

Sous la conduite de ses officiers, pilotes et observateurs, le personnel de l'escadrille ennemie s'est ressaisi. Une voiture de tourisme, équipée avec mitrailleuse montée sur affût, prête à la défense, vient d'entrer en action. Le détachement Kérillis n'a pas le temps d'intervenir, qu'il voit le peloton Gaudin de Villaine, au moment où, toutes lances baissées, il va atteindre les avions, se coucher en plein galop comme sous une faux. Hommes et chevaux s'effondrent tous ensemble, alignés, saisis au vol par la mort. Ils disparaissent, comme escamotés. Seuls, quelques-uns, emportés par leur élan, bondissent dans le camp. Ce sont pour la plupart des chevaux démontés. Certains, blessés, couverts de sang, galopent au hasard devant eux, en zigzags, comme des fous, hennissant, se heurtant aux voitures, aux avions, renversant tout sur leur passage et jetant le désordre. D'autres, auprès de leurs cavaliers tués, sont demeurés sur place, debout, immobiles, frappés de stupeur, éclairés d'une vive clarté par les lueurs de l'incendie, leur crinière, ébouriffée par le vent, frangée de lumière, paraissant toute blanche sur le velours sombre du ciel. D'une seule rafale, à bout portant, le peloton Gaudin de Villaine a été anéanti. L'avenir a eu raison du passé. Les chevaliers de tournoi sont morts en poursuivant leur rêve. Les mitrailleuses l'ont emporté. Mais la gloire est du côté des lances.

Kérillis et Villelume n'ont pas perdu un détail de la scène terrible. Gaudin de Villaine est tombé le premier, foudroyé. Sans un cri, il a culbuté par-dessus sa selle et, roulant sur le sol, est resté sur le dos, les bras en croix, avec son pauvre petit galon de sous-lieutenant brillant sur sa manche, dans la

luzerne. Il a vingt ans. Son cheval, son grand pur-sang qu'il aimait tant, s'est aussitôt arrêté. Kérillis le voit demeurer un instant debout, sans bouger, la tête haute, dans une attitude de poignante fierté, puis s'effondrer à son tour.

Gironde, lui, s'est penché brusquement en avant, cassé en deux, brisé en pleine course. Projeté hors de selle, il s'est retrouvé sur ses pieds, debout, comme s'il refusait d'être un cadavre, puis il a tournoyé deux fois sur lui-même et, vaincu, s'est couché sur le côté. Deux balles lui ont traversé la poitrine de part en part.

Gironde aura eu la fin qu'il souhaitait, la seule digne de lui, celle d'un cavalier. Ne portait-il pas gravée dans son cœur, la phrase de Lassalle, directe et nue comme un coup de sabre, cette phrase où retentit comme un galop de charge : *Tout hussard qui à trente ans est encore vivant, n'est qu'un Jean-f...* !

Lassalle a été frappé à cheval, au galop. Gironde aussi.

Sa jument a continué droit devant elle. Poussée par un merveilleux instinct, elle traversera, seule, les lignes ennemies et, blessée d'une balle à la cuisse, rejoindra le 16e dragons.

Des hommes et des chevaux gisent pêle-mêle, tués raide ou se débattant contre leurs blessures. Des chevaux, dans les spasmes de l'agonie, lancent des ruades, tentent de se relever et retombent ; des dragons se traînent sur les mains ; des lances, lâchées en plein élan, se sont fichées en terre comme des javelots.

Kérillis s'est dressé sous les balles et a couru. En quelques bonds il est auprès de Gironde et se penche sur lui, agenouillé. Il l'a pris dans ses bras et l'appelle à voix basse :

— Gironde ! Gironde !

Gironde a ouvert les yeux, ses grands yeux bleus qui, durant toute sa vie, n'auront voulu connaître que l'idéal et le beau côté de l'existence. Le voile de la mort est déjà sur eux. A son front, perle une froide sueur. Il serre la main de Kérillis et dans un souffle :

— A toi, Kérillis... Prends le commandement ! Va vite !

Et son regard demeure fixe, vers les étoiles.

RENÉ CHAMBE.

(*A suivre.*)

LE PRINCE IMPÉRIAL

II[1]

EN ANGLETERRE

CAMDEN-PLACE

Brique et pierre, rouge et blanche, près la grand route d'Hastings à Townbridge, c'est une gentilhommière. Dans le pays, comme les « ville » et les « tot » en Normandie, beaucoup de ces rudes désinences saxonnes en *hurst*: Wadhurst, Hawkhurst, Ticehurst, Penhurst, Staplehurst. Ici, nous sommes à Chislèhurst, — *hurst*, forme archaïque de *hurt*, signifie blessure. Ce n'est qu'une gentilhommière; Camden-Place est son nom, parce que lord William Camden, le savant auteur de la *Britanniae descriptio*, est mort en ce lieu au début du XVIIe siècle.

Rien d'Holyrood ou de Frohsdorf: une banale maison carrée, de style composite, surmontée d'une terrasse à l'italienne, flanquée par deux pavillons en saillie. Mais, au milieu d'un beau parc, le logement est clair, commode, spacieux, heureusement distribué, et, tout à l'entour, se déroule l'opulente campagne du Kent, coupée de ruisseaux, où l'argent des trembles miroite sur le vert-sombre des grands chênes pleins de murmures.

Mme Lebreton, sœur du général Bourbaki, fidèle suivante de l'Impératrice, et le docteur Evans, le dentiste américain de la Cour, dont le dévouement a ramené celle-ci de Paris, avaient signalé Camden-Place à l'attention de leur souveraine:

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

l'endroit était sain, sa position avantageuse à proximité de Londres ; Chislehurst possédait une église catholique.

En dépit du village au nom de sinistre augure, d'une légende d'assassinat flottant autour de ses murailles (1), les dispositions intérieures de l'antique logis l'avaient, dès l'abord, séduite. Et puis, raison décisive, son propriétaire actuel, M. Nathaniel Strode, demandait un prix de location d'une modicité presque dérisoire : six mille francs (2). Accord signé, l'Impératrice prenait possession, le 24 septembre, de son nouveau domaine.

Sept fenêtres en façade sur le parc. On pénètre, en entrant, dans un vaste hall meublé de cabinets d'ébène ou d'écaille incrustés d'ivoire, de vitrines encombrées de bibelots disparates. Aux murs, toute une galerie d'ancêtres : magistrats au front sévère, officiers désinvoltes, douairières hautaines ou souriantes ; les ascendants de M. Strode, dont quelques-uns ont joué leur rôle dans les deux révolutions d'Angleterre. Le dallage en damier rouge et blanc disparait sous un long tapis d'Orient :

— Ah ! ce tapis, dira plus tard l'Impératrice, combien de kilomètres n'y avons-nous pas faits, qui ne nous ont amenés nulle part ? Nous l'avons usé de nos impatiences.

A l'extrémité gauche de la galerie, monte l'escalier qui dessert les étages ; à droite s'ouvrent deux salons terminés en rotonde. Des tapisseries des Gobelins les tendent en entier ; le plus grand s'orne d'une haute cheminée en faïence sculptée :

— C'est beau ici, s'écrie Duperré le premier jour, on dirait un café !

La salle à manger est lambrissée de boiseries anciennes. L'Impératrice aura la surprise de les reconnaître : l'autre moitié qui provient, comme celle-ci, du château des Nicolaï à Bercy, a servi à la décoration de l'hôtel d'Albe, l'hôtel de la pauvre Paca, sa sœur tant regrettée. Deux pièces encore dans ce rez-de-chaussée : l'une devient un fumoir ; l'autre une salle d'études, réservée au Prince impérial.

Maintenant, les étages. Au premier, le cabinet de l'Empe-

(1) Dans le courant du XVIII[e] siècle, affirmait-on, deux des anciens propriétaires, le mari et la femme, avaient, une nuit, été assassinés.

(2) On a supposé, sans preuves, pour expliquer cet invraisemblable bon marché, que M. Strode n'était qu'un prête-nom et Napoléon III, depuis plusieurs années, le véritable propriétaire de Camden-Place, qu'il se réservait comme un refuge éventuel.

reur, sa chambre, celle de sa femme, séparées par un boudoir octogone; la chambre de Mme Lebreton; celle du Prince, à trois fenêtres, la plus vaste.

La suite s'établit, comme elle peut, dans les appartements du second...

Au bas, ondulent les frondaisons du parc, semé de chenils, de serres, de colombiers, avec, inattendu, un bizarre petit édicule, une « lanterne de Démosthène », débris grec égaré sous le pâle soleil britannique.

Tels sont le cadre et le décor où le Prince impérial atteindra son âge d'homme.

En attendant que fussent achevés les quelques travaux d'aménagement indispensables à Camden-Place, la mère et le fils étaient demeurés à *Marine Hotel* (1). Augustin Filon les rejoignait le 10 septembre; mais le Prince se trouvait encore trop las et trop abattu, pour qu'on pût envisager de lui faire, à l'instant, reprendre ses études. Les quinze jours qui précèdent l'installation à Chislehurst, furent donc employés à des excursions distrayantes ou instructives. Entre autres, on alla visiter de compagnie le champ de bataille d'Hastings.

Ces premières et sombres semaines d'exil étaient assombries plus encore par d'inquiétants soucis financiers. Ayant toujours eu au suprême degré le souverain mépris de l'argent, Napoléon III, qu'on accusait d'avoir pris ses précautions, envoyé des sommes considérables à l'étranger, ne s'était jamais avisé d'une telle prévoyance. Quant à l'Impératrice, elle avait fui les Tuileries véritablement démunie de tout, n'emportant pour toute richesse que la robe qu'elle gardait sur le dos. Heureusement des mains intelligentes avaient-elles pris soin, dans la nuit du 3 septembre, de mettre à l'abri sa cassette aux bijoux, les écrins opulents où dormaient les joyaux qui paraient sa beauté aux jours des fêtes défuntes. Confiés à de sûrs émissaires, les précieux colis vont arriver bientôt, et bientôt aussi, par les soins du comte d'Hérisson, qui l'obtient

(1) Pareil à beaucoup d'hôtels anglais, *Marine Hotel* était une maison de verre. Des indiscrets s'attroupaient tous les jours devant ses *bow-windows*, cherchant des yeux les exilés. L'Impératrice, sans consentir à lui donner audience, y recevra la visite du mystérieux « M. Régnier », ce louche aventurier marié à une Anglaise, probablement aux gages de Bismarck, qui venait tenter de la circonvenir.

de Kératry, les objets personnels et les souvenirs auxquels elle est le plus attachée. Sa fortune particulière, d'autre part, se rétablira vite : à la mort de l'Empereur, elle est à peu près complètement reconstituée.

Après Augustin Filon, après Mlle de Larminat, les premiers arrivés, une petite colonie de fidèles, tous les jours plus nombreuse, débarquait par Douvres ou Folkestone, se rendant à Chislehurst. C'étaient le docteur Conneau et son fils Louis, les Aguado, les Mouchy, les Murat, les Clary, les Bassano, les Saulcy, les Bouville. L'Empereur, à son retour de captivité, amena, de Wilhelmshœhe, le comte Davilliers, son premier écuyer, le baron Corvisart, son médecin, M. Franceschini Piétri, son secrétaire. Jérôme David et Clément Duvernois étaient à Londres; Rouher, Albert et Léon Chevreau, à Richmond.

Quelques-uns ne firent que passer; la plupart s'établirent à demeure : les Aguado à Old Borough, les Clary dans Oak Lodge, deux cottages voisins; on aménagea, dans les écuries de Camden-Place, un appartement pour Mme de Saulcy et sa fille Jacqueline.

De plus humbles serviteurs des Tuileries ne voulurent point abandonner leur poste : tels le maître d'hôtel Delafosse, les cuisiniers Alexandre et Pfelringer, le sommelier Maurice Girard, surtout le vieil Uhlmann, cet ancien cuirassier, valet de chambre du Prince impérial, un colosse dévoué comme un terre-neuve, qui le suivra au Zoulouland, sans parvenir à le sauver.

Comme autrefois la cour du « roi de Mitau », ce sera la petite cour de Chislehurst, mais beaucoup moins guindée de pompe et de cérémonial, beaucoup moins tracassière et querelleuse aussi.

Son père insistant dans toutes ses lettres, le Prince, à peine installé, a repris le cours de ses travaux. Débarrassé du gouverneur qui n'a pas reparu, Augustin Filon s'est occupé à recruter de nouveaux professeurs. Il enseignait le français, les langues mortes et leur littérature : Ernest Lavisse demeuré en France, il doit à présent y ajouter l'histoire. Charles Duperré, auquel succédera un maître ès arts, gradué de Cambridge, le révérend Maynard, remplace momentanément, pour l'algèbre et la géométrie, le général Frossard; l'allemand est confié à

un Alsacien, chargé de cours dans un collège de Londres, M. Lennheim.

Le grand air, le repos, ont effacé chez l'adolescent toutes traces de fatigue et d'accablement ; l'Impératrice peut partir d'un cœur plus tranquille pour Wilhelmshœhe.

Quand l'Empereur, à son tour, libéré par les préliminaires de paix, pénètre dans Camden-Place, le 18 mars 1871, le jour même où débute à Montmartre la sanguinaire orgie de la Commune, il trouve complètement organisées les conditions de sa nouvelle existence et n'aura que fort peu de changements à leur faire apporter.

Sept mois à peine depuis l'instant de leur dernier adieu à Tourteron, et dès le débarquement à Douvres, après les premières effusions, les regards étonnés de son fils le retrouvent prodigieusement changé, lugubrement vieilli. De lourdes poches sous les yeux, les joues flasques, le teint creux, la démarche harassée, son déclin physique est évident. A soixante-trois ans, il paraît un vieillard déjà parvenu au bord de la tombe.

Sa première surprise passée, l'étudiant se remet au latin et au grec, aux mathématiques surtout, pour lesquelles il vient de révéler subitement des dispositions héréditaires.

Ainsi, dans le *studing room* du rez-de-chaussée à Camden-Place, se poursuivent en paix des travaux dont le cours est, comme aux Tuileries, minutieusement réglé, avec moins d'étouffant rigorisme toutefois.

Quand on a fini d'expliquer Tite-Live, de traduire un chœur de Sophocle ou d'apprendre la guerre de Trente ans, on se délasse dans la lecture des auteurs classiques : Racine ou Molière de préférence. L'Empereur ne vient plus, comme naguère, assister aux leçons. Descendre un escalier lui est devenu pénible. Il se confine là-haut, dans son étroit cabinet aux murs chargés de panoplies, devant l'armoire géante où gisent pêle-mêle les in-folios contenant ses lettres de jeunesse, des papiers personnels et les deux volumes reliés en maroquin rouge qui renferment les *Mémoires* inédits de la reine Hortense.

C'est là qu'il dictera sa brochure justificative : *Sur les causes de la capitulation de Sedan* ; qu'il accordera au comte de La Chapelle les entretiens d'où sortira, l'année suivante,

un retentissant opuscule : *les Forces militaires de la France en 1870*, discuté par Saint-Genest, ou des articles à grand tapage du *Figaro*.

Les cahiers reposés, s'il reste encore quelques heures de jour, ce sont, pour se détendre l'esprit, des courses à cheval aux environs, dans la fraiche vallée de la Beult, jusqu'au château de Knowles à Seven Oaks, célèbre pour ses Gainsborough, et qui appartient à lord Buckhurst ; de longues et joyeuses randonnées, en compagnie de Louis Conneau et de ses cousines d'Albe dont l'ainée, Marie, va bientôt devenir duchesse de Tamamès.

Aux jours de congé, le maître et l'élève, unis d'une étroite affection, montent souvent ensemble dans le train de Londres où le Prince impérial prend contact avec la vie britannique, — avec la vie tout court. Alors, quelle joie nouvelle et inconnue de pouvoir tout regarder sans être regardé, d'être un spectateur au lieu d'être un spectacle! Quel bonheur d'aller au théâtre, d'entendre la Patti à *Covent-Garden*, Nilsonn à *Drury Lane*, d'applaudir, au *Lyceum*, Irving et miss Bateman.

Parfois, cependant, les beaux projets déjà formés sont dérangés par l'arrivée d'un visiteur de marque. Le Prince assiste rarement aux audiences accordées par sa mère dans le boudoir octogonal ; par l'Empereur, dans le *hall* où il traine lentement ses pas de plus en plus lourds, une éternelle cigarette aux lèvres : mais tous deux tiennent à ce qu'il soit présent, lorsque doit venir quelque notabilité du *Peerage*.

Après un peu d'hésitation, au début, les nobles lords et leurs familles fréquentent volontiers à Camden-Place. Lord Sydney, descendant d'une illustre victime, grand chambellan et lord-lieutenant de Kent, qui réside à Frognal, à deux milles de Chislehurst, a, le premier, donné l'exemple. Les lords Russell, Buckhurst, Henry Lennox, George et Frédéric Cavendish, le docteur Tait, primat d'Angleterre, n'ont pas tardé à l'imiter.

Au printemps de 1871, la reine Victoria elle-même, contre l'avis de Gladstone, se fait un jour annoncer. L'Empereur, l'Impératrice vont la recevoir jusqu'aux grilles. Elle arrive dans une daumont attelée de quatre chevaux gris. Sa fille l'accompagne, la princesse Béatrice, gracieux visage, aux boucles de cheveux *auburn*, sous un large chapeau clair.

* * *

Tout en laissant à Augustin Filon la plus grande liberté dans son professorat, Napoléon III s'était cependant réservé l'éducation politique du fils qu'il chérissait. En de longs tête-à-tête, il s'efforçait de démonter à ses yeux les ressorts qui agissent sur le gouvernement des hommes, de lui présenter les causes véritables sous l'illusion des apparences et, débroussaillant à son esprit l'histoire contemporaine, de lui apprendre, en un mot, la science difficile des hommes et des événements.

Le plus souvent après dîner, pendant que l'Impératrice et ses dames bavardaient dans le grand salon ou s'essayaient aux réussites, attirant son enfant dans le *hall*, toujours assis dans le même fauteuil, une boite de cigarettes à portée de sa main, manœuvrant parfois du pied, — sur ordonnance médicale, — le tour dont il arrondissait de menus objets, le père développait largement le sujet qu'il désirait traiter.

Il n'a pas de secrets pour « Louis », qu'il habitue à tout entendre, confiant dans son intelligence et dans sa discrétion. C'est le temps où, dans la confusion des partis qui cherchent un trône à relever sur les ruines de la guerre, les bonapartistes se reprennent à l'espoir :

— L'Empire, affirme son chef, a perdu, je le sais, cinquante pour cent de son prestige ; mais il lui en reste l'autre moitié. Dans l'impossibilité où se trouvent républicains et orléanistes de s'organiser, cette moitié doit suffire à nous ramener.

Et dans un élan de conviction profonde, il ajoute :

— Nous sommes la solution nécessaire.

Pour hâter cette solution, des journaux sont fondés qui prennent leur mot d'ordre à Chislehurst, la propagande s'intensifie, des visiteurs se succèdent à Camden-Place.

Rouher est le conseiller attitré ; pas toujours le mieux inspiré. Un jour, il se trouve en conférence avec l'Empereur dans son cabinet : le Prince impérial entre à l'improviste. L'ancien ministre s'arrête, hésitant à poursuivre. Alors l'Empereur, effilant sa moustache :

— Continuez, monsieur Rouher, vous pouvez parler devant Louis ; il s'intéresse beaucoup à nos affaires.

Et le Prince d'ajouter en souriant :

— Je suis curieux, mais je ne répète jamais rien.

L'automne de cette année 1871 doit cependant apporter un changement essentiel dans la vie du *student* appliqué de Chislehurst. Lui-même autrefois élevé par des précepteurs à Arenenberg, l'abbé Bertrand, Philippe Lebas, le général Dufour, Napoléon III a compris, par la suite, les inconvénients d'une éducation « calfeutrée » qui déforme les réalités et laisse la part trop belle à l'imagination. Ce qui semblait impossible à Paris devient exécutable à Londres, et l'exil aura du moins cet avantage de permettre la vie de collège à son fils.

Informations recueillies, on lui désigne un établissement des plus haut cotés, le *King's College*, dont les portes ouvrent sur le *Strand*, à deux pas de la gare de *Charing Cross*. Il est décidé que le Prince et Louis Conneau y deviendront externes à la rentrée.

L'idée peut être bonne; le choix n'est pas heureux. Les élèves de *King's College* sont, pour la plupart, des jeunes gens de dix-neuf à vingt ans, inscrits déjà dans une université. Les cours sont donc beaucoup trop forts pour le « nouveau » bien accueilli, mais insuffisamment préparé à les suivre. Malgré les répétitions du professeur de physique, Adams, il y piétinera toute l'année, en proie à de fréquents accès de découragement.

Pour le distraire et le réconforter, l'Impératrice l'emmène en Écosse. Avec la « comtesse de Pierrefonds », il visite Édimbourg et les Trossachs, fait la tournée des lacs noirs et des landes roses, évoquant à chaque pas les héros de Walter Scott, l'un de ses auteurs favoris. Mais l'Empereur qui villégiature dans l'île de Wight, sur ordonnance de la Faculté, réclame vite sa présence.

Cowes est un lieu fortuné, le quartier général du *yachting*, le centre d'une vie mondaine et balnéaire intense. Le Prince a seize ans, l'âge où l'âme prend conscience de soi, s'éveille à la joie de l'être, l'âge des plus fortes impressions, les plus ineffaçables. Toujours il gardera la mémoire de ces vacances, de ces bienheureuses vacances-là.

Il y a brillante et nombreuse réunion à Cowes où la petite cour impériale s'est établie en deux maisons voisines, à l'extrémité de la *Parade* : les Derby et les Harcourt, le comte et la comtesse de Harrington, lord et lady Exshaw avec leurs filles, le baron Henry de Worms, tout récemment élevé à la pairie,

le duc de Huescar et son cousin, le duc de Tamamès, de plus en plus empressé près de Marie d'Albe.

Chaque jour apporte ses distractions nouvelles : excursions en pique-nique à Carisbrook-Castle, ancienne résidence des capitaines de Wight ; croisières dans le *Solent* sur le *cutter* de lord Exshaw ; parties de tennis avec les misses Bell, Ellen et Grace, fort délurées jouvencelles d'Amérique, autour de qui l'échappé de *King's College* prend un plaisir évident à papillonner.

Un matin, accoste un grand yacht vert et blanc, le yacht de la baronne Meyer de Rothschild, qui fait le tour de l'île. Le Prince est invité à monter à bord. Et, voilà qu'à ses premiers pas sur le *spardeck*, il reconnaît la fillette blonde qui a, l'an dernier, tant frappé ses regards. Elle a beaucoup grandi et le joli visage devient éblouissant. Timidement, il se fait présenter à la princesse Béatrice. A la chanson câline des flots qui doivent les séparer un jour, ils échangeront leurs premières pensées.

Vacances laborieuses aussi, puisqu'il s'agit de préparer un examen. L'Empereur vient en effet d'arrêter une grave décision. Un Bonaparte doit être soldat, de préférence un « canonnier », comme l'autre, le fondateur. Le consentement royal obtenu, le Prince se présentera donc à Woolwich, l'école qui conduit aux armes savantes.

Et voilà pourquoi, tous les soirs, M. Richards, l'un des répétiteurs de Harrow, s'en vient bourrer d'algèbre et de géométrie un candidat mal assuré de soi.

WOOLWICH

Le touriste étranger, admis par faveur au droit de visite, s'arrête, à quinze kilomètres de Londres, devant un vaste ensemble architectural édifié sur un long plateau qui domine la rive droite de la Tamise. James Wyatt *fecit*, entre 1806 et 1808. Deux canons gardent l'entrée, — de ces anciennes pièces de bronze se chargeant par la bouche.

Passée la grille, on pénètre dans une large cour sablée, hérissée de massifs bâtiments à créneaux, en basalte rousseâtre, de hauteur inégale, percés d'ouvertures géométriques. A chaque extrémité, des pavillons plus élevés découpent, sur le

ciel surpris, l'imprévu de leurs coupoles vénitiennes. Le tout associé, bizarrement et sans grandeur, le gothique au byzantin. Telle se présente, à Woolwich, la *Royal Military Academy*.

Chaque année, une promotion nouvelle d'élèves-officiers y vient revêtir la tunique gros-bleu à bandes, passe-poils et revers rouges, coiffer, aux grands jours, le *busly*, qui est un gros bonnet d'ourson des plus imposants. Après deux années d'études, qui comprennent des cours obligatoires (*obligatory courses*) et des cours facultatifs (*volontary courses*), les cadets qui ont satisfait à leurs examens de sortie sont dispersés dans les régiments. Auparavant, les *engineers* (corps du Génie) vont accomplir un stage pratique à Chatam; les *gunners* (Artilleurs) à Shœburyness (1).

A l'intérieur, rien de bien saillant : des salles de travail, des ateliers, des laboratoires.

Le réfectoire est une salle haute et vaste, aux murs chargés de trophées d'armes, aux fenêtres en ogives où scintillent des vitraux armoriés. Un long couloir y mène; sur ses parois, les cadets, de temps immémorial, ont accoutumé d'inscrire leurs noms au couteau. Tous les ans, elles sont badigeonnées pour effacer ces *graffiti* intempestifs. Il en est un pourtant, encore bien visible, qu'on respecte depuis soixante ans, qu'on a même pris soin de protéger d'un verre. D'une cursive un peu grêle, on lit cette signature : Napoléon.

La bibliothèque contient également les archives. Ce sont les souvenirs laissés à Woolwich par ceux qui s'illustrèrent sous trois règnes : un Gordon, un Wolseley, un Kitchener, un Douglas Haig. Elles renferment aussi les reliques du Prince impérial.

L'auteur de ce livre a manié respectueusement ces témoignages de sa pensée : plans de fortins, de courtines, de revêtements; croquis à l'encre de Chine de *passages* et de *plongées*, lavées d'une main hésitante et bientôt raffermie, sur quoi figure encore, au crayon bleu, la note qu'ils méritèrent.

Sur le registre matriculaire d'entrée pour l'année 1872-73, il a relevé cette mention (2) :

(1) Dans les dunes de la côte d'Essex, aux environs de Southend.

(2) Immédiatement au-dessous, on lit au numéro 3881 : Conneau (Louis-Napoléon-Joseph-Eugène).

« *N. 3880 : Son Altesse Impériale
Prince Louis-Napoléon-Eugène-Jean-Joseph
est autorisé à suivre le cours des études avec les cadets.* »

Feuilletant cet obituaire, il a pu copier au folio 84, année 1875, une autre indication portée en marge :

« *Prince Impérial, septième sur trente-quatre.* S'il devait entrer au service de Sa Majesté, il est classé de façon à pouvoir choisir l'artillerie ou le génie. »

Une dernière pièce, celle qui clôt le dossier, lui est tombée sous les yeux : *Carte de reconnaissance de l'ennemi, avec défense d'un village et position que doivent occuper les troupes, soit pour la défense, soit pour l'attaque,* — le sujet traité par l'aspirant-officier à son examen de sortie.

Une plume soigneuse s'est appliquée à développer le thème imaginaire. Et l'image d'une autre reconnaissance, celle du 1er juin 1879 au kraal d'Itelezi, se lève irrésistiblement dans la mémoire, *sic fata ferebant !*

La reine Victoria aurait voulu dispenser le Prince du concours d'entrée. Le cas n'était pas unique. Altesse, après d'autres altesses, il assisterait aux cours... en altesse. Celui qu'on désirait ainsi favoriser, n'accepta point d'éviter l'épreuve; il passa l'examen, le subit médiocrement et fut admis dans les derniers, le 27e sur 30. L'un de ses juges lui avait cependant reconnu d'éminentes facultés pour les mathématiques (*high mathematical powers*). En dépit de cette élogieuse appréciation, il se trouva débordé les premiers temps.

— Je suis entré ici trop tôt, confesse-t-il tristement à Augustin Filon ; tous mes camarades ont au moins trois ans de mathématiques ; je n'en ai qu'une à peine, je ne suis pas en état de suivre.

Certaines appréciations, au cours d'histoire, ne vont pas non plus sans heurter parfois son patriotisme. Sans doute le fait-il trop voir, car le gouverneur de l'Académie, major-général sir Lintorn Simmons, doit le convoquer dans son cabinet, lui tenir ce petit sermon :

— Il se peut, monseigneur, que vous soyez quelquefois froissé pendant la leçon d'histoire : mais je prie Votre Altesse impériale de vouloir bien considérer que l'histoire d'Angle-

terre est écrite en Angleterre pour les Anglais, comme l'histoire de France est publiée en France pour les Français.

Quand même, il n'est pas tout à fait un élève pareil aux autres. D'abord, lorsque ses camarades sont logés deux par deux, il a le privilège d'un appartement unique : trois jolies pièces ouvrant sur le terrain de manœuvres, à l'extrémité du bâtiment principal, cabinet de travail, chambre, petit salon, qu'entretient un serviteur spécial.

Elles sont toujours là; on peut les visiter. Rien n'y a été changé; rien ou si peu de chose. On a sous les yeux le cadre où vécut un jeune homme au nom trop lourd, hanté par de grands rêves. Cadre modeste et bien simple décor : quelques sièges d'acajou rembourrés, qui ne sont ni Chippendale, ni Hepplewhite; un bureau en noyer verni à multiples tiroirs. Dans le petit salon, une table ronde recouverte d'un tapis en reps vert; deux chaises et deux fauteuils de pur style victorien.

A cet humble mobilier le Prince eut le droit d'ajouter de menus objets personnels : entre autres, un dessin authentique du Roi de Rome, à la plume, représentant l'un des chevaux de bataille monté par Napoléon et signé *Frantz von Reichstadt* (1). Le passe-partout, qui le renfermait, surmontait la cheminée du salon.

Assortie au bureau, la bibliothèque, vide aujourd'hui et dont les rayons ont disparu sous des rideaux, contenait les livres qu'il aimait le plus volontiers à relire ou consulter : les *Campagnes de Napoléon*, les *Commentaires de César*, la collection des *Opuscules de Vauban*, l'*Histoire de Louvois* par Camille Rousset, les *Œuvres historiques de Frédéric le Grand*, les *Lettres et Instructions de Colbert*, auxquels s'ajoutent les classiques français, voisinant avec un fort beau Shakespeare en édition ancienne, cadeau de la reine Victoria enrichi de cette dédicace : « Pour mon cousin le Prince Impérial, avec bien des vœux pour son bonheur, de la part de sa bien affectionnée cousine : *Victoria Regina* » (2).

(1) Aujourd'hui propriété de S. A. I. la princesse Napoléon, ce dessin a figuré, l'an dernier, à l'exposition des souvenirs du Roi de Rome.

(2) Tous ces volumes, avec un autre encore, œuvre personnelle de la reine, également dédicacé par elle, et qui a pour titre : *Leaves from the journal of our life in the Highlands from 1848 to 1861* (Feuilles tirées du Journal de notre vie dans les Highlands de l'année 1848 à l'année 1861), ont, bien entendu, été restitués à l'Impératrice après la mort de son fils.

En outre, il a la jouissance d'un second logis dans *Nightingale lane*, la ruelle du Rossignol, proche l'Académie. C'est son *home* particulier. Lorsqu'il ne couche pas à l'École, il y va retrouver Augustin Filon, entendre ses développements historiques sur le Consulat et sur l'Empire, ou se pencher à nouveau sur ses tracés, ses épures et ses coupes.

Pour tout le reste, confondu avec eux, il partage la vie des autres cadets. Il prend part à tous les exercices, il a son pupitre à tous les « amphis », passe les mêmes « colles » hebdomadaires; il s'assied au réfectoire à la table commune, se mêle, pendant les récréations, aux parties de *cricket* et ne tarde pas à devenir un excellent *bowler*.

Il travaille d'arrache-pied, — à la fin de l'année, il a déjà gagné trois rangs, — se prive le plus souvent d'aller passer le *week-end* à Chislehurst et ne reçoit presque jamais de visites.

MORT DE NAPOLÉON III

C'est alors qu'un matin, celui du 9 janvier 1873, on va chercher le Prince impérial au cours de fortification. Clary est là qui l'attend avec une voiture :

— Venez vite, monseigneur, l'Empereur est au plus mal!

Aux élections du 11 février 1872, la Corse ayant élu Rouher, les exilés de Chislehurst en avaient eu « le cœur baigné de joie ». Dans le tumulte grandissant des partis, le phénix napoléonien semblait renaître de ses cendres, principalement dans les campagnes toujours émues aux souvenirs de 1848 et qu'inquiétait le seul nom de République. M. Thiers apparaissait en difficultés à Versailles; partisans du comte de Chambord et du comte de Paris se divisaient dans une mutuelle impuissance. Pour beaucoup, Gambetta et sa « bande » demeuraient un épouvantail.

L'occasion était donc bonne pour entrer en campagne et la campagne avait aussitôt commencé, alimentée par des souscriptions particulières, des fonds venus de l'étranger, la vente de certains *propres* de l'Impératrice. D'ardents polémistes : un Jules Amigues, un Léonce Depont, un Eugène Loudun (Fidus), un Paul de Cassagnac, la menaient passionnément dans *l'Ordre*, dans *l'Estafette*, dans *le Pays*, *le Bien public*. L'Empire, disaient-ils, avait ses cadres administratifs

tout prêts, il s'appuyait sur la sympathie générale de l'armée. A la bourgeoisie, tremblante encore de la Commune, ils annonçaient la fin du cauchemar; au monde des affaires paralysé depuis trente mois, ils promettaient un nouvel âge d'or. Cela pour la ville; dans les villages, de maison en maison, de cabaret en cabaret, se glissaient des nuées d'émissaires prêchant la bonne parole, la résurrection de la prospérité par le rappel de Napoléon III.

A Chislehurst, on était plein d'espoir. De grands projets s'échafaudaient. Le Louvre recevrait ses souverains à la place des Tuileries détruites; on irait moins à Compiègne et davantage à Trianon. La Cour délaisserait les habits de fête et les airs de frivolité : ce serait une seconde Cour à la Louis-Philippe, toute sérieuse et toute posée. Puis, courageusement, sans faiblesse, on travaillerait au salut du pays.

La date choisie était fixée au printemps de 1873. Napoléon III devait quitter secrètement Chislehurst, s'embarquer pour Ostende, gagner Nyon par Cologne et Bâle. Là, rejoint par le prince Jérôme, tous deux traversaient le Léman, abordaient à Nernier sur la côte française et se dirigeaient sur Annecy. On marchait alors sur Lyon, où commandait le général Bourbaki. A Prangins, propriété de son cousin, un uniforme attendait l'Empereur. « De Lyon, il eût chevauché à la tête de l'armée jusqu'à Paris. Quant à l'Assemblée nationale, on avait trouvé un moyen vraiment héroïque de se débarrasser d'elle. On devait arrêter le train parlementaire, entre Paris et Versailles, dans le tunnel de Saint-Cloud, ainsi transformé en souricière (1). »

Sous la présidence de Rouher, un cabinet à poigne devait prendre le pouvoir. Le comte de Kératry était désigné pour l'Intérieur; on pensait offrir la Guerre à Mac Mahon; le général Fleury devenait gouverneur de Paris.

Mais, pour courir cette grosse aventure, tenter ce second « retour de l'île d'Elbe », pour « chevaucher à la tête de l'armée », encore fallait-il pouvoir monter à cheval.

Napoléon III s'en montrait incapable. La pierre qui alourdissait sa vessie l'empêchait de se mettre en selle. Nécessaire à l'entreprise qu'on méditait, une opération s'imposait. Elle

(1) Général du Barail : *Mes Souvenirs*, tome III.

fut décidée pour les premiers jours de janvier : le grand chirurgien anglais, sir Henry Thomson, assisté du docteur sir William Gull, pratiquerait la lithotritie par broyages successifs, seul procédé thérapeutique employé avant la taille. Le malade était plein d'espoir :

— Dans un mois nous serons à cheval, aurait-il alors affirmé au comte de La Chapelle (1).

Commencée dans la journée du 8, avec un apparent succès, l'extraction devait s'achever le lendemain. Dans la nuit, une crise foudroyante d'urémie, vraisemblablement provoquée par le chloral dont avaient abusé les opérateurs pour endormir ses souffrances, emportait le patient.

C'est sur le cadavre paternel que le Prince impérial, en pleurant, se jette à son arrivée, exhalant, vers Celui qui élève les trônes et qui les abaisse, les sanglots de son désespoir.

Cette mort brutale, inattendue, va soulever dans toute la France une vive émotion. S'il est exagéré de prétendre, comme on l'a dit, que cent mille Parisiens prirent le deuil, il n'est pas moins vrai que les registres déposés chez M. Rouher, rue de l'Élysée, se couvrirent en deux jours d'innombrables signatures.

J.-J. Weiss en convient loyalement : « L'Empereur est mort, écrit-il, ces simples mots qui sont tombés à Paris comme la foudre, y ont produit l'impression la plus vive que la capitale ait encore ressentie depuis les catastrophes de 1870 et de 1871. Aucun souverain mourant dans l'exil n'a soulevé une émotion semblable. »

Et *la France* constate à son tour :

« D'autres souverains exilés sont morts obscurs et ignorés ; leur disparition de la scène du monde n'a été qu'un incident sans portée. Mais, lorsque le télégraphe transmet ces trois mots de Chislehurst : « Napoléon est mort », on se retourne comme sous l'impression d'un fait grave. Rien ne montre mieux quelle haute situation a occupée dans l'histoire de notre époque l'héritier du nom de Napoléon, et quelle place importante il gardait encore dans les souvenirs de l'Europe. »

Seules, les feuilles d'extrême gauche témoignèrent d'une joie si basse, qu'un écrivain royaliste, M. Henri de Pène, doit

(1) Cf. *le Spécial*, 3 décembre 1887.

les rappeler à la pudeur en un vibrant article de *Paris-Journal*.

En province, à Lille, à Rouen, à Lyon, à Marseille, à Toulouse, l'impression ne fut pas moins vive : grave sujet de trouble pour les maitres de l'heure.

Les gouvernements étrangers voulurent associer leurs regrets à ceux de la famille impériale. Télégrammes et lettres de condoléances affluèrent à Camdem-Place, comme si Napoléon III n'avait pas cessé de régner. Il en arriva de Saint-Pétersbourg, de Stockholm, de Copenhague, de Vienne, de Rome. Le comte Schouvaloff vint apporter à l'Impératrice et au prince impérial l'expression des sympathies d'Alexandre II; le Parlement italien vota une adresse attristée à la mémoire du vainqueur de Solférino et les Cours prirent officiellement le deuil.

Dans toutes les classes de la société l'affliction fut générale en Angleterre. La Reine envoya porter à Chislehurst les assurances de sa douleur; le prince de Galles vint à deux reprises s'incliner devant le catafalque.

A Londres, dans les grandes villes du royaume, se multiplièrent les offices religieux pour l'âme du mort. Dès le 10 janvier, *le Temps*, pourtant peu suspect de tendances impérialistes, publie cette dépêche de son correspondant londonien : « Un quart d'heure après la nouvelle du décès, tout Londres était au comble de l'agitation. Je n'ai rien vu de pareil depuis la maladie du prince de Galles; et certes le public n'était pas alors dans cet état-là. »

On recula la date des obsèques afin qu'eussent le temps d'arriver les nombreuses délégations qui sont annoncées de France. Ouvriers, paysans, retraités, petits bourgeois, il en vient de partout, de tous les départements : de Provence et d'Anjou, de Flandre et de Gascogne, d'Auvergne et du Berry. Quarante mille hommes sont accourus; depuis trois jours, les paquebots déversent ces pèlerins du souvenir. Ils s'entassent, le 14 janvier, aux abords de Camden-Place, avec leurs drapeaux cravatés de crêpe, leurs couronnes, leurs bouquets aux rubans chargés d'inscriptions : *A l'Empereur; Adieu; Hommage de la Patrie*... Tout à l'heure, les grilles leur seront ouvertes; jusqu'à la nuit, d'un mouvement grave et continu, ils défileront, serrés sur quatre rangs, devant la bière, à la lueur des cierges.

Les ont précédés, les membres de la famille impériale : princes et princesses Bonaparte et Murat ; lord Sydney, représentant la reine Victoria ; le général Casanova, représentant le roi d'Italie ; lord Suffield, le prince de Galles ; le colonel *honourable* W. Colville, le duc d'Édimbourg ; le lieutenant Fitz-Gerald, le prince Arthur ; le colonel Gordon, le prince Christian de Slesvig-Holstein. Ils vont chercher à Oak-Lodge, où il a passé la nuit, le Prince impérial qui apparaît en habit, la Légion d'honneur saignant sous le pardessus, les yeux rougis de pleurs, très pâle, mais très ferme.

Onze heures : la flamme livide des hautes torchères d'argent vacille dans le hall transformé en chapelle ardente. Sous un immense drapeau tricolore formant voûte, la couronne impériale se détache sur les tentures noires. Elle surmonte le triple cercueil capitonné de satin blanc, recouvert de velours violet aux abeilles d'or, où s'allonge la dépouille embaumée de Napoléon III, dans cet uniforme de général qu'il affectionnait, l'épée à la ceinture, le képi à ses pieds, le grand cordon autour du corps ; sur la poitrine, un crucifix de nacre, la plaque de grand officier, la médaille militaire et la médaille d'Italie. Les traits ne sont pas altérés, les rides ont disparu, les moustaches cirées et l'impériale balafrent seules la marmoréenne pâleur du visage rigide.

Six officiers de sa Maison se tiennent immobiles près du corps de leur maître ; ensevelie dans ses crêpes, la tête dans les mains, l'Impératrice est agenouillée sur un prie-Dieu.

Le Prince impérial s'avance, fait une aspersion d'eau bénite et va prendre sa place, après avoir embrassé sa mère.

La longue procession commence à dérouler ses anneaux ; jamais souverain détrôné n'obtint pareilles funérailles. D'abord les plus illustres serviteurs de l'Empire, les grands dignitaires, les ducs de Bassano et de Cambacérès, le général Fleury, le prince de la Moskowa ; des amiraux et des maréchaux, Rigaud de Genouilly, Chopart, Canrobert, Lebœuf. Un incident émouvant se produit, quand ce dernier passe à la hauteur du cercueil. L'ancien ministre de la Guerre tombe à genoux et baise en sanglotant les mains glacées que, pour la dernière fois, il a serrées à Metz.

Puis des ambassadeurs, le marquis de La Valette, le

comte Benedetti, le vicomte de la Guéronnière, deux cents membres du Sénat impérial et du Corps législatif, vingt-deux officiers généraux, des ministres plénipotentiaires, M. Piétri conduisant soixante-trois anciens préfets et sous-préfets.

Le lendemain, ce sont les obsèques religieuses à Sainte-Marie de Chislehurst. Soumise au protocole, la veuve en est absente. La petite église est trop étroite ; deux cents personnes, à peine, peuvent y trouver place. Elles entendent la messe des morts célébrée par l'évêque catholique de Southwark, écoutent l'oraison funèbre, émouvante et simple, prononcée par l'abbé Godart.

A la sortie, Alfred Guerbois, l'artisan qui portait la bannière française, s'approchant du Prince impérial, l'acclama :

— Vive l'Empereur, vive Napoléon IV !

L'héritier le reprit doucement :

— L'Empereur est mort, mon ami, mais la France vit toujours. Il faut crier : Vive la France !

***

Rentré chez les Clary, à Oak Lodge, si les échos en parviennent à ses oreilles, il n'est pas témoin des pénibles démêlés qui mettent aux prises l'Impératrice et le prince Napoléon. Il ne pardonnera jamais à celui-ci les soupçons outrageants, bientôt les accusations portées contre sa mère. Elle est l'origine de la volonté testamentaire, qui lui fera écarter, au profit de son fils aîné, un successeur jugé indigne de continuer, à sa place, l'œuvre paternelle (1).

(1) On sait que le prince Napoléon avait incriminé Rouher et Franceschini Pietri, d'accord avec l'Impératrice, d'avoir fait disparaître l'acte qui contenait les dernières volontés de Napoléon III. On ne découvrit, en effet, dans ses papiers, qu'un testament daté de 1865, tout en faveur de sa femme : testament qui pouvait sembler caduc et qui ne manqua pas de le paraître. On pouvait s'étonner, qu'à la veille de subir une opération des plus graves, l'Empereur n'eût pris aucune disposition particulière pour assurer l'avenir de son fils. Quittant Chislehurst après une scène violente, le prince accusa donc et fit accuser l'Impératrice d'avoir soustrait cette pièce capitale, afin de pouvoir garder la fortune de son mari et continuer d'exercer une tutelle absolue sur l'héritier du trône.

La fortune personnelle de Napoléon III était loin d'être considérable ; les *solicitors* anglais, chargés de liquider la succession, l'évaluèrent à cent vingt mille livres sterling. L'Impératrice, au contraire, se trouvait riche par elle-même et des placements heureux avaient considérablement augmenté ses revenus. L'Empereur se remettait donc à sa femme pour assurer au Prince impérial une large aisance.

A présent, c'est de nouveau Woolwich, la *Military Academy*, où le Prince rentre un soir de février, dans son uniforme de cadet, qu'endeuille un brassart au bras gauche, seule marque apparente du grand changement survenu dans sa vie.

Quelques exaltés du parti auraient souhaité qu'il quittât l'École et se mît tout de suite à leur tête. Le sentant trop jeune, insuffisamment mûri pour la lutte, celui qu'ils importunent a refusé de les entendre, il a refusé et il a bien fait.

Il s'est remis au travail avec une véritable frénésie, au travail qui distrait la douleur. Bientôt, il peut annoncer à Augustin Filon : « Je suis quinzième en mathématiques; neuvième en fortifications; huitième en dessin militaire. » Tous les trois, avec Louis Conneau, ont déménagé de Nightingale lane pour s'installer dans un appartement plus vaste, au n° 51 sur le *Common*, à l'intersection du chemin d'Eltham et de la grand route de Londres à Gravesend. L'indispensable Uhlmann, un groom nommé Charley, une cuisinière et une *house-maid* composent tout le personnel. Défense à chacun d'eux d'appeler leur maître : Sire. Mais, s'il ne consent pas qu'on lui donne ce titre, il a cessé de parapher ses lettres Louis-Napoléon, pour les signer Napoléon tout court.

Dans cette maison, va progressivement évoluer vers sa plénitude une intelligence longtemps paresseuse, maintenant dévorée d'un prodigieux besoin d'activité, stimulée par le sentiment profond d'un grand devoir à remplir.

— Mon fils, disait l'Empereur, quelques jours avant sa mort, montre un jugement et des dispositions qui le rendent digne de sa haute destinée.

Il n'exagérait pas : le malheur a trempé l'enfant blond des Tuileries, la jeune âme insouciante et légère qui a vu s'écrouler, parmi les plus affreux désastres, un régime en apparence inébranlable et tomber la nation que l'on croyait élue. La Providence, lui retirant son père, vient de le laisser seul en présence d'un trône vide et d'un pays bousculé. Au creuset des douleurs, sa raison s'est élargie et renforcée : un homme précoce se dégage, qui va tout à l'heure surgir.

« Je n'ai pas formé le Prince, écrira plus tard Augustin Filon, le Prince s'est formé tout seul. Il a été ce que les

Anglais appellent *a self made man*... Ses qualités, il les a puisées dans sa nature ou il les dut à son effort personnel. »

Le 15 août, les politiques du parti se réunissent à Chislehurst. Leur chef, Rouher, avec le groupe qu'il dirige, vient de contribuer, le 24 mai, à la chute de M. Thiers. Le vieil homme d'État, le guide, a-t-il été bien inspiré?... On en peut douter après la visite du comte de Paris à Frohsdorf, la formation du Comité des Neuf, la *fusion* qui s'annonce entre les deux fractions monarchistes de l'Assemblée.

L'instant est critique ; il importe que l'héritier du programme et des traditions bonapartistes se déclare publiquement à son tour. C'est pourquoi, n'ayant pris conseil que de soi-même, ne soumettant son brouillon à Rouher qu'à la dernière minute, au sortir de la messe, à l'ombre du grand cèdre, planté, dit-on, par Camden, le Prince impérial prononce l'allocution suivante, qui doit être la première proclamation officielle de ses principes, le manifeste attendu qui replacera l'Empire sur son véritable terrain :

« Je vous remercie, au nom de l'Impératrice et au mien, d'être venus associer vos prières aux nôtres et de n'avoir pas oublié le chemin que vous avez pieusement parcouru il y a quelques mois ; je remercie aussi les fidèles amis qui nous ont fait parvenir de loin les nombreux témoignages de leur affection et de leur dévouement.

« Quant à moi, dans l'exil et près de la tombe de l'Empereur, je médite les enseignements qu'il m'a laissés ; je trouve dans l'héritage paternel le principe de la souveraineté nationale et le drapeau qui le consacre.

« Ce principe, le fondateur de notre dynastie l'a résumé dans cette parole à laquelle je serai toujours fidèle : *Tout par le peuple et pour le peuple!* »

L'annonce, en huit mots, d'un futur plébiscite. Aussi, quand, au début d'octobre, la question du drapeau a définitivement rejeté au néant les espoirs d'une restauration des Bourbons, saisissant l'occasion qui paraît favorable, est-il décidé de célébrer avec éclat le dix-huitième anniversaire du Prince qui, aux termes des Constitutions impériales, atteindra ce jour-là sa majorité juridique.

LA MAJORITÉ

Une longue pelouse dans le parc de Camden-Place : celle qui fait face à l'aile droite du manoir. Deux grandes tentes en toile blanche y sont dressées ; la plus vaste peut abriter trois mille personnes, la moindre est un buffet abondamment garni.

Depuis le matin, force trains spéciaux venus de Londres ne cessent pas d'amener une cohue de visiteurs, le corsage ou la boutonnière fleuris de violettes. La gare de Chislehurst est pavoisée, le drapeau tricolore flotte sur la station. Dans la salle d'attente, une inscription encadrée par des feuilles de laurier porte ces mots en français : *16 mars 1874. Vive le Prince impérial !* Les cloches des deux églises, catholique et protestante, carillonnent à toute volée. Sur la lande ordinairement déserte, le *Common*, qui s'étend devant la résidence impériale, trépide joyeusement une foule bariolée. Du *coach* bien attelé, dont les carrossiers font sonner leurs gourmettes, au simple *cart* rustique, une multitude de voitures l'ont envahi. La musique d'un régiment écossais et la fanfare municipale jouent les airs de leur répertoire.

Il fait un temps superbe, même la reine absente, *a true queen's weather*, une de ces merveilleuses journées de printemps qui sont exquises en Angleterre.

A dix heures et demie, après la messe dite à la mémoire de Napoléon III, l'Impératrice et le Prince impérial ont été salués par une foule déjà considérable. Le nombre en a triplé, lorsque s'ouvrent les grilles, à midi, pour ne laisser passer que les porteurs de cartes.

Ce sont de simples cartons bleu-ciel qui portent la légende : *Camden-Place Chislehurst, 16 mars 1874*, enveloppant la lettre N et la couronne impériale frappée en relief. Au bas, le nom du destinataire. Peu s'en est fallu que n'en manquassent au bureau les secrétaires-répartiteurs, MM. Janvier de la Motte, Schneider, Abbatucci et Jolibois, car plus de huit mille Français appartenant à tous les milieux sociaux, ont tenu à répondre à l'appel qui leur a été lancé.

On s'est arraché à la porte le *Quatrième Napoléon* de Léonce Depont et le *Lendemain de l'Empire* d'Auguste Vitu : on a fait

une ovation à Paul de Cassagnac ; on a dégusté un vin d'honneur; on a chanté tous ensemble une cantate : *Napoléon vient d'avoir dix-huit ans*, due à Mme Lefebvre, femme d'un ancien préfet :

> Dans son exil, au tombeau de son père,
> Il a puisé de grands enseignements.
> De ce tombeau jaillira la lumière.
> Napoléon vient d'avoir dix-huit ans ! (*bis*)

Et, comme la belle humeur ne perd jamais ses droits, on s'est fort amusé de la facétie de M. Levert, télégraphiant à sa femme : « Arrivé bon port Boulogne ; enthousiasme indescriptible ; emmenons commissaire de police à Chislehurst. » Ce qui n'aura pas manqué d'exaspérer M. le duc de Broglie, dont une circulaire vient, sous peine de révocation, d'interdire à tous ses subordonnés de franchir le détroit (1).

Il faut près d'une grande heure à cette affluence pour s'organiser sur les emplacements qui lui ont été préparés. Autour de la tente principale, quatre-vingt-six piquets portent en grosses lettres, par ordre alphabétique, les noms des quatre-vingt-six départements; ils indiquent les endroits où devront, après la cérémonie officielle, se grouper les délégations. En raison du beau temps, le pavillon de toile est demeuré ouvert, que termine un petit hémicycle occupé par une estrade. Suivant le protocole adopté, c'est de cette estrade que le duc de Padoue haranguera le prince; de cette estrade encore que celui-ci répondra.

Déjà les membres de la famille et, Rouher à leur tête, les anciens ministres de l'Empire : le duc de Gramont, le comte de Casablanca, MM. Pinard, Ferdinand Barrot, Grandperret, Chevreau, Mège, Béhic, Busson-Billault ont occupé les sièges qui leur sont réservés. Tous sont en tenue de soirée, frac et pantalon noir; leurs femmes en toilettes de ville sans chapeau. Une heure sonne : un profond silence, un silence impressionnant s'établit. Donnant le bras à l'Impératrice, le Prince impérial paraît, en habit avec la plaque, le grand cordon de la Légion d'honneur. Pâle, un peu nerveux, froissant dans sa main les feuillets de son discours, il se tient très

(1) Circulaire du 19 février 1874.

droit aux côtés de sa mère. Des acclamations saluent son entrée, qu'il arrête d'un geste bienveillant.

Un haut vieillard, à la barbe et aux cheveux d'argent, se dresse : Arrighi de Casanova, duc de Padoue, le fils du cuirassier Arrighi, l'homme des trois charges de Wagram et son successeur au Sénat.

— Monseigneur... et les périodes s'enchaînent d'un discours savamment composé, évoquant la lutte des partis, le désordre intérieur où se débat la France, son besoin pressant d'ordre et d'autorité, pour se terminer sur une affirmation solennelle : « Personne n'arrêtera le courant national; vivez les heures d'exil dans le recueillement et le travail... mais soyez prêt pour les desseins de la Providence. »

Le Prince impérial s'est levé : d'une voix au début un peu sourde qui va s'éclaircissant, *urbi et orbi*, il lance sa réponse :

« Monsieur le duc, messieurs,

« En vous réunissant ici aujourd'hui, vous avez obéi à un sentiment de fidélité envers le souvenir de l'Empereur, et c'est de quoi je veux tout d'abord vous remercier.

« La conscience publique a vengé des calomnies cette grande mémoire et voit l'Empereur sous ses traits véritables...

« Votre présence autour de moi, les adresses qui me parviennent en grand nombre, attestent combien la France est inquiète de ses destinées futures ; l'ordre est protégé par l'épée du duc de Magenta, ancien compagnon des gloires et des malheurs de mon père. Sa loyauté nous est un sûr garant qu'il ne laissera pas exposé aux surprises des partis le dépôt qu'il a reçu. Mais l'ordre matériel n'est pas la sécurité. L'avenir demeure inconnu ; les intérêts s'en effraient; les passions peuvent en abuser...

« Le plébiscite, c'est le salut et c'est le droit, la force rendue au pouvoir et l'ère des longues sécurités rouverte au pays: c'est un grand parti national, sans vainqueurs ni vaincus, s'élevant au-dessus de tous pour les réconcilier.

« La France librement consultée jettera-t-elle les yeux sur le fils de Napoléon III? Cette pensée éveille en moi moins d'orgueil que de défiance de mes forces. L'Empereur m'a appris de quel poids pèse l'autorité souveraine, même sur de vieilles épaules, et combien sont nécessaires, pour accomplir

une si haute mission, la foi en soi-même et le sentiment du devoir.

« C'est cette foi qui me donnera tout ce qui manque à ma jeunesse. Uni à ma mère par la plus tendre et la plus reconnaissante affection, je travaillerai sans relâche à devancer le progrès des années.

« Quand l'heure sera venue, si un autre gouvernement réunit les suffrages du plus grand nombre, je m'inclinerai avec respect devant la décision du pays. Si le nom des Napoléon sort, pour la huitième fois, des urnes populaires, je suis prêt à accepter les responsabilités que m'imposerait le vote de la nation.

« Telle est ma pensée : je vous remercie d'avoir parcouru une longue route pour venir en recueillir l'expression. Reportez aux absents mon souvenir, à la France les vœux de l'un de ses enfants; mon courage et ma vie lui appartiennent. Que Dieu veille sur elle et lui rende ses prospérités et ses grandeurs! »

Haché par les interruptions enflammées, par les cris nourris de *Vive l'Empereur, Vive Napoléon IV!* ce discours où s'affirmaient les revendications et la doctrine plébiscitaire de l'Empire; ce discours auquel avait discrètement collaboré Rouher et sans doute aussi, bien qu'il s'en défende, Augustin Filon, ce discours était cependant bien, pour le fond, l'œuvre réfléchie du jeune cadet de Woolwich. Il l'avait composé lentement, raturant plusieurs brouillons qui montrent les tâtonnements de sa pensée. Elle porte l'empreinte de son intelligence et de son cœur : malgré toutes les précautions de forme, on peut même y discerner, par endroits, la trace de certaines tendances absolutistes, dont l'avaient imprégné les enseignements maternels.

Cette proclamation soulève, chez ses auditeurs, un véritable délire d'enthousiasme. Quand le Prince a cessé de parler, retentissent à nouveau les cris de *Vive l'Empereur!* On se bouscule, on s'écrase pour l'approcher. Des vieillards, des paysans s'agenouillent sur son passage. Un gentilhomme bordelais, le baron de La Barthe, réussit à se pousser en avant :

— Monseigneur, dit-il, j'ai été légitimiste toute ma vie : mais puisque monsieur le comte de Chambord ne veut pas régner, je vous apporte mon hommage.

Les transports, les scènes d'attendrissement se succèdent sans relâche pendant le défilé des délégations. Les dames de la Halle sont conduites par Mme Lebon, dont le plus beau souvenir est d'avoir autrefois embrassé un enfantelet impérial dans son berceau :

— Eh bien! madame Lebon, fait gentiment le Prince, je vais vous rendre ce baiser-là.

Et de s'exécuter sur les joues de la matrone qui pense en défaillir d'orgueil.

Tient-on enfin la revanche du 4 septembre? Les temps sont-ils proches? Mac Mahon doit-il être le Monk attendu pour la restauration d'un nouveau Stuart?... Illusion; mais cette illusion emporte tous ces cœurs en fête : nul ne veut plus douter, chacun espère, chacun croit, chacun est sûr.

La lettre suivante, écrite par un témoin qui avait tenu sa place parmi les derniers serviteurs de l'Empire, reflète bien cette impression générale de confiance et d'allégresse :

The Grosvenor Hotel, Victoria Station
Belgravia, London, S.-W.

17 mars 1874.

« Ma chère amie... Voici maintenant quelques détails sur la cérémonie d'hier qui a comblé toutes nos espérances et ne saurait manquer d'avoir dans le pays un retentissement énorme. J'ai la certitude qu'ils t'intéresseront.

« Jolibois, également descendu ici, m'avait remis, la veille au soir, ma carte d'entrée, ce qui m'a évité d'aller piétiner dans la foule au Willi's Room.

« Hier matin, à onze heures, j'étais à Chislehurst, après avoir voyagé dans le même compartiment que Jolibois, déjà nommé, Amigues, Bourgoing et Pugliesi-Conti.

« La gare était pavoisée et le parc de Camden-Place, lorsque j'y pénétrai, était déjà noir de monde. Reconnu ou salué au passage toutes les notabilités du parti : Henri Chevreau, Levert, Abbatucci, Pinard, etc., et retrouvé la plupart de mes anciens collègues du Conseil d'État : Boselli, Ernest Bauchart, Boinvilliers, Lestiboudois, Lartigue, — oui, Lartigue, dont la présence m'a surpris.

« La plus belle moitié du genre humain n'était pas moins

brillamment représentée : la duchesse de Malakoff, la marquise d'Albuféra, la comtesse Clary, bien entendu ; la maréchale Canrobert, Mme de La Valette avec Mme Rouher et ton amie Louise. Beaucoup de jolies toilettes, m'a-t-il semblé, que le beau temps permettait d'étaler. Mais, mon Dieu ! que vos modes actuelles sont donc laides, mesdames, et que ce pouf, planté où vous savez, peut être d'un effet ridicule !

« Le Prince a parlé devant sept ou huit mille personnes venues de tous les coins de la France et même d'Algérie. Il a parlé d'une voix nette, sonore, bien timbrée, qu'on entendait partout. Son discours, que tu liras sans doute dans les journaux, a été parfait, prudent et modéré dans le fond, fort adroit dans la forme, — tel qu'il devait être enfin. Tous les yeux se sont mouillés quand il a parlé de son père et l'appel voilé au maréchal a provoqué bien des commentaires.

« L'effet produit avait été profond ; il s'est transformé en enthousiasme, quand les délégations de Paris et de la province sont venues à défiler. Il y a vraiment eu là comme un élan d'amour vers ce fier jeune homme, hier encore un enfant, accablé par un malheur immérité, et qui se redresse aujourd'hui, le regard si ferme, l'allure si résolue.

« Le spectacle était grandiose, émouvant au possible, et m'a profondément secoué. Que te dirais-je, ma chère Marie ? je crois que nous avons un chef ; j'espère que nous n'aurons plus longtemps à attendre... »

Comme le pressentait l'auteur de cette lettre, l'impression produite en France fut en effet « énorme ». Il n'est, pour en juger, que de parcourir la collection des journaux du temps, de voir les feuilles de gauche s'efforcer, plus ou moins spirituellement, à ridiculiser « Napoléon trois et demie » et « Vélocipède IV ». La propagande bonapartiste, au contraire, en reprend énergie et courage, guettant les fautes de ses adversaires, cherchant à provoquer le geste espéré du maréchal. Ses progrès continus sèment l'inquiétude dans les milieux officiels et le désarroi gouvernemental se traduit à plusieurs reprises dans les débats parlementaires.

A. AUGUSTIN-THIERRY.

(*A suivre.*)

EN U. R. S. S.

UNE NOUVELLE OFFENSIVE DES SANS-DIEU

Le 18 septembre dernier, les sans-Dieu ont donc gagné une grande victoire. C'est un fait acquis : ils étaient définitivement admis à l'Assemblée de la Société des nations. Quelques jours auparavant, le Conseil leur avait attribué un siège permanent. La Suisse, qui n'a jamais reconnu aucun représentant officiel de l'U. R. S. S., était donc désormais obligée de recevoir à Genève une délégation de ce gouvernement, centre incontestable de propagande communiste internationale.

Ne soyons pas dupes des brevets de modérantisme gratuitement décernés au camarade Litvinof. Il n'y a pas de cloison étanche entre le gouvernement soviétique et l'*Union des sans-Dieu militants* : celle-ci n'est autre qu'un organe officiel de celui-là; son Conseil central, dirigé par Yaroslavsky, est une sorte de « ministère de l'irréligion », subventionné par l'État.

M. Motta, dans la journée désormais historique du 17 septembre, s'adressant aux représentants des nations, a justement stigmatisé cette solidarité inquiétante : « Et surtout, lorsque les délégués soviétiques se trouveront à Genève, nous espérons bien que des voix retentiront ici pour demander, au nom de la conscience humaine, des explications à leur gouvernement. Elles dénonceront cette propagande antireligieuse qui ne connaît pas sa pareille dans les annales du genre humain et qui plonge dans le deuil et dans les larmes la chrétienté avec tous les hommes qui croient en Dieu et invoquent sa justice. »

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de représenter officiellement la République soviétique pour être suspect d'athéisme militant : en vertu du programme de la IIIe Internationale communiste (*Komintern*), tout membre authentique de celle-ci est tenu à « lutter contre la religion, inflexiblement et systématiquement ». C'était donc bien un centre nouveau d'activité sans-Dieu que la Société des nations admettait au quai Wilson, où la délégation soviétique est actuellement accréditée.

Nous ne pouvons cependant pas nous aveugler sur les faits : la sixième partie du monde est actuellement soumise à une persécution religieuse systématique. Les dirigeants du parti communiste dans l'U. R. S. S. ne cachent plus leurs intentions : « Au cours du second plan quinquennal, écrit Loukatchevsky, nous devons développer la propagande antireligieuse sur un plan extrêmement large (1). » Et encore (2) : « Il faut préparer de nouveaux cadres de propagandistes et d'agitateurs, athées qualifiés. »

L'*Union des sans-Dieu militants* s'organise donc de plus en plus. Elle prend même un caractère nettement agressif. Depuis son deuxième Congrès, en juin 1929, elle a compris la nécessité de se transformer en une armée fortement disciplinée qui ne doit pas craindre de marcher de l'avant. Yaroslavsky s'est aperçu que « les organisations religieuses ne disparaîtront pas sans combat ; elles ne céderont pas le champ de bataille sans une résistance acharnée » (3). Or, le temps presse : en 1937 toute religion doit avoir disparu de Russie. C'est donc bien une lutte terrible qui se prépare : les persécutions de ces dernières années dans l'U. R. S. S., ne semblent en être que les prodromes.

Et le chef suppute ses forces. « Il est difficile, observe Yaroslavsky, de compter le nombre des sans-Dieu dans notre pays. A maintes reprises j'ai essayé de le faire, mais toujours je n'ai obtenu que des chiffres approximatifs. On peut affirmer en tout cas que nous comptons maintenant des sans-Dieu par

(1) Loukatchevsky, *le Marxisme léniniste : athéisme militant*, Moscou, 1933-1934, p. 102.

(2) Loukatchevsky. *Nouveau manuel antireligieux*, Moscou, 1933, p. 343.

(3) *Antireliguioznik*, n° 2, 1934, p. 2. Cité par le texte polycopié du *Rapport à la IIIe session de la Commission internationale « Pro Deo »* (10-11 septembre 1934). La présente étude repose d'ailleurs en partie sur les documents que le bureau de cette C. I., récemment fondée à Genève, a bien voulu nous communiquer.

dizaines de millions (1). » Si exagérée que puisse être cette affirmation, elle n'en est pas moins en voie de se réaliser à la lettre. En 1928, l'*Union des sans-Dieu* comptait dans les Républiques soviétiques de 240 à 250 000 membres; au début de 1930, environ 600 000, et aujourd'hui plusieurs millions. Non seulement l'offensive antireligieuse se continue méthodiquement en Russie et à l'étranger, mais, de plus, son activité s'intensifie dans les domaines les plus divers.

Un règlement du 26 février 1934 nous décrit minutieusement la structure nouvelle de *l'Union des sans-Dieu militants* dans les Républiques soviétiques (2). La cellule constitue l'organisation de base de l'*Union*. Elle « noyautera » les entreprises, les usines, les fabriques, les fermes collectivistes *kolkhoz* aussi bien que les différentes unités de l'armée rouge. Si elle comprend moins de quinze membres, la cellule sera dirigée par un « organisateur »; si elle est plus importante, par un bureau de trois à cinq adhérents. Une entreprise possède-t-elle plusieurs corps de métier, un organisateur sera désigné pour chacun d'eux. On tiendra sur un registre spécial la liste des militants de l'U.S.D. En plus de leur carte de membre de l'Union, ceux-ci devront recevoir une carte de militant, laquelle sera délivrée ou prolongée par les Conseils régionaux ou urbains. Les Conseils provinciaux seront maintenus. Les travailleurs du Conseil régional de l'U.S.D. seront chargés en outre du travail au sein des minorités nationales, de l'organisation des campagnes d'ensemble du travail antireligieux parmi les enfants, du travail scientifique et des informations de l'Union. Enfin, à la tête de cette vaste organisation athée, le bureau exécutif est supprimé. Il est remplacé par des conférences périodiques des Conseils locaux. Celles-ci traiteront des différentes questions qui ont trait à l'activité de l'Union. Le *plenum* et le *præsidium* du Conseil central seront maintenus et dirigés par le président, ou à son défaut par son adjoint ou le secrétaire responsable.

Toute la population des Républiques soviétiques est donc bien soumise à l'influence des sans-Dieu militants. Ceux-ci n'épargnent aucun moyen de propagande pour liquider la

(1) *Antireliguioznik*, loc. cit.

(2) On trouvera le texte intégral de cet arrêté, signé par le Conseil central de l'U.S.D., dans *l'Antireliguioznik*, n°s 2 et 3, 1934.

religion. « L'école écrit Loukatchevsky, réalise l'éducation antireligieuse. La presse, le cinéma, la radio, la littérature, l'art soviétiques luttent aussi contre la religion (1). »

L'ÉCOLE ATHÉE

De toutes ces armes, une des plus puissantes pour détruire « l'idéologie religieuse » dans les générations qui montent, est incontestablement l'enseignement athée. Le commissariat de l'Instruction publique met en œuvre les inventions les plus perverses pour déraciner de l'âme slave les moindres germes d'atavisme chrétien. Les prosélytes de l'athéisme militant semblent en voir sans cesse renaître dans les replis cachés de la conscience, même parmi ces jeunes si ignorants cependant des civilisations d'hier. Des maîtres d'école antireligieux sont donc formés avec soin. Les chrétiens qui sont restés à leur poste, à condition de cacher leurs sentiments, sont l'objet d'un espionnage continuel de la part du Guépéou aussi bien que de la part de leurs élèves. Dans les *Izvestia* du 26 mars 1929 Lounatcharsky écrivait déjà : « Les instituteurs croyants sont une contradiction absurde ; les sections de l'Instruction publique doivent profiter de chaque occasion pour les remplacer par des professeurs antireligieux. » Quelques mois plus tard, en juin de la même année, au deuxième congrès des sans-Dieu, ce même Lounatcharsky, alors Commissaire du peuple à l'Instruction publique, dogmatisait : « Chez nous l'Instruction ne peut pas ne pas être communiste ; donc elle ne peut pas ne pas être antireligieuse. »

Et tout récemment encore, à la deuxième conférence des Instituts scientifiques antireligieux, laquelle s'est tenue à Moscou du 13 au 15 juin 1934, le principe était affirmé : « l'éducation communiste de l'enfant comprend obligatoirement l'éducation antireligieuse (2). » Bien plus, le *Bezbojnik* du 17 juin 1934 précise que « les institutions scolaires soviétiques doivent préparer des sans-Dieu militants ». Et cependant, au gré des athées moscovites, ce travail n'est pas assez vigoureusement mené. C'est le *Bezbojnik* encore qui, le 17 novembre 1934, publie, non sans manifester une certaine satis-

(1) Loukatchevsky : *Nouveau manuel antireligieux*, Moscou, 1933, p. 330.
(2) Cf. *Bezbojnik* (le sans-Dieu), du 29 juin 1934.

faction, une lettre récente du Commissariat de l'Instruction publique à tous les directeurs des sections régionales rattachées à ce ministère. Celle-ci est destinée à renforcer l'action antireligieuse dans les écoles. Les instituteurs ne sont-ils pas considérés comme « la force culturelle fondamentale dans la campagne soviétique »? La lettre renouvelle donc et précise, en plusieurs paragraphes, les directives du 5 septembre 1931 :

1° « Les instituteurs des sections régionales, départementales et municipales de l'Instruction publique sont tenus, au cours de leurs tournées d'inspection, d'apporter un soin particulier à contrôler l'activité antireligieuse, qui se fait à l'école en liaison avec le travail scolaire ou en dehors des classes, et à seconder les maîtres d'une manière concrète et méthodique.

2° « Les revues pédagogiques régionales et départementales doivent faire connaître les expériences locales d'activité antireligieuse à l'école, et attirer l'attention sur celles d'entre elles qui ont donné le meilleur résultat.

3° « On insérera dans les manuels scolaires régionaux un minimum de matière antireligieuse, correspondant à la force du livre, et exposé de façon vivante, claire et convaincante.

4° « Toutes mesures seront prises pour que les écoles soient pourvues de manuels méthodiques d'instruction antireligieuse à l'usage des maîtres, — éditions de Moscou, — et de tout le matériel scolaire établi suivant les données du Commissariat de l'Instruction publique et du Conseil central de l'Union des sans-Dieu militants.

5° « On fera connaître aux écoles la nécessité de venir en aide, avec ordre et méthode, aux cellules scolaires de l'*Union des sans-Dieu militants.* »

Malgré les dires des autorités soviétiques, à qui il tarde de voir triompher l'idéologie bolchéviste, tout en rassurant les gouvernements représentés à Genève, les instituteurs ne semblent guère s'être calmés de leur sectarisme antireligieux : tout au contraire. Ceux de Voronège se seraient même distingués dans ce prosélytisme sacrilège. Voici, d'après l'*Antireliguioznik* (1), comment une institutrice bolchéviste expose sa tactique : « Je me suis donné pour but d'éduquer les antireli-

(1) *Antireliguioznik*, n° 7, 1930.

gieux de telle sorte qu'ils puissent devenir des assaillants conscients et bien préparés pour la lutte contre la religion à l'école, à la maison et dans la rue. Le « travail » commence chez les enfants de neuf ans. On leur raconte des histoires choisies dans ce but. Les causeries consistent à mettre ceux-ci en présence d'un problème pratique de lutte contre la religion... Après une causerie (de ce genre), j'ai demandé aux enfants s'ils désiraient lutter contre la religion... Immédiatement ils proposèrent de raconter dans d'autres groupes ce qu'ils venaient d'entendre, de lutter à la maison pour la suppression des croix, de persuader d'autres enfants d'agir de même, de faire des écriteaux antireligieux et de les placer en divers endroits de l'école et dans la rue... » Et l'institutrice de conclure : « La tâche des instituteurs consiste à relever les fautes et à orienter la lutte antireligieuse des enfants sur une voie juste... Il faut qu'ils se sentent membres de la grande armée des sans-Dieu. »

Donner à l'enfant cette expérience d'une solidarité étroite avec la « grande armée des sans-Dieu » n'est pas considéré comme un point de peu d'importance dans l'éducation antireligieuse soviétique. On le met donc en relation avec d'autres enfants ou adolescents appartenant à des groupements d'athées militants avérés, tels que les *Pionniers rouges* et les *Jeunesses communistes*. Ce contact renforce et continue la « déformation » commencée à l'école. Si nous en croyons un témoignage récent du vice-président de l'*Union des sans-Dieu* (1), peu suspect de léser la vérité sur ce point, « l'organisation des Pionniers rouges exécute avec honneur le testament de Lénine concernant l'éducation communiste systématique dont un des éléments essentiels est la lutte pour une philosophie sans-Dieu ».

PROPAGANDE PAR LA PRESSE

Avec l'école, la presse est également asservie à la propagande soviétique athée : elle blasphème haineusement contre Dieu et, dans l'humaine conscience, miroir de la loi divine, elle vomit le venin du matérialisme bolchéviste.

Les éditions de l'État ne cessent de faire paraître des publi-

(1) Cf. le *Bezbojnik*, 29 mai 1934.

cations antireligieuses de valeur très diverse. Des bibliographies de ces ouvrages sont périodiquement insérées dans le *Bezbojnik* et l'*Antireliguioznik*. De cesmêmes éditions de l'État sortent des affiches blasphématoires destinées à tapisser, en certaines circonstances, les murs des grandes villes. L'été dernier, au n° 16 de la rue d'Artois, non loin de Saint-Philippe du Roule, dans une des salles de l'étrange exposition, organisée par la *Commission internationale « Pro Deo »*, le public parisien a pu voir quelques spécimens de ces gravures ignobles inspirées par la haine.

Les enquêtes les plus variées sont faites en vue de donner une vie plus intense à l'irréligion. Tantôt c'est un Congrès des bibliothécaires de l'U.R.S.S., convoqués pour discuter les moyens de perfectionner l'action antireligieuse des bibliothèques et d'inspirer toute la littérature soviétique de ce même esprit athée (1). Tantôt l'enquête se fera sous la forme d'une circulaire destinée au grand public. L'une d'entre elles commence par expliquer que le Comité central du conseil des sans-Dieu militants et les éditions de l'État ont entrepris la publication de brochures et de livres à l'usage des croyants ; elle fait ensuite appel « à la masse des lecteurs », pour que ceux-ci participent à cette tâche considérée comme « difficile et pleine de responsabilités ». Chacun est donc prié de répondre aux questions suivantes, reproduites dans le *Bezbojnik* du 1er mai 1932 :

« 1° Quels ont été les livres qui ont produit sur toi la plus forte impression en ce qui concerne la destruction de tes conceptions et de ta mentalité religieuses ? Fais ton possible pour te souvenir de leurs titres et indique-les. 2° Quel passage spécial dans ces livres a ébranlé ta foi ou t'a consolidé dans l'athéisme ? 3° Quels livres antireligieux ne t'ont pas convaincu lorsque tu étais croyant ? Il n'est pas obligatoire de signer la réponse, mais n'oublie pas de noter l'âge que tu avais lorsque tu es devenu antireligieux et ta situation sociale à ce moment. Il faut indiquer également le sexe et le degré d'instruction. La réponse doit être adressée aux Éditions antireligieuses de l'État. »

Livres, brochures, tracts, journaux de toute sorte,

(1) Cf. *Antireliguioznik*, n° 3, 1934.

unissent leurs efforts pour déraciner la religion et faire triompher l'idéologie prolétarienne. Parmi les ouvrages publiés en Russie et destinés à cette œuvre de destruction, en voici quelques-uns (1) particulièrement recommandés par les organes bolchevistes :

Le Marxisme léniniste : athéisme militant (*1933-1934*). — *Manuel antireligieux pour les ouvriers*. — *La Philosophie des sans-Dieu*. — *Le Sentiment religieux et la criminalité*. — *Éducation antireligieuse à l'école*. — *Programme de l'Université ouvrière antireligieuse*. — *Cours antireligieux par correspondance*. — *Comment lutter contre la religion*. — *La Campagne contre Dieu*. — *La Législation soviétique destinée à procurer aux sans-Dieu des moyens légaux pour lutter contre les croyants*.

Des centaines de livres antireligieux de ce genre sont sortis ces dernières années des éditions d'État. Ajoutons à cette liste les titres de quelques périodiques moscoutaires, organes authentiques de l'athéisme militant tels que le *Bezbojnik*, l'*Antireliguioznik*, le *Bezbojnik* (illustré), *Neuland*, etc... et nous aurons une idée de l'activité nouvelle de la presse soviétique dans ce domaine.

EXPOSITIONS ET CONFÉRENCES AVEC PROJECTIONS

Parmi les moyens propres au gouvernement de Staline, et qui ont pour but de faire pénétrer l'irréligion dans la masse, il faut citer les expositions. Dans le courant de l'année 1929, un musée central antireligieux était inauguré à Moscou. « Conçu et divisé selon la conception matérialiste de l'évolution, il donne en quelques heures, nous dit un témoin (2), une éducation antireligieuse complète. » D'après le *Bezbojnik* du 10 juin 1934, il aurait reçu la visite de centaines de milliers de travailleurs. Il constitue un centre actif de propagande. Il envoie des expositions antireligieuses dans les parcs de repos, dans les usines, dans les entreprises et les *kolkhoz*. C'est ce seul musée central qui, de décembre 1932 à novembre 1933, aurait organisé et fait parvenir dans les provinces de l'U.R.S.S. six cent soixante-dix-neuf petites expositions ambulantes,

(1) Nous empruntons cette liste au texte polycopié du *Rapport à la IIIe session C. I. « Pro Deo »* (10-11 septembre 1934).

(2) Marcel Koch, dans *la Russie d'aujourd'hui*, avril 1934.

destinées, elles aussi, à propager l'athéisme marxiste-léniniste. Sa bibliothèque comprend plus de trente mille volumes à la disposition de tous ceux qui travaillent contre la religion. Après avoir donné ces renseignements, l'article du journal bolchéviste engage les soviets, aussi bien que les conseils et les cellules des sans-Dieu militants, à augmenter encore le nombre des visites collectives au musée. Il rappelle que nombreux sont les croyants que cette visite a déterminés à faire le premier pas sur la voie de l'athéisme.

Pour que les communistes de culture moyenne puissent prendre eux-mêmes, à peu de frais, une part active à la propagande infernale, ils pourront se procurer pour quelques roubles des conférences rédigées par le Conseil central de l'*Union des sans-Dieu* et accompagnées d'une série de dispositifs pour projections lumineuses. Voici quelques-uns des titres annoncés dans l'*Antireliguioznik*, n° 3 de 1934 : *le Pape de Rome au service du capital* (cinq roubles). — *La Religion au service de la bourgeoisie internationale* (dix roubles). — *La Femme libérée de l'oppression religieuse* (six roubles). — *La Guerre impérialiste et la religion* (dix roubles).

Ces conférences avec projections contribuent à seconder l'action puissante des théâtres, de la radio et surtout des cinémas qui apportent chacun leur part à cette lutte implacable contre toute forme de déisme. Si le christianisme est le principal point de mire de l'artillerie des sans-Dieu, leurs batteries n'épargnent cependant aucune religion. Il y a déjà quelques années, Stepanoff le déclarait très explicitement : « Nous devons agir de manière que chaque coup porté à la structure traditionnelle de l'Église, chaque coup porté au clergé, attaque la religion en général... Les plus aveugles voient à quel point devient indispensable la lutte décisive contre le pope, qu'il s'appelle pasteur, abbé, rabbin, patriarche, mullah ou pape ; cette lutte doit se développer non moins inéluctablement « contre Dieu », qu'il s'appelle Jéhova, Jésus, Bouddah ou Allah (1). » Et au mois de juillet dernier, avec un cynisme analogue, le camarade Olechtchouk avouait cette haine des communistes authentiques pour toute forme de croyance en Dieu . « Il est impossible, écrivait-il dans un article inti-

(1) Stepanoff : *les Problèmes et les méthodes de la propagande antireligieuse*, Moscou, 1923, cité par la *Documentation catholique*, 19 avril 1930, col. 1010.

tulé *Réponse à un croyant* (1), de tracer une sorte de ligne de démarcation entre les véritables chrétiens et les chrétiens entre guillemets. En fin de compte, tous les croyants se ressemblent. Toute religion, comme l'a proclamé Marx, est un opium pour le peuple. Toute religion est un instrument d'exploitation, un moyen d'endormir les travailleurs. C'est pourquoi nous sommes contre toutes les religions. »

UN EMPRUNT SCIENTIFIQUE ANTIRELIGIEUX

Si les Soviets redoublent d'activité pour qu'en 1937 ils puissent fêter le triomphe du second Plan quinquennal, l'expérience leur a prouvé que les aspirations religieuses sont si profondément enracinées dans l'âme qu'elles demeurent alors que la structure économique et sociale du pays est bouleversée.

Ils essaient donc de donner à leur offensive athée un caractère « scientifique ». Ils espèrent par là arriver plus sûrement à leur but. Se souvenant du monstrueux paradoxe de Staline, « je suis contre la religion parce que je suis pour la science », ils s'efforcent de prouver l'incompatibilité entre l'une et l'autre. Ils oublient ou ignorent que préalablement à l'acte de foi, la raison doit comprendre que celui-ci est raisonnable, que si l'acte de foi suppose la grâce, il n'en est pas moins une adhésion de l'intelligence à la vérité divine.

Ils ont lancé dernièrement un « emprunt scientifique antireligieux ». Il est un stimulant à l'action pour leurs « hommes de science ». Ces scientistes qui souscrivent à l'emprunt sont dispensés de verser l'argent comme le commun des mortels. Ils sont seulement tenus à s'engager par écrit à donner des conférences et à publier des articles antireligieux « scientifiques ». La fidélité à l'engagement remplace le versement pécuniaire. Il faut donc s'attendre à de nouvelles découvertes de ces pseudo-savants dont certains sont déjà arrivés à conclure que « le Christ de l'Évangile n'a jamais existé ! » (2)

Il y a quelques mois à peine, du 13 au 15 juin 1934, le

(1) *Bezbojnik*, 29 juillet 1934.

(2) Cette conclusion est celle du *Manuel des cercles ouvriers antireligieux*, publié sous la direction de Loukatchevsky. Sur le problème du Christ d'après ce manuel, voir l'article de M. Henri Fehner dans *Unitas*, octobre 1934, pp. 16 et 17.

Congrès des Instituts scientifiques, destinés à la propagande de l'athéisme, réunissait à Moscou des délégués de vingt-huit Institutions antireligieuses : sections antireligieuses de l'Institut de philosophie de l'Académie communiste, de l'Institut d'hygiène sociale, de l'Institut de pédagogie, etc... Parmi les questions étudiées, les congressistes ont cherché à connaître les arguments apologétiques du croyant et, — nous citons le *Bezbojnik* (1), — les raisons qui l'empêchent « de se débarrasser des préjugés religieux », les moyens de « dévoiler le rôle contre-révolutionnaire de toutes les Églises au service de l'impérialisme et particulièrement le rôle contre-révolutionnaire de la religion et de l'Église au pays des Soviets ». Dans leur offensive « scientifique » antireligieuse, les leaders communistes cherchent en effet à établir dans la mentalité prolétarienne un lien nécessaire entre la religion, le capitalisme, l'impérialisme et le fascisme. Tout membre de la IIIe Internationale doit en arriver à éprouver une répugnance instinctive et simultanée pour ces réalités qu'il considère déjà comme des idoles détestables de l'ancienne société capitaliste.

LA FAMINE MOYEN DE PROPAGANDE

En même temps que sur le terrain intellectuel, l'offensive des sans-Dieu se développe sur le terrain juridique. Le Commissariat de l'Instruction publique n'est pas le seul à soutenir par ses ukases périodiques l'activité antireligieuse communiste. Les autres ministères contribuent également à cette persécution systématique des croyants. C'est ainsi que le 8 avril 1929, le Commissariat de l'Intérieur promulgue un décret qui défend à toute association religieuse :

« 1° D'organiser des caisses de secours mutuels, des coopératives, des unions de production...

« 2° De distribuer des secours matériels à leurs membres ;

« 3° D'organiser soit des réunions de prières pour les enfants, les adolescents et les femmes, soit des réunions, groupes, cercles ou sections générales bibliques, littéraires, d'ouvrage manuel, d'enseignement de la religion, etc...

« 4° D'organiser des excursions, des terrains de jeu pour les enfants ;

(1) *Bezbojnik* du 29 juin 1934.

« 5° D'avoir des bibliothèques, des salles de lectures, des sanatoria et des dispensaires... »

En vertu de mesures prises par ce même Commissariat de l'Intérieur, les ministres du culte sont privés de leur carte d'alimentation (1). Eux et leurs enfants sont assimilés aux non-travailleurs et par le fait même privés également de leurs droits civiques. Ils n'obtiendront du travail qu'en abjurant publiquement leur foi. Quant aux enfants des popes, ils sont tenus de renier publiquement leurs parents. Que de tragiques reniements de ce genre ! Voici le récit d'une de ces scènes poignantes dont M. A..., un russe orthodoxe, récemment échappé de l'enfer soviétique, a été le témoin. Il s'agit d'un jeune homme dont le père venait d'être arrêté et dont la famille était dans le dénuement. Par pitié, M. A... le fit travailler auprès de lui. « Au bout d'un mois, — nous citons littéralement le témoignage authentique, — un vaurien quelconque rapporta aux autorités compétentes que c'était le fils d'un pope. Horreur ! Le fils d'un pope dans une organisation soviétique ! On convoqua une assemblée générale. Administrateurs et employés allaient décider du sort du jeune garçon. Cet « ennemi de classe », âgé de seize ans, dut d'abord écouter toutes les injures qu'on adressa à son père. Puis le président proposa d'exiger que, publiquement, il reniât son père, sinon il perdrait sa place. On vota. Tout le monde, dans ce pays, doit dire oui, puisqu'il y va de son pain quotidien. Le pauvre enfant tremblait. De grosses taches rouges couvraient son visage. « Renies-tu ton père? » A quoi pense-t-il en cet instant? A son père mourant en Sibérie ou à sa mère et à sa sœur qui n'ont que son aide pour vivre? « Le renies-tu? » Pauvre, pauvre Sacha, qu'as-tu vécu en cet instant? Une voix à peine perceptible : « Oui, je le renie. » L'assemblée est levée. Les gens partent sans se regarder... Une semaine plus tard, la famille du prêtre reçut la nouvelle que celui-ci était mort. Quant à Sacha, il n'osait plus lever les yeux sur nous, lorsque nous nous rencontrions (2) »...

(1) Les *Izvestia* du 29 novembre 1934 ont publié un décret annonçant la suppression de la « carte de pain » à partir du 1er janvier 1935. Cette mesure n'a d'ailleurs rien changé à la situation du clergé : les popes, privés du droit de travail, ne peuvent gagner l'argent nécessaire pour vivre.

(2) *Le Chemin du Golgotha*, éditions du bureau de la C. I. « *Pro Deo* », Genève, 1934, p. 24.

La liste des malheureux enfants renégats est périodiquement publiée dans le *Bezbojnik*.

Rattaché récemment au Commissariat de l'Intérieur, le Guépéou continue son œuvre : Il « espionne, arrête, déporte et exécute les prêtres et les croyants récalcitrants » (1). Comme l'a très justement exposé (2) le professeur Mirkine-Guetzevitch, secrétaire général de l'Institut international de droit public, d'après la législation russe actuelle, « le Guépéou est, en fait, le maître de la destinée des citoyens soviétiques. Le Guépéou peut, sans jugement, en vertu de règles et d'instructions secrètes, ignorées de tous, arrêter, exiler, exécuter, sans être tenu même de publier le nom de ses victimes... La « pratique » du Guépéou est évidemment plus inhumaine que son « droit » et ses lois, mais... ces lois et ces décrets contreviennent aux exigences les plus élémentaires de la morale et à la conscience de la démocratie contemporaine. Ils constituent un attentat monstrueux à la *Déclaration des droits de l'homme*. »

En 1930, au XVe Congrès du parti communiste, le Commissariat du Travail et des Syndicats ouvriers recevait l'ordre « d'organiser et d'intensifier la propagande antireligieuse ». Il ne faut donc pas s'étonner que les travailleurs croyants soient éliminés des entreprises de l'État et, par le fait même, privés de leur carte d'alimentation.

Les autres Commissariats, — Agriculture, Guerre, Justice, etc., — apportent également leur appui juridique à tous ceux qui s'efforcent de détruire la religion, considérée par les Soviets comme une « partie intégrante » de l'ancienne société capitaliste.

LE DEVOIR D'INTOLÉRANCE

A l'instar du catholicisme qu'elle parodie, l'antireligion prétend à l'universalité. Dans leur propagande nettement agressive, les sans-Dieu n'ont pas seulement comme objectif la Russie soviétique : ils veulent conquérir le monde entier. Ils signeraient volontiers le mot de Staline : « Nous avons détrôné les tsars de la terre, nous allons maintenant détrôner celui du ciel. » Depuis quelques années, l'athéisme militant moscovite

(1) *Rapport à la IIIe session de la C. I. « Pro Deo »*, 10-11 septembre 1934.
(2) *Cahiers des droits de l'homme*, 20 février 1930.

s'implante donc en Europe occidentale avec toutes ses méthodes révolutionnaires (1).

Le 15 novembre 1930, à Bodenbach en Tchécoslovaquie, les éléments extrêmes de l'Internationale des *Libres Penseurs prolétariens* de Vienne (*Internationale proletarischer Freidenker*), sous l'influence des sans-Dieu slaves, se séparent des éléments modérés. Laissant ceux-ci fusionner avec l'Internationale des *Libres Penseurs radicaux-socialistes* de Bruxelles et former avec eux l'*Union internationale des Libres Penseurs*, ils se transforment en une organisation purement bolchéviste, traitent les transfuges de « laquais de la prêtraille » et font eux-mêmes profession d'athéisme militant. Leur nom de « libres penseurs » ne traduit donc plus leurs sentiments réels : « nous sommes adversaires de la liberté de pensée, écrivent-ils (2) en février 1932, parce que, luttant contre la religion sur le terrain de classe, nous ne pouvons tolérer aucune des croyances qui, à l'époque historique du capitalisme, sont des armes politiques entre les mains de la bourgeoisie. La liberté de conscience correspond à la victoire révolutionnaire de l'idéologie bourgeoise. Répudions le terme de libre penseur qui a fait son temps. Revendiquons la gloire d'êtres athées. » Par le fait même l'I. L. P. (Internationale des Libres Penseurs prolétariens) rejette toute alliance avec l'*Union internationale des Libres Penseurs* dont elle ridiculise la tolérance et le manque d'activité. Elle la taxe volontiers de « bourgeoise-réformiste » et se proclame avec fierté « la seule organisation mondiale qui, sous la bannière de l'athéisme révolutionnaire, mène avec l'arme du matérialisme dialectique, les masses travailleuses à la lutte contre l'Église et la contre-révolution (3) ».

LA MENACE A L'EUROPE CROYANTE

Après de pareilles professions de sectarisme antireligieux, comment s'étonner que l'I. L. P. soit une « auxiliaire » de l'Internationale communiste de Moscou ? Le *Bezbojnik* du 10

(1) Sur la première phase de cette invasion mondiale des sans-Dieu, voir Mgr d'Herbigny : *la Propagande soviétique antireligieuse dans le monde* dans la *Revue* des 1er et 15 février 1933 et *les Sans-Dieu*, Paris, F. N. C.

(2) *La Lutte*, février 1932.

(3) *La Correspondance internationale*, 26 mai 1934, p. 859.

mars 1934 nous affirme très nettement cette solidarité : « Les véritables organisations prolétariennes qui luttent, non pas en paroles, mais en actes, pour la libération des travailleurs adhèrent à l'Internationale communiste. L'Internationale des Libres Penseurs prolétariens (sans-Dieuistes) fait partie de ces organisations. »

A la suite de la scission du 15 novembre 1930, l'I. L. P. transporte son siège à Berlin. Le 4 mai 1932, elle est dissoute en Allemagne par le gouvernement Brüning. Elle transfère alors son centre officiel à Bâle et, un peu plus d'un an après, à Strasbourg, où il serait encore actuellement. Aujourd'hui, ses adhérents répandus dans le monde entier atteindraient le chiffre de 5 millions 200 000, mais, sur ce nombre, 5 millions seraient des sans-Dieu militants de l'U.R.S.S. De leur propre aveu (1), l'I. L. P. « absorbe tout ce qu'il y a de révolutionnaire et d'avancé dans le mouvement athée international ».

Au mois d'août 1932, l'Exécutif de l'I. L. P. se réunissait à Paris. Une circulaire du mois de janvier (2) destinée à préparer le Congrès nous permet de savoir que, dès cette époque, la Direction de l'Internationale des *Libres Penseurs prolétariens* avait pour programme : 1° d'augmenter le nombre de son personnel ; 2° d'éditer un bulletin de presse en allemand, en français, en anglais et en russe ; 3° d'assurer à toutes les sections le concours d'instructeurs qualifiés ; 4° de commencer dès le 1er mars 1932 la publication d'une revue antireligieuse en langue allemande ; 5° d'organiser la publication et la diffusion abondante d'une littérature de propagande à bon marché ; en premier lieu à destination de la Grande-Bretagne et de l'Amérique où le mouvement des sans-Dieu doit s'implanter davantage ; 6° d'organiser la représentation de films antireligieux ; 7° d'établir pour chaque pays un plan d'action précis ; 8° d'organiser un échange d'informations et de matériel de propagande entre les diverses fractions ; 9° de faire naître entre ces dernières une émulation révolutionnaire.

C'est à Paris encore que s'est tenue, du 6 au 8 mai 1934, une nouvelle session de l'Exécutif de l'I. L. P. Son but est

(1) Voyez le *Bezbojnik* du 10 mars 1934.
(2) Voyez *Antireliguioznik*, janvier 1932.

nettement défini dans un organe du *Komintern* (1) : il fallait « forger de nouvelles armes pour la lutte contre l'Église, la religion et la barbarie culturelle fasciste ». Les leaders prolétariens ont donc examiné le travail accompli depuis la Conférence d'août 1932 et fixé « les directives de l'athéisme militant pour les mois prochains ».

Voici quelques-unes de leurs conclusions publiées dans *la Correspondance internationale*, du 23 juin 1934 (p. 984) :

« Les sections de l'I. L. P. doivent pénétrer plus fortement que jusqu'ici dans les organisations de masse de l'Église et du fascisme. Dans les pays de la dictature fasciste, la réalisation de cette tâche est une question vitale pour les organisations de lutte athée... »

« La session de l'Exécutif a attiré, dans un rapport spécial, l'attention des sections en Europe et en Amérique sur l'importance considérable du travail athée de masse dans les colonies. L'expérience des résultats obtenus par la section indienne de l'I. L. P. montre les grandes possibilités, mais aussi les faiblesses encore existantes dans le travail colonial... »

« Actuellement paraissent dans les sections des pays capitalistes en dehors de l'Union soviétique, en tout cinquante-deux journaux en quatorze langues, dont dix illégaux. C'est là incontestablement un progrès sensible. Mais dans un petit nombre de pays seulement, en Allemagne, en France, en Bulgarie, dans l'Inde et en Tchécoslovaquie, la presse athée s'est développée jusqu'ici sur une large base... »

« Le Comité exécutif a décidé la convocation du V[e] Congrès mondial de l'Internationale des libres penseurs prolétariens pour le premier semestre de l'année 1935 et chargé toutes les sections de préparer soigneusement ce congrès à l'aide d'actions de masses, de l'organisation du front unique anticlérical et antifasciste et de faire ainsi du V[e] Congrès mondial une manifestation puissante de l'athéisme militant. »

Ces déclarations nous prouvent que les sans-Dieu de l'I. L. P. mènent vigoureusement leur offensive. S'ils sont encore relativement peu nombreux en Europe occidentale, ils n'en sont pas moins une menace redoutable pour l'avenir : la création et le développement progressif du front unique communiste-

(1) *La Correspondance internationale*, 26 mai 1934, p. 859.

marxiste facilite la propagande athée. Nous ne pouvons donc pas y rester indifférents. Les croyants persécutés dans l'U. R. S. S. et les Russes de l'émigration dont le cœur saigne, savent notre sympathie profonde à leur égard. Le 15 septembre 1934, à la cathédrale Saint-Pierre de Genève, M. le pasteur de Saussure, en des paroles toutes pauliniennes, a su se faire l'interprète de la commune douleur de tous les chrétiens.

Ne faut-il pas espérer que par une justice plus exacte, une charité et une compassion vraiment universelle à l'égard des masses ouvrières, les progrès de l'athéisme militant seront enrayés dans l'Europe occidentale? Avec les perspectives illusoires du messianisme prolétarien, c'est la souffrance et l'injustice que les bolchévistes exploitent le plus, pour exaspérer la lutte des classes et verser dans les cœurs la haine qui multiplie le nombre des sans-Dieu. Peut-être même cette offensive inouïe contre le christianisme est-elle l'aurore de l'union dogmatique entre tous les chrétiens : en forçant ceux-ci à s'unir contre un ennemi commun, l'union des cœurs hâtera sans doute l'union des esprits.

Quoi qu'il en soit, cette union défensive s'impose. Pie XI l'écrivait récemment : « Il faut que nous aussi nous unissions toutes nos forces en un groupe compact qui oppose un front unique et solide aux phalanges malfaisantes ennemies de Dieu aussi bien que du genre humain. Dans cette lutte il s'agit de la décision la plus importante qui puisse être demandée à la liberté humaine : c'est là de nouveau le choix qui doit décider du sort de toute l'humanité. »

J. DE BIVORT DE LA SAUDÉE.

FEUILLETS ALGÉRIENS

Mon enfance a été bercée par les beaux récits que mon père me faisait de son voyage en Algérie. Il y a quarante ans de cela. Il avait vu Alger, Biskra et Constantine. Quand il me décrivait les précipices du Rummel, et, toujours vivement épris des fastes militaires, m'entretenait de la conquête et du siège fameux, de la brèche où le colonel Combe s'élançait avec une échelle, j'avais le vertige, j'entendais la fusillade et l'explosion des sapes, je voyais les zouaves grimper à l'assaut, le long des pentes formidables. Quand il franchissait pour moi le défilé d'El Kantara, entre les rochers rouges, si justement croqués dans son album, je croyais avec lui toucher aux portes du désert. D'être venu si loin, sous un tel ciel, de s'être fait photographier en burnous, selon la coutume, à dos de chameau et près d'un palmier, je croyais mon père un grand voyageur. La géographie ignorée a de ces prestiges sur un cœur, un esprit d'enfant, sensible aux mirages. Pour compléter l'illusion, mon cher papa m'avait rapporté une petite djellaba, et parfois, sur la table jonchée de ses innombrables croquis, il vidait devant moi le contenu d'un banian de cuivre acheté aux souks de Tunis, et qui répandait sous mes doigts une poudre impalpable et nacrée. C'était du sable du désert, ramassé par lui à Biskra, dans les premières dunes.

Sur cette terre d'Algérie, qui me fut si longtemps un sujet merveilleux de rêve, à la fois craint et désiré, me voici main-

tenant à mon tour, ému de cette présence retrouvée du meilleur ami de ma vie, qui m'a précédé ici, dans le temps, comme partout, et qui semble, à chacun de mes pas, m'attendre, me recevoir et me guider, sur la route où je passe après lui, sur la borne où il s'est assis, devant le site qu'il a admiré. Partout mon cœur rejoint un fantôme. Chère présence, qui ne me quitte plus ! Comme ce voyage, — le premier, hélas ! que je ne lui raconterai pas, à mon retour, — prend un charme émouvant pour moi ! Il me rend un instant mon père, dans ces lieux qu'il a visités et que ses récits d'autrefois, par avance, m'ont faits familiers. Je venais ici prendre une leçon de choses, changer d'air. C'est un pèlerinage qui m'attend.

Invité par les services du tourisme (Ofalac) du gouvernement général à visiter l'Algérie pour dire, après coup, ce que j'aurais vu, un des premiers Algérois que je rencontre, dès l'abord, ironiquement, jette un froid sur mon enthousiasme. « Vous venez nous découvrir, vous aussi ? » Il me montre une bibliothèque. « On a déjà beaucoup écrit sur l'Algérie. » Eh ! je le sais, mais comment faire ? Je sais aussi que les Algériens n'aiment guère qu'on leur apprenne qu'ils habitent un très beau pays ; ils ont des raisons de le savoir, et depuis longtemps, sans qu'il faille qu'on débarque tout exprès de la métropole pour le leur corner aux oreilles. Mais l'Algérie, c'est un peu la France. Et si la France, qui ne voyage pas, avait besoin qu'on lui dise, pour qu'elle y aille voir un peu plus souvent, qu'à vingt-deux heures de Marseille, et à trente-deux de Paris, ou plus vite encore par l'avion, commence un magnifique empire, qui la fait, en Afrique, l'héritière de Rome ? Bienfait toujours inépuisable du voyage ! C'est dès qu'on a quitté la France qu'on s'aperçoit de sa grandeur.

Sur le navire qui m'emporte, Marseille, entre ses rochers pâles, n'est plus qu'une lumineuse épure au ras des eaux ; déjà toutes nos petitesses s'estompent, disparaissent ; et nos scandales, et nos querelles. L'attente d'un univers neuf, pressenti dans le vent du large, déjà m'emplit et me soulève. Ce que je quitte est oublié, s'éloigne et s'assourdit devant ce vaste inconnu entr'ouvert, d'espérance et de curiosité. Dans la lente et profonde coupure d'un jour et d'une nuit de mer, le vieux monde, au nord, s'abolit. Demain nous toucherons le sud mystérieux, chargé de prestiges, générateur de tant de rêves.

Demain ? Mais non, le sud commence ici sur le bateau, où les conversations de bord, entre ceux qui savent et retournent vers leurs raisons de vivre, m'introduisent dans la terre promise, d'où, pour qui l'a une fois touchée, il n'est pas, dit-on, de retour.

EN ROUTE

Une phrase de Fromentin, que m'a citée, en traversant la Mitidja, mon compagnon de route, fait extraordinairement le point, dans cette prodigieuse mobilité du paysage à se transformer, à passer du barbare au civilisé. « La végétation rigide et silencieuse des marais... » dit l'auteur d'*Un été dans le Sahel.* Que reconnaîtrait-il à présent, de ces marais, le voyageur-peintre, dans ces riches plaines, autrefois le grenier de Rome, retombées pendant des siècles à l'abandon, ranimées depuis la conquête, et où la travailleuse Algérie a aujourd'hui sa Beauce, son Languedoc ou sa Normandie ? Sous la voûte d'énormes platanes, berceau d'ombre pour le voyageur, la route magnifique se déroule au milieu des champs, des cultures, de gras pâturages. Tous les arbres, toutes les essences. Les palmiers alternant avec les peupliers, la vigne sans fin de Gascogne près de l'olivier provençal. Mais ici l'olivier, chez nous rabougri, réduit à l'écorce, sans nul profit pour qui le coupe, l'olivier algérien est un arbre jeune, en pleine force, l'arbre abondant par excellence, boule ronde de feuillage et de fruits, symbolique vraiment de cette profusion végétale qui jaillit sans effort du sol généreux. Cette campagne a l'air, tout entière, d'un jardin d'essai. Terre promise. Je ne puis noter, pour le peindre, que ces synonymes, relevés à toutes les pages de mon carnet de route : jeunesse, densité, vigueur, vitalité. Tout déborde de vie, d'abondance, d'allégresse heureuse et tranquille ; les troupeaux, les fruits de la terre, et la beauté du paysage. A travers l'air ensoleillé, chargé de pollens et d'aromes, il semble qu'on entende un hymne. Mais pour enregistrer cette richesse et ces variantes, ce changement continuel du décor, du sol, du feuillage, la plume va moins vite que l'auto qui m'emporte ; il faudrait un film, où saisir cette succession d'images, ce renouvellement d'aspects, de sites entrevus, aussitôt enfuis qu'apparus.

Nous avons derrière nous laissé la plaine, gagné la montagne, verte encore. Peu à peu le paysage change. En montant vers Sakamody, par la route aux lacets étroits, aux brusques tournants, nous entrons dans les rochers roses, suivons une corniche surchauffée, mangée de soleil, dans un mamelonnement continu de collines chauves, roses, lilas, par endroits verdoyantes encore d'herbe tendre. Une peau de caméléon gigantesque semble jetée de croupe en croupe. Çà et là, entre deux pentes, on distingue un étroit champ de mil ou d'orge, culture de quels acrobates capables d'accéder à ces crêtes? Le col franchi, en redescendant vers Aumale, voici de nouveau des plateaux chargés de culture, charmante palette de couleurs, où le trèfle rose, la nappe de coquelicots, le tapis de bourrache bleue alternent entre les champs verts du blé, de l'avoine, les jaunes colzas. Et les frênes, les eucalyptus, les oliviers, les pêchers, les lauriers en fleur, au creux des vallées. Cela ressemble à Montréjeau, à Luchon.

Aumale, sur une croupe, est une petite ville militaire, avec son rempart et sa citadelle, et sa vue, plongeant de toutes parts. Après, commence le rocher, la colline de sable, une alternance encore de champs cultivés et de pauvre doum inutile, dont la touffe vert de gris rompt la blondeur éclatante du sol monotone. Plus un arbre. Le mamelonnement continue, adoucissant ses pentes ; nous voici de nouveau à plat ; et devant nous, à l'horizon, de nouveaux monts s'espacent, masses bleues et mauves, découpant leurs entablements nets, comme de gigantesques billards, sur le ciel blanc. La route morne, l'étendue sans borne, où le ciel retombe, à fin d'horizon, comme le rebord d'un couvercle. Aucune vie. Le bled. Une plaque annonce : Bou Saada, 90 kilomètres.

Dans la solitude, parfois, un troupeau de moutons, de chèvres noires et blanches, apparaît, broutant la pierraille, et quand l'auto passe, c'est une panique brusque des bêtes, par centaines, qui soulève un nuage de poussière au bord de la route. Deux, trois Arabes de rencontre, cheminant, poussent devant eux l'âne ou le chameau, chargé de couffins, de sacs, d'outres, de fagots. Promeneurs du désert. D'où viennent-ils? Où s'en vont-ils, à pied, droit devant eux, sans hâte? Peu importe, ils arriveront, ils le savent. Le temps est à eux, comme l'étendue.

BOU SAADA, LE LIEU DU BONHEUR

A cinq heures d'Alger, en auto, voici Bou Saada. Le désert, ou son illusion, et la première palmeraie. Pour l'Algérois, habitué aux longs voyages dans le bled, ce n'est rien, une promenade en banlieue. J'avoue naïvement mon plaisir. Ici commence un nouveau monde, et si ce n'est qu'une illusion, elle est complète, et ravissante. Bou Saada est une petite ville, au creux des palmes, au bord des sables. Soleil éclatant, ciel d'azur. Quarante degrés au thermomètre, mais cette chaleur est sèche, et l'on est bien, surtout dans l'oued nonchalant qui contourne, comme un bras au cou d'une belle fille, la colline où la ville est bâtie. Un fantaisiste, cet oued, comme tous ses frères africains : hier torrent, aujourd'hui mince filet d'eau, bien sage, entre ses rochers et ses sables. De part et d'autre, grâce à lui vivante, la palmeraie étend ses jardins sous l'écran protecteur des palmes. Au sortir du bled surchauffé, quel délice, ce bord de ruisseau dans ce boulevard de feuillage! Quel accueil amical, quel charme plein d'humanité a ce coin de terre perdue où des hommes vivent, entourés du morne désert! C'est le bienfait de l'eau, partout si précieuse, ici véritablement don divin. « Dieu a donné le soleil et l'eau », a dit le sage de l'Islam. Bou Saada porte bien son nom : il veut dire « le lieu du bonheur », et ce bonheur ne peut être que celui des sages, capables d'apprécier l'essentiel. L'essentiel, dans le désert, c'est un peu de terre féconde en légumes, en fruits, de belles palmes pour le repos des yeux, un jardin de fraicheur et d'ombre pour une perpétuelle sieste.

Moi aussi, je saurais y goûter des biens si modestes, et déjà je subis ce charme, qui engourdit très doucement. Je me suis promené dans l'oued, réduit à si peu de chose que ce filet d'eau et ces quelques flaques, entre les rochers où les Bou-Saadiennes, en robe de toile bigarrée, lavent, savonnent, trépignent en riant leur linge, et, l'étalant sur les galets, composent sans y trop penser le plus ravissant ballet de couleurs. Elles avaient fini leur tâche, et le jacassement, les rires, s'étaient tus. La tête droite et les reins cambrés, sous leur chargement de lessive, elles avaient disparu, l'une après l'autre, sous les palmes, dans les jardins proches et les ruelles,

entre leurs deux murs de pisé. Un battoir isolé animait encore, au tournant de l'oued, un écho; et reprenant enfin possession de leur empire, les grenouilles, frénétiquement, dans les joncs, se confiaient les secrets surpris chez les femmes, et déchiraient l'air, comme une étoffe, de leurs réclamations insistantes. Quelquefois, un martin-pêcheur, bleu de roi et beau comme un oiseau de conte, traversait l'espace devant moi, d'un vol courbe, rasait l'eau, puis disparaissait sous les branches.

La couleur des choses était ravissante, et faite de rien, toute en nuances. A l'ombre, le vert des palmes s'estompait d'une poudre grise, le sol était de poussière terne, les galets bleuâtres et froids, les fûts des arbres d'un brun morne. Mais la partie supérieure du paysage diagonalement encore baignée de lumière éclatait avec une splendeur souveraine, et ces mêmes tons misérables prenaient la somptuosité, l'épaisseur lustrée et chaleureuse du velours Le petit mur de boue sèche, à demi éboulé, devenait une matière précieuse et mordorée, le tronc du palmier passait dans le soleil de l'ombre verte au rose tendre, les palmes étaient d'émeraude, le sol semblait saupoudré d'or, où les ombres, projetées en long, étalaient des flaques de laque violette. Mais surtout, dans l'immobilité calme et profonde du tableau, c'était charmant de voir avancer lentement, de l'extrémité du vallon, ou le traverser d'un jardin à l'autre, un beau cavalier fier de son cheval admiré, ou quelque enfant poussant devant lui, à grand renfort de trique et de harri! l'âne raisonnable et dodelinant, attentif où poser le pied quand il s'agit de passer l'eau. Homme, enfant, bêtes, laines blanches, haillons radieux, jambes basanées, regards noirs, en passant de la diagonale d'ombre à la diagonale de soleil qui, dans le jour couchant, coupait de biais le paysage en deux, flamboyaient soudain, comme lustrés, baignés d'ambre ou d'huile sous les pinceaux de la lumière glorieuse. — Cette lumière d'Afrique est femme vraiment; changeante et singulièrement capricieuse en ses effets. Affreuse quand elle tombe, à midi, de haut; bête et crue, effaçant toute nuance, mangeant tout et trouant les yeux. Mais dès que le soleil décline, quand elle commence à allonger autour des objets une ombre couchée et tournante, alors splendide et magicienne, merveilleusement ennoblissante.

Je me suis assis, au soir tombant, dans un de ces calmes jardins de Bou Saada. Les faisceaux des palmes hérissaient de leur vert doré le ciel tendre ; la colline voisine arrondissait contre l'azur son front ras et nu, ses lignes pures et ses sables mauves. Autour de moi, il y avait des figuiers et des pêchers, un beau grenadier en fleur où se mêlait la vigne suspendue, et des carrés modestes de légumes, humbles choux, fèves ménagères et prosaïques potirons nés à l'ombre, entre les haies de cactus et de figuiers de Barbarie, dont la fleur est une rose jaune, captive d'une gangue épineuse et velue. Au palmier, au grenadier près et au cactus, quelque potager de Touraine. Et des colombes roucoulaient, éperdues d'amour, dans le feuillage, cependant que l'âne tournait avec philosophie la noria, et que le soir délicieux tombait sur l'oued assourdi, où l'eau chantait entre les pierres. Alors, pour voir se coucher le soleil, je suis monté à la citadelle, qui domine la ville et le bled, sur un escarpement de rocs.

Dans un anneau de palmes, de micocouliers, d'acacias, de mûriers et d'ormes, Bou Saada superposait ses terrasses de pisé rose et lilas, d'où s'élevait une vapeur d'or. L'ombre violette s'étendait, recouvrant les derniers jeux de la lumière, mais la nuit, venue tout à coup, sans crépuscule, quand le soleil avait disparu, la nuit n'arrêtait pas la vie ; et de la ville au décor biblique, une vaste rumeur montait, abois, palabres, cris d'enfants, toute une chaude animation de bourg. Au delà, dans le désert, les derniers palmiers s'espaçaient, l'oued allait se perdre, en tournant, dans un lit de sable ; quelques dunes de poudre impalpable et blonde se détachaient encore à l'horizon ; puis le net écran d'une falaise de grès, rose et bleu, sertissant d'une arête dure l'infini du sable, au loin s'enfonçant à perte de vue, dans le lilas du soir et le ciel mauve.

LA CARAVANE

J'ai vu la reine de Saba, couchée dans son rouge bassour... J'ai vu du moins son équipage. C'était sur la route de Tauggourt, monotone sous le soleil dru, qui tombait d'aplomb, sans que sa splendeur sans nuance ajoutât aux choses la moindre beauté, car il n'y a rien dans ce désert. Toujours infiniment le sable, la dune et l'alfa, et l'étendue blanche. Puis, soudain,

l'illusion d'une mer, dans la mer de sable, quelque grand lac saharien, le chott d'eaux mortes et salées, sans vague, remous ni rivage. Parfois, sur l'un de ces étangs dont la surface immobile miroite comme un lac d'étain, une blancheur éclate, en se doublant dans ce miroir, troupe de flamants immobiles, elle aussi, sur ses longues pattes. Mais au bruit que fait la voiture, un des oiseaux de neige bat des ailes, les ouvre, s'élance lourdement et se laisse retomber plus loin, d'une planée. D'autres l'imitent, et dans ce déploiement d'ailes blanches, roses par-dessous, c'est un vif éclat vermeil brusque et bref, qui rougoie dans le ciel porté au blanc comme une tôle, et s'éteignant d'un coup avec l'amerrissage des oiseaux, me fait rejoindre Mallarmé, inattendu dans ces parages. « Ce blanc vol fermé que tu poses... »

Et puis, de loin, la caravane est apparue, nombreuse et lente sur la piste. Une caravane d'importance, tout le déménagement d'une tribu, qui, à notre approche, inquiète peut-être, quitte la piste qu'elle semblait suivre, oblique dans l'erg rocailleux. C'est une longue file de piétons, de cavaliers et d'animaux, mêlés, à petits pas. Je compte une trentaine de chameaux, quarante ânes, chargés de sacs et de ballots de toute sorte, de cageaux d'agneaux et de poules, de fourrage en vrac, d'outres de peau de bouc ruisselantes, de rondins, de fagots, de linges et d'ustensiles de ménage. Hommes, femmes, enfants cheminent sans hâte près des bêtes, les femmes seules aussi sous la charge, les hommes le bâton à la main ou le fusil en sautoir, d'une épaule à l'autre. Les chefs ou les riches vont à cheval; d'autres, jambes pendantes, assis sur la croupe de leurs petits ânes. Quelques femmes, par privilège, sont aussi montées sur des ânes, mais, à regarder de plus près, ce sont des mères, avec leur nichée au giron. Les enfants déjà un peu grands trottent dans le sable, entre les animaux de bât, les chiens kabyles à long poil, les ânons et les petits chameaux nus qui suivent leurs mères, et à grands coups de tête dans le ventre, en marchant, cherchent une lampée de lait aux flasques tétines. Les chiens vont et viennent, flanquant la colonne, qu'ils croisent, de conserve avec les cavaliers attentifs au danger possible, aux traînards. Au milieu d'elle, un groupe d'élégants méharis dodelinent de larges nacelles, recouvertes de tendelets d'étoffe montés sur des cerceaux mobiles, où, sous

la toile rouge ou brune, rayée de jaune, tanguent les riches favorites et les jeunes mères, rieuses et emmitouflées, mais le visage découvert, qu'elles cachent d'ailleurs, effarouchées, à notre approche, en s'enfonçant non sans coquetterie dans l'ombre épaisse et pourpre du bassour.

Ainsi dut cheminer, dans le désert, la reine de Saba, sur le palanquin d'écarlate, au pas balancé de son chameau blanc. Rien n'a changé, depuis des siècles, dans l'immensité morne de la vie des sables, où cette colonne rencontrée avance et lentement s'enfonce. Vers quels infinis horizons, vers quelle destinée nouvelle, en ce cheminement sans hâte? Mais déjà ma voiture est loin, et quand je me retourne, la longue et patiente caravane n'est plus qu'un mince trait sombre à l'horizon, dans un nuage de poussière où elle disparaît bientôt à la vue, perdue en l'espace infini où tremble encore une vapeur, volatilisée soudain comme un mirage.

TOUGGOURT

J'arrive à Touggourt en plein midi. L'air brûlant vibre sur la palmeraie. C'est la première ville du sud, les avant-postes du Sahara. Une ville blanche, toute bâtie de plâtre, aux maisons cubiques, à toit plat, avec d'élégantes arcades, promenoirs d'ombre au long des larges places de terre battue et baignées d'une intolérable lumière, où d'énormes palmiers ménagent, çà et là, pour l'œil, de secourables abris, de frais passages reposants. C'est aujourd'hui la fête de Jeanne d'Arc; on a sorti des banderoles, des oriflammes tricolores, qui claquent gaiement, nationalement, au soleil. Sur la place, sous le brun des tentes, il y a marché, grand débit d'herbes et de graines : toute une foule, debout, en burnous, palabrant dans un air d'attente. Je retrouve, avec moins d'ampleur et d'animation, un peu l'atmosphère endiablée de la Djemma el Fna, de Marrakech. C'est un vaste lieu de réunion, d'échanges, de conversations, dans le va-et-vient sans hâte des chameaux et des ânes, la rumeur de forum arabe. Au bord de la blanche esplanade, la palmeraie ouvre ses profondes avenues. La palmeraie, source de vie et raison d'être de ces villes, îlots dans les sables.

Je vais au bureau des affaires indigènes, grande bâtisse

neuve à l'ombre des couleurs françaises, au milieu de jardins charmants où ruissellent, entre les feuillages, d'abondantes eaux artésiennes, dans les canaux de terre. Mon arrivée est annoncée, je trouve l'accueil le plus obligeant. Touggourt est un centre d'administration militaire : c'est le militaire ici qui fait tout, à la fois soldat, préfet, gendarme, médecin, ingénieur, agronome : chef, en un mot, dans tous les domaines. Isolés, ne tenant au reste du monde que par un fil de téléphone, laissés à eux-mêmes, responsables, obligés de décider sur toute chose à l'instant même, et d'agir vite, au mieux des populations indigènes qu'ils administrent, au mieux du prestige français commis à leur soin, les officiers qu'on voit dans ces postes lointains, bastions avancés de la France aux extrémités de l'empire, ces officiers sont magnifiques. Magnifiques d'allant, de jeunesse, d'activité : soutenus par une passion splendide pour leur fonction et leur état, on pourrait dire leur ministère.

J'ai beaucoup goûté jusqu'ici, dans mon voyage, les plaisirs de la découverte, la vacance et le pittoresque, mais voici qu'à Touggourt, je trouve ce qui m'a plu le mieux : le sentiment d'une grandeur, une conception superbe de la vie, par le fait des hommes qui m'accueillent, simplement, le regard rapide et la parole brève, la main franche et l'œil souriant. Un après-midi, une soirée suffisent. Qui vient de notre vieille France, à ces jeunes contacts, éprouve une sensation étonnante de libération, de renouvellement et de pureté. Comme nous voilà loin de nos sales mares, de notre médiocre esprit de chicane et de querelle politique, de nos scandales, de notre routine, de nos intérêts étroits et limités! Ici, la nécessité d'agir, plus que de parler, nettoie l'âme, comme l'immensité du ciel et le reculement profond de l'horizon assainit, affermit l'esprit, en le décapant. Dans ce petit groupe d'hommes jeunes, où j'accède, comme jadis au Maroc, sous Lyautey, dans mes conversations de Rabat et de Marrakech, je respire une plénitude merveilleuse, une activité robuste, une vie spirituelle nouvelle ; et, chose rare, dans chacun de ces chefs en pleine communion avec le réel, une prodigieuse possibilité de rêverie, qui vient sans doute d'un grand sentiment de l'essentiel contemplé dans la solitude.

En dépit de tout son succès, Pierre Benoît, dans son *Atlan-*

tide, a écrit un bien plus grand livre qu'on ne pense : l'anecdote adroite cache le fond, la vérité si juste du thème poétique par lui rencontré, cette morsure profonde de la vie du sud, de l'Afrique rêveuse et aventureuse, sur tous ceux qui l'ont abordée et qu'elle a fait siens. J'écoute parler mes charmants camarades d'un soir, intelligents, lettrés, diserts, alertes, tous vieux blédards enracinés, et à la façon dont ils parlent des choses, de leur état, des paysages, de leur vie, de leurs postes d'hier, de leurs ambitions futures, je me dis que je n'ai jamais encore, avant ce jour, connu que des poètes pour magnifier si bellement et si intensément leur destin et animer l'univers de féerie et de songe qu'ils se sont créé. C'est que ces volontaires partisans de leur idéal vivent ici de la vie qu'ils se sont choisie, et font ce qu'ils aiment. Simplement, passionnément, saintement : en missionnaires, élargis, grandis à l'échelle du décor où ils vivent, à la mesure de l'éternité de l'espace et du temps, devant cette immensité du désert qui se confond pour eux, si jeunes, avec l'immensité de l'avenir, où tout est possible à qui ose agir.

Ce qu'il y a de beau dans l'action de ces hommes capables de rêve, c'est sa précision, le caractère immédiat et limité des problèmes sur quoi elle s'exerce ; le caractère essentiel de ces problèmes, la nécessité d'apporter à chacun, dans le temps le plus bref, une solution. En voici un, entre autres, ici vital : la question de l'eau. Le capitaine P... avec qui je me promène dans le beau et charmant jardin d'essai de Touggourt, tout grondant d'eaux vives, autour du bureau indigène, m'explique la chose. Une palmeraie, c'est, au milieu des sables, mystérieusement, un point d'eau ; tantôt oued, tantôt nappe souterraine et profonde, qu'il faut aller chercher, comme à Touggourt, par puits artésiens, à plusieurs centaines de mètres au cœur de la terre. Ces nappes ne sont pas éternelles ni inépuisables ; le débit, à la longue, change. Que la nappe vienne à diminuer, à s'éteindre, les arbres s'étioleront et mourront, le désert jusque-là chassé et contenu reprendra sa marche offensive, son implacable et sûr investissement par le sable. Déjà, en arrivant à Touggourt, j'ai traversé de pauvres petites oasis où les palmiers ne dressent plus en l'air que d'énormes troncs desséchés, couronnés de palmes brûlées et défeuillues. Émouvantes plantations mourantes, que la vie déjà abandonne. La

question est de savoir sur quelles réserves d'eau une palmeraie peut compter. Quand le puits artésien ne donne plus, que sa pression est devenue insuffisante, on pourra quelque temps encore épuiser la nappe à la pompe : ce sera gagner des années. Il faudra planter les jeunes palmiers dans des creux, les rapprocher ainsi d'autant de l'eau nourricière. Plus tard, quand il n'y aura plus du tout d'eau, la palmeraie disparaîtra.

Étrange vie du désert, où le paysage même, avec le temps, se modifie! On me cite, du côté d'In Salah, des champs de sable, où, il y a dix ans, s'étendaient encore de verts pâturages. Ailleurs, des sondages nouveaux ont révélé, à telles profondeurs, une eau inattendue, la possibilité de plantations neuves, qui, dans vingt ans, seront de riches palmeraies. Ainsi va la vie, au désert : mobile, fuyante, nomade elle aussi. Et cette lutte sans fin pour la conquérir, la défendre! Tandis que, dégagée des tuyaux de fonte du puits, l'eau gronde et bouillonne autour de moi, sous les arbres puissants de Touggourt, ma pensée devance le temps, imagine ces ruisseaux bruyants diminués et devenant peu à peu silencieux, au milieu des verdures accrues, promises à la mort par la soif. Et, comme il parle, j'observe le regard de l'homme qui a étudié le problème et mesure, lui aussi, de l'œil, l'abondance actuelle de ses sources, en supputant les lointains épuisements de l'avenir, cependant qu'accroupi au mur de pisé qui lui dispense ce qu'il lui faut d'ombre, un indifférent Arabe, immobile, estime sans doute que c'est se donner bien inutilement de la peine que de penser aux jours qui viendront avec leur cortège de ruines et leur manque d'eau inévitable, si c'est la volonté de Dieu.

Voilà, symboliquement resserré, le cœur du problème humain qu'entraîne avec soi la civilisation dans nos colonies, où le fatalisme d'Orient, à tous nos efforts, oppose un philosophique et morne à quoi bon? générateur d'ataraxie et d'indifférence. C'est une question délicate, que j'évoque ici, mais comment l'éluder, puisqu'elle revient immanquablement au terme de toutes les conversations entre gens informés, qui pensent et aiment conclure. Ce grand rôle généreux de la France chez les indigènes, ces soins qu'elle leur donne et à leurs enfants, ce savoir qu'elle leur communique, cette

justice et cette police, cette européanisation, cette francisation partout tentées, aussi bien ici qu'au Maroc ou en Indochine, comment cela est-il apprécié des indigènes? Et plus gravement encore, ne viendra-t-il pas un jour où ils se retourneront contre nous, quand nous aurons fait d'eux sinon intellectuellement nos égaux, du moins d'arrogants possesseurs de droits, suffisamment persuadés qu'ils le sont, et n'ont plus besoin de nous? Le pouvoir de Rome, en Afrique, a duré trois siècles, puis s'est défait, évanoui. Nous sommes là depuis cent ans, tout-puissants certes. Mais dans cet univers qu'on entend craquer de partout, quel sera donc son avenir et celui de nos entreprises? Quel fond faire sur un pays où l'on a crié, me dit-on, dans les villes même, *Vive Hitler!* quand on a su, sans plus, qu'il persécutait les juifs? Nous aiment-ils, ces incompréhensibles musulmans? Et que penser de leur fidélité, à l'occasion, quand tant d'éléments troubles les travaillent, et notamment le communisme, si naturellement avantagé et comme à pied d'œuvre dans une population qui, de fait, vit en état de communisme depuis des siècles?

La question est grave. Elle est d'aujourd'hui. Je ne prétends pas la trancher; mais ne pas la poser, serait trahir, puisqu'elle éclate aux yeux et s'impose à tout voyageur aimant regarder, sachant voir, dès que, cessant de contempler le paysage, il s'enquiert, interroge et parle avec ceux qui savent.

DANS LA NUIT D'AFRIQUE

Sur la place, la nuit est tombée. Du sol dur, torride tout le jour, une tiédeur s'élève encore, mais l'air est devenu respirable, et c'est une reprise délicieuse de douceur que je savoure, avec la boisson anisée et fraîche sur la terrasse de l'hôtel. On a sorti les tables, les fauteuils de paille. Les lumières d'un petit café éclairent vaguement la place, et l'obscurité ambiante, où se devine à peine le dessin des arcades blanches à l'autre extrémité du mail, est un grand repos pour les yeux. A la table voisine, un groupe cause. L'aide-major et le capitaine, un ingénieur, un aviateur de passage. Des lambeaux de leur conversation me parviennent. Ils parlent de leur vie d'Afrique, sans regret pour le reste du monde; d'autres villes du sud, d'El Oued, de Laghouat ou de

Gardaia, où l'un a vécu, où l'autre ira demain; de tel livre lu, d'un raid d'avion, de l'état d'une route à tel point. L'univers où ils vivent, ces blédards, dans leur perpétuel voyage, est vaste et s'étend loin, dans la pensée. Moi, je pense à mes deux, trois cents kilomètres par jour, à mes longues heures d'auto matinales, et je croyais être aussi un grand voyageur! Mais mon horizon, à côté du leur, est à peu près celui d'une tortue. Pour eux, tout est près, au bout de la main, et l'Afrique entière, à leurs yeux, n'est pas plus impressionnante que sa carte, où le pouce mis sur Alger, l'index en tournant touche l'Égypte, le Maroc, le Soudan. L'aviateur, arrivé d'Alger ce matin, demain sera à Taourirt, ou à Fort-Flatters. Plus de distance, tout est simple. Un tel, du Maroc, arrivera dans la matinée. De cercle en cercle, de poste en poste, les échanges, les communications et les visites s'organisent. On discute le transsaharien, son trajet possible, son utilité, maintenant que l'avion, le car... Animation, chaleur d'idées, jeunes et neuves! Sans les voir, je devine, aux voix, les visages. Puis ces voix s'espacent, le silence. Mohamed renouvelle les verres. La nuit règne, où chacun se perd dans sa rêverie, regagne ses songes. Quel calme, quelle majesté dans la nuit profonde, le ciel bleu saphir constellé d'étoiles, par myriades, miroitantes!... Mais voilà qu'une fusée monte, soudain siffle, éclate, fait mollement pôf! et d'être montée si haut tout d'un coup, s'arrête, jette sa gerbe fatiguée, qui retombe en courbes chutes de chenilles dansantes, vertes, bleues, rouges. D'autres encore, isolées, par grappes. Le feu d'artifice pour Jeanne d'Arc. J'avais oublié Jeanne d'Arc. Et les cris d'enfants excités par la pétarade céleste, l'averse brillante d'étincelles, et ces belles étoiles passagères, offusquant dans leur chute un instant les autres, les vraies, celles qui durent, et qui, une fois le calme revenu, brillent plus douces et plus belles, ayant pour elles, en plus, l'éternité.

Je fais quelques pas sur la place, avec mon compagnon de route, vétéran du Maroc, du Rif, de l'Oranie et de Verdun, qui sait tout des hommes et des choses d'Afrique, dont les vingt premiers kilomètres parcourus ensemble, et une demi-douzaine d'anecdotes, m'ont fait un ami. Nous devisons, d'histoire, de livres et de gens. Un jeune yaouled quelconque, prêt à rendre bien des services, sort de l'ombre à notre ren-

contre, et s'offre obligeamment à nous faire part de ses connaissances sur la vie nocturne de Touggourt. Je remercie ce bon jeune homme, et nous nous perdons seuls, sans guide, dans les vieux quartiers, les longs couloirs d'ombre, où des bacs d'acétylène, de place en place suspendus au mur par un clou, ouvrent de brefs ronds de lumière et, entre deux pans d'obscurité, révèlent d'étranges promeneurs, formes blanches, des conciliabules sur le pas des portes, un va-et-vient silencieux de passants aux pieds nus, des groupes palabrant sous des voûtes, et des marchandages sans fin à l'entrée du gourbi des femmes, d'où monte un tamtam assourdi. Dense et mystérieuse, l'ombre stagne, étouffant les bruits, de loin en loin trouée par le halo d'or des lampes, dont la flamme sifile, fleur blême au cœur bleu, immobile et raide dans la nuit sans souffle, la nuit noire et or.

Nous rentrons, longeant la palmeraie, masse sombre, aux piliers de cathédrale, où couve le silence, monotonement rompu par le murmure de l'eau invisible et grondante, et la chanterelle mineure des grillons. L'air est tiède. Le ciel vibre d'astres. Il faut se taire, respecter ce calme, cette paix, cette grandeur de la religieuse nuit d'Afrique.

LE SOIR SUR L'EAU A TEMACINE

A peu de distance de Touggourt, je suis allé voir Tamellhat, petit bourg célèbre par son marabout. Pur village arabe, avec ses passages voûtés et ses arcs de plâtre grenu, rosi, mordoré par le temps. Entre deux cintres à claire-voie, un fragment de ciel s'insérait, tranche nette d'azur engendrant de beaux entrelacs de lumière et d'ombre dans les ruelles, où le mur de boue devient d'or, sous la caresse du soleil. Au cœur d'un paisible dédale de couloirs, de places, de petites rues, au travers desquelles monte soudain le nasillement d'une école, où de petits Arabes, en dodelinant de la tête, ânonnent à psalmodier le Coran, s'élèvent deux mosquées, l'une ancienne, l'autre neuve. L'ancienne, qui abrite des tombeaux sacrés sous une gerbe d'étendards fanés, n'a pour elle que ses vieilles faïences, douces au regard dans la pénombre. La nouvelle n'a d'autre intérêt que celui d'un travail moderne et son intérieur à coupole revêtu de stucs peints et cisaillés au canif, imitant assez

bien la faïence par leur coloris. L'ensemble reste maladroit et pauvre, mais dit bien la continuité de cette architecture arabe, qui ne se propose que de répéter, inlassablement, le même type de bâtisse et les mêmes thèmes de décoration.

Que c'est donc loin de ce beau génie constructeur que l'on voit fleurir au Maroc, avec une diversité si riante dans la fantaisie décorative et tant de grandeur dans la conception du monument! Il faut l'avouer, l'Algérie, qui se sauve par la beauté et la variété de ses paysages, est pauvre en fait d'art. Y aurait-il un jansénisme musulman? Jusque dans la construction de ses temples, l'esprit arabe implique un profond désintéressement à l'égard de tout raffinement, de tout luxe. C'est un esprit de paysans, sans goût pour l'embellissement et l'entretien de la demeure. Tels ils ont vécu il y a mille ans, tels ils continuent de vivre encore. Quatre murs de pisé suffisent, quand ce n'est pas la tente noire du nomade, où s'entasser, toute une famille, une toile ou un vieux sac en guise de porte sur le seuil, et couchés en vrac, dans une odeur asphyxiante, se tenir chaud, dans les nuits rudes. Une expérience a été tentée, pour apprendre un peu le confort à ces primitifs. Mais ses résultats singuliers ont dû, j'imagine, donner à penser à l'administration bienveillante qui avait rêvé de rendre la vie douce à qui préfère, peut-être à juste titre, ses usages. Un village à l'européenne a été donné à quelques familles arabes. Quand, six mois plus tard, on est venu examiner sur place les conquêtes du bien-être et de la civilisation, on a trouvé les chevaux et les ânes dans la chambre et les gens pêle-mêle dans la cuisine ou dans la cave, dont ils avaient fait leur salle commune, où dormir, cuisiner, manger. Après tout, pourquoi vouloir changer à toute force les manies séculaires d'une race? La civilisation n'a de chance de servir que si elle est un minimum : police, hygiène, sécurité et de bonnes récoltes pour que les indigènes vivent. Mais faire d'eux des électeurs, c'est créer autant de mécontents.

Nous avons des amis pourtant en Islam. Ai-je dit l'accueil avenant reçu avant-hier, à la zaouia d'El Hamel, près de Bou-Saada, où, quand il a visité le séminaire coranique, l'étranger est si bien traité dans l'hospitalière demeure du marabout? Autre charmant modèle d'amitié. A Temacine, à la fin du jour, l'aga prévenu m'attendait, pour me faire avec courtoisie les

honneurs de son beau jardin. L'aga de Temacine est un personnage, grand Français de cœur et fort riche. Il parle notre langue avec une exactitude parfaite, le plus savoureux souci des nuances. Fort instruit, en outre, fort poli, fort simple, attentif et spirituel. N'était la religion, ces Arabes, après tout, sont très près de nous. Brun, les yeux vifs, la barbe grisonnante et le nez court, petit, bien pris, disert et courtois comme il est, celui-ci, quand il s'habille à l'européenne pour venir soigner, chaque année, son foie à Vichy, à Royat, doit assez bien ressembler au président du tribunal de Castelnaudary ou d'Auch, à quelque notable propriétaire terrien du Lot ou du Gard. Je n'ai pas visité sa maison, de simple apparence, mais vaste, à en juger par le nombre de couloirs et de cours qu'il faut traverser pour arriver à son jardin, où sont reçus si gracieusement les hôtes de passage.

Je n'ai rien vu de plus charmant dans mon voyage. C'est un jardin rustique, planté de vigne, de palmiers et de lauriers roses, avec une longue allée couverte de claies de bambous, qui conduit au bord d'un petit lac parfaitement inattendu dans ce pays de dunes et de sables. Il y a une table au bord de l'eau, quelques chaises. On nous a apporté le thé à la menthe, brûlant et sucré, et nous avons conversé, une bonne heure, tout en admirant le paysage qui est proprement délicieux. Comment le décrire? Il est fait de rien. Ce lac, tout d'argent, rose et mauve, qui reflétait le ciel, et dont quelques poissons, en sautant après les moustiques, à fleur d'eau, rompant la surface, y déterminaient par endroits de brèves ondes. Au delà, il y avait une rive de fin sable jaune, un remblai de terre et de rochers rouges, du sable encore, d'un or plus sombre et, à l'arrière-plan, une falaise de dunes durcies, couleur de rose morte, sur laquelle tranchait un écran de palmiers très hauts, au tronc soigneusement élagué et dont les panaches lancéolés, dominant la crête, découpaient leurs touffes vert de bronze sur le ciel d'un bleu si léger qu'il semblait avoir été fraîchement lavé à l'aquarelle.

Une petite palmeraie épousait la courbe du lac, et le soleil couchant mordorait amoureusement l'épaisse verdure. Les oiseaux du soir, réfugiés dans le feuillage, tenaient un dernier conciliabule étourdissant. Il faisait chaud et l'air était doux. Après la torride journée, la fraîcheur qui montait du lac pro-

voquait une détente exquise. Il n'y avait pas un souffle, les palmes planaient immobiles, et les poissons ayant fini leur chasse et s'étant sans doute couchés, l'eau était redevenue si calme qu'elle doublait exactement le paysage en le reflétant, et que c'était deux fois délicieux. A un moment, pour rendre le tableau plus complet, longeant le lac sur le bord opposé à celui où nous nous trouvions, une grande femme vêtue de rouge est apparue, d'un pas lent, écarlate dans la lumière contre la verdure, puis d'un rouge plus sombre, jusqu'au pourpre, à l'ombre des arbres, minuscule dans l'éloignement, et noble, en sa grande robe aux beaux plis, comme une de ces figures à l'antique que Poussin, pour donner l'échelle, met parfois dans ses paysages. Puis le soir est tombé tout d'un coup, les couleurs se sont assourdies, le ciel est devenu plus pâle, et brusquement, Vénus a paru, au zénith. Je voudrais être peintre, j'aurais fait là, je crois, une de mes meilleures toiles, l'une enfin de celles que j'aurais peintes avec le plus d'amour, tant l'heure avait de douceur musicale et tendre, et le repos était charmant dans ce jardin hospitalier. Serais-je plus adroit, si j'étais peintre? Pour dire, la plume à la main, le charme poétique d'un endroit, il faudrait s'abstenir rigoureusement d'écrire le mot poésie, — mais je ne puis faire autrement, et puisque voilà le mot lâché, comment le reprendre ou l'effacer? Il dit tout ce que je n'ai pas dit.

Comme nous allions repartir, et qu'il avait sans doute apprécié le plaisir que j'avais pris dans son jardin, l'aga a voulu faire encore quelque chose pour moi, et, pour que je l'admire, frappant ses mains l'une contre l'autre, il a fait venir son cheval, une très belle bête, en effet, dont son maître pouvait être fier. Après quoi, il m'a présenté à sa fille, à sa belle-sœur, à sa bru. J'enregistre avec plaisir ces menus traits de bonhomie, qui peignent un hôte courtois. Reviendrai-je jamais à Temacine? Je ne sais. Mais voilà pour me souvenir. Jusqu'ici, c'est le plus joli moment de ma promenade.

BOUTIN, L'HOMME A QUI NOUS DEVONS L'ALGÉRIE

A chaque pas qu'on met l'un devant l'autre, en Algérie, se lève un souvenir de la conquête. Constantine, Palestro, Zaatcha, chaque ville, chaque village évoque un fait d'armes,

une victoire. La structure de la colonie en est demeurée militaire. Justice à rendre à ces soldats qui, du premier jour, après s'être battus, ont vu juste, trouvé le point d'eau, le passage, choisi la route et jeté le pont, prévu le développement futur. Un exemple typique. La route de Tizi-Ouzou à Fort National date de l'expédition de Kabylie : trente kilomètres en montagne, construite en vingt jours par l'armée, quarante mille hommes, répartis en quatre équipes de terrassiers, travaillant jour et nuit dans le roc abrupt. Élargie depuis, remblayée et consolidée, c'est la même qui sert encore aujourd'hui, sans qu'il ait fallu modifier une courbe. « Ces Français sont forts, disaient les Arabes, ils vainquent la montagne. » C'était encore l'étonnement d'Abd-el-Krim, après sa capture dans le Rif, en 1926. Comme on le ramenait dans nos lignes, il vit les routes, jetées par nos troupes à travers le bled où, trois semaines auparavant, il s'était battu, de pierre en pierre. « Je comprends pourquoi j'ai été vaincu », dit-il à cette vue.

Pour qui aime l'histoire, et la sent, cette Afrique a cela d'émouvant qu'elle est un grand lieu de recommencements. Mêmes coulées de Carthage au Maroc, où ont glissé les invasions, suivant une même flèche indicatrice. La route d'Annibal, par l'Aurès, gagnant les colonnes d'Hercule et l'Espagne, pour marcher à revers sur Rome. La route des Vandales, de Bélisaire, des Arabes. En 1830, quand la France, après quinze siècles, est venue relever la tradition de Rome en Afrique, c'est toujours un poste de légionnaires dont nos troupes ont retrouvé la ruine en aménageant le fortin. Les anciennes dalles romaines servent encore à El Kantara, sur le pont fameux, d'une seule arche. Partout, nous ne faisons que donner la main à nos prédécesseurs.

Parmi les grandes figures héroïques des beaux soldats à qui nous devons la conquête, il en est une, au premier plan, peu connue chez nous, mais que l'Afrique honore, justement, et n'oublie pas : ce commandant Boutin, du génie, qui sous l'Empire, le premier, a donné les plans d'un débarquement, déterminé à un pas près la voie à suivre. Magnifique histoire, qui vaut d'être redite. En 1808, préoccupé de frapper l'Angleterre en Orient, Napoléon a pensé à porter une armée en Afrique, établir une base à Alger, pour contrebalancer Gibraltar et Malte. Afin d'examiner le terrain, le lieu de des-

cente, d'assurer les meilleures conditions de l'expédition, il charge le ministre de la Marine, l'amiral Decrès, de lui trouver l'homme « capable » et nécessaire, l'officier du génie qu'il lui faut. Avec sa netteté, sa rapidité coutumière, il précise, dans sa note secrète du 18 avril : « Un pied sur cette terre d'Afrique donnera à penser à l'Angleterre. Quels seraient les ports où l'armée, une fois débarquée, pourrait être ravitaillée ?... Combien peuvent-ils contenir de frégates, de bricks, de gabarres ?... Quelle est la saison ?... Je ne vous demande une réponse que dans un mois, mais, pendant ce temps, recueillez des matériaux tels qu'il n'y ait pas de mais, de si, de car. Envoyez un de vos ingénieurs discrets sur un brick, qui puisse causer avec le sieur Thainville [Dubois-Thainville, consul général à Alger] : mais il faut que ce soit un homme de tact et de talent. Il faudrait que cet ingénieur soit un peu officier de marine et un peu ingénieur de terre. Il faut qu'il se promène lui-même en dedans et en dehors des murs, et que, rentré chez lui, il écrive ses observations, afin qu'il ne nous apporte pas des rêveries... »

Decrès se met en quête, et trouve l'homme : ce sera le chef de bataillon Boutin, du génie. Breton d'origine, trente-six ans, de très beaux états de service : sorti des écoles de Mézières et de Metz au début de la Révolution, il a participé avec éclat aux campagnes du Rhin, de Suisse, d'Italie, du Danube, s'est signalé à Maestricht, au Saint-Gothard, au siège d'Ulm, et particulièrement à Constantinople, où, sous les ordres de Sébastiani, il a assuré la défense de la ville contre les Anglais, construit en trois jours, à la pointe du Sérail, les batteries de trois cents canons qui rendent la Sublime Porte imprenable. L'Empereur le connaît déjà ; Sébastiani a demandé pour lui une récompense. « J'ai plusieurs fois entretenu Votre Majesté des services qu'a rendus M. Boutin. » Agréé, le 7 mai il est à Toulon, s'embarque en civil le surlendemain sur le *Requin*, lequel, après avoir donné le change aux Anglais qui tiennent la mer, trompe leur surveillance et aborde à Tunis le 14. De là Boutin gagne Alger, où il arrive le 24, et restera jusqu'au 17 juillet, tout à sa mission difficile.

En sept semaines, se conformant de point en point aux intentions de l'Empereur, il visitera toute la côte, du cap Matifou à Sidi Ferruch et au delà ; tantôt seul, tantôt, sous pré-

texte de pêche ou de chasse, accompagné de Dubois-Thainville ou du janissaire attaché au consulat. L'attention du dey, naturellement, avait été vite éveillée par les démarches de ce singulier promeneur, qui veut trop voir, et, à toute occasion, dépassant les limites assignées aux Européens, montre audacieusement son chapeau de roumi dans toutes les parties de la ville réservées à la seule gent coiffée de turban ou de fez : tant et si bien que le dey menaça le janissaire de le faire enterrer tout vif, s'il continuait à servir la curiosité de l'indiscret Français.

Nonobstant les difficultés et le péril de l'entreprise, Boutin, dans ces sept semaines, a tout vu : la ville, la campagne, les points de descente éventuelle et de résistance possible, l'état des fortifications, les forces du dey ; la nature du fond de mer et la profondeur des eaux. Tout pesé, un seul lieu lui paraît propre au débarquement d'une expédition : la double baie, des deux parts de la presqu'île de Sidi Ferruch, où Bourmont, en effet, débarquera sans accroc en 1830.

Le soir, de retour au consulat, le chef de bataillon met sur le papier ses notes, ses croquis. Comme il sait voir, il sait prévoir : la possibilité de l'atterrissage en chaloupes, et une fois que l'expédition aura pris terre, la possibilité pour elle de se former en masses sur la côte en arrière de Sidi Ferruch ; la marche sans encombre de l'armée, en direction de Fort l'Empereur, pour prendre Alger à revers, par le seul côté vulnérable. Il a déterminé le lieu de la descente, il désigne ainsi l'objectif. Il décrit les ouvrages de défense, leur artillerie et leur force, le nombre des canons, leur calibre ; les moyens d'accès, la troupe convenable à la réussite du projet : trente-cinq à quarante mille hommes, principalement d'infanterie. Un mois, à son compte, suffit pour assurer le succès de l'entreprise. Et Boutin voit plus loin que la prise d'Alger : il envisage même la pénétration à l'intérieur du pays, dans la direction du sud, et la conquête moins par la force que par la persuasion. « C'est surtout l'affaire du temps, et nous ne devons espérer ce résultat qu'en nous faisant aimer sur le littoral. » A ce trait humain et réaliste, reconnaissons l'homme de tact et de talent qu'avait souhaité Napoléon. Decrès avait été véritablement heureux dans son choix.

Mais ce n'était pas tout d'avoir vu. L'enquête finie, juste

dans le temps que le prolongement de ses investigations et de son séjour en terre beylicale était devenu tout à fait impossible, Boutin, lui aussi menacé d'être « brûlé vif dans des excréments de juifs », Boutin se rembarque sur le *Requin* qui l'attendait. Il s'agit d'échapper encore aux Anglais, mais cette fois la chance a tourné : le *Requin* est pris, devant Monaco, par une frégate britannique, emmené à Malte, d'où le commandant s'échappera, et par Smyrne, après mainte péripétie, pourra rejoindre utilement Constantinople ; de là, en novembre, regagner la France et Paris. Au moment d'être fait prisonnier, avec l'équipage du *Requin*, Boutin avait déchiré et jeté à l'eau ses papiers. Voilà peut-être le plus admirable de l'affaire : plans, cotes, cartes, chiffres, dessins et renseignements de tous ordres, il reconstituera tout de mémoire, et cela formera la matière du merveilleux rapport qu'en novembre de cette même année 1808, il adressera à Decrès, pour le transmettre à l'Empereur. Malheureusement, les affaires d'Espagne et la nouvelle campagne d'Autriche détourneront Napoléon de donner suite à son projet de descente en Algérie ; et le rapport alla dormir dans les archives du ministère de la Guerre, où il devait être retrouvé en 1827 et servir, point par point, à la préparation des opérations de 1830.

Boutin n'était pas réservé au bonheur d'assister et de participer à la réussite du plan si justement conçu et arrêté par lui, vingt-deux années auparavant. Blessé et promu colonel à Wagram, il s'était, en 1811, vu charger par l'Empereur, qui ne l'oubliait pas et qui, sans doute, avait apprécié son rapport d'Alger, d'une nouvelle mission en Égypte et en Syrie, dont il s'agissait d'aller examiner sur place et reconnaître la situation politique et militaire. « Il est dans ma destinée de courir sans cesse ! » avait dit Boutin. Après quatre années de fouilles, de recherches, d'enquêtes, au milieu des tribus dont sa parfaite connaissance de la langue, non moins que sa pratique des choses de l'Islam, lui avaient facilité l'accès et le commerce, la mission de Boutin s'était achevée, et, de Syrie, le colonel s'apprêtait à revenir en France, quand il mourut, en 1815, au cours d'une dernière expédition à travers les monts Ansariehs, assassiné par des fanatiques, sur la route de Lattakieh, aux environs d'El Blatta.

La fin de ce beau soldat politique (au surplus lettré, anti-

quaire, curieux et connaisseur d'hommes) s'éclaire d'une touche romanesque. Qui se chargera, en effet, d'aller recueillir ses restes et de le venger, avec cet éclat un peu théâtral qu'elle donne à ce qu'elle entreprend ? C'est la fameuse lady Stanhope, l'aventureuse et mystérieuse reine de Palmyre. Nous savons, par une de ses lettres, dans quelles circonstances le malheureux trouva la mort. Sa mission remplie, il avait voulu revoir certains lieux où l'avait déjà fait passer sa vie errante, notamment les ruines de Balbek. Il avait laissé ses papiers et ses collections de médailles, de statuettes et de papyrus (1) à lady Esther; nonobstant les conseils de prudence qu'on lui prodiguait à Hama, il voulut traverser les monts Ansariehs, et partit à cheval, escorté d'un seul domestique. Inquiète de ne pas le voir revenir dans le temps qu'il avait fixé, lady Stanhope, dont Boutin avait été l'hôte, à Abra, et qui peut-être l'a aimé, admirant en lui, dit-elle, « toutes les vertus et la fermeté d'un ancien Romain, les talents et l'honneur d'un Français », lady Stanhope fit entreprendre des recherches. Les corps mutilés des deux hommes furent retrouvés, près d'El Blatta, et l'Anglaise aussitôt réclama bruyamment vengeance auprès du pacha d'Acre, Soliman. Comme il ne répondait pas assez vite, elle alla le voir, à cheval, dans Acre, à la tête d'une troupe hardie et fastueuse, et par son énergie à demander justice, elle décida enfin ce Soliman à intervenir. L'assassin de Boutin était connu ; c'était, disait-on, le beau-fils d'un cheik des Hashashins dont le village fut brûlé, pour l'exemple, après qu'on en eut massacré les habitants au cours d'une expédition à la turque. Entre temps, lady Esther ayant assuré la sépulture du colonel, avait fait élever un monument à sa mémoire. Il en reste un autre à dresser : le livre où serait contée, par le détail, la vie exemplaire et féconde de ce magnifique Français, un des premiers artisans de la Conquête; ignoré de tous, comme il en va, excepté des seuls spécialistes.

ROME EN AFRIQUE

J'ai donné trois journées entières à Timgad, à Djemila, à Tipasa et à Cherchel, l'antique Césarée. J'aime infiniment ces ruines romaines, belles à voir, évocatrices, chargées d'une

(1) Voir la curieuse liste de ces collections, dans le joli livre de Mme Paule Henry-Bordeaux sur *la Circé du désert, lady Stanhope*, où nous avons retrouvé Boutin.

si grande réserve philosophique d'émotion. Symbole de force et de grandeur, quand cette grandeur et cette force ne sont plus. Du plus loin que l'on l'aperçoit, avec ses colonnes debout qui ne portent plus rien, comme autant de stèles funèbres, Timgad semble un vaste cimetière. Du cœur de la ville, sur les marches qui montent au Forum, au milieu du Decumanus maximus aux larges dalles, qui la traverse d'est en ouest, la vue embrasse l'immense champ dévasté et vide. Nul bruit, nul passage humain ne trouble la désolation silencieuse et solitaire des ruines. Fouillé, pioché, déblayé jusqu'aux fondations, le sol a livré ses secrets; la vie s'est enfuie depuis quinze siècles, comme l'eau a cessé de couler dans la fontaine, mais le décor de pierre morte restitue à l'esprit toutes les formes de ce qui fut là, autrefois, la vie : une grande colonie militaire, bâtie par Trajan pour ses légionnaires dans le plus beau temps de l'empire.

Que laisserons-nous de nos arts et de nos bâtisses, nous, dans mille ans? Que deviendra notre béton, notre ciment armé, quand le fer, à l'intérieur, aura désagrégé son armature? La ruine romaine est splendide. En dépit du feu, de la terre qui tremble, des guerres, de la destruction continue et de toute sorte, en dépit des hommes et de la nature, ces blocs ajustés ont pu se dénouer, rompre leurs puissants assemblages : le bloc demeure, éboulé dans l'herbe, et, par sa masse, reste beau. Le plus informe parle, émeut dans sa démesure. Ces tambours géants, à vos pieds, avec leurs profondes cannelures, leur décoration d'acanthes, leurs sculptures, l'esprit, surhumainement, les redresse, et à contempler leurs frères demeurés debout, par miracle, avec leurs couronnes de corniches, si légères dans l'azur du ciel où elles déroulent encore leurs guirlandes, leurs fruits, leurs figures, l'imagination se prend à rêver et se demande quels Titans ont pu, à bout de bras, lancer dans le ciel ces masses formidables; quels autres géants même sont parvenus à les disjoindre, et à les précipiter sur le sol, comme si en ses continuelles alternances de civilisation et de barbarie, la moitié du monde, éternellement, était occupée à détruire le travail de l'autre moitié.

Dans cette affliction mortelle qu'engendre, jusqu'au serrement de cœur, le triomphe partout constaté du barbare, et celui du temps, qu'est-ce donc qui parle si fort à l'esprit? J'ai

rêvé sur bien des ruines, à Rome même, en Italie, dans notre Provence, à Nîmes, à Vaison, à Arles. Pompéi ne m'a pas laissé une impression plus émouvante que Timgad, où tout dit la vie disparue, la grandeur et le raffinement romains. Ici, chaque maison est repérée, délimitée entre les rues, et le détail journalier de l'antique usage se révèle, à travers le tuf massacré. Voici la chambre, l'atrium, le cellier, le vivier, les bains, les piscines du maître et celle des esclaves, le sous-sol et les chaufferies, où, dans la brique délitée, la fumée et le feu ont laissé leurs traces; la paroi double, où, sous le revêtement de marbre, circulaient l'air chaud, la vapeur. Dans le sol, parmi l'éboulis, où courent aujourd'hui d'agiles lézards, où frissonnent les légères ombelles des scabieuses, un fragment coloré de paviment, un pâle relief de stuc ou de peinture, raniment au milieu des décombres l'idée du décor choisi et luxueux, que l'ensemble sauvé de la mosaïque ou de la fresque vous restituera tout à l'heure au musée, avec une force singulière de tristesse et d'évocation. Oui, sans doute, elles sont charmantes, ces mosaïques, et d'un délicieux coloris. Mais je n'ai jamais regardé, pour ma part, sans éprouver une sorte de vertige, comme au bord des gouffres du temps, ces assemblages délicats de menues pierres polychromes, ces damiers de lisses images, où ruissellent de fictives eaux, où baignent, nagent, voltigent et rayonnent, entre les rinceaux et les fleurs, d'immobiles Neptunes, de souples nymphes, et rêvent, surtout, ces longues figures féminines aux grands yeux, qui, à défaut de la peinture, nous mettent encore dans l'esprit l'idée que les anciens aimaient à se faire des formes les plus humaines de la vie, en leurs représentations décoratives, pour l'ornement de leurs villas et de leurs temples.

A Timgad, les monuments donnent, par leur ampleur et leur beauté, une haute idée de l'importance qu'eut cette ville. C'est une ville de grands fonctionnaires, de riches colons, sur la route de Carthage à Biskra, à travers l'Aurès. La défense était à Lambèze, poste militaire avancé, à dix kilomètres dans la plaine, où l'on voit encore un majestueux prétorium, superbe échantillon de G. Q. G. romain, à deux étages, sur quatre arches. Timgad s'ouvre par un arc splendide à trois baies, construit par Trajan, à cheval sur la décumane et creusé de niches entre colonnes, sous fronton. Le marbre est tombé,

le gros appareil seul subsiste, de grès rougeâtre, que le soleil magnifiquement transforme en blocs d'or. Il y a un très beau théâtre, intelligemment restauré ; un vaste forum au dallage intact, où l'on accède par un escalier monumental. Des bains gigantesques, plusieurs temples, une bibliothèque charmante. C'est, dans la partie la plus élevée de la ville, construite sur un mamelon en dos d'âne, un hémicycle de petite dimension, mais d'une proportion ravissante, où mènent cinq ou six degrés de pierre blanche, accédant à un péristyle. Le sol en est dallé de grès bleu ; il devait y avoir, au milieu de l'hémicycle, un autel entre deux colonnes d'albâtre, flanqué de part et d'autre de six autres colonnes d'un marbre de neige, retrouvées sur place et relevées. Sur ce qui demeure du mur, à hauteur de main, on voit des niches en alvéoles où étaient conservés les manuscrits et les tablettes. Au milieu de ces pierres nues, éblouissantes de lumière, je pense aux lointains Timgadiens lettrés, familiers de ce lieu charmant ; et malgré moi, devant l'une de ces niches à livres, en fermant les yeux, je lève la main sur l'entablement, à la recherche imaginaire du papyrus où lire Salluste et Virgile, ou mieux encore, les écrits de Juba II, le roi de Maurétanie philosophe et bon helléniste.

Sans fin, sans fatigue, des heures, sous le dur soleil, mû par une curiosité pathétique de la mort, avant de redescendre vers le joli musée de sculpture et de mosaïque, de la bibliothèque au temple des Victoires, de l'Arc de Trajan à la maison de l'Hermaphrodite, des thermes aux rostres, du capitole au marché et au baptistère mosaïqué où la pierre imite un tapis de laine pourpre et brune, posé sur le rebord arrondi de la piscine octogonale, j'ai déambulé sur les larges dalles romaines et dans le poudreux cailloutis des fouilles, où la luzerne en fleur et les tremblantes pâquerettes sont les seules choses vivantes, avec le lézard et la chenille, dans ces champs de mort millénaire. Aux rayons du couchant les colonnes innombrables, comme autant de pierres votives, se teignaient de rose et de reflets d'or. Mille pensées confuses m'animaient, alternant de la tristesse des ruines à la sympathie pour tant de fantômes qu'excite à l'imagination la solitude si chargée de cette ville spectrale et déserte. La colonne tronquée, sous la main, était chaude ; la pierre lisse et douce au regard. Mais l'eau ne cou-

lait plus dans la fontaine usée, aux bouches desséchées des mascarons, et nulle roue de char ne retentissait plus aux ornières creusées dans le pavé bleuâtre du cardo. Il n'y a là plus rien de Rome qu'un souvenir, mais sur ces ruines, immobile, un témoin de Rome est resté, cet Arabe dans son burnous blanc, le petit-fils demeuré immuablement pareil à ses pères, ceux-là qui, assis à la même place, ont regardé mourir le dernier Romain. Et à travers lui, je pensais à ceux qui vivaient là, il y a quatorze cents ans, dans l'orgueil, la sûreté et l'ordre, au temps des aigles et du marbre neuf.

Des marches du Temple de la Colonie, je regarde le vaste horizon des collines nues autour de moi, et sur les dangereuses crêtes, il me semble apercevoir se découper la silhouette des cavaliers de Massinissa, dont parle Salluste, prêts à fondre sur la cité abandonnée, qu'aucun secours ne peut défendre désormais. Quel beau drame, en ces jours tournants de l'histoire! On règne, on plane à l'apogée, et brusquement la fortune change. Les Vandales déferlent, en ruée. Timgad est détruite. Quand les Byzantins de Bélisaire s'y viennent établir en vainqueurs, un siècle plus tard, ils disent avoir dû relever la ville ruinée. Au VIe siècle, arrivent les Arabes; derrière eux, ce qu'ils laisseront de débris et de cendres fumantes, les Berbères viendront le piller, pour s'enfuir après, dans leurs montagnes, avec leurs dépouilles. Ensuite, c'est le sable sur la cité morte, et de jour en jour, de siècle en siècle, jusqu'à nous, ce lent et mystérieux recouvrement de la ruine, sous la poussière accumulée en fines couches impalpables, jusqu'au total enfouissement.

C'est un singulier phénomène que cet enfouissement des villes anciennes, mangées, englouties par le sable. Dans un creux, même en terrain plat, la chose s'explique. Mais Timgad est sur le renflement d'une colline; et plus extraordinaire encore Djemila, en pleine Kabylie, Djemila à cheval sur sa crête, qui forme éperon et de trois côtés domine la vallée : Djemila qui dormait encore il y a vingt-cinq ans, insoupçonnée, sauf une corniche ou le faîte d'un arc apparent, pointant de sous quatre ou cinq mètres de terre. Les archéologues, sans les expliquer, approuvent beaucoup ces fantaisies de la nature qui leur ménage, au delà des siècles, des trouvailles. En 1909, un administrateur des colonies qui allait prendre sa retraite,

M. de Crésoles, venu là par curiosité, fit donner quelques coups de pioche pour dégager de vieilles pierres affleurant dans l'herbe, à flanc de coteau. Des fondations apparurent, intéressantes; les fouilles furent poursuivies, devant soi, au hasard d'un mur retrouvé debout, sous le gravat protecteur d'une voie dallée mise à jour. Lent travail, sans plan, sans crédits. La guerre est venue, et d'autres soucis, avec elle, que de vieilles ruines, parmi tant de neuves. Puis M. de Crésoles est mort. Mais sa veuve, par fidélité, a continué le travail entrepris par lui; et incessante et sans se lasser, infatigable malgré l'âge, magnifique exemple féminin du labeur français en terre d'Afrique, où je ne sais quelle admirable foi décuple en chacun l'énergie, grâce à elle, le champ de fouilles s'est méthodiquement agrandi et développé, et une ville tout entière est sortie de terre: Djemila.

Encore un de ces postes romains, situé juste à l'endroit choisi, là et non ailleurs, sur cet éperon militaire dominant la route, au creux de la vallée, la route de Cirta (notre Constantine) à Sétif. Il y a cent ans, lors de la Conquête, nos troupes s'établiront là, ignorantes alors de leurs prédécesseurs romains; mais le lieu commande. Ainsi de tout, en cette Afrique, terre d'histoire où qui agit, fatalement s'en vient mettre les pas dans les pas de celui qui est venu là avant lui. Mêmes coulées, mêmes passages, mêmes défenses, mêmes réalités politiques déterminant l'acte de l'homme. Djemila, c'est la romaine Cuicul. Étrave de navire de pierre, au-dessus de la vallée, dans un cirque de dévalements de terres noires, aux pentes abruptes, nues, sévères, de la montagne comme matelassée et capitonnée dans son perpétuel moutonnement. Mais, l'eau amenée ou recueillie, la terre est bonne, et autour du musée et de la charmante maison où, de ses fenêtres, l'accueillante Mme de Crésoles peut surveiller son champ de fouilles et la ville qu'elle a remise au monde, une oasis est née, riche en verdure, belle de fleurs, vrai jardin de France au cœur de cette noire Kabylie.

Cuicul, sur son arête, n'a pas pour l'arrivant l'aspect grandiose de Timgad, largement étalée sur de faciles pentes. Mais la ruine de Timgad est presque entièrement exhumée aujourd'hui, et celle de Djemila, qui ne l'est qu'à moitié, ou au tiers, révèle déjà l'existence d'une ville peut-être encore plus impor-

tante, par la dimension de ses monuments, ses thermes plus nombreux et plus vastes, la richesse et l'ampleur des temples, du marché, du forum, du théâtre. La ruine en est élégante et plus haute que celle de Timgad. Plusieurs galeries couvertes ont subsisté ; de longs rangs de portiques sont demeurés debout, superbes sous l'arceau des cintres ; beaucoup de colonnes supportent encore l'architrave, et à se promener entre ces murs, ces terrasses et ces escaliers, conduisant d'étage en étage, on a, par moments, l'impression, assez rare dans des ruines romaines, de se trouver dans une rue à peu près intacte, et seulement abandonnée. C'est là le bienfait de l'enfouissement, sous la carapace de sable, dont l'étiage se mesure, à quatre ou cinq mètres d'élévation, au mur du fond du temple de Septime, d'une élégance vraiment grecque, au-dessus du forum qu'il domine de ses trente marches. Quand je suis passé à Djemila, il avait plu, la terre sentait bon, la pierre naturellement rose était rouge et luisante ; complet de toutes ses couleurs, un arc-en-ciel splendide enjambait d'un large demi-cercle la vallée, d'une colline à l'autre, comme un pont, romain lui aussi par l'audace de l'architecture et du jet.

Le détail de Cuicul est charmant de raffinement, de délicatesse. Cuicul a fourni peu de sculpture, moins que Timgad, à son musée, mais j'y ai vu, à côté de très admirables mosaïques, une Vénus délicieuse, la tendre et juvénile sœur de l'incomparable Vénus de Cyrène, que ne peuvent oublier ceux qui l'ont une fois vue, à Rome. Il y a un marché très beau, bien conservé et très amusant, avec ses grandes tables de pierre dont l'ornement sculpté de graines, de poissons, de viandes, de fruits, de légumes dit l'ancienne et familière spécialisation. Mais le plus joli est le théâtre, intact, de la scène aux gradins, avec son mur, sa colonnade et sa corniche, et, sur le proscenium, ce décor de colonnes, de niches et de portes qui m'a, je ne sais pourquoi, dans sa perfection mesurée, fait penser au si gracieux petit théâtre palladien, gloire architecturale de Vicence.

A peu de distance des ruines, un bouquet de cyprès, à mi-pente, attire le regard. J'y suis allé ; je trouve un émouvant lieu de pèlerinage. Quatre canons fichés en terre par la gueule, reliés par une double chaîne entourant les arbres, au milieu desquels, parmi des touffes de romarin, on voit trois

dalles nues, que séparent des colonnes couchées. Une inscription : AUX MORTS DE L'ARMÉE D'AFRIQUE. Je relève les noms gravés sur ces simples pierres : « A. Declerc, sous-lieutenant au 22e de ligne, 1840... le capitaine Aug. Escande, 1840... le sergent Lafontan, du 23e de ligne, 1839... » Quand M. de Crésoles est arrivé à Djemila, il y a vingt-cinq ans, des Arabes lui ont signalé l'existence de ces sépultures, à même l'herbe, qu'ils croyaient celles, disaient-ils, de quelque marabout romain. L'Arabe n'a pas le sentiment du temps. A quinze siècles près, une tombe, pour lui, n'est qu'une tombe : n'importe, à ses yeux, qui dort dedans. Ce qu'il prenait de confiance pour un marabout romain, c'était le reste de nos vétérans, nos glorieux morts de la Conquête. Après tout, c'est tout comme : toujours des vainqueurs. Le général Niessel, qui commandait alors le 19e corps, a donné les canons et les chaînes ; M. de Crésoles a planté les arbres, disposé le pieux décor. C'est un lieu chargé d'un grand sens, à côté de ces ruines de pierre : auprès du sarcophage vide de Cuicul, où survit le souvenir de Rome, trois soldats de France, tombés sur le même bastion.

J'ai visité encore d'autres ruines, celles de Tipaza, sur la mer, à quelques kilomètres de Cherchel. L'attrait que celles-ci dispensent est extrêmement savoureux. Ce qui déçoit et laisse un tel goût d'amertume ordinairement, dans les grandes ruines célèbres, c'est l'impression de la chose finie, de la mort totale qu'on y éprouve. Le sol, pioché, fouillé, retourné, est devenu sans mystère ; il a livré tous ses secrets. On circule entre des débris relevés, étiquetés et mis en ordre, on accède à la fondation. Le sépulcre n'a plus rien à dire, on sait qu'on ne retrouvera plus rien de vivant dans la ville cadavre, aux os de pierre épars. Tipaza, tout au contraire, est mystérieuse, explorée à peine, et les archéologues affamés de savoir précis et catalogué se lèchent d'avance les babines à l'idée des fructueuses fouilles que cette nécropole intacte dans ses bandelettes, sous les fleurs, réserve à la curiosité de l'avenir. Une partie seulement de cette grande ville marine, à l'origine simple comptoir phénicien, a été jusqu'ici mise au jour. On montre des docks, le vieux port, les assises d'une basilique chrétienne, et dans l'eau même, par beau temps, quelques colonnes, une tour de guet engloutie par un affaissement de

la rive, qui a fait de la romaine Tipaza la sœur africaine de la bretonne ville d'Ys.

Mais sur ce promontoire de grès rouge, envahi par d'épais foisonnements d'absinthe odorante, au vert trouble et laiteux d'opale, comme le breuvage qu'on en tire, un coin de dallage apparait, étroit relief de forum en corniche, avec le reste de ses temples, surplombant la mer; mais les jardins de la villa Trémaux couvrent encore de leurs gazons et de leurs massifs de géraniums une partie de l'ancienne cité endormie du sommeil des siècles. A peine, entre les bosquets et les plates-bandes, si quelque sarcophage, quelque jarre, un cippe, une stèle, émergeant çà et là de la pelouse ronde, révèlent la ruine enfouie. Dans le bois proche, de grands dallages rectilignes triomphent de l'herbe et de la mousse, d'antiques pans de mur apparaissent sous la liane, et le débris d'un nymphéum, aux bassins où l'eau court encore, ouvre ses majestueux portiques et dresse en hémicycle un bouquet de colonnes tronquées à mi-hauteur, qui mêlent leurs immobiles fûts de pierre aux fûts mouvants des araucarias, des acacias et des oliviers. Ainsi la verdure vivante épouse, enserre et protège la morte millénaire et respectée. Et, tant pis pour l'archéologie! c'est délicieux, ce mystère qui dort sous les palmes, ces pierres perdues à travers les buissons et les branches, ce secret gardé, ce tombeau à l'ombre éventé de feuilles, que le vent marin, gémissant entre les ramures, berce d'une plainte végétale...

Que ce devait être beau, Tipaza, au temps de Juba, quand sur la mer intense et violette, entre les rochers rouges, la colonnade blanche s'élevait, et le portique à jour dans le bleu du ciel, et le temple grec au front de marbre, tandis que, dans la baie bien découpée, les minces galères aux longues rames, aux mâtures fleuries d'oriflammes, reposaient, balancées comme des oiseaux !... Aujourd'hui, plus rien : le site nu, quelques dalles, la verdure, la mer, et le ciel. Dans l'éblouissante lumière, ivre de parfums, de chaleur, je ferme les yeux, j'imagine; et ce qui me vient à l'esprit, c'est une marine de Claude Lorrain, où des palais de rêve, à travers l'atmosphère d'azur, de soleil et d'or, doublent leurs marbres dans la mer.

ÉMILE HENRIOT.

AUTOUR
DE L'ÉCOLE UNIQUE

La grave question de l' « école unique », dont les lecteurs de la *Revue* ont été entretenus dès qu'elle a été posée, se trouve à nouveau d'actualité. Depuis deux ans, en effet, elle est entrée dans l'ère des réalisations : désormais l'externat est gratuit dans l'enseignement secondaire, et d'autre part, l'examen pour entrer dans cet enseignement, c'est-à-dire en sixième et surtout en cinquième, est devenu une sorte de concours. Que reste-t-il à faire ? L'essentiel des réformes matérielles, les plus utiles, les plus indispensables.

Nous ne sommes pas opposés à la gratuité de l'externat dans l'enseignement secondaire auquel nous avons donné notre approbation, ici même, il y a plusieurs années. Mais nous affirmons que la manière dont cette réforme est appliquée doit être surveillée, car elle tend à devenir une arme de parti.

UN LIVRE SUR L'ÉCOLE UNIQUE

Les partisans de l'École unique manifestent une antipathie violente pour certains de leurs contemporains qu'ils appellent « les riches ». Le mot « riche », par exemple, revient constamment dans les premiers chapitres des *Vues sur l'École unique* de M. Francisque Vial, et dans des phrases dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont dépourvues d'objectivité : « L'instruction, y lit-on, était hier encore dans les lycées et demeure aujourd'hui dans les universités distribuée suivant la loi de la vieille iniquité sociale, la loi du plus fort et du plus « riche ».

La loi du plus « fort » ?... Mais l'esprit de l'« école unique » n'y changera rien, puisqu'il donne tout au concours. Car nous ne pensons point que le mot « fort » soit pris ici dans le sens athlétique.

Au « plus riche » ?... Ce ne sont jamais « les plus riches » seuls qui ont suivi et qui suivent les cours des Universités, bien qu'ici la tâche soit plus difficile. Car ce ne sont pas les inscriptions qui coûtent cher. De plus, les exemptions de paiements de droits sont allouées avec beaucoup de largesse, ainsi que les bourses, et les étudiants de Facultés peuvent donner des leçons. Nous avons même connu tel boursier de lycée qui, dès treize ou quatorze ans, travaillait à l'établi ou à faire des courses. Il faut gagner sa vie et il n'y a vraiment pas de sot métier.

L'auteur nous dit aussi que les familles qui envoyaient leurs enfants au lycée ou collège, ne payaient que le dixième de ce que ces élèves coûtaient à l'État. L'externat simple coûtait, en effet, à Paris, pour les classes du premier cycle 702 francs par an; et dans celles du baccalauréat 972. Ce prix baissait en province. Pour Lyon, Marseille, Lille et d'autres grandes villes, c'était 540 et 720 francs; pour Amiens, Brest, Montpellier, 486 et 594 francs; 432 et 540 pour Agen, Aurillac, Lorient, Saint-Brieuc, Tarbes, etc.; 324 francs et 432, à Annecy, Avignon, Le Puy, Mâcon, Vesoul, etc... Il n'était donc pas nécessaire d'être « riche » pour fournir à ses enfants ces petites sommes par an. Et, au cours de notre carrière, nous avons vu des fils d'ouvriers sur les bancs sans être boursiers. C'est ainsi qu'à Amiens nous avons eu comme élèves les fils de deux frères qui étaient contremaîtres dans un chantier. C'étaient deux beaux gaillards de quatorze à quinze ans. Leurs pères, que l'on sentait ayant manié la pelle et la pioche et les maniant encore, avaient accompli ce sacrifice sans la moindre mauvaise humeur. L'année d'après, ils les ont retirés et, sans doute, pris avec eux au chantier.

Ce qui frappe dans ces livres des apôtres de l'École unique, c'est le parti pris. « N'est-ce pas une manière de scandale, écrit l'auteur des *Vues*, pour une conscience qu'anime l'amour de la justice, que l'enseignement ait été hier et soit encore partiellement payant, donc qu'il soit réservé aux enfants des *familles aisées*, — pour les appeler par leur nom, aux enfants

de la *bourgeoisie*, — alors que les enfants des pauvres, quelles que puissent être leurs aptitudes, la curiosité et l'acuité de leur intelligence, s'en trouvent écartés par leur pauvreté? On répond que pour les pauvres, il y a les bourses. Il est vrai. Mais n'apparaît-il pas que le système des bourses a été inventé par la bourgeoisie comme une soupape de sûreté ou un volant de la machine payante, pour l'empêcher de sauter? »

Les bourses, inventées par la bourgeoisie (*sic*) « comme une soupape de sûreté de la machine payante pour l'empêcher de sauter »! Métaphore hardie qui sent un peu trop le jargon spécial de la lutte des classes.

LE SORT DES BOURSIERS

Dans notre organisation secondaire, la bête noire des fidèles de la mystique de l'école unique est, en effet, l'institution des bourses. Cette « soupape de sûreté », ils la combattent de toutes les manières. Après avoir attaqué le système, ils s'en prennent au sort fait aux bénéficiaires des bourses. Ce sont des martyrs. « Pendant toute la durée de ses études, il (le boursier) sera soumis à une surveillance spéciale, et requis d'être un élève modèle; travail, succès, conduite, tenue, sur aucun point, il ne doit faiblir; s'il ne figure pas sur le tableau d'honneur spécial aux boursiers, il est déchu de sa bourse. » Quelle exagération!

Je sais un boursier qui jamais n'eut à subir la moindre tracasserie de l'administration, des professeurs ou des maîtres. A l'heure actuelle, pour les boursiers d'aujourd'hui, il en va de même. Quelquefois, dans ces dernières années, on a dû retirer la bourse à un élève. Mais c'est que, sans doute, il l'avait obtenue par des protections excédant ses mérites, et que ceux-ci ne justifiaient plus la faveur dont il bénéficiait. Quant aux camarades payants, ils faisaient naguère si peu attention, chez leurs voisins, à la qualité de boursiers que beaucoup l'ignoraient. Aujourd'hui, nous pouvons affirmer qu'il en va de même.

Pourquoi cet acharnement contre les bourses?

Parce que les bourses ouvrent largement les portes de notre vieil enseignement traditionnel classique, lequel initie

à une culture d'esprit unique dans le monde, héritage irremplaçable de siècles de civilisation. Elles fortifient l'enseignement secondaire français. Et il faut se rendre compte, qu'initiée à toutes les découvertes de la science en temps utile, cette discipline a maintenu à la culture de notre pays sa finesse, sa vaste réceptivité, son caractère de civilisation universellement humaine.

Que cherchent ses adversaires, — redoutables parce qu'ils s'appuient sur un parti, et qu'ils sont même *un parti* ? Ils veulent remplacer nos lycées et nos collèges par les écoles primaires supérieures, les écoles normales et les autres aboutissants de l'enseignement primaire.

En lisant tel ouvrage paru récemment, celui de M. Albert Autin, *l'École unique*, on voit avec netteté le but auquel tend le mouvement : remplacer notre enseignement secondaire par le primaire supérieur plus accessible, estime-t-on, au socialisme, pour faire servir la seconde étape (douze à quinze ans) de l'instruction telle qu'elle est envisagée par les fanatiques de l'école unique, et ensuite la troisième étape (quinze à dix-huit ans) à mener notre pays vers le collectivisme. Il s'agit, pour ces théoriciens, d'accomplir ici ce qu'ils ont tenté, non sans succès, dans l'enseignement primaire. On voit le danger, et pour nos familles, et pour la France.

Heureusement, des esprits avertis qui semblaient s'être laissé entrainer par les mystiques ont aperçu l'abîme, et font pour en sauver la culture française, des efforts dont il nous reste à espérer qu'ils ne viennent pas trop tard.

Celui qui écrit ces lignes a partagé le sort des boursiers. Il a vu, d'autre part, l'attitude de familles aisées, « bourgeoises » pour les appeler par leur nom, à leur égard, et peut apporter sur cette question toutes les précisions.

Il appartenait à une famille d'ouvriers. Le père façonnait de légers souliers de dames, gracieux comme des fleurs; et la maman faisait reluire de son « poncé » et de son « rouge » des bagues, des colliers, des rivières où brillaient des diamants, des agrafes chargées de perles. L'école communale, lorsque j'eus le certificat d'études, entendit me présenter au concours des bourses, malgré les hésitations du père, lequel objectait, comme eût dit tout autre ouvrier qualifié : « Il

restera sans métier. » Au lycée, quand il m'y conduisit, on lui demanda : « Quel enseignement choisissez-vous pour votre fils, moderne ou classique? » L'excellent homme, qui ignorait ce qu'était l'un et l'autre, répondit : « moderne ». Évidemment...

Mais au bout de quelques mois, le professeur principal, M. Clerc, — je vois toujours sa figure fine, son lorgnon, ses favoris soyeux que ses longs doigts caressaient : tous nous l'aimions profondément, — M. Clerc me dit : « Cet enseignement n'est pas votre affaire. Il vous faut suivre le classique. Vous entrerez à l'École normale supérieure. » Le proviseur accepta, mais déclara qu'étant donné mon âge, j'avais près de treize ans, il ne fallait pas songer à me faire passer par la sixième, et il m'était nécessaire d'entrer en quatrième. Et le latin? Il fut décidé que l'on me ferait donner des leçons pendant les vacances. Qui paierait? Mes pauvres parents, il n'y fallait pas songer, bien entendu, et il n'en fut pas question. La solution fut vite trouvée. La caisse des écoles de notre troisième arrondissement où nous habitions depuis de longues années, où j'étais né, assura les frais, avec une simplicité, une générosité dont on garde le souvenir ému toute la vie.

Or, quels étaient les membres de cette Caisse des écoles? Des médecins, — le cher docteur Périn, — des industriels, des commerçants, des artisans du quartier, ceux que ce passage sur *la Mystique de l'école unique*, que j'ai sous les yeux, appelle « les bourgeois », les « riches » « aveuglés parfois par l'orgueil de classe ou desséchés par l'égoïsme du possédant ». On nous permettra de proclamer que jamais nous n'aurons pour ces « bourgeois » qui, avec un tel cœur, nous ont aidés, nous et tant d'autres, nous n'aurons jamais pour ces « bourgeois » qu'une impérissable reconnaissance. Et nous pouvons affirmer que beaucoup avaient de bien moindres revenus que ceux qui les appellent « riches ». D'autant plus que, par les temps où nous vivons, pour nombre de fortunés, le mot n'a plus la même signification qu'il y a quelques années.

CONSTRUISONS DES LYCÉES

Du fait de l'école unique, les pères de famille vont avoir à s'inquiéter des réformes indispensables à l'amélioration de notre enseignement secondaire. Ces réformes, quelles sont-elles?

La première est simple : il faut construire de nouveaux lycées dans l'agglomération parisienne et quelques autres villes de forte densité. Une mauvaise action, une très mauvaise action, a été faite qui est passée inaperçue. Il y a certainement un demi-siècle que pour la région parisienne il eût été indispensable d'édifier, non pas deux ou trois lycées, mais cinq, puis dix, de manière à en avoir une quarantaine placés au bon air dans cette agglomération. La démolition des fortifications aurait dû servir à cette œuvre. Il y avait là des terrains bien situés, propres à ménager pour des espaces libres, afin de donner un peu d'air à cette capitale qui en manque de plus en plus. Pour construire un certain nombre de lycées, ces quarante et un kilomètres pouvaient servir et laisser large place. C'était une chance qu'il fallait mettre à profit. On a loti les terrains. De protestations, de mesures énergiques pour préserver ces terrains du lotissement, il n'en fut pas question.

Si bien que, dans cette masse de plus de cinq millions d'habitants, où quarante lycées seraient nécessaires, il y en a quatorze, quinze si l'on compte Montaigne rattaché à Louis-le-Grand pour raison d'économie. Et si nous avons quelques lycées neufs ou à peu près neufs, où l'on peut respirer, la majorité de ces établissements manquent d'air, de terrains de jeu. Rien n'a été fait pour que notre jeunesse respire et puisse se développer sainement.

Il faut construire des lycées neufs, — on en bâtit en ce moment trois dont un pour jeunes filles, — et améliorer les vieux.

L'EXAMEN DE PASSAGE

La seconde réforme nécessaire concerne l'examen de passage. Pour entrer en sixième, il faut désormais passer un examen. Cet examen, toute la difficulté consiste à ce qu'il soit de la force exigible d'un enfant entre dix et douze ans, et que cet enfant dans l'interrogation ne soit pas trop brusqué. Il est des natures qui, par leur tempérament même, sont à cet égard en état d'infériorité. Ce sont les délicats, les sensibles qu'une interrogation un peu vive déconcerte. Il y aura là, certainement, des injustices, et qui intéressent les adolescents qui sont déjà d'une race plus raffinée, — ce qui arrive assez souvent

dans les familles ayant franchi cette « étape » dont M. Paul Bourget a montré l'importance.

Nos législateurs peuvent être assurés que des natures fines qui eussent pu suivre entre quinze et dix-huit, ou vingt ans, des classes d'humanités ou de philosophie d'une façon intéressante et originale, risquent d'être écartées dès la sixième.

M. Émile Picard, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences et membre de l'Académie française, nous disait, et nous permettait de répéter, qu'il avait été un élève des plus ordinaires jusqu'en seconde : « Les mathématiques ne m'intéressaient pas. C'est à peine si j'écoutais le professeur. » Il nous disait qu'il eût été fort capable d'être refusé à un examen de passage sévère.

Or, nous y sommes condamnés, à cette sévérité, par suite de l'insuffisance de places. L'un de ceux qui furent parmi les fanatiques de l'école unique constate le fait avec beaucoup de sang-froid. Il n'a aucun remords. Tel lycée de Paris, qui est fait pour 500 élèves, qui en avait, il y a trois ans, déjà 1 300, en accueille actuellement 1 850!

Il n'y a pas, bien entendu, que les bâtiments dont il faille s'occuper. Et les examens? Voici le certificat d'études qui termine les classes primaires. Un seul suffit. On parle d'en imposer deux, l'un à dix ou onze ans, l'autre à treize. C'est multiplier les examens inutilement. Lorsque nous passions le certificat d'études, l'âge était onze ans. C'était très bien ; et cela n'empêchait point des écoliers de le passer à douze ou treize ans. C'était même la majorité. Mais ceux qui étaient prêts à onze, et même à quelques mois de moins avec une dispense, pouvaient passer. Pourquoi avoir décidé naguère que l'âge serait douze ans ? Il n'y avait aucune raison, si ce n'est l'hostilité à l'enseignement secondaire que nous avons signalée, et qui ne recule pas toujours devant une sorte de perfidie.

Il vaudrait beaucoup mieux le perfectionner en se servant de l'expérience acquise. Détruire ne vaut rien. Transformer, améliorer, c'est là le progrès. Sans doute eût-il été préférable de le chercher en ce sens depuis de longues années déjà. Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire.

L'on parle de nouveaux concours, uniquement pour suivre les cours des Facultés. C'est vraiment porter loin le goût d'aligner les jeunes gens autour des tables. Le baccalauréat

devrait suffire. Que l'examen soit aussi sérieux qu'il est possible : déjà, au cours de ces toutes dernières années, on a fait de notables progrès dans ce sens.

D'autre part, le signataire de ces lignes, en toute sincérité, trouve que le baccalauréat A', c'est-à-dire avec du latin (sans grec) est nécessaire pour la Faculté de droit ; et le baccalauréat A (latin-grec) pour la Faculté des lettres.

Cette suppression, qui a eu lieu il y a seulement quelques années, a été faite à la légère. Dans les ministères, on peut prendre n'importe quelle décision sans qu'il y ait des citoyens pour faire de l'opposition.

LE CHOIX DES MANUELS

La France est un des grands pays où l'on présente aux enfants et aux adolescents, avec le moins d'équité, le passé de leur patrie depuis une certaine époque, laquelle est à peu près le milieu du XVI[e] siècle.

Tel de nos plus grands chefs de gouvernement, Louis XIV, est dilapidé avec une injustice qui dépasse tout ce qu'il est possible d'imaginer. Où est-il dit que ce prince, avec des difficultés dont bien peu parmi les rédacteurs de manuels pour nos enfants donnent idée, a laissé en mourant à la France la frontière qui est restée la sienne ? Dans quel manuel est-il imprimé que cette frontière, en y ajoutant Nice, la Savoie et quelques places fortes, est celle du traité de Nimègue en 1678 (1) ? Frontière qui, malgré des défaites qui nous avaient fait perdre temporairement certains territoires, a été rétablie et demeure toujours la limite de la France ?

Les manuels destinés à nos enfants s'efforcent de vilipender ce grand Français, qui écrivait à Villars après la victoire de Friedlingen (octobre 1702) : « Je suis autant Français que Roi. » Et dans les moments tragiques de 1712, parlant un jour à Marly de ses malheurs domestiques, il s'interrompit et dit : « Suspendons ces douleurs, monsieur le Maréchal, et ne pensons qu'à l'État. Je connais votre zèle et la valeur de vos troupes, mais enfin la fortune peut vous être contraire. S'il arrivait malheur à l'armée que vous commandez, quel sera

(1) Louis XIV n'a pas annexé la Lorraine par traité, mais l'a toujours occupée après 1678.

votre sentiment sur le parti que j'aurais à prendre? Je sais le raisonnement des courtisans. Presque tous veulent que je me retire à Blois. Pour moi, je compterais aller à Péronne ou à Saint-Quentin, y ramasser tout ce que j'aurais de troupes, faire un dernier effort avec vous, et périr ensemble ou sauver l'État. »

On ne dit pas qu'après Nimègue (1678), Louis XIV aurait pu faire d'autres conquêtes. Il ne le voulut, ni ne le fit. Il défendit simplement ce qu'il avait conquis. Dans les trois ou quatre années qui suivirent Nimègue, il entendit faire exécuter les traités dans leur plénitude. Quelques forteresses frontières furent ainsi annexées. C'était son droit absolu. Il l'exigea d'autant mieux qu'il savait que l'Europe était toujours prête à se coaliser pour ramener la France à ses limites de 1635. Il était tellement dans son droit que toutes ses annexions furent homologuées par la diète allemande de Ratisbonne d'octobre 1684.

Mais cela, les manuels primaires, — et de même certains secondaires, — n'en parlent pas. Ils sont écrits comme s'ils l'avaient été par nos ennemis. Et ces places fortes flanquant nos frontières, qui nous revenaient par l'exécution des traités de Nimègue et de Westphalie, et qui nous étaient dues, on les qualifie dans nos propres livres d' « annexions en pleine paix », ce qui était l'expression diffamante de nos ennemis.

On parle de la perte de Terre-Neuve et de l'Acadie, mais on ne dit pas un mot de l'immense Nouvelle-France d'Amérique du Nord (Canada, Louisiane), des Indes où nous avions la possibilité d'une grosse situation, etc. On omet de dire que la France, à la mort de Louis XIV, semblait destinée à être la première Puissance coloniale et maritime du monde.

On ne dit pas non plus que notre pays, sous ce règne, se battit dix ans, de 1668 à 1678, pour conquérir ses frontières, et vingt-deux ans, — de 1688 à 1713 moins trois ans, — pour les conserver, et qu'il y est arrivée. En revanche, on se servira des actes d'humilité du Roi au moment de la mort, pour le condamner!

Silence de même sur le fait que ce sont des révolutionnaires qui, le 20 avril 1792, ont déclaré la guerre à l'Autriche, guerre qui devait être enthousiaste, pleine d'une gloire mili-

taire incomparable, mais nous coûter un million et demi environ de jeunes hommes, se terminer à Waterloo et avoir des conséquences que nous subissons encore et dont on ne voit pas la fin.

Ce parti-pris de dénigrement à l'égard de la France, dans des livres français et destinés à l'enseignement de la jeunesse, est un scandale d'autant plus révoltant qu'il est toléré, sinon encouragé en haut lieu. L'avenir, le salut même du pays exige qu'on revienne, énergiquement et sans tarder, de si criminelles erreurs.

L'étude du passé projette des lumières pour éclairer le présent. Il faut assurer, aussi bien dans notre enseignement primaire qu'en notre enseignement secondaire, une éducation morale et nationale solide. Que l'âme de la France revive dans celle de nos fils; qu'elle soit défendue énergiquement contre les attaques d'esprits chimériques dont l'action compromettrait l'avenir de la Patrie.

CHARLES DELVERT.

SCÈNES DE LA VIE CHINOISE

LA MÈRE

DEUXIÈME PARTIE (1)

Pour sauver la face

Au matin, la mère se leva; elle était lasse de son insomnie, et son cœur se ferma de nouveau. Quand elle ne vit pas arriver son mari après qu'elle eut fait sortir les animaux et donné à manger aux enfants et à la grand-mère, elle se raidit et grommela entre ses dents :

— Il reviendra quand son argent sera dépensé, — je sais très bien qu'il rentrera alors.

Le petit garçon regarda le lit vide et lorsqu'il demanda, étonné : « Où est resté mon père? » elle répondit d'une voix cassante et subitement très forte :

— Je te dis qu'il est absent pour un ou deux jours : si on te questionne dans la rue, réponds qu'il est parti pour un ou ou deux jours.

Cependant, après que les enfants se furent éloignés pour jouer, elle n'alla pas aux champs. Elle installa son escabeau de manière à pouvoir observer tous ceux qui passaient dans l'unique petite rue du hameau. Pendant qu'elle répondait n'importe comment au bavardage de sa belle-mère, elle se disait que la robe bleue était d'un ton si limpide qu'elle la verrait apparaître de très loin, et elle se mit à filer; entre

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

chaque torsion du fil, elle lançait un coup d'œil le long de la rue. Elle comptait en elle-même l'argent qu'il avait emporté et calcula le temps que cette somme pourrait lui durer. Pas plus de six ou sept jours, lui sembla-t-il; à moins qu'avec sa chance au jeu, ses doigts agiles, il n'arrivât à l'augmenter et à prolonger un peu son absence. A mesure que la matinée s'avançait, elle avait peine, par moments, à supporter l'incessant babillage de la vieille femme; mais elle patientait, car elle espérait peut-être voir revenir son mari.

Lorsque les enfants s'acheminèrent à la maison vers midi, ils avaient faim, et le petit garçon découvrit le bol de chou mis de côté pour son père; il en réclama et sa mère le lui refusa. Elle le frappa très fort, quand il insista et cria :

— Non, c'est pour ton père. S'il rentre ce soir, il aura faim et le voudra tout pour lui.

Le long après-midi d'été se poursuivit, tranquille, mais il ne revint pas; le soleil se coucha comme toujours, lourd et plein de lumière dorée; la vallée en fut éclairée quelques instants, puis la nuit vint, sombre et profonde, et la mère céda. Elle posa le bol devant les enfants et leur dit :

— Mangez ce que vous voudrez, car ce sera gâté si on le garde un jour de plus, et qui sait?... — Et elle prit un peu de la sauce sucrée et acide qu'elle donna à la vieille femme en disant : — Prenez-la, j'en ferai de la fraîche, s'il revient demain.

— Reviendra-t-il donc demain? demanda l'aïeule, et la mère répondit d'un air sombre :

— Oui, peut-être demain.

Ce soir-là, elle se coucha très triste; elle eut peur dans son lit et s'avoua franchement à elle-même, que personne ne savait s'il reviendrait jamais.

Cependant elle mettait son espoir dans ces sept jours qui devaient, espérait-elle, le laisser sans ressources. Ils s'écoulèrent un à un, tous les sept, et chacun d'eux lui parut être celui du retour. Elle n'avait jamais été femme à parcourir le hameau, ni à bavarder avec ses voisines. Mais à présent elles vinrent à tour de rôle, une vingtaine environ, voir et s'informer de son mari; elles disaient :

— Nous sortons toutes d'une même famille et sommes toutes plus ou moins ses parentes...

A la longue, par orgueil, la mère inventa une histoire. Elle répondit hardiment, suivant une inspiration subite :

— Il a un ami qui habite une cité lointaine et qui lui a trouvé une place où il pourra s'employer avec de bons gages, en sorte que nous n'aurons plus besoin de nous user à travailler la terre. Si la situation ne lui plait pas, il reviendra bientôt; sinon, il faudra attendre que son patron lui donne congé.

Elle n'avait jamais dit la vérité avec plus de calme et la vieille femme, stupéfaite, s'écria :

— Et pourquoi ne m'avez-vous pas donné cette bonne nouvelle, à moi qui suis sa mère?

Et la femme inventa de nouveau et répondit :

— Il m'a défendu de parler, vieille mère, car il prétend que votre langue court comme un caillou, et que toute la rue en saurait vite plus long que lui; si cela ne marche pas, il aime mieux qu'on n'en dise rien.

— Ah! vous croyez, caqueta l'aïeule, et, appuyée sur son bâton, ses vieilles mâchoires vides pendantes, elle se pencha pour mieux observer la jeune femme, et elle lui dit, un peu vexée : « J'ai toujours beaucoup parlé, c'est vrai, mais ma langue ne court pas comme un caillou, ma fille. »

La mère répéta son récit mainte et mainte fois, elle y ajouta même quelques détails pour le rendre plus vraisemblable.

Une voisine passait souvent près de sa maison. Elle habitait chez un frère aîné et elle avait beaucoup de loisirs, étant veuve et sans enfants. Elle restait assise des journées entières à broder des fleurs en soie sur ses souliers, et pendant ce temps-là elle songeait aux menus faits que l'on racontait autour d'elle. Cette étrange histoire du départ d'un mari l'intrigua beaucoup; un jour une idée lui vint, et elle courut le long de la rue aussi vite que ses petits pieds le lui permettaient, pour faire observer à la mère d'un air finaud :

— Il y a longtemps qu'une lettre n'est venue au hameau, et je n'ai pas entendu dire qu'il y ait rien eu de votre mari.

Elle alla ensuite trouver en secret le seul homme qui sût lire dans ces parages. Il servait d'intermédiaire, quand par hasard on voulait correspondre au village, ce qui ajoutait à ses moyens d'existence. La veuve lui demanda sur un ton de mystère :

— Avez-vous vu passer une lettre de Li le Premier, le fils de Li le Trois de la précédente génération ?

L'homme répondit négativement et la commère s'écria :

— Mais sa femme prétend en avoir reçu une il y a quelques jours à peine.

Jaloux, à la crainte qu'on pût s'adresser au scribe d'un village voisin, l'homme nia à plusieurs reprises, et dit :

— Je sais fort bien qu'il n'est pas venu de lettre; je n'ai répondu à aucune; personne ne m'a prié de lire la moindre ligne, ni réclamé de timbres pour un envoi, et on n'en trouve qu'ici. Depuis plus de vingt jours, pas un porteur de lettres n'a paru au village.

Alors la veuve flaira quelque chose de louche, et elle chuchota partout que la femme de Li le Premier mentait, qu'elle n'avait reçu aucun message et que, sans doute, son mari s'était enfui, l'abandonnant. Ne s'étaient-ils pas violemment querellés à propos de la robe neuve, si bien que tout le village les entendait s'injurier? et l'homme avait frappé sa femme; du moins les enfants le disaient.

Lorsque ces propos revinrent aux oreilles de la mère, elle maintint bravement qu'elle disait la vérité, et qu'elle avait même fait cette robe bleue en vue de ce voyage à la ville lointaine. Ils s'étaient disputés à propos d'autre chose. Quant à la lettre, elle n'existait pas ; la commission avait été transmise verbalement, par un marchand ambulant qui venait de la côte.

C'est ainsi que la mère persista à mentir adroitement. La vieille femme croyait de tout son cœur à cette histoire, et parlait souvent de son fils, de ses futures richesses, tandis que la mère gardait un visage calme et uni, et ne pleurait pas comme font les femmes abandonnées par leur mari qui les couvre de honte. A la longue, chacun finit par croire à cette version. La commère elle-même fut réduite au silence et se borna à grommeler d'un air sombre, penchée sur ses fleurs de soie :

— Nous verrons plus tard, nous verrons, s'il envoie de l'argent, s'il écrit ou si jamais il revient.

Ainsi la petite agitation qui avait troublé le village s'éteignit; l'intérêt des gens se tourna d'un autre côté ; ils oublièrent la jeune femme et son récit.

La mère au travail

C'est alors que la mère se mit énergiquement à l'œuvre. Elle fit seule la récolte, sauf pendant les deux journées que lui donna son cousin, une fois son riz à lui fauché et mis en gerbes. Elle fut heureuse d'avoir son aide, mais elle le redoutait aussi, car c'était un homme de peu de paroles qui posait des questions simples auxquelles il était difficile de ne pas répondre véridiquement. Mais il travailla en silence, ne prononça que quelques mots indispensables, et dit seulement au moment de partir :

— S'il n'est pas de retour à l'époque où on fera la part du grain pour le propriétaire, je vous aiderai, car le nouvel agent est trop rusé et intelligent pour qu'une femme puisse bien se débattre seule avec lui.

Elle le remercia tranquillement, contente de cette aide, car elle connaissait peu l'agent, nouvellement venu dans la contrée, et qui mettait un faux enjouement à tout ce qu'il disait et faisait.

Les jours s'étaient changés en mois, et jour après jour la mère se levait avant l'aube, laissant la vieille femme et les enfants encore endormis. Elle leur préparait leur nourriture et la posait à portée, pour leur réveil, puis, soutenant d'une main le bébé qu'elle avait sous son bras, elle prenait de l'autre sa courte faucille recourbée, et partait pour les champs. Le bébé était assez grand pour rester assis tout seul ; elle le mettait sur le sol et le laissait jouer à sa guise. Il remplissait ses mains de terre et les portait à sa bouche ; il mangeait cette terre, la trouvait mauvaise et la recrachait, mais il oubliait aussitôt et recommençait jusqu'à ce qu'il fût couvert de salive boueuse. Mais il avait beau faire, sa mère ne prêtait aucune attention à lui. Elle devait travailler pour deux et le faisait hardiment ; si l'enfant criait, il n'avait qu'à continuer et attendre.

Elle faucha le grain raide et jaune, poignée par poignée, en se courbant chaque fois, puis elle l'entassa en gerbes. Lorsque, selon la coutume, des mendiants et des glaneurs s'approchaient au temps des moissons, pour ramasser ce qu'elle laissait tomber, elle tournait vers eux un visage noirci de

sueur et de terre, les traits tirés par l'amer labeur et leur criait des injures :

— Vous glanez chez une femme seule, qui n'a pas d'homme pour l'aider. Je suis plus pauvre que vous, espèces de mendiants, de voleurs exécrables !

Et elle leur lançait des imprécations si énergiques, maudissant les mères qui les avaient portés, et les fils qui leur étaient nés, qu'effrayés par la véhémence de ses anathèmes, ils évitèrent à la fin de toucher à ses champs.

Ensuite, elle transporta les gerbes sur l'aire, une à une, et les battit, attelant le buffle au grossier rouleau de pierre. Pendant toutes les calmes et chaudes journées d'automne, elle força l'animal à marcher, sans se ménager davantage elle-même. Quand le grain fut battu, elle ramassa la paille vide, l'entassa, et lança le grain en l'air pour le vanner au vent, quand il soufflait.

Elle obligea le petit garçon à travailler lui aussi à présent, et s'il traînait ou avait envie de jouer, elle le frappait par pure fatigue, dans l'accablement de son corps poussé à bout. Mais elle se sentait incapable de monter les meules. Elle ne savait pas entasser les gerbes, car son mari, qui avait moins d'aversion pour ce travail que pour d'autres, s'en était toujours chargé. Il y mettait du soin et le faisait bien, étalant sur le faîte une couche de boue unie. La mère demanda à son cousin de lui montrer la manière de s'y prendre cette fois-ci : l'année suivante, si l'homme n'était pas de retour, elle s'en arrangerait avec son fils. Le cousin accepta et elle se mit à la tâche avec lui ; elle ploya son corps et le redressa, lui lançant la paille qu'il égalisait, juché sur la meule. Et ainsi, la récolte fut serrée.

A force de travail et de trop continuelles fatigues, la mère devenait d'une maigreur extrême ; sa chair avait fondu ; sa peau brûlée lui donnait un teint brun foncé que relevait seul le rouge des joues et des lèvres.

Puis vint le jour fixé pour le partage de la récolte avec le propriétaire. Cet homme riche, qui possédait le hameau et les champs qui l'entourent, menait une existence oisive dans une ville, au loin ; il avait hérité ces terres de ses ancêtres et ne se dérangeait jamais lui-même, mais envoyait un homme d'affaires à sa place ; un nouveau venu cette fois-ci, car l'ancien

l'avait quitté depuis quelques mois, après s'être suffisamment enrichi en vingt ans pour cesser de travailler. L'agent passait chez chaque fermier du village et la mère était sur le pas de sa porte, derrière le grain entassé sur l'aire, lorsqu'il parut.

Ce nouvel agent, grand, soigné, vêtu de soie grise et chaussé de souliers de cuir, était un citadin, des pieds à la tête. Il posait souvent sa large main à la peau douce sur sa lèvre rasée, et un parfum émanait de lui à chaque mouvement. La mère se recula à son approche et lorsqu'il appela : « Où donc est le fermier? » elle attendit et laissa la vieille femme crier de sa voix flûtée : « Mon fils travaille à la ville et il n'y a que nous sur les terres. »

La mère envoya son fils chercher le cousin, puis elle attendit, silencieuse, et ne s'avança que pour offrir à l'homme du thé et les salutations d'usage. Elle se tint là lorsque le cousin mesura son grain à elle et celui qu'on devait remettre à l'agent, heureuse de n'avoir pas à intervenir, ni même à s'approcher pour examiner les poids, tellement elle avait confiance dans l'honnêteté de son parent. Mais elle voyait morceler sa provision, et il lui était pénible ainsi qu'à tous les autres de se séparer, pour cet élégant monsieur, d'une part qui lui avait coûté tant d'efforts. Les autres fermiers, comme la mère, donnaient leur grain avec un sentiment de révolte, mais chacun savait combien ils auraient à souffrir d'un refus. Aussi ils offraient à l'agent, en plus de la part du propriétaire, un cadeau personnel : une ou deux volailles bien grasses, une mesure de riz, des œufs, ou même un peu d'argent. Ensuite, après que le grain avait été mesuré dans le village, il fallait encore préparer un festin pour l'homme d'affaires, et chaque maison devait fournir un plat. Même par cette année de solitude, la mère prit une poule, la tua et l'accommoda pour ce grand souper. Elle la fit mijoter à petit feu, à la vapeur, jusqu'à ce qu'elle se trouvât à point. Une fois cuite, sa forme était intacte, la peau restait entière, mais la chair si tendre s'effriterait au moindre contact des baguettes.

L'année s'avançait; on arrivait à la fin de l'automne. Les enfants se souvenaient à peine qu'un autre avait dormi dans le lit, auprès d'eux et de leur mère. L'aïeule elle-même s'informait rarement de son fils, absorbée par ses douleurs; ses vieux os lui faisaient mal par ces vents glacés, et elle était

assez occupée à chercher un coin chaud, abrité et ensoleillé; elle se plaignait sans cesse des vents changeants, et de ce que chaque année le soleil semblait moins chaud que l'année précédente.

Le petit garçon travaillait régulièrement à de menus travaux. Quand il n'y avait rien de mieux à faire, il conduisait le buffle sur la montagne, et pendant que la bête paissait l'herbe courte, l'enfant restait étendu sur le dos, la journée entière, ou bien il descendait, bondissait sur une tombe, s'y asseyait, attrapait des grillons dans l'herbe, et leur tressait de petites cages avec les tiges des graminées. Quand il rentrait à la maison le soir, il suspendait les cages à la porte et les grillons chantaient, à la joie du bébé et de sa sœur.

Mais bientôt l'herbe sauvage de la montagne brunit à l'approche de l'hiver; les fleurs qui s'y mêlaient mûrirent, chargées de graines, et les chemins de traverse s'égayèrent d'asters pourpres et de petits chrysanthèmes jaunes, qui sont les fleurs de l'automne. Il était temps de faucher l'herbe et de faire sa provision de combustible pour l'hiver. L'enfant suivait chaque jour sa mère; elle coupait l'herbe sèche avec sa faucille courte, tandis que le gamin en tressait des cordes dont il liait les gerbes préparées par la jeune femme. Les flancs de la montagne étaient couverts de points bleus : des gens qui, comme eux, récoltaient l'herbe brune. Le soir, quand le soleil se couchait, et que l'air froid de la nuit tombait des sommets, tout le monde rentrait chez soi, déambulant le long des étroits sentiers de montagne qui serpentaient en lacets. Chacun était chargé de deux grosses bottes attachées à une perche, qu'on portait sur l'épaule. La mère en faisait autant, et l'enfant ramenait deux petites gerbes.

Il y eut aussi le terrain à labourer, le blé à ensemencer; la mère apprit à l'enfant à éparpiller les grains en s'aidant du vent qui soufflait, et à ne pas semer trop épais à un endroit et trop clair à d'autres. Ensuite vint l'hiver; lorsque le blé fut à peine sorti, la terre se tassa et s'affermit avec le froid qui augmentait. La mère prit les vêtements d'hiver qu'elle gardait sous son lit; elle les mit au soleil et les arrangea pour qu'on pût les porter. Mais les rudes travaux de l'été et de l'automne lui avaient tellement déchiré les mains que même la grossière cotonnade s'accrochait aux fissures de ses doigts

qui étaient raides, bien que toujours beaux par leur forme.

L'hiver passa à son tour et la femme croyait difficilement que l'absence de son mari pût se prolonger au delà des fêtes, à cette époque où tous les hommes, à l'exception des mendiants, retournent chez eux, s'ils sont en vie. Quand on la questionnait, elle répondait : « Il reviendra au nouvel an. » Et la vieille mère répétait vingt fois par jour : « Quand mon fils reviendra, au nouvel an... » Et les enfants, eux aussi, l'espéraient. De temps à autre la commère du village souriait et disait malicieusement, tout en se faisant une nouvelle paire de souliers pour cette date-là : « C'est curieux que vous ne receviez aucune lettre de votre mari. Je le sais, car le scribe me l'a affirmé. »

La mère répondait alors avec un calme apparent :

— J'ai eu des nouvelles plusieurs fois, par des gens de passage. Mon mari et moi n'avons jamais aimé à écrire et à dépenser pour cela notre bon argent. Peut-on savoir ce que les scribes oublient de dire? Puis c'est écrit et public ; si j'avais une lettre, par hasard, toute la rue serait au courant. Je suis bien contente qu'il ne m'en envoie pas.

C'est ainsi qu'elle imposait silence à la commère et à force de répéter que son mari reviendrait au nouvel an, elle finissait par y croire elle-même. Le moment approchait, et chacun au hameau commençait ses préparatifs. Elle dut s'y mettre, elle aussi, non seulement pour ses enfants : faire leurs souliers neufs, laver leurs vêtements et coudre un nouveau bonnet au tout petit, mais encore pour son mari. Elle remplit deux grands paniers de riz, n'osant pas risquer de se démunir davantage, et les porta à la ville. Elle réussit à vendre le grain presque aussi cher que lorsque l'homme s'en chargeait. Elle employa l'argent à acheter des chandelles et de l'encens que l'on brûle devant le dieu et des lettres rouges qui portent bonheur, collées sur la charrue, les outils et tous les objets qui servent à la ferme ; puis de la graisse et du sucre pour faire des gâteaux, le grand jour venu. Avec ce qui lui restait, elle entra dans un magasin et demanda environ six ou sept mètres de bonne cotonnade bleue et, dans une autre boutique, cinq livres d'ouate qui sert à doubler.

La mère était si sûre de voir arriver son mari, qu'elle prit ses ciseaux et tailla l'étoffe de son mieux avec beaucoup de

précautions. Elle en fit une veste et des pantalons, qu'elle ouata et piqua bien uniformément ; elle termina le tout jusqu'au dernier bouton fait en étoffe tordue et solidement cousue. Ensuite la jeune femme serra le costume jusqu'à la venue de l'homme, et chacun eut l'impression que ces vêtements le rapprochaient de son foyer.

Mais la fameuse date arriva et il ne parut pas. Toute la journée ils restèrent assis, revêtus de ce qu'ils avaient de plus beau ; les enfants étaient propres et craignaient de se salir; la vieille femme évitait soigneusement de répandre sa nourriture sur ses genoux et la mère gardait un sourire forcé en répétant : « Il peut encore venir, le jour n'est pas fini. » Les anciens camarades de l'homme s'avancèrent sur le seuil; ils espéraient lui souhaiter la bienvenue. La mère leur fit accepter des petits gâteaux, et répondit à leurs questions :

— En effet, nous comptions sur mon mari, mais je sais que son maître l'a pris en affection et se repose sur lui ; sans doute n'aura-t-il pas pu se passer de lui assez longtemps pour lui permettre d'entreprendre ce long trajet.

Elle répéta la même chose aux femmes qui se présentèrent le lendemain. Elle sourit d'un air dégagé en disant :

— Puisqu'il n'est pas venu, je recevrai une lettre bientôt, j'en suis sûre, qui m'expliquera son absence.

Et elle passa à d'autres sujets.

Les jours s'écoulèrent, et comme elle parlait d'un ton naturel, les enfants et l'aïeule crurent à ses paroles, car ils avaient en elle une confiance absolue.

Mais dans la nuit, la nuit sombre, elle pleurait en silence, amèrement. Elle pleurait le départ de l'homme, puis à d'autres moments, elle pleurait parce qu'il la couvrait de honte et aussi parce qu'elle était une femme seule et que la vie lui paraissait vraiment trop dure avec ces quatre personnes à soutenir.

Un jour qu'elle réfléchissait à toutes ces causes de larmes, elle se dit qu'elle pourrait au moins s'épargner la honte. Elle se rappela l'argent dépensé en vêtements, les gâteaux, l'encens brûlé en prières, sans que pour cela son mari eût reparu ; elle se souvint des coups d'œil rusés de la commère du village, de ses allusions chuchotées et des airs de doute, de l'étonnement du bon cousin lui-même, à mesure que les jours s'écoulaient

et que l'absence de son mari se prolongeait : et elle décida de s'épargner ce déshonneur.

Elle sécha ses yeux, réfléchit un instant, et forma un plan. Elle emporta à la ville le riz et la paille dont elle pouvait disposer et les vendit. Elle échangea l'argent reçu contre un billet de même valeur et alla trouver le scribe de la ville, un inconnu pour elle. Il était installé dans sa petite baraque à côté du temple de Confucius. Elle s'assit auprès de lui, sur la banquette, et lui dit :

— J'ai une lettre à dicter de la part de mon frère qui travaille, et ne peut revenir chez lui. Il est malade sur son lit et je vous répéterai ce qu'il désire.

Le vieillard retira ses lunettes et cessa de considérer les passants. Il prit une feuille de papier neuve, humecta son pinceau sur le bloc d'encre, regarda la mère et lui demanda :

— Tout d'abord, dites-moi comment s'appelle la femme de votre frère, où elle habite, et comment vous vous appelez vous-même.

La mère lui répondit :

— C'est mon frère qui me prie d'écrire à sa femme, car je reviens depuis peu du lieu qu'il habite et mon nom n'a aucune importance.

Elle donna alors celui de son mari, qu'elle fit passer pour son frère, disant qu'il demeurait dans une ville éloignée, dont elle se rappelait avoir entendu parler autrefois, dans le pays de son enfance. Ensuite elle indiqua sa propre adresse au hameau, comme étant celle de sa belle-sœur, et ajouta :

— Voici ce que mon frère désire qu'on écrive à sa femme : « Je travaille bien, j'ai une bonne place, une nourriture qui me plait et un excellent maitre qui me demande simplement de lui donner sa pipe ou son thé, et de porter ses messages à des amis. Je suis nourri et j'ai en plus trois pièces d'argent par mois. J'en ai gardé dix que j'ai échangées contre un billet qui a maintenant la même valeur. Prends-les pour ma mère, pour toi et les enfants. »

Elle resta assise et attendit pendant que le vieillard écrivait avec lenteur. Cela dura longtemps et à la fin il demanda :

— Est-ce tout ?

— Non, répondit-elle, j'ai encore ceci à dire, écrivez : « Je n'ai pas pu venir au nouvel an, parce que mon maitre m'aime

tellement qu'il refusait de se passer de moi, mais ce sera sans doute pour une autre année ; sinon, je t'enverrai ce que j'aurai économisé de mes gages une fois par an. »

Le vieillard se remit à l'œuvre et elle ajouta après avoir réfléchi un moment :

— Il y a encore ceci à mettre : « Dis à ma vieille mère que j'apporterai, quand je viendrai, de l'étoffe rouge pour son troisième linceul, de la meilleure qualité qu'on mette en vente. »

La lettre était terminée ; le vieillard la signa, la cacheta, inscrivit l'adresse, cracha sur un timbre et le colla, puis promit de la mettre à la poste à l'endroit qu'il connaissait. Elle lui remit son dû et revint chez elle. C'était là le complot qu'elle avait imaginé en séchant ses larmes.

La lettre

Sept jours plus tard un porteur de lettres vint à passer, son sac sur l'épaule. C'était un fait nouveau, car autrefois les facteurs n'existaient pas, et les villageois trouvaient miraculeux que des messages pussent être transmis de cette manière; cela arrivait cependant. L'homme sortit une enveloppe de son sac et la tint en regardant la mère :

— Êtes-vous la femme d'un nommé Li ? demanda-t-il.

Elle comprit qu'il s'agissait de sa lettre et répondit :

— C'est bien moi.

— Alors ceci est pour vous, dit-il, de la part de votre mari où qu'il soit, car son nom est écrit là.

Elle s'efforça de montrer une fausse joie, poussa des exclamations et cria à la vieille femme : « Voici des nouvelles de votre fils! » et aux enfants : « Votre père a écrit ! » Ils avaient peine à attendre la lecture de la lettre ; la mère se lava, mit une veste propre et lissa ses cheveux. Pendant ce temps elle entendit sa belle-mère crier à la cousine : « La lettre de mon fils est arrivée ! » Elle riait en parlant, si bien qu'elle se mit à tousser au milieu de ses rires jusqu'à ce que la cousine, effrayée de cette agitation dans ce vieux corps faible, se précipitât pour lui frotter le dos.

Lorsqu'elle descendit la rue, tout le monde se joignit à elle, car le gamin qui la suivait, expliquait, la bouche fendue, à ceux qui l'interrogeaient que son père venait d'écrire. La

petite fille courait par derrière, accrochée à la veste de son frère, et comme on était en hiver, que le travail ne pressait pas, les oisifs se rassemblèrent chez le scribe, étonné de voir sa maison subitement envahie. Lorsqu'il apprit de quoi il s'agissait, il prit la lettre, l'examina un moment, la tourna et la retourna et finit par prononcer gravement comme si c'était la principale chose qu'on lui demandait :

— Elle est de votre mari.

— Je l'avais deviné, répondit la mère.

Et la commère du village, mêlée à la foule, s'écria : « De quel autre homme voulez-vous qu'elle soit, mon brave? » et un rire général accueillit cette remarque.

Le scribe se mit à lire lentement. On fit silence ; la mère, les enfants, la foule, tout le monde écoutait, et à chaque mot le scribe s'arrêtait pour bien en expliquer le sens, d'abord parce qu'il est vrai que les mots écrits diffèrent des mots parlés, et aussi pour faire ressortir son instruction. La mère semblait entendre ces paroles pour la première fois et inclinait la tête à chacune d'elles; lorsqu'il arriva au passage ayant trait à l'argent, le scribe éleva la voix et prononça bien nettement la phrase importante. Les gens qui l'entouraient restèrent bouche bée, puis s'écrièrent: « Le billet y était-il ? » La femme fit un signe de tête, ouvrit la main et montra le papier qu'elle avait échangé contre son propre argent. Elle le remit au scribe stupéfait, et il dit d'un ton solennel :

— Il est vrai que je vois un dix, cela doit indiquer que la valeur est de dix pièces d'argent.

Chacun dut l'examiner à son tour. L'image d'un gros général à favoris était imprimée sur le billet et lorsque la commère du village le vit, elle s'écria stupéfaite : « Comme votre mari a changé, maîtresse! » croyant qu'il s'agissait de lui-même, et personne n'était bien sûr du contraire, sauf la mère qui déclara : « Ce n'est pas mon mari, je le sais. » Le scribe hasarda : « Sans doute est-ce son maître? » Et tout le monde voulut regarder de nouveau ; et on admira combien il paraissait riche et bien nourri. La foule était muette d'étonnement et d'envie, tandis que la mère repliait son précieux billet et le serrait dans sa main.

La lettre lue, le vieillard la remit dans son enveloppe et dit gravement :

— Vous avez beaucoup de chance; toutes les femmes de la campagne n'ont pas un mari capable de trouver une si bonne place dans une grande ville, ni de leur envoyer ses gages, car il paraît que là-bas, il y a tellement d'endroits où dépenser son argent!

La foule s'écarta d'elle avec respect et elle rentra fièrement chez elle; les enfants la suivaient et partageaient la gloire de leur mère. Au retour, il fallut tout raconter à l'aïeule qui se mit à rire de plaisir en entendant ce que son fils avait écrit à propos de son troisième linceul, et elle s'écria de sa voix tremblante et cassée, en frappant de satisfaction ses genoux osseux :

— Quel fils j'ai là! Je vous promets qu'il n'a pas son pareil! Cette étoffe de la ville doit être joliment bonne et solide!

En somme le complot avait assez bien réussi, et personne au hameau ne se moqua plus de la mère; on cessa toute allusion à l'abandon possible de son mari. Elle dut même s'endurcir le cœur, car depuis qu'on savait qu'elle possédait du papier-monnaie et qu'elle devait en recevoir d'autre l'année d'après, on venait lui emprunter en secret; le vieux scribe en premier lieu, puis un ou deux oisifs lui envoyèrent leur femme. Et la mère eut de la peine à leur refuser, car au hameau tous sont parents entre eux et portent le nom de Li. Elle répondait une chose ou l'autre : la somme était due ou déjà dépensée. Lorsqu'on bavardait au seuil d'une porte, on interpellait la jeune femme, ou bien la commère lançait des remarques à son intention sur le prix exorbitant du moindre bout d'étoffe, d'une aiguille, de quelques brins de soie de couleur vive à broder les souliers, et on avait soin de s'écrier devant elle :

— C'est bon pour vous qui n'êtes pas obligée de réfléchir sur chaque sou de dépense, avec votre mari là-bas qui vous gagne de l'argent en plus de ce que vous tirez du sol ingrat.

Et parfois un homme observait bien haut :

— Ce n'est peut-être pas prudent d'avoir une femme aussi riche que cela au hameau. Les richesses attirent les voleurs, comme le miel attire les mouches.

Il semblait que chaque jour, les ennuis causés par ce billet devenaient de plus en plus grands. En dehors des commérages et des questions, des gens qui désiraient le voir de près, elle-même éprouvait des craintes, n'étant pas habituée

à garder de l'argent sous cette forme. Le vent pouvait enlever le billet, les rats le dévorer, les enfants le trouver, s'en amuser et le déchirer sans en connaître la valeur. Elle finit par le détester. Elle examinait constamment le panier de riz dans lequel elle l'avait caché, de peur qu'il ne moisit dans le mur de terre et ne finit par pourrir. Elle s'en faisait un tel souci, que, voyant un jour son cousin aller à la ville, elle lui courut après, et lui dit tout bas :

— Changez-moi ce bout de papier en monnaie d'argent bien dure, je vous en prie, que je puisse la sentir dans mes mains, car ce billet entre mes doigts n'a l'air de rien !

Le cousin s'en chargea et comme il était un homme juste et honnête, il prit à la place de bonnes pièces sans défaut, qu'il fit sonner au retour, l'une contre l'autre, devant sa cousine. Dans sa reconnaissance, et de crainte de paraître mesquine, elle lui dit un peu à regret :

— Prenez-en une pour votre peine, et pour votre aide pendant les moissons, car je sais combien vous en avez besoin avec votre femme qui est grosse de nouveau.

Il considéra fixement les pièces de monnaie, cligna les yeux d'envie, sans s'en douter, et retint sa respiration; mais il refusa, et comme il était bon et consciencieux, il dit très vite pendant qu'il en avait le courage :

— Non, cousine, car vous êtes une femme seule et je suis encore capable de gagner ma vie.

— Quand vous en aurez besoin, vous pourrez m'emprunter, dit-elle, en se hâtant d'emporter toute la somme, car elle savait que, malgré sa bonté, un être humain ne peut pas supporter longtemps la vue de l'argent sans faiblir.

Cette nuit-là, tandis que la vieille mère et les enfants dormaient, elle se leva, alluma la bougie et creusa un trou dans le sol avec son sarcloir ; elle y déposa les dix pièces d'argent enveloppées d'un chiffon pour les protéger de la terre. Le buffle se retourna et posa sur elle ses grands yeux mornes ; sous le lit, les poules s'éveillèrent; elles poussèrent un faible gloussement et dirigèrent tantôt une prunelle, tantôt l'autre vers cette chose curieuse. La jeune femme boucha le trou, et le piétina, pour bien le dissimuler ; ensuite, elle se recoucha dans l'obscurité.

Encore éveillée, et cependant plongée à demi dans le

domaine des rêves, elle en vint à oublier d'une manière étrange qu'elle venait d'enfouir son propre argent, l'argent qu'elle avait gagné en coupant sa récolte, courbant son dos las sur chaque poignée de grain. Elle finissait par se persuader que son mari avait réellement envoyé cette somme, qu'elle représentait quelque chose de plus vaste, de plus considérable que son argent à elle. « C'est pour remplacer celui qu'il m'a pris, se dit-elle en son cœur, celui avec lequel il s'est acheté la robe bleue, et c'est mieux ainsi, car il y en a davantage. » Alors elle lui pardonna ce qu'il avait fait et s'endormit.

Après cela, lorsqu'on demandait à voir le billet, elle répondait tranquillement :

— Je l'ai échangé contre de l'argent ordinaire que j'ai dépensé.

Et quand la commère du village entendit cela, sa bouche de bavarde s'entr'ouvrit, puis elle s'écria :

— Mais tout y a-t-il donc passé ?

La mère répondit en souriant d'un air naturel :

— Mais oui, j'en ai eu besoin pour ceci ou cela, un pot neuf ou deux, de l'étoffe, des choses et autres. Pourquoi m'en priver, puisque j'en recevrai encore ?

Elle rentra chez elle et montra le costume qu'elle avait fait pour son mari, au cas où il reviendrait et dit :

— Voici à quoi j'ai employé une partie de l'argent.

Chacun examina le tissu, le froissa, admira sa qualité et la vieille commère observa malgré elle :

— Vous êtes une bien bonne femme, je vous l'assure, de prendre une partie de la somme pour lui et de ne pas tout garder pour vous ou vos enfants.

La mère répondit sans broncher :

— Mais nous sommes très satisfaits l'un de l'autre, mon mari et moi, et puis j'ai bien eu ma part, moi aussi. Je l'ai remise à un bijoutier qui m'en fera des boucles d'oreilles et un anneau pour mon doigt. Car mon mari a toujours désiré m'offrir des bijoux, dès que nous aurions mis un peu de côté.

Les femmes s'en allèrent en riant, car le soir tombait. Mais aussitôt leur départ la mère se lamenta. Elle regretta d'avoir forgé une histoire pareille :

— Ce que j'avais dit déjà suffisait bien. Où vais-je trouver de quoi payer ces bijoux ? Il faut cependant que je me procure

la somme nécessaire, si je veux qu'on me croie véridique
Et elle soupira en songeant au fardeau qu'elle venait de s'imposer.

Le temps passe...

Une fois de plus le printemps survint, et la mère dut se mettre avec énergie aux travaux des champs. Elle se fit aider par son fils et lui apprit à conduire la bête. L'enfant était trop jeune, trop menu, pour pousser la charrue; il se borna à courir derrière le buffle et à taper sur sa grosse peau couleur d'ardoise. Mais le cuir était si épais qu'il avait beau y mettre toutes ses forces, il n'arrivait pas à entamer la surface. La mère fixa un aiguillon dans la tige de bambou, et dit au gamin de s'en servir, pour faire sortir l'animal de sa prodigieuse indolence.

Elle employa aussi la fillette à des tâches légères, car la vieille femme devenait de plus en plus paresseuse avec l'âge; elle oubliait tout, et se rappelait simplement si elle avait faim ou soif. Elle ne bougeait que lorsque le bébé, avec sa vigueur habituelle, réclamait ce qu'il désirait, car elle adorait ce dernier petit-fils. La fillette apprit à laver le riz du déjeuner à la mare, mais elle devait s'y prendre avant le départ aux champs, car elle risquait, n'y voyant qu'à demi, de tomber dans l'eau et de s'y noyer. Elle s'exerça aussi à cuire le riz et à le tenir prêt pour le retour, bien qu'avec sa petite taille, elle atteignît à peine le couvercle du chaudron. Sa mère lui enseigna même à allumer le feu et à maintenir la flamme active. La fillette s'en tirait très bien et lorsque la fumée se répandait au dehors et lui entrait dans les yeux, elle supportait avec patience la brûlure de ses paupières. Elle ne se plaignait jamais, car elle comprenait qu'en l'absence du père, la mère devait suffire à tout. Mais, sa tâche terminée, elle se retirait dans la maison et se réfugiait dans un coin qui restait sombre, même en plein midi; assise, elle essuyait ses yeux ruisselants avec un morceau de toile qu'elle gardait pour cet usage et endurait sa souffrance du mieux qu'elle pouvait.

On atteignit le milieu d'un printemps tiède. La jeune femme peinait dur tout le jour, son fils à ses côtés. Les champs finirent par être labourés tant bien que mal. Les sillons étaient

moins droits et moins profonds que lorsque l'homme faisait le travail, aux saisons passées, tandis que la femme jetait les graines; cependant, elle arriva à semer les haricots, les plants de choux et les radis à vendre au marché. Le colza, de nouveau en bouton, dressa ses premières têtes, puis fleurit, jaune et or. La mère travaillait tellement, et se sentait si lasse chaque soir, qu'elle tombait dans un sommeil profond; elle avait peine à s'éveiller et en oubliait l'homme...

Chaque jour, ses enfants grandissaient, et, à mesure qu'ils s'éloignaient de leur enfance, elle les sentait moins à elle.

L'aîné poussait droit, mince et silencieux. Il prononçait peu de paroles, mais s'efforçait de remplir de lourdes tâches. Lorsque sa mère voulait prendre la grossière charrue de bois, pour la ramener à la maison, la journée terminée, il s'en emparait, mettait la lourde charge sur ses épaules maigres, comme un long joug, et rentrait en trébuchant sur les mottes de terre. Souvent, elle se sentait trop lasse pour protester. C'était lui à présent qui tirait l'eau du puits, nourrissait le buffle et se débattait pour accomplir sa part de travail aux champs, comme s'il était son propre père. Mais en agissant ainsi, il se séparait de sa mère d'une façon obscure, tout en partageant son labeur très scrupuleusement. Il se montrait souvent obstiné et elle sentait, sans en comprendre la raison, qu'il s'éloignait d'elle. Souvent ils se querellaient pour une cause futile. Si, par exemple, elle lui expliquait comment il devait tenir son sarcloir, il persistait, même si cela lui rendait le travail plus pénible, à s'en servir à sa manière. Ils se disputaient sur ce point et sur d'autres tout aussi insignifiants. Cependant chacun se rendait vaguement compte que le véritable sujet de leur dissentiment était ailleurs, avait une raison profonde que l'un et l'autre ignoraient.

La fillette, avec ses yeux à demi aveugles, n'était pas non plus une source de joie pour sa mère. La pauvre enfant, si patiente, faisait cependant de son mieux, et ne se plaignait pas plus que par le passé. Le petit garçon marchait et courait à présent. Il aimait à jouer dans la rue, et à batailler avec ceux de son âge. Sa sœur venait alors rejoindre sa mère et son frère aîné, occupés dans les champs. Mais là aussi, elle embarrassait plus qu'elle n'aidait, surtout s'il s'agissait de travailler dans de jeunes semis. Elle y voyait si mal, qu'elle

confondait les plants avec les mauvaises herbes, et les arrachait à leur place. Son frère lui criait avec colère :

— Va-t-en, car tu ne nous aides guère, je t'assure. Va t'asseoir à côté de la vieille grand-mère.

Et lorsqu'elle se relevait à ces mots, profondément blessée, mais souriant à demi, il lui criait de nouveau, d'une voix perçante :

— Regarde où tu marches, tu écrases les semis !

Elle se sauvait alors, trop fière pour rester, et la mère, entre son fils et sa fille presque aveugle, les comprenait cependant tous les deux. Le jeune garçon était harassé par un travail au-dessus de son âge, et la fillette souffrait avec trop de patience. Elle lui disait en soupirant :

— C'est vrai, pauvre petite, que tu n'es pas très utile, car tu ne peux même pas coudre avec des yeux dans cet état. Mais rentre balayer, préparer le repas et allumer le feu. Tu fais cela assez bien. Veille au petit ; fais attention à ce qu'il ne se noie pas dans la mare, car c'est lui le plus hardi et le plus têtu d'entre vous, et n'oublie pas de donner du thé à la vieille de temps à autre. C'est là qu'est ta tâche et tu peux m'aider. Dès que j'aurai un instant de libre, j'irai t'acheter un baume pour tes yeux.

Elle cherchait ainsi à la consoler, mais la petite de son côté ne la réconfortait guère, toujours assise en silence heure après heure, à essuyer l'eau qui coulait de ses paupières douloureuses, et à sourire de son sourire patient et figé. Parfois lorsque la mère la regardait, écoutait les colères de son fils et voyait l'ardeur que le plus jeune mettait au jeu, elle se demandait avec amertume pourquoi ils lui donnaient si peu de satisfaction à présent, quand, tout petits, elle les admirait et leur trouvait tant d'agrément...

Si seulement elle avait pu oublier l'homme, sentir que tout était fini entre eux et le savoir mort, enterré dans le sol, immobile et disparu à jamais, la vie lui eût semblé plus facile. Et si elle avait entendu les villageois s'écrier sur son passage ou dire dans un endroit où cela lui serait répété : « Cette femme du défunt Li est vraiment une veuve vertueuse ; le voilà mort et enterré et elle poursuit son chemin, énergique et fidèle. Aux temps anciens on eût dressé en son honneur une

arche de marbre, ou de pierre, tout au moins. » De semblables paroles l'eussent encouragée.

Mais bien au contraire, il lui fallait répondre à ceux qui venaient s'informer de son mari, leur mentir sur un ton joyeux, et ces mensonges obligeaient à songer sans cesse à lui. On lui criait :

— Vous voilà! maîtresse, avez-vous reçu une lettre ou vu un messager dernièrement, qui vous apportait des nouvelles de votre mari ?

Et elle, en route vers le marché, sa charge sur l'épaule, ou bien ramenant avec lenteur ses paniers vides, devait répondre, mortellement lasse :

— Oui, j'ai entendu dire qu'il allait très bien, mais il ne m'écrit qu'une fois par an.

Mais à son retour, elle se sentait brisée par ses mensonges. Dans sa triste solitude, elle s'écriait en elle-même : « Je suis une pauvre femme bien malheureuse, car je n'ai, en fait d'homme, que celui que je me forge avec des mots et des tromperies. »

A ces moments-là, elle restait assise, le regard fixé sur la route, et elle se disait, accablée : « Sa robe bleue se verrait de très loin si l'idée le prenait de revenir chez lui. Elle était d'un si beau bleu, si limpide ! »

Chaque fois qu'elle apercevait une tache bleue, son cœur bondissait dans sa poitrine, et lorsqu'un homme vêtu de bleu passait à une certaine distance, elle ne pouvait pas s'empêcher de s'arrêter dans son travail et de retenir sa respiration pour voir d'où il venait; elle abritait ses yeux du soleil quand elle se trouvait aux champs; le sarcloir lui tombait des mains pendant qu'elle se demandait la direction qu'il prendrait; s'il se rapprocherait ou s'éloignerait encore? Et ce n'était jamais lui! Le bleu est une teinte très commune; l'homme le plus ordinaire et le plus pauvre peut s'en revêtir.

Parfois, ses propres mensonges l'excitaient contre lui. Elle ne l'en jugeait pas digne; s'il était revenu alors, elle l'aurait accablé de malédictions, laissant éclater sa colère. Mais elle l'aimait, parce qu'il la faisait souffrir. Parfois cet état de révolte se prolongeait des jours entiers; elle se montrait maussade et brusque envers les enfants et la grand mère et chassait brutalement le chien avec son mouchoir ou

son sarcloir. Mais au fond, elle n'en souffrait que davantage.

Une fois de plus, on atteignit le nouvel an. Comme aux fêtes précédentes, elle se rendit en ville, vendit du grain, changea la monnaie en un billet, et se mit en quête d'un autre scribe qui écrivît à son adresse une lettre qui semblait venir de son mari. Une fois de plus le hameau écouta les nouvelles, et sut que l'homme lui avait envoyé de l'argent.

Toute l'envie qu'elle suscita, les paroles et les compliments qu'elle s'attira, n'arrivèrent pas à combler le vide de son âme. Même l'orgueil ne lui suffisait plus. Elle écouta la lecture de la lettre, le visage calme et indifférent. Mais le soir venu, elle mit cette lettre dans le four, parmi l'herbe qui brûlait. Ensuite, elle alla dans sa chambre et au bout d'un moment ouvrit le petit tiroir de la table et en retira trois lettres, — car l'absence de l'homme remontait loin! — Elle les emporta et les posa sur la flamme. Son fils la surprit et s'écria, stupéfait :

— Est-ce que tu brûles les lettres de mon père?

— Oui, répondit la mère, froide comme la mort, les yeux fixés sur les flammes rapides.

— Mais comment saurons-nous où il se trouve? dit l'enfant d'un ton gémissant.

— Je le sais mieux que jamais. Crois-tu donc que je peux oublier? dit la mère.

C'est ainsi qu'elle vida son cœur et fit place nette.

La mort de l'aïeule

Un matin l'état de la pauvre vieille grand mère empira. On ne pouvait s'y tromper. La mère envoya son fils aîné chercher son cousin, qui vint aussitôt, accompagné de sa femme et de quelques autres voisins. Ils regardaient la grand mère qui ne se rendait pas bien compte de ce qui se passait autour d'elle, l'esprit obscurci par la fièvre et par les pénibles efforts qu'elle faisait pour respirer. Chacun criait, indiquant une chose à tenter, un remède à appliquer et la mère se hâtait de ci, de là, essayant tout à tour de rôle. A un moment donné, l'aïeule reprit conscience et vit la foule rassemblée auprès d'elle. Alors d'une voix oppressée, elle dit :

— Un mauvais génie est assis sur moi. C'est mon heure... mon heure!

La mère s'approcha bien vite et comprit que la vieille créature cherchait encore à dire des mots qu'elle n'arrivait pas à articuler, tout en tirant d'une main tremblante sur le linceul qu'elle portait et qui était entièrement rapiécé. Elle avait ri par le passé, chaque fois qu'on avait posé une pièce et s'était écriée qu'elle survivrait encore à ce vêtement. Mais aujourd'hui, elle continuait à le tirailler et lorsque la mère se pencha très bas, elle prononça d'une voix entrecoupée : « Ce linceul rapiécé... mon fils... » Les gens se regardaient étonnés, mais le fils aîné dit aussitôt :

— Je sais ce qu'elle désire, mère. Elle veut son troisième linceul neuf et dormir dans celui que mon père avait promis de lui envoyer. Elle a toujours affirmé qu'elle survivrait à celui-ci.

Le visage de la vieille femme s'éclaira faiblement et tous ceux qui entendaient s'écrièrent :

— Quelle énergie à son âge !

Et ils ajoutèrent :

— Voici une vieille bien courageuse et elle aura son troisième linceul comme elle y comptait !

Une sorte de gaieté mourante, à peine perceptible, effleura la face creusée à mine de hibou, et l'aïeule, haletante, articula une fois de plus :

— Je ne mourrai pas avant qu'il ne soit fait et mis sur moi.

En hâte, on se procura l'étoffe. Le cousin alla l'acheter et la mère lui dit :

— Prenez ce qu'il y a de meilleur en fait de bonne cotonnade rouge, et demain je vous rendrai l'argent, si vous l'avez avec vous.

La jeune femme était décidée à donner à sa belle-mère ce qu'on trouverait de plus beau. Cette même nuit, lorsque la maisonnée fût tranquille, elle creusa la terre, trouva l'argent qu'elle y avait caché et prit ce qui lui était nécessaire, afin de conduire sa vieille mère à la mort dans le contentement.

Pendant deux nuits elle ne dormit pas un seul instant ; elle se prodiguait, sans compter sa fatigue ni gronder ses enfants et elle se montrait très douce avec la mourante. Lorsque le cousin apporta l'étoffe, elle l'approcha bien près des yeux qui allaient se fermer et dit à haute voix, car la vieille femme devenait chaque heure plus sourde et plus aveugle :

— Tenez bon, ma mère, jusqu'à ce que j'aie terminé.

Et la pauvre créature répondit avec courage :

— Oui... je ne mourrai pas.

Cependant le souffle lui manquait pour parler et même pour respirer, car chaque exhalaison devenait douloureuse et sifflante.

La mère se dépêchait, son aiguille allait aussi vite que possible; elle fit le vêtement de belle étoffe brillante, rouge comme une veste de mariée, tandis que la vieille femme la regardait, ses yeux obscurcis fixés sur le tissu qui luisait sur les genoux de la mère. L'aïeule ne pouvait plus avaler ni nourriture ni boisson. Elle attendait, cramponnée à ce léger souffle de vie qui la maintenait.

La mère cousait sans relâche. Les voisins apportaient les repas, pour lui éviter de s'interrompre. Elle termina sa tâche en un jour et une partie de la nuit suivante. Le cousin et sa femme, ainsi qu'une ou deux voisines, restèrent à la regarder; en réalité, tout le hameau se tint éveillé, se demandant qui des deux gagnerait la course : la mère ou la mort.

Enfin, tout s'acheva; la robe d'ensevelissement écarlate était prête et le cousin souleva le vieux corps, pendant que la mère et la cousine revêtaient de beaux habits neufs les membres flétris, bruns et secs comme des bouts de bois sur un arbre mort. La vieille créature ne pouvait plus parler, mais elle comprit et après un ou deux derniers râles, elle ouvrit les yeux tout grands et sourit à son troisième linceul, la réalisation de son unique désir, et elle mourut triomphante.

Après le jour de l'enterrement, la mère continua à s'acharner au travail, bien que toute hâte fût devenue inutile. Elle s'obstina plus que jamais au labeur des champs et lorsque son fils voulait se mettre à une tâche qu'elle avait commencée, elle lui criait d'un ton rude :

— Laisse-moi faire. La vieille grand mère me manque trop, bien plus que je ne l'aurais cru, et j'ai des remords de ne pas être rentrée ce jour-là au moment de l'orage, pour voir si elle avait chaud quand le soleil s'est caché!

Elle laissa chacun croire, au hameau, qu'elle pleurait sa belle-mère et se faisait des reproches. Beaucoup l'admiraient d'éprouver autant de chagrin et disaient :

— Quelle bonne belle-fille de regretter ainsi sa vieille mère!

Et on la consolait en répétant :

— Ne vous tourmentez pas, ne vous lamentez pas, maîtresse. Elle était très âgée, elle avait fini sa vie et à quoi bon prendre tellement à cœur cet instant qui a été marqué pour chacun de nous, avant même que nous sachions marcher ou parler ? Votre mari est encore vivant, vous avez vos deux fils. Prenez courage, maîtresse !

Le fils voudrait savoir

A la fête de la mi-automne, lorsque le hameau entier festoya et que chaque demeure eut sa joie particulière, la petite rue sa gaieté et ses réjouissances, et que le grain et la nourriture abondèrent partout, la mère fit quelques gâteaux en forme de lune à ses enfants. Ils les mangèrent sous les saules de l'aire et lorsque la pleine lune se leva, ils la virent briller, presque claire, aussi claire que le soleil.

Mais ils mangeaient gravement, paraissant avoir conscience du manque de bonheur chez eux, de l'humeur sombre de leur mère, et à la fin, l'aîné prononça d'un ton solennel :

— Parfois, je me figure que mon père est mort, puisqu'il ne revient pas.

La mère eut un sursaut, et répondit vivement :

— Mauvais fils, de parler de la mort de son père !

Mais une idée lui était venue. Le jeune garçon dit encore :

— J'ai souvent envie d'aller à sa recherche. Je pourrais partir dès que le blé sera semé cette année, si tu veux me donner un peu d'argent. J'attacherai mes vêtements d'hiver sur mon dos, au cas où je serais retardé dans mes recherches.

Alors, la mère eut peur, et pour détourner son attention :

— Mange un autre petit gâteau, mon fils, et attends encore une année de plus. Que deviendrais-je sans toi, si tu disparaissais à ton tour ? Attends que le plus jeune puisse te remplacer.

Mais le gamin cria énergiquement, capricieux, comme chaque fois qu'il avait envie d'une chose : « Si mon frère part, j'irai avec lui », et ses petites lèvres rouges faisaient la moue, tandis qu'il regardait sa mère d'un air furieux. Elle fit des reproches à l'aîné :

— Tu vois ce qui arrive quand tu parles ainsi, et que tu excites son imagination.

Et elle refusa d'en entendre davantage.

Le fils aîné n'oubliait pas ses projets et travaillait fébrilement à labourer les champs, et à semer son blé. Aussitôt après, il voulut se mettre à la recherche de son père.

— Laisse-moi partir à présent ! dit-il à sa mère. Donne-moi le nom de la ville où habite mon père, la région et l'adresse de la maison où il travaille.

En désespoir de cause, sa mère lui répondit, pour le détourner de son idée :

— J'ai brûlé ses lettres, et il faudra attendre la prochaine, au nouvel an.

— Mais tu avais promis de te souvenir, s'écria-t-il.

— J'y comptais bien, répondit-elle vivement, mais j'ai eu tellement de choses en tête, que j'ai oublié ; et avec cela la mort de ta pauvre grand mère ! Quand elle était mourante, j'aurais bien envoyé un mot à ton père, si j'avais pu me souvenir de son adresse.

Et lorsque le jeune garçon, peu convaincu, la regarda d'un air de reproche, elle s'écria avec colère :

— Comment aurais-je jamais pensé que tu voudrais t'en aller et me laisser tout sur les bras, au moment même où tu es de taille à m'être utile ? Je n'avais pas imaginé que tu abandonnerais ta mère, et je suis sûre qu'au nouvel an je recevrai une lettre comme les autres fois.

Le jeune homme se vit donc obligé de renoncer à son projet pour l'instant, et il attendit, maussade, désireux de revoir son père. Il se souvenait à peine de lui, mais il avait conservé la vague image d'un homme agréable et joyeux. Il avait d'autant plus envie de le retrouver en ce moment-ci, qu'il se sentait peu d'affection pour sa mère, car elle paraissait constamment irritée contre lui et ne comprenait rien à ce qu'on lui disait. Et il soupirait après son père.

La mère se trouvait très perplexe, ne sachant qu'une chose, c'est qu'il fallait agir promptement, car même si une lettre n'arrivait pas au jour de l'an, son fils la tourmenterait et l'obligerait tôt ou tard à lui avouer toute la vérité. Comment arriverait-elle à lui démontrer que le léger mensonge du début, inventé pour sauvegarder sa fierté de femme, était devenu une chose aussi importante, enracinée depuis des années, et difficile à rectifier ?

Elle se consola de nouveau en se disant que l'homme devait être mort. Jamais on n'avait entendu parler d'un mari qui ne revenait pas de temps à autre au pays, revoir ses fils et sa vieille demeure, s'il était vivant. Certainement il était mort. Elle se le répéta si bien qu'elle finit par y croire ; il n'y avait plus qu'à l'annoncer pour convaincre le jeune garçon et les habitants du hameau.

Une fois de plus elle se rendit à la ville, selon son habitude, mais elle choisit un scribe qui lui était inconnu et le pria en soupirant d'écrire à la femme de son frère :

— Dites-lui que son mari est mort. Et voici comment. Il a été pris dans une maison en flammes, car un esclave ayant renversé une lampe, un incendie s'est déclaré, et il a brûlé dans son sommeil ; ses cendres sont perdues, et il n'y a pas de restes à ramener chez lui.

Elle fit inscrire son propre nom à la place de celui de la belle-sœur, inventa un nom fictif pour désigner l'étranger qui donnait la nouvelle, et le scribe, moyennant une augmentation de salaire, consentit à changer le lieu d'origine. Cela lui parut un peu louche, mais il n'en dit rien ; ce n'était pas son affaire et son silence lui était payé. Elle se dirigea vers la route du retour, d'un pas ferme. Un ou deux jours plus tard la lettre qu'elle avait écrite lui parvint, et elle la soumit au scribe du hameau. Elle lui dit sans broncher :

— Je crains qu'elle n'annonce rien de bon, mon oncle, — car ce n'est pas la date habituelle.

Le vieillard prit le papier, le lut, et s'écria tout saisi :

— Ce sont de mauvaises nouvelles, maîtresse ; préparez-vous !

— Est-il malade ? demanda-t-elle du même ton ferme.

Et le vieillard posa la lettre, retira ses lunettes et dit solennellement sans la quitter des yeux : « Mort ! »

Alors la mère se couvrit la tête de son tablier et pleura. Elle ne craignait plus de se laisser aller, et elle pleura sans arrêt comme s'il était réellement mort. Elle pleura sur ses années de solitude, sa vie si tourmentée, délaissée, sur sa triste destinée, le départ de son mari. Toutes les larmes qu'elle avait retenues de peur d'être entendue par un de ses enfants ou par un voisin, elle les versait à présent, et personne n'avait besoin de dénombrer les douleurs qui les faisaient couler.

Dès qu'elles surent les nouvelles, les femmes du hameau

accoururent, et vinrent la consoler; elles lui recommandèrent de ne pas se rendre malade de chagrin; il lui restait ses enfants, deux bons fils, qu'elles allèrent chercher et lui amenèrent pour la réconforter, et les deux garçons se tinrent devant elle, l'aîné silencieux et pâle, comme s'il était subitement malade, et le plus jeune hurlant parce que sa mère pleurait.

Brusquement, au milieu de la confusion générale, de bruyantes lamentations s'élevèrent, et des sanglots plus violents encore que ceux de la jeune femme. La commère du village, impressionnée par la tristesse environnante, s'écriait d'une voix entrecoupée, de grosses larmes huileuses lui coulant le long des joues :

— Regardez-moi donc, pauvre âme que je suis! Ma situation est pire, — je n'ai pas le moindre fils, — je suis plus à plaindre que vous, maîtresse, plus malheureuse qu'aucune autre!

Ses anciens chagrins se ravivaient si bien que les femmes étonnées se retournèrent pour la consoler, et la mère profita du tohu-bohu pour rentrer chez elle suivie de ses fils. Elle continuait à pleurer tout bas; incapable de s'arrêter, assise sur son seuil de porte, elle reprit de plus belle. L'aîné larmoyait sans mot dire et s'essuyait les yeux du revers de la main. Son frère l'imitait, sans comprendre la signification de cette mort d'un père qu'il n'avait jamais connu. Et la fillette pressait ses doigts sur ses paupières et gémissait sourdement : « Il faut bien que je pleure, puisque mon père est mort, mais les larmes me brûlent, et pourtant je dois pleurer mon père. »

Le douloureux pèlerinage

Le lendemain se leva gris et calme avec une nuance de pluie d'été. Le ciel bas, chargé d'eau, pesait sur la vallée et masquait les montagnes. La mère se leva de bonne heure cependant, décidée à conduire la fillette en ville. Après avoir attendu des mois et même des années, elle ne pouvait pas patienter un jour de plus pour s'efforcer de la soulager.

Quant à la jeune fille, elle tremblait d'excitation en coiffant ses longs cheveux, qu'elle tressa de frais avec une cordelière rose, et elle mit une veste propre, bleue fleurie de blanc, car

de sa vie elle n'était sortie de ce petit hameau et elle disait d'un air pensif en se préparant :

— Je voudrais y voir clair aujourd'hui, afin d'admirer les curiosités de la ville.

Son frère le plus jeune lui répondit avec à propos :

— Oui, mais si tes yeux étaient bons, tu n'aurais aucune raison d'y aller.

Cette riposte tombait si juste que la fillette sourit, comme elle le faisait à chacune des boutades du gamin, mais elle ne répondit pas, n'ayant aucune vivacité d'esprit; elle était lente et douce dans tout ce qu'elle faisait. Après avoir réfléchi un instant, elle dit :

— Je crois que je préférerais ne jamais aller en ville, et y voir clair.

La mère n'écoutait rien de ce qu'on disait, occupée à ses préparatifs. Elle se tint un moment devant son tiroir et finit par l'ouvrir. Elle en sortit un petit paquet, défit le papier fin qui l'enveloppait et considéra ses bijoux. « Dois-je les garder ou les échanger contre de l'argent? » se demandait-elle. Elle hésita un peu, puis elle se dit : « On me croit veuve et il me sera impossible de les porter, à moins que je ne les conserve pour le mariage de ma fille. » Alors elle enfonça le petit paquet dans son sein et appela sa fille pour se mettre en route.

Elles longèrent le chemin de campagne et traversèrent le hameau encore endormi à cette heure matinale. La mère avançait d'un bon pas, forte de nouveau; elle marchait libre, la tête haute, dans le brouillard, et tenait sa fille par la main. La petite, en s'efforçant de la suivre, découvrit à quel point elle y voyait mal. Chez elle, dans les endroits connus, elle se dirigeait assez bien, avec assurance, sans se douter qu'elle était guidée par le toucher et les odeurs plutôt que par la vue. Ici, sur cette route inconnue, pleine de bosses et de creux, car les pierres s'enfonçaient plus ou moins, elle serait tombée sans la main de sa mère.

La jeune femme s'en aperçut; elle eut peur et son âme courut au-devant de cette nouvelle épreuve; elle s'écria :

— Je crains qu'il ne soit trop tard, ma pauvre enfant. Mais tu ne m'as jamais dit que tu n'y voyais pas; je croyais que l'eau de tes paupières t'aveuglait.

Et la fillette répondit en sanglotant à demi :

— Moi aussi, je le pensais, ma mère; seulement je suis gênée à cause de cette route qui monte et descend et je ne suis pas habituée à marcher si vite.

La mère ralentit ses pas, et elles continuèrent leur chemin sans rien dire. En approchant de la pharmacie, la mère dans son impatience pressa de nouveau le pas sans s'en douter. Il était encore très tôt, et elles furent les premières acheteuses. L'apothicaire enlevait les planches de sa devanture sans se presser; il s'arrêtait souvent pour bâiller ou enfonçait ses doigts dans ses cheveux longs et emmêlés et se grattait la tête. Quand il leva les yeux et vit la paysanne et sa fille debout devant le comptoir, il s'écria stupéfait :

— Que voulez-vous donc d'aussi bonne heure?

La mère montra la petite et demanda :

— Avez-vous un baume pour ces yeux-là?

L'homme regarda fixement la fillette et considéra ces yeux morts aux paupières rougies qui pouvaient à peine s'ouvrir, puis il s'informa :

— Comment est-ce arrivé?

— Au début, nous avons cru que cela venait de la fumée, dit la mère. Mon mari est mort et je suis obligée de faire des travaux d'homme dans les champs; aussi, la petite a souvent garni le four quand je revenais tard. Mais ces dernières années il devait y avoir une autre cause, car je l'ai ménagée; on dirait qu'un feu est en elle et lui brûle les yeux. J'ignore quel genre de feu, car il n'y a pas de jeune fille plus douce, elle n'est même jamais de mauvaise humeur.

L'homme secoua la tête et bâilla démesurément. Ensuite, il dit avec insouciance :

— Beaucoup ont des yeux comme elle, à cause d'un feu intérieur. Il y en a de plusieurs genres, et aucun baume ne guérit ces fièvres. Cela s'accroît et c'est sans remède.

Ces mots tombèrent comme du plomb sur les deux cœurs qui espéraient, et la mère dit vivement à voix basse :

— Il y a peut-être, il doit y avoir un docteur par ici. En connaissez-vous un qui soit capable et pas trop exigeant, car nous sommes pauvres?

Mais l'homme flegmatique secoua sa tête embroussaillée et, tout en prenant une drogue qu'il conservait dans une petite boîte de bois, il répondit :

— Il n'existe aucun art capable de lui rendre la vue. J'en suis certain, car j'ai observé beaucoup de maux de ce genre. Chaque jour des personnes viennent ici avec des yeux dans cet état; ils se plaignent d'une fièvre intérieure. Il paraît que les docteurs étrangers eux-mêmes ne connaissent pas de traitement efficace, car ils ont beau trancher, rouvrir les paupières, et frotter l'intérieur avec des pierres magiques, en marmottant des incantations et des prières, les feux n'en paraissent pas moins, et consument les yeux de nouveau. Personne ne peut détruire ces feux-là, car ils brûlent au dedans, au centre même de la vie. Mais voici une poudre rafraichissante qui calme un certain temps, toutefois sans guérir.

Il prit la poudre roulée en petits grains semblables à du blé foncé, les glissa dans une plume d'oie, bouchée d'un côté par du suif, puis il répéta encore :

— Oui, elle est aveugle, maîtresse.

Mais lorsqu'il s'aperçut de l'expression de la jeune fille, effarée à ces mots comme un enfant qui viendrait de recevoir un coup par surprise, il ajouta avec une certaine bonté :

— A quoi bon s'affliger? C'est la destinée. Dans une autre vie elle a dû commettre une mauvaise action, contempler une chose interdite et recevoir cette malédiction. Ou bien son père a péché ou vous-même, maitresse. Qui connaît les cœurs? Mais quelle que soit la raison, la malédiction est sur elle; personne ne saurait modifier les destins du ciel.

Et l'homme bâilla de nouveau, son court élan de pitié passé; il prit les sous que lui tendait la mère et disparut, en traînant les pieds, dans l'arrière-boutique. La jeune femme, enhardie par la colère, lui riposta bravement :

— Elle n'est pas aveugle! Qui donc a jamais entendu parler de maux d'yeux qui font perdre la vue? La mère de mon homme avait les yeux malades depuis son enfance, mais elle n'est pas morte aveugle pour ça.

Sans lui donner le temps de répondre, elle prit la main de sa fille et la tint ferme pour l'empêcher de trembler, tandis qu'elles se dirigeaient vers un bijoutier inconnu, un homme tout barbu, auquel la mère remit un petit paquet qu'elle tira de son sein :

— Changez-moi cela contre de la monnaie, car mon mari est mort et je ne peux plus le porter, dit-elle bien bas.

Tandis que le vieillard pesait les bijoux pour en estimer la valeur, elle attendit, et la fillette se mit à sangloter doucement dans sa manche, en disant d'une voix entrecoupée :

— Je ne crois pas que je sois vraiment aveugle, ma mère, car il me semble voir briller quelque chose sur la balance, et, n'est-ce pas, si j'étais aveugle, je ne m'en apercevrais pas? Qu'est-ce que c'est ?

La mère comprit à ces mots que sa fille n'y voyait plus, ou à peine, car tout près de son visage, les bijoux étincelaient, bien nets. La jeune femme gémissait en elle-même tout en répondant :

— Tu as raison, ma fille, c'est une bague que j'avais et que je ne peux plus porter ; alors, je l'échange contre de l'argent qui nous sera utile.

Ce nouveau chagrin empêcha la mère de donner la moindre pensée aux bijoux qui disparaissaient, ni à ce qu'ils signifiaient pour elle. Le vieillard les prit et les accrocha dans un petit coffre qui contenait des bracelets, des bagues, des colliers de bébés et toute sorte de jolis ornements. La jeune femme ne songeait guère aux siens. Ils ne représentaient plus à ses yeux qu'un objet brillant que sa fille, aveugle, ne distinguait pas.

Il lui restait encore une emplette à faire, puisqu'il en était ainsi. Elle reprit la main de la petite pour la protéger, car la rue se remplissait de foule ; on venait acheter et vendre ; les fermiers et jardiniers installaient leurs paniers de légumes frais et verts de chaque côté de la rue et les maraichers y plaçaient leurs baquets de poisson. La mère continua son chemin jusqu'à une certaine boutique ; elle laissa sa fille devant la porte et entra seule. Le commis lui demanda ce qu'elle désirait et elle montra du doigt un objet en disant : « Ceci. » Il s'agissait d'un petit gong de cuivre accompagné de son marteau de bois. Les aveugles s'en servent lorsqu'ils circulent, afin de signaler leur infirmité. Le commis, avant de l'envelopper, frappa un ou deux coups pour prouver sa bonne qualité, et la jeune fille, en entendant ce bruit, leva brusquement la tête et appela :

— Ma mère, il y a un aveugle par ici, car j'entends un son clair comme celui d'une cloche.

Le commis éclata de rire, car il voyait bien l'état des yeux de la fillette, et il s'esclaffa : « Il n'y en a pas d'autre que... »

Mais la mère l'interrompit d'un regard si farouche, que les mots lui restèrent dans la gorge et il se contenta de lui remettre le gong en la regardant partir, d'un air imbécile, sans comprendre.

Elles revinrent ensuite à la maison. La jeune fille était contente de rentrer, car à mesure que la matinée s'avançait, la ville devenait de plus en plus bruyante et animée, pleine de bruits inusités qui l'effrayaient : des voix criardes marchandaient, des gens qu'elle ne voyait pas la rudoyaient au passage, et elle se dirigeait avec sa délicatesse habituelle, posant ses petits pieds ici ou là, souriant inconsciemment malgré sa douleur. Mais la mère se désolait en secret et tenait fermement dans sa main libre l'objet qu'elle venait d'acheter : le signe des aveugles.

Toutefois, elle avait beau avoir ce petit gong, elle ne se décidait pas à le donner à sa fille, car elle se refusait d'admettre qu'elle fût complètement aveugle. Elle attendit tout l'été ; on récolta le grain de nouveau et on le mesura avec le nouvel agent du propriétaire, son cousin éloigné, ou un parent pauvre, très âgé. L'automne parut à son tour, mais la mère n'arrivait pas encore à se décider; elle voulait faire une dernière tentative, invoquer les dieux.

Elle se dit qu'elle irait visiter un temple, un temple éloigné de plus de dix milles qui contenait, prétendait-on, une bonne et puissante déesse qui écoute les femmes lorsqu'elles prient du fond de leur amertume. La mère expliqua ce projet à ses fils et ils devinrent très graves, pénétrés de ce qui arrivait à leur sœur. L'aîné observa avec ses façons de petit vieux :

— Je redoutais depuis longtemps quelque chose d'anormal chez elle.

Mais le plus jeune s'écria, étonné :

— Je ne me suis jamais aperçu qu'elle eût de mauvais yeux; je suis si habitué à la voir comme elle est !

La mère mit sa fille au courant :

— Je vais dans un temple, au sud, lui dit-elle, où il y a une déesse vivante, celle qui a donné un fils à la femme de Li le sixième.

La mère se mit en route, et toute la journée elle lutta contre le vent qui soufflait sans arrêt ce mois-là, amenant avec lui le froid des déserts du nord, si bien que les feuilles se ratatinaient sur les arbres, que l'herbe au bord du chemin deve-

nait cassante et se flétrissait, et toutes choses se fanaient et mouraient. Lorsqu'elle arriva au temple, elle ne songea pas à admirer sa grandeur ni sa beauté, ses murs peints d'un rouge rosé, ni les dieux dorés devant lesquels des gens en foule qu'on voyait entrer et sortir venaient se prosterner. Elle se hâta de pénétrer à l'intérieur et de rechercher cette déesse, qu'elle connaissait; elle acheta un peu d'encens à la porte et demanda au premier prêtre grisonnant qu'elle aperçut : « Où donc se trouve la déesse vivante? »

Il crut, d'après l'aspect commun de la femme, avoir affaire à l'une de ces créatures qui venaient si nombreuses, chaque jour, réclamer des fils, et il avança les lèvres dans la direction d'un angle obscur, au fond duquel une vieille déesse crasseuse était assise entre deux figurines de moindre importance qui l'assistaient. La mère se dirigea de ce côté et attendit qu'une vieille toute courbée eût fini de marmotter ses prières. Elle implorait la déesse pour son fils et lui expliquait qu'il gisait sur son lit, immobile depuis des années, trop malade pour être capable même de procréer un fils, et elle priait en disant : « S'il y a un péché dans notre maison que nous n'ayons pas racheté, faites-moi savoir, dame déesse, si c'est à cause de cela qu'il ne peut plus bouger et j'expierai, j'expierai! »

Puis la vieille femme se leva et s'en alla toussant et soupirant, et la mère s'agenouilla à son tour pour exprimer ses désirs.

La mère se releva enfin et soupira lourdement; elle ignorait ce que valait sa supplique; mais elle alluma l'encens et s'en retourna. Lorsqu'elle eut refait les dix milles et se retrouva de nouveau à sa porte, glacée et lasse, elle se laissa tomber sur son escabeau et répondit tristement aux enfants qui s'informaient de quelle manière la déesse avait accueilli sa requête :

— Comment puis-je savoir ce que le ciel ordonne? J'ai simplement prié et ce sera selon la volonté des dieux; nous devons attendre qu'ils la fassent connaître.

PEARL BUCK.

(*La troisième partie au prochain numéro.*)

Traduction de Germaine Delamain.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

SUR LA ROUTE DU LIBÉRALISME

Des paroles nouvelles viennent de se faire entendre, sur le forum où se discutent sans cesse les idées et les pratiques économiques. C'est le président du Conseil, M. Flandin, qui les a prononcées : « Ma doctrine, a-t-il dit, est que l'État ne doit intervenir dans la production que pour y assurer la liberté, organiser cette liberté, défendre cette liberté, s'il en est besoin ! » Ces déclarations, contrastant si vivement avec la politique de contrainte et de restriction pratiquée par la plupart des pays depuis vingt ans, ne visaient certainement pas à opposer un credo à un autre, le mythe libéral au mythe autoritaire. M. Flandin lui-même a pris soin de l'indiquer : « Lorsque nous défendons le retour à la liberté, a-t-il dit, ce n'est pas du tout par dogmatisme ni par théorie, c'est parce que nous avons la conviction profonde que la liberté seule remet en circulation les marchandises et les capitaux. »

Il ne s'agit pas, en effet, de discuter les mérites doctrinaux de la contrainte ou de la liberté, mais de savoir si c'est par l'une ou par l'autre, ou plutôt par une liberté organisée et disciplinée, que le monde pourra sortir du malaise où il se débat depuis plusieurs années. Si les économistes ne sont pas encore d'accord sur la réponse à faire à cette question, en revanche, ils ne méconnaissent ni la profondeur, ni la persistance de ce malaise.

Pour y remédier, chaque pays a d'abord tenté de s'isoler et agi comme s'il voulait ou pouvait devenir un « État fermé ».

Dans chaque pays, d'autre part, l'autorité publique envahit de plus en plus le domaine de l'activité privée et cherche à imposer, par la contrainte, un plan économique construit de toutes pièces.

La médiocrité des résultats obtenus jusqu'ici, leur disproportion avec les moyens mis en œuvre, et surtout avec les espérances conçues, inclinent à penser que ces systèmes conjugués « d'autarkie (1) » et d'économie dirigée ne possèdent pas les vertus qu'on leur attribue et qu'un retour au libéralisme serait nécessaire.

LE REPLIEMENT DES PEUPLES SUR EUX-MÊMES

L'isolement des nations, comme aussi la contrainte économique, est encore un legs de la guerre. Pendant la période des hostilités, bien que le monde fût divisé en deux camps, chacun d'eux était suffisamment grand et la solidarité interne s'y affirmait assez forte, pour que des liens économiques étroits se fussent noués entre les peuples qui les composaient. Mais la contrainte régnait dans tous les domaines de l'activité des hommes : production, travail, commerce et consommation étaient réglementés.

Au lendemain de la guerre, la solidarité économique et financière qui avait existé entre les nations alliées disparut; chaque pays retournait à la considération exclusive de son « égoïsme sacré ». En même temps, dans le domaine purement national, on essayait de réintroduire les libertés suspendues pendant la guerre.

Ainsi, la contrainte en matière économique ne suivait pas le même rythme, selon qu'il s'agissait des relations extérieures ou des relations internes; pour chacune d'elles, elle marquait des temps forts et des temps faibles, mais à des moments différents.

Un instant vint où l'on put croire que le libéralisme allait réapparaître dans les rapports internationaux. Ce fut en 1927,

(1) Nous employons à dessein le mot *autarkie*; seul, il peut désigner la situation d'un pays qui *se suffit* à lui-même. Le terme d'*autarchie*, qui s'est répandu à tort, ne peut se dire que d'un État qui *se gouverne* lui-même. Les deux notions sont différentes, comme l'est aussi l'étymologie des mots qui les expriment.

quand une vaste Conférence économique internationale se tint à Genève, sur l'initiative de la France et par les soins de la Société des nations.

Déjà, en 1919, le pacte de la Société des nations avait posé en principe (art. 23) qu'on s'efforcerait d'instituer « un équitable traitement du commerce de tous les membres de la Société ». Mais cette recommandation était restée lettre morte. Après d'utiles et actives séances d'études et de discussions, auxquelles j'eus l'honneur de participer, la Conférence se mit d'accord pour conseiller le retour au libéralisme économique.

Dans le rapport définitif que cette assemblée approuvait, les causes du malaise économique étaient nettement dégagées: « L'expérience des huit dernières années qui se sont écoulées depuis la guerre, y lisait-on, a mis en lumière un fait essentiel : sauf dans l'ancienne zone des opérations, la *désorganisation* causée par la guerre a été infiniment plus grave que les *destructions* proprement dites. A l'heure actuelle, la difficulté principale ne réside, ni dans une insuffisance des ressources naturelles, ni dans une insuffisance de l'énergie humaine nécessaire à leur exploitation... Cette difficulté provient toujours d'une adaptation défectueuse et d'une série d'obstacles qui empêchent l'utilisation intégrale de cette capacité de production », et ce sont les obstacles apportés à la circulation des hommes, des capitaux, des marchandises.

Revenir aux conditions antérieures à 1914 ne paraissait pas possible sans délais. Mais la liberté du commerce, — qu'on se gardait bien de confondre avec le libre-échange complet, — apparaissait comme la solution souhaitable. Aussi envisageait-on alors avec un grand espoir la conférence diplomatique qui devait se tenir, en octobre-novembre 1927, en vue d'élaborer une convention internationale supprimant les prohibitions et les restrictions apportées aux échanges. La Conférence économique, dans le rapport final qu'elle adopta, ne manquait pas de se référer à cette convention prochaine. Mais, comme par un pressentiment du sort qui pouvait attendre cet acte diplomatique, elle déclarait « que le but poursuivi ne serait pas atteint, si l'adhésion à cette convention ne constituait qu'un geste platonique et si ces stipulations étaient rendues inopérantes par des droits d'exportation, par des contingentements,

par des réglementations sanitaires injustifiées ou par tous autres moyens ».

En fait, la convention portant suppression des prohibitions et des restrictions au commerce international fut bien signée le 8 novembre 1927, mais les ratifications furent si tardives et entourées de telles restrictions qu'on a toujours mis en doute la force obligatoire de ce texte pour les pays signataires.

Quant aux craintes que laissait apercevoir le rapport final de la Conférence économique, elles n'étaient que trop justifiées. Sans doute, en 1929, entama-t-on des négociations entre États européens, en vue de la trêve douanière, allant même jusqu'à proposer l'idée des États-Unis d'Europe. Sans doute, le 24 mars 1930, cette trêve fut-elle signée. Mais, auparavant, les tarifs douaniers avaient été relevés, les prohibitions et restrictions condamnées avaient réapparu sous des formes déguisées. Enfin, la crise dont le monde cherche encore à se délivrer aujourd'hui venait d'éclater et les velléités libérales de l'Europe et du monde s'évanouirent.

En même temps, les espérances qu'avait fait concevoir le mouvement de restauration monétaire de la période 1925-1928 allaient, elles aussi, se dissiper. Il y fallut un peu plus de temps, puisque ce n'est qu'en septembre 1931 que l'abandon, par la Grande-Bretagne, de la convertibilité du sterling donna le signal d'une vraie débandade des monnaies dans le monde entier, à l'exception de quelques pays, restés fidèles à l'étalon-or, et parmi lesquels la France occupe, sans conteste, la première place et la plus solide.

Dès lors, le mouvement de repli des États sur eux-mêmes, ainsi que le renforcement de la contrainte en matière économique allaient s'accentuer. Chaque pays allait s'engager, ou plutôt persévérer, dans la politique d'autarkie, poursuivant l'idéal, très sûrement chimérique, de se suffire à soi-même. Aucun d'eux n'a jamais manqué d'arguments pour justifier cette conduite : les anciens États entendent retrouver leur prestige de naguère, les nouveaux veulent s'équiper ; les pays que la guerre a conduits à s'industrialiser, ou à développer leur agriculture, pour subvenir aux besoins des belligérants, ne veulent pas renoncer à utiliser les moyens de production qu'ils ont créés. Peu importe que les débouchés anormaux

constitués par les besoins de la guerre aient disparu; on entend les retrouver en réservant aux productions nationales le marché national correspondant.

Dès lors, et par une sorte d'ironie, dès l'année même où fut signée cette dérisoire trêve douanière, ce fut, entre les États, une sorte d'émulation dans les restrictions au commerce extérieur; les plus traditionnellement libéraux ne furent pas les moins ardents à donner dans cette politique. La crainte de la concurrence entraîna le relèvement des tarifs; le désir de se protéger contre le *dumping*, dont chaque pays accuse à l'envi les autres, amena l'usage des contingentements; les troubles monétaires provoquèrent les surtaxes de change et les restrictions à la libre circulation des capitaux. Les traités de commerce furent dénoncés, ou tournés, ou restreints dans leur portée.

Notre politique commerciale n'a pas fait exception à cet entraînement général et ses variations, depuis vingt ans, reflètent assez bien les tendances à la restriction ou les velléités de libéralisme que le monde a manifestées. Au cours de la guerre, une loi (6 mai 1916) donnait au gouvernement les pleins pouvoirs douaniers; avant la fin des hostilités (23 avril 1918), nous dénoncions tous nos traités de commerce. Dès 1919, nous prenions des mesures, tant pour augmenter notre tarif (par des coefficients de majoration de droits, ou par des droits *ad valorem* superposés aux droits spécifiques) que pour écarter de nos conventions commerciales la clause de la nation la plus favorisée, instrument efficace de libéralisme économique (décret du 8 juillet et loi du 29 juillet 1919).

En 1927, inclinant vers une politique moins restrictive, nous recommencions à signer des traités de commerce, dans lesquels nous accordions à nos co-contractants le bénéfice de droits consolidés, très souvent au niveau même du tarif minimum, et la clause de la nation la plus favorisée se réintroduisait peu à peu dans ces textes.

Mais l'accalmie fut de courte durée. Des relèvements successifs et importants de tarifs furent bientôt votés et l'année 1931 nous vit inaugurer la politique des contingentements, qui sont aujourd'hui la pièce maîtresse de notre défense contre le commerce étranger.

Toutes ces mesures, qui relèvent à la fois du protection-

nisme et de la prohibition commerciale, ne signifient rien de moins qu'une continuation de la guerre sur le plan économique, et, dans cette lutte, les alliés d'hier se retrouvent souvent affrontés en des combats acharnés. Souvent il arrive que les mesures de restrictions ou les concessions commerciales servent d'armes dans les tractations politiques et, sans cesse, la diplomatie des affaires et celle des intérêts nationaux s'enchevêtrent.

SOLIDARITÉ ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

Après cette nouvelle et durable offensive du nationalisme économique, le temps semble venu de la réflexion sur l'impuissance des systèmes « d'autarkie » et sur l'échec des efforts que font les États pour s'isoler et vivre en économies fermées. Aucun pays, si étendu et si riche en ressources naturelles qu'il soit, comme les États-Unis ou l'U.R.S.S., ne peut vivre entièrement sur son propre fonds. L'échange lui est nécessaire, soit pour écouler le surplus de sa production, soit pour se procurer les matières premières, les denrées alimentaires ou les concours techniques et financiers qui lui manquent. La France qui, pourtant, se trouve favorisée par la diversité de ses ressources et par la modération de ses besoins, ne saurait vivre isolée : il lui faut demander à l'étranger le coton, le cuivre, le pétrole qu'elle ne produit pas, et elle a besoin d'acheteurs extérieurs pour ses vins, ses tissus, ses objets fabriqués.

Quoi qu'on fasse pour nier la solidarité économique des divers pays, elle réapparaît à chaque instant ; chassée, elle revient au galop, comme le « naturel » dont elle est un des aspects : la baisse du pouvoir d'achat de l'Europe ruine le Brésil, qui ne peut plus lui vendre son café ; les guerres intestines en Chine affaiblissent les exportations de l'Angleterre et le marasme des États-Unis affecte profondément les industries « touristiques » de la France ou de l'Italie.

Malgré le protectionnisme, qui a dominé la politique commerciale des principaux pays depuis plus d'un demi-siècle, les relations commerciales entre États n'ont cessé de se développer ; une véritable économie mondiale s'est fait jour et s'est renforcée, malgré les efforts adverses des nationalismes économiques : elle se maintient encore, malgré la crise et malgré

les systèmes prohibitifs ou restrictifs. Le commerce international, même en tenant compte de la baisse des prix et de l'augmentation de la population qui se sont produits au cours du XIXe siècle, a plus que décuplé pendant cette période. Aujourd'hui encore, la décroissance des échanges, si elle se poursuit, le fait à une cadence beaucoup plus lente depuis 1932 que de 1929 à 1931 et, pour notre pays, le volume des échanges avec l'extérieur reste en léger progrès.

Mais ce n'est pas seulement au chiffre des échanges qu'il faut apprécier l'existence et la force de l'économie mondiale. D'autres manifestations encore en constituent les indices, — et les bienfaits : l'accroissement des moyens de communication, qui permettent aux hommes, aux capitaux, aux biens matériels de se répandre sur toute la surface de la terre, a augmenté le sentiment qu'on peut avoir de l'unité économique du monde ; la mise en valeur de pays neufs, l'entrée dans le circuit des échanges de pays qui vivaient à l'écart, ont attesté la solidarité des efforts des hommes pour accroître leur bien-être et leur domination sur les forces de la nature.

Le repliement sur soi-même est, pour ainsi dire, un réflexe instinctif des peuples qui se sentent ou se croient menacés par l'activité des autres. Et, de tout temps, l'étranger se distingue mal de l'ennemi : *hospes, hostis*. Mais c'est une attitude qui ne peut résister aux forces naturelles que développe la vie économique et qui exigent l'échange et la mise en commun des efforts et de leurs produits. Sous sa forme atténuée, qui est le protectionnisme, « l'autarkie » peut rendre service : ce système remédie aux excès de la concurrence, il ménage les transitions du progrès ou des transformations d'outillage dans le pays protégé; mais il ne saurait exercer un pouvoir créateur de richesses, ni même constituer un stimulant durable à la production.

Les tendances spontanées à la consolidation de l'économie mondiale travaillent, malgré tout, à organiser les échanges et la division du travail entre nations. Tandis que les mesures protectionnistes et surtout « autarkistes » apparaissent comme le produit de circonstances politiques, comme des concessions à l'opinion mal informée ou à la routine des producteurs, la liberté du commerce, — ce qui n'équivaut pas au libre-échange complet, — paraît résulter de situations naturelles et du développement inévitable des besoins des hommes et

de leurs ressources. Elle est le moyen de satisfaire cette solidarité économique dont nous avons vu qu'elle persiste et se manifeste, à travers tous les obstacles.

ÉCONOMIE DIRIGÉE

Le retour au libéralisme nous apparaît non moins nécessaire en ce qui concerne le développement de la vie économique à l'intérieur de chaque nation. Ici encore, depuis vingt ans, il est dédaigné et la plupart des peuples font l'expérience de l'économie dirigée.

Peu de termes semblent, aujourd'hui, prêter à plus de confusion que celui-là. On l'applique aussi bien à la direction autoritaire et pleinement concentrée des forces économiques qui fonctionne en U. R. S. S., qu'aux expériences moins coordonnées, moins systématiques, mais impératives, du président Roosevelt, ou qu'aux mesures législatives prises en France, par exemple, pour réglementer telle production, comme celle du blé ou du vin.

A vrai dire, l'économie d'un pays est toujours dirigée en quelque mesure, puisque, de toute nécessité, il convient de régler l'usage que les individus font de leur liberté, pour les empêcher d'en abuser. Mais la simple existence d'un code de commerce n'est incompatible ni avec le libéralisme ni avec l'individualisme qui constituent, encore aujourd'hui, les principes recteurs de notre vie économique. L'économie est libre quand chacun reste maître d'engager ses capitaux et son activité comme il l'entend et sous sa propre responsabilité, sans avoir d'autorisation ni de concours à demander à la collectivité organisée. Le régime économique est individualiste, quand chacun peut recueillir et conserver le produit de son travail et disposer à son gré de sa propriété.

Si, au contraire, à l'initiative individuelle on entend substituer une autorité qui décidera, selon un plan préconçu, ce qu'il faut produire et en quelles quantités et qualités, si, à la poursuite du gain personnel par la mise en œuvre de l'activité ou du capital dont chacun peut disposer, on substitue une répartition réglementée des biens, alors on se trouve dans un régime d'économie dirigée et communautaire.

Entre la liberté du travail et des gains, d'une part, et la

direction totale de l'activité économique par voie d'autorité et suivant un plan, mille régimes intermédiaires peuvent prendre place. Mais on reconnaîtra toujours l'économie dirigée, partielle ou « totalitaire », à ce fait qu'elle enlève à l'initiative individuelle la direction des entreprises et qu'elle impose une répartition concertée du produit du travail économique. Au lieu de s'en remettre à chacun du soin de gérer ses propres intérêts et d'attendre du jeu des décisions particulières la satisfaction des intérêts de tous, l'économie dirigée prétend dicter à chacun sa conduite et introduire un ordre défini et préconçu dans la production, les échanges et les consommations.

Cette conception de la vie économique, qui remplace l'automatisme par des mesures concertées, a donné lieu à des essais ou à des projets de réalisation multiples et qu'une littérature immense a décrits et commentés depuis quelques années. En fait, c'est par des mesures d'étatisation, plus ou moins directe, plus ou moins étendue, que l'économie dirigée s'est manifestée.

Si aucun État, excepté l'U.R.S.S., n'a institué le monopole complet du commerce extérieur, la plupart des autres l'ont tellement contingenté et réglementé, qu'il devient impossible d'importer ou même d'exporter des marchandises sans une autorisation souvent refusée et parfois arbitraire. La nationalisation du crédit, ou, en langage clair, la subordination de l'industrie bancaire à la volonté des pouvoirs publics est en fait chose accomplie dans de grands pays; on ne saurait plus dire actuellement que l'activité des banques soit indépendante aux États-Unis ou en Allemagne.

Depuis longtemps, et dans beaucoup de pays, les moyens de transport, la production des forces motrices, la marine marchande sont industries d'État ou sont réglementées et d'ailleurs subventionnées, de telle sorte que la liberté et la concurrence n'y ont plus accès. Enfin, l'autorité multiplie ses interventions sur le marché des produits, s'efforçant de fixer les prix, maximum ou minimum, auxquels les marchandises doivent s'échanger.

Les inventeurs de plans économiques, qui foisonnent de nos jours en tous pays, adoptent en général le principe que la vie économique ne doit plus être laissée à son automatisme spontané, mais qu'il convient de régler la tâche et le salaire

de chacun, d'adapter les ressources aux besoins, la production à la consommation, suivant un programme défini, en laissant le moins possible au hasard.

ÉCONOMIE LIBÉRALE

Ce qui manque le moins à ces productions de l'esprit réformateur, c'est l'ingéniosité et aussi l'ingénuité. Ce qui leur fait défaut, c'est le sentiment de la réalité, telle qu'elle s'impose à nous, et la notion des résistances qu'elle oppose aux tentatives de réformes brusques. Sans doute, ce qu'on appelle, un peu ambitieusement peut-être, les lois économiques, n'a pas la rigidité des lois du monde physique. Mais les régimes économiques ne résultent ni du hasard des événements, ni du caprice des hommes. Vouloir substituer, à des habitudes sociales très anciennes et lentement constituées, des règles entièrement nouvelles pour régir les rapports des hommes dans la production et la répartition des biens, c'est méconnaître qu'une véritable loi de constance psychologique domine toute la vie sociale. On ne modifie que très lentement les traditions humaines et, si elles sont susceptibles de progrès ou de variations, ce n'est que par des efforts longuement poursuivis. Les transformations profondes ne sont jamais brusques, disait Auguste Comte, après avoir, de même, observé que les révolutions brusques ne sont jamais profondes. Le passage de l'économie libérale à l'économie dirigée, — à supposer qu'il fût possible et désirable, — ne saurait s'accomplir avec la rapidité que souhaitent les inventeurs de plans.

Leur vision optimiste des choses leur fait croire à la possibilité d'ordonner et de prévoir tous les actes que les hommes devront accomplir pour produire et se répartir les biens. Pourtant, à supposer même qu'une expérience d'économie dirigée puisse s'accomplir dans les limites d'une nation qui aurait, par hypothèse, de quoi se passer entièrement des autres, croit-on qu'une administration serait assez bien informée, posséderait assez de justesse et de rapidité dans la décision, assez de puissance dans l'action et le contrôle, pour savoir à tout instant ce qu'il convient de faire, pour l'ordonner et pour en obtenir l'exécution?

La complexité de la vie économique est telle, sa mobilité,

le nombre des éléments qu'elle met en jeu, celui des influences auxquelles elle est soumise sont si grands qu'il ne serait au pouvoir d'aucune direction concentrée de les dominer et d'en assurer l'indéréglable coordination.

En laissant jouer la liberté économique, il se produit des automatismes qui tendent constamment à rétablir un équilibre sans cesse en mouvement entre la production des biens et les besoins des hommes. Le mécanisme des prix, souvent décrit, règle le volume de la production, la répartition du travail et du capital dans les différentes branches de l'industrie humaine et assure la diffusion des produits. Les hommes, mus par la recherche ou le sentiment de leur intérêt, — et cet intérêt est souvent composite, — orientent leur activité et règlent leurs efforts comme aussi la satisfaction de leurs besoins. Sans aucun doute, il leur arrive de se tromper, tant sur l'appréciation de leur intérêt que sur les conclusions qu'ils en tirent, mais leurs erreurs finalement se neutralisent, alors qu'une erreur de direction, dans une économie dirigée, ne serait compensée par rien. Le mécanisme régulateur des prix, librement formés, ne parvient pas, à coup sûr, à réaliser l'adaptation continue et sans défaut de la production aux besoins. Il se borne à parer aux à-coups, à contenir les inévitables oscillations de l'offre et de la demande; il n'empêche pas les crises de surgir, mais il est propre à en limiter la durée ou l'intensité. Rien ne saurait suppléer son efficacité et aucun système ne posséderait le mérite qui lui appartient en propre : l'automatisme.

De même, et pour les mêmes raisons, la libre concurrence se montre supérieure à la réglementation autoritaire des activités économiques. Tout en semblant opposer les hommes, elle les rend en réalité solidaires les uns des autres. C'est qu'elle implique la division du travail; elle oblige l'individu à compter sur autrui et à le servir; elle lui interdit de satisfaire son intérêt personnel sans songer aussi à celui des autres, parce qu'elle l'oblige à rechercher ses propres satisfactions économiques en insérant son activité dans l'ensemble de celles de ses semblables. C'est de cette manière que, si égoïstes que nous soyons, nous sommes forcés d'être altruistes; pour l'individu, la société « devient la fin suprême, parce qu'elle est le moyen universel ».

LA LIBERTÉ ORGANISÉE

Les nations qui ont voulu rompre avec les principes traditionnels ont-elles eu à s'en féliciter? Il faudrait une étude détaillée des résultats obtenus par quinze ans de collectivisme russe, par dix ans d'autoritarisme économique italien, par cinq ans de « directionnisme » américain et par deux ans de dictature allemande, pour montrer le bilan de la contrainte en matière économique. On verrait alors qu'il est loin d'accuser un bénéfice substantiel et, si on le comparait aux résultats acquis dans les pays où l'intervention autoritaire, quoique développée, reste cependant exceptionnelle et n'offre rien de systématique, on s'apercevrait que ces derniers gardent la supériorité.

A défaut de ces bilans comparés, une présomption sérieuse à l'encontre de l'économie de contrainte nous est fournie par les tempéraments que les dirigeants les plus férus de ce système sont obligés de lui apporter : c'est Lénine, suspendant le communisme par la *Nep*, et aujourd'hui Staline rendant quelque liberté au commerce ; c'est l'Italie différant toujours le moment de mettre vraiment en vigueur les règlements des corporations étatisées ; c'est le Président des États-Unis proclamant sans cesse, et encore dans un récent message (1er janvier 1935), qu'il n'a pas l'intention de détruire la liberté du travail et du profit. Dans les pays fidèles à l'économie libre, mais où l'expérience de l'intervention a été tentée, on s'achemine, par étapes, vers la liberté. C'est ainsi que la France assouplit son système de contingentement des importations et que sa dernière loi sur les blés prépare la reconstitution d'un marché libre, débarrassé de tout prix imposé.

Cette liberté qui, décidément, semble bien le propulseur irremplaçable de tout mécanisme économique, est-ce à dire qu'on ne puisse la discipliner, obvier à ses abus, la concilier avec nos exigences de justice sociale? Personne aujourd'hui ne voudrait le soutenir. Le système capitaliste, fait de libéralisme et d'individualisme, peut s'incorporer la plupart des réformes réclamées au nom de l'intérêt général, de la protection des classes nombreuses, comme il peut et doit profiter de toutes les ressources que l'observation économique met à sa

disposition pour prévoir les fluctuations possibles de la production et des besoins.

La liberté peut s'organiser : les ententes industrielles, les accords douaniers, les conventions internationales du travail et les pactes de garantie mutuelle de sécurité politique, sont autant de manifestations et d'instruments de cette liberté en voie de se discipliner pour se rendre plus efficace.

Après vingt années d'un bouleversement tel que l'histoire en offre peu d'exemples, le monde reviendra-t-il à la notion de ses véritables intérêts? Si, décidément, il devait s'engager plus avant et persister dans les systèmes qui isolent les États les uns des autres et qui, dans les relations internationales, veulent tout régler par la contrainte, alors le monde aurait sacrifié le principe le plus actif de son progrès économique : la liberté. Pour lutter contre les périls qui le menacent, il aurait encouru le malheur, — et peut-être le châtiment, — de Diomède qui, poursuivant de son javelot ses ennemis sous les murs de Troie, avait blessé une divinité!

Albert Buisson.

UNE SEMAINE HISTORIQUE A ROME

Rome, vendredi 4 janvier.

Dans le salon d'attente de la gare des Thermes, la France de Rome est réunie : les deux ambassadeurs, Quirinal et Saint-Siège, avec leur personnel, le képi à feuilles de chêne d'or du général Parisot avec ses attachés naval et militaire, les directeurs de l'École de Rome et de la Villa Médicis, nombre de soutanes aussi, à ganses rouges ou violettes, sur lesquelles se détache, blanche sous le scapulaire noir, la robe du R. P. Gillet, général des Dominicains. Le train est annoncé pour sept heures cinq.

Brusquement, à sept heures précises, un léger remous dans le salon, une entrée imposante, l'arrivée d'une personne instantanément reconnaissable à son volume, à sa carrure, au déplacement d'air et à l'espèce de marge qui l'accompagne, comme une prérogative naturelle de sa personne, sans qu'il en coûte rien à l'aisance et à la familiarité de son abord : c'est le chef du Gouvernement, M. Mussolini lui-même. Je croyais, d'après le protocole, qu'il devait seulement se faire représenter ce soir, et se contenter d'envoyer son ministre des Affaires étrangères. Il nous fait la surprise de paraître en personne, d'être présent là où bat le cœur de l'Italie.

Il porte un manteau noir, le chapeau haut de forme légèrement en arrière : on le dirait du moins, à cause de l'habitude qu'il a de relever la tête et de porter haut le visage. Il est radieux ce soir, il rayonne vraiment, ce masque célèbre :

entièrement glabre, massif et pesant comme un marbre, avec cette pâleur des vieux Césars dans les musées.

Tout en causant avec M. de Chambrun, il passe sur le quai intérieur où doit accoster le train, devant une haie de carabiniers, plumets rouges et buffleteries blanches. La voie est sablée comme une allée de jardin. De quoi s'entretient-il avec l'ambassadeur ? Quelles pensées se pressent derrière ce front superbe ? Je l'ignore, mais on y lit un sentiment de triomphe.

Tout à coup, au ralenti, précédé de sa double machine, le train, silencieux, glisse le long du quai, défile majestueusement, comme pénétré de son importance. Sept heures quatre, une minute d'avance ! Mais déjà, sur le marchepied du wagon-salon, un homme, tête brune et cravate blanche, un salut, un sourire, saute du train encore en marche : ce n'est qu'un éclair. On a eu le temps de voir cette chose inouïe : M. Mussolini, cet homme si maître de lui, ce masque de pierre, on l'a vu rougir de bonheur.

Dimanche soir, 6 janvier.

Journées laborieuses : séances de trois heures, le matin, au palais de Venise, entre les deux hommes d'État, assistés de leurs secrétaires, tandis que M. Rochat et M. de Saint-Quentin discutent de leur côté avec M. Suvitch, dans les bureaux du palais Chigi. On travaille ferme dans les deux maisons, ainsi qu'à l'ambassade où une demi-douzaine de voitures, sous les arcades de la cour, sont continuellement prêtes à partir, comme les autos d'un quartier général.

On a peu de nouvelles de ces conversations, même à l'hôtel Excelsior, où M. Laval est descendu avec son état-major et une nuée de journalistes arrivés de Paris. On entrevoit seulement que la première journée a été consacrée aux questions européennes (Autriche et Danube), la seconde aux affaires coloniales et africaines. Mais le détail ne s'ébruite pas; les murs laissent filtrer peu d'indiscrétions. On cherche des impressions sur le visage verrouillé par la moustache du ministre, dont les petits yeux bridés, sous le store de leurs paupières, ne trahissent rien et ne disent que ce qu'ils veulent. Toute la publicité est concentrée sur le déjeuner au Quirinal, sur la visite rituelle aux sépultures du Panthéon et l'hommage à la tombe du Soldat inconnu, ainsi que sur la présentation de

la colonie française, qui a eu lieu hier à la fin de l'après-midi dans un salon de l'ambassade; ces diverses cérémonies occupent la presse et masquent le travail sérieux. M. Pierre Laval est remarquablement économe de ses discours; il fuit les bavardages et les allocutions, il ne recherche pas les applaudissements. C'est sans doute une des choses qui plaisent en lui à M. Mussolini, et c'est ce qui prête un poids à ses paroles.

Ce matin, les journaux ont publié le texte des deux toasts échangés au dîner officiel du palais de Venise. M. Mussolini s'est félicité d'une entente qui demeure ouverte à tous et n'est dirigée contre personne; on a le droit d'attendre beaucoup, pour la paix, de l'union des deux peuples héritiers de l'ordre romain. M. Pierre Laval a remercié son hôte illustre, et rendu hommage à son œuvre; il a salué l'Italie, mère de la civilisation d'Occident, ainsi que le « grand homme qui préside à ses destinées ». Dix ans d'injustice et de malentendus étaient effacés d'un seul mot, qui ne s'est fait que trop attendre: enfin, M. Mussolini, vieil élève de Georges Sorel, recevait la consécration de la France.

Je n'assistais pas au dîner; mais à la réception qui suivit, dans ces immenses salons carrés du palais de Léon-Baptiste Alberti, dans chacun desquels logerait à l'aise un immeuble moderne, Rome entière se pressait, en uniformes, en habits chamarrés et en toilettes de bal, entre les hautes murailles peintes de colonnades et de feintes architectures par Andrea Mantegna, et où des écussons suspendus portent des noms de victoires, l'Isonzo, le Piave, le Monte Grappa, Vittorio-Veneto. Dans le dernier de ces salons, où la foule était plus compacte, la densité des corps signalait la présence du maître. Il fallait traverser pour aller jusqu'à lui, à travers le cadre de la porte trop étroite, une épaisseur humaine. Autour de lui, le cercle se desserrait un peu; sa personne à la fois attirait et faisait de l'espace, laissait entre elle et ce qui l'environnait ce petit intervalle de déférence infranchissable, qui est l'atmosphère de l'autorité.

Il était debout, en frac, portant le grand cordon de la Légion d'honneur, au milieu de la vaste salle dallée de marbre comme une église, et où l'absence de sièges, de meubles, d'accessoires bourgeois double l'impression de grandeur :

comme dans les fresques, les figures comptent seules dans le décor désencombré, et font par leurs mouvements, leurs rencontres, leurs dialogues échangés en passant, des groupes et des tableaux perpétuellement renouvelés, dont le regard ne se lasse pas.

Au centre de la scène, on ne voyait que son visage : cette face si large, aujourd'hui simplifiée, encore agrandie par la calvitie, sur ses vastes épaules, semblait, comme un phare tournant, le point lumineux de la salle, une source éclairante, dont le faisceau actif paraissait dirigé vers vous et ne rien laisser échapper. Cependant il causait avec animation. Il portait l'habit noir, d'une coupe d'il y a dix ans, sans affectation d'élégance et sans avoir l'air endimanché. Ce qui frappait surtout, c'était cette prodigieuse vie, cette présence qui semblait ramasser sur son masque toute la personne, mobiliser à chaque seconde, et pour chaque interlocuteur, toutes les ressources du cerveau. Toute présentation était superflue. L'amie qui m'amenait à lui en resta stupéfaite : il ne lui laissa pas le temps de me nommer, tout de suite me parla de la *Revue* comme si je l'avais quitté la veille. Cette mémoire infaillible est le signe des chefs. Quelle prise a sur un homme celui qui l'appelle par son nom ! Un ordre anonyme n'existe pas, ne s'adresse à personne : le nom crée le lien, la responsabilité. Ainsi, dans cette foule, cet homme établissait sa domination : c'est un chef d'entreprise qui, au milieu d'une fête pour les noces de sa fille, ne perd pas de vue son affaire et ne cesse pas un instant d'être le patron.

Je suis malheureusement arrivé un peu tard pour une scène remarquable. A cette fête franco-italienne était convié, il va sans dire, tout le corps diplomatique. L'ambassadeur d'Allemagne y est venu comme les autres, porter ses félicitations au maître du logis. M. von Hassel aurait pu se borner à un salut de pure forme. Il a eu le bon goût de ne pas accuser le coup, et de s'entretenir galamment avec M. Mussolini. Ce gentilhomme a montré du cran. Il a eu également, dans le salon voisin, une conversation d'un quart d'heure avec M. Laval.

Ce soir, à l'ambassade française, M. Laval rend à M. Mussolini son invitation d'hier. Le palais Farnèse vaut le décor du palais de Venise. L'un est le triomphe de l'âge d'or de la Renaissance, comme l'autre est le premier chef-d'œuvre de sa

jeunesse : celui-ci a encore, dans toute son attitude, un aspect féodal, la simplicité militaire ; celui-là, avec autant de grandeur et de sévérité, offre déjà la pompe et la splendeur baroques. Entre ces deux monuments, tient le siècle le plus glorieux du génie de l'Italie.

Depuis plusieurs jours, la police explore la maison de fond en comble, de la cave au grenier, fouille les cheminées et même les entresols, c'est-à-dire l'espace compris entre les planchers des étages : il faut dire que ces entresols, entièrement inutilisés, excèdent la hauteur d'un homme, et qu'on y ferait tenir sans peine certains appartements de Paris, tandis que les cheminées sont de véritables monuments. On songe à ce passage de *Pantagruel*, où le géant avale par mégarde une demi-douzaine de pèlerins avec une feuille de salade, et ne fait du tout qu'une bouchée. Telles sont les mesures surhumaines de ces anciennes demeures de la grandeur romaine.

Une batterie de trois projecteurs, placés sur une tour voisine, caresse l'immense façade et y jette une égale lueur de clair de lune. Je préfère ce système de lueurs plafonnantes, tombant de haut et comme du ciel, à celui de nos éclairages par en dessous, qui ont le tort de déplacer les ombres, comme les rampes de théâtre, et d'altérer les lignes et la physionomie des choses. Sous cette vague neige éclairante, le monument sort à demi, sans en être arraché, de la masse de la pénombre. Une foule de petites torches, placées sur la plinthe des fenêtres, ajoutent à cette phosphorescence lunaire leurs flammèches rouges et mobiles, attisées par le vent. Ainsi le grand fantôme, baigné par cette lueur de planète morte, et animé par ces feux vifs de fête d'autrefois, drapé par les ombres de ses corniches, de ses frontons et de ses bossages, prend l'aspect d'une immense eau-forte de Piranèse ou d'une rêverie nocturne d'Hubert Robert.

J'arrive sur les onze heures du soir : les deux places célèbres du *Campo dei Fiori* et du palais Farnèse, reliées par la courte *via Marna* (la rue de la Marne), sont déjà obstruées par un campement d'automobiles, une brillante carapace de carrosseries et de limousines : c'est l'antichambre de la fête. Là-haut, au *piano nobile*, ce sont les mêmes uniformes, les mêmes toilettes, les mêmes bijoux, les mêmes épaules, les mêmes visages que la veille : toute l'aristocratie romaine, l'armée, les hauts

dignitaires du régime, la diplomatie, l'opulence, la renommée, les Excellences et les Académies. Seulement, au rebours de la soirée d'hier, où chacun circulait de salon en salon, presque tout le monde stationne dans une seule pièce. Ce n'est pas que l'espace manque autour de l'énorme quadrilatère, pour les promenades et les *aparte*. Mais presque personne dans les galeries. Le salon d'Hercule est désert. Tout ce brillant public se coagule, en quelque sorte, au fond de l'appartement, dans la splendide galerie Farnèse, sous les Atlantes, les *Ignudi*, les blondes mythologies et les bacchanales des Carrache, là où se tiennent l'ambassadeur et la comtesse de Chambrun. Personne ne bouge. On parle sans bruit, d'une manière distraite, comme si l'on écoutait, non le voisin, mais on ne sait quoi qui se passe ou qui se dit ailleurs. Je remarque aussitôt la cause de cette suspension, de cette sorte d'enchantement étrange : l'absence des deux principaux personnages de la fête. Je les cherche en vain du regard. Ils ne sont pas là.

J'apprends qu'à peine le dîner fini, ils se sont retirés à l'écart pour causer. Les invités tâchaient d'interpréter leurs gestes. Bientôt les deux hommes d'État ont préféré plus de solitude, et se sont éclipsés dans un cabinet que M. de Chambrun avait fait préparer pour eux. Ce tête-à-tête, en se prolongeant, fit naître une ombre d'inquiétude, qui se communiquait aux nouveaux arrivants. Au bout d'un quart d'heure, le ministre français fit appeler M. Léger. Le mystère dura jusqu'à minuit. J'arrivais au moment où il devenait dramatique. On n'osait respirer. Il n'y avait pas d'orchestre, comme dans les soirées mondaines, pour engourdir les facultés d'attention. Là-haut, les voluptueuses nudités bolonaises développaient en vain aux voûtes leurs nuées de miel et d'ambroisie. Au milieu de ce luxueux décor patricien, j'apprenais, mieux que dans Saint-Simon, ce que c'est qu'une Cour, et l'attente anxieuse de ce qui se passe derrière une porte.

Le temps paraissait long. On n'osait consulter les montres. On ne riait que du bout des lèvres. La plume des éventails étouffait les chuchotements. Je ne sais comment, à un instant donné, se répandit, dans cette tension qui touchait au malaise, une impression de détente, un tiède souffle de confiance. On ne sut d'où venait cette haleine favorable. Tout se dérida. Le

souci s'évanouit. C'était l'accord. La salle en un clin d'œil se trouva désenchantée.

Peu avant minuit, M. Laval et M. Mussolini reparurent. Ils se dirigèrent en causant vers un buffet particulier, où une collation leur était servie. M. de Chambrun s'approcha. Les trois hommes causèrent un moment, comme s'il s'agissait de choses indifférentes.

— Nous signerons demain, ajouta négligemment M. Mussolini, en prenant congé de l'ambassadeur, et avant de saluer la maîtresse de la maison.

Dehors, il pleuvait : une pluie tiède, qui sentait le printemps et faisait miroiter le pavé. Sur la place Navone, autour des fontaines de Bernin, se fermaient sur leurs étalages de jouets les dernières baraques de la Befana. Il y avait dans l'air de la douceur, un reste de liesse populaire, une tendresse répandue. C'était le cadeau de la Nuit des Rois.

Lundi 6 janvier.

Aujourd'hui, journée du Vatican. J'ai vu la France apporter son hommage au Saint-Père ; j'ai vu notre ministre des Affaires étrangères, ancien président du Conseil, sortir, visiblement ému, d'une longue entrevue d'une heure avec Sa Sainteté Pie XI ; je l'ai vu s'agenouiller au tombeau de l'Apôtre, et méditer quelques instants, sous la coupole de Michel-Ange, au milieu des espaces blanc et or de Saint-Pierre, dans la crypte où brûlent les lampes, devant la pierre sépulcrale sur laquelle le Christ a dit qu'il bâtirait son Église. Penché sur la balustrade de jaspe de la Confession, j'ai vu ce visiteur faire le geste appelé depuis tant d'années par les prières de tant de Carmels et les ferveurs de tant de prêtres, et qui causera de la joie jusqu'aux confins du monde, partout où lutte un missionnaire qui porte avec la France la parole de Dieu.

Ce soir, le Saint-Père donnait audience aux membres de la presse parisienne. Minute mémorable et touchante ! L'espace me manque pour la décrire. Plus d'un, qui ne s'y attendait guère, se retira plus bouleversé qu'il n'eût voulu en convenir : tous emportèrent malgré eux comme un souvenir de piété l'image de cet homme blanc, de ce « vieux prêtre », de ce « vieux père », qui les appelait tour à tour « ses enfants » et les « grands seigneurs de la parole », les enorgueillit en leur

montrant leur redoutable pouvoir, et pour toute leçon, se borna, en les bénissant, à leur recommander le soin de la vérité.

Mais au palais de Venise, une autre convocation les attendait : il s'agissait de la signature des accords. Toutefois, avant de nous faire assister comme témoins à ce grand acte, M. Mussolini, pour nous montrer sans doute sa parfaite liberté d'esprit, eut la coquetterie de nous faire voir le fonctionnement d'une corporation, et de nous initier à une séance de travail. Une centaine de chemises noires, devant de petites tables d'écoliers, ressemblaient à une classe, qui écoutait un vague rapport, extrêmement mal débité, sur je ne sais quel sujet d'élevage ou de pêche du poisson. Une porte s'ouvrit : Mussolini entra. Jaquette sombre, col empesé, cravate noire à discrètes rayures blanches, et sur ces puissantes épaules la belle tête pâle d'empereur paysan. D'un geste, comme on chasse une mouche, — *Basta!* — il fait taire les acclamations, d'un autre nous fait signe d'approcher, et debout, gravement, avec aisance, sans gestes, mais avec toute une mimique expressive de son corps athlétique, esquisse en deux mots son système : une collection de petites assemblées techniques, d'organismes composés de patrons, d'ouvriers chargés de discuter leurs intérêts, d'étudier des questions, de préparer des textes, jouant en un mot le rôle de conseil, la décision en dernier ressort appartenant toujours à l'État.

Je songeais cependant à la salle du Parlement, que j'avais vue la veille par hasard, sous le vitrage un peu glacial de Montecitorio : l'hémicycle sous les housses, les tribunes désertes, les couloirs vides, où se regardaient les alignements de bustes, comme dans une maison en vacances, après un deuil ou un veuvage. Mon compagnon évoquait un souvenir de sa jeunesse, une journée à la Chambre, en 1913, un tournoi passionné entre Barthou et Jaurès, à la veille de la guerre, sur la loi de trois ans, tandis que je songeais de mon côté à un autre anniversaire, celui (dix ans presque jour pour jour) du 3 janvier 1925, où le chef du fascisme, grondant et menaçant, écrasa l'opposition.

Longue attente, cette fois dans un petit salon parfaitement décoré de tableaux, de vitrines de luxe, que traverse une escouade de secrétaires chargés de paperasses et de dossiers.

Sans doute la collation de ces documents est minutieuse. Nous prenons patience en examinant les bibelots, les reliures, les ivoires qui font du palais un petit Cluny. Puis on entend la voix joyeuse de M. Mussolini qui commande :

— Allons! les mitrailleurs!

Et c'est le tour des photographes, armés de leurs réflecteurs et de leurs machines de cinéma. Enfin, on introduit la Presse.

C'est toujours la même salle immense, le même vide grandiose où j'ai été reçu il y a deux ans, mais la table a changé de place et se trouve près de la fenêtre, — la dernière du côté de la *via del Plebiscito*. Derrière cette table, les deux hommes d'État debout (M. Laval n'a pas eu le temps de quitter son frac de la journée, ni son cordon de *Pio nono*, qui barre le plastron). Derrière encore, cinq ou six personnes, M. de Chambrun, M. Suvitch, les fonctionnaires du quai d'Orsay. Sur un pupitre, un grand atlas ouvert sur une carte de Libye. C'est le seul meuble de la pièce, la trace qui atteste les litiges et les difficultés sur lesquels les deux pays en viennent enfin à un accord.

Je ne dis rien des déclarations que tout le monde a lues. Je voudrais reproduire l'atmosphère de l'instant, la lecture posée, sans « effet », devant un public de trente personnes, l'absence de rhétorique et pourtant (à cause de cela peut-être) l'impression de plénitude et de solennité. Ce n'étaient pas des documents, des textes diplomatiques; c'étaient deux vies qui s'exprimaient, deux vies à un sommet, à un point culminant de leur énergie et de leur existence. Dans cette face de pierre qui parlait, dans ce grand masque paysan, distinguiez-vous une trace de ruse, un soupçon de cette fameuse politique « italienne »? La voix et le ton disaient seulement l'honnêteté et le courage : « Nous nous sommes bien battus, disaient-ils; nous avons défendu bravement notre pays : nous pouvons nous donner la main. » Se tournant vers M. Laval, le maître de l'Italie ne cacha point sa sympathie, fondée sur l'expérience de « leurs jeunesses tourmentées ». Il ajouta avec finesse que tout n'était pas fait, que l'amitié est un sentiment « qui s'entretient et se cultive », qu'à cette condition de grands espoirs étaient permis. M. Laval, dans sa réponse, montra la même simplicité. Ce fut très beau. Quand les deux hommes se

donnèrent la main, ce fut vraiment le pacte, ce fut vraiment l'étreinte de la France et de l'Italie.

Le palais Taverna, où devait s'achever la dernière scène de la journée, s'élève non loin de la place Navone, sur une légère éminence qui s'appelle, je ne sais pourquoi, le mont Giordano. Au temps de la Renaissance, quand ce quartier se construisit, le fils de Lucrèce Borgia, le cardinal Hippolyte d'Este, le créateur des illustres jardins de Tivoli, avait là sa maison de ville, entourée de parterres célèbres. Au XVIIIe siècle, le terrain fut loti, et l'on y éleva sans beaucoup d'ordre les divers bâtiments que l'on y voit aujourd'hui.

L'ensemble forme un des coins les plus pittoresques de Rome. Le passant aperçoit de la rue un grand *portone*, qui file sous une voûte assez sombre, et encadre un massif de buis et une fontaine, qui est une des plus charmantes de la ville : un caprice rocaille, des vasques, une aigrette, une féerie qui me fait toujours penser à une verrerie de Venise, à une fantaisie brillante et inutile, mais qui saisit le cœur comme le coup d'archet d'un virtuose

J'ai toujours pensé que c'est ce délicieux jardin secret dont parle Paul Bourget dans un chapitre de *Cosmopolis*. Les salons ont été décorés d'arabesques « Directoire », à la fin du XVIIIe siècle, par un peintre du nom de Livorio Coccenti, suspect d'idées républicaines. Naguère encore, le comte Primoli venait là tous les soirs rendre visite à sa vieille amie la princesse Venosa. A la mort de la princesse, l'ambassade française auprès du Vatican, d'abord logée au second étage du palais Primoli, émigra au palais Taverna. C'est là que M. Laval, après la signature des accords au palais de Venise, sera l'hôte de notre ambassadeur M. François Charles-Roux.

Lorsqu'il arrive, fort en retard, après cette journée surchargée (ses secré aires, MM. Léger et de Saint-Quentin, qui avaient à se mettre en tenue, ne rejoindront qu'au milieu du dîner), le salon est déjà plein de la pourpre romaine. Nous n'aurons pas vu, c'est dommage, le cérémonial charmant et suranné des Éminences, reçues à leur descente de voiture et escortées jusqu'au salon par la livrée portant des cierges, comme on conduit le Saint-Sacrement.

Sont présents S. E. le cardinal Pacelli, secrétaire d'État, longue figure élégante, consumée, émaciée, saisissante de

flamme spirituelle et de vie intérieure, et le cardinal Fumasoni-Biondi, doux vieillard débonnaire, chef de la Congrégation des Missions, celui qu'on appelle le Pape rouge, comme le général des Jésuites est surnommé le Pape noir. Le vaste Mgr Caccia-Dominioni, grand-maître de la Chambre de Sa Sainteté, représente la personne du Saint-Père. Ajoutez les deux chefs des deux grandes maisons romaines, les princes Colonna et les princes Lelio-Orsini, la princesse Vittoria Ruspoli, noire et classique beauté du Guide, alliée aux Dampierre, et M. le comte Manzoni, ancien ambassadeur italien en France, enfin la marquise de La Tour, belle-fille de M. Nisard, dernier ambassadeur français avant la Séparation. Les autres invités représentent notre clergé, Saint-Sulpice, le séminaire de Saint-Louis des Français, les dignitaires français de la Vaticane et de la Rote, la presse catholique, soies rouges où le Père Gillet montre sa robe de croisade. M. François Mauriac, de passage à Rome, figure l'élément mondain et les gloires académiques.

Quand donc avait-on vu la France à Rome, convive de l'Église, faisant vis-à-vis avec elle? J'ignore ce qui s'est dit entre le Pape et M. Laval dans ce colloque d'une heure, presque sans exemple au Vatican, et dans la soirée entre le même Laval et le secrétaire d'État, qui lui fait face à la même table. Mes voisins n'en croient pas leurs yeux et n'en reviennent pas; ils croient faire à rebours, en remontant de bonheur en bonheur, ce chemin d'épreuves, le calvaire de chagrins et de désespoirs que fut toute leur vie à Rome depuis trente ans. J'écoutais avidement cette douloureuse histoire, et ne pouvais me défendre d'un sentiment de joie. Pourquoi feindrais-je d'oublier que c'est à vous, mes deux camarades, mes vieux condisciples de collège, dans la classe de philosophie du vénérable M. Ackermann, que c'est à vous, Monzie, auteur de *Rome sans Canossa*, et à vous, Jouvenel, ancien ambassadeur, qu'est dû ce grand retour des choses, et que tout cela, sans le savoir, s'ébauchait dans vos esprits, dans l'encens et la nostalgie de la chapelle de Stanislas?

Avec sa gaminerie charmante, Mauriac, au comble du bonheur, s'oublie à fredonner (Dieu me pardonne!) ce vieux refrain de notre enfance :

Catholique et Français toujours!

Cependant que M. Laval, qui retrouve, lui aussi, ses souvenirs d'enfant de chœur, dans la paroisse de son village, s'isole en un long tête-à-tête attentif avec le cardinal Pacelli. Dans un autre angle du salon, M. Alexis Léger expose le bilan de l'ensemble de ces opérations inespérées : liquider les vieilles misères, les causes invétérées de friction et de ressentiment, s'expliquer avec l'Italie comme Delcassé le fit avec l'Angleterre en 1904, reconstituer la grande ligne du Tibre à la Tamise, le front Rome-Paris-Londres, le dessein de César, embrassant la mer du Nord et la Méditerranée, le front d'Occident, le front de la paix, de la chrétienté, de la civilisation. La clef de tout cela était à Rome.

Mardi 8 janvier.

Dans le même salon d'attente de la gare des Thermes, mais en plein midi cette fois, voici de nouveau M. Laval et M. Mussolini en présence. Mêmes spectateurs que l'autre jour. Mais ce n'est plus de l'espoir, c'est la joie de la certitude. Ce n'est pas un adieu, c'est le sentiment d'un grand travail fait en commun, d'une œuvre durable accomplie. J'observe de nouveau le Duce : que ce visage est mobile ! Quelle succession, quel théâtre d'expressions rapides, tandis qu'il serre les mains de M. Laval et de sa fille. Tant de grâce, tant d'énergie, de sourire, de cordialité, je ne les ai vus jamais que sur les traits d'un autre héros, le général Charles Mangin.

Et dans la ville tout entière, c'est la même satisfaction, la même confiance naïve. Où est le temps où le moindre incident était cause d'aigreur, où l'on s'en prenait à la France de tout ce qui tournait mal, où la balle d'une Irlandaise visant Mussolini provoquait des émeutes devant le palais Farnèse ? Tout cela, c'était le dépit d'un long malentendu, d'une querelle d'amoureux. Grâce au Ciel ! Le fiel a disparu et il ne reste que l'amour. Y a-t-il assez de cloches à Rome pour carillonner une pareille fête et exhaler la joie d'une telle Épiphanie ?

LOUIS GILLET.

ESSAIS ET NOTICES

SAMUEL JOHNSON, LE BOILEAU ANGLAIS

L'Angleterre a célébré, au mois de décembre dernier, le cent cinquantième anniversaire de la mort de Samuel Johnson. — le docteur Johnson, comme on l'appelle, peut-être pour le distinguer mieux de Ben-Jonson, le contemporain de Shakespeare, l'auteur de *Volpone*. Le docteur Johnson a joué, on le sait, dans l'histoire de la littérature en Angleterre au XVIIIe siècle, à peu près le même rôle que Boileau dans l'histoire de la littérature française du XVIIe siècle, c'est-à-dire celui d'aristarque des lettres.

Mais autant le souvenir de Boileau paraît faire partie d'un passé reculé dans l'esprit des Français d'aujourd'hui, autant celui de Johnson reste prodigieusement vivant dans son pays. Jamais sa renommée n'a subi de diminution, ni même d'éclipse momentanée. On le dirait disparu d'hier. En vérité, en ces dernières années, s'il fallait marquer un changement, ce serait plutôt une recrudescence d'intérêt en Angleterre et en Amérique.

Comment se fait-il que ce même docteur Johnson soit profondément ignoré en France? De ses nombreux écrits bien peu ont eu les honneurs de la traduction : les essais du *Rôdeur* (*The Rambler*) et du *Paresseux* (*The Idler*) et quelques-unes de ses *Vies de poètes*, — ce serait tout, s'il n'y avait son roman *Rasselas, prince d'Abyssinie* qui représente assez brillamment, en Angleterre, le roman philosophique.

On sait comment, dans sa grande *Histoire de la littérature anglaise*, Taine a « démoli » Johnson sans aménité aucune; les quelques rares études consacrées depuis à Johnson ne

contribuèrent nullement à réhabiliter cette mémoire. En fait, il y a là un grand malentendu : Taine et les Français qui se sont occupés de Johnson ont visé l'écrivain avant tout, l'oracle de son temps en matière de littérature, le « grand Johnson » qui, aux yeux de ses contemporains, pouvait, d'un coup de plume ou de langue, faire ou défaire les réputations. Or, à considérer les choses sous cet angle-là, il est en effet difficile de ne pas concevoir un peu d'humeur, voire de sévérité. Non seulement Johnson juge tout selon les canons périmés du classicisme, mais là même il est sans grande originalité, puisqu'il se proclame disciple de Dryden et de Pope. Mais Taine aurait bien dû tenir compte du fait que la renommée de Johnson, dans son pays même, n'a jamais reposé principalement sur ses écrits ; parmi les critiques anglais, il en est plus d'un qui ne se font aucun scrupule de déclarer que Johnson, dispensateur de lauriers littéraires, n'est guère intéressant aux yeux de la postérité. Ce qui les intéresse tous, c'est l'*homme* Johnson, que justement Taine a voulu prendre en considération uniquement pour en faire un personnage grotesque, réduisant ainsi son rôle à celui d'un lanceur de mots pittoresques ou violents. Le bon sens anglais, guidé par les Macaulay, les Carlyle, les Leslie Stephen, et, aujourd'hui, les Tinker et les A.-E. Newton, a bien compris que ce n'était là que l'accessoire, qu'en vérité le docteur Johnson avait été une incarnation magnifique des solides vertus britanniques.

Un des livres les plus répandus en Angleterre est, sans contredit, la *Vie du docteur Johnson*, par James Boswell ; les éditions succèdent aux éditions, depuis les somptueuses éditions de luxe jusqu'aux plus humbles éditions populaires, jusqu'à l'édition à cinq sous.

***

Né à Lichtfield, dans le Staffordshire, le 18 septembre 1709, Johnson était sans doute parfaitement normal, physiquement aussi bien que mentalement ; mais le malheur s'acharna sur lui. Confié par sa mère à une nourrice dont le sang était vicié, il revint sous le toit paternel, après dix semaines, un pauvre estropié ; de taille grande et forte encore, il était déformé, presque bossu, et affligé de tics nerveux qui le faisaient prendre, par ceux qui ne le connaissaient pas, pour un idiot ;

le visage même était tristement défiguré par la scrofule ; l'ouïe et la vue dangereusement compromises, un œil tout à fait condamné. Sa mère, — fut-ce par remords, son rôle dans cette éducation est malaisé à déterminer, — conduisit l'enfant à Londres pour qu'il reçût l'attouchement de la reine Anne ; mais le résultat fut entièrement négatif.

Ce fut sa forte intelligence qui le sauva ; il comprit bien vite qu'il ne serait jamais sur pied d'égalité avec les autres pour les combats de la vie, et il accepta fièrement le défi. Il lui restait deux atouts dont il fit bon usage : son esprit très alerte, d'abord, doublé d'une mémoire prodigieuse et qui lui conféra de bonne heure un prestige réel parmi la gent écolière. Sa force physique aussi le servit, et non seulement à se faire respecter à l'âge des batailles entre gamins des rues, mais pendant toute sa vie. On raconte maintes anecdotes à ce sujet, comme l'épisode de l'imprimeur qui lui avait manqué de respect et qu'il abattit d'un coup d'in-folio, ou de l'homme qui avait essayé de lui prendre subrepticement son siège dans un théâtre et qui se trouva soudainement projeté, fauteuil et tout, dans le parterre.

Son père était un modeste libraire, ce qui permit à l'enfant de lire beaucoup. Mais la famille vivotait ; il n'alla à Oxford que comme précepteur d'un jeune homme de son village. Il eut le loisir de suivre les classes ; mais il était laid et pauvre, grand péché à Oxford ; il en souffrit sans permettre cependant aucune parole ni aucun geste de pitié. Un camarade ayant observé que ses souliers étaient éculés, plaça une paire de chaussures neuves devant sa porte ; Johnson jeta le présent par la fenêtre.

Après deux ans, le jeune homme qu'il accompagnait s'étant avéré cancre, Johnson dut, avec lui, quitter Oxford. Il retourna à Lichtfield. Quand son père mourut, tôt après, il reçut pour tout héritage quelque vingt livres. Johnson connut alors les affres du pion de collège, et cela d'autant plus atrocement que « l'âge qui est sans pitié » le savait pauvre et le voyait estropié. Il se sauva un jour, écœuré ; mais ce ne fut que pour affronter les désillusions plus amères encore de l'homme de talent qui offre en vain sa bonne volonté pour un morceau de pain. Il alla à Birmingham, y accepta les plus modestes emplois, se soumit aux plus humbles pensums du

plus médiocre gratte-papier. C'est alors que, seul dans la vie, assoiffé d'un peu de tendresse, il fit, dans un sursaut de dépit et de découragement, un mariage extraordinaire. Laid, il épousa une veuve, laide comme lui, et qui avait le double de son âge.

Avec les quelques écus que dame Porter apporta au ménage, on fonda une « académie » qui ne marcha pas du tout. Johnson partit alors pour Londres. Il réussit à s'y mettre en rapport avec l'éditeur Cave, le fondateur du *Gentleman's Magazine*. Mais ce Cave avait vite deviné que le pauvre diable était plein de talent et qu'il crevait la faim ; il l'exploita indignement.

Cette vie de misère inspira à Johnson ce qui peut être considéré comme son chef-d'œuvre. Il avait connu intimement le poète truand Richard Savage, dont la destinée fut horrible. Cette sombre existence, Johnson la raconte admirablement, sobrement, sans aucun effet d'éloquence. Quelque temps avant (1738) Johnson avait écrit déjà, pour se soulager, *Londres* : c'était un poème imité de la 3e satire de Juvénal et de la 1re de Boileau.

Le *Londres* de Johnson fut en Angleterre ce que le premier *Discours* de Rousseau fut en France : une accusation enflammée d'une société où le mérite n'a pas sa place. Chose curieuse, Cave vit cette satire, en comprit la valeur, mais ne l'imprima pas lui-même. Il continuait à exploiter Johnson, à qui il devait en bonne partie le succès de son *Gentleman's Magazine*. Nous sommes en 1740 ; le gouvernement vient de décréter que les séances du Parlement ne seraient plus publiques. Mais Cave avait dans les couloirs des amis, et ceux-ci lui faisaient connaitre les sujets des débats, les noms des orateurs, et souvent les arguments qui avaient servi de part et d'autre. Johnson était chargé de cuisiner des articles, — que beaucoup acceptèrent comme des comptes rendus authentiques des séances. Cela fut fait avec tant d'habileté que les plus intelligents même s'y méprirent. Lorsque Johnson apprit ce qui se passait, malgré les insistances de Cave, il refusa de continuer. Il se reprocha jusqu'à sa mort d'avoir trempé dans une supercherie.

* * *

Johnson s'était résigné à la pauvreté, mais non à l'obscurité. Au milieu de ses absorbantes occupations, il conçut le

projet d'une œuvre qui devait être l'un des piliers sur lesquels reposerait sa gloire littéraire; il annonça le fameux *Dictionnaire*, — entreprise énorme, car il n'existait proprement rien en Angleterre qui pût, d'une façon ou d'une autre, lui fournir un point de départ ou un point d'appui : la grandeur de l'effort était pour lui le meilleur stimulant.

Entre temps, Johnson dut avoir recours à divers expédients pour vivre. Il essaya de lancer, en 1749, un périodique *le Rôdeur* (*The Rambler*), publication dans le genre du *Spectateur* d'Addison qui avait eu tant de succès; il n'obtint que cinq cents abonnés. Enfin, en 1755, le *Dictionnaire* fut achevé. Ce fut un événement. Comme l'impression touchait à sa fin, l'Université d'Oxford offrit à l'auteur le titre de maître-ès-Arts *honoris causa*, pour qu'il pût en orner la page de titre de l'ouvrage. C'était la gloire, mais toujours pas la richesse, pas même l'aisance.

* * *

Trois ans plus tard, en 1762, des jours meilleurs s'annoncèrent. Le roi George III, sur la proposition de son ministre, fit offrir à Johnson une pension de trois cents livres : le vrai Johnson, celui qu'honore surtout la postérité, put naître.

Il a maintenant cinquante-trois ans. La plupart des grands qui illustrèrent l'Angleterre de cette période sont devenus ses amis, ou au moins ses admirateurs; et la pension royale a consacré sa renommée aux yeux de ceux mêmes qui ont des raisons de ne pas l'aimer. Son genre de vie était particulier. Un de ses bons amis, le docteur Maxwell, raconte qu'à cette époque, quand il passait chez lui à midi, il le trouvait généralement au lit, ou discourant devant une tasse de thé; c'était un vrai « lever », avec, autour de lui, des visiteurs. Après avoir causé toute la matinée, il allait dîner à quelque taverne, demeurait longtemps à table, se rendait ensuite chez des amis où il prenait le thé et où il prolongeait la séance autant qu'il pouvait.

En 1764, fut fondé le fameux « Club littéraire », dont il fut l'âme. Sir Josuah Reynolds en avait eu l'idée le premier, mais aucun des membres ne songeait à disputer à Johnson le sceptre de la conversation étincelante. Il y avait là, outre sir Reynolds et Johnson, les deux frères Burke (Edmond et

Richard), l'acteur Garrick, le romancier Goldsmith, sir John Hawkins (qui devait être le premier biographe de Johnson), le joyeux et spirituel marquis Topham Beauclerk, et quelques autres. On se réunissait une fois par semaine à Ivy Lane, à la taverne « La tête de Turc »; on soupait gaiement, on causait jusqu'à onze heures; après quoi, Johnson errait longtemps encore la nuit dans les rues de Londres.

Le prestige de Johnson grandit encore quand, en 1765, parut l'édition de Shakespeare. L'université d'Oxford conféra à son élève d'autrefois un nouveau titre, celui de docteur *honoris causa*. Son cercle se composait alors de ses amis de la taverne, d'éditeurs influents comme Stratham ou Dilly, du général Paoli, réfugié en Angleterre.

***

C'est à table, ou après le repas, qu'entouré, fêté, choyé, il s'abandonnait à sa verve, mêlant les plaisanteries aux coups de boutoir. Son ami, le romancier Goldsmith, souvent sa victime, disait: « Il n'y a pas à discuter avec Johnson; si son pistolet ne part pas, il vous assomme à coups de crosse. »

Comme Rousseau, il voyait avant toutes choses les conséquences pratiques des doctrines; si, directement ou même indirectement, celles-ci compromettaient l'ordre politique établi, le prestige de la religion, un code de saine morale, il fonçait dessus. C'est ainsi qu'il manifestait violemment sa mauvaise humeur quand on parlait devant lui des déistes anglais et de leur popularité grandissante. « Ces gens-là veulent faire parler d'eux, monsieur; s'ils ne pensent pas ce qu'ils disent, ils mentent, et je ne vois pas quel est l'honneur auquel ils aspirent en méritant l'épithète de menteurs. Et s'ils pensent véritablement qu'il n'y a pas de distinction à faire entre la vertu et le vice, alors, monsieur, ayons soin de compter nos cuillers lorsqu'ils auront quitté notre maison. » Il en voulait particulièrement à Bolingbroke et à Hume. Le succès du premier, et surtout le fait d'avoir fait publier ses œuvres après sa mort, le mettaient hors de lui: « Monsieur, c'était un scélérat et un lâche; un scélérat, parce qu'il chargea un tromblon contre la religion et la morale; un lâche, parce qu'il n'eut pas assez de résolution pour tirer la gâchette lui-même, mais donna une demi-couronne

à un misérable Écossais pour tirer le coup après sa mort. »

Ses malédictions s'adressaient aussi bien aux philosophes étrangers lorsqu'il ne partageait pas leurs idées, ou croyait ne pas les partager. Il confondait Voltaire et Rousseau dans une commune aversion. A l'endroit du premier, il ressentait cette haine farouche pour tout esprit libertin qu'il éprouvait pour Bolingbroke et Hume. Quant à Rousseau, il le détestait parce qu'il voyait en lui, — à tort ou à raison, plutôt à tort en vérité, — le grand prophète de la vie des sauvages. Or, Johnson, — et en cela, il se serait bien entendu avec Voltaire, l'auteur du *Mondain*, — n'avait jamais donné dans cette manie de son siècle qui consistait à exalter l'idée du renoncement aux douceurs de la civilisation. Quoique si longtemps privé lui-même de tout luxe, ou peut-être à cause de cela, Johnson était trop intelligent pour le mépriser. Un jour que Boswell essayait timidement de défendre la sincérité de Rousseau, il s'attira cette algarade : « Monsieur, si vous désirez faire de ceci une matière de plaisanterie, je refuse de discuter. Si vous entendez être sérieux, alors je dis que je considère qu'il est un des hommes les plus mauvais qui existent, un scélérat qui devrait être expulsé de la société comme il l'a été en effet. Trois ou quatre nations l'ont chassé, et il est honteux qu'il soit protégé dans ce pays-ci... »

Johnson était nettement opposé aux revendications féminines qui commençaient à se manifester en Angleterre, au XVIIIe siècle. L'idée surtout d'une femme prenant la parole dans une assemblée publique, comme cela arrivait chez les Quakers, l'irritait : « Monsieur, disait-il à Boswell, une femme qui prêche, c'est comme un chien qui marche sur ses pattes de derrière. »

Une autre marotte semblait gagner du terrain en Angleterre. Dès le XVIe siècle, Montaigne et Rabelais, — pour ne citer que les plus illustres, — avaient désiré substituer à la sévère discipline du fouet pour les enfants, le régime de la douceur et de l'émulation. Johnson voit là simplement un sentimentalisme aux lourdes conséquences. Il le disait à qui voulait l'entendre. Sa connaissance du latin était extraordinaire, et quand on lui demandait comment il l'avait acquise, il répondait, tout autrement que Montaigne : « C'est que mon maître me battait bien. Sans cela, monsieur, je n'aurais jamais rien fait. »

Un autre jour, c'est la question de la hiérarchie sociale qu'on discute. Tory convaincu et même fanatique, Johnson estime qu'il est essentiel de la respecter, en dépit des théories égalitaires volontiers proclamées depuis le gouvernement de Cromwell. Un matin, raconte Boswell, nous avions parlé des vieilles familles et du respect qui leur est dû : « Oui, monsieur ; je vois là une opinion très nécessaire pour maintenir la société... Sûrement, il est plus facile de respecter un homme qui a toujours reçu de la considération, que d'en respecter un autre qui, l'an dernier, n'était pas supérieur à nous et qui ne le sera pas l'an prochain. Dans les républiques, ce n'est pas le respect de l'autorité, c'est la crainte du pouvoir que l'on trouve. »

Johnson prenait grand plaisir à ces joutes qui se renouvelaient chaque jour, et souvent plus d'une fois dans la journée. Ajoutons que, dans les dernières années de sa vie, beaucoup de ses plus sauvages sorties trouvent leur excuse dans sa maladie, — maux physiques de toute espèce d'abord, et crises de plus en plus fréquentes de neurasthénie.

En effet, quoique fort entouré par des amis, — surtout par cette charmante Mrs Trale qui l'avait reçu, parfois pendant des semaines consécutives, dans l'une ou l'autre de ses somptueuses demeures, soit à Londres, soit à la campagne, — il mourut assez triste, et après avoir langui pendant des mois. Une attaque d'apoplexie l'avait terrassé en 1783 ; il passa de vie à trépas le 13 décembre de l'année suivante ; le 20 décembre il fut inhumé à Westminster Abbey. Et aujourd'hui encore, parmi les monuments élevés dans le Panthéon anglais, il n'en est guère qui voient affluer plus de visiteurs que celui du docteur Samuel Johnson.

ALBERT SCHINZ.

REVUE MUSICALE

Théâtre de l'Opéra : *Ariane et Barbe-Bleue*, conte en trois actes, poème de M. Maurice Maeterlinck, musique de M. Paul Dukas. — *Faust*, opéra en cinq actes, paroles de Jules Barbier et Michel Carré, musique de Gounod. — Théâtre de la Porte Saint-Martin : *Le petit Faust*, opéra-bouffe de M. Crémieux et Ad. Jaime, scènes additionnelles de M. Mouëzy-Eon, musique d'Hervé. — Théâtre des Nouveautés : *Vacances*, operette en trois actes de MM. Henri Duvernois et André Barde, musique de M. Maurice Yvain.

Le conte d'*Ariane et Barbe Bleue*, mis en musique par M. Paul Dukas, sur le poème de M. Maurice Maeterlinck, quitte la scène de l'Opéra-Comique pour celle de l'Opéra, qui, sans aucun doute, lui convient mieux.

Barbe-Bleue doit peut-être ce surnom au seigneur Gilles de Rais, qui laissa en Bretagne un renom épouvantable, au XV[e] siècle, et finit sur le bûcher. Mais on l'accusait du meurtre d'enfants en bas âge, pour des opérations de magie noire. Sans doute n'a-t-il fait que prêter son visage hirsute et horrifique à telle fable qui courait le monde depuis des siècles. La littérature a embelli quelques-uns de ces contes qui n'étaient d'abord que des contes de nourrices, pour apprendre aux petits enfants que la curiosité, jointe à la désobéissance, est un vilain défaut, puni de catastrophes.

Meilhac et Halévy connaissaient Barbe-Bleue depuis leurs premiers livres d'images, comme tous les Français. Devenus grands, ils en ont fait un croquemitaine d'opérette, en se moquant de ses veuvages réitérés :

C'est un coup bien rude,
Rude à recevoir,
Malgré l'habitude
Qu'on en peut avoir.

Traitant le même sujet trente ans plus tard, M. Maeterlinck en a tiré des variations autrement graves et non moins éloignées du ton original. D'ordinaire, il composait lui-même ses légendes, empruntant quelques noms et inventant les autres, pour les poser aux fronts de ses héros mélancoliques et de ses princesses de rêve, en des châteaux hantés de tendresse et de peur. Cette fois, le thème étant donné, il l'a résolument pris à rebours.

Les rôles seront renversés. Ariane, que Barbe-Bleue vient de prendre pour épouse, se montrera plus forte que lui. La curiosité sera récompensée et l'obéissance punie. « Il faut désobéir ; c'est le premier devoir. » A peine entrée en scène, Ariane, pour l'instruction de la duègne qui l'accompagne, prononce cette maxime et la suivra jusqu'au bout de la pièce. Les clefs qu'elle essaie tour à tour aux portes condamnées lui font découvrir des caveaux ruisselants de pierres précieuses et la mettent sur le chemin d'un trésor plus précieux encore : les épouses qui l'ont précédée et que Barbe-Bleue, moins féroce qu'il n'en a l'air, n'a pas tuées mais jetées en un souterrain d'où monte leur chanson, mal contenue par les voûtes de pierre.

Mais voici qu'il survient et s'écrie : « Déjà ! » Les autres, en effet, avaient hésité plus longtemps avant d'enfreindre sa défense. Elle le brave et il s'irrite. Cependant la révolte gronde à l'entour du château. Des paysans qui ont forcé l'entrée apparaissent, armés de fourches, pour défendre Ariane. Elle les renvoie, dédaigneuse : « Il ne m'a fait aucun mal. » Cette femme orgueilleuse ne veut devoir son salut qu'à elle-même et il ne lui déplaît pas de prendre sous sa protection l'homme qui croyait l'humilier.

Ariane, que ne quitte pas sa suivante dévouée mais effrayée, est parvenue jusqu'à la prison cachée. L'obscurité où l'on trébuche, le reflet tremblant de la lanterne sur les murs qui suintent et le danger de choir dans une eau « dormante et très profonde » enveloppent la scène d'un effroi indistinct, où l'on reconnaît le poète de *Pelléas*. Les captives sont là : elles vivent encore, mais ne savent que pleurer. Ariane leur fait honte, à juste titre, car il lui suffit de gravir quelques degrés et de briser un carreau pour retrouver la lumière du jour. Avec ravissement ses timides compagnes, jetant un regard par la brèche, reconnaissent au loin les maisons et les arbres où chantent les oiseaux, et dès que l'ouverture est assez grande pour les laisser passer, toutes s'évadent en se tenant par la main.

Pourtant, elles ne sortent pas du château. Mais elles y fouillent les armoires à robes, les coffres à bijoux, et reprennent goût à l'existence en devenant coquettes. Ariane leur prodigue avec ses compliments ses conseils de beauté, obligeant l'une à dérouler sa chevelure de lumière, et l'autre à mieux montrer ses bras « adorables ». Où est donc Barbe-Bleue ? Il se bat avec les paysans dont la révolte n'est pas apaisée. C'est ce que vient annoncer la suivante d'Ariane, passant de l'emploi de confidente à celui de messagère. Il n'a pas l'avantage. On l'apporte sans connaissance, blessé et cependant chargé de liens, tant il paraît redoutable encore. Le chef de la sédition croit devoir le livrer à celles qui ont à se venger de lui, s'inquiétant seulement de savoir si elles ont tout ce qu'il faut pour l'achever. On le rassure et, quand il est parti, Ariane tance les autres femmes pour avoir fléchi le genou dès qu'a paru leur maître. Il ne faut pas trembler ainsi. Elle ne veut pas le tuer : ce serait lâche. Si elle demande un couteau, c'est pour couper la corde qui le serre, pendant que les autres s'empressent à panser ses blessures, moins graves qu'on ne croyait. Il reprend ses esprits. C'est le moment qu'attendait Ariane pour le rendre témoin de leur départ. Il faut qu'il en apprenne le motif et y consente. Ce n'est pas raffinement de cruauté, mais, au contraire, une marque d'estime. Sans crainte quand il usait de violence, Ariane traite en homme libre cet adversaire désarmé. Mais les autres épouses ne peuvent s'élever à un sentiment aussi pur. Lâchement elles restent, dociles et charnelles. Barbe-Bleue à regret voit Ariane qui s'éloigne, mais ne cherche pas à la retenir. Celle qui s'en va n'emporte-t-elle pas avec elle le secret du véritable amour ?

Entre tous les drames de M. Maeterlinck, celui-ci se distingue par la fermeté de sa doctrine. C'est presque une pièce à thèse dont l'héroïne est un professeur d'énergie, gagné aux idées libertaires et féministes. Ailleurs, ce sont les mouvements du cœur, les inquiétudes inexplicables et les affinités secrètes que le poète excelle à nous rendre sensibles par des allusions furtives, lueurs instantanées dans la pénombre des consciences. Là, l'instinct n'élève la voix que pour se faire vertement rabrouer. Il n'y a pas de place pour lui en ce temple de clarté, dédié à la déesse Raison. Seuls les bas côtés retiennent encore quelques vestiges de cette atmosphère vaporeuse où, comme en un tableau de Carrière, les figures prennent d'autant plus d'expression que le détail en est moins achevé. C'est là que sont blotties les petites épouses qui

portent toujours les doux noms d'Alladine, Sélysette, Ygraine, Bellangère et Mélisande.

Ce que l'œuvre perd en nuances, elle le gagne en force et en équilibre. C'est un noble édifice, dont l'ordonnance et les proportions semblent calculées à dessein pour y loger la construction sonore. M. Paul Dukas est né symphoniste. C'est ce qu'on disait déjà de Rameau. On le pouvait dire aussi de Vincent d'Indy. Mais l'auteur d'*Ariane* ressemble davantage à Rameau, parce qu'il est plus philosophe.

La fidélité au texte est assurée par la voix, qui jamais ne prend assez d'indépendance pour tracer une mélodie complète, mais très habilement est mise en liaison, d'une part avec les paroles dont elle accuse l'accent en donnant un tour musical, de l'autre avec l'orchestre dont elle suit l'harmonie. Le chœur des paysans, au début de l'ouvrage, n'est lui-même qu'un réseau d'interjections et d'appels entrecroisés dont les interstices sont comblés par l'accompagnement instrumental. Seules les captives, à la fin du premier acte, font entendre leur plainte sur un air cadencé comme une chanson populaire. Dès le prélude de l'acte suivant, cet air devient un thème dont l'orchestre s'empare, pour y revenir encore à plusieurs reprises et en tirer toujours de nouvelles pensées.

L'empire des paroles a ses limites, et ne va pas plus loin. La symphonie beaucoup moins malléable que celle de Wagner ne se pénètre que du sens et néglige les accidents du discours. Elle observe les ponctuations du drame, mais dans l'intervalle reste maîtresse d'elle-même et n'obéit qu'à ses propres lois. Elle règle son mouvement sur celui de l'action et prend le caractère approprié à chacune de ses phrases pour le traduire en son langage et en faire le sujet d'un développement musical. Ainsi l'apparition des pierres précieuses aux portes des caveaux, améthystes, opales, émeraudes, rubis et diamants, trouvera son image à l'orchestre dans les variations diversement colorées du même motif éclatant. Et après la magnifique ascension d'Ariane et de ses compagnes vers la lumière, le spectacle de la campagne ensoleillée qu'elles admirent laisse exactement au musicien l'espace qu'il lui faut pour insérer un épisode de symphonie pastorale, du plus charmant effet.

L'auteur a le génie de la technique. Ce n'est pas un apprenti sorcier, c'est un maître alchimiste qui déchaîne ou retient à son gré les puissances élémentaires, oblige à moduler régulièrement de complexes accords, chargés de notes divergentes, forme entre

les instruments de l'orchestre des combinaisons qui semblaient explosives et cependant sont stables, et pousse l'élaboration des idées jusqu'aux transmutations les plus surprenantes, qui par son art deviennent naturelles. Aucune vanité en cela ; il est trop sûr de sa science pour en faire étalage, mais elle lui est nécessaire, car son œuvre est le fruit d'une méditation profonde, et il faut, pour manifester la puissance de la pensée, cette richesse du style. La symphonie qu'il a composée sur le poème de M. Maeterlinck y ajoute une autre poésie, celle de la musique.

La symphonie en raison de son ampleur se trouvait un peu à l'étroit dans le théâtre de l'Opéra-Comique. Mais en 1907, il ne pouvait être question de donner ailleurs une œuvre de haut goût. L'Opéra depuis lors a regagné la confiance des musiciens. La partition d'*Ariane* y trouve un orchestre plus nourri, une salle plus sonore, qui ajoutent à la vigueur des accents une plénitude harmonieuse. Elle y trouve aussi M. Philippe Gaubert, qui a dirigé les études musicales et n'est pas seulement un excellent chef d'orchestre, mais un musicien d'une rare intelligence : en déchiffrant les notes, il saisit la pensée ; tout se dégage et prend un sens.

La mise en scène a été transformée. Depuis longtemps René Piot rêvait de donner à cet ouvrage de nouveaux décors. La maladie l'a surpris avant que son projet eût pris figure. M. Mouveau a pu, d'après les indications qu'il avait reçues de lui, établir le décor du deuxième acte et a lui-même composé les autres, dans le même style majestueux et simple. Le troisième acte forme un autre tableau, car on ne revient pas, comme précédemment, dans le caveau des trésors, jugé trop sombre pour la coquetterie des femmes qui s'attifent et plus tard pour l'évasion victorieuse d'Ariane. Le chœur de la révolte, entendu jusqu'ici derrière la scène, devient visible et se chante en manière de prologue, sur une place que domine la muraille du château, dans un brouillard nocturne qui laisse deviner la foule menaçante. Au deuxième acte, on a estimé superflu de figurer sur une toile de fond le paysage désigné par les femmes et chanté par l'orchestre ; on montre seulement le soleil qui l'éclaire, et cette représentation indirecte est la plus efficace, parce qu'elle agit sur l'imagination. Pas davantage on n'a tracé, au dernier acte, le contour du pays où Ariane va continuer de vivre, car nous n'en devons rien savoir, pas même s'il existe. C'est ainsi que M. J. Rouché, grand maître du théâtre, a su restituer au drame son aspect légendaire.

L'interprétation est superbe, car autour de Mme Germaine Lubin, cantatrice émouvante et tragédienne admirable, alternant avec Mlle Balguerie dans le principal rôle, elle réunit Mlle Lapeyrette, MM. Etcheverry, Medus, Mlles Almona, Gervais, Doniau-Blanc, Renaudier et Bourgat.

***

Le succès de *Faust* à l'Opéra était devenu proverbial. Le jubilé de la deux-millième représentation en a fait ou refait un événement. On y allait par habitude et on le jouait de mémoire : c'était un ouvrage de tout repos. Certes, on l'aimait toujours, mais sans trop y penser, tant on avait confiance. La mariée n'était pas trop belle ; mais elle était trop fidèle, et ne recevait plus les tendres soins des premiers jours. Il a fallu ces noces d'or ou de diamant pour qu'elle retrouvât, sous une parure neuve et de grand prix, toute sa grâce et sa fraîcheur.

L'interprétation était d'un éclat exceptionnel. Non seulement elle réunissait, dans les rôles de Marguerite, de Faust et de Méphistophélès, Mlle Yvonne Gall, M. Georges Thill et M. André Pernet qui sont d'admirables artistes, mais pour la circonstance Mlle Marisa Ferrer portait le travesti de Siebel avec la plus alerte élégance et prêtait à ce joli rôle sa voix émouvante que soutient une diction très nette ; Mlle Lapeyrette était une dame Marthe d'une qualité rare, pétrie d'esprit et de dignité : et M. Rouard, que l'on regrette toujours à l'Opéra, avait consenti à y revenir pour faire de Valentin une figure inoubliable d'humanité profonde et de chant musical. D'autres artistes, et non des moindres, avaient pris rang dans les chœurs, renonçant pour un soir au privilège de leur grade. A l'Opéra, ce n'est pas déroger, car le régiment est d'élite. On a pu reconnaître, vieillards factices aux tables de la kermesse, des ténors tels que MM. Fabert, Luccioni, Rambaud, Villabella, et défilant aux sons de la fanfare, pour la gloire immortelle des aïeux, des lansquenets et des soudards qui étaient MM. Cabanel, Duclos, Ponzio, Singher, ajoutant le brillant de leurs voix à ces morceaux célèbres, acclamés à tel point qu'il fallut reprendre le dernier. L'ouvrage entier avait été remis à l'étude, sous la direction musicale de M. Philippe Gaubert qui a su lui rendre sa souplesse et ses nuances, pendant que M. Pierre Chéreau en ranimait le mouvement scénique et M. Albert Aveline la chorégraphie où rivalisèrent de légèreté et de finesse Mlles Bos, Lorcia, Lamballe, en

un décor élargi et orné de cantatrices muettes, drapées à l'antique. Avant ce tableau, on avait restitué la scène de la chambre, nécessaire à l'action, puisqu'on y voit Marguerite abandonnée à son mauvais sort, et précieuse par sa musique, d'une désolation humble et poignante.

Sur la scène un zèle unanime suscitait dans la salle remplie jusqu'aux derniers gradins un enthousiasme qui le stimulait encore et redoubla lorsqu'on vit, avant le dernier tableau, tous les artistes de l'Opéra, M. Franz à leur tête, s'avancer en grave cortège, et Mme Germaine Lubin, d'un geste simple et noble, déposer une palme devant l'effigie de Gounod, pendant que l'orchestre et les chœurs faisaient entendre une partie de son oratorio *Mors et vita*. C'est ainsi que sa musique religieuse fut associée à cette fête et qu'on rendit hommage à sa mémoire, dans le triomphe du chef-d'œuvre qu'il a donné à l'opéra français.

Car c'est bien un chef-d'œuvre, dans le genre tempéré qui détient en notre pays la plus large audience et la plus constante tradition. Dans le poème de Gœthe, touffu et magnifique, Berlioz découpait de hautes images que son génie agrandit et renforce encore. Gounod reçoit de Jules Barbier et Michel Carré une pièce bien faite, d'un coloris atténué mais non pas inexact, qui la rend attrayante. Gœthe n'eût pas désavoué ce diable goguenard ni la petite ville allemande et sa gaieté bourgeoise : même en cette Marguerite, moins fière assurément que celle de Berlioz, il eût mieux reconnu sa Gretchen de faubourg, innocente mais sans vertu, qui comme elle accepte les bijoux et ne sait se défendre contre un conseil de détresse. Fort touchante avec cela, parce qu'elle est jolie et sans fard, flattée d'abord par les attentions d'un homme du monde, bientôt éprise à ne lui rien refuser, accablée de remords tardifs devant son frère à l'agonie, terrifiée dans l'église, honteuse de sa faute devenue visible, sauvée enfin par le châtiment qu'elle appelle comme une délivrance dans un pieux transport.

La musique de Gounod est sans rivale, dans un domaine limité ; entre la douceur féminine et la ferveur dévote, elle prend une incandescence qui hors de ce trajet se refroidit rapidement. Le sujet ainsi disposé la maintient presque sans arrêt en son état radiant où elle s'illumine d'irisations fort délicates. La mélodie se déroule sans heurt et le sentiment la colore par transparence. Le chant s'élève en pleine lumière et le récitatif observe finement l'accent naturel des paroles. L'harmonie élégante module avec

aisance, à intervalles réguliers. L'orchestre a des sonorités savoureuses et claires. Rien de sublime en tout cela : mais la musique coule à pleins bords. Ce n'est pas un torrent, ni un grand fleuve. Il n'y a pas de cimes à l'horizon ; pas de forêt obscure, pas de plaine majestueuse, ni de côte sauvage. Sous le ciel un peu voilé de l'Ile-de-France, le vallon a des fleurs qui embaument, et l'on vient s'asseoir devant *Faust* comme au bord d'une aimable rivière.

C'est parce que Gounod n'y forçait pas son talent que cet ouvrage lui a si bien réussi. C'est parce qu'il ne le destinait pas d'abord à l'Opéra que sans doute il y a mis tant de franchise. *Roméo et Juliette*, qui fut dès l'origine un opéra, n'a jamais atteint le succès de *Faust*, parce qu'il s'y sentait moins à l'aise, parmi ces gentilshommes vindicatifs, et bousculé sans cesse par les brusques péripéties du drame de Shakespeare. Mais avec Marguerite, il n'avait pas à se gêner. Car c'est elle, en dépit du titre, qui est l'héroïne. Faust et Méphistophélès n'interviennent que pour la séduire ou la tourmenter. L'histoire de cette pauvre fille est banale : pourquoi donc ne serait-elle pas touchante ? A peine y accordons-nous une attention distraite quand elle est platement exposée dans un journal, à la rubrique des faits-divers ou des tribunaux. Mais Gounod s'est approché de Marguerite ; il a vu qu'elle avait une âme, et c'est ainsi qu'il l'a rendue immortelle. Aussi longtemps que la postérité gardera le souvenir du musicien, elle honorera en lui par excellence l'auteur de *Faust*, comme l'abbé Prévost reste pour nous le romancier de *Manon Lescaut*.

* * *

Dans le même temps que *Faust* prenait par cette célébration un renouveau de gloire, le théâtre de la Porte-Saint-Martin nous rendait *le Petit Faust*, dont la première représentation fut donnée aux Folies-Dramatiques en 1869, l'année où l'œuvre de Gounod était reçue à l'Opéra. Le succès de cette parodie avait été étourdissant. On y voit Faust sous l'aspect d'un pédant de collège, dupé par Marguerite qui n'est qu'une gourgandine, et Méphisto en travesti.

Cette fois on voit encore, au deuxième acte, quand Faust au cabaret du *Vergiss-mein-nicht* cherche sa Marguerite parmi toutes les Marguerites du monde, des danses légèrement espagnoles, allemandes ou écossaises, qui scintillent sous les feux des projecteurs et font sortir de leurs étuis les lorgnettes des connaisseurs.

Ensuite, les coupables précipités dans les enfers y trouvent le tourment imprévu du téléphone et de l'automobile ; car M. Mouézy-Eon a cru devoir relever d'un condiment anachronique la farce de Crémieux et Jaime, un peu éventée, il faut le reconnaître, après tant d'années.

Faust en 1869 n'était plus une œuvre nouvelle, puisque la première représentation au Théâtre-Lyrique datait de dix années déjà. Mais Gounod depuis lors y avait ajouté des récitatifs et un ballet pour son entrée à l'Opéra, qui était l'événement du jour. La parodie comme la caricature s'attache en parasite à l'actualité mais s'efface avec elle si elle ne contient une part de vérité. On lit encore avec plaisir : *Harnali ou la contrainte par cor*, qui pousse à l'outrance, sans méchanceté d'ailleurs, l'incohérence et l'emphase dont on trouve en effet quelques traces dans *Hernani*. Mais depuis qu'on ne fait plus en France de poèmes épiques à l'imitation des anciens, l'*Énéide travestie* de Scarron enlaidit vainement les héros de Virgile : ils grimacent sans motif, on aperçoit l'auteur qui leur tire le visage en tous sens, et l'on cesse de rire. Ici, les déformations ne sont guère moins arbitraires. Les seuls rôles où l'on ne sente pas trop de parti pris sont ceux de Valentin, soldat au temps de Faust, qui ne change pas de carrière en devenant par la suite un sous-officier rengagé, et d'un vieux cocher de fiacre que les auteurs ont inventé. MM. Dranem et Castel s'en tirent à merveille. M. Boucot, malgré son talent, se donne plus de mal pour égayer de cabrioles la sottise indûment départie au docteur Faust. M[lle] Simone Lencret reste agréable et fine dans le rôle de Marguerite, sans chercher à en faire une dévergondée, et on ne peut lui donner tort. M[lle] Fanely Revoil, à qui le maillot sied fort bien, a tant de verve et d'esprit qu'elle enlève le morceau. Ce n'est pas, comme dans *Faust*, Satan qui « conduit le bal », c'est Méphisto qui mène le jeu, dans le mouvement d'une revue dont elle serait la commère accorte et rayonnante.

La musique d'Hervé fait le reste. Elle ne peut se comparer à la musique d'Offenbach, nourrie d'une harmonie plus profonde et d'un rythme autrement fort, ni à celle de Lecoq dont elle n'a pas l'élégance ironique, le malicieux sourire. Sa naissance est plus ordinaire. C'est une enfant des rues, qui s'habille à peu de frais, avec quelques chiffons d'orchestre, chante tout ce qui lui passe par la tête, et rit à gorge déployée. Dirigée par M. Chantrier avec toute l'animation requise, la partition du *Petit Faust*

a mis en gaieté l'auditoire et obtenu le succès qu'elle mérite : elle est irrésistible.

***

L'opérette des Nouveautés a pour titre *Vacances*, parce qu'on y voit, au premier acte, une famille demeurer, en la saison des loisirs, dissimulée sous les stores baissés de son appartement, pour feindre une villégiature que le malheur des temps lui refuse. Ce qui suit est une histoire de voleurs à la mode de nos jours, où le voleur, sous le nom plus avantageux de cambrioleur, imite à s'y méprendre l'homme du monde. Celui qui s'introduit par effraction dans le logis qu'il croyait vide et y rencontre nombreuse compagnie entre en même temps dans la comédie pour y jouer un rôle providentiel. Après un moment d'embarras compréhensible, on s'explique : se voyant en présence de braves gens, le bon larron fera leur fortune, par les moyens dont il dispose, et même leur bonheur, réconciliant la mère trop sévère avec son fils trop indulgent, et mariant les amoureux. Il ne faut pas chicaner sur la moralité de cette aimable mascarade, où pourtant M. Henri Duvernois a su adroitement semer ses traits menus d'observation moqueuse. Les couplets de M. André Barde sont lestement troussés. La musique de M. Maurice Yvain est d'une qualité qui, loin de nuire à ses ébats, les rend plus savoureux encore. Le duo des fiancés, au deuxième acte, est si joli qu'il intéresse au sort de ces enfants sans importance ; le trio du « caprice » est un morceau de choix. Admirablement jouée par Mlles Suzanne Dehelly et Alice Bonheur, MM. Marcel Vallée et Milton, bien chantée par Mlles Agnès Arley, Davia et M. Lestelly, dirigée avec goût par M. P. Chagnon, excellent chef d'orchestre, cette opérette paraît promise à une longue carrière.

***

M. Franz, qui n'est pas seulement un illustre ténor, mais un grand artiste, est venu, à l'un des derniers concerts Pasdeloup que dirigeait M. Albert Wolff, pour rendre hommage à la mémoire d'Alfred Bruneau et prêter le secours puissant de sa voix à une composition inédite de M. André Lermyte. Avec une émotion profonde nous avons écouté ces airs de *l'Attaque du moulin* et de *Messidor* dont jamais on ne nous avait fait mieux sentir la force généreuse et la noblesse qui vient du cœur.

La *Légende des sœurs Tren*, dont M. Paul Gsell a rédigé le poème, est empruntée à la tradition populaire de l'Annam, où l'on se souvient encore des rudes combats qu'il fallut livrer, vers le premier siècle de l'ère chrétienne, pour la défense du territoire, contre les armées chinoises. C'était une lutte inégale, parce que la Chine était parvenue dès cette époque à une civilisation très avancée qui lui donnait une écrasante supériorité d'organisation, de manœuvre et d'armement. Deux jeunes femmes, renonçant au bonheur conjugal, s'y distinguèrent par leur courage et leur talent militaire et ne purent survivre à la défaite. On brûle encore des baguettes d'encens en leur honneur dans les pagodes qui leur sont consacrées.

M. Lermyte n'a pas voulu imiter la musique de l'Extrême-Orient, estimant sans doute que l'exotisme atteint difficilement au pathétique. Son orchestre au complet, et d'une sonorité tout européenne, évoque le tumulte de la bataille et la désolation du pays, sous la complainte qui s'élève, en strophes espacées d'une simplicité touchante. Cet ouvrage a obtenu un très favorable accueil et il faut souhaiter qu'il parvienne jusqu'à l'Indochine où il sera reçu avec reconnaissance.

* * *

Lucien Fugère, qui vient de disparaître, âgé de quatre-vingt-sept ans, était resté attaché au théâtre de l'Opéra-Comique depuis l'année 1877, où il faisait ses débuts, et chantait jusqu'à ses derniers jours, parce qu'il savait chanter. Il y a deux ans, il consentait à revenir sur la scène dans *la Basoche*, où il dut reprendre sept fois de suite devant l'acclamation du public insatiable les couplets du duc de Longueville. Il avait paru dans tous les ouvrages du répertoire et fait de nombreuses créations : Leporello de *Don Juan*, Bartolo du *Barbier de Séville*, le Père de *Louise* sont des rôles qu'il a marqués d'un souvenir ineffaçable : son jeu comme sa voix étaient capables des plus délicates nuances, dont il usait avec un goût exquis. Il appartenait à une époque où on savait travailler, et c'est ainsi qu'il était passé maître en son art.

LOUIS LALOY.

A TRAVERS LES THÉATRES

Théatre des Mathurins : *Ce soir on improvise*, pièce en trois actes de M. Luigi Pirandello. — Comédie des Champs-Élysées : *Un roi, deux dames et un valet*, comédie en quatre actes, de M. François Porché, d'après un récit inédit de Mme Simone. — Théatre des Arts : *Crépuscule du théâtre*, pièce en trois actes et huit tableaux de M. H.-R. Lenormand. — Théatre de la Michodière : *Do mi sol do*, pièce en trois actes de M. Paul Géraldy.

Pour fêter le prix Nobel de M. Luigi Pirandello, M. Pitoëff a eu l'ingénieuse inspiration de représenter au théâtre des Mathurins une pièce du célèbre auteur italien. Et l'une des plus suggestives : *Ce soir on improvise*, annonce le programme, *sur un thème de Luigi Pirandello, adaptation française par Benjamin Crémieux, sous la direction de M. Pitoëff.* Ce texte mérite quelques explications. M. Pitoëff les donne au début. Seul sur la scène quand le rideau se lève, il nous fait savoir que les acteurs vont se débrouiller pour interpréter au mieux la pensée de l'auteur. Ce dernier ne leur a livré qu'un scénario. Il sait qu'un personnage de théâtre est un être quelque peu mystérieux quant à ses limites réelles. Échappé du cerveau dont il est conçu, il passe en celui de l'acteur qui en devient à la fois maître et esclave. C'est là un thème issu de celui des *Six personnages en quête d'auteur.* A présent les personnages ont trouvé leur auteur et pris forme par ses soins. Nous assistons aux débuts d'une existence qui réserve encore ses conclusions.

Présentés par M. Pitoëff, les protagonistes paraissent : une dame plantureuse et ses quatre filles, Mimi, Titine, Fifine et Nénette. Le père vient à son tour.

C'est un brave homme insignifiant. On l'a surnommé « Ocarina » parce qu'il ne cesse de siffloter. Cela au lieu de surveiller ses filles qui, sous l'œil indulgent de leur mère, mènent joyeuse

vie en compagnie de jeunes officiers aviateurs qu'on nous présente également. Le scénario est tiré d'une nouvelle que l'auteur avait située en Sicile. On l'a transplantée en Corse, nous dit M. Pitoëff, sans nous en donner la raison. L'important était sans doute qu'il y eût une île dans l'affaire.

Et l'improvisation commence. C'est-à-dire que les acteurs usent d'un dialogue, puis d'un autre sans s'accorder très bien sur leurs rôles. Toutes choses qui, jointes aux interventions et rappels à l'ordre du metteur en scène M. Pitoëff, réjouissent le public par les moyens les plus sûrs. Bientôt l'affaire prend corps. Nous voici dans un cabaret chantant où entrent le père, la mère suivie de ses quatre filles et des officiers aviateurs. Une dispute éclate, car le père soupire pour les beaux yeux d'une chanteuse et lui porte ses hommages. L'assistance se moque de lui, les jeunes amis de ses filles viennent à son secours et une rixe est sur le point d'éclater : elle éclatera après le départ de la famille, car les acteurs, surexcités par leurs rôles insuffisamment définis, cèdent au délire de l'improvisation et se croient réellement visités des passions que leur prête l'auteur.

Ils le croiront encore bien plus au cours des tableaux suivants, quand Verri, l'un des officiers aviateurs, amoureux de la jeune Mimi, prétend chasser ses camarades et se livre à des manifestations de jalousie d'une violence insensée. Les autres veulent le contenir, mais il sort, lui aussi, de son rôle. Et pendant ce temps le père, qui s'impatiente, réclame un peu de silence pour faire son entrée. Car il a une grande scène à placer à son tour : on le ramène du cabaret, blessé d'un coup de couteau au cours d'une nouvelle bagarre. D'après le scénario, il doit mourir en prononçant des paroles fort pathétiques. Mais chacun crie à tue-tête, prétendant imposer ses propres tirades. Finalement l'acteur arrive à imposer son texte et y fait paraître une émotion si intense qu'il rétablit l'atmosphère. C'est une des meilleures scènes de la pièce.

Le reste est plus confus. Les acteurs ont renvoyé le metteur en scène pour jouer à leur aise et selon leurs sentiments. Nous retrouvons, plusieurs années plus tard, Verri marié à Mimi. De plus en plus jaloux, il torture la malheureuse, lui reproche son passé frivole et la tient sous clef. Après l'avoir sérieusement malmenée tant par ses gestes que par ses paroles, il la laisse enfin seule. Mimi tente de se consoler avec ses deux enfants.

Elle leur raconte qu'elle fut, en son temps de jeune fille, douée d'une jolie voix et que ses parents la destinaient au théâtre. Mais les pauvres petits ne savent ce qu'est le théâtre.

Elle entreprend de le leur expliquer, décrit la salle, les spectateurs et s'essaie à chanter devant eux des airs d'Opéra. Ses dernières forces alors l'abandonnent. Elle tombe inanimée. Les autres acteurs envahissent la scène. Selon la pièce, Mimi est morte. En réalité, l'actrice qui la représente a perdu connaissance, victime de la foi et de l'émotion qu'elle a mises dans ses dernières répliques.

Et M. Pitoëff, que ses camarades ont rappelé quand même, tire la conclusion de tout cela : l'acteur est dominé par son rôle. Il en subit la secrète exigence, et entraîné au delà du texte originel, en vient à partager le destin de celui dont il a créé la forme humaine. Il y a dans le théâtre envisagé depuis ses origines, une telle accumulation de « matière vivante » qu'elle écraserait le monde présent, si elle apparaissait au jour.

N'exagérons rien. Il résulte de ce spectacle un fort agréable divertissement dont les parties les plus savoureuses sont celles où le désordre des partenaires tourne au burlesque. L'art de M. Pirandello est d'accroître l'illusion en donnant à la farce un prolongement philosophique quelque peu imaginaire. Y croit-il lui même ? Ce n'est pas très sûr... Il possède en tout cas l'art de le faire croire aux spectateurs, et ce trompe-l'œil de comédie italienne est un des traits du pirandellisme. Ce dont l'auteur doit bien s'amuser en compagnie de son adaptateur, M. Benjamin Crémieux, qui lui donne ainsi la réplique en un rôle encore inédit dans l'œuvre pirandellienne.

La pièce est très bien montée. M. Pitoëff marque juste assez d'hésitation pour nous laisser croire qu'il improvise. M. Émile Drain a réussi une création saisissante du père. M. Samson Fainsilber joue Verri avec beaucoup de feu et d'éloquence. Mme Ludmilla Pitoëff est une troublante Mimi. Mme Mady Berry est d'un naturel excellent dans le rôle de la mère, et Mlle Floryse fait applaudir une voix chaude dans celui de la chanteuse.

***

Un roi, deux dames et un valet qu'on joue à la Comédie des Champs-Élysées est une pièce tirée par M. François Porché d'un récit de Mme Simone. Cette collaboration nous vaut d'assister aux

péripéties essentielles de la rivalité célèbre qui opposa Mme de Montespan à Mme de Maintenon dans le cœur de Louis XIV. Tels sont le roi et les deux dames qu'annonce le titre. Pour le valet, il n'est autre que Bontemps, premier valet de chambre du roi, qui joua dans l'affaire un rôle assez singulier.

En 1691, quand débute l'action, Mme de Maintenon, mariée secrètement au roi depuis sept ans, n'a pu encore écarter sa rivale qui continue de loger à Versailles. L'attention du monarque vieilli s'est détournée de Mme de Montespan. Pourtant l'ancienne favorite possède encore quelques atouts dans son jeu : ses trois enfants, bâtards royaux, dotés déjà et titrés par leur illustre père. Or, c'est justement sur ce terrain que Mme de Maintenon va mener l'intrigue. Car la pauvre Montespan, tête folle, n'a rien fait pour ses enfants, si ce n'est de les mettre au monde. Ils furent dès leurs premières années abandonnés aux mains de leur gouvernante, Françoise d'Aubigné, veuve Scarron, la future Mme de Maintenon. Et l'aîné, le duc du Maine, resté boiteux après plusieurs maladies pénibles, vénère celle qui l'a si bien soigné. Il l'appelle sa « plus que mère ». Au plus fort de la lutte, il se rangera parmi ses alliés.

Telle est la situation. Hormis son mariage, Mme de Maintenon doit tout à sa rivale. Même son nom, puisque c'est Mme de Montespan qui jadis pressa le roi d'acheter la terre de Maintenon et d'en faire don à la bonne gouvernante. On conçoit que les passions s'en trouvent exaspérées. Pendant les deux premiers actes, nous voyons ainsi mettre les fers au feu. Mme de Maintenon, dans ses appartements, s'entretient avec Bontemps des moyens d'abattre son ennemie. Et à l'acte suivant, le même Bontemps, jouant tour à tour sur chaque tableau jusqu'à ce que la chance se dessine, vient consoler Mme de Montespan et la persuader d'accepter un entretien avec Mme de Maintenon. L'ancienne favorite s'emporte, embrasse puis bouscule ses enfants, se dépite de voir que le roi, attendu chaque jour chez elle, manque une fois de plus de s'y rendre, et finit par accepter le conseil. Les deux dames se rencontreront le soir même chez Bontemps.

Comme toutes les entrevues diplomatiques trop bien préparées, celle-ci ne donne rien, du moins pour les parties intéressées ; car au spectateur, elle offre une scène charmante. On passe du compliment à l'injure, de l'invocation pathétique à la plus délicate insolence : un chapitre de Saint-Simon.

La grande partie se jouera à l'acte suivant autour du lit de

Mme de Maintenon. Adossée à ses amples oreillers, Mme de Maintenon accueille les deux plus jeunes enfants de Mme de Montespan, Mlle de Blois et le comte de Toulouse. Presque certaine à présent de chasser leur mère, elle leur promet de s'occuper d'eux auprès du roi. Car son zèle ne néglige rien. Entre Mme de Montespan, qui jette les hauts cris. Cette basse intrigante va-t-elle lui prendre tous les siens ? Les choses, en effet, tourneront ainsi, et ce tonnerre arrive trop tard : voici que le duc du Maine paraît et insiste à son tour. Unissant ses efforts à ceux de Mme de Maintenon, il presse lui aussi sa mère de quitter Versailles. Ce dernier coup est trop fort pour la malheureuse. Elle ne résiste plus et accepte sa disgrâce.

C'est là de l'excellent théâtre, digne des personnages qu'il met en scène et des meilleures traditions de leur époque.

Mme Simone a réussi dans le rôle de Mme de Maintenon une de ses créations les plus profondes. Il est impossible de s'identifier à ce point avec un personnage ni d'en faire mieux sentir les passions apparentes comme les fureurs secrètes. Nous la voyons vivre, calculer, détester, et même parfois aimer sous le masque d'une froide intelligence. Mme Germaine Dermoz a donné beaucoup d'éclat au personnage de Mme de Montespan. Mlles Odette Joyeux et Sabine Carl représentent de façon fort séduisante Mlle de Blois et le comte de Toulouse. M. Henri Rollan joue avec beaucoup d'esprit le rôle difficile de Bontemps, et M. Julien Bertheau ne mérite pas moins de félicitations pour la façon dont il figure le duc du Maine. M. Georges Colin, dans une courte scène, tient bien le rôle de d'Aubigné. Le reste de la troupe assure un excellent ensemble.

***

Sous ce titre : *Crépuscule du théâtre*, la pièce de M. H.-R. Lenormand, représentée au théâtre des Arts, nous fait entendre quelques cruelles vérités sur la triste condition où se débat aujourd'hui l'art dramatique. Nous y voyons tout d'abord, le directeur d'une petite scène acculé à la faillite, s'il n'accepte pas les propositions d'un entrepreneur de spectacles américain qui veut lui acheter son établissement pour le convertir en cinéma.

Une ressource reste au malheureux : louer son théâtre à une demoiselle richement protégée par un gros fabricant de pneumatiques et désireuse d'obtenir par ce moyen la vedette que son

mérite ne saurait lui assurer. Ainsi fait-il. La demoiselle monte la pièce, s'y octroie bien entendu le premier rôle et débite son texte d'une façon si ridicule qu'elle provoque un désastre dès la répétition générale.

Ce n'est là qu'un premier méfait dû aux mœurs théâtrales du temps. En voici un autre : l'auteur, effondré tout d'abord, reprend quelque espoir en apprenant qu'un directeur allemand veut lui acheter sa pièce. Il accepte aussitôt et se rend à Berlin pour assister aux représentations. Là, il fait connaissance de son acheteur, le professeur Putsch, une sorte de gnome illuminé qui lui apprend que son œuvre a été remaniée selon la plus pure technique d'avant-garde. La majeure partie du dialogue a été supprimée. L'action, qui se passait dans les régions polaires et mettait en scène des personnages symboliques sous des formes animales, est maintenant au plein cœur de l'Afrique. L'héroïne principale, dont l'auteur avait fait une mouette, devient une guenon. Elle gambade en poussant des cris affreux, entourée de singes dont la pantomime est innommable. Dépouillée maintenant d'une poésie que le professeur Putsch proclame périmée, la pièce atteint au plus haut sommet de la psychologie freudienne.

Pour comble d'horreur, le public berlinois fait un triomphe à ce spectacle saugrenu. L'auteur, après avoir essayé de protester, s'enfuit sous des ovations qui le couvrent de honte. A Paris, pendant ce temps, le directeur tente un dernier effort pour sauver son établissement. Il montera *la Tempête* de Shakespeare. S'il est encore un public pour applaudir une œuvre de génie, le théâtre lui devra son salut. Hélas ! ce public n'existe plus. Nous l'apprenons au tableau suivant qui montre le balcon de la salle pendant un entr'acte de *la Tempête*. Quelques spectateurs échangent leurs impressions. Elles sont fâcheuses. Rebutés par la pièce qu'ils trouvent trop longue, ils ne reprennent un peu d'intérêt qu'à la lecture du journal lumineux où des dépêches venues de New-York les tiennent, round par round, au courant d'un match de boxe international. Cette ultime expérience est décisive. On vend le théâtre à l'homme d'affaires américain et le matériel, accessoires et défroques, au brocanteur.

Sombre peinture dont la partie purement satirique est la meilleure. Tous les personnages qui y figurent sont bien venus, qu'il s'agisse de la grande vedette que nous voyons répéter sur la scène, des vieux cabotins pleins d'une innocente vanité qui la secondent,

ou du professeur Putsch. Regrettons toutefois qu'à côté de ces silhouettes burlesques l'auteur en ait placé d'autres destinées à leur faire opposition et dont la vraisemblance est moins sûre. C'est ainsi que paraissent un acteur et une actrice amoureux de leur art et soucieux d'en défendre la dignité en des tirades un peu artificielles. Le personnage de l'auteur n'est pas moins conventionnel.

La pièce se termine sur un appel adressé par l'un des acteurs au public. On le fait juge de la situation : il dépend de lui que le théâtre meure ou se relève d'une crise passagère. Ces choses sont fort bonnes à dire ; n'oublions pas toutefois que le public n'est pas seul responsable du déclin du théâtre. S'il rechigne à y payer sa place, c'est que le prix en est trop élevé par la faute du fisc qui accable les spectacles. Pour éviter donc que son discours final ne soit perdu, M. Lenormand devrait bien envoyer une loge à notre grand argentier M. Germain-Martin et un rang de fauteuils à quelques membres influents de la Commission des finances.

Ils y applaudiraient une pièce intéressante et bien jouée par une nombreuse troupe qu'on ne peut malheureusement pas citer en entier. Signalons quand même MM. Jean Fleur dans le rôle du directeur, Roger Gaillard dans celui de l'acteur si verbeux, Armand Morins qui compose un savoureux personnage de vieux cabotin, et Lerner, un étonnant professeur Putsch. M[lle] Lily Mounet montre de grandes qualités comiques dans le personnage de la grande vedette et M[lle] Jeanne Chevrel tient avec adresse un rôle plus effacé.

* * *

Do, mi, sol, do, c'est l'accord parfait, celui qu'on enseigne tout d'abord aux débutants. C'est aussi le titre de la pièce de M. Paul Géraldy qui, lui, n'est pas un débutant et nous le fait bien voir. Il a bâti au cours de ces trois actes une construction si bien équilibrée qu'on ne lui reproche pas trop d'être fragile.

Michel est l'amant de Georgette et doit prendre pour la voir de grandes précautions, car sa femme Jacqueline se montre, dit-il, fort jalouse. Georgette, elle, qui est divorcée, donc libre de son temps, aimerait bien que Michel fût un peu plus apte à disposer du sien.

Elle a, un jour, la surprise de rencontrer son ancien mari, André. Demeurés en excellents termes, ils s'interrogent sur leur vie. André apprend à Georgette qu'il a pour maîtresse une femme du monde

très surveillée par son mari. A certains détails recueillis au cours de cette confidence, Georgette découvre que cette femme n'est autre que Jacqueline, l'épouse de son amant, Michel.

Aussitôt elle entreprend André : si cette femme l'aime autant qu'il le dit, que ne divorce-t-elle pas ? Ainsi André l'épouserait. Et du coup, pense-t-elle, Michel devenu libre deviendrait son mari. Cette rupture ferait donc deux nouveaux couples heureux. André, sollicité ainsi, résiste, puis finit par se laisser convaincre. Au deuxième acte, nous le trouvons chez sa maîtresse Jacqueline, qui est occupée à divorcer. Occupée très mollement, semble-t-il. Car elle se met tout d'un coup à regretter son mari Michel, si courtois, si tolérant. Avec André, elle va perdre au change. Il devient déjà très ennuyeux et tyrannique.

Le divorce n'aura pas lieu. Jacqueline se dédit au dernier moment. Et au troisième acte, nous retrouvons les deux couples réunis par un bienheureux hasard, dans une soirée. Michel, l'amant de Georgette, est resté d'humeur aussi gentille qu'autrefois. Au contraire, les défauts apparus chez André n'ont fait que s'accroître. Par la faute de ce divorce manqué, il a entrevu un instant le bonheur et depuis ne l'a pas oublié. Le voilà maintenant d'une jalousie insupportable. Il fait à la pauvre Jacqueline une scène si violente qu'elle s'évanouit presque.

Par bonheur, Georgette, survenant, recueille la pauvre victime et la console. Puis elle lui apprend toute la vérité : qu'elle est l'ancienne femme d'André et la maîtresse de Michel. Le premier mouvement de Jacqueline est de s'indigner. Son second, de réfléchir. Et tout doucement elle pousse Georgette dans les bras d'André. Ils s'épouseront de nouveau. A la suite de quoi l'accord parfait renaîtra entre les quatre personnages.

Les acteurs sont excellents : M. Victor Boucher dans le rôle d'André, M. Marcel André dans celui de Michel, Mme Huguette Duflos en Jacqueline, et Mme Blanche Montel en Georgette.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA RETRAITE DU GÉNÉRAL WEYGAND

Au moment où le succès de la Sarre donne à l'offensive germanique un nouvel élan, où les « années creuses » peuvent offrir une tentation à des voisins agités, la France a appris avec une pénible émotion la retraite du général Weygand. La limite d'âge de soixante-huit ans atteint en pleine jeunesse de corps et d'esprit, le 21 janvier, le grand chef au regard pénétrant, à l'intelligence nette, à la volonté inébranlable, en qui le pays avait placé sa confiance. Tout Français sait ce qu'il lui doit, comment il a formé avec le maréchal Foch cette providentielle conjonction qui nous a donné le grand chef victorieux, comment son apparition en Pologne a marqué l'heure du redressement salutaire, comment il a consolidé en Syrie le mandat français et tracé les voies par lesquelles peuvent s'avancer sous les auspices de la France les pays du Levant, comment à l'École des hautes études militaires il a formé les jeunes générations de futurs chefs, comment enfin il a assumé, après le maréchal Pétain, le commandement suprême de l'armée : aussi avait-il la confiance de tous. On savait, ou l'on devinait, avec quelle tenace clairvoyance, lui, chef de l'armée qui demeure, il osait tenir tête aux gouvernements qui passent ; on était sûr que, tant qu'il serait là, rien d'essentiel ne serait sacrifié, rien de nécessaire ne serait négligé. Mais les gouvernements, les gouvernements démocratiques surtout, préfèrent à la fermeté du caractère, même enveloppée de courtoisie diplomatique, même illuminée par la vision la plus rapide et la plus sûre, cette facilité où les mœurs électorales les incitent à se complaire et qui les conduit parfois jusqu'au crime. Sans violer la loi, dont le respect s'impose à tous, on pouvait prolonger de deux ans les pouvoirs du général

Weygand; on n'en a pas cherché le moyen. Il emporte dans sa retraite, qui sera laborieuse et d'où sortiront des livres lumineux, l'admiration de l'armée et l'affectueuse reconnaissance de la nation. Nous sommes assurés, d'ailleurs, que son successeur, le général Gamelin, jadis collaborateur du maréchal Joffre, pas plus que le nouveau major général, le général Georges, ne laisseront péricliter entre leurs mains le lourd et noble héritage que leur transmet le général Weygand.

LE PLÉBISCITE DE LA SARRE

La population sarroise a décidé elle-même de son sort, le 13 janvier, par voie de plébiscite. On savait que la Sarre était allemande et même, par l'énorme afflux de populations de l'Est, prussienne; le vote n'avait donc pas à trancher entre la France et l'Allemagne. Mais on se demandait dans quelle mesure les procédés du gouvernement hitlérien seraient réprouvés ou approuvés par une population tranquille, raisonnable et, dans la proportion de 80 pour 100, catholique. La Société des nations, à qui incombait l'organisation du plébiscite, avait eu soin de faire savoir, avec l'explicite consentement de la France, que si le régime du *statu quo* l'emportait, un nouveau plébiscite ne serait pas refusé au cas où, dans quelques années, la population le demanderait. On s'attendait généralement, même en Allemagne, même parmi les dirigeants nazis, à une assez forte proportion de votes pour le *statu quo*. La *National Zeitung*, de Bâle, dans un article du 3 janvier, prédisait une majorité en ce sens. Cette attente a été déçue.

Sur 539 541 inscrits et 528 005 votants, 477 109, soit 90,8 pour 100, se sont prononcés pour le rattachement à l'Allemagne, 46 513 pour le régime de la Société des nations (*statu quo*), 2 124 pour le rattachement à la France. Il est à noter que les journaux dévoués aux intérêts français avaient recommandé de voter, non pour la France, mais pour le *statu quo*; on compte, en effet, plus de 4 000 Français en Sarre. Ainsi, le sentiment national allemand a été plus fort que la répulsion, si répulsion il y a, pour le régime nazi. On doit d'abord s'incliner devant un patriotisme si ardent. Seuls, ou à peu près, les communistes ont voté pour le *statu quo*. Comment s'explique cette poussée ?

La formule du *statu quo* comportait évidemment quelque chose de vague et d'incertain qui n'était pas de nature

à enthousiasmer les foules. Le régime qui serait devenu celui de la Sarre n'avait jamais été défini. On dit que M. Knox se proposait de publier certaines précisions, mais qu'il en a été empêché par ses collègues. Jusqu'à la fin le mensonge que la France s'opposerait à un second plébiscite si le vote était en faveur du *statu quo*, est resté accrédité. L'effort de presse a été fait trop tard et a été insuffisant. Un journal catholique « statutiste » n'est né que peu de mois avant le plébiscite et n'a pas réussi à se répandre. Le puissant adjuvant du nationalisme allemand a été la peur. A quoi bon compromettre ses biens et sa vie, celle de ses enfants, pour une cause perdue ou sans issue ? Les associations nazis ont dominé la Sarre comme un pays conquis et la Commission de gouvernement n'a rien fait pour s'y opposer. C'est entre deux haies de nazis que les électeurs sont allés aux urnes. Le vote a été à peu près libre matériellement, moralement non. Le plébiscite révèle une fois de plus l'opposition radicale entre la conception française de la justice et de la liberté et la conception germanique. L'idée latine et anglaise du respect des droits de l'individu, de sa conscience de croyant ou de citoyen, est absolument étrangère à l'esprit allemand. Par tous les moyens les plus bruyants, les plus voyants, les plus cyniques, les associations allemandes ont pesé sur la décision des Sarrois ; dénonciations, menaces, évocations de Pirmasens, violences, tout a été mis en œuvre avec un sans-gêne qui nous déconcerte mais que l'Allemand trouve admirable. Les plaintes n'ont jamais été écoutées. Le président du Comité du plébiscite, M. Rohde, Suédois, a été lui aussi entraîné par l'ambiance. Mais que pouvait-on faire pour endiguer une marée montante ?

La Sarre a été le théâtre d'un de ces phénomènes collectifs qui sont fréquents en pays germanique. Il émane d'une foule allemande en mouvement, d'un *Verein* (association) en action, un puissant dynamisme qui entraîne les masses à chanter et à hurler en commun, parfois aussi à tuer et à détruire. De telles frénésies sont contagieuses ; elles sont indiscrètes comme la mort qui, dans la danse macabre de Holbein, saisit le roi comme l'artisan, l'évêque comme le moine, le bourgeois comme le manant, et les emporte tous dans sa ronde infernale ; il faut tourner, tourner jusqu'au délire, tourner jusqu'à l'épuisement total, jusqu'à l'abîme ; tant pis pour ceux qui résistent ou qui voudraient rester spectateurs : le branle formidable les écrase. Les droits de

la conscience individuelle, c'est une invention de l'humanisme chrétien ; le *Deutschtum*, lui, est païen. Nous assistons à son offensive. C'est le fait qui vient d'avoir, dans la Sarre, sa puissante révélation. Que pèsent, en face de cette réalité, les traités, les pactes, les discours, les combinaisons diplomatiques ?

Ne demandez pas à une telle Allemagne de comprendre le point de vue et l'attitude de la France, ou de rendre justice à l'admirable respect pour le droit des peuples dont elle a donné un nouvel exemple. Pour l'Allemand, la France n'a cherché qu'à voler au *Deutschtum* un territoire et elle a manqué son coup. Le scrupule avec lequel, vainqueurs, nous n'avons pas voulu annexer un pouce de territoire allemand, la conscience avec laquelle nous avons regardé comme un succès, dans la Sarre, d'avoir obtenu la stricte exécution du traité, tout cela est incompréhensible pour un Allemand. Deux conceptions de la politique et du droit, deux philosophies sont ici aux prises. Le *Vœlkischer Beobachter*, le principal organe hitlérien, a publié le 9 janvier un grand article où il énumère tous les groupes qui, par le monde, appartiennent au *Deutschtum* ; il compte plus de 100 000 têtes. Il ne considère, bien entendu, que « la race » et la langue. Sans doute, il ne les réclame pas tous, ou du moins pas tout de suite, pour les intégrer dans le Reich ; mais il suffirait que l'occasion vînt à s'offrir. Le *Deutschtum* est la réserve du Reich. L'effet du plébiscite de la Sarre est d'abord d'imprimer un nouvel élan à la poussée du germanisme. On ne tardera guère à s'en apercevoir.

Socialistes et catholiques constituent les deux principales masses du peuple sarrois. Les socialistes allemands nous ont habitués depuis longtemps à les voir se plier docilement aux volontés du pouvoir, quel qu'il soit. Ils ont été les socialistes du Kaiser ; ils deviennent les socialistes du Fuhrer ; il n'y a pas à s'en étonner et il faut être un escamoteur de l'adresse de M. Léon Blum pour s'en arranger. Quant aux catholiques qui forment la masse de la population, ils n'étaient guère tentés de se joindre aux communistes ; ils ont obéi au clergé et le clergé a obéi aux évêques de Trèves et de Spire qui ont juridiction dans la Sarre. Tous les évêques du Reich ont saisi l'occasion de la Sarre pour manifester un patriotisme d'ailleurs digne de respect ; ils ont ordonné des prières publiques pour le retour de la Sarre à la mère patrie. Les catholiques allemands redoutaient, si la Sarre avait voté contre le gré d'Hitler, un Kulturkampf auprès duquel celui de Bismarck

n'aurait été qu'un jeu d'enfants. Il n'est pas certain d'ailleurs qu'ils l'évitent. Le Saint-Siège a conseillé aux catholiques de s'abstenir de participer aux luttes politiques. La note publiée le jour même où M. Laval était à Rome indiquait aux catholiques allemands la hiérarchie de leurs devoirs ; ils devaient, avant tout, s'inspirer de leur conscience, ce qui impliquait que si leur devoir national leur paraissait en contradiction avec leur devoir de catholiques, c'est à l'appel du second qu'ils seraient tenus d'obéir. On ne pouvait demander davantage au Vatican. L'impartialité, la correction des deux délégués qu'il a successivement envoyés en Sarre ont été irréprochables. Quant à soustraire la Sarre à la juridiction des évêques de Spire et de Trèves pour constituer un diocèse provisoire, peut-être aurait-on pu en parler en 1919 ; mais, à cette époque, par la faute du combisme, la France était en état de rupture diplomatique avec le Saint-Siège.

En présence des résultats du plébiscite, le Conseil de la Société des nations, réuni en session depuis le 11 janvier, ne pouvait que décider le retour à l'Allemagne du territoire de la Sarre tel qu'il est délimité par le traité de Versailles. L'Allemagne, s'étant exclue elle-même de Genève, a voulu néanmoins y faire sentir son autorité. Par le canal de son consul général à Genève, elle a cru bon de soulever des chicanes contre les propositions du Conseil pour la fixation de la date à laquelle la Sarre devra faire retour au Reich et pour la démilitarisation du territoire qui est naturellement impliquée dans la démilitarisation de toute la rive gauche du Rhin inscrite dans le traité. Il se cache toujours, au fond des bureaux de la Wilhelmstrasse, quelque Holstein prêt à jeter de l'huile sur le feu. Aussitôt le ton de la presse devint virulent. Le Conseil eut le tort de céder partiellement. Après une journée de pourparlers fiévreux, le consul remit une note acceptant le texte proposé par le Conseil, c'est-à-dire l'union au Reich, le 1er mars, de la totalité du territoire de la Sarre « dans les conditions découlant du traité de Versailles et des engagements spéciaux pris à l'occasion du plébiscite ». La démilitarisation ne fut pas mentionnée dans le rapport ni dans les décisions du Conseil. Seul, M. Laval déclara, dans une phrase incidente, que le Reich reconnaît que la Sarre fait partie de la zone démilitarisée par le traité.

Dès la proclamation du résultat, dans la matinée du 15, le chancelier Hitler, célébrant un triomphe qui est le sien au moins autant que celui de l'Allemagne, renouvelle ses attaques contre

le traité de Versailles « qui n'eut pour conséquences que douleurs et discordes ». Il veut voir dans le plébiscite du 13 janvier « un premier pas et un pas décisif dans la voie qui mène peu à peu à la réconciliation ». Il déclare, « comme une contribution pleine de sacrifices à la pacification de l'Europe qui est nécessaire aujourd'hui », que, la Sarre étant redevenue allemande, « le Reich allemand ne posera plus aucune exigence territoriale à la France ». M. Flandin nous conseille sagement d'attendre que les actes confirment de telles paroles. A Genève, M. Laval, en quelques mots excellents, a pris acte que « le Reich n'a pas de revendications territoriales à opposer à la France », et il a ajouté : « Le rapprochement entre nos deux pays est, en effet, l'une des conditions essentielles de la garantie effective de la paix en Europe. La France est pacifique ; elle ne poursuit aucun but égoïste. Elle ne prétend pas porter la moindre atteinte au souci légitime qu'un grand peuple doit avoir de sa dignité. »

Pour le moment, en dehors de la liquidation de la question de la Sarre, le plébiscite du 13 janvier a eu pour effet de renforcer l'autorité du Fuhrer en Allemagne. On disait son pouvoir ébranlé, son parti en dissolution et la volonté des chefs de la Reichswehr prédominante. Ils devront compter avec Hitler ; s'ils se servent de lui, peut-être aussi seront-ils obligés de le servir. Est-ce un bien ou un mal pour l'Europe ? Les déclarations pacifiques du Fuhrer ne sont peut-être pas mensongères, car un dictateur populaire est tenu de faire entendre des paroles de paix. Mais que pèsent des paroles, même sincères, si tout le dynamisme qui émane de sa personne, de ses doctrines, de son action et de son parti est orienté vers la volonté de puissance et de domination par la violence ? Pour briser le cercle infernal de la ronde effrénée, il n'est qu'un moyen : l'échec net et brutal qui coupe le courant et rompt le charme. Quand les Anglais et les Italiens acceptèrent d'envoyer leurs contingents pour surveiller le plébiscite de la Sarre, ils portèrent un coup au prestige d'Hitler. Mais le plébiscite a été pour les nazis un succès inespéré qui va faire rebondir leurs espérances et multiplier leur audace. Croire, comme une partie de la presse anglaise, que l'on réussira à conjurer le péril en faisant à l'Allemagne de nouvelles concessions, c'est commettre la plus dangereuse erreur psychologique et politique qui se puisse imaginer. Nous sommes assurés que M. Flandin et M. Laval ne l'oublieront pas quand ils partiront pour Londres, le 31 janvier.

L'idée de nationalité, le respect du droit des peuples, qui sont des principes de justice, deviennent, quand ils sont vidés de leur contenu spirituel et qu'ils dévient, sous l'influence de la doctrine allemande, vers une sorte de racisme exclusiviste et persécuteur, une source de maux infinis et de criantes injustices. L'Europe fourmille d'émigrés que l'intransigeance de certains nationalismes a contraints à l'exil ; la plupart viennent chercher un asile en France. Le concept de nationalité est devenu si exclusif qu'il annihile l'idée, plus nécessaire encore, de l'État qui protège également tous ses citoyens. Les Sarrois suspects de sympathies françaises ou d'antipathies hitlériennes savent que, sous un régime nazi, ils ne seront plus en sûreté sur la terre de leurs ancêtres, et les voici qui s'acheminent sur les routes de l'exil.

Nos patriæ fines et dulcia linquimus arva.

Ce lamentable exode, il appartient à la Société des nations de le limiter autant que possible et de l'adoucir ; c'est là, comme l'a dit M. Laval, affaire d'ordre international. Malgré la présence de contingents étrangers, les représailles ont commencé, violences, assassinats. Avec la fin de l'éphémère autonomie de la Sarre disparaît, affirme le Fuhrer, le dernier litige territorial entre la France et l'Allemagne. Mais aussi disparaît le dernier tampon, le dernier coin de civilisation mixte. La séculaire interpénétration réciproque de l'Allemagne et de la France n'est plus qu'un souvenir. Une borne, et d'un côté c'est la France, de l'autre le Reich. Depuis le moyen âge et sa magnifique conception de la Chrétienté, quelle régression ! C'est en pensant à tant de violences en perspective, à des mœurs si nouvelles et si brutales, que l'*Osservatore romano*, organe du Vatican, exprime, après le plébiscite et le discours de M. Hitler, sa « déception ».

APRÈS LES ACCORDS DE ROME

Avec un recul de quelques jours et des informations plus complètes, il est possible de mieux situer les accords de Rome dans la politique actuelle. Voici d'abord quelques précisions sur l'accord colonial. Plusieurs de nos lecteurs nous ont demandé ce que la France recevait en échange de ses concessions en Afrique. Rappelons donc que ces concessions acquittent une dette qui résulte du traité de Londres de 1915 et d'une lettre par laquelle

le Quai d'Orsay, après la rectification de frontière faite dans les parages de Rhat et Rhadamès, reconnaît que cette cession n'épuisait pas le droit de l'Italie à des compensations en vertu du traité de Londres. Sans doute avons-nous payé un peu trop cher, infiniment moins cependant que ce que réclamaient les coloniaux italiens. De nos concessions, on peut dire qu'elles sont sans danger si les relations amicales heureusement rétablies se développent dans l'esprit des accords de Rome ; elles seraient, au contraire, une source de difficultés graves si les Italiens cherchaient à entretenir dans nos colonies ou protectorats un esprit de révolte dans l'espoir d'en profiter. M. Mussolini a reçu en avril et en septembre 1934 l'émir Chekib Arslan, qui travaille activement à créer un parti antifrançais dans l'Afrique du Nord et en Syrie et à préparer des révoltes ; nous sommes en droit d'espérer que de pareilles collusions ne se reproduiront plus.

La prolongation pendant trente ans d'un régime d'exception favorable aux Italiens qui sont établis en Tunisie peut devenir dangereuse dans la mesure où ces Italiens pactiseraient avec les fauteurs de troubles. Dans le Sahara, nous cédons à la Libye italienne une partie du versant septentrional du massif du Tibesti avec deux oasis et un millier d'habitants. Or, les flancs de cette haute montagne volcanique, de ce Plomb du Cantal africain, sont le seul point habitable du Sahara central. Il surveille le désert et ses routes comme un gigantesque donjon. Les Italiens y prennent pied ; s'ils s'en servent pour nous susciter des difficultés, pour exciter contre nous les paisibles habitants, c'en sera fait d'une sécurité péniblement acquise. Un chef du Tibesti a émigré en Libye ; si les Italiens le ramènent avec eux et favorisent ses intrigues, il jettera le trouble dans la région. Leur nouvelle acquisition ne peut être utile aux Italiens que s'ils cherchent, après ce premier pas, à en faire de nouveaux à nos dépens. Il faut se hâter de fixer dans le détail les conditions d'un bon voisinage. Dans la Somalie française, la cession sur la mer Rouge et le détroit de Bab-el-Mandeb d'une certaine étendue de côtes et d'une petite île et d'un paquet d'actions du chemin de fer français de Djibouti à Addis-Abeba ne peut avoir de conséquences graves que si les Italiens n'ont pas renoncé à nous évincer de la côte des Somalis, à accaparer le chemin de fer et à dominer l'Éthiopie. Le général de Bono vient d'être envoyé par M. Mussolini comme gouverneur de l'Érythrée et de la Somalie italiennes,

tandis que le Duce prenait pour lui-même le portefeuille des Colonies. Est-ce le signe d'un prochain renouveau d'activité coloniale ? L'Angleterre et la France se sont utilement employées à Genève pour apaiser le différend entre l'Italie et l'Éthiopie ; mais d'autres difficultés peuvent surgir : l'étrange agression d'une tribu dépendant de l'Abyssinie a coûté la vie à un administrateur colonial français, M. Bernard, et à toute sa troupe indigène. En Afrique donc, les accords de Rome ne se justifient que s'ils deviennent le point de départ d'une ère nouvelle de collaboration confiante entre les deux pays.

En Europe, nous savons que M. Mussolini et M. Laval sont tombés d'accord sur les éléments d'un pacte danubien dont le premier objet sera d'assurer l'indépendance de l'Autriche. L'Allemagne et chacun des États danubiens sont invités à y adhérer, car les accords ont un caractère constructif et ne sont dirigés contre aucune Puissance en particulier. La politique dont les grandes lignes ont été définies à Rome a reçu à Genève l'approbation de la Petite Entente, de l'Entente balkanique et de l'U. R. S. S. La France a repris à Berlin et à Varsovie les négociations pour le pacte oriental. Ainsi s'édifie dans l'Europe centrale et occidentale un puissant faisceau d'intérêts communs qui ne lèse personne, mais qui tend à asseoir la paix et la stabilité des frontières sur de solides assises. L'impression de tous ceux qui ont participé aux pourparlers de Genève est particulièrement réconfortante ; ils annoncent que de prochaines et importantes réalisations vont en sortir.

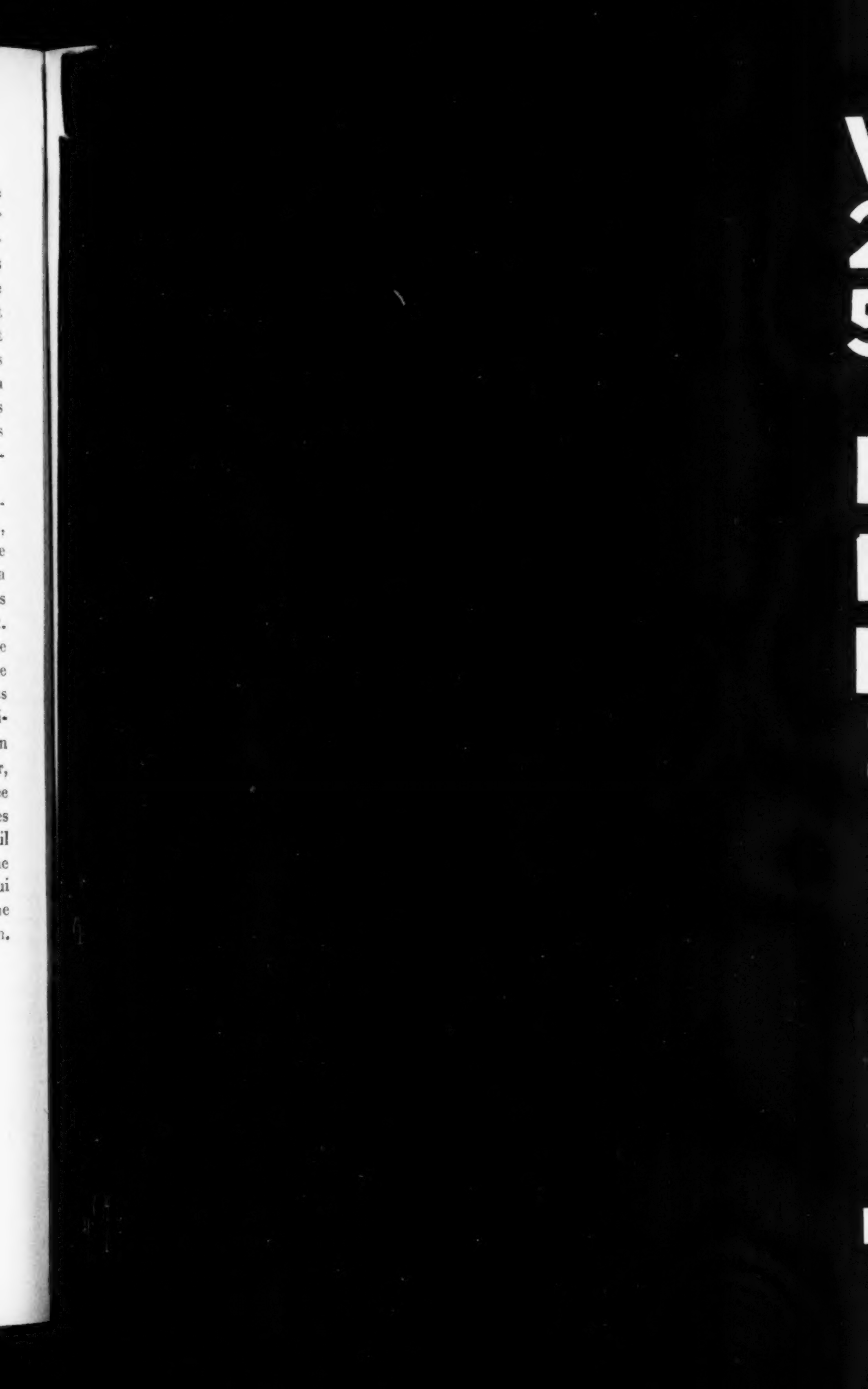
L'Angleterre, qui souhaite de retenir la France sur le chemin des alliances orientales, sans d'ailleurs lui offrir une garantie ou une alliance occidentale, s'est réjouie sincèrement des accords de Rome et a cherché aussitôt le moyen d'en tirer parti pour ramener à la Société des nations l'Allemagne récalcitrante. Il n'est personne qui ne souhaite, en effet, qu'elle y reprenne sa place ; mais l'Angleterre estime, selon sa tendance habituelle, qu'il convient de lui offrir des concessions, tandis que nous connaissons par expérience les inconvénients d'une telle méthode. L'Allemagne s'est réarmée, c'est un fait. Est-il, parce qu'elle a violé les traités, utile et sain de légitimer ses actes et de lui reconnaître l'égalité des droits sans nouvelles garanties de sécurité ? La presse britannique espère que M. Mussolini n'a pas manqué de donner dans le sens des espérances de Londres quelques bons conseils à M. Laval.

« La prochaine phase des négociations européennes, écrivait le *Daily Telegraph* du 9 janvier, qui ont été ouvertes à Rome par les accords franco-italiens, pourrait faire apparaître un changement complet dans l'attitude française en face des armements allemands. » La presse allemande ne s'intéresse aux accords de Rome que dans la mesure où ils prépareraient le désarmement général, tout en légalisant le réarmement du Reich. Le *Times* n'est pas éloigné de conclure que, pour éviter les fréquentes violations du traité par le Reich, il serait expédient d'abolir le traité. On peut attendre de l'esprit utopique de M. MacDonald les plus dangereuses propositions. Et c'est pourquoi, si confiants que nous soyons en la prudence de M. Flandin et de M. Laval, nous redoutons les séductions d'un voyage à Londres.

Les accords de Rome, les pactes danubien et oriental en préparation ont solidement rétabli l'équilibre continental. La force est, sans aucun doute, du côté des peuples qui auraient tout à perdre et rien à gagner à la guerre, ce qui est la condition même de la paix. N'allons pas compromettre l'Europe pour préparer les élections britanniques, si important d'ailleurs qu'en soit le résultat. Un journal italien, le *Corriere padano*, écrit que « l'importance spirituelle des accords de Rome dépasse leur importance politique cependant exceptionnelle ». Nous sommes de cet avis. Les fruits que comportent ces accords ne mûriront que sous le climat continental. La note du 17 avril a établi la politique française sur un terrain solide, dans une position inexpugnable. C'est à la renforcer, non à la démolir, qu'il faut travailler. L'Allemagne est emportée par un dynamisme plus puissant même que la volonté de ses chefs, qu'aucune concession ne réussirait à canaliser, à qui il serait dangereux de faire sa part et que seule la fermeté d'une résistance calme et réfléchie réussira à contenir. Aux pactes qui sont en préparation dans l'esprit des accords de Rome, l'Allemagne est invitée à adhérer, mais l'Europe n'a pas à payer son adhésion.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.



L

De

tout

qui s'

route

j'en p

pas, c

sur l

convi

règne

mule

il n'e

où l

amou

un l

On c

lâche

soup

l'hon

avec

Co

SAINT-JEAN D'ACRE

PREMIÈRE PARTIE

L'AIR fraîchissait, la lumière déclinait rapidement lorsque la petite automobile de louage doubla la pointe du Carmel et que la rade de Caïffa m'apparut.

Débarqué à Jaffa au début de l'après-midi, j'avais employé tout le reste de ma journée à errer dans la misérable plaine qui s'étend au nord de Tel-Aviv, avec l'espoir de découvrir la route qui me permettrait de rejoindre la mer à Césarée. Mais, j'en préviens les touristes trop confiants, cette route n'existe pas, ou, du moins, elle n'existait encore, le 3 août 1934, que sur les cartes des brochures de la propagande palestinienne conviant les étrangers à venir en foule profiter du confort qui règne dans la Terre promise rénovée. A moins de prendre un mulet, comme à la débonnaire époque de la tyrannie turque, il n'est pas possible de parvenir jusqu'aux vestiges de la cité où le roi de Comagène brûla pour la reine Bérénice d'un amour si parcimonieusement récompensé. On traverse, sous un lugubre ciel cuivré, quelques revêches colonies juives. On croise quelques groupes de Bédouins, auxquels on a envie lâchement d'expliquer, tant le regard qu'ils vous jettent est soupçonneux et farouche, que l'on n'a, ni de près ni de loin, l'honneur d'appartenir au peuple de Dieu. Et l'on poursuit, avec une sorte de triste angoisse, son chemin.

M. Ayoub, correspondant de la compagnie des Messageries maritimes, m'attendait au seuil de l'agence. Il s'était chargé de me procurer un logement. Je crus devoir lui en exprimer ma gratitude.

— Ne me remerciez pas trop tôt! fit-il, secouant la tête.

— Quoi? Rien?

— Ou presque. Si vous voulez, nous allons commencer par dîner. Pendant le repas, je vous mettrai au courant de mes démarches, et vous aviserez.

Cinq minutes plus tard, nous étions assis tous les deux dans l'étroit jardin de l'hôtel Windsor, devant deux *stenghas*, le stengha étant, comme nul ne devrait en ignorer, un verre empli moitié de whisky, moitié de soda. Autour de nous, quelques gentlemen roux, employés du service du *pipe-line* de Mossoul, se livraient silencieusement au même sport, n'abandonnant leurs *rockings* que pour aller, à tour de rôle, remettre en marche un affreux gramophone nasillard.

Nous en étions au rôti sauce menthe, quand M. Ayoub me dit :

— Pourquoi ne resteriez-vous pas ici? C'est le meilleur hôtel de Caïffa.

Il ajouta, pensant enlever ma décision :

— A tout hasard, je vous y ai retenu une chambre.

— Vous n'avez absolument rien trouvé à Saint-Jean d'Acre? demandai-je avec une douce obstination.

Il haussa les épaules.

— Trouver? On trouve toujours. Mais quoi? Voilà la question. Si désireux que vous puissiez être de coucher là-bas, il me semble...

Il s'arrêta, attendant une confidence.

— Il me semble, reprit-il, que vous seriez beaucoup mieux ici. Mon automobile vous conduirait chaque matin à Acre. Chaque soir, vous pourriez regagner Caïffa, qui présente, malgré tout, beaucoup plus de commodités.

Nous étions en train de déguster un plat de *vegetables* préparés selon les recettes les plus rigides de la gastronomie britannique.

— La cuisine est donc si mauvaise que cela à Saint-Jean d'Acre? demandai-je plaintivement.

M. Ayoub eut une moue.

— Peuh !

Il poursuivit :

— Il n'y a pas que la cuisine qui compte. Il y a les aises. Et, de ce côté, laissez-moi vous mettre en garde... A présent, il est certain que s'il est pour vous de toute nécessité de coucher à Acre...

Il me devenait difficile, sans impolitesse, de continuer à me défiler plus longtemps.

— De toute nécessité, non. Mettons simplement que j'y tiendrais. J'ai une manie dont je n'ai jamais pu me débarrasser : j'ai l'impression que je ne connais pas une ville tant que je ne m'y suis pas réveillé.

— Et vous désirez tant que cela connaître Saint-Jean d'Acre ?

— Mon Dieu, écoutez-moi. Il y a onze ans que j'ai débarqué en Syrie pour la première fois. Depuis cette date, j'ai bien accompli à dix reprises le trajet de Beyrouth à Jérusalem, et vice-versa. A chaque coup, passant à moins de cinq cents mètres d'Acre, je me suis trouvé pressé, et j'ai remis au voyage suivant le plaisir de m'y arrêter. Mais aujourd'hui, je suis en avance sur mon itinéraire. Dans ces conditions, je me jugerais impardonnable... Une ville qui m'a paru si pittoresque ! N'êtes-vous pas de mon avis ?

— Évidemment, fit-il, évidemment !

J'ignorais quels desseins il pouvait me prêter. Une chose en tout cas était sûre : pas une minute, il n'avait cru que je lui disais la vérité.

— J'ajouterai un détail, dis-je, mentant, comme il arrive souvent, afin d'avoir l'air tout à fait sincère, j'ajouterai qu'à propos de Saint-Jean d'Acre une phrase de Napoléon m'a toujours obsédé : « C'est ici, a-t-il dit, parlant de l'amiral anglais Sidney Smith, c'est ici que cet animal-là m'a fait manquer ma fortune. » Comment n'éprouverais-je pas quelque curiosité... ?

— J'aime autant vous prévenir, dit M. Ayoub. Acre a toujours été un très mauvais port. Nous n'avons, quant à nous, jamais envisagé la possibilité d'y avoir un représentant. Les Italiens, eux-mêmes, malgré leur besoin de se montrer partout...

Il acheva sa tasse de café.

— Je suis néanmoins à votre disposition. Voulez-vous que nous partions tout de suite ?

— Vous avez donc réussi à m'avoir une chambre? fis-je, soudain un peu inquiet.

— Une chambre? Il y en a trois qui vous attendent... au choix.

— Diable!

M. Ayoub sourit.

— C'est pour prouver qu'on trouve toujours, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire avant le dîner. Il y a d'abord l'hôtel Nasser, le seul, mais assez sympathique. Il n'a qu'un ennui, c'est que ses appartements s'ouvrent sur la salle à manger. Alors, n'est-ce pas, cette odeur de cuisine indigène faite à la graisse de rognons de mouton, et qu'on ne peut jamais arriver tout à fait à chasser...

— Et ensuite?

— Et ensuite, il y a le couvent grec-orthodoxe, où descendent les pèlerins arméniens. Les Pères seront, j'en suis sûr, ravis...

— Et puis?

— Et puis, il y a la maison d'Essad-Bey, une vieille maison qui a été fort belle, avec une jolie vue sur la rade.

— Et qui est cet Essad-Bey?

— Un ancien kaïmakam de Naplouse, du temps du sultan Hamid. Il n'a pas réalisé d'économies tant qu'il a été fonctionnaire, et, depuis, les gens d'Angora lui ont supprimé sa pension. Alors, n'est-ce pas, pour essayer de se faire quelques piastres... Jusqu'à présent, il n'a pas eu beaucoup de chance. Vous serez son premier locataire, si vous allez chez lui.

— Sa maison est belle, m'avez-vous dit?

— Elle l'est. Mais il y a un abreuvoir sous les fenêtres; alors, les moustiques... L'abattoir non plus n'est pas loin; alors, les grosses mouches vertes... Enfin, comme ameublement, rien que des tapis; alors, surtout au mois d'août, vous comprenez, peut-être que certaines autres petites bêtes...

— Je préfère le couvent grec-orthodoxe, dis-je précipitamment.

PARURE et orgueil de nos paysages modernes, les réservoirs à pétrole s'alignaient dans l'ombre, à droite et à gauche de la route. Leurs gigantesques cylindres d'aluminium brillaient sous la lune. On eût dit les heaumes d'une armée de mons-

trueux chevaliers tout à la gloire d'arborer l'écusson de la *Shell* ou celui de la *Socony*. Deterding et Marcus Samuel, ces nouveaux croisés, venaient rejoindre dans ma rêverie Richard Cœur-de-Lion et Frédéric Barberousse. M. Ayoub, lui, tout bonnement, s'était assoupi.

Saint-Jean d'Acre offre la forme d'un carré, dont un seul côté tient à la terre ferme, tandis que les trois autres s'enfoncent, comme des coins, dans les flots de la Méditerranée. Il n'est pas besoin d'être professeur à l'École de guerre pour comprendre que l'échec de Napoléon est venu de là. Les vaisseaux anglais tenaient la mer, et leurs canons appuyaient le feu des assiégés. Tout l'effort défensif de ceux-ci eut donc le loisir de se concentrer sur une face unique de ce carré. Là s'élevaient leurs meilleurs ouvrages de maçonnerie, les tours, le double fossé dont Bonaparte ignorait l'existence, le palais de Djezzar Pacha, dont les abords furent le théâtre de tant d'assauts répétés et furieux. D'une part, une plaine découverte, où les assiégeants ne pouvaient se protéger contre les boulets de la place, qu'en se tenant hors de leur portée. D'autre part, un bastion impossible à encercler, et qu'une puissante flotte, maîtresse de la mer, permettait de ravitailler sans fin. Chez les Turcs comme chez les Français, la même ardeur désespérée et sauvage. Jamais de quartier pour les prisonniers; la peste au camp ainsi que dans la ville ; et, chaque soir d'assaut, accrochées aux créneaux comme de blêmes girandoles, d'horribles guirlandes de têtes coupées.

Celle de M. Ayoub endormi s'était posée sur mon épaule. Je le réveillai doucement.

— Nous sommes arrivés.

Le chauffeur avait filé avec une vitesse vertigineuse. Un quart d'heure à peine nous avait suffi pour franchir la vingtaine de kilomètres qui sépare Acre de Caïffa.

On pénètre dans la ville par le sud-ouest. La porte qui y donne accès n'a guère changé depuis le siège. Elle est demeurée si étroite, que les automobilistes doivent corner pour faire dégager le passage. J'entendis le marchepied de la nôtre racler alternativement les parois de cet humide couloir noirâtre.

— Installez-vous là! dit M. Ayoub, qui avait repris ses sens.

Il me montrait, sur une place minuscule entourée d'énormes

murailles dont le faîte se perdait dans l'ombre, un gentil café dont la terrasse était éclairée par des lampions multicolores. Des gens du pays y étaient attablés, mangeant, buvant, jouant aux cartes et aux échecs : Syriens obèses, aux longues robes rayées de rose ou de jaune, maigres Bédouins basanés, jeunes élégants impeccablement chaussés, vêtus de complets aux teintes mourantes. La brise balançait au-dessus d'eux de lourdes palmes vernissées. Des odeurs de sésame, de poivre, d'huile frite, se mêlaient aux parfums des géraniums et des jasmins.

Nous descendîmes d'automobile.

— Ce n'est pas la peine de m'accompagner, dit M. Ayoub. Le couvent grec est dans une rue en pente, où l'on se tord les chevilles assez facilement. Je préfère avertir les Pères de votre arrivée. Ils enverront quelqu'un au-devant de vous.

Il fut rapidement de retour. Il avait l'air tout ensemble triomphant et déconfit.

— Ne m'en veuillez pas. Voilà un peu ce que je craignais. Dans des endroits pareils, on n'a que des ennuis!...

— On ne peut pas me recevoir ?

— Ce n'est pas cela. Je n'ai trouvé personne, à part une espèce de portier idiot, qui n'est au courant de rien. Il m'a dit que ces messieurs étaient à la chapelle. En réalité, je sais bien où ils sont, moi : dans leurs lits. Qu'est-ce que vous voulez ? Il est près de neuf heures et demie, et pour ce qui est des distractions nocturnes à Saint-Jean d'Acre !... D'ailleurs, c'est ma faute. Je ne leur avais pas formellement annoncé votre arrivée. Je pensais que vous coucheriez à l'hôtel Windsor. Le mieux, ne croyez-vous pas ? c'est d'y revenir... Demain, il sera grand temps...

— Et l'hôtel d'ici ? Nous pourrions toujours voir...

— A votre guise !

Le palace en question donnait lui aussi sur la petite place. Mais il était de dimensions si modestes que je ne l'avais pas remarqué. L'expérience fut brève et concluante. Je n'y entrai que pour en ressortir, me bouchant le nez.

— Il y a encore beaucoup à faire en Orient, dit M. Ayoub avec un sourire aimable.

— Et la maison du vieux monsieur dont vous m'avez parlé ?

— Si vous voulez. Elle est sur le port, ainsi que je vous l'ai dit. Mais la ruelle qui y conduit est encore plus dangereuse. Attendez-moi donc, encore une fois, pour vous épargner une course inutile, car je crois fort...

Derechef, il me quitta. Je dois avouer que j'étais, dès cet instant, résigné à regagner Caïffa. Je découvrais même certains avantages à cette perspective. Ce fut donc pour moi presque une déception lorsque M. Ayoub, revenant, me fit signe que je pouvais le suivre.

— Figurez-vous, me confia-t-il, tandis que nous descendions à tâtons la terrible ruelle ténébreuse, oui, figurez-vous que ce pauvre diable doit avoir encore plus besoin de louer que je ne pensais. Des trois endroits que j'ai visités à votre intention, il n'y avait que chez lui où tout, ce soir, fût préparé pour vous recevoir. Et Dieu sait pourtant que je ne lui avais guère laissé d'espoir! Je ne lui en ai pas d'ailleurs donné davantage. Il faut d'abord que vous vous rendiez compte, n'est-il pas vrai?

Jamais sans doute futur abri ne fut présenté de façon aussi peu tentante. Je sentis le courage me manquer.

— Est-il vraiment bien nécessaire? commençai-je. Vous avez raison : il vaut mieux rentrer à Caïffa.

Mais, à présent, c'était au tour de M. Ayoub d'insister.

— Non, non, jetez un coup d'œil. La vue n'en coûte rien. Vous ne serez pas engagé pour cela. Mais j'ai dit à Essad-Bey que vous arriviez. A cause de son âge, de la situation qu'il a occupée, il faut tout de même avoir quelques égards.

— Soit, murmurai-je avec humeur.

J'eus tout juste le temps de me raccrocher au bras de mon guide. Une épluchure malencontreuse venait de manquer me faire choir sur le pavé gras.

A ceux qui éprouvent le souci de ne point borner à leur seule patrie l'examen des singulières détresses accumulées au cours de la dernière guerre, le tableau qui me fut offert ce soir-là ne paraîtra peut-être pas tout à fait dépourvu d'intérêt.

— Je vous avais prévenu, dit M. Ayoub, consolidant mon bras sous le sien. La chaussée est plutôt glissante. J'ai bien prié ce brave Essad-Bey de vous envoyer chercher par un ser-

viteur porteur d'une lanterne. Mais je n'ai pas insisté, car j'ai eu l'impression que je l'embarrassais et qu'il ne possède ni l'un ni l'autre. Sa maison n'a pas dû être mal, comme vous voyez.

Voir, j'aurais bien voulu. Mais la lune sortant d'un nuage était en train de transformer les eaux de la rade en une nappe d'argent en fusion, qui m'éblouissait. Je ne réussissais pas à distinguer un seul des détails de la masse obscure devant laquelle nous avions fait halte.

— Soyez le bienvenu, monsieur.

Au jugé, je tendis ma main vers une main qui la serra.

— Voulez-vous vous donner la peine d'entrer ? Je vous guiderai, si vous voulez bien. Excusez cette pénurie d'éclairage. Mais ma maison est une des plus anciennes d'Acre. Elle n'a pas, et n'aura jamais sans doute d'électricité.

Ainsi, j'étais déjà à peu près habitué à la voix de mon hôte que je ne connaissais pas encore ses traits. C'était une voix pure et unie, légèrement voilée. Le français dont il s'était servi était d'une correction irréprochable. Il me précédait dans un escalier en haut duquel tremblotait la lueur d'une lampe invisible. Il montait lentement, non sans difficulté. J'entrevoyais sa silhouette un peu grêle, un peu courbée, autour de laquelle flottaient les plis d'une redingote trop large. Quand il eut atteint le palier, il se retourna, et j'aperçus un visage de très vieil homme, un visage doux et triste, qui me souriait.

— Passez, messieurs, je vous en prie. Vous consentirez bien à vous rafraîchir.

Un plateau chargé de verres et d'un broc de cristal rempli d'orangeade était dressé sous la véranda où il nous introduisit. L'admirable vue qu'on avait de là ! A nos pieds, une douzaine de barques se balançaient sur les eaux clapotantes du port. La nuit s'était faite si claire qu'on pouvait lire les inscriptions arabes peintes à leurs proues. Les vestiges de la jetée et du fortin qui avaient soumis à une si rude épreuve les artilleurs de Bonaparte étaient dessinés par une traînée d'écume de neige. Tout au fond du golfe, les mille et mille lumières de Caïffa escaladaient le flanc du Carmel, vautré comme un lion baignant ses pattes dans la sombre mer de Phénicie.

— C'est merveilleux ! murmurai-je.

— N'est-ce pas? dit le vieillard. Oui, ce paysage est beau.

Il poussa un léger soupir.

— Mais c'est surtout la question de l'appartement qui importe. Et, à cet égard-là, hélas! je ne me fais guère d'illusion...

— Je suis sûr que j'y serai on ne peut mieux.

— Voulez-vous le visiter tout de suite?

Je sentis que c'était là une épreuve dont sa fierté et sa timidité lui faisaient désirer d'être, au plus vite, débarrassé.

— Volontiers! répondis-je donc.

Non, M. Ayoub n'avait point exagéré. Des tapis, surtout, des tapis de Smyrne et d'Ouchak, sans valeur aucune, mais qui tenaient peut-être la place d'autres, qui en avaient eu, et dont on avait été obligé de se défaire; des mangals, des potiches de cuivre, quelques meubles de Damas, dont les incrustations de nacre avaient pour la plupart sauté; des lustres et des divans; des dorures et des filigranes... tout ce pesant et piètre luxe oriental enfin, clinquant et râpé, générateur de chaleur et de poussière, si paradoxal sous des cieux où il ne devrait pas y avoir d'autre luxe que la fraîcheur et la simplicité.

Deux pièces, ouvertes toutes deux sur la véranda, étaient aménagées de la sorte. Dans la seconde, celle qui devait me servir de chambre, j'eus l'agréable surprise d'apercevoir un lit, un vrai lit européen, en cuivre, avec une moustiquaire qui me parut bien neuve. Peut-être mon hôte en avait-il fait l'emplette dans la journée.

— C'est parfait, dis-je, en regagnant la véranda. A présent, je n'ai plus qu'une crainte, celle de vous déranger durant les deux semaines que je compte passer ici.

— Deux semaines?

Je le regardai.

— Serait-ce trop? Je sais bien que M. Ayoub ne vous a parlé que de deux ou trois jours. Mais je n'espérais pas trouver quelque chose qui me convînt à ce point. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient?...

Il secoua la tête.

— Oh! non, fit-il. Oh, non! Vous pouvez bien rester tant que vous voudrez.

Il reprit :

— Il faut également songer aux repas. Je ne vous offre pas de partager ma table, d'abord pour vous laisser toute votre liberté, et puis aussi parce que... Enfin, si vous tenez à être servi ici, je connais une brave femme, ma voisine, une Grecque, qui arrivera, je crois, à vous contenter... Elle est très propre, et il paraît qu'elle ne réussit pas mal certains plats.

Il s'arrêta, secoué par une bizarre petite toux.

— Nous aurons toute la journée de demain pour en décider, dis-je. En attendant, avec votre permission, je vais m'occuper de mes bagages.

Ils étaient toujours dans l'automobile. M. Ayoub s'était bien gardé de les faire suivre. Je me tournai vers lui.

— Pouvez-vous avoir la bonté, cher monsieur, de prier votre chauffeur d'apporter ici mes valises ?

M. Ayoub fit un signe affirmatif. Il avait écouté notre conversation avec quelque surprise, sans s'y être d'ailleurs mêlé une seule fois.

Je le raccompagnai jusqu'au bas de l'escalier, tenant à le remercier de toutes ses attentions.

— Vous êtes satisfait, vraiment? demanda-t-il, et je crus comprendre, d'après l'ironie de sa voix, à quel point il devait juger saugrenue ma conduite.

— Mais oui!

— Tout est pour le mieux, alors. Je vous rappelle le prix qui a été convenu : une livre syrienne par jour, ce qui, pour deux semaines, fera trois cents francs. Mais pourquoi diable ne m'avez-vous pas dit que vous pensiez rester aussi longtemps? Je suis persuadé qu'avec dix livres, nous nous serions arrangés.

— Ne vous inquiétez pas, c'est très bien ainsi.

— Bon, je vous quitte. Un simple coup de téléphone à l'agence, à Caïffa, quand vous aurez besoin de l'automobile. Elle sera toujours à votre disposition. Excusez-moi seulement si, demain et après-demain, je ne viens pas vous voir. J'ai, tous ces jours-ci, un travail fou : trois, quatre navires sur les bras, plus une affaire extrêmement délicate à régler. Oui, des émigrants sionistes, des israélites expulsés par Hitler, qui viennent de m'arriver sur le *Mariette-Pacha*. Ils ont déposé une plainte entre les mains des autorités locales parce que le commandant du bateau leur avait interdit de chanter à bord

le *Deutschland über alles*. Il devient de plus en plus difficile de contenter tout le monde.

— Sauf moi, comme vous voyez, lui dis-je en lui serrant la main. De tout cœur, merci.

Essad-Bey m'attendait sous la véranda. J'avais dû un peu m'attarder. Je crus distinguer dans ses yeux comme une espèce de soulagement quand je reparus. Avait-il craint que je n'eusse changé d'idée, de ne pas me voir remonter?

— Un autre verre d'orangeade? proposa-t-il.

— Avec plaisir.

Et j'ajoutai, désignant le golfe et la rade, autant pour lui être agréable que parce que c'était la vérité :

— Ce panorama est si beau qu'on ne se lasse pas de le contempler.

Mon porte-cigarettes était resté sur l'une des tables de la pièce à côté, celle qui devait me servir de salon et de cabinet de travail. Je me levai pour aller le chercher. Il me suivit, le photophore à la main.

Sur la table en question, il y avait, parmi d'autres bibelots, un cadre en peluche verte, à chevalet bronzé. Ce cadre contenait la photographie d'une jeune femme en toilette de soirée. J'avais remarqué ce portrait tout à l'heure, en évitant, par discrétion, de trop le regarder. Mais je dus mettre, cette fois, plus d'insistance, car le vieillard prit le cadre et me le tendit.

— Ma fille, dit-il doucement.

— Pardonnez-moi, fis-je à mon tour. Je me trompe sans doute. Et pourtant...

Je regrettai tout de suite mon exclamation, car il me sembla que lui-même il s'en voulait d'avoir parlé. Mais déjà, il n'était plus en notre pouvoir de nous taire, ni l'un ni l'autre.

— Vous ne devez pas vous tromper, dit-il d'un air un peu gêné. Vous avez habité Beyrouth, n'est-ce pas?

— Oui, à plusieurs reprises.

— Eh bien, il y a de fortes chances pour que vous ayez connu ma fille là-bas?

— Il me semble, en effet, que c'est à Beyrouth...

— Mais oui, voyons! Saada, Saada Leclerc. Son mari est attaché au Haut-Commissariat.

— Parbleu! fis-je, c'est cela! Je savais bien... Voilà qui est curieux!

Il sourit, d'un air à la fois emprunté et ravi.

— Comme ça me fait plaisir! Vous l'avez connue! Vous vous souvenez d'elle?

— Bien entendu! Comment ne me souviendrais-je pas?... Mme Raymond Leclerc! La délicieuse jeune femme! Et si gaie, toujours, si bonne enfant!... Lui aussi, d'ailleurs, il est charmant.

Il hocha la tête.

— Oui, sous ce rapport, je n'ai pas à me plaindre. C'est un ménage très uni.

— A cet égard, dans tout Beyrouth, il n'y a qu'un cri.

D'où put venir la gène qu'en cette minute nous éprouvâmes, qui nous empêcha presque de nous regarder? Rien, en ce qui me concernait, n'était de nature à l'expliquer. J'avais rencontré en diverses circonstances le gendre et la fille d'Essad-Bey. Nous avions ensemble déjeuné et diné chez des amis, pris part à plusieurs pique-nique. On m'avait dit, — j'en avais maintenant le souvenir, — qu'elle était la fille d'un haut fonctionnaire ottoman, une de ces unions entre Français et gens du pays, comme la Syrie en offre maints exemples, et qu'on entend tour à tour approuver et blâmer, souvent par les mêmes personnes. Saada et Raymond Leclerc, naturellement, je me les rappelais : elle si jolie, si insouciante! lui, gentil garçon et à peu près nul.

— Je me fais une joie à la pensée que je vais les revoir dans quinze jours, quand je passerai par Beyrouth.

— Actuellement, dit mon hôte, ils sont tous deux à la montagne, à Bhamdoun, près de Sofar. Mais ce n'est pas bien loin. Peut-être monterez-vous jusque-là?

— Comment donc! Ne serait-ce que pour leur porter de vos nouvelles.

— Je vous remercie.

— Il y a longtemps que vous ne l'avez vue?

— Oui, assez longtemps.

Il eut un geste évasif.

— Je commence à être bien vieux pour voyager, reprit-il, dans le désir probable de prévenir une question que je me serais bien gardé de lui poser. L'automobile me fatigue. Et puis,

j'ai ici mes habitudes, mes occupations, vous comprenez?

Je comprenais si bien que je me tus. Qu'aurais-je, en effet, pu lui répondre? Pas, en tout cas, que de Beyrouth à Saint-Jean d'Acre il n'y a pas plus de cent quarante kilomètres, et que ce n'est tout de même pas là une distance de nature à effaroucher deux jeunes gens sportifs, et qui ont, par-dessus le marché, à leur disposition les voitures et l'essence du Haut-Commissariat.

En silence, nous revînmes nous asseoir sous la véranda. Il ne devait pas être loin de minuit. Une grande partie des lumières de Caïffa s'étaient éteintes. L'ombre géante du Carmel n'en apparaissait qu'avec plus de précision.

— Il ne faut pas, dit Essad-Bey, que vous vous croyiez obligé de me tenir compagnie. J'ai pour coutume de demeurer dans ce fauteuil très tard, la nuit, à fumer des cigarettes. J'ai tort, d'ailleurs, car cela ne me fait pas de bien.

Il toussa de nouveau, de sa mauvaise petite toux sèche.

— Je présume, dit-il encore, que vous êtes, comme je l'étais moi-même jadis, fort jaloux de votre indépendance. Je ne tenterai donc pas de m'imposer à vous, de vous importuner avec des offres de service. Si pourtant, durant votre séjour ici, dans un pays que je connais et où je vis depuis quarante ans, je puis vous être bon à quelque chose, cela va sans dire, disposez de moi.

C'était la seconde fois, au cours de la même journée, que je me trouvais plus ou moins directement invité, avec une égale courtoisie, un égal souci de m'être agréable, à m'expliquer sur ma venue à Saint-Jean d'Acre. Or, la chose m'était d'autant plus difficile, que je n'avais qu'une idée fort vague du but que je poursuivais. J'avais visité, de Mersine à Jaffa, tous les ports de la côte syrienne, et j'avais continué, jusqu'à ce jour, à ignorer celui-ci, un des plus riches cependant en prestiges de toute sorte. C'était sous ses murs que Bonaparte avait assisté à la ruine de son rêve d'hégémonie orientale. Qu'est-ce qu'une imagination tant soit peu alertée, parmi ces cendres encore toutes chaudes, ne devait pas réussir à glaner?

Ce fut cette dernière raison, la plus plausible, que, de nouveau, je crus devoir donner à mon hôte.

— Vous êtes officier? me demanda-t-il.

— Non.

— Tant mieux, car vous eussiez alors certainement possédé, sur le mystère du siège d'Acre, plus d'éclaircissements que je ne pourrais vous en fournir. Quoique...

Il parut hésiter.

— Quoique les circonstances, acheva-t-il néanmoins, aient mis en ma possession quelques détails qui ne doivent guère figurer dans les ouvrages historiques, ni dans les traités de science militaire, même les plus complets.

Il eut un sourire.

— Ne croyez pas que je me vante. Je n'ai jamais été officier, moi non plus. Mais presque tous mes ancêtres, au siècle dernier, ont servi dans l'armée turque, sur les champs de bataille d'Afrique, d'Europe, d'Asie. J'en ai eu un, mon bisaïeul, qui a combattu en 1799 à Saint-Jean d'Acre. Que de souvenirs pour moi ! Que d'histoires contées, quand j'étais petit ! Depuis, exerçant dans ce pays les fonctions que vous savez, j'ai eu de nombreuses occasions d'évoquer sur place les épisodes des luttes au récit desquelles mon enfance a été bercée.

— Je ne pouvais espérer rencontrer meilleur guide que vous.

— C'est assez probable, fit-il avec beaucoup de simplicité.

J'allumai une dernière cigarette.

— Ne voyez, dis-je après un silence, aucune indiscrétion dans la question que je vais vous poser.

— Certes, je n'en verrai aucune.

La redingote dont il était vêtu était de celles qu'on appelle *stamboulines*. C'était l'antique redingote de cérémonie des dignitaires turcs, portée encore aujourd'hui dans le Levant par beaucoup de notables qui ont rempli des charges officielles sous l'ancien régime. La stambouline d'Essad-Bey, élimée par un long usage, s'ornait à son revers gauche d'un mince ruban décoloré.

— La Légion d'honneur, n'est-ce pas?

Il tressaillit.

— Oui, c'est elle. Je la porte, malgré les pénibles souvenirs qu'elle me rappelle, peut-être à cause d'eux. Il me semble aussi que c'est mon devoir de la porter.

Il ajouta :

— Je l'ai eue, bien entendu, au titre étranger.

— Ah !

Il parut attendre une seconde question, qui ne vint pas.

— Pourquoi vous gêner? dit-il alors. Vous désireriez savoir à quelle nationalité j'appartiens, n'est-ce pas? Mon Dieu, c'est là un point sur lequel je ne détesterais pas d'être fixé moi-même. Je suis une victime des complications des traités de paix. Le droit international privé, quelle redoutable chose! Si je vous disais que je suis Alaouïte, je m'avancerais peut-être, et vous, ça ne vous avancerait pas beaucoup. Mais oui, pourtant! J'oublie que vous avez vécu en Syrie? Vous devez être au courant de ce qui, depuis la guerre, s'est passé là-bas.

— Vous n'êtes donc pas Turc?

— Je l'ai été, je ne le suis plus. Peut-être le redeviendrai-je. Mais il ne me reste plus beaucoup de temps à vivre. Il faudrait que Mustapha Kemal se pressât.

Il poursuivit, sur ce ton résigné qui semblait lui être habituel :

— Mon cas est à la fois très compliqué et très simple. Ma famille est assurément l'une des plus vieilles de cette vieille chaîne de montagnes des Ansariehs, comprise, comme vous le savez, entre la mer et l'Oronte. Je vous passe les détails de notre origine; nous y reviendrons, si cela vous amuse. Vous savez aussi que les habitants de cette région ont toujours été de pauvres gens, très bons, très doux, mais très divisés, et que nous n'avons, pour ces divers motifs, jamais cessé d'être en butte aux persécutions des musulmans sunnites. Nous tenons à nos croyances, si enfantines qu'elles puissent paraître. Qu'est-ce que vous voulez? Le gouvernement turc n'y est pas allé par quatre chemins avec nous. Toute notre histoire n'a été qu'oppression et que massacres. Nous en sommes venus à refuser les redevances, la conscription, tout, et cela même au cours de la dernière guerre. C'est par la force qu'on nous a réduits. Les grandes familles de chez nous ont servi d'otages. Il leur fallait choisir : ou être totalement spoliées, supprimées, ou envoyer leurs fils à Constantinople, pour y apprendre le loyalisme envers nos tyrans. On leur donnait, on leur imposait plutôt, des emplois subalternes dans l'administration, dans l'armée. Le résultat ainsi obtenu était triple : on s'assurait pour un morceau de pain les services de gens qui se sont toujours battus avec courage, et qui ne boudent pas à la besogne; on nous exilait de notre pays, où notre

influence était susceptible de porter ombrage à nos maîtres étrangers; on ruinait cette influence auprès des populations locales, qui nous voyaient, nous, les chefs, consentir à nous vendre à nos ennemis. On peut dire que ça a été de la besogne bien faite. Voilà comment, moi qui vous parle, j'ai dû quitter très jeune ma montagne pour entrer à Constantinople à l'École des Cadets. Mon frère aîné m'y avait précédé, qui devait trouver la mort, quelques années plus tard, au cours d'une obscure campagne contre les Kurdes. Moi, mes aptitudes physiques, les autres non plus, d'ailleurs, ne me destinaient pas à l'armée. On m'a donc affecté à l'administration civile de l'Empire. Vous pensez bien que ce n'est pas dans mon pays qu'on m'a nommé. On aurait eu trop peur de m'y voir utiliser pour la rébellion l'autorité qu'avait conservée le nom de ma famille. Aujourd'hui, de cette famille il ne reste plus que moi, puisque ma fille unique a épousé un de vos compatriotes, et que leurs enfants, s'ils en ont, seront français. Voilà! C'est tout!

— Non, fis-je, en touchant doucement du doigt son ruban rouge. Il y a aussi cela, qu'il faut m'expliquer.

Il sourit.

— Ah! oui, eh bien! mais, n'avez-vous pas compris? On a été très gentil pour moi, à Beyrouth, au Haut-Commissariat. On a voulu me pourvoir d'une manière de naturalisation. Quand Saada s'est mariée, c'est à son père qu'on a fait le cadeau de noces.

— On devait avoir des motifs pour cela.

— Peut-être! C'est parmi les choses que je n'aime pas à me rappeler. J'étais, on vous l'aura dit, pendant les hostilités, kaïmakam de Naplouse. J'y ai fait sans goût, mais aussi correctement que possible, mon métier. Mais il y a des mesures, n'est-ce pas, qui vous répugnent toujours un peu à prendre. C'était le moment où l'on constituait en Palestine, d'ordre des Allemands, l'armée qui devait s'emparer du Canal de Suez. On réquisitionnait partout les vivres, et la famine se faisait durement sentir. Il y avait à Naplouse un orphelinat dirigé par des sœurs de chez vous. Les pauvres femmes avaient caché leur blé, — bien mal, il faut croire, — car il fut vite découvert. On me fit grief de n'avoir pas vérifié leur déclaration. On me mit à la retraite d'office. Ces pensions-là, en Turquie,

même pendant la paix, elles n'étaient payées que de façon bien irrégulière. Ce ne fut donc pas une grande privation pour moi, lorsque, il y a quelques années, je fus avisé par le Gouvernement d'Angora que la mienne était supprimée définitivement. Il y avait plus de six ans que je n'avais rien touché. On me laissait, il est vrai, le titre de bey, qui n'a jamais signifié grand chose, mais que dans la région on continue à me donner. J'étais, depuis 1917, retiré dans cette maison. Je l'avais acquise vers 1908, afin que, l'été, ma pauvre femme pût y venir se remettre, au bord de la mer, de la rudesse du climat de Naplouse. C'est ici qu'elle est morte, en 1920, et j'ai été bien désemparé. Saada n'avait que dix ans. Que faire de cette petite ? Ce fut alors que le consul de France à Caïffa me conseilla de la mettre à Beyrouth, chez les dames de Nazareth, où il avait lui-même ses filles. Elles me demandèrent peu après de permettre à Saada de se faire catholique. Je l'y autorisai bien volontiers, car la Supérieure me dit que c'était de nature à favoriser son établissement. Et puis, j'avais aussi une autre raison, peut-être...

— Vous êtes musulman, sans doute ?

Il rit, pour la première fois.

— Musulman ? Non. Ma religion est plus complexe. J'ai peur de vous voir vous moquer. Mais, que voulez-vous, elle est la nôtre depuis huit siècles. Il est un peu tard, n'est-ce pas, pour en changer ? Nous adorons, en une seule personne vivante, Adam et Ève, Noé et Abraham, Moïse et Aaron, le prophète Ali et Notre Seigneur le Messie. Oui, vous avez saisi, je suis ismaélien. Ne riez pas ! La petite ville que voici a eu de tous temps le curieux privilège de servir d'asile aux croyances qui peuvent paraître les plus baroques. C'est à Acre qu'a vécu, sous la double surveillance des Anglais et des Turcs, l'héritier et le chef du Babysme, Abbas Effendi, avec lequel j'ai entretenu les meilleurs rapports, et dont les sectateurs habitent maintenant Caïffa. Pour en revenir à moi, je fais partie de la même communauté religieuse que ces braves gens qui prélèvent chaque année le huitième de leurs ressources pour en faire hommage à notre Dieu commun, Mohammed Chah, oui, encore une fois, vous avez bien entendu, votre aimable Aga-Khan de Paris. Inutile de vous dire que n'ayant jamais pratiqué, et n'étant tout de même plus un enfant, je n'ai jamais

sollicité l'honneur de m'acquitter de cette redevance. Personne, d'autre part, n'a songé à me la réclamer. Je n'en éprouve pas de regret. Cette contribution, plus que médiocre, n'aurait rien ajouté à la magnificence du moulin du Dieu de mes ancêtres. Et elle eût achevé de tarir mon modeste petit ruisseau.

Un instant, il garda le silence. Puis il me dit, les yeux baissés :

— Y a-t-il autre chose de ma vie qu'il vous serait agréable de savoir ? Mais je crois que vous connaissez à présent tout ce qui en importe.

— Pas encore, si vous ne jugez pas que j'abuse, répondis-je. Les traités de paix dont vous parliez vous ont retiré la nationalité ottomane, c'est entendu, mais pour vous restituer la vôtre, celle dont l'envahisseur vous avait privé. N'avez-vous pas songé à en jouir, à la revendiquer de manière effective ? Je l'ai visité, ce pays alaouite, un des plus attachants de la terre. Il m'étonnerait fort qu'au cours d'une de mes randonnées à Safita, à Masyaf, à Qadmous, je ne sois pas passé près d'une de ces ruines que tant de liens doivent rattacher à votre cœur. N'avez-vous jamais pensé que les circonstances étaient désormais propices sinon pour les relever, du moins pour aller vivre parmi elles, sous un régime qui peut avoir ses défauts, mais qui est incontestablement plus libéral que celui qui vous a chassé de là-bas ?

Essad-Bey eut un geste plein de mélancolie.

— A mon âge, on ne doit pas chercher à recommencer son existence. Oui, je sais bien, en Syrie, on a été très aimable pour moi. Lors du mariage de ma fille, vos dirigeants ont même insisté... Mais, croyez-moi, je suis un homme d'une autre époque. Il y a une folie plus grande que de revenir dans les endroits où l'on a été heureux, c'est celle qui consiste à aller s'installer dans ceux où l'on s'imagine qu'on pourrait l'être. Non, je vous assure, c'est ici qu'il me faut rester.

Il ajouta :

— Vous comprenez, j'y ai mes habitudes, et puis aussi, ainsi que je vous l'ai dit, mes affaires, mes occupations.

Je n'insistai point, bien que je ne fusse pas dupe. C'eût été me montrer ingrat envers tant de marques de touchante spon-

tanéité. Si Essad-Bey n'entrait pas ce soir-là plus avant dans la voie de ses confidences, c'était qu'il ne voulait pas, ou qu'il ne pouvait.

Dans ma chambre, où je me retirai peu d'instants après, je me mis en devoir de défaire mes bagages. J'avais l'intention de me coucher immédiatement. Puis, ce ridicule besoin qu'on éprouve alors de traîner, de retarder le sommeil, s'empara de moi. Un livre que j'avais emporté, et où figuraient une description, un historique de Saint-Jean d'Acre, me servit de prétexte. Je l'ouvris, avec la pensée de débrouiller un peu mes projets d'excursion du lendemain.

Je commençai par chercher sur le plan de la ville la situation exacte de la demeure d'Essad-Bey. Je marquai cet endroit d'une croix au crayon rouge. Comme j'en ai, des croix semblables, inscrit déjà sur les cartes du vaste monde ! Combien me reste-t-il encore à en tracer ?

Cette notice sur Acre n'était réellement pas mal faite. Un quart d'heure de lecture, quelques notes jetées sur une feuille de calepin et, le travail de la nuit aidant, cela me permettrait de ne point paraître trop ignare, lorsque j'aurais le lendemain à me mesurer avec Essad-Bey.

Honte et sottise de l'amour-propre ! Des bourdonnements inquiétants naissaient. J'entendais les moustiques en nombre sans cesse accru tournoyer et vrombir autour de ma lampe. Jolie perspective pour le moment où je l'aurais éteinte! Elle n'arrivait pas, néanmoins, à me convaincre de la stupidité de mon entêtement. Dussé-je ne paraître au grand jour qu'avec une face toute hérissée de boursouflures, peu m'importait! Il me fallait ma feuille de papier. Mais mes réserves personnelles se trouvaient dans ma seconde valise, encore fermée, et au débouclage de laquelle il m'ennuyait de procéder à cette heure. Alors, quoi? Une feuille de papier! Je finirais bien par en découvrir une dans cette chambre, parmi ce fatras de tapis, d'étagères, de guéridons, sur lesquels mon regard errait avec une impatience croissante. Je poussai enfin un soupir de soulagement. Dans le coin le plus obscur de la pièce, une table venait de m'apparaître, une vulgaire petite table de bois blanc avec un tiroir... A n'en pas douter, c'était là.

J'allai vers la table. Il y avait, en dessous, entre ses quatre

pieds, une boîte de forme insolite. J'eus quelque surprise à reconnaître l'écrin métallique d'une machine à écrire.

— Allons, allons! pensai-je, Saint-Jean d'Acre marche beaucoup plus dans la voie du progrès que ce cher M. Ayoub ne se l'imagine.

Épiloguant ainsi, je tirai à moi le tiroir de la table. Non, je ne m'étais pas trompé. Il y avait bien là ce que je cherchais, et plus encore, plus en tout cas que ma compassion ne l'aurait désiré, sans doute. En cette minute, je le jure, aucune curiosité répréhensible ne m'a poussé, nul pressentiment que j'allais violer le navrant secret du pauvre homme dont j'entendais, au même moment, résonner par saccades, sous la véranda, le douloureux toussotement. Si j'en disais autant de la minute qui a suivi, je mentirais.

... J'y étais entré un jour, dans cet immense bazar de Caïffa, où l'on vend de tout, depuis des phonographes jusqu'à des arrosoirs, en passant par la lingerie fine et les spécialités pharmaceutiques. J'y avais acheté, lors d'un voyage à Jérusalem, une paire de lunettes fumées. On m'avait dit qu'il n'appartenait pas à des Israélites. J'en avais à présent la confirmation, car un travail comme celui que j'avais devant les yeux, si misérable qu'en pût être la rétribution, c'est à des coreligionnaires que l'aurait réservé un propriétaire sioniste; certainement pas à un étranger.

Combien de temps faut-il à un vieillard dont la vue baisse, dont les doigts commencent à trembler, pour dactylographier les adresses d'un seul millier de ces bandes commerciales destinées à l'expédition par la poste des prospectus ou des catalogues, c'était ce que j'étais en train de me demander avec une espèce de pitié épouvantée. Voilà donc ce qu'il contenait, le tiroir de cette innocente petite table! Je lus machinalement l'adresse de la dernière bande dactylographiée. Elle était au nom d'un M. Gorra, garagiste, je me rappelle, à Afulé.

Que je l'eusse cherché ou non, je savais désormais en quoi elles consistaient, les affaires, les occupations de mon hôte, ces occupations qui interdisaient à Son Excellence Essad-Bey, kaïmakam honoraire de Naplouse, d'aller finir en paix ses jours à Beyrouth, auprès de sa fille, la toute charmante Mme Raymond Leclerc, sa petite Saada bien-aimée.

De nombreux éléments ennemis ayant réussi, malgré toutes les précautions prises, à s'infiltrer dans la place, une solide contre-attaque fut déclenchée, qui les réduisit à merci. Il ne fut fait aucun quartier. Cette sévère opération n'en eut pas moins pour résultat de m'empêcher de m'endormir avant l'aube.

Le soleil était déjà très haut dans le ciel lorsque je fus discrètement tiré de mon sommeil par une personne d'un certain âge et répondant au nom d'Angèle. C'était la voisine grecque, dont m'avait parlé Essad-Bey. Elle venait m'avertir, avec force circonlocutions et révérences, que mon petit déjeuner m'attendait sous la véranda. Il me serait servi dans ma chambre, si je le préférais.

— Non, non, dis-je, laissez-le où il est. Cinq minutes, et je suis à lui.

L'air était frais, le ciel était bleu ; une légère brume couvrait la rade ; la campagne et la mer souriaient, et je me sentais beaucoup d'appétit. Je fis honneur aux agréables denrées rassemblées par l'imagination de l'industrieuse Angèle : de beaux raisins, du miel, du lait caillé, de la confiture de pastèque, le tout arrosé d'un excellent thé aux aromates.

La vie a quelquefois de bien bons moments.

A dix heures, comme il avait été convenu la veille, Essad-Bey parut.

— Voulez-vous que nous allions tout de suite faire un tour ? Je crains que, plus tard, il ne fasse trop chaud.

— Je tiens à commencer, lui dis-je, par vous remercier de la perle que vous m'avez procurée. Cette chère Angèle serait vraiment la plus accomplie des gouvernantes ! Le temps de prendre mon petit déjeuner, et j'ai trouvé, en rentrant chez moi, mes vêtements pliés, repassés, rangés. Le meilleur des valets de chambre ne s'en serait pas mieux acquitté.

— Attendez d'avoir éprouvé ses talents culinaires, fit-il en souriant.

— C'est, je l'espère, une expérience à laquelle vous allez me permettre de vous associer. Angèle vient de me soumettre le menu de midi, et je suis certain...

Il parut contrarié.

— Ne prenez pas mon refus en mauvaise part. Mais mes

heures de repas sont des plus irrégulières. Un vieillard, vous savez, ça ne fait plus guère que grignoter.

« Bon ! pensai-je. Il a décidé de ne rien me devoir. C'est ma faute. J'ai voulu aller trop vite en besogne. »

Je n'insistai pas davantage, songeant d'ailleurs qu'il me restait près de deux semaines pour l'amadouer.

Nous sortîmes d'Acre, et gagnâmes, à quelques centaines de mètres, une mince hauteur, ceinte de haies de nopals et plantée d'orangers. De là on dominait toute la petite ville enfoncée dans les flots comme l'avant d'une tartane. Le soleil grillait ses murailles rousses. La coupole verdâtre de sa mosquée ressemblait à une olivine qui y eût été enchâssée.

— Dire que c'est cela qui a suffi à changer le cours de la plus prodigieuse fortune du monde ! ne pus-je m'empêcher de murmurer avec un peu de mépris.

— Et remarquez, dit mon compagnon, que tout ce que vous voyez là, en tant que fortifications, a été refait par les Turcs une cinquante d'années plus tard, après l'évacuation définitive de la Palestine par les troupes de Méhemet-Ali. Le 20 mars 1799, lorsque l'armée française entreprit son investissement, les défenses d'Acre se réduisaient vraiment à peu de chose. Encore fallait-il ne pas les sous-estimer. C'est pourtant ce que fit Bonaparte avec une légèreté déconcertante. Le général Doguereau, adjoint au général Dommartin, qui commandait l'artillerie, en a laissé le témoignage. « Au premier abord, on jugea la place mauvaise, sans fossé, et ne devant pas tenir huit jours. » C'était également l'avis de Caffarelli, et de tout le génie. Ainsi donc, selon le propre aveu de Berthier dans sa *Relation*, « on traita comme une affaire de campagne un siège qui exigeait toutes les ressources de l'art ». Il fallut le désastreux assaut du 28 mars pour qu'on se rendit compte de l'existence de la contrescarpe, dont je vous montrerai tout à l'heure les vestiges. Les grenadiers durent sauter à l'improviste dans un fossé profond de douze pieds, pour constater ensuite que la brèche pratiquée la nuit précédente s'ouvrait à vingt pieds au-dessus d'eux. Les infortunés qui réussirent à l'atteindre furent aussitôt égorgés, et leurs têtes apportées triomphalement à Djezzar. Le vieux pacha se tenait au seuil de son palais, assis auprès du sac d'or dans lequel il puisait pour

payer chacun de ces hideux trophées. Comme début, avouez-le, cela n'avait rien de très engageant.

La chaleur commençait à se faire forte. Essad-Bey déplia un mouchoir, qu'il assujettit sous son tarbouch, en manière de couvre-nuque. Puis il ouvrit son ombrelle d'alpaga blanc.

— Où était le poste de commandement de Bonaparte ? demandai-je.

— A l'endroit où nous nous trouvons, très exactement. Vous voyez qu'il pouvait distinguer à merveille les assiégés sur leurs remparts, et reconnaître Djezzar lui-même, sans le secours de sa longue-vue. Son souci constant, comme plus tard à Dresde, avec Moreau, était de parvenir à apercevoir Phelipeaux, un de ses condisciples de Brienne, qui était sorti de cette école juste un rang avant lui, et qui avait émigré en 1792. Ce Phelipeaux dirigeait l'artillerie de Djezzar. Et n'oubliez pas non plus que les Turcs avaient d'excellents canonniers, qui avaient eu, comme par hasard, pour instructeurs à Constantinople des officiers français mis par la Convention à la disposition du Sultan, au moment de l'ambassade du général Aubert du Bayet. Si les pointeurs de Bonaparte avaient ordre de ne rien négliger pour arriver à mettre à mal Phelipeaux, vous pensez bien que ce dernier ne s'était pas gêné pour donner aux siens la même consigne. Il y a une curieuse lettre de Sidney Smith qui nous apprend que, pendant l'assaut du 8 mai, on voyait à merveille Bonaparte au milieu de ses aides de camp, « annonçant par ses gestes un renouvellement de l'attaque ». Étrange époque, que celle où la mimique du généralissime était susceptible de renseigner l'ennemi sur la suite des opérations. Elle n'est pas si éloignée cependant.

— Ce devait être vers cette date, dis-je, soucieux de faire un peu parade de mes acquisitions de la nuit, que le même Sidney Smith, furieux de se voir rendu responsable des cruautés de Djezzar, proposa à Bonaparte de régler cette querelle par une rencontre en champ clos.

— Proposition qui lui attira cette riposte, dit Essad-Bey, qu'il était décidément impossible de prendre en défaut : « L'amiral Sidney n'est pas dégoûté. Nous allons neutraliser quelques toises de terrain sur la plage, et je lui enverrai un de mes grenadiers. » Entre nous, à la place de celui qu'on appelait déjà le *Sultan Bounaberdi*, je n'aurais pas fait d'autre

réponse. Il n'avait pas le droit de compromettre, au hasard d'une rencontre avec le premier venu, l'avenir des grands projets qu'à ce moment il portait là.

Mon hôte se toucha le front du doigt.

— Ses projets, fis-je, l'ayant regardé avec une attention toute particulière, vous doutez-vous de ce qu'ils étaient ? Avez-vous eu, en ce qui les concerne, des lumières spéciales? C'était l'Asie, l'Asie d'Alexandre, n'est-il pas vrai, qu'il convoitait?

Essad-Bey, à son tour, me regarda de façon singulière. Il ne répondit pas.

— Oui, c'était elle, continuai-je. Ici, je ne suis pas en peine pour vous citer des textes fameux, car il n'est pas de problème qui m'ait passionné davantage. Il y a d'abord l'affirmation de Bourrienne : « Bonaparte m'a dit souvent que si, après la soumission de l'Égypte, il eût eu 15000 hommes à y laisser, et 30000 hommes disponibles, il marchait sur l'Euphrate... Combien de fois ne s'est-il pas couché à plat ventre sur les belles cartes qu'il avait emportées! Il me faisait placer à côté de lui pour me développer cette marche. Cela lui rappelait les triomphes d'Alexandre, son héros favori auquel il désirait tant d'associer son nom. » Connaissiez-vous cette citation?

Essad-Bey remua affirmativement la tête.

— Oui, fit-il, je la connais. Et vous, connaissez-vous celle-ci, qui laisse encore moins de doute sur ce que furent, pendant deux mois, sous les murs de cette ville, les buts véritables de son ambition? Écoutez-la, car ici c'est lui-même qui parle. « Je voyais les moyens d'exécuter tout ce que j'avais rêvé. Je créais une religion, je me voyais sur le chemin de l'Asie, porté sur un éléphant, le turban sur ma tête et dans ma main un nouvel Alcoran que j'aurais composé à mon gré. Mon imagination se mêla, pour cette fois encore, à ma pratique... » Et il ajoute, avec Dieu sait quelle mélancolie : « Mais je crois qu'elle est morte devant Saint-Jean d'Acre. » Ces projets inouïs, auxquels il n'a manqué que bien peu de chose pour qu'ils devinssent des réalités, il les a poussés beaucoup plus loin que communément on ne l'imagine...

Il se tut brusquement. C'était la seconde fois que parvenu, me semblait-il, au seuil de quelque solennelle confidence, il s'était arrêté de cette façon-là.

Il vit que je m'en étais aperçu.

— Ne faites pas attention, dit-il. Il vous reste à voir en ces lieux beaucoup de choses qui ont, heureusement, leur intérêt, tout en étant hors du domaine de la controverse.

J'essayai de le tirer d'embarras et de bien lui prouver que je ne lui gardais pas rancune de ses réticences.

— Vous m'avez promis de me montrer l'endroit où était le camp.

— Volontiers, fit-il avec empressement. Il se développait parallèlement à la mer, sur une longueur totale d'un peu plus de deux kilomètres. A notre hauteur, à droite de l'aqueduc que vous voyez là, se trouvaient la division Kléber et la brigade de cavalerie sous les ordres de Murat. Ici, comme je vous l'ai dit, c'était le quartier général, la tente de Bonaparte, et celle de son chef d'état-major, Berthier. Elles étaient encadrées par les guides ; à droite guides à pied, à gauche guides à cheval; à droite également le parc d'artillerie, avec Dommartin; à gauche les troupes du génie, avec Caffarelli. Tout à l'ouest, non loin de la route que vous avez suivie hier soir en venant de Caïffa, c'étaient la division Bon et la division Lannes. Enfin, près de nous, directement à notre gauche, la division Reynier, la plus faible numériquement, puisqu'elle ne comptait guère plus de deux mille hommes, composée qu'elle était seulement de la 9e demi-brigade de ligne, et des 1er et 2e bataillons de la 85e.

Un tel luxe, une telle précision de détails ! Je ne pus m'empêcher de lui confesser que j'en éprouvais quelque stupéfaction.

— Que serait-ce, ajoutai-je, si, contrairement à ce qu'hier vous m'avez confié, vous aviez éprouvé de l'attrait pour les choses militaires !

— On voit bien, répliqua-t-il, que vous n'habitez pas Acre depuis vingt-cinq ans, et que vous n'êtes point condamné à faire quotidiennement la même promenade. Ma pseudo-science vous apparaîtrait alors comme beaucoup plus naturelle. En outre, n'oubliez pas ce qu'hier je vous ai dit aussi : le bref passage de Napoléon en Syrie y a très vite revêtu son caractère légendaire, et il ne faut pas s'étonner que j'aie été vivement impressionné par tout ce que j'ai entendu raconter là-dessus, quand j'étais petit.

Il me parut sentir l'insuffisance de son explication. Il devait y en avoir une autre, la véritable. On eût dit qu'il se

demandait s'il y avait lieu de me la donner. Il semblait avoir envie de le faire, et il hésitait.

— La chaleur monte, dit-il enfin. Nous allons regagner la ville par la porte du nord. Nous longerons les fortifications, et je vous montrerai l'emplacement de la seconde et de la troisième ligne de tranchées. Il y avait aussi trois ou quatre batteries par là. Je vous désignerai les endroits où étaient installées celle du capitaine Legrand, celle du capitaine Thierry.

A pas lents, nous parcourûmes cet itinéraire. Des restes de murs, des fûts de colonnes, des arches d'aqueduc ruinées, entourées d'un lierre tout vibrant d'abeilles, composaient une série de tableaux à la Hubert Robert. Des chapelets de chameaux, majestueusement, passaient. Rien n'eût été changé du paysage du siège, si au lieu de fruits, de tapis et de barils de poudre, ils n'avaient été chargés de caisses et de bidons d'essence aux sempiternelles marques de la *Shell* et de la *Socony*.

Au nord, la falaise crayeuse du Ras Naqoura, frontière de la Syrie et de la Palestine, découpait de son arête blanche l'azur cru.

Essad-Bey me dit, le bras tendu vers le promontoire :

— Une colonne française l'a franchi, le 3 avril 1799. C'est un point assez peu connu : Saint-Jean d'Acre n'a pas été la limite extrême de l'avance de Bonaparte. Le 2 avril, il donna l'ordre d'occuper le port de Sour, distant d'une cinquantaine de kilomètres, et d'y installer une garnison de deux cents Métoualis, indigènes qui avaient eu à souffrir des persécutions de Djezzar. Ce fut la division Bon qui eut à fournir le détachement destiné à mener à bien l'opération : en l'espèce, un bataillon de la 4e demi-brigade. Le général Vial le commandait. Ils escaladèrent le Ras Naqoura, puis le Ras el Abiod « laissant sur leur droite, dit Berthier dans son rapport, les ruines d'un château détruit par Djezzar ». Ce château, c'est le Kalaaat Ech-Chema, le *château du Flambeau*, un des repaires les plus mystérieux de cette contrée. Ne manquez pas, dans quinze jours, quand vous quitterez Acre pour Beyrouth, de prévoir les deux heures de détour qu'il vous faudra pour le visiter. Après onze heures de marche, la colonne atteignit Sour. Personne, dans l'armée, ne devait savoir ce que c'était : ni eux, ces pauvres soldats en habit bleu et pantalon tricolore, le vieil uniforme de Fleurus et de Rivoli, ni le général Vial,

ni Berthier lui-même, futur prince d'Empire et vice-connétable... non, personne, à part Bonaparte, bien entendu, qui n'avait pas dû perdre son temps à le leur expliquer. Sour! Pensez donc! Tyr! La ville de Salomon, de Nabuchodonosor et d'Alexandre! C'est un peu notre sort à tous, même les meilleurs, dans un pays comme celui-ci. Nous foulons aux pieds des pierres quelconques, et nous ne réfléchissons pas que chacune d'elles est un trésor.

Le vieillard poursuivit, tandis que nous atteignions une palmeraie au bout de laquelle se dressaient, rougeâtres, les murailles du palais de Djezzar :

— La colonne repartit pour Acre le 14 avril. Auparavant, d'ordre du général en chef, le général Vial avait investi du commandement de Sour le Cheikh Mané, un des notables métoualis les plus vénérés.

— Quel était le but que pouvait avoir Bonaparte, en agissant ainsi?

— Le même qu'il recherchait en entrant en rapports avec d'autres chefs de la région : l'émir Bechir, le cheikh Abbas-el-Daher, le cheikh Moustapha Bechir, d'autres encore...

— C'est-à-dire?

— Se concilier, évidemment, les gens du pays, afin de pouvoir continuer, dans les meilleures conditions possibles, les travaux du siège.

— C'est tout?

— Il se peut aussi, peut-être, qu'il ait visé plus loin.

— Visé quoi?

Essad-Bey me regarda.

— Ne vous en doutez-vous pas? A quoi servirait, alors, notre conversation de tout à l'heure?

Asseyons-nous un peu, voulez-vous? dit Essad-Bey.

Il était fatigué. L'ascension d'une espèce de chemin de ronde l'avait essoufflé. Nous avions atteint le sommet d'une des tours qui forment la portion septentrionale des défenses de la place. La mer bruissait au-dessous de nous, la même mer qui baignait, dans le même instant, Saint-Raphaël, Juan-les-Pins, Antibes, Nice, tous les bastringues, toutes les compétitions de pyjamas de notre chère Méditerranée.

Des canons sans affûts, abandonnés au petit bonheur parmi

les orties sur la terrasse d'une casemate, allongeaient, à quelques mètres de là, leurs lourds cylindres mangés de rouille. Je fis mine de me diriger de ce côté. Essad-Bey me retint.

— Laissez donc! Pas le moindre intérêt. De la ferraille du temps d'Ibrahim Pacha. Rien à voir avec les événements qui nous occupent. Cet après-midi, dans le Chan Chawarda, je vous en montrerai d'autres, des vrais ceux-là, des caronades de Sidney Smith. Quant aux mortiers français, inutile d'en chercher un seul. Bonaparte, en levant le siège, emmena avec lui toute son artillerie. Les pièces trop encombrantes, il les fit précipiter dans la mer, à Tantourah. Lorsque les flots sont très clairs, il paraît qu'en en aperçoit encore quelques-unes. Des boulets français, par exemple, vous en trouverez tant que vous en voudrez. Vous pourrez en emporter un. Partagé en deux, il vous fera un joli plat à barbe.

— Je me fais une fête, lui dis-je, de ce que je vais voir, après déjeuner, dans la ville, en votre compagnie. Si j'en juge d'après ce que vous venez de m'apprendre sur ce qui s'est passé de notre côté de la barricade, qu'est-ce que cela sera, lorsqu'il va s'agir de votre côté?

Il secoua la tête.

— Détrompez-vous! A la différence des marchands sérieux, j'ai commencé par étaler le meilleur de ma pacotille. Je suis assez peu au courant de ce qui s'est passé à l'intérieur d'Acre.

— Alors, fis-je, je ne comprends pas du tout. Votre bisaïeul s'est battu ici. Vous m'avez parlé hier soir de ses souvenirs, dont la tradition a tellement passionné votre jeunesse. Il est impossible que cela n'ait pas contribué...

— Précisément, dit Essad-Bey. Il y a tout de même une chose qu'il faut que je finisse par vous confier, car, autrement, vous seriez excusable en effet de ne rien comprendre. Le bisaïeul dont je vous parle, ce n'est pas dans Saint-Jean d'Acre, mais devant, qu'il a combattu. Oui. Il s'appelait Boyer, figurez-vous, François Boyer, et il était capitaine à la 9e demi-brigade de ligne, 2e bataillon, division Reynier.

PIERRE BENOIT.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

LES LETTRES DE NAPOLÉON A MARIE-LOUISE

LES LETTRES RETROUVÉES

L'empereur Napoléon, marié à l'archiduchesse Marie-Louise, les 1er et 2 avril 1810, ne la quitta guère que quelques jours au cours des vingt-sept premiers mois de leur union. Le 29 mai 1812, il se séparait d'elle, à Dresde, pour aller se mettre à la tête de l'armée destinée à l'invasion de la Russie et ne revit l'Impératrice, le désastre consommé, que sept mois après, le 18 décembre. Il dut, pour tenter de déconfire en Allemagne la coalition formée contre lui, s'éloigner derechef de Saint-Cloud le 15 avril 1813, pour n'y rentrer, battu, que le 9 novembre. Le 25 janvier 1814, il s'arrachait aux siens pour courir arrêter l'invasion en Champagne ; il ne devait pas revoir sa femme au cours des trois mois qui séparent le jour de ce départ de celui où il s'embarqua, le 29 avril, pour l'île d'Elbe, et, en fait, ne devait plus jamais la revoir.

Au cours de ces successives séparations, — totalement dix-sept mois, — Napoléon écrivit, de sa propre main, presque quotidiennement, à Marie-Louise des lettres intimes et familières auxquelles celle-ci répondait, elle aussi, presque chaque jour.

On a toujours connu l'existence de cette correspondance. Quelques-unes de ces lettres de Napoléon, — une douzaine en tout, — avaient été publiées, qui, par suite de diverses

circonstances, n'étaient point parvenues à l'Impératrice et, tombées entre des mains étrangères, avaient pu être ainsi, par la suite, livrées, dans divers ouvrages, à la curiosité du public. Une douzaine sur plus de trois cent cinquante ou soixante, c'était peu ; elles suffisaient toutefois à exciter, chez les historiens de Napoléon, avec le plus vif intérêt, les plus grands regrets. Il paraissait probable que les centaines de lettres reçues par Marie-Louise avaient été détruites. Combien il eût été précieux de les avoir, tant pour posséder, de la main même de l'Empereur, une sorte de journal quotidien s'étendant à trois années particulièrement tragiques de son existence, que pour être fixé sur les relations vraies de ces deux êtres si différents, le César corse et la fille des Césars allemands.

Frédéric Masson ne se consolait point de la disparition d'un document qu'il jugeait *capital* et faute duquel il allait jusqu'à estimer lui-même son œuvre précaire. Dans l'Introduction à son volume sur Marie-Louise, il écrivait : « Et de plus, pour la solution du problème (des rapports des deux époux), il manque un élément essentiel : *la correspondance que Marie-Louise et Napoléon ont entretenue durant les trois années 1812, 1813 et 1814.* Ils s'écrivaient chaque jour, souvent plusieurs fois par jour, et, de ces milliers de lettres (l'historien, désespéré, exagère assurément le chiffre), je n'en ai retrouvé, en dehors des dépêches officielles, qu'une de la femme et *cinq ou six du mari.* A cette *terrible lacune qui, vraisemblablement, ne sera jamais comblée,* j'ai suppléé du mieux que j'ai pu, mais combien mal ! Une phrase des lettres à Joséphine n'est-elle pas plus expressive que vingt volumes ? *Pour une de ces lettres ne donnerait-on pas tous les commentaires ?* C'est le caractère, le tempérament, le génie et l'âme même ! Là-devant, on ne suppose ni ne déduit : l'homme apparaît. Au moins, *dans le cas improbable où cette correspondance aurait échappé,* voudrais-je espérer que la publication qui en serait faite confirmât, dans leur ensemble, les *hypothèses* que j'ai proposées... »

L'historien de *Napoléon et sa famille* était hanté par la pensée de ces lettres qu'il croyait détruites. Il y est encore revenu au cours du volume. « A côté (des lettres officielles), chaque jour, il y a les lettres familières et intimes que Napoléon adressa *à sa chère Marie-Louise, à sa bonne Louise,*

écrit Masson lorsqu'il arrive aux événements de 1813 ; mais, ajoute-t-il (avec un soupir), *pour cette époque, aucune n'a été retrouvée.* » Un jour que je causais avec lui de documents napoléoniens, il me dit : « *Il n'y en a qu'un, les lettres à Marie-Louise!* Mais sûrement *elle* les a brûlées ! »

Cela était probable : elle brûlait volontiers. « En brûlant beaucoup de papiers », a-t-elle, en passant, écrit le 15 décembre 1813 à la duchesse de Montebello. Par ailleurs, nous savions que, sur la menace d'une marche des Alliés sur Paris, Bary, commis-archiviste au cabinet, avait, le 20 mars 1814, brûlé « tous les documents relatifs à la famille Bonaparte ». Si Marie-Louise n'avait pas apporté sa part à cet autodafé, il était des plus vraisemblables qu'avant ou après son mariage avec le comte de Neipperg, en 1822, et complètement détachée même du souvenir de Napoléon, elle se fût débarrassée des lettres de son premier mari. Lorsqu'elle était morte en 1847, elle avait institué pour son héritier officiel et légataire universel son filleul et cousin germain, l'archiduc Léopold, mort lui-même en 1898. Les volumes, ayant appartenu à l'Empereur et que l'Impératrice avait en sa possession, étaient ainsi venus entre les mains de l'archiduc dont les héritiers, on le sait, cédèrent, il y a peu de temps, ces précieuses reliques au Musée de Malmaison : mais, dans aucun des deux testaments de l'ex-Impératrice, datés du 25 mai 1837 et du 22 mai 1844, dans aucune pièce relative à la succession de Marie-Louise, il n'est fait mention des papiers dont la pensée tourmentait Frédéric Masson (1). Nous les tenions donc tous pour disparus et partagions les amers regrets du vieux maître.

Or ces lettres, à tranche d'or, reposaient, cependant, dans un *secrétaire* d'où vraisemblablement elles n'étaient jamais sorties depuis un siècle, et plus. Les liasses jaunies remplissaient un tiroir, attendant l'heure où les circonstances les en feraient enfin sortir. Marie-Louise avait eu, du vivant de Napoléon, — alors relégué à Sainte-Hélène, — deux enfants du comte de Neipperg, le prince et la princesse Montenuovo, et peut-être aurait-on dû penser que, ne pouvant faire admettre par la maison de Habsbourg ces enfants adultérins comme ses héri-

(1) Ces renseignements ont été fournis par M. le baron de Bourgoing dont le livre récemment paru, *le Fils de Napoléon*, bourré de documents précieux, fait autorité.

tiers officiels, elle avait dû, tout au moins, leur donner, avec quelques parties de sa fortune, nombre de ses meubles et papiers. C'est de ce côté qu'il eût fallu chercher.

Quoi qu'il en soit, au mois de novembre dernier, la maison Sotheby and C° de Londres annonçait, pour le 17 décembre, la vente de trois cent dix-huit lettres autographes de Napoléon à Marie-Louise, écrites de mars 1810 à avril 1814. Les extraits donnés par le *Catalogue* ne laissaient aucun doute. C'étaient bien, — sauf les lettres interceptées à diverses époques et sur lesquelles je reviendrai, — les précieux documents que Frédéric Masson croyait à tout jamais anéantis et dont cet enragé dénicheur de papiers pleurait, — à juste titre, — la perte. La « terrible lacune » qui « vraisemblablement » ne devait, à son sens, être « jamais comblée » allait l'être pour les historiens, ses successeurs. *Habent sua fata libelli.*

On pouvait craindre que ce trésor à peine retrouvé, ou ne se dispersât, ou n'allât s'enfouir en quelque autre secrétaire, ce qui eût été diversement, mais également lamentable. Si, parmi les trois cent dix-huit lettres mises en vente, un grand nombre présentaient un intérêt historique certain, c'était bien *l'ensemble des lettres* qui constituait un des documents les plus extraordinaires qui eussent été jusque-là produits au jour; le dépècement d'un tel recueil eût été, pour les historiens, une grande déception. Par ailleurs, si le recueil, restant entier, était acquis par un opulent collectionneur, il était à craindre que ces liasses, enfin exhumées, n'allassent simplement jaunir un peu plus dans un autre tiroir et, si ce collectionneur était un étranger, que ces lettres de l'Empereur des Français, — toutes écrites de sa main, — ne connussent de nouveau un exil lointain. Il était grandement désirable, pour beaucoup de raisons, que la France se rendît maîtresse de ce document presque unique. Le Gouvernement l'a compris; son attention ayant été attirée sur cette vente de documents, grâce à l'intervention d'un certain nombre de gens particulièrement avertis, il a acquis cette magnifique série de lettres et a décidé de les publier aussitôt, pour que les historiens y pussent facilement puiser, mais aussi pour que les lecteurs innombrables que passionne l'histoire de Napoléon y trouvassent à satisfaire leur curiosité. On a été unanime à louer le geste que le Gou-

vernement a fait en acquérant le document; on sera unanime à louer celui qui, sans tarder d'un mois, va le livrer au public.

On a bien voulu m'en confier la publication et ainsi serai-je amené à parler, un peu plus longuement que je ne saurais le faire ici, des circonstances qui rendent plus précieux encore qu'on ne l'imaginait les papiers retrouvés. Je voudrais cependant, avant de suivre rapidement aujourd'hui Napoléon à travers les lettres de 1811, 1812, 1813 et 1814, signaler en quelques mots le triple intérêt que celles-ci présentent en masse.

Les trois cent dix-huit lettres aujourd'hui déposées à la Bibliothèque nationale sont, de la première ligne à la dernière, écrites de la main de Napoléon. J'étonnerai sans doute nombre de lecteurs en disant que les *lettres autographes* de l'Empereur sont relativement rares. Parmi les *vingt-deux mille soixante-sept lettres, instructions, ordres et documents* divers, émanant de l'Empereur, qui ont été publiés dans les vingt-huit tomes de sa *Correspondance* officielle, parmi les quelque trois ou quatre mille autres qui, négligées ou intentionnellement écartées par la commission officielle, ont été éditées depuis (1 225, notamment, par M. Léon Lecestre, en 1897, et 1 506 par M. Léonce de Brotonne en 1898), parmi les milliers qui sans doute restent encore inédites dans les dépôts publics et privés, il n'en est pour ainsi dire pas d'*autographes*, et les chiffres mêmes, — invraisemblables, — que je viens de rappeler le font assez comprendre. Napoléon dictait et signait. Seul, le terrible paraphe : *Napoléon*, *Nap*..., ou simplement l'N..., qui parfois écorchait le papier, authentifie ces dictées. Quelques lettres aux souverains ou à de rares particuliers sont de la main de Napoléon. Nos dépôts en possèdent quelques-unes. Il en a passé quelques dizaines à peine dans les ventes publiques. Seules les lettres du jeune Napoléon Bonaparte, écrites de 1785 à 1799, offrent une *série*, mais assez courte, de lettres autographes. Je ne parle que pour mémoire des précieux manuscrits de jeunesse, publiés par Frédéric Masson et Guido Biagi, qui reposent à la Bibliothèque de Florence.

Outre que Napoléon n'avait guère, après 1799, le temps d'écrire, il avait toujours éprouvé, à le faire, une singulière

contrariété. Sa terrible écriture, qui cause tant de peine à ses déchiffreurs, venait d'une nervosité naturelle qui crispait ses doigts et l'agaçait lui-même. Mais bien entendu, il n'a, pas été, un instant, question pour lui de dicter les lettres intimes qu'il écrivait à Marie-Louise, — comme, jadis, d'Italie à Joséphine, — et elles sont donc, toutes, écrites de sa main. C'est dire le prix qu'elles ont tout d'abord au point de vue *autographique*.

Pour les historiens de Napoléon elles ont un bien autre intérêt, qui est *l'intérêt psychologique*. Certains de ces billets, quelques-uns très brefs et sans importance proprement historique, n'en contribuent pas moins dans leur ensemble à faire éclater, ainsi que le pressentait Frédéric Masson, sinon « le génie » du moins « le caractère », « le tempérament » et parfois « l'âme même », — en ce qui concerne surtout ce singulier chapitre de sa vie sentimentale : les rapports de cet Empereur quadragénaire avec cette jeune femme que, manifestement, après l'avoir épousée par pur calcul politique, il a très vite et profondément aimée. Les ouvrages publiés sur Marie-Louise, notamment par Frédéric Masson et par M. Édouard Gachot (1), nous avaient assurément édifiés à ce sujet, autant que sur les sentiments assez différents de l'Impératrice ; mais il y manquait cette preuve décisive. Or je rappellerai tout à l'heure de quelle conséquence a été cette circonstance, inattendue en mars 1810 de l'Empereur lui-même.

Enfin si, pour certaines raisons, toutes les lettres ne sont pas, *au point de vue historique*, d'une très grande importance, un grand nombre présentent, tout au contraire, tant au point de vue des événements qu'elles évoquent que des intentions formulées par l'Empereur, des précisions nouvelles ou des lumières imprévues ; sans assurément bouleverser les données que nous possédions, elles les modifient ou, — ce qui serait suffisant, — les confirment de telle façon, qu'il sera désormais impossible d'écrire l'histoire des années 1812, 1813 et 1814 sans se reporter au recueil des lettres récemment mises au jour.

(1) F. Masson, *l'Impératrice Marie-Louise*, Paris, 1902. — E. Gachot, *Marie-Louise intime*, 2 vol., 1911 et 1912, qui corrige sur nombre de points ou complète l'ouvrage de Masson.

L'« AUTRICHIENNE »

Le 1er avril 1810, devant l'archichancelier Cambacérès faisant fonction d'officier d'état civil, et, le 2 avril, devant le cardinal Fesch chargé de bénir le mariage, l'Empereur s'est uni à l'archiduchesse que, d'ailleurs, par procuration confiée au maréchal prince de Neufchâtel et Wagram, il avait épousée le 11 mars, à Vienne.

C'était l'Autriche elle-même qui avait offert son archiduchesse.

Aux premières invites Napoléon s'était écrié : « Une Autrichienne, jamais ! Cela rappellerait Marie-Antoinette. » Puis il s'était assez vite fait à cette perspective. Il était flatté dans son orgueil : une petite-fille de Charles Quint dans le lit du soldat corse !

Mais, par-dessus tout, voyait-il dans l'événement la sanction éclatante de ses victoires, de celles de la France nouvelle ; l'installation aux Tuileries, cimées du drapeau aux trois couleurs de la Révolution, de la fille des Habsbourg, c'étaient dix-huit ans de guerre couronnées par une victoire plus éclatante que toutes celles que, depuis 1792, avait remportées la nation, puisque cette victoire les renfermait toutes. Enfin l'Autriche ayant été, depuis tant d'années, l'adversaire la plus acharnée de la France, n'était-ce pas la paix avec l'Europe que Marie-Louise apportait dans son manteau d'archiduchesse ? C'est ainsi que, le 6 février, Napoléon, divorcé depuis neuf semaines, avait pris au mot l'Autriche, exigé et obtenu du prince de Schwarzenberg, ambassadeur d'Autriche, qu'il engageât dans l'heure son souverain, puis, incontinent, adressé à Vienne la demande en mariage protocolaire.

Marie-Louise était née le 12 décembre 1791 à la Hofburg de Vienne ; elle avait donc dix-neuf ans. Elle était la fille de François et de Marie-Thérèse de Bourbon-Naples. Raide et froide, celle-ci avait montré peu de tendresse pour son enfant, entièrement abandonnée aux gouvernantes à qui la petite s'était naturellement attachée avec passion. L'empereur François avait, tout au contraire de sa femme, toujours éprouvé pour « son adorable poupée », « sa petite Louise », une très vive affection ; celle-ci la lui avait payée de bonne heure et devait

la lui payer toujours d'une tendresse presque exaltée, doublée d'une confiance sans bornes et d'une admiration naïve. « Papa est là, écrit-elle quand elle a dix ans, et j'en ai tant de joie que je ne sais pas aujourd'hui où je suis. » Elle n'en parle jamais qu'en l'appelant « le meilleur des pères ». Marie-Thérèse étant morte, le 13 avril 1807, laissant à son mari treize enfants, celui-ci s'est, neuf mois après, remarié avec sa nièce Maria Ludovica Beatrice, de la branche des Habsbourg-Modène que le général Bonaparte a jadis chassée de sa principauté italienne. Cousine germaine de sa belle-fille Marie-Louise, et de bien peu son aînée, elle n'éprouvera jamais pour elle que des sentiments assez froids qui se changeront, après le mariage avec Napoléon, en une jalousie presque féroce cachée sous des chatteries. Marie-Louise aura beau l'appeler « maman Beatrice », c'est toujours à « papa François » qu'ira exclusivement sa tendresse.

Ces appellations sentent fort le bourgeois, et de fait Marie Louise a été élevée très bourgeoisement. Napoléon s'imaginera voir arriver en France une princesse habituée au faste et à l'étiquette des cours. Or, très précisément celle-là a été tenue fort en dehors de la cour et de ses pompes. On lui a appris les langues, l'histoire (un peu arrangée), la géographie, le dessin, la musique et les bonnes façons, sans y joindre d'idées, ajoute Frédéric Masson. On lui a enseigné aussi la morale et la religion : la morale dicte un respect absolu de l'autorité maternelle qui, pour une archiduchesse, se fortifie de la discipline familiale la plus étroite, mais aussi, pour l'avenir, l'obéissance aussi stricte à l'époux qu'on lui aura choisi. Mais, comme jusqu'à son mariage une princesse autrichienne ne se doit pas dissiper, on l'a reléguée loin de la Cour, à Schœnbrunn. Elle s'en accommode fort bien parce qu'elle est née petite bourgeoise. Ses goûts sont simples et domestiques, la cuisine et le jardinage. Elle prise cependant la littérature romanesque parce qu'elle a « l'âme sensible ». Quoique résignée d'avance à faire un mariage de raison, Marie-Louise a nourri des idées tout à fait opposées. De sa jeune nièce, le grand-duc Ferdinand avait dit : « Une âme aussi sensible pourra éprouver un amour violent. » C'est vrai qu'elle a rêvé de Roméo, mais d'un Roméo qui serait son mari; car, élevée dans des principes sévères, elle ne conçoit pas, bien entendu,

qu'il en soit autrement. Mais ce Roméo domestique, elle aspire à ce que, lui faisant goûter les plaisirs légitimes de l'amour, et satisfaisant à des caprices qui ne seront jamais extravagants, il lui permette de mener, entre les soins du potager et la confection des pâtisseries viennoises, une vie confortable et bourgeoise.

Ajoutons que, pourvue d'une santé excellente, elle a grand souci des maux passagers, se croit malade à la moindre colique, demande des remèdes; elle passera sa vie à geindre de maladies imaginaires et à s'irriter qu'on ne les lui reconnaisse pas. Napoléon devra, par complaisance, paraître très préoccupé, dans ses lettres à Marie-Louise, d'une santé qu'il savait parfaite. « Corvisart m'a *enfin* trouvée malade », écrira-t-elle un jour, satisfaite. Les médicaments jouent dans ses pensées un rôle aussi grand que les recettes de cuisine; mais elle était de ces Allemandes qui peuvent parler sinapismes et cataplasmes dans une lettre sentimentale, parce qu'elle aime aussi la *Gemüthlichkeit*, la petite fleur bleue. Ce que tout le monde ignore, ce qu'elle ignore elle-même, c'est que, sous cette sentimentalité unie à des goûts bourgeois, il y a, chez cette princesse, une sensualité amoureuse qu'elle a bien pu hériter de sa terrible grand-mère, Marie-Caroline, tenue, fort généralement, pour une manière de Messaline.

Cette fringale des sens qui la jettera, à peine séparée de Napoléon, dans les bras de Neipperg et, Neipperg mort qui sera devenu son mari, dans ceux d'un troisième mari, sera, de 1816 à 1847, la fable de sa petite cour de Parme. Lorsqu'en 1847, elle mourra à cinquante-six ans, son bibliothécaire Ricci attribuera cette mort à « l'état d'épuisement » où se trouvait la princesse « pour avoir trop abusé des plaisirs des sens ». Napoléon, qui aura vite connu que sa femme n'était pas seulement gourmande de friandises, en éprouvera de l'inquiétude, ce qui explique certaines précautions dont on sourira, à tort, aux Tuileries.

La politique l'intéressait peu, j'entends la science d'État, et d'ailleurs ne la lui enseignait-on pas. Mais ayant passé la plus grande partie de sa jeunesse à entendre vitupérer et maudire les Français, la Révolution et « Buonaparte », elle partageait, en bonne fille d'Autriche, les haines de sa nation et de sa famille. Elle les exprimait en termes énergiques. Après

Austerlitz où « *le Corsicain* », ainsi qu'elle appelle souvent Napoléon, a bien rossé « papa François », elle n'a pas désespéré de voir « l'usurpateur » quelque peu confondu. « *On dit que c'est à lui que s'applique l'Apocalypse...* Celui qui nous opprime c'est, dit-on, *l'Antéchrist!* » Ainsi s'expliquent les défaites des braves Autrichiens. En octobre 1809, il a été question, pour la famille, de rentrer à Vienne où Napoléon réside encore : elle a frémi « à la seule pensée de l'entrevoir », ce qui « serait un supplice pire que tous les martyres ». Ayant entendu dire en décembre que l'Empereur, divorcé, cherchait une épouse parmi les princesses de l'Europe, elle a écrit : « Je plains la pauvre princesse qu'il choisira. » Mais quand, quelques semaines après, Metternich lui fait part de la demande enfin formulée par Napoléon, ne s'est-elle pas récriée? « *Quelle est la volonté de mon père?* » a-t-elle dit. Le ministre a répondu qu'elle était libre et avait sa volonté. Elle a compris et s'est déclarée prête à sacrifier avant tout « sa volonté » à « l'intérêt de l'Empire ». Cette scène relève singulièrement la princesse à nos yeux ; ce fut sa seule heure cornélienne : elle épouserait « Attila », « l'Antéchrist ».

Quelques jours après, elle recevait de Napoléon la lettre qui ouvre la série des 318 autographes qui nous intéressent. La copie en étant restée dans les archives du cabinet impérial, celle-là a été plusieurs fois publiée.

« Ma cousine, les brillantes qualités qui distinguent votre personne nous ont inspiré le désir de la servir et honorer, en nous adressant à l'Empereur votre père pour le prier de nous confier le bonheur de Votre Altesse impériale. Pourrions-nous espérer qu'Elle agréera les sentiments qui nous portent à cette démarche? Pourrions-nous nous flatter qu'elle ne sera pas déterminée uniquement par le devoir de l'obéissance à ses parents? Pour peu que les sentiments de Votre Altesse impériale aient de la partialité pour nous, nous voulons les cultiver avec tant de soin et prendre à tâche si constamment de lui complaire en tout, que nous nous flattons de réussir à lui être agréable un jour : c'est le but où nous voulons arriver et pour lequel nous prions V. A. de nous être favorable. »

Lorsque cette lettre fut mise sous ses yeux, Marie-Louise dut être étonnée qu' « Attila » écrivît d'un style si galant. Que dut-elle penser quand elle reçut les lettres du 25, du

26 février et du 1er mars, qui, inconnues des historiens, suivent dans la série celle du 23. « J'apprécie surtout dans cette alliance les soins que je veux prendre pour vous rendre heureuse; mes vœux à cet égard sont d'autant plus sincères que mon propre bonheur sera essentiellement lié au vôtre », lit-on dans la première; et, dans la seconde : « Si le bonheur de Votre Altesse impériale doit dépendre de la vérité de mes affections, personne n'aura été plus heureuse qu'elle; cette idée me sourit et m'est bien douce. » « Si je m'écoutais, écrivait l'Empereur le 1er mars, je partirais à franc étrier, et je serais à vos pieds, avant que l'on ne sût que j'aie quitté Paris. » Attila n'était-il pas le Roméo jadis rêvé?

Le 4 mars, le maréchal Berthier arriva à Vienne pour solliciter officiellement, devant la cour d'Autriche assemblée, la main de l'archiduchesse, puis l'épouser au nom de l'Empereur par procuration. La cérémonie eut lieu le 11. Le prince de Neufchâtel était chargé de conduire l'épousée en France; à la frontière autrichienne, elle serait remise entre les mains des dames qui, la reine de Naples, Caroline Murat, en tête, seraient venues l'y attendre. En prenant congé de son père, Marie-Louise lui dit en sanglotant : « Je travaillerai à votre bonheur et au mien. » La frontière, ce n'était pas celle de France, mais celle de Bavière qui, État de la Confédération du Rhin, était sous la suzeraineté de Napoléon : le Grand Empire commençait là. La vue de toutes ces dames françaises, qui l'accueillaient avec une curiosité où n'entrait pas que de la bienveillance, l'effarouchèrent, d'une façon d'ailleurs assez heureuse pour Napoléon. « Puisqu'il me faut vous quitter, écrivait-elle à son père, j'aimerais mieux être déjà chez lui que de voyager avec toutes ces dames. » N'importe : elle avait encore le sentiment qu'on l'acheminait vers un gouffre.

Quand elle allait passer le Rhin à Kehl, elle soupira : « Adieu, *Deutschland*! » On lui fit traverser dans les ovations l'Alsace, la Lorraine, la Champagne; maintenant elle n'aspirait plus qu'à en finir : « Je m'ennuie bien de voir l'Empereur », confiait-elle à Berthier. On lui avait dit qu'on la conduisait à Compiègne où Napoléon l'accueillerait, entouré de sa famille et de la Cour; elle redoutait secrètement, elle la petite bourgeoise sentimentale et intimidée, cette première rencontre en tralala. Jamais Juliette n'avait rêvé que Roméo

l'embrassât pour la première fois devant trois cents personnes en falbala.

Soudain quand, un peu après Soissons, sa voiture arrivait sous une pluie battante au relais de Courcelles, Marie-Louise vit la portière s'ouvrir brusquement et un homme, tout mouillé, monter, s'installer à ses côtés, la prendre dans ses bras et l'embrasser : c'était Napoléon qui, allant, par instinct, au-devant des désirs de sa jeune femme et obéissant d'ailleurs à un désir assez pareil, était venu, de Compiègne, guetter le convoi sous le porche de l'église de Courcelles. Quand on arriva au château, elle était conquise. Elle dit aux femmes qui, les présentations ayant été brusquées par l'Empereur, la conduisaient dans son appartement : « L'Empereur est bien charmant et doux pour un homme de guerre si redoutable ; il me semble maintenant que je l'aimerai bien. » Napoléon, après le dîner, la reconduisit jusqu'à sa chambre : « Quelles instructions avez-vous recueillies de vos parents? » Elle répondit : « D'être à vous tout à fait et de vous obéir en toute chose. » Il resta. Le lendemain matin, il disait gaiement à un de ses familiers : « Épousez une Allemande, mon cher, ce sont les meilleures femmes du monde, naïves et fraîches comme des roses. » Quant à Marie-Louise, elle allait écrire à son père : « Je trouve qu'il gagne beaucoup quand on le connaît *de près*; il a quelque chose de *très prenant* et de très empressé *à quoi il est impossible de résister*. » Le malheur est que, son effroi tombé et soudain mué en une sorte d'ivresse, l'homme ne lui apparaissait plus comme un puissant et éminent maître qui, du haut de l'Olympe, ne l'associerait à sa vie que par grande faveur, mais comme ce mari amoureux que précisément elle avait rêvé, qui devait être tout à elle et qui, s'il dérobait quelques heures, pour le travail, à sa jeune épouse, serait, avec une mignardise un peu germanique, qualifié : « Mon très méchant galant. »

L'ÉPOUX GALANT

Le double mariage célébré, commença pour Napoléon et Marie-Louise la vie la plus inattendue de tous ceux qui avaient préparé ce mariage politique, et des deux époux tout les premiers. Je n'entends nullement entrer dans le détail de cette

existence; Frédéric Masson y a consacré presque tout un gros volume et Édouard Gachot est venu nous apporter des documents qui, en grande partie, confirmaient son opinion.

Chose tout à fait imprévue, en effet, l'Empereur s'était pris d'amour pour « l'Autrichienne », et la fille des Césars de Vienne semblait elle-même ne pouvoir plus se passer de son Attila, transformé en « méchant galant ».

L'Empereur, je l'ai dit, avait été, en janvier 1810, secrètement flatté de tout ce que représentait à ses yeux l'amour de Marie-Louise. Mais cette pensée orgueilleuse était mélangée d'une certaine crainte.

Il se connaissait rude, volontaire, autoritaire et n'avait jamais songé à se réprimer sur ce point, parce que les excès mêmes de son caractère servaient son pouvoir: il aimait faire trembler. Il était habitué à ne se gêner pour personne, et Joséphine avait dû et su se résigner à une soumission de tous les instants devant les volontés, les désirs, les caprices du terrible homme qu'elle avait épousé. Elle s'en était d'ailleurs bien trouvée; c'était à cette adaptation de la souple Créole aux habitudes du Corse qu'elle avait gagné de rester dix ans aux Tuileries; mais il se rendait bien compte qu'une nouvelle femme, quelle qu'elle fût, serait moins complaisante et que ses façons d'être et de vivre la pourraient bien mortifier, et peut-être la lui aliéner. Toujours parce qu'il s'attendait à voir arriver « une grande princesse », il avait peur de faire figure d'un soldat mal éduqué. C'est pourquoi il redoutait l'arrivée de la nouvelle Impératrice, craignant le jugement d'une « fille de l'Europe ».

Cette crainte se doublait d'une autre: il avait quarante ans et sa nouvelle femme dix-neuf. Il craignait de paraître un mari trop mûr, trop sérieux, trop grave, un *barbon*.

Napoléon était trop apte à jouer tous les rôles pour ne pas s'en être imposé un nouveau. Il avait voulu qu'avant même de le connaître, Marie-Louise le tînt pour un homme galant et empressé. D'où le ton singulier des lettres écrites du 23 février au 24 mars 1810, et que, maintenant, nous possédons. J'ai cité quelques termes des premières; à mesure qu'il sent approcher la princesse, le style en devient plus chaleureux encore.

10 mars. — « Je compte les moments, les jours me paraissent longs, cela sera ainsi jusqu'à celui où j'aurai le bonheur de vous voir. »

15 mars. — « Je pense bien souvent à vous; je voudrais deviner ce qui peut vous être agréable et me mériter votre cœur. Permettez-moi d'espérer que vous m'aiderez à le gagner, mais à le gagner tout entier. »

20 mars. — « J'ai reçu votre portrait... Il me semble y voir l'empreinte de cette belle âme qui vous rend si chère à ceux qui vous connaissent. »

23 mars. — « J'ai fait hier une très belle chasse; cependant elle m'a paru insipide : tout ce qui n'est pas vous ne m'intéresse plus; je sens qu'il ne me manquera plus rien lorsque je vous aurai ici... Mille respects à vos pieds et un doux baiser sur votre charmante main... Soyez vraiment heureuse de notre union. Quand vous vous sentirez inclinée à vous laisser aller à de la peine..., dites-vous : l'Empereur en sera bien triste, car il ne peut être content et heureux que du bonheur de sa Louise. »

24 mars. — « J'ai été ce matin chasser ; je vous envoie les deux premiers faisans que j'ai tirés comme un signe de redevance bien dû à la souveraine de mes plus secrètes pensées... »

J'en passe.

Là-dessus Marie-Louise était arrivée; on sait comment l'Empereur avait cru devoir se présenter, en chevalier si empressé que la jeune femme, après un premier moment de frayeur, en avait été charmée. Puis ç'avait été la nuit de Compiègne et ayant entendu séduire, il avait été séduit, notamment par la parfaite simplicité de cette petite princesse. Certes, gardait-il quelque chose de ses anciennes craintes : quelques jours après la rencontre, Marie-Louise dira à Schwarzenberg : « Je n'ai plus peur de Napoléon, *mais je commence à croire qu'il a peur de moi.* » Elle n'était pas si sotte : il avait peur d'elle, depuis qu'elle avait « agréé » sa main; mais ses appréhensions s'étaient cependant en partie évanouies devant l'évidente puérilité de « la fille des Césars ». Il l'avait tout de suite trouvée naïve, complaisante, et parce qu'il avait su la mettre tout de go à l'aise, confiante et

gentille. Le lendemain, on le sait, il avait manifesté une sorte de légère ivresse qui s'expliquait par son passé : il n'avait, après une jeunesse sévère, connu chez Joséphine que l'automne, — le très bel automne, — d'une femme, qui quoique encore jeune, mais de six ans plus âgée que lui, avait déjà trop *vécu* ; il avait éprouvé pour elle une passion violente, mais renfermant quelque chose d'âcre et presque d'amer, puis, plus tard, les fautes pardonnées, une amitié cordiale et un peu grondeuse. Après l'automne de Joséphine, Marie-Louise lui apportait le printemps de ses dix-neuf ans.

Elle n'était pas très jolie, encore moins belle, mais lui ne remarqua que cette « fraîcheur de roses », qui, encore qu'un peu trop vive, était son seul charme. Aussi bien était-il encore plus séduit par sa fraîcheur morale, son évidente ignorance du mal et d'ailleurs du monde, sa touchante bonne volonté à se soumettre aux désirs du mari, enfin sa « douceur » sur laquelle, dans ses confidences, il reviendra sans cesse. Dans les trois cents lettres que je viens de lire et où il lui prodigue les épithètes les plus variées dans la tendresse, tantôt en français, et tantôt en italien : mon bien, *mio bene, mio amore*... le mot qui revient le plus souvent, c'est « ma douce Louise », « *mio dolce amore* ». La douceur, c'est ce dont cet homme avait été le plus privé ; car la tendresse de sa mère avait toujours été rude et celle de Joséphine plus « voluptueuse », — suivant le mot de Napoléon même, — que douce. Il n'était entouré que de gens rudes. Lui-même l'était, mais parce qu'il refoulait, de son propre aveu, dans son cœur toute sa sensibilité. Soudain il lui donnait l'essor parce qu'à cette « douceur » son cœur se fondait avec délices. Positivement il connut avec Marie-Louise une *lune de miel*, et le souvenir devait, malgré la trahison de 1815, lui en demeurer cher jusqu'à sa mort.

La légère ivresse qu'il montrait éclatait aux yeux de tous. On en plaisantait discrètement à la Cour et les échos en parvenaient jusqu'à l'étranger d'où ils revenaient aux oreilles du maître. Les Allemands écrivaient dans les journaux que Napoléon « portait à sa bouche la pantoufle de Louise ». L'Empereur en haussait les épaules, un peu contrarié seulement que l'on en « clabaudât » ; mais lui-même devait plus tard avouer qu'un instant, — en fait, une année, — il s'était, pour la première fois, et d'ailleurs d'une façon relative, « abandonné ».

L'Empire était au zénith : le colosse se dressait, devant le monde subjugué, en apparence inébranlable : mais il était attaqué à son pied par un chancre qu'il eût fallu extirper, l'affaire d'Espagne. Que Napoléon, parfaitement libre au printemps de 1810 et jusqu'à l'été de 1811 du côté des Puissances du Centre et de l'Orient, franchît derechef les Pyrénées avec ses corps d'armée, et il écrasait à coup sûr la résistance espagnole, ce qui de l'aveu de tous eût amené l'Angleterre, fort découragée à cette époque, à rendre enfin les armes. Trois fois, au cours des derniers mois de 1810, il annonça qu'il allait partir; trois fois, il remit ce départ. Nul ne douta qu'il eût craint les larmes de « sa douce Louise »; mais lui-même, maintenant, trouvait près d'elle que la vie méritait d'être « goûtée ». Il s'attardait moins à son cabinet, s'astreignait, pour la première fois, aux heures des repas, prolongeait ceux-ci au lieu de les expédier, comme naguère, en un quart d'heure, et, s'il restait une heure de plus que de coutume devant son bureau, il envoyait un mot à l'Impératrice pour s'en excuser. Plus tard, il se défendra contre les reproches qui déjà se formulaient à voix basse : « Il m'arrivait une femme jeune, jolie, agréable ; ne m'était-il pas permis de témoigner ma joie? Ne pouvais-je donc, sans encourir le blâme, lui consacrer quelques instants? *Ne m'était-il pas permis, à moi aussi, de me livrer quelques instants au Bonheur?* » Hélas! non! Il avait conçu et mené sa vie, bâti son gouvernement et le Grand Empire, de telle façon que cela ne lui était pas « permis ».

Le pis était que Marie-Louise elle aussi s'était mise à aimer son mari à sa façon, et c'était la plus propre à tout déranger. Elle avait été on ne peut plus surprise, je l'ai dit, de trouver, dans l' « Attila », maudit en 1805 et en 1809 encore, un galant chevalier empressé à lui plaire. Par surcroît, la nuit de Compiègne, à elle, comme à lui, laissait des souvenirs ; Marie-Louise s'était révélée à elle-même fort gourmande de caresses. Il en résultait que, — si tendue encore à son arrivée, — elle s'abandonnait, elle aussi, à la joie de ses épousailles. Ses lettres à son père, à son oncle Ferdinand, à ses sœurs, les confidences à Metternich et à Schwarzenberg transmises à Vienne débordaient de cette joie ; elles scandalisaient les parents d'Autriche qui trouvaient qu' « Iphigénie » prenait

trop bien « son sacrifice ». Cette union conjugale amoureuse avec Napoléon déroutait et irritait. L'archiduc Rodolphe, agacé, écrivait de sa sœur avec ironie : « La dame Corse ». Mais elle n'était nullement « dame Corse » en ce sens que, tout à l'opposé, elle estimait que le mari était fait pour vivre le plus près possible de sa femme, et que Napoléon, étant son mari, ne devait pas une heure la quitter. S'il s'attardait par hasard à son travail, elle s'impatientait, s'énervait; c'est alors qu'elle s'écriait, dans son style viennois : « Que fait donc mon *très méchant galant*? » Si, un jour, retenu par une affaire urgente dans son cabinet, il la prévenait par un mot qu'il ne pourrait à ses côtés assister à la messe, elle se mettait à pleurer et disait à Mme de Montebello : « Il m'abandonne! » Il savait vite qu'elle avait pleuré, en était à la fois touché et contrarié et s'efforçait de la mieux satisfaire. A la fin de 1810, déjà il se ressaisissait; mais Marie-Louise attendait l'enfant désiré; il l'entourait donc de soins, la comblait d'attentions, mais il revenait à son travail, à ses affaires, — un peu tard, d'ailleurs, parce que, l'Espagne continuant à ronger l'Empire, Napoléon, maintenant menacé d'une guerre avec la Russie et organisant, à tout hasard, la parade, ne pouvait plus franchir les Pyrénées avec ses armées. Mais Marie-Louise, elle, continuait à exiger autant que dans les premiers mois. L'enfant né, elle exige doublement, ne concevant l'existence aux Tuileries ou à Saint-Cloud que comme celle d'une petite famille bourgeoise où l'on vit bien serré les uns contre les autres.

En septembre 1811 Napoléon décida d'aller avec elle visiter les Pays-Bas, la Belgique depuis vingt ans française, la Hollande récemment ruinée. Mais il entendit auparavant inspecter les côtes artésiennes et flamandes où l'on se remettait à préparer la fameuse « descente », les ports où se bâtissait une nouvelle flotte. Marie-Louise se rendrait à petites journées à Bruxelles où il la rejoindrait. « Mon époux part ce soir, écrit-elle, et, comme c'est le premier voyage où je ne puis l'accompagner, cela me fait beaucoup de peine. »

Elle lui avait témoigné « cette peine » et c'est alors, — pour cinq jours de séparation, — qu'il prit l'habitude, afin d'adoucir cette peine, de lui écrire tous les jours. C'est la seconde série des lettres datées, entre le 19 et le 30 septembre, de Boulogne,

d'Ostende, de Breskens, du *Charlemagne*, où il avait embarqué, et d'Anvers ; il la rejoignit à Bruxelles, et, pendant le mois suivant où ils visitèrent Belgique et Hollande, ne la quitta guère que pour deux jours, employés à une visite d'inspection au Helder, les 15 et 16 octobre ; et il lui écrivit encore, ces deux jours-là, en « fidèle époux », comme il signait toujours. Il se préoccupait d'elle, et la sachant fort soucieuse de sa santé, s'en montrait plus soucieux qu'elle-même. Il fallait qu'elle voyageât doucement de Paris à Bruxelles, qu'elle ménageât sa santé, qu'elle ne s'exposât pas à avaler la poussière, ce qui « la ferait tousser » ; il regrettait pour elle qu'il fit si chaud, et, tandis qu' « il passait ses journées à des manœuvres maritimes », il ne pensait, écrit-il, qu'à une chose : la rejoindre. « Demain je serai près de toi et je t'aime. Mais la poussière t'aura bien fatiguée ! » Mais tout de suite : « Je suis aise de te revoir. Tu es bonne et parfaite et je t'aime. »

L'heure de la séparation, cependant, devait sonner. La guerre avec la Russie était devenue inévitable. L'Empereur, depuis des mois, poussait ses armées vers la Vistule, puis le Niémen. Il lui fallait rejoindre. Il partit pour Dresde avec Marie-Louise : la famille d'Autriche viendrait y revoir l'ex-archiduchesse ; Napoléon était maintenant l'allié politique de son beau-père et un fort corps de troupes autrichiennes, sous Schwarzenberg, devait concourir à la campagne. Mais l'Empereur eût voulu obtenir plus et, en tout cas, avant de se lancer dans la grande aventure, entendait s'affermir des sentiments de « papa François ». Très imbu depuis sa naissance de la solidarité familiale, il comptait que, devenu son beau-père, François fût, dès lors, étroitement obligé de s'associer à sa grandeur. Mais comme précisément il tenait, avant tout, la tendresse que « papa François » nourrissait pour son « adorable poupée » pour le plus sûr étai de l'alliance, il espérait fermement qu'à cette rencontre cette tendresse se réchaufferait encore et s'aviverait.

Le 29 mai, il partit, laissant Marie-Louise aux siens qui, après l'avoir entourée à Dresde, devaient encore la recevoir à Prague. Mais les quinze ou vingt premières lettres envoyées au cours du voyage vers le Niémen, sont pleines de souvenirs affectueux pour les « parents de sa Louise » et de recomman-

dations instantes faites à l'Impératrice pour qu'elle se montrât, envers eux, généreuse et même prodigue. Il avait toujours peur qu'elle fût trop serrée, — elle l'était en effet, — et lui indiquait exactement la valeur des cadeaux qu'elle devait faire même à ses propres amies. Ces premières lettres sont aussi pleines de la plus tendre sollicitude. Louise a beaucoup pleuré au départ de son époux. Celui-ci entend qu'elle se fasse une raison : d'ailleurs il reviendra sous peu :

« Toutes les promesses que je t'ai faites seront tenues ; ainsi notre séparation ne sera que de peu de jours. Tu sais combien je t'aime ; il est nécessaire que je sache que tu es bien portante et tranquille. Adieu, douce amie, mille baisers. » — « J'espère que tu m'auras écrit que tu te portes bien, que tu es gaie et raisonnable. » — « Il me tarde d'apprendre que tu es bien portante... *Addio, mio dolce amore*, un baiser tendre pour Louise. » « J'apprends avec peine que tu es triste et je sais gré à la princesse Thérèse de te faire promener... J'éprouve de la contrariété à ne plus te voir deux ou trois fois par jour. Mais je pense que dans deux mois cela sera fait... »

Il lui donne des nouvelles de son voyage : il fait très chaud, « une chaleur d'Italie », il y a beaucoup de poussière. Il rejoint ses corps, les passe en revue ; sa santé est excellente. Il est parfois fatigué, mais surtout « privé de la douce habitude de la voir plusieurs fois dans la journée ».

LETTRES DE RUSSIE

Le 25 juin, il date sa lettre de Kowno : il a passé le Niémen ; le sort en est jeté, il est en Russie. Et voici que vont jusqu'à Moscou se succéder les lettres quasi quotidiennes où on sent passer, malgré l'éternel : « mes affaires vont bien », la déception que lui cause déjà cette campagne. Il est entré sans coup férir à Wilna d'où, note-t-il, le Tsar a dû décamper prestement, mais les armées russes se dérobent ; à les poursuivre avec obstination pour les écraser, il se laisse entraîner vers Witebsk, vers Smolensk, vers Moscou. C'est dans ces lettres journalières que, suivant l'homme, pas à pas, dans cette dangereuse marche vers Moscou, on sent mieux qu'en aucun document la fatalité qui l'entraîne. L'armée souffre cruellement, — en attendant le

froid mortel, — d'une chaleur torride, « épouvantable », et d'une poussière brûlante, 26° à Witebsk, le 1er août; et cette armée, énorme, déjà se désorganise, se disloque: il faut sans cesse s'arrêter pour la reconstituer et pendant ces arrêts l'ennemi échappe à l'étreinte. L'Empereur espère enfin l'encercler à Smolensk. « J'ai pris cette ville aux Russes après leur avoir tué 3 000 hommes et blessé plus du triple... Mes affaires vont bien. » Non, elles ne vont pas bien, parce que, s'il conquiert le sol, il ne bat ni n'écrase les armées qui, tandis qu'on se bat à Smolensk, parviennent encore à se dérober. Enfin, le 7 septembre, au moment où l'on marche sur Moscou, le Russe se décide à disputer l'accès de la ville sainte au défilé de Borodino, en avant de la Moskowa. On parvient à le déloger, à le déconfire, à l'écraser à moitié, mais à moitié seulement et au prix de quelles pertes!

« La bataille a été chaude, écrit l'Empereur dans la soirée. A deux heures après midi, la victoire était à nous; je lui (*sic*) ai fait plusieurs milliers de prisonniers et pris soixante pièces de canon. Leur perte doit être évaluée à 30 000 hommes ». Mais il ajoute : « J'ai eu bien des tués et des blessés. » Le 14, il entre à Moscou.

Cependant, il n'a cessé de remplir ses lettres de conseils et de tendresses. De temps à autre il gronde doucement la souveraine, lui indique doucement ses devoirs; il faudra que le jour de la Saint-Napoléon, le 15 août, « elle fasse ce qu'il ferait » et prenne part aux cérémonies dont elle a horreur. Il la rassure sur sa santé à lui et sur les dangers dont elle s'effraie. « Voilà dix-neuf ans que je fais la guerre!... » A la Moskowa « il n'a de sa personne pas du tout été exposé » et, s'il avoue un gros rhume, qui effectivement l'a grandement gêné en cette journée, c'est pour dire que ce rhume sera sûrement fini le lendemain. Il est plein de sollicitude pour elle, car si « le petit Roi » a eu la fièvre, c'est elle « qu'il plaint pour l'inquiétude que cela a dû lui donner ». Ce « petit Roi » tient à la vérité la place principale dans ces lettres du père à la mère. On pourrait y croire la pensée du guerrier tout entière occupée, tant il revient de fois sur l'enfant. « Je t'envie du bonheur que tu vas avoir d'embrasser le petit Roi... Dis-moi s'il commence à parler... Tout le monde dit qu'il est très fort et très gourmand... L'on dit qu'il mange comme quatre... Le

petit Roi va te connaître. Il te servira de compagnon... Le petit Roi doit bien t'amuser s'il commence à parler et à sentir. On dit que c'est un petit diable bien gourmand et très tapageur. » Quand il a reçu, la veille de la Moskowa, le fameux portrait de l'enfant par Gérard, devant lequel il fera défiler ses « vieilles moustaches », il exulte. Il va livrer une bataille qu'il croit décisive; mais on dirait que l'événement qui domine tout, c'est l'arrivée du portrait. « C'est un chef-d'œuvre. *Cela est beau comme toi.* »

Sans cesse, on le voit, il revient à elle. Il s'inquiète de sa santé. « Je vois que tu as eu un peu de fièvre. Tu ne te ménages pas assez. » Quelle phrase agréable à lire pour une femme qui se plaint sans cesse qu'on méconnaisse ses maux! Et il la gâte : pour sa fête, le 25 août, il lui enverra « de belles plumes ». Elle lui manque, il le répète à satiété. « Je te souhaite une bonne fête. *J'envie le bonheur que j'ai eu l'an passé de te promener dans cette belle illumination de Trianon.* » Il faudrait multiplier les citations.

Et, ce qui est plus extraordinaire, c'est que tout à l'heure, non plus au cours de la marche somme toute victorieuse, mais au cours de la retraite difficile, bientôt désastreuse, il va continuer, malgré la fatigue qui parfois l'excède, malgré le froid qui crispe ses doigts, à écrire tous les jours et dans le même style aimable.

Entré le 14 à Moscou qu'il a dépeint à sa femme avec « ses seize cents clochers et ses mille beaux palais », il en a été chassé le 18 par l'incendie; il ne paraît pas prendre l'événement au tragique; dans sa lettre du 18 il décrit la catastrophe en ces termes :

« Mon amie, je t'ai déjà écrit de Moscou, je n'avais pas d'idée de cette ville, elle avait cinq cents palais aussi beaux que l'Élysée et plusieurs meublés à la française avec un luxe incroyable, plusieurs palais impériaux, des casernes, des hôpitaux magnifiques. Tout a disparu, le feu depuis quatre jours la couronne. Comme toutes les petites maisons des bourgeois sont en bois, cela prend comme des hallumettes (*sic*). C'est le gouverneur et les Russes qui, de rage d'être vaincus, ont mis le feu à cette belle ville. Deux cent mille bons habitants sont au désespoir dans les rues et misère. Il reste cependant assez pour l'armée, et l'armée a trouvé

bien des richesses de toute espèce, car dans ce désordre, tout est au pillage. Cette perte est immense pour la Russie, leur commerce en sentira une grande secousse. Ces misérables avaient poussé la population jusqu'à enlever ou détruire les pompes. Mon rhume est fini, ma senté (*sic*) est bonne. Adieu, mon amie. Tout à toi. Moscou, le 18 septembre (1). »

Rentré dans la ville qui semblait consumée, il a constaté que l'armée pourrait encore y être « très bien cantonnée et casernée ». Il fait beau, « aussi chaud qu'à Paris », un vrai « temps de Saint-Martin » ; on y reste donc. Mais, le 14 octobre, voici « les premières neiges » et, puisque le Tsar n'offre pas la paix et qu'on devra hiverner, il est prudent de quitter la ville qui, « toute brûlée, n'est pas une position militaire » et « gênerait ses opérations ». « Le temps est très beau » et on va aller s'installer à Smolensk pour l'hiver. « Il est impossible de voir un automne pareil », — à peine « deux ou trois degrés de froid », ce qui « rend la marche belle et peu fatigante ». Cependant le temps « commence (le 7 novembre) à se mettre à venir à la neige ». Pour ne pas effrayer Marie-Louise, l'Empereur ne parlera pas des combats harcelants qu'il doit soutenir. Il signale simplement, — par pur souci de la rassurer sur sa fidélité épistolaire, — que « les Cosaques coupant sans cesse les communications », elle recevra ces lettres un peu irrégulièrement. C'est à peine si l'on peut, dans les courts bulletins des 26, 27, 28 novembre, soupçonner le drame de la Bérésina. Il entend ne pas alarmer Paris; car il sait que Marie-Louise montre ses lettres à sa dame d'honneur pour qu'elle les lui déchiffre. Il n'en va pas moins que ces tragiques événements se déroulent ; personne ne s'en douterait à voir l'homme, qui essaie d'arracher encore son armée au désastre, se pencher avec tant de tendre sollicitude sur une femme et un enfant.

« Comment, ce petit nigaud n'a pas reconnu sa nourrice ! c'est un petit vilain. » Le petit roi fait ses dents ; il faut espérer que « la petite crise qui éprouve sa santé est tout à fait terminée ». Quant à « la bonne Louise », elle est toujours comblée de tendresses : « Mon bonheur est d'être près de ma bonne Louise »... « Je désire aussi ardemment que toi le moment de

(1) Napoléon montre, dans toutes ces lettres, le plus beau mépris pour l'orthographe et il faudrait multiplier les *sic*.

te revoir... Tu serais bien injuste si tu doutais de mon amour et si tu croyais que je ne pense pas souvent *al mio bene.* » Le bon côté de la retraite est, dit-il, qu'elle « rapproche » les époux. Il faut donc « qu'elle soit gaie, contente et ne s'afflige pas » des bruits funestes qui la tourmentent à Paris. Il s'intéresse à sa vie à ce point qu'on peut presque deviner le contenu des lettres de l'Impératrice par les réponses de l'Empereur (1) : elle est allée à Saint-Leu, elle est allée au Panorama d'Anvers, à dix autres spectacles. Il est enchanté qu'elle se distraie, car il ne pourrait supporter l'idée qu'elle est triste et inquiète. Aussi bien a-t-il foi dans sa vaillance ; car « il sait bien que, dans les occasions extraordinaires, il doit compter sur son courage et son caractère ». Quant à lui, dans ses cruels soucis, il n'a qu'un plaisir, assure-t-il, lire les lettres de Louise, « *charmantes comme elle* » : et il ajoute : « *Tu es parfaite.* » Que peut-il maintenant ajouter? Un mot : « *Adieu, mon bien !* »

Le 5 décembre, une dernière lettre; c'est ce jour-là qu'effrayé de la démoralisation singulière que lui a révélée le complot Malet, il quitte l'armée en traîneau avec Caulaincourt. Il se garde de l'écrire quand la lettre doit traverser, quelques heures avant lui, la Lithuanie, la Pologne et la Prusse : « Les affaires ne vont pas mal actuellement. » Mais le 18, à onze heures et demie du soir, Marie-Louise, qui vient de se mettre au lit, entend la « femme » qui veille sur sa porte pousser un cri ; une main ferme l'a écartée brusquement, et l'Empereur, enveloppé de fourrures, s'avance vers le lit de sa femme et la prend dans ses bras.

Ils demeurent réunis quatre mois durant lesquels l'Empereur se refait des armées. La trahison de la Prusse, « alliée » contrainte depuis six mois, a ouvert l'Allemagne aux Russes, et il va falloir aller de nouveau au delà du Rhin déconfire la coalition. L'Empereur donne à sa femme le plus grand témoignage qu'il lui soit possible d'imaginer ; de cette jeune princesse il fait la « régente de l'Empire », et c'est à ce titre qu'elle va recevoir nombre de lettres officielles que, versées aux Archives, la *Correspondance* officielle a recueillies. Mais, ce pendant, les lettres intimes continuent à parvenir, tous les

(1) Les lettres de Marie-Louise à Napoléon semblent bien avoir été détruites. Mais qui sait ?

jours, à « la bonne Louise », répétant parfois, dans un tout autre style, les recommandations formulées dans les missives officielles.

QUE FAIT « PAPA FRANÇOIS » ?

Il est parti, le 15, au petit jour, mais il ne l'a pas quittée depuis douze heures que, passant à Sainte-Menehould, ce 15 dans la soirée, il lance son premier billet doux. Il ne faut pas être triste : « Dissipe-toi, sois gaie, cela est nécessaire à la santé. » Le 16, de Mayence, après un voyage de quarante heures sans désemparer, il reprend la plume : « Dis-moi que tu es sage et que tu as du courage. » Et, tous les jours, s'envole vers Saint-Cloud la petite lettre tendrement encourageante. Le 30 avril, de Naumbourg, part le premier écho des combats d'Allemagne : « Souham a culbuté une division russe à Weissenfels » ; l'Empereur y court, et, le 2 mai, de Lutzen, il envoie son premier bulletin de grande victoire :

« Il est onze heures du soir : je suis bien fatigué ; j'ai remporté une victoire complète sur l'armée russe et prussienne... Mes troupes se sont couvertes de gloire et m'ont donné des preuves d'amour qui me touchent le cœur... Adieu, ma bonne Louise. » Mais il a perdu son ami, le duc d'Istrie, le brave Bessières et en a « éprouvé bien de la peine ». Le 8 mai, il est à Dresde. Le 10 mai, il s'est rendu « maître des deux rives de l'Elbe » et, le 16, plaisante fort sur le caquet rabattu aux Prussiens. Le 20 mai, il annonce Bautzen :

« J'ai eu aujourd'hui une bataille ; je me suis emparé de Bautzen, j'ai dompté l'armée russe et prussienne qui avaient été jointes par tous ses renforts et ses réserves de la Vistule et qui avait une superbe position. Cela a été une belle journée. Je suis un peu fatigué. »

Mais encore un deuil cruel, plus cruel encore que l'autre : le 22, il pleure Duroc : « Juge de ma douleur », et il y revient dans sa lettre du 24 : « C'est une perte irréparable, la plus grande que je pouvais faire à l'armée. »

Les ennemis demandent un armistice : on le leur a accordé. Mais il n'ajoute plus : « Mes affaires vont bien », parce qu'il sent bien qu'il a eu tort d'accorder cette trêve et que, sous ce couvert, Russes et Prussiens vont nouer avec

l'Autriche l'alliance sous laquelle seule il peut succomber.

L'Autriche, c'est, depuis la fin de 1812, le gros souci, et voici arrivée l'heure où Marie-Louise peut jouer, si elle le veut, un rôle capital. Napoléon compte sur sa femme pour retenir son père dans l'alliance et, l'alliance se dénouant, tout au moins dans la neutralité. De ce fait, la correspondance que nous étudions prend un caractère politique qui en décuple l'intérêt. Ce « papa François » (qui nous agace tant) va tenir une place considérable ; car, pour émouvoir le cœur de Louise et la faire sa principale alliée, c'est dans le style le plus familier et le plus familial que l'Empereur fait passer les objurgations qu'il entend, par le canal de sa femme, faire parvenir à son beau-père. Il s'agit d'impressionner celui-ci par un grand étalage de forces; car Napoléon sait bien que cette cauteleuse Autriche restera ou passera du côté qui lui paraîtra le plus fort. « Écris à papa François tous les huit jours, a-t-il écrit, de Mayence, le 18 avril, donne lui (elle est régente) des détails militaires et parle lui de mon attachement à sa personne. » « Papa François » a, dans son style onctueux, répondu que son gendre devrait « consentir à faire la paix ». L'Empereur, irrité, se récrie. La paix! il y aspire, mais une paix qui ne lui casse pas, sans débats, son empire en deux! « Si l'on veut m'imposer des conditions sans négocier, comme une capitulation, l'on est loin de compte... » Il faudrait citer toute la lettre, — celle-là fort longue, — où éclate le sentiment sincère du souverain indigné. Mais il sait que l'Autriche, elle, négocie déjà avec les alliés. « Papa François » doit ne pas « se laisser entraîner... par la haine que nous porte sa femme ». Mauvais signe : « Papa François ne se conduit pas trop bien et m'a ôté son contingent et veut l'entretenir contre moi. » Alors il dicte, de loin, à Marie-Louise le petit discours qu'il lui faudra, aussitôt sa lettre reçue, tenir au chargé d'affaires autrichien, puis écrire à Vienne dans le même sens. Après Lutzen, il ricane un peu : « Donne ces bonnes nouvelles à maman Béhatrice (*sic*) (l'Impératrice d'Autriche) et dis-lui que j'ai 1 200 000 d'aussi bons soldats. »

Mais l'influence de « maman Béhatrice », de tout temps une ennemie, n'est rien à côté de celle du traître Metternich qui « n'est qu'un intrigant ». Il faut faire savoir qu'une armée de 100 000 hommes se forme en Italie qui, au premier

geste hostile de l'Autriche, marchera de Laybach sur Vienne, comme, de son côté, l'Empereur y marchera de Dresde. Metternich, l'armistice conclu, arrive à Dresde. « Nous allons voir, écrit Napoléon, le 25 juin, ce qu'il nous dira et ce que veut papa François. » C'est l'annonce de la fameuse entrevue du 26 juin au palais Marcolini. Napoléon en dit peu de chose : « Metternich que j'ai vu me paraît fort intrigant et mal conduire papa François », — c'est tout, mais tout à l'heure, sa colère s'épanchera contre ce Metternich « qui s'est vendu pour de l'argent aux Russes ». Il espère encore cependant que l'Autriche s'arrêtera au bord de la trahison : « La paix se ferait si l'Autriche ne voulait pêcher en eau trouble... *L'Autriche payera tout !* »

Ne croyons pas que, pourtant, l'Empereur soit moins tendre, ni moins confiant à l'égard de l'Autrichienne dont il a dit à Metternich « qu'il a fait une sottise en l'épousant ». Les lettres ne changent nullement de ton, et c'est pour éviter une répétition fastidieuse que je ne reviens pas sur les expressions amoureuses dont elles sont semées. S'il a été contraint de faire, au sujet d'une démarche imprudente de la Régente, quelques observations, et qu'elle en a paru affectée : « Tu ne pourras jamais rien faire qui me fâche, *tu es trop bonne et trop parfaite pour cela.* » Seulement la Régente gémit : son rôle officiel lui pèse. L'Empereur le déplore : « J'ai vu avec peine *que tu ne t'es pas amusée au Conseil d'État.* » Il faut cependant qu'elle aille « le présider tous les mois une fois ». Si, fatiguée, elle a décommandé ses audiences, elle craint, après les critiques de Paris, celles de son époux ; celui-ci, aussitôt, la rassure : « Tu es une enfant de penser que quelq[un] ait pu trouver mauvais que tu n'aies pas reçu étant fatiguée... Ceux qui t'ont rapporté ces propos sont des sots. » Et puis des compliments : « On dit *que tu es fraîche comme le printemps* ! » Si, après tout cela, Louise ne fait pas tous ses efforts pour retenir « papa François » ! Mais il ne s'y fie pas et l'appelle à Mayence pour causer avec elle ; Marie-Louise y accourt, le 26 juillet. Napoléon l'y rejoint.

Ils passèrent cinq jours ensemble. Le 1er avril il partit ; Marie-Louise, d'une fenêtre du palais où je me suis un jour accoudé, regarde longuement son mari s'éloigner par le pont de Castel. Lui, dès le lendemain, lui envoya le billet qu'elle

attendait, tendre à souhait, rempli des regrets qu'il emportait des jours et des nuits : « Je m'étais accoutumé à rester avec toi, cela est si doux ! *Et je me suis trouvé tout seul !* » Pour lui créer une distraction, il lui a prescrit d'aller à Cherbourg assister à l'ouverture des nouveaux bassins, « l'enviant », écrivait-il, d'assister à ce beau spectacle, mais l'engageant encore « à ne pas trop se fatiguer ». Mais, lui, revenu à Dresde, a appris que le Congrès de Prague, vraie comédie jouée pour autoriser l'Autriche à se prononcer contre lui, s'allait clore contre lui. Le 17 août, frémissant évidemment de fureur, il écrivait à Marie-Louise : « *Ton père, trompé par Metternich, s'est mis avec mes ennemis.* » Seulement, le 18 août, devinant sa femme terrassée par cette cruelle nouvelle, il la consolait sans se priver d'un trait à l'adresse de son beau-père qui ne sera plus jamais « papa François » : « Ne t'afflige pas trop de la conduite de *ton père*. Il a été trompé, *comme cela lui arrive quelquefois.* »

Il paraissait bien, tout d'abord, que s'il n'avait pas été trompé, François s'était trompé. Le 27 août, l'Empereur, tout fumant encore de la bataille livrée devant Dresde, adressait à sa femme le bulletin de victoire le plus vibrant : « Je viens de remporter une grande victoire sur l'armée autrichienne, russe et prussienne commandée par les trois souverains en personne. Je monte à cheval pour les poursuivre. Ma santé est bonne. Bérenger, mon officier d'ordonnance, a été blessé mortellement. Fais le dire à sa famille et à sa jeune femme. Je t'envoye des drapeaux. Nap... » Le 29, pour la première fois, dans sa rancune contre son beau-père, il manquait à la délicatesse qu'il s'était toujours imposée vis-à-vis de « l'Autrichienne » ; après avoir, le 28, signalé, sur un ton légèrement ironique, que le souverain autrichien « avait eu le bon esprit » de ne pas se fourvoyer dans la mêlée, il écrivait, le lendemain, cette phrase cruelle pour l'ex-archiduchesse : « *Les troupes de papa François n'ont jamais été si mauvaises.* » Peut-être espère-t-il l'engager ainsi à reprendre ce papa François égaré, et si bien « rossé » ; le 13 septembre, il l'engagera à rouvrir avec Vienne sa correspondance.

LA CAMPAGNE DE FRANCE

Il y a, dans les lettres qui nous occupent, un grand trou, très tragique : c'est du 5 au 25 octobre. Dans ces vingt jours, après des efforts désespérés et d'ailleurs magnifiques pour rompre l'étreinte de quatre armées, Napoléon a perdu presque irrémédiablement à Leipzig la grande partie que, par un miracle, il avait, après la victoire de Dresde, paru près de gagner. Ou bien Napoléon, réellement débordé, n'a pas écrit, ou bien l'Allemagne se soulevant, dès avant Leipzig, derrière son dos, quinze ou vingt estafettes ont été enlevées par des partisans, comme jadis en Russie. Quoi qu'il en soit, la lettre du 25, par le lieu même d'où elle est datée, dit le désastre et la retraite. « Je serai dans peu de jours à Mayence. Les bulletins te feront connaître l'état de mes affaires. Ma santé est bonne. Je te prie de donner un baiser au petit Roi et de ne douter jamais de ton fidèle époux. » Le 4 novembre, après avoir « bien rossé les Bavarois et Autrichiens » qui prétendaient à Hanau lui barrer la route, « le couper », il rentrait à Mayence et, le 7, il regagnait Paris. Il avait, auparavant, tenté de remonter le moral de l'Impératrice prostré comme celui des ministres : « Montre du calme, de la sécurité et moques-toi des alarmistes. »

Pour tous, il était vaincu sans appel. Il lui restait à prouver qu'un « beau désespoir » peut, presque surnaturellement, surexciter le génie. La France envahie de toutes parts, les maréchaux se repliant sans combattre et l'ennemi ayant ainsi pu pénétrer jusqu'à Troyes et Châlons, il allait, deux mois encore, avec une armée quatre fois inférieure en nombre, tenir les Alliés en échec par cette suite de prodigieuses opérations qui s'appellent *la Campagne de France*.

Se battant et battu d'abord, déchiré d'angoisses, en ces heures de Nogent que j'ai, ailleurs, essayé de décrire (1), il trouve la force de soutenir le courage, complètement défaillant, de l'Impératrice, redevenue Régente. Et soudain, après ce calvaire de Nogent, un cri comme strident, — la lettre de Champaubert, du 10 février : *Victoire!*

(1) *Le Consulat et l'Empire*, II, 266-269.

« Ma bonne Louise, Victoire! J'ai détruit 12 régiments russes, fait 6000 prisonniers, 40 pièces de canon, 200 caissons, pris le général en chef et tous les généraux, puis je n'ai pas perdu deux cents hommes. Fais tirer le canon aux Invalides. »

Puis ce sont les lettres brûlantes de joie de Montmirail, de Château-Thierry, de Vauchamp, les miraculeux combats qui ruinent pour quelque temps l'armée Blucher, les lettres superbes d'assurance de Montereau, de Nangis, de Troyes, qui annoncent que Schwarzenberg, chassé de la vallée de la Seine, est en pleine retraite. Le 19 février, après cette série de succès et croyant avoir ressaisi pour de bon la victoire, il écrit : « J'étais si fatigué hier au soir que j'ai dormi huit heures de suite ». Et ce n'est pas fini; car, Schwarzenberg refoulé, Blucher s'est refait une armée. On suit dans les lettres ce foudroyant retour offensif du grand capitaine sur le maréchal prussien hasardé qui, sans la capitulation de Soissons, était acculé à l'Aisne et à coup sûr anéanti. Craonne, gros succès, mais sans lendemain, Laon, un échec cruel, Reims, la dernière victoire; les nouvelles en sont envoyées, toutes chaudes, à l'Impératrice, jour par jour, presque heure par heure. Ne faut-il pas prévenir les défaillances des hommes qui entourent Marie-Louise, ces pusillanimes qui se font les complices de ceux qui déjà trament les trahisons?

C'est pour soutenir toutes ces pusillanimités qu'il envoie la fameuse lettre du 22 mars : au moment où, tentant une suprême et audacieuse manœuvre sur les derrières de l'ennemi, il s'éloigne de Paris, cette lettre est destinée à expliquer le but de cette manœuvre pour rassurer la Régente et ses conseillers. Le courrier qui la portait à Paris fut, on le sait, enlevé par les coureurs de Blucher, portée au vieux maréchal qui, après en avoir pris copie et l'avoir fait traduire en allemand pour l'envoyer à Schwarzenberg, la fit parvenir à l'Impératrice, avec, dit-on, une gerbe de fleurs, plaisanterie ou galanterie « trop germaniques ». On ne connaissait cette lettre que par la traduction allemande. Henry Houssaye l'avait publiée, retraduite en français (1). Nous possédons maintenant l'original

(1) Henry Houssaye, *1814*, p. 348; voici le texte authentique :

« Mon amie, j'ai été tous ces jours-ci à cheval. Le 20, j'ai pris Arcis-sur-Aube. L'ennemi m'y a attaqué à six heures du soir, le même jour. Je l'ai battu et lui ai fait 400(0) morts. Je lui ai pris deux pièces de canon, il m'en a pris

du trop célèbre papier, aujourd'hui jauni, qui a passé par les rudes mains du vieux maréchal prussien avant d'être remis entre les petites mains de Marie-Louise. On dit généralement que la connaissance de la lettre détermina les Alliés à marcher sur Paris. Cela mérite examen. En réalité, des courriers saisis qui, eux, venaient de Paris et faisaient connaître l'affolement qui y régnait, ont, à mon sens, beaucoup plus déterminé la marche sur la capitale que la lettre interceptée de Napoléon. En tout cas « l'imprudence » qu'on lui reproche avait-elle une excuse : c'était parce que l'Empereur connaissait précisément la démoralisation régnant à Paris, qu'il était nécessaire de mettre en garde la Régente contre toute interprétation pessimiste, — nous dirions aujourd'hui *défaitiste*, — de sa marche vers le sud-est.

Quoi qu'il en soit, les Alliés, courant sur Paris, arrivaient, le 28, devant la capitale ; Marmont et Mortier qui, de Champagne, s'étaient repliés sur Paris, en assumaient la défense, tandis que la Régente et ses conseillers gagnaient Rambouillet, puis Blois ; après une journée de résistance, le duc de Raguse, encore qu'instruit que l'Empereur, averti, accourait avec son armée, signait, dans la soirée du 30, la capitulation qui ouvrait, pour le 31, la grand ville aux Alliés. La dernière lettre du dossier, appartenant à cette série de la campagne de France, est fort brève. Elle est écrite par Napoléon, d'une main évidemment crispée, le 31 mars à trois heures du matin et datée de ce *relais de la Cour de France* où il venait d'apprendre, avec une légitime fureur, la capitulation de Paris. A Marie-Louise qui gagnait Blois, il écrivait ces quelques lignes :

« Mon amie, je me suis rendu ici pour défendre Paris, mais il n'était plus temps. La ville a été rendue dans la soirée. Je réunis mon armée du côté de Fontainebleau. Ma santé est bonne. *Je souffre ce que tu dois souffrir.* »

deux, cela fait quitte. Le 21, l'armée ennemie fut mise en bataille pour protéger la marche sur Brienne et la Marne. J'ai pris le parti de me porter sur la Marne et sur ses communications, enfin (*sic*) de la (*sic*) pousser plus loin de Paris et me rapproche(r) de mes places. Je serai ce soir à Saint-Dizier. Adieu, mon amie. Un baiser à mon fils. » *Signé* : NAP. — *Sans date*.

DE FONTAINEBLEAU A L'ILE D'ELBE

Marie-Louise, à Blois, souffrait surtout du désarroi qui, autour d'elle, était général. Il paraît bien ressortir des études de Frédéric Masson comme d'Édouard Gachot, que, dès qu'elle sut Napoléon à Fontainebleau, elle ne pensa d'abord qu'à l'aller rejoindre. Il l'y eût dans les premières heures formellement appelée, que, — il faut lui rendre cette justice, — elle y eût couru ; les témoignages et ses propres lettres concordent sur ce point. Napoléon ne l'appela pas alors à lui parce que, se préparant à repartir en campagne, il estimait bon qu'en face du gouvernement provisoire élu par le Sénat contre lui, il subsistât, à Blois, un gouvernement impérial. L'intervention assez brutale des maréchaux lui arrachant son abdication en faveur du roi de Rome, puis la trahison de Marmont avaient mis fin aux plans militaires du souverain proclamé déchu par le Sénat... Mais les intrigues qui se nouaient autour de Marie-Louise la retenaient à Blois. L'Empereur lui avait, le 3, écrit une lettre où se retrouve toute sa sollicitude : « Ta santé m'alarme beaucoup; *tu as tant de peine que je crains que tu ne puisses y suffire. C'est une partie de mes maux.* » Il ne l'appelait toujours pas et cependant elle s'était rapprochée très sensiblement de lui, ayant gagné Orléans.

Après le 5, il ne l'appela qu'assez timidement. Il se faisait manifestement scrupule d'imposer à cette jeune femme, à cette princesse étrangère, à la fille d'un de ses vainqueurs la disgrâce à laquelle il était condamné. On s'était engagé à lui donner l'île d'Elbe : devait-il, par une formelle invitation, obliger sa femme à le suivre dans cet exil ? Il eût été transporté de plaisir si, spontanément, elle était accourue, d'Orléans, se jeter dans ses bras. Mais nul ne venait le visiter, — sauf Marie Walewska que, par égard pour Marie-Louise, il ne voulut pas recevoir. Il était tenté d'en finir par le suicide; il en repoussa quatre jours l'idée. « J'eusse quitté la vie, écrivait-il le 8, si je ne pensais que cela serait encore doubler tes maux et les accroître. »

Marie-Louise, à la réception de cette lettre, eut encore la velléité d'aller rejoindre le malheureux. On la retint ; il fallait, lui disait-on, qu'elle attendît l'empereur d'Autriche son père,

pour prendre ses conseils. Elle allait se rendre à Rambouillet pour le voir et, dès lors, elle était perdue pour son mari. Fort d'une consultation de Corvisart, on la poussait à se rendre aux eaux d'Aix-en-Savoie, mais après s'être allée reposer à Vienne ; après, elle verrait à se rendre à l'île d'Elbe. Elle subissait d'autant plus ces suggestions qu'on lui faisait craindre la colère de son père, seul capable de lui assurer, à elle et à son fils, un riche établissement, le duché de Parme.

Napoléon, d'instinct, lui déconseillait Vienne et même Aix, comme s'il devinait que c'était là qu'elle se perdrait. Il était, au fond, cruellement meurtri qu'elle ne fût pas venue en causer avec lui. Dans la nuit du 12 au 13, on le sait, il tenta de s'empoisonner (1). Puis le 13, ayant rendu le poison, il parut non seulement se résigner à vivre, mais s'en accommoder. Seulement, il restait écœuré. « Je suis si dégoûté des hommes, écrit-il à Marie-Louise, que je n'en veux plus faire dépendre mon bonheur. Toi seule, tu y peux quelque chose. » Il affectait maintenant de croire qu'à coup sûr elle l'accompagnerait à l'île d'Elbe :

« Je désire, écrit-il encore le 15, que tu viennes demain à Fontainebleau, enfin que nous puissions partir ensemble et chercher *cette terre d'asile et de repos où je serai heureux si tu peux te résoudre à l'être et oublier les grandeurs du monde.* »

Mais elle était à Rambouillet où elle recevait les hommages des souverains alliés et les visites de son père ; elle vivait déjà moralement à mille lieues de lui. Napoléon jugeait indécentes, et peut-être dangereuses, celles des souverains alliés : « Je suis fâché que l'on ait l'indiscrétion de te fatiguer de ces visites importunes *dans le péril de ton cœur surtout.* » Il craignait, déjà, qu'elle ne s'y abaissât. « J'espère, écrivait-il le 19, *que tu soutiendras l'honneur de ton rang et de ma destinée.* »

Il ne se faisait plus beaucoup d'illusions. Quand, le 20, il quitta Fontainebleau pour Fréjus, elle n'était pas venue. Il ne la verrait plus. Il la tint cependant encore au courant de son voyage à travers la France. A Fréjus, au moment de s'embarquer, il lui écrivit encore deux fois, le 27 et le 28 avril, lui

(1) Il avait remis à Caulaincourt une lettre datée du 13 à trois heures du matin qui est d'adieu. Le grand écuyer ne la transmit pas. Le papier est conservé dans les *Archives* de Caulaincourt. M. Jean Hanoteau en a donné le texte dans sa remarquable publication des *Mémoires de Caulaincourt.*

envoyant pour le docteur Corvisart une lettre qui, prêtée par les descendants de celui-ci, est dans la *Correspondance* officielle. On était un peu étonné que sa dernière pensée eût été pour son médecin; on se trompait : Marie-Louise eut son dernier adieu à la terre de France; nous le possédons aujourd'hui, signé : « Ton affectionné et fidèle époux. »

Il avait encore un léger espoir que, les eaux d'Aix prises, elle viendrait le rejoindre. Mais, à Aix, elle était tombée sous la puissance du chevalier servant que Vienne lui avait donné comme surveillant, peut-être avec la secrète espérance qu'il deviendrait son amant. Il le deviendrait dès qu'en octobre, elle serait revenue à Vienne. De l'île d'Elbe, Napoléon lui adressa cinq lettres d'appel, les 4 et 9 mai, le 3 juillet, le 18 août, le 28 août; elles ferment le dossier des lettres. Ouvertes et recopiées par le cabinet de Vienne, avant d'être transmises, deux d'entre elles, retrouvées aux Archives de Vienne, ont pu être publiées par M. le baron de Bourgoing dans son beau livre, *le Fils de Napoléon*. Parce qu'il ne *voulait* pas condamner la femme qu'il aimait, Napoléon accusait l'empereur d'Autriche de la retenir malgré elle. Le 18 août, il lui écrivait :

« Ton logement est prêt et je t'attends dans le mois de septembre pour faire la vendange. *Personne n'a le droit de s'opposer à ton voyage.* Viens donc, je t'attends avec impatience... Voilà ta fête, je te la souhaite bonne. *Plains-toi de la conduite que l'on tient, empêchant une femme et un enfant de m'écrire. Cette conduite est bien vile. Addio, mio bene.* »

La dernière, celle du 28 août, est plus froide; il n'a plus la foi : « Je désire bien te voir ainsi que *mon* fils... »

Elle ne vint jamais.

Quand, à Vienne, elle apprit le retour de l'île d'Elbe, ce fut avec effroi : elle était devenue, par faiblesse, criminelle, et n'éprouvait que terreur, presque horreur, à l'idée de le revoir. Il lui écrivit de France à plusieurs reprises; elle ne voulut pas qu'on lui remît ses lettres. C'est ainsi que ces missives de 1815, livrées, de son consentement, aux ministres autrichiens sans même avoir été lues par elle, ne figurent pas au dossier qui nous a retenus.

On le ferme avec une grande mélancolie.

LOUIS MADELIN.

LA FRANCE

DEVANT L'EUROPE MILITARISÉE

Au seuil des « années creuses » qui vont faire entrer le problème de la sécurité nationale dans une phase particulièrement angoissante, il est de toute nécessité de regarder en face notre situation militaire et de la voir telle qu'elle est. La vérité est que, dans sa volonté de « déclarer la paix » au monde, la France s'est laissé entraîner dans la voie du désarmement plus loin que toutes les autres grandes nations européennes, plus loin que ne le permettait normalement le souci de sa grandeur et de son indépendance. Pour mettre en relief cette vérité, nous allons effectuer, en toute objectivité, une incursion dans tous les systèmes militaires européens, de telle sorte que les esprits les moins avertis pourront se rendre compte que :

Seule en Europe, la France a réduit à une année la durée de son service militaire;

Seule parmi les grandes nations, elle n'a organisé, d'une manière *obligatoire*, ni l'instruction physique et morale des enfants, ni la préparation prémilitaire des jeunes gens;

Enfin que, pendant les quatre années dites « creuses », vingtièmes anniversaires des quatre années de guerre, cette infériorité d'instruction et de préparation physique et morale va s'aggraver pour elle *d'une infériorité décisive du nombre.*

L'INSUFFISANCE DE NOTRE SYSTÈME MILITAIRE

La France ne demande à ses jeunes soldats qu'un an de service actif. La première moitié du contingent annuel est incorporée en avril, l'autre moitié l'est en octobre. Comme six mois sont nécessaires pour instruire une recrue qui n'a été initiée à son métier de soldat par aucune instruction prémilitaire, il est facile de voir qu'avec ce système, nous n'avons jamais qu'une demi-classe, celle qui effectue son deuxième semestre de service, qui soit apte à figurer sur un champ de bataille. L'autre moitié, les recrues qui viennent d'arriver, ne sont utilisables que progressivement à partir du troisième mois de leur présence au corps et doivent, de toute manière, être évacuées au plus vite sur l'arrière, en cas de guerre.

Il n'entre pas dans le cadre de cet article de faire le procès de la lourde erreur militaire que fut pour nous l'adoption du service d'un an. Mentionnons cependant la tâche écrasante et fastidieuse qu'impose aux cadres, officiers et sous-officiers, dont l'effectif a encore été maladroitement réduit, ce labeur de Sisyphe, consistant à dégrossir, deux fois l'an, des conscrits toujours nouveaux ; et aussi la quasi-impossibilité qu'il y a de choisir les sous-officiers, indispensables à toute armée, parmi ces soldats à peine dégrossis.

La question que nous voudrions retenir ici, comme plus abordable pour les moins initiés, est celle des effectifs. On en comprendra la gravité quand on saura que, pendant les années « creuses », dont 1935 est la première, l'effectif total d'une classe, qui est de 230 000 conscrits pour l'armée de terre, en temps normal, tombe en moyenne à 120 000!... Ce chiffre a été porté à 160 000 hommes en ramenant progressivement à vingt ans l'âge de l'incorporation, expédient qui offre des inconvénients et ne peut être que temporaire. De sorte qu'avec le service d'un an, c'est donc la moitié de 160 000 hommes, soit 80 000, qui peuvent être considérés comme des soldats susceptibles d'entrer en campagne.

80 000 hommes pour étoffer les 20 divisions d'infanterie et les 4 ou 5 divisions de cavalerie constituant le *minimum d'unités strictement indispensable* à la garde de nos frontières,

c'est vraiment peu. Étonnez-vous, après cela, de l'aspect squelettique de nos pauvres régiments !

Ce que nous avons sur pied, au total, d'hommes capables de tenir une arme et de défendre le pays contre une attaque brusquée, le voici :

D'abord, les 80 000 jeunes soldats ayant plus de six mois de service, avec 25 000 officiers et 47 000 militaires de carrière ;

En outre, 28 000 gendarmes et 15 000 gardes mobiles...

Et aussi, si les circonstances le permettent, les 60 000 hommes de la force mobile coloniale stationnée en France et prête à être transportée dans les territoires d'outre-mer où le besoin d'une action militaire se ferait sentir. Mais qu'il nous soit permis de faire remarquer que si nous devions être attaqués brusquement, la Puissance qui méditerait cette agression aurait sans doute pris soin, au préalable, de fomenter des désordres dans nos colonies, pour y rendre indispensable l'intervention de cette force mobile, de sorte que cet effectif de 60 000 hommes serait fortement diminué.

Vaille que vaille, tout cela donne à la France un effectif combattant maximum de 255 000 hommes, immédiatement disponible.

Le rétablissement du service de deux ans augmenterait cet effectif de 120 000 hommes. On verra par le dénombrement des forces allemandes disponibles, que, pendant les années creuses, jusqu'en 1939, cet appoint ne serait même pas suffisant pour rétablir l'équilibre numérique avec nos voisins. Il faudrait, pour que nos effectifs égalent les effectifs allemands du temps de paix, avoir encore recours à l'abaissement de l'âge d'incorporation.

ÉDUCATION PRÉMILITAIRE INEXISTANTE

En ce qui concerne l'éducation physique et patriotique des enfants et des jeunes gens, tout reste à faire. Ni dans les écoles primaires, ni dans les établissements secondaires, cette éducation ne tient la place qu'elle devrait tenir. Nulle part, elle n'est dirigée dans un sens national. Dans les écoles primaires, elle est laissée à la bonne volonté et à l'initiative des instituteurs ; dans les établissements secondaires, point n'est question

d'éducation patriotique ; seule, l'éducation physique et sportive est prise, modérément, en considération.

Quant à la formation militaire, elle se poursuit en dehors des établissements d'instruction, grâce aux efforts de sociétés civiles ressortissant au sous-secrétariat d'État de l'Éducation physique. Mais elle n'est nullement *obligatoire* et elle ne s'adresse qu'au petit nombre de ceux qui tiennent à cœur de la recevoir. Elle comporte deux stades, aboutissant : le premier à un *Brevet d'aptitude physique*; le second à un *Brevet de préparation élémentaire au service militaire*. Il suffira de dire, pour caractériser la valeur du système, que 2500 brevets d'aptitude physique et 14000 brevets de préparation militaire ont été délivrés cette année.

Sur 160000 conscrits, c'est un chiffre infime. La masse, soit plus de 140000 jeunes gens, se présente à la caserne, venant des champs, de l'usine ou du bureau, sans avoir la moindre idée des devoirs d'un soldat.

La P. M. S. (Préparation militaire supérieure) destinée à préparer des officiers de réserve, donne de meilleurs résultats, parce qu'elle est *obligatoire* dans certaines grandes écoles.

Pourquoi ne prévoirait-on pas dans les programmes d'instruction générale des enfants et des jeunes gens l'instruction patriotique, physique et prémilitaire? Développer l'amour de la patrie en même temps que le respect de toutes les autres patries et la volonté ferme de sacrifier sa vie, au besoin, pour la sienne, ce n'est pas entretenir le culte de la guerre, bien loin de là, et c'est même un truisme d'affirmer qu'en agissant ainsi, on assure la paix de la manière la plus efficace.

Les moyens manquent pour donner l'instruction prémilitaire? — Mais dans les collèges et dans les lycées, tous plus ou moins proches d'une ville de garnison, rien n'est plus facile que d'obtenir des instructeurs et des inspecteurs militaires.

Pour les écoles isolées, que les instituteurs soient tenus d'être ou d'avoir été officiers de réserve et qu'ils soient obligatoirement titulaires d'un certificat d'aptitude à l'enseignement physique. Dans ces écoles, des officiers supérieurs, envoyés en tournée par les régiments les plus proches, rempliraient le rôle d'inspecteurs et donneraient les directives nécessaires.

Et la liberté individuelle, objectera-t-on?... La liberté individuelle perd ses droits les plus sacrés là où commencent

les nécessités de la Défense nationale. Le service militaire est bien obligatoire ; pourquoi donc une préparation, qui seule peut le rendre efficace, ne le serait-elle pas?

Sophismes, tout cela! Sophismes que toutes les grandes nations européennes ont délibérement répudiés, parce qu'elles ne veulent pas mourir. La France non plus ne doit pas mourir par anesthésie du sens national!

L'EFFORT MILITAIRE EN ALLEMAGNE

En Allemagne, il en va tout autrement que chez nous. Un ardent esprit de patriotisme a groupé toute la nation derrière l'Autrichien Hitler et lui fait accepter volontairement les obligations militaires les plus écrasantes qui aient jamais été imposées à un peuple civilisé.

La période héroïque d'après guerre, qui, avec son extraordinaire floraison d'associations patriotiques, rappelait les grands jours de 1813, est terminée. Tous les enthousiasmes, toutes les bonnes volontés, Hitler les a centralisés, renforcés, canalisés... Il a déchiré le traité de Versailles et il bâtit.

L'armée de 100 000 hommes qui, aux termes de ce traité, devait servir douze ans, a vu grossir ses effectifs, d'abord prudemment, puis, comme les anciens alliés ne réagissaient pas, cyniquement et au grand jour. En avril 1934 avait lieu une incorporation officielle d'environ 80 000 « volontaires » de dix-huit mois. En octobre, une incorporation d'environ 60 000 « volontaires » d'un an.

Le but annoncé est de porter l'effectif de la *Reichsheer* (armée active) de 100 000 à 300 000 hommes. En réalité, il s'agirait de 400 000 hommes environ, si l'on tient compte des militaires de carrière.

Pourquoi des incorporations de dix-huit mois et des incorporations d'un an?... Sans doute, avant de fixer définitivement la durée du service obligatoire, l'Allemagne veut-elle expérimenter les deux systèmes, combinés avec l'intensive préparation physique, morale et prémilitaire à laquelle sont soumis depuis longtemps, chez elle, les enfants et les jeunes gens.

Elle peut tenter cette expérience sans aucun risque, car, dès aujourd'hui, elle dispose en permanence sur son territoire d'effectifs formidables, remarquablement instruits, qui lui per-

mettraient non seulement de faire respecter ses frontières, mais même de tenter, avec un sérieux espoir de succès, une attaque brusquée contre l'un quelconque de ses voisins...

Ce sont, avec les 400 000 hommes de la Reichsheer, 100 000 hommes, au moins, de police encasernée (*Landespolizei*), armée comme la Reichsheer et instruite comme elle; 80 000 hommes, au moins, de formations hitlériennes, encasernées aussi, armées et instruites militairement (*Feldjägerkorps* et S. S.)

C'est une masse d'environ 600 000 hommes, remarquablement instruits et entraînés, et dont plus de 300 000 sont de vieux soldats, à laquelle nous ne pouvons opposer que nos 255 000 soldats d'un an et gendarmes.

Des années creuses l'Allemagne n'a rien à redouter.

L'effectif de ses contingents annuels tombera, pendant ces quatre années, de 360 000 à 230 000 hommes, mais demeurera très suffisant pour maintenir l'armée à son niveau actuel. De plus, il n'a été fait appel, jusqu'ici, que dans une très faible mesure, aux jeunes gens âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, qui pourraient être incorporés, pour combler le déficit.

D'autre part, en Allemagne la préparation physique, patriotique et prémilitaire des enfants et des jeunes gens est l'objet de soins constants et attentifs.

A l'école, sous la direction d'instituteurs ardemment nationalistes et pénétrés de l'importance de leur mission, l'esprit des enfants est orienté vers le culte de la patrie et on lui inculque la croyance dans la supériorité de la race allemande et de la nation allemande sur toutes les autres races et sur toutes les autres nations.

Le jeune Allemand passe successivement, depuis l'enfance, par trois stades d'instruction prémilitaire.

De six à quatorze ans, ce sont les cours du *Jugendsport* (sport de jeunesse) visant au développement harmonieux du corps de l'enfant.

De quinze à dix-sept ans, ce sont ceux du *Geländesport* (sport de campagne), où des exercices en terrain varié, des marches et des tirs le préparent plus directement à la guerre.

A partir de dix-huit ans, le *S. A. Sport* (Sport des sections d'assaut) donne au jeune homme l'instruction individuelle du soldat. Un examen (*S. A. Sportprüfung*) termine ce cours et

le brevet qu'il confère est indispensable pour entrer dans l'armée.

Les jeunes gens qui n'entrent pas dans l'armée doivent contracter un engagement d'au moins six mois dans des « camps de travail » où, organisés en compagnies et commandés par d'anciens officiers ou gradés, ils sont soumis à un entraînement méthodique, à une discipline de fer et, en outre, à de très durs labeurs. Un très grand nombre d'étudiants sont soumis à ce régime et le passage dans un « camp de travail » est pratiquement obligatoire puisque, pour obtenir un emploi quelconque, il faut prouver que ce stage a été accompli.

Et c'est encore là une réserve de 350 à 400 000 hommes partiellement instruits qui servirait, après quelques jours d'instruction, à renforcer l'armée de campagne.

L'instruction des réservistes rentrés dans leurs foyers, après le service militaire, est poursuivie par les organisations hitlériennes. En outre, des périodes d'instruction de quelques semaines, faites dans les rangs de la Reichsheer, sont également imposées aux hommes destinés à la garde des frontières.

On le voit, le système militaire de l'Allemagne, qu'on croyait avoir désarmée par le traité de Versailles, est de nouveau complet et aussi redoutable qu'en 1914.

Et nous aboutissons à cette constatation aussi humiliante que paradoxale : *Ce n'est plus l'Allemagne vaincue qui est fondée à réclamer l'égalité avec la France, c'est la France victorieuse qui a besoin de hausser son système militaire au niveau de celui de l'Allemagne !*

MILITARISATION DE LA JEUNESSE EN ITALIE

En Italie, les obligations militaires sont moins lourdes qu'en Allemagne, mais l'effort du gouvernement fasciste pour militariser la nation n'est ni moins net ni moins efficace.

La durée du service militaire actif est de dix-huit mois, avec certaines dispenses accordées à des étudiants ou en considération de situations de famille intéressantes.

Incorporation d'une classe, tous les ans, au mois de mars. De sorte que, tous les ans, de mars à septembre, l'Italie dispose de deux classes sous les drapeaux et de septembre à mars, d'une seule.

Ces classes sont très nombreuses. L'Italie souffre peu de la crise des « classes creuses » et environ 400 000 jeunes gens se pressent dans ses bureaux de recrutement, sur lesquels 150 000 environ sont soigneusement sélectionnés tous les ans et sont de robustes soldats.

Ainsi, en faisant état de 35 000 officiers ou gradés et de 30 000 gendarmes ou gardes divers, l'armée active italienne se trouve avoir, de mars à septembre, un effectif de quelque 370 000 hommes et de septembre à mars, c'est-à-dire en hiver, où l'instruction à l'extérieur est difficile et le danger de guerre minime, seulement un peu plus de 200 000.

Le gouvernement fasciste étudie en ce moment la possibilité de l'adoption du service militaire d'un an. La richesse de ses effectifs le lui permet et aussi le soin avec lequel l'instruction patriotique et prémilitaire est organisée en Italie.

Dès ses premiers pas jusqu'à l'âge de dix-huit ans, l'enfant est préparé physiquement et moralement à ses devoirs de serviteur de la patrie par l'*Œuvre nationale Balilla.*

De dix-huit à vingt ans, cette éducation est continuée par une préparation prémilitaire sérieuse qui amène sous les drapeaux des conscrits déjà pourvus de l'instruction individuelle du soldat. Deux ou trois mois de manœuvres collectives suffiront pour rendre ce conscrit, robuste et déjà instruit, tout à fait apte à faire campagne. A quoi bon dès lors le garder sous les drapeaux plus d'un an, au grand préjudice de l'économie nationale ?

Déjà, dès le 1er janvier 1935, les conscrits affectés à certaines formations ne feront qu'un an de service. Leur incorporation aura lieu trimestriellement, par fractions égales.

La grande œuvre en cours est, à cette heure, celle de la rénovation morale de la nation. Il s'agit de donner à l'Italie fasciste les sentiments civiques et militaires qui ont fait la grandeur de la Rome antique. Tout Italien doit être un soldat insensible aux théories émollientes d'un pacifisme veule, habitué à l'idée qu'il peut être appelé à chaque instant à courir aux armes et à donner à la patrie jusqu'à la dernière goutte de son sang.

Le général Grazioli, inspecteur de la préparation pré et postmilitaire de la nation, établit en ce moment le programme de cours tendant vers ce but.

Dans les écoles primaires, ce seront des cours élémentaires s'harmonisant avec l'instruction primaire ; dans les collèges et dans les lycées, des cours secondaires, plus développés que les premiers; dans les universités, des cours supérieurs, étudiant dans un sens national toutes les questions civiques et militaires afin de donner à l'étudiant la mentalité qui convient et de le préparer à son rôle d'officier.

En somme, l'éducation militaire, facteur moral d'une importance capitale, non seulement fait partie intégrante de l'éducation générale, mais en est même la base. C'est ainsi que se rénove un peuple.

LA MILITARISATION DE LA RUSSIE SOVIÉTIQUE

De même que la Russie tsariste, la Russie soviétique tient à garder son rang de grande Puissance militaire. Mais, par un défi à tout bon sens, nulle part au monde l'inégalité des charges imposées aux populations n'est plus choquante que dans ce pays, soi-disant égalitaire. Ces charges sont fort lourdes. Tout homme apte à porter les armes est astreint à :

Deux ans de service prémilitaire ;

Cinq ans de service dit « actif », pendant lesquels le conscrit est à la disposition du gouvernement et sert, soit dans l'armée de campagne, soit dans l'armée du territoire, soit dans « l'excédent de classe » ;

Treize ans de service dans la réserve.

Point n'est question ici d'une organisation d'éducation prémilitaire par des sociétés ou par les écoles : l'immensité du territoire s'opposerait à leur efficacité. C'est pourquoi tous les jeunes gens aptes à servir sont appelés, au cours de leur vingtième et de leur vingt et unième années, les deux années précédant l'incorporation, dans des camps où ils séjournent un mois chaque année et sont instruits militairement.

Après cette première épreuve égale pour tous, le sort départage brutalement les conscrits.

Sur cette masse d'environ 1 200 000 hommes, un peu plus de 900 000 sont retenus pour le service actif.

Sur ce nombre, environ 270 000 alimentent l'*armée de campagne* et servent effectivement deux ans, trois ans ou quatre ans, suivant l'arme ou la spécialité à laquelle ils ont

été reconnus aptes; environ 230 000 sont affectés à l'*armée du territoire* et doivent servir, suivant leur arme ou service, de huit à onze mois, répartis sur une période de cinq années; environ 400 000, les heureux, sont placés dans la catégorie des *excédents de classes* et n'effectuent que six mois de service, répartis sur cinq ans dans des centres d'instruction spéciaux.

Ainsi, la Russie soviétique entretient sous les armes, bon an mal an, une armée de 900 000 hommes, y compris 150 000 hommes de la police d'État militarisée, dénommés *O.G.P. Ou*, et environ 100 000 hommes de la garde des frontières et de troupes d'escorte.

Si l'on compte qu'en même temps, l'instruction de 300 000 hommes environ de l'*armée du territoire* et de quelque 200 000 hommes appartenant aux *excédents de classes* est poussée avec activité, sans arrêt, on peut conclure que l'effectif total qui passe dans les casernes soviétiques, tous les ans, est de 1 400 000 ou de 1 500 000 hommes.

Le recrutement des officiers de réserve de cette immense armée est facilité par l'existence d'une préparation militaire supérieure très poussée et qui est obligatoire pour les élèves des deux sexes, dans les écoles secondaires et professionnelles.

Le perfectionnement et l'entraînement des réservistes, tant des anciens de l'armée active que de ceux de l'armée territoriale ou de l' « excédent de classes » se poursuit, en dehors des périodes réglementaires, par les soins de la *Société Osoaviakhim*.

Ce sont des cours du soir ou par correspondance pour les officiers et pour les tireurs, des séances d'instruction pour les pilotes, les cavaliers, les téléphonistes, les radio-téléphonistes, etc..., des manœuvres même, exécutées par des unités temporaires, avec l'armée active...

Le seul fait que l'*Osoaviakhim* compte plus de douze millions d'adhérents, prouve que la militarisation des masses est en bonne voie dans la Russie des Soviets.

ORGANISATION DE L'ARMÉE POLONAISE

En Pologne, la durée du service militaire varie de dix-huit mois à deux ans, suivant les armes. Le soldat appartient ensuite à la *réserve* pendant vingt-huit ans, puis à l'*armée territoriale* pendant dix ans.

Les classes sont de 350 000 hommes, mais sur ce nombre on n'incorpore guère plus de 150 000 hommes. L'excédent, faute de crédits, sans doute, ne reçoit aucune instruction militaire.

Au total, l'armée active polonaise ne comprend guère plus de 249000 hommes, y compris l'aviation, la police d'État, le corps des gardes frontières et même la marine.

L'instruction prémilitaire est *obligatoire* dans les écoles moyennes et supérieures; elle n'est que *facultative* en dehors des écoles, de sorte qu'une fraction très notable du contingent est absolument sans préparation, quand elle arrive sous les drapeaux.

Cette instruction est d'ailleurs fort bien organisée, comprenant un premier degré d'éducation physique et de tir et un deuxième degré de préparation militaire proprement dite et de spécialisation technique. Il ne lui manque que de ne pas s'adresser obligatoirement à la masse, et dans cette large faculté, laissée aux Polonais, de suivre ou non des cours de préparation militaire, on peut reconnaître un sacrifice fait par le Gouvernement à leur vieil et farouche esprit d'indépendance.

L'instruction des réservistes est soigneusement organisée. Son service actif terminé, le soldat polonais doit encore au pays quatorze semaines d'instruction, réparties sur vingt-huit années. L'officier en doit trente-six.

En somme, l'armée polonaise, bien que la durée du service actif soit sensiblement plus longue en Pologne que chez nous, souffre, mais à un degré moindre, du même mal que l'armée française.

LE PATRIOTISME DANS LES ÉTATS DE LA PETITE ENTENTE

La Petite Entente en souffre aussi, bien que, là encore, la durée du service actif soit plus longue qu'en France.

En Roumanie, elle est de cinq ans, dont deux ou trois ans, suivant les armes, dans un régiment; trois ou deux ans dans la position de disponibilité.

En Tchécoslovaquie, le service actif était de quatorze mois jusqu'ici; depuis le 1er janvier 1935, il est de deux ans.

En Yougoslavie, il est de dix-huit mois.

Après quoi, dans les trois pays, le réserviste continue à compter d'abord dans une 1re réserve, puis dans une 2e jusqu'à l'âge de cinquante ans.

Ainsi la Roumanie se trouve avoir une armée active de 200 à 220000 hommes, à peine inférieure en nombre à la nôtre; la Tchécoslovaquie, une armée de 160000 hommes et la Yougoslavie, une d'un peu plus de 100000 hommes.

En Roumanie, la préparation prémilitaire est théoriquement obligatoire pour tous les jeunes gens de dix-huit à vingt ans. Mais elle n'est pas réalisée pour des raisons budgétaires. Après le service, les convocations de réservistes, prévues en principe pour trois périodes de trois jours, n'y ont lieu aussi que d'une manière irrégulière et incomplète.

En Tchécoslovaquie, la loi de recrutement de 1920 avait prévu l'éducation physique de la jeunesse. Cette éducation physique n'a jamais pu être officiellement réalisée, mais l'ardent patriotisme de la nation et une intelligente initiative privée ont essayé de suppléer à l'impuissance des pouvoirs publics.

La *Fédération tchécoslovaque des Sokols*, qui groupe près de 70000 adhérents des deux sexes, a pris en main l'éducation physique et patriotique des enfants et des jeunes gens. Elle est puissamment organisée en *sections* et en *départements* et fait œuvre grandement utile.

Pour la préparation prémilitaire proprement dite, il existe en Tchécoslovaquie deux sociétés de tir, groupant 40000 adhérents et une société de *cavalerie paysanne* comptant 10000 adhérents.

Mentionnons enfin quelques importantes sociétés de culture physique : les *Orels*, avec 100000 adhérents, et les *Sociétés allemandes* avec 250000. Des *Sociétés ouvrières* existent aussi fortes de 150000 hommes, mais celles-là sont absolument rebelles à toute préparation militaire.

Tous ces groupements, en dépit du nombre impressionnant de leurs adhérents, ne donnent à l'armée tchécoslovaque qu'environ 35000 conscrits plus ou moins dégrossis sur des classes de 70000 à 75000 hommes, et c'est sans doute pourquoi le gouvernement de Prague a jugé nécessaire d'adopter en définitive le service de deux ans.

En Yougoslavie, l'état de la préparation prémilitaire est

sensiblement la même qu'en Tchécoslovaquie, le caractère rural de l'immense majorité de la population rendant fort difficile l'organisation pratique d'une préparation efficace.

Ici encore, le patriotisme et l'initiative privées ont réagi de leur mieux. Une société de *Sokols* groupe plus de 200 000 adhérents, qui s'occupe activement de l'éducation physique et patriotique de la jeunesse, fait exécuter aux jeunes gens des marches et des tirs et les habitue à manœuvrer au commandement militaire.

Le gouvernement ne peut donner que son appui moral à cette Société, qui vit des souscriptions de ses adhérents et de dons individuels. Les sociétaires ne jouissent même d'aucun avantage lors de leur incorporation. On ne saurait trop admirer le magnifique esprit des Sokols. Si l'instruction prémilitaire qu'ils donnent est rudimentaire, du moins rendent-ils un service éclatant à la cause de l'unité nationale yougoslave.

CHEZ LES ANCIENS ALLIÉS DE L'ALLEMAGNE

Ne quittons pas ces régions sans dire un mot des nations qui furent les alliées de l'Allemagne et qui ont été soumises par les traités, à peu près au même régime militaire qu'elle.

L'*Autriche* pratique le service actif de douze ans, dont six ans passés sous les drapeaux et six ans en disponibilité. En outre, depuis 1933, elle a été autorisée à créer un *corps d'assistance militaire* recruté par engagements de six mois.

L'Autriche dispose en ce moment d'environ 50 000 hommes, y compris les hommes disponibles après leur sixième année de service, la gendarmerie et le « corps d'assistance ». L'instruction sportive et prémilitaire de la jeunesse est en voie d'organisation, suivant le système italien.

La préparation militaire supérieure, destinée à recruter des officiers de réserve, est obligatoire pour certains groupements d'étudiants.

En somme, l'Autriche ne semble animée d'aucune arrière-pensée belliqueuse et elle exécute loyalement les clauses militaires du traité de paix.

Il n'en va pas de même en *Hongrie*. Cette nation devrait avoir, comme l'Allemagne et l'Autriche, le service actif de

douze ans, sans réserves instruites. En réalité, elle pratique le service militaire obligatoire de dix-huit mois ou d'un an, suivant les ressources budgétaires et les possibilités de camouflage.

Elle dispose ainsi d'une excellente armée de 70 000 hommes, dont 20 000 sont de vieux soldats ou des militaires de carrière et 50 000, des jeunes soldats du contingent. Or, aux termes du traité de paix, cette armée, — composée exclusivement de soldats servant douze ans, — ne devrait pas dépasser l'effectif de 35 000 hommes.

L'éducation physique est obligatoire en Hongrie pour les jeunes gens de douze à vingt et un ans. Elle est donnée d'une manière intensive dans les écoles et dans les collèges et aussi hors de ces établissements par les soins de l'Association sportive, la *Levente*, qui dépend du ministère de l'Instruction publique et compte plus de 600 000 adhérents.

L'enseignement, donné par des instituteurs primaires, comporte l'éducation patriotique de la jeunesse, dans un sens nationaliste et religieux que résume la devise de l'Association : *Avec Dieu pour la Patrie et pour le Roi*, devise assez étrange pour un organisme officiel au service d'une République...

Cet enseignement comporte aussi l'éducation sportive et certains exercices militaires : marches, manœuvres et tirs, qu'inspectent des officiers « retraités », et sur lesquels plane un certain mystère.

L'instruction des réservistes est poursuivie par la Société la *Move*, qui est organisée en sept districts territoriaux correspondant à des brigades mixtes.

En somme, l'armée hongroise, solidement organisée et instruite, sous le prétexte évident de certaines nécessités d'ordre intérieur, dont l'expérience de Bela Kuhn a donné la mesure, n'en serait pas moins un instrument de guerre redoutable, s'il était dirigé contre la Tchécoslovaquie ou la Yougoslavie.

La *Bulgarie* aussi, qui devait avoir une armée de soldats servant douze ans, a discrètement éludé les obligations militaires du traité de paix.

En fait, cette armée est alimentée par un service militaire obligatoire, dont la durée varie de deux ans à un an, ce qui

donne à l'armée bulgare un effectif d'environ 60 000 hommes, y compris les gendarmes et les gardes frontières.

Il y a aussi en Bulgarie, comme en Allemagne, un service du travail obligatoire qui incorpore pour huit mois les hommes non versés dans l'armée et aussi les femmes, pour quatre mois.

L'instruction physique, patriotique et prémilitaire de la jeunesse, interdite par le traité de Neuilly, est donnée *obligatoirement* par de nombreuses associations, parfaitement organisées et qui, tout en n'ayant aucun lien officiel avec l'armée, utilisent tout de même librement les terrains d'instruction et les champs de tir de cette dernière.

LE RECRUTEMENT EN GRANDE-BRETAGNE, BELGIQUE ET SUISSE

Ne faisons que mentionner la Grande-Bretagne qui, à l'abri dans ses îles protégées par la plus formidable flotte de guerre qui soit, a pensé pouvoir encore s'isoler de l'Europe continentale et de ses dangers et reprendre son organisation militaire moyenâgeuse d'avant 1914.

Là, aucune obligation militaire et une seule source de recrutement : l'engagement volontaire, à l'aide duquel sont constituées :

1° Une *armée régulière* de 200 000 hommes, engagés volontaires pour douze ans et maintenus sous les drapeaux pendant une moyenne de sept ans, puis placés dans la disponibilité;

2° Une *armée territoriale* de 125 000 engagés volontaires de quatre ans renouvelables, qui ont l'obligation annuelle d'assister à un certain nombre d'exercices et de séjourner pendant quinze jours dans un camp.

Instruction prémilitaire facultative; instruction postmilitaire entièrement nulle.

Heureuse Angleterre, reine par la volonté de Neptune!... Les quatre années de 1914 à 1918 avaient, pourtant, été des années d'angoisse, pour elle!... mais n'épiloguons pas et ne cherchons pas à prophétiser!...

La Belgique, seule en Europe, avec la France, ne demande

à ses recrues qu'un an de service en moyenne et n'incorpore même pas tout son contingent.

Elle a ainsi une armée de 65000 hommes, qui comprend 23000 engagés volontaires et rengagés. Aucune instruction prémilitaire. Pour les réservistes, une période de six semaines au cours des dix premières années suivant leur libération du service, et après cela, encore deux périodes de huit jours, pour la plupart d'entre eux.

Cet effort est-il suffisant? L'avenir le dira. La Belgique sait pouvoir compter, en cas d'attaque, sur le secours de ses voisins, mais en 1914 aussi, elle pouvait compter sur ce secours qui, effectivement, ne lui a pas fait défaut. Pourtant, elle a dû subir quatre effroyables années d'occupation étrangère!

La Suisse est dans une situation tout à fait spéciale avec ses milices. Dans cet admirable petit pays, tout le monde est soldat pendant trente ans... mais bien réellement soldat. Le séjour des recrues dans les casernes n'est pas de longue durée : deux ou trois mois suivant les armes. Les périodes d'instruction, après ce premier service actif, ne sont pas longues non plus : au total deux ou trois mois, jusqu'à l'âge de trente-deux ans, mais c'est tous les jours que le Suisse pense à son métier de soldat. Constamment, pour les hommes de troupe, qui ont chez eux leur uniforme, leurs armes, leur équipement ou leur cheval, ce sont des appels et des tirs... Pour les officiers, des cours, des conférences ou des exercices pratiques...

Pour les enfants, gymnastique obligatoire dans les écoles; pour les jeunes gens, avant l'incorporation, cours de gymnastique, de tir, instruction préparatoire avec armes... cours facultatifs, mais que tout le monde suit avidement... De sorte que toute la population helvétique, ardemment patriote, s'identifie réellement à son armée et que tout ce qui est apte à porter les armes, soit 350000 hommes environ, accourrait immédiatement sous les drapeaux, si le territoire national était menacé.

La Suisse compte moins de trois millions d'habitants. Une grande nation réaliserait difficilement un pareil système de défense nationale.

LA RESPONSABILITÉ DES POUVOIRS PUBLICS

Le fait brutal qui ressort de ces pages où nous avons pris soin de ne donner que des faits dans leur précision et des chiffres dans leur éloquence, c'est que :

Quatre pays d'Europe ont un système militaire mixte, comprenant de vieux soldats ayant de six à douze ans de service et des conscrits incorporés annuellement pour dix-huit mois ou pour deux ans. Ce sont l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie.

Un pays a le service militaire obligatoire de deux à quatre ans : la Russie soviétique.

Un pays a le service de deux à trois ans : la Roumanie.

Deux pays, le service de deux ans : la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Deux pays, le service de 18 mois : l'Italie et la Yougoslavie.

Si nous ajoutons que la Turquie a le service de dix-huit mois à trois ans et l'Espagne, le service de deux ans, nous voyons qu'à l'exception de la Grande-Bretagne et de la Suisse, dont les systèmes militaires sont particuliers, la France et la Belgique sont les seules nations européennes qui aient osé se contenter du service militaire d'un an.

Or, si la Belgique sait pouvoir compter sur l'appui de la France et de la Grande-Bretagne, en cas de catastrophe, la France, elle, sur qui croit-elle pouvoir compter?

Autre circonstance singulièrement aggravante : alors que partout en Europe, l'éducation patriotique, physique et prémilitaire des enfants et des jeunes gens fait l'objet des soins les plus attentifs, en France l'éducation patriotique des enfants est laissée à l'initiative d'instituteurs ou de professeurs qui n'ont aucun mandat ni aucune directive pour l'assurer. L'éducation physique est considérée comme accessoire et demeure l'apanage de quelques fanatiques des sports. L'éducation prémilitaire n'existe pas!

Tout cela est fort dangereux et appelle impérieusement l'attention des pouvoirs publics.

Ce n'est pas faire preuve d'arrière-pensées belliqueuses que d'apprendre à la jeunesse à aimer la patrie et à lui tout sacrifier; non plus que de vouloir être fort et avoir une

armée apte à tous les devoirs qui pourront lui incomber.

Voyez la Suisse. Est-il une nation à la fois plus pacifique, plus ardemment patriote et plus militaire ?

Qu'on ne dise pas surtout que les récents accords franco-italiens et franco-britanniques, d'une si haute portée ; que même les accords franco-allemands qui pourraient être signés demain, ou des décisions définitives qui pourront être prises à Genève, auront rendu toute guerre tellement impossible, que nous pouvons nous contenter de la situation militaire inférieure où nous nous trouvons. Ce serait là, tout uniment, signer notre déchéance nationale.

Une nation décidée à tenir sa place dans le monde doit tout d'abord développer avec soin le sens national chez les jeunes gens, et s'occuper sérieusement de leur éducation physique.

Elle doit, en outre, avoir l'armée de sa politique. A une grande nation que sa mission civilisatrice millénaire peut appeler à protéger les faibles, il faut une armée forte. Sans quoi son action extérieure ne sera plus d'aucun poids et elle sera condamnée, tôt ou tard, à une politique de compromissions et d'abdications. Or, il ne serait pas bon pour la civilisation, et non plus pour la paix du monde, que la France glissât sur une pareille pente !...

Voyez l'Italie. Les accords de Rome l'ont-il incitée à négliger l'éducation patriotique et militaire des enfants et des jeunes gens ?... Au contraire, elle les perfectionne, et avec grande raison. Elle sait bien que c'est ainsi que s'établissent les fondements solides d'une nation.

L'ont-ils incitée même à arrêter les formidables armements navals auxquels elle consacre d'énormes crédits, dont elle aurait besoin ailleurs ? Même pas. Elle veut être forte, voilà tout.

Voyez la Grande-Bretagne. Ses appels en faveur du désarmement l'incitent-ils à abandonner le plan de renforcement de son aviation militaire ? Ou à renoncer en quelque manière à cette suprématie navale qui a fait sa grandeur au cours des siècles ? Il n'y paraît pas et elle semble au contraire bien décidée à rester la maîtresse incontestée des mers européennes.

Or, pour la France, à cette heure, ce n'est pas seulement son prestige de grande nation qui est en jeu, c'est la sécurité de ses frontières !

Tout en demandant l'égalité des armements avec elle, l'Allemagne a réalisé une puissance militaire formidable qui donne à son armée, dès le temps de paix, une supériorité indiscutable sur l'armée française : supériorité d'instruction, grâce à une préparation prémilitaire intensive et à la conservation d'un important noyau de vieux soldats; supériorité numérique écrasante, que ces chiffres traduisent : 600 000 soldats allemands devant 255 000 soldats français.

Une pareille supériorité des forces allemandes ne répond à aucune nécessité et constitue pour la France un danger mortel dont nous ne pouvons pas accepter la menace.

Si donc les anciens alliés sont résolus à reconnaître le fait acquis et à légaliser les armements accumulés par l'Allemagne, au mépris du traité de Versailles, c'est la France qui, à son tour, doit réclamer l'égalité avec l'Allemagne.

Pour réaliser cette égalité, elle devra :

1° Établir le service militaire de deux ans, au moins pendant les années « creuses » de 1935 à 1939;

2° Abaisser l'âge de l'incorporation, dans la mesure indispensable ;

3° Intensifier les engagements volontaires et les rengagements ;

4° Rendre obligatoire l'éducation patriotique et physique, dans les écoles primaires comme dans les établissements secondaires, et organiser soigneusement l'instruction prémilitaire.

Toutes ces mesures sont absolument nécessaires pour que nous ayons dans une nation saine une armée instruite, à peu près égale en effectifs à celle dont l'Allemagne dispose en ce moment, et qui réponde à nos besoins.

L'effort qu'une pareille réalisation exige, toutes les grandes nations européennes l'ont déjà consenti, et au delà. Que le gouvernement le demande à la nation et on verra bien qu'il n'excède pas les possibilités du patriotisme français.

COLONEL A. GRASSET.

TRENTE ANS DE VERSAILLES

I

L'ACCUEIL DE VERSAILLES

Un jeune voyageur vient voir Paris en 1878. C'est l'année où les provinces lointaines envoient à l'Exposition universelle des millions de visiteurs. Celui-ci n'a que dix jours pour dévorer Paris, ses monuments, ses musées, ses théâtres, sans parler des merveilles assemblées au Champ de Mars et au Trocadéro. L'avidité de ses dix-huit ans n'est pas épuisée quand il réserve à Versailles son dernier après-midi.

Est-il attiré par ce grand nom ? Sans nul doute ; mais il tient aussi à y rencontrer un poète qu'il admire entre tous et près de qui doit l'introduire une lettre d'ami. Les deux Chambres siègent encore au Château, et Leconte de Lisle est bibliothécaire au Sénat. Le jeune homme, tout à son désir littéraire, franchit la grille royale, la grande cour que dominent les statues colossales placées par Louis-Philippe, et se dirige vers l'aile de la chapelle. Des galeries encombrées de moulages de tombeaux historiques, partout des inscriptions destinées à MM. les sénateurs et à leurs commissions, des portes capitonnées que gardent des huissiers à gilet rouge et, en haut d'un escalier, en lettres énormes, le mot : Bibliothèque. Peut-on se douter que, derrière les rayons de la vaste salle, se cachent les toiles d'Horace Vernet sur les campagnes d'Algérie, le siège de Constantine ? Et le jeune visiteur pourrait-il prévoir qu'il aura à effacer un jour sur ces murs toutes ces inscriptions parlementaires?

Ce jour-là sa déception est vive : le Sénat ne tient pas séance et M. Leconte de Lisle n'est pas venu de Paris. Il faut

se contenter de Louis XIV. On ne voit dans les intérieurs que la Galerie des Glaces et les salons voisins, mais les jardins sont publics et c'est un enchantement. Ces façades majestueuses, ces perspectives, cette promenade sur la terrasse à la recherche des marches de marbre rose : voilà de quoi faire de belles heures. Plus loin, devant le hameau de Trianon, où le souvenir de Marie-Antoinette le rappellera si souvent, voici que, pour l'écolier d'hier, une ligne de ses manuels d'histoire devient vivante. Que d'horizons de l'esprit se sont ouverts à lui en cette journée! Il part, bien décidé à revenir, ayant savouré dans la solitude un des grands moments de sa vie ; et, le soir, sur son carnet de voyage, il écrira, l'imagination pleine de ces images : « Ce qu'il y a de plus beau à Paris, c'est Versailles. »

Versailles d'autrefois

Si j'écrivais les mémoires de ma vie littéraire, j'amuserais assurément mes vieux jours, mais je ne rendrais service à personne. Il se trouve au contraire qu'un long labeur parallèle m'a fait participer à la rénovation de Versailles et à ce mouvement d'esprit qui a réintégré son art et ses souvenirs dans l'âme nationale. Voici sur cette grande œuvre le témoignage de celui qui a pu en apparaître alors comme le principal ouvrier. De ce rôle dont ma jeunesse eut l'honneur immérité, je dirai les origines, les responsabilités et les combats; j'évoquerai surtout des temps, des hommes et des circonstances qu'il convient de sauver de l'oubli, et c'est par des anecdotes et des récits que je ferai mieux sentir sans doute l'évolution spirituelle qui nous a restitué Versailles.

Au moment de les livrer au public, ils m'apportent pourtant un scrupule : un historien de métier a trop pratiqué la littérature des souvenirs pour ignorer quelle part d'erreurs ajoute le travail inconscient de l'imagination aux incertitudes de la mémoire. Je n'échapperai pas au sort commun ; d'autres assureront le lecteur de leur exactitude, je ne lui promets que la sincérité.

Le Versailles que j'ai connu, — avant l'époque d'action que mes amis m'invitent à raconter, — était une ville infiniment

noble, majestueuse et triste. Son château, où les foules ne venaient plus que pour le jeu des eaux, gardait dans le silence le reliquaire de ses souvenirs. Ses avenues conçues pour des temps de gloire voyaient pousser l'herbe le long des chaussées trop larges, et ce vaste désert de la Place d'armes semblait séparer deux villes distinctes, tant il était long à franchir. Les rues régulièrement dessinées n'offraient nulle part cet enchevêtrement des vieux quartiers des villes de France, mais la paix qui y régnait donnait à leur dignité quelque chose de morne, dont l'amour-propre des habitants ne voulait pas convenir et dont les étrangers de passage ne sentaient pas la douceur.

Il était plus facile qu'aujourd'hui de retrouver les lignes de l'ancienne ville de cour. On voyait mieux les nobles hôtels du XVIIe et du XVIIIe siècle, çà et là défigurés par une bourgeoisie confortable qui les occupait depuis la Révolution, mais indemnes de l'outrage des immeubles modernes qui les supplantent ou les écrasent. Versailles avait par exemple pour hôtel de ville ce charmant hôtel de Conti, aux salons intacts, qu'a remplacé si pompeusement une bâtisse sans style. C'était un édifice municipal digne de son histoire. Partout régnait encore la consigne du grand Roi, qui avait voulu que toutes les perspectives de son palais s'achevassent sans rupture sur l'horizon des bois et des collines. Celle du canal, qui mène le regard jusqu'à l'infini de la plaine, est la seule qui demeure à peu près sans altération et garde l'harmonie que le siècle créateur a conçue.

Cette cité du passé retombait dans le silence, après avoir vu la guerre, la Commune et le séjour des Assemblées lui ramener pendant plusieurs années les bruits de l'histoire. Quelques érudits, quelques cœurs fidèles en cultivaient les souvenirs, attiraient les gens paisibles, les officiers à la retraite, les fonctionnaires déchargés de leur fardeau, et il existait autour de l'église Saint-Louis, bâtie sous Louis XV, toute une société de familles anciennes qui cultivaient à l'écart de l'autre ville, dans une réserve un peu hautaine, ses préjugés et ses espérances. C'était auprès d'elle que le comte de Chambord avait fait ce séjour secret et inutile, dernière tentative pour rendre à la France la dynastie royale, à laquelle s'unit indissolublement le nom de Versailles.

Ces souvenirs, ceux de l'Assemblée nationale et de la

répression de la Commune, étaient évoqués sans cesse ainsi que l'occupation allemande. On se rappelait que la Préfecture était la résidence du roi de Prusse; l'hôtel du Gouvernement, le quartier général du prince Frédéric-Charles. On montrait la maison où Bismarck avait imposé à Jules Favre les dures conditions de l'armistice. Au Château, personne n'oubliait que la Grande Galerie, toute parée des victoires de Louis XIV, avait vu sanctionner notre défaite dans une cérémonie solennelle et voulue, la proclamation de l'Empire par les États confédérés de l'Allemagne. L'Orangerie rappelait aux Versaillais l'emprisonnement de ces communards ramenés sous les huées après la prise de Paris, et bien des gens se souvenaient d'avoir entendu les fusillades justicières sur le coteau de Satory.

L'histoire avait vraiment beaucoup visité Versailles. Un gouvernement en fuite, puis la grande assemblée réparatrice de 1871 y avaient siégé. Enfin les deux Chambres établies par la Constitution de 1875 avaient légiféré côte à côte, trois ans à peine, le Sénat dans l'ancien Opéra de la Cour, la Chambre dans une salle neuve construite pour elle et qui ne sert plus que pour élire le Président de la République. On était sous le règne du premier élu, M. Grévy, et déjà le retour définitif du Parlement à Paris ne laissait plus dans le Château que les abus d'une occupation tenace et le désordre imposé pour longtemps aux collections du musée de Louis-Philippe.

Ce musée, logé tant bien que mal dans un palais d'habitation, se trouvait plein de richesses insoupçonnées; mais le public en avait perdu le goût, du moins celui que n'attirait plus la peinture militaire qui paraissait le remplir tout entier. On n'y voyait que les zouaves d'Horace Vernet et les Napoléon de la galerie des Batailles. Les grandes toiles par lesquelles le Second Empire venait de continuer une tradition picturale remontant à Louis XIV, ne parlaient plus aux cœurs français accablés par le désastre de Sedan ; et Versailles pâtissait d'un dédain explicable, sinon justifié par les circonstances du temps.

L'indifférence de l'État pour Versailles se marquait encore au délabrement où on laissait les bosquets. Les bassins continuaient à se disjoindre et les jeux d'eaux se ruinaient peu à peu. Un seul chantier restait ouvert, considérable, il est

vrai, celui de Neptune. Peu visité des étrangers, le parc ou plutôt le jardin, selon le terme ancien, appartenait uniquement aux habitants de la ville. Les retraités et les enfants avaient pour lieu de rendez-vous l'allée très abritée qu'on appelait la « Petite Provence ». La jeunesse jouait au pied de l'*Hiver* de Girardon, tout près des charmants bronzes des Marmousets. Aux beaux soirs de l'été des familles se retrouvaient à la « plage », c'est-à-dire au perron qui domine Latone et qui, après le coucher du soleil, recevait de tous côtés la fraicheur des bois.

Un attaché de musée au temps de Grévy

Ce n'était point un poste bien enviable que confiait un ministre au jeune savant désireux de s'attacher à l'administration des Beaux-Arts. L'arrêté que signait une main indifférente ne conférait que peu de prestige et peu de droits. Mais ce papier, daté d'octobre 1887, qui ouvrait une carrière, était la consolation d'un échec. Stagiaire à la Bibliothèque nationale depuis mon retour de Rome, j'avais pris part au concours institué pour une place d'attaché au Cabinet des Estampes. Mais, rompu au commerce des manuscrits grecs et latins, j'étais mal préparé à répondre sur Rembrandt ou sur les procédés de la gravure au burin. Sur trois concurrents, on me classa troisième ; mes vainqueurs étaient : Courboin, qui méditait de devenir, comme il le fut en effet, conservateur en chef du département; l'autre, Paul Leprieur, qui devait finir conservateur des peintures au Louvre. Leur avenir pouvait être le mien. La chance m'envoya au poste le moins recherché : celui d'attaché à Versailles.

Veut-on savoir comment on pénétrait alors dans ce service des Musées nationaux qui est aujourd'hui devenu si important? Le hasard d'une conversation, l'appui d'une amitié y pouvaient suffire. Gabriel Monod, un de nos respectés anciens de l'École des Hautes-Études, me dit un jour :

— La situation qu'on vous fait à l'École est insuffisante. En voici une qui va être vacante; Léonce Bénédite quitte le Musée de Versailles pour celui du Luxembourg; vos titres d'ancien Romain l'emporteront; c'est fort peu payé, mais on est logé, et l'air de Versailles sera bon pour vos jeunes enfants.

Le conseil était à suivre; il fallait seulement l'agrément du directeur des Musées qui pesait les titres : Louis de Ronchaud, un lettré d'autrefois, d'un caractère amène et ferme, qui avait souffert pour la cause libérale et orné son existence par le culte de Lamartine et celui de Mme d'Agoult. Mes références de paléographe l'eussent laissé froid, mais il apprit que je faisais aussi des vers, ce qui le décida en ma faveur. Qu'on ne dise pas que la poésie ne sert à rien : ma vieillesse lui doit la joie d'une amitié innombrable, et, sur le seuil de l'avenir, elle m'accueillait en la personne de ce lamartinien fervent, qui souhaitait de voir naître des sonnets parnassiens dans les bosquets de Le Nôtre.

La fonction ne s'annonçait point accablante. Tandis qu'on préparait au nouvel attaché un appartement assez somptueux dans une des ailes des ministres, faite sous Louis XIV pour l'habitation des secrétaires d'État, je venais de Paris trois fois par semaine et, après une courte promenade, écoutais docilement les instructions du conservateur, le peintre Charles Gosselin. Ce Parisien cultivé, homme d'esprit, se jugeait en exil à Versailles. Fils de l'éditeur des romantiques, la faveur de la famille Hugo et du ministre Lockroy lui avait valu une place occupée avant lui avec plus d'éclat par Eudore Soulié et le comte Clément de Ris. Ami de sa tranquillité, il peignait dans l'atelier des paysages qu'achetait l'État et se fût satisfait de cette sinécure s'il n'avait eu à soutenir une lutte quotidienne contre le service qui gouvernait alors le Château.

Nous faisions petite figure à côté de ce potentat qu'était le régisseur de Versailles. Il portait le nom de famille de Mme de Pompadour et l'on se demandait s'il ne devait point à la protection posthume de la favorite les fonctions qu'il grossissait de son importance. Conservateur du palais et des jardins, chef du personnel tout entier, M. Poisson commandait à cent cinquante agents, surveillants militaires, gardiens et portiers. Il pouvait regarder de haut le collègue chargé de la conservation des tableaux et sculptures, qui disposait pour tout personnel d'un brigadier sans brigade, d'un « peintre de lettres » inoccupé et d'un garçon de bureau somnolent. C'était entre les deux services des contestations sans fin pour le déplacement d'une toile, l'ouverture d'une porte ou la réception d'un

visiteur. Les notes aigres-douces s'échangeaient d'un pavillon à l'autre ; les rapports irrités allaient solliciter l'arbitrage du ministère pour des niaiseries. Chargé de rédiger cette littérature, j'appris dès lors l'usage de ce style administratif qui insinue le grief avec courtoisie, dénonce les « empiètements regrettables » qui compromettent « la bonne marche des services » et sollicite sans illusion « la fin d'un état de choses qui ne peut durer ».

Je faisais cet apprentissage dans un entresol de la conservation éclairé de bas en haut par un imposte de la cour royale et situé au-dessus d'un atelier à demi historique. C'était celui où le peintre de Guillaume Ier, Anton von Werner, avait fait son tableau de la proclamation de l'Empire allemand, dont un agrandissement orne les murs de l'Arsenal de Berlin. La toile, placée au Palais Royal dans la galerie qui conduit à la salle Blanche, fournit une illustration exacte et, pour nous, émouvante à l'histoire de notre Versailles.

Ce local était meublé d'une collection reliée de la *Revue des Deux Mondes*. J'avais tout loisir de feuilleter les livraisons buloziennes de l'âge romantique, de goûter les récits des *Temps mérovingiens* et les *Lettres d'un voyageur*. Au mur, quelques portraits anonymes posaient devant mon esprit les premiers problèmes d'iconographie que je devais par la suite rencontrer et résoudre en si grand nombre.

Les magasins du musée étaient pleins de ces incertitudes. Le résidu des collections non utilisées par Louis-Philippe s'y mêlait aux séries déménagées pour l'installation des Chambres ; des sculptures de toute sorte s'entassaient ailleurs, et l'on sentait aisément que des trouvailles intéressantes devaient, là aussi, se faire un jour.

Mes grandes surprises étaient de découvrir tant de morceaux précieux inscrits au catalogue, mais soustraits depuis bien des années au public qui ne les réclamait pas. Ces « Attiques » du nord et du midi, où les attributions fausses frappaient même des yeux ignorants, laissaient deviner bien des chefs-d'œuvre sur les murs, dans un affreux entassement que présentait jadis à Florence l'assemblage hétéroclite des portraits historiques, dans le passage qui va du Palais Pitti aux Offices, par-dessus le Pont-Vieux. C'était pour ma naïveté de débutant un objet de scandale dont je faisais part à mon conservateur :

— N'y avait-il pas quelque triage à faire? Ne devrions-nous pas présenter, sauver peut-être, quelques morceaux de prix dans ces galeries que l'état des services ne permettait pas de rouvrir?

— Jeune homme, disait mon chef, ne vous emballez pas. Sachez bien que je n'ignore pas les richesses que nous avons là-haut; mais il n'est aucun moyen de les mettre en valeur; croyez-moi, n'en ébruitons pas l'existence, notre fonction est de les conserver, ce qui est d'autant plus facile qu'elles se conservent toutes seules.

— Mais, dis-je, elles se conservent fort mal; nos attiques, peu chauffés l'hiver, ont trop de chaleur en été...

— C'est la faute de Louis-Philippe, et non la nôtre; il n'y a point de péril urgent et, si je soulevais une question aussi grave, l'administration ne m'en saurait aucun gré. Pas de zèle, jeune homme; écrivez des livres sur Versailles, si cela vous amuse, mais laissez en paix ce musée qui n'intéresse plus personne.

Réduit à m'occuper d'histoire, j'abandonnai toute velléité de labeur professionnel. A peine installé dans mon aile, je cherchais à savoir qui avait habité aux mêmes lieux et dépouillais d'anciens états de logements sous Louis XVI, que le hasard avait laissés dans nos archives. Je les imprimais même sans retard dans les mémoires de la Société des Sciences morales de Seine-et-Oise, avec une série d'études sur l'ancienne topographie du Château où se rectifiaient maintes légendes introduites par l'ouvrage de M. Dussieux. Professeur de géographie à Saint-Cyr, auteur d'un atlas estimé et de compilations utiles, ce brave homme avait cru aisé d'improviser en un an ou deux un gros travail sur le Château. Un éditeur dévoué à la ville en avait fait deux volumes ornés de gravures et de plans où rien ne manquait, sauf la méthode et l'exactitude.

Quand parut pour cinquante personnes l'opuscule sur *Versailles au temps de Marie-Antoinette*, je soulevai l'indignation dans la cité. Habitué aux comptes rendus sévères de la *Revue critique* et aux polémiques sans aménité de la philologie allemande (*stultissime dixit Mommsen*), j'avais cru user des plus grands ménagements en signalant en quelques chapitres de Dussieux la légèreté du travail et l'insuffisance de l'information. En cette province ouatée qu'était Versailles,

cette franchise parut déplacée; et j'ai gardé l'article virulent par lequel un ami anonyme de l'écrivain réfuté exprimait son indignation et remettait à sa place ce nouveau venu, jaloux des gloires locales les plus assurées.

On devait en voir bien d'autres, car, étudiant dans la suite le Château sous Louis XV, puis sous Louis XIV, je dus m'apercevoir que les erreurs foisonnaient de plus en plus, et qu'il devenait impossible de comprendre les anecdotes royales et la vie même de la cour dans cette confusion de désignations et cette chronologie de fantaisie. J'en ai voulu longtemps au « bon père Dussieux » pour avoir usurpé ma confiance et jeté mon travail sur tant de fausses pistes. Il est mort à temps pour ne pas souffrir de voir démasquer sur tous les points son érudition trop facile.

Premier hommage à la Reine

Une aventure plus littéraire tentait ma plume. La somptueuse revue, *les Lettres et les Arts*, qui avait pour directeur Frédéric Masson, m'avait demandé deux articles sur les Trianons. Ils parurent, brillamment illustrés, dans ces livraisons coûteuses dont les bibliophiles ont gardé mémoire. C'était la première fois que j'écrivais pour un autre public que celui des érudits et je ne me doutais pas de l'engrenage où cette coupable faiblesse allait m'entraîner. Masson satisfait persuada à Manzi, qui dirigeait alors avec Joyant les éditions de la maison Goupil, de publier un volume sur Marie-Antoinette, qu'illustreraient les procédés de la maison. L'auteur était tout trouvé, mais il se montra d'abord récalcitrant : écrire pour le grand public, quelle déchéance pour un philologue!

— Comment voulez-vous, disais-je à Masson, que j'abandonne mes études sur Pétrarque pour faire votre livre d'étrennes; elles sont infiniment plus belles, et je n'ai pas de temps à perdre pour des lecteurs qui ne m'intéressent pas.

— Voyons, insistait Masson, vous avez déjà un chapitre fait, il suffit d'en écrire trois autres; cela viendra plus facilement que vous ne croyez; Versailles où vous vivez, sa cour et ses fêtes, suffiront à vous inspirer. Et puis, ajoutait-il, vous en ferez ensuite une petite édition à 3 fr. 50; cela vous amusera d'être lu par d'autres que vos clercs de Sorbonne.

— Vous me tentez, dis-je en protestant, mais c'est un péché où je ne retomberai plus.

Le livre fut assez vite garni de nouveautés, grâce aux recherches locales qui l'avaient précédé, et la Reine me parut assez séduisante pour être évoquée avec exactitude dans les détails de sa vie. Le succès du volume exigea bientôt une édition anglaise avec les mêmes héliogravures, et Alphonse Lemerre mit le texte sous la jolie couverture jaune où « l'homme à la bêche » présentait alors les poètes que nous lisions. Ce petit livre, le moins bon des *Études sur la cour de France*, est naturellement celui qui a eu les faveurs du public. On l'a vu reparaître dans tous les formats et on le pille encore. J'aurais pu le refondre; j'ai préféré n'en retoucher que les détails, afin de lui laisser, à défaut d'autres mérites, le charme d'une œuvre de jeunesse écrite avec enthousiasme et lucidité, et qui m'a fait, à travers le monde, bien des amis.

Tout mince qu'il soit, il a marqué un progrès dans les études sur Marie-Antoinette. Alors que la critique mondaine classait commodément l'auteur parmi les « amoureux de la Reine », des esprits mieux avertis savaient voir dans le résumé d'un règne et la définition d'un caractère des sévérités à peine dissimulées. Le livre réagissait évidemment contre cette apothéose sentimentale qu'avaient écrite les Goncourt, pour complaire, assurait-on, à l'impératrice Eugénie.

Dirai-je que je contristai à cette occasion un ménage qui m'était bienveillant et dont l'amitié m'a été toujours chère. Mme Alphonse Daudet, puis le bon maître lui-même, me transmirent, non sans gêne, une commission inattendue :

— On dit que vous écrivez sur Marie-Antoinette; ce projet contrarie beaucoup M. de Goncourt; vous savez combien nous l'aimons; ne pourriez-vous choisir un autre sujet?

Je respectais les Goncourt, en qui nous admirions une sensibilité d'artiste sans égale chez les écrivains et dont l'étrange légèreté en histoire ne m'était pas encore apparue; mais cette prétention de confisquer un sujet me parut intolérable : un bon esprit d'érudit qui aperçoit des erreurs à rectifier ne pouvait la concevoir. Nos études sont de celles qu'on revise sous cape et chacun a le droit de les reprendre, pourvu qu'il y apporte des documents ou un esprit nouveaux. J'essayai de faire comprendre ce point de vue à mes grands

amis qui eurent la bonne grâce de ne pas insister. Mais l'auteur de *Chérie* me battit froid pendant longtemps, et, quand Alphonse Daudet eut la gentillesse de m'amener un jour au « grenier d'Auteuil », je ne sentis pas le désir d'y retourner.

Beaucoup plus tard, Edmond de Goncourt fit une visite au Château, qu'il paraissait ne point connaître. Je le guidai avec déférence, un peu étonné de ses étonnements; mais j'ignore dans quelle partie inédite du célèbre journal se cachent les impressions de cette journée.

Je ne quitterai pas le souvenir d'Alphonse Daudet sans le remercier de m'avoir accordé une faveur bien rare et qui coûtait un pénible effort à l'héroïque malade si indulgent pour les débutants, si tendre conseiller de leur jeunesse. Mme Alphonse Daudet nous l'amena à déjeuner avec ses enfants. Il ne put nous suivre dans la visite habituelle, mais il eut pour compagnon dans le petit salon blanc de la Loggia un autre de nos amis. René Bazin m'avait demandé de le présenter à celui de nos maîtres qu'il admirait le plus. Dans l'heure qu'ils passèrent en tête-à-tête, Bazin goûta pleinement l'enchantement qu'il attendait et qu'il m'a rappelé plus d'une fois.

Visites littéraires

Parmi mes premières visites, il en est une qu'a rappelée en 1926 le maréchal Lyautey au dîner de la *Revue*. Après une réunion chez les Baignères, la compagnie se dirigea vers le Château. Je vois dans le groupe Albert Vandal, Étienne Lamy, déjà retiré de la vie parlementaire, Ferdinand Brunetière, qui venait de m'accueillir, — il y a de cela quarante-quatre ans, — dans la *Revue*, et un jeune capitaine de chasseurs à cheval, venu à franc étrier de sa garnison de Saint-Germain qui prenait aisément et avec activité le dé de la conversation. Lyautey a raconté avec malice cette rencontre, qui fut la première, avec le directeur de la *Revue*. Dans l'intimité, son souvenir avait un accent plus vif encore :

— Vous rappelez-vous, me disait-il, combien Brunetière me regardait de travers pendant la promenade que vous conduisiez après le déjeuner. Il me coupait sans cesse la parole; il n'admettait pas, évidemment, qu'un militaire eût

des idées sur l'art et sur l'histoire. C'était pour lui un privilège de professeur.

Cette petite rancune, chuchotée à voix haute à l'Académie pendant une séance du Dictionnaire, témoignait combien le maréchal gardait vivants en son esprit les moindres détails de sa jeunesse.

Anatole France a inséré dans *la Vie littéraire* une de ses plus jolies chroniques du temps sous le titre : *Une journée à Versailles*. Elle date de cette année 1890 et atteste la chaude amitié d'esprit qui nous unissait alors. De tous les poèmes du Parnasse, *les Noces corinthiennes* était celui que j'aimais le plus et maintes fois mes camarades romains les avaient entendu réciter dans mon logis de la place Navone ou sous les pins de la villa Pamphili. A Paris, nos ménages s'étaient liés, malgré la différence de l'âge et s'y adjoignaient ceux de mes amis Frédéric Plessis et Jean Psichari. C'est un déjeuner de ce petit groupe et la promenade qui suivit à Trianon que raconte France en ce délicieux morceau que je ne puis relire sans être ému. Toute une heure de notre jeunesse y revit. Un article de France marquait alors pour les débutants le seuil de la gloire. De quelle gentille admiration n'entourions-nous pas un maître fraternel! Dans les pantoufles pacifiques du bon Silvestre Bonnard ne pointait pas encore le pied fourchu de M. d'Astarac et nous savions que le modèle du vieux savant était, sans que celui-ci s'en doutât, le vénérable Henri Weil, l'éditeur d'Euripide et le bon chorège de notre hellénisme. Disciple préféré de Leconte de Lisle, rival de Heredia dont circulaient en manuscrits les impeccables sonnets, Anatole France n'appartenait point encore au monde qui nous l'a ravi; sa modestie avait un charme exquis et son scepticisme ne pontifiait pas; il restait avant tout un de ces humanistes qu'il définissait si bien dans la causerie de Versailles, en parlant de ceux de la Renaissance « qui aimèrent les lettres mortes d'un vivant amour et retrouvèrent, dans la poussière antique, l'étincelle de l'éternelle beauté ».

Ces humanistes qui ont fait séjour à Versailles, pendant tant d'années, occupaient à peu près seuls mon esprit. Les origines intellectuelles de la Renaissance faisaient le sujet de mes cours des Hautes-Études, où j'initiais de jeunes philologues à des recherches nouvelles en France, et que l'Allemagne

et l'Italie m'avaient ouvertes. Vers le grand précurseur, celui qui avait tracé toutes les voies du monde nouveau, vers le poète de Vaucluse, je guidais leur reconnaissance et leur critique, et je les faisais profiter des trouvailles qu'apportait la préparation d'une grosse thèse sur *Pétrarque et l'Humanisme*. Je les intéressais aux résultats de mes explorations renouvelées par des voyages en Italie et mettais sous leurs yeux les manuscrits possédés par le premier humaniste et annotés par lui, que renferme notre Bibliothèque nationale. J'obtenais aisément le prêt de ceux que je commençais à identifier, quand je travaillais à même sur les rayons, et qui n'étaient pas encore protégés contre toute sortie, par la révélation d'une écriture illustre. Ils ont surchargé longtemps ma table de Versailles, mêlés à ces premiers dossiers sur le XVIIIe siècle qui peu à peu s'y constituaient.

Initiation à l'art français

Mon ignorance de l'art français était extrême. Il n'y avait en ce temps-là aucun enseignement qui pût guider les étudiants, orienter leur esprit, mettre entre leurs mains les instruments de travail et leur ouvrir les sources de l'art national. Quand l'écolier de province rencontrait Le Brun, Mansart, Girardon dans une page de Voltaire, ces noms ne lui disaient rien, alors que toutes les figures du grand siècle étaient pour lui familières et respectées. On pouvait passer ses examens secondaires sans connaître le nom d'un artiste. L'archéologie médiévale était seule enseignée à l'École des Chartes, et ce fut un événement de voir la sculpture française mise à sa place et réhabilitée avec une chaleur rayonnante dans les premières leçons de Courajod ; encore cet apôtre s'arrêtait-il au seuil du siècle de Louis XIV qu'il avait en horreur et flétrissait du nom d'*académisme*. Nous revenions d'Italie, mes camarades et moi, suffisamment instruits sur l'art de ce pays, et nous distinguant seulement par une tendresse donnée aux maîtres de Sienne ou de Florence, ou encore aux chefs-d'œuvre de la Renaissance romaine, sans aller toutefois jusqu'aux Bolonais et au Bernin que l'esthétique à la mode nous interdisait. Comment eussions-nous osé franchir les barrières posées par Ruskin ! Notre formation était bien de

première main, mais tendait, par les joies mêmes que nous lui devions, à nous rendre dédaigneux de l'art national.

De fait, je m'intéressais peu aux sculpteurs de Versailles, qu'effaçaient pour moi par avance Michel-Ange et Donatello, et il me suffisait de savoir que les peintures de Le Brun étaient un modèle du style pompeux et conventionnel. Le mot qui me fit réfléchir vint de Puvis de Chavannes : un jour que l'honneur m'était fait de le rencontrer à la table du critique du *Figaro*, Philippe Gille, très dévoué aux choses de Versailles, le grand peintre daigna s'intéresser à mes premières impressions ; je lui avouai que je n'avais jamais levé les yeux vers le plafond de la Grande Galerie.

— C'est un bien grand tort, cher monsieur, dit-il, d'un ton sévère ; vous vivez parmi des chefs-d'œuvre de l'art français et vous refusez de les connaître. Regardez-les et tâchez de les comprendre.

Venant de l'artiste que notre génération vénérait le plus, la semonce ne pouvait être perdue. Je regardai le célèbre plafond, puis les autres, puis la décoration de grand style qui les entoure; je tâchai d'y démêler ce qu'ils gardaient de l'art italien et en quoi ils peuvent l'égaler. Je devais plus tard, en réunissant les esquisses de Le Brun qui sont au Louvre et en les faisant servir à mon enseignement de l'art français classique, rendre à la décoration de Versailles un hommage que personne ne lui conteste aujourd'hui.

Cette inquiétude jetée en ma conscience par Puvis de Chavannes s'étendit naturellement aux jardins ; Girardon, Coysevox, Tubi, Legros, Le Hongre me devinrent familiers et chers ; un peu de fierté française aidant, et aussi le besoin de défendre le prestige de Versailles contre les assauts vivaces de Courajod, j'en vins à vivifier ma science de fraîche date par l'amour, ce qui est, suivant le mot de Léonard, la vraie façon de connaître.

Il y a dans Versailles, comme dans la plupart de nos châteaux du XVIIIe siècle, tout un décor de finesse et de grâce où nos sculpteurs sur bois et nos doreurs ont répandu à profusion les trésors d'un goût raffiné qui n'appartient qu'à nous. On ne les apprécie pas du premier coup et sans les avoir comparés ; ce qu'on trouve dans ce genre à l'étranger peut donner le change sur l'originalité de notre merveille. Un œil exercé ne s'y

trompe pas, mais, là encore, il faut un peu d'expérience.

A force de traverser quotidiennement ces intérieurs royaux, où de tout temps les artistes ont prodigué le plus pur de leur talent, présenté leurs productions les plus nouvelles, j'acquérais cette instruction tout élémentaire, dont aucun jeune Français instruit n'est entièrement privé aujourd'hui. Je voyais nos trois grands styles partout se succéder sous les trois règnes et aboutir à ce cabinet de la garde-robe de Louis XVI, dernier travail, je l'ai appris depuis, exécuté chez le Roi avant la Révolution : cinq panneaux blancs où jouent en trophées dorés les instruments de l'agriculture et des sciences, des bronzes de Gouthière moins ciselés que cette sculpture, telle est la pièce de choix qui m'a servi souvent par la suite à éprouver le goût de mes visiteurs, y compris les rois.

Le centenaire des États généraux

L'année 1889 fut marquée à Versailles par plusieurs événements. La centennale de l'Art français, qui devait trouver place à l'Exposition universelle, avait fait découvrir notre musée à quelques commissaires qui y trouvaient sans peine des morceaux significatifs autant qu'ignorés. En tête de la liste fut le tableau du *Couronnement à Notre-Dame* commandé par Napoléon à David. Il était fort bien installé depuis Louis-Philippe dans l'ancienne salle des gardes, au milieu d'une décoration faite pour le mettre en valeur, ainsi que la *Distribution des aigles à l'armée* qui lui fait pendant. Des gens qui n'avaient jamais fait le voyage de Versailles, où l'immense tableau était en si belle lumière, y découvrirent pour la première fois à Paris le génie de David. Après l'avoir beaucoup célébré, sous le nom inexact du *Sacre*, la presse mit le Louvre en demeure de s'annexer ce chef-d'œuvre. Mon conservateur ne sut pas défendre les droits du peintre dont on disloquait le diptyque napoléonien et qui ne devait jamais retrouver l'éclat dont Versailles l'entourait. Aurais-je fait mieux à sa place ? Je me le suis souvent figuré en me désolant devant la peinture de Roll que l'État avait commandée pour remplacer le *Couronnement* et qui constitue encore dans ce lieu le plus fâcheux anachronisme.

L'excellent peintre officiel, tout fier qu'il fût d'occuper une

telle surface au Château, savait bien que son œuvre y serait jugée avec sévérité et que l'on rendrait peu de justice aux belles qualités d'une composition de plein air que personne peut-être n'exécuterait aujourd'hui avec tant d'habileté. C'est un épisode de la journée du 5 mai 1889, qui célébrait l'anniversaire de l'ouverture des États généraux. On fêtait en même temps l'achèvement de la restauration du bassin de Neptune en présence du président de la République Carnot, de plusieurs ministres et des représentants des grands corps de l'État. Les jets puissants s'élèvent sous les feuillages, dans la lumière printanière, tandis qu'une foule endimanchée, assez vulgaire, entraîne les uniformes et les toges des grandes magistratures dans une acclamation enthousiaste. La bousculade du premier plan, que cherche à réprimer un gardien affolé, détonne prodigieusement dans le milieu qui l'environne. On dira peut-être qu'un mouvement semblable entoure Napoléon sur l'estrade du Champ de Mars distribuant les « aigles » aux drapeaux de ses régiments; mais ces figurants sont les colonels de la grande armée dans leurs dorures prestigieuses; la victoire plane sur la scène idéalisée, et la ruée aux pieds de l'Empereur est plus explicable que celle qui jette la foule de Roll vers l'estrade de M. Carnot.

L'erreur de nos commandes officielles est de les confier presque toujours à des peintres qui n'ont point assisté à l'événement qu'ils ont à représenter; celles du premier Empire n'avaient pas le même inconvénient, et ce qui nous reste des dessins pris sur nature, et ce que nous savons des artistes entretenus par l'Empereur, montre qu'il faut accorder une certaine autorité à la documentation de leurs œuvres dont Versailles a recueilli la plus grande part. Celle de Roll s'accorda toute fantaisie et il y ajouta celle de peindre ses amis les plus notoires dans la foule gesticulante, en des attitudes bien étranges.

L'artiste eût représenté une cérémonie plus significative, s'il avait eu à peindre cette commémoration des États généraux qui eut lieu le même jour dans la Galerie des Glaces et qui ne manqua pas de majesté. Il était naturel que cette date de l'histoire fût honorée dans le château même où la résolution avait été prise de rénover la France à l'aide de ses représentants et où ceux-ci, la veille de la réunion des Trois ordres, avaient défilé dans le Cabinet et la Chambre de Louis XVI. Parmi les

discours qui suivirent celui du président Carnot, on remarqua l'allocution de l'évêque de Versailles, Mgr Goux, qui indiqua la part du clergé à l'œuvre réformatrice et, puisqu'on avait amplement évoqué la journée du Serment du Jeu de Paume, rappela que le clergé presque tout entier y avait adhéré dans la réunion tenue le lendemain dans l'église Saint-Louis. On était à la veille de luttes politiques assez aiguës qui allaient augmenter la division entre Français, mais les souvenirs des premiers jours de la Révolution pleins de générosité et d'illusion étaient de nature à réunir tous les cœurs.

Portés à grossir l'importance des solennités où ils figurent, les officiels de la République n'hésitaient pas à déclarer que celle-ci effaçait le souvenir, si pénible pour nous, de la proclamation de l'Empire allemand. L'estrade occupait, il est vrai, la même place que celle du 18 janvier 1871, mais nous étions quelques-uns ce jour-là à nous rappeler, d'après le tableau de Werner, la ruée des princes allemands autour du nouvel empire et nous entendions l'écho des acclamations frénétiques de ceux qui se donnaient un maître pour dominer le monde. En vérité, aucune comparaison ne pouvait s'établir entre des cérémonies d'importance aussi inégale. Le même rapprochement fut essayé plus tard avec la réception triomphale faite au tsar Nicolas II, dans cette même galerie historique ? Mais il a fallu pour réparer l'humiliation française que fût signé, sous l'image multipliée de Louis XIV, le traité qui détruisait par un juste retour de la fortune la maison des Hohenzollern. Encore a-t-il laissé subsister leur œuvre essentielle toujours combattue par nos rois, la dangereuse unité de l'Allemagne.

On voit combien restait frappée des conséquences de la guerre de 1870 la génération qui prenait place dans la vie. On était à vingt ans de la mutilation de la patrie, et la blessure mal cicatrisée saignait encore. Tout ce qui la rappelait trop directement à l'opinion mettait celle-ci en alerte, comme le montra tout particulièrement l'épisode suivant.

Le voyage de l'Impératrice d'Allemagne

Au mois de février 1891, vint à Paris, en voyage privé, l'impératrice Frédéric, mère du jeune Guillaume II, née princesse d'Angleterre, dont les sentiments généreux et la grandeur

d'âme sont aujourd'hui bien enregistrés par l'histoire. Cette visite de l'ancienne souveraine allemande à Paris fut un événement où la journée de Versailles eut sa part et dont je dois rappeler les circonstances : Guillaume II, désireux de se rapprocher de la France, ou plutôt de voir la France se rapprocher de lui, avait pensé nous séduire par une de ces démarches flatteuses pour nos artistes auxquelles la nation n'est pas insensible ; sachant que sa mère s'intéressait sincèrement aux arts et n'avait chez nous aucune raison d'être impopulaire, étant fille de la reine Victoria, il l'avait choisie pour aller demander à nos maîtres réputés de faire à Berlin une exposition de leurs œuvres. Nous pouvions assurément accepter cette invitation et les démarches faites avec affabilité dans nos ateliers célèbres semblaient se couronner de succès.

Le séjour incognito d'une princesse importante se prolongeait cependant un peu trop au gré de certains esprits, quand l'Impératrice eut l'idée de faire à Versailles cette visite de touriste, qu'elle jugeait inoffensive. Le gouvernement, inquiet déjà de certains mouvements du public, ne pouvait se permettre de la déconseiller, mais il redoutait dans le Château quelque esclandre d'un chauvin, et tenait en même temps à souligner le caractère improvisé de l'excursion. Notre direction des Beaux-Arts, qu'occupait alors Gustave Larroumet, nous fit donc savoir que le conservateur devait s'abstenir de paraître et que toute la courtoisie de l'administration se bornerait à la présence d'un attaché. Le modeste fonctionnaire reçut à une entrée discrète une dame accompagnée de M. de Munster, ambassadeur d'Allemagne, et de sa fille, et personne ne se douta de la qualité de la promeneuse.

Je prenais quelque agrément à l'écouter et j'appréciais, dans la garde-robe de Louis XVI dont j'ai parlé, la sûreté d'un goût affiné par tant de comparaisons rencontrées à travers l'Europe. Comment ne pas entendre avec plaisir d'une telle bouche un éloge si sûr du goût français ! Mais, en arrivant à la Galerie des Glaces, l'embarras du guide pouvait être grand. Écouterait-il les conversations qui s'échangeraient et répondrait-il aux questions qui pourraient être posées ? Je pris prétexte d'ordres à donner et m'éloignai quelques minutes. Au retour, les épanchements patriotiques sur la journée du 18 janvier étaient terminés, la visite s'achevait dans l'incognito le

plus parfait ; l'Impératrice n'avait même pas été reconnue. Le lendemain pourtant, quel tapage dans les journaux ! Plusieurs trouvaient peu discret qu'une ambassadrice d'art et de paix fût venue réveiller des souvenirs pénibles pour nous ; tous s'accordaient à s'indigner de la visite faite à Saint-Cloud en rentrant à Paris. Avait-on voulu voir l'emplacement du château barbarement détruit par les obus allemands de 1870 ? Aucune intention provocatrice assurément n'avait déterminé cet itinéraire maladroit ; mais le mal était fait. L'Impératrice comprit que nos artistes n'iraient plus à Berlin et trouva prudent de reprendre, le jour même, le train pour l'Allemagne.

J'espère que la noble femme, qu'on accusait en Prusse de francophilie, n'a pas gardé rancune à Versailles des heures fâcheuses qui ont suivi. Bien après sa mort, assistant, pendant mon dernier voyage à Berlin, à une fête de la cour, je pensais à elle en présence de son fils et de son petit-fils qui, l'un et l'autre, l'avaient peu aimée. C'était en 1910, lors de la suprême tentative de rapprochement qu'esquissait Guillaume II et dont notre perspicace ambassadeur, M. Jules Cambon, ne repoussait pas l'espérance. L'Empereur s'appuyait encore sur un hommage à l'art français. Il avait pris l'initiative d'une exposition de notre dix-huitième siècle et chargeait son Académie des beaux-arts de l'organiser. La délégation française, venue pour l'inauguration, fut comblée de prévenances. Quand nous fûmes présentés au Kronprinz, celui-ci, dédaignant mes compagnons et s'accrochant au nom de Versailles, se tourna vers moi et dit d'un air qu'on pouvait croire aimable :

— L'Empereur, mon père, est allé à Versailles, une fois, n'étant pas encore prince héritier ; je compte bien à mon tour faire comme lui, et aller vous voir.

La réponse faite à ce propos à double sens ne mérite pas d'être retenue. Mais il m'apprenait trois choses : la première, que Guillaume II était venu à Versailles, âgé de onze ans, auprès de « l'inoubliable grand père » (à toute autre date, sa présence eût été signalée) ; la deuxième, qu'il n'y avait jamais fait de voyage dissimulé, comme le bruit populaire en courut deux ou trois fois ; enfin que son fils souhaitait y venir, sans doute à la tête de son régiment des Hussards de la Mort, dont il portait ce jour-là le macabre uniforme. Ce vœu d'un prince impatient n'a pas été accompli... Verdun s'est trouvé sur la route.

La visite féminine de 1891 ne me laissait qu'un souvenir agréable et léger, quand il me fut rappelé d'une façon inattendue, à ma soutenance de doctorat. Dans le jury avait pris place, avec mon cher maître Gaston Paris, invité de la Sorbonne, le charmant Larroumet, qui conservait, pendant sa délégation aux Beaux-Arts, sa chaire de la Faculté des lettres. Il adressa au candidat stupéfait ces paroles qui surprirent l'auditoire :

— Monsieur, je ne suis pas venu aujourd'hui pour parler de Pétrarque avec vous ; mais je ne saurais oublier que, tout professeur que vous êtes, vous appartenez à mon administration. Vous y avez rendu, dans une journée difficile et pleine de périls pour le pays, un service signalé et dont le gouvernement trouvera bon que je vous remercie publiquement.

Plaisante illusion des hommes au pouvoir qui, ayant un instant craint des complications internationales, grossissaient mon mince mérite, aux proportions de leur inquiétude! Je devais, sans le savoir, tirer parti de cette erreur d'appréciation. Lorsque la mort inopinée du conservateur de Versailles, dans l'automne de 1892, suscita de nombreuses candidatures, le ministre Léon Bourgeois, trouvant sans doute cette note dans mon dossier, jugea bon de confier la fonction, malgré son jeune âge, au simple attaché qui avait rendu déjà service à la République.

Nos premiers travaux

L'art de Versailles, que je me promettais de réhabiliter, sous toutes ses formes, était déjà sorti de la période de mépris qu'il avait traversée aux temps romantiques. On sait que l'esthétique de cette époque, qui remit le moyen âge en son juste honneur, se montra singulièrement étroite pour apprécier les âges suivants. Sur la première liste des monuments historiques dressée en 1834 ne figure aucun édifice du XVIIe et du XVIIIe siècle. La plupart, il est vrai, étaient dans un état de conservation qui n'exigeait point de surveillance, et d'autres se trouvaient affectés à des services publics qui en assuraient l'entretien. Tel était, depuis Louis-Philippe, le cas de Versailles. En affectant le Château royal, dans son ensemble, à un musée de l'histoire de France, dont sa liste civile fit les frais,

il le sauva assurément des usages dangereux ou déshonorants auxquels il pouvait être réservé ; mais, à la façon dont il traita la décoration des intérieurs, en sacrifiant, sans hésiter, pour établir ses salles, des merveilles qu'on aurait pu conserver, on voit quel dédain général enveloppait, avec les autres résidences royales, celle qui en avait été le modèle le plus achevé. Les jardins eux-mêmes souffraient de ce discrédit, et si les destructions y furent plus rares, on peut juger de la différence de notre jugement avec les appréciations d'alors, en se rappelant l'impertinente façon dont Alfred de Musset, en un poème d'ailleurs charmant, a parlé de « l'ennuyeux parc de Versailles ».

Appelé fort jeune à veiller sur un chef-d'œuvre que j'avais appris peu à peu à comprendre, je sentais le poids de la responsabilité que j'assumais. Appliquerais-je les idées qui m'étaient venues, quand je ne pensais pas être en mesure de les réaliser jamais ? Le nouveau conservateur disposait aujourd'hui d'une tout autre liberté que son prédécesseur : les conflits du passé avaient pris fin par la suppression de la régie, qui avait simplifié notre vie administrative. Ces attributions s'étaient partagées entre le service d'architecture chargé de la police des cours et jardins et celui du Musée national, maître désormais de tous les intérieurs. Nous y avions gagné les soucis d'un personnel nombreux, entièrement logé dans le Château, mais discipliné, dévoué, provenant encore pour sa majeure partie du personnel des résidences impériales, et à qui l'on pouvait demander de travailler à des aménagements futurs. Satisfait d'une victoire longuement achetée et d'avoir vu crouler « un état de choses qui ne pouvait durer », le conservateur qui disparaissait ne s'était point soucié d'user de ces magnifiques facilités; mais j'étais très jeune, actif et tout disposé à en profiter. Un inconvénient pouvait naître des principes absolus de critique historique dont j'étais muni et qui risquaient de sacrifier les intérêts de l'art à la rigueur du classement. Tout cela devait s'arranger sans doute à mesure que s'imposerait au rénovateur l'amour croissant de l'art français.

Le plan le plus simple était de commencer par détruire, dans les ensembles créés par Louis-Philippe, toutes les parties iconographiques non seulement démodées, mais qui constituaient de véritables témoignages d'erreur et de mensonge. La première salle sacrifiée fut celle des rois de France, qui alignait

sur la cour de marbre les effigies imaginaires ou authentiques de nos rois depuis Clovis. La place de Pharamond et de Clodion « le chevelu » y avait été réservée, mais la manie pédagogique du roi-citoyen n'avait pas osé aller jusque-là dans les commandes faites à ses peintres.

Tout à côté, les salles si bien éclairées qui formèrent les appartements de la Dauphine et du Dauphin recevaient, pendant les mois d'été, l'exposition de la Société des Amis des Arts. Il fallait aussi sans retard reprendre possession des locaux qui nous revenaient. Tout le monde avait disposé du Château. Pendant qu'on bâtissait le temple protestant de la ville, le culte réformé avait été célébré pendant plusieurs années dans une des salles du rez-de-chaussée, sur la cour de marbre. Le prêche des Cévennes chez Louis XIV, quel retour de l'histoire et quelle revanche contre la révocation de l'Édit de Nantes !

Cette occupation n'était plus qu'un souvenir ; mais sur d'autres points il y avait à conquérir des clefs que détenait indûment la Chambre ou le Sénat, à reprendre l'usage de certains escaliers nécessaires aux nouveaux services. Il y avait enfin à supprimer le vieil abus qui nous privait des « salles des Maréchaux ». Je fis comprendre aux artistes de Seine-et-Oise que leurs œuvres seraient beaucoup mieux présentées à l'Hôtel de ville et que les besoins du Musée exigeaient la reprise de ces locaux. On acquiesça d'assez mauvaise grâce, faisant valoir que, depuis bien des années, aucun visiteur ne réclamait l'accès de ces salles entièrement abandonnées.

Elles présentaient la succession, depuis le moyen âge, des maréchaux de France, connétables et amiraux, commandes réparties par la liste civile de 1834 entre tous les pinceaux du temps. Dans ces pauvretés, les ressemblances et les armures avaient été laissées à l'imagination des auteurs. Il y avait à chasser ces fantaisies picturales, au milieu desquelles s'égarait une signature de Delacroix, et à libérer de ce voisinage les charmants morceaux décoratifs échappés à la dévastation. Une image de Rantzau rompait la chronologie de ces rangées de portraits en pied qui ne commençaient à prendre un peu de vraisemblance qu'à partir du règne de François Ier; mais pourquoi le vaillant maréchal de Louis XIV criblé de tant de blessures, et en qui, disait l'inscription : « ne restait intact

que le cœur », caracolait-il sur un énorme cheval dans l'étroite bibliothèque du Dauphin dont les fins miroirs étaient bien surpris de refléter cet attirail héroïque? Toutes ces peintures au mètre carré furent mises à terre et transportées en magasin, après qu'on eut réservé tout ce qui pouvait avoir une valeur documentaire afin de l'utiliser un jour.

En même temps commençait, dans les attiques, un travail du même genre, beaucoup plus délicat, il est vrai, car il s'agissait de peser pour un grand nombre de peintures la valeur historique qu'elles pouvaient garder, avant de jeter les réprouvées dans les ténèbres extérieures.

En moins d'une année, l'œuvre iconographique de Louis-Philippe était détruite, ses dispositions décoratives rendues inutilisables, et je pouvais être assuré que, dans les parties qui venaient d'être attaquées, rien ne serait jamais reconstitué de ce passé. Tel est le but, comme chacun sait, que doivent atteindre, dès le premier jour, les organisateurs de révolutions.

La disgrâce de ces malheureuses collections apparaissait surtout quand on voyait le revers des toiles. Elles montraient presque toujours que les dimensions originelles avaient été changées; les grands tableaux de van der Meulen, de Martin ou de Lenfant, par exemple, réservés par Louis-Philippe à des salles hautes de plafond, étaient enrichies de ciels considérables qui doublaient parfois leur surface. Bientôt les lambeaux de ciels et les masses de nuages allaient joncher l'atelier de notre restaurateur. On élaguait sans pitié. Le cas était plus grave pour les toiles diminuées, car les organisateurs du Musée, obligés de faire tenir sur les murs désignés par le Roi un certain nombre de morceaux, n'avaient reculé, pour y parvenir, devant aucune amputation : le plus souvent, cependant, ils s'étaient bornés à replier les parties gênantes derrière les châssis préalablement diminués. La surprise que nous causait la découverte de ces fragments ignorés qui rétablissaient l'œuvre dans son équilibre, n'allait pas sans quelque souci : l'opération laissait, en effet, de longues gerçures que soulignait encore la différence de patine. C'était de petits problèmes à résoudre, pour lesquels nous jugions la plupart du temps inutile de déranger la Commission officielle de restauration des Musées nationaux siégeant au Louvre. Elle nous avait d'ailleurs accordé, dès l'origine, une sorte de blanc-seing pour

des travaux qui se présentaient toujours sous le même aspect. Ainsi furent réparées et remises dans leur vérité des centaines d'œuvres, parfois médiocres, mais dont quelques-unes reprirent souvent avec bonheur leur vie d'autrefois.

Cette opération assez vaste, qui portait sur près d'un millier de morceaux, n'avait pu être menée à bien que dans le silence et sans être soumise au contrôle du public. Le public en effet l'ignora, puisque les salles où l'on travaillait étaient fermées depuis longtemps, et ce fut tout au plus si des journalistes locaux et quelques Versaillais gênés dans leurs habitudes protestèrent contre la disparition des rois de France dont les vignettes tirées de notre musée enrichissaient les livres d'histoire. Ne les avait-on pas vues servir sur le cercle de toile cirée qui faisait chercher aux enfants sous la lampe de famille les traits de Charles le Chauve et de Louis le Hutin? Comment de telles considérations n'avaient-elles pas arrêté la fureur des « vandales » ? A quels excès ne se porterait pas une érudition qui ne respectait pas l'image de Clovis?

De telles audaces qui engageaient l'avenir ne seraient guère possibles de nos jours dans un musée quelconque; le ministère aurait à se prononcer et à donner les autorisations indispensables. Faut-il avouer que je m'étais arrangé pour n'avoir point à en solliciter? Des rapports rédigés avec prudence avertissaient le directeur des Musées nationaux que, pour permettre à la nouvelle conservation l'étude méthodique des objets à mettre en valeur, des travaux s'étaient trouvés nécessaires; et comme Versailles était alors fort loin de Paris et que personne de mon administration ne se fût dérangé pour y venir voir, j'avais joui pour mes projets de la liberté la plus grande.

La difficulté devait commencer lorsqu'à cette besogne facile succéderait la reconstruction et l'organisation nouvelle. Celles-ci avaient été l'objet d'une étude préalable fort serrée et qui m'eût permis de répondre, par avance, aux questions indiscrètes. J'avais ma provision d'arguments et d'excuses, s'il le fallait. Comment ne pas imposer à un temps épris de vérités et de précisions historiques un tri devenu nécessaire et rendre ainsi à l'idée originelle de Louis-Philippe sa véritable portée? Ce que la rapidité de l'exécution et le manque de critique de

l'époque n'avaient pas permis de réaliser, un beau musée de l'histoire de France uniquement formé de documents contemporains des événements et des personnages, n'était-il pas opportun de le créer? Ne serait-il pas un honneur pour le régime qui aurait permis cette correction hardie mais inévitable, et ne remplirait-il pas mieux sous cette forme inattaquable le sens de la devise posée en 1837 aux frontons du palais : *A toutes les gloires de la France*? Mais aucune question ne m'était posée en haut lieu, aucune recommandation ne m'était faite de modérer un zèle impatient. J'ai dit que le musée de Versailles n'intéressait personne, et pendant des années il bénéficia largement de cette indifférence.

Trouvailles imprévues

Le Château avait partout des magasins. Il y avait des salons remplis de châssis et de rouleaux dans les ailes des ministres et au cœur même du palais.

Parmi ces toiles empilées se trouvait un résidu abondant de documents qui attendaient leur classement depuis Louis-Philippe. En feuilletant ces médiocrités pressées les unes contre les autres, quelle surprise émerveillée de reconnaître un Largillière, un Nattier, portés aussitôt dans mon cabinet pour être étudiés à loisir. Nos amis, nos visiteurs en avaient longtemps la primeur avant le public.

Que d'heures passées dans le grand vaisseau de l'aile où Gabriel voulait construire son escalier de pierre! C'est le domaine qu'on ne visite pas aisément : il faut quatre hommes pour manier des énormes rouleaux. J'y faisais dérouler les grandes toiles qu'on avait arrachées aux salles du musée pour les aménagements du Parlement. On y voyait peu à peu apparaître les grenadiers barbus, les cavaliers héroïques de la Grande Armée ou les pacifiques gardes nationaux de Louis-Philippe. Un jour, se révélait, dans ces hectares d'huile officielle, une réussite heureuse de cet art, par exemple, *la Bataille de Marengo* de Carle Vernet ; une autre fois, c'était la composition ébauchée par le baron Gros, *Napoléon distribuant des récompenses au Salon de 1800*. Cette commande inachevée esquisse de si précieux portraits qu'on ne pouvait hésiter à la placer, malgré son état incomplet, dans nos nouvelles salles de

l'Empire. En revanche, nous négligeâmes par douzaines les marines de Gudin dont l'immense vogue n'a guère dépassé la révolution de 1848. « Ce que j'aime en M. Gudin, disait Louis-Philippe, c'est qu'il peint avec célérité. » En laissant dans l'oubli ce *fa presto*, nous lui fîmes férocement payer la faveur royale.

Les sous-sols, et aussi certains bâtiments du parc, contenaient beaucoup de sculptures. Il fut aisé d'y reconnaître les statues des anciens jardins que Louis-Philippe avait envoyées à Saint-Cloud et qui, revenues à Versailles et oubliées, allaient pouvoir reprendre leur place sur les socles vides du bosquet des Dômes.

Dans un enclos abandonné près du canal où habitaient jadis les matelots de la *Petite Venise*, presque tous d'origine vénitienne ou génoise, se trouvaient d'abondants débris. Quand j'allai explorer ce coin pittoresque et oublié, j'aperçus, sous les planches et les bois pourris, deux larges bas-reliefs de marbre qu'il me parut nécessaire de dégager sans retard. C'était une partie des sculptures du monument élevé au général Hoche à Weissenthurm et qui n'avait jamais rejoint sa destination. Deux autres bas-reliefs étaient au musée sous une attribution fausse. L'ensemble ainsi réuni, dont mon ami Émile Bourgeois reconstituait l'histoire, devenait une des œuvres capitale de Boizot, le bon sculpteur de Louis XVI, qui avait fait l'admiration du Paris de l'an VIII, admis par l'artiste à la visiter dans son atelier du Louvre. Ces compositions militaires de la Révolution gardent quelques grâces de l'ancien style, et je trouvai bientôt à les placer sur l'escalier des Princes, autour du buste du pacificateur de la Vendée.

Sous un des hangars croulants de cette petite Venise où les gondoliers de Louis XIV remisaient leurs barques, gisait la carcasse d'un grand bateau ponté de dix à douze mètres de long. C'était un salon flottant dont le toit crevé, les fenêtres disjointes et le plancher pourri ne pouvaient plus être restaurés, mais une belle figure de proue et une poupe aux armes royales méritaient d'être sauvées. Ce n'était rien moins que le yacht de Marie-Antoinette. Aménagé avec le goût le plus riche et offert à sa souveraine par un contrôleur général galant et prodigue, M. de Calonne, il avait coûté soixante mille livres. Je n'avais point de place dans nos musées pour

ces morceaux charmants : ils allèrent au musée de la Marine rejoindre les grandes sculptures de Puget pour les Galères de Louis XIV.

Un bon collaborateur

Il est déjà tard pour introduire dans ce récit la figure de mon collaborateur André Pératé, car le plan de réorganisation avait été étudié de concert avec lui et j'avais tenu à le faire approuver, au moins dans ses grandes lignes, par un esprit aussi mesuré et aussi sage. La vieille amitié qui nous unissait depuis nos années du Palais Farnèse et l'identité de notre formation intellectuelle, créaient entre nous une confiance absolue. Personne n'avait souhaité plus que moi de le voir appelé à mon ancien poste, et j'étais certain de trouver en lui, sinon l'approbation continue, du moins le contrôle le plus éclairé et le dévouement le plus sûr. Normalien de haute culture, André Pératé est non seulement un écrivain rare, mais aussi un de nos meilleurs connaisseurs d'art.

Il eût assurément préféré conserver le musée de Sienne plutôt que celui de Versailles, mais, jeté par le sort au sein de notre art classique, il s'y était très vite intéressé et nul n'en a mieux parlé que lui. Aujourd'hui, après avoir occupé pendant douze ans un poste de responsabilité dont l'ambition ne le tentait pas, il est revenu tout entier à l'archéologie chrétienne qui commença sa renommée. Mais les ombrages de Trianon, dont il reste le voisin, continuent à recevoir sa fidèle visite de savant et de poète.

Il nous arrive quelquefois d'évoquer ensemble nos souvenirs; nous regrettons encore de n'avoir pu, pendant si longtemps, nous retrouver en Italie, puisque nos vacances ne concordaient jamais. Nous rallumons dans notre mémoire les deux lampes studieuses qu'on apercevait de la cour, où le soir, la journée administrative étant finie, dans nos pavillons voisins, l'un de nous étudiait Pétrarque, tandis que l'autre préparait cette traduction de Dante qui fait honneur à notre langue. Nous nous rappelons les figures falottes ou bizarres qui venaient troubler nos premiers travaux : par exemple, ce chef de bataillon en retraite qui apparaissait périodiquement dans notre cabinet pour réclamer d'une voix sévère la réins-

tallation de la salle des Rois. Nous récapitulons l'interminable bataille livrée contre les architectes, et dont le ressentiment a privé mon successeur d'un fauteuil à l'Académie des Beaux-Arts. Et nous ne pouvons nous empêcher de revenir à nos années de misère, alors que, ne disposant d'aucun crédit pour nos premiers encadrements, nous avions dû demander à un petit ouvrier de Saint-Cloud des cadres de pâte bronzée pour présenter provisoirement les plus beaux Nattier de nos collections ; encore avait-il fallu les payer grâce aux économies faites sur la cire des frotteurs et la chandelle des veilleurs de nuit.

Nattier peintre de Mesdames

Il m'avait paru bon de montrer aux amateurs quelques-uns des trésors que recélaient nos attiques, et c'est par Nattier que cette révélation commença. Dans la chambre de Louis XV, sur des chevalets bien modestes, parurent trois des plus charmantes filles du roi : Adélaïde en Diane, Henriette en Flore et la petite Louise présentant un bouquet d'œillets.

Je venais de m'apercevoir, en comparant entre elles la vingtaine de toiles qui portaient la signature du maître ou sortaient en réplique de son atelier, que la plupart des noms se trouvaient fixés au hasard dans le catalogue avec le caprice le plus évident. Telle de Mesdames portait pour le même visage deux noms différents dans l'attique du Nord et du Midi. La même Madame Adélaïde s'appelait Victoire ou Sophie ou Henriette de Bourbon-Conti. J'instituai, à l'aide des estampes du temps et des mémoires d'artistes conservés aux Archives nationales, une petite enquête qui prit les proportions de deux articles de la *Gazette des Beaux-Arts* et jeta sur les commandes des Bâtiments du Roi au XVIIIe siècle d'assez amusantes lumières. Nous devions vérifier bien des fois l'incertitude des attributions de l'ancien musée, trop souvent répandues par la gravure moderne. Elle autorisait presque l'anecdote impertinente qu'on citait sur Louis-Philippe lorsqu'il classait des portraits avec son bibliothécaire Vatout. Le roi désire représenter tous les personnages de l'histoire ; Vatout met sous ses yeux une Catherine de Médicis :

— Non, dit le roi, nous l'avons déjà ; ce sera Isabeau de Bavière.

Louis-Philippe avait bien mal traité Mesdames de France, mais je ne pouvais lui en vouloir de me laisser le plaisir de débrouiller cet écheveau séduisant et j'y gagnais de réhabiliter le premier un artiste que les Goncourt et leurs successeurs avaient oublié dans la remise en honneur des maîtres du XVIII[e] siècle. Le portraitiste attitré de Mesdames, qui les a peintes à plusieurs âges sous les voiles de la mythologie ou dans la somptueuse intimité de leur intérieur, a été vraiment le peintre de la femme pendant toute une période du siècle et n'a nullement usurpé la vogue immense dont il a joui. Il m'était réservé de rechercher dans son œuvre trop abondante et trop mêlée les admirables compositions qui révèlent le goût de toute une époque et de reconstituer la carrière d'un artiste, trop prôné peut-être, mais victime assurément d'un dédain injustifié.

Le livre que j'ai écrit sur Nattier et dont trois éditions existent, se rattache directement à mes études sur la Cour; mais on sait quel parti en ont tiré les marchands de tableaux pour remettre à la mode, avec des prix de plus en plus prestigieux, les peintures partout recherchées du maître. L'engouement pour Nattier a dépassé toutes limites. Je ne saurais cependant regretter d'avoir fourni à quelques vieilles familles l'occasion de réparer une fortune grâce à l'image longtemps dédaignée d'une belle aïeule, ni d'avoir enrichi d'une dénomination nouvelle la palette de nos couturiers; mais c'est moins à mes recherches d'érudit qu'ils le doivent qu'à ces expositions faites au musée de Versailles et dont le succès fut éclatant.

Je revois encore la foule élégante qui se pressait sur l'escalier de l'attique Chimay, dont la première salle venait d'être consacrée à une exposition provisoire de nos Nattier. Quelques morceaux de Vigée-le-Brun s'y mêlaient agréablement et présentaient un ensemble de grâce féminine dont personne ne soupçonnait l'existence dans ce musée de batailles.

L'inauguration, dûment annoncée par la grande presse, avait attiré le monde et la critique. Je me souviens d'y avoir reçu les félicitations d'un vieillard encore vert, galamment encadré de deux beautés plus fardées que les modèles de nos toiles. C'était Arsène Houssaye, historien à son heure du siècle de Louis XV, de ses grandes dames et de ses comédiennes; il venait se rajeunir dans une atmosphère qui semblait recréée pour lui.

Tous ces Parisiens, habitués fidèles des rendez-vous de la curiosité, profitaient du petit voyage pour une promenade dans les jardins, un thé aux Réservoirs et revenaient enchantés d'un après-midi qui, bien souvent, leur révélait Versailles pour la première fois. Le charme des jours de printemps ajoutait à leur bienveillance ; ils répétaient volontiers que Versailles était plein de surprises et que les « greniers » du Château recélaient des merveilles.

A partir de ce moment, le nouveau musée était « lancé »; nous prîmes l'habitude d'offrir chaque année à la curiosité sympathique qui se formait autour de nous des présentations nouvelles; et le public répondit avec un empressement toujours croissant à cette entreprise dont le sens peu à peu se dévoilait.

Grands projets, maigres ressources

Nous avions besoin de cet appui de l'opinion pour obtenir des pouvoirs publics les suppléments de crédit qui, tout modestes qu'ils fussent, nous permirent de ne pas nous arrêter en chemin. L'argent manquait cruellement : « Ah ! disions-nous, que de beaux sauvetages nous ferions, si le Louvre se décidait à augmenter un peu la part qu'il nous fait sur son budget ! » Cette part au chapitre du matériel des musées nationaux était, en effet, insignifiante et datait du temps où le « département de Versailles ne travaillait point ».

Je retrouve, non sans un peu d'émotion, parmi de vieux papiers, une note adressée au rapporteur du budget des Beaux-Arts en 1896, le député Georges Berger. Elle m'avait été demandée par son ami Édouard Aynard, le grand parlementaire lyonnais qui avait pris en sympathie, je ne sais pourquoi, le jeune conservateur, comprenait sa méthode et approuvait son plan. J'ai su qu'il lui prédisait déjà, dans son extrême bonté, la récompense d'un fauteuil à l'Académie des Beaux-Arts, à côté du sien, quand l'œuvre de Versailles serait achevée. J'étais à l'âge où l'on ne pense pas à l'Institut, mais à bien faire son devoir, et je traçai pour Georges Berger un tableau fidèle de nos aspirations et de nos besoins.

Je montrais les richesses oubliées ou insoupçonnées; je faisais valoir l'acquisition récente d'un lot d'aquarelles et de lavis sur les campagnes du général Bonaparte, l'encadrement

des précieuses esquisses du baron Gérard représentant si joliment la cour de Napoléon et les célébrités de son temps. C'était l'aménagement de l'attique Chimay qui se préparait, et pour lequel la salle documentaire de la Révolution, déjà toute à pied d'œuvre, n'attendait que quelques crédits. Je les réclamai avec insistance, plaidant notre misère auprès d'un esprit bienveillant.

Ce qui rend amusant ce document lointain, c'est le chiffre prodigieux sur lequel je rêvai : trois mille francs d'augmentation annuelle, auxquels devait s'ajouter une somme égale affectée au service des bâtiments, pour permettre à l'architecte d'aménager nos salles. Moyennant ces libéralités, la Chambre nous assurerait le moyen de créer « un musée d'iconographie nationale unique en Europe ». Cette formule, que j'ai si souvent répétée, me fait sourire aujourd'hui, moins par une rédaction ambitieuse qui n'est pas injustifiée que par la médiocrité des moyens qui nous semblaient alors suffisants. Nous avons eu depuis bien d'autres appétits.

Il s'agissait surtout de faire des cadres, car aucun des tableaux que nous exhumions n'en était pourvu. Quand Louis-Philippe avait rassemblé de toutes parts les anciennes collections de la Couronne et complété ces séries par des achats, il les avait systématiquement fait dépouiller de leurs cadres pour les insérer dans les baguettes uniformes qui faisaient aux attiques une si piteuse mosaïque. Ces bois dorés, dont on peut croire que quelques-uns étaient magnifiques, ne devant plus servir à rien, avaient été abandonnés à des sorts incertains et on en retrouvait encore quelques-uns de mon temps chez des brocanteurs de la ville. Comment faire pour les remplacer? Ce fut pendant des années le grand problème de la Conservation; les largesses mesurées des Beaux-Arts nous permettaient d'encadrer bon an mal an une trentaine à peine de toiles de dimension moyenne. Quand vint l'heure des grands tableaux, ceux du XVIIIe siècle surtout, qui nécessitaient une présentation de style, nous eûmes plus tard la fortune de rencontrer deux donateurs, M. Gordon Bennett et M. Percy Singer. Célébrons ici cette intelligente générosité qui consent à ne point attacher un nom aux dons qu'elle fait et se satisfait de collaborer anonymement à une œuvre utile.

En rappelant ici leurs bienfaits, je peux indiquer aussi que les meilleurs encadreurs parisiens tinrent à honneur de facturer pour Versailles aux prix les plus doux un travail d'art qui semble être né avec le chef-d'œuvre lui-même. La salle des Nattier, la Galerie des batailles de Louis XV, les grands portraits de Marie-Antoinette, comptent parmi leurs réussites heureuses et n'ont pas peu contribué à la réputation de goût qu'on fit alors à nos installations.

Une autre ressource d'abondance, plus délicate à raconter, me fut offerte par l'amitié du Louvre. Je savais l'existence, dans les parties hautes du grand musée, d'une resserre où s'entassaient des cadres inutilisés; j'obtins de la courtoisie de mon collègue Georges Lafenestre d'aller y faire un choix. J'avais plaidé notre cause avec chaleur. Le Louvre n'avait-il pas à réparer le tort fait à Versailles par le rapt du *Sacre*, et ne devait-il pas quelque appui aux efforts difficiles que nous tentions en faveur de la peinture française? La promesse fut faite, entre deux portes, un de ces jeudis où les conservateurs des musées nationaux tenaient leur savante assemblée.

— Prenez tout ce que vous voudrez, me dit Lafenestre, je ne sais ce qu'il y a dans ce fouillis, mais que cela reste entre nous.

Le directeur étant mis au courant pour la forme, je pénétrai dans cette poussière où dormaient depuis cinquante ans et plus des cadres souvent fleurdelisés qui avaient dû entourer jadis plus d'un tableau de la grande galerie qu'enserrent aujourd'hui des dorures du Premier Empire. Ce trésor vraiment royal semblait fait pour revenir à Versailles, où il avait du reste figuré. J'en choisis une bonne part et, sans plus tarder, en fis charger une ou deux voitures. Allez voir, à l'entrée des salles Louis XV, le portrait de la petite Infante par Largillière : vous reconnaîtrez que le Louvre nous avait fraternellement traités.

PIERRE DE NOLHAC.

(*A suivre.*)

L'ESCADRON DE GIRONDE

II[1]

ESCADRON CONTRE ESCADRILLE

Kérillis, le visage baigné de larmes, a embrassé son frère d'armes et, pieusement, l'a recouché sur cette terre où il vient de tomber, la plus ancienne des terres françaises et la plus douce, la terre d'Ile-de-France. Puis il s'est élancé Le combat va continuer, avec rage.

— A l'assaut ! En avant ! crie Kérillis.

Tous s'élancent derrière lui.

Les balles sifflent de toutes parts. A peine le peloton Gaudin de Villaine a-t-il été fauché, que le maréchal des logis Jourdan a repéré la voiture d'où partaient les lueurs brèves de la mitrailleuse. Aidé de quelques hommes, avec un courage magnifique, il s'est précipité. Un corps à corps sauvage s'est engagé dans la voiture même. On s'y est battu à coups de revolver, à coups de carabine, à coups de crosse, à coups de barres de fer. Jourdan s'est écroulé grièvement blessé, ainsi que plusieurs de ses hommes, mais leur sacrifice n'a pas été vain, les servants ont été tués, et la gueule malfaisante de la mitrailleuse a été bâillonnée. Elle s'est tue.

Partout, dans le camp, on s'égorge au milieu d'un bruit infernal, à la lueur rouge de la voiture qui brûle toujours comme une torche. Des hommes se jettent les uns sur les autres, se renversent, tombent, ou s'abritent derrière les obstacles.

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

— Aux avions ! crient Kérillis et Villelume.

Des dragons s'acharnent sur les appareils. Protégés au mousqueton par des camarades qui font feu autour d'eux, certains ont escaladé les fuselages et se sont installés à la place du pilote ou du passager. A la hache, ils font éclater les tableaux de bord, brisent les longerons, crèvent les réservoirs et fracassent les ailes. D'autres déchirent les toiles, les arrachent, cassent des nervures et cherchent à incendier les nourrices d'essence que les *Aviatik* portent à hauteur du plan supérieur. Ils besognent avec ardeur au milieu de hurlements, de cris en allemand et en français, de détonations, de râles. Les braves dragons du 16e ne se connaissent plus, fanatisés. D'avoir vu tomber le lieutenant de Gironde, ce chef qu'ils adoraient, le sous-lieutenant Gaudin de Villaine, cet officier-enfant, et tant de chers compagnons d'armes, ils sont plongés dans un sombre désespoir, dans un désir furieux de les venger, de se jeter coûte que coûte sur l'ennemi et de frapper, de frapper à tour de bras. A peine quarante, ils se battent un contre deux, mais ils avancent dans un élan irrésistible et ravagent tout devant eux. Plusieurs jonchent déjà le sol, car les Allemands se défendent avec énergie.

Les uniformes gris luttent avec un courage égal à celui de leurs adversaires. Pilotes ou mécaniciens résistent pied à pied. On les voit courir, coiffés de la casquette plate ou du calot de repos timbré d'une cocarde aux couleurs de l'Empire. Ils poussent des cris rauques, tirent des coups de revolver, ou, embusqués sous les roues des voitures, fusillent nos hommes à bout portant. Ils veulent protéger leurs avions, et des mêlées s'engagent jusque sur les appareils, dont certains ont le fuselage sectionné, les plans arrachés. De part et d'autre les pertes sont sanglantes, et de nombreux Allemands gisent à travers le camp.

Le centre de résistance paraît s'être établi dans une automobile, sur la route même, au milieu de la colonne de camions et de tracteurs de l'échelon roulant. De là, des ordres, lancés d'une voix tonnante, dominent le fracas de la bataille. Un officier d'une haute stature, un véritable géant, large d'épaules, coiffé d'une casquette à turban rouge, debout dans la voiture, gesticule et crie dans le tumulte. Il exhorte ses hommes, les invective, les dirige. C'est de toute évidence le chef d'esca-

drille. De temps à autre, il bondit hors de son poste de commandement improvisé pour courir sur un point, fait le coup de feu, revient, remonte et hurle de nouveaux ordres.

Kérillis a compris qu'il fallait, à tout prix, faire taire cette voix de stentor, abattre ce colosse. Tandis que Villelume et son peloton s'acharnent toujours à détruire les avions, il se précipite vers la voiture avec cinq ou six de ses dragons. Le chef d'escadrille ennemi doit être un redoutable tireur au revolver. Il a déjà tué ou blessé plusieurs des nôtres, en se jetant dans la mêlée. Tous ses coups portent ; Kérillis l'a remarqué, mais il est prêt, lui aussi, le doigt sur la détente.

— Attention ! crie-t-il à ses hommes en courant.

Encadré de gardes du corps, — officiers ou *feldwebel*, — qui veillent sur lui, le chef d'escadrille a aperçu ces quelques dragons français qui s'élancent vers lui. Il est descendu sur la route, l'arme haute.

A l'instant que, devant Kérillis, un brigadier saute le fossé, le parabellum crache une courte flamme. Le brigadier s'écroule, une balle dans la tête. Et c'est aussitôt le tour du cavalier Museur, l'ordonnance de Kérillis, qui charge côte à côte avec lui. Le chef d'escadrille allemand tire pour la deuxième fois et Museur s'effondre, la poitrine traversée. Sa blessure est horrible. Le trou de sortie de la balle, dans son dos, est large comme la moitié de la main. Elle a été faite par une arme déloyale, inhumaine. Le colosse ennemi tire à balles expansives, à pointe creuse ou à balles retournées dans la douille.

Kérillis est aussitôt sur lui. Il a, dans un éclair, le temps de voir, à la toucher, la face violente sous la visière, le turban rouge de la casquette. Ensemble, le parabellum et le revolver d'ordonnance français se sont levés, gueule à gueule. Les deux détonations n'en ont fait qu'une, flammes mêlées. Kérillis a ressenti une douleur brûlante, un choc brutal qui l'a fait trébucher. Il a l'épaule traversée. Le géant germain, lui, s'est affaissé, sans un mot, comme un bloc, foudroyé.

Au-dessus des corps, les survivants se battent avec une rage décuplée. Les coups pleuvent de tous côtés. Des balles piaulent et ricochent. La voiture incendiée jette toujours des lueurs sanglantes. Soudain Kérillis, dans le corps à corps, demeure une seconde debout, hébété, une souffrance atroce dans le

ventre. On vient de lui faire une nouvelle blessure. Un voile noir devant les yeux, il s'écroule dans le fossé.

Près de la Râperie, le sous-lieutenant Ronin et ses hommes, à cheval, sont demeurés longtemps l'oreille tendue, le cœur battant à rompre. Puis le premier coup de feu abattant la sentinelle les a fait sursauter. Ils ont tout entendu : les trois salves du détachement Kérillis, puis le cri vibrant du peloton Gaudin de Villaine entraîné par Gironde : « Chargez ! Vive la France ! » Mais ils n'ont rien vu, car la pente du terrain leur masque le lieu du combat. Seules, la lueur rouge qui embrase le ciel et les fumées qui obscurcissent le clair de lune, tandis que montent les clameurs et crépite la fusillade, attestent pour eux la violence de la bataille.

Ronin, debout sur les étriers, la main sur le pommeau de sa selle, écoute farouchement. Il lui est dur de rester là, inactif, tandis que ses camarades se battent. Et il ne reçoit pas d'ordres ! Que fait Gironde ? Que fait Kérillis ? On l'oublie ! Il est donc inutile ! Mais il s'efforce à calmer l'inquiétude de ses hommes. Ça va bien là-bas ! Ça prend bonne tournure ! L'attaque réussit ! Les avions flambent !

Les hommes ne disent rien ; ils écoutent. Les chevaux, eux-mêmes, ne bougent pas. Les cimiers des casques et les oreilles des bêtes sont, tous, pointés dans la même direction. Sur le peloton immobile, la lune, au milieu du ciel, et l'horizon couleur de pourpre mélangent leurs reflets.

A la fin, Ronin n'y tient plus. Il y a trop longtemps qu'il attend ! Il n'a toujours pas d'ordres. Mais il doit agir au mieux des circonstances. « Seule l'inaction est infamante », dit en toutes lettres le *Règlement de cavalerie.*

— Par quatre, derrière moi ! En avant, marche !

Au grand trot, Ronin s'élance sur la route.

C'est l'heure où Kérillis vient de tomber, où Villelume soutient seul la lutte avec les quelques hommes qui lui restent. La résistance de l'ennemi faiblit. Le chef de l'escadrille est mort, ses ordres et ses exhortations ne se font plus entendre. Dans la nuit, loin du front, alors qu'ils se croyaient en toute sécurité, ces Allemands, pour la plupart mécaniciens, conducteurs d'autos, manœuvres, non-combattants, surpris en plein sommeil, se sont bien battus. Il faut leur rendre l'hommage

qu'ils méritent. Ils ignorent à quelles forces ils ont affaire et ce que cachent les ténèbres redoutables qui les enserrent. Ne sont-ils pas en pays ennemi ? Que va-t-il advenir d'eux ?

Ronin, alors qu'il n'est plus qu'à courte distance, déploie son peloton au galop. Il y voit mal, car un projecteur puissant (1) se démasque brusquement et l'inonde d'une lumière crue, à bout portant.

— Chargez ! crie Ronin.

Mais à peine a-t-il enlevé ses hommes, que le peloton bute sur des camions, des caissons. Des chevaux se cabrent et se renversent. Une fusillade nourrie éclate, mal ajustée. Pas un cavalier n'est touché.

— Sur moi ! Par deux !

D'un mouvement rapide, Ronin a dégagé son peloton. Il entend des Allemands crier avec un fort accent tudesque : *Vive la France ! Vive la France ! Nous nous rendons !*

Mais, de nouveau, éclate la fusillade. Sur la route, des silhouettes courent, jettent leur bicyclette dans le fossé et s'agenouillent pour faire le coup de feu. C'est un détachement cycliste ennemi qui fait irruption. Cantonné à Vivières, il a été alerté par le bruit. Il arrive à toutes pédales. L'uniforme caractéristique des dragons avec leur casque, leur culotte rouge, leur col blanc, est facilement reconnaissable et attire les balles. Il les attire d'autant plus, que les lueurs de l'incendie, au lieu de s'éteindre, redoublent. Ronin a le temps de voir plusieurs avions prendre feu au milieu du camp. Jugeant impossible toute action à cheval, il rallie son peloton et le ramène au trot en direction de la Râperie.

A travers champs, il rencontre les hommes du détachement Kérillis qui se replient à la faveur de l'ombre. La mission, donnée à son escadron par Gironde, est largement remplie : les avions de l'escadrille ennemie sont détruits, aucun d'eux ne prendra l'air demain. Mais à quel prix ! Trop des nôtres sont restés là-bas ou gisent dans les champs de luzerne ou de betteraves.

Le décrochage est difficile. Les cavaliers à pied de Villelume couvrent la retraite à l'aide de leurs dernières cartouches et tiennent en respect les cyclistes allemands de plus en plus

(1) Sans doute des phares d'autos.

mordants. Les coups de fouet des balles arrachent des étincelles aux pierres de la route ou percutent avec un bruit mat dans la terre molle.

Aux bâtiments de la Râperie, Villelume a retrouvé Ronin.

— Vite ! lui crie-t-il. A cheval ! Ils nous poursuivent !

Des coups de feu claquent à moins de trente mètres. En hâte, les survivants de l'escadron sautent en selle. Ils sont vingt-sept, dont huit blessés, certains grièvement. De Villelume et Ronin se mettent à leur tête et, d'un suprême temps de galop, tous s'enfoncent dans la nuit.

Leur rôle n'est pas fini.

Si Gironde, Gaudin de Villaine et Kérillis ont signé de leur sang un des plus audacieux faits d'armes de notre cavalerie, leurs cadets, Villelume et Ronin, bouillants Saint-Cyriens, se préparent à écrire une page aussi glorieuse.

Nous les retrouverons tout à l'heure, au point du jour.

LE LIEUTENANT DE KÉRILLIS

Kérillis vient de rouvrir les yeux. Autour de lui, la bataille s'est ralentie. La fusillade crépite encore, mais les coups de feu s'éloignent. Les dragons, après avoir mis les avions hors d'usage, se retirent à travers champs. Les brasiers de l'incendie jettent leurs dernières lueurs et achèvent de se consumer.

Kérillis est étendu sur le bord de la route, le visage à hauteur de deux lourdes semelles ferrées. Ce sont les bottes du chef d'escadrille allemand qu'il a tué. Son corps est là, gigantesque. Autour d'eux, d'autres cadavres. Des Allemands. Des dragons. On s'est battu avec rage. Lorsque Kérillis est tombé, ses hommes se sont précipités pour le dégager. Aucun d'eux n'a voulu le laisser, mort ou vivant, aux mains de l'ennemi. Ce jeune chef ardent au visage mince, au regard noir, est déjà à vingt-trois ans un entraîneur d'hommes. Les siens le suivraient, — l'ont suivi, — n'importe où ! Tous se sont élancés pour protéger son corps. Héroïsme inutile au milieu de cette grappe d'Allemands qui frappaient et tiraient de toutes parts ! Pas un n'a reculé. Le brave Cossenet s'est fait tuer sur lui en cherchant à l'emporter. Il est là, sans vie, percé de coups, avec, sur ses poignets livides, ses humbles galons de laine rouge de cavalier de première classe. Il est étendu tout contre son lieu-

tenant qu'il n'a pas voulu abandonner. A deux pas, Museur râle. A ses côtés, replié sur lui-même, le corps d'un brigadier... D'autres...

Kérillis lève le menton, regarde... Une main le secoue à l'épaule. Contre son oreille, une voix souffle :

— Mon lieutenant ? Vous n'êtes pas mort ?

Un de ses hommes est resté allongé dans le fossé, comme un cadavre. Il a cru le voir bouger. Tête nue, il a rampé.

— Mon lieutenant, vous n'êtes pas mort ? répète l'homme anxieux. Et sa main secoue plus fort.

— Non, mon vieux...

— Alors ça va, vous en faites pas, on vous emporte !

— Non, mon brave, laisse... Sauve-toi !...

Pour toute réponse, Kérillis se sent tiré par les jambes, traîné, hissé sur un dos.

A quelques mètres, un autre dragon se lève. Il attendait. A eux deux, ils emportent leur officier, risquant cent fois leur vie. Découverts, ils seront aussitôt abattus. Des cyclistes ennemis passent à les toucher, pédalant sur la route ; dans les champs, des ombres allemandes les frôlent en courant. Ils s'arrêtent, s'immobilisent, courbés vers le sol, attendent, repartent. Au prix d'un effort surhumain, les six cents mètres qui les séparent de la Râperie sont peu à peu franchis.

A la Râperie, il n'y a plus personne. Les survivants de l'escadron, avec les sous-lieutenants de Villelume et Ronin, viennent de disparaître dans la nuit. Pourtant, au clair de lune, surgissent des isolés, à pied, qui se cherchent, se reconnaissent. Ce sont des attardés, des rescapés; ils se groupent autour de Kérillis.

Voici maintenant des chevaux errants qui traînent, dans leurs jambes, leurs rênes brisées. D'instinct, ils sont revenus à leur point de départ. A l'appel des hommes, ils se laissent approcher et prendre en main, encore frémissants, couverts d'écume. Le cheval de Kérillis est retrouvé derrière la Râperie, gardé par le cavalier qui en a la charge et qui, fidèlement, n'a pas bougé, attendant le retour de son officier. Kérillis, à grand peine, est soulevé en selle. Deux dragons l'encadrent et le soutiennent. Les hommes qui n'ont pas de monture vont à pied, carabine en main. Ils sont, en tout, six ou sept.

Les derniers coups de feu se sont tus, les lueurs de l'incendie achèvent de mourir. L'ennemi ne poursuit pas.

Le petit groupe s'enfonce au hasard, à travers champs, vers le nord.

Il parcourt ainsi trois kilomètres, coupe la trace de la chaussée historique Brunehaut et parvient aux lisières d'un village, non loin de la Vallée de l'Aisne : Montigny-l'Engrain. Il est bientôt quatre heures. Les coqs commencent de chanter dans les basses-cours.

Risquant le tout pour le tout, un homme va frapper à la porte de la première maison et se renseigne. Le village est vide d'Allemands. C'est une chance inespérée, mais il faut se hâter ! Si, depuis l'invasion, l'ennemi n'a cantonné qu'une seule nuit à Montigny-l'Engrain, du moins les troupes circulent-elles tous les jours sur la route qui le traverse.

Les habitants, alertés, recueillent le détachement à bout d'effort. L'abbé Saincir, curé de la paroisse, organise les secours. Il faut que tous, hommes et bêtes, se cachent et disparaissent au plus vite ; sinon, tout sera perdu ! Les étoiles pâlissent, le disque blême de la lune devient de verre dépoli. Bientôt l'aurore....

En une demi-heure, tout est paré. Les dragons et les chevaux ont été dispersés, répartis entre les habitants les plus courageux qui ont accepté de courir les risques, combien dangereux, de les dissimuler chez eux. Avec l'assentiment de Kérillis, les hommes ont été habillés en civil, leurs uniformes, leurs casques, leurs armes, leurs paquetages, leur linge ont été enfouis au plus profond des fenils et des granges, ou enterrés, au loin, dans les vergers ou dans les champs. Tout a disparu. Si, d'aventure, des hommes sont découverts par l'ennemi, on les dira scrofuleux, rachitiques et, comme tels, non levés par la conscription et réformés. Ils en joueront le rôle. Quant aux chevaux, ce sera évidemment plus difficile. Les braves bêtes ont été conduites isolément dans les étables. Le forgeron a effacé au fer rouge sur leur sabot le numéro du régiment et l'initiale dénonciatrice, la lettre D : *dragons*. Militaires, eux ? Allons donc, civils ! Ce sont de pacifiques chevaux de labour, ou de trait, bien tranquilles ; la réquisition les a épargnés, l'invasion a été trop rapide, ils sont restés. Ils ignorent le son de la trompette et, en fait de musique, ne

connaissent que celle du fouet et des appels de langue des gars de ferme conduisant la charrue.

Quant à Kérillis, l'abbé Saincir l'a fait transporter à la cure. Là, on l'a déshabillé, pansé. Sa blessure de l'épaule n'est pas grave. La balle lui a traversé le haut du bras. Mais celle du flanc est plus sérieuse. Un coup furieux, porté sans doute avec une barre de fer, lui a défoncé l'aine. Kérillis souffre horriblement, il a la fièvre; une péritonite est à craindre.

Le prêtre l'a couché dans son lit. C'est lui qui le veillera, le soignera. Si l'ennemi l'interroge, il répondra que Kérillis est son neveu, qu'il est phtisique au dernier degré, que depuis des années il vit ainsi, allongé, qu'il est à l'agonie, que sa mort n'est qu'une question de jours. A la réflexion, la fable apparaît dangereuse. Neveu d'un curé? Cela prendra-t-il? L'ennemi trouvera l'histoire suspecte. Elle est pourtant la seule qui soit à raconter, mais pas chez le curé; chez n'importe quel habitant oui, mais pas chez lui!

Sur ce point, tout le monde est d'accord. Tous les paysans qui ont envahi la cure sont du même avis, mais qui se chargera de la personne particulièrement compromettante de Kérillis? L'abbé Saincir n'hésite pas, il s'adresse à son adversaire direct, à son ennemi politique déclaré, au fermier Raynaud, aux idées avancées, qui ne met jamais les pieds à l'église et professe à l'égard de la religion et des prêtres l'hostilité la plus vive.

Mais la politique, c'était bon il y a encore un mois, avant la guerre! Aujourd'hui, sous le talon de l'envahisseur, socialistes, communistes, conservateurs, ce sont des mots vides de sens! Les Français se déchirent en temps de paix pour des couleurs et des nuances, mais que la guerre éclate et que déferle le flot de l'invasion, tous, aussitôt, oublient leurs différends et se tendent les mains, le vieux nom de Patrie retrouve tout son sens sublime. Il en sera toujours ainsi...

Donc, l'abbé Saincir, sans hésiter, s'adresse au fermier Raynaud, socialiste. Et le fermier Raynaud, sans davantage hésiter, accepte. Pourtant le risque est mortel. Une simple visite domiciliaire, un simple soupçon, un simple geste écartant une couverture sur un pansement et Raynaud, socialiste, et sans doute aussi antimilitariste, sera fusillé. Tout socialiste et

tout antimilitariste qu'il peut être, il aura caché dans son propre lit un officier de cavalerie, lequel, par surcroit, porte un nom rien moins que socialiste. Tels sont les Français...

Raynaud est un brave. En moins de cinq minutes, Kérillis est transporté chez lui, installé dans la plus belle chambre, couché. Ses effets militaires, son sabre, son revolver, son porte-cartes ont été enfouis dans la cour, sous le tas de fumier, enveloppés de sacs.

Et deux heures après, à six heures, l'ennemi fait irruption.

Toutes les portes sont ébranlées, les maisons visitées. Il faut que les habitants préparent leurs demeures, apprêtent des vivres; des troupes vont cantonner, sans doute pour plusieurs jours. Émoi! Les dragons en civil sont poussés dans les plus profondes cachettes; les chevaux, eux aussi, deviennent plus civils que jamais, avec leurs hanches frottées de crottin, leur collier et leur bricole de charrue, prêts à partir pour les champs.

La maison de Raynaud, à l'entrée du village, est une des plus confortables. Des officiers allemands y logeront. Perplexe, le *feldwebel* fourrier a considéré le visage émacié de Kérillis, les couvertures tirées jusqu'au menton. Tant pis pour le tuberculeux! Le tuberculeux cédera sa chambre qui est belle. Il cédera aussi son lit et, avec son lit, sa literie. Il couchera à côté, dans la cuisine, sur le carreau, avec les sous-officiers allemands. Puisqu'il est si malade, on lui laissera sa paillasse. C'est tout. Exécution immédiate.

Ça va mal. Il s'en faut d'un souffle que tout soit découvert. Le *feldwebel* sorti, Kérillis est installé en hâte dans la cuisine, sur une paillasse minable, avec des couvertures percées, des draps sordides que personne ne cherchera à lui contester.

Et, pendant trois jours mortels, il va vivre ainsi, dans les mains mêmes de l'ennemi. Il connaîtra les émotions du lièvre au gîte, à côté duquel le chasseur est venu s'asseoir. Pendant trois jours et deux nuits, ce seront d'incessants va-et-vient d'officiers coiffés du casque à pointe traversant la pièce, de sous-officiers aux uniformes gris qui, à côté de lui, contre lui, auront étendu une couche de paille tout autour de la pièce, se seront allongés, l'auront regardé, examiné, se seront gaussés de ce Français, de ce piètre adversaire au teint livide, aux yeux clos, à la respiration courte. Ah! s'ils voyaient le noir

regard qui filtre sous ces paupières! S'ils se doutaient que leurs propos sont écoutés, traduits et enregistrés! S'ils voyaient, lorsqu'ils sont sortis et que la maison est vide, Kérillis rejeter ses couvertures, s'asseoir sur son séant et appeler Raynaud :

— De quoi écrire! Vite!

Car Kérillis, à l'indomptable énergie, a compris qu'il peut servir encore. Pourra-t-il jamais accomplir de plus belle reconnaissance dans les lignes ennemies? Il a, là, tout sous la main, les Allemands qui ne se méfient pas, se montrent et bavardent; il a des patrouilleurs pour circuler et le renseigner, des patrouilleurs qui sont le curé, le vieil instituteur du village et aussi Raynaud, parfaitement, Raynaud le rouge qui trotte à travers champs pour reconnaître les positions de l'ennemi et les signale à Kérillis; il a sa carte d'état-major que le même Raynaud est allé exhumer de son porte-cartes de dessous le fumier; il a du papier, des enveloppes, un crayon pour écrire; il a aussi, comme estafettes, des dragons en civil prêts à se faire tuer pour aller porter ses renseignements dans les lignes françaises. Kérillis, l'abbé Saincir, l'instituteur, Raynaud et les cavaliers camouflés en paysans constituent les éléments d'un audacieux détachement de découverte enfoncé au cœur même des organisations de l'ennemi. A l'appel de Kérillis tous ont répondu. Ils risquent chacun douze balles dans la peau. Ils n'en ont cure. Ils veulent réussir! Et ils vont réussir.

Entre temps, Kérillis a reçu la visite d'un véritable revenant : l'aspirant Louis de Maistre. De Maistre est l'un des rares survivants du peloton Gaudin de Villaine. Par quel prodige a-t-il échappé, avec quatre ou cinq hommes, à la mitrailleuse qui a fauché tout le peloton? Lui-même ne saurait le dire... Ou, du moins, il l'explique par la haute taille de son cheval. La mitrailleuse tirait bas. Ceux qui, comme lui, ont été indemnes ou simplement blessés aux jambes, montaient de grands chevaux. Ils émergeaient au-dessus de la nappe des balles. De Maistre a rallié les rescapés et, se repliant grâce à l'obscurité, a échoué dans une ferme aux abords de Montigny-l'Engrain. Informé de la présence de Kérillis, il est venu se mettre à sa disposition.

A l'aube du 11 septembre, le canon roule derrière les

vitres. Il roule même si fort, qu'un espoir merveilleux se glisse dans le cœur des habitants. Les nôtres se rapprochent, il n'y a pas de doute! Hier, on se battait plus au sud! On avance!

La physionomie des Allemands en est le plus sûr indice. Elle n'est plus la même. Le major, qui couche dans la chambre d'où Kérillis a été chassé, a l'air soucieux. Et les sous-officiers ne se livrent plus, en ricanant, à leurs plaisanteries coutumières à l'adresse du Français moribond: *Franzosen Kapùt! Pariss Kapùt!*

Agenouillé près de Kérillis, l'instituteur lui confirme à voix basse ce que Raynaud est venu lui signaler tout à l'heure:

— Ils construisent de drôles d'ouvrages non loin du village, au revers du plateau, le long de la route qui monte vers Soissons. Tenez, de la fenêtre, on voit à peu près l'endroit... Ils en mettent un bon coup, vous savez! Ils travaillent à toute vitesse. Ils ont l'air d'attendre les Français et de se préparer à résister.

Kérillis interroge anxieusement: « Quelle forme ont ces ouvrages? Combien y en a t-il? A quelle distance sont-ils les uns des autres? Il faut savoir! »

L'instituteur, alerté, retourne sur les lieux, observe, revient. Il y a six ouvrages, six épaulements tous pareils, avec un parapet de terre, en demi-cercle. Ils sont à environ vingt mètres les uns des autres. Kérillis est fixé: ce sont les épaulements d'une batterie d'artillerie.

Il n'y a personne dans la cuisine. Il faut en profiter. L'abbé Saincir vient d'arriver. En hâte, Kérillis le charge de rédiger sous sa dictée un renseignement, — le troisième, — il marque sur un fragment de sa carte les emplacements exacts des épaulements, signale que, si des tirs d'artillerie paraissent provenir de Montigny-l'Engrain, c'est là qu'il faudra chercher les pièces. Il ajoute des précisions sur la nature des troupes allemandes qui tiennent la région, les numéros des régiments et l'état moral de l'ennemi. Puis il envoie quérir dans le village un de ses hommes habillé en civil. L'homme arrive, reçoit le précieux message et Kérillis lui serre la main.

— Tu vas porter ça. Tu iras jusqu'aux lignes françaises. Tu entends le canon? Les nôtres se rapprochent. Il faut que tu passes! Il faut à tout prix que tu passes! Quand tu auras

passé et que tu auras trouvé un officier, tu lui feras lire ce pli et tu lui demanderas où il y a un général. Tu iras jusqu'à ce général, tu lui remettras le message. Compris?

— Compris, mon lieutenant!

— Au revoir, mon brave.

— Au revoir, mon lieutenant.

L'homme est sorti, rasant les murs. Comme ses deux camarades qui, avant lui, sont déjà partis en estafettes, il est entré chez le cordonnier, lequel a décloué le talon de sa chaussure, a inséré le message sous la semelle et a recloué le talon.

Puis, à tombée de nuit, il s'est éloigné vers le sud.

C'est le 12 septembre au soir.

Dans la même nuit, à l'aspirant de Maistre, venu en civil jusque dans la cuisine où il est étendu, Kérillis a remis un long rapport destiné au commandement français. De Maistre se charge de le porter.

Le 13 au matin, les troupes de von Kluck sont en pleine retraite. Jusqu'à l'aube, Kérillis étendu sur son grabat, les dragons tapis au fond des caves, les habitants de Montigny claquemurés dans leurs maisons, ont écouté la rumeur sourde de leurs colonnes, le roulement confus des attelages, des caissons, des canons, des voitures parmi les ordres rauques et les coups de fouet, le piétinement incessant des bataillons, des régiments, le heurt des fers d'innombrables chevaux. Oui, c'est la retraite! Depuis trois jours elle était commencée, mais à présent elle se précipite. Par toutes les routes nationales de France, cette fois encore pas assez larges, par tous les chemins, toutes les pistes, tous les sentiers, à travers champs même, c'est le reflux. Le flot de l'invasion remonte vers le nord. C'est un grondement de fleuve débordé, un bruit immense qui vient jusque dans les rues du village battre aux portes et aux fenêtres et se perd dans la nuit. Bulow est enfoncé sur la Marne par Franchet d'Espèrey, Kluck menacé d'être enveloppé par Maunoury. Il a fallu se résigner, faire demi-tour en hâte.

Mais, de loin en loin, l'ennemi laisse de solides arrière-gardes accrochées au terrain avec mission de résister et de retarder à tout prix l'avance française.

C'est ainsi qu'au point du jour les emplacements de batterie, préparés la veille près de Montigny-l'Engrain, sont occupés. Vers le sud, la canonnade s'est réveillée, et bientôt s'est élargie de l'ouest à l'est ; puis la fusillade, le bourdonnement sinistre de machine à coudre des mitrailleuses qui, derrière l'horizon, cousent d'invisibles suaires. La bataille se déroule à courte distance.

Dans les rues de Montigny-l'Engrain règne une fébrile activité. Sous les regards, en apparence indifférents, mais exultants de la population, les uniformes gris déménagent. Dans les cantonnements ils ramassent leurs armes, leurs bagages, leurs équipements, abandonnent les maisons dont les portes sont couvertes d'inscriptions à la craie en langue allemande. Sous l'œil goguenard de Kérillis, les sous-officiers sortent pour la dernière fois de la cuisine, en oubliant de dire *Pariss Kapût*.

Dans la matinée, les batteries de 77, postées au revers du plateau, ouvrent le feu. Les Français approchent. Elles ne tirent pas longtemps. De la fenêtre, où il est allé s'accouder, Kérillis voit soudain s'abattre une volée d'obus de 75. Puis une autre. En deux salves la batterie allemande est encadrée ; les shrapnells à fumée blanche et les explosifs à fumée noire criblent d'éclats les servants et les pièces. En quelques minutes les 77 sont muselés.

A n'en pas douter, le renseignement que Kérillis a envoyé est parvenu. Pour l'heure, Kérillis n'en sait rien : il le saura plus tard. Des trois braves qui, déguisés en civils, se sont dévoués pour traverser les lignes ennemies, deux auront été tués, le troisième aura passé.

Quant à l'aspirant de Maistre il aura réussi, au prix des plus grandes difficultés, à déjouer toutes les surveillances et, le 13, au point du jour, se sera présenté à l'hôtel de ville de Villers-Cotterets, où vient d'arriver un état-major de corps d'armée français.

A midi, les derniers Allemands se retirent en faisant le coup de feu. La fusillade crépite à l'entrée du village, des balles éraflent les façades et cassent des tuiles sur les toits. On entend des clameurs.

Kérillis a ouvert la porte toute grande. Il se tient debout sur le seuil, le bras en écharpe. Voici les premiers soldats

français. Ils sont trois qui font irruption au pas de charge, la baïonnette haute. D'un mot Kérillis les arrête et se nomme. Ce sont des fantassins de la 14e division du général Drude, la fameuse division de fer de Belfort. Ils sont dans toute l'exaltation de la victoire, le képi enfoncé sur la nuque, le visage ruisselant de sueur, noir de poussière, la capote ouverte sur la gorge, les manches relevées, leurs vêtements pleins de terre. Sur le poignet du premier brille la sardine d'or de sergent. Ils portent le képi rouge, la capote bleu-foncé, le pantalon garance. Ce sont les vainqueurs de la Marne.

— Où sont vos officiers? demande Kérillis.

— Les officiers? crie le sergent qui déjà s'éloigne en courant. Les officiers, il y a longtemps qu'il n'y en a plus! Ils sont tous tués. C'est moi qui commande la compagnie!

Maintenant, de toutes parts les Français pénètrent dans Montigny-l'Engrain. Le soleil luit à travers les nuages. C'est la délivrance. Kérillis s'est appuyé au montant de la porte. Il revoit Gironde, Gaudin de Villaine, ses camarades, ses hommes, ses chevaux; deux lourdes larmes coulent sur ses joues.

LE DÉTACHEMENT DE VILLELUME ET RONIN

Nous avons laissé les sous-lieutenants de Villelume et Ronin, avec leurs hommes, s'enfoncer au galop dans la nuit, près de la Râperie. Nous allons les retrouver, car ils vont se montrer les dignes frères d'armes des Gironde, des Gaudin de Villaine et des Kérillis. Il est écrit que l'escadron de Gironde laissera le plus pur souvenir. Dans ses rangs, officiers, sous-officiers, cavaliers, tous se seront magnifiquement conduits; il n'y aura pas une exception, pas une défaillance.

Après avoir galopé une centaine de mètres, Villelume a levé le bras.

— Halte!

Combien sont-ils? Ils se comptent : vingt-sept, dont huit blessés qui tiennent à grand peine à cheval. Où sont-ils? Dans des champs inconnus. Villelume n'a pas de carte. Ronin non plus. Les seules que possédait l'escadron sont restées sur les corps de Gironde et de Kérillis.

Les derniers coups de feu ont rayé les ténèbres. L'ennemi ne tire plus. Villelume et Ronin se sont consultés : Et maintenant que faire? La situation est plus dramatique que jamais. Les chevaux, cette fois, sont réellement à bout de souffle, incapables du moindre effort : ils vont tomber. Les hommes ont l'air de spectres; ils n'ont pas dormi, pas mangé; ils se sont battus, ils n'ont plus de cartouches. Il ne reste dans ce peloton de survivants que quelques sabres et quelques lances. Pas davantage.

Mais Ronin et Villelume sont du même avis. Abandonner? Jamais! On va tâcher de percer les lignes, de passer coûte que coûte. On ne s'avouera jamais vaincus. On ne se rendra pas.

Le bruit se répand que Kérillis a été sauvé, qu'il a été transporté par ses hommes à la ferme de Vaubéron. Villelume et Ronin décident immédiatement d'aller le rejoindre. Mais à la ferme de Vaubéron il n'y a personne. Kérillis n'y est pas. On ne l'y a pas vu. Il a pris une autre direction. C'est à Montigny-l'Engrain qu'il faudrait le chercher, mais Villelume et Ronin l'ignorent.

Le reste de l'escadron de Gironde va donc errer à l'aventure toute la nuit, à travers champs, au pas. Au point du jour il atteindra une ferme isolée, comme il s'en dresse de loin en loin sur ces plateaux dénudés du Soissonnais. C'est la ferme de Hautefontaine. Villelume et Ronin vont se trouver à ce moment à faible distance des lisières de la forêt de Compiègne dont, seule, les séparera la coupure profonde du Vandy. La ferme de Hautefontaine est située à la naissance d'un ravin qui se creuse en direction de l'Aisne. Tout près, à moins d'un kilomètre, sur le versant est, se serrent dans un repli les toits de Montigny-l'Engrain. Kérillis et ses six hommes viennent d'y arriver à la même heure. Mais ils ne se trouveront pas. Le hasard ne les réunira pas. Chacun ira vers son destin.

De même que Gironde à la ferme de Vaubéron, Villelume et Ronin s'organisent en cantonnement d'alerte à la ferme de Hautefontaine. Les portes sont barricadées, sauf une pour s'enfuir en cas de surprise. Les chevaux, qui ont bu et à qui on a jeté de la paille à mâcher, sont restés sellés au milieu de la cour. Des vedettes, à pied, sont placées à tous les angles. Pas une cartouche.

Les deux officiers établissent un plan. Penchés sur une mau-

vaise carte Taride qu'ils viennent de découvrir dans une chambre, ils décident de rester toute la journée cachés dans la ferme, afin de faire reposer les hommes et les chevaux, puis, à la faveur de la nuit, de marcher vers le sud-ouest, c'est-à-dire vers les lignes françaises. Ils franchiront le ruisseau du Vandy à hauteur des villages de Chelles et de Saint-Étienne. Après, on verra! A la grâce de Dieu!

C'est Villelume, le plus ancien, qui a pris le commandement. Leur parti est sage. Il est même plus sage qu'ils ne supposent. Sous la pression de nos troupes, l'ennemi commence sa retraite. Si les événements les maintiennent seulement deux jours dans cette enceinte sans que leur présence soit éventée, ils seront délivrés par l'avance française. Auront-ils cette chance?

Le jour s'est levé franchement. Des habitants de Hautefontaine viennent renforcer le réseau des vedettes pour mieux assurer la sécurité du détachement et permettre aux dragons de se reposer. Le soleil monte dans un ciel tout rouge, gaufré des plis légers d'innombrables cirro-stratus, ces fameux *mare's tails*, ou *queues de jument*, des marins anglais, indice de vent prochain.

Un peu avant six heures, un avion allemand, aux grandes croix noires, passe très bas, à la verticale de la ferme. Il vire et le bruit de son moteur se perd vers le nord. Que cherchait-il? A-t-il aperçu, dans la cour, les chevaux tout sellés, les dragons avec leurs casques et leurs culottes rouges? Toujours cette aviation maudite!

Villelume et Ronin ont l'impression que cet *Aviatik* rôdait sur le plateau avec mission de découvrir les survivants de l'escadron de Gironde. Mais ne se croit-on pas toujours visé par l'avion qui vous survole? Coïncidence ou relation de cause à effet, quoi qu'il en soit, soudain les vedettes se replient. Alerte! L'ennemi arrive!

Villelume était sur ses gardes. Il a fait monter ses hommes à cheval et ouvrir toute grande l'issue qui donne sur les champs. Bientôt, de violents coups de crosse ébranlent la porte du côté de la route. Lorsque les battants cèdent enfin, le dernier dragon français vient de tourner au galop l'angle du mur. Villelume et Ronin ont réussi à disparaître au nez de l'ennemi.

La situation n'en vaut guère mieux. En pleine lumière,

sur ces grands espaces nus, sans un couvert, dans une région infestée de troupes allemandes, une vingtaine de cavaliers ne sauraient passer longtemps inaperçus. D'autant moins qu'ils sont, maintenant, à nouveau signalés et âprement recherchés.

Vaille que vaille, Villelume et Ronin décident de tenter immédiatement ce qu'ils voulaient entreprendre seulement à la nuit tombée. Par chance, ils vont trouver coup sur coup plusieurs villages vides d'ennemis, mais vides relativement, c'est-à-dire vides selon les heures et les moments de passage, car des détachements de toutes armes et des convois ne cessent de les sillonner. Il faut veiller et saisir les instants propices.

Le bourg de Hautefontaine, non loin de la ferme de même nom, n'est pas occupé. Villelume en profite pour procéder à l'évacuation de ses huit blessés qu'il laisse à la garde des habitants et poursuit sa marche vers l'ouest, avec l'idée non pas de chercher à pénétrer dans la forêt de Compiègne, certainement trop surveillée, mais de se couler dans l'étroit passage qui la sépare de la forêt de Villers-Cotterets, en direction de Crépy-en-Valois.

La petite colonne franchit le Vandy sans encombre, à Chelles. De toutes parts, les habitants renseignent les éclaireurs de pointe et s'efforcent, au prix des plus grands risques, à faciliter la marche du détachement. C'est ainsi qu'au village de Saint-Étienne, Villelume et Ronin apprennent la présence de troupes et d'un état-major allemands tout près d'eux, à Pierrefonds. Ils obliquent aussitôt plus au sud. A travers champs, utilisant le mieux possible les replis de terrain pour échapper aux vues, ils parcourent trois ou quatre kilomètres sans être découverts. L'espoir renaît. Le soleil étincelle sur le feuillage vert des betteraves et l'or des javelles abandonnées. A droite, se dresse, toute proche, la lisière de haute futaie de la forêt de Compiègne. Vers le sud-ouest, la canonnade gronde avec une intensité grandissante. Il semble aux survivants de l'escadron que la chance leur sourit enfin, qu'ils touchent au salut.

Les éclaireurs avancent avec une extrême prudence, s'arrêtent, inspectent longuement les environs avant de repartir. Tout à coup, à moins de trois cents mètres, éclate une fusillade inattendue, venue de la lisière de la forêt. Les balles encadrent les cavaliers de leurs coups de fouet caractéristiques. Elles font fumer la terre sèche dans les pieds mêmes des chevaux.

— En fourrageurs, au galop !

Villelume a entraîné ses hommes vers la gauche. Les balles les poursuivent comme un essaim de mort. Enfin une pente dérobe les cavaliers aux vues de l'ennemi ! Personne n'a été touché. Les bêtes, que cet effort a épuisées, sont couvertes de sueur, tremblantes sur leurs membres. Villelume les regarde avec inquiétude. Combien de temps pourra-t-il tenir ? Il repart au pas, toujours face au sud-ouest. Son énergie est inflexible, il veut percer !

Un cheval vient de s'abattre à grand bruit sous son cavalier. Il est fourbu. On cherche à le faire relever, il retombe, il faut l'abandonner sur place. Le dragon, démonté, prend ses armes et court à pied à côté de ses camarades.

Cent mètres plus loin, des salves d'obus, tirées de tout près, accueillent les survivants de l'escadron. Les schrapnells éclatent, — par bonheur un peu haut, — dans un fracas étourdissant qui ferait cabrer les chevaux, s'ils en avaient la force. De l'artillerie pour ces vingt cavaliers à bout de souffle, quel honneur !

— Derrière moi, au galop !

Cette fois encore Villelume dégage son détachement. Les dragons portent littéralement leurs montures à coups d'éperon. Un nouveau cheval s'abat, mort de fatigue. L'homme qui le montait a roulé dans la poussière, puis s'est relevé et, par humanité comme font toujours les cavaliers en ce cas, a dessanglé la malheureuse bête et l'a délivrée du paquetage qu'il a jeté au loin. Carabine à la main, il court, lui aussi, à côté de la colonne. Ils sont déjà plusieurs à courir ainsi.

Villelume et Ronin se concertent. Que devenir ? Ils sont vus de partout ! Ah ! si seulement leur uniforme était moins apparent, l'ennemi ne les remarquerait peut-être pas, si loin du front ! Il les confondrait avec ses propres troupes ! Mais que faire avec cette tenue absurde et impropre à la guerre, avec ces tuniques sombres, ces culottes rouges, éclatantes comme des fleurs de coquelicots dans des champs de blé !

Comprenant qu'en plein jour la trouée vers Crépy-en-Valois s'avère impossible, Villelume décide de se rabattre au plus court, à l'ombre propice de la forêt de Villers-Cotterets, c'est-à-dire vers sa pointe extrême, au sud de Rétheuil. C'est un changement de direction complet qui le ramène face au sud-est.

Le village de Rétheuil est libre. Villelume et Ronin en profitent pour faire souffler un instant leurs hommes et leurs chevaux derrière les maisons. Mais on aperçoit bientôt sortir de la forêt de Villers-Cotterets et se diriger vers Taillefontaine et Mortefontaine de nombreux convois allemands. Atteindre la forêt apparaît donc comme très problématique. Villelume le tente cependant.

Ayant recherché le meilleur cheminement pour gagner la lisière, le détachement n'en est plus qu'à un kilomètre, lorsque débouche au trot de la futaie un peloton de cavaliers aux uniformes clairs. On y voit mal. La poussière soulevée par les pieds des chevaux est gênante. Villelume, jumelle aux yeux, observe.

— Hussards français ! crie-t-il.

Une joie sans bornes étreint aussitôt le cœur de tous. C'est le salut !

Là-bas, derrière les premiers cavaliers, un second peloton vient de sortir de la forêt et se déploie en fourrageurs; puis deux autres, en colonne. Les dragons se dirigent en hâte vers eux, cependant que Ronin envoie en avant un maréchal des logis prendre le contact. Le sous-officier, dont la monture fournit un dernier effort, s'éloigne au grand trot. On le voit bientôt faire pivoter son cheval sur les hanches et revenir au galop. Villelume, qui a reporté ses jumelles à ses yeux, les laisse aussitôt retomber :

— Ce sont des uhlans ! dit-il.

Ce sont en effet des uhlans. Comme une feuille arrachée par un vent d'orage, le suprême espoir s'envole. Les survivants du 2e escadron du 16e dragons sont totalement cernés.

Sans illusion sur l'issue d'une telle manœuvre, Villelume a, refusant de se rendre, fait exécuter demi-tour à ses hommes. Il n'est pas question de s'enfuir au galop, ni même au trot, les chevaux en seraient incapables. Il ne peut s'agir que de s'éloigner au pas, — et d'attendre le choc, l'anéantissement final.

Mais, stupeur ! Au lieu de charger et de culbuter ces vingt revenants, ces vingt dragons-fantômes qui tiennent à peine debout, les uhlans, à plus de cent, se refusent à les aborder. Depuis le début de la campagne, l'ascendant de notre cavalerie sur la cavalerie allemande est tel, que celle-ci préfère s'abstenir.

Dès les premières rencontres, uhlans, chevau-légers, chasseurs à kolback, dragons à casque à pointe, cuirassiers blancs et hussards de la mort ont reconnu, rien qu'à leur coup de pointe, leurs vieux adversaires d'Eylau, de Friedland, de Saalfeld et d'Iéna, — ou même de Ville-sur-Yron. Il est des traditions qui ne sauraient se perdre. Les uhlans gardent leurs distances (1). Ils ont mis ignominieusement pied à terre et, à huit cents mètres, ouvrent le feu dans le dos de nos hommes. Hâte ou honte, ils tirent mal.

Villelume à agité son sabre au-dessus de sa tête pour le geste :

— En fourrageurs !

Le mouvement s'est exécuté tant bien que mal, au pas, sous les balles. Hommes et bêtes ont monté lentement un glacis découvert, long comme un calvaire, avec une tranquillité aussi insolente qu'involontaire mais qui, là-bas, doit exaspérer les tireurs, à en juger par le crépitement désordonné de leurs coups de carabine. La poussière gicle de toutes parts autour du peloton.

Ronin, à cet instant, revoit un épisode presque semblable qui s'est déroulé hier dans l'après-midi, au plus fort de la poursuite, et qui porte bien la marque de Gironde.

Comme l'escadron, traqué de tous côtés, cherchait à gagner la forêt, une section d'infanterie allemande s'était soudain levée dans les blés et avait fait pleuvoir sur lui une grêle de balles. Il y avait eu un instant de flottement, les rangs s'étaient désunis.

Gironde, sentant l'affolement de ses hommes, prêts à se débander, avait enlevé de sa bouche sa pipe légendaire et, volontairement, l'avait laissée tomber. Puis il avait arrêté l'escadron sous le feu et avait déclaré qu'il fallait que la pipe fût retrouvée avant de repartir. Tout le monde avait compris. Les dragons s'étaient regardés en riant. Tous s'étaient arrêtés, rassurés, repris en main. Plusieurs avaient mis pied à terre. La pipe avait été ramassée sous les balles. Gironde l'avait remise tranquillement à sa bouche et l'escadron avait poursuivi sa marche.

Gironde n'est plus là, mais son souvenir demeure dans le

(1) Comme ceux qui, durant tout l'après-midi de la veille, ont escorté l'escadron de Gironde sans oser l'aborder.

cœur de chacun de ses hommes. Ils portent enfoncée dans leur âme son empreinte brûlante.

De même que la veille, cette fois encore pas un cavalier, pas un cheval n'est touché. Enfin, le terrain, en dos d'âne, les masque aux vues et redescend en pente douce vers un village dont le clocher se dresse à moins de deux kilomètres. C'est Saint-Étienne que Villelume et ses hommes ont traversé tout à l'heure et qu'il leur faut, bon gré, mal gré, regagner, — c'est le seul recoin encore libre dans le filet qui se resserre de minute en minute.

Ah! s'ils pouvaient seulement l'atteindre avant que les uhlans ne les aient rejoints, s'ils pouvaient y disparaître, brouiller leurs voies, se dissimuler dans les maisons, se terrer au plus profond des caves, peut-être que l'ennemi, dans sa précipitation, tomberait en défaut, passerait sur eux et perdrait leur piste!... Car, chez Ronin et chez Villelume, l'énergie est à ce point indestructible, la foi indéracinable et la jeunesse éclatante, que, même dans une situation sans issue, ils cherchent encore à lutter et à forcer la chance.

DANS UNE CAVE

Un quart d'heure ne s'est pas écoulé que, dans le village, avec l'aide des habitants, tout a disparu dans les étables et les maisons. Villelume a enjoint à ses hommes de s'habiller en civil et de rester dissimulés. Lui seul, ainsi que Ronin, garderont leur uniforme d'officiers. Si l'ennemi découvre la ruse, ils pourront ainsi se présenter en tenue, avec l'insigne de leur grade, et justifier de l'ordre qu'ils auront donné. S'ils sont fusillés, du moins leurs hommes seront-ils épargnés.

Ronin et Villelume se cachent les derniers. Ils ont juste le temps de pénétrer dans une cave isolée, creusée au bord de la route, à l'entrée du village, et de tirer la porte sur eux. Les uhlans arrivent de toutes parts. Ils ont suivi la voie toute chaude du peloton, jalonnée à travers champs par de nouveaux chevaux tombés d'épuisement. Comme Villelume l'avait espéré, ils traversent en hâte Saint-Étienne, se renseignent à peine et disparaissent vers les fonds du Vandy où ils sont persuadés que se sont réfugiés les Français.

Quand le bruit des galops s'est éteint, Villelume et Ronin,

épuisés de fatigue et d'émotions, s'effondrent sur le sol. Ils sont aussitôt terrassés par le sommeil.

La cave qui les abrite est semblable à toutes celles du Soissonnais. C'est, en langage du pays, une *creute*, sorte de caverne forée dans la pierre friable de la région, non pas sous les maisons, mais à l'écart, en général sur le bord des routes. Chaque famille possède la sienne, y gare son vin, ses pommes de terre et ses outils. Celles de Saint-Étienne, comme celles de tous les villages envahis, ont été dès le premier jour visitées par les troupes allemandes. S'il y reste des pommes de terre et de la paille, il y a beau temps que tout le vin a disparu. Les bouteilles ont été pillées, emportées, et jonchent maintenant les routes de l'invasion. A perte de vue, le long du moindre chemin, elles scintillent au soleil, vidées de leur contenu, jetées de chaque côté sur les talus, sur deux rangs continus qui vont se perdre à l'horizon. De Verdun jusqu'à Compiègne et spécialement en Champagne, sur toutes les routes allant du nord au sud, elles constituent l'un des plus prodigieux spectacles qui attendent les vainqueurs de la Marne. Ce seront vraiment les bouteilles vides qui auront témoigné de l'extrême avance allemande.

La cave, où se sont réfugiés Villelume et Ronin, appartient à une brave famille de Saint-Étienne, la famille Bouland. C'est Bouland, lui-même, un grand vieillard, qui les y a conduits. Il a, de plus, donné asile dans sa propre maison, située à l'entrée du village, à deux dragons déguisés en civil et à deux chevaux dont les paquetages et les harnachements ont été enterrés.

Le lendemain matin, 11 septembre, au point du jour, Villelume et Ronin, qui ont dormi sans interruption depuis la veille à midi, sont réveillés par un roulement de caissons et de canons. L'armée allemande est en pleine retraite.

Les deux officiers se sont rapprochés sans bruit de la porte qu'ils ont barricadée le mieux possible. A travers les planches, ils regardent de tous leurs yeux. Une colonne d'artillerie, aux chevaux couverts de poussière, défile devant eux. Les hommes, coiffés du casque surmonté d'une boule, paraissent fatigués. Ils somnolent dans leur selle ou sur les caissons. Ils passent si près, que pas un détail de leurs physionomies n'échappe à Villelume et à Ronin.

Soudain retentit un ordre rauque, répété de proche en proche, et toute la colonne s'arrête. Que signifie? Vont-ils cantonner à Saint-Étienne, pénétrer dans les maisons, dans les caves? Ou s'agit-il d'une simple halte-repos et vont-ils repartir? Le cœur des officiers bat à rompre.

Les artilleurs ont mis pied à terre, se dégourdissent les jambes. Les chevaux soufflent. Alerte! Un grand diable, qui porte au col les insignes de sous-officier, se dirige vers la cave. Sans doute a-t-il l'intention de rechercher encore quelque bouteille?

Le voilà! Il est là, sa main travaille le loquet. Villelume et Ronin, de toutes leurs forces, se sont arcboutés contre la porte, retenant leur respiration. Le sous-officier allemand, surpris de cette résistance et suspectant quelque chose d'anormal, a lâché le loquet et, saisissant le revers supérieur des planches, qui n'atteignent pas le sommet de la voûte, se soulève sur les poignets pour jeter un coup d'œil à l'intérieur. Il se laisse aussitôt retomber avec une exclamation étouffée et rejoint la colonne en courant. Tout est perdu! Villelume et Ronin sont découverts!

Aussitôt un grand brouhaha se répand dans les rangs ennemis. Il n'y a plus aucune chance de salut pour les deux officiers français. Déjà un groupe se forme pour venir s'emparer d'eux. Que vont-ils faire?

En quelques mots rapides, ils se sont mis d'accord. Deux solutions s'offrent à eux : ou bien sortir immédiatement et se rendre à cette troupe à laquelle ils ne peuvent prétendre échapper, et ce sera sans doute la vie sauve et la captivité; ou bien, résister, à l'aide de leurs dernières cartouches de revolver, jusqu'au bout, jusqu'à la mort, — folie héroïque, mais que Villelume et Ronin choisissent aussitôt sans hésiter.

La cave présente deux issues, deux portes l'une à côté de l'autre, ouvrant toutes deux sur la route. Elles ferment également mal : les planches en sont disjointes, vermoulues. La résistance sera dérisoire. Qu'importe? Villelume et Ronin ont mis revolver à la main et se sont placés chacun derrière une porte. Ils attendent...

Pas longtemps. Des pas, nombreux, martelant le sol, se sont approchés. Des coups de crosse ébranlent les planches. Une voix, avec un fort accent, crie en français :

— Rendez-vous !

Villelume et Ronin se taisent dans l'ombre.

— Rendez-vous !

Sans répondre, Villelume et Ronin ont haussé un peu leur revolver.

Des coups violents pleuvent sur les deux portes à la fois. Celle que commande Villelume cède la première, avec un grand fracas. Un officier allemand coiffé du casque, suivi de quelques hommes, entre, le revolver à la main. Villelume se dresse devant lui et, d'une balle en pleine poitrine, le tue net. L'officier s'écroule à l'intérieur de la cave, tandis que ses hommes effrayés, s'enfuient, abandonnant son corps. C'est fini, Villelume et Ronin sont définitivement perdus.

Ils se jettent sur la porte et la referment le mieux qu'ils peuvent, la calant en hâte avec des madriers, des morceaux de bois, des outils, avec tout ce qui leur tombe sous la main.

A côté de la porte, une meurtrière percée dans l'épaisseur de la voûte prend jour sur la route. Elle commande en quelque sorte l'accès. Ronin y a pris place. Un sous-officier allemand, entraînant quelques artilleurs, se précipite vers l'entrée de la cave. Il ne l'a pas atteinte, qu'il roule dans la poussière, tué raide. Ronin fait feu aussitôt une deuxième et une troisième fois. Il tire à bout portant. Deux hommes s'effondrent l'un sur l'autre sur le cadavre du sous-officier.

Les survivants se retirent précipitamment et rejoignent la colonne toujours arrêtée à quelques pas sur la route. Une grêle de balles s'abat sur la meurtrière et sur les portes dont les planches sont littéralement hachées. Villelume et Ronin, qui se sont garés contre la muraille, ne sont pas atteints. Mais leur vie n'en vaut guère mieux. Dans quelques minutes ils seront morts. Ils le savent. Et leurs yeux regardent autour d'eux, dans la demi-obscurité, le décor de leurs derniers instants: une cave, des toiles d'araignée, des instruments aratoires, des pelles, des pioches, une voûte basse... même pas un bout de ciel. Eux, si vivants, si jeunes, si enthousiastes et qui, depuis toujours, s'étaient préparés à cette guerre, à cette grande revanche !... Finir ainsi !...

Mais un silence s'est établi. Que prépare l'ennemi ? Ronin et Villelume n'osent regarder à travers la meurtrière. Ils entendent les mille bruits de la colonne d'artillerie en station,

le cliquetis des chaînes d'attelage, le râclement des sabots des chevaux sur la chaussée, les colloques des hommes, les appels, les pas qui courent.

Voici un piétinement contre la porte. Est-ce un nouvel assaut ? Ronin se rapproche de la meurtrière, mais il s'arrête, stupéfait : des voix françaises parlent à travers les planches. Elles implorent. Elles disent :

— Rendez-vous ! Rendez-vous, ou nous allons être fusillés !

Villelume et Ronin regardent.

Les propriétaires de la cave sont là. Les Allemands sont allés les chercher et s'en servent comme d'un bouclier vivant. Ils sont quatre : deux vieillards, un boiteux et une femme. Ronin et Villelume les reconnaissent. C'est toute la famille Bouland. Les artilleurs ennemis les font avancer à coups de crosse, les poussent brutalement contre les portes et se dissimulent derrière eux. Tant de lâcheté révolte les deux officiers français. Ils n'ont pas encore appris à connaître les troupes allemandes.

— Rendez-vous ! implorent les voix, ou nous allons être fusillés !

Les deux officiers ne peuvent croire à un tel assassinat et flairent une ruse pour les décider à sortir. Ils ne veulent pas tomber dans le piège. Ils répondent qu'ils ne se rendront pas, qu'ils se défendront jusqu'au bout ! Ils vivent des minutes atroces. Si c'était vrai, pourtant ! Si le crépitement d'une salve venait bientôt leur apprendre qu'un de ces malheureux a été passé par les armes.

Mais non, voilà des pas qui reviennent. A travers les fentes, Ronin observe. La même scène odieuse recommence. Les propriétaires de la cave sont ramenés à coups de crosse et à coups de pied par les brutes ennemies qui se courbent derrière eux. Ils ne sont plus que trois : un vieillard, le boiteux, et la femme. Bouland a disparu.

Les trois otages pleurent et sanglotent. Leurs voix se font suppliantes :

— Pour la dernière fois, rendez-vous ! crient-elles. Ils vont tous nous tuer ! Notre parent est déjà attaché et va être fusillé tout de suite, si vous ne sortez pas. Après, ce sera notre tour ! Ayez pitié de nous !

Cette fois, les deux officiers français ne peuvent plus douter.

Ils ont compris qu'il ne s'agit pas de vaines menaces. Ils ont affaire à de féroces adversaires. Ils se concertent à voix basse. Ronin parle :

— Sortir ou rester, c'est la mort. Sortir, c'est la mort immédiate au grand jour. Rester, c'est gagner quelques minutes, mais perdre des innocents. Mieux vaut sortir!

Le sacrifice est fait.

Villelume et Ronin ouvrent la porte et se montrent à la pleine clarté, s'attendant à être aussitôt foudroyés par un feu de salve.

Ils font quelques pas, droit devant eux. Miracle! on n'a pas encore tiré. Cent cinquante artilleurs, pied à terre, épaulent leurs carabines dont les canons convergent à bout portant sur les deux officiers. Le commandement qui va faire jaillir les courtes flammes n'a pas encore retenti. Avant qu'on ne les leur ait arrachés, Villelume et Ronin ont jeté avec dédain leurs revolvers aux pieds des Allemands.

Un *hauptmann* s'avance, casqué, l'air menaçant, le parabellum au poing.

— Où sont vos hommes? interroge-t-il en français.

— Nous n'avons pas d'hommes. Nous sommes seuls, répond Villelume.

L'*hauptmann* le dévisage, stupéfait. Il dévisage aussi Ronin. Le revolver braqué sur eux, il considère longuement ces deux enfants déguisés en officiers, tête nue, avec leur col blanc, leur mince galon et, sur l'écusson de drap, le numéro de leur régiment, brodé d'argent : 16e dragons. Il ne peut croire qu'ils disent la vérité. Une telle résistance indique que la cave est fortement occupée. Avoir été tenus en échec par ces deux seuls adolescents, il ne peut pas l'admettre, c'est impossible!

— Faites sortir vos hommes! insiste-t-il avec violence.

— Il n'y en a pas. Nous sommes seuls, répète Villelume, très calme.

D'un geste, le capitaine allemand a ordonné qu'on visite la cave, qu'on vérifie l'invraisemblable affirmation.

Sous la conduite d'un sous-officier, quelques artilleurs se sont risqués à pénétrer dans la forteresse, au seuil de laquelle gisent quatre cadavres en uniforme *feldgrau*. Ils ressortent bientôt. C'est vrai, il n'y a personne.

Alors l'*hauptmann* laisse éclater sa colère. Il est furieux d'avoir été ainsi bafoué, tourné en ridicule. Il brandit son revolver sous le nez de ses deux adversaires désormais sans défense et leur crie au visage :

— C'est bien! Vous allez être immédiatement fusillés pour avoir lâchement attaqué la brave armée allemande au repos!

Une escorte en armes encadre aussitôt Villelume et Ronin et les conduit à Saint-Étienne devant le général, chef de l'artillerie. Au passage, les deux officiers français sont témoins d'une scène horrible et qui jettera plus tard un jour irrécusable sur les atrocités sans nom dont les Allemands se sont rendus coupables. La ferme du paysan Bouland, à qui appartient la cave, est en flammes. Les soldats ennemis l'ont incendiée et y brûlent, vivants, deux dragons et plusieurs chevaux qu'ils y ont découverts, tandis qu'ils font courir à coups de fourche, dans son pré, le malheureux Bouland, en lui criant :

— Tiens, regarde ta ferme qui brûle! Lève donc la tête! Regarde!

* * *

Le général commandant l'artillerie, impressionné par le courage et la jeunesse des deux sous-lieutenants qu'on a poussés devant lui, les observe en silence. Autour de lui, tous attendent, mais il ne peut se décider à les envoyer à la mort. Ils se refuse à charger sa conscience et donne l'ordre qu'ils soient acheminés au quartier général de l'armée, à Soissons. On jugera là-bas.

Le même soir, tandis que les routes sont sillonnées de colonnes ennemies en retraite, Villelume et Ronin, après une dure étape, sont transférés à Vic-sur-Aisne. Jetés dans un cachot, ils y passent toute la nuit sous bonne garde, attendant leur exécution, car on leur a confirmé qu'ils vont être fusillés.

Le 12 septembre au matin, au point du jour, des crosses sonnent sur les dalles. Des hommes en armes pénètrent dans le cachot. Un *feldwebel* porte à la main un ordre écrit. Allons, cette fois, c'est bien la fin! Les deux officiers se sont dressés; ils ont compris que leur dernière heure est arrivée.

Il n'en est rien. Le pli, que tient le sous-officier, est un ordre de grâce et de mise en route pour la captivité.

Villelume et Ronin franchissent le seuil de la prison et font leurs premiers pas sur le chemin douloureux de l'exil (1).

LES DERNIÈRES PAROLES DU CHEF

Après l'attaque de l'escadron du 16e dragons qui a détruit ses avions et lui a infligé des pertes sanglantes, l'escadrille allemande du plateau de Mortefontaine, dégagée par les cyclistes, est restée toute la nuit sur le qui-vive. Aux premières lueurs de l'aube, elle a constaté les dégâts et ramassé ses blessés. Puis elle a levé le camp et a disparu. Elle a tout emporté, y compris ses morts et ses avions brisés.

Quant aux morts français, elle les a ensevelis sur place. Les Allemands de cette escadrille-là, — on l'a vu, — sont des braves. Ils s'y connaissent en courage et, comme tels, tiennent à rendre hommage à celui de l'adversaire. Ils ont réuni dans une même tombe tous les dragons tués au cours du combat et ont pris le temps de confectionner et de planter à leur mémoire une haute croix de bois.

Lorsque, dans la matinée, ayant à leur tête leur maire, M. Hermand, les habitants de Vivières monteront sur le plateau désert, ils découvriront cette grande tombe et liront, tracée au crayon sur la croix, en langue allemande, l'inscription suivante :

Ici reposent le lieutenant Gaudin de Villaine,
et de braves dragons du 16e régiment, morts pour leur pays.

Dans le grand salon du château de Vivières, le spectacle est saisissant. Après qu'il eut été méthodiquement visité et aménagé, une ambulance allemande y a été installée. Elle fonctionne sans arrêt, depuis deux jours. De nombreux blessés de l'armée von Kluck l'encombrent, venus des secteurs de

(1) Il est intéressant de constater que les trois officiers survivants de l'escadron de Gironde, qui écrivit cette page glorieuse et détruisit l'escadrille ennemie de Vivières, entreront dans l'aviation.

Le premier sera le sous-lieutenant de Kerillis qui, dès qu'il sera remis de ses blessures, passera son brevet de pilote au début de 1915 et se rendra rapidement célèbre par des exploits retentissants, tel le bombardement de représailles de Karlsruhe (raid d'une grande témérité pour l'époque).

Le sous-lieutenant de Villelume, après plusieurs tentatives, réussira à s'évader d'Allemagne et, aussitôt rentré en France, demandera, lui aussi, à servir dans

Crépy, de Betz, de Mareuil. Le long des hautes boiseries, on a jeté des matelas, de la paille, des couvertures. Des cuvettes, des objets de pansement, des linges traînent sur tous les meubles. Les médecins-majors sont débordés.

Mais, dans cette nuit du 9 au 10 septembre, tout est encore à la joie. L'ordre de retraite n'est pas encore parvenu à l'ambulance. On attend d'heure en heure la nouvelle de l'écrasement de l'armée française, de l'entrée triomphale à Paris. Aussi, même pendant le travail, au milieu des gémissements des blessés, le champagne coule-t-il à flots. Sur les tables, sur les chaises, sur le marbre des cheminées, les coupes voisinent avec les bouteilles à capuchon doré.

Le château de Vivières appartient à Henry Bataille; il dresse sa façade claire à l'orée de la forêt de Villers-Cotterets dont les futaies séculaires se déroulent devant son perron en un majestueux panorama. C'est un des plus beaux paysages de France. Henry Bataille, le cœur brisé, l'a quitté à la dernière minute, sous la menace de l'invasion. Aujourd'hui, dans les chambres, dans le grand escalier, dans les allées du parc, autour du bassin où naviguent les cygnes, auprès de la statue de Diane qui porte un faon sur les épaules, partout où s'attardent les ombres de tant de personnages nés des rêveries de l'illustre auteur de *Maman Colibri*, de *la Marche nuptiale*, retentit le bruit pesant des bottes allemandes. Mais, le relent du phénol et du chloroforme ne parvient pas à chasser l'odeur légère du souvenir, ni le parfum de l'invisible présence d'Yvonne de Bray qui aimait à venir si souvent à Vivières...

Il est cinq heures du matin. Un jour blafard rôde derrière les vitres. La clarté des bougies et des mauvaises lampes à pétrole qui éclairent la scène devient plus jaune. Dans un coin du salon, sur la paille, on a déposé pêle-mêle les blessés allemands et les blessés français ramassés sur le plateau de Mortefontaine et qu'une voiture d'ambulance attelée de deux

l'aviation, où son audace fera merveille. Il deviendra l'un de nos plus brillants chefs d'escadrille de guerre.

Le sous-lieutenant Ronin ne parviendra jamais à s'évader. Pris et repris plusieurs fois, considéré par les Allemands comme un adversaire intraitable et dangereux, il subira les plus durs traitements. Délivré enfin par l'armistice, il demandera aussitôt à entrer dans l'aviation; il y sert encore actuellement, au poste particulièrement brillant, mais dur, de commandant de groupe d'escadrilles de bombardement de nuit, sur la frontière de l'Est.

chevaux vient d'apporter. Cette voiture, M. Hermand, le maire de Vivières, et son fils, ainsi que plusieurs habitants, l'ont vue passer. Ils ont reconnu avec effroi, sous la bâche, des uniformes de dragons. C'est pourquoi, tout à l'heure, ils monteront sur le lieu du combat.

Attablés, dans un angle, des médecins-majors mangent et boivent. A la vue de ce surcroît de travail, ils ont eu un geste d'ennui. Encore tous ces blessés ! Et des Français, par-dessus le marché !

L'un d'eux s'est cependant levé. C'est le médecin-chef, gros, rubicond, sanglé dans un dolman, cigare aux lèvres. Il s'est approché. A travers les verres épais de ses lunettes, il regarde. Un officier français est étendu devant lui, côte à côte avec ses hommes, un sous-officier, des brigadiers, des cavaliers (1).

Cet officier a deux galons sur les manches, un haut col blanc, des pattes d'épaule aux torsades d'argent. Son teint est de cire, sa respiration difficile. Il a des cheveux blonds rejetés en arrière, de grands yeux bleus dont le regard est immobile mais vivant. Sous sa tunique ouverte, la chemise blanche est trempée de sang.

C'est Gaston de Gironde.

Il n'est pas mort encore. Les infirmiers l'ont relevé, au point du jour, à la place même où Kérillis l'a recouché. Pas une plainte ne s'est échappée de ses lèvres. A cette heure, il a toute sa conscience.

Lui, le dernier chevalier, le cadet de Gascogne, épris d'idéal, dont la demeure se dresse à plus de deux cents lieues dans le sud, à Casteljaloux, il est venu mourir ici, au cœur de la France, parmi les rosiers blancs, sous les lambris dorés de l'auteur de *Poliche* ! Ses yeux, fixés sur la fenêtre, auront pour dernier horizon le sommet des arbres ombrageant le vallon qui vit naître Racine. Ils recevront leur suprême lumière de cette forêt de Villers-Cotterets d'Alexandre Dumas d'où s'élevèrent un jour, pour leur immortelle chevauchée, ses authentiques frères : Athos, Porthos et Aramis. Ainsi va le destin...

Le médecin-chef, tout de même, s'est penché. Il a examiné

(1) Il y a là, Créty, Gruel, Dudit, Museur, Roussel, Fontenay, plusieurs autres.

rapidement chaque blessé. Quand est venu le tour de Gaston de Gironde, allongé contre l'angle de la cheminée, il lui a tâté le pouls qui bat imperceptiblement, puis a laissé retomber son poignet avec une moue d'indifférence.

— Celui-là n'a plus besoin de rien, a-t-il dit en allemand. Il n'y a rien à faire. Il est fichu (1) !

Et il est retourné s'attabler et vider sa coupe de champagne.

Sans doute Gironde pourrait-il encore être sauvé, mais il mourra faute de soins.

Cependant, avec ce sentimentalisme qui chez eux fait bon ménage avec la cruauté, les Allemands ne manqueront pas un jour de donner à manger aux cinquante pigeons blancs d'Henry Bataille dont ils ne tueront pas un seul. Mieux encore, au matin de leur départ ils pousseront le romantisme jusqu'à ouvrir, pour qu'elles ne meurent pas de faim, la porte de leur volière aux colombes préférées du grand auteur dramatique, ces *colombes poignardées*, aux pattes roses, au plumage immaculé, et qui doivent leur nom, doublement symbolique en cet instant, au stigmate rouge, ineffaçable, qui saigne sous leur gorge.

Gironde a entendu la phrase prononcée sans ménagement à haute voix, par le major allemand. Sans doute l'a-t-il comprise.

Dans un dernier effort, il a tourné la tête vers le brigadier étendu à ses côtés. Il lui a demandé son nom et dans un souffle a murmuré, détachant les syllabes :

— Adieu, Gruel... Tu retourneras là-bas... Tu reverras un jour le colonel... Tu lui diras... que ceux de l'escadron... sont morts en braves...

Ce seront ses dernières paroles. Lorsque, le 13 septembre, les chasseurs à cheval entreront à Vivières, ils trouveront sa tombe, côte à côte avec celle du brigader Créty, sur la pelouse du château, à quelques mètres du perron.

Elle montera la garde sur le chemin de la victoire.

RENÉ CHAMBE.

(1) Témoignage du brigadier Gruel qui parle couramment l'allemand.

SCÈNES DE LA VIE CHINOISE

LA MÈRE

TROISIÈME PARTIE (1)

La fille aveugle

La mère avait perdu sa jeunesse. Elle était dans sa quarante-troisième année, et quand, parfois, la nuit, elle comptait le temps écoulé depuis le départ du père de ses enfants, elle se servait de ses deux mains et ajoutait encore deux doigts de plus. Quant aux années pendant lesquelles elle s'était fait passer pour veuve au hameau, leur nombre excédait celui des doigts de toute une main.

Cependant elle était restée mince et marchait plus droit que jamais. Sa silhouette n'épaississait pas. D'autres se fanaient ou prenaient de l'embonpoint ; sa cousine, par exemple, engraissait tous les ans, de même que la vieille commère du village. Mais elle-même demeurait aussi svelte et robuste que dans sa jeunesse.

Ses enfants, à mesure qu'ils grandissaient, la considéraient comme très âgée. L'aîné la suppliait sans cesse de se reposer, de ne pas soulever les grosses mottes de terre après les labours et de lui laisser ce soin, car il s'en tirait facilement; arrivé à l'âge d'homme, il était en pleine force. Il s'efforçait de lui passer les tâches légères, et rien ne lui plaisait autant que de la voir coudre tranquillement par un jour d'été, assise à l'ombre sur son escabeau, tandis qu'il allait aux champs.

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier et 1er février.

Mais en réalité elle n'était pas aussi vieille que son fils voulait le croire. Elle avait toujours préféré le travail de la terre à tout autre, et elle aimait besogner sur le sol, puis revenir à la maison, le corps humide d'une sueur que le souffle du vent rafraîchissait et la chair lasse, d'une bonne fatigue. Ses yeux étaient habitués aux champs, aux montagnes et aux grands aspects, et ils ne se rétrécissaient pas facilement à la mesure des petites aiguilles fines.

Il manquait vraiment une femme alerte à la maison, avec de bons yeux, car ils savaient tous à présent que la jeune fille était aveugle. Elle-même en était convaincue, la pauvre, depuis le jour où elle avait été en ville avec sa mère.

Un jour la mère lui demanda :

— Te reste-t-il encore de la poudre dans ta plume d'oie ?

La jeune fille répondit tranquillement, du seuil de la porte sur lequel elle était assise, car au moins la lumière ne lui faisait plus mal depuis qu'elle ne la voyait plus :

— Il y a longtemps que j'ai tout employé.

La mère ajouta :

— Il faudra que j'en achète d'autre : pourquoi ne me l'as-tu pas dit ?

La jeune fille secoua la tête, et lorsque la mère la regarda, son cœur s'arrêta de battre. Des mots sortaient, farouches, de cette bouche si douce :

— Oh ! mère, je suis aveugle, je sais bien que je suis aveugle, je ne te vois plus du tout, et si je sortais par la barrière de la cour de l'autre côté de l'aire je serais incapable de me diriger. Ne remarques-tu pas que je ne m'éloigne jamais de la maison, pas même pour aller aux champs ?

Et elle fondit en larmes, en se mordant les lèvres avec une grimace de douleur, car pleurer la faisait encore souffrir et elle cherchait le plus possible à s'en empêcher.

La mère ne répondit pas. Que pouvait-elle dire à son enfant aveugle ?... Au bout d'un moment, elle se leva, alla dans sa chambre et au fond du tiroir qui jadis contenait ses bijoux, elle prit le petit gong qu'elle avait acheté et revint vers sa fille.

— Mon enfant, fit-elle, j'ai pris cet objet pour le jour où...

Elle ne put achever, mais pressa le gong entre les doigts de la jeune fille, qui s'en empara, devinant très vite de quoi il

s'agissait. Elle le serrait et, calme de nouveau, elle répondit de sa voix plaintive :

— Oui, j'en ai besoin, mère.

Lorsque le fils aîné revint ce soir-là, sa mère le pria de couper un bâton de bois dur, et de le polir pour la main de sa sœur, en sorte qu'avec son signal avertisseur d'un côté, et de l'autre, ce bâton, elle pût circuler plus librement, avec moins de crainte, comme le font les aveugles. Si elle attrapait du mal, si on la bousculait par inadvertance ou la faisait tomber, la mère ne recevrait aucun blâme, car elle avait remis à la jeune fille le signal des aveugles; il était bien visible aux yeux de tous.

Dorénavant elle ne sortit jamais de chez elle sans ces deux objets: son bâton et son petit gong, qu'elle apprit à faire résonner, doux et clair, et elle marchait d'un pas sûr et tranquille : une assez jolie jeune fille, à la petite figure triste et les traits empreints de cette immobilité que la cécité imprime à un visage.

Cependant, l'aveugle était d'une remarquable adresse à la maison dans ses allées et venues. Le signal et le bâton lui devenaient inutiles alors; elle lavait le riz et le cuisait, mais sa mère ne lui laissait plus allumer le feu ; elle balayait la pièce et l'aire, cherchait de l'eau à la mare et des œufs dans les nids habituels ; elle reconnaissait à l'odeur et au son l'endroit où se tenaient les bêtes et savait placer la nourriture devant elles ; elle arrivait à se tirer de presque tous les travaux sauf de ceux des champs et de la couture. Elle manquait de force pour les besognes de la terre ; ses souffrances depuis le premier âge semblaient avoir arrêté sa croissance.

En la voyant circuler ainsi, la mère sentait son cœur se fondre, et elle se demandait avec angoisse quel sort serait réservé à sa fille quand elle se verrait forcée de la marier. Car d'une manière ou de l'autre il faudrait en arriver là, de crainte qu'après la mort de sa mère il n'y eût personne pour prendre soin de la petite, ni à qui elle appartînt vraiment, puisqu'une femme ne fait pas partie de la maison dans laquelle elle est née, mais de celle de son mari. Souvent, la mère songeait à cela et se demandait qui voudrait d'une aveugle, et si personne ne s'en chargeait qu'arriverait-il plus tard ? Quand elle parlait de cette question, son fils aîné lui disait :

— Je prendrai soin d'elle, ma mère, tant qu'elle fera sa part de travail.

Cela consolait la mère quelque peu ; cependant elle savait qu'on ne connaît vraiment un homme que lorsqu'on sait ce que vaut sa femme, et elle pensait : « Il faudra que je lui trouve quelqu'un qui s'occupe bien de ma petite aveugle et soit bonne pour elle. Quand je me mettrai à la recherche d'une bru, il faudra en choisir une qui prenne soin de deux personnes, de son mari et de sa belle-sœur. »

Le mariage de l'aîné

Il était temps du reste que la mère songeât à trouver une femme pour son fils aîné. Presque sans qu'elle s'en doutât, il atteignait ses dix-neuf ans. Cependant il n'avait jamais exprimé le désir de se marier. On ne pouvait trouver de meilleur fils ni de plus doux ; il travaillait dur, ne réclamait rien, et s'il se rendait à la maison de thé quelquefois, et de loin en loin passait un jour férié en ville, il y mêlait toujours quelque affaire ; jamais il ne prenait part à aucune débauche, ni même à un jeu de hasard qu'il se contentait de regarder de loin, et il se taisait devant ses aînés.

Comme chaque fois qu'elle se trouvait embarrassée, elle alla trouver ses cousins. Elle-même ne connaissait aucune jeune fille. Il ne pouvait être question d'en choisir au hameau, car toutes lui étaient parentes par le sang ou par alliance et portaient son nom. En ville, elle ne connaissait personne en dehors des petits marchands qui lui achetaient le peu qu'elle avait à vendre. Elle entra donc un soir chez ses cousins. Il faisait encore chaud malgré l'approche de l'automne, et ils restèrent assis à causer pendant que la cousine allaitait son dernier-né. La mère leur fit enfin part de son désir :

— Ma sœur, lui dit-elle, ne connaîtriez-vous pas une jeune fille dans le village que vous habitiez avant votre mariage? Quelqu'un dans votre genre me plairait assez ; de bonne humeur, et pas trop maladroite au travail. Je peux m'occuper de la maison pendant bien des années, aussi je m'en arrangerai si elle n'est pas très capable de ce côté-là.

La bonne cousine éclata de rire et regarda son mari :

— Je ne sais pas s'il trouve que ce sera une bénédiction

pour votre fils, ou le contraire, d'avoir une femme qui me ressemble, dit-elle.

L'homme leva la tête de son geste lent. Il avait dans la bouche une tige de riz qu'il mâchonnait tout en écoutant et il répondit d'un air réfléchi : « Oh ! oui, pas trop mal !... » Sa femme se mit à rire de nouveau en remarquant cette tiédeur, puis elle dit :

— Je crois que je pourrai aller là-bas me renseigner un peu, ma sœur ; il y a environ deux cents familles dans ce village qui possède un marché, et sans doute trouverai-je une jeune fille, parmi toutes celles à marier.

Ils continuèrent à parler sur ce sujet et la mère déclara nettement qu'elle ne pouvait s'engager à aucune dépense, et elle ajouta :

— Je sais très bien que je ne dois pas espérer la perfection, étant pauvre, et mon fils n'a que peu de terres. Nous en louons plus que nous n'en possédons.

Peu après, la cousine se vêtit proprement, prit le bébé, loua une brouette, et y entassa un ou deux de ses plus jeunes enfants, pour les présenter à la famille de son père, ainsi que deux grandes filles qui l'aideraient à s'occuper des petits; elle-même monta sur l'âne gris dont son mari n'aurait aucun besoin, les moissons terminées; le buffle suffirait à piétiner le grain. Ils partirent donc et restèrent plus de trois jours absent. Au retour, la cousine ne songeait qu'à toutes les jeunes filles qu'elle avait vues, et elle dit à la mère qui accourut aux nouvelles dès qu'elle la sut rentrée :

— Il y a énormément de jeunes filles dans ce village, car nous ne les tuons jamais, comme on le fait dans certaines villes, lorsque les nouveau-nés ne sont pas des mâles; là on permet aux filles de grandir, même si la mère en a beaucoup, aussi le village en est-il rempli. J'en ai vu une douzaine que je connaissais moi-même, ma sœur, toutes bien venues en chair et hautes en couleur; chacune eût fait l'affaire pour n'importe lequel de mes fils, mais une seule devait être choisie: je clignai des yeux, j'examinai l'une, puis l'autre; trois me plurent surtout: je les considérai de nouveau et m'aperçus que l'une toussait et avait le nez morveux, les yeux de la seconde ne me paraissaient pas très sains, la troisième m'a semblée mieux que les autres. Une fille adroite et

intelligente, j'en suis certaine, très soigneuse dans ses actions et ses paroles; on prétend qu'elle coud plus vite que toutes les autres femmes de la ville. Elle fait elle-même ses vêtements, ceux de la maisonnée de son père, et gagne quelques pièces d'argent en travaillant pour ceux du dehors. Elle est peut-être un peu vieille pour votre fils, car elle a déjà été fiancée, mais le garçon est mort avant l'âge, sans quoi elle serait mariée. Du reste ce n'est pas un mal, car le père est très désireux de la caser d'une manière ou de l'autre et ne sera pas exigeant pour le prix. Elle n'est pas aussi jolie peut-être que les autres, le visage jauni d'avoir trop cousu, mais elle a les yeux sains.

La mère répondit vivement :

— Nous avons suffisamment d'yeux malades dans notre maison, je vous le jure, et les miens ne sont pas ce qu'ils étaient; il nous faut quelqu'un qui sache coudre et qui aime ce travail. Arrangez-vous donc avec celle-ci, ma sœur, ce sera bien, si son âge ne dépasse pas de cinq ans celui de mon fils.

La décision prise, on compara les jours du mois, l'année, l'heure des naissances respectives sur la table du géomancien de la ville, et tout se montra favorable. Le jeune homme était né sous le signe du cheval, et la jeune fille sous celui du chat; ces animaux ne se dévorent pas entre eux, ce qui permit de prédire l'harmonie dans le ménage. La destinée étant favorable, on donna les présents d'usage.

La mère sortit de sa petite réserve cachée quelques pièces d'argent et de bronze, et elle acheta de la bonne étoffe de coton et cousit elle-même deux vêtements pour la jeune fille. Selon la coutume de la contrée, elle désira faire tailler ces vêtements par une personne connue pour sa chance. Personne au hameau n'était mieux désigné pour cela que la cousine. La mère lui apporta la bonne étoffe et lui dit :

— Posez votre main là, ma sœur, et portez bonheur à la femme de mon fils.

La mère prit d'autre argent et loua la chaise à porteur écarlate, ainsi que la couronne, les boucles d'oreilles en fausses perles, et tout ce qui sert pour les noces, principalement les pantalons rouges dont chaque mariée doit se parer. La date était fixée; elle approchait et on l'atteignit enfin : une

journée limpide et froide, au milieu de l'hiver de cette année.

Et quelle journée étrange que celle où la mère, à la fois maître et maîtresse du logis, devait y accueillir une inconnue! Elle attendait la jeune femme, debout sur le seuil, revêtue de ses plus beaux vêtements. Lorsqu'elle vit apparaître la chaise nuptiale dans laquelle se trouvait la mariée, il lui sembla brusquement qu'il s'était écoulé bien peu de temps depuis le jour où on la conduisait elle-même dans cette chaise, devant l'aïeule défunte et son fils, le marié d'alors, qui se tenait à la place qu'occupait aujourd'hui son fils à elle debout à ses côtés.

Elle considéra le jeune homme d'un regard nouveau; il n'était plus uniquement son fils, mais le mari d'une autre. Il se tenait immobile, tête baissée, tout raide dans la nouvelle robe qu'elle lui avait faite, ses pieds, nus d'habitude, emprisonnés dans des souliers. Il paraissait indifférent; elle le croyait du moins, avant de constater le tremblement de ses mains qui ressortaient sur sa robe sombre. Elle soupira une fois de plus et se souvint de son mari tel qu'il lui était apparu lorsqu'elle lui avait lancé un coup d'œil à la dérobée, entre les rideaux de sa chaise; elle l'avait trouvé si beau, si agréable à voir, que son cœur avait bondi dans sa poitrine. Oui, il était bien mieux que son fils, elle n'avait jamais rencontré de plus joli garçon, songeait-elle.

Mais elle n'eut pas le temps d'éprouver plus qu'une vague souffrance, car la procession s'avançait : en première ligne les menus fruits destinés à la noce, puis le coq qu'elle avait envoyé chez la mariée et qu'on lui rendait, selon l'usage, avec une poule à laquelle il était accouplé. Enfin la chaise nuptiale fut déposée devant la porte, et la cousine, la commère du village et les autres femmes âgées du hameau, prirent la main de la mariée et cherchèrent à l'entraîner. Elle se montra correcte et récalcitrante et ne vint qu'à regret, tenant les yeux baissés, sans les relever une seule fois. La mère se retira alors chez son cousin; selon l'habitude de la contrée, où l'on dit que l'épouse ne doit pas apercevoir trop facilement sa belle-mère, de peur qu'elle ne la craigne pas assez par la suite. Aussi la mère passa toute la journée chez ses cousins.

Cependant elle ne s'éloigna guère de la porte, curieuse de

savoir ce qui se disait au sujet de la nouvelle épouse, et elle entendit quelqu'un s'écrier :

— Une jeune fille très bien et d'aspect sérieux.

Une autre personne observait :

— On dit qu'elle coud à merveille, et si elle a fait elle-même les souliers qu'elle porte, je vous promets qu'elle a dix doigts habiles.

Des femmes s'avancèrent, touchèrent les vêtements de noce rouges, soulevèrent la veste pour examiner les dessous et tout semblait soigneusement travaillé, les boutons de drap tordu étaient fermes et cousus avec soin. Elles coururent l'annoncer à la mère :

— C'est une jeune femme capable et comme il faut, dirent-elles, très convenable, maîtresse.

La mère dut quitter la couche dans laquelle elle dormait depuis tant d'années. Selon l'habitude de la contrée, sa bru lui prépara son lit, à l'endroit où la vieille défunte avait eu le sien derrière le rideau. Depuis, le jeune homme lui avait succédé, l'aveugle reposant sur un grabat, à côté, et le gamin dans la cuisine, lorsqu'il rentrait à la maison. Dorénavant le fils aîné devrait s'étendre auprès de sa femme, sur le vrai lit.

La mère ne renonça pas aisément, en faveur du nouveau couple, à cette place qu'elle avait occupée auprès de son homme et, la nuit, allongée sur la couche de l'aïeule, elle se croyait très âgée. Tant que le jour durait, elle se sentait comme à l'ordinaire, affairée ici et là, commandant aux uns et aux autres, la langue prompte à corriger et à ordonner, mais la nuit venue, elle redevenait vieille. Souvent elle s'éveillait, incapable de se figurer que c'était bien elle qui se trouvait couchée là, tandis que les époux dormaient sur son lit, et elle se disait, stupéfaite : « La pauvre créature que j'ai remplacée a dû ressentir ce que j'éprouve à présent lorsque, jeune femme, je suis entrée ici, et l'ai poussée hors de sa couche pour m'y installer à mon tour avec son fils. Et maintenant une autre y repose auprès du mien. »

Cela semblait si étrange, si interminable, ce tournoiement de quelque roue cachée, ce passage d'un anneau à l'autre formant une chaîne éternelle. La mère était éblouie, bien qu'elle n'eût qu'une vague perception de ces choses, n'étant pas de

nature à réfléchir au sens des événements, qu'elle acceptait en général tels qu'ils se présentaient. Et elle se sentait amoindrie à ses propres yeux, dépossédée, tout en continuant à diriger et à conserver en titre le premier rang.

Elle observait sa bru. La jeune femme se montrait pleine d'égards et venait chaque matin s'incliner devant sa belle-mère jusqu'à ce que celle-ci, excédée, lui criât : « Cela suffit. » La mère ne lui découvrait aucun défaut. Puis, cette perfection même lui parut en être un, et elle marmotta : « Il doit y avoir quelque vice caché que j'ignore encore ! »

Car, au premier abord, la femme de son fils ne se dévoila pas entièrement, ainsi que le font certaines natures. Elle fit preuve de diligence, travailla vite et bien, et une fois son ouvrage terminé, elle s'asseyait et cousait pour son mari, et elle donnait à chaque chose qu'elle entreprenait son tour de main particulier.

Car il n'y a pas deux femmes en ce monde qui accomplissent une tâche de la même manière. La mère ne s'en doutait aucunement. Elle était persuadée que chacun faisait comme elle, mais, au contraire, sa bru agissait à sa guise, elle cuisait le riz avec trop d'eau, il devenait pâteux, ce que la mère n'aimait pas. Celle-ci en fit l'observation à sa belle-fille qui pinça doucement ses lèvres pâles, et se contenta de déclarer : « Je l'ai toujours préparé ainsi », et continua comme par le passé.

Cela se renouvelait à propos de tout. La jeune femme opérait les transformations qui lui plaisaient dans la maison, avec ordre et patience, sans rien brusquer, ni donner prise à la colère. Ainsi l'odeur des bêtes lui déplaisait la nuit; elle s'en plaignit à l'homme sans en parler à sa belle-mère et, dès ce même hiver, il se mit à l'œuvre et ajouta une chambre à la maison, dans laquelle ils pourraient transporter leur lit et dormir seuls. La mère considéra avec étonnement ces manières nouvelles.

Au début, elle avait dit à l'aveugle que jamais elle ne se fâcherait contre sa bru. En effet, il était difficile de s'impatienter sur le moment, car la jeune femme se montrait très soigneuse et appliquée dans son travail, en sorte qu'il était difficile de dire : « Ceci ne va pas », ou : « Vous avez mal fait cela. » Mais bien des choses déplaisaient à la mère, en parti-

culier ce riz si mou. Elle grommelait souvent et finit par s'écrier tout haut :

— Je ne me sens jamais complètement rassasiée avec cette nourriture pâteuse. Je ne trouve rien sous mes dents.

Et lorsqu'elle s'aperçut que sa belle-fille ne prêtait aucune attention à ses paroles, elle alla en secret trouver son fils, occupé aux champs, et lui dit :

— Mon fils, pourquoi ne lui demandes-tu pas de faire son riz plus sec et dur? Tu le préférais ainsi, il me semble.

Le jeune homme s'interrompit et s'appuya un instant sur son sarcloir, en répondant de sa voix tranquille :

— Je le trouve bon de la manière dont elle le prépare.

La mère sentit monter sa colère et s'écria :

— Tu trouvais cela mauvais autrefois, et je vois que tu te ranges de son côté et non du mien. C'est honteux d'avoir tant d'affection pour elle, et de te mettre contre ta mère!

Le jeune homme rougit, et dit simplement :

— C'est vrai que je l'aime bien; puis il se remit à sarcler.

A partir de ce jour, la mère comprit qu'ils étaient tous deux maîtres dans la maison. Le fils aîné ne s'en montrait pas moins gentil vis-à-vis d'elle. Il continuait à bien travailler et à recevoir l'argent. Ni lui ni sa femme ne le dépensaient, car ils étaient l'un et l'autre de caractère économe. Mais en leur qualité d'époux, à qui appartenaient la demeure et les terres, ils considéraient la mère comme la vieille femme de la maison. Lorsqu'elle parlait des champs, des semences et de tous les travaux qu'elle connaissait à fond, puisque c'étaient les siens, ils la laissaient dire; seulement, ils ne tenaient aucun compte de ses remarques, et agissaient à leur idée.

Elle sentait qu'elle n'était rien et que sa sagesse ne comptait plus dans cette maison qui avait été son bien.

N'importe qui eût souffert de cela, et quand la nouvelle chambre fut terminée et que le couple s'y transporta, la mère murmura à l'aveugle qui couchait près d'elle :

— Je n'ai jamais vu faire tant de simagrées; il semble vraiment que l'honnête odeur des animaux devient du poison. Je jurerais qu'ils ont construit cette chambre afin de s'éloigner de nous et pour causer de leurs projets sans que nous puissions les entendre. Ils ne me disent jamais rien, les bêtes ne sont qu'un prétexte... C'est honteux que ton frère l'aime autant!

Ils ne se soucient ni de toi ni du gamin, ni même de moi, j'en suis sûre.

La jeune fille ne soufflait mot et sa mère lui demanda :

— N'ai-je pas raison ?

L'aveugle hésita, puis répondit du fond de l'obscurité :

— Ma mère, je voudrais vraiment te dire une chose, mais je n'ose pas, de peur de te chagriner.

Et la mère s'écria :

— Tu peux parler, mon enfant, j'ai l'habitude de la souffrance, il me semble !

D'une petite voix triste, la jeune fille poursuivit :

— Que comptes-tu faire de moi, mère, aveugle comme je suis ?

Très surprise, car elle n'avait jamais envisagé que sa fille pourrait vivre autrement que près d'elle, du moins pour le moment, la mère insista :

— Explique-toi mieux.

— Je ne veux pas laisser croire que la femme de mon frère manque de bonté, répondit la jeune fille, non, elle n'est pas cruelle, mère ; seulement elle se figure que tu me marieras bientôt. Je l'ai entendue demander à mon petit frère, l'autre jour, à qui l'on m'avait fiancée, et quand il a dit qu'on n'avait pris aucun engagement jusqu'ici, elle s'est écriée avec étonnement : « Une bien grande fille pour n'avoir pas encore de belle-mère ! »

— Mais tu es aveugle, mon enfant, dit la mère, il est donc difficile de te marier.

— Je le comprends bien, fit doucement l'infirme.

Puis, au bout d'un moment, elle ajouta avec une voix qui semblait partir d'une bouche sèche, au souffle brûlant :

— Mais tu sais que je parviens à faire pas mal de choses ; un pauvre homme, ou un veuf, se contenterait peut-être de cela s'il n'avait rien à payer pour moi ! Du moins, je serais chez moi, et si tu disparaissais, j'aurais quelqu'un dont je pourrais m'occuper. Je ne crois pas, mère, que ma sœur tienne à me garder.

La mère répondit avec violence :

— Mon enfant, je ne veux pas que tu entres de la sorte dans une maison, pour boucher un trou. Nous sommes pauvres, c'est entendu, mais il y a de quoi te nourrir ici. Les

veufs sont souvent les maris les plus durs, ma petite. Aussi, oublie tout cela, et endors-toi. Je suis encore solide et compte vivre longtemps ; ton frère n'a jamais été méchant pour toi, même dans ton enfance.

— Il n'était pas marié à cette époque, mère, dit la jeune fille en soupirant.

Puis elle garda le silence et parut s'assoupir.

Mais la mère ne parvenait pas à trouver le sommeil... Elle l'avait excellent et profond en général ; cependant, ce soir-là, elle restait étendue à réfléchir, reprenait un à un les jours passés, et cherchait à vérifier l'exactitude des remarques de sa fille. Elle avait beau ne se souvenir d'aucun fait particulier, elle sentait le manque d'affection de sa belle-fille. Jamais la jeune femme n'avait montré la moindre chaleur de cœur vis-à-vis du cadet, et encore moins de la sœur aveugle qui habitait la maison de son mari. Et la mère eut cette amertume de plus à supporter.

Triste départ

La mère ne cessait d'observer journellement ce qui se passait, afin de se rendre compte si sa fille s'était trompée. La jeune femme n'était ni impolie ni brusque dans ses propos qui semblaient toujours pleins de courtoisie. Mais elle criblait l'infirme de coups d'épingle : elle remplissait insuffisamment le bol de nourriture de l'aveugle, — du moins aux yeux de la mère, — et un mets plus délicat ayant paru sur la table, sans que la jeune fille s'en doutât, sa belle-sœur ne lui en avait pas offert.

Du reste le fait serait passé inaperçu sans le regard aigu de la mère, car chacun s'occupait à satisfaire son appétit. La mère s'était écriée :

— Ma fille, n'aimes-tu pas ces poumons de porc cuits dans la soupe aujourd'hui ?

Et la jeune fille avait répondu avec étonnement, d'une voix douce :

— Je ne savais pas qu'on en servait. Je les aime bien.

Et la mère avait pris de la viande et du bouillon avec sa propre cuiller pour en verser dans le bol de sa fille. Elle le faisait ostensiblement pour être remarquée de sa bru qui

observa d'un ton poli, en remuant à peine ses lèvres trop épaisses malgré leur pâleur :

— Je vous demande pardon, ma sœur, je croyais que vous étiez servie.

Mais la mère voyait bien qu'elle mentait.

Quelquefois aussi, lorsque la jeune femme cousait des souliers pour sa belle-sœur, — car elle devait chausser toute la famille, — elle le faisait à la hâte ; y mettait une semelle trop mince et s'épargnait la peine de broder une fleur sur le dessus du pied. Quand la mère le remarqua, elle s'écria :

— J'en ferai, si vous le désirez, mère ; seulement je pensais que puisqu'elle ne distingue pas les couleurs et que j'ai tellement à coudre avec ce gamin qui m'en use une paire presque chaque mois, à courir, s'amuser en ville...

La jeune fille, assise au soleil sur le seuil de la porte, entendit ce dialogue et les plaintes de sa belle-sœur contre son second frère ; elle les interrompit assez vivement en disant :

— Mère, je n'ai aucun besoin de broderie ; ma sœur a raison, quel sens ont les fleurs pour les aveugles ?

On n'avait cependant jamais l'air de se disputer. Ces menus faits ne ressemblaient pas à des querelles. Mais un jour où la mère tournait le coin de la maison pour aller jeter les restes dans le trou du cochon, son fils la rejoignit et lui dit :

— Mère, je ne veux pas forcer ma sœur à quitter la maison, ni lui reprocher rien de ce qu'elle a ici ; seulement un homme doit penser aux siens. Elle est jeune, mère, elle a la vie devant elle. Devrai-je la nourrir jusqu'au bout ? Je n'ai vu nulle part dans les autres maisons un homme prendre sa sœur à sa charge, sinon chez les riches où l'on ne manque de rien. Le devoir d'un homme est de faire vivre ses parents, sa femme et ses enfants. Ma sœur est jeune, elle ne mourra sans doute pas avant moi, et ce sera un malheur pour elle si elle reste fille. Il vaut toujours mieux qu'une femme se marie.

La mère regarda son fils. Elle l'accusa, le visage durci par la colère :

— C'est ta femme qui t'a mis cette idée en tête, mon fils. Tu dors seul dans cette chambre avec elle ; vous causez ensemble la nuit, elle t'empoisonne et par ses propos te monte contre ton propre sang.

En proie à une grande amertume, la mère se détourna de

son fils. Elle versa au porc sa ration et le regarda enfoncer son groin et boire goulûment. Mais elle ne le voyait pas en réalité, malgré le plaisir qu'elle prenait en général au bel appétit de ses bêtes. Elle répondit tristement :

— Quel homme voudra de ta sœur? Qui pouvons-nous espérer lui voir épouser, sinon un de ces êtres trop pauvres pour être capables de bonté, ou bien encore un veuf?

Le fils répondit très vite :

— C'est à elle aussi que je songe; vraiment je crois qu'il vaudrait mieux qu'elle ait un mari, même si l'on doit se contenter d'un homme médiocre, puisqu'elle est infirme!

Malgré tout, la mère s'obstina longtemps encore à ne pas chercher à marier sa fille. Elle se disait à elle-même et répétait à l'aveugle, à son plus jeune fils, à sa cousine, et à tous ceux qui voulaient l'entendre, qu'elle ne se sentait pas assez vieille pour renoncer à ses volontés et à sa place dans la maison. Elle était encore d'âge à donner des ordres à ses enfants, selon son bon plaisir. Aussi elle s'opposait à son fils et à sa bru et protégeait sa fille, veillant à ce qu'on ne lui causât aucun tort et à ce qu'on ne la privât jamais de ce qu'avaient les autres.

La belle-fille s'enhardissait dans ses propos à mesure qu'elle se familiarisait et elle abandonnait toute courtoisie. Souvent, lorsqu'elle se savait écoutée, entourée des femmes qui travaillaient au soleil sur un seuil de porte ou se réunissaient entre elles, ce qui est leur grand plaisir, elle déclarait :

— Que ferai-je, je me le demande, quand les enfants viendront, si je couds pour tous les gens de la maison? Ma mère vieillit et je sais que je dois la servir, mettre à sa disposition mes yeux, mes mains, mes pieds et tout ce qui peut lui être utile. On m'a enseigné cela et j'agis en conséquence. J'espère rester fidèle à mon devoir. Mais il y a là le plus jeune fils, un garçon qui a toujours faim et ne fait rien, et, pis encore, — car lui du moins se mariera et ce sera au tour de sa femme de le vêtir et de le nourrir, — il reste l'aveugle. Je ne serais pas étonnée d'avoir à m'en occuper toute ma vie, puisque sa mère refuse de la marier.

Quand la jeune femme tenait ces propos, chacun dévisageait l'infirme, si elle était présente, à tel point qu'elle sen-

tait les regards fixés sur elle et baissait la tête, honteuse de vivre en étant à charge. Parfois l'une ou l'autre prenait la parole et disait :

— Il existe beaucoup d'aveugles et souvent les familles leur enseignent à dire la bonne aventure, où elles ont un talent qui leur permet de gagner une petite pièce de temps en temps. Les aveugles possèdent un regard intérieur et ils voient ce qui nous demeure caché. Leur cécité devient une force qui les fait craindre. On pourrait apprendre les présages à cette jeune fille ou une chose de ce genre.

On disait aussi :

— Il y a des maisons pauvres avec un fils et pas d'argent pour le marier. On se contenterait d'une idiote, d'une aveugle, d'une boiteuse ou d'une muette; ce serait mieux que rien pour le jeune homme, à condition de ne rien débourser.

Un jour, la commère du village, la veuve, vint trouver la mère et lui dit :

— Maîtresse, si vous vouliez marier votre fille aveugle, je connais une famille qui habite dans la montagne. Ces gens doivent avoir un fils de dix-sept ans. Pendant une famine, ils sont venus d'une province du nord et se sont établis dans un terrain vague, très sauvage, un peu au-dessus de notre village, qui, lui, se trouve au pied de la montagne. Leur frère est venu les rejoindre et habiter avec eux. Le pays est pauvre, les gens sont pauvres, mais vous, maîtresse, vous avez une fille aveugle. Si vous voulez me payer mon voyage, j'irai m'informer à votre place.

« En vérité, il y a longtemps que j'ai envie d'aller chez moi revoir la maison paternelle, mais je n'ose pas demander à mon beau-frère la somme nécessaire. Il est bien dur d'être veuve dans la demeure d'autrui !

La mère commença par refuser d'écouter et cria très fort :

— Je suis capable d'entretenir ma fille aveugle, maîtresse !

Mais lorsqu'elle répéta cette conversation à ses cousins, l'homme demeura grave et finit par dire :

— Cela serait possible, si vous deviez vivre éternellement, ma sœur, mais quand vous serez morte, et nous aussi peut-être, ou bien trop vieux pour être maîtres chez nos enfants autrement que de nom, qui donc prendra soin de votre fille? Les parents doivent penser d'abord à leurs propres enfants; songez

à ce qui pourrait arriver si de mauvaises années survenaient, nous disparus.

La mère garda le silence. Mais elle se rendit bientôt compte qu'elle n'était pas destinée à vivre éternellement. Sa vie pouvait se trouver menacée à tout instant.

Cette année-là, pendant les chaleurs, la mère fut en effet malade et se remit lentement. Du reste elle ne retrouva jamais son ancienne vigueur. Dès qu'elle travaillait un peu trop ou s'asseyait dans un courant d'air frais, la maladie la guettait et la rendait de nouveau impotente pendant un certain temps.

Dans l'incapacité où elle se trouvait, elle comprit qu'il lui faudrait marier sa fille dans une maison où elle serait chez elle, car ici on ne la désirait pas. Lorsque la mère devenait trop faible pour protester en sa faveur, elle constatait le malaise de l'aveugle, qui se sentait de trop, et, un jour, que sa mère était seule, la jeune fille lui dit :

— Mère, je ne peux plus rester ici, chez mon frère. Oh! mère! Je crois que je préférerais être mariée n'importe où, pourvu qu'on veuille de moi.

La mère finit par accepter cette idée. Elle réconforta sa fille par quelques mots, puis, un jour d'hiver, cette même année, quand elle eut repris quelques forces, car elle se portait toujours mieux par le froid que par la chaleur, elle alla voir la commère du village qu'elle trouva assise sur son seuil de porte, encore occupée à broder des fleurs sur un bout d'étoffe. La mère s'approcha d'elle et lui confia d'un ton las :

— Ce que vous m'avez dit était vrai. Je vois que ma fille serait mieux mariée, mettons que ce soit à celui dont vous parliez, car je me sens trop épuisée pour chercher ailleurs. Je suis toujours si fatiguée, d'une manière ou de l'autre, depuis que j'ai été prise de cette dysenterie, il y a un an ou deux.

La vieille commère, toute réjouie d'avoir quelque chose de nouveau à faire qui ne lui coûterait rien, loua une brouette et parcourut les dix milles environ qui la séparaient de la vallée où avait habité son père. Elle se fit conduire ensuite au village et y passa deux ou trois jours. Le soir de son retour, elle alla chez la mère, l'appela seule au dehors, et dit en chuchotant :

— Tout s'est fort bien passé, maîtresse, dans un mois cela peut être fait. Je me sens lasse, moi aussi, mais je pense que

je vous ai rendu service et que nous sommes de bonnes amies à présent.

La mère tira de son sein une pièce d'argent qu'elle avait gardée à cette intention et pria la commère du village de l'accepter. Celle-ci repoussa la main qui la lui tendait, jura qu'elle ne la voulait pas, que c'était inutile entre amies, protesta tant et plus, mais finit par la prendre.

Lorsque tout fut terminé et que la mère chercha à se persuader que c'était bien ainsi, elle fit part de sa décision à sa belle-fille qui lui laissa voir sa satisfaction, mais en ayant soin d'ajouter :

— Il ne fallait pas vous presser, mère, je n'en veux nullement à ma belle-sœur, et si ce n'était que de moi, elle aurait bien pu séjourner ici un ou deux ans de plus, ou même sa vie entière ; seulement, notre pauvreté nous oblige à compter les bouches que nous nourrissons.

Elle montra plus de bienveillance après cela et s'offrit d'elle-même à coudre les vêtements de la jeune fille, trois en tout : une veste et des pantalons bleu foncé, puis les pantalons rouges que la plus pauvre des mariées doit porter le jour de ses noces. Elle y ajouta une ou deux paires de souliers sur lesquels elle broda une petite fleur et une feuille en rouge. Mais ils ne fêtèrent pas le mariage et ne firent aucune cérémonie, puisqu'on donnait la jeune fille pour rien sans même attendre de cadeaux, car le marié ne faisait point une belle affaire en l'épousant. Quant à l'aveugle, elle ne prononça pas une parole de toute la journée. Elle écouta en silence, sans répondre, ce que sa mère avait à lui dire, mais une nuit elle avança la main pour sentir le visage de sa mère près du sien et murmura tout à coup :

— Mère, est-ce que ce sera assez près pour que tu viennes quelquefois voir ce que je deviens ; je suis trop aveugle pour faire ce long trajet sur une route inconnue qui passe par des monts et des vallées.

Alors la mère à son tour étendit la main et sentant trembler sa fille, elle pleura en secret et dans l'ombre sécha ses larmes au couvrepied en répétant plusieurs fois :

— J'irai, ma fille, bien sûr, tu me raconteras tout et si on te traite mal, j'y veillerai énergiquement ; j'empêcherai qu'on te brutalise. Puis elle ajouta avec une grande dou-

ceur : Mais tu es restée éveillée toute cette nuit, mon enfant?

— Oui, répondit la jeune fille, et les autres nuits aussi.

— N'aie pas peur, chère petite, fit tendrement la mère. Tu es l'aveugle la plus vive et la plus adroite que je connaisse. Ils savent que tu n'y vois pas et ne peuvent t'en blâmer ni prétendre que nous le leur avons caché.

La jeune fille finit par s'endormir d'un sommeil léger. Longtemps après sa mère demeura éveillée; elle regrettait de ne pas avoir essayé de trouver un endroit plus proche pour y marier sa fille, un village où elle aurait pu se rendre presque chaque mois, et qui sait si, moyennant quelque argent, un pauvre ne se serait pas déplacé pour vivre au hameau. En songeant à cela, la mère gémit au dedans d'elle-même; elle se demandait si son fils et sa bru auraient consenti à se priver pour cela d'une somme minime, car ils gardaient les recettes à présent.

Elle se dit avec grande tristesse : « Cependant je ne puis espérer qu'elle ne sera jamais battue. Il y a peu de maisons comme la nôtre, dans lesquelles la nouvelle venue ne reçoit pas de coups de son mari ou de sa belle-mère. Si ma fille aveugle était battue sous mes yeux, ou si elle se trouvait assez près de moi pour que je l'entende dire et qu'elle puisse venir me l'annoncer et me l'avouer elle-même, cela me déchirerait l'âme et me ferait trop souffrir; je ne pourrais pas le supporter, me sachant impuissante à la secourir une fois qu'elle sera mariée. Mieux vaut donc qu'elle s'éloigne, pour que je ne sache rien et que cette douleur me soit épargnée. Dans l'ignorance je pourrai du moins espérer. »

La mère resta encore un moment immobile, sentant le poids de sa vie peser lourdement sur elle, puis, une idée lui vint ; elle donnerait à sa fille quelques pièces d'argent comme elle-même en avait reçu de sa mère au moment de la quitter.

Dans l'obscurité, avant l'aube, la mère se leva, et, avec beaucoup de précautions, de crainte d'agiter ou d'effrayer le bétail et les volailles, elle se dirigea vers le trou creusé dans le sol, écarta la terre et en retira un bout de chiffon dans lequel elle gardait sa petite réserve. Elle le défit, choisit cinq pièces d'argent qu'elle cacha dans son sein, et de nouveau recouvrit le trou. Un peu de réconfort lui

vint de sentir cet argent contre elle, car elle se disait : « Peu de jeunes filles, sortant d'une maison pauvre, ont cette provision personnelle. La mienne aura au moins cela. »

Et en se cramponnant à cette faible consolation, elle arriva enfin à s'endormir.

L'époque du départ arriva et la mère attendait avec un cœur bien lourd celui qui viendrait chercher l'aveugle. L'esprit tendu, elle s'efforcerait de comprendre la nature de l'homme à qui elle confierait sa fille.

Il vint un jour, au début du printemps, avant le plein épanouissement de l'année ; la saison n'était marquée que par les quelques herbes vivaces que les enfants du village arrachaient pour les manger, par la teinte verdâtre qui colorait les tiges de saule, et les bourgeons bruns à peine gonflés des pêchers. La terre gardait l'apparence stérile de l'hiver ; le blé ne poussait pas encore et l'on n'en voyait que quelques petites pointes parmi les mottes du sol. Le vent était froid.

Il vint en ce jour un vieillard monté sur un âne gris, un vieux manteau sale et déchiré plié sous lui sur le dos de la bête en guise de selle. Il s'approcha de la maison de la mère et se nomma. Elle sentit son cœur s'arrêter dans sa poitrine, car l'expression du vieillard lui déplut. Il grimaça un sourire et s'efforça de donner un pli aimable à sa figure, mais il n'y avait aucune bonté dans ce visage aigu de vieux renard, aux yeux perçants enfoncés entre des rides profondes, avec ses quelques poils blancs entourant sa bouche sans lèvres dont les coins s'abaissaient trop en ce jour pour donner une impression de sincérité.

Il portait des vêtements presque en loques, ni propres, ni rapiécés, et lorsqu'il descendit de son âne, ses manières manquèrent de la courtoisie la plus élémentaire, celle qu'on s'attend à voir aussi bien chez l'homme instruit que chez l'ignorant. Il traversa l'aire en boitant, une jambe plus courte que l'autre, ses vieux habits enroulés à la taille, et il dit d'un ton rude :

— Je viens chercher l'aveugle, où est-elle ?

Et la mère demanda, car elle prit subitement l'homme en haine :

— Quelle preuve ai-je que vous êtes bien celui qui devez l'emmener ?

Le vieillard ricana de nouveau et déclara :

— Je connais cette grosse femme qui est venue nous dire que nous pourrions avoir la fille pour rien. On la destine au fils de mon frère.

Alors la mère lui dit :

— Attendez que j'appelle cette femme.

Et elle lui envoya son second fils qui ce jour-là flânait autour de la maison. La commère du village accourut aussi vite que ses vieilles jambes le lui permettaient et elle regarda l'homme fixement, éclata de rire et s'écria :

— Oui, c'est l'oncle du garçon qu'on veut marier. Comment ça va-t-il, maître? Avez-vous mangé aujourd'hui ?

— Oui, répondit le vieillard en montrant toutes ses gencives édentées dans une grimace joyeuse, mais pas trop bien, je vous le promets.

La mère ne cessait de le regarder bien en face; elle finit par dire tout net à la commère du village :

— Je n'aime pas l'aspect que cela prend. J'espérais mieux pour ma fille.

Et la femme lui répondit très fort, en riant :

— Mais, maîtresse, ce n'est pas lui le marié, son neveu est le garçon le plus doux et le plus inoffensif qui soit.

La cousine vint à son tour ; le fils aîné, sa femme, le cousin et plusieurs habitants du hameau la suivirent; tous se tenaient debout et dévisageaient le vieillard. Personne ne lui trouvait l'air plaisant ni aimable d'aucune façon.

Cependant la promesse était donnée et quelques-uns observèrent :

— Il faut vous rappeler, maîtresse, que votre fille est aveugle.

La belle-fille ajouta :

— La chose est à présent décidée, promise, mère, et il est difficile de refuser, car cela causerait des ennuis à tous.

Et son mari l'écouta et garda le silence.

La commère du village, sentant son honneur en jeu, continuait à répéter :

— Mais ce n'est pas le mari, maîtresse.

Et en fin de compte elle s'écria, car un recul à l'heure actuelle l'eût couverte de honte :

— Votre neveu est aussi doux qu'un bébé, n'est-ce pas, mon ami ?

Le vieillard grimaça, acquiesça de la tête et dit en riant d'un rire qui faisait siffler ses paroles :

— Oh oui, maîtresse, doux comme un nouveau-né !

A la fin il ajouta, impatienté :

— Il faut que je parte, si je dois la ramener ce soir.

Ne sachant quel autre parti prendre, la mère fit monter l'aveugle sur l'âne. La jeune fille avait revêtu ses vêtements neufs et la mère lui glissa le petit paquet de pièces dans la main en lui disant très vite à l'oreille :

— Ceci est pour toi seule, mon enfant, ne te le laisse pas prendre.

Quand le vieillard lança un coup de pied dans les pattes de l'âne afin de le faire avancer, la mère s'écria, prise d'une angoisse subite :

— J'irai là-bas, ma fille, avant de longs mois, je verrai comment tu es traitée. Enferme tout en ton cœur, et tu me le raconteras ; je n'aurai pas peur de te ramener à la maison si quelque chose va mal.

L'aveugle répondit, les mots passant par ses lèvres sèches et tremblantes :

— Oui, mère, cette idée me réconforte.

Mais la mère ne pouvait pas se séparer de son enfant ; elle cherchait désespérément un motif, une phrase, capable de la retenir un peu plus, et, accrochée à la jeune fille, elle cria au vieillard :

— Ma fille ne peut pas alimenter le feu, cela lui est défendu, et lui fait mal aux yeux... la fumée...

Le vieillard se retourna et la dévisagea ; lorsqu'il eut compris, il ricana et dit :

— C'est bon, on y verra, je le leur dirai ; et il donna un nouveau coup à la bête, puis marcha à ses côtés.

Ainsi la jeune fille s'en alla, le signe de la cécité dans sa main et son petit rouleau de vêtements attachés derrière elle, sur le dos de l'âne.

Sa mère, debout, la regardait partir, le cœur souffrant d'une douleur impossible à concevoir ; les pleurs coulaient de ses yeux et cependant elle ne voyait pas de quelle autre manière elle aurait pu agir. Elle demeura immobile jusqu'à

ce que la montagne s'élevât entre sa fille et elle, la cachant à ses yeux.

Une existence énigmatique

La mère parviendrait-elle à remplir suffisamment ses journées pour calmer ses inquiétudes et oublier le vide de cette place où s'asseyait l'aveugle ? La maison était silencieuse, et silencieuse la rue où on n'entendait plus résonner le son plaintif et clair de la petite clochette que la jeune fille agitait chaque fois qu'elle sortait. La mère ne put supporter cela. Elle retourna aux champs, malgré son fils qui protesta lorsqu'elle prit son sarcloir.

— Mère, lui dit-il, tu n'as aucun besoin de travailler, cela me fait honte de te voir bêcher aux yeux de tous, à ton âge.

Mais elle répondit avec sa violence ancienne :

— Je ne suis pas si vieille, laisse-moi me dépenser, cela me soulage. Ne comprends-tu pas que j'en ai besoin ?

Son second fils habitait la ville et se faisait rare. Mais au milieu de son inaction, c'est à lui qu'elle songeait le plus ; il restait son préféré. Dans le vide de sa vie, ses apparitions ne lui apportaient que de la joie. Elle se levait à sa vue, sortait de sa morne torpeur et souriait à la jolie figure de son fils. Il était le plus beau de ses enfants et ressemblait à son père. Il ne craignait plus son frère aîné et se sentait à l'aise, car il avait du travail qui lui rapportait un salaire.

Jamais il n'expliqua en quoi consistaient ses occupations; parfois il se trouvait à court, et, à d'autres moments, on le sentait très fortuné, à en juger d'après ses beaux vêtements, car il ne montrait pas à son aîné ce qu'il gagnait. Parfois il avait un peu de liberté et semblait en proie à une sorte d'exaltation. Il venait et glissait alors en secret une pièce dans la main de sa mère, en lui disant :

— Prends, mère, et sers-t-en pour toi.

Elle acceptait et complimentait le jeune homme. Elle l'adorait. L'aîné n'eût point songé à lui faire le moindre cadeau de ce genre. Depuis qu'il était le maître, il gardait l'argent pour lui. Sa mère se trouvait admirablement nourrie et elle en jouissait, mangeant de bon cœur ce qu'elle pouvait. Sa mise aussi semblait mieux soignée qu'autrefois, grâce à sa

belle-fille qui l'habillait entièrement, et qui lui avait préparé jusqu'à sa toilette d'ensevelissement. On lui donnait ce qu'elle voulait : une pipe pour la réconforter avec du bon tabac effiloché ou une gorgée de vin blond réchauffé, mais l'idée de lui remettre une pièce en disant : « Achetez ce qu'il vous plaira », ne leur serait pas venue.

Le temps passait. Le printemps disparut à son tour, sans que la mère parvint à oublier l'aveugle. Un après-midi, qu'elle énumérait sur ses doigts les jours écoulés depuis que la montagne lui avait caché sa fille, elle compta douze fois tous les doigts de ses mains, puis en perdit le nombre, et se dit tristement : « Il faut que j'aille la voir. J'ai laissé peser sur moi cette lourde torpeur, mais j'aurais dû partir plus tôt. Si elle avait été une fille normale, elle serait revenue déjà faire la visite habituelle à son ancienne demeure, comme les autres jeunes femmes. J'aurais pu lui demander comment elle allait, toucher ses mains, ses bras, ses joues, et voir la couleur de son visage. »

La mère, assise, contemplait les montagnes qui l'environnaient, et elle s'aperçut que l'été s'épanouissait; les flancs des monts avaient verdi et les céréales s'élevaient, hautes, dans les champs. Elle secoua sa lassitude dont elle n'arrivait pas à se défaire, malgré son inaction, et se décida : « Il faut que j'aille voir ma fille, se dit-elle. Je suis inutile aux champs, et ne fais rien ici. J'irai tout de suite, avant les grandes chaleurs, de crainte d'être reprise de la dysenterie. Je me mettrai en route demain, puisqu'il n'y a pas le moindre signe de nuages dans le ciel pur, — ce ciel bleu ! » — Elle leva les yeux et, brusquement, de même que ses anciens souvenirs avaient coutume de reparaître, la teinte du ciel lui rappela tout à coup cette robe bleue que son mari avait achetée autrefois et avec laquelle il était parti. Elle soupira et se dit avec un reste d'angoisse : « C'est par un jour semblable qu'il l'a acquise, et que nous nous sommes querellés ; le temps était aussi limpide qu'aujourd'hui, car je me souviens que sa robe avait la couleur du ciel de ce matin-là. » Elle soupira et se leva pour chasser ses pensées. Lorsque son fils aîné rentra, elle lui dit, très agitée : « Je veux savoir ce qui se passe dans la maison qu'habite ta sœur depuis son mariage; j'irai la voir demain, puisqu'elle ne peut pas venir à moi. »

Le fils répondit d'un air inquiet :

— Mère, il m'est impossible de t'accompagner en ce moment-ci ; j'ai du travail à faire demain. Patiente jusqu'à la fin des récoltes. Quand le grain sera battu et mesuré, j'aurai un peu de temps libre.

Mais tout à coup la mère se sentit incapable d'attendre. Lorsqu'elle voulait agir selon une décision qu'elle avait prise, il lui restait encore beaucoup de forces. Lasse de son oisiveté et de son inertie, elle déclara :

— Non, j'irai demain.

Son fils, ennuyé, comme il l'était chaque fois qu'un fait inusité se présentait trop brusquement à lui et qu'il n'avait pas le loisir d'y réfléchir, insista :

— Mais, mère, comment iras-tu?

— Je monterai l'âne du cousin, s'il veut bien me le prêter, et tu demanderas à un des gamins là-bas d'aller me chercher ton frère pour qu'il se tienne à côté de moi et conduise la bête. Nous ne risquerons rien tous les deux. Je n'ai pas entendu parler de brigands dans les environs, ces temps-ci, en dehors de cette nouvelle sorte de gens en ville qu'on appelle communistes, mais on prétend qu'ils n'en veulent pas aux pauvres.

Le fils céda à la longue, mais il se fit prier et attendit que sa femme eût déclaré avec calme :

— En réalité, je n'y vois guère de danger, si ton frère l'accompagne.

Ils laissèrent donc leur mère agir à sa guise, et l'un des enfants du cousin fut envoyé en ville à la recherche du cadet. Il en revint les yeux écarquillés, et dit à la mère :

— Mon cousin, votre plus jeune fils viendra, ma tante.

Puis le gamin s'interrompit, réfléchit un moment, tortilla le bouton de sa veste et ajouta :

— Je vous assure qu'il habite dans un drôle d'endroit, retiré et bien difficile à découvrir. Il loge au-dessus d'un magasin dans une longue pièce remplie de lits, une vingtaine au moins, et la chambre est pleine de livres et de papiers. J'ignorais que mon cousin sût lire, tante, mais d'après ce que j'ai vu, il doit être très instruit, et il ne travaille pas dans le magasin.

— Il ne sait pas lire, répondit la mère, très étonnée. Il ne

m'a jamais dit qu'il gagnait sa vie avec des livres. C'est une drôle de chose, il faudra qu'il me l'explique.

Le lendemain, quand elle fut installée sur l'âne, tandis qu'elle cheminait avec son fils le long des vallées, elle profita de ce tête-à-tête pour s'informer :

— Quels sont ces livres et ces papiers que le gamin de la cousine a aperçus dans la chambre que vous habitez tous? Tu ne m'as jamais dit que tu avais appris à lire, mon fils, ni que tu en faisais ton gagne-pain?

Le jeune homme chantait en marchant. Il avait une jolie voix et aimait à s'en servir ; il interrompit sa chanson pour répondre :

— Oui, je me suis un peu instruit.

Et quand elle insista, il ajouta évasivement :

— Mère, ne m'interroge pas à présent, tu le sauras plus tard, quand l'heure sonnera. Ce sera un grand jour, mère. Je chantais tout à l'heure le chant que nous entonnons ensemble dans la pièce où je travaille. Un jour, la délivrance viendra. Il n'y aura plus ni riches, ni pauvres, nous serons tous semblables.

Ces paroles étaient les plus bizarres que la mère eût jamais entendu prononcer. Elle savait que le ciel ordonne qui sera riche ou pauvre, et que les hommes n'ont rien à dire; ils doivent accepter leur destin et le supporter. Elle demanda, avec un grand effroi :

— J'espère que tu n'es pas en mauvaise compagnie, mon fils; avec des voleurs ou des gens de cette sorte! Il me semble écouter des phrases de brigands. Les moyens qu'ils emploient sont les seuls qui puissent enrichir les pauvres, et c'est dangereux, on risque sa vie, si l'on vous prend sur le fait.

Le jeune homme s'indigna de ces propos :

— Tu ne peux rien y comprendre, dit-il. J'ai juré le silence. Plus tard, tu verras. Je ne t'oublierai pas ce jour-là. Mais toi seule. Je ne partagerai point avec ceux qui se sont gardés de partager avec moi.

Il mit une telle vigueur dans ces derniers mots que la mère comprit quel ressentiment il nourrissait contre son frère et évita de répondre tout de suite, de crainte d'attiser sa colère.

Mais elle poursuivait son idée. Assise sur l'âne, comme il sied, cramponnée au cuir poilu de la bête, elle songeait à son

fils et l'observait à la dérobée. Il marchait devant elle, tenant le licol, et il chantait un chant inconnu, scandé et plein de feu, dont elle ne saisissait pas les paroles. Elle se dit qu'elle devrait s'efforcer de mieux connaître la vie que menait son cadet, trouver le moyen de l'attacher davantage à son chez-lui, et à tous les siens. Elle lui choisirait une jeune fille jolie, émouvante, qu'il pût aimer ; sa première belle-fille ferait le travail, la seconde serait d'un autre genre. A cette pensée, son cœur s'allégea et l'idée lui parut si bonne qu'elle ne put la taire :

— Mon fils, dit-elle, tu as plus de vingt ans, tu approches de tes vingt et un, et je songe à te marier bientôt. Que dis-tu de cette perspective joyeuse?

Mais qui peut sonder un cœur de jeune homme? Au lieu de garder un silence souriant, heureux et confus, il s'arrêta et se retourna en déclarant d'un ton obstiné :

— Je m'attendais à ce que tu me dises une chose de ce genre. Je crois vraiment que les mères n'ont que cette idée en tête. Mes camarades prétendent que leurs parents leur répètent surtout : Mariez-vous, mariez-vous... mariez-vous. Eh bien! mère, je refuse et si tu m'y obliges, jamais tu ne me reverras. Je ne retournerai plus à la maison.

Puis il regarda de nouveau devant lui, se remit en marche et hâta le pas. Elle n'osa rien répondre, surprise et effrayée de sa brusque colère et de son silence ensuite, car il cessa de chanter.

Qu'a-t-il pu se passer?

Cependant tout cela fut oublié dans l'attente de ce qui viendrait. Le sentier qu'ils longeaient depuis l'aube devint très étroit lorsqu'ils atteignirent la fin de la matinée, et les monts aux formes plaisantes, dont les croupes arrondies, recouvertes de prairies et de bambous, encerclaient leurs vallées et se découpaient vertes sur le ciel, s'élevaient à présent en lignes aiguës de plus en plus hardies à mesure qu'on avançait. Enfin, quand au plein midi le soleil déversa sa chaleur en droite ligne, les deux mamelons avaient disparu et à leur place une chaîne de montagnes rocheuses et dénudées dressait ses pointes cruelles contre le ciel. Ces arêtes semblaient

encore plus menaçantes sous la voûte limpide qui brillait d'un bleu métallique au-dessus des sommets arides couleur de sable.

Le sentier serpentait entre de pâles et hautes parois de rochers. La pierre n'était pas sombre et noire, mais d'une étrange teinte de lumière, et rien ne poussait là, car il n'y avait d'eau nulle part!

Le chemin devenait plus abrupt et vers une ou deux heures de l'après-midi, les voyageurs se trouvèrent tout à coup en face d'une profonde vallée circulaire creusée parmi les sommets. Il devait y avoir une source, car, pris entre des murailles de roc, ils virent un petit village carré environné de quelques champs verts. Mais lorsque la mère et le fils s'arrêtèrent à la barrière de ce village pour s'informer de la demeure qu'ils cherchaient, une personne, qui se trouvait là, leur désigna un point sur un rebord encore plus éloigné, plus élevé, en disant :

— Là où la verdure finit, vous trouverez les deux maisons. Au-dessus on ne voit aucune végétation, mais simplement les rochers et le ciel.

Pendant ce temps, la mère considérait avec stupéfaction ces montagnes aux formes étranges et sauvages, leur pâleur, leur aridité. Elle avait passé sa vie dans les vallées, et maintenant, en gravissant les sentiers qui partaient en lacets du village clos, elle regardait autour d'elle, atterrée de constater la mortelle pauvreté du sol, la maigreur des récoltes, même à l'approche de la moisson, et elle cria à son fils :

— Je n'aime pas l'aspect de cet endroit, mon garçon! Je crains que la vie ne soit trop dure ici pour ta sœur; si c'est au-dessus de ses forces, nous la ramènerons à la maison, nous la mettrons sur l'âne et je reviendrai à pied. Ils diront ce qu'ils voudront. Ils n'ont rien payé et je demanderai simplement de l'emmener avec moi.

Le jeune homme ne répondit pas. Il se sentait las et il avait faim, n'ayant pris qu'un peu de nourriture froide apportée avec eux, et il lui tardait d'atteindre la maison de sa sœur où ils comptaient passer la nuit. Il tira sur la bride de l'âne, si fort, que la mère, incapable de le supporter, s'apprêtait à braver la colère de son fils et à le réprimander, lorsque subitement, une maison, puis deux, se dressèrent devant les voyageurs. Elles s'appuyaient sur la plate-forme rocheuse et se

collaient en quelque sorte à la pierre. La mère reconnut la demeure de sa fille en apercevant le vilain petit vieux à la porte de l'une des maisonnettes. Il vit la mère et la dévisagea comme s'il n'en croyait pas ses yeux, puis il se précipita à l'intérieur et d'autres gens surgirent : un homme maigre et brun, d'aspect farouche, deux femmes et un jeune garçon dégingandé ; mais l'aveugle ne parut pas.

La mère descendit de son âne et s'approcha. Ils la considéraient en silence ; elle les fixa des yeux à son tour et elle eut peur. Jamais elle n'avait vu d'êtres semblables ; des femmes aux cheveux embroussaillés remplis de nœuds, des visages flétris et noircis par le soleil, des vêtements jamais lavés. Tous avaient cette même mine. Ils se rassemblèrent, et de la seconde cabane sortirent un ou deux enfants maladifs, jaunis par la fièvre, les lèvres sèches et fendues. Grands et petits ne prononcèrent aucune parole d'accueil et continuèrent à dévisager la mère de leurs yeux sans pensée, aussi sauvages que des yeux de bête.

La mère, brusquement, sentit son cœur éclater de terreur ; elle s'élança en criant :

— Où est ma fille, où avez-vous caché ma fille?

Et elle courut parmi eux, tandis que son fils hésitait et restait près de l'âne.

Une femme prit la parole d'un ton revêche ; il était difficile de comprendre son rude parler du nord, aux sons confus qui s'accrochaient entre les dents cassées. Elle disait :

— Vous venez au bon moment, maîtresse. Elle est morte aujourd'hui !

« Morte », la mère répéta tout bas ce seul mot. Elle était sans voix, son cœur s'arrêtait de battre et elle n'avait plus de souffle. Mais elle se poussa en avant vers la cabane toute proche, et là, sur un lit de roseaux jetés à terre, sa fille aveugle était étendue. Elle reposait calme et morte, revêtue des vêtements qu'elle portait à son départ de chez elle, mais souillés et usés à présent. On ne voyait nulle part trace de choses neuves ; en dehors du tas de roseaux et d'un ou deux escabeaux grossiers, la pièce était vide.

La mère courut s'agenouiller auprès de sa fille et fixa ses regards sur la figure immobile, les yeux enfoncés, la petite bouche patiente et tout ce visage qu'elle connaissait si bien.

Elle éclata brusquement en sanglots et se précipita sur sa fille, lui saisit les mains, releva les manches en guenilles et examina les bras menus, puis elle retroussa les pantalons le long des jambes, cherchant des traces de coups et de violences.

Elle ne trouva rien. La douce peau était intacte, les os délicats n'avaient pas de fêlure, aucune marque suspecte ne paraissait. La jeune fille était pâle et maigre à faire pitié, mais elle avait toujours été menue et la mort est pâle. La mère se pencha sur les lèvres de l'enfant, de crainte d'y trouver une odeur de poison ; seul le faible et triste parfum de la mort lui parvint.

Malgré tout, la mère n'arrivait pas à se convaincre qu'il s'agissait là d'une bonne fin naturelle. Elle se retourna vers ceux qui, de la porte, la surveillaient en silence et vit leurs visages farouches, dont aucun ne lui était familier ; et au milieu d'une violente crise de pleurs, elle leur lança ces mots :

— Vous l'avez tuée, je le sais. Sinon, expliquez-moi comment ma fille est morte si vite, après m'avoir quittée bien portante.

Alors le mauvais vieux qu'elle avait détesté à première vue ricana et dit :

— Prenez garde à vos paroles, maîtresse ; c'est grave de nous accuser de l'avoir tuée et...

La femme revêche aux cheveux emmêlés l'interrompit en criant :

— De quoi elle est morte ? D'un refroidissement, elle était si chétive, voilà tout !

Elle cracha à terre et hurla de nouveau :

— Une fille inutile, s'il en fut, incapable même d'apprendre à monter l'eau de la source sans buter, tomber ou perdre son chemin.

La mère leva les yeux et vit l'étroit sentier qui descendait de la montagne vers une petite flaque d'eau et elle s'écria en gémissant :

— Est-ce ce chemin dont vous parlez ?

Personne ne répondit, et en proie à une angoisse croissante elle se lamenta :

— Vous l'avez battue ! Chaque jour sans doute ma fille était battue !

Mais la femme reprit vivement :

— Examinez-la et voyez si elle a des meurtrissures. Mon fils l'a frappée une seule fois parce qu'elle venait à lui trop lentement, c'est tout.

La mère releva la tête et demanda d'une voix faible :

— Où est votre fils ?

Ils le poussèrent en avant et il resta là à se dandiner, les yeux fixes, si bien que la mère s'aperçut qu'il était presque idiot.

Elle se pencha et posa sa tête sur sa fille morte en pleurant comme une égarée, avec un désespoir d'autant plus grand qu'elle songeait à ce que l'aveugle avait dû souffrir entre pareilles mains. Tandis qu'elle laissait éclater sa douleur, la colère montait chez ceux qui l'observaient. A la fin, elle sentit qu'on la touchait et, levant les yeux, elle vit son fils qui se baissait vers elle. Il lui murmura avec insistance :

— Mère, nous sommes en danger ici, j'ai peur, ne nous attardons pas. Mère, elle est morte, nous ne pouvons rien de plus et ils semblent si féroces que je me demande ce qu'ils veulent nous faire. Viens, hâtons-nous vers le village, nous y achèterons de quoi manger et nous regagnerons notre demeure ce soir.

La mère se leva à regret, mais lorsqu'elle vit l'attitude de ces gens qui, serrés les uns contre les autres, leur lançaient des coups d'œil en marmottant d'une manière suspecte, elle fut effrayée elle aussi. Il lui fallait songer à son fils. Ils pouvaient bien la tuer, elle, s'ils le désiraient, mais pas lui.

Elle se retourna pour contempler sa fille une fois de plus. Elle arrangea les vêtements de la morte et lui allongea les mains le long du corps, puis elle sortit au dehors, dans l'après-midi à son déclin. Lorsqu'elle parut plus calme, et se prépara à remonter sur son âne, l'homme qui n'avait pas prononcé le moindre mot jusque-là, le père de l'idiot, lui dit :

— Si vous ne croyez pas que nous sommes d'honnêtes gens, maîtresse, regardez le cercueil que nous avons acheté à votre fille. Il nous a coûté dix pièces d'argent, tout ce que nous possédions. Pensez-vous que nous le lui aurions payé, si nous ne l'avions pas estimée ?

La mère aperçut en effet un cercueil près de la porte, mais elle se rendit compte qu'il était loin de valoir cette somme. C'était une de ces caisses grossières en bois aussi mince que

du papier, sans peinture, que n'importe quel pauvre peut s'offrir. Dans son indignation, la mère ouvrit la bouche pour répondre :

— Cette boîte! l'argent que j'ai donné à ma fille suffisait à l'acheter !

Mais elle ne prononça pas ces mots. De même qu'un nuage glacé passe sur la lumière du jour, une sensation de danger l'envahit. Ces deux mauvais hommes, ces femmes sauvages... De nouveau son fils la pressait en tirant sur sa manche; alors elle dit avec fermeté :

— Je me tairai à présent. Ma fille est morte ; toutes les colères du monde et les paroles sont incapables de la ramener à la vie.

Elle s'arrêta, les dévisagea à tour de rôle et dit encore :

— Vous êtes en face du ciel et des dieux : qu'ils vous jugent, vous et les actes que vous avez bien pu commettre.

Elle les regarda les uns après les autres, mais personne ne répondit ; alors elle se détourna d'eux, monta sur son âne, et son fils se hâta de conduire la bête le long du sentier rocailleux; il se retournait de temps à autre en frissonnant, pour voir s'ils étaient poursuivis :

— Je ne serai tranquille que lorsque nous nous trouverons de nouveau près de ce village où il y a du monde, j'ai si peur !

Mais la mère ne répondit rien. A quoi bon ? Sa fille était morte.

PEARL BUCK.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

Traduction de Germaine Delamain.

NAVIRE OU AVION ?

Nous serions les derniers à nier le rôle grandissant de l'aviation embarquée ou de coopération navale dans la guerre sur mer. N'est-ce pas la *Revue* (1) qui, l'une des premières, a montré la nécessité pour la marine d'orienter l'activité de ses officiers vers la conquête de l'air et de reconstituer dès maintenant les forces aériennes qui lui ont été cédées par le ministère de l'Air dans un tel état de décadence que pas un seul appareil n'était en état de remplir la mission à laquelle il était destiné? La rue Royale a beaucoup travaillé depuis qu'elle a accueilli cet héritage. Elle a obtenu sur le budget ordinaire une allocation de 419 millions. En outre, sur le projet de loi relatif au programme de travaux concernant la défense nationale, il a été accordé 190 millions de crédits à l'aéronautique maritime.

Il fallait utiliser ces ressources financières. Bien que la marine ait été retardée par l'étude des prototypes, et malgré les formalités restrictives concernant leur recette, d'importantes commandes ont été passées. Pour le moment, celles-ci portent sur 3 *Croix-du-Sud*, 24 *Lioré-Olivier* à flotteurs, 14 *Bréguet-Bizerte*. Notons également que le programme défini par M. Piétri à la séance du 27 novembre 1934 au Palais Bourbon comporte un renouvellement complet de notre aéronautique navale. « Tous les hydravions de bombardement seront changés avant six mois, a dit M. François Piétri. La moitié des escadrilles d'exploration recevra d'ici un an un matériel lourd

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1933.

à grand rayon d'action capable de rivaliser avec les meilleurs appareils militaires étrangers. Enfin, l'aviation de chasse du *Béarn* sera pourvue dans quelques mois d'appareils dépassant notablement la vitesse de trois cents kilomètres à l'heure. »

Qu'on ne vienne donc pas dire « que la doctrine officielle de la marine sous-estime le rôle naval de l'aviation ». L'on peut craindre au contraire que, par suite d'anticipations dangereuses, des théoriciens du vol en arrivent à concevoir que l'avion soit susceptible de remplacer le navire de surface ou le sous-marin. L'application de tels principes conduirait pratiquement à désarmer la France sur mer et à compromettre non seulement la défense de notre empire colonial, mais même la mobilisation de nos forces qui exige des mouvements maritimes de troupes et de matériel très importants. Retenons en revanche que l'aéronautique navale tend à transformer les conditions du combat sur mer et à augmenter le potentiel d'utilisation des forces navales appelées à coopérer en liaison. C'est ce que nous allons nous efforcer de démontrer.

LE FACTEUR MÉTÉOROLOGIQUE

De tout temps la reconnaissance du plan d'eau a joué un rôle considérable dans la guerre navale. Cette reconnaissance est rendue difficile, en raison de la mobilité des flottes et de l'étendue des espaces qu'elles parcourent Ce service s'est perfectionné à mesure que l'on substituait la vapeur à la voile et que la vitesse des éclaireurs augmentait. La T.S.F., en permettant la transmission à distance des renseignements, a transformé la tactique de l'exploration à laquelle l'avion apporte une nouvelle révolution.

Alors que les bâtiments légers chargés d'éclairer les escadres n'ont qu'un excédent de vitesse peu important par rapport à elles, soit de 20 à 25 pour 100, l'avion marche huit fois plus vite que les navires les plus rapides : c'est dire que ses facultés exploratrices sont exceptionnelles. A une altitude de 1600 mètres, la visibilité de l'aviateur porte sur un cercle de presque 360 kilomètres de diamètre dont il est le centre et qu'il déplace à une vitesse variant de 4 à 5 kilomètres par minute. Aucun tour d'horizon sur le nid de pie d'un navire de surface ne peut se comparer à cette projection oculaire aérienne qui,

dans une mer fermée comme la Méditerranée, permettrait au commandement d'être, par temps clair, au courant dans la matinée de tous les déplacements de l'ennemi.

Le rôle de l'aéronautique ne se borne pas à l'exploration, objectif secondaire de l'action navale, laquelle comporte en fin de compte, après la recherche, la destruction de l'ennemi. Il existe donc des avions bombardiers ou torpilleurs qui portent des bombes ou des torpilles dont le poids augmente avec le disponible de l'appareil aérien, lequel s'accroît sans cesse. Mais qu'il s'agisse de l'exploration ou du bombardement, l'utilisation de l'hydravion dépend des phénomènes extérieurs.

Pour s'en convaincre, il suffit de remarquer qu'au cours d'une guerre, il se présentera nécessairement des circonstances où l'aviation se montrera impuissante à réagir efficacement contre des entreprises navales. D'abord *la nuit*. Le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'elle réduit presque à néant cette qualité essentielle de l'avion : la faculté d'observation. Parlons en outre du facteur météorologie. Si les avions peuvent prendre l'air à peu près par tous les temps, — trois cents jours en moyenne par an, — ils ne sauraient opérer avec efficacité que si certaines conditions de temps sont favorables. La réaction anti-aérienne des navires oblige par exemple les aéronefs à se tenir à une altitude de bombardement supérieure à 4 000 mètres. Or la statistique donne pour de tels plafonds les chiffres suivants. Manche : cent vingt jours par an ; Méditerranée : quatre-vingt-dix jours par an. De sorte que le bombardement aérien ne peut, en pratique, s'effectuer qu'un jour sur trois ou quatre, du fait du plafond. Il faut ajouter à cela les jours où la visibilité est mauvaise.

Prenons des exemples concrets : — *Méditerranée*. Nos lignes de communication avec l'Afrique du Nord passent en plusieurs endroits à moins de deux cents milles des bases navales de trois nations étrangères. La distance de ces lignes est telle qu'une ou deux nuits sont nécessaires à la traversée. On conçoit donc que nos convois seraient exposés à des raids de bâtiments qui pourraient quitter leurs bases avant la nuit et y rentrer avant le jour. Contre ces attaques que pourrait faire l'aviation? Rien. — *Atlantique*. D'importants nœuds de communications fréquentés par nos transports maritimes se trouvent à des centaines de milles de nos bases : Cap Finisterre, Açores, etc... Supposons

qu'un ennemi dispose de bâtiments de combat à grand rayon d'action (genre *Deutschland*) opérant dans ces zones locales, il ne serait possible de réagir contre eux qu'avec des unités de surface analogues. A de telles distances les opérations aériennes deviennent irréalisables. — *Manche*. Les Allemands, lors de la dernière guerre, ont exécuté avec succès et entièrement de nuit des raids de bâtiments légers jusqu'au sud du Pas de Calais ! Là encore constatons l'impuissance de l'aviation.

En d'autres termes, la menace aérienne a transformé les conditions de la guerre sur mer. D'une part en limitant à des mouvements de nuit les opérations dans les mers rapprochées. D'autre part en déplaçant l'axe des futurs combats navals. On ne se battra plus à La Hougue, à Aboukir ou à Trafalgar, mais en plein Pacifique. On ne fera plus passer de convois le long du littoral ; on ira les égarer au milieu de l'Atlantique. Cette révolution stratégique ne doit pas nous prendre au dépourvu. Nous aurons à régler l'appareillage et l'atterrissage de nos transports en tenant compte que l'avion est un instrument de combat à rayon d'action diurne. Grâce à cette faiblesse, nous pourrons garantir la liberté de nos communications maritimes que nous ne saurions assurer sans navires de surface.

LE FACTEUR STATIQUE

A ce premier handicap de l'aviation s'en ajoute un autre. De nombreuses circonstances dans les opérations navales exigent des qualités statiques. Le navire, selon le principe d'Archimède, possède une aptitude particulière à porter du poids. De ce fait, il se prête aux organisations offensives et défensives les plus puissantes et les plus lourdes. Médiocrement doué pour la vitesse, il est au contraire d'une endurance extrême, quelles que soient les conditions de temps. Si son action est souvent lente, d'autre part elle est durable, de sorte qu'on a pu dire que le *navire « occupe » la mer un peu comme l'infanterie le terrain*. L'avion, au contraire, dépense le plus clair de ses forces à se sustenter. Le poids est son plus mortel ennemi, aussi est-il de nature fragile. Essentiellement rapide, il manque de fond. Astreint à une mobilité qui lui

interdit les actions de longue durée, l'avion n' « occupe » l'air que par intermittences. Ne voit-on pas, à ces simples traits, que navire et avion sont de natures différentes, et que, loin de s'exclure, ils sont faits pour se compléter? Ne voit-on pas que, selon les circonstances, on emploiera alternativement l'avion ou le navire?

Sont réservées au navire toutes actions de durée nécessitant une présence constante, toutes interventions à grande distance de bases dans les mers tourmentées, les opérations enfin comportant le transport au loin de moyens puissants, hommes, matériel (même le matériel aéronautique), enfin toutes tentatives de nuit. Sont au contraire du domaine de l'aviation, les attaques foudroyantes, les raids, les reconnaissances, toutes démonstrations de caractère éphémère. Pour peu que ses instructions le conduisent loin des côtes, l'avion devra le plus souvent faire appel au concours du navire, à celui du porte-aéronef en particulier. Cela ne l'empêchera pas de connaître les défaillances dues aux conditions météorologiques.

Reconnaissons d'ailleurs que l'avion se perfectionne de jour en jour et que son endurance augmente. Il serait vain toutefois d'escompter que l'engin aérien sera, autant qu'on puisse prévoir, capable de porter le poids nécessaire pour en faire un instrument de puissance comparable au navire de combat. Les contempteurs du bâtiment ne sont même pas d'accord sur le type d'unité que l'avion serait, soi-disant, appelé à remplacer. « C'est le bâtiment de ligne, disent les uns, ce monstre de 35 000 tonnes. » « C'est le navire léger », pensent les autres, — sans plus de raison. Tous reconnaissent enfin qu'il doit exister des unités de surface en soutien de forces aériennes. Chose assez typique à observer : les marines qui, comme l'Italie, ont un champ d'opérations circonscrit (Méditerranée) n'éprouvent pas le besoin de construire de navires porte-avions. Les autres, les États-Unis notamment, qui ont devant eux l'immense espace du Pacifique, n'hésitent pas à mettre en chantier des navires porte-aéronefs puissants. Enfin, dans toutes les marines on cherche à réaliser la liaison intime de l'aviation et de son affût flottant en embarquant des appareils sur les unités légères et bientôt même sur les sous-marins. Que dire de plus frappant à l'appui

de la nécessité de la liaison de ces deux armes : de l'amphibie et du poisson ?

LA DÉFENSE NAVALE ANTIAÉRIENNE

Il ne fait pas de doute cependant que, même en l'état actuel des choses et par temps favorable, une force navale dépourvue d'aviation serait sérieusement mise à mal par une puissante attaque aérienne. L'artillerie antiaérienne a certes fait récemment d'immenses progrès ; les navires modernes sont très rapides, très maniables et bien protégés ; ils peuvent donc espérer se défendre par le feu, par la manœuvre, par la cuirasse, et par des procédés comme les fumées et les brouillards. Mais, en dépit de tous ces moyens, une flotte subirait des pertes sévères, du fait d'un bombardement massif effectué à haute altitude, ou d'attaques foudroyantes menées par des avions dits de « bombardement en piqué », sortes de bolides qui, après une descente vertigineuse, viennent déposer sur l'ennemi une bombe à grande capacité d'explosif.

La situation ne restera pas longtemps aussi favorable à l'aviation. Tout poison n'a-t-il pas son antidote ? D'abord par suite de l'entrée prochaine en service de bâtiments de ligne d'une conception entièrement nouvelle qui pourront « encaisser » les plus grosses bombes actuellement réalisables. Grâce à leur cuirasse et à leur pont cuirassé de forme spéciale, grâce à leur compartimentage cellulaire blindé très serré, on peut être assuré que le type *Strasbourg* en construction à Penhoet, et surtout le 35 000 tonnes qui le suivra, pourront résister aux bombes d'avions. Cette question mériterait une longue étude. En outre les dits bâtiments de ligne disposeront, pour leur défense immédiate, de forces d'aviation importantes. Les aviateurs raisonnent toujours en effet comme s'ils étaient seuls dans un ciel serein. Or, ils ne pourront pas opérer sans subir des représailles.

Demandons-nous enfin quelle peut être l'efficacité de leur tir. Les armes antiaériennes actuelles imposent aux bombardiers une altitude supérieure à 4 000 mètres. Or, à cette hauteur, la visibilité est souvent mauvaise du fait des nuages ou tout simplement par suite des brumes légères qui règnent quelquefois par beau temps, en Méditerranée en particulier.

De si haut, la visée doit se faire avec une précision extrême. La durée de trajet de la bombe n'est pas négligeable, tout comme dans le tir du canon. Les moindres erreurs sur les éléments de visée (vitesse, dérive, vitesse du but, vent, route du but, etc...) influent fortement sur la précision du tir.

Les bombardiers, pour préparer leur visée, doivent, avant de lâcher leurs bombes, voler en ligne droite. Si, pendant ce temps, le but évolue, la visée est à refaire. Il s'ensuit qu'un bâtiment de petite taille, rapide et surtout très maniable peut, par de brusques évolutions, déjouer les attaques. Nous ne voyons pas très bien dans ces conditions quelle serait l'efficacité d'un bombardement aérien sur une force légère naviguant en ordre dispersé, et même sur nos cuirassés modernes qui sont de véritables croiseurs rapides. Au mouillage où le danger est plus grand il y aura des précautions particulières à prendre (filets protecteurs, etc...).

Nous ne nous attarderons pas plus longtemps à cette discussion technique pour examiner la question du bombardement à la mer, sous un angle plus large. Un problème de tactique générale domine toute la question du bombardement aérien, problème que les différentes manœuvres n'ont pas fait apparaître comme facile à résoudre. C'est celui qui consiste à provoquer à point nommé la conjonction d'une force aérienne et d'une force navale signalée au large.

Les raids navals, dans les mers étroites, — celles qui sont les plus favorables à l'emploi de l'aviation, — peuvent être de très courte durée, se déclencher à la nuit tombante et se terminer au jour. Or, une flotte aérienne ne peut, comme une flotte navale, se maintenir en état permanent d'alerte en tenant des croisières dans les régions menacées. Elle ne décolle de sa base que sur un avis de la présence de l'ennemi. En fait, elle ne prend l'air qu'après un temps mort qui est de l'ordre de l'heure. Puis il lui faut gagner de la hauteur. Pendant ces délais de mise en œuvre, l'ennemi s'est déplacé d'une distance appréciable (une cinquantaine de kilomètres) et à moins que le contact de l'ennemi n'ait été tenu avec une très grande exactitude, ce qui est un cas exceptionnel, la flottille de bombardement doit se livrer à une recherche, laquelle peut être ardue pour peu que la visibilité ne soit pas excellente. De sorte que, pendant ce temps, l'ennemi pourra soit

faire perdre sa trace, soit rentrer à sa base, soit simplement se disperser, soit encore se placer sous la protection de sa propre aviation. Ainsi, l'attaque aérienne ressemble à s'y méprendre à une simple attaque de torpilleurs, laquelle avant d'aboutir doit d'abord disperser les flottilles adverses.

De tout cela on peut inférer que, sur mer, l'avantage sera, en définitive, non pas à celui qui aura pour lui soit la supériorité navale, soit la supériorité aérienne, mais bien à celui qui, suivant les circonstances, aura fait de la combinaison aéro-navale le dosage et l'emploi le plus judicieux. C'est l'application de l'inéluctable principe de la liaison des armes, dont nous parlions plus haut. Elle conduit à laisser à notre État-major naval l'entière liberté de répartir ses crédits (1) et de les affecter à telle unité cuirassée, légère, sous-marine ou aérienne que les circonstances stratégiques paraissent lui imposer.

LE FACTEUR BUDGÉTAIRE

Détruisons enfin cette légende. On reproche souvent à la Marine d'être une arme dispendieuse, tandis qu'on vante parfois l'aviation pour son prix de revient modique. Comparons donc la puissance des différents types de bâtiments à l'avion et la dépense qu'une telle puissance représente. Un bâtiment du type *Strasbourg* déverse sur son adversaire à la minute 15 à 20 tonnes d'explosifs, frappant avec une vitesse de 500 mètres à la seconde. Pour un même poids de bombes avec une vitesse de choc moindre, il faudrait une vague de 20 avions par minute, portant chacun une tonne de bombes. En admettant que, pour être efficace, l'action contre un bâtiment doive durer dix minutes, on est conduit à comparer : le prix d'un grand bâtiment et celui de 200 avions (construction et entretien).

Or, le prix d'un grand bâtiment est de l'ordre de 700 millions et celui de 200 hydravions de 400 millions. La vie d'un cuirassé peut être évaluée à vingt-cinq ans, correspondant à une annuité d'amortissement de 30 à 40 millions. La vie d'un hydravion métallique de très bonne qualité peut être

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1933.

évaluée à huit ans, sans compter la « casse » ; l'armée de 200 hydravions exigerait une annuité d'amortissement de 50 millions, supérieure à celle du navire. Le grand bâtiment exige pour son armement 50 officiers et 1000 hommes. Or, l'aéronautique maritime actuelle, qui ne comprend guère plus de 200 ou 250 appareils, mobilise à elle seule plus de 300 officiers et 500 hommes. On voit à quelle erreur d'appréciation conduisent certaines déductions des partisans de l'aviation intégrale, qui n'ont pas raisonné le crayon en main. C'est donc une fiction ruineuse que l'on présente à l'opinion publique quand on l'égare vers cette économie chimérique.

COOPÉRATION ET NON-COOPÉRATION

Nous ne sommes pas les seuls à nous être posé le problème : navire ou avion ? Or, tous ceux qui l'ont étudié l'ont tranché de la même façon que nous. Notre éminent ministre, M. François Piétri, a fait des déclarations analogues, d'accord en cela avec les commissions parlementaires et l'État-major général responsable de nos communications maritimes. Que se passe-t-il chez les autres ? États-Unis et Japon se lancent à corps perdu dans la construction de bâtiments de surface et de sous-marins. Ils utilisent surtout l'aviation embarquée, en mettant en chantier : l'Amérique, 4 porte-avions ; le Japon, 2. En Italie, où le fascisme cultive l'esprit aérien et que l'on nous cite toujours à ce propos, on vient de commencer deux cuirassés de 35 000 tonnes, le *Vittorio Veneto* et le *Littorio*, en utilisant le tonnage maximum autorisé justement pour tenir compte du danger aérien.

Mais c'est surtout la Grande-Bretagne qui nous donne l'exemple le plus frappant. Son sûr instinct insulaire l'a vite avertie de l'erreur de ceux qui, voulant substituer à la devise traditionnelle *the rule Britannia on the waves*, un autre adage, *the rule Britannia on the air*, préparaient la perte de la vieille Angleterre. « Une seule solution possible donc, écrit Sir Herbert Russell : coopération entre les deux forces aérienne et maritime, et non pas compétition. » C'est d'ailleurs ce qu'écrivent les spécialistes navals de tous les pays.

D'ailleurs, des manœuvres récentes ont confirmé notre thèse. Par un fait exprès, celles qui se sont déroulées, même

à la belle saison, ont rencontré des conditions atmosphériques déplorables qui ont empêché l'utilisation de l'aviation. Ce fut le cas des manœuvres anglaises et françaises de la Méditerranée. En juin, nos hydravions durent se réfugier aux Baléares. Les derniers exercices de l'Amirauté dans la Manche ont établi que, si les avions ont pris le contact de la flotte, ils ont dû voler si bas, « si ridiculement près », qu'ils eussent été détruits par la défense antiaérienne. Chose étrange, ce sont les avions embarqués et conduits à pied d'œuvre par le *Courageous* qui ont pu, profitant d'une éclaircie, survoler et bombarder avec succès l'aérodrome de Calshot.

Que faut-il conclure de ce qui précède? Si aucun sacrifice ne doit être épargné pour reconstituer nos forces aéronautiques de coopération, ce serait une funeste utopie que de s'imaginer que nous pouvons nous dispenser de porter également nos efforts sur les navires de surface et les sous-marins. Esclave du temps et de la nuit, tributaire de son poids qui ne lui permet pas de s'accrocher à la mer, dont la marine en dernière analyse doit assurer l'exploitation, l'avion ne remplace point le navire, il le complète. Qu'un convoi de bâtiments marchands puisse se passer d'escorte flottante, semble actuellement une notion absurde. D'ailleurs ceux qui pensent le contraire partent de cette idée simpliste qu'ils n'auraient pas d'adversaires aériens. Que se passerait-il après que le ciel au-dessus de l'eau aurait été balayé par un duel d'avions ou par la tempête? Pareil à cet astrologue, évitons en regardant les astres de tomber dans un gouffre où s'engloutirait la puissance coloniale de la France. N'oublions pas que la guerre n'est, somme toute, que la longue histoire de l'adaptation des moyens de défense aux progrès de l'attaque, si imprévus qu'ils soient. Rien n'est plus instructif à cet égard que la façon dont a été jugulée la guerre sous-marine que l'on eût pu croire à son début mortelle pour les Alliés. Ne cherchons donc pas, pour le plaisir d'innover, à forcer l'évolution des choses.

René La Bruyère.

SPECTACLES

LA BIBLIOTHÈQUE DE LOUIS BARTHOU

Cette vente sera un événement bibliophilique et littéraire. Elle aura lieu les 25, 26 et 27 mars prochains par les soins et sous la direction de MM. Blaizot qui, au moment où paraîtront ces pages, auront établi et distribué le catalogue grâce auquel tous les fervents de beaux livres et de livres rares, anciens et modernes, tous les amateurs d'autographes illustres se rendront un compte exact de la diversité et de la haute valeur de tous ces trésors, rassemblés avec tant de goût, d'érudition et d'amour, par celui qui n'est plus. Aussi l'émotion se mêlera-t-elle à l'intérêt suscité par la dispersion de ces volumes, de ces manuscrits, de ces « épreuves » dont les corrections autographes tracées par la main d'un Vigny, d'un Hugo ou d'un Lamartine, sont, pour les poètes et les lettrés, autant que pour les collectionneurs, du plus noble et du plus haut prix.

Les premières ventes comprendront le premier choix de toutes les raretés, des périodes anciennes aux œuvres romantiques incluses. Ensuite viendra une vente d'autographes et en dernier lieu celle de tous les livres modernes signés des noms les plus célèbres, exemplaires sur grand papier, exemplaires illustrés, reliés, par des artistes de renom. Et pour finir, peut-être encore, tant les richesses de cette bibliothèque sont nombreuses, variées, d'autres séries moins éclatantes, mais tout aussi intéressantes à bien des titres, seront-elles détaillées plus tard.

Grâce à l'amabilité de M. Blaizot, j'ai pu tenir dans mes mains quelques-uns de ces beaux livres, les regarder, les admirer, ainsi que le goût ingénieux avec lequel Louis

Barthou y insérait certains autographes, certaines lettres. Quand on a été élevé dans l'amour et le respect des livres, c'est une impression bien forte et bien grave de se trouver au milieu d'eux, de se dire : cette collection est le résultat de patientes recherches, de désirs innombrables, d'admirations profondes et qui représentaient les plus nobles aspirations d'un esprit érudit et généreux.

Tout cet ensemble va bientôt se rompre. Vers d'autres désirs, d'autres sciences, d'autres espoirs, d'autres amours littéraires, ces volumes qui autrefois furent maniés déjà par tant de mains disparues, lus par tant d'yeux qui ne voient plus, ces volumes vont être dirigés au hasard des enchères, des convoitises, des esprits nouveaux et des vies nouvelles. Ces vicissitudes confèrent au livre en tant qu'objet une vie d'aventures où il inspire encore autant de passions que les beautés célébrées par les poètes. Ces cinq ravissants petits Ronsard, en leurs robes de vélin blanc qu'orne au centre du plat un feuillage d'or, vont certes soulever autant de rêves qu'Hélène, Marie et Cassandre, héroïnes des fameux *Sonnets*. Songez donc! une première édition en sa reliure de l'époque : un bijou. Mais il y a là en premières éditions des exemplaires de presque tous les grands textes des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles. Je vous renvoie au catalogue pour leur énumération descriptive et documentée, car M. Blaizot est un grand érudit avec lequel je ne vais pas essayer de me mesurer. Pour ma modeste part, je suis là au spectacle. Je contemple avec respect ou ravissement ces reliures pourpres ou fauves, ces ors, ces papiers miraculeusement intacts, ces caractères si fermes et si beaux, et toujours cette admirable mise en pages de si ferme et si pure ordonnance, et le goût impeccable des ornements. Au hasard des splendeurs, mes yeux se posent sur ce Bossuet, magnifique exemplaire des *Oraisons funèbres* où Louis Barthou a inséré quelques lettres de grands personnages, une lettre de la reine d'Angleterre, un billet de Mme de La Fayette au cardinal de Retz. Voici une première édition des *Fables* de La Fontaine, de toute beauté et complétée par une longue et importante lettre autographe de 1668. Un rare et beau manuscrit de Vauvenargues.

Et voici un splendide volume : les *Essais* de Montaigne, édition de 1595, reliée en brun épais où demeure une ombre

de pourpre, telle une immense feuille d'automne desséchée. Livre à lire grand ouvert sur une large table, lorsqu'on préférait la retraite et le silence d'une chambre propice au travail. Mais, en revanche, voici de ces petits volumes avec lesquels on pouvait compagnonner, fraterniser malgré leur valeur d'auteur et de livre : un tout petit Rabelais dont Gargantua aurait fait une pastille, et les œuvres de Coquillart (1532), tout petit livre noir, austère et séduisant. Voici Villon. Voici *le Roman de la Rose*; le rarissime *Champion des Dames* de Galliot du Pré (1530) : une édition originale de *la Princesse de Clèves*; la première édition des œuvres complètes de Molière, une belle édition originale des *Provinciales* (1657), avec une lettre autographe de Voltaire sur Pascal. Voici, sous une reliure d'un rouge admirable, aux armes des Mirabeau, les *Œuvres complètes de Racine*, énorme volume d'une pesante et noble beauté. Puis, des exemplaires de Racine venant de la bibliothèque de Jules Lemaître; et encore une première édition d'*Esther*, format d'album sous une reliure fauve couleur d'humus, et un rarissime autographe de Racine dans un exemplaire d'édition originale d'*Athalie*, relié avec la reliure de son temps.

Mais ce n'est point là l'exemplaire d'*Athalie* que le roi Alexandre offrit à M. Louis Barthou, lors du voyage de ce dernier à Belgrade et où tous deux, en fixant la date de la visite en France du souverain allié, très admiré et très aimé par les Français, fixèrent ainsi, sans le savoir, le jour et l'heure de leur double mort. Les fatalités inexorables n'ont plus de poètes tragiques pour en faire revivre le drame et l'horreur, mais elles ne sont pas moins terribles aujourd'hui que dans la Grèce antique ou la Bible. La fatale *Athalie* passant ainsi des mains royales dans celles du ministre ami, a-t-elle été le signe mystérieux d'un même destin ? Sa Majesté la reine de Yougoslavie a désiré rentrer en possession de ce petit livre fatidique et il lui a été restitué.

Une des plus importantes parties de la collection Barthou est, certes, celle des livres romantiques. On sait la religion de Barthou, qui savait chérir et comprendre les poètes, pour Hugo, Vigny, Lamartine et Musset... Avant d'ouvrir tant de précieux volumes, admirons ce riche, ce fastueux ouvrage dont la reliure

de bleu sombre frappée aux armes d'or de Napoléon renferme l'impression sur peau de vélin des lettres de Napoléon à Joséphine; le premier feuillet est enrichi par une note autographe de la reine Hortense, et la reproduction d'une miniature nous présente un aspect nouveau de la belle Mme de Beauharnais. Sur les tranches d'or, on voit une comète, une étoile. Les abeilles et les aigles ornent les coins : ors sur bleu de nuit. Et un étui précieux conserve en sa parfaite intégrité ce rare volume doublé de soie et « surdoré » à l'intérieur comme à l'extérieur. D'ailleurs il est à remarquer que tous les livres de la bibliothèque Barthou, et même les plus anciens, sont en parfait état de conservation. Ceux qui ne sont point vêtus de leur reliure originale sont précieusement reliés et tous ont l'aspect de leur nouveauté souvent étonnante de fraîcheur.

Je pense que Louis Barthou ne m'en voudrait pas de considérer ici les lettres de Napoléon comme une première œuvre romantique. On les compare surtout au style de Rousseau, — duquel vous trouverez aussi, ici, une partie manuscrite de *la Nouvelle Héloïse*, — et pourtant je trouve qu'en leur naïveté brûlante et souvent si belle elles pourraient déjà être adressées par un héros des drames d'Hugo à quelque amoureuse lointaine. De Victor Hugo, sur ces rayons, se pressent maintes raretés; *le Roi s'amuse*, édition originale en sa jolie parure rouge corail et du « temps ». Un autre exemplaire en sa reliure de l'époque réunit *le Roi s'amuse* et *Lucrèce Borgia* et porte la dédicace autographe à Juliette Drouet.

La Légende des Siècles... C'est un magnifique exemplaire d'épreuves avec corrections manuscrites, une très longue dédicace à Mme Drouet. M. Barthou y a joint une lettre de Hugo extrêmement importante, belle et touchante, et relatant ce que fut pour lui Mme Drouet, le protégeant, le logeant, le renseignant et l'accompagnant en 1851 au péril de sa vie. Un autre exemplaire de *la Légende*, appartenant à Vacquerie, s'orne d'un dessin original de Victor Hugo : le château de Corbus. Le *Shakespeare* de Hugo est relié avec une liasse de lettres autographes adressées à M. Lacroix; *le Rhin* s'orne d'un dessin original du maître.

Manions avec tendresse ce petit carnet noir évocateur d'un grand amour clair, d'une longue passion radieuse. Ce sont des *Tablettes de bal et de soirées*, d'un agenda. A chaque page

de l'agenda, quelques lignes de Victor déclarant à Juliette tendresse, amour, joie, passion. Jamais on ne traça sur des feuillets périssables des lignes plus immortelles, et que le hasard a voulu plus durables que maints monuments. Ce précieux témoignage de jours si doux était, paraît-il, particulièrement cher à M. Louis Barthou qui avait, on le sait, voué à Juliette Drouet le culte le plus fervent. Dans les premières éditions des *Poésies* de Sainte-Beuve, Barthou a glissé des vers autographes et vengeurs du grand Hugo. Un autre exemplaire de ces poésies, dédié à Mme Hugo, est relié bien modestement, mais porte sur sa reliure les chiffre d'Adèle Hugo.

Puissent tous ces beaux livres, ces feuillets couverts des signes magiques qui portent jusqu'à nous les pensées et les rêves des génies d'autrefois, retrouver des possesseurs dignes de les vénérer et de les comprendre, jusqu'à l'heure future où tant d'autres encore s'en empareront pour un laps plus ou moins long ou plus ou moins bref. Mais, parmi les collectionneurs d'aujourd'hui je suis sûr que la valeur de ces livres rares se rehaussera du souvenir de leur possesseur d'hier, M. Louis Barthou, et qu'une note nouvelle s'insérera dans le précieux volume pour y dire qu'il appartint à un grand lettré, qu'une mort civique unit dans l'émotion du souvenir à celle toujours déplorée d'un grand prince soldat et ami.

L'AMI ET LES AMIS D'ANDRÉ CHÉNIER

C'est avec un plaisir doux et triste que j'ai manié chez M. Blaizot le précieux exemplaire, fauve et satiné, des œuvres de Chénier et contemplé l'autographe de sa fine écriture, celle-là qui donnait à mon père « un frisson religieux ». Les dernières années de mon père, José-Maria de Heredia, n'ont-elles pas été consacrées avec un pieux émerveillement à son amour pour André Chénier? Aussi, ai-je lu avec une approbation profonde que, en sa récente conférence, très belle et très applaudie, sur l'auteur de *l'Aveugle*, M. Charles Maurras avait émis le vœu que se fonde une société des *Amis d'André Chénier*. Rien n'aurait été plus soutenu, encouragé avec plus d'enthousiasme que ce beau projet par José-Maria de Heredia, s'il l'avait connu. Et, dans le rayonnement de celui que mon père appelait toujours « le divin André », le poète des *Trophées* se serait peut-

être rapproché du poète de *la Musique intérieure*... qui n'avait pas toujours été juste pour lui. Mais la poésie fait des miracles, et l'on peut, en se partageant le même miel, oublier les querelles d'écoles.

M. Fernand Gregh a commencé la série de ses causeries radiophoniques sur la poésie par une page très intéressante sur Chénier. Il y parle fort justement de Heredia, de l'influence qu'eurent peut-être sur lui certains vers de *l'Aveugle*, ceux sur le festin des Centaures. Mais il n'y parle pas de l'édition des *Bucoliques publiées d'après le manuscrit original* par José-Maria de Heredia à *la Maison du Livre*. Mon père n'était plus. Mais le témoignage suprême dure ici de sa religion, de sa ferveur. Ce livre est précédé de la préface la plus intéressante pour tous ceux que passionne le génie poétique, attestant que les dernières années lumineuses de l'auteur des *Trophées* furent vouées, avec la plus intelligente et compréhensive minutie, à établir d'après les manuscrits l'édition le plus possible exacte de poèmes qui lui inspiraient un si noble amour. La loupe à la main il copia les manuscrits légués à la Bibliothèque nationale par M. Gabriel de Chénier, neveu du poète : quatre gros volumes dont les trois premiers contiennent les poésies et le quatrième les œuvres en prose.

Mon père se consacra au manuscrit des *Bucoliques*. « De cette édition nouvelle, dit-il, je n'ai prétendu faire ni un fac-similé, ni une œuvre d'érudition, celle-ci a été magistralement accomplie en 1863 et 1872 par Becq de Fouquières... » Il a voulu classer de façon logique et claire ces poèmes épars, rétablir leur ponctuation qui avait été si souvent faussée et cela « au prix de quels efforts et par quel travail acharné, cent fois fait et défait et cent fois recommencé ». Les *Bucoliques* par lui sont classées en dix parties : *Poèmes*, *Idylles*, *Idylles marines*, *les Dieux et les Héros*, *Nymphes et Satyres*, *l'Amour et les Muses*, *Épigrammes*, *Fragments et vers épars*, *Esquisses et Projets*, *Poésies diverses*. Ce classement, simple et juste, rend la lecture du livre encore plus belle. Enfin, la ponctuation a repris, grâce à Heredia, en ces poésies trop souvent incorrectement copiées et imprimées, toute sa valeur ; n'a-t-il pas relevé dans *la Jeune Tarentine* vingt-sept fautes de l'éditeur pour trente vers ?

Il a eu aussi l'adresse et la joie de rétablir en son intégrité le

poème intitulé *l'Esclave*. L'apostrophe, par laquelle M. Gabriel de Chénier, en son édition, ouvre le poème, devait au contraire, être placée en dernier lieu. D'après les feuillets manuscrits de *l'Esclave*, sortes d'ébauches écrites par fragments et en sens entrecroisés, Heredia a réussi à reconstituer la statue morcelée du poème.

Et il peut écrire en toute vérité : « Il suffit de lire *l'Esclave* dans le texte que j'ai eu le bonheur et l'honneur de reconstituer pour s'assurer que la composition de ce beau poème est d'une clarté et d'une gradation psychologique et dramatique parfaites... Il n'est pas inutile pour le classement des manuscrits d'un poète de comprendre son génie. »

Que ne puis-je citer ici toutes les pages, d'une intensité ramassée et si pleine d'expérience poétique, où, après avoir défini le génie d'André Chénier « qui fut en syntaxe aussi bien qu'en métrique un novateur d'une audace extrême et certes plus outré que les plus fougueux romantiques », que ne puis-je citer les pages où José-Maria nous parle du métier de l'art des vers et des beautés particulières de l'alexandrin qui « avec l'hexamètre grec est le plus sonore, le plus solide, le plus suave des instruments poétiques !... Ce grand vers contient donc tous les vers d'une à treize syllabes et au moyen de l'enjambement semble pouvoir se prolonger indéfiniment... » Et, pour prouver que l'on prétend à tort que l'alexandrin n'a que douze syllabes, il citait ces vers empruntés à l'idylle de *Néère* :

> Mon âme vagabonde, à travers le feuillage
> Frémira...

vers où « il est impossible de ne pas prononcer et de ne pas compter la dernière syllabe du mot final de l'alexandrin ».

Ce vers qu'il aimait tant, et tant de fois récita à l'appui de sa théorie, avec son beau « rejet » suspendu comme un souple rameau, sont gravés sur la tombe de José-Maria de Heredia.

Et, pourtant, ce sont deux autres vers de Chénier que je me répète plus souvent encore : ceux de l'idylle intitulée *Mnaïs*. Je revois en mon âme une toute petite fille debout entre les jambes de son père qui penche vers elle et ses timides yeux levés vers lui, un sourire ami, un regard tout radieux de bonne grâce et de bonté. Et la petite fille récite *Mnaïs*; mais

elle ne comprendra que plus tard le sens profond, admirable et secret des vers que lui fait redire son père, son cher père, alors si présent, si joyeux et si tendre :

> Morts et vivants, il est encor pour nous unir
> Un commerce d'amour et de doux souvenir...

Et par la vertu magique de ces mots, revivent à la fois en mon souvenir le cabinet de travail de la rue Balzac où, tout enfant, mon père m'apprenait à lire et à réciter Ronsard et André Chénier, et son dernier bureau, à la bibliothèque de l'Arsenal, où il copia, classa, ponctua, lut et relut sans fin ces précieux manuscrits de Chénier. Le dôme du Panthéon vu de ses fenêtres dans les brumes d'hiver ou les vapeurs de juin lui rappelait, disait-il, certains aspects de Rome. Mais c'était, malgré la beauté des souvenirs latins, vers la Grèce — que Heredia n'avait pas visitée, — que Chénier l'emportait. Ce Chénier qui, « plus de deux siècles après Ronsard, comme lui et peut-être mieux que lui, grâce à la connaissance native de la langue et à la familiarité des poètes grecs, renouvelle dans la poésie française le sentiment de la nature que le seul La Fontaine n'avait pas entièrement méconnu. Il voit, il sent la beauté multiple des choses, il en écoute la musique et les traduit en des vers d'une harmonie et d'une couleur jusqu'alors ignorées. »

Et le beau centaure de Barye dont le bronze s'animait dans l'ombre semblait prêt à grandir mythologiquement et à emporter, fraternels, en dépit du temps, des écoles et des siècles, José-Maria de Heredia et André Chénier qui fut vraiment son ami, au delà des lois inexpliquées de la vie et de la mort vers ce lieu de lumière où naît la Poésie.

« UN PEU DE SCHUBERT... » LE QUATUOR KOLISH

Depuis les enchantements de la *Symphonie inachevée*, l'admirable Schubert, un peu délaissé, est revenu à la mode. Il suit ainsi ce mouvement qui par Mozart et Salzbourg passe par Vienne, le Tyrol, et d'un trait de ski inscrit une portée de musique autrichienne sur les pentes neigeuses. Revenons à Schubert et à son génie tour à tour frais, ondoyant, pathétique et dont le dramatique déchaînement n'a d'égal que le charme

émouvant de ses lieder. Ne saurons-nous jamais rien de ses opéras? Cet étonnant, ce génial, ce tendre et mélancolique jeune homme mort à trente et un ans, en laissa, paraît-il, dix-huit dont quelques-uns inachevés. Un de mes premiers beaux souvenirs musicaux est d'avoir entendu tout enfant la voix magnifique d'une jeune fille chanter dans le salon de mon père la *Sérénade* dont il avait bien voulu arranger, — pour Mme Trélat, je crois, — les strophes de la traduction française. Du fond de ma chambre et de mon lit, j'entendis, en mon premier rêve, ce merveilleux soupir nocturne : « Jusqu'à toi mon chant dans l'ombre, — monte doucement... » Fascinée, attirée vers le chant comme un petit papillon par la lumière, je me levai, parcourus pieds nus un long couloir froid et, cachée par une porte entr'ouverte, avec délice, avec ravissement, j'écoutai... Je voyais, j'imaginais un jardin, un balcon noir, une forme indistincte; il me semblait sentir le parfum des fleurs et celui dominateur du magnolia s'épanouissant dans la langueur aiguë de la phrase musicale tour à tour montant jusqu'à ce balcon noir ou s'assourdissant dans l'ombre des feuillages.

Et, depuis lors, Schubert fut et resta pour moi un des maîtres de l'enchantement.

C'est donc avec une vive joie que je me rendis salle Gaveau écouter l'illustre quatuor Kolish, le soir où il se consacra à Schubert. Ces artistes jouèrent d'abord un des vingt quatuors pour instruments à cordes qui m'était encore inconnu et où se déployèrent leurs incomparables qualités de certitude, de maîtrise et de virtuosité; mais ce quatuor, pas plus qu'un certain « mouvement » qui lui succéda, en dehors de la curiosité et de l'intérêt qu'ils m'inspirèrent, ne me donnèrent ce frisson secret que j'appelle l'enchantement Schubert. Les parfaits artistes qui composent ce fameux ensemble avaient sans doute fait la gageure de nous éblouir avant de nous charmer. En effet, préparés par ces premiers chefs-d'œuvre un peu austères, nous étions tout prêts à nous désaltérer avec un plaisir d'attente et de soif dans le torrent tour à tour bondissant, étale ou écumeux du quintette de la *Truite* (quatuor et piano). Et ce fut admirable.

Les *Variations* furent bissées avec le plus fol délire et des applaudissements enthousiastes saluèrent, acclamèrent, rede-

mandèrent ces artistes de si haute, si parfaite, et si rare qualité. Ils jouent « par cœur », comme disent les enfants. Une inspiration magique semble réunir leur groupe, et déchainer, avec autant de simplicité que des éléments essentiels obéissant à une force inconnue, les violences ou les suavités des violons, de l'alto, du violoncelle, les sombres charmes de l'andante ou l'égouttement perlé des scherzos. M. Kolish tient son archet de la main gauche. On m'affirme que, blessé de guerre, il réapprit son art et devint avec une patience héroïque le virtuose que nous acclamons avec une double émotion. Nous avons, en dépit du froid et du gel, erré grâce à lui et grâce à eux sur un rivage d'été ou de printemps, quittant l'ombragé pour l'ensoleillé et toujours suivant le rythme et l'ondoiement d'un temps rapide et d'un scintillement capricieux.

Vive comme l'éclair, j'ai salué la truite au passage, naïade ou nixe, transformée par la fée en poisson d'argent, symbole insaisissable de la poursuite de la joie, du bonheur de vivre, de tout ce que l'homme misérable ne peut atteindre qu'en le détruisant.

LE QUATUOR SECRET

Là c'est encore Schubert, mais nous ne l'écoutons plus à la salle Gaveau, perdus dans les rangs serrés et multiples d'auditeurs. Dans le grand salon clos, tiède et illuminé, nous ne sommes que quelques-uns groupés pour l'amour de la musique. Nous devons les délices de ce quatuor secret au désir exprimé par un grand philosophe. Ai-je besoin de le nommer? N'allez-vous pas le reconnaitre? Il est assis sur son haut fauteuil, inclinant légèrement sa belle et fine tête que la pensée semble avoir modelée avec un art aussi précieux que précis. Les yeux d'un bleu étonnant et où le regard a par éclairs l'immédiat flamboiement de l'étincelle électrique sont, au repos, de l'azur qu'ont les fleurs des cimes. Tout à l'heure, ses lèvres serrées par l'attention, la méditation, s'ouvriront pour nous enchanter par les plus belles, les plus subtiles paroles qu'il prononcera sur la musique à propos de ce quatuor de Schubert.

Ce quatuor fut étudié, pour lui plaire, par quatre artistes, deux jeunes femmes et deux musiciens, qui commencent sous le

lustre central à installer leurs pupitres et accorder leurs instruments. Mme Marty-Zippelius, violoniste du plus beau, du plus pur talent, unissant à sa virtuosité la sûreté du style, la beauté et la netteté du son, la vibration d'un inné sens musical, semble diriger de son archet tendu la volonté de l'ensemble. M. Englebert, dont nous allons applaudir la parfaite maîtrise, la forte intensité et la puissance d'expression, s'installe en face d'elle. M. Neuburger, timide malgré son vrai talent, s'assied en face de Mme Neuburger qui accorde son violoncelle avec une souple et décisive grâce. Car elle sait comme elle en joue bien.

Les écouteurs et les écouteuses se groupent autour de M. Bergson, tout près d'un petit bouquet de tulipes dont les fleurs semblent s'entr'ouvrir pour, elles aussi, mieux écouter. Mme Bergson et sa sœur et Mme Englebert sont déjà toutes recueillies. A. E. Marty, avant d'écouter les artistes qu'il aime et d'admirer une fois de plus la ligne ravissante et pure que lui offre le profil de Mme Marty-Zippelius jouant du violon, Marty admire au mur près de lui cette belle et si singulière eau-forte signée Jeanne Bergson et où deux personnages, demi nus et drapés d'écharpes, aux mouvements qui s'opposent, semblent, rythmés par leurs clairs et par leurs ombres, s'apprêter à quelque danse antique. Le sens du rythme, de l'élan, du bond, de l'attitude rapide, Jeanne Bergson, qui sculpta et fut l'élève de Bourdelle, le possède au plus haut point et le sens aussi d'un équilibre mouvant du geste, de l'attitude prête à se modifier pour un autre aspect de force, de tourment ou de beauté. Marty sait l'apprécier en jeune maître.

« Qu'allez-vous nous jouer ? » interroge la voix si nette de M. Bergson. Et M. Englebert nous apprend que c'est un quatuor « posthume » de Schubert, celui qui contient des variations sur le thème de *la Jeune Fille et la Mort* et aussi dans sa dernière partie des rappels du *Roi des Aulnes*. Grand silence... que, avec une décision subite, les premiers coups d'archet déchirent. Que de beautés pathétiques et pures! que de forts, de mélancoliques, d'émouvants et puissants enchantements! Quelle heure de beauté parfaite! La ferveur des exécutants, si proches, se communique à ceux qui les entourent et les écoutent, ainsi qu'un feu qui se propage en ondes mystérieuses.

Adieux de la jeunesse à la vie de la terre; derniers sourires, dernières danses timides d'une Iphigénie condamnée et

qui tente un instant encore d'arrêter, de charmer la mort... A cet instant de plainte exquise, d'effroi sacré, semble se dessiner l'apparition d'un de ces jeunes êtres, dont Marty sait graver les contours suaves et purs avec toute l'intégrité des figures grecques. Certes il la voit flotter, se préciser un instant dans le chant passionné; mais elle disparaît, cette âme toujours antique de la jeunesse en face de la mort, pour laisser place au torrent romantique de la fougue désespérée de Schubert. Qu'est-ce que mourir à ce monde périssable, pour celui-là qui possède en lui le génie immortel de l'art et dont ce génie est sans âge, se jouant du temps qui passe et change pour être compris à jamais par les hommes et leur apporter, toujours nouvelle, la palpitation d'un cœur vivant? Mourons! oui, mourons! semble accepter la fureur radieuse et sombre du finale; mais sans plaintes, sans regrets vains, sans terreurs. Précipitons-nous dans cette mort avec la certitude d'y vibrer, d'y chanter sans fin au milieu d'un océan de musique... Et l'emportement de ces adieux et de cette espérance est tel que s'il ne s'était arrêté brusquement, nous n'aurions pu cacher nos larmes.

... Cependant M. Bergson très ému commence à démêler, avec la plus lumineuse subtilité, les « pourquoi » de ces puissantes impressions. Et je ne suis pas digne de répéter ses paroles, sauf celles-ci : « qu'il emploiera sa vie éternelle à entendre de la musique ».

Cependant, Jeanne Bergson, d'un crayon rapide, a fait un dessin charmant d'une attitude de la violoncelliste. Dans le salon voisin, où ses croquis, ses dessins, ses eaux-fortes, ont suscité tant de beaux corps, ses danseuses semblent s'être arrêtées, un instant, pour mieux écouter ce passionné concert. L'atmosphère heureuse et comblée réunit en une seule amitié les arts et l'intelligence, et l'on comprend que l'on vient de goûter une heure sans rivale, que rehausse encore sa simplicité.

GÉRARD D'HOUVILLE.

ESSAIS ET NOTICES

LES ORIGINES DE L'ACCORD FRANCO-ITALIEN

En 1915, quand l'Italie décida de prendre part à la guerre aux côtés des armées française et anglaise, l'article 13 du pacte de Londres, conclu alors entre les anciens et les nouveaux alliés, prévoyait que l'Italie aurait droit à « quelques équitables » compensations si, à la fin des hostilités, la Grande-Bretagne et la France bénéficiaient en Afrique d'une extension territoriale. Y eut-il, à Saint-Jean-de-Maurienne ou ailleurs, comme on l'a déclaré quelquefois, entre représentants des gouvernements intéressés, des engagements ayant un objet mieux déterminé? On n'en a jamais produit le témoignage positif, et c'est, du reste, peu vraisemblable, des conversations de ce genre, si la trace écrite n'en subsistait pas, ayant été le plus souvent, de 1915 à 1918 surtout, c'est-à-dire dans la période la plus pénible de la guerre, de simples manifestations d'encouragement et de bonne volonté réciproques.

LE RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX ET LE PROBLÈME AFRICAIN

La guerre se termine, et bien des espoirs naissent aussitôt du côté des Puissances victorieuses. On sait comment, pour les colonies cédées par l'Allemagne au bloc solidaire des « principales Puissances alliées et associées », et pour les territoires d'Asie mineure à détacher de l'empire ottoman, la

Conférence de la paix devait adopter un système nouveau de gestion, le système de mandat de la Société des nations. Mais il fut entendu, dès le 7 mai 1919, que seules les Puissances ayant pris part aux hostilités dont ces pays avaient été le théâtre se verraient attribuer les « mandats » à répartir. L'Italie, dont les forces avaient été concentrées sur d'autres points, ne figurait pas parmi ces Puissances. Il ne semble pas qu'elle ait alors présenté d'objections.

Ses plénipotentiaires allaient se retrancher, afin de s'en prévaloir ailleurs, sur le fameux article 13 du pacte de Londres. Pour apprécier la portée pratique qu'il devait avoir, de même que pour préparer toutes les clauses coloniales à insérer dans le traité qui allait être le traité de Versailles, la Conférence de la paix s'en remit à une commission spéciale dont la présidence fut confiée à lord Milner. Cette commission, dans laquelle les Puissances intéressées étaient représentées par des plénipotentiaires et des experts, tint ses séances dans l'un des salons du ministère des Colonies à Paris. Il y eut, à la séance du 20 mai 1919, quelques instants presque dramatiques, lorsque les plénipotentiaires italiens, M. Crespi, ancien ministre, et M. di Martino, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères à Rome, présentèrent au représentant de la France les revendications de leur gouvernement :

— Ce que nous réclamons de la France, déclara M. Crespi, selon les engagements pris envers nous, c'est Djibouti, et, avec la fraction de territoire nécessaire, le chemin de fer qui, partant de Djibouti, atteint le chef-lieu de l'Éthiopie, Addis-Abeba.

— Vous nous demandez l'impossible, répondit M. Henry Simon, ministre français des Colonies et l'un de nos plénipotentiaires à la Conférence. Le port de Djibouti, la ville de Djibouti, c'est toute une œuvre due à de longues années d'efforts et dont la France est fière; quant au chemin de fer, la construction en a été entreprise et achevée grâce à des capitaux français. Nous avons également besoin du port et du chemin de fer; du port, parce que c'est, pour nos navires, la seule escale dons nous disposions dans la Mer Rouge, du chemin de fer dont nous tenons la tête de ligne, parce que c'est la seule voie d'accès existante vers l'Éthiopie.

— Nous savons quels ont été vos sacrifices, répliqua, à son

tour, M. Crespi, mais nous sommes prêts à vous rembourser toutes vos dépenses.

L'accord était irréalisable, car, pour la France, la question n'était pas simplement d'ordre financier, et, pour l'Italie, il semble bien qu'elle n'était pas purement coloniale. Il y avait, dans la demande présentée à la France, avec des vues d'avenir, un orgueil national à défendre et comme une sorte de prestige lointain à affirmer.

— Au surplus, ajouta M. Crespi, dans l'une des séances suivantes, si vous ne pouvez nous donner satisfaction, tout ce que vous nous proposerez en dehors de Djibouti, nous avons le devoir de vous en prévenir, sera de peu de valeur à nos yeux.

Il fallait toutefois en finir, à moins de tenir en échec la Conférence de la paix, et, sur l'intervention de lord Milner, il fut entendu, toujours par application de l'article 13, que l'Italie, bon gré, mal gré, accepterait sur la frontière de l'ancienne Tripolitaine, devenue la Libye, une rectification de limite lui assurant, par Rhat et Rhadamès, toute la route des caravanes. En Tunisie, de plus, la France, par un échange de lettres, s'engagea à réserver, dans les exportations de la Régence, 600 000 tonnes de phosphates, chaque année, pour les besoins agricoles de l'Italie.

UN MALENTENDU PERSISTANT

Pour la France, la question était réglée au moins momentanément; pour l'Italie, elle ne l'était pas, même de façon provisoire. Ce qu'on pouvait nous opposer, et l'on n'y manqua pas, c'est que, dans l'application du pacte de Londres, la Grande-Bretagne, en apparence du moins, s'était montrée plus généreuse que la France envers l'Italie. En apparence, disons-nous. C'était, en effet, tout un territoire, le Jubaland, contigu à la Somalie italienne, qu'elle avait offert, et naturellement aussitôt fait accepter au gouvernement de Rome, pour se libérer de l'encombrant article 13. Dans la réalité des choses, le sacrifice était de médiocre importance pour un empire aussi vaste que l'empire britannique; de plus, l'extension d'influence dont l'Angleterre bénéficiait en Afrique à l'issue des hostilités dépassait de beaucoup la part de la France. Toutes proportions gardées, on aurait donc pu soutenir que la concession fran-

çaise et la concession britannique s'équivalaient. Néanmoins, cette dernière, qui du reste n'excluait pas une rectification de la frontière anglo-égyptienne de la Cyrénaïque, se manifestait, prenait une forme concrète, dans l'adjonction d'un assez large territoire à une possession italienne existante, en cette même Afrique orientale où nous avions, en 1919, constaté pour la France une impossibilité d'entente.

Du côté italien, on ne pouvait longtemps se borner à récriminer : puisqu'on jugeait insuffisantes les satisfactions que nous avions accordées, on devait chercher une formule nouvelle d'entente et l'on s'y employa, mais pendant plusieurs années sans succès. Pourquoi donc, disait-on, la Société des nations n'attribuait-elle pas à l'Italie l'un des mandats dont elle disposait, soit en Afrique, soit en Asie mineure ? Avec une population sans cesse croissante, l'Italie en était digne, et, en 1919, elle avait été injustement traitée, lorsqu'on avait, sur une base contestable, réparti les mandats à distribuer. Elle souffrait, en outre, sur son propre sol, d'une pénurie de matières premières que le développement de son industrie accusait de plus en plus ; on avait le devoir de lui en tenir compte. Avec amertume, ceux de ses publicistes qui se spécialisaient dans ces questions revenaient ainsi sans cesse sur les mêmes considérations. Ils s'égaraient à vrai dire. Sans griefs légitimes et contre leur volonté, pouvait-on déposséder les États mandataires, investis de leurs titres en 1919, selon la règle alors adoptée ? Au surplus, lord Milner l'avait déclaré dès le début : en accordant un mandat à l'Italie, on aurait exclu pour elle tout droit à compensation : il y aurait eu certainement incompatibilité entre cette attribution et l'application du pacte de Londres.

Il fallait trouver autre chose. Outre-monts, les imaginations sont aussi fertiles, sinon plus fécondes, qu'en France. Des écrivains notoires s'exercèrent à des combinaisons subtiles ; ils s'ingénièrent à former le plan de ce qu'ils appelèrent une *Eurafrique*, association d'intérêts, sorte de chimie politique, qui aurait ouvert indifféremment l'Afrique à toute l'Europe. Chimie, ou plutôt chimère ; car on ne disait pas si l'égalité des droits se conciliait avec l'égalité des pouvoirs et par suite entraînerait la dispersion ou la destruction de l'autorité, dans l'étendue d'un continent voué si longtemps à l'anarchie et

toujours près d'y revenir en l'absence d'une domination régulièrement exercée. Ce qui compliquait encore les choses, c'était, avec ses vicissitudes, la politique internationale. Dans cet enchevêtrement de projets, dans ce chaos, on était exposé constamment à de graves mésintelligences, fût-ce seulement dans les rapports de la France et de l'Italie avec l'empire abyssin. En Tunisie de même, quel que fût le régime de faveur dont bénéficiaient les nationaux italiens, nous ne pouvions admettre, même simplement dans les formes extérieures, que l'on parût faire échec, comme certaines missions le firent craindre, à l'autorité souveraine de notre pays, État protecteur de la Régence.

Dans certains milieux, en France, les inquiétudes, à certains points de vue, étaient plus grandes encore. On se demandait si le gouvernement italien ne songerait pas quelque jour à réclamer le transfert à son profit de notre mandat sur le Cameroun, de façon à relier ce pays plus ou moins vite, plus ou moins nettement, à sa colonie de la Libye. Rêve grandiose, digne de celui que la Grande-Bretagne, du Cap au Caire, a conçu depuis une quarantaine d'années et que, du reste, elle n'a jamais pu faire entrer pleinement dans le domaine des applications pratiques. Rêve grandiose, mais parfaitement irréalisable, non seulement parce qu'il eût détruit violemment pour nous un demi-siècle de patients efforts, l'unité de notre empire africain, mais encore parce que, en unissant la Méditerranée centrale, c'est-à-dire à la fois l'Europe et l'Asie mineure, sous l'autorité d'une même Puissance, à la plus belle partie de l'Atlantique, il n'aurait pu se concilier avec la liberté commune des transactions et la paix générale du monde. Plus encore que le *Mittel Afrika*, trop hâtivement conçu par l'Allemagne, avant et durant la guerre, de Dar-es-Salam à Douala, un projet de ce genre, si jamais il fût né, était certainement mort-né.

A LA RECHERCHE DE SOLUTIONS ÉQUITABLES

Au lieu de se perdre en ces nébuleuses songeries, M. Mussolini, avec ce sens profond des réalités qui le distingue, a su ramener peu à peu le problème colonial franco-italien à des proportions telles qu'il fût possible à son gou-

vernement comme au nôtre, de l'aborder ouvertement, et avec chances de succès. Aussi dans l'accord du 7 janvier, considéré au point de vue colonial, les questions en suspens ont-elles pu se discuter en toute bonne volonté, qu'il s'agît de la Tunisie, de la Libye, ou de la Mer Rouge.

En Tunisie, le gouvernement italien désirait que les privilèges assurés à ses nationaux fussent prorogés, et il vient de l'obtenir. De prime abord, c'est la consolidation d'un régime de faveur, régime par conséquent tout exceptionnel. Mais ce qui importe, c'est qu'un terme, même éloigné, soit donné à ces privilèges. Le seul fait de le prévoir de façon catégorique implique, de toute évidence, qu'on est en présence d'un état de choses temporaire, concédé par la France, Puissance protectrice de la Régence, de sa libre volonté, et sous conditions. A nouveau, et de façon explicite, notre établissement en Tunisie est ainsi reconnu ; aux yeux de tous, il est désormais définitif. Une convention complémentaire, qui sera mise en vigueur en même temps que l'accord du 7 janvier, va régler du reste les modalités selon lesquelles le droit commun sera progressivement appliqué à la population italienne de la Régence.

Du côté de la Libye, le gouvernement italien désirait surtout que la frontière méridionale de sa colonie fût infléchie de manière à atteindre vers le sud les abords du massif montagneux existant sur les confins du Borkou, de l'Ennedi et du Ouadaï. Cette rectification de limite, à laquelle la France a donné son assentiment, se traduit pour l'Italie par une extension de territoire qu'on évalue, en superficie, à 114 000 kilomètres carrés environ. Il semble que ce soit beaucoup, mais on doit éviter de s'y méprendre : il ne peut s'agir dans ces parages de terres comparables à celles de la Beauce ou de la Chaouia marocaine. Le Tibesti et la zone voisine sont des régions hostiles à l'homme; tout paraît prouver que le sol en est pauvre. Avec le Tibesti, ajoute-t-on, c'est une forteresse naturelle, un boulevard lointain, qui nous échappe, et il faut assurément en prévoir toutes les conséquences; des rectifications de détail ne doivent pas être impossibles. En attendant, et ce qui est acquis, c'est que la jonction de notre Afrique occidentale et de notre Afrique équatoriale est sauvegardée. Entre la frontière de la Libye et le Tchad, la distance est

d'environ 900 kilomètres, et sur les confins de la possession italienne, nous conservons notre poste de Bardaï comme un point avancé de surveillance. Nous gardons aussi les salines de Tekro qui alimentent toutes les populations tchadiennes. L'unité de notre empire africain paraît bien, en somme, être garantie pour l'avenir.

Mais c'est surtout du côté de la Mer Rouge que, depuis 1919, les revendications italiennes se seront sensiblement abaissées. Il n'a plus été question, pour nous, de céder Djibouti ni d'abandonner la voie ferrée qui, de notre port, atteint la capitale de l'Éthiopie. Une rectification de la frontière de l'Érythrée italienne, rectification portant sur un territoire de trente kilomètres sur vingt, et la cession de l'île de Doumeirah, ne vont pas enlever à notre colonie de la Côte des Somalis son principal champ d'action. On s'est posé, de même, la question de savoir si en vertu du nouvel accord, et non sans conséquence peut-être, l'Italie n'allait pas avoir accès sur le détroit de Bab-el-Mandeb. Or, cet accès, nos voisins l'avaient déjà ; l'ancienne frontière était, comme le sera la nouvelle, à vingt kilomètres de Périm.

Ce qui de prime abord peut paraître assez délicat, ce sera sans doute, en vue d'une collaboration économique plus étroite, la transmission, dès maintenant admise, à un groupe financier italien d'une partie du capital de la Compagnie des chemins de fer éthiopiens. Des discussions sont en effet toujours possibles quand on est en présence d'intérêts privés; rien ne donne à penser toutefois que l'obstacle soit insurmontable, avec un léger effort de conciliation. On ne doit pas oublier, d'ailleurs, que des intérêts étrangers sont déjà représentés dans la constitution du capital et dans le Conseil d'administration de la Compagnie. Il en est ainsi depuis que celle-ci, en 1909, a été reconstituée avec le concours budgétaire de l'État français, la prépondérance étant naturellement assurée aux capitaux français. Or, cette même influence est largement préservée par le récent accord, auquel le gouvernement abyssin n'aurait, en ce qui le concerne, nulle raison de s'opposer.

On se demande déjà, cependant, si pour les chemins de fer éthiopiens, une entente entre les groupes financiers intéressés ne parvenant pas à se réaliser, l'Italie, une fois de plus, *fara da*

se, entreprenant, d'un de ses ports de la Mer Rouge, la construction d'une voie ferrée qui lui appartienne en propre, et qui, se branchant ou non sur la ligne existante, pénètre un jour au cœur de l'Abyssinie. Mais pourquoi donc cet accord financier, dont on a prévu déjà les modalités, échouerait-il, alors qu'il est conforme à l'intérêt de tous, et pourquoi surtout le Gouvernement italien irait-il se lancer dans l'exécution d'une voie nouvelle semée d'obstacles naturels et largement dispendieuse? On a dit de même que, délivrée dorénavant de tous soucis quant à la sécurité intérieure de la Libye, l'Italie pourrait être séduite par quelque projet de transafricain dont le point de départ serait à Tripoli. Mais il faut avouer que, si la France, après avoir, la première, pacifié le Sahara que ses automobiles et ses avions sillonnent aujourd'hui dans tous les sens, se laissait ainsi devancer, elle devrait s'en prendre à elle-même, et à elle seule. N'est-il pas à prévoir, au surplus, que l'Italie serait arrêtée, comme nous l'avons été, comme nous le sommes encore, par les combinaisons financières auxquelles serait subordonnée l'exécution de tout chemin de fer transafricain?

En somme, il ne sera plus question désormais du traité de 1915 dans les rapports de la France et de l'Italie ; cette sorte de quitus est même explicitement consacrée par le texte de l'accord. Écarter ainsi une cause permanente de trouble; se prémunir, autant que possible, contre des nuages qui peuvent tout d'un coup assombrir l'horizon, c'est beaucoup, comme on n'a pas manqué de l'observer, et l'on ne peut que se louer, du côté français, de l'effort méritoire de conciliation que les services compétents des ministères intéressés ont accompli. De part et d'autre, pour tout dire, on ferme sur une page honorable, sur un épilogue souhaité, la malencontreuse histoire du pacte de Londres de 1915; au point de vue colonial, cela même, c'est un très heureux résultat.

ALBERT DUCHÊNE.

QUESTIONS MÉDICALES

LA VACCINATION PRÉVENTIVE CONTRE LA FIÈVRE JAUNE

En 1882, l'étude expérimentale de la fièvre jaune tenta Pasteur. On avait signalé des cas de la maladie sur le navire *Richelieu* qui faisait route vers Pauillac. Pasteur alla l'attendre. Certain que la fièvre jaune ne pouvait avoir d'autre cause qu'un infiniment petit, *un virus*, Pasteur se proposait d'isoler ce virus, puis de le modifier, de le discipliner, de manière à en faire un vaccin. Ce programme de recherches est nettement tracé dans une lettre, toute de clarté et d'enthousiasme, que, de Bordeaux, le savant écrivit à Mme Pasteur.

L'incubation de la fièvre jaune est brève ; souvent, plus brève encore, son évolution. De plus, mais on l'ignorait alors, la terrible maladie du « vomissement noir » ne se propage que par l'intermédiaire de certains moustiques, les *stegomia*. Un navire ne peut donc la véhiculer au loin que s'il existe, à bord, des stégomias, infestés avant le départ, ou infestés, en cours de traversée, sur des passagers contaminés eux-mêmes avant l'embarquement. Une température atmosphérique assez élevée est également nécessaire. De telles conditions, en apparence complexes, se sont réalisées, à de multiples reprises, dans l'histoire épidémiologique de la fièvre jaune. C'est ainsi qu'elle a pu être transportée, par voie maritime, non seulement d'une rive à l'autre de l'Atlantique intertropical, mais aux États-Unis jusqu'à New-York, en Europe jusqu'au Portugal, en France et en Angleterre. Elle ne fit jamais, dans ces régions tempérées, que de courtes apparitions estivales.

L'épidémie du *Richelieu* n'eut pas le même sort. Elle s'éteignit avant que le navire entrât dans la Gironde. Pasteur n'eut pas l'occasion d'entreprendre les recherches qu'il avait préparées.

Jusqu'en 1927, c'est-à-dire pendant les quarante-cinq années qui suivirent, toutes les tentatives, pratiquées par un nombre considérable de bactériologistes, pour isoler le *virus amaril* ne conduisirent qu'à des échecs. D'ailleurs, entre temps, l'attention s'était concentrée sur le fait nouveau, d'importance capitale, que constitua la découverte de la transmission de la fièvre jaune par les stégomias. La destruction systématique de ces insectes parut le moyen le plus sûr de protection.

Carlos Finlay avait été un précurseur de génie. Aussi fin observateur que bon expérimentateur, il avait soupçonné, puis démontré, dès 1881, le rôle vecteur du moustique. Toutefois, ce n'est qu'en 1900, lorsqu'une mission américaine eut confirmé la découverte de Finlay, qu'on décida d'en tirer parti. A La Havane, au Brésil, la lutte antistégomienne fut organisée avec des moyens considérables. Les résultats furent excellents dans les villes et sur les grands chantiers d'exploitation. Partout où la destruction des stégomias et surtout de leurs larves a été menée de façon soutenue, la fièvre jaune a régressé ou même complètement disparu, pendant des années. La moindre négligence, le moindre relâchement des services d'hygiène ont suffi à la faire reparaitre, comme cela se produisit, en 1928, à Rio.

L'EXEMPLE DE DAKAR

Pour le passager qui aborde à Dakar, l'escale est décevante. Le pays est laid. La monstruosité de ses baobabs étonne, sans charmer. Sur une falaise rouge, en face de l'îlot triste de Gorée, la capitale aligne de banales villas européennes, entremêlées fâcheusement de masures indigènes sans caractère. C'est plus loin, dans le sud, que l'Afrique devient belle. Pourtant, que l'hygiéniste ne manque pas de visiter Dakar. Il y constatera les résultats parfaits d'une lutte antistégomienne, menée sans interruption depuis sept ans. Chaque jour, des équipes de démoustiqueurs inspectent, maison par maison, les divers quartiers de la ville, examinent les collections d'eau, nettoient ou détruisent celles qui recèlent des larves de mous-

tiques. Avec une patience digne d'éloges, ils éduquent la population; ils punissent lorsque la négligence est flagrante. On a comblé les trous des terrains vagues, aménagé les égouts, cimenté les anfractuosités des arbres, au long des avenues. A l'heure actuelle, les moustiques, qui pullulent autour de l'agglomération urbaine, ne trouvent plus, dans Dakar, les moyens de se développer. Il en résulte qu'on séjourne maintenant des mois entiers, sans voir un seul stégomia, dans cette ville où la fièvre jaune, il y a sept ans, régnait à l'état épidémique. L'éclosion d'une épidémie nouvelle serait aujourd'hui impossible dans la capitale de notre Afrique occidentale, et il en sera ainsi tant que la vigilance du service d'hygiène réussira à maintenir la densité stégomienne au taux remarquablement bas où elle l'a réduite. Y réussira-t-elle toujours? L'exemple de Rio est là pour montrer qu'en matière de lutte contre les moustiques la meilleure organisation peut devenir défaillante.

SOUS LA MENACE INCESSANTE

Partout en dehors de Dakar, les moustiques sont nombreux, en Afrique occidentale française, au cours de l'hivernage. Dans les petites villes, dans les villages, la lutte est au-dessus des possibilités actuelles.

Les médecins d'autrefois savaient qu'entre ses grandes flambées épidémiques, la fièvre jaune continue à se manifester sous forme de cas isolés. Ceux-ci sont loin d'être toujours typiques et il faut une grande habitude de la maladie pour les diagnostiquer. On avait fini par les méconnaître et, chaque année, des cas authentiques de fièvre jaune étaient attribués à des causes diverses. La crainte du soleil et la phobie de l'empoisonnement criminel par les cuisiniers noirs sont curieusement répandues chez les Européens coloniaux. Que de morts ont été mises sur le compte de l'insolation ou de l'intoxication, alors que la fièvre jaune seule était en cause! Il fallait, pour que le mal fût reconnu, qu'il reprît son allure épidémique. Alors, affolée, une partie de la population blanche s'enfuyait vers la France; ceux qui restaient voyaient s'organiser les mesures quarantenaires, les ports se fermer, les transactions s'arrêter, le commerce aller à sa ruine. Puis, l'épidémie terminée, on se sentait libéré pour plusieurs années.

Aujourd'hui, le public, averti des données scientifiques récentes, sait que la fièvre jaune existe d'une manière permanente, à l'état endémique, dans toute l'Afrique occidentale. Elle s'y manifeste non seulement par des cas sporadiques, plus ou moins typiques, chez l'Européen, mais aussi sous des formes plus difficiles à reconnaître, chez l'indigène. Celui-ci, contrairement à ce qu'on soutenait, est parfaitement sensible à la fièvre jaune. Il peut en être atteint mortellement. Plus souvent, à demi immunisé par une première infection au cours de son enfance, il ne réagit pas ou ne réagit que d'une manière discrète, à l'occasion d'une réinfection. Il n'en est que plus dangereux. Il véhicule, sans en souffrir lui-même, le germe de la maladie. Celle-ci revêt ainsi souvent, chez le noir, cette forme pathologique que mon maître Charles Nicolle a fait connaître et qu'il a appelée l'*infection inapparente*.

Le public européen des colonies, tout en reconnaissant le bien fondé de cette nouvelle conception de l'épidémiologie de la fièvre jaune, n'en a retiré aucun bénéfice pour sa tranquillité morale. Au contraire, la notion de la continuité et de l'ubiquité du danger a fait naître, dans les esprits, un malaise qui a lourdement retenti, au cours de ces dernières années, sur l'activité de nos colonies d'Afrique. La menace incessante de la fièvre jaune y a sérieusement aggravé les effets de la crise économique mondiale. La confiance dans l'avenir allait se perdant de jour en jour.

TRIPLE INOCULATION

Elle renait aujourd'hui. Le gouvernement général, conseillé par le docteur L'Herminier, directeur du Service de santé de l'A. O. F., vient de faire organiser, là-bas, la vaccination préventive contre la fièvre jaune.

Voici en quoi consiste cette vaccination.

Nous avons vu, tout à l'heure, que, jusqu'en 1927, le virus amaril était complètement inconnu. Le Japonais Noguchi, travaillant pour le compte de l'Institut Rockefeller, avait aiguillé les chercheurs sur une fausse piste ; son erreur a retardé de dix ans l'étude de la fièvre jaune.

Au cours de l'épidémie africaine de 1927, le mal frappa cruellement les hommes de laboratoire. Le premier qui

mourut fut un Français, René Guillet, ancien collaborateur de l'Institut Pasteur de Dakar. Puis ce fut le tour d'Adrian Stokes, du laboratoire de Lagos. Noguchi lui-même et son assistant Jung étaient tombés dans leur laboratoire d'Accra.

On apprit alors, qu'avant de mourir Adrian Stokes avait fait une découverte considérable : il avait réussi à transmettre la fièvre jaune à certaines espèces de singes. La nouvelle était exacte. Quelques semaines plus tard, à Dakar, avec le professeur américain A. W. Sellards, en nous plaçant dans les conditions précisées par Stokes, nous réussissions à donner aux macaques une fièvre jaune identique à la fièvre jaune humaine. Le virus fut ainsi isolé et Sellards, à son retour, put le confier à divers laboratoires de France, d'Angleterre et d'Amérique, où l'on se mit, avec enthousiasme, à la recherche du vaccin.

Il existe deux moyens de transformer un virus en vaccin. Le plus simple consiste à le tuer, soit en le chauffant, soit en le soumettant à l'action des antiseptiques. C'est ainsi, par exemple, que le microbe de la fièvre typhoïde, tué par la chaleur ou par l'éther, vaccine contre la fièvre typhoïde. Malheureusement, peu de microbes se comportent de même : la plupart perdent, lorsqu'on les tue, leurs propriétés immunisantes. C'est ce qui se produisit pour le virus de la fièvre jaune. On abandonna vite tout espoir de vacciner avec ce virus *mort*.

Le deuxième moyen consiste à utiliser, pour les vaccinations, les virus *vivants*. La méthode nécessite une très grande prudence. Il faut commencer par amener le virus à un état d'atténuation tel que son inoculation ne puisse plus donner la maladie. Il faut s'assurer ensuite qu'il est *fixé* dans cet état d'atténuation; enfin, qu'atténué il immunise encore. De tels changements, profonds et définitifs, de l'activité des virus, représentent ce que les biologistes appellent des *mutations*. On peut donc dire que, pour vacciner avec les virus vivants, il est nécessaire d'abord de leur faire subir une mutation. Ce serait, la plupart du temps, impossible si le hasard ne venait à l'aide de l'expérimentateur.

On peut avoir la chance de rencontrer, dans la nature même, des virus spontanément *mutés*. Jenner a trouvé ainsi le virus de la vaccine qui est, très vraisemblablement, le produit d'une mutation naturelle du virus de la variole. Dans ce cas de la vaccine, ce serait le passage par les équidés et les

bovidés qui aurait déterminé la modification brusque et définitive des propriétés du virus variolique.

Toute différente est l'origine de la mutation qui a transformé le virus de la rage en un *virus fixe* dont on a fait le vaccin. Ici, la mutation a été, sinon exactement prévue, du moins voulue par Pasteur. Il l'a réalisée en inoculant le virus rabique, un grand nombre de fois successives, par trépanation, dans le cerveau des lapins. Le vaccin antirabique est donc un virus vivant, artificiellement transformé et qui, dans les conditions de préparation et d'emploi précisées par Pasteur, ne donne plus la rage, mais reste capable d'immuniser contre elle.

Le virus que nous employons pour vacciner contre la fièvre jaune est comparable au virus fixe de la rage. Il a été obtenu, par hasard, par Max Theiler. Celui-ci, pour réaliser une économie, cherchait à transmettre la fièvre jaune à d'autres animaux que les singes. Il inocula des souris blanches, et comme celles-ci se montrent résistantes à l'inoculation pratiquée par simple piqûre sous la peau ou dans la cavité abdominale, il leur introduisit le virus, par trépanation, directement dans le cerveau. Les souris devinrent malades ; elles présentèrent des symptômes d'encéphalite et de paralysie et moururent, sans qu'un seul instant leur maladie eût ressemblé, même de loin, à la fièvre jaune. A tel point que Theiler crut, d'abord, s'être trompé. Il reprit ses expériences avec Sellards. Alors, le *fait capital* apparut : lorsqu'on injecte à des singes le cerveau d'une des souris paralysées, ces singes n'ont pas la fièvre jaune, mais ils sont vaccinés contre elle.

Sellards vint immédiatement me rejoindre à Tunis où nous renouâmes l'amicale collaboration qui nous avait liés à Dakar pendant l'épidémie de 1927. Avec Sellards d'abord, seul ensuite sous le contrôle de M. C. Nicolle, qui prit la responsabilité de cette expérimentation humaine, je me suis efforcé pendant deux ans de rendre inoculable à l'homme le virus de la souris. J'y suis parvenu en le soumettant à des manipulations voisines de celles qu'on fait subir au virus fixe de Pasteur avant de l'utiliser pour la cure antirabique. Il ne m'est pas possible d'entrer ici dans les détails de cette technique. Je dirai seulement qu'on traite les mordus, contre la rage, en leur injectant d'abord des vaccins très atténués, ne contenant que des traces de virus, puis des vaccins de plus en plus actifs. De même, la

méthode à laquelle je me suis arrêté, pour la vaccination antiamarile, comprend l'inoculation successive de trois vaccins de plus en plus virulents, qu'on injecte à vingt jours l'un de l'autre. Le premier vaccin produit un léger état de résistance qui permet de supporter la deuxième dose ; celle-ci préparant, à son tour, le terrain pour le troisième vaccin dont l'activité, dangereuse si elle se manifestait dans un organisme non préparé, assure une immunité solide et de longue durée.

Les vaccins sont livrés, à l'état sec, dans des ampoules privées d'air, ce qui permet leur conservation et leur transport, même dans les pays chauds.

L'efficacité de la méthode est démontrée par deux épreuves différentes, dont les résultats concordent.

La première, qui ne peut être réalisée que sur les singes, consiste à en vacciner quelques-uns, puis à leur inoculer ensuite la fièvre jaune. Des singes témoins, non vaccinés, contractent l'infection mortelle. Les vaccinés survivent.

L'autre épreuve peut être pratiquée sur l'homme lui-même. Elle nous sert couramment aujourd'hui pour le contrôle des vaccinations humaines. Le sang d'un individu normal, n'ayant jamais été atteint de la maladie, n'a aucun effet sur le virus de la fièvre jaune. On peut mélanger ce sang normal et ce virus: le mélange, inoculé ensuite à des singes ou à des souris, les infecte mortellement. Le virus n'a donc pas été altéré par le sang du sujet sain. Si maintenant nous mélangeons le même virus avec du sang prélevé sur un homme guéri de fièvre jaune, le résultat est différent : le mélange est incapable de donner l'infection. Le virus a donc été détruit par le sang du sujet convalescent ou guéri de la fièvre jaune. Nous disons, dans ce cas, que le sang est *protecteur*. Le pouvoir protecteur conféré par une atteinte de fièvre jaune, dure des années, souvent toute la vie. Chez les personnes vaccinées, le sang acquiert ce même pouvoir; il neutralise le germe de la maladie.

En d'autres termes, une personne vaccinée se trouve dans les mêmes conditions de résistance à l'infection qu'une personne guérie de fièvre jaune. Dans un cas comme dans l'autre, l'épreuve de protection nous fournit la démonstration indiscutable de l'immunité.

Après la vaccination, celle-ci dure au moins deux ans. Il

est probable qu'elle est beaucoup plus longue; nous n'avons pas encore assez de recul pour la juger au delà de ce terme. Il est possible que, comme l'immunité qui suit la maladie naturelle, elle dure toute l'existence.

SES EFFETS

Nous venons d'examiner les effets de la vaccination. Il est possible de les résumer ainsi : l'individu vacciné se trouve, pendant au moins deux ans, peut-être pendant une période beaucoup plus longue, aussi résistant à l'égard de la fièvre jaune qu'une personne qui a eu cette maladie et en a guéri. Comment l'organisme réagit-il au vaccin? A quel prix s'acquiert l'immunité vaccinale?

Dès que la méthode commença d'être au point, je me suis vacciné moi-même, puis j'ai vacciné le personnel de mon laboratoire de Tunis. Plusieurs fonctionnaires coloniaux en congé en France ou en Tunisie furent également vaccinés. J'avais observé parfois une réaction fébrile, toujours bénigne et de courte durée. Pas une seule réaction n'avait été inquiétante depuis que j'employais les trois vaccins progressifs.

L'innocuité s'est vérifiée d'une manière complète au cours de l'application en grand qui vient d'être faite en Afrique occidentale. Lorsque le Gouverneur général, M. Brévié, éclairé par le docteur Mathis, directeur de l'Institut Pasteur de Dakar, me fit l'honneur de m'appeler dans cette colonie, je comptais y pratiquer, au cours des trois mois de ma mission, cinq cents vaccinations. Ce nombre eût été largement suffisant pour les conclusions que je désirais tirer de ma démonstration. Il a été atteint en deux jours, tellement fut grand l'afflux des volontaires dans la région sénégalaise du Saloum, premier foyer endémique de fièvre jaune où la vaccination fut appliquée.

Un peu plus tard, des cas de la maladie étant apparus sur la Côte d'Ivoire, la vaccination fut demandée par le gouverneur de cette colonie. Là également les volontaires se présentèrent en grand nombre, dès les premières séances.

Une petite épidémie ayant éclaté à Zinder, dans la colonie du Niger, un médecin vaccinateur s'y rendit en avion. Toute la population européenne se présenta à lui pour être vaccinée.

En moins de trois mois, la vaccination a été étendue à

toutes les colonies du groupe de l'A. O. F., Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Soudan, Niger, Dahomey. Plus de trois mille inoculations ont été ainsi pratiquées. Jamais œuvre sociale d'une telle importance n'a été accomplie avec une pareille facilité.

Il y eut des réactions fébriles. Elles ont même atteint, en certaines régions, plus du tiers des vaccinés. Elles se manifestent par un accès de fièvre, à début brusque, qui éclate le sixième jour de la vaccination. Généralement, c'est après le premier vaccin que la réaction se produit, plus rarement à l'occasion d'une des réinoculations ; jamais deux fois chez le même individu. L'accès de fièvre ressemble à un accès de paludisme, avec des douleurs de tête et une assez violente courbature lombaire. Au bout de quelques heures, trente heures au maximum, tout rentre dans l'ordre, et l'immunité est acquise. Plus de la moitié de mes vaccinés ont reçu les trois inoculations et acquis l'immunité, contrôlée par l'épreuve sanguine, sans ressentir le moindre malaise et sans interrompre, un seul instant, leurs occupations.

A aucun moment de la vaccination, le sang n'est contagieux. A aucun moment, les moustiques, mis à piquer sur les vaccinés, ne se sont montrés infectants. La méthode n'est donc pas plus dangereuse pour l'entourage des vaccinés que pour les vaccinés eux-mêmes.

Aujourd'hui, l'Institut Pasteur de Dakar prépare régulièrement le vaccin et l'expédie dans toutes les colonies françaises de l'Ouest africain. La méthode y est officiellement adoptée. Il reste à organiser la production du vaccin dans la métropole pour que les coloniaux puissent être vaccinés avant leur embarquement. En attendant que cette organisation soit accomplie, l'Institut Pasteur de Tunis, berceau de la méthode, continuera de préparer le vaccin et le distribuera à toute demande. Lorsque toutes les nations intéressées, Angleterre pour ses colonies d'Afrique, Brésil et autres pays d'Amérique du Sud ou d'Amérique centrale, auront suivi l'exemple de la France, la fièvre jaune aura terminé son destin. Les civilisés qui ont honteusement répandu ce fléau, de part et d'autre de l'Atlantique, en pratiquant la traite des noirs, auront réparé le mal qu'ils avaient fait.

JEAN LAIGRET.

REVUE LITTÉRAIRE

ROMANS NOUVEAUX (1)

Les romanciers sont sages lorsqu'ils se contentent dans leur jeunesse d'écrire pour raconter. Les grands desseins sont réservés au petit nombre. Il faut le génie créateur de Balzac ou la maîtrise et l'expérience de Bourget pour élever sous forme de roman ces constructions vastes qui abritent toute une philosophie, toute une éthique ou tout un ordre social. C'est à lui seul un art subtil et charmant que celui de conter. Et quiconque le possède sait aussi, sans prétendre à prouver quelque chose, nous faire apercevoir au delà du récit tout un monde d'images, de sentiments et d'idées sur lequel il est permis au lecteur qui en a le goût de méditer et de rêver.

Je ne sais si M. André Chamson a eu l'intention complète du livre qu'il a écrit, ou si une heureuse rencontre lui a inspiré une fiction qui donne beaucoup à réfléchir. Le titre ferait croire que l'auteur a eu une vision assez vaste, mais assez indistincte. *L'Année des vaincus* désigne l'année 1933, et une série de déceptions. Laquelle est la plus forte ? On n'a que le choix : crise générale, chômage, difficultés économiques, financières, diplomatiques dans l'univers entier. Mais voici que tout à coup surgit de l'ouvrage de M. André Chamson cette idée que les peuples qui aspirent, dit-on, à la fraternité ont beaucoup de mal à se comprendre et à se supporter.

(1) André Chamson, *l'Année des vaincus* (Grasset) ; F. Mauriac, *la Fin de la nuit* (Grasset) ; Marie Le Franc, *la Rivière solitaire* (Denoël et Steele) ; Drieu La Rochelle, *Socialisme fasciste* (N. R. F.) ; Emmanuel Berl, *Discours aux Français* (N.R.F.).

M. André Chamson a écrit plusieurs livres colorés et vigoureux où il apparaît comme le poète des Cévennes. Pays à la fois méridional et rude, pays de soleil et d'âpre montagne qui a une beauté farouche. M. André Chamson en a peint le caractère original en particulier dans *Roux le Bandit* et dans *les Hommes de la route*. Il avait très fortement mis en valeur la puissance terrienne des habitants et les traits irréductibles de leur esprit qui demeurait inaccessible à l'influence des nouveautés et comme en dehors des caprices éphémères de la vie moderne. Dans tout ce qu'il a composé, il y avait une saveur sauvage, une sorte de solidité champêtre. Ses théories sur le passé exposées dans son ouvrage, *l'Homme contre l'Histoire*, le montrent en somme peu attaché aux traditions, comme un solitaire très individualiste, et comme un intellectuel peu préparé à recevoir les disciplines toutes faites. Son roman *Héritages* laissait deviner chez lui peu de foi dans les routines locales, même défendues par les partis politiques avancés, et finalement vaincues par le machinisme. Tous ces éléments réunis forment une personnalité curieuse d'observateur, plus sensible que doctrinaire, d'artiste indépendant qui ne semble appartenir à aucune école ni à aucun groupe.

Ce ne sont pas là de mauvaises conditions pour courir l'aventure d'un récit à demi politique. Notre époque ne manque pas de romanciers qui ont des systèmes. La mode est aux plans. Il est bien entendu que ces jeux intellectuels, pleins d'intérêt, n'ont pas forcément des rapports avec la réalité. C'est une manière d'examiner des idées, et il advient que de là naissent des œuvres d'art assez personnelles. J'ai beaucoup goûté ce qu'il y a d'aspiration à la noblesse d'esprit dans le *Socialisme fasciste* de M. Drieu La Rochelle. Il m'a fait songer à Vauvenargues qui, lui aussi, rêvait à l'action, à l'action qui aurait de la pureté et qui donnerait la gloire. Ces beaux songes sont peu accordés à la vie électorale contemporaine, et peut-être à l'humanité. Mais ils fournissent aux écrivains des occasions de méditer et de s'élever au-dessus des affaires quotidiennes. Pour des raisons différentes, mais du même ordre, on lira avec curiosité *les Hommes de bonne volonté* de M. Jules Romains, qui, dans un vaste roman à thèse, nous présente une génération en marche, une génération nouvelle et dégagée de toute idée de classe. Si éloigné que je me sente des idées sociales et diplomatiques de M. Jules Romains, j'avoue prendre avec intérêt connaissance des réactions variées d'un

esprit sensible aux choses contemporaines. On m'a rapporté un joli mot de M. Ramon Fernandez, qui ne veut pas appeler ce genre d'ouvrages de la littérature et qui veut encore moins les appeler de l'histoire. Il les nomme de la poésie politique, ce qui en indique fort bien le charme, la fantaisie, et la relativité.

Les considérations de l'avenir relèvent, en effet, du genre des oracles, lequel a été de tout temps éminemment poétique et placé par la mythologie sous la protection d'Apollon. Les historiens et les politiques attachés à l'humble réalité et à la contemplation des faits quotidiens se tiennent à l'étude du passé pour comprendre le présent et pour donner des conseils valables. C'est ce qui fait la solidité et le mérite durable d'un livre comme celui de Henri Massis intitulé *Débats*. On y trouve l'analyse et la discussion de la plupart des problèmes et de la plupart des œuvres à tendances politiques et philosophiques qui ont compté en ces dernières années. Les conclusions de M. Henri Massis me paraissent pour ma part tout à fait appréciables. Et même pour ceux qui ne les adopteraient pas, son livre resterait précieux. C'est le résumé de toute une histoire spirituelle, comprise et sentie par une âme vibrante.

Nous voilà en apparence loin de M. André Chamson. Mais précisément, nous voilà renseignés sur ce qu'il n'a pas cherché. Il est tout à fait improbable que M. André Chamson ait choisi son sujet. Et c'est bien plutôt son sujet qui s'est imposé à lui. M. André Chamson adhère peut-être à un parti ou à un plan ; il ne s'est certainement occupé ni de fonder le premier ni d'inventer le second. Ce n'est pas un homme à système. Mais c'est un homme qui a des impressions. Quelles aventures, quels spectacles ont amené M. André Chamson à écrire récemment un ouvrage assez différent de ceux qu'il avait composés et qui traite sans solennité et sans affectation d'un très grave sujet ? On dirait que M. André Chamson a fait une expérience imprévue. Imaginons donc qu'il était, comme un certain nombre d'intellectuels, enclin à penser que nous étions entrés dans une ère internationale, que le monde est très petit, que les divers pays du continent jadis opposés les uns aux autres forment désormais une seule contrée européenne, et que les climats, les leçons du passé, les coutumes ancestrales ne créent pas entre les hommes autant de différences qu'on croyait. Imaginons ensuite que M. André Chamson soit allé en Allemagne avec beaucoup de bonne volonté et un certain nombre d'illusions.

Imaginons encore qu'il ait regardé sans parti pris, mais avec ses bons yeux de Cévenol, que de ce voyage il soit revenu un autre homme, et qu'il ait rassemblé ses impressions dans un roman. Vous aurez à peu près l'idée de l'intérêt qu'inspire son nouveau livre.

* * *

Dans une région du Midi, une usine et une mine ont eu besoin de quelques ouvriers allemands spécialisés. Voici Karl et sa femme, puis l'internationaliste Ludwig et sa sœur Renate. La charge de les recevoir et de les mettre au courant revient à Carrière, jeune encore et débrouillard. Carrière remplit si bien sa mission qu'il prend pension chez Karl et Ludwig. La camaraderie est facile. Les Allemands se montrent corrects et consciencieux dans le travail. Les Français sont accueillants et gentils. Carrière a de la bonne humeur, du scepticisme et de l'entrain. Il trouve Renate à son goût et il l'épouserait bien. Renate ne songe pas au mariage, mais elle songe à l'amour : elle va un soir dans la chambre de Carrière et y reste. L'harmonie est parfaite. Et voici le second acte. Les deux Allemands et Carrière sont envoyés à Stuttgard pour chercher des pièces de rechange. Carrière s'en va gaiement et est prêt à voir tout ce qu'il ignore avec sympathie. Peu à peu, au cours de son voyage, tout le déconcerte, et bientôt tout le hérisse... Il n'imaginait pas un pays voisin aussi différent intellectuellement et moralement du sien. Il perd quelque chose de son insouciance en découvrant cette réalité neuve et effrayante qu'est l'Allemagne hitlérienne. Cette seconde partie du livre est excellente. Nulle considération inutile, nulle théorie, nulle philosophie. Une série de petits traits qui s'accumulent page par page créent une impression invincible. Ce qui est particulièrement bien observé, c'est la métamorphose des deux Allemands lorsqu'ils touchent le sol de leur patrie. Eux qui étaient débonnaires et conciliants, ils sont repris jour par jour par le germanisme. Ludwig internationaliste résiste un peu. Mais il est suspect ; il ne repartira pas ; il restera sous la surveillance allemande ; il sera remplacé par un homme sûr qui exercera un contrôle. Karl subit et approuve. Carrière est révolté par cette obéissance passive qui équivaut au sacrifice de sa liberté d'homme.

Au retour, ni Carrière ni Karl ne seront plus jamais les mêmes. Entre eux, il y a désormais le nouveau venu, symbole de tout ce

qui les sépare. Ils ont pris conscience de la différence qui existe entre leur manière de voir, de comprendre, de sentir. Avec Renate aussi, l'union devient moins étroite et moins naturelle. Carrière devine pourquoi Renate se soucie peu du mariage, qui implique un lien social, et pourquoi elle a été si prompte à admettre le lien éphémère de l'amour, qui ne réunit que deux instincts conciliables. Interrogé par les camarades sur ce qu'il a vu, Carrière ne dit rien. Il a presque peur d'en dire trop. Il aurait scrupule à n'en pas dire assez. Un soir, cependant, il éclate, devant les ouvriers français étonnés, devant les gens du pays, et il dit ce qu'il a sur le cœur. Et c'est certes sans amertume et sans reproche. Mais ce n'est pas sans tristesse. Car il a vu, de ses yeux vu, une humanité différente, dont il lui paraît difficile d'attendre l'amitié ; parce que son caractère spécial est d'avoir exclusivement des sentiments qui lui sont permis ou ordonnés, et que toute l'organisation comme toute l'éducation tend à l'apothéose de la force.

Tout cela dans le livre de M. André Chamson est indiqué avec beaucoup de tact. L'ouvrage est un roman, les réflexions qu'on en peut tirer s'imposent à propos du caractère des personnages, et les personnages, comme il convient, se manifestent dans l'action. Et ce qui est fort bien réussi, c'est que à aucun moment le récit n'a l'air fabriqué pour illustrer une théorie. Des faits comme ceux auxquels l'auteur fait allusion sont notoires. M. André Chamson a sans doute été le témoin d'épisodes analogues à ceux qu'il raconte. S'il a eu besoin de documentation, il n'a eu que l'embarras du choix. On lit dans le remarquable ouvrage d'un général de la Reichswehr, tué le 30 juin, *l'Heure de Hitler*, les lignes suivantes : « Dans tout l'Empire la terreur règne : on brutalise et on tue... Le plus terrible est que la vie humaine ne compte plus pour ces coquins. Connaîtra-t-on jamais le nombre de leurs victimes, tués ou blessés ? » A côté de ces lignes, l'histoire de Ludwig paraîtra modérée, et l'épisode des trois ouvriers attaqués et enlevés en quelques secondes, parce qu'ils distribuaient des tracts, semblera un de ces menus faits dont le général de la Reichswehr évoque le nombre effarant. Dira-t-on que la découverte que Carrière fait de ses propres sentiments est invraisemblable ? Elle est simple, et elle est saine. Elle est tout à fait conforme à tout ce que M. André Chamson a toujours dit du caractère de ses héros, imaginatifs et obstinés, rêvant à l'avenir et très attachés à ce qu'ils sont. Les opinions avancées même

n'excluent pas cet instinct du pays. Dans son récent livre, *Discours aux Français*, M. Emmanuel Berl, qui n'est pas précisément nationaliste, mais qui ne croit pas que l'internationalisme et l'esprit révolutionnaire obligent à être absurdes et à nier ce qui est évident, écrit : « Que nous soyons ou que nous ne soyons pas nationalistes, le fait est que toutes nos pensées viennent de la race et y retournent. Tièdement, sûrement tapie derrière chacune de nos raisons, derrière chacun de nos amours. Et que cette fatalité révolte, je ne le conçois que trop. Pourquoi donc faudrait-il que l'homme donne à son destin son assentiment ? Mais qu'il le nie est toujours futile et sans doute lâche.... Français nous sommes, Français nous resterons. Que nous le voulions ou que nous ne le voulions pas... » C'est à peu près ce qu'éprouve Carrière, avec un peu moins de complications intellectuelles, et de nuances subtiles jusqu'à l'anarchie.

Ainsi M. André Chamson a-t-il composé, consciemment ou non, un ouvrage qui donne beaucoup à penser. Il touche à un grave débat, la distinction spirituelle entre la notion du cosmopolite et la notion de l'international ; et il fait discrètement apparaître un grand et profond sentiment, que Kipling exprime d'une manière imagée, en disant à propos de Westminster : « L'abbaye qui fait que nous disons *nous*. »



La Fin de la nuit : tel est le titre du beau roman de M. Mauriac qui a paru dans la *Revue*. Thérèse Desqueyroux est, en effet, un être de la nuit, non pas seulement par son âme, frappée d'une sorte de malédiction janséniste, à peine chrétienne, mais par ses goûts, son caractère, sa vie même. On ne l'imagine que dans les sombres heures qui sont entre le crépuscule et l'aube. Elle vit chez elle, au coin du feu, — symboliquement elle y a toujours vécu, — ou couchée, dormant ou cherchant le sommeil, ou courant, après son exil à Paris, les boîtes de Montparnasse ou de Montmartre. Le jour, pour elle, c'est une sorte de rêve comportant la jeunesse, rêve qu'elle renouvelle souvent, s'il faut en croire certaines pages de M. Mauriac. Elle a dû même abuser de ces fantaisies, puisque cette créature de quarante-cinq ans est vieille, atteinte par la maladie, à l'heure où tant de ses semblables jouent naturellement à être les sœurs de leurs filles, et, grand mères adorables, dessinent la silhouette d'une adolescente.

Thérèse est seule depuis que son mari l'a déposée sur un trottoir, devant le café de la Paix, sinon pardonnée, du moins échappant à la rigueur des lois humaines. Elle avait un père dont on ne parle pas durant tout le récit. Sa fille, elle a renoncé même à la recevoir huit jours par an. Sa tante Clara est morte. Marie, qui avait vingt mois à la date du crime, vit entre son père landais et sa grand mère, imaginant que Thérèse est partie pour échapper à l'ennui du pays natal, probablement avec un amoureux. La misérable, — car malgré son instinct non conformiste, qui a guidé sa main il y a quinze ans, il s'agit bien d'une misérable pour qui les ombres de Phèdre, de Médée, de la Brinvilliers elle-même gardent le prestige du mal et quelque royauté, — vit incroyablement solitaire entre son feu, ses aventures d'une nuit et sa bonne alsacienne, Anna, qu'elle aime d'une tendresse animale. Il y a dans ce puits de solitude quelque chose d'inconcevable et que seul l'art de M. Mauriac nous fait accepter.

De trente à quarante-cinq ans, la maudite n'a connu ni un ami, ni un amant, elle a fui chaque occasion de plaire, d'attacher ou de s'attacher. Et c'est là peut-être que son caractère se montre avec le plus de grandeur. Car Thérèse est intelligente, cultivée. Elle a été extrêmement séduisante, et malgré sa maladie de cœur qui lui compte les mois, sinon les semaines, il lui reste, à défaut de prestige, une séduction qui doit bien avoir quelque chose de diabolique. Dans le beau récit canadien de Marie Le Franc, *la Rivière solitaire*, il est un détail qui frappe par son originale justesse. On appelle cette rivière parfois l'*Ennuyante*, comme si les simples paysans d'origine française avaient saisi un rapport entre la solitude et l'ennui, au sens presque morbide que l'on peut appliquer à ce mot. Thérèse Desqueyroux, plus solitaire que le sapin du Hartz de Heine, ou que la palme d'Orient dont le sapin est amoureux à mourir, — Thérèse Desqueyroux, loin d'ennuyer, attire et séduit. Si elle n'a pas lié par de nouvelles chaînes des captifs de son choix, c'est qu'elle ne l'a pas voulu. L'eût-elle voulu, elle eût été la reine du caprice de qui tout dépend, le bonheur et le désespoir.

Et c'est ce qu'a si bien fait comprendre M. François Mauriac. Il y a sur cette femme une sorte de malédiction, — j'ai parlé de jansénisme, — qui la prive de s'abreuver aux sources toutes simples qui rassasient l'humanité moyenne. Thérèse n'expie pas, elle n'a qu'une conscience assez faible de son crime. Et quand

au début du volume sa fille, robuste, médiocre, sérieuse, vient se réfugier chez elle pour se rapprocher d'un fiancé étudiant à Paris. Thérèse pense avant tout à ne pas provoquer de nouveaux scandales, — peut-être, pense-t-elle, de nouvelles histoires! Elle veut que sa fille Marie retourne auprès de son père, dans les pins d'Argelouse, et son instinct maternel s'éveille bien lentement.

La solitaire a pris l'habitude de la franchise avec elle-même, elle ne se joue aucune comédie et son attitude envers sa fille est si sèche et réservée que Marie finit par se blesser. Thérèse défend le père qui ne l'a pas dénoncée, la grand mère qui est devenue d'une surprenante réserve. A la fin, elle est amenée à se confesser à sa fille. Cette scène, adroitement conduite, parfaitement vraisemblable, pourtant n'émeut pas. Marie Desqueyroux est d'une jeunesse vulgaire qui semble au lecteur aussi gênante qu'est malaisée à tolérer l'âme vicieuse, sombre, à peine touchée d'un rayon de jour, de la grande Thérèse.

On ne peut accuser M. François Mauriac d'avoir usé pour cette dernière de procédés raciniens, voire baudelairiens. Pas le moindre « Qui te l'a dit ? » d'Hermione. Pas trace des sentiments qui déchirent harmonieusement le gosier de rossignol de Phèdre. Pas trace de chevelures ténébreuses, de nonchaloir, de tout ce que Baudelaire a su découvrir dans la très médiocre mulâtresse Jeanne Duval. Madame Bovary, si sotte, fait parfois monter aux yeux des larmes involontaires, comme en inspirent les hurlements d'un animal blessé. Et pourtant Thérèse est chrétienne par vocation, ce qui la rend plus noble dans sa médiocrité, plus redoutable et presque démoniaque quand son âme s'attaque à une âme.

La simplicité un peu bornée de sa fille Marie la décourage au bord de l'amour maternel. Mais rejetée par tous, elle a décidé de faire un beau geste qui la rendra mère par le sacrifice. Le bruit d'un scandale dans la vie des Desqueyroux écarte d'eux certaines gens, d'autant plus qu'ils ont perdu une partie de leur fortune. Thérèse possède une grande terre qu'elle donnera à sa fille si elle épouse le jeune homme qui lui plaît, Georges Filhot. Marie triomphe. Son sang paysan lui fait entrevoir dans cet apport matériel le seul moyen de fixer son amoureux, de calmer les parents. Mais il faut avertir Georges, il faut que Thérèse aille chez lui le voir, lui parle, lui explique. Avec une sorte de répulsion, elle ira voir le jeune homme, qui loge dans un hôtel d'étudiant. Elle fera ce sacrifice, mais elle n'est pas heureuse. Elle

retrouve son vieil ennemi la jalousie, la souffrance qu'inspire tout attachement de l'être aimé pour d'autres objets. Instinctivement, elle renonce à ce qu'il y a de trop singulier en elle, à cet air étrange, à cet aspect de vieille folle qui déconcerte les passants. Elle est de nouveau élégante, bien arrangée. L'« Ennuyante », la « Rivière solitaire » va sans le savoir vers son dernier péché, sa dernière chance. Ce Georges Filhot, élève des Sciences politiques, fils d'un fermier très riche des Desqueyroux, reçoit « cette dame qui monte ». Il est ébloui, papillon attiré par la lumière. Jamais il n'avait vu Thérèse Desqueyroux, l'empoisonneuse, aussi intelligente, aussi belle. Pour lui, sous son maquillage léger, elle refleurit une fois encore. L'histoire des rapports de ce jeune homme et de Thérèse compte parmi ce que M. Mauriac a écrit de plus surprenant.

Thérèse est amoureuse comme Phèdre, cette fois, et Georges Filhot pourrait bien être Hippolyte. Il est vulgaire, pas très beau, mais il est de ces jeunes gens profondément troublés par la vie. Chaque parole de Thérèse le frappe, l'envoûte. C'est elle ! Comme elle est jeune, perspicace, quelle allure ! Pour lui, c'est sa façon, je pense, de rencontrer Cléopâtre. Il se brouille avec son seul ami intime, parce que ce dernier n'apprécie pas Thérèse. Lui-même sera entre les mains de cette femme ce qu'elle voudra. Avant tout, ne pas la quitter, pense-t-il. Elle est pour lui la réalité et le rêve, le danger et l'épaule où s'appuyer. On pense alors que Thérèse va connaître, avant de mourir, car ses crises se rapprochent, un dernier amour. Elle oublie immédiatement sa fille, semble-t-il. Mais Thérèse est prédestinée au mal, elle ne connaîtra la paix qu'avec la Fin de la nuit, quand elle renaîtra, suivant les paroles du Christ, pardonnée et purifiée. Auparavant, les puissances mauvaises la terrassent une fois encore. Elle aime bien ce Georges Filhot, elle, qui n'a aimé que la jeunesse. Possédée, elle doit communiquer son venin empoisonné une fois encore. Les Allemands ont inventé un mot que Thérèse ignore peut-être, mais dont elle utilise la puissance démoniaque, *Schadenfreude*. La joie de détruire, l'ivresse d'anéantir ce qui est. Elle profitera de la confiance croissante de ce garçon pour lui faire comprendre que si, elle, elle a empoisonné, chacun a sur la conscience un crime au moins, d'autant plus lâche qu'il est impuni. Elle interroge Georges Filhot comme un grand inquisiteur. Il finit par avouer qu'il a détruit (il exagère, probablement) le bonheur et la vie d'un

de ses camarades, au lycée. Seulement, le serpent a mordu trop tard. En prenant conscience de son péché, Georges Filhot a pris conscience de ce que ses sentiments pour Thérèse ont d'inconfortable, de monstrueux. Elle le perd. Il ne restera plus à la malheureuse qu'un recours matériel, le retour à Argelouse, et un recours moral, la conscience de ses crimes, leur aveu, et le pardon divin. Dans une préface, François Mauriac dit que trop tard il a trouvé le prêtre qui lui a permis d'entrevoir ce que serait cette rédemption. Il annonce le récit de la suprême confession de Thérèse.

Laissons-la ici, gardée par sa fille dont elle a peur, veillée par Anna, l'Alsacienne, âme simple qui la rafraîchit. Elle verra de temps en temps Georges Filhot, qui malgré son horreur reste au seuil de l'extase, et c'est à lui qu'elle annonce son profond désir d'atteindre la fin de la nuit. M. Mauriac a rarement composé une figure plus troublante. Mais elle laisse, cette pauvre femme, une telle impression de détresse, elle inspire tant de pitié, qu'on voudrait la savoir définitivement pardonnée et repentante, humble, la savoir aux pieds du Maître qui a compris Marthe, Marie, et la Femme adultère.

J'ai eu beaucoup d'occasions de dire quelle est la puissance et l'originalité des romans de M. François Mauriac. J'ai eu aussi l'occasion de signaler les questions morales et religieuses que son œuvre soulève, les réserves qu'elle peut inspirer, l'intérêt très vif qu'elle ne cesse de provoquer. Je ne reviens donc pas sur ces sujets. Il m'a paru plus curieux de noter les différents moments d'un récit qui ne cesse de s'amplifier, de chercher les traits d'une figure à la fois étrange, terrible et captivante. M. François Mauriac est parmi les romanciers de sa génération celui qui a le plus profond sentiment de la complexité des êtres, le goût de la créature dont il sait les souterrains, la curiosité de ce double infini de misère et de grandeur qu'est une âme. Il en résulte que tout livre de M. Mauriac a son accent, son retentissement dans les cœurs, que s'il choque quelques-uns, il enchante beaucoup d'autres et qu'il ne laisse personne indifférent. Pour un auteur qui n'est pas un tiède, c'est l'essentiel. Et voilà qui est bien de notre temps, où ni en politique, ni en littérature il n'y a plus place pour les équilibristes, et les hésitants. Notre âge veut qu'on prenne parti et qu'on aille jusqu'au bout de sa pensée.

André Chaumeix.

RÉCEPTION DE
M. LE DUC DE BROGLIE
A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Une heure et demie. — Quelle foule! Déjà toutes les places sont occupées, et cent personnes arrivent encore, et cent autres : où vont-elles se caser ? Les femmes se tirent d'affaire, habituées aux manœuvres stratégiques qui, dans les églises, leur permettent de se faufiler au premier rang des chaises, devant l'autel ; mais les hommes, ces maladroits, jamais ne trouveraient de place, sans les huissiers impérieux qui les envoient vers la montagne, après les avoir munis d'un tabouret.

Mais les Français qui sont ici accomplissent un rite dont ils connaissent tous les temps. Ils savent que dès midi et demi, par le pont des Arts, par le quai Malaquais et le quai de Conti, par la rue de Seine et par la rue Mazarine, les fidèles en grand nombre arriveront ; et qu'ils se masseront devant les portes inexorablement fermées, patients sous le ciel d'hiver. Ils savent qu'au moment où l'horloge de l'Institut sonnera le coup d'une heure, — pas une minute avant, pas une minute après, — l'accès du temple enfin s'ouvrira. Assis sur des bancs propices aux mortifications, ils seront soumis à une nouvelle attente. Et puis le tambour battra, les Académiciens feront leur entrée, l'office déroulera ses pompes. Ce qui attire cette foule qui est une élite, la retient, la captive, c'est le sentiment qu'au milieu d'une société qui s'écroule, demeure, immuable et chère, une illustre tradition.

Deux heures. — Au silence solennel des chuchotements succèdent : la gloire, comme disait le vieil Homère, fait voler des noms sur les lèvres des hommes. « Au bureau, du côté droit, c'est François Mauriac ; de l'autre côté, c'est Georges Lecomte. » « Ceux qui sont en habit vert, c'est Abel Hermant, le premier de la travée ; et puis Louis Madelin : et puis Abel Bonnard ; et puis André Chaumeix. » Ainsi de suite. Entre Émile Picard et Paul Valéry, ses deux parrains, le duc de Broglie se lève pour prononcer son discours. Haut de taille, jeune d'allure, à l'aise dans l'habit chamarré, ce qui frappe dans sa physionomie, ce n'est pas seulement la finesse, mais le contraste entre le menton volontaire et les yeux rêveurs. Des yeux qui ont suivi la danse éperdue des atomes ; des yeux qui ont l'habitude de regarder l'infini.

Sans doute l'ancêtre de la lignée, qui jadis vint en France avec Mazarin ; et tous ceux qui prolongèrent cette race infatigable, les maréchaux, les ministres, les présidents du Conseil, les académiciens, assistaient-ils à la séance ; et sans doute aussi l'amiral, et cet abbé qui fut d'abord marin, voulurent-ils être de la fête, ombres heureuses. Tout de suite, de la façon la plus simple, la plus naturelle, et la plus aisée du monde, le nouvel élu établit entre la salle et lui-même ce contact magnétique sans lequel il n'est pas de succès oratoire ; et cela lui valut d'obtenir non seulement les bravos dont les connaisseurs ne manquent jamais de souligner les bons endroits, mais, à la fin du discours, une ovation chaleureuse. Plus d'un trait, porté sur son charmant sourire, alla loin dans les esprits et dans les cœurs. J'ai aimé, pour mon compte, dans l'éloge qu'il fit de Pierre de La Gorce, le tour alerte et les substructures profondes. Il fut pittoresque et en même temps fort érudit : il ne perdit jamais de vue son modèle, et cependant exposa ses propres vues sur la politique et sur l'histoire ; ses phrases, chargées de souvenirs, d'expérience, de psychologie, de pensée, se parèrent d'une noble sympathie humaine.

Trois heures dix. — Louis Barthou, qui portait avec une aisance quasi miraculeuse le poids de la besogne qui aurait accablé dix autres hommes, avait trouvé le temps d'écrire d'un bout à l'autre son discours de réponse au récipiendaire, et c'est ce discours qui a été lu, — admirablement lu, — par M. Paléologue.

Discours brillant à souhait, agile, souple ; tout plein de bonne

humeur : composé des meilleurs ingrédients du genre : une pointe de discussion passagère à propos de l'œuvre de Pierre de la Gorce, juste assez pour accentuer par quelques menues réserves la sincérité de l'adhésion finale : des protestations d'humilité et d'ignorance devant les mystères de la physique, aussitôt suivies des définitions les plus substantielles et les mieux appropriées ; des anecdotes ; d'heureux souvenirs littéraires ; des portraits, des descriptions : tout cela dans un mouvement vif et preste.

On eut, à l'entendre, deux impressions mêlées. La première : cet homme qui avait personnifié non seulement la force et l'exubérance de la vie, mais la joie même de vivre, s'était refusé à la mort, et demeurait encore parmi nous. Car on reconnaissait sa manière, sa verve, son bonheur d'expression, le plaisir qu'il prenait aux grands jeux des formes et des idées. On retrouvait jusqu'à ses tours familiers, ses exclamations, ses interpellations. C'était le discours d'un homme heureux, heureux de recevoir un de ses pairs, heureux de se trouver dans cette Académie qui était comme son second foyer, *domus sua*. — Mais en même temps, on pensait à ses derniers jours, à la grandeur de la tâche qu'il avait entreprise dans une Europe désaxée, où il voulait remettre la France à sa juste place ; à ses succès, dus à son courage à son intelligence, à sa connaissance des hommes ; à l'attentat de Marseille : à sa mort. De sorte que, par une étrange illusion, toute d'admiration et de culte, on eût voulu entendre un discours qui eût été composé au delà de la mort même, dans la prairie d'asphodèles ; et qui eût en quelque manière porté la marque de son sacrifice, porté le deuil de son tragique destin.

Du moins M. Paléologue, dans les émouvantes paroles qu'il a prononcées au début de la séance, a-t-il excellemment dégagé la force animatrice et la vertu de ce discours d'outre-tombe ; il a dit comment « la voix éteinte » de Louis Barthou affirmait avec une particulière insistance « le grand dogme de notre unité nationale, l'indivisible héritage de nos gloires historiques, le noble enchaînement de la société française qui, depuis des siècles, à travers tous les régimes et toutes les aventures, demeure une des formes les plus accomplies de la société humaine. »

PAUL HAZARD.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

« A l'ouest, quelque chose de nouveau. » La visite que le président du Conseil et M. Pierre Laval ont faite à leurs collègues d'Angleterre n'a pas seulement l'importance d'une manifestation d'amitié entre les deux grandes Puissances pacifiques de l'Europe occidentale ; elle aboutit à un accord précis. Avant d'en montrer l'importance, nous voudrions indiquer les circonstances qui expliquent ou accompagnent les dispositions actuelles de l'opinion et du gouvernement britanniques.

UN PÉRIL GERMANIQUE EN EUROPE ORIENTALE

C'est naturellement en Allemagne et dans les desseins du gouvernement hitlérien que l'on a chance de les découvrir. Un distingué diplomate français, revenu des pays danubiens depuis le plébiscite de la Sarre, nous disait que partout, après le 15 janvier, il avait constaté une recrudescence de la poussée germanique et de l'agitation germanophile. Le succès de Hitler, — nous disions il y a quinze jours pour quelles raisons, — loin de satisfaire l'appétit pangermanique, lui a produit l'effet d'un puissant apéritif : on nous racontait, dans certains journaux anglais et même français, et le Chancelier lui-même avait déclaré, que le retour de la Sarre à l'Allemagne ferait disparaître le dernier litige entre les deux pays. Peut-être en serait-il ainsi si nous nous résignions à voir détruire une à une les assises de l'Europe de 1919, — qui n'est pas sans défauts mais qui réalise une répartition beaucoup plus juste que l'Europe bismarckienne d'avant 1914, — et si nous abandonnions nos amis et nos alliés. En réalité, le danger allemand, même si Hitler ne souhaite pas la guerre, n'a jamais été plus pressant. Des projets déjà anciens semblent sur le point de faire éruption.

Si l'on ouvre un livre : *la Menace allemande*, que vient de

publier avec opportunité M. André Chevrillon (Plon, éd.), on y trouvera une série impressionnante de textes qui montrent avec force que la poussée raciste n'est pas un accident dans l'histoire allemande, ni une nouveauté, mais qu'elle continue avec des moyens plus concentrés le programme pangermanique qui remonte à Hegel et à Fichte. Les paroles rassurantes n'ont jamais coûté aux dirigeants de la Prusse ou de l'Allemagne et ils trouvent toujours de bonnes raisons pour n'en être pas gênés. Les échos qui arrivent des quatre points cardinaux nous montrent l'agitation croissante du germanisme, son impatience de nouveaux succès ; pour consolider son pouvoir, il en a besoin autant que de paroles pacifiques. Le plébiscite ayant réussi en Sarre, le gouvernement nazi rêve de s'en servir ailleurs. L'Allemagne qui a toujours refusé, de 1870 à 1914, un plébiscite en Alsace et Lorraine, qui n'a jamais exécuté l'article 5 du traité de Prague qui obligeait la Prusse à un plébiscite en Slesvig, va maintenant brandir cette arme démocratique qu'elle excelle à fausser. De quel côté le Fuhrer ira-t-il chercher ces succès inédits ?

M. Gœbbels, ministre de la Propagande, réunissant ses meilleurs agents pour célébrer avec eux le succès de la Sarre, leur annonça que prochainement ils seraient appelés à exercer leurs talents pour Memel et pour l'Autriche. D'autre part, au septième Congrès des Soviets qui vient de tenir ses assises, plusieurs délégués et M. Molotov ont dénoncé les projets pangermanistes de M. Alfred Rosenberg et conclu à la nécessité de renforcer l'armée rouge. Le président du Conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine, M. Lubkchenko, a dit : « La Pologne cherche à conquérir l'Ukraine, afin d'y trouver un débouché pour les marchandises de son industrie. » Enfin, M. Gœring, premier ministre de Prusse, est allé chasser en Pologne, dans la forêt de Bialowicza, où vivent les derniers aurochs de l'Europe, et, à cette occasion, il a eu de longs entretiens avec le maréchal Pilsudski et avec le ministre des Affaires étrangères, M. Beck. Sans avoir des yeux de lynx, il est facile d'apercevoir que ces conversations n'ont pas été uniquement sportives. Voilà beaucoup de fumée ; n'y aurait-il pas un peu de feu ?

Les projets de pacte danubien et de pacte oriental semblent inquiéter et gêner la politique de l'Allemagne et celle de la Pologne qui, depuis l'entente du 26 janvier 1934, suivent une direction parallèle. La presse allemande, par ordre, vient de célébrer ces accords

germano-polonais sur un mode lyrique qui cadre mal avec les revendications qu'elle n'a jamais abandonnées. Cet enthousiasme cache évidemment quelque arrière-pensée qui inquiète l'opinion polonaise, car, à l'exception de deux journaux officieux, la presse s'est montrée beaucoup plus froide. Un apaisement du conflit aigu entre la Pologne et l'Allemagne, dix ans de tranquillité durant lesquels la Pologne pourra renforcer son armature intérieure, consolider sa prépondérance dans les régions frontières et faire beaucoup d'enfants, c'est un bénéfice dont on comprend que M. Beck se montre satisfait et dont la France ne pourrait que se réjouir s'il n'y avait pas le revers de la médaille. De quel prix la Pologne paiera-t-elle ces avantages qu'on n'imagine pas que l'Allemagne de Hitler lui accorde par pur amour ?

C'est ici qu'intervient la politique personnelle du maréchal Pilsudski et de M. Beck, qu'il faut se garder de confondre avec les aspirations permanentes de la nation polonaise : elle peut, un de ces matins, mettre la Pologne en présence de faits irréparables. L'Allemagne cherche à faire avaler à la Pologne une pilule énorme. S'il en était autrement, pourquoi la *Germania* entonnerait-elle un tel éloge du maréchal Pilsudski ? Elle rappelle qu'on ne connaît de lui aucune parole hostile à l'Allemagne, que, durant toute sa carrière, son inimitié a été dirigée contre la Russie et jamais contre le Reich et qu'on le nommait autrefois, à Varsovie, « le seul Polonais germanophile ». Quant à M. Beck, il est félicité d'avoir donné un nouveau cours à la politique polonaise, de l'avoir libérée de « l'écrasante dépendance de la France ». La presse attribue le mouvement qui a rapproché la Pologne de l'Allemagne à la désapprobation de la politique française et à la mauvaise volonté de la France à reconnaître la situation de grande Puissance de la Pologne. Évidemment, cela cache quelque chose, peut-être quelque complicité pour une entreprise que « les deux régimes autoritaires » célébrés par la *Germania* prépareraient de concert. Dans quelle direction ?

M. le député Stronski, qui mène dans la presse de droite une campagne d'autant plus efficace qu'elle est plus mesurée, rappelle que M. Hitler, dans son entretien avec M. Jean Goy, a établi une discrimination entre l'Occident, où le Reich renonce à toute revendication, et l'Orient pour lequel il ne prend pas d'engagement. L'Allemagne aime tant la Pologne qu'elle voudrait la voir s'étendre vers l'est. Il est sous-entendu que la carte à payer

serait à l'ouest, c'est-à-dire en Poméranie polonaise et en Silésie. On sait à Berlin que le maréchal Pilsudski est d'origine lithuanienne et que son rêve serait de réunir en une seule ses deux patries comme au temps du pacte de Lublin. N'est-ce pas lui qui, en 1920, conduisit les armées polonaises jusque devant Kiew où elles ne purent se maintenir? Nous ne dirons pas, comme la *Germania*, que le maréchal Pilsudski est un ami de l'Allemagne ; nous n'avons pas oublié ce qu'il nous en disait lui-même en 1929 tandis que nous causions sur la terrasse du palais du voïvode, à Wilno ; mais il est certainement un ennemi de la Russie, ou plutôt c'est de ce côté que s'orientent ses rêves de gloire qui apparaissent comme un singulier anachronisme dans l'Europe des nationalités et de la Société des nations.

Nous ne croyons guère à une croisade polono-germanique contre la Russie soviétique. Entre la Pologne et l'U.R.S.S. un pacte de non-agression est en vigueur dont M. Beck, dans ses récentes déclarations, célébrait la vertu. Mais il est évident que la Lithuanie se sent menacée. Le procès des nazis de Klaipéda (Memel), commencé depuis le 14 décembre, révèle un travail intense de la propagande germanique. La Lithuanie a conclu avec la Lettonie et l'Esthonie un pacte défensif qui a été signé le 12 septembre 1934, à Genève ; mais, militairement, ces trois pays ne représenteraient une force que s'ils étaient assurés de la neutralité bienveillante de Moscou et même de son appui éventuel. On voit reparaître dans les journaux cette absurdité que Memel pourrait assurer l'accès de la Pologne à la mer et devenir son port. Or, Memel est le débouché naturel du bassin du Niémen, mais non pas du bassin de la Vistule et de l'Oder. Regardez une carte ; vous y verrez que vouloir faire de Memel le port de Varsovie, de Poznan et des mines de Silésie est aussi invraisemblable que de diriger le commerce de la Bohême sur Nantes ou Odessa en lui fermant Hambourg et Trieste. Le bruit court cependant qu'un accord serait intervenu entre Berlin et le Belvédère qui associerait la Pologne et l'Allemagne pour une action dans la direction de Kaunas et des États baltiques ; en échange, l'Allemagne occuperait la Poméranie polonaise et annexerait Dantzig ; un bail de 99 ans laisserait à la Pologne l'usage de Gdynia. Ce n'est pas tout. La Pologne aiderait par la voie diplomatique l'Allemagne à réaliser l'annexion de l'Autriche et à encercler la Tchécoslovaquie : ainsi se préparerait la solution germanique du problème

de l'Europe centrale. La Pologne aurait pour sa part la région de Tesin (Teschen), les passages des Carpathes et trouverait une frontière commune avec la Hongrie agrandie de la Slovaquie. La campagne d'une violence inouïe que mène depuis un an la presse polonaise officieuse contre la Tchécoslovaquie donne malheureusement quelque crédit à ce programme monstrueux. Leur moindre défaut serait naturellement de mettre le feu aux quatre coins de l'Europe. Ce ne serait malheureusement pas la première fois, dans l'histoire, qu'on aurait vu les gouvernants de la Pologne appeler les Allemands au partage de leur nation.

Qu'il y ait dans tout cela beaucoup de « racontars », comme le dit l'Agence officieuse *Iskra*, on doit l'espérer. Il est visible cependant que, depuis un an, la Pologne est liée au système allemand; on s'en aperçoit en toutes circonstances. Les griefs qu'elle croit avoir contre la France, ne sauraient entrer en balance avec les dangers mortels qui résulteraient certainement pour elle de ces invraisemblables projets. Si l'accord polono-allemand de 1934 pouvait être classé dans la catégorie des accords statiques, il comblerait les vœux de la France qui ne souhaite rien tant que de voir la Pologne à l'abri du danger allemand ; mais, de toute évidence, ils sont essentiellement dynamiques et entraînent la Pologne là où elle s'apercevra trop tard qu'elle ne voulait pas aller. Ce serait prendre les Allemands pour des niais que de croire qu'ils n'ont pas un puissant intérêt à une telle politique; et cet intérêt est en contradiction avec celui de la Pologne. Elle se plaint, dit-on, que nous ne l'ayons pas toujours traitée en grande Puissance ; que fait-elle aujourd'hui sinon une politique de satellite ?

Nous n'ignorons pas, certes, et la France ne doit pas ignorer, que la presse indépendante, — dans toute la mesure où elle l'est, — dénonce les périls d'une telle politique : il suffit de citer, parmi les plus grand journaux, la *Gazeta Warzawska* (nationaliste, conservatrice), le *Robotnik* (socialiste), le *Zielony Sztandar* (agrarien, M. Witos), la *Polonia* de M. Korfanty. Mais les faveurs gouvernementales ne vont pas de leur côté. Un certain M. Ladislas Studnicki vient de publier à Varsovie un livre, *le Système politique de l'Europe et la Pologne*, où il préconise l'alliance avec l'Allemagne et le Japon, la rupture avec la France, le partage de la Russie et de la Tchécoslovaquie. « La France est complètement négrifiée », dit-il, et l'on reconnaît là un écho de la propagande

hitlérienne textuellement puisé dans *Mein Kampf*. Il y a là toute une campagne savamment orchestrée et qui, malgré tout, ne reste pas sans effet. En tout cas, nous sommes bien obligés, nous étrangers, d'apercevoir d'abord en Pologne le gouvernement, auquel la nouvelle constitution, votée par le Sénat le 16 janvier, va bientôt conférer légalement un pouvoir dictatorial.

Pour achever de situer la politique polonaise dans l'ambiance de la politique générale, rappelons d'un mot que la situation respective des États de l'Europe orientale les uns par rapport aux autres n'est pleinement intelligible que si l'on tient compte des événements d'Extrême-Orient, de l'avance du Japon dans le Mandchoukouo, et des efforts de sa diplomatie pour paralyser la puissance russe et l'occuper en Occident.

Tels sont les faits et les rapports dont il faut se représenter l'enchaînement complexe si l'on veut comprendre la portée des accords de Londres et les raisons qui ont incliné le gouvernement britannique à une entente plus étroite avec la France. On affirme enfin, — et nous ne l'avançons qu'avec le secret espoir d'un démenti, — que l'Angleterre a eu connaissance d'un accord par lequel l'Irlande aurait concédé sur son territoire au gouvernement du Reich quatre terrains pouvant servir de station d'atterrissage à l'aviation allemande. Une telle menace, à quelques minutes de Liverpool et du Lancashire, donnerait à l'opinion britannique l'appréhension d'un danger extérieur et, pour ainsi dire, le sentiment d'un scandale de famille. Et l'on songe à l'apostrophe de Joseph Chamberlain : « Vous êtes enfermés dans vos îles dont l'une au moins vous hait... » Peut-être touchons-nous ici à la raison décisive des tendances nouvelles de la politique britannique.

LA DÉCLARATION DE LONDRES

Le 31 janvier à midi, M. P.-E. Flandin, président du Conseil, et M. Pierre Laval, ministre des Affaires étrangères, sont partis par la « Flèche d'or » pour aller à Londres où les attendaient leurs collègues britanniques. Il était permis de concevoir de ce voyage certaines inquiétudes. Certes, l'affirmation réitérée d'une solide amitié franco-britannique n'est jamais inutile ; mais, pour qu'elle devienne bienfaisante, il faut qu'elle soit active et que la solidarité des deux grandes Puissances pacifiques de l'Occident européen se manifeste autrement que par des concessions. Trop souvent,

depuis 1919, l'Angleterre nous a demandé, parfois avec une insistance déplaisante, ces abandons qui loin de satisfaire l'Allemagne n'ont fait que l'inciter à de plus âpres revendications. On pouvait craindre qu'il n'en fût ainsi, cette fois encore. La lecture du *Times* pouvait à bon droit paraître de mauvais augure. De notables Anglais venaient d'arriver d'Allemagne et s'extasiaient sur les dispositions pacifiques du Fuhrer. L'un d'eux fit même cette découverte inattendue que l'Allemagne avait en réalité gagné la guerre et peut-être finirait-il par ne pas se tromper s'il existait beaucoup d'Anglais de sa trempe pour céder morceau par morceau au Reich tout ce qu'il aurait obtenu d'une guerre victorieuse. Les voyageurs qui avaient le redoutable honneur de porter, par delà le « Canal », la France et sa fortune purent bientôt s'apercevoir que les circonstances étaient propices et l'ambiance favorable. C'est dans ces conditions que les entretiens commencèrent avec M. Ramsay MacDonald, sir John Simon, M. Stanley Baldwin, M. Eden, assistés de sir R. Vansittart. Les ministres français trouvaient un terrain parfaitement préparé par l'ambassadeur, M. Charles Corbin, qui est, à Londres, « l'homme de la place ». Eux-mêmes étaient accompagnés de leurs collaborateurs, M. Léger, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Léon Noël, récemment nommé, tout en restant ministre à Prague, au poste nouveau de secrétaire général de la Présidence du Conseil, M. Rochat, directeur du Cabinet.

De quoi s'agissait-il ? D'abord de continuer l'œuvre si utilement commencée à Rome avec M. Mussolini pour la consolidation de l'Europe continentale dans ses frontières de 1919 ; ensuite, si possible, de ramener l'Allemagne à la Société des nations. A cet effet, l'Angleterre était d'avis de reconnaître le fait accompli du réarmement du Reich afin d'aboutir ensuite à une convention générale de limitation des armements. On espérait ainsi, sans le dire, à Londres, que la France abandonnerait la forte position où l'avait placée la note du 17 avril 1934 et que l'on pourrait revenir à la déclaration du 11 décembre 1932 qui prévoyait, moyennant certaines conditions de sécurité, l'octroi à l'Allemagne de ce qu'elle appelle l'égalité des droits. Une partie de la presse anglaise déraillait : le *Daily Mail* du 1er février attaquait âprement la Petite Entente, dont la France venait à Londres défendre l'intransigeance, et demandait la revision du traité de Trianon. De quoi ne parlait-on pas ? De la dévaluation du franc, de la

stabilisation de la livre sterling. L'opinion fut moins exigeante et les ministres plus sages.

Les résultats des entretiens de Londres ont été résumés dans la déclaration publiée dans la soirée du 3 février et commentés, en Angleterre par sir John Simon, et en France par M. Laval et M. Flandin. Il en résulte d'abord la résolution des deux gouvernements, interprètes des deux nations, d'agir de concert, de collaborer étroitement pour la construction de la paix dans le cadre de la Société des nations. Aucune Puissance n'est exclue pourvu qu'elle se conforme aux mêmes principes dans le même esprit. Il s'agit d'établir « une coopération européenne plus étroite, dans un esprit d'entière et amicale confiance, et de mettre en échec des tendances qui, si elles n'étaient contrecarrées, entraîneraient une course aux armements et accroîtraient les dangers de guerre ». Sans doute, ce sont là des mots ; mais derrière ces mots il y a la collaboration de la France, de l'Angleterre et de l'Italie. Les ministres se déclarent résolus à poursuivre « une politique inspirée des mêmes méthodes de conciliation et de coopération ». On revient ainsi à l'esprit et aux méthodes du fameux « protocole » de 1924 que l'opposition de la Grande-Bretagne fit échouer.

La déclaration, après ce préambule d'ordre général, qui pose des principes, continue par une approbation sous réserves des accords conclus à Rome entre la France et l'Italie : l'Angleterre s'en réjouit et en souligne l'importance, elle s'associe « à l'intention marquée par les gouvernements français et italien de collaborer, dans un esprit de mutuelle confiance, au maintien de la paix générale ». Le gouvernement britannique va plus loin et précise : « Les ministres... ont marqué, comme conclusion des déclarations qu'avec les gouvernements français et italien le gouvernement de Sa Majesté a faites le 17 février et le 27 septembre derniers, que ce gouvernement se considère comme au nombre des Puissances qui, aux termes des accords de Rome, se consulteront si l'indépendance et l'intégrité de l'Autriche sont menacées. » On peut trouver que « se consulter » n'engage à rien ; mais il faut tenir compte des scrupules britanniques contre des engagements précis. Derrière cette simple obligation de se consulter, il y a la loyauté de la grande nation qui a fait la guerre de 1914 pour honorer sa signature au bas du traité stipulant la neutralité de la Belgique. L'Allemagne, cette fois, ne s'y trompera plus.

La déclaration fait ensuite appel à « la collaboration directe et effective de l'Allemagne ». Mais les deux gouvernements « sont d'accord pour rappeler que l'Allemagne, non plus qu'aucune autre Puissance dont les armements ont été fixés par le traité de paix, n'a le droit de modifier ses obligations par un acte unilatéral ». La déclaration de Londres rejoint ainsi celle de Rome ; l'une et l'autre laissent la France, juridiquement tout au moins, sur ses positions du 17 avril 1934. Satisfaction platonique à la vérité, mais qui cependant a le mérite de ne pas reconnaître directement et explicitement le fait accompli du réarmement et de maintenir le principe de la loyale application des contrats sans lequel il n'y aurait plus de traités possibles, ni de transactions. Si des sanctions n'ont pas été prises en l'espèce, il reste que l'on aurait pu à bon droit y recourir et que, dans l'avenir, elles ne sont pas exclues dans des cas analogues.

Voici maintenant les invites faites à l'Allemagne. On lui propose de s'associer aux autres Puissances pour aboutir par libre négociation à un règlement général pour « l'organisation de la sécurité de l'Europe ». L'Allemagne, d'abord, participerait « au pacte librement négocié entre toutes les parties intéressées assurant l'assistance mutuelle dans l'Europe orientale et réalisant pour l'Europe centrale le système prévu dans le procès-verbal de Rome ». Tel serait le critère de la bonne volonté du Reich : participer à l'organisation de la paix danubienne et de la paix orientale par la garantie mutuelle des frontières. L'Allemagne ne cesse de déclarer que, si elle s'est armée, c'est parce qu'elle est inquiète pour sa propre sécurité : on lui offre un pacte qui la garantit. Ces deux pactes seraient eux-mêmes intégrés dans une négociation d'ensemble ; l'organisation générale de la sécurité une fois réalisée, ce règlement prendrait la place de la partie V du traité de Versailles. L'égalité des droits serait ainsi réalisée dans l'égalité de la sécurité. Il ne serait pas touché à la partie du traité qui prévoit la démilitarisation de la rive gauche du Rhin et d'une bande de 50 kilomètres sur la rive droite. Les armements et effectifs de l'Allemagne ne seraient plus limités, conformément à la déclaration du 11 décembre 1932, que par une convention générale dans les mêmes conditions que ceux des autres Puissances. La rentrée de l'Allemagne à la Société des nations, dans le cadre et sous les auspices de laquelle ces conventions seraient placées, serait naturellement la condition première de tels engagements réciproques.

Ainsi reçoit satisfaction l'Angleterre qui a cherché à écarter les ententes particulières et, à plus forte raison, les alliances à deux pour aboutir à une organisation générale de la paix dans la sécurité.

Qu'il y ait, dans ces subtiles combinaisons de pactes ingénieux, quelque logomachie, nous en demeurons d'accord. Que ce luxe de précautions et ces formules soigneusement balancées puissent être emportées par la première tornade de passions nationales, c'est entendu. Et sans doute les ministres réunis à Londres en ont-ils eu le sentiment, puisqu'ils se sont préoccupés de parer « à des agressions soudaines par la voie des airs », les seules auxquelles se trouve exposée l'Angleterre et qui, dans son « égocentrisme » ingénu, inquiètent le peuple britannique. Les ministres des deux nations ont donc décidé d'inviter l'Italie, l'Allemagne et la Belgique à examiner avec la France et la Grande-Bretagne la possibilité de conclure rapidement une convention par laquelle « les signataires s'engageraient à donner immédiatement l'assistance de leurs forces aériennes à celle d'entre elles qui serait, de la part de l'une des parties contractantes, l'objet d'une agression non provoquée par la voie des airs ».

La portée matérielle et surtout morale d'un tel engagement par lequel, comme l'a dit sir John Simon, l'Angleterre va plus loin que dans les accords de Locarno, n'échappera à personne ; elle a produit en France une satisfaction générale ; elle implique que la France et l'Angleterre, même si les autres Puissances invitées se dérobaient, seraient prêtes à conclure entre elles « rapidement » un tel accord qui équivaudrait à une alliance défensive limitée. Comment ne pas se souvenir de l'accord naval d'avant la guerre de 1914 ? Par le fait de l'aviation, l'Angleterre a cessé d'être une île ; elle s'en aperçoit et elle en tire les conséquences.

Toute cette délicate architecture de paix a besoin, pour tenir debout, du concours de l'Allemagne. On lui offre satisfaction sur la plus constante et la plus obstinée de ses réclamations ; on l'invite à participer à un règlement général qui n'a pour elle d'avantages que si ses déclarations pacifiques sont sincères et ses intentions droites. L'épreuve est décisive : elle le sent et déjà cherche à se dérober ; elle se trouve empêtrée dans le réseau compliqué de ses « finasseries » et de ses duplicités. M. Flandin, dans le discours radiodiffusé qu'il a adressé aux Français, le 4 février, dit excellemment : « J'espère que l'Allemagne, qui affirmait récemment sa volonté de paix, saisira cette occasion

d'en donner la preuve. Cette grande nation doit participer également et librement à la constitution si désirable de la sécurité européenne. Le souci de notre sécurité ne nous a jamais fait oublier celle des autres. Encore avons-nous le devoir, que nous enseigne le passé, de réclamer une sécurité réelle. »

L'Allemagne, dit-on, ne répondra pas avant une quinzaine de jours. M. von Papen se prononce pour une entente complète avec la France. Mais voici que M. Alfred Rosenberg, chef de l'Office de politique étrangère du parti national-socialiste, insinue dans son journal, le *Vœlkische Beobachter*, que la France et l'Angleterre ne sont pas sincères et que leurs propositions ne sont qu'un prétexte pour réaliser l'encerclement de l'Allemagne. Il est à prévoir que le gouvernement du Reich, sans rejeter franchement les offres précises des Puissances occidentales, cherchera à les modifier, fera des contre-propositions, chicanera, ergotera. On ne viendra à bout de ses arguties que si l'opinion et le gouvernement, à Londres et à Rome, restent fermes sur les positions clairement définies qu'ils ont adoptées d'accord avec nous. Sinon, on retombera dans les marchandages jusqu'à ce qu'on se trouve, une fois encore, en face du fait accompli par le moins scrupuleux.

Le cycle fatal est toujours le même ; l'agitation pangermanique menace tous ses voisins et, quand ils finissent par se mettre d'accord pour prendre des précautions, le Reich crie à l'encerclement et parle de rompre par la force la coalition qu'il a créée par ses propres fautes. La tentative suprême que font à l'heure actuelle les Puissances occidentales est l'ultime expérience pour organiser la paix ; si elle échoue par la faute de l'Allemagne, la nécessité s'imposera de solides alliances défensives dont l'accord contre l'agression aérienne est la première ébauche. Quoi qu'elle puisse dire ou prétendre, l'Allemagne, emportée par le courant qu'elle a elle-même créé, ne restera pacifique et respectueuse des droits de ses voisins que si elle a la certitude que toute agression de sa part formera automatiquement autour d'elle une puissante coalition et que le châtiment sera immédiat.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

HUITIÈME PÉRIODE. — CV[e] ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-CINQUIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1[er] janvier

Livraison du 15 janvier

Livraison du 1er février

Livraison du 15 février

Paris, 1935. — Imprimeries RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 60212.